This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08171749 2

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

*DM
Digitized by Google

Digitized by Google

REVUE

CONTEMPORAINE

DIX-HUITIÈME ANNÉE

2e SERIE. — TOME SOIXANTE-NEUVIÈME

CENT QUATRIÈME DE LA COLLECTION

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE CONTEMPORAINE

RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 17

1869

Les auteurs et les éditeurs se réservent tous droits de traduction et de reproduction.

Digitized by Google

ASTOR LIBRARY
DEC 18 1874
NEW YORK

Digitized by Google

LA

BAVIÈRE EN 1812 & 1813

SOUVENIRS INÉDITS DE M. LE Cte DE MERCY-ARGENTEAU

Ancien ministre plénipotentiaire de France en Bavière

PREMIÈRE PARTIE

Le comte de Mercy-Argenteau, qui avait été successivemen officier d'ordonnance et chambellan de Napoléon Ier, et ensuite ministre plénipotentiaire de France en Bavière depuis le mois de mars 1812 jusqu'à l'accession de cette puissance à la dernière coalition, est mort, il y a peu de temps, dans un âge fort avancé. Il était le neveu du célèbre diplomate du même nom, naguère ambassadeur d'Autriche en France pendant le règne de Louis XVI. Issu d'une des plus grandes familles de la Belgique, il avait cessé d'être Français en 1815, mais s'honorait toujours d'avoir fait partie de notre corps diplomatique, et du souvenir de ses relations personnelles avec l'empereur Napoléon.

Nos lecteurs apprécieront, dès les premières lignes, l'importance

Digitized by Google

historique de ces Mémoires inédits, dont nous garantissons la pleine et entière authenticité. Nous en devons la communication à la famille de l'un des diplomates les plus distingués de la période impériale, auquel M. de Mercy-Argenteau fit offrir, en 1830, l'unique manuscrit de son ouvrage par l'entremise de M. de Gérando, leur ami commun. Nous avons joint au récit de M. de Mercy-Argenteau quelques notes également intéressantes de son premier secrétaire de légation, M. Bogne de Faye, qui nous viennent de la même source. M. Bogne de Faye, ayant exercé pendant trois ans les fonctions de chargé d'affaires à Munich, connaissait parfaitement le terrain, et ses appréciations, parfois un peu différentes de celles de son supérieur, méritent aussi d'être recueillies par l'histoire.

I

J'étais arrivé à Paris dans les derniers jours de décembre 1811 pour faire mon service de chambellan auprès de l'Empereur. Le 1er janvier 1812, je rencontrai dans les salons de l'Impératrice le duc de Bassano, ministre des relations extérieures. Il me dit qu'il avait à me parler, et m'engagea à passer chez lui ce même jour, dans la soirée.

Je fus exact au rendez-vous... Je me perdais en conjectures sur ce qui pouvait être l'objet de cet entretien mystérieux, et je fus même assez longtemps sans pouvoir le deviner. Le duc me parlait de la convenance qu'il y aurait pour moi à servir l'Empereur autrement que dans de simples fonctions de cour; il me citait d'autres personnes qui étaient entrées dans l'armée et dans l'administration. Je répondais que la carrière administrative, qui m'avait été plusieurs fois proposée, avait toujours eu peu d'attrait pour moi, que la faiblesse de ma santé semblait m'interdire la carrière militaire. Je rappelai au duc qu'en 1806, nommé officier d'ordonnance de l'Empereur, j'étais tombé gravement malade dès le début de la campagne... « Mais la diplomatie, reprit M. de Bassano, ne pourrait-elle pas vous convenir? Cette carrière a été celle de votre famille; votre nom y est connu. J'ignore, à la vérité, les intentions de l'Empereur; mais il serait possible que l'un de ces jours il me parlât de vous, et je serais bien aise de connaître vos sentiments, dans le cas où Sa Majesté me chargerait de vous proposer une mission à l'étranger. » A ces mots, je ne doutai plus que l'Empereur n'eût déjà fixé les yeux sur moi, qu'une mission ne me fût destinée;

Digitized by Google

je n'avais aucune bonne raison pour m'y soustraire. Je répondis donc que, bien qu'une mission diplomatique fût étrangère aux habitudes de ma vie, qu'elle dût m'éloigner de ce que j'affectionnais de plus, la résidence dans mes terres, l'Empereur me trouverait prêt à lui obéir s'il jugeait que je pusse lui être de quelque utilité.

Il n'en fallut pas davantage, et huit jours étaient à peine écoulés depuis cette conversation quand M. de Bassano, m'abordant de nouveau aux Tuileries, me demanda : « Quand partez-vous pour Munich ? — Je ne sache pas, lui répondis-je, que j'aie quelque chose à y faire ? — C'est possible ; mais l'Empereur y a des affaires, et il vous a nommé, ce matin, son ministre plénipotentiaire en Bavière. Je viens de vous l'annoncer officiellement, vous trouverez le décret de votre nomination en rentrant chez vous, et les intentions de l'Empereur sont que vous partiez promptement... » Le lendemain j'allai remercier l'Empereur, il me dit les choses les plus flatteuses. Pendant le cours de ma mission, il ne cessa de se montrer bienveillant à mon égard, et mes rapports personnels avec le ministre n'eurent aussi rien que d'agréable.

L'intervalle qui s'écoula entre ma nomination et mon départ fut employé à recevoir mes instructions, à me mettre au courant des affaires... Je voyais souvent le comte de Narbonne, auquel je succédais. « Vous trouverez tout facile, me disait-il ; vous aurez affaire à un prince tout français... Son ministre, le comte de Montgelas, est un homme de beaucoup d'esprit et de talent ; sa position personnelle ne lui permet pas d'être autre chose que son maître... »

La campagne de Russie allait s'ouvrir... Le contingent de la Bavière, fort de 30,000 hommes, était en marche vers la Pologne avant que j'eusse quitté Paris. Mes instructions portaient que je devais veiller soigneusement à ce que ce contingent fût exactement tenu au complet pendant toute la durée de la campagne, si la guerre venait à éclater. Il m'était spécialement recommandé aussi de surveiller attentivement le Tyrol, pays qui tenait à l'Autriche par d'anciens souvenirs, et qui avait été longtemps le foyer de nombreuses intrigues contre la France.

Selon toute apparence, ma nomination au poste de Munich avait eu pour but d'inspirer de la confiance à l'Autriche. Mes relations de famille, les souvenirs que mon nom avait laissés à Vienne, ont pu donner à l'Empereur l'idée que ma présence en Bavière serait vue avec plaisir par cette puissance, qu'il tenait à ménager [1].

Je partis pour Munich dans les premiers jours de mars. Le roi

[1] Suivant M. Bogne de Faye, qui d'ailleurs rend justice à la loyauté et aux aptitudes diplomatiques de son jeune supérieur, les relations de famille qui l'unissaient au prince

Digitized by Google

me fit la réception la plus affectueuse... Tous ceux qui l'ont connu savent combien il avait d'aménité dans le caractère, de noblesse dans les manières et d'amabilité dans la conversation. Il m'engagea à venir souvent le voir le matin, sans aucune formalité d'étiquette. « Je ne suis pas roi toute la journée, me disait-il; je n'étais pas destiné à le devenir, et je suis heureux de trouver des moments où je puis l'oublier pour causer familièrement avec des hommes comme vous. Venez donc chez moi quand vous voudrez, et surtout sans votre costume de ministre, que je ne veux voir que les jours de gala. Autrement, vous m'obligeriez à mettre aussi mon uniforme, et cela ne m'arrange pas. »

Le roi professait une grande admiration pour l'Empereur; il sentait bien que son principal appui était la France. Mais il n'était pas exempt d'inquiétude sur la position dans laquelle les circonstances l'avaient placé vis-à-vis d'un peuple froissé par des levées d'hommes multipliées, par des impositions extraordinaires et les exigences du blocus continental. Parvenu à un âge où l'on aspire au repos, il voyait sans cesse le sien menacé par des guerres dans lesquelles il était obligé de prendre une part très active, et sa vieillesse se consumait au milieu des incertitudes de l'avenir et des chances de la fortune.

A l'époque de mon arrivée à Munich, le système continental était exécuté avec une telle rigueur, que, pour éviter en France l'introduction de quelques marchandises anglaises, on refusait d'y admettre les produits de l'industrie bavaroise, même accompagnés de certificats d'origine, sous prétexte que les communications entre la Bavière et la Suisse pouvaient faciliter la fraude!... Je me hâtai de représenter à M. de Bassano qu'il importait de ne pas réduire à la dernière extrémité un pays auquel on demandait de grands sacrifices; qu'il fallait prendre garde d'exaspérer l'opinion à ce point, dût-on faciliter à quelques balles de coton anglais le passage par la Suisse et la Bavière. Mes représentations furent comprises, et bientôt j'obtins le rétablissement des certificats d'origine. Je parvins à rétablir ainsi quelques relations commerciales entre la France et la Bavière; le roi m'en sut un gré infini.

Le contingent bavarois était déjà arrivé et cantonné en Pologne. Sur sa destination ultérieure, le roi n'en savait pas plus que le ministre de France. Mes instructions me prescrivaient de m'attacher à calmer les esprits, à répéter qu'un accommodement entre la France

de Schwarzenberg, et qui avaient été pour quelque chose dans sa nomination, devinrent, par la suite des événements, une circonstance fâcheuse. On jugera bientôt de l'exactitude de cette allégation.

Digitized by Google

et la Russie était encore possible et même probable, mais personne n'était dupe de ce langage officiel. Dès que le traité entre la France et l'Autriche fut connu, que le prince de Schwarzenberg eut traversé Munich pour aller prendre le commandement du contingent auxiliaire, il ne fut plus question, à la cour et dans les salons, que des nombreuses démissions de généraux et d'officiers autrichiens, opposés à l'alliance française. Le roi, qui, indépendamment des rapports de son ministre à Vienne, entretenait une correspondance suivie avec l'électrice, sœur de la seconde impératrice d'Autriche, me donnait sur tout ce qui se passait dans ce pays, des détails que je transmettais à Paris.

La nouvelle du départ de l'Empereur fit bientôt évanouir les dernières espérances pacifiques. Le roi et son cabinet se fiaient dans le génie et la fortune de Napoléon, et espéraient quelque nouvel accroissement de territoire. Mais le présent était dur ; il fallait pourvoir aux approvisionnements de la route militaire qui traversait le Tyrol, et se préparer à de grands sacrifices d'hommes et d'argent. Le Tyrol lui-même, province récemment annexée et peu affectionnée à la Bavière, était un point d'observation important. Le prince royal y faisait sa résidence habituelle ; ses opinions politiques différaient de celles de son père ; il manifestait une antipathie marquée pour le comte de Montgelas et affectait de ne se montrer que très rarement à Munich. Il avait conservé un amer ressentiment de l'humiliation que lui avait infligée l'Empereur pendant la campagne de 1809, en donnant publiquement raison contre lui au maréchal duc de Dantzick. On prétendait que Napoléon avait été jusqu'à dire dans cette occasion, en parlant du prince royal : « Qu'il prenne garde à lui, je le ferai fusiller [1]. »

J'avais eu avec ce prince, pendant qu'il séjournait à Paris, des relations dont je savais qu'il n'avait pas perdu le souvenir. Je crus devoir en profiter pour tenter, entre son père et lui, un rapprochement désirable sous tous les rapports. Le roi ne se borna pas à autoriser cette démarche ; il m'engagea à la faire, et témoigna qu'il m'en saurait gré comme d'un service personnel. Je me rendis donc à Inspruck, et n'eus qu'à me louer de l'accueil du prince et de ses dispositions. A cette époque, où la fortune de l'Empereur n'avait encore subi aucune atteinte, il n'était pas difficile de démontrer à l'héritier d'un royaume créé en quelque sorte par la France, combien

[1] Le prince royal était mécontent de tout : de son père, de M. de Montgelas, et souvent, peut-être avec raison, de lui-même. Il avait été mal avec le maréchal Lefebvre, et avait quitté l'armée avant la fin de la campagne ; un prince royal est difficile à commander. Cependant le maréchal avait montré une modération très méritoire pour un homme de son caractère, et conforme aux ordres précis de l'Empereur. BOGNE DE FAYE.

Digitized by Google

il était important pour lui de ne laisser apercevoir aucune trace de ressentiment personnel. Il revint passer quelques mois à Munich, et me fit l'honneur de venir souvent chez moi. D'un autre côté, le roi avait eu la pensée d'écarter de son fils quelques personnes notoirement hostiles à la France. Je le détournai de cet acte de rigueur, qui n'aurait pu qu'aigrir davantage le prince. D'ailleurs, il m'était plus facile d'exercer sur ces personnes une certaine surveillance à Inspruck ou à Munich que partout ailleurs.

A peine arrivé en Pologne, le corps auxiliaire bavarois se trouvait déjà considérablement réduit par les maladies et les fatigues. Il me fallut demander de nouveaux renforts. Cette exigence parut bien dure, mais on fut forcé de se rendre à mes instances, et de se pénétrer de l'idée qu'il ne suffisait pas, pour l'exécution des traités, d'avoir fourni un contingent de 30,000 hommes, que ce contingent devait être constamment tenu au complet pendant toute la durée de la campagne. Je fis mettre en marche tout ce qui restait d'hommes disponibles dans les dépôts, ce qui nécessita de suite un nouveau recrutement.

Nous apprîmes bientôt que l'Empereur avait quitté Paris. La réunion des souverains à Dresde, les récits des fêtes qui signalèrent leur présence dans cette capitale, occupèrent quelque temps les esprits. Bientôt nous apprîmes l'arrivée de l'Empereur sur les bords du Niémen, et le retour du général Lauriston au quartier général. Cette nouvelle fit évanouir les dernières espérances que les amis de la paix s'obstinaient à conserver. Dès lors toutes les dépêches du duc de Bassano se transformèrent en bulletins de l'armée. Ces dépêches, qui se ressentaient de l'enthousiasme des premiers succès, ne m'arrivaient pas toujours avant le *Moniteur*. Eloignés du théâtre de la guerre et des prestiges de la gloire, nous jugions plus froidement de la situation. L'ancien ministre de Russie, le prince Bariatinsky, qui venait de cesser ses fonctions, m'avait souvent dit : « Cette guerre, nous ne la redoutons pas. Si elle a lieu, nous commencerons par nous retirer, et quand les armées françaises se seront enfoncées dans les déserts de la Russie, tandis qu'elles manqueront de tout sur une ligne d'opérations si étendue, nous nous trouverons au milieu de nos ressources. Alors, nous pourrons reprendre l'offensive, et nous en choisirons le moment. » Ce prince s'était attaché, en partant, à accréditer l'opinion que plus les premiers progrès des Français seraient rapides, plus il y aurait ensuite de chances pour leurs adversaires.

Plusieurs émigrés français, dont quelques-uns recevaient des pensions de l'Angleterre, habitaient depuis longtemps Munich. Parmi eux se trouvaient deux anciens évêques qui ne s'etaient pas soumis

Digitized by Google

au concordat, et n'avaient jamais renoncé à leurs siéges. C'étaient les évêques de Gap et d'Agen. Les nouveaux prélats, qui occupaient leurs siéges depuis le concordat, ne pouvaient administrer les diocèses qu'en vertu des pouvoirs des anciens titulaires, qui ne les refusaient jamais. Ces émigrés étaient reçus à la cour, mais la maison du ministre de France avait été constamment fermée à plusieurs d'entre eux du temps de mes prédécesseurs [1]. Je ne crus pas devoir en agir ainsi; j'ouvris ma maison à tout le monde sans distinction. Au temps où nous étions, un système plus large, moins circonscrit par des exceptions qui sembleraient trahir la crainte plutôt que l'aversion, me semblait plus digne d'un ministre de France. Il ne devait point paraître redouter l'influence d'hommes âgés et infirmes, n'ayant plus d'autre désir que de passer paisiblement leurs derniers jours sur cette terre hospitalière.

Cette conduite avait généralement plu; il en était résulté plus d'aisance dans les relations de la société. La confiance s'était établie, on causait librement, et j'en étais arrivé à ce point que plusieurs de ces émigrés, tout en me déclarant que la Bavière resterait pour eux une nouvelle patrie, me demandaient de m'intéresser en faveur tantôt d'un neveu, tantôt d'un cousin, désirant soit une place d'auditeur, soit un brevet de sous-lieutenant. Même, l'un de ces vieux évêques, opposant à tout ce qui datait de la Révolution, était en pourparler avec moi, pour savoir comment il pourrait s'y prendre pour obtenir l'autorisation de venir finir ses jours en France.

Cette ligne de conduite que je m'étais tracée, et que je suivis aussi longtemps que dura ma mission, devait nécessairement attirer les regards de ces agents subalternes de la police, espions de cafés et d'antichambres, auxquels on faisait parcourir l'Allemagne à cette époque. Des propos recueillis dans les carrefours leur suffisaient pour adresser au ministre de la police générale, et à d'autres personnes chargées de surveiller l'opinion au dehors, des rapports dont ils obtenaient le salaire. N'ayant aucun goût pour ce genre d'observation de bas étage, plutôt nuisible qu'utile, j'avais très peu répondu aux démarches de quelques-uns de ces agents secrets, qui m'avaient apporté des lettres d'introduction et offert leurs

[1] Cette assertion, suivant M. B. de Faye, n'est pas complétement exacte. Plusieurs de ces émigrés, officiers au service de la Bavière, avaient été reçus chez M. Otto. Les deux évêques, qui restaient en Bavière du consentement de la France, n'allaient pas à la cour, mais M. de Narbonne, prédécesseur immédiat de M. de Mercy, les avait reçus, particulièrement celui d'Agen, homme de beaucoup d'esprit, qu'il avait connu à la cour et à la Constituante. « Ce prélat, dit M. B. de F., était cousin du comte de Bonneval, si célèbre par ses aventures en Turquie, et je pense que, comme lui, il n'était chrétien que pour la forme et surtout pour les bénéfices. »

Digitized by Google

services particuliers. Je ne manquai pas d'éprouver l'effet de leur rancune. Un rapport, parti de Munich après la campagne de 1812, me dépeignait comme un homme qui ne recevait chez lui que des ennemis de la France, qui n'apercevait rien de ce qui se passait, qui ne voyait pas les dispositions hostiles de l'esprit public, non plus que les menées secrètes, dirigées par le prince royal. Ce rapport fut adressé, en Allemagne, à un personnage marquant, chargé de recueillir les documents de cette nature. Le hasard fit tomber cette pièce dans les mains d'un de mes amis, à Weimar. Il s'empressa de m'en envoyer une copie, en me recommandant de me tenir sur mes gardes. Je fus bien aise d'avoir l'occasion d'apprécier par moi-même la valeur de ce genre d'écrits : le seul usage que je fis de celui-là fut de l'adresser à M. de Bassano, en lui disant que ma conduite était celle que je croyais devoir tenir, que je n'y changerais rien, et que je n'hésiterais pas à renoncer de suite à la place que j'occupais, si j'avais lieu de supposer que la confiance en moi n'était pas entière. Ces relations étaient étrangères à son ministère, je le savais bien ; et la réponse qui me fut faite à cette occasion ne me laissa rien à désirer.

Je suivais les mêmes principes à l'égard de la cour, dans tout ce qui n'intéressait pas les relations politiques. Je ne me mêlais en rien des affaires d'interieur : la toute-puissance d'un ministre de France, à cette époque, ne perdait rien aux ménagements, aux formes polies, non plus qu'à l'abstention de ces exigences qui froissent l'amour-propre sans utilité. Le roi, *qui n'avait pas toujours été habitué à tant de réserve*, me savait gré de lui laisser au moins l'apparence de l'indépendance dans son intérieur[1]. Je n'en avais pas moins l'œil ouvert sur tout ce qui s'y passait, et, quand je le jugeais nécessaire, je n'en exerçais que mieux mon influence, sans y joindre le ton de l'autorité.

Le Tyrol m'occupait tout particulièrement. Je recevais de ce pays des rapports exacts ; je n'eus pas à y réclamer d'arrestations, le gouvernement auprès duquel je résidais étant suffisamment intéressé à la vigilance pour son propre compte. Nous n'ignorions pas que l'Autriche conservait des relations avec les chefs qui avaient longtemps défendu sa cause dans ces montagnes. Mais, pour le mo-

[1] Le roi, dit M. Bogne de Faye, avait fait le même compliment à tous les prédécesseurs de M. de Mercy, et même au pauvre chargé d'affaires. En réalité, dit-il encore, jamais le gouvernement bavarois n'a eu lieu de se plaindre à cet égard, et cela tenait aux dispositions personnellement bienveillantes de l'Empereur et aux relations de famille qu'il avait établies avec cette cour par le mariage du prince Eugène. Les agents diplomatiques qui avaient précédé M. de Mercy n'auraient pas commis la maladresse de manquer d'égards envers un souverain qui avait tant de moyens de faire parvenir des plaintes à l'Empereur, et de s'en faire écouter.

Digitized by Google

ment, aucune tentative hostile n'était à craindre de ce côté; tout était aussi calme dans la patrie d'André Hofer que dans le reste du royaume.

Tandis que les armées victorieuses de Napoléon s'avançaient en Russie, les princes de la Confédération se trouvaient trop étroitement liés à la cause française ; ils avaient trop d'intérêts personnels à ménager, pour se compromettre en rien par l'apparence d'une conduite équivoque. Les premiers succès de la campagne avaient imposé silence aux partis ; la crainte retenait toute expansion de sentiments hostiles. Quelques esprits réfléchis, jetant les yeux sur la carte de Russie, et voyant la saison s'avancer, mesuraient seuls la profondeur de l'abîme que l'entraînement pouvait ouvrir sous les pas des vainqueurs. Mais les plans de l'Empereur n'étaient pas connus encore; ne pouvait-il pas s'arrêter à Smolensk, organiser derrière lui la Pologne, concentrer ses forces, traiter à l'approche des grands froids, ou prendre, comme en 1807, des quartiers d'hiver et se préparer à une seconde campagne? L'avenir était inconnu; on vivait dans une attente continuelle. Ce n'était que dans le cas de revers, dont bien peu de personnes entrevoyaient alors la possibilité, que chacun des princes allemands, reportant des regards inquiets sur sa situation particulière, pouvait se livrer à de nouvelles réflexions, examiner les chances d'autres combinaisons politiques : nous n'en étions pas là!

Mes rapports avec le duc de Bassano, plus occupé à Wilna de mouvements militaires que de travaux diplomatiques, ne pouvaient être que fort insignifiants. Mes dépêches, qui témoignaient constamment du zèle qu'apportait le gouvernement bavarois à remplir ses engagements, devaient passer en quelque sorte inaperçues sous les yeux du ministre; les siennes ne m'apportaient en retour que des récits de manœuvres ou de combats heureux.

II

La bataille de Poloskz, dans laquelle le corps bavarois, placé sous les ordres de Saint-Cyr, avait éprouvé de grandes pertes, fut la première nouvelle affligeante pour le roi. Cette victoire resta pour lui couverte d'un voile funèbre; elle mit en deuil de nombreuses familles à Munich, où la consternation fut profonde. Le roi avait perdu dans le général Deroi un de ses meilleurs officiers et un vieil ami. Deroi, que l'Empereur estimait particulièrement, avait reçu de lui, pendant la campagne, une dotation dont on eut la maladresse

Digitized by Google

de contester la reversibilité à son fils, colonel d'infanterie, sous prétexte que le titulaire était déjà mort de ses blessures quand l'Empereur avait signé le décret. Je plaidai vivement la cause du fils, et la dotation fut confirmée. Il était essentiel de ranimer le zèle de nos alliés, de les encourager par des récompenses militaires, avant de demander l'envoi de nouvelles troupes. Je contribuai à faire donner beaucoup de croix de la Légion d'honneur, distinction que le soldat bavarois appréciait autant que le soldat français.

Le général de Wrède avait succédé à Deroi dans le commandement en chef du corps auxiliaire. Cet officier, plein d'ambition, mécontent du maréchal Saint-Cyr, ayant eu aussi à se plaindre, comme beaucoup d'autres, du général Hogendorp à Wilna, trouva moyen de quitter l'armée. Il allégua, pour excuser ce départ, que le corps bavarois avait subi de telles réductions, que ce commandement était devenu trop inférieur à son grade, et que sa présence était plutôt nécessaire en Bavière pour accélérer le recrutement et presser le départ des réserves.

Il revint donc à Munich. Le roi, qui m'avait fait lire toute sa correspondance, me pria d'obtenir pour de Wrède le grand cordon de la Légion d'honneur. Mes démarches furent inutiles, et cette déception, qui augmenta encore le mécontentement du général, n'a peut-être pas été sans influence sur les événements de la campagne suivante.

Malgré l'impression produite par les succès de la grande armée, le gouvernement témoignait déjà quelques craintes pour l'avenir, surtout depuis que l'on savait que Napoléon avait dépassé Smolensk. Dans nos conversations particulières, l'esprit pénétrant du comte de Montgelas ne laissait échapper aucune des considérations particulières que des circonstances si graves pouvaient suggérer. Le roi m'appelait fréquemment dans son cabinet. Une grande carte de Russie, où des épingles de diverses couleurs indiquaient la position des armées, fixait incessamment son attention. « Que pensez-vous de tout cela, mon cher comte? me demandait-il souvent. Si nous n'avions pas affaire à l'Empereur, quelle situation!... Voyez cette immense ligne d'opérations qui s'allonge de plus en plus! Tout est à découvert sur la droite et sur la gauche, on va toujours en avant; mais il nous a accoutumés aux prodiges. Savez-vous que bien des gens qui viennent ici et qui vont aussi chez vous, et qui manifestent une si grande joie des progrès de l'Empereur, ont d'autres motifs que nous de s'en réjouir? » Il ne m'apprenait rien de nouveau, et je n'osais lui dire moi-même tout ce que j'en pensais. Mais il m'était facile encore, à cette époque, de calmer ces inquiétudes passagères; de ramener ce prince à des sentiments de confiance

Digitized by Google

auxquels il était toujours accessible quand on lui parlait de l'Empereur. Les lettres du comte de Narbonne, qui faisait, comme on sait, cette campagne comme aide de camp de Napoléon, contribuaient à relever les espérances du roi. Cette correspondance était sur un ton de familiarité, d'enjouement, qu'autorisaient les souvenirs des régiments de Bourbonnais et des Deux-Ponts, dans lesquels tous deux avaient servi avant la Révolution. Je me souviens d'une de ces lettres, écrite au moment du départ de Smolensk, qui commençait ainsi : « Je ne sais maintenant si ma prochaine sera datée de Moscou ou de Pétersbourg... » Puis le roi me disait : « Comprenez-vous ce Narbonne, avec ses soixante ans, galopant comme un jeune homme derrière l'Empereur? Nous sommes du même âge; nous avons fait ensemble bien des folies, et, ma foi, s'il me fallait maintenant courir à franc étrier, je ne sais trop... » Puis venait quelque histoire du temps où ils étaient en garnison à Strasbourg, et ces souvenirs faisaient trêve aux préoccupations du moment.

Mais la nouvelle de l'incendie de Moscou vint porter un coup terrible à nos espérances. Elle nous parvint presque en même temps que celle de la victoire de la Moskowa, qu'on célébrait par un *Te Deum* et des réjouissances publiques. A partir de cette époque, le roi commença à augurer mal des événements. Les dépêches que je reçus de Wilna ne purent dissiper l'effet moral produit par cette catastrophe. Les nouvelles les plus sinistres commencèrent à circuler, et, peu de temps après, des rapports reçus du Nord de l'Allemagne donnèrent quelques indices sur les progrès menaçants des sociétés secrètes.

Jusque-là, le traité de paix signé inopinément sur le Pruth, entre la Russie et la Turquie, n'avait été remarqué que du petit nombre d'hommes habitués à réfléchir sur les événements. Mais, après l'incendie de Moscou, l'attention publique se reporta vivement sur ce traité, sur les conséquences redoutables que pouvait avoir la marche de l'armée de Tchitschakov, que l'on évaluait à 80,000 hommes, se dirigeant des bords du Pruth sur les derrières de la grande armée, à travers les anciennes provinces polonaises, où elle ne devait rencontrer d'autre obstacle que le corps auxiliaire autrichien, bien inférieur à elle. J'eus bientôt à remarquer l'effet fâcheux que produisaient ces prévisions trop vraisemblables, et je dus le signaler au duc de Bassano.

Le comte de Montgelas n'avait aucun motif de dissimuler sa pensée dans nos conversations journalières. Personnellement attaché au système qui avait uni la France à la Bavière, il ne pouvait que partager nos craintes ; il s'expliquait franchement et sans détour.

Digitized by Google

Je m'entendis avec lui sur les moyens à employer pour surveiller la marche de l'opinion, et pénétrer les intrigues dont nous soupçonnions déjà l'existence...

Pendant tout le temps de la retraite, je me trouvai dans une position fort embarrassante, sans direction de M. de Bassano, dont je ne recevais plus aucune nouvelle... J'eus à lutter contre bien des difficultés; je dus me diriger, dans cet intervalle, d'après mon propre jugement, faire quelquefois semblant d'avoir reçu des nouvelles de mon gouvernement, de paraître instruit de celles que le gouvernement bavarois m'apprenait; affecter un calme, une sécurité dont j'étais bien loin. Le bruit de la mort de l'Empereur, celui de la conspiration de Mallet s'étaient répandus pendant cette période si pénible où je fus abandonné à moi-même. Quant aux événements de Paris, je sus bientôt à quoi m'en tenir par un courrier que M. de la Besnardière adressa à l'ambassade de Vienne, et qui était porteur de dépêches pour moi. Mais il ne m'apprenait rien de l'armée; on ne savait rien de plus que nous à Paris.

Dans ce moment critique, un vaste champ était ouvert aux conjectures. Chacun envisageait l'avenir au gré de ses opinions particulières. On s'agitait; les mots d'affranchissement, d'indépendance étaient indiscrètement prononcés. Je me bornais au rôle d'observateur, n'estimant pas qu'en de telles circonstances il y eût autre chose à faire. Le gouvernement restait ferme dans ses principes; le roi, craignant toujours qu'il pût se passer dans ses Etats quelque chose qui le compromît aux yeux de l'Empereur, me trouvait trop inactif. Il voulait des mesures de répression éclatantes, et me fit part un jour de la résolution qu'il avait prise d'interdire l'entrée de son palais à quelques personnes qui se permettaient des propos inconvenants, et même de les faire sortir de Munich. Je lui persuadai de n'en rien faire. « Que craignez-vous? lui disais-je. Ces hommes ne sont point dangereux. Ayez l'air, comme moi, d'ignorer leurs propos. Vous ne devez pas avoir l'air de les craindre, et, quant à moi, il m'est bien plus facile de savoir ce qu'ils disent et ce qu'ils font quand ils sont ici, que si vous les envoyiez à Ratisbonne ou à Nuremberg... » Le gouvernement bavarois mettait d'ailleurs autant d'énergie que je pouvais le désirer à réprimer les moindres signes d'agitation, surtout dans le Tyrol.

Enfin nous reçûmes le fameux vingt-neuvième bulletin. Il n'y avait plus à douter de la gravité des désastres; mais, du moins, l'empereur était là, au milieu des débris de son armée!... Dès lors, il n'y avait plus à craindre, pour le moment, ni soulèvement populaire, ni changements dans les vues des cabinets de second ordre.

Je rendis compte à M. de Bassano de la situation des choses et de

Digitized by Google

la disposition des esprits. J'avais reçu enfin des dépêches de Wilna, où ce ministre se trouvait toujours entouré de la plupart des ministres étrangers accrédités en France. Elles m'avaient annoncé le retour de l'Empereur à Smolensk; mais les événements marchaient plus vite que les dépêches, et les projets pour une seconde campagne, dont m'entretenait M. de Bassano, en me faisant remarquer que Smolensk était plus rapproché de Moscou que Péterbourg, se trouvaient démentis avant que j'eusse pu faire usage de ses communications. Bientôt, après le passage de la Bérésina, je reçus une autre dépêche dans laquelle le ministre me rendait compte des nouveaux événements que nous connaissions déjà par les journaux allemands. Il me recommandait d'avoir l'œil très attentif sur les dispositions du gouvernement auprès duquel je résidais, de montrer beaucoup d'assurance et d'énergie dans mon langage. Il me prévenait en même temps que l'Empereur allait faire prendre les quartiers d'hiver à son armée en Pologne, que lui-même resterait à Varsovie pour pouvoir entrer plus tôt en campagne au printemps; enfin que, *s'il allait à Paris pendant l'hiver*, ce ne serait que pour le peu de temps que les affaires de l'intérieur réclameraient sa présence.

La rapidité avec laquelle les événements se succédaient, et les changements de disposition qui en étaient la conséquence, m'avaient habitué à n'user qu'avec beaucoup de circonspection du contenu des dépêches de M. de Bassano, dans mes communications avec le gouvernement bavarois. J'avais remarqué, en plus d'une occasion, que M. de Montgelas était beaucoup mieux informé que moi de la situation des affaires. J'eus particulièrement à m'applaudir de ma réserve dans cette circonstance. J'avais donc commencé à parler, mais seulement d'une façon hypothétique, des quartiers d'hiver en Pologne, des plans de campagne pour l'année suivante, du séjour possible de l'Empereur à Varsovie... Je n'eus pas plutôt proféré ces derniers mots, que M. de Montgelas me prit à part et me dit : « L'Empereur est à Paris à l'heure qu'il est! Il voyageait en calèche, seul avec le duc de Vicence. Comme il serait possible que vous n'en eussiez rien appris encore, je vous donne ma parole que ce n'est pas par moi qu'on le saura ici; mais regardez ce que je vous dis comme certain. Le roi de Naples exercera le commandement en chef pendant l'absence de l'Empereur, qui doit être longue. L'Empereur ne reviendra pas à Varsovie; la retraite continue... »

Voilà comment le ministre de France apprenait un événement si grave! Il était de nature à déconcerter tout à fait les princes de la Confédération du Rhin, déjà fort ébranlés par ces désastres inouïs. Ce départ, qui, vu de loin, ressemblait plus à une fuite qu'à

Digitized by Google

autre chose, eût exigé des explications que je n'étais pas en mesure de donner. Heureusement, je ne m'étais pas assez avancé pour me trouver pris tout à fait au dépourvu. Nous continuâmes donc à causer des événements de la campagne; je m'efforçai de paraître aussi peu surpris que possible de ce départ inopiné, et le présentai comme ayant seulement pour but de rapprocher Napoléon des ressources de l'intérieur, et de pourvoir plus activement aux nécessités d'une nouvelle campagne. M. de Montgelas me tint parole; ce fut par moi que cette nouvelle fut connue à Munich, avec les considérations atténuantes dont je jugeai à propos de l'accompagner.

La position d'un ministre de France en Bavière allait prendre une grande importance. Jusque-là, ma mission n'avait pu rencontrer aucune difficulté. Représentant de l'Empire français auprès d'une cour dont l'existence politique et tous les intérêts dépendaient de lui, je n'avais pas à craindre que l'Empereur, puissant, victorieux, vît se relâcher les liens que son influence avait formés. Mais le temps des revers était arrivé, et par conséquent celui des nouveaux intérêts, des nouvelles combinaisons politiques. Quelle attitude allait prendre l'Autriche? Quelles tentatives allait faire l'Angleterre? Qu'allait faire à Naples Murat, qui venait de traverser Munich incognito pour se rendre dans ses Etats, abandonnant le commandement de l'armée au prince Eugène?

Le sort des puissances de deuxième et de troisième ordre, qui formaient la Confédération du Rhin, allait donc dépendre de celui de la prochaine campagne. Il fallait prévoir que, dans l'intervalle, tout serait tenté pour réveiller les anciennes inimitiés contre la France, pour agiter les peuples et préparer les gouvernements à chercher leur salut dans de nouvelles alliances. L'*indépendance* était le mot d'ordre à l'aide duquel on cherchait à soulever les esprits, et qui retentissait déjà à toutes les oreilles. Pourtant, la France était trop puissante encore pour qu'il fût possible de prévoir l'époque ou la possibilité de la rupture des liens qui enchaînaient la Bavière à sa fortune. La persistance des débris de l'armée française au cœur de l'Allemagne, l'immensité des ressources que l'Empereur allait développer autour de lui pendant l'hiver, donnaient encore à réfléchir aux plus hardis. La paix pouvait être signée après un premier succès obtenu au début de la nouvelle campagne. L'Autriche paraissait la désirer et vouloir employer son influence pour l'obtenir. Elle envoyait à Paris le prince de Schwarzenberg, chargé de tout tenter pour y faire prévaloir les idées de modération, en aisant apercevoir à l'Empereur combien était dangereuse la disposition des esprits en Allemagne. Depuis les désastres de Russie, on commençait à mettre en avant l'opinion publique comme une puis-

Digitized by Google

sance prête à dominer bientôt la politique des cabinets et même les plus grands efforts militaires. Mais ce langage, inconnu jusque-là, n'était guère susceptible de faire impression sur un génie qui ne connaissait pas d'obstacles, et que les revers ne pouvaient déconcerter.

Telle était la situation des choses à la fin de la campagne de 1812.

III

Le prince de Schwarzenberg, en se rendant à Paris, s'arrêta plusieurs jours à Munich, ainsi qu'à Stuttgard et à Carlsruhe. Il avait pour instructions, sous prétexte de faire sa cour aux souverains dont il traversait les Etats, de recueillir des notions exactes sur la disposition des esprits, de tâcher de pénétrer jusqu'à quel point le dévouement à la France subsistait encore, de savoir enfin sur quoi l'on pourrait compter, dans le cas où les paroles de paix qu'il était chargé de porter ne seraient pas accueillies.

Dès que je sus son arrivée à Munich, je m'empressai d'aller le voir. Nous nous connaissions de longue date; nos positions respectives ne nous empêchaient pas de mettre dans notre conversation toute la franchise et la confiance que comportaient nos anciennes relations d'amitié. Le but avoué de sa mission, d'ailleurs, était bien celui auquel devait tendre tout homme qui ne s'aveuglait pas sur la véritable situation des choses. Nous passâmes plusieurs heures à causer des événements de la campagne et de l'objet de sa mission, dont il ne faisait pas mystère. « C'est la paix qu'il nous faut maintenant, me disait-il. Je vais faire tous mes efforts pour y déterminer l'Empereur. Je crains qu'il n'en veuille pas entendre parler avant d'avoir repris les armes, et dès qu'une nouvelle campagne sera engagée, quel en sera le résultat? De nouveaux revers peuvent tout compromettre, des succès peuvent l'entraîner trop loin. Vous voyez quelle est la situation des esprits en Allemagne; il ne faut qu'une étincelle pour tout embraser. La France n'est-elle pas assez grande, assez forte, dans ses limites du Rhin, pour avoir besoin d'autres titres à l'influence en Allemagne que de ceux qui sont inhérents à sa puissance même? Il faut que les villes anséatiques redeviennent libres, que l'on renonce à l'Illyrie, que les souverains de l'Allemagne soient indépendants. L'état actuel des choses ne peut plus subsister. L'Autriche ne veut interposer qu'une médiation utile et favorable à la France. Pour arriver à une paix générale, dans laquelle inter-

Digitized by Google

viendrait l'Angleterre, et dont le résultat serait d'asseoir l'Europe sur des bases solides, il faut des sacrifices de la part de l'empereur Napoléon, sacrifices plus apparents que réels... Vous-même, ajoutait-il, vous êtes placé de manière à voir l'état véritable des choses, à remarquer l'agitation toujours croissante des esprits, l'épuisement des ressources, la lassitude de la guerre, ce sourd mécontentement toujours prêt à éclater à la prochaine occasion. Vous pouvez, par des rapports sincères, contribuer à faire pénétrer dans l'esprit de l'Empereur cette vérité, qu'il est temps de rendre la paix à l'Europe, de mettre sa politique plus en harmonie avec les besoins immédiats des peuples. »

Ce langage laissait suffisamment pressentir que le rôle de l'Autriche allait prendre un autre caractère ; que, si ses instances pour la paix demeuraient sans effet, la France n'aurait plus à compter sur son concours dans les opérations militaires. Or, la transition d'une neutralité armée à une part active, en sens inverse, dans les événements de la guerre ne pouvait se faire longtemps attendre...

Les lettres particulières que je recevais de M. Otto, jointes aux renseignements que j'obtenais du gouvernement bavarois, prouvaient assez que notre ambassadeur à Vienne était tout à fait entré dans les vues pacifiques de M. de Metternich. M. Otto, passant quelque temps après à Munich, lors de son rappel, m'expliqua encore plus clairement sa pensée. « Il est dans l'intérêt de l'Empereur de faire la paix, me disait-il ; jamais il ne trouvera des circonstances plus favorables, devant bientôt se retrouver, malgré ses revers, à la tête de forces imposantes. L'Autriche veut la paix ; c'est son propre intérêt qu'elle défend, car elle ne peut pas non plus voir avec indifférence le grand succès des Russes, et la présence de leurs armées en Allemagne. Entendons-nous donc pour déterminer l'Empereur à la paix [1]. »

Le gouvernement bavarois, toujours en garde contre les vues secrètes du cabinet autrichien, ne partageait pas la sécurité de M. Otto. Il allait même jusqu'à soupçonner que cet ambassadeur avait été fasciné par les démonstrations pacifiques de M. de Metternich, qui, pour ne laisser aucun sujet d'inquiétude à M. Otto, l'appelait souvent dans son cabinet, pour ouvrir devant lui ses dépêches et les lui faire lire. Le gouvernement bavarois était instruit dans ce

[1] Il est probable que le prince de Schwarzenberg n'aurait pas eu de tels épanchements avec un diplomate originaire de l'ancienne France. Mais on va voir que M. de Mercy rendait fidèlement compte de ces entretiens au duc de Bassano. Les circonstances particulières d'origine et d'alliance, qui entraînaient l'ambassadeur autrichien de 1813 à parler à cœur ouvert au neveu de l'ancien ambassadeur autrichien près la cour de Versailles, étaient donc plutôt un avantage qu'un inconvénient pour la France.

Digitized by Google

sens par sa légation à Vienne, et M. de Montgelas ne paraissait point douter que déjà l'Autriche ne se préparât à agir un jour dans un intérêt tout opposé. Quoi qu'il en soit, depuis le passage du prince de Schwarzenberg, j'avais entretenu très longuement M. de Bassano de ma conversation avec l'ambassadeur autrichien, des réflexions qu'elle m'avait suggérées, de l'esprit public tel qu'il m'apparaissait... Je n'exagérais rien, mais je ne dissimulais rien. Je partageais l'opinion de M. Otto sur la nécessité de la paix, mais j'étais loin de me flatter qu'elle pût prévaloir dans l'esprit de l'Empereur. Je ne présumais que trop qu'il voudrait, avant tout, effacer par quelque grande victoire les souvenirs de la campagne précédente. Selon lui, la paix ne pouvait être que le résultat de succès éclatants sur les armées russes. Mais les mémorables journées de Lutzen et de Bautzen ne devaient point avoir le résultat promis et attendu...

L'hiver s'était passé, pour la France et pour les satellites obligés de sa puissance, à former de nouvelles armées. L'Empereur avait écrit au roi de Bavière, ainsi qu'aux autres princes de la Confédération, des lettres dans lesquelles, s'exprimant noblement sur des revers, dont il ne dissimulait pas la gravité, il vantait la fidélité de la coopération de l'Autriche et de ses autres alliés dans la campagne précédente, et faisait sentir la nécessité de réunir, par des efforts communs, les moyens suffisants de conquérir la paix par les armes. L'Empereur annonçait que bientôt il serait prêt à rentrer en campagne, à la tête d'une armée formidable, et demandait à ses alliés de mettre la plus grande fidélité à reporter au complet leurs contingents respectifs. Je remis au roi de Bavière cette lettre, dont je connaissais le contenu, et qu'il lut devant moi. Il s'attendait à la demande de nouveaux sacrifices, il en gémissait et s'inquiétait de l'avenir. Néanmoins sa réponse ne se fit pas attendre. La lettre à l'Empereur, qu'il me remit quelques jours après, contenait de nouvelles protestations de fidélité, de dévouement à la cause de la France, et l'assurance que rien ne serait négligé pour remettre le contingent au complet.

Pour tranquilliser le gouvernement bavarois, l'Empereur avait fait montre de beaucoup de confiance dans les intentions de l'Autriche. Le roi, néanmoins, ne partageait pas cette sécurité réelle ou affectée, et m'entretenait longuement des motifs qui l'entraînaient à douter de la sincérité du cabinet de Vienne. Il avait été satisfait des termes dans lesquels l'Empereur avait témoigné à ses alliés sa satisfaction pour le passé, sa confiance pour l'avenir. Mais il se montra vivement blessé d'un article publié dans le *Moniteur* sur le même sujet, et dans lequel, parmi les souverains de la Confédération, on en citait un *qui s'était distingué*. Le roi n'eut pas plutôt lu ce ma-

Digitized by Google

lencontreux article, qu'il me fit appeler, et me dit dans l'amertume de son cœur : « En sommes-nous donc réduits à ce point, qu'on parle d'un roi comme d'un préfet ou d'un général ? Lisez cela ! Conçoit-on, mon cher comte, un pareil langage ? Dans un moment comme celui-ci, quel effet pensez-vous qu'il doive produire sur des peuples qui n'éprouvent que trop les effets de la dépendance où nous sommes ? »

Il semblait, en effet, que plus les circonstances prenaient de gravité, moins on s'attachait à ménager les apparences. J'en eus encore un exemple frappant quelques mois plus tard. La demande d'un achat de 600 chevaux, à faire en Bavière pour la remonte du train d'artillerie, m'arriva du quartier général sous la forme d'un décret impérial. « Notre ministre en Bavière est chargé de l'exécution du présent décret. » J'obtins du gouvernement bavarois que les chevaux seraient achetés par ses soins, en laissant croire au roi que j'avais l'ordre de réclamer de lui une autorisation à cet effet, et je me gardai bien de laisser apercevoir le décret, même à mon secrétaire. Les mots d'oppression, d'atteintes portées à la souveraineté, n'avaient déjà que trop de retentissement ; il était au moins inutile, sinon dangereux, de donner un nouvel aliment à des plaintes prêtes à devenir un cri de ralliement.

Tandis que l'Empereur était occupé à passer des revues dans la cour des Tuileries, à faire filer sur Mayence des régiments organisés avec une incroyable activité, les germes de mécontentement fermentaient en Allemagne. Une agitation sourde commençait à se manifester dans le Tyrol, agitation à laquelle l'Autriche pouvait bien n'être pas étrangère. Telle était, du moins, l'opinion du gouvernement bavarois. Il exerçait sur ce point une surveillance incessante, et me communiquait exactement les rapports qui lui étaient adressés. Ces rapports étaient toujours conformes à ceux que je recevais de mon côté, et j'en faisais fréquemment l'objet de mes dépêches.

L'Empereur jugea nécessaire, avant l'ouverture de la campagne, de remplacer M. Otto par le comte de Narbonne. Il sentait que l'attitude de neutralité à laquelle inclinait visiblement l'Autriche, rendait nécessaire, auprès de ce cabinet, la présence d'un observateur clairvoyant. Déjà un incident, léger en apparence, avait attiré mon attention de ce côté : le prix des grains s'était élevé tout à coup sur le marché de Memmingen, en Bavière. Chargé des affaires du consulat pour le midi de l'Allemagne, je fus tout naturellement porté à rechercher la cause de ce renchérissement, et je découvris bientôt qu'il était occasionné par des achats considérables faits pour le compte de l'Autriche, et que ces approvisionnements étaient dirigés

Digitized by Google

vers la haute Autriche, où l'on paraissait vouloir former des magasins. Je m'empressai de faire part de cette observation à M. de Bassano.

M. Otto, à cette époque, n'avait point encore quitté Vienne. Le ministre des relations extérieures jugea à propos de lui demander des explications sur ces achats de grains. Cet ambassadeur, que rien ne pouvait distraire de sa préoccupation sur la nécessité de la paix, expliqua la chose d'une manière tout à fait tranquillisante, et m'écrivit par le premier courrier pour me recommander d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait inspirer de la méfiance à l'Empereur sur les intentions de l'Autriche, « lesquelles, me disait-il, étaient invariables en faveur de la paix... » Je ne croyais pas pourtant que toute surveillance fût inopportune, et le gouvernement bavarois le croyait encore moins que moi. Cependant, ma position secondaire ne me permettant pas d'apprécier sûrement jusqu'à quel point la France pouvait se fier à l'Autriche, je crus devoir faire part à M. de Bassano des observations de M. Otto, en lui demandant des instructions précises. Je reçus bientôt une réponse particulière, de la main même du ministre. Il me remerciait de l'avis que je lui avais donné, et m'invitait à l'informer exactement de tout ce que je parviendrais à découvrir sur les dispositions de cette puissance voisine [1].

Le comte de Narbonne fut nommé à l'ambassade de Vienne. De même que le prince de Schwarzenberg, il était chargé de voir, en passant par Carlsruhe, Stuttgard et Munich, quelles étaient les dispositions de ces cabinets, de chercher à connaître, autant que possible, les opinions personnelles des souverains, l'état des esprits. Il devait s'attacher particulièrement à mettre ces princes en garde contre les intrigues anti-françaises, en s'efforçant de les convaincre que toutes les chances étaient en faveur de l'Empereur dans la campagne qui allait s'ouvrir, et que de nouveaux avantages seraient le prix de leur fidélité.

Le comte de Narbonne avait tous les talents nécessaires pour réussir dans le but principal de sa mission, si la diplomatie pouvait encore quelque chose pour déjouer des projets dont l'exécution était subordonnée aux événements de la guerre. Il joignait à beaucoup d'esprit et d'amabilité une grande habitude du monde et une perspicacité extraordinaire. Mieux que personne, il était propre à découvrir si cette grande ardeur pacifique n'était, de la part du cabinet autrichien, qu'un prétexte pour garder la neutralité, en attendant

[1] Cette appréciation de la conduite de M. Otto, contredite par plusieurs historiens de l'Empire, est pleinement conforme à l'opinion personnelle de Napoléon.

Digitized by Google

que la force des choses l'entraînât dans la coalition. D'un autre côté, M. de Narbonne n'était pas homme à se faire illusion sur le caractère de Napoléon. Souvent l'Empereur, qui aimait à s'entretenir avec lui, avait laissé échapper des mots qui trahissaient sa pensée.

Pendant les trois jours que Narbonne passa à Munich, nous nous voyions presque du matin au soir. Nous causâmes longtemps, dans l'intimité d'une confiance réciproque, des événements de la dernière campagne, de la situation présente, de l'avenir qui s'offrait à nous sous les plus sombres couleurs. Son ancienne liaison avec le roi de Bavière le mettait à même de connaître à fond les pensées de ce prince, dans ces entretiens familiers où les souvenirs du régiment des Deux-Ponts et de la garnison de Strasbourg venaient se mêler aux grandes réflexions de la guerre et de la politique.

La veille de son départ, Narbonne vint écrire dans mon cabinet son rapport à l'Empereur; il me le fit lire. Il avait trouvé le roi, le comte de Montgelas dans les mêmes dispositions qu'il leur avait toujours connues, fermement décidés à ne pas se séparer de la fortune de la France, faisant toutes les dispositions nécessaires pour remplir leurs engagements avec elle, mais inquiets relativement à l'Autriche.

Le comte de Narbonne ne se dissimulait pas les difficultés de son ambassade. Il sentait fort bien que les intrigues de l'Angleterre et de la Russie devaient exercer une grande influence à Vienne, et ses instructions ne lui laissaient que bien peu de ressources pour la combattre. Les tendances hostiles de l'opinion n'avaient pu lui échapper. La paix seule pouvait tout sauver; la voulait-on de bonne foi? Il avait la certitude que l'Empereur ne l'accepterait pas sous l'impression immédiate des derniers revers. D'autre part, nous nous demandions avec inquiétude jusqu'où iraient ses nouvelles prétentions dans l'hypothèse d'une revanche heureuse. N'était-il pas à craindre que celui qui avait dit un jour à Narbonne, en parlant du dévouement du roi de Bavière : « Voilà comme il faut qu'ils soient tous ! », persistât encore dans cette idée ou n'y fût ramené par l'entraînement d'un nouveau succès? Il avait pourtant consenti à faire sonder secrètement, de concert avec l'Autriche, les vues du cabinet britannique sur les moyens d'arriver à la paix générale. Le baron de Wessemberg, ministre d'Autriche à Munich, avait été désigné pour cette mission. L'ordre de se rendre à Vienne, pour y recevoir ses instructions, lui avait été transmis par l'intermédiaire de ma légation, d'après des arrangements concertés entre MM. Otto et de Metternich. Tous les regards étaient tournés vers cette dernière chance pacifique, qui ne tarda pas à s'évanouir comme les autres.

Digitized by Google

M. de Narbonne partit pour Vienne, et nous convînmes, en nous séparant, d'entretenir une corrrespondance suivie.

Bientôt, j'appris l'arrivée de l'Empereur à Mayence. Avant de quitter Paris, il était allé à Fontainebleau pour apposer sa signature à ce fameux concordat que Pie VII ne tarda pas à désavouer. En se déterminant subitement à conclure ce traité, l'Empereur avait eu pour but de calmer l'opinion irritée de la captivité du Souverain Pontife, et particulièrement d'être agréable à son beau-père. L'empereur d'Autriche avait inutilement essayé d'obtenir de son gendre cette concession à l'époque de leur dernière entrevue avant la campagne de Russie. Un courrier avait été aussitôt expédié à Vienne, pour porter la nouvelle de ce concordat. En passant à Munich, il me remit une dépêche qui me chargeait d'en répandre la publication en Bavière, et surtout dans le Tyrol, où l'on supposait avec raison que cette nouvelle serait accueillie avec transport.

Comte DE MERCY-ARGENTEAU.

P. S. Nous croyons utile d'insérer à la suite de cette première partie, à titre d'information complémentaire, une note de M. Bogne de Faye qui, en raison de son caractère général, ne pouvait être convenablement accolée au récit de M. de Mercy. On a déjà pu s'apercevoir que M. de Faye, ancien dans la carrière, et remplissant depuis plusieurs années les fonctions de chargé d'affaires, n'avait pas été fort satisfait de se trouver sous les ordres d'un jeune chambellan qui, grâce à sa naissance et à ses talents naturels, avait obtenu d'emblée une position élevée dans la diplomatie. Ce froissement d'amour-propre avait mis quelque froideur dans leurs relations, et nous en retrouvons la trace dans les remarques critiques de M. de Faye, notamment dans celle que nous transcrivons ici.

« L'un des prédécesseurs de M. de Mercy, M. Otto, s'était attaché à entretenir des liaisons avec toutes les classes de la société : il s'en était bien trouvé. Le chargé d'affaires qu'il laissa, et qui continua la mission pendant trois ans, se conduisit d'après les mêmes principes. Le court séjour de M. de Narbonne n'avait été marqué que par des fêtes qui rappelaient celles de Versailles. J'avais dû faire connaître à M. de Mercy, dès son arrivée, qu'après une noblesse très fière et aussi très ignorante, venait une autre classe d'hommes qu'on voyait peu, mais qui en réalité faisait tout, et qu'il ne fallait pas négliger.

Digitized by Google

M. de Montgelas lui-même était un étranger, presque un parvenu; M. de Cetto, ministre de Bavière à Paris, M. de Bray, ministre à Pétersbourg, M. de Pfeffel, chargé d'affaires à Londres, étaient des Français ou des Alsaciens de familles très bourgeoises, mais la Bavière n'en possédait pas de plus capables. Néanmoins l'orgueil de naissance ou les habitudes de société peuplèrent bientôt exclusivement les salons du ministre de France de personnes appartenant à la noblesse de cour, à la noblesse jadis immédiate, des pauvres rejetons des petits princes dépossédés. Tous n'étaient pas nos amis, tant s'en fallait. Le ton général des conversations s'en ressentait. Bientôt les hommes qui professaient d'autres opinions, peu ou point invités, ne reparurent plus. L'opinion française en souffrit, et le ministre perdit, sans le savoir, un moyen puissant d'influence et une source intarissable d'observations utiles... »

(*La fin prochainement.*)

Digitized by Google

LA

MER LIBRE DU POLE NORD

LES

RÉCENTES EXPLORATIONS DANS LES RÉGIONS ARCTIQUES

ET

LES EXPLORATIONS PROJETÉES

La Mer libre du pôle, par le docteur J.-J. HAYES, traduit de l'anglais par Ferd. DE LANOYE. Paris, Hachette, 1868, grand in-8°. — *Les Voyageurs au pôle nord depuis les premières expéditions scandinaves jusqu'à celle de M. Gustave Lambert*, par A. DESPREZ. Paris, Ch. Noblet, 1869, in-8°. — *Lettres écrites des régions polaires*, par lord DUFFERIN, trad. de l'anglais. Paris, Hachette, 1860, grand in-8°. — *La Mer polaire*, par Ferd. DE LANOYE, 2e édition. Paris, Hachette, 1865, in-18. — *Voyages dans les glaces du pôle arctique*, par A. HERVÉ et Ferd. de LANOYE, 3e édition. Paris, Hachette, 1868, in-18. — *Le Tour du monde*, 1865, livraisons 287 et 288.

La fin dramatique de sir John Franklin et de ses compagnons dans les mers arctiques, les expéditions successives entreprises par l'Angleterre et les Etats-Unis pour découvrir leurs traces, ont depuis plusieurs années attiré l'attention sur les régions du pôle boréal. Après que le capitaine Mac Clintock eut constaté, en 1859, que les équipages de l'*Erèbe* et de la *Terreur* avaient péri misérablement, et lorsque l'impression douloureuse causée par la certitude

Digitized by Google

de ce désastre se fut un peu dissipée, on se trouva ramenée à l'objet même de l'expédition de Franklin, qui était, on le sait, la recherche d'un passage d'Europe en Asie en suivant la direction nord-ouest. En même temps, les notions récemment acquises sur la configuration des côtes, dues à des officiers expérimentés, fournissaient la preuve que ce passage existait réellement, que sir John Franklin avait été bien près de l'atteindre, mais que la science seule devait profiter des résultats obtenus, ce passage ne pouvant être utilisé pour la navigation, du moins dans l'état actuel de nos moyens maritimes. Toutefois, un grand pas avait été fait dans la connaissance des régions circumpolaires. La géographie avait largement bénéficié de ces voyages, qui lui donnaient le tracé à peu près définitif d'une partie du globe jusque-là à peine entrevue. Ce n'est pas tout. Ainsi que le faisait remarquer à la Société de géographie de Londres l'un des promoteurs des nouvelles expéditions projetées, le capitaine Sherard Osborn, plusieurs découvertes faites par les navigateurs intéressent diverses branches des sciences physiques, et doivent recevoir d'utiles applications. « C'est dans la région arctique, dit M. Osborn, qu'a été trouvée la loi des courants mystérieux qui, semblables à deux fleuves immenses, traversent les vastes espaces de l'Océan : le gulf-stream et l'ice-stream (le courant chaud qui s'élève au nord, et le courant glacé qui en descend). C'est dans la terre Boothia que les deux Ross ont atteint pour la première fois le pôle magnétique, ce point central autour duquel tourne l'aiguille de la boussole sur une moitié de l'hémisphère nord ; et de nombreuses observations faites par les explorateurs autour de ce centre ont beaucoup ajouté à ce que nous savions sur les lois de la déclinaison et de l'intensité magnétiques. »

D'autre part, durant ces nombreuses expéditions envoyées à la recherche de Franklin, on avait aperçu à diverses reprises, au nord des détroits de l'Océan glacial, des eaux offrant un libre accès à la navigation. Etait-ce là cette mer dégagée de glaces que les théories récentes sur les courants, la marche suivie par les glaces au moment de la débâcle annuelle, les températures diverses observées sous une même latitude, avaient laissé si fortement soupçonner? Y avait-il au pôle boréal, sous un climat plus doux, une mer tout à fait libre? Un continent? Des terres habitées? Telles sont les questions qui se trouvèrent posées. C'est pour les éclaircir que le docteur Kane, de la marine américaine, partit en 1853 de New-York. Son voyage d'exploration a presque changé en certitude les hypothèses scientifiques. Kane, ou plutôt Morton, son *steward*, découvrit dans une des latitudes les plus rapprochées du pôle un vaste bassin d'eau où nul vestige de glace ne s'apercevait, aussi loin que pouvait s'é-

Digitized by Google

tendre la vue. Un compatriote de Kane, le docteur Hayes, dans un plus récent voyage, a retrouvé ces eaux libres et les a contemplées d'un autre point du littoral de cet océan présumé. Kane et Hayes ont proclamé leur découverte. L'un et l'autre ont publié, de leurs voyages, des relations qui ont été lues avec avidité. Et cependant le doute n'est point entièrement dissipé. Ces eaux navigables peuvent-elles conduire jusqu'au pôle boréal? Sont-elles exemptes de glaces en tous temps? Occupent-elles le pôle lui-même, ou baignent-elles un continent polaire auquel elles permettraient d'atteindre aisément? Est-il possible, enfin, dans l'état de la science nautique, de dépasser le pôle sur ces eaux, pour revenir par un autre hémisphère dans le monde connu? En d'autres termes, le détroit qui sépare l'Asie et l'Amérique offrirait-il une issue à un navire qui, entré dans les régions arctiques entre l'Amérique et l'Europe, aurait atteint et dépassé le pôle? Pour savoir définitivement à quoi s'en tenir sur ces divers points, M. Petermann en Allemagne, le capitaine Osborn en Angleterre, M. Gustave Lambert en France, ont étudié, préparé ou commencé même (comme l'a fait déjà M. Aug. Petermann) de nouvelles entreprises, qui doivent surpasser en hardiesse toutes celles qui ont été successivement tentées par plus de cent navigateurs audacieux. Tandis que les sommes nécessaires se réunissent, que l'on songe à l'armement des navires, que l'on dresse le programme des questions à éclairer, le public lit avec intérêt les relations des derniers voyages aux régions arctiques : les livres de Kane, de Hayes, les abrégés de M. de Lannoy. Une histoire complète de toutes les entreprises du même genre, dont le pôle nord a été le théâtre, manquait à ceux qui voulaient préjuger de l'avenir par le passé ; M. Desprez vient de l'écrire. Tandis que les sceptiques présentent respectueusement leurs objections à des hommes qui ne redoutent pas de s'exposer aux plus cruelles épreuves pour établir la justesse de leurs vues, d'autres, plus confiants, les aident dans l'accomplissement matériel de leur tâche ou la rédaction de leur programme scientifique : les courants aériens et maritimes, la température de l'eau et de l'air, la pression atmosphérique et les marées, les variations de la pesanteur, celles de la direction et de l'intensité des forces magnétiques, les causes des auroles boréales, la formation et le développement des glaciers, et d'autres importantes lois de la physique du globe, forment un ensemble de données encore assez confuses, qui, selon le docteur Hayes, ne peuvent que gagner à être étudiées sur place. L'ethnographie réclame par l'organe de M. Markham une étude complète des diverses tribus d'Esquimaux. De nombreux indices d'habitation dans des parties aujourd'hui désertes des régions arctiques doivent servir, selon ce dernier, à

Digitized by Google

suivre les traces des immigrations de l'ouest à l'est, depuis le littoral de la Sibérie jusqu'au Groënland. Enfin, les hommes positifs, tout en reconnaissant la grandeur morale de pareilles entreprises et les avantages qu'elles peuvent procurer à la science, les envisagent surtout sous le rapport commercial, et rappellent avec beaucoup de complaisance que de riches pêcheries ont été établies dans les eaux du Spitzberg et de l'île aux Ours à la suite des récentes explorations suédoises, et que le capitaine Penny revint, en 1854, d'un voyage dont les profits extrêmement fructueux ne furent pas évalués à moins de 20,000 livres sterling. Le capitaine Lambert lui-même s'est trop livré à des appréciations de ce genre. On ne pouvait manquer de supputer aussi ce qu'il en a coûté pour l'accomplissement des dernières entreprises; et ceux qui craignaient que les sacrifices ne fussent hors de toute proportion avec les profits ont été étonnés d'apprendre que l'Angleterre, de 1818 à 1854, dans quarante-deux expéditions successives, n'a perdu que deux vaisseaux et cent vingt-huit hommes, bien que 40,000 milles aient dû être parcourus à pied dans la recherche du capitaine Franklin.

Faisons, nous aussi, cet examen; jetons un coup d'œil sur cette région mystérieuse dont l'inconnu exerce tant d'attraction sur tous; constatons les résultats obtenus depuis les marins danois, compagnons d'Erick le Rouge, jusqu'à la tentative de M. Petermann; recueillons les avis des gens du métier; étudions les théories des savants, et voyons quelles chances sont offertes aux promoteurs des expéditions projetées : à M. Gustave Lambert, qui prétend parvenir au pôle par le détroit de Behring; à M. Sherard Osborn, qui pense atteindre le même point en s'élevant au nord du continent américain; à M. Petermann, enfin, qui compte bien recommencer sa tentative dans les méridiens du Spitzberg. Les éléments de cette étude abondent et notre tâche sera facile.

I

Les régions polaires — nous l'avons dit — offrent à l'imagination un attrait irrésistible. Rien ne s'y règle sur les lois auxquelles nous sommes accoutumés : l'hiver y dure neuf mois; le printemps y apparaît en juillet. Au 80e degré de latitude, l'année n'a qu'un jour de six mois et une nuit d'une étendue égale : du jour sans fin de l'été on passe, à travers le crépuscule d'automne, à la nuit sans fin de l'hiver. Les fleuves, s'arrêtant dans leur marche, donnent naissance à d'immenses glaciers auprès desquels ceux des Alpes ne sont

Digitized by Google

que des miniatures ; et de ces glaciers se détachent incessamment d'énormes montagnes que les courants charrient. Ces blocs, tribut des continents, envahissent la mer ; tandis que celle-ci se solidifie sous l'action du froid et, se refusant à la navigation, permet les traversées à pied et en traîneau. On voit là des soleils de minuit, des aurores boréales accompagnées d'étranges phénomènes météorologiques, des parhélies, images multiples du soleil ; la lune à son tour s'y montre avec son cortége de parasélènes. Tout enfin présente un saisissant contraste avec le monde dans lequel nous vivons.

Il semble, en ces contrées, que la nature ait voulu dire à l'homme : Tu n'iras pas plus loin. Cependant rien ne l'arrête. A peine le marin a-t-il quitté Uppernawick, dernier établissement danois sur le littoral du Groënland, qu'il se trouve aux prises avec les dangers d'une navigation pour laquelle un apprentissage ne peut avoir été fait ailleurs. Aux tempêtes qui se déchaînent sur toutes les mers, s'ajoutent ici des périls inaccoutumés. Ce sont d'abord des montagnes de glace flottantes, des *icebergs*, qui s'avancent, de plus en plus rapprochés entre eux, parfois enveloppés d'un brouillard intense qu'ils semblent retenir autour de leurs sommets. De ces masses glacées, il y en a qui ont jusqu'à cent et même deux cents mètres d'élévation au-dessus de l'eau, ce qui suppose une hauteur totale de six cents à mille mètres. Ross a mesuré un de ces icebergs qui, s'élevant de cent mètres hors de l'eau, présentait un développement de quatre cents mètres de longueur. Malheur aux navires qui n'évitent pas la rencontre de ces colosses de la mer polaire ! Plus d'un a été broyé entre deux icebergs s'avançant l'un contre l'autre. Ce n'est point le seul péril à craindre. Parmi ces icebergs il y en a qui, datant de plusieurs saisons, sont crevassés par les dégels, minés par la mer : le moindre choc peut produire un éboulement fatal. Ils s'avancent donc, menaçants, avec leurs profils aux arêtes aiguës ou leurs sommets vacillants qui surplombent l'abîme. L'un — au clair de lune surtout — prend la forme d'un être fantastique ; un autre rappelle une pyramide, une cathédrale avec tours, flèches ou dôme ; un château gothique aux murailles démantelées et croulantes ; un temple grec aux lignes correctes. De temps en temps des blocs énormes se détachant de la masse principale produisent une détonation pareille à la décharge simultanée de cent pièces d'artillerie. Les débris viennent flotter autour du navire, tandis que des bandes de mouettes chassées de leur asile s'envolent en poussant des cris perçants.

La merveilleuse magnificence de ces scènes, lorsqu'elles sont éclairées par un soleil de minuit, peut faire oublier un instant les dangers que le navigateur affronte. Au-dessus de la mer unie et

Digitized by Google

teinte des riches nuances de l'arc-en-ciel flottent de légères nuées, baignées dans une atmosphère chargée aussi de reflets dorés ou cramoisis. Les montagnes de glace, perdant leur morne aspect, semblent allumées par les feux du soleil; ou, prenant tour à tour les tons les plus variés, elles rappellent le marbre blanc aux veines argentées, et font songer aussi à d'énormes blocs d'opales et à d'immenses amas de perles. De leurs sommets la neige, fondue sous l'action prolongée des rayons solaires, s'échappe en nombreux ruisseaux qui débordent en cascatelles brillantes. Au pied des icebergs, et dans l'ombre, la mer, étincelante partout, acquiert une transparence verdâtre du plus surprenant effet; et derrière eux les silhouettes brunes des côtes se dessinent vigoureusement sur l'horizon bleui. De distance en distance s'élèvent, au loin, de gigantesques glaciers, véritables remparts de cristal dominant de plus de cent mètres le niveau des eaux et miroitant aux dernières lueurs du jour d'été. — Tout à coup au sein de ce calme, une formidable détonation, ou un roulement semblable à celui du tonnerre, annonce le travail de désagrégation qui s'accomplit dans le glacier. D'un sommet se détache une masse qui glisse en rendant des bruits étranges et se précipite avec fracas dans la mer, en faisant jaillir à une grande hauteur des flots d'écume. Le glacier a donné naissance à une montagne flottante de huit cents pieds hors de l'eau, peut-être, dont la base est à deux mille pieds de profondeur.

Mais l'hiver est précoce dans ces régions. Il a hâte de revenir prendre possession de l'empire où il règne d'une manière si absolue. Alors tout change rapidement. Au mois d'août, la neige commence à tomber. Des vents impétueux la soulèvent et la chassent en nuages épais qui tournoient dans l'air. De chaque ravine, des flots de cette neige descendent vers l'Océan. A travers la tourmente apparaissent par moments les sombres falaises fendues par les froids; des masses déchirées de roches plutoniennes, aux surfaces nues, qui semblent être sorties la veille du chaos.

« Le soleil descend lentement derrière l'horizon ténébreux, écrit le docteur Hayes, relatant dans son journal une tempête de ce genre dans les régions arctiques. Mais c'est la mer surtout qui est étrangement sauvage et d'une sinistre splendeur !... L'eau, fouettée par l'ouragan, rejaillit en gerbes immenses et retombe avec bruit sur les hauts sommets des icebergs... Des masses d'écume bouillonnant, palpitant sur la mer, se relèvent ou s'abaissent au gré de la tourmente et se dressent contre le ciel noir, où les nuages échevelés et terribles s'élancent à travers l'espace sur les ailes de la tempête hurlante. La terre et la mer mugissent sourdement; l'air retentit de cris horribles, de plaintes désolées, comme cette infernale clameur

Digitized by Google

qui, dans le second cercle des damnés, fit pâlir le poète de Florence, et les nuées de neige et de vapeurs, poussées par les rafales furieuses, montent et descendent et s'entre-choquent avec rage, « balayées » par le formidable ouragan », comme les pâles troupeaux d'ombres que la sentence du juge des enfers précipite dans le noir Tartare. »

Beechey, l'un des lieutenants de Franklin, a dépeint une autre tempête, non moins terrible, au milieu des glaçons flottants : « Il n'est pas de langage humain, dit-il, qui puisse peindre la terrifiante grandeur des effets produits par la collision des glaces de ce tempétueux océan. C'est à la fois un spectacle solennel et sublime de voir la mer violemment agitée rouler ses vagues comme des montagnes contre ces corps résistants ; mais, quand elle vient se heurter à ces masses qu'elle a mises en mouvement avec une violence égale à la sienne, l'effet devient prodigieux. Par moments, elle déferle sur ces blocs de glace et les ensevelit de plusieurs pieds sous ses vagues, et le moment d'après, ces mêmes blocs, s'efforçant de remonter à sa surface, font retomber les flots autour d'eux en cataractes fumantes, pendant que chaque masse distincte, se roulant dans son lit bouleversé, se heurte à la plus voisine et lutte avec elle jusqu'à ce que l'une des deux soit brisée ou se soit superposée à l'autre. Et ce n'est pas sur un espace restreint qu'éclate ce spectacle, il se développe aussi loin que la vue peut s'étendre. Quand, se détournant de ces scènes convulsives, l'œil se reporte à l'aspect étrange que la réverbération des glaces donne au ciel, où, dans le calme d'une atmosphère argentée, semble briller une clarté surnaturelle ; lorsqu'il voit cette voûte lumineuse bordée partout par un vaste horizon d'épaisses ténèbres et de nuées orageuses, comme un rempart qu'il n'est pas donné à l'homme de franchir, on comprend facilement quelles sensations de respect et de crainte imprime à l'âme une telle grandeur. »

Lorsque le navire est arrivé à travers mille périls à la banquise glacée, de nouveaux dangers, d'incessantes fatigues, de dures épreuves se préparent pour son équipage. Il faudra péniblement tracer le chemin à suivre au milieu des débris amoncelés par les hivers ; ici, en cherchant le long de la côte un endroit où la glace n'est pas soudée au rivage ; plus loin, en sciant les glaçons qu'on ne peut contourner, ou même en les faisant sauter avec de la poudre. Ce labeur est rebutant, et longues sont les distances à parcourir ! Rien n'assure encore qu'on pourra toujours avancer. La mine glacée se solidifie. Elle enserre le navire d'une étreinte dont il ne pourra pas se dégager. Ses membrures craquent, bien qu'elles aient été prudemment renforcées pour un voyage dans ces mers inhospitalières ; et si le *pack* (nom donné à cet amas de glaces entas-

Digitized by Google

sées et attachées les unes aux autres), si le *pack* dérive, le navire, dont il a fait sa proie, est entraîné avec lui jusqu'à l'endroit où il lui plaira de s'arrêter. Parfois les forces élastiques des couches marines ouvrent subitement des crevasses, la voûte flottante est brisée, les masses du champ de glace, désagrégées, délivrent le navire prisonnier. Il arrive aussi que l'océan, soulevé dans ses profondeurs, lance, à plusieurs pieds en l'air et comme par l'effet d'une mine, de longues files de glaçons qui forment de véritables chaussées de chaque côté du large sillon entr'ouvert. Le navigateur ne peut plus songer à rétrograder. Il doit prendre ses quartiers d'hiver, à l'abri de quelque haute falaise, dans une échancrure de la côte qui permette d'échapper aux effets du travail incessant de la plaine glacée.

L'hiver, ici comme partout, c'est le froid, mais un froid tel, qu'il est difficile de s'en faire une idée dans nos régions tempérées. Le thermomètre descend à 40 degrés au-dessous de zéro. Des vents impétueux augmentent l'âpreté de l'air. Alors une poussière de neige impalpable est suspendue dans l'atmosphère. Elle pénètre partout, traverse les vêtements les plus épais; tout se congèle; l'haleine même, pendant le sommeil, retombe glacée sur le dormeur. Lorsque le vent souffle, l'impression que la peau à découvert en ressent, avant de s'être endurcie à ces rigueurs si excessives, est tellement cuisante, qu'il semble qu'elle est cinglée avec des lanières de cuir et que chaque bourrasque enlève des lambeaux de l'épiderme. A cette souffrance succède un engourdissement des parties lésées. Elles prennent un ton bleuâtre; le sang s'en retire; elles blanchissent et demeurent gelées si l'on n'y porte remède. Voilà ce qu'est le froid aux pôles.

Avec l'hiver, la nuit polaire étend son voile immense, mais moins sombre que dans les climats tempérés; les étoiles le percent d'un éclat extraordinaire; la lune répand, à travers un air froid, mais d'une transparence parfaite, une large lumière sur les falaises noires, les pics neigeux et la mer vitreuse; le soleil doit être longtemps absent. Ce sommeil de la nature n'est troublé par nul bruit. Il pèse lourdement sur les êtres qui vivent au sein de ce repos, si semblable à la mort. Le silence, effrayant par sa durée, a cessé, selon l'expression d'un voyageur, d'être une chose négative; il est doué d'attributs : on l'écoute, on sent son étreinte, on est obsédé par lui; il remplit l'esprit d'un sentiment indéfinissable de malaise et de crainte; on vit comme sous l'empire d'un cauchemar que rien ne peut dissiper. De quel nom appeler le mal qui envahit alors le marin songeant à son pays, à la terre du soleil, aux rivages éclairés, aux campagnes luxuriantes? Et combien est puissant le sentiment du devoir à accomplir, l'attrait de la lutte morale, l'a-

Digitized by Google

mour de la science enfin, pour soutenir sans défaillance à de pareils moments les hommes qui dépassent si largement la mesure du possible.

Tout à coup, de dessous un nuage sombre jaillit un éclair prolongé, précurseur de l'aurore boréale qui fait chaque nuit une apparition plus ou moins marquée. Bientôt après, un arc lumineux se dessine vers le nord. De son foyer argenté ou rouge, il lance des rayons dont la lumière va croissant. Un éventail splendide remplit le ciel de feu. Les lueurs d'un vaste incendie se confondent avec les nuances douces d'une aube matinale. Les étoiles pâlissent; ces constellations, qui décrivent sans jamais se reposer un cercle régulier autour de l'étoile polaire, disparaissent un instant. D'autres fois, l'aurore boréale se présente avec l'apparence d'amples draperies dorées qui ondulent et se replient sur elles-mêmes, comme agitées par le vent. Tel est le phénomène dû aux radiations électriques des pôles de la terre, aimant puissant dont le pôle boréal est au nord de l'Amérique septentrionale et le pôle austral à l'extrémité opposée du globe. Mais il ne dure qu'un moment, et tout rentre dans les ténèbres.

Quelle ne doit pas être l'émotion du voyageur qui revoit le jour après cette longue nuit polaire, lorsque ses premiers rayons viennent blanchir les sommets les plus élevés, percer leur voile de brume, éclairer les hauts promontoires, les falaises abruptes, les glaciers, arracher à la nuit ses derniers voiles et jeter enfin sur la terre un riche manteau scintillant et diapré! Sur ce sol que pare hâtivement une maigre végétation croissent des mousses, des lichens, parfois des saules nains. Dans quelques parties favorisées, la renoncule jaune et la bruyère rose viennent étaler leurs fleurs; on y rencontre encore des genévriers à peine développés, des myrtilles, des ronces et quelques plantes utiles parmi lesquelles le précieux cochléaria, remède souverain contre le scorbut. L'ours, le loup, le wolverenne ou glouton, le renard blanc, le renard noir, le renne habitent cette terre stérile. Au printemps, des oiseaux viennent un instant l'animer : l'eider, la grue, le corbeau, la mouette. Les mers, plus fécondes, recèlent de nombreux poissons, des baleines, des bandes de phoques, dont la pêche — ou la chasse — est une ressource précieuse pour les indigènes, des morses enfin à l'aspect monstrueux, aux défenses formidables atteignant parfois jusqu'à un mètre de longueur, mugissants et terribles.

Les régions polaires appartiennent à une race déshéritée, abandonnée par le reste du monde, auquel elle demeure presque inconnue. Les Esquimaux, ou mieux *huskies*, repoussent le nom que nous leur conservons et qui signifie mangeurs de chair crue.

Digitized by Google

Ils sont petits; rarement, ils dépassent quatre pieds dix pouces; ils ont le front bas, peu ou point de barbe; leurs cheveux longs, plats et noirs, noués ou coupés sur le devant de la tête, descendent sur leurs épaules; leurs pieds et leurs mains sont d'une extrême petitesse. Hommes et femmes, d'une malpropreté révoltante, sont affublés de peaux de phoques taillées en cotte, en casaques à capuchon, en culottes, en bottes montantes, vêtements qui achèvent de leur enlever tout air humain. Les phoques leur fournissent, outre le vêtement, leur nourriture habituelle, l'huile dont ils se chauffent et s'éclairent, et ce n'est, malgré tout, qu'une ressource bien précaire, car la prolongation du froid suffit pour éloigner ces amphibies, et souvent des campements entiers d'Esquimaux meurent de faim. Parfois les plus robustes sont réduits à se nourrir des cadavres de ceux qui succombent les premiers. Un vieillard, raconte le lieutenant Bellot, n'avait pas reculé, pendant un hiver rigoureux, devant la cruelle nécessité de dévorer le corps de sa femme et de ses deux enfants. Il demeurait plongé dans une sombre tristesse, et si on lui présentait des aliments, de grosses larmes coulaient sur ses joues.

Les Esquimaux habitent des huttes de neige et de glace rapidement construites par eux et dans lesquelles on pénètre en rampant par un passage étroit, creusé dans la neige et aboutissant à une chambre circulaire, semblable au four d'un boulanger. Le jour — un triste jour — y pénètre à travers une table de glace encadrée dans le plafond.

Le bassin arctique, large de 800 lieues environ et occupant une superficie approximative de 1,700,000 lieues carrées, est composé de terre et d'eau en quantités variables, selon le point du pourtour. Trois estuaires le mettent en communication avec les régions tempérées : la mer de Baffin, au nord du continent septentrional de l'Amérique, les espaces ouverts au nord de l'Europe entre le Groënland et la Nouvelle-Zemble, enfin le détroit de Behring, qui sépare l'Asie de l'Amérique. Mais chacun de ces estuaires est fermé par une formidable barrière de glace qui n'a jamais été entièrement franchie. La partie du bassin arctique qui appartient à l'Amérique septentrionale présente l'apparence d'un damier composé d'îles et de détroits. De nombreux canaux, s'étendant de l'est à l'ouest et du sud au nord, morcellent les terres à l'infini. Telle baie considérée comme peu profonde n'est le plus souvent que l'entrée d'un canal inexploré. Ce n'est qu'au commencement de ce siècle que le baleinier Scoresby, par un mémoire, resté célèbre, dont l'Amirauté anglaise reçut communication, appela l'attention du monde savant sur les changements imprévus que les saisons et les glaces éprouvaient

Digitized by Google

dans les mers arctiques, où l'année 1816 vit une débâcle extraordinaire. Sur les cartes dressées à cette époque, le large détroit de Smith, qui s'ouvre au nord de la mer de Baffin, est à peine indiqué par une légère échancrure qualifiée d'*entrée*. Il en est ainsi, à l'ouest de la même mer, de l'important détroit de Lancastre. Au-dessus du 75e parallèle et dans certaines régions au-dessus du 70e, tout était inconnu au nord de l'Amérique. Depuis, la carte des même régions a été dessinée à peu près complétement et couverte de noms anglais et américains, au milieu desquels celui de Bellot, donné à un canal et à un cap, rappelle par son isolement que la France n'a presque rien fait encore, au pôle boréal, pour la science et la navigation. Les eaux qui baignent le Spitzberg et la Nouvelle-Zemble étaient, il est vrai, à la même époque, suffisamment explorées ; mais en face du détroit de Behring, aucune découverte remarquable n'avait été faite. On n'avait aucune idée de ces terres aperçues par Wrangel et par Kellett, ni surtout de cette fameuse Polynia (plus exactement Polyna), ou espace de mer libre, objet de si nombreuses controverses. Les contrées encore inconnues au nord de l'Amérique doivent, selon toute apparence, être également divisées en grande îles séparées entre elles par des canaux. Ces canaux, qui faciliteraient tant la navigation et permettraient d'aller d'un hémisphère à l'autre par le passage nord-ouest si longtemps cherché, souvent obstrués par les glaçons qui s'y entassent, deviennent par ce fait un des dangers de la navigation circumpolaire. Tel navire, qui s'est aventuré dans des eaux qu'il a trouvées libres un moment, est retenu pendant plusieurs années dans des solitudes glacées. Ross y est resté de la sorte quatre ans prisonnier, et Franklin y a péri avec les équipages de ses deux navires.

II

Les plus récents voyages de découvertes au pôle nord viennent de ranimer les espérances des navigateurs et des savants. Les résultats obtenus par le docteur Elisah Kane, le docteur Hayes, son compatriote, et les indications rapportées par eux et aussi par le capitaine baleinier Long, qui a fréquenté le détroit de Behring, ont provoqué la formation de nouveaux projets d'expédition. Examinons où en est la question d'une mer libre au pôle, au point où Kane et Hayes l'ont amenée.

Le docteur Kane fut, en 1853, désigné par l'amirauté américaine pour commander la seconde expédition que les Etats-Unis envoyaient

Digitized by Google

à la recherche de sir John Franklin. Il partit de New-York le 30 mai sur le brick l'*Advance*. Le 27 juillet, il atteignait la baie de Melville encombrée d'icebergs. Il se dirigeait vers le détroit de Smith. Le 6 du mois suivant, il doubla le cap Alexandre qui forme l'entrée de ce détroit. La difficulté d'aller beaucoup plus loin à cause de l'accumulation des glaces lui fit choisir pour quartier d'hiver le hâvre de Rensselaer, par 78 degrés 37 minutes de latitude. Il y demeura depuis le 10 septembre de cette année, jusqu'au 17 mai 1855, se livrant à d'utiles observations, visité par les Esquimaux du campement d'Etah, le plus septentrional que l'on connaisse, et cultivant leur amitié. Kane avait avec lui le docteur Hayes, qui depuis a accompli un nouveau voyage d'exploration, et le *steward* Morton, qui s'est aussi acquis une célébrité méritée. Quand il fallut quitter le hâvre de Rensselaer, Kane dut abandonner son petit navire et revenir dans trois embarcations, et, avec des provisions insuffisantes, traverser un espace de quatre cents lieues, tantôt sur la glace, tantôt dans l'eau, pour atteindre l'établissement danois d'Uppernawick. Le docteur Kane est mort en 1857 des suites des fatigues éprouvées par lui dans ce voyage.

Un des compagnons du docteur Kane, Morton, parti en traîneau pour reconnaître le littoral du Groënland, au delà du glacier de Humboldt, et l'extrémité la plus septentrionale du détroit de Smith, accompagné du seul interprète groënlandais, obtint le résultat le plus important de l'expédition tout entière. Le 24 juin, il atteignit l'endroit où le détroit cesse, et se trouva en présence d'une mer large, aux eaux libres. Du haut du cap qui a reçu le nom de Constitution, Morton vit, à 480 pieds au-dessous de lui, cet océan si longtemps cherché au nord des régions arctiques. Son œil embrassait un espace d'environ mille ou douze cents lieues carrées, où ne flottait aucun glaçon. La mer, agitée par un vent du nord violent, qui souffla de cette direction pendant plus de cinquante heures, venait battre de ses flots verdâtres les falaises abruptes du cap. Le flux et le reflux se montraient sensiblement. Ce cap est situé au delà du 81° degré, latitude qui paraît être le point extrême de cette partie du Groënland nommée Terre de Washington. Morton y arbora les couleurs de l'Union américaine.

La découverte fortuite de ces eaux libres n'était pas pour Kane et ses compagnons un fait isolé. Des Esquimaux leur avaient donné l'assurance qu'à l'extrémité septentrionale du détroit de Smith se trouvait une île, dont le nom est Ummigsmac, baignée chaque été par une mer navigable. A Uppernawick, Kane avait aussi entendu parler de cette île, si voisine du pôle (en admettant que les rapports des Esquimaux soient fondés). Mais en laissant de côté ces

Digitized by Google

témoignages, il trouva dans ses propres observations d'autres preuves plus sérieuses. La vie animale qui avait fait défaut à l'expédition dans le sud apparut « d'une manière saisissante » à Morton et à son compagnon, lorsqu'ils eurent atteint le littoral de la mer libre. Là, l'eider, le canard royal, l'oie de Brent, étaient si nombreux que les voyageurs en abattaient deux d'un seul coup de fusil. « L'oie de Brent, dit le docteur Kane, est bien connue du voyageur polaire comme un oiseau émigrant du continent américain. Ainsi que ceux de la même famille, cet oiseau se nourrit de matières végétales, généralement de plantes marines avec les mollusques qui y adhèrent. Il est rarement vu dans l'intérieur des terres, et ses habitudes en font un indice de la présence de l'eau... Les rochers étaient couverts d'hirondelles de mer, oiseaux qui ne vivent qu'auprès d'une eau libre, et qui y étaient déjà au moment de la ponte... Tous ces oiseaux occupaient les premiers milles du canal (le canal Kennedy) ; c'est le nom que prend vers sa fin le détroit de Smith depuis le commencement de l'eau libre ; mais plus au nord, ils étaient remplacés par des oiseaux nageurs. Les mouettes étaient représentées par quatre espèces au moins. » Un peu plus avant, Morton remarqua le pétrel arctique, oiseau qui n'avait pas été vu depuis que l'expédition avait quitté les parages fréquentés par les baleiniers anglais, à plus de 200 milles au sud. Le docteur Kane fait remarquer que la nourriture du pétrel, essentiellement marine, consiste surtout en petits poissons nommés acalèphes ; et il ajoute : « Il s'attroupe rarement, excepté dans les parages fréquentés par les baleines et les plus grands animaux de l'Océan. Sur les bords de la mer libre, « des troupes de ces pétrels se balançaient au-dessus de la crête des vagues, comme le font les représentants de la même espèce dans les climats plus doux... Il est impossible, en rappelant les faits relatifs à la découverte d'une mer libre, — la neige fondue sur les rochers, les bandes d'oiseaux marins, la végétation devenant de plus en plus abondante, l'élévation du thermomètre dans l'eau, — de ne pas être frappé de l'existence probable d'un climat plus doux vers le pôle. Mais signaler les modifications de température au voisinage de la mer libre, ce n'est pas résoudre cette question qui reste non résolue : Quelle est la cause de la mer libre ? »

Cependant, ce n'était pas la première fois que des navigateurs apercevaient des eaux navigables au nord des détroits où ils étaient engagés. Plusieurs déjà ont cru y avoir trouvé la fameuse mer, objet ardent d'aspirations. Aussi a-t-on lieu de s'étonner de la timidité des conclusions du docteur Kane. Rappelant les prétendues découvertes faites par ses prédécesseurs : « Toutes, dit-il, sont illusoires.

Digitized by Google

Elles ont sans doute été notées avec une parfaite bonne foi, et plusieurs peuvent penser que mon observation, quoique faite sur une plus grande échelle, doit se ranger dans la même catégorie. Mais la mer, que je me suis hasardé à appeler *libre*, a été suivie pendant nombre de milles le long de la côte, et vue d'une élévation de 480 pieds, sans limite à l'horizon et sans glaces à la surface, mer véritable se soulevant et se brisant contre les rochers du rivage. »

Tel était l'état de la question lorsque le docteur Hayes entreprit un nouveau voyage aux mêmes lieux. M. Hayes avait formé le plan de l'entreprise qu'il a exécutée en 1860, à l'époque où il faisait partie, en qualité de chirurgien, de l'expédition de son compatriote Kane. Dans ce premier voyage, il avait découvert la terre de Grinnell, faisant face dans le détroit de Smith au littoral d'où Morton a signalé une mer libre. Le docteur Hayes avait suivi les côtes de la terre de Grinnell dans la direction du nord jusqu'au 80° de latitude. C'est vers le même lieu qu'il comptait diriger de nouvelles explorations. Son précédent voyage l'avait amené à conclure que la voie du détroit de Smith offre le plus de chances de succès de parvenir près du pôle boréal. Il espérait ouvrir une route à son navire jusqu'au 80° parallèle, puis, à l'aide des chiens indigènes, transporter sur la glace un canot, et enfin, « si pareille fortune » lui était réservée, se « lancer dans la mer libre pour continuer sa route vers le nord ». « Convaincu, dit le docteur Hayes, que l'Océan ne peut être gelé autour du pôle nord ; qu'une vaste mer libre, dont l'étendue varie avec les saisons, se trouve encadrée dans la formidable ceinture de glaces qui a défié tant d'audacieux assauts, je désirais ajouter encore aux preuves accumulées à cet égard, d'abord par les anciens navigateurs hollandais et anglais, plus tard par Scoresby, Wrangel, Parry, Kane. »

Le docteur Hayes commença ses préparatifs de départ dès les premiers jours de juin 1860. Il avait à sa disposition un schooner tirant 8 pieds d'eau et jaugeant 133 tonneaux, baptisé du nom d'*United States*. Pour le protéger contre les frottements et la pression des glaces, on avait appliqué sur ses flancs un revêtement de bordages en chêne, épais de deux pouces et demi, et recouvert tout l'avant de massives feuilles de tôle. A l'intérieur, le schooner avait été renforcé par de solides baux entre-croisés. L'approvisionnement du petit navire était abondant, et rien ne manquait de ce qui pouvait assurer à l'équipage de bonnes conditions d'hygiène et de confort. Le schooner *United States* quitta Boston dans la soirée du 6 juillet 1860 et atteignit Uppernawick le 12 août. Son capitaine s'y pourvut d'un interprète et de chiens pour ses traîneaux et continua sa route jusqu'à Port-Foulke, un peu au-dessus du cap

Digitized by Google

Alexandre. Là, il hiverna. Cet endroit est situé d'un demi-degré environ moins au nord que le hâvre de Rensselaër, choisi précédemment par le docteur Kane pour quartier d'hiver. On y trouve pendant la mauvaise saison du gibier en abondance, et le docteur Hayes dut au bon choix de sa station de ne perdre aucun homme de son équipage par le scorbut, que l'usage des salaisons engendre fatalement.

Le 4 avril 1861, M. Hayes partit en traîneau pour le nord, et s'avança bien près du 82e degré. Le 18 mai, après une pénible marche de quarante-six jours, il arrivait à la baie de lady Franklin. Là, il escalada une pente escarpée et se hissa sur une saillie de rochers à huit cents pieds environ au-dessus du niveau de la mer. O bonheur! au-dessous, « la mer étalait sa nappe immense, bigarrée de tâches blanches ou sombres, ces dernières indiquant les endroits où la glace était presque détruite, ou avait entièrement disparu; au large, ces taches devenaient plus foncées et plus nombreuses, jusqu'à ce que, formant une bande d'un bleu noirâtre, elles se confondissent avec la zone du ciel où se reflétaient leurs eaux. Les vieux et durs *champs de glace* (dont les moins grands mesuraient à peine moins d'un kilomètre), et les rampes massives et les débris amoncelés qui en marquaient les bords, étaient les seules parties de cette vaste étendue qui conservassent encore la blancheur et la solidité de l'hiver. »

« Tout me le démontrait, ajoute le docteur Hayes, j'avais atteint les rivages du bassin polaire, l'Océan dormait à mes pieds! Terminée par le promontoire qui, là-bas, se dessinait sur l'horizon, cette terre que je foulais était une grande saillie se projetant au nord, comme le Séverro Vostochnoï hors de la côte opposée de Sibérie. Le petit ourlet de glace qui bordait les rives s'usait rapidement. Avant un mois la mer entière, aussi libre de glaces que les eaux du nord de la baie de Baffin, ne serait obstruée que par quelque banquise flottante, errant çà et là au gré des courants et de la tempête. » L'approche du printemps, le dégel rapide, obligeaient le docteur Hayes à revenir en arrière pour ne pas compromettre son retour aux côtes groënlandaises. Son but était, du reste, atteint. Il avait pu hisser ses pavillons sur le point le plus septentrional où l'on soit parvenu dans ces régions, et ce point était justement baigné par un océan inconnu... Mais le navigateur quittait avec peine ces lieux. Ils exerçaient sur lui et son compagnon une fascination puissante : « Notre proximité de l'axe du globe, écrit-il dans sa relation, la certitude que de nos pieds nous touchions une mer placée bien au delà des limites des découvertes précédentes, les pensées qui me traversaient l'esprit en contemplant cette vaste mer qui s'é-

Digitized by Google

tendait devant nous, l'idée que peut-être ces eaux ceintes de glaces baignent les rivages d'îles lointaines où vivent des êtres d'une race inconnue, tout cela paraissait donner je ne sais quoi de mystérieux à l'air même que nous respirions; tout cela excitait notre curiosité et fortifiait ma résolution de me lancer sur cet océan et d'en reconnaître les limites les plus reculées. Je me rappelais toutes les générations de braves marins, qui, par les glaces, et malgré les glaces, ont voulu atteindre cette mer, et il me semblait que les esprits de ces hommes héroïques, dont l'expérience m'a guidé jusqu'ici, descendaient sur moi pour m'encourager encore. Je touchais pour ainsi dire « la grande et notable chose » qui avait inspiré le zèle du hardi Frobisher; j'avais accompli le rêve de l'incomparable Parry! »

L'expédition du docteur Hayes a été, de toutes celles qui ont été entreprises, l'une des plus importantes par ses résultats, et des plus heureuses par la façon dont elle a été conduite. Et pourtant, cette conviction du navigateur, qui l'a fait hardiment intituler sa relation *la Mer libre du pôle*, il n'a pas réussi à la faire partager à tout le monde.

Quoi qu'il en soit, voici les résultats obtenus par le docteur Hayes, et énumérés par lui, dont il est, dit-il, obligé de se contenter pour le moment : 1° En ramenant son équipage en bonne santé, il a « démontré que l'hiver arctique n'engendre pas fatalement le scorbut et le découragement; 2° qu'on peut vivre dans le détroit de Smith, réduit aux ressources que fournissent ces parages; 3° qu'une station se suffisant à elle-même peut être établie à Port-Foulke et y devenir le point de départ d'explorations étendues; 4° que de Port-Foulke il est possible de reconnaître tous les points encore inexplorés de la région arctique; » et le docteur Hayes ajoute : « C'est de là que, sans aucune autre troupe agissant de concert avec moi, et dans les circonstances les plus défavorables, j'ai pu porter les découvertes plus loin que mes prédécesseurs; » 5° le docteur Hayes est porté à croire, et par de bonnes raisons, qu'avec un fort navire on peut traverser le détroit de Smith et déboucher directement dans la mer polaire; 6° enfin, pour lui, la mer libre du pôle existe.

Quant aux projets du chirurgien américain devenu un célèbre navigateur, ils semblent voisins de l'utopie, le docteur Hayes ne visant à rien moins qu'à fonder dans les mers arctiques de véritables comptoirs commerciaux. « Je vais retourner à Boston, écrit-il à la fin de sa relation, réparer le schooner, me procurer un petit navire à vapeur et revenir ici, autant que possible, vers les premiers jours du printemps. J'installerai le schooner à Port-Foulke et, n'y demeurant que juste le nombre de jours nécessaires pour organiser

Digitized by Google

les chasses, rassembler les Esquimaux et établir la discipline de la colonie, j'atteindrai le cap Isabelle avec mon navire à vapeur. De là, je marcherai vers le nord par la route désignée. Je ne réussirai peut-être pas à atteindre mon but en une seule saison, mais je recommencerai l'année suivante; dans tous les cas, j'aurai à Port-Foulke d'abondantes ressources en vivres et en fourrures, et un bâtiment pour les transporter au cap Isabelle si je suis obligé d'y retourner; de plus, on m'élèvera à la station tous les chiens dont je puis avoir besoin. Enfin, dans le cas où mon entreprise éprouverait une insuffisance de fonds et serait abandonnée à ses propres forces, nous pourrions retirer du commerce des huiles, des pelleteries, de l'ivoire de morse, du duvet d'eider, assez de profit pour faire vivre notre colonie et payer au moins une grande partie du salaire des employés. Les environs de Port-Foulke abondent en gibier, et un chasseur peut nourrir une vingtaine de bouches : l'hiver et l'été derniers m'ont suffisamment démontré la justesse de cette opinion; la mer est riche en phoques, morses, narvals et baleines blanches, comme les vallées en rennes et en renards; pendant la belle saison, les îles et les rochers se couvrent d'oiseaux; les glaces sont les domaines de l'ours. » On le voit, ce serait plus que la mer polaire libre, ce serait la mer polaire ouverte...

Les voyages de Kane et de Hayes ont prodigieusement agrandi nos connaissances sur la configuration des terres et des mers arctiques situées au nord de la baie de Baffin, c'est-à-dire aux limites extrêmes du continent américain.

Depuis eux, dans l'autre hémisphère, le capitaine américain Long, commandant le baleinier *le Nil*, entré par le détroit de Behring, dans l'Océan glacial, au mois d'août 1867, prétend avoir reconnu, à environ soixante-dix milles au nord du cap Yakan, « une vaste terre couverte de verdure où se jouaient des morses et des phoques. » Par une lettre adressée à M. de Chasseloup-Laubat, le capitaine Long recommande instamment le choix du détroit de Behring pour une expédition au pôle.

Enfin, la troisième route, celle qui pourrait permettre de s'élever au nord dans le large espace qui s'étend entre le Groënland et la Nouvelle-Zemble, a été aussi récemment étudiée. M. Auguste Petermann, qui naguère figurait avec M. Lambert et M. Osborn parmi les promoteurs d'entreprises au pôle boréal, vient d'effectuer en partie la sienne. Il y avait longtemps que le savant géographe allemand méditait l'exécution de ce voyage. En 1854, il pensait déjà que l'intérêt appelé sur les régions arctiques par la déplorable destinée de l'expédition du capitaine Franklin était si grand, qu'on ne s'arrêterait pas avant d'avoir traversé le bassin polaire. Le

Digitized by Google

23 juillet 1865, il proposa au congrès géographique de Francfort une exploration des régions arctiques par une expédition germanique, et il soutint dans la presse et les réunions publiques l'opportunité de cette expédition par la mer du Spitzberg. Il écrivit la même année, dans les *Mittheilungen*, un Mémoire sur l'état des glaces dans les mers polaires et la possibilité d'avancer en navire jusqu'aux plus hautes latitudes. Le docteur Petermann s'était décidé pour la voie du Spitzberg, en se fondant surtout sur la tentative faite en 1827 par le capitaine Parry, tentative qui fit concevoir tant d'espérances sur la solution de la question à l'examen. La pointe la plus avancée du Spitzberg vers le pôle, le cap Haklnyt, n'est qu'à 600 milles environ du pôle.

L'expédition allemande, partie de Bergen en Norvége au mois de mai de l'année dernière, était commandée par le capitaine Koldewey. Le navire *la Germania*, mis à la disposition de ce dernier, fut acheté et armé dans ce même port de Bergen. C'est un bâtiment à vapeur jaugeant 90 tonneaux, dont l'équipage était composé d'une quinzaine de marins brêmois. Ce n'est certes pas le manque de prévoyance qui a fait échouer l'entreprise : tout avait été sagement préparé pour sa réussite. Mais l'année passée, les parages du Spitzberg ou du Groënland se sont montrés exceptionnellement défavorables à la navigation. La mer s'est trouvée fermée par une barrière de glace infranchissable, et la *Germania* n'a pu atteindre que le 81° degré 5 minutes. Cette latitude est, du reste, fort élevée. Jamais navire n'y est parvenu, et si elle a été dépassée, ce n'est que dans la tentative faite en traîneaux par Edouard Parry. Le 10 octobre la *Germania* rentrait au port de Brême.

Une nouvelle expédition se prépare par M. Petermann. La *Germania* reprendra la mer dès les premiers jours de juin, accompagnée, cette fois, du *Groënland*; yacht à voile qui servira à maintenir les communications avec l'Europe. Quand viendra la mauvaise saison, la *Germania* hivernera à une latitude, aussi élevée que possible, et nous connaîtrons dès lors par le retour du *Groënland* les débuts de l'entrepise.

Actuellement, deux explorateurs, — M. Petermann écarté, — sont en présence : M. Sherard Osborn et M. Gustave Lambert, — indépendamment toutefois du docteur Hayes, qui n'est pas homme à renoncer à ses plans, mais dont on ne s'occupe pas pour le moment. Voyons sur quelles bases reposent les projets conçus par le marin anglais et par notre compatriote.

Le capitaine Osborn, familier depuis longtemps avec les régions arctiques, a, le 23 janvier 1865, dans une réunion de la Société de géographie de Londres, présenté l'utilité d'une nouvelle expédition

Digitized by Google

au pôle boréal en indiquant pour route la mer de Baffin et le détroit de Smith, c'est-à-dire la voie tracée par Kane et M. Hayes. Sa proposition fut adoptée par la savante Société, qui compte au nombre de ses membres tous ceux qui vivent encore parmi les explorateurs de ces mêmes régions. M. Osborn, sans chercher à se donner une idée précise de ce que peut être le bassin libre de Kane et de Hayes; sans examiner ce qu'il en est des lois de l'insolation ou de la théorie des courants, si en faveur ; propose de suivre la terre de Grinnell, — séparée des terres groënlandaises par le détroit de Smith, — aussi loin qu'il sera possible, en côtoyant cette terre soit en traîneau, soit en bateau. M. Osborn pense que la terre de Grinnell, dont le mont Parry forme jusqu'à présent la limite connue, doit s'étendre fort avant dans la direction du pôle, si l'on en juge par les montagnes de glace qui viennent du nord encombrer le détroit de Smith. Il rappelle que ces montagnes se forment sur les rivages, qu'elles sont le produit de glaciers, et qu'on n'en trouverait pas en si grande quantité dans ce détroit s'il n'y avait à son extrémité nord « de hautes montagnes et de profondes vallées, où s'accumulent depuis des siècles l'humidité et les neiges. » Selon lui, deux navires prêts à faire voile au printemps se dirigeraient vers la mer de Baffin et devraient, en arrivant en août à la hauteur du cap Isabelle (à Port-Foulke, par exemple), se séparer. L'un de ces navires stationnerait en cet endroit, en ne conservant que vingt-cinq hommes d'équipage; l'autre, ayant à son bord une centaine d'hommes, poursuivrait sa marche jusqu'à l'endroit où la terre de Grinnell s'arrête. De là, on s'élancerait en traîneau sur la croûte glacée, ou en bateau sur des eaux libres, pour atteindre le pôle, qui ne serait pas à une bien grande distance. Au fond, le projet du capitaine Osborn ne diffère guère que par les détails de celui du docteur Hayes.

M. Gustave Lambert, persuadé que le plus grand danger de la navigation dans les mers arctiques est créé par les montagnes de glace flottantes qui peuvent à tout moment broyer un navire, a choisi une autre voie que celle des détroits du nord de l'Amérique. Les icebergs se formant aux bords des côtes, M. Lambert a formulé cet axiome : « Fuir les terres. » Le détroit de Behring, par où il veut pénétrer dans la mer polaire, lui permet, croit-il, de se tenir éloigné de tout rivage. M. Lambert se fonde aussi sur ce principe, vérifié par l'expérience dans les expéditions polaires, que « où l'on ne passe pas en traîneau, on passe en navire. » Il voudrait franchir le détroit en juillet ou en août, doubler à l'ouest le cap Serdze et le cap Nord atteint par Cook, se frayer ensuite un passage dans les glaces flottantes en pénétrant résolûment dans la banquise désa-

Digitized by Google

grégée par la chaleur du soleil d'été et, au besoin, par l'action de la poudre ou par les scies, et arriver ainsi à cet espace libre que les Russes ont appelé Polynia; c'est évidemment l'un des chemins du pôle. M. Lambert n'est pas un simple théoricien; ancien élève de l'Ecole polytechnique, hydrographe, il a aussi navigué, et navigué précisément dans les parages où il se propose de retourner en explorateur déterminé à rapporter des solutions définitives. M. Lambert croit fermement que son projet est réalisable. Il le place sous la protection d'un grand nom, en affirmant que Cook avait indiqué le détroit de Behring comme la véritable route du pôle nord et que la mort empêcha seule l'illustre navigateur de changer cette hypothèse en certitude.

III

Quelles chances de réussite sont réservées aux explorations projetées? Pour le présumer, il est indispensable de jeter un rapide coup d'œil sur les tentatives faites jusqu'ici et de présenter un ensemble des théories nouvelles touchant les lois physiques du globe, sur lesquelles les explorateurs peuvent établir leurs calculs ou fonder leurs espérances. L'histoire des expéditions au pôle boréal nous est rendue facile par le livre récent de M. Desprez et par les deux intéressants volumes de voyages de MM. A. Hervé et Ferd. de Lanoye, où les extraits des grandes relations sont choisis avec beaucoup de discernement.

Les explorateurs anciens se divisent, comme les explorateurs futurs, en trois groupes. Les uns s'engagèrent entre le continent américain et le Groënland, se dirigeant tantôt au nord, tantôt à l'ouest; d'autres ont monté vers le pôle par les méridiens du Spitzberg et de la Nouvelle-Zemble; ceux du troisième groupe enfin, passant sur l'autre hémisphère, ont franchi le détroit de Behring et visité le littoral de l'Asie et celui de l'Amérique septentrionale.

Les Scandinaves se sont les premiers portés vers le nord. D'après la tradition, Naddoc atterrait en Islande en 860, et un marin du nom d'Erick le Rouge découvrait vers 986 une contrée qu'il appela Groënland à cause de son apparence verdoyante. Toutefois, ce n'est que de Jean et Sébastien Cabot, que commence l'histoire des voyages au pôle nord. Le père et le fils (et non les deux frères, comme le dit M. Desprez), envoyés par le roi d'Angleterre Henri VII, découvrirent, en 1497, le continent américain, par 56 degrés de latitude, bien au nord du détroit de Belle-Isle, dans

Digitized by Google

la région des ours blancs et des sauvages, au milieu des sinistres falaises du Labrador. Sébastien fit un nouveau voyage en 1498, et atteignit le même continent par 58 degrés de latitude. On croit que, en 1517, ce navigateur quitta de nouveau l'Angleterre, cette fois à la recherche du passage nord-ouest. Sébastien Cabot traversa le détroit et entra dans la baie qui, près d'un siècle plus tard, devait recevoir le nom d'Hudson. Il poursuivit hardiment son dessein au milieu de mers dangereuses, et le 11 juin, il atteignit la latitude de 67 degrés et demi. A cette époque, la mer était libre. Après Cabot, les frères Cortereal, marins portugais, reconnurent les côtes du Labrador et du Canada. En 1508 et 1534, Aubert et Jacques Cartier abordèrent à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Ici se place le voyage des vaisseaux la *Trinité* et le *Mignon*, célèbre par des scènes de cannibalisme auxquelles se livrèrent les équipages affamés de ces navires.

Après quelques voyages dans les mers arctiques, dont les résultats furent négatifs ou désastreux, eut lieu l'expédition de Frobisher, qui, plus heureux que ses prédécesseurs, reconnut au nord du continent américain les îles du détroit auquel on a donné son nom. John Davis pénétrait (1585) dans la baie qui porte actuellement son nom.

Le Danois Jacques Hall mit à la voile en 1605 pour aller reconnaître les côtes du Groënland, chargé, à ce qu'il semble, par son gouvernement, de s'emparer des richesses d'une prétendue mine d'argent. Hall fit quatre expéditions et périt assassiné. Trois ans après, Jean Knight, qui avait accompagné Hall dans un de ses voyages, fut envoyé par les compagnies anglaises de Moscovie et des Indes à la découverte du passage cherché au nord des deux hémisphères et fut, comme Hall, assassiné par les indigènes. Hudson, à son quatrième voyage, découvrit une véritable mer intérieure (1610). Thomas Button, placé à la tête d'une expédition dont l'objet était à la fois de trouver le fameux passage et de se renseigner sur le sort d'Hudson, qui avait été abandonné dans un bateau par son équipage révolté, rentra en Angleterre en 1613, après avoir côtoyé l'île de Southampton jusqu'au 65e degré. Baffin, en 1614, constata l'existence de la mer qui est devenue la voie la plus fréquentée des navigateurs qui vont vers le pôle. Il prit pour des baies peu profondes les nombreux détroits qui mettent en communication les diverses parties de l'Océan glacial, détroits reconnus de notre temps. Le capitaine James, parti en 1631 de Bristol, dirigea une expédition entreprise aux frais d'une compagnie de marchands pour tenter la découverte du passage nord-ouest et souffrit beaucoup dans la baie d'Hudson. Enfin, le XVIIe siècle se

Digitized by Google

ferme par la fondation de quelques établissements dus à la compagnie commerciale de la baie d'Hudson formée en 1669 par une charte de Charles II. Les profits du négoce firent oublier à la compagnie qu'elle avait pris l'engagement de réaliser les espérances conçues relativement au passage nord-ouest.

Jacques Knight, Georges Barlowe et David Waughan, partis pour les régions polaires en 1719, n'en revinrent jamais, et l'on ne sut que cinquante ans plus tard, par les Esquimaux de l'île de Marbre, que les équipages de leurs navires avaient péri, un homme après l'autre, de privation et de froid. Le dernier expira en creusant la fosse de son compagnon défunt. Le voyage de Middleton, en 1741, donna lieu à la singulière accusation soutenue par Dobbs, que Middleton avait reçu de la compagnie de la baie d'Hudson une somme de 5,000 livres sterling pour qu'il ne fît pas de découvertes. Les explications fournies par le marin anglais ne parurent point satisfaisantes aux lords de l'amirauté; l'affaire fit du bruit, et le Parlement rendit un acte par lequel une récompense de 20,000 livres fut promise à celui qui découvrirait un passage au nord-ouest, par le détroit d'Hudson, dans l'océan situé à l'ouest et au nord de l'Amérique. Cet acte reçut plus tard des modifications importantes au moment du départ de Cook. Les vaisseaux du roi, qui d'abord n'avaient point droit à cette récompense, furent admis à en bénéficier, et l'on ne maintint pas la condition expresse d'effectuer le passage de l'un à l'autre hémisphère par la baie d'Hudson. Hearn et Mackensie explorèrent les terres les plus septentrionales du continent américain. Partis de la baie d'Hudson, ils parvinrent jusqu'à l'Océan glacial.

Pendant les premières années de notre siècle, les guerres européennes suspendirent les expéditions maritimes ayant un objet scientifique; puis, tandis que les Russes faisaient au nord du détroit de Behring des découvertes importantes dont nous parlerons tantôt, le baleinier William Scoresby, par sa célèbre lettre au naturaliste Bank, ramena l'attention des navigateurs et des savants vers le pôle nord. Dans l'été de 1816, il avait pu attérir à la côte est du Groënland, fermée jusque-là aux explorateurs modernes. Scoresby assista à une débâcle exceptionnelle et constata d'immenses déplacements de glaces. Il émit l'avis que ces déplacements dans la banquise témoignent de l'existence d'une eau libre dans le voisinage du pôle. L'amirauté anglaise, sur les indications fournies par Scoresby, prépara deux expéditions importantes. L'une devait tenter le passage par la baie de Baffin; le programme que l'autre avait à réaliser consistait à se diriger sur le nord par les mers du Spitzberg pour atteindre ensuite le détroit de Behring. Les com-

Digitized by Google

mandements étaient confiés à quatre marins dont les noms sont restés célèbres dans les annales des découvertes géographiques : Ross, Parry, Franklin et Buchan. Ils ne remplirent point complétement l'objet de leur mission. Mais ils enrichirent de notions nombreuses la géographie physique et politique de ces régions ; ils reconnurent notamment la côte du Groënland jusqu'au 76e degré, et rectifièrent d'énormes erreurs de longitude. Le capitaine Ross se borna à faire le relevé du littoral de la mer de Baffin. Edouard Parry, plus audacieux, suivant de l'est à l'ouest le 74e parallèle, franchit le détroit de Lancastre, laissant sur sa gauche un détroit auquel il donna le nom de Prince-Régent. Il parcourut ensuite, dans toute son étendue, le détroit de Barrow, qui continue pour ainsi dire la voie ouverte par le détroit de Lancastre ; il entra dans la mer dite de Melville, au nord de laquelle se trouve un archipel important dont les principales îles furent baptisées par Parry des noms de Melville et de Bathurst. Parry hiverna dans les glaces. De retour au bout de dix-huit mois d'un voyage accompli dans de si heureuses conditions, il repartit en 1821 avec le capitaine Lyon, et chercha à l'ouest du détroit d'Hudson le passage désiré, entre la presqu'île Melville et l'île Cockburn, c'est-à-dire 4 degrés plus au sud que dans son précédent voyage. Cet intrépide officier prépara une troisième expédition qui fut malheureuse. Après un hiver passé à l'entrée du détroit du Régent, il se trouva dans l'obligation d'abandonner dans ces lieux l'un de ses navires, la *Fury*, jeté à la côte par les glaces. Nous retrouverons une quatrième fois Parry sur le chemin du pôle, mais au nord du Spitzberg.

Tandis que Parry essayait de reconnaître par mer les côtes septentrionales de l'Amérique, le capitaine Franklin entreprenait leur exploration par terre, accompagné de MM. Hood, Back et du docteur Richardson. Il perdit par le froid et les privations presque toute son escorte. Néanmoins, il reçut, en 1825, le commandement d'une nouvelle expédition pour ces mêmes régions, laquelle, mieux organisée, eut une meilleure fin. Les capitaines Lyon et Beechey, envoyés l'un par le détroit d'Hudson, l'autre par le détroit de Behring, devaient aller à la rencontre de Franklin. Mais les trois explorateurs ne purent opérer leur jonction ; le capitaine Beechey, après être arrivé au cap Glacé, limite extrême des découvertes de Cook, envoya une barque qui se trouva arrêtée par les glaces vers le 154e degré de longitude ouest, à 160 milles seulement du point où le capitaine Franklin commençait presque en même temps à rétrograder.

Au mois de mars 1845, sir John Franklin quittait une fois encore les côtes de la Grande-Bretagne pour tenter la découverte du pas-

Digitized by Google

sage nord-ouest. On sait quelle lamentable fin eut cette dernière expédition. Trois hivers s'étaient écoulés sans qu'on eût reçu de nouvelles du brave marin. On expédia à sa recherche plusieurs navires anglais qui partirent en janvier, en mars et en juin 1848. Rien ne fut négligé pour parvenir à découvrir le sort de Franklin et de ses compagnons. Suivant des calculs faits avec soin par M. Auguste Petermann, de 1848 à 1854, 32 bâtiments et 10 bateaux furent employés à diverses expéditions, et l'Angleterre dépensa 1,000,466 livres sterling. Bien des navigateurs se sont fait un nom dans cette recherche. James Ross fut chargé d'explorer les eaux occidentales des détroits de Lancastre et de Barrow, et les capitaines Kellett et Moore prirent leur direction vers les régions arctiques, par l'océan Pacifique.

En 1850, l'*Investigator* et l'*Entreprise*, commandés par Mac Clure et par Collinson, suivirent aussi cette dernière route. Le capitaine Mac Clure, après s'être avancé jusqu'à la terre de Banks, constata l'existence d'un passage nord-ouest, mais impraticable aux navires. Il dut même abandonner l'*Investigator* dans la baie de Mercy, à l'extrémité nord de la terre de Banks, et se résoudre, après trois hivernages successifs, à franchir à pied, jusqu'au chenal de Wellington, 550 kilomètres.

Dans les mêmes parages, au printemps de 1851, furent aperçues, au fond du chenal de Wellington, des eaux libres s'étendant à perte de vue. Sir Edouard Belcher, envoyé avec une escadre, au commencement de 1852, par la mer de Baffin, pour explorer le même chenal, fut obligé d'abandonner cinq navires pris dans la glace à l'endroit où le lieutenant de Haven avait trouvé des eaux navigables. A son tour, Belcher, visitant les régions inconnues jusqu'à lui, qui ont reçu le nom de Cornouailles du nord, se trouva aussi en présence d'une mer libre située dans le nord-ouest et du milieu de laquelle surgissait au loin l'archipel inexploré de Victoria, par 78 degrés au nord. On était à la fin de mai. Le nom de Belcher est demeuré à ce canal d'eaux navigables. Le capitaine Inglefield commandant l'*Isabelle*, pénétrant dans le détroit de Smith, qui met la problématique mer libre du pôle en communication avec la mer de Baffin, dépassa le 78e degré et vit aussi au nord des eaux dégagées de glaces. Une tempête violente l'empêcha de s'avancer dans cette direction. Inglefield est celui de tous ces navigateurs qui s'est le plus approché de la région explorée par Kane.

On sait que le capitaine Mac Clintock, parti d'Angleterre le 1er juillet 1857 sur l'aviso le *Fox*, trouva, en 1859, les preuves du désastre de l'expédition de Franklin sur l'île du Roi-Guillaume. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié l'analyse de l'émouvante re-

Digitized by Google

lation du capitaine Mac Clintock[1]. En résumé, ces divers voyages, limités dans leur objet, ne furent point, tant s'en faut, sans utilité pour la science géographique. On ne doit pas oublier que les navigateurs qui se sont le plus approchés du pôle ont constaté sous différents méridiens la présence d'eaux libres.

Sir Roderick Murchison, vice-président de la Société de géographie de Londres, réclama pour Franklin l'honneur d'avoir le premier découvert le passage nord-ouest, mais tout en reconnaissant que ce navigateur a été bien près, en effet, de pouvoir constater l'existence de ce passage, il est impossible de priver sir Robert Mac Clure de la part qui lui revient dans cette découverte du passage si longtemps cherché.

Si l'on passe à la seconde série de tentatives faites pour briser la ceinture de glaces au delà de laquelle on espère atteindre la mer libre du pôle, on trouve que les efforts les plus persévérants essayés à l'ouest du Spitzberg, et dans le méridien du Spitzberg lui-même, n'ont amené aucune constatation d'eaux libres. La Nouvelle-Zemble avait été découverte, en 1553, par l'Anglais Willoughby, pour lequel Sébastien Cabot, le célèbre pilote, rédigea de curieuses instructions se terminant par une exhortation directe adressée à tous les membres de l'expédition « de bien se garer des artifices de certaines créatures qui, avec des têtes d'homme et des queues de poisson, nagent armées d'arcs et de flèches dans les fiords et les baies, et vivent de chair humaine. » Huges Willoughby fut forcé de chercher un refuge pour ses vaisseaux dans un port de Laponie, où les équipages périrent misérablement. Après Willoughby, Steven Burough, Richard Chancelor, Mercator, Pet et Jackman avaient tenté sans succès le passage du détroit de Waigatz ou de Kara, qui sépare la Nouvelle-Zemble de la Russie. Ce sont les Hollandais qui, les premiers, eurent très-sérieusement l'idée d'aller aux Indes, ou plutôt au Cathay, par le nord. Il s'agissait pour leurs galiotes d'éviter une lutte avec les corsaires espagnols. Une expédition préparée par les Provinces-Unies s'avança jusqu'au détroit de Waigatz, et crut avoir trouvé le passage désiré. William Barentz commandait un des trois navires de cette expédition. Barentz, parti de nouveau de Texel, le 18 mai 1596, pilote, cette fois, dans l'expédition conduite par Corneliss, attérit le 9 juin de la même année à l'île aux Ours, nommée plus tard par l'Anglais Bennet, île Cherry. Il hiverna à la Nouvelle-Zemble, et mourut dans une embarcation en quittant au retour du printemps cette terre inhospitalière.

En 1610, la Compagnie anglaise de Moscovie équipa un navire

[1] Voy. la livraison du 15 octobre 1860.

Digitized by Google

dont Jonas Poole eut le commandement. Celui-ci s'approcha de très près du Spitzberg. Arrivé au 77e degré de latitude, il reconnut que la glace qui se formait dans ces parages n'était pas, à beaucoup près, aussi épaisse que celle qu'il avait vue par 70 degrés. Poole atteignit la latitude de 79 degrés 50 minutes. L'année suivante le même navigateur, dans un nouveau voyage, s'avança au nord jusqu'au 80e degré dans les eaux du Spitzberg, et traversa alors la mer jusqu'à la côte orientale du Groënland. Vers le même temps se place la découverte par le Hollandais Jean Mayen d'une île au nord de l'Islande, qui a reçu le nom de ce navigateur.

Le baleinier hambourgeois Frédéric Martens contribua beaucoup à faire connaître le Spitzberg par son voyage de 1671, dont il a donné une relation fort détaillée. Il s'avança jusqu'au 81e degré de latitude. En 1676, John Wood, sur le rapport fait par un matelot d'Amsterdam de l'existence d'une mer libre et ouverte au pôle, partit d'Angleterre sous le patronage du duc d'York, sur la *Speedwell*, en compagnie du capitaine Flawes, commandant la *Prospère*. Les deux bâtiments furent approvisionnés pour seize mois et chargés des marchandises qui pouvaient trouver un placement avantageux sur les côtes de la Tartarie et du Japon! Wood perdit son vaisseau sur les rivages désolés de la Nouvelle-Zemble, et l'expédition avorta.

Tandis que, durant tout le XVIIe siècle, la pêche attirait sur les côtes du Spitzberg des baleiniers qui, chaque année, de juin à septembre, formaient dans les baies de la région septentrionale des établissements animés, les explorateurs des mers polaires poursuivaient la recherche de ce passage de l'Atlantique à l'Océan Pacifique, trouvé de nos jours dans une autre partie des régions boréales. Un véritable voyage scientifique fut celui de l'Anglais Phipps, depuis lord Mulgrave qui, en 1793, essaya d'aller jusqu'au pôle. Phipps naviguait de conserve avec Skeffington Lutwidge, et les deux marins étaient accompagnés de l'astronome Lyons et du physicien Irwing. Les navires s'avancèrent par 80 degrés 48 minutes, et se trouvèrent arrêtés par la banquise. C'était à la fin de juillet. Les glaces, allant à la dérive vers l'ouest, entraînèrent les navires qui, le 10 août, après avoir couru les plus grands dangers se retrouvèrent en pleine eau.

Enfin nous arrivons aux dix-sept voyages entrepris au commencement de notre siècle par le baleinier Scoresby, lequel a, par ses rapports, — nous l'avons dit, — provoqué les explorations qui, depuis 1820, ont tant agrandi la sphère de nos connaissances touchant le pôle boréal. Scoresby s'éleva une fois jusqu'à 81 degrés 30 minutes, ce qui était jusqu'à ces derniers temps la plus haute

Digitized by Google

latitude atteinte avec un navire. Le steamer *Sofia*, portant la commission de l'expédition suédoise, s'est avancé vers la fin du mois de septembre 1818 jusqu'au 81° degré 42 minutes. John Phipps et W. Scoresby avaient émis l'opinion que la banquise qui arrêtait au nord tous les navigateurs formait une croûte solide présentant une surface plane sur laquelle il devait être possible de s'avancer à pied ou en traîneau jusqu'au pôle. Parry rêva de réaliser l'entreprise. Parti en 1827, il atteignit la côte septentrionale du Spitzberg, y laissa son navire au mouillage, et s'avança sur la glace avec deux bateaux qu'on pouvait, au besoin, aisément transformer en traîneaux. Il se mit en route le 20 juin, tantôt naviguant dans les fissures de la glace, tantôt poussant ses bateaux sur les parties solides, non sans des difficultés nombreuses, car la banquise n'était pas aussi unie qu'elle avait pu le paraître de loin à l'œil de Phipps et de Scoresby. Parry, après trente et un jours d'une marche pénible, se trouvait à 82 degrés 45 minutes, lorsqu'il s'aperçut que les champs de glace qui le portaient dérivaient vers le sud, tandis qu'il marchait au nord, et cela avec une vitesse qui lui faisait perdre une bonne partie du trajet accompli. Devant ce résultat, que rien ne pouvait conjurer, et n'ayant plus que deux cents lieues à franchir pour arriver au pôle, Parry dut rebrousser chemin. Sa tentative est la plus hardie de toutes celles tentées dans le méridien du Spitzberg, aussi est-elle demeurée célèbre. L'absence de toute terre, les pluies qui ne cessaient de tomber, la profondeur de la mer, dont la sonde, sous le 82° parallèle, ne put trouver le fond à neuf mille mètres, les courants très sensibles : tout convainquit ce navigateur expérimenté qu'il y avait au pôle une mer libre.

Les Russes ont eu la plus grande part dans les tentatives faites par le détroit de Behring.

Il se conservait chez eux des traditions fort anciennes affirmant qu'un navire avait pénétré à deux cents lieues dans l'est. Dans le courant du XVIII° siècle, plusieurs marins russes s'aventurèrent sur la mer glaciale : Morawieff en 1734, le lieutenant Routschiftscheff l'année suivante, Shalauroff en 1761, Lakhoff en 1770. Ce dernier découvrit l'archipel de la Nouvelle-Sibérie. Toutefois, la plus célèbre expédition dirigée au nord de cet hémisphère est celle du capitaine Cook, qui, avec les frégates la *Résolution* et la *Découverte*, doubla le cap du Prince-de-Galles le 10 août 1778. Il trouva la glace suffisamment ouverte pour naviguer au nord du détroit de Behring et fut arrêté, à 70 degrés 41 minutes de latitude, par une banquise compacte élevée d'une dizaine de pieds au-dessus du niveau de la mer. Cook reconnut que l'extrémité de l'Amérique formait une pointe cernée de tous les côtés par les glaces et qu'il

Digitized by Google

nomma cap Glacé. Après avoir essayé, en naviguant d'abord vers le sud, de reprendre sa route au nord, il retrouva par 69 degrés 32 minutes de latitude l'énorme barrière infranchissable qui l'avait peu auparavant arrêté. Clerke, qui, après la mort de Cook, prit le commandement de l'expédition, s'avança à deux reprises au mois de juillet jusqu'au 69e degré de latitude, et fut chaque fois obligé de rétrograder de toute la vitesse de sa voilure devant des champs de glace menaçants. Au commencement de notre siècle, on note les voyages de Sannikoff, qui constata l'existence d'un de ces espaces libres auxquels les Russes donnent le nom de *polynia*. Le lieutenant Kotzebue, fils de l'écrivain dramatique, obtint à son tour d'assez importants résultats. Le comte Romanoff avait mis à sa disposition un navire appelé le *Rourick*. Kotzebue doubla le cap du Prince-de-Galles au commencement du mois d'août, sans que les glaces y missent obstacle. La température, qui était douce et même chaude sur la côte d'Amérique, était froide sur la côte d'Asie qui paraissait chargée de brouillards. Une plaine de glace la bordait, tandis que, sur le littoral du continent américain la mer était absolument libre.

Mais de tous ces explorateurs, celui que l'on cite le plus souvent, c'est le lieutenant Wrangel, devenu plus tard amiral, qui pendant plusieurs années (1821-1824), après s'être lancé en traîneau dès les premiers jours de printemps sur la banquise glacée, fut chaque fois arrêté au nord par une mer ouverte, qui lui parut sans limites et qui figure sur les cartes sous le nom de Polynia. Ce fait, si important pour la géographie physique du globe, passa alors inaperçu pour le monde savant. Ne lui a-t-on pas donné, depuis, trop d'importance? Quoi qu'il en soit, Wrangel ne fut pas seul à trouver des espaces dégagés de glaces, et lui-même cite des observations analogues à la sienne, faites par Tatarinoff, le Sibérien Hedenstrœm, Léontieff et Anjou. Ce dernier fut arrêté par une mer toujours libre — à ce qu'il crut — située un peu au-dessus des îles de la Nouvelle-Sibérie. Il serait donc permis de croire, sur les assertions de tant d'explorateurs, à l'existence permanente d'une bien réelle polynia. Le capitaine Lambert fonde sur elle l'une de ses plus grandes espérances.

Faut-il parler des obstacles rencontrés dans leur navigation par le capitaine Beechey en 1827, par Mac Clure et Collinson en 1850? Pour eux, la banquise demeura impénétrable. Il est vrai qu'ils ne renouvelèrent pas les excursions des Russes sur la glace, au moyen des traîneaux. Les Esquimaux, interrogés par Mac Clure, l'assurèrent que la banquise était permanente et qu'elle ne laissait jamais entre elle et la terre un espace bien large. Il faut dire que Beechey, qui se trouvait le 15 août devant le cap Glacé, limite extrême des

Digitized by Google

découvertes de Cook, put doubler ce cap sans difficulté, et ne rencontra la banquise qu'à une vingtaine de lieues plus au nord-ouest que le point où, en 1777, le capitaine Cook s'était trouvé arrêté.

IV

Nous arrivons à l'examen des observations physiques recueillies par les explorateurs, qui servent de base aux théories sur lesquelles s'édifient les entreprises projetées. Ces observations portent sur le plus ou moins d'intensité du froid et sur la chaleur que donne le soleil ; sur les courants et particulièrement sur le courant nommé Gulf-Stream.

Il paraît démontré que les pôles ne sont pas les points les plus froids du globe. En ce qui concerne le pôle arctique, des observations thermométriques déterminent deux et même trois pôles du froid, situés, croit-on, dans le nord du Groënland, près de la Nouvelle-Zemble, et dans les environs du détroit de Behring. Ces positions varient, du reste, sensiblement suivant les saisons. Mais ce qui est significatif, c'est que le froid ne va pas en augmentant à mesure qu'on s'achemine vers le nord. Les naturels de la baie de Baffin donnent aux régions situées au sud, le nom de *pays des glaces et des neiges*, et la moyenne de température notée par les navigateurs est tout à l'avantage des latitudes les plus septentrionales. Les animaux, on l'a vu dans l'analyse des relations de Kane et de Hayes, vont à l'approche de l'hiver chercher vers le pôle un climat moins âpre, et on sait que leur instinct est infaillible. Les rennes s'avancent jusqu'au 80° degré, les oiseaux le dépassent : oies sauvages, mouettes, eiders-ducks, émigrent par bandes, et c'est dans les rochers des îles du nord qu'ils vont faire leur ponte annuelle.

A mesure, aussi, que l'on s'avance plus près du pôle, la densité de l'air diminue. Diverses explications de ce fait ont été données. Le commodore Maury attribue les causes de cette raréfaction de l'air et la direction moyenne des vents vers le nord au dégagement des vapeurs produites par l'émersion d'un puissant courant sous-marin, capable de faire affluer au pôle des eaux d'une température élevée. Lorsque le vent souffle du nord, — et c'est sa direction constante au printemps, — l'atmosphère s'adoucit beaucoup. Ces vents favorisent le dégel et viennent donner aux régions arctiques quelques beaux jours. Il est impossible de ne ne pas admettre qu'ils se sont échauffés par leur passage au-dessus de terres ou d'eaux d'une

Digitized by Google

température sensiblement plus élevée que celle des régions polaires moins septentrionales.

L'encombrement des mers par la glace provient de la congélation de leurs eaux, de la neige qui tombe en abondance dès la fin d'août et des masses qui se détachent des glaciers du rivage. « L'eau, dit M. Gustave Lambert, se congèle ou se transforme en un corps solide à la température de zéro, quand elle est calme et pure. Chargée de sel, elle ne se fige qu'à des températures inférieures, qui peuvent même aller jusqu'à 15 degrés au-dessous de zéro dans l'extrême saturation. » Pendant l'hiver, les champs de glace que le dégel a disloqués, mais n'a pu faire disparaître totalement, sont ressoudés entre eux par la glace nouvelle. C'est la glace de formation récente qui, chaque année, cède la première sous les influences du soleil et des courants tempérés.

« On peut admettre, dit le docteur Hayes, que la surface seule de l'eau se réfrigère assez pour se changer en glace ; et que, lorsqu'elle est agitée par les vents, les particules refroidies au contact de l'air se mêlent, dans le roulis des vagues, avec les eaux plus chaudes des couches inférieures. Aussi la glace ne se forme-t-elle que dans les endroits abrités, dans les baies, où le fond est assez élevé et le courant assez peu actif pour ne mettre aucun obstacle à l'action de la température extérieure, ou bien encore, lorsque l'atmosphère est uniformément calme, circonstance assez rare du reste, les vents se déchaînant avec autant de violence sur la mer polaire que dans toute autre région du globe. Les glaces ne peuvent donc couvrir qu'une petite partie de l'Océan arctique et n'existent que dans les lieux où la terre les protége et les entretient. La banquise s'attache aux côtes de Sibérie, et, franchissant le détroit de Behring, elle presse les rivages d'Amérique, engorge les canaux étroits de l'archipel de Parry, par où les eaux polaires s'écoulent dans la baie de Baffin, traverse cette mer, suit les bords du Groënland, atteint ceux du Spitzberg et de la Nouvelle-Zemble, investissant ainsi le pôle d'un rempart continu de glaces adhérentes à la terre, plus ou moins disloquées en hiver comme en été, et dont les débris, flottant çà et là, sans laisser jamais entre eux de passes bien étendues, forment une barrière que n'ont pas encore pu forcer toute la science et l'énergie de l'homme. »

Quelle peut être l'action du soleil sur la glace pendant cette longue journée de plus de cent quatre-vingts jours pendant laquelle il reste au-dessus de l'horizon ? On l'a, croyons-nous, exagérée, en affirmant qu'elle a assez de puissance pour produire la fusion des masses glacées amoncelées par les hivers. M. Lambert, qui a beaucoup étudié les lois de l'insolation, semble trop compter sur leurs effets bien-

Digitized by Google

faisants. On lui a objecté, avec raison, que des champs de glace d'une très-grande épaisseur ne peuvent être sensiblement influencés par l'action du soleil ; que si la polynia des Russes n'a d'autre existence que par l'application de ces lois, certaines parties des mers polaires devraient jouir du même bénéfice et offrir aussi de grands espaces d'eau libre, attendu que le soleil a une action égale partout. Bien plus, au nord des continents d'Asie et d'Amérique, les glaces sont maintenues immobiles. On l'a vu, par l'exposé des entreprises tentées par le détroit de Behring, la banquise présente partout aux navigateurs un obstacle impénétrable ; tandis qu'au nord du Spitzberg et à l'est du Groënland, les courants, par leur direction constante vers le sud, facilitent puissamment la dérive des glaces. Ce sont là des objections fondées que M. Lambert ne devrait point perdre de vue.

Nous arrivons aux courants. Les inégalités de température observées dans les régions arctiques trouvent une explication plausible dans la présence ou l'absence d'un courant froid et d'un courant chaud. L'existence de ces courants est un fait incontestable. L'un, divisé en deux branches principales, monte au nord : c'est le courant chaud. L'autre descend du pôle et ses eaux sont à une température extrêmement basse. Lorsque William Barentz cherchait, au XVIe siècle, un passage au nord de l'Asie pour aller aux Indes, il fut très-surpris, étant à la Nouvelle-Zemble, de voir, au commencement de l'hiver, les glaces se détacher du littoral et dériver vers le nord. Voilà une preuve de l'action des courants. Les voyages modernes en fournissent une autre : L'un des bâtiments de l'escadre de sir Ed. Belcher, la *Resolute*, abandonné en mai 1854, près de l'île Byam-Martin, tout à fait au nord du labyrinthe formé par les nombreuses terres arctiques situées au delà de la mer de Baffin, fut rencontré au printemps suivant dans les eaux du Canada, en parfait état de conservation. Cette théorie des courants de la mer, si largement étudiée en ce siècle et qui doit tant au commodore Maury, est aujourd'hui assez certaine pour qu'on puisse admirer dans le tableau d'une double circulation de l'Océan, l'une des lois les plus merveilleuses de la constitution physique du globe.

Une puissante artère va porter les eaux de la zone tropicale au pôle glacé : c'est le *Gulf-Stream*. En retour, par le détroit de Davis, un courant hyperboréen, s'alimentant à de puissantes sources, descend du pôle et vient rafraîchir l'Atlantique. Aux eaux des grands fleuves asiatiques et américains, suspendus en hiver et qui reprennent leur cours quand le dégel arrive, se mêlent les fontes de neiges abondamment produites par les vapeurs atmosphériques sans cesse en voie de précipitation sous l'influence du froid. Il y a

Digitized by Google

cette différence entre les courants chauds et le courant glacé, que l'action des premiers est permanente, tandis que celle de l'autre a lieu périodiquement à la fin de chaque hiver. Il est permis de supposer que la majeure partie des eaux du courant chaud ne se refroidit pas jusqu'au point de congélation, et que, dans les profondeurs du bassin polaire, une masse énorme d'eau tempérée doit fournir à la région qu'elle occupe une chaleur bien plus élevée que celle qui lui serait propre. Les eaux du Gulf-Stream, dont la température initiale est de 30 degrés au-dessus de zéro, doivent conserver, en arrivant au point où elles émergent et s'arrêtent un moment, une chaleur d'au moins 0 degré centigrade.

Mais quel est ce courant assez puissant pour porter jusqu'au pôle la chaleur et la vie? Le commodore Maury l'a ainsi décrit dans sa *Géographie physique :* « Le volume des eaux de ce courant reste invariable... Il n'a pas moins de 3,000 pieds de profondeur et 60,000 de largeur : sa vitesse dans les détroits de la Floride est de 4 milles à l'heure... Si la chaleur transportée par ce prodigieux courant pouvait être utilisée, elle serait suffisante pour maintenir en constante activité un fourneau cyclopéen, capable de donner un courant de fer fondu d'un volume égal à celui du plus grand fleuve... La vie pullule dans les tièdes eaux du Gulf-Stream, qui portent jusque sur nos rivières des milliers d'animalcules phosphorescents. Aussi, dans les nuits orageuses, le grand courant apparaît-il lumineux sur la sombre mer, y traçant comme une voie lactée, plus étincelante que celle qui éclaire la voûte céleste... Le Gulf-Stream est un fleuve au milieu de l'Océan : le volume de ses eaux est à lui seul plus considérable que celui de tous les fleuves du globe réunis. Son lit et ses rives sont d'eau froide, sa couleur est d'un bleu sombre et aisément on le distingue des eaux qui le bordent. »

En effet, dans certains parages, la ligne de séparation des rives du fleuve est si nettement tranchée qu'on peut voir, à mer calme, les eaux bleues du courant jaillir sous l'avant d'un navire, tandis que l'arrière est encore dans les eaux vertes de la mer. Sa surface même, enflée dans son milieu, s'élève au-dessus du niveau des eaux environnantes.

Plusieurs théories expliquent la marche du Gulf-Stream. Voici la plus accréditée. Les eaux glacées des régions du pôle austral sont sans cesse déversées dans l'Océan et forment un courant qui vient se heurter contre la côte ouest de l'Amérique méridionale. Il longe ensuite le littoral du Chili et du Pérou, puis s'infléchit dans une direction occidentale à travers l'Océan Pacifique. Il baigne alors l'Australie, pénètre dans la mer des Indes, dépasse le cap de Bonne-Espérance, et, traversant l'Atlantique, entre dans le golfe du

Digitized by Google

Mexique. La circulation du courant, un moment ralentie, prend une énergie nouvelle par la pression qu'il éprouve dans les limites étroites où il se trouve enserré.

Quand il rentre dans l'Atlantique, le Gulf-Stream poursuit sa route vers le nord, longe les côtes occidentales des deux Bretagnes, de l'Irlande et de la Norvége, dotant les rivages qu'il baigne d'un climat plus doux que celui des mêmes latitudes. Entre le Spitzberg et la Nouvelle-Zemble, le Gulf-Stream rencontre les eaux glacées qui descendent du pôle et il se divise en deux branches, dont l'une contourne le cap Nord, et l'autre, prenant une direction plus boréale, va baigner la côte ouest du Spitzberg. C'est grâce à l'influence du Gulf-Stream que certaines régions arctiques jouissent de températures plus élevées que celles de leur latitude. C'est ainsi que l'hiver est relativement fort doux aux îles Bear ou Cherry; qu'il y pleut même au mois de décembre, tandis que, sous le même parallèle, à l'île Melville, par exemple, le mercure reste gelé pendant plusieurs mois. La température de la mer sur les côtes du Spitzberg n'est inférieure, à profondeur égale, que d'un demi-degré à celle des eaux qui baignent les Antilles, tandis que sur le littoral du Labrador, qui est longé par le courant glacé descendant du nord, le refroidissement de l'eau est de 4 degrés au-dessous de zéro.

Le Gulf-Stream atteint-il, comme limite extrême de sa course, le pôle boréal? C'est ce que les observations qui précèdent permettent de supposer. Mais enfin la vérification de cette hypothèse probable n'a pas encore été faite. On n'est pas fixé non plus sur l'importance du courant chaud du grand Océan qui, remontant le long des côtes orientales du Japon, franchit l'étroit espace qui sépare l'Asie et l'Amérique. Les uns pensent qu'arrivé au détroit de Behring après s'être brisé sur la chaîne des îles Aléoutiennes, il ne porte à travers le détroit qu'un volume d'eau très diminué. D'autres croient, au contraire, que, franchissant plein de force le détroit, il n'est pas même arrêté par les glaces, qu'il plonge et disparaît sous leur voûte épaisse, et que, s'infléchissant de plus en plus à l'est, il va mêler ses eaux refroidies au grand courant de surface qui descend par le détroit de Davis dans les latitudes méridionales. Il appartient aux futurs explorateurs de fixer la valeur de ces données; mais ils doivent se garder d'adopter à la légère les hypothèses qui s'accordent avec leurs espérances.

Nous avons exposé les projets formés par MM. Sherard Osborn, Auguste Petermann et Gustave Lambert. Nous avons analysé les derniers voyages au pôle, — ceux des docteurs Kane et Hayes, — qui comptent parmi les plus considérables. Enfin, en jetant un coup

Digitized by Google

d'œil sur les principales tentatives faites depuis plusieurs siècles et en réunissant les observations recueillies, nous avons essayé d'établir quelles conditions de succès sont offertes aux promoteurs d'entreprises nouvelles. La tentative de M. Petermann est à recommencer. Bien que la saison ait été, l'année dernière, exceptionnellement défavorable, l'avortement du projet jette une véritable défaveur sur la route vers le pôle par les eaux du Spitzberg. Cette voie a été adoptée par d'habiles navigateurs, Phipps, Scoresby, Parry entre autres, et néanmoins, le résultat n'a jamais répondu à l'attente. Peut-être Parry eût-il réussi si, au lieu de choisir l'été pour s'élancer en traîneau sur une banquise désorganisée déjà par les chaleurs, il eût exécuté son dessein en février ou en mars, dès l'aube du jour polaire. Le Spitzberg avait, du reste, été préféré plusieurs fois comme point de départ parce qu'on croyait que cette terre était l'endroit le plus rapproché du pôle. Les explorations heureuses faites au nord de la mer de Baffin semblent présenter la terre de Grinnell comme une bien meilleure base d'opération. C'est celle que M. Osborn adopte et, croyons-nous, avec raison. Il y a, il est vrai, les dangers de la navigation dans les détroits de Smith et le chenal Kennedy, toujours encombrés d'une glace ferme ou d'immenses champs de glace flottants, et c'est pour échapper à ces dangers que M. Lambert préfère la mer plus égale dans sa stabilité glacée que l'on trouve après avoir traversé le détroit de Behring. Mais là s'offrent d'autres périls non moins à redouter. La débâcle de la banquise est aussi dangereuse que l'emprisonnement dans les détroits qui avoisinent la mer de Baffin, que la dérive au sud dans leurs eaux où un navire court cependant le risque d'être broyé, et aussi que les icebergs en mouvement. Il faut se représenter cet Océan glacial tel que l'a trouvé le Russe Matiouchkine, l'un des compagnons de Wrangel, par le 71e degré 52 minutes de latitude : la mer couverte de glaçons brisés se déroulait devant lui, et la débâcle fortement accusée lui permit de voir « de vastes champs de glaces s'élever comme des murailles au sommet des vagues, s'y heurter avec fracas, disparaître dans l'abîme couverts d'écume et reparaître souillés de vase et de sable. Rien, ajoute-t-il, ne saurait donner une idée de cette effroyable destruction. L'immense surface glacée, morte et immobile, s'ébranle tout à coup, se rompt, et d'énormes blocs de glaces soulevées par la vague sont lancés vers le ciel comme de légers éclats de bois. Le craquement retentissant et continuel des glaces se mêle au bruit des vagues courroucées. » L'opinion du capitaine Mac Clure est que tout navire entré dans ces glaces doit y être infailliblement écrasé. Il est vrai que M. Gustave Lambert espère arriver assez promptement à ces eaux libres vues par

Digitized by Google

Wrangel et les autres navigateurs russes. Mais c'est ici le lieu de remarquer avec l'auteur d'un article inséré dans un recueil périodique qu'il est assez étrange que M. de Tolstoï, en communiquant en 1824 à la Société de géographie de Paris les résultats des explorations de Wrangel, n'ait pas dit un mot de cette fameuse polynia, dont les cartes géographiques se sont enrichies résolûment; car enfin, ce pouvait être là cette mer libre tant discutée! Faudrait-il induire du silence de M. de Tolstoï que la découverte faite par Wrangel et les autres navigateurs de son temps, d'espaces libres au nord de la banquise glacée, n'a pas cette grande valeur qu'on lui a accordée plus tard, et qu'il en était peut-être, vers 1820, de ces solutions de continuité dans la banquise comme de ces eaux navigables aperçues dans les détroits du nord de l'Amérique qui, la saison d'après, sont encombrées de glaçons? Il faut craindre que les géographes n'accordent avec trop de confiance une place à cette Polynia. D'autre part, on se demande avec raison pourquoi, sur certaines cartes, les terres vues par Wrangel, par Kellett en 1845, par Moore la même année, ne figurent point au nord de la banquise comme un nouvel obstacle à surmonter. — Pourquoi Wrangel serait-il digne de foi lorsqu'il accuse la présence d'une eau libre, et pourquoi, si au delà il aperçoit des côtes, faudrait-il croire qu'il a mal vu et négliger ses assertions? MM. Dease et Simpson, en 1837, atteignirent le cap Barrow et virent dans le nord des montagnes de glaces, preuve irrécusable du voisinage des terres, les icebergs se détachant, comme on sait, des glaciers suspendus aux côtes.

On a lieu d'être surpris aussi, quand on se souvient de l'obstacle présenté par la banquise à Cooke, à son lieutenant, à Beechey, à Kellett, à Moore, à Mac Clure, d'entendre le capitaine Lambert donner une importance exagérée à cette indication fort discutable de Wrangel : qu'en beaucoup de points la banquise n'est, pour ainsi dire, qu'un mince écran, séparant à peine durant plusieurs mois les flots libres de la polynia, des eaux de la mer de Behring. Il ne faut pas oublier, nous le savons, que deux ou trois années successives, plus ou moins rigoureuses que les précédentes ou celles qui suivent, peuvent changer considérablement l'aspect des mers boréales. Mais alors comptons tous davantage avec l'imprévu.

Cette banquise qui, aux heures d'espérance, n'est plus qu'un « mince écran, » et qui, en réalité, a une centaine de pieds d'épaisseur, M. Lambert parle de la scier. Scier cent pieds de glace? Mac Clure y creusa des mines pour la désagréger, et ce moyen, puissant partout, est de bien peu d'effet ici!

Qui l'emportera des explorateurs futurs? M. G. Lambert, M. Osborn ou M. Petermann? Les membres de la société de géographie

Digitized by Google

de Londres étaient partagés d'avis au sujet de l'expédition anglaise. Les uns se ralliaient au projet de M. Sherard Osborn, qui consiste, nous l'avons dit, à suivre aussi longtemps que possible les terres récemment reconnues qui s'avancent le plus vers le nord, et d'entrer ensuite dans la glace; les autres trouvaient le projet de M. Petermann plus à leur convenance et demandaient des modifications au plan primitif de l'expédition anglaise. Après l'insuccès du savant allemand, il ne saurait plus y avoir de divergences entre les membres de cette société de navigateurs et de géographes.

Naturellement, celui des explorateurs pour lequel nous devons faire des vœux, c'est notre compatriote. Non pas tant par un sentiment de nationalité exagéré, qu'avec le désir de voir enfin la France faire quelque chose pour la science sur ce théâtre où tant de marins étrangers ont trouvé la célébrité. Mais pourquoi faut-il que M. Lambert en soit réduit à faire appel à l'initiative privée pour accomplir la mission qu'il s'est courageusement donnée? N'y a-t-il pas chez nous assez d'hommes du métier pour décider de la valeur des idées de M. Lambert, et, l'opinion de cet aréopage étant connue, si elle lui est favorable, n'y a-t-il pas dans nos ports assez de navires qui pourrissent sur place, pour qu'un homme énergique, quand il se rencontre, ne soit pas réduit à solliciter sans fin de médiocres subsides d'argent? M. Lambert s'est résigné à agir ainsi en se souvenant, sans doute, des vains efforts tentés en 1852 par le lieutenant Bellot pour intéresser le gouvernement français dans une expédition du même genre. Sans doute l'initiative privée a ses avantages; mais il ne faut pas les exagérer, surtout dans un pays où cette initiative n'a pas encore pris l'habitude de s'exercer. Voyez plutôt : il s'agit d'une expédition d'un caractère éminemment scientifique, eh bien! M. Lambert, qui ne peut pas l'oublier, est cependant obligé d'associer l'industrie à la science, afin d'intéresser par l'appât d'un gain à réaliser, ceux qui voudront concourir à la réalisation de son projet d'exécution. « En supposant, dit-il, que la première année on ne puisse pas franchir les passes de la mer libre du pôle, et que l'on soit forcé de rétrograder, j'ose affirmer que l'on ne doit pas sortir de la mer Arctique à moins d'avoir 300,000 francs de produits au moins (ceux de la pêche de la baleine et autres cétacés des mers boréales), ce qui suffirait déjà à désintéresser un armement. » Si l'année est favorable, si l'on réussit à franchir les banquises, si l'on arrive au but, cette mer du pôle doit être un lieu de pêche exceptionnel : « Dans un tel cas, trois mois après, on pourrait être sur les côtes de Norwége ou d'Angleterre, en apportant une fortune aux bailleurs de fonds, après avoir résolu le grand problème de coucher au 90e degré de latitude nord. Si l'on est obligé de ré-

Digitized by Google

trograder la première année (ce qui ne doit nullement décourager pour les tentatives ultérieures), on redescend tout le Pacifique en pêchant le cachalot dans la zone torride, et même la variété humpback, ou bosse dorsale, que l'on trouve dans les baies tropicales. » Que M. Lambert nous permette de le lui dire avec une entière franchise : le pôle boréal exploité par une société en commandite est une pure chimère. M. Sherard Osborn s'est bien gardé de faire luire ces perspectives à ses compatriotes, et cependant il s'adressait à des Anglais.

Enfin qu'elle se réalise cette expédition. Elle peut rapporter en gloire, — même aux actionnaires, — ce qui fera défaut en profits. Il s'agit, avant tout, pour M. Gustave Lambert, d'ajouter un nom français, — et il en est bien temps, — aux noms si connus de Barentz, de Scoresby, de Wrangel, de Cook, de Ross, de Parry, de Franklin, de Mac Clure, de Mac Clintock, de Belcher, d'Inglefield, de Kane, de Hayes et de tant d'autres dont la fortune a été diverse, mais dont les efforts méritent la même sympathie et la même admiration.

CONSTANT AMERO.

Digitized by Google

LES

CALVINISTES FRANÇAIS

DU XVIe AU XVIIIe SIÈCLE

LES CAMISARDS DES CÉVENNES

Vie de Jean Cavalier, par PUAUX; imprimée chez Mme veuve Berger-Levrault. Strasbourg, 1868. — *Les insurgés protestants sous Louis XIV*; études et documents inédits publiés par G. FROSTERUS, professeur suppléant à l'Université d'Helsingfors, en Finlande. Paris, 1868, chez Reinwald. — *Histoire des Camisards*, par L. BONNEMÈRE. Paris, 1869, chez Décembre-Alonnier.

De quelque façon qu'on l'envisage, la naissance et l'extension du protestantisme en France comptent, sans nul doute, parmi les événements les plus considérables des temps modernes; car ses destinées furent associées tantôt aux développements de la philosophie, tantôt aux vicissitudes de la politique. Longtemps en lutte, parfois triomphant, plus souvent vaincu, il aura été un des éléments importants de notre transformation sociale. Seulement son histoire est

Digitized by Google

de celles qui, refaites bien fréquemment, restent toujours à faire. Il est rare qu'on l'ait jamais écrite froidement. Or, la passion, si précieuse qu'elle soit au point de vue de l'intérêt des récits et de l'agrément des lecteurs, exclut à peu près complétement l'impartialité et la justice. Quand ce sont les persécuteurs qui accusent ou les opprimés qui se plaignent, où trouver le moyen d'examiner les faits d'un œil calme, de tenir la balance d'une main ferme? Les orthodoxes seront aisément soupçonnés de ressentiment et de prévention, les dissidents auront de la peine à échapper à des reproches analogues, tandis que, de leur côté, les rationalistes purs seront taxés de scepticisme et d'indifférence.

En outre, cette foule de documents peu connus et même inédits, que l'érudition ou, si l'on veut, la curiosité contemporaine exhume du fond des bibliothèques publiques et des archives de famille, contribue nécessairement à modifier beaucoup d'opinions et à jeter une lumière plus vive et plus nette sur une quantité de problèmes délicats, relatifs à un passé si orageux et si contesté. Un des épisodes les plus saillants et les plus instructifs de ce drame long et compliqué fut assurément l'insurrection des Camisards dans les Cévennes, à la fin du règne de Louis XIV. Que de fois on l'a racontée! A combien de sources les narrateurs n'ont-ils pas puisé pour la connaissance et l'exposition de cette terrible révolte, impitoyablement réprimée! Que de témoignages éclatants ont constaté les tristes procédés des agents du grand roi et le fanatisme ardent des sectaires! Dès le commencement du dernier siècle, on vit se répandre un grand nombre de productions, plus ou moins favorables, plus ou moins contraires à ce mouvement redoutable qui avait provoqué les sérieuses préoccupations et les sévérités extrêmes du pouvoir. C'étaient, d'une part : des lettres et des opuscules de Fléchier, l'éloquent évêque de Nîmes ; des ouvrages du R. P. Louvreleuil, de Brueys, le protestant converti, de Labaume, conseiller au présidial Nîmois, de Duval, de l'abbé Valette ; les *Mémoires* du fameux intendant Bâville concernant cette province du Languedoc qu'il avait administrée, et ceux du maréchal de Villars qui la pacifia. Ce furent, de l'autre côté : le *Théâtre sacré des Cévennes*, publié à Londres en 1707, et réimprimé à Melun en 1847 par les soins de M. A. Bost ; quatre œuvres éditées également en Angleterre : les *Avertissements prophétiques d'Elie Marion*, le *Cri d'alarme aux nations*, une *Histoire des Camisards* et les *Mémoires de Jean Cavalier;* ceux du marquis de Guiscard ; les *Lettres* de Mme du Noyer, et, en 1760, le livre utile d'Antoine Court, un de ces prédicateurs auxquels M. Napoléon Peyrat a consacré en 1842 une monographie spéciale, en les appelant, d'après la tradition calviniste, les *Pas-*

Digitized by Google

teurs du désert. De nos jours, Eugène Suë, dans un roman à effet; M. Michelet, dans son *Histoire de France* qui n'est guère moins romanesque qu'une fiction; M. Ch. Weiss, dans celle des *Réfugiés protestants*; M. Ernest Moret, dans le livre qu'il a intitulé : *Quinze ans du règne de Louis XIV*; MM. Bertrand, Calmeil et L. Figuier dans des traités scientifiques où ils s'occupaient de l'extase et des visionnaires, ont étudié cette grave question sous ses faces les plus diverses.

Enfin, sans parler d'autres publications moins développées, depuis deux ans, un écrivain provincial, un savant étranger, dont, ici même, M. Eugène Beauvois a apprécié le travail fort judicieusement, quoique trop brièvement au gré de ceux qui aiment à le lire, et, à Paris, un historien zélé et convaincu y sont revenus à leur tour, en fournissant leur contingent de recherches et de découvertes. Il nous a semblé qu'il ne serait point sans intérêt de condenser en quelques pages la substance de ces œuvres récentes, de leur emprunter certains traits qui nous permettront d'esquisser les figures originales et caractéristiques des principaux chefs cévenols, et d'en tirer de nouveaux éclaircissements sur une des périodes les plus agitées, les plus mémorables, et cependant les plus obscures des annales du protestantisme français.

I

L'insurrection des Camisards et la guerre des Cévennes s'expliquent trop naturellement par les circonstances qui les avaient précédées et produites. Un retour en arrière est donc indispensable pour en faciliter l'étude. L'édit de Nantes, signé le 15 avril 1598 par Henri IV, comme une concession politique faite à la liberté de conscience, comme une prudente transaction tentée entre deux partis rivaux, devait être *perpétuel et irrévocable;* il ne dura pas même un siècle, et Louis XIV le révoqua sans scrupules. Au reste, depuis longtemps, dans la pratique, il en était arrivé à peu près à l'état de lettre morte, et les droits laissés aux réformés, ceux d'exercer paisiblement leur culte, d'hériter ou de tester, d'instruire leurs enfants à leur gré, de publier les livres relatifs à leur foi, de posséder des villes de refuge, de tenir des assemblées particulières, étaient à peu près tombés en désuétude. Richelieu les avait abaissés au nom de la raison d'Etat; le grand roi allait les persécuter en vue du salut de son âme. Commençant à devenir vieux et à se sentir infirme, passant brusquement de l'abus des plaisirs aux excès de la superstiti-

Digitized by Google

tion, persuadé que son devoir était d'expier, au détriment d'autrui, les péchés qu'il n'osait plus commettre, habitué à rencontrer autour de lui une obéissance sans contrôle et une admiration sans limites, il n'avait plus aucun bon conseil qui pût l'éclairer, aucune barrière qui pût le retenir. La disgrâce de Mme de Montespan, la mort de la reine et celle de Colbert, la fin de la lutte contre le Saint-Siége le livrèrent exclusivement à l'influence rigide de Mme de Maintenon, de Louvois et de ses confesseurs. Le clergé (rendons-lui cette justice) l'avait toujours encouragé à suivre cette voie salutaire. Dès 1650, lorsqu'il n'était encore qu'un enfant, il le suppliait d'extirper l'hérésie; en 1660, il demandait qu'on supprimât les huguenots en renversant « leurs chaires de pestilence et leurs synagogues de Satan. » Durant plus de vingt ans s'étaient continuellement succédé des actes hostiles à l'indépendance, à la sécurité, à tous les intérêts matériels ou moraux des calvinistes. On leur enjoignit de n'enterrer leurs morts que la nuit; on stimula leur conversion au moyen de pensions secrètes ou d'exemptions d'impôts; on les harcela dans leur agonie afin de leur arracher une abjuration *in extremis;* on autorisa les fils et les filles à quitter leurs parents, les femmes à se séparer de leurs maris, à la condition de prendre le parti de l'orthodoxie; on défendit aux maîtres d'école de donner aux enfants une instruction trop étendue; on permit aux sages-femmes de transformer les nouveaux-nés en catholiques en les ondoyant; sous peine des galères et de la confiscation de leurs biens, on interdit aux protestants la faculté de s'établir à l'étranger, d'occuper les emplois de médecins, chirurgiens, avocats, notaires, procureurs, huissiers, libraires, imprimeurs, de prêcher en qualité de ministres hors de leur résidence, de laisser des legs aux pauvres de leur communion, etc. Et notez qu'en somme de pareilles rigueurs restèrent légales jusqu'en 1786! Les évasions des réformés furent surveillées; on récompensait largement leurs dénonciateurs. En 1679, vingt-deux de leurs temples étaient abattus, et, chaque année, le nombre de ces pieuses démolitions s'accroissait. Daniel de Cosnac, évêque de Valence, et, plus tard, archevêque d'Aix, a dit naïvement dans ses *Mémoires :* « Avant la révocation de l'édit de Nantes, je me glorifiais d'avoir détruit l'exercice des temples de mon diocèse; » il priait le duc de Noailles, gouverneur de sa province, de n'entraver nullement cette œuvre de destruction. Pierre de la Brouë, évêque de Mirepoix, adressait au même duc ses félicitations sur les belles choses qu'il venait d'accomplir en ce genre, et il reconnaissait que *ceux qui frappent font bien plus d'effet que ceux qui parlent.* De Chambonnas, évêque de Lodève, lui écrivait également : « Il n'y a qu'à laisser faire au roi, qui est conduit par l'esprit de Dieu, et

Digitized by Google

avec un peu de temps nous aurons la consolation de ne voir qu'un autel dans l'Etat. »

Si l'esprit de Dieu conduisait le roi, l'argent, quoiqu'il n'en eût point alors surabondamment dans ses coffres, ne lui était pas non plus inutile pour la réussite de sa glorieuse entreprise. On se rappelle les succès obtenus par l'apostat Pélisson, qui, après avoir risqué sa vie en défendant Fouquet, était rentré en grâce auprès de Sa Majesté en abjurant ses doctrines et en tenant avec beaucoup d'ordre et de régularité la caisse des conversions. Elles s'y payaient à bureau ouvert : celles des gens de rang médiocre étaient tarifées au taux modeste de six livres; mais celles des personnages plus considérables variaient d'estimation et se traitaient à forfait. Le malheur était que, les six livres une fois reçues, plus d'un hérétique, à l'instar des Saxons de Witikind convertis par Charlemagne, se hâtait de retourner à ses erreurs jusqu'à la conclusion d'un nouveau marché : ce qui avait motivé l'ordonnance du 13 mars 1679 contre les relaps; car Louis XIV en voulait pour son argent, et, en tout, il faut de la loyauté. Louvois recommandait à Nicolas Lamoignon de Bâville, intendant du Languedoc, d'observer les lois de la prudence et de garder le secret dans la distribution de ces honnêtes récompenses qui faisaient merveilles, au point que le comte de Tessé expédiait à Paris ce curieux rapport : « Non-seulement, dans une même journée, toute la ville d'Orange s'est convertie, mais l'Etat a pris la même délibération, et MM. du Parlement, qui ont voulu se distinguer par un peu plus d'obstination, ont pris le même dessein vingt-quatre heures après. Tout cela s'est fait doucement, sans violence, sans désordre. Il n'y a que le ministre Chambrun, patriarche du pays, qui continue de ne point vouloir entendre raison; car M. le président, qui aspirait à l'honneur du martyre, fût devenu mahométan, si je l'eusse souhaité. En tout cas, il faut que Sa Majesté regarde ce qu'on fait avec ces gens-ci comme quand d'une mauvaise paye l'on tire ce qu'on peut. » La révocation de l'édit de Nantes était-elle nécessaire, même au point de vue des préjugés du monarque? A aucun titre, puisqu'à partir de la prise de La Rochelle les calvinistes avaient cessé d'exister comme parti politique; Mazarin, ce pacifique successeur du terrible Richelieu, n'avait pas eu tort de dire : « Le petit troupeau broute de mauvaise herbe; mais il ne s'écarte pas. » Ce qu'on avait commencé par l'intimidation, on le poursuivit par l'intrigue. La plupart des grands seigneurs s'étaient ralliés, et les plébéiens étaient incapables de nuire; les sévérités dont on usa furent donc tout à fait superflues; on a souvent discuté la question de savoir à qui elles devaient être imputées. En outre de l'effrayante responsabilité encourue par le souverain qui,

Digitized by Google

d'ailleurs, trompé sur leur nécessité et sur les effets qu'elles produisaient, sanctionnait les mesures odieuses qui lui étaient proposées; en outre de la faiblesse de Colbert qui les avait approuvées, bien qu'avec une certaine réserve; en outre de l'unanimité édifiante du haut clergé et de presque tous les bons catholiques pour y applaudir, Louvois et Mme de Maintenon y eurent incontestablement une notable part. Celle du ministre fut considérable : par une singulière confusion de pouvoirs, il avait fait attribuer, en 1681, au département de la guerre le règlement de toutes les affaires concernant la religion prétendue réformée; c'est lui qui semble avoir eu la première idée de ce qu'on a nommé les *dragonnades* et les *missions bottées*, et les instructions qu'il transmettait aux intendants des provinces, Bâville, Foucault, Marillac, d'Aguesseau, le père du chancelier, et autres, renfermaient en germe les atrocités qui suivirent. Quant à l'influence de la veuve de Scarron, quelque porté que l'on puisse être vers l'indulgence à son égard, on ne saurait méconnaître que cette petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, qui personnellement avait renié la foi de ses pères, était fort désireuse de voir son propre zèle imité par ses anciens coreligionnaires. Elle exhortait son indigne frère à profiter de leur détresse : « Les terres en Poitou » lui écrivait-elle « se donnent pour rien; la désolation des hugenots en fera encore vendre... vous pouvez aisément vous y établir grandement. » « Si Dieu nous le conserve », disait-elle en parlant de son royal ami, « il n'y aura plus qu'une religion dans son royaume. » A diverses reprises, elle a répété : « Le roi est fort content d'avoir mis la dernière main au grand ouvrage de la réunion des hérétiques à l'Eglise. *Le P. de La Chaise a promis qu'il ne coûterait pas une goutte de sang, et M. de Louvois dit la même chose...* Il est inutile que le roi s'occupe des circonstances de cette guerre : cela ne guérirait pas le mal et lui en ferait beaucoup... *Je crois bien que toutes ces convictions ne sont pas sincères;* mais Dieu se sert de toutes voies pour ramener à lui les hérétiques. Leurs enfants seront au moins catholiques, si les pères sont hypocrites. Leur réunion extérieure les rapproche du moins de la vérité. Ils ont les signes communs avec les fidèles. Priez Dieu qu'il les éclaire tous; le roi n'a rien tant à cœur. » Le roi, toujours le roi, et jamais la conscience, ni la justice, ni la véritable moralité!

Citer de pareils aveux, c'est rappeler les arguments d'Escobar développés dans le style de Tartuffe : il n'était pas difficile de prévoir comment ils seraient accueillis par les intéressés. Dans tout parti, il y a les forts et les faibles, les modérés et les exaltés : les uns abjurèrent ou émigrèrent; les autres s'obstinèrent jusqu'à la lutte et luttèrent jusqu'à la mort. Une traînée de poudre circula,

Digitized by Google

pour ainsi dire, dans tout le midi de la France, et une étincelle suffit pour l'enflammer. Le Poitou, la Saintonge, la Guienne, le Languedoc, les Cévennes, le Vivarais et le Dauphiné s'entendirent : pendant l'été de 1683, un mouvement éclata dans cette dernière province ; le marquis de Saint-Ruth, maréchal de camp, le comprima à l'aide de ses troupes et des plus durs supplices ; ce ne furent que villages incendiés, que paysans roués ou pendus. Le Vivarais remua pareillement : on y installa des garnisaires ; ceux des calvinistes qui étaient un peu plus à l'aise que leurs frères étaient forcés de loger chez eux une centaine de soldats. Aussi les conversions marchaient-elles rapidement : le duc de Noailles, en Languedoc, annonçait celle de quarante villes opérée en quatre jours, et garantissait qu'avant un mois il n'en resterait plus à faire. En trois semaines, on en signalait vingt mille pour la généralité de Montauban, soixante mille pour celle de Bordeaux ; le marquis de La Trousse, en Dauphiné, le marquis de Boufflers, en Béarn, n'étaient pas moins expéditifs. Les onze articles de l'acte décisif du 22 octobre 1665 ne furent que la consécration officielle de cette longue série de mesures arbitraires et rigoureuses. Qui ignore avec quel empressement tous les Parlements l'enregistrèrent, avec quelle satisfaction il fut reçu, non-seulement par les évêques, par Bossuet, par le pape, mais par les personnages les plus éclairés et les plus doux appartenant à la société laïque. Les magistrats, en plus d'un endroit, firent allumer des feux de joie, dresser des arcs de triomphe allégoriques, chanter des *Te Deum* d'actions de grâces. Boileau, Racine, La Bruyère ne trouvèrent rien à reprendre dans un si noble zèle : le janséniste Arnauld, qui avait tant de motifs pour se séparer des persécuteurs, se contentait de penser qu'on avait suivi *des voies un peu violentes, quoiqu'il ne les crût pas injustes.* La sémillante marquise de Sévigné souriait, en voyant son cher duc de Chaulnes donner la chasse aux réformés de Bretagne, et elle s'écriait sur le ton du dithyrambe : « Vous avez vu, sans doute, l'édit par lequel le roi révoque celui de Nantes. Rien n'est si beau que tout ce qu'il contient, et jamais aucun roi n'a fait ni ne fera rien de plus mémorable... Les dragons ont été de très bons missionnaires jusqu'ici ; les prédicateurs qu'on envoie présentement rendront l'ouvrage parfait. » Aberration étrange des meilleurs esprits, même des moins fanatiques, qui reconnaissaient une bénédiction de la Providence et la plus éclatante victoire pour le monarque dans cet attentat, renouvelé de la croisade des Albigeois ou des massacres de Cabrières et de Mérindol, des poignards de la Saint-Barthélemy et des bûchers de l'Inquisition ! Si l'arrêt de révocation n'innova rien en fait de sévérités, il aggrava toutes celles qui avaient eu cours antérieure-

Digitized by Google

ment. Louvois ordonna spécialement de tirer à bout portant sur les femmes, de ne point épargner les enfants, même les plus jeunes, de faire camper de la cavalerie sur les terres des récalcitrants. La délation fut encouragée plus que jamais, et l'on rencontra des misérables qui dénonçaient des proscrits au rabais moyennant trente sous. Le roi enrichissait ses courtisans des dépouilles de ses victimes. Une d'elles était-elle morte sans abjurer? On profanait son cadavre et on le traînait sur une claie dans les rues; l'honneur n'était pas plus respecté que la liberté, la mort pas plus que la vie.

Tandis que le brave Catinat, avec une énergie digne d'une cause plus pure, allait exterminer en Piémont les Barbets, derniers vestiges des Vaudois, le sud du royaume se remplissait d'échafauds, se couvrait de ruines. Les prédicants étaient maltraités, les temples démolis, les biens des proscrits confisqués. On conçoit ce que la cupidité ou la violence des agents subalternes pouvait ajouter d'excès aux ordres de l'autorité supérieure; on imagine à quelles infamies devaient s'abandonner des soldats ignorants et durs, souvent ivres, et, à plus forte raison, de vrais brigands qui maintes fois se déguisèrent en soldats. La plume se refuse presque à retracer les horreurs, atroces au point de paraître insensées, que commettaient journellement les bourreaux, et cependant tous les mémoires du temps en font foi. Ils s'appliquaient à torturer les malheureux, qui les logeaient par force, juste assez pour qu'ils ne mourussent pas et qu'ils souffrissent plus longtemps. Ils les pendaient par les pieds, les cheveux, les aisselles au plafond ou aux crochets d'une cheminée, dans laquelle ils allumaient du foin mouillé afin de les asphyxier à moitié; ils les approchaient des charbons brûlants du foyer et les en retiraient à demi-rôtis. Ils leur arrachaient les dents, les ongles, les poils du corps, les criblaient de coups d'épingles, les gonflaient au moyen de soufflets, les bernaient sur des couvertures, les faisaient danser jusqu'à l'épuisement, les gorgeaient, malgré eux, de vin, d'eau-de-vie ou de tabac, les inondaient tout nus, en plein hiver, d'eau glacée, les plongeaient au fond des puits, les soumettaient enfin, vieux ou non, malades ou non, à une insomnie prolongée pendant huit ou dix jours, en les pinçant, en leur chauffant la plante des pieds, en sonnant de la trompette ou en battant du tambour à leurs oreilles, en les coiffant de chaudrons de cuivre que l'on heurtait à grands coups de marteau. Les femmes avaient à trembler bien plus encore : elles pouvaient être flétries dans leur vertu d'épouse, frappées dans leur amour de mère. Louvois avait dit : « Qu'on laisse vivre les soldats fort licencieusement. » Et les soldats exécutaient à la lettre les ordres de leurs chefs : les pères et les maris

Digitized by Google

étaient condamnés à racheter leur existence au prix de l'infamie de leurs filles ou de leurs compagnes, et celles qui nourrissaient leurs enfants les voyaient égorgés sous leurs yeux. Et c'étaient des chrétiens qui accablaient ainsi d'autres chrétiens de traitements que les cannibales les plus sauvages n'auraient pas l'art d'infliger à leurs ennemis ! La bête féroce, quand elle se jette sur l'homme, se borne à le dévorer ; l'homme, quand il s'acharne contre son semblable, épuise sur lui la rage savante qu'on suppose aux démons. En revanche, chaque matin, à son lever, le grand roi avait la précieuse consolation d'apprendre que deux, trois ou quatre cents huguenots s'étaient convertis pour plaire à Dieu et surtout pour lui obéir à lui-même. On employait, à l'occasion, des moyens réputés plus doux, mais qui nous font encore frémir. Par exemple, les dames ou demoiselles, qu'il s'agissait de ramener à l'orthodoxie, étaient confiées à la surveillance de religieuses alors fort habiles, à ce qu'il semble, à martyriser les hérétiques, puisque l'intendant Foucauld n'a pas craint de dire : « Les femmes et les filles de la religion prétendue réformée craignaient plus les couvents que les dragons, et il s'en est beaucoup converti de celles que les dragons n'avaient pu convertir, qui n'ont pu résister à l'aversion qu'elles avaient pour le couvent. »

A défaut de ces pieux asiles, on les jetait indifféremment dans des cachots remplis de boue et d'ordures, et dans des hôpitaux où on ne les nourrissait que d'eau et de pain, où on les chargeait de coups de canne et de nerf de bœuf, où on les couvrait de chemises qui étaient pleines de souillures et de vermine, parce qu'elles avaient été portées des mois entiers par des misérables attaqués des maladies les plus hideuses. Quand on relit de pareils récits, malheureusement appuyés sur les documents les plus authentiques et, avant tout, sur des pièces officielles, on comprend sans peine que les calvinistes tentèrent en foule de s'échapper et qu'ils allèrent chercher à l'étranger une patrie nouvelle, puisque leur propre patrie n'était pour eux qu'un lieu d'exil ou de douleurs. Mme de La Fayette, Vauban, Voltaire, tous les témoins s'accordent à le constater : la Suisse, la Prusse, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, l'Amérique recueillirent cinquante mille familles françaises parmi les plus riches, dont les descendants ont, en général, continué à y séjourner ; des nobles, des marchands, des industriels portèrent au loin leur fortune et le secret de nos arts. Il sortit de France, en peu d'années, neuf mille matelots, six cents officiers, douze mille soldats, une quantité d'ouvriers en cristaux et en acier, des tisseurs en soie de Lyon ou de Tours. Par une singulière compensation, les galères de l'Etat se peuplaient de protestants de toutes les conditions : gen-

Digitized by Google

tilshommes, commerçants, pasteurs, médecins, avocats, qui allaient y ramer en compagnie des Turcs enlevés aux vaisseaux barbaresques et des criminels condamnés par la justice. Si l'on grâciait assez souvent les galériens véritables, si on les enrôlait quelquefois dans l'armée, on les remplaçait par des calvinistes, voire même par des adolescents, coupables d'avoir accompagné leurs parents au prêche. Or, des témoignages certains nous ont révélé clairement la situation des bagnes au XVIIe siècle ; c'était, à peu de chose près, un des cercles de l'enfer, tels que la sombre imagination de Dante avait pu les rêver. Vêtus de rouge, la barbe, les cheveux et les sourcils rasés, le nez et les oreilles coupés s'ils avaient essayé de s'évader, surchargés de lourdes chaines, les forçats, en cas de bataille navale, étaient exposés sans défense sur leurs bancs aux décharges des canons ; c'est à coups de fouet qu'ils étaient conduits au travail. Que d'humiliations se joignaient à leurs souffrances ! La moindre pour eux n'était pas de concourir aux divertissements que leurs directeurs avaient la galanterie d'offrir aux grands seigneurs ou aux belles dames en voyage. Jean Marteilhe, un protestant qui a servi sur les galères pour cause de religion, nous a raconté, dans des mémoires intéressants, qu'en de telles circonstances on garnissait de tapis, de fauteuils et de fleurs un navire où plusieurs centaines de galériens, maigres, basanés, le dos sillonné par la trace des verges, étaient accouplés nuit et jour, et qu'on donnait aux nobles visiteurs le réjouissant spectacle de leurs exercices, dirigés par un de leurs gardiens d'après les commandements du capitaine : « Au premier temps ou coup de sifflet « a-t-il dit » chacun ôte son bonnet de dessus sa tête; au second, sa casaque ; au troisième, sa chemise; on ne voit alors que des corps nus... On les fait coucher tout à coup sur leurs bancs ; alors, tous ces hommes se perdent à la vue. Après, on leur fait lever le doigt indice : on ne voit que des doigts ; puis le bras, puis la tête, puis une jambe, puis les deux jambes ; ensuite tout droits sur leurs pieds ; puis on leur fait à tous ouvrir la bouche, puis tousser tous ensemble, s'embrasser, se jeter l'un l'autre à bas, et encore diverses postures indécentes et ridicules et qui, au lieu de divertir les spectateurs, font concevoir aux honnêtes gens de l'horreur pour cet exercice où l'on traite des hommes, et, qui plus est, des chrétiens, comme s'ils étaient des bêtes brutes. Ces sortes d'exercices arrivent très fréquemment, dans l'hiver comme dans l'été. » Qu'importe? Ces honteuses incarcérations au bagne, les déportations en masse dans les colonies, les noyades par groupes, les pendaisons avec tirage au sort des victimes, tout ce que la terreur révolutionnaire ne reproduisit, un siècle plus tard, que durant quelques mois, tant de brutalités et tant de scandales

Digitized by Google

échouèrent en somme; et de cette impitoyable persécution sortirent, comme d'une racine flétrie sortent des fruits empoisonnés, la révolte des Camisards, la guerre civile des Cévennes, plusieurs années de cruelles représailles, et, de part et d'autre, des flots de sang répandus au nom d'une divinité de miséricorde et de paix !

II

L'heure était enfin venue où la farouche énergie des victimes allait répondre à la fureur sanguinaire des persécuteurs. Les prudents et les timides avaient courbé la tête : ils s'étaient convertis ou avaient émigré ; les exaltés résistèrent. Le bouillant Jurieu, du fond de sa retraite de Rotterdam, sonna, pour ainsi dire, le tocsin d'alarme en publiant son livre mystique, intitulé : *l'Accomplissement des prophéties ou la Délivrance prochaine de l'Eglise*; les obscurités de l'*Apocalypse* y étaient débrouillées arbitrairement et y devenaient une source féconde d'allusions et de menaces. Les *Lettres pastorales*, empreintes d'une certaine éloquence, *volèrent*, ainsi qu'il l'écrivait lui-même, *par-dessus les remparts que la nouvelle inquisition avait élevés aux entrées du royaume.* Elles embrasèrent, comme des brandons de discorde, toutes les provinces méridionales de la France; les sermons enflammés du ministre Claude Brousson y provoquaient une agitation qui n'était ni moins vive ni moins dangereuse. De là ces conciliabules secrets (si l'on peut appeler de ce nom des réunions, tenues en plein air, au milieu des champs ou des bois), ces *assemblées du désert*, où de hardis prédicants haranguaient leur troupeau, au risque d'être interrompus par les fusillades des Miquelets et les coups de sabre des dragons royaux. Ces assemblées avaient été organisées dans le Languedoc par Vivens et par Fulcrand Rey, qui fut exécuté, dès 1686, à Beaucaire; les pasteurs particulièrement étaient recherchés et livrés au supplice de la roue ; le commun des fidèles, en cas d'arrestation, était envoyé aux galères. Une oppression qui durait depuis si longtemps et qui, chaque jour, redoublait de violence souleva profondément ces populations du Midi, ordinairement fort irritables, et développa en elle les sentiments les plus excessifs et les plus étranges. Il en résulta cette foule de phénomènes, souvent incompréhensibles et néanmoins incontestables, dont, pendant tant d'années, on eut publiquement le spectacle. Le temps n'est plus où une philosophie sceptique et railleuse n'expliquait que par des jongleries et des

Digitized by Google

fraudes la croyance au démon de Socrate, aux visions de saint François d'Assise ou de Jeanne d'Arc, à l'amulette de Pascal, aux *dévouements* des convulsionnaires de saint Médard. Aujourd'hui, par une autre tendance absolument contraire et voisine de la crédulité, quelques-uns seraient plutôt tentés d'attribuer ces divers faits aux influences occultes du somnambulisme et du spiritisme. Tout au moins peut-on les rattacher à des causes mystérieuses, quoique naturelles : la puissance de l'imagination, l'exaltation de la sensibilité, la fièvre de l'imitation, la contagion de l'exemple. L'abbé Brueys, ce protestant rallié qui composa l'agréable bouffonnerie de l'*Avocat Patelin* et la sinistre histoire de la révolte des Cévennes, atteste que, peu après la révocation de l'édit de Nantes, cinq ou six cents inspirés apparurent tout à coup dans la région du sud-est. Ils ne s'entretenaient ensemble que de prodiges ; ils entendaient ou croyaient entendre (ce qui revenait exactement au même) des voix célestes qui murmuraient des psaumes, des sons de trompettes retentissant à travers les airs. Un vieux gentilhomme verrier, nommé du Serre, originaire de Dieu-le-Fit, retiré au haut d'une montagne dans un manoir solitaire, y réunissait des adolescents des deux sexes, doués d'un tempérament nerveux et ardent, les soumettait à des jeûnes austères, échauffait leurs têtes par des discours enthousiastes, et les mettait en catalepsie au moyen d'attouchements magnétiques. Brueys, qui les qualifie de *petits prophètes dormants*, affirme qu'en cet état ils parlaient, écrivaient, chantaient, et qu'une fois réveillés, ils ne se souvenaient nullement de ce qu'ils avaient dit, de ce qu'ils avaient fait, de ce qu'ils avaient vu. Deux surtout se distinguèrent, Isabeau Vincent et Gabriel Astier. Isabeau, fille d'un cardeur de laine, bergère à Crest chez son parrain, n'avait que seize ans : ignorante et grossière, de taille chétive, le teint brun, les yeux noirs, elle semblait transformée par l'extase, et ses moindres paroles étaient adoptées comme des oracles. Elle fit force prosélytes : par exemple, Mme de Périssol, femme d'un président de chambre au Parlement de Grenoble ; Mme de Bays, veuve d'un conseiller ; les fils et les filles de celle-ci, ses valets, ses servantes et bien d'autres. On réussit pourtant à la guérir et d'une maladie qui l'avait atteinte et du fanatisme qui la possédait, et on la maria prosaïquement à un jeune et beau garçon du pays. Astier, lui, avait vingt-cinq ans : c'était un simple paysan de Clieu, dont l'ascendant fut extrême sur ses coreligionnaires et attisa le feu de la sédition.

Désormais, il y eut entre les deux partis lutte ouverte et déclarée. Bâville, l'intendant, ou, comme on le surnommait, le *roi du Languedoc*, et son beau-frère, le comte de Broglie, lieutenant-général,

Digitized by Google

se décident, en février 1689, à lancer des troupes régulières contre ces énergumènes presque désarmés. « C'était, sans doute, » a écrit Brueys, « un spectacle bien extraordinaire et bien nouveau; on voyait marcher des gens de guerre pour aller combattre de petites armées de prophètes. » Ces derniers n'hésitaient point à courir vers l'ennemi en prononçant cette formule d'exorcisme : « Tartara! Tartara! Arrière, Satan! » Fanatisés à l'instar de ces assassins du moyen âge que le Vieux de la Montagne poussait en aveugles au meurtre ou à la Mort, ces malheureux étaient convaincus qu'une pareille formule les rendait invulnérables, ou que, s'ils étaient tués, ils devaient infailliblement ressusciter au troisième jour; et ils mouraient de confiance, avant d'avoir pu être détrompés de leurs illusions. Ils n'échappaient au fer des soldats que pour être suspendus au gibet. Astier fut découvert à Montpellier; Fléchier, l'élégant rhéteur, qui, en sa qualité d'évêque de Nîmes, était fort intéressé dans ces désordres dont son diocèse subissait le contre-coup, et qui a porté sur ces adversaires de l'orthodoxie des jugements plus passionnés que charitables, a dit de lui : « Il déclara dans son interrogatoire que, lorsque la maladie de prophétiser lui prenait *et lui montait de la tête aux pieds* (ce sont ses termes), il n'était pas en son pouvoir de se retenir. » Bâville le guérit radicalement de cette maladie en le faisant rompre vif, le 2 avril 1690. Claude Brousson, le prédicateur obstiné, qui, de temps en temps, se retirait à Genève ou en Hollande et revenait soulever son pays, fut saisi et roué également. D'autres sectaires, Vivens, Carrière, Capieu, Roman, Maire, Salomon, Raoul, appartenant presque tous aux plus humbles rangs du peuple, périrent, eux aussi, martyrs de leur foi. Ces rigueurs exaltèrent d'autant ceux qui en étaient les témoins, et, en 1701, il y eut une recrudescence d'agitation, une épidémie plus forte encore de prophéties. La Faculté de médecine de Montpellier, chargée d'examiner officiellement ces prétendus illuminés, conclut, après une longue enquête, qu'ils étaient *atteints de fanatisme;* opinion modeste et qui avançait médiocrement la solution du problème. On logea force militaires chez ceux dont on se défiait; on leur enleva leurs enfants; on les écrasa d'impôts; on encouragea contre eux les dénonciations de leurs amis ou de leurs serviteurs. Les nouveaux convertis n'étaient guère mieux traités que les récalcitrants. La situation devenait intolérable; elle aboutit à de déplorables attentats : les opprimés allaient rivaliser de cruauté avec les oppresseurs. Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1702, au sommet d'une montagne des Cévennes, à l'abri de trois hêtres centenaires, trois hommes résolus, Esprit Séguier, Salomon Couderc et Abraham Mazel, semblables aux trois fondateurs de l'indépendance de l'Helvétie, s'enchaînent

Digitized by Google

l'un à l'autre par un serment redoutable. Une poignée d'individus, armés à la hate de sabres et de pistolets, de fusils et de bâtons, de faux et de hallebardes, se pressent autour d'eux et les suivent, en proférant l'ancien cri des croisés : Dieu le veut ! Ils se précipitent vers le château de Pont-de-Mont-Vert qui, confisqué sur un riche calviniste, avait été gracieusement octroyé par Sa Majesté à l'abbé du Chayla. Cet abbé, noble de naissance, prieur de Laval, archiprêtre de Mende, avait été missionnaire à Siam et y avait vu de très près le martyre. Rentré en France, il s'empressa de rendre aux partisans de Calvin les souffrances auxquelles l'avaient exposé les sectateurs de Bouddha. Bâville lui avait confié le soin d'inspecter les localités suspectes et d'y déraciner l'hérésie ; il s'acquitta de sa tâche en conscience et organisa savamment les tortures. Les délinquants, une fois arrêtés, il leur arrachait un à un les poils de la barbe, des sourcils et des cils ; il leur liait les doigts avec des cordes de coton imbibées d'huile ou de graisse, qu'on brûlait lentement, afin que les chairs fussent rôties jusqu'aux os. Il plaçait des charbons ardents dans leurs mains qu'il comprimait rudement entre les siennes ; il engageait leurs pieds dans des ceps de bois, de manière à ce qu'ils ne pussent ni s'asseoir ni se tenir debout sans une gêne affreuse ; il sévissait contre les femmes et forçait, par d'horribles violences, les jeunes enfants à accuser leurs propres mères. C'en était trop, et la tyrannie, quand elle en vient à de tels excès, explique, si elle ne les absout point, toutes les horreurs de la vengeance. Les insurgés attaquent et livrent aux flammes les bâtiments où l'archiprêtre était renfermé, et, passant froidement l'un après l'autre devant lui, ils le frappent de cinquante-deux blessures. Ensuite, ils prennent, ils pillent, ils incendient un autre château, celui de la Devèze, en massacrant tous ceux qui l'habitent ; ils égorgent sur une route le baron de Saint-Côme, un renégat pensionné par la cour ; ils s'emparent de plusieurs curés, leur coupent le nez et les lèvres et les font sauter du haut de leurs clochers. Il n'y a que les guerres civiles et surtout les guerres religieuses pour rendre des atrocités de ce genre possibles et même fréquentes. Cette horde de paysans et d'ouvriers, décidés dorénavant à disputer leur vie, les armes à la main, avait pris le nom de *Camisards* (d'après le mot *camisa* en languedocien), à cause, dit-on, d'une blouse blanche, analogue à une chemise, qu'ils passaient par dessus leurs vêtements en signe de reconnaissance. Le capitaine Poul, une espèce de *condottiere* qui avait fait ses preuves d'énergie en Allemagne, en Hongrie, en Piémont, les battit bientôt, et trois de leurs chefs, Esprit Séguier, Pierre Nouvel et Moyse Bonnet, furent, le premier brûlé vif, le second roué, le troisième pendu. Ceux-ci morts, d'autres chefs leur

Digitized by Google

succèdent : ce sont Laporte, un ancien militaire, qui se décore du titre de *colonel des enfants de Dieu*; son neveu Roland, à la fois général et prophète, le véritable héros de cette guerre des Cévennes, Castanet; précédemment garde-forestier; Abdias Morel, surnommé Catinat, parce qu'il avait longtemps servi sous l'illustre maréchal de ce nom; et enfin et surtout Jean Cavalier.

Cavalier ne fut peut-être pas, après tout, le plus remarquable de ces insurgés; il est du moins le plus connu, et une sorte d'intérêt romanesque s'attache aux débuts de cette existence dont le dénouement fut mesquin. Si nous en croyons Mme du Noyer, dans ses *Lettres historiques et galantes*, et divers témoignages encore plus dignes de foi; c'était, ainsi qu'on le disait autour de lui, un pauvre petit *pitot* du pays. Né près d'Anduze de parents protestants, on l'avait contraint à suivre les leçons des écoles catholiques; mais sa mère le menait secrètement aux assemblées du Désert, où il écoutait avidement les harangues véhémentes de Brousson. Le souffle divin ne tarda pas à fondre sur lui. Berger sur les bords du Gardon, garçon boulanger dans différents endroits, il s'enfuit à Genève; puis, en juin 1702, il revint en Languedoc, affirmant tout haut et croyant presque lui-même qu'il était prédestiné à délivrer ou à venger ses frères. De taille exiguë, les yeux bleus, le visage imberbe, des cheveux blonds flottant sur ses épaules, il paraissait n'avoir que seize ans, et il en avait tout au plus vingt. A l'aide de ses prédications débitées d'un ton solennel, de ses visions dont aucun de ses compagnons ne se serait avisé de douter, des conseils d'une prophétesse qui ne le quittait ni jour ni nuit, il exerçait sur les siens une fascination irrésistible. Dieu semblait parler par cette bouche vulgaire : ceux qui auraient pu être ses rivaux ou ses supérieurs lui cédèrent la primauté; on lui obéissait docilement, comme à un Jean de Leyde, comme à un Cromwell, et, dès qu'il avait désigné du doigt une victime, il se trouvait vingt bras pour la frapper. Il était prudent et brave, et les érudits du parti (ceux surtout qui étaient hors de France et qui de là favorisaient la révolte) le comparaient successivement à Achille et à Ulysse, à Gédéon et à Machabée, à Caius Marius et à Jean Ziska. Il cumulait dans sa personne le rôle de Moïse et celui d'Aaron. Il fut le patriarche aussi bien que le commandant de la secte, et on assure qu'il bénissait des mariages, baptisait des enfants, présidait à la cérémonie de la Cène, excommuniait, au besoin, ceux qu'il ne jugeait pas être en état de grâce.

L'enthousiasme religieux était seul susceptible de consolider un pouvoir de cette nature : il n'épargna rien pour le stimuler, et les miracles recommencèrent, plus nombreux et plus surprenants que jamais. Des jeunes gens, que dis-je? des nourrissons au berceau an-

Digitized by Google

nonçaient les choses futures; d'obscurs plébéïens, tremblant de tous leurs corps, tombaient en extase et prévenaient leurs camarades des dangers qui les menaçaient. Ceux qui ne connaissaient que le patois de leur village prophétisaient subitement en excellent français : ils se vantaient, lorsque l'Esprit-Saint les visitait, de recevoir en pleine poitrine sans succomber les balles de leurs ennemis, de traverser sans périr des bûchers enflammés. Si nul n'avait personnellement contemplé de si éclatants prodiges, chacun connaissait des gens qui les avaient vus, et l'on n'éprouvait aucune difficulté à croire que Dieu voulût bien bouleverser l'ordre de la nature, quand il s'agissait de secourir ceux qui le servaient au risque de leur vie. Ce qui est à peine concevable, c'est que les Cévenols avaient la prétention de n'être pas rebelles à l'autorité royale, qu'ils protestaient hautement de leur profond respect envers Louis XIV et qu'ils se disaient prêts à se soumettre, s'il leur accordait la liberté de prier Dieu à leur façon. En vain l'abbé de la Bourlie, appelé encore marquis de Guiscard, catholique, mais de doctrines fort indépendantes et très opposé à la politique absolue du grand roi, qui avait préparé en secret les éléments d'une révolution au sud de la France, a-t-il raconté d'un ton tragique, dans ses *Mémoires* publiés en Hollande, qu'il avait « fait tomber sur les Cévennes les premières étincelles du feu qu'il méditait d'allumer dans le royaume pour y faire fondre et consumer les fers de ses tristes compatriotes ». En vain il avait excité les méridionaux par le moyen de ses émissaires « à se porter à quelques extrémités contre quelques-uns de leurs plus outrés et plus avérés persécuteurs », et, à ce qu'il paraît, donné de loin le signal de la lutte en conseillant le meurtre de l'abbé du Chayla. Les Camisards, qui ne reculaient point devant l'homicide et l'incendie comme moyens de défense, affectaient de se poser en sujets dociles du monarque, tout en repoussant ses agents avec une énergie croissante. Habituellement les villageois les soutenaient à la faveur d'une connivence plus ou moins déguisée : les montagnards, les pâtres, les laboureurs leur apportaient à manger et à boire, les avertissaient par des signaux de l'approche des soldats ou les cachaient chez eux; plus d'une fois, les soldats eux-mêmes se firent leurs complices, et on les entendait s'écrier : « qu'ils ne pouvaient concevoir qu'on les obligeât de se battre contre des gens qui ne faisaient que prier Dieu ». Le soulèvement est presque général et la répression est impitoyable. Laporte est tué en résistant : sa bande se disperse; d'autres se forment. Les plus considérables étaient celle de l'intrépide Roland et celle de l'habile Cavalier, *frère Cavalier*, ainsi qu'il aimait à s'appeler. Ce dernier avait sous ses ordres de hardis lieutenants : Catinat, Ravanel, Rastalet, Espérandieu; ils démolissaient les presbytères, ils assassi-

Digitized by Google

naient les prêtres, ils désolaient la contrée par des exécutions continuelles. On ne cessait de célébrer ou de maudire l'inspiration qui transportait plusieurs d'entre eux, l'audace qui les animait tous, les stratagèmes adroits dont ils usaient à l'occasion. Le 9 novembre 1702, les états du Languedoc ordonnèrent une levée de fusiliers et de dragons : Bâville appela de Toulon et de Marseille un bataillon de marine ; des Pyrénées il tira des Miquelets. On envoya des députés à Versailles pour exposer l'importance du péril et pour réclamer des secours efficaces. Le tout-puissant souverain dut froncer le sourcil en apprenant que tant de magistrats et de généraux étaient tenus en échec par ces misérables Camisards ; sur quoi repose la solidité des monarchies qui paraissent les plus inébranlables !

L'anxiété était extrême pour les âmes bien pensantes. L'évêque de Nîmes, Fléchier, renonçait à ses hexamètres latins, si agréablement cadencés, et à ses lettres, dignes de l'hôtel de Rambouillet, pour écrire, le 12 juillet 1703, ces lignes mélancoliques : « Jamais temps ne fut plus malheureux que celui-ci. Les dangers deviennent toujours plus grands, et il semble qu'on ait toujours plus de peine d'être assisté. Rien ne coûte à ces scélérats pour faire du mal, et tout coûte quand il faut secourir les gens de bien. Ceux qui gouvernent sont bien embarrassés, quelque bonne intention qu'ils aient. Il sort des ennemis de tous côtés, et il n'y a ni assez de troupes ni assez d'argent pour les réprimer ». Ces scélérats, dont Fléchier ne parle qu'avec horreur et qui, sur le champ de bataille, versaient sans pâlir leur sang ou celui de leurs adversaires, expiaient leurs sauvages exploits par les exercices d'une piété austère. Trois fois par jour ils faisaient des prières publiques : avant le combat, ils invoquaient Dieu ; après, ils lui rendaient grâces de la victoire ou imploraient sa pitié dans leur défaite ; ils multipliaient les jeûnes et les pénitences. Le dimanche, ils s'assemblaient au fond d'une grange ou d'une caverne pour lire la Bible, chanter des psaumes, écouter des sermons, frémir de joie ou de terreur au récit des prédictions de leur chef suprême. Dans les *Mémoires* qui ont paru à Londres sous son nom, on a fait dire à Jean Cavalier : « Ni les querelles, ni les inimitiés, ni les calomnies, ni les larcins n'étaient point pratiqués parmi nous. Tous nos biens étaient en commun : nous n'étions qu'un cœur et qu'une âme. Tout jurement, toute imprécation, toute parole obscène étaient entièrement bannis de notre société, et les inspecteurs, que nous avions établis parmi nous, afin que tout s'y fît avec ordre et décence, prenaient un soin particulier de nos pauvres et de nos malades, et leur fournissaient toutes les choses nécessaires. Heureux temps, s'il avait toujours duré ! » Il est aisé de voir que ces sectaires essayaient de renouve-

Digitized by Google

ler la vie commune des chrétiens primitifs ou, plus tard, celle des Albigeois tant persécutés; leur dévouement mutuel n'avait d'égal que leur dénûment. Dépouillés de leurs propres biens, ils pillaient, à leur tour, les catholiques, se livraient chez eux à des *razzias* rigoureuses et mettaient en magasin tout ce qu'ils avaient recueilli par la force et par la ruse : armes, habillements, vins, viandes salées, fruits. Ils achetaient de la poudre aux contrebandiers ou aux déserteurs; ils fondaient des balles avec la vaisselle d'étain qu'ils enlevaient, avec le plomb qu'ils arrachaient aux vitraux des temples. Pauvres, abattus, épuisés, ils n'en étaient que plus redoutables.

III

Le gouvernement central était impatient d'en finir avec les Camisards des Cévennes. On expédia vers le Languedoc un maréchal de camp, de Julien, protestant converti, désireux de racheter ses anciens torts en écrasant ceux de ses frères qui étaient restés plus que lui fidèles à leurs principes. Il les accablait d'injures, et parfois fit passer au fil de l'épée des bourgades tout entières. Mais, non loin de Nîmes, le terrible capitaine Poul a le front brisé par la fronde d'un jeune berger nommé Samuelet, qui lui enlève son sabre, lui coupe la tête et enfourche son cheval pour courir sus aux dragons. Tous répètent qu'un émule de David, guidé aussi par l'Eternel, a foudroyé un second Goliath. Alors de Julien prêche une guerre d'extermination et donne vigoureusement la chasse aux rebelles; les partisans de la bonne cause l'accompagnent de leurs vœux. « On les courait partout, comme on court des loups enragés, » a dit Brueys, le jovial abbé; « mais on ne savait où courir pour les rencontrer. » Fléchier s'écriait de son côté : « On est actuellement après ces Camisards; les troupes de Nîmes et d'ailleurs ont marché vers Uzès et Saint-Esprit pour tomber sur la troupe audacieuse que M. de Julien poursuit depuis quelques jours. Dieu veuille bénir ceux qui combattent pour la religion ! » Naturellement les Camisards en disaient autant de leur côté. Chaque faction, chaque secte a, comme aux temps antiques, son dieu particulier qui veille sur elle et ne s'occupe que d'elle. Roland, qui avait vingt-cinq ans, Cavalier, plus jeune encore, s'abandonnaient à chaque instant à des espièglerie et à des subterfuges peu compatibles, en apparence, avec la dignité de leur prétendue mission. Par malheur, ces tours d'écoliers se terminaient trop souvent par des scènes de meurtre et de pillage; leurs lieutenants Castanet, Couderc, Joanny ne les secon-

Digitized by Google

daient que trop bien à cet égard. C'est au point qu'une décision d'un synode, tenu en pays étranger, et des instructions envoyées de Genève, intervinrent dans le but de blâmer et d'arrêter de pareils excès. L'autorité royale tentait de les réprimer par des excès contraires. Le maréchal de camp de Julien continua à pourchasser les hérétiques avec vigueur. Espérandieu mourut en combattant ; Rastalet expira sur la roue ; à mesure qu'un prisonnier était amené aux gens du roi, on lui cassait la tête. Bientôt le comte de Broglie, jugé insuffisant, fut remplacé par le maréchal de Montrevel, homme d'un caractère dur et emporté, auquel on confia jusqu'à soixante mille soldats, afin de soutenir le choc d'un troupeau de factieux. Tandis que Cavalier brûlait dix-huit églises et quatre-vingts maisons, Montrevel incendiait plusieurs villages, et ce pays épuisé n'échappait aux uns que pour être dévasté par les autres. Les ordonnances les plus sévères furent renouvelées : on devait raser les maisons des *fanatiques* et celles où ils se rassembleraient; défense, sous peine de mort, était faite à leurs pères ou mères, frères ou sœurs, parents ou amis, de les accueillir ; des listes de suspects furent dressées et affichées. Les prêtres orthodoxes étaient placés sous la sauvegarde des nouveaux convertis, qui répondaient d'eux sur leur vie, et les communes étaient rendues responsables des désordres qui s'y commettraient ; système redoutable, que nous ne nous abstenons point d'employer, suivant l'occurrence, envers les Arabes, nos concitoyens ou plutôt nos sujets d'Algérie. La confusion s'augmenta singulièrement par la formation de bandes de routiers et de brigands, qui affectaient de défendre la sainte Eglise les armes à la main, mais qui ne songeaient qu'à dévaliser les deux partis. On les nommait Florentins, Cadets de la croix ou Camisards noirs. Ils étaient commandés par un ancien boucher d'Uzès et par un vieux gentilhomme qui s'était fait moine. Montrevel lui-même était fort mécontent du concours embarrassant de ces odieux auxiliaires qu'il lui fallait pourtant accepter. Toutes les puissances du monde se coalisaient contre quelques prolétaires soulevés au nom de leur liberté et de leur foi. Le pape Clément XI excommunia par une bulle *cette race maudite et exécrable;* le roi Louis XIV complimenta gracieusement Montrevel, qui avait bien compris et bien joué son rôle de bourreau, et les magistrats, pleins de zèle, qui condamnaient les survivants aux galères perpétuelles ou à l'exil dans nos colonies les plus lointaines et les plus insalubres. Le brigadier de Planque conseillait radicalement de les vaincre par la famine ou de les noyer ; une lettre de lui au ministre Chamillart, à la date du 27 mai 1703, contenait ces phrases caractéristiques : « La guerre ne finira jamais, si on ne prend le parti que j'ai proposé il y a deux mois, qui est d'enlever toutes

Digitized by Google

les subsistances de la campagne et de les enfermer dans les villes... Qu'on ne donne aux nouveaux catholiques de subsistances que toutes les vingt-quatre heures seulement. Ainsi on affamera les rebelles, et, si on avait pris ce parti-là, je ne crois pas que les choses seraient si gâtées... De plus, il faut enlever tous les plus suspects, tant hommes que femmes, et les envoyer périr sur mer... Il ne sert à rien qu'on les mette en prison, les nourrissant aux dépens du roi; ils se moquent de tous ces traitements, disant qu'on n'oserait les faire périr. » Proscriptions de Marius et de Sylla, transportations en masse avant celles du Directoire, noyades collectives à l'instar de celles de Carier, les fidèles agents de Sa Majesté avaient, en ce genre, tout imité ou tout deviné.

Cette lutte étrange était mêlée de férocité, de superstition, et parfois aussi, faut-il le dire? d'une certaine grandeur. Un jour, en passant par Vic, Cavalier, semblable à un de ces preux héroïques dont il ignorait absolument l'histoire, défia l'officier qui y commandait de descendre dans la plaine avec la garnison pour se mesurer en duel contre sa petite troupe. L'officier y consentit; sa garnison fut battue, et il fut tué. Il provoqua également le gouverneur de Saint-Hippolyte qui, plus prudent, refusa. Le jeune Cévenol, comme Rienzi, Masaniello et tant d'autres révolutionnaires, poussés au pouvoir par le hasard subit des circonstances, devait nécessairement être incapable de supporter de sang-froid l'ivresse de son triomphe. Il en arriva à ce degré d'audace d'écrire au grand roi, le 14 septembre 1703, une lettre datée du Désert et signée : « Cavalier, chef des troupes envoyées de Dieu. » L'époux de Mme de Maintenon dut frémir de stupeur et d'indignation sur ce fauteuil d'infirme qu'on appelait alors pompeusement le trône de France et de Navarre. Ne pouvant parvenir à s'emparer de lui, Montrevel, après avoir détruit l'humble maison où il était né, emmène son père et un de ses frères. Bâville, auquel les espionnages et les délations ne suffisaient plus, fait venir de Lyon un sorcier, qui avait la prétention de découvrir les assassins à l'aide d'une baguette magique. « La baguette tourna, » a dit le P. Louvreleuil, « sur dix-huit personnes qui étaient dans les métairies voisines; on les prit et on les conduisit à Alais. » *Conduire* était ici synonyme d'*exécuter*. Les persécuteurs perdaient la tête devant cette tâche impossible, devant ce rocher de Sisyphe qui, sans cesse soulevé, retombait sans cesse pour les écraser; leur rage s'accroissait de leur impuissance. On déplaça vingt mille habitants qu'on trouvait dangereux. Il fut question de dépeupler les Cévennes, d'y anéantir quatre cent soixante-six villages, d'y livrer aux flammes toutes les forêts. C'était la dévastation du Palatinat reproduite à l'intérieur même du royaume. A ces actes de rigueur

Digitized by Google

les Camisards ripostaient en promenant çà et là la torche des incendiaires, et les lettres de Fléchier, le doux prélat, abondaient en témoignages de douleur sur leur abominable conduite. Quant aux massacres ordonnés par leurs adversaires, l'intention en était trop pure pour ne pas leur mériter l'absolution. Le péril était d'autant plus grand, que les nations rivales de la nôtre rallumaient le plus possible le feu de la sédition. L'abbé de la Bourlie publiait un manifeste, où il proclamait l'indépendance du pays et demandait des états généraux libres, trois quarts de siècle avant la révolution de 1789. Le capitaine Boëton tenta de soulever le Rouergue; deux officiers français et calvinistes au service de la Hollande, Jonquet et Peytau, vinrent préparer une insurrection du Languedoc, de concert avec les Camisards : ceux-ci recevaient des encouragements de la reine Anne, de la Suisse, du duc de Savoie qui se détachait de l'alliance de Louis XIV. Toutes ces menées furent découvertes ; mais Cavalier redoubla de témérité : il n'était pas toujours aussi heureux que brave, et, pareil à Jeanne d'Arc, il se sentait quelquefois abandonné ou mal conseillé par ces voix prophétiques que ses camarades érigeaient en oracles. Une fois, il se laissa envelopper avec les siens par un détachement d'ennemis dans les environs de Calvisson; trente femmes qui leur avaient apporté des vivres furent surprises du même coup. Sachant le sort qui les attendait en cas de défaite, elles combattirent au premier rang, en dépit de leur sexe, et elles se précipitaient sur les dragons en véritables furies. Une d'elles, nommée Lucrèce Guigon, criait : « *Vive l'épée de l'Eternel! Vive l'épée de Gédéon!* » Elle saisissait le sabre des soldats blessés et les achevait sans miséricorde; on eût dit l'ange exterminateur de la Bible. Un des éléments les plus fâcheux de cette révolte, c'est qu'elle était entretenue par la main des étrangers; ceux-ci multipliaient leurs pamphlets virulents, où ils attaquaient un souverain détesté, où ils excitaient des citoyens rebelles. Les royalistes zélés se vengeaient cruellement. Les prisons des îles Sainte-Marguerite se remplirent ; on pendit une foule de captifs : entre autres, un protestant, aïeul de cet abbé Maury qui faillit, lui, en 1793, être attaché à une lanterne par des démagogues forcenés ; on égorgea plus que jamais les femmes et les enfants. Entre Bargeac et Bagnols, les Cadets de la croix se saisirent de trois jeunes filles, les souillèrent par les plus honteux outrages, emplirent leur corps de poudre, y mirent le feu comme à une pièce d'artillerie, et les firent éclater en l'air par cet étrange et abominable supplice. Les Camisards, qui souffraient de telles atrocités, n'étaient jamais en retard pour les représailles : ce n'était plus même une guerre civile ; c'était une tuerie de bêtes fauves.

Digitized by Google

Cette lutte si inégale et si prolongée touchait pourtant à son terme. Malgré les succès, remportés par lui ou par le courageux Roland, spécialement à la journée de Saint-Chattes, Jean Cavalier allait voir pâlir son étoile : il était, du reste, environné de traîtres, dont il avait une peine extrême à se garder, bien que ses inspirations secrètes, disait-on, les lui révélassent infailliblement. Vainement un noble huguenot d'Uzès, le baron Rossel d'Aigaliers, essaya, en sa faveur et au profit de tout son parti, des démarches les plus conciliantes et les plus généreuses : il eut beau se rendre à Paris et y voir le duc de Chevreuse, Chamillart, des personnages fort influents ; tout ce qu'il obtint de la cour, ce fut qu'on rappellerait Montrevel, dont les sévérités n'avaient guère avancé la soumission du Midi et qu'on blâmait, d'ailleurs, de s'être laissé vaincre par d'indignes adversaires. Il fut remplacé par le futur triomphateur de Denain, par le maréchal de Villars, qui arriva, au printemps de 1704, dans son gouvernement et résolut d'y substituer, ou, du moins, d'y joindre les ressources de la diplomatie aux chances de la guerre. Comparativement à son prédécesseur, il était équitable et clément ; ses *Mémoires* et ses nombreuses lettres en font foi. Il y reconnaît : que beaucoup des catholiques les plus ardents n'étaient animés que par des pensées de cupidité ou de rancune, par des haines ou des convoitises particulières ; que les soldats, et surtout les officiers, n'aimaient pas cette espèce de boucherie, cette guerre fratricide, qui était sans gloire comme sans avantages pour eux ; enfin que les persécutions n'avaient abouti à rien. Il rendait presque justice aux qualités privées et aux sentiments religieux des Camisards ; ainsi, le 21 mai, il ne craignait pas, en parlant d'eux, d'écrire de Nîmes au ministre de la guerre : « Leurs prières sont comme celles que l'on fait, les soirs, dans les camps, à la tête des régiments. Ils demandent seulement pardon à Dieu de leurs péchés, que sa divine bonté porte le roi à leur pardonner, et font des prières pour le roi et la famille royale. *Je vous assure que je les trouve de très bonnes gens* ; mais il y a bien des fous en Languedoc. *Je dois me louer de toute l'amitié qu'ils me montrent.* » Un semblable langage dans une telle bouche était bien remarquable ; il confirme d'une manière éclatante les renseignements donnés par un certain Tobie Rocayrol, de Roquecourbe, agent des Hollandais et des Anglais auprès des insurgés, renseignements qui n'ont été publiés que de nos jours et qui nous fournissent ces détails : « Je les ai trouvés remplis de foi et d'un courage tout divin... Ils prient Dieu sans cesse, et avec un si grand zèle qu'il semble qu'ils soient collés à Notre-Seigneur Jésus-Christ. Ils prêchent fort bien... Ils chantent continuellement les louanges de Dieu... Je puis protester, comme devant le Seigneur,

Digitized by Google

que, pendant le temps que j'ai resté avec eux, ils ont vécu d'une manière exemplaire... On fait passer par les verges ceux qui blasphèment le nom du Seigneur, après qu'on les a repris quelquefois. Ils punissent sans rémission les larrons et les paillards, après qu'ils les ont pardonnés pour la première fois. Ils s'appellent tous frères, depuis Roland jusqu'au premier venu. Ils ont généralement tout en commun... Plût à Dieu que tout le monde pût voir leur conduite et combien ils sont sages selon Dieu ! Je suis persuadé qu'il y aurait un grand nombre de personnes qui souhaiteraient avec ardeur d'être avec eux... C'est une vérité constante qu'ils ne font de mal qu'à ceux qui leur en font. » Des hommes de cette nature auraient pu résister longtemps encore, si leur propre chef ne leur avait pas manqué; la défection de Cavalier décida définitivement de leur sort. Le jeune général exerçait sur ses compagnons un pouvoir absolu ; il s'enrichissait des dépouilles des vaincus ; on prétendait que celles du régiment de marine lui avaient rapporté quarante mille livres : son orgueil égalait son despotisme. Villars s'empressa de tirer parti de ce caractère et de cette situation : s'il échoua dans ses propositions d'arrangement vis-à-vis de Roland, l'inébranlable sectaire, il fut plus heureux avec son jeune collègue. Ce dernier lui avait adressé deux lettres, rédigées en mauvais français et sans orthographe, mais qui ne lui en furent pas moins agréables ; car elles équivalaient à des offres de reddition moyennant des conditions honorables. Le maréchal lui donna un sauf-conduit, lui accorda plusieurs entrevues à Calvisson, lui tint le langage le plus modéré et lui promit de transmettre ses demandes à Versailles. De Lalande, un des lieutenants de Villars, Bâville, qui était toujours intendant du Languedoc, l'évêque d'Uzès, Sandricourt, gouverneur de Nîmes, blâmaient hautement cet excès de condescendance, qui était à leurs yeux une coupable faiblesse ; Fléchier en gémissait tristement. L'abbé Gilles Bégault, chanoine, archidiacre et secrétaire de l'évêché de Nîmes, a écrit du ton le plus indigné : « Chacun croit rêver de voir qu'en un moment les choses changent d'une manière si extraordinaire, et *qu'un gueux*, *qu'un petit marmot* (car Cavalier n'a pas plus de vingt ans et n'en paraît que seize), avec la mine d'un enfant ou d'un petit écolier, traite, comme de couronne à couronne, avec le roi, par l'entremise de maréchaux de France, et que les plus scélérats que l'enfer ait jamais vomis, noircis des crimes et des attentats les plus affreux, viennent hardiment dans Nîmes, sous la protection des puissances, avec ôtages et sauvegardes ; que des malheureux, qu'on devait s'attendre à voir sur une roue ou sur un bûcher, paraissent hardiment armés, à la face d'une infinité de gens dont ils ont brûlé les biens, massacré les pères, les mères, les

Digitized by Google

frères !... Mais il est question de la plus mauvaise affaire qu'on ait jamais vue ! »

Mauvaise affaire, en effet, et pour les proscripteurs plus encore que pour les proscrits ! *Quoi ! Vous êtes dévot et vous vous emportez !* aurait pu répondre Villars à ces ministres du Christ, médiocrement soucieux de la charité évangélique : quant à lui, tout guerrier qu'il était, il penchait visiblement vers l'indulgence. Il présenta le chef cévenol à la duchesse, sa noble épouse, et aux dames de son entourage. « Adieu, seigneur Cavalier ! » lui dit-il en le congédiant. La foule curieuse se pressait sur son passage, et il repartit, fier et joyeux, se persuadant qu'il avait obtenu pour son pays la paix depuis si longtemps perdue, pour ses coreligionnaires les franchises tant désirées, et ne s'apercevant pas qu'il s'était laissé prendre au piége tendu habilement à sa vanité et à son ambition. Les conférences de Calvisson portèrent rapidement leurs fruits. La réponse, demandée à Louis XIV, arriva : parmi les conditions posées, quelques-unes étaient refusées nettement, d'autres ajournées, la plupart acceptées. Dans une certaine mesure, la liberté de conscience était octroyée aux calvinistes des provinces méridionales, pourvu qu'ils prêtassent serment de fidélité au roi, qu'ils missent bas les armes, qu'ils n'eussent aucune ville de sûreté et qu'ils ne bâtissent plus de temples : à cela près, ils avaient tous les droits possibles. Mais Cavalier n'était pas oublié ; on lui tenait compte de sa soumission : il reçut le titre de colonel et une pension de douze cents francs ; son frère cadet fut nommé capitaine. Il pouvait choisir des officiers en sous-ordre et former des débris de sa bande un régiment qui marcherait sur le Rhin ou en Espagne selon la direction des événements politiques. En somme, il était joué et compromis à jamais : on avait réussi à l'annihiler en le séduisant, et l'on espérait se débarrasser promptement de ses hommes en les envoyant mourir à la frontière. Général désarmé, prophète déchu, il affirma inutilement que l'Esprit saint lui avait dicté en songe sa conduite : il ne réussit pas mieux quand il essaya de rallier Roland à ses opinions nouvelles. Celui-ci repoussa avec mépris ses sophismes intéressés, et Cavalier, traité de faux frère, échappa à peine aux coups de mousquet de ceux qui ne l'écoutaient plus : en pareil cas, se rendre, c'est se vendre. Il lui fallait quitter la place : une partie de ses soldats se livrèrent à l'autorité ; d'autres coururent se ranger autour de Catinat et de Ravanel ; cent cinquante environ persistèrent à le suivre. Il était maintenant un des stipendiés de Louis XIV : on lui enjoignit de se retirer à Neuf-Brisach. Il partit, le 21 juin 1704, et entra à Lyon par le faubourg de la Guillotière au milieu des acclamations de la populace. Dès qu'il eut atteint Mâcon, il écrivit à Chamillart pour

Digitized by Google

solliciter la grâce d'être admis auprès du souverain : on le fit venir ; le ministre lui donna audience. Averti par Villars, il ne désespérait pas de rencontrer, dans l'ancien perturbateur des Cévennes un de ces généraux dont la France épuisée avait un besoin si urgent. On le posta au pied d'un escalier par où le roi devait descendre : mais ce monarque hautain, qui avait déjà par ses dédains imprudents poussé le prince Eugène à s'expatrier et à servir nos ennemis, n'eut pas plutôt regardé ce petit homme à la longue chevelure blonde et à la physionomie enfantine qu'il haussa les épaules et continua son chemin sans l'honorer d'un seul mot. Cavalier, désappointé, se remit en route ; mais, auprès de Montbéliard, il enivra ses surveillants, gagna la Suisse et retrouva à Lausanne l'abbé de la Bourlie, à présent marquis de Guiscard, qui l'engagea à se mettre au service du duc de Savoie. Effectivement, ce prince l'accueillit assez bien à Turin et l'autorisa à lever un régiment de Camisards, où il eut pour lieutenant-colonel Daniel Billard, le fils d'un jardinier de Nîmes ; pour principal capitaine, un garçon tailleur, son cousin-germain, nommé comme lui. Néanmoins il resta peu en Piémont, passa en Hollande et de là vint à Londres, où la reine Anne lui accorda dans son armée un grade élevé. Bizarres vicissitudes de la fortune ! Trois ans plus tard, sur le champ de bataille d'Almanza et sous prétexte de régler la succession d'Espagne, les Français en venaient aux mains avec les Espagnols qui avaient pour alliés les Anglais et les Portugais. Nos troupes, ce jour-là, obéissaient à un étranger, le duc de Berwick, fils naturel de Jacques II et neveu de Marlborough, pendant que le général de l'armée étrangère était M. de Ruvigny, un de nos compatriotes réfugié en Angleterre et qui y était devenu lord Galloway. Or, à côté de ce dernier, se distinguait par sa bravoure téméraire le colonel Jean Cavalier, et les quelques Français qu'il conduisait se jetèrent avec un acharnement sans exemple sur les Français dirigés par Berwick : les uns et les autres s'exterminèrent mutuellement. Peu de jours après, le 10 juillet 1707, le Cévénol fugitif écrivait de Gênes aux puissances confédérées : « La seule consolation qui me reste, c'est que le régiment que j'avais l'honneur de commander n'a jamais regardé en arrière, et il a vendu sa vie chèrement. Je combattais jusqu'à mon dernier homme, lorsque la multitude des ennemis m'accabla, perdant une grande quantité de sang par douze blessures que j'eus dans cette action. » Sa nouvelle patrie ne fut point ingrate envers lui ; il fut créé officier-général et gouverneur de l'île de Jersey ; il mourut en 1740, presque sexagénaire et fut inhumé, non loin de Dublin, dans un cimetière réservé aux émigrés français. La terre d'exil dévora son cadavre et la défiance obscurcit sa mémoire : car, après avoir été le

Digitized by Google

héros d'une guerre sainte, il avait d'abord plié le genou devant ses oppresseurs et mendié ensuite l'hospitalité chez nos plus implacables adversaires.

IV

Si, en 1704, la tête de la rébellion avait été abattue avec Cavalier, Roland, qui en était le bras, résistait toujours, et le corps, c'est-à-dire, la masse des révoltés, continuait à s'agiter comme par une convulsion suprême. Aussi, lorsque le baron d'Aigaliers réitéra à Versailles ses tentatives de conciliation, Chamillart lui déclara que, plutôt que de céder sur la question religieuse et d'accorder une liberté de conscience sans réserve, le roi aimerait mieux voir ses Etats bouleversés par les efforts réunis des princes alliés et des Camisards. Maintenant que Cavalier avait été dupé et réduit à la fuite, les rigueurs recommencèrent : enlèvements, pillages, incendies, pendaisons, supplices de toutes sortes. On lâcha encore les Cadets de la Croix qui mirent les campagnes à feu et à sang. On ne se rappela que trop le fameux mot de Tacite : on crut avoir rétabli la paix, là où on ne faisait que la solitude. Dans les hautes Cévennes, où toutes les habitations avaient été brûlées, Sa Majesté Très Chrétienne défendit d'ensemencer les terres : on comptait sur la famine comme sur un auxiliaire décisif. Le brave Roland semblait indomptable : deux frégates et trois tartanes, envoyées par les ennemis, devaient sortir du port de Villefranche et lui amener un renfort de troupes ; il avait sous ses ordres des lieutenants hardis, Catinat, Ravanel, Joanny, la Rose, Boizeau, Saltat, Coste et un certain Bonbonnoux dont on a retrouvé tout récemment en Suisse les mémoires, fort curieux par leur naïveté même. De nombreux émissaires arrivaient des pays étrangers, leur apportant des conseils et de l'argent ; en outre de Rocayrol, expédié par le marquis de Guiscard, c'étaient Flottard, agent du marquis de Miremont, et Vilas, qui venait au nom du général de Belcastel : Clignet, maître des postes à Leyde, et le marquis d'Arzelliers, résident britannique à Genève, les aidaient également de loin. La trahison déjoua toutes ces menées. Bâville promit cent louis d'or à un jeune homme d'Uzès, nommé Malarte, s'il lui livrait Roland dont il avait toute la confiance. Celui-ci se reposait de ses fatigues au château de Castelnau, chez une orpheline d'origine napolitaine, Mlle de Cornély, qui l'aimait passionnément et le suivait souvent à travers les expéditions les plus aventureuses. Le 14 août 1704, comme il était couché, Malarte fait cerner par deux compa-

Digitized by Google

gnies de dragons ce château où il n'avait avec lui que cinq officiers; malgré une résistance acharnée, il succombe, renversé d'un coup de feu, bien que Villars eût ordonné de le prendre vivant : il avait trente ans à peine. Son cadavre fut porté en triomphe à Uzès et de là à Nîmes, mis en jugement, brisé sur la claie; on le brûla, et ses cendres furent jetées au vent pour qu'il n'en restât aucun vestige. Ses officiers, que cette perte subite avait attérés, s'étaient laissé saisir et lier *comme des agneaux* ils furent roués ensemble et moururent en martyrs. Le maréchal, qui ne saurait être suspect de partialité en leur faveur, leur a décerné, dans ses *Mémoires*, ce témoignage d'une admiration involontaire : « On les destinait à servir d'exemple. Mais la manière dont Maillé reçut la mort était bien plus propre à établir leur esprit de religion dans ces têtes déjà gâtées qu'à le détruire. C'était un beau jeune homme d'un esprit au-dessus du commun. Il écouta son arrêt en souriant, traversa la ville de Nîmes avec le même air, priant le prêtre de ne pas le tourmenter, et les coups qu'on lui donna ne changèrent point cet air et ne lui arrachèrent pas un cri. Les os des bras rompus, il eut encore la force de faire signe au prêtre de s'éloigner, et, tant qu'il put parler, il encouragea les autres. Cela m'a fait penser que la mort la plus prompte à ces gens-là est toujours la plus convenable, qu'il est surtout convenable de ne pas donner à un peuple gâté le spectacle d'un prêtre qui crie et d'un patient qui le méprise. » Notez qu'à ce spectacle sinistre cinq prélats assistaient, un par victime. De quel côté était le véritable esprit du christianisme, avec ceux qui expiraient pour leur foi ou avec ceux qui bénissaient les bourreaux?

Roland emporta dans la tombe, non pas tout le courage de ses compagnons, mais leurs dernières espérances. Villars n'éprouva aucun scrupule à violer toutes les promesses qu'il avait faites à Cavalier : les magasins d'armes, de munitions et de vivres, que les révoltés avaient adroitement organisés, furent découverts par des espions; le secret des cavernes où ils se cachaient fut dévoilé ; les blessés qu'on y trouva furent fusillés. Le baron d'Aigaliers, qui s'était efforcé à tant de reprises de réconcilier les deux partis, fut exilé; il rentra en France, fut arrêté, incarcéré et, comme il tâchait de s'évader de prison, tué par un de ses gardiens : triste récompense de ses bonnes intentions et de sa loyauté! Ravanel, qui était devenu le principal général des camisards, fut surpris et battu, le 13 septembre 1704 : il s'échappa par miracle. Le maréchal ayant publié une amnistie, plusieurs des insurgés, découragés par des échecs successifs, Catinat, Castanet, Joanny et autres, vinrent lui faire leur soumission : il leur donna un peu d'argent et des passeports pour sortir du royaume. Quand ils traversèrent Nîmes, Flé-

Digitized by Google

chier les vit, et il écrivait sur eux dédaigneusement : « Nous avons vu paraître ici tous leurs chefs, plus fous et plus gueux les uns que les autres, qui se disaient pourtant évangélistes, prédicateurs et prophètes, qui sont partis pour aller porter leurs extravagances et leurs misères dans les pays étrangers. » La plupart ne devaient pas tarder à revenir secrètement. Un certain nombre se cachèrent plutôt que de se rendre : c'étaient Ravanel, toujours prêt à reprendre les armes et destiné à subir un affreux supplice; Moïse d'Uzès, qui mourra sur la roue à Montpellier en 1706 ; puis, un des plus pieux et des plus modérés, Bonbonnoux, dont nous pouvons lire l'intéressante *Odyssée* ; enfin, un de ses amis d'enfance, un maçon transformé en prédicant, Claris, sur lequel les détails caractéristiques ne nous manquent pas non plus. Ces deux derniers, qui avaient repoussé les promesses les plus insidieuses, s'exposèrent à tous les périls d'une fuite furtive ; traqués par le brigadier, de Planque, épuisés par la faim, la soif, la maladie, ils recouraient aux ruses les plus subtiles, et, malgré la neige, l'hiver, la fatigue, se sauvaient de retraite en retraite. Quelques-uns les secouraient, mais plus d'un les suivait à la piste, afin de les dénoncer. Quant à Villars, le pacificateur officiel de ces provinces si longtemps dévastées par la guerre, croyant tout fini, il s'était éloigné, le 6 janvier 1705, avec un présent de douze mille livres pour lui et un de huit mille pour la duchesse, que les Etats du Languedoc les avaient priés d'agréer et « avec tous les éloges qu'ils avaient mérités. » Le duc de Berwick l'avait remplacé en qualité de gouverneur militaire : c'était le troisième maréchal de France que la cour eût envoyé dans les Cévennes. Bientôt une nouvelle conspiration fut ourdie à l'extérieur par MM. de Guiscard, de Miremont et de Belcastel, qui, malheureusement pour leur cause, ne s'entendaient pas entre eux à merveille. Quel est le pouvoir qui résisterait, si ses ennemis savaient se concerter ensemble? Une invasion du Midi allait être tentée au moyen de troupes alliées, confiées à Cavalier, tandis qu'un soulèvement de ces provinces elles-mêmes y répondrait à propos. Ravanel, Catinat, Claris, Bonbonnoux, un jeune homme assez distingué de Saint-Hippolyte, du nom de Vilas, Flessière, correspondant de Flottard et ancien dragon, des camarades de Cavalier, déjà rentrés en France, trempèrent dans le complot. Il ne s'agissait de rien moins que de s'emparer des deux villes de Montpellier et de Nîmes et du port de Cette, de tuer Bâville, l'odieux intendant, d'enlever Berwick et de le transporter à bord d'une embarcation anglaise; on se lèverait au cri de : « *Vive le roi sans jésuites* ! *Vive la liberté de conscience* ! » Ce n'était, on le voit, que de l'opposi-

Digitized by Google

tion dynastique, pratiquée sur une grande échelle et poussée à l'extrême ; c'était encore beaucoup trop pour le temps. »

Suivant l'usage, ces plans échouèrent, grâce à des indiscrétions ou à des perfidies : Berwick et Bâville, furieux d'apprendre les dangers qu'ils avaient courus, ne songèrent qu'à se venger ; leurs rapports à l'autorité supérieure concluent tous pour des mesures d'extermination. Ils désarment les populations : quiconque est rencontré armé sur un chemin est fusillé immédiatement ; les exécutions se multiplient. De semaine en semaine, des martyrs plébéiens, Sauvaire, Pierre Brun, les deux Daudé, Castanet, Valette, Boyer, Flessière, Lafond, Bessède, sont abattus à coups de fusil ou livrés à la main du bourreau. Un riche marchand de soieries, le Nîmois Alizon, calviniste ardent, qui avait prêté sa maison pour des conciliabules, est étendu sur la roue ; ses biens sont confisqués, et sa maison, la plus belle de la ville, est condamnée à être rasée, parce qu'elle a abrité les conjurés durant quelques heures. Abdias Morel, surnommé Catinat, dont la tête était mise à prix, est reconnu, comme il s'enfuyait déguisé ; on le brûle vivant, ainsi que l'intrépide Ravanel. Celui-ci conserve un stoïcisme admirable et chante des psaumes jusqu'au moment où les flammes étouffent sa voix ; l'autre, doué d'une force athlétique, se débat en rugissant contre les chaînes de fer qui le retiennent. Jonquet est roué et jeté au bûcher. Vilas, petit-fils d'un pasteur, fils d'un médecin protestant, avait usé d'une fraude audacieuse dans le but de venir en aide à son parti : il s'était fait l'ami de Bâville, il reposait sous son toît, il épiait ses démarches et allait les révéler à ses complices. Lorsque l'intendant indigné vint dans son cachot flétrir ses subterfuges, il lui répliqua fièrement : « Pour acheter nos vies, vous avez employé la délation, la torture et la trahison sous toutes les formes. Pourquoi me reprochez-vous d'avoir défendu mes croyances avec les mêmes armes dont vous vous serviez contre nous ? Quant à ces malheureux dans la société de qui j'étais, plût à Dieu que j'aie l'âme aussi belle qu'eux ! » Un tel langage, de tels sentiments ne pouvaient rester impunis : on étrangla Vilas après lui avoir brisé les membres. L'auteur du *Fanatisme renouvelé*, le R. P. Louvreleuil, un des collègues du fameux abbé du Chayla, témoin oculaire d'une partie des faits qu'il retrace, a émis, à ce propos, des réflexions qui indiquent une nature médiocrement compatissante pour un homme de sa robe et de son caractère : « Telle fut, » dit-il, « la détestable fin de ces quatre brigands. Ils allèrent où va le chemin qu'ils avaient pris ; ils furent payés du maître qu'ils avaient servi, je veux dire qu'ils tombèrent entre les mains du démon, qui paya de ses noires fureurs, de ses tisons ar-

Digitized by Google

dents et de ses cruautés éternelles l'obéissance qu'ils avaient rendue à ses suggestions criminelles. » L'élégant panégyriste de l'aimable Arténice, l'ingénieux Fléchier, n'était guère plus miséricordieux à cet égard que l'obscur curé des Cévennes. Le 15 août 1706, lorsqu'on parlait de Cavalier, comme étant prêt d'opérer une descente sur notre littoral avec une flotille anglo-hollandaise, l'évêque de Nîmes écrivait à un de ses amis : « Grâces au Seigneur, nous sommes ici dans une grande tranquillité, contents que Cavalier soit embarqué sur une flotte anglaise. Ce vaisseau périra, sans doute, étant chargé de tant de crimes. Quelque orage imprévu s'élèvera et le brisera contre quelque effroyable rocher. Aussi bien ce scélérat serait-il venu périr ici sur la roue. » *Tant de fiel entre-t-il dans l'âme des dévots !* On voit que, si certains écrivains de nos jours savent, à l'occasion, prodiguer leur pathos édifiant ou leurs injures mélodramatiques, ils n'ont nullement le mérite de l'invention. Montpellier n'eut rien à envier à Nîmes en fait d'horreurs : Annibal Gaillard, Jeanne Guitard, Jean de Leuse, Claude Malier, bien d'autres moururent pendus ou torturés : le supplice du capitaine Boëton fut un long et héroïque martyre. Combien peu échappèrent !

L'honnête Bonbonnoux a raconté, sans recherche de style, sans exagération, avec la simplicité d'un ignorant, mais avec la conviction d'un sectaire, les péripéties continuelles et navrantes de sa fuite. Il est curieux et triste de le voir, à chaque instant, changer de gîte et d'hôtes, souffrir de la fièvre et de la famine, se cacher dans des grottes isolées ou des caves souterraines, derrière des meules de foin ou des branchages d'arbres, manger le pain dur des pâtres, boire l'eau glacée des torrents, tromper par mille stratagèmes la surveillance des soldats qui le guettaient pas à pas. A lui se joignent Claris, l'ouvrier mystique, et beaucoup d'autres, tous réservés dans un prochain avenir aux mêmes infortunes. Souvent, ils se rassemblaient jusqu'à cent ou deux cents, afin d'avoir la consolation de prier Dieu ensemble et d'entendre des prédicateurs improvisés ; tout à coup leurs sentinelles les avertissaient de l'approche des gens du roi, et ils se dispersaient à travers les bois ou les montagnes avec une incroyable rapidité. Parfois, ils étaient atteints, blessés ou tués : un jour, on en surprit plusieurs qui se baignaient en pleine rivière ; les Miquelets survinrent et les criblèrent de coups de mousqueton. En 1706, les supplices continuèrent, et plus d'un de ces malheureux attesta, du haut de l'échafaud ou du bûcher, la constance de ses opinions religieuses. Bonbonnoux, dans la suite, parvint à pénétrer en Suisse, où il trouva une généreuse hospitalité auprès du pasteur Antoine Court. Pendant deux ou trois

Digitized by Google

années, on n'a presque pas de documents officiels ou authentiques sur les événements qui durent se passer au midi de la France. En résumé, la guerre civile était finie; ceux des Camisards qui survivaient semblaient épuisés. Néanmoins, en 1709, une tentative désespérée de soulèvement eut encore lieu en Vivarais ; elle avait été préparée par le visionnaire Abraham Mazel, par Daniel Gui, confident de Cavalier, et par Dupont, son secrétaire; elle avorta, comme les précédentes. C'est de 1710 que date le dénoûment définitif de ce drame long et sanglant. Le même Mazel rejoignit Pierre Claris à Montpellier; un marchand d'Uzès, Coste, s'unit à eux, et ils s'apprêtaient à enflammer les dernières étincelles de la révolte, quand ils furent dénoncés à la police par des espions. Mazel et Coste périrent en se défendant; leurs têtes furent coupées, exposées publiquement et ensuite brûlées; leurs biens furent confisqués; on s'empara de Claris, qui était blessé, et on le garda pour le bourreau. Le 29 avril, un certain Salomon Sabatier, surnommé Salomonet, subit également son sort, et Bâville l'annonçait en ces termes au ministre de la guerre : « Salomonet a été condamné à mort aujourd'hui ici et exécuté, après avoir souffert la question, sans avoir voulu rien avouer. Il est mort avec une brutalité et une férocité extraordinaires, *comme font presque tous ces gens-là.* Il est très bon d'être délivré d'un aussi grand scélérat. » Pour ce qui est de Claris, nous avons le récit, fort incorrect, mais fort instructif, des visions qu'il prétendait avoir eues, les réponses, à la fois naïves et élevées, qu'on recueillit lors de ses divers interrogatoires, le procès-verbal de ses tortures : or, cet humble manœuvre, âgé de trente-trois ans, sans éducation et sans fortune, nous y apparaît sous un jour véritablement héroïque. Le 25 octobre, l'intendant du Languedoc informait ainsi le ministre de la façon dont s'étaient passées les choses en cette circonstance : « Claris a été condamné à être roué, ce matin, et à la question; *il est mort avec une grande fermeté.* Quoiqu'il ne fût qu'un maçon, je lui ai trouvé beaucoup plus d'esprit que je ne croyais, du talent pour parler et pour émouvoir les peuples; il m'a paru un homme dangereux, bien capable de se mettre encore à la tête d'une révolte. » Le lendemain, le duc de Roquelaure écrivait, à son tour, à Versailles : « Claris fut jugé hier par M. de Bâville, avec le présidial de cette ville, et condamné aux peines qu'il avait méritées; il a soutenu son caractère jusqu'à la fin, et il est mort avec toute la férocité et l'opiniâtreté d'un scélérat endurci dans le crime depuis longtemps. » De même, le 3 novembre, dans une autre lettre, Bâville parlait d'un bourgeois du Vivarais, Chambon, sur lequel on avait saisi des papiers compromettants, qui, en

Digitized by Google

conséquence, avait été mené au gibet, et qui, selon le redoutable intendant, avait affronté le trépas *avec un sang-froid et une tranquillité extraordinaires*. Décidément, si les oppresseurs ne cessaient pas de frapper, les victimes ne se lassaient point de souffrir ; elles étaient pourtant décimées peu à peu, *et le combat finit faute de combattants*.

V

La sédition était comprimée, et Louis XIV, en descendant dans la tombe, pouvait se figurer que ses fidèles dragons avaient anéanti à jamais le venin de l'hérésie : son orgueil était satisfait, et Dieu, le dieu qu'il façonnait à son image, était noblement vengé. Au reste, ces rigueurs, plus ou moins mitigées dans la pratique, se prolongèrent jusqu'au règne de Louis XVI sur cette terre du midi, jadis ensanglantée déjà sous Philippe-Auguste et sous François Ier au nom de la religion. Cependant la voix de Voltaire, puissante à force d'ironie, ne prêcha pas en vain, durant tant d'années, l'humanité et la tolérance.

Au sein même de ces parlements, qui flétrissaient les Sirven, les Calas et les la Barre, il s'élevait des hommes éclairés et justes, un Montclar, un Dupaty, un la Chalotais, un Servan, pour plaider hautement la cause du progrès. Enfin, par une coïncidence assez remarquable, par une sorte d'expiation providentielle, le propre neveu du farouche Bâville, le vertueux Lamoignon de Malesherbes, ne craignait pas de consacrer à Cavalier mort ce portrait que, de son vivant, ses plus grands admirateurs n'eussent point démenti : « J'avoue que ce guerrier qui, sans avoir jamais servi, se trouva un grand général par le seul don de la nature ; ce Camisard qui osa une fois punir le crime en présence d'une troupe féroce, laquelle ne subsistait que par des crimes semblables ; ce paysan grossier qui, admis à vingt ans dans la société des gens bien élevés, en prit les mœurs et s'en fit aimer et estimer ; cet homme qui, justement enorgueilli de ses succès, eut assez de philosophie naturelle pour jouir, pendant trente-cinq ans, d'une vie tranquille et privée, me paraît un des plus rares caractères que l'histoire nous ait transmis. »

Personnellement nous ne serions peut-être pas aussi enthousiaste à l'égard du *rare caractère* et de la *philosophie naturelle* de Jean Cavalier ; mais nous avons rendu sincèrement justice à ses qualités,

Digitized by Google

tout en regrettant sa défection, et surtout nous n'avons pas caché notre sympathie pour ses braves compagnons, qui savaient si bien se battre et si bien mourir. Si nous avons réprouvé leurs excès, nous avons déploré leurs misères, et nous avons salué dans ces prolétaires obscurs d'inflexibles champions de la liberté de conscience. Pour avoir des garanties d'impartialité plus complètes, c'est principalement à leurs ennemis que nous avons demandé la vérité sur leur compte, et, à travers les éclats de la haine la plus envenimée, ils nous l'ont dite malgré eux. Par leurs actes d'une violence insensée, ils avaient, d'ailleurs, une fois de plus démontré eux-mêmes, à la face du monde, que les persécutions sont stériles autant qu'elles sont odieuses, et que le moyen infaillible d'assurer le triomphe suprême de ses adversaires, c'est de les forcer à lutter en héros, c'est de les condamner à tomber en martyrs !

A. Philibert Soupé.

Digitized by Google

LA PÉDAGOGIE

ET

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

EN ALLEMAGNE

Des travaux éminents, des enquêtes approfondies ont fait depuis longtemps connaître au public français l'immense développement de l'instruction primaire en Allemagne. Ces études nous ont montré sous un nouveau jour l'amour du travail, la sagacité, la persévérance et toutes les qualités sérieuses qui sont le fond du caractère germanique : elles nous ont révélé les forces nouvelles que la culture de l'esprit va susciter nécessairement dans ce peuple. Spectacle utile, qui nous a forcés de faire un modeste retour sur nous-mêmes, et de dresser, vanité à part, notre statistique intellectuelle. C'est alors qu'un examen attentif nous a fait découvrir les effrayantes lacunes de notre instruction populaire. Alors aussi on s'est mis à l'œuvre, et l'Etat, les communes, les particuliers ont rivalisé de zèle pour relever l'honneur du pays. Déjà cette sainte ligue a fait d'importantes conquêtes, et l'on peut entrevoir le jour où l'ignorance, cette ennemie publique, sera forcée dans ses derniers retranche-

Digitized by Google

ments. Grâces soient donc rendues aux explorateurs qui nous ont tirés de notre optimisme en portant nos regards au dehors! Rien de plus fécond que ces recherches internationales, qui font naître une si noble émulation chez les peuples.

L'enseignement secondaire de l'Allemagne n'a pas, jusqu'à présent, éveillé chez nous la même attention. Cela se conçoit : en France, l'instruction secondaire est constituée régulièrement depuis plusieurs siècles ; elle se lie intimement à notre grandeur littéraire, à notre histoire politique ; on peut même dire qu'elle est passée dans notre sang. De toutes nos institutions, aucune n'est si fortement établie. Des réformateurs ont bien essayé, à différentes époques, de modifier l'ancien culte et de constituer de nouvelles doctrines. Le gouvernement lui-même, dans un moment d'omnipotence, a cru pouvoir porter la main sur l'arche sainte, et doter le pays de ses conceptions. Toutes ces tentatives ont échoué. Les vieilles méthodes de Rollin et de l'Oratoire, après un court exil, sont rentrées triomphalement dans tous nos colléges. Des efforts courageux, intelligents, sont faits aujourd'hui même au ministère de l'instruction publique pour organiser un enseignement professionnel. Mais il est facile de voir que l'innovation ne prend point faveur dans la bourgeoisie. Elle pourra rendre de grands services comme continuation ou perfectionnement des écoles primaires; elle ne fera jamais concurrence aux études classiques.

L'instruction secondaire ne constitue donc pas pour nous, comme sa sœur cadette, « une question d'honneur et d'avenir national. » Sa forme actuelle nous plaît et nous inspire même de l'orgueil. Son principe est déclaré excellent, ses méthodes inattaquables, et la discussion, pour ce qui la concerne, n'est ou ne reste que sur des points accessoires. Ainsi, l'on juge assez utile d'augmenter la part des langues vivantes dans l'enseignement. Mais comment? Dans quelle proportion? Que faut-il faire pour cela? Personne ne s'en inquiète. C'est probablement l'affaire du gouvervement. Les sciences? Le moindre collége communal a des cours de mathématiques, et fournit son honnête contingent aux écoles spéciales. Les ingénieurs, les mécaniciens forment une armée qui grossit chaque jour. Pour les occuper, la France n'a pas assez de routes, de voies ferrées, ni de machines à construire. Donc, l'enseignement actuel suffit aux besoins de l'industrie. Tout est au mieux. Le vers latin, le thème grec peuvent relever la tête et mépriser les attaques de leurs détracteurs.

Cette manière d'argumenter peut être bonne. Elle est même irréfutable, si nous nous bornons à la contemplation de nous mêmes. Car les peuples, de même que les individus, ont toujours d'excel-

Digitized by Google

lentes raisons pour se trouver bien tels qu'ils sont. Le malheur, c'est que ce contentement, cette béatitude ne résistent pas toujours à l'épreuve des comparaisons. Or, je ne crains pas d'affirmer que, pour notre système universitaire, le meilleur moyen de contrôle serait une étude approfondie de l'instruction secondaire en Allemagne. L'Allemagne est certainement le pays de l'Europe et du monde entier où l'on respecte le plus les droits de l'intelligence; c'est là que les études sont le plus sérieuses, parce qu'elles y sont le plus désintéressées. La préoccupation des carrières y est moins prématurée, moins âpre que partout ailleurs. Les concurrences y sont moins fiévreuses. L'Allemand aime à travailler, non dans une pensée de lucre, mais pour s'initier aux pures jouissances de l'esprit. Ce caractère éclate chez lui dès l'enfance. Il poursuit l'idéal dès le début de sa vie. Aussi les méthodes pédagogiques n'ont-elles chez lui rien d'utilitaire. Ce ne sont pas des procédés plus ou moins ingénieux pour hâter l'éclosion du fruit avant l'heure. Leur objet est de donner à l'esprit humain sa plus haute valeur, d'augmenter les richesses intellectuelles et les forces morales de la société. Ce sont là des titres sérieux à notre attention. Faut-il parler de cette rivalité qui s'impose à nous par la force des choses et qui contient le problème de notre avenir? L'Allemagne, depuis deux ans, est notre point de mire; c'est par notre situation vis-à-vis d'elle que se jugeront désormais notre force virtuelle et notre importance dans le monde. Ne serait-il pas intéressant pour nous de savoir quels ont été ses instituteurs, et par quels procédés ils l'ont élevée à la hauteur qu'elle occupe? Les annales de sa pédagogie existent. Des écrivains de mérite, tels que les docteurs Schmidt et de Raümer, en ont retracé toutes les phases avec une conscience, une érudition de bénédictin. Ces travaux sont d'un grand prix. Ils nous ouvrent toute une série d'aperçus nouveaux, instructifs pour l'histoire de l'esprit humain. Que de types originaux et profonds parmi ces *scholars* allemands, et quel amour du bien éclate sur toutes ces figures! La galerie, j'en conviens, est d'un style sévère, mais dans un musée national, elle ferait aussi bon effet qu'une galerie d'obscurs dignitaires ou de dames titrées. Que le lecteur m'accorde la permission de l'y introduire.

I

L'histoire de la pédagogie allemande commence à la réforme de Luther. Jusqu'à cette époque, la culture intellectuelle, renfermée

Digitized by Google

dans les monastères ou vassale des princes ecclésiastiques, se réglait sur les écoles d'Occident. La Renaissance venait d'apparaître et l'érudition allemande prenait son essor, quand Luther et Mélanchton vinrent substituer au culte tranquille des lettres l'ardeur des luttes religieuses. Presque aussitôt, la suppression des évêchés, la dispersion des communautés religieuses amenèrent dans les pays protestants une éclipse à peu près totale des lumières. Les princes convertis, ardents à la propagande, introduisirent la théologie dans toutes les écoles, et cherchèrent à multiplier les sectaires parmi leurs sujets. L'étude des auteurs profanes fut remplacée par d'arides discussions scolastisques. Les leçons ne consistaient plus qu'en argumentations; les professeurs n'avaient plus qu'un but : l'extirpation du catholicisme. De leur côté, les écoliers se jetaient avec ardeur dans cette voie; car la théologie seule passionnait les hommes de l'époque : elle seule ouvrait, du moins dans le nord de l'Allemagne, le chemin des honneurs et de la fortune. En revanche, les lettrés, les humanistes mouraient de faim. Heureux, quand ils n'étaient pas emprisonnés comme papistes. Quant aux sciences, leur situation n'était guère plus florissante que celle des belles-lettres. A côté des mathématiques, prospéraient l'alchimie et l'astrologie judiciaire, comme au XIIe siècle. Dans certaines académies protestantes, un savant ne parvenait au rectorat qu'en se donnant pour nécromancien. Le triomphe des universités réformées était de fournir aux petites cours une nombreuse phalange de théologiens.

Il en était tout différemment dans les pays restés catholiques. Là, les souverains, loin d'encourager les discussions religieuses, les proscrivaient, comme suspectes d'hérésie. Les écoles, étroitement surveillées, devaient écarter tout sujet de controverse, et développer exclusivement dans leurs jeunes disciples le sentiment de la forme. Les langues anciennes, la grammaire, la rhétorique étaient cultivées avec une tendre ferveur. Les érudits, les annotateurs de textes anciens étaient accueillis à bras ouverts, choyés, pensionnés, comme des bienfaiteurs de l'humanité. Bientôt arrivèrent les jésuites, et l'enseignement, sous leur direction, devint strictement formaliste. Les mesures les plus savantes, les plus minutieuses furent prises pour étouffer la pensée.

Un grand nombre d'universités furent fondées sous l'influence des jésuites en Autriche, en Bavière, en Westphalie, sur les bords du Rhin. Insprück, Münster, Bamberg, Paderborn, Salzbourg, Würzbourg furent les grands foyers de ce jésuitisme disert et coquet, ennemi juré de tout idéal. Ce fut par ces officines que la mièvrerie italienne s'introduisit et s'infiltra goutte à goutte dans l'Allemagne. Le latin, le grec y étaient enseignés pendant dix ans, à l'exclusion de

Digitized by Google

toute notion scientifique. Orner l'esprit, le rompre à certains procédés, à certaine discipline oratoire, telle était la fin suprême de la pédagogie jésuitique. Ce système, du reste, ne nous est pas inconnu. Il a régné pendant plus de deux siècles en France, ainsi que dans toute l'Europe catholique. Les effets en ont été divers, suivant les pays. En Italie, l'afféterie, la frivolité, le sérieux dans les petites choses, les opérettes, et par suite l'extinction du patriotisme et la léthargie des esprits. En France, une littérature savante et pompeuse, belle, mais compassée, dépourvue de vie intérieure, étalant les grands airs de cour et dédaigneuse de tout contact avec le vulgaire. En Allemagne, cet enseignement n'a jamais produit que des poëtes de collége et de lourds déclamateurs, glacés dans leur boursouflure et ridicules par leur prétention.

La guerre de trente ans et les passions sauvages qu'elle déchaîna entraînèrent pour les écoles allemandes de nouvelles épreuves. Les siéges, les bombardements, les réquisitions, les famines ruinèrent la plupart des établissements. En Hesse, l'université de Friedberg fut dévastée par les Autrichiens et les Bavarois. Une grande partie des élèves fut enlevée par la peste. Après la prise de Hersfeld, en 1629, par les impériaux, le gymnase protestant de cette ville fut donné aux jésuites. L'arrivée de Gustave-Adolphe, en 1632, le rendit à l'enseignement luthérien. En 1634, les Autrichiens revinrent et le licencièrent de nouveau. Mêmes vicissitudes, mêmes calamités advinrent aux gymnases de Schulpforta, de Meissen et de Grossglogau. Professeurs, écoliers vécurent pendant plusieurs années de pain d'avoine, qu'ils partageaient avec des soldats. A Stargard, le gymnase fut incendié par les impériaux, et l'université resta déserte jusqu'en 1646. Toute culture intellectuelle disparaissait. Catholiques, protestants semblaient s'entendre pour plonger leur pays dans la barbarie.

Après toutes ces catastrophes, l'Allemagne fut pendant longtemps épuisée. Livrée à l'étranger par ses divisions, elle s'inclina devant l'astre naissant de la France. La langue française fut introduite dans tous les gymnases, et remplaça pour plusieurs le latin et le grec. En même temps, les princes, scrupuleux imitateurs de Versailles, s'entouraient d'une noblesse frivole, et transformaient les hautes études en pépinières de marquis. A Gœrlitz, un plan spécial d'éducation fut institué pour les jeunes nobles. Le grec en était exclu; les mathématiques simplifiées et dégagées de tous les problèmes ardus, singulier hommage aux intelligences nobiliaires. Le blason, la danse, l'escrime devaient compenser ces lacunes. L'esprit germanique, sérieux en tout, érigea ces puérilités en systèmes, et les aca-

Digitized by Google

démies nobiliaires (*Ritter Academien*) firent la joie et l'occupation favorite de plusieurs petites cours.

Heureusement pour l'Allemagne, les faveurs princières n'exercent pas toujours sur la destinée des nations une influence décisive. Livré à lui-même, le génie germanique retrouva toute son énergie. L'esprit de Luther s'était perpétué dans les populations protestantes. Ce fut dans leur sein que le réveil se manifesta. Le promoteur de cette réaction fut un ministre luthérien, originaire de Moravie, nommé Jean Amos Coménius, qui vécut de 1592 à 1671. D'abord pasteur à Fulneck, à Prerau, puis chassé de son pays natal après la bataille de Prague, Coménius fut compris dans les déportations en masse qui dépeuplèrent les provinces tchèques soumises à l'Autriche. A la tête de son troupeau, il se retira dans le nord de la Silésie, et fut nommé évêque de Lissa par les frères moraves. Il parcourut alors toute l'Allemagne du nord, la Hollande, la Suède, l'Angleterre, pédagogue et théologien, apôtre en grammaire comme en religion : « L'homme, disait-il, a une vie triple : une vie végétative, une vie animale, une vie intellectuelle. Il a trois patries, l'une dans le sein de sa mère, la seconde sur terre, la troisième dans le ciel. Créature raisonnable, roi de la création, image et joie du Créateur, sa destinée est le bonheur éternel en Dieu. De ce triple caractère découlent les trois nécessités de sa vie : 1° La connaissance des choses, des sciences, des arts et des langues; 2° la vertu et le caractère ; 3° la piété et la connaissance de la religion. » Sur cette base scolastique, Coménius édifie un système d'éducation qui, malgré ses bizarreries, témoigne d'un amour sincère et d'une connaissance approfondie de l'enfance. Son objectif n'est pas une académie nobiliaire. Précurseur de Jean-Jacques Rousseau, c'est dans la nature qu'il cherche ses inspirations : « Tous les hommes, dit-il, doivent être conduits au même but, c'est-à-dire à la sagesse, aux bonnes mœurs, à la piété. Tous, si différentes que soient les natures et les aptitudes, possèdent les mêmes facultés. La différence des cerveaux n'est pas autre chose que l'excès ou l'insuffisance des rapports naturels, de même que les maladies du corps sont causées par l'excès du froid et du chaud. Le but de l'éducation est de rétablir la proportion juste. D'après ces principes, Coménius veut que tout enseignement soit rationnel et gradué. « La nature ne fait pas de soubresauts. » Chaque langue, chaque science doit commencer par les rudiments les plus simples. En grammaire, des règles ; pas de philosophie. Il faut exercer d'abord la mémoire, puis la raison, enfin le jugement et l'imagination, procéder du connu à l'inconnu ; ne point punir l'élève s'il ne comprend pas : c'est la faute du maître et

Digitized by Google

non pas la sienne; éviter les superfluités, les exercices d'esprit compliqués. A quoi bon cette gymnastique? Les difficultés de l'art et de la science ne sont-elles pas assez grandes? N'est-il pas puéril de les augmenter? Mieux vaut ouvrir aux enfants « le grand livre de la nature, » — « leur parler de Dieu, leur révéler le ciel, la terre, les animaux et les plantes. » — « La nature unit tous ses ouvrages par des liens étroits. » — « Il faut faire coïncider toutes les études, les maintenir dans une dépendance réciproque, provoquer des questions, les satisfaire par les réponses les plus courtes, les plus accessibles. » Descendant aux détails pratiques, Coménius avait divisé l'enseignement secondaire en sept classes, occupant les écoliers de seize jusqu'à dix-sept ans. A chaque classe s'adaptait un manuel que Coménius avait composé lui-même. Les trois basses classes étaient intitulées : *Vestibulum*, *Janua*, *Atrium*. Les quatre supérieures : *Philosophica*, *Logica*, *Politica*, *Theosophia*. Dans les études entraient le latin, le grec, les sciences exactes, la métaphysique, la gymnastique et même la musique. Comme on le voit, ce plan embrassait à peu près toutes les branches actuelles de notre enseignement. Ce qui frappe le plus dans Coménius, c'est un mélange de hardiesse et de bon sens, de droiture et de religion, d'esprit pratique et d'aspirations élevées qui rappelle à la fois Rollin, Locke et Jean-Jacques Rousseau.

Coménius eut une grande réputation dans son temps. En substituant la culture des facultés naturelles aux procédés scolastiques, il fit en pédagogie une révolution analogue à celles que Descartes, Galilée, Bacon introduisaient dans les sciences exactes et physiques. La Suède, la Hollande, l'Angleterre l'appelèrent tour à tour pour organiser leurs écoles. Mais il est plus facile de fonder dans l'ordre intellectuel que dans les sociétés humaines. Les efforts de Coménius coïncidèrent avec les plus violentes catastrophes. L'incendie et le pillage détruisirent tour à tour ses établissements. Chassé de l'Autriche, il retrouva en Silésie la guerre entre la Pologne et la Suède. Son évêché de Lissa fut incendié par les Suédois en 1654, et le prélat morave dut s'enfuir, laissant ses manuscrits, sa bibliothèque et tout ce qu'il possédait aux vainqueurs. Il ne trouva de repos qu'en Hollande, où se passèrent les dernières années de sa vie. L'Allemagne n'était pas mûre pour ses réformes; le grain semé par lui ne devait germer qu'après sa mort. Il laissa du moins une renommée considérable, et Bayle parle de lui comme d'un des hommes les plus éminents de son siècle.

Digitized by Google

II

L'œuvre de Coménius fut reprise quelque temps après sa mort, par la secte religieuse des piétistes. Cette secte s'était formée pour réagir contre le formalisme des confessions officielles et pour rétablir les vertus évangéliques dans tout leur éclat. C'étaient des âmes éprises de vie intérieure et frappées de la sécheresse que les disputes théologiques avaient introduite dans le monde chrétien. Pour régénérer l'Eglise, ils prêchaient la morale, l'abnégation, l'héroïsme, et, contrairement à Calvin, voulaient étayer la foi sur les œuvres. Le piétisme ne fut pas une conception de docteurs, mais plutôt une tentative laïque pour secouer le joug des théologiens, pour rendre à la conscience sa souveraineté.

Leur enseignement ouvrit pour les écoles du Nord une ère de rénovation. Leur but était « de former de bons citoyens par la pratique des vertus chrétiennes. » — « Sans vertu, disaient-ils, la science et les talents sont plutôt nuisibles qu'utiles ; on n'est jamais assuré contre le mauvais emploi de l'esprit. L'instruction doit donc être subordonnée à l'éducation. Ce qu'il faut, avant tout, c'est « fonder le royaume de Dieu dans le cœur de l'enfant. » Les saintes Ecritures, les Pères devaient constituer l'étude par excellence pour les professeurs de latin et de grec. La plupart des auteurs païens étant dangereux pour les mœurs, la littérature profane des anciens ne devait être abordée qu'avec la plus grande réserve et par l'intermédiaire de chrestomathies. En revanche, les sciences exactes et naturelles, la géographie, l'histoire, l'astronomie, la logique devaient être rendues familières à tout écolier. Le français, « langue des cours », fut peu en faveur auprès de ces puritains.

Les piétistes déployèrent dans leur entreprise une activité surprenante. Sous leur patronage, les fondations scolaires se multiplièrent, dotées, entretenues, par le zèle de leurs néophytes. Ils fondèrent des écoles d'orphelins, les premières qui se soient vues en Allemagne, et des séminaires de pédagogie pour l'éducation des jeunes professeurs. Enfin, en 1739, un de leurs adeptes, Jean-Jules Hecker, fonda, à Berlin, une école professionnelle, avec cette devise : « *Non scholæ, sed vitæ discendum.* » Dès son origine, cet enseignement eut pour but de faire concurrence aux gymnases pour les classes moyennes et d'attirer ceux des enfants de la bourgeoisie que rebutaient les études classiques. Hecker intitula son établissement :

Digitized by Google

Ecole libre, et, de suite, eut plus de quatre cents élèves. Son œuvre fut continuée par Frédéric Hœhn, qui composa, pour « les écoles réelles », un *Compendium* ou *Manuel raisonné*. Les études portaient exclusivement sur les sciences et sur leurs applications à l'industrie. De nos jours, on accuse l'enseignement professionnel de matérialisme. On ignore sans doute que sa fondation se rattache à l'un de plus grands efforts tentés pour réveiller dans le christianisme la vie intérieure.

Parmi les pédagogues du piétisme, le plus éminent fut Auguste Herrmann Francke, de Lubeck, ministre de l'Evangile. D'une charité ardente et d'une piété voisine de l'illuminisme, apôtre et controversiste, Francke fut une des natures les plus militantes du XVIIIe siècle. « Dans toutes mes œuvres, disait-il, je n'ai jamais fait un pas sans avoir le doigt de Dieu devant moi. Quand je l'ai vu, je l'ai suivi aveuglément, en esclave, et ne me suis jamais reposé qu'après ma tâche accomplie. » Sa vie fut partagée entre l'action et la polémique. Il fonda des écoles, des orphelinats, des colléges de théologie, des missions de prédicateurs pour les Indes, et réfuta, dans de nombreux ouvrages, les théologiens prétendus orthodoxes, adversaires des piétistes. Des centaines de professeurs, formés par ses leçons, répandirent en Allemagne son amour pour la jeunesse et l'esprit de son enseignement. La plupart de ses fondations subsistent encore aujourd'hui, adoptées et subventionnées par la Prusse. La plus importante est le grand institut de Halle, qu'il construisit avec les dons de ses adhérents. Cette belle création comprend un *Pedagogium* royal, une école latine modèle, une école professionnelle, une haute école primaire pour la bourgeoisie et plusieurs écoles libres pour les garçons et les filles. Plus de quatre mille enfants y reçoivent l'instruction de cent quarante professeurs. La statue de Francke, coulée en bronze et modelée par l'illustre sculpteur Rauch, décore la cour principale de l'établissement.

Les travaux et les succès d'Herrmann Francke marquèrent l'apogée du mouvement piétiste en Allemagne. Après sa mort (1727), un déclin visible se manifesta dans les écoles de la secte. Sans doute sa force initiale avait diminué. Les âmes fatiguées d'héroïsme retombaient dans les faiblesses de l'humanité. Les élans sublimes, les efforts vers la perfection faisaient place au pharisaïsme. La forme se substituait à l'esprit. Plus la doctrine perdait de vie intérieure, plus elle mettait d'hypocrisie dans les apparences. On se détachait des intérêts spirituels, mais on proscrivait avec ostentation la comédie, la danse et les réunions. On montrait au siècle un front saintement renfrogné. Infestées de cette corruption, les écoles piétistes perdirent l'esprit qui les vivifiait. On y introduisit une discipline claus-

Digitized by Google

trale avec une police dégradante. Les corps furent soumis à des privations ascétiques. Les maîtres se changèrent en tyrans hypocondriaques. Le bâton, le fouet, la prison devinrent leurs moyens d persuasion. En un mot, à la culture patiente, réfléchie des caractères, ils substituèrent une routine machinale, un formalisme étroit qui pouvait rivaliser avec celui des jésuites. Bientôt l'altération du système se fit connaître à ses fruits. Les élèves des piétistes, dégoûtés par les momeries et les prêches, se distinguèrent par leur scepticisme. La grossièreté, l'indiscipline devinrent leur trait dominant. Peu à peu, ces écoles tombèrent dans un profond discrédit. Vers le milieu du XVIIIe siècle, elles étaient presque abandonnées. Un disciple de Francke, Busching, s'efforça vainement de les relever. La flamme une fois éteinte ne se rallume pas. Le piétisme se mourait au milieu de l'indifférence générale. La société ne s'intéressait plus aux tentatives religieuses. Des idées nouvelles commençaient à gouverner le monde.

III

L'éclosion de la philosophie rationaliste fut plus tardive en Allemagne qu'en France et en Angleterre, soit que le christianisme fût resté plus vivace dans la patrie de Luther, soit que les disputes théologiques, par leurs excès, eussent engourdi les intelligences. Les attaques de Becker, de Vandale et de Wolf, contre les religions positives, furent très isolées et trouvèrent peu d'écho pendant la première moitié du XVIIIe siècle. Il fallut l'avénement de Frédéric le Grand sur le trône pour mettre en relief les libres penseurs. A partir de ce moment, leur influence s'étendit assez vite sur la Prusse et sur tout le nord de l'Allemagne. L'enseignement secondaire ne tarda pas à s'en ressentir. Car le premier soin des philosophes fut de propager leur ascendant dans les classes moyennes en s'emparant de l'éducation.

Frédéric n'eut pas personnellement d'influence sur les gymnases ni sur les universités de son royaume. N'ayant pas, en matière d'éducation, d'idées arrêtées, il ne l'envisageait guère que par rapport à ses intérêts politiques. Il révisa de sa main les règlements de ses écoles nobiliaires, parce que son corps d'officiers s'y recrutait; il lui plaisait aussi de fonder une académie, d'appeler des lettrés étrangers à sa cour pour se railler, en leur compagnie, des superstitions; mais les pédagogues, les régents de collége n'attirèrent jamais ses regards. Qu'y avait-il de commun entre le con-

Digitized by Google

quérant de la Silésie et ces cuistres? Plus favorable aux études pratiques qu'aux humanités, il encouragea les écoles professionnelles, comme moyen de développer l'industrie dans un pays pauvre. L'enseignement primaire reçut aussi, sous son règne, une forte impulsion. Dès l'année 1741, tous les nobles furent obligés de faire construire à leurs frais des écoles sur leurs domaines et de pourvoir aux besoins des instituteurs. En 1763, une ordonnance royale rendit les écoles obligatoires pour tous les enfants de cinq à treize ans, régla le programme des études, l'emploi du temps dans les classes, la discipline, la rétribution scolaire et le choix des instituteurs. Cet édit est resté célèbre en Allemagne. Ce n'est pas vainement, disent les Prussiens, qu'il porte la signature du grand Frédéric. Ce trait de plume nous a valu le bénéfice de plusieurs victoires.

Le premier missionnaire de la philosophie dans les écoles secondaires fut le fils d'un perruquier de Hambourg, nommé Jean-Bernard Basedow (né en 1723). Esprit inquiet et chagrin, caractère fantasque, Basedow présentait plus d'une ressemblance avec Jean-Jacques Rousseau, dont il fut le fervent disciple. Comme Jean-Jacques, il débuta par la domesticité, s'instruisit tard et par un effort soutenu de la volonté; comme le philosophe de Genève, après une série de combats intérieurs, il quitta le christianisme pour la religion naturelle. Professeur à Soroë, puis à Altona, près d'Hambourg, il s'attira par ses hardiesses philosophiques la haine des protestants orthodoxes. Mais déjà les nouveautés françaises commençaient à prendre racine en Allemagne. Les princes, les hauts dignitaires suivaient l'exemple de Frédéric et favorisaient ouvertement les libres penseurs. Protégé par les hautes influences contre les orthodoxes, Basedow publia en 1761 un catéchisme philosophique intitulé *Philalethia*, qui mit en émoi toute l'Allemagne du nord. Un feu roulant de pamphlets s'ouvrit alors entre les théologiens et les novateurs. Basedow, au plus fort de la mêlée, fulminait contre « l'intolérance et le fanatisme », quand l'*Emile* de Rousseau (1762) vint lui révéler sa vraie vocation. Dès lors, il n'eut plus qu'un rêve : réformer la pédagogie allemande en fondant dans un seul système les théories de Coménius et celles de Jean-Jacques. Il avait fait la connaissance du comte Hartwig de Bernstorff, ministre des affaires étrangères en Danemark, esprit ouvert à toutes les entreprises généreuses, qui, séduit par les projets de Basedow, lui fournit les moyens de quitter sa chaire d'Altona pour se vouer librement à « la régénération » de l'enfance. Grâce à cet appui, Basedow put mûrir ses idées pendant sept ans, affranchi de toute préoccupation matérielle. Enfin, en 1768, il fit paraître le fruit de ses méditations sous ce titre : *Considérations adressées aux amis de l'humanité et aux*

Digitized by Google

personnes aisées, sur les écoles, les études et leur rapport avec le bien-être public. Dans cet ouvrage, l'élève de Rousseau apparaissait dès les premières lignes : « O vous, disait-il, nobles amis des hommes, vous, favoris de votre père le Créateur, vous désirez, n'est-ce pas, le développement du bonheur public. Oh ! dites-vous, si la vertu, le patriotisme, les lumières étaient plus répandues ! Si les lettrés avaient plus de dignité personnelle, s'ils obtenaient plus de respect au dehors ! Oh ! si les universités, si les gymnases pouvaient être régénérés ! Mais non... de tels vœux sont de pures chimères, etc. » Son programme était : « un livre élémentaire, un *a*, *b*, *c*, *d* des connaissances pratiques et utiles pour les hommes. » Sa prétention était de supprimer toutes les études « superflues », c'est-à-dire les exercices de mémoire et d'imagination. Il restreignait les travaux littéraires à un minimum pour porter tout l'effort de l'éducation sur « les connaissances utiles », c'est-à-dire sur les faits matériels, les sciences, la morale, la philosophie. « Mon but, disait-il plus tard dans son livre *De la Méthode*, a été « de préparer l'enfant à la vie sociable, au sentiment patriotique, au bonheur. Un rang honorable, *un revenu suffisant*, de l'instruction, de l'adresse, *un extérieur avantageux*, tels sont les biens accessoires que nous devons leur procurer, sans perdre de vue le but principal. » Sa théorie reposait sur les principes suivants : « L'enfant ne doit pas apprendre beaucoup. L'enseignement doit être rendu aussi agréable que possible. Point de contrainte au travail. L'enfant doit apprendre *en s'amusant* des choses plutôt que des mots. Les mots, les phrases ne laissent point de traces dans l'esprit. Les choses se gravent en traits ineffaçables. Fixer l'esprit de l'enfant sur des maximes de morale courtes et substantielles, résumant les devoirs, c'est-à-dire les vrais intérêts de la vie. Désigner les objets utiles par des images et par des estampes. Enseigner les langues par l'usage et non par des règles abstraites. L'enfant ne s'élève pas jusqu'à la grammaire. Les mots substantif, adjectif, verbe sont pour lui des sons incompréhensibles. Cette étude doit donc être différée jusqu'à l'époque où son esprit saisira les propriétés et les rapports des objets, ainsi que les modifications de l'âme. » On le voit, ce sont les idées de Rousseau. Pour la religion, toutefois, Basedow est moins utopiste que son maître. Il veut que l'enfant reçoive des notions sur Dieu avant que sa raison soit développée ; mais à une condition, c'est qu'on ne mêle à cet enseignement *aucunes fausses idées*, rien qui puisse le dénaturer. Condition plus facile à édicter qu'à remplir. Basedow lui-même aurait été sans doute bien embarrassé pour la rédaction de son catéchisme, eût-il convoqué tous les pères de la philosophie en concile.

Digitized by Google

Basedow est d'accord avec l'auteur d'*Emile* pour réagir contre l'éducation formaliste des colléges, pour émanciper les caractères, pour placer dans l'homme intérieur le gouvernement et le contrôle de la vie. C'est pour cela que ses méthodes sont utilitaires; son idéal n'est pas, comme pour les jésuites, le bel esprit disert et lettré, étoffe d'un courtisan ou d'un docile fonctionnaire; c'est l'homme de la nature, le citoyen de la république espérée, indépendant, laborieux, inventif, apportant une force personnelle dans la société. Notre génération, dans son scepticisme, aime à railler ce rêve d'un autre âge, et cela se conçoit : blasés, désenchantés comme nous le sommes, l'élève de Rousseau et de Basedow, sentimental, raisonneur, enthousiaste, un peu théâtral, ne trouve chez nous aucune sympathie. Son humeur inquiète nous fatigue; sa hardiesse nous scandalise et froisse nos goûts de conservation. Nous aimons le repos, la stabilité, la correction même dans la jeunesse, tant la perspective d'une perturbation quelconque nous effraye. Il y a cent ans, la direction des esprits était différente. On était plein d'ardeur, on voyait luire l'aurore d'une rénovation. Les idées sur l'éducation se ressentaient de ces espérances. Les colléges n'apparaissaient plus que comme des geôles intellectuelles. On s'attendrissait sur l'enfance, on la voulait libre, heureuse, en contact perpétuel avec la nature. C'étaient là, si l'on veut, les illusions de l'inexpérience, mais du moins elles attestaient certaine séve, elles exhalaient une fleur juvénile. Notre sécheresse, notre indifférence dédaigneuse ne sont qu'un indice de sénilité.

Aidé par ses protecteurs, Basedow fonda, en 1771, à Dessau, un institut qui prit le nom de « Philanthropinon. » Toutes les religions y devaient être admises et vivre dans une intimité fraternelle. On devait enseigner la morale « du système chrétien, » mais sans formuler jamais aucun blâme, aucun arrêt dogmatique contre les juifs, mahométans, déistes, et contre aucun des dissidents appelés vulgairement hérétiques. Basedow se vantait de faire apprendre en quatre ans à ses élèves, sans contrainte et sans fatigue, toutes les connaissances réparties dans les écoles ordinaires sur une éducation de huit ou neuf ans. Pour parler une langue, un enfant n'avait besoin que de six mois d'exercice; un an devait lui suffire pour apprendre cette langue suivant les principes. Chaque étape de l'éducation était accomplie suivant certains rites. Le passage de l'enfance à l'adolescence était marqué par une cérémonie dont Basedow avait tracé le programme : « Le jour paraît, notre écolier se lève, jeune enfant. Quelques amies de sa mère viennent présider à sa toilette. Il *fait un bon déjeuner*. On le complimente sur ses progrès à l'école. On le conduit à l'église, en lui indiquant le but des réunions qui s'y

Digitized by Google

tiennent, sans toutefois aborder le chapitre des religions positives. Le père fait une courte prière pour son fils. On chante des strophes appropriées à la circonstance. On brûle solennellement le fouet dans la cheminée. L'adolescent prie pour la première fois à genoux. Le soir, réunion d'enfants et goûter. »

Basedow aimait les exhibitions théâtrales, et les multipliait sous différentes formes. Des princes, des hommes d'Etat, des philosophes venaient de toutes les parties de l'Allemagne pour assister aux examens publics du Philanthropinon, et s'en retournaient émerveillés. Euler, Kant, le pasteur strasbourgeois Oberlin écrivirent au réformateur hambourgeois pour le féliciter. Un grand nombre d'établissements se formèrent en Allemagne sur le modèle de sa fondation. Mais des critiques obscurcirent bientôt son triomphe. Un professeur nommé Schummel écrivit un roman satirique contre le Philanthropinon. Herder railla la prétention des novateurs « de faire pousser une forêt de chênes en dix ans. » Le système de Basedow, disait-il, consiste à tirer au-dessus de terre les jeunes racines pour augmenter la hauteur des tiges. Pour ma part, je ne lui donnerais pas à élever de jeunes veaux. » Basedow était d'un caractère impérieux et atrabilaire. Il prit fort mal ces attaques, et traita ses adversaires d'obscurantistes, d'ennemis du progrès et du genre humain. Echauffé de plus en plus par cette polémique, il s'en prit à la religion chrétienne de tous ses déboires, et s'en allait partout, prêchant contre la bible, les conciles, les pères de l'Eglise et tous les dogmes du christianisme. Goëthe qui, dans sa jeunesse le vit pendant quelque temps à Francfort, raconte qu'il avait entrepris une sorte de croisade contre la Trinité, dont il se déclarait l'ennemi personnel. « Il ne pouvait se lasser, écrit-il dans ses mémoires, d'argumenter contre ce mystère admis et reconnu de tout le monde. » Ce souvenir, on le voit, troublait dans son éclectisme le patriarche de Weimar. Mais l'Allemagne du XVIIIe siècle était moins facile à scandaliser. Les témérités de Basedow étaient ouvertement protégées par les princes et contribuaient au succès du réformateur. Sur ces entrefaites, la Révolution française éclata. Un changement subit se manifesta chez les souverains. Ils se reprochèrent d'avoir encouragé les idéologues, la philanthropie devint suspecte de jacobinisme. Basedow discrédité, mal vu de ses anciens protecteurs, resta pourtant fidèle à sa cause. Il mourut en 1790 à Magdebourg, en demandant « qu'on le disséquât pour le bien de l'humanité. »

L'œuvre de Basedow ne périt pas avec lui. Déjà les philanthropes formaient en Allemagne une nombreuse phalange, et leur pédagogie avait poussé dans le sol de profondes racines. Le plus célèbre de leurs instituteurs fut Joachim-Henri Campe, originaire de Bruns-

Digitized by Google

wick (né en 1746), véritable type du philanthrope allemand. Campe débuta par être aumônier luthérien dans un régiment de l'armée prussienne. Bientôt dégoûté par les horreurs de la guerre, il entra comme professeur au *Philanthropinon*, puis fonda pour son compte une institution près d'Hambourg, partageant son temps entre ses élèves et la composition d'écrits utiles à l'humanité. Ses ouvrages ne sont pas sans ressemblance avec ceux de Berquin. C'est la même droiture, la même prédication des vertus bourgeoises, le même enthousiasme un peu prosaïque pour les inventions utiles. « La découverte du rouet, disait-il, l'importation de la pomme de terre méritent des hommes cent fois plus de reconnaissance que les poëmes de l'*Iliade* et de l'*Enéide*. » Tous ses efforts ont pour but d'inspirer l'amour du travail, le mépris des fausses grandeurs, la modération, l'empire sur soi-même, l'affection envers tous les hommes. « Veux-tu, dit-il dans son *Théophron*, veux-tu, sur la scène de la vie, jouer non un rôle brillant, mais un rôle utile? Veux-tu vivre heureux? Sache choisir ta vocation, mesure tes facultés et tes aptitudes, vois les avantages et les inconvénients de chaque profession, garde-toi de dépasser tes forces, modère tes vœux, restreins tes espérances; pars de cette conviction que le monde n'est ni une vallée de douleurs, ni une Arcadie; enfin, soumets-toi, sans murmurer, aux ordres de la Providence. » Toutes ces idées sont sages, mais le fond en est un peu usé, l'expression terne et languissante. Ce sont les banalités sentencieuses de M. Prudhomme. Campe est l'auteur *du Jeune Robinson*, de *la découverte de l'Amérique*, ouvrages qui sont dans toutes les bibliothèques de l'enfance.

Sa popularité, la vogue de ses livres fut considérable en Allemagne et se perpétua jusqu'aux premières années de notre siècle. Cependant les résultats de son système furent médiocres. En concentrant tous les efforts de l'éducation sur l'utile, il ne fit guère que rétrécir les esprits et les caractères. Il oublia trop que l'idéal a ses droits autant que les organes physiques, et que supprimer la part du rêve et de la fantaisie chez l'enfant, c'est le mutiler. La société ne se compose pas seulement de menuisiers, d'arpenteurs et de mécaniciens. Pour former des hommes, il ne suffit pas de s'attendrir sur la pomme de terre, il faut inspirer aux enfants le goût et le sentiment des grandes choses. Toute âme est incomplète que la poésie n'a pas visitée. Le mépris des utilitaires pour les poètes n'est donc pas justifié. De vrais philanthropes eussent honoré Homère et Virgile comme des bienfaiteurs de l'espèce humaine autant que Watt ou que Parmentier.

Un professeur de l'université d'Iéna, Niethhammer, contemporain de Campe et des philanthropes, a fait la synthèse des différences

Digitized by Google

que présente leur enseignement avec l'ancien système des études classiques (*humanismus*). Selon lui, ces différences se résument dans les points suivants : 1° L'humanisme ou culture classique a pour unique but l'éducation générale de l'homme, le « philanthropisme » ne poursuit qu'un but relatif, la préparation de l'homme à sa future profession ; 2° l'humanisme ne cherche pas à produire tel ou tel ensemble de connaissances ; il se contente d'exercer l'esprit. Les philanthropes ont la préoccupation opposée ; 3° l'humanisme ne s'inquiète pas de ses applications éventuelles ; la culture de l'esprit est sa fin suprême. Les philanthropes considèrent l'esprit comme un instrument applicable à certains emplois ; 4° les humanistes prétendent que la jeunesse est le temps dévolu aux études désintéressées ; les utilitaires veulent les réserver aux hommes faits, qui jouissent mieux par l'esprit, et dont la raison est plus développée ; 5° d'après ses principes, l'humanisme se concentre sur quelques objets ; il craint de se répandre sur trop de matières ; les philanthropes veulent tout embrasser ; ils accumulent dans leur enseignement toutes les connaissances humaines, leur pédagogie est encyclopédique ; 6° l'humanisme fixe exclusivement l'esprit sur des idées ou objets intellectuels, pour que son élève, dans les exigences ultérieures de sa profession, ne perde pas la conscience du monde intérieur ; le philanthrope dédaigne les idées qui ne sont, à ses yeux, que des mots, et ne forment que des déclamateurs. Il n'a confiance que dans les objets physiques, dans les faits matériels ; 7° L'humaniste, pour représenter le vrai, le beau et le bien, va chercher les modèles de la pureté classique ; il propose la forme antique comme type de la perfection. L'utilitaire, peu soucieux de la forme, se complaît dans les œuvres modernes, et considère les anciens comme des ignorants ; 8° l'humaniste considère l'effort, l'acte de la volonté, la contention de l'esprit comme la partie fondamentale de l'éducation ; le philanthrope veut soulager les intelligences, aplanir les voies, enseigner en amusant, croyant par là donner l'amour du travail. En somme, l'enseignement humaniste est la culture des hautes facultés intellectuelles ; l'enseignement philanthropique est une préparation à quelques spécialités. La conclusion de Niethhammer est que l'humanisme est seul en état de maintenir la dignité humaine, que lui seul correspond à la noblesse de notre destinée. « Les philanthropes, dit-il, font de l'homme une caricature ; avec les meilleures intentions ils nous ravaleraient au rang de la bête. Leur système peut être appelé « l'animalisme. » Il raille leurs cabinets d'histoire naturelle, leurs oiseaux empaillés, leurs coquillages, leurs collections minéralogiques. « Croyez-vous, leur dit-il, avoir montré l'homme à vos écoliers, quand vous avez

Digitized by Google

fait son anatomie et compté le nombre de nos vertèbres? Croyez-vous avoir formé leur âme quand vous avez substitué le catéchisme de l'hygiène à celui de la religion chrétienne? Croyez-vous les avoir préparés à la vie quand vous les avez baignés dans l'eau froide, promenés à la pluie, ou les pieds dans la neige, comme si vous les destiniez à la Laponie? Pendant que vous endurcissez le corps, l'âme reste molle, l'esprit débile; des connaissances superficielles lui font pendant quelque temps illusion sur ses forces; mais la première épreuve lui révélera sa faiblesse. Votre écolier c'est un virtuose, un dilettante dans la vie; ce ne sera jamais un lutteur. » Ces sarcasmes pourraient être appliqués à plusieurs de nos engouements actuels. Mais vis-à-vis des philanthropes, la sévérité de Niethhammer était peut-être excessive. Nous verrons tout à l'heure comment l'Allemagne, dans notre siècle, a combiné d'une manière heureuse les deux enseignements.

IV

On sait quelles années néfastes traversa l'Allemagne au commencement de ce siècle. Ecrasée par la domination étrangère, elle voyait ses souverains servir d'alliés et d'instruments à ses oppresseurs; une police active étouffait toute manifestation de son génie. Seuls, ses professeurs conservaient intacte la flamme du patriotisme. Ce fut en eux que se réfugia la force teutonique; en eux que la nation plaça l'espoir de sa renaissance. « L'Etat doit gagner en puissance intellectuelle ce qu'il a perdu en force physique, » disait Frédéric-Guillaume après les catastrophes de 1807. Mais la part que prirent les universités à l'affranchissement du pays ne fut pas purement théorique. Professeurs, étudiants s'enrôlèrent à l'envi, pendant la campagne de 1813, et versèrent leur sang sur tous les champs de bataille. Ils partirent chantant en chœur les poésies martiales d'Arndt et de Kœrner : « Devant nous luit un heureux espoir, la perspective d'un avenir doré. C'est le ciel qui s'ouvre, la liberté qui fleurit. L'art allemand, la poésie allemande, *le respect pour les femmes*, l'ivresse de l'amour, toute beauté, toute grandeur nous sont rendues. Nous les trouverons dans les bastions ennemis. Donnons notre vie pour les conquérir. Le bonheur ne mûrit pour nous que dans les champs de la mort. Les hourrahs retentissent, les coups de fusil abattent des milliers de Français. Interrogez le chasseur noir. C'est la chasse sauvage de Lutzow. »

Digitized by Google

Au sortir de cette fièvre, un changement profond put se remarquer dans le professorat. Les passions qui s'étaient allumées dans son sein avaient survécu à la crise et se maintenaient vivaces. Ce fut vainement que les souverains, inquiets de cette nouvelle influence, voulurent ramener l'ancienne subordination et fermer aux universités le champ de la politique. Les professeurs sentaient leur rôle agrandi. Ce n'étaient plus des théologiens ou des philanthropes construisant une cité évangélique ou refaisant l'homme de la nature, c'étaient des patriotes rêvant pour leur pays tous les genres de prépondérance. Toute leur ambition était de faire participer la jeunesse à leur ardeur militante et de recruter, pour l'idée nationale, des néophytes. « Les derniers temps ont montré, écrivait le pédagogue Hermann en 1816, que les racines de l'éducation se trouvent dans la religion et le patriotisme. Aussi les gymnases ne doivent-ils jamais perdre de vue leur mission vis-à-vis du pays. Ce sont les pépinières de l'Etat. »

Par une coïncidence remarquable, l'éveil du sentiment national dans l'Allemagne suivit de près son grand essor littéraire. Klopstock, Goëthe, Schiller venaient de créer toute une poésie ; Lessing, Herder, Kant d'ouvrir dans le monde intellectuel des voies inconnues. L'art et la science n'étaient plus le domaine exclusif de quelques érudits ou l'amusement des loisirs princiers. La nation entière s'initiait à ces jouissances délicates. Les œuvres qu'elle applaudissait n'étaient plus de froides imitations dénuées de vie; c'étaient des conceptions originales, fruits savoureux du sol teutonique, promesses du plus glorieux avenir. Les systèmes pédagogiques de l'époque reflètent cet orgueil. Campe et les utilitaires sont tombés dans un discrédit absolu. Arrière les méthodes professionnelles ! Arrière aussi les manuels scolastiques qui dessèchent l'esprit ! L'Allemand est créateur, il est poète. Entretenir son ardeur, le plonger dans les sources vives de l'inspiration, telle doit être la tâche de l'éducateur.

Cette pédagogie romantique eut, comme les précédentes, ses législateurs. Le fameux Jean-Paul Richter, ce grand fantaisiste dont la vie ne fut guère qu'un long voyage dans l'imaginaire, se chargea de la formuler en système : « L'effort du maître, dit-il au début, doit être le développement de l'homme idéal qui se trouve caché dans l'enfant. A l'opposé des professeurs ordinaires, n'arrose pas les branches isolées, mais les racines. L'eau que tu leur verses se répandra dans la tige. » L'idéal, la poésie, l'alliance de l'esprit humain avec la nature, tels sont les thèmes favoris de Jean-Paul. Plein de ce sujet, il dépasse presque partout les théories de Rousseau, parfois touchant, souvent puéril. Suivant lui, le pre-

Digitized by Google

mier devoir de l'instituteur est d'entretenir chez l'enfant la gaieté. Il consacre à cette idée quelques pages charmantes : « La gaieté est le ciel qui fait tout fleurir, tout, hormis le poison. La gaieté est à la fois le sol nourricier, la fleur de la vertu est son couronnement. Les animaux jouissent, l'homme seul peut être gai. Les chers enfants doivent habiter le paradis comme les premiers hommes. Ce qu'est la chaleur pour le corps du jeune nourrisson, la joie et la gaieté le sont pour son âme. « Les jeux de l'enfance, dit-il plus loin, ne sont que des manifestations d'une activité aussi sérieuse que la nôtre, ailées, colorées, travesties par sa richesse d'imagination. Une poupée lui représente un peuple, une troupe de comédiens; il est auteur dramatique, régisseur de théâtre, etc. Dans leurs rapports réciproques, les enfants sont les uns aux autres les compléments des fantaisies que leur inspirent les jouets. Deux fantaisies enfantines jouent comme deux feux follets, et se lutinent sans se confondre. Instruisez l'enfant par l'enfant. L'entrée dans le cercle où jouent leurs pareils est pour eux l'entrée dans le monde, tel qu'ils le conçoivent. La danse, la musique doivent entretenir la joie des enfants. La musique est un préservatif contre le chagrin, l'entêtement, la colère. » Ame tendre et pleine d'indulgence, Jean-Paul engage les instituteurs à sévir rarement : « La punition, dit-il, ne doit frapper qu'une conscience coupable. Or, l'enfant, comme l'animal, est inconscient. Mais, après le châtiment, rien de plus important que la transition pour revenir à la douceur. Après l'orage, chaque parole que l'on sème trouve un terrain chaud et humide; la crainte et l'horreur de la punition, causes d'endurcissement chez l'enfant, ont maintenant disparu. Une instruction onctueuse pénètre et guérit. Mais tout mouvement de colère tardive est empoisonné. » Est-il possible d'exprimer avec plus de grâce et de persuasion de plus sages préceptes?

La différence fondamentale du système de Richter avec celui de Basedow et des philanthropes, c'est l'importance qu'il attache à la religion. On y voit le symptôme de la restauration religieuse qui s'accomplissait par le romantisme. « N'oublie jamais, dit Jean-Paul, que l'enfant tourne ses yeux vers toi comme vers un apôtre révélateur, et que le mensonge d'un apôtre ravage tout un monde. La croyance à un monde moral supérieur élève les jeunes âmes, vivifie l'enfance et lui élargit la poitrine. Détruire ou seulement altérer cette foi naïve, c'est faire comme Calvin, qui bannissait la musique des églises. La foi est l'écho de la musique venant à nous des sphères supérieures. Oter la religion à l'enfant, c'est tuer en lui l'idéal, la poésie, toute inspiration généreuse. » Jean-Paul croit

Digitized by Google

qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée parce que les racines s'en trouvent dans l'âme enfantine : « S'il n'y avait pas dans l'enfant toute une métaphysique flottant à l'état de rêve, comment pourrait-on lui donner ces idées abstraites sur Dieu, l'éternité, la sainteté, etc., que nous ne pouvons lui figurer par des objets ultérieurs, et que nous ne lui exprimons que par des mots vides? Ces mots peuvent bien éveiller l'idée, mais ils ne peuvent pas la créer. Le grand avantage de l'éducation religieuse, c'est d'ouvrir l'âme à l'amour. « Enseignez à aimer, dit-il aux parents, et vous pourrez vous passer de commander. Votre enfant aura une vie heureuse ; une source inépuisable de plaisir et de richesses s'ouvrira pour lui. Vous-même, quand, vieillis et malades, vous serez couchés sur un lit de souffrances, les regards que vous rencontrerez près de vous ne seront pas ceux d'un héritier indifférent ou cupide. Ce sont des regards humides, dont la tendresse réchauffera votre vie glacée et qui vous illumineront de leur gratitude. »

Poursuivant partout l'idéal, Jean-Paul ne voit dans l'éducation intellectuelle que le développement du sens esthétique. Il se montre partisan résolu des humanités. « La société moderne, dit-il, tomberait profondément bas, si la jeunesse cessait de traverser le temple des lettres antiques. Les noms de Socrate, de Caton, d'Epaminondas sont les pyramides de la force humaine. Ignorer les anciens, c'est descendre au rang de ces éphémères qui ne voient jamais le soleil se lever et qui n'assistent qu'à son coucher. » Cependant, fidèle au romantisme, il n'admet l'étude des anciens que comme introduction aux lettres modernes et spécialement aux lettres allemandes. « C'est du lait maternel qu'il faut nourrir le nouveau-né, du suc national qu'il faut imprégner l'esprit du jeune homme. » L'étude du français, celle de l'anglais débilitent. Au lieu d'un « homme allemand », on obtient la contrefaçon d'un marquis ou d'un gentleman.

Goëthe s'occupa aussi beaucoup de l'éducation. Sa nature éminemment pédagogique lui donnait en cette matière une grande compétence. Mais, fuyant toute ressemblance avec les pédants, il évita toujours de dogmatiser, se renfermant dans son rôle d'oracle, mais éclairant du moins le monde par ses aphorismes. « Provoquer l'activité, la tirer des profondeurs intellectuelles, tel doit être, selon lui, le but de l'éducation. » Il disait aussi : « La pensée élargit, mais énerve. L'action anime, mais limite. » — « Malheur à tout système d'éducation qui détruit son agent le plus efficace, le plaisir, et qui nous ajourne à son but, au lieu de nous rendre heureux sur la route. Il faut entretenir soigneusement l'imagination, la maintenir en harmonie avec les autres facultés, mais non l'affaiblir. » Voici son opinion sur les humanités : « Les classiques, interprétés d'après

Digitized by Google

un esprit réaliste en rapport étroit avec l'art et la religion, nous présentent le tableau de l'histoire du monde, et cette histoire éveille en nous le sentiment des grandes actions et la compréhension des grands hommes. Les événements en eux-mêmes seraient vides, et la critique historique, dans sa nudité, tuerait l'enthousiasme. »

Goëthe, bien que naturaliste, n'approuve pas l'étude précoce des sciences naturelles. « Pour l'enfant, un cabinet de collections ressemble à un musée égyptien, musée de cadavres. Il convient à une caste sacerdotale de s'y confiner dans une obscurité mystérieuse. Mais un maître qui éveille le sentiment du beau par la lecture d'un seul vers, rend plus de services que tous les professeurs de nomenclatures. » Enfin, particularité bien remarquable, Goëthe, l'éclectique et le panthéiste, réclame pour l'enfant l'initiation religieuse selon l'Evangile : « La religion, dit-il est le mobile principal de l'action. Elle doit, par le repos et la pureté de l'âme, nous conduire au plus haut degré de culture. (Quelle magnifique conception!) Elle doit, autant que possible, envelopper toute notre existence. Aucune influence extérieure ne doit détruire en nous le sentiment du divin. Nous devons le porter en tout lieu sur nous comme un sanctuaire. L'immoralité, l'impiété sont la destruction de l'organisme intellectuel et l'affaiblissement de la raison. » Comme ils se trompent, ceux qui cherchent dans ce prince de l'esprit moderne un appui pour l'irréligion!

Pour la morale, Goëthe a formulé les principes suivants, où l'on reconnaît l'empreinte de cet incomparable génie : 1° laisser la jeunesse se développer le plus librement possible ; 2° exercer systématiquement la force de la volonté, l'empire de l'enfant sur lui-même et le renoncement ; 3° ne pas défendre, mais commander : la défense blesse l'amour de l'action innée chez l'homme ; 4° ne pas arrêter, mais toujours pousser en avant. « J'aimerais mieux, dit-il, supporter toutes sortes d'écarts jusqu'au jour où je pourrais susciter les vertus contraires, que d'extirper les défauts sans avoir rien pour mettre à leur place. » 5° Une activité sans relâche, sans précipitation est la condition de la santé physique et morale. « Mieux vaut faire la chose la moins importante du monde que de rester une demi-heure sans rien faire. « 6° Ne pas trop prémunir l'enfant contre l'erreur, se borner à protéger l'enfant contre les conséquences, et le laisser retrouver sa voie. » Rien de plus sage, de plus libéral que ces préceptes. On pourrait les recommander à tous les instituteurs.

Presque tous les philosophes allemands de notre siècle, Fichte, Hegel, Schelling, Schleiermacher, etc., ont écrit sur l'éducation. Fichte porta dans ces travaux son amour des définitions abstraites,

Digitized by Google

sa terminologie sèche et aride. « La pédagogie, écrivait-il en 1812, n'a pas jusqu'à présent formé l'âme du peuple. Elle s'est bornée à quelques individus. Le principe du futur enseignement doit être de former un être indépendant, puisant sa force en lui-même. Il faut faire de l'enfant un « moi », sachant se distinguer du « non moi ». Fichte était un esprit vigoureux, inflexible et éminemment stoïcien. Ses théories sont dures et moroses autant que son style. Cette pédagogie spartiate eut un instant de vogue en 1812 et 1813, pendant la période de surexcitation nationale, mais elle ne put se soutenir et fut bientôt désertée.

Schelling, pur philosophe, se propose uniquement de former des penseurs. Il avait dressé un plan organique pour placer toutes les sciences dans une mutuelle dépendance et les enseigner par une méthode symétrique. « L'homme, disait-il, correspond à toute la nature dont il est l'expression vivante. Sa tâche est d'arriver à la conscience des forces qui se résument en lui, de les élever, épurer, d'augmenter perpétuellement leur puissance. C'est lui-même qu'il étudie dans la pierre, la plante, l'animal, dans tous les objets sensibles, dans l'art, la littérature, la science, la théologie. Des efforts de l'homme doit sortir l'harmonie des êtres créés, l'achèvement de l'œuvre divine. » On sait quelle vogue ces idées, à la fois mystiques et panthéistes, eurent en Allemagne, vers 1820. Sous leur influence s'établit un système d'éducation à la fois scolastique et contemplatif. Plusieurs pédagogues s'y jetèrent avec la ferveur de l'apostolat et se perdirent dans les brouillards de leur propre métaphysique.

Hegel, dont la philosophie dépasse de beaucoup celle de Schelling en hardiesse, fut, en pédagogie, beaucoup moins idéologue. Suivant lui, l'obéissance est le commencement de toute sagesse pour l'enfant. C'est la seule voie par laquelle une volonté ignorante du vrai et de l'objectif peut se tranformer. L'enfant, par nature, n'est ni bon ni mauvais. Le bien, le mal, lui sont incompréhensibles. Aucun idéal ne peut lui être proposé. Cette innocence est, du reste, de courte durée et sans aucune valeur. Bientôt se montreront l'entêtement et la mauvaise volonté. Ces vices doivent être réprimés par l'éducation, dont le but est d'étouffer le mal dans son germe. — Nous sommes loin des philanthropes et de J.-P. Richter. L'athée se montre aussi rigoureux envers la nature humaine que les premiers calvinistes.

Comme Goëthe, Hegel veut commencer l'initiation morale et religieuse beaucoup plus tôt que Rousseau. « L'antiquité elle-même, dit-il fort sagement, ne reléguait pas l'enfant dans le monde sensible. Or, la société moderne contient bien plus de vie intérieure

Digitized by Google

que l'ancienne. C'est donc de bonne heure qu'on doit diriger l'enfant dans ce sens. Cette œuvre s'accomplira par l'école plutôt que par la famille. En famille, l'enfant n'est pas sollicité à sortir de lui-même. Bon ou mauvais, il se sent aimé. A l'école, il perd cette valeur absolue, et n'obtient plus d'affection et d'estime que d'après ses mérites. L'école forme la transition entre la famille et la société civile. Elle fait passer l'enfance de la simple compréhension à l'activité personnelle, à l'effort de la volonté. »

D'après Hegel, la principale différence de l'enfant d'avec le jeune homme, c'est que le premier vit dans l'insouciance, sans autre idéal que ses parents ou les grandes personnes qui l'entourent. Le second, au contraire, se détache mentalement de cette dépendance, forme des projets et des rêves de bonheur pour son compte. Heureux ! quand ces rêves ne sont pas inspirés par l'égoïsme, quand ils ont l'amitié, l'amour ou quelque utopie pour objet. L'existence de cet idéal crée dans le jeune homme un état d'antagonisme contre le monde extérieur et le désir de la lutte. Plus le rêve est puissant, plus le jeune homme a d'ardeur et de confiance dans sa force ; les échecs qu'il éprouve détruisent la paix intérieure dont il a joui comme enfant. — L'éducation doit donc surveiller la formation de l'idéal chez l'adolescent et le diriger vers son bonheur, vers le progrès de l'humanité.

Ces prémisses posées, Hegel déclare que l'étude des Grecs et des Romains est la meilleure école d'idéal. La beauté, la perfection de leurs œuvres sont un baptême intellectuel. Mais une connaissance superficielle, extérieure de l'antiquité ne suffit pas. Il faut vivre avec les anciens, respirer leur air, s'imprégner de leurs mœurs, voire de leurs préjugés et de leurs erreurs, acquérir droit de cité dans ce monde, le plus beau qui ait jamais existé. « Le premier paradis fut celui de la nature matérielle. L'antiquité profane fut un paradis supérieur, celui de l'esprit humain. » Qui n'a pas connu les anciens ne connaît pas la beauté. Ajoutons que ces trésors sont inhérents aux langues mortes. C'est par elles seules que nous pouvons nous les approprier. Les traductions nous donnent la pensée, mais non le suc, la forme éthérée. C'est la dépouille inanimée de la rose. Ce n'est plus sa couleur, son parfum, son contact moelleux. La langue est l'élément musical, qui touche l'âme et qui s'évapore dans la traduction. Sans cet arome, le plus bel ouvrage de l'antiquité n'est plus qu'une bouteille de vin du Rhin éventé. — Est-ce un poète, un homme d'imagination qui rend ce bel hommage aux études classiques ? Non, c'est l'auteur de la phénoménologie. Cet enthousiasme, ces accents émus sont rares dans ses œuvres.

L'influence d'Hegel en pédagogie fut immense. Reinhardt, Kapp,

Digitized by Google

Thaulow l'étendirent à toutes les branches de l'éducation, en la revêtant d'une forme scientifique. Charles Rosenkranz résuma les idées du maître dans un livre intitulé *Système de pédagogie*, exhalant la fine fleur de l'hégélianisme. On y voyait des axiomes tels que ceux-ci : « La limite de l'éducation est la force subjective de l'individualité. — Les principaux éléments qui forment la teneur concrète de tout enseignement, sont la vie, la connaissance et la volonté. — La pédagogie se divise en orthobiotique, didactique, intellectuelle et sexuelle. La didactique comprend une époque intuitive, une imaginative, une logique, etc. » Mais au milieu de ce fatras, on distingue une âme honnête et un esprit juste. Souvent, sous l'influence d'un sentiment élevé, son style se colore et prend une singulière énergie : « Si j'oblige, dit-il, l'enfant à se replier comme un ver de terre, si je fais de la crainte le mobile de toutes ses actions, si j'obscurcis son étroit horizon de nuages toujours menaçants, comment deviendra-t-il un homme ? J'aurai fait un être craintif, rampant devant la force brutale et bassement hypocrite. Cette âme, comme toutes les âmes de valets, se gonflera d'orgueil devant les faibles. Pour lui, la suprême douceur sera d'inspirer le sentiment dont il souffre. — Ces hommes sont les vrais athées, quand même ils rempliraient tous les devoirs extérieurs de la religion. » Ailleurs, il peint en traits fort piquants la frivolité de certains systèmes : « C'est, dit-il, un malheur de l'éducation moderne de supposer qu'un peu de géographie, d'histoire naturelle, de mythologie antique, d'histoire universelle, un peu de français et de littérature allemande, de musique, et beaucoup de ce qu'on nomme la connaissance du monde, c'est-à-dire beaucoup d'égoïsme raffiné, constituent une bonne éducation. Ce semblant de culture, cette fausse aristocratie de l'esprit, cette habitude de coquetter avec les arts et les connaissances sont des fléaux aussi funestes dans les classes aisées que l'ignorance et la grossièreté dans les couches inférieures de la société. » On voit que l'objectif et le subjectif n'ont pas détruit, chez les hégéliens, le sens de l'observation. Tels qu'ils sont, leurs ouvrages contiennent plus d'une bonne leçon pour nos modernes faiseurs de systèmes.

Schleiermacher, le plus célèbre pédagogue allemand de notre siècle, appartient à la théologie protestante. Le protestantisme en Allemagne a toujours mené de front la prédication pour les adultes et l'éducation des enfants. C'est ainsi que, dans les siècles antérieurs, Coménius, Francke, tous les grands réformateurs des écoles étaient sortis de son sein. De nos jours, cette tradition a été continuée par Daniel Schleiermacher, esprit vigoureux, croyant sincère, qui sut réaliser, dans son double apostolat, l'accord jugé ailleurs impossible de la philosophie et du christianisme.

Digitized by Google

L'éducation, selon Schleiermacher, a son point de départ dans la famille. Toutefois, dans cette grande œuvre, une part d'influence doit être exercée par l'Etat et l'Eglise. La famille développe chez l'enfant le vouloir parallèlement avec l'affection. Tout est joie, effusion pour l'enfant dans la maison paternelle. Les jeux, les rires accompagnent chaque progrès de son intelligence. C'est à l'école seulement que commence à se manifester pour lui certaine opposition entre le plaisir et les intérêts de l'esprit. C'est alors que la société doit intervenir, non pour se substituer aux familles, mais pour imprimer une allure plus ferme à leur direction. Il faut éviter ici les transitions trop brusques, procéder avec ménagement, et, sans effrayer l'enfant, l'accoutumer à l'ordre, à des opérations régulières; que tout soit uniforme et prévu dans son existence. Les habitudes suivies, bien loin de gêner l'enfant, deviennent pour lui des plaisirs. Les idées religieuses peuvent lui être inculquées de bonne heure. L'enfant conçoit Dieu comme un père invisible, plus puissant que le sien. L'analogie entre ces deux êtres frappe vivement cette imagination encore vierge. C'est par voie d'induction comme l'homme, que l'enfant s'élève aux conceptions les plus hautes.

L'école doit unir une stricte discipline avec une certaine douceur; c'est ce double caractère qui lui donne de l'autorité. Le professeur, à l'école, représente la loi, comme le magistrat dans la vie publique. Toute infraction à l'ordre est une offense à la communauté, et doit avoir pour conséquence un châtiment. Les punitions peuvent être physiques ou morales. Les premières sont toujours une nécessité regrettable, parce qu'elles constatent une dégradation de l'être moral. Les secondes, au contraire, réclament un effort de la volonté et montrent certaine noblesse dans les sentiments. Bannir les punitions est une utopie. Le châtiment est une conséquence nécessaire de la loi.

On sépare trop, suivant Schleiermacher, les écoles primaires des établissements destinés à la classe aisée. L'école primaire est une étape nécessaire de l'éducation supérieure [1]. L'enfant du peuple et celui de la bourgeoisie doivent s'y confondre pour un certain temps dans les mêmes études. Le but de cette école est franchement utilitaire. Elle doit préparer l'homme à sa future profession, en lui faisant comprendre sa destinée et ses devoirs dans la vie. La lecture, l'écriture doivent être apprises très vite et mécaniquement. Pas de langues étrangères; l'homme du peuple n'en a pas besoin. La géo-

[1] En Bavière, ce vœu de Schleiermacher est réalisé. Les écoles du peuple sont fréquentées indistinctement par les enfants de toutes les classes. Ces écoles sont considérées comme très bonnes.

Digitized by Google

graphie, au contraire, mérite des soins tout particuliers. C'est le prélude obligé de l'histoire. L'histoire naturelle ne doit pas être négligée. L'homme du peuple doit aimer et connaître la nature. Le dessin, le chant, la gymnastique forment le complément de cette éducation, qui doit avant tout être saine, vigoureuse et déposer des germes féconds dans l'esprit.

Comme Goëthe, comme Hegel, Schleiermacher recommande l'étude des classiques pour les écoles secondaires; mais il conseille surtout les exercices de style comme la meilleure des gymnastiques pour l'attention et la volonté. « Le manque d'éducation, dit-il excellemment, se trahit surtout par l'impuissance d'exprimer sa pensée sur un sujet quelconque. L'homme cultivé sait toujours donner à ses idées une forme correcte et même attrayante. »

Schleiermacher résume dans une synthèse approfondie toutes les lois de l'éducation éparses dans les systêmes antérieurs. Son ouvrage peut être considéré comme la plus haute expression et la dernière formule de l'enseignement secondaire. C'est l'apogée de la pédagogie rationnelle en Allemagne. Les méthodes ultérieures s'inspirant avec excès des idées en faveur auprès de la science moderne, ont trop délaissé les principes pour le culte exclusif des faits.

Cette tendance, il faut l'avouer, fut spiritualiste à son origine. Herbart, professeur d'abord à Kœnigsberg, puis à Gœttingen, prit pour base la psychologie, telle que Reid et Dugald-Stewart l'avait enseignée en Ecosse. « La psychologie, disait-il, nous enseigne que l'âme est une entité à part, non susceptible de changement dans sa qualité. La pédagogie doit donc s'interdire de considérer l'âme comme une étoffe malléable, susceptible de toute impression. L'âme n'est pas non plus une entité variable. Elle est absolue et reste toujours ce qu'elle est, sans augmentation ni diminution. Le seul soin de l'éducateur doit être de diriger sa volonté et ses différents modes d'action, en influant d'une manière efficace sur les images qui se reflètent dans ce miroir immuable, » Il faut donc prendre une à une toutes les facultés, savoir : l'attention, qui se divise en primitive et apercipiente; la fantaisie, le goût esthétique, le sentiment religieux, la sympathie, la faculté d'analyse, etc. Herbart, pour appliquer ces belles découvertes, avait fondé à Kœnigsberg une école normale ayant pour mission de répandre dans le monde sa nouvelle méthode.

Cet établissement eut peu de succès. Reprise plus tard par les docteurs Rotbert, Waiss et Stoy, la théorie d'Herbart parvint à certaine popularité dans le Nord. Mais déjà paraissait à l'horizon une nouvelle doctrine bien plus radicale que celle des psychologues, bien plus en rapport avec les idées positives du siècle, c'était

Digitized by Google

celle des physiologistes. Gall et Spürzheim venaient de donner la géographie du cerveau et de localiser dans ses replis chacune de nos facultés intellectuelles. Les affections, les tendances de l'âme, l'art, le génie, la vertu prenaient une forme palpable. Bientôt on les envisagea comme l'électricité, la pesanteur, la chaleur, comme toutes les forces répandues dans le monde physique, et l'on prétendit les assujettir aux mêmes lois.

Suivant Gall, les facultés décrites par les psychologues sont des mots vides de réalités. Voici le point d'où l'on doit partir : toute faculté répond à certain développement du cerveau. Presque toujours, un instinct est développé aux dépens des autres. Donc, la première tâche de l'éducateur doit être d'étudier la conformation cérébrale de l'élève. Quelle série d'efforts stériles et d'avortements ne pourrait-on pas éviter en reconnaissant de bonne heure l'impuissance radicale de certains cerveaux! L'enseignement peut bien exalter ou alanguir certaines facultés; il ne les crée ni ne les détruit. Qu'étaient-ce que Moïse, David, Tamerlan, Sixte-Quint, sinon des fils de bergers? Néron était cruel de naissance; la philosophie ne put adoucir sa nature. Commode était le fils de Marc-Aurèle. Est-ce à dire qu'il faut supprimer toute culture? Non, mais l'approprier au terrain, et non poursuivre un idéal de récolte, c'est-à-dire consumer sa graine en folles expériences. Etudiez le cerveau, c'est-à-dire évitez les jugements abstraits. Une combinaison, un déplacement de force cérébrale, tel est le but de *l'éducation anthropologique.*

Nous voici sur la grande route du matérialisme. Cependant, Gall ne se prononce pas. En principe, il admet la dualité de l'homme comme un organisme dont les éléments lui restent inconnus. En fait, il traite séparément l'âme et le corps comme deux forces devant agir réciproquement l'une sur l'autre. La loi du corps, c'est l'activité, c'est l'harmonie entre les fonctions, qui se développent par une bonne hygiène et par l'exercice. La loi de l'esprit, c'est le renouvellement des idées et des sentiments par des attractions successives que détermine le système nerveux. Chaque faculté de l'esprit a son activité propre; chaque organe parle et ne comprend que sa langue. Les sentiments moraux et religieux ne peuvent pas être excités par des pensées ni par des preuves intellectuelles. La sévérité, les peines corporelles ne peuvent ni former la conscience, ni développer l'affection. Mais un ressort mis en mouvement peut ébranler la machine entière. Ainsi, l'entendement, le souvenir peuvent évoquer l'idée de l'amour, l'instinct du beau, la sympathie, en communiquant aux lobes spéciaux un ébranlement. Les sentiments égoïstes, livrés à leur instinct aveugle, avilissent l'homme et de-

Digitized by Google

viennent la source de tous les crimes. Eclairés par la raison et l'étude, ils peuvent nous élever jusqu'à l'héroïsme.

Une force est d'autant plus grande qu'elle est plus fréquemment exercée; elle s'affaiblit, au contraire, en proportion du repos qu'on lui laisse. Telle est la grande loi de l'action intellectuelle. Il ne faut pas cependant que l'effort soit précipité ni hâté. C'est par degrés qu'il faut s'élever sans cesse à une plus grande activité. L'excitation ne doit pas outrepasser la force. Observons la loi de périodicité, et faisons alterner le travail avec le repos. Les affinités électives doivent jouer un grand rôle dans la vie intellectuelle. L'association des instincts est d'autant plus forte, qu'on les réunit plus souvent pour un but commun. Les facultés contraires, exercées simultanément, s'affaiblissent.

C'est sur cette dynamique morale et sur les lois attractives des facultés cérébrales que repose toute éducation, c'est-à-dire l'espérance de conduire l'homme à la vérité et à la justice. Le sentiment religieux peut conduire au fanatisme et à l'intolérance, au pharisaïsme, aussi bien qu'au parfait détachement, produire Torquemada et saint Vincent de Paul. La destructivité jointe au sentiment moral peut déraciner tous nos vices et produire Socrate. « Nos sentiments, nos pensées, nos volontés sont enchaînés aux lois invariables de notre nature, et le soleil pourrait plutôt dévier de sa course que l'homme déroger aux lois de son organisme. »

Le premier pédagogue qui mit les idées de Gall en application fut Edouard Benecke, né à Berlin, en 1798. Benecke avait fait longtemps de la psychologie; mais, bien loin de voir dans l'âme, comme Herbart, une entité simple, il l'envisageait comme une pluralité de forces associées. De plus, il niait l'existence des facultés considérées par les philosophes comme motrices. L'intelligence, la mémoire, le jugement, la volonté n'étaient à ses yeux que des successions d'images perçues successivement par l'être subjectif et disparaissant ou restant, se comparant et se détruisant les unes par les autres. Une fois sur cette pente, Benecke devait arriver vite au matérialisme. Il s'en défendait pourtant, quand le système de Gall vint dissiper ses derniers scrupules. Quelque temps après, il résolut de fondre les découvertes des physiologistes et ses études psychologiques en une doctrine nouvelle de pédagogie. Il fut le véritable législateur de l'*Education anthropologique*.

Suivant Benecke, le seul moyen d'influence du professeur sur l'élève, ce sont les impressions physiques que ce dernier reçoit des sens extérieurs. Donc, point de principes absolus, point de ces notions vagues qui remplissent l'esprit d'une fausse science, et tuent dans l'écolier le sens de l'observation. Les lettres, les sciences n'ont

Digitized by Google

pour objet que de nous élever à des perceptions délicates, de donner à nos organes plus d'acuité. L'étude des langues, tant anciennes que modernes, est, à ce point de vue, la meilleure des gymnastiques. Les combinaisons, les rapprochements d'idées qu'elle provoque rendent l'esprit actif, pénétrant, et lui ouvrent successivement toutes les régions du monde spirituel. Les mathématiques le rendent précis, rigoureux, et font aux idées confuses une guerre d'extermination. La physique, la chimie passent nos sensations au creuset, et convertissent les plus vulgaires en notions précieuses. *La religion* étend la sphère de notre entendement, et, bien qu'elle nous lance dans l'imaginaire, bien qu'elle soit, presque toujours, la cause de lourdes erreurs, elle exerce cependant une salutaire influence en développant les instincts élevés. Les images qu'elle fournit sont presque toujours un élément de force intérieure.

Le système de Benecke est étrange. Son importation en France, si par impossible on l'autorisait, ferait certainement crier au scandale. Rien ne dérouterait plus nos idées autoritaires qu'une pédagogie dérivée de la sensation. Ce qui nous choquerait surtout, ce serait moins le vice du système que son audace, le défi qu'il porte aux principes fondamentaux de l'éducation. En Allemagne, on l'a considéré comme une tentative scientifique ; on a trouvé naturel qu'un élève de Spinosa et d'Hegel voulût appliquer les idées de Gall sur l'enfance. Les gouvernements ne se sont pas émus ; des inspecteurs n'ont pas été envoyés pour faire des rapports sur les conséquences éventuelles des nouvelles doctrines. On a laissé Benecke ouvrir des écoles et prêcher librement ses prétendues découvertes. Après lui, ses disciples ont continué son œuvre ; l'un d'eux, M. Dressler, dans un livre intitulé : *Benecke ou la théorie de la science naturelle appliquée à l'âme ;* un autre, M. Uberweg, dans son ouvrage, *le Développement de la conscience dans le maître et l'élève.* Un troisième, M. Dittès, publiait dans le même sens une série d'écrits non dénués de talent, et dont les principaux ont pour titre : *L'Esthétique, la Religion, la Morale, la Conscience expliquées psychologiquement et enseignées pédagogiquement ; Histoire naturelle de la Morale*, etc. Tous ces ouvrages, on ne peut le nier, ont une tendance matérialiste et semblent frayer la voie à la philosophie de M. Büchner. Le principe en est évidemment dangereux. Partir de la sensation et détruire toutes les idées générales, c'est habituer l'enfant à se considérer comme le centre du monde, et tuer en lui l'élan, l'enthousiasme, l'esprit de sacrifice et tous les mouvements généreux. On ne peut nier non plus que l'enseignement de Benecke et de son école n'ai exercé une fâcheuse influence en Allemagne. La jeunesse d'aujourd'hui y est plus prosaïque, plus positive que ses devancières. Le

Digitized by Google

sentiment de l'idéal a subi chez elle une éclipse. Mais il ne faut pas oublier que ce changement correspond à l'ambition actuelle de l'Allemagne, qu'elle se reproche d'avoir trop rêvé, trop oublié la vie réelle pour la fantaisie. Un enseignement réaliste ne l'effraye donc pas. Ajoutons que le système de Benecke l'inquiète moins que nous pour la morale et même pour la religion. Les Allemands ont un flegme, une modération naturelle qui tiennent leurs facultés en équilibre et les préservent de tous les excès. Ils seront toujours médiocres dans l'héroïsme et le renoncement; en revanche, ils le sont aussi pour la volupté. Le matérialisme même devient chez eux presque inoffensif, car il ne parvient pas à les dépraver.

V

Ce résumé historique aurait été bien défectueux si le lecteur n'y avait vu s'y refléter la plupart des traits qui constituent le génie allemand et qui le font différer du nôtre. La pédagogie française est comme un parc confié depuis un temps immémorial au même jardinier. Des ordres minutieux et parfaitement entendus président au gouvernement des plantes, à l'émondage des arbres, au dessin et à l'entretien des allées. On y voit des parterres de fleurs rares, des pelouses entourant des statues et des vases de marbre, de jolies cascades avec des rocailles, des bassins élégants où des cygnes font admirer leurs grâces. Celle des Allemands est une forêt où la nature, livrée à elle-même, déploie tous les genres de végétation. Le gland tombé au hasard a des siècles devant lui pour y devenir chêne. De vrais torrents s'y précipitent des hauteurs; des sapins se dressent à pic sur de vrais rochers. Certes, le parc ne manque pas de valeur : les fleurs y sont brillantes, les pelouses bien arrosées, les jets d'eau et les cygnes font très bon effet. Mais la forêt fournit des matériaux à toutes les branches de l'activité humaine. Sa possession est une richesse, son voisinage seul une source de prospérité.

La pédagogie allemande a suivi pas à pas toutes les évolutions intellectuelles de l'Europe depuis trois cents ans. Tous les systèmes religieux philosophiques, humanitaires, scientifiques ont été mis par elle à contribution. On ne peut concevoir plus d'essais et de transformations. Elle a jonché la terre de ses ruines, mais elle ne s'est jamais découragée; aucun mécompte n'a lassé sa persévérance. Certes, ces avortements attestent la faiblesse de l'esprit humain, et

Digitized by Google

peuvent servir de thème à ses détracteurs. Rien de plus doux pour eux que d'opposer à ces variations la stabilité séculaire de leur enseignement. Mais la stagnation n'est pas une preuve de sagesse. La recherche, l'aspiration au meilleur sont, au contraire, une condition de vie pour l'intelligence. Rien n'est immobile dans les sociétés humaines, hormis l'ignorance et le despotisme. Toute institution qui veut rester immuable est condamnée à se pétrifier.

La vérité de ce principe se prouve ici par les résultats. La jeunesse allemande bénéficie aujourd'hui des travaux accomplis avec une indomptable énergie pendant trois siècles pour son instruction. Un coup d'œil jeté sur ses écoles secondaires nous montrera que tant d'efforts généreux n'ont pas été faits en pure perte.

Le gymnase allemand offre une différence fondamentale avec nos lycées et colléges. Ce n'est pas une maison cloîtrée, moitié caserne, moitié séminaire, où les enfants sont séparés de leurs familles pour huit ou neuf ans. L'externat en Allemagne est la règle, l'internat (*ahamnat*) l'exception. Les élèves vont aux cours pour quelques heures, puis rentrent chez leurs parents, y font leurs devoirs, y prennent leurs repas, et jouissent, pendant les récréations, de la plus grande liberté. Les rues, les promenades sont souvent envahies par leurs jeux. Personne n'en est offusqué. Cette liberté d'allures semble aux Allemands la condition naturelle de l'enfance.

La question de l'internat est plus grave qu'on ne pense. Un grand nombre d'intérêts sociaux s'y rattachent. Pourquoi la séquestration des enfants est-elle chez nous en faveur? Pourquoi les sépare-t-on violemment de leurs affections, de leurs habitudes pour les emprisonner dans une géhenne? Les défenseurs du système disent que c'est une discipline nécessaire, que l'enfant, dans sa famille, est insoumis, peu laborieux, que mille distractions viennent l'y détourner journellement de l'étude. Soit, mais ces arguments, s'ils sont justes, sont un acte d'accusation contre les familles. Si l'enfant est indocile, c'est qu'à force d'adulations et de faiblesses on a fait de lui un tyran; s'il est troublé dans son travail, c'est que les plaisirs du monde ont envahi le foyer, et que les parents chérissent moins leurs fils que leur propre dissipation. Dans cette mollesse, dans cette impuissance à se réformer soi-même et de retourner à une vie sérieuse, on considère l'enfant comme un embarras, et l'on s'estime heureux de pouvoir l'éloigner. Les lycées, les pensions sont envisagés par les parents comme une délivrance.

Les directeurs de ces établissements conviennent tous que l'internat a ses racines dans la faiblesse ou la frivolité des familles. Les mères les plus tendres viennent à eux comme à des sauveurs, soit pour échapper au despotisme de leurs délicieux bambins, soit pour

Digitized by Google

triompher de leur paresse, soit enfin (ce qu'on avoue moins) pour se soustraire à des témoins incommodes. On verse bien quelques larmes, on éprouve bien quelque déchirement en voyant la porte du collége se refermer sur le jeune prisonnier, mais on se console en pensant que c'est pour son bien; on croit s'immoler à son avenir, faire preuve d'abnégation en se séparant d'une aussi chère créature, et l'on retourne à ses plaisirs, la grande occupation de la vie.

La vie allemande est organisée d'une manière tout autre. Les relations sociales y tiennent peu de place. Les distractions y sont rares et presque toujours sérieuses. On n'y connaît pas ces plaisirs tumultueux, cette agitation mondaine qui nous détournent sans cesse de nous-mêmes. L'Allemand n'aime pas à se répandre au dehors. Il ne sait pas briller en conversation ni poser devant un public de femmes. Sa vie de famille n'est donc pas troublée à chaque instant par des dîners, des réceptions, des visites. Elle s'écoule calme et monotone, excellent milieu pour l'éducation. L'écolier y trouve la régularité, le recueillement dont il a besoin. Il peut travailler à la lampe commune. On s'abstiendra de parler jusqu'à l'achèvement de sa tâche. Sa mère, ses sœurs tricotent ou brodent en silence. Après le souper, une causerie, une lecture en commun terminent la soirée, et l'enfant s'endort heureux dans cette atmosphère pure et patriarcale.

Il n'est pas oiseux de faire ressortir l'influence de ces impressions sur les caractères. Les jeunes Allemands sont gais, franchement rieurs, et cependant leurs manières sont réservées et décentes. Ils n'ont pas cette turbulence de la jeunesse française, ni cette ironie, indice d'un scepticisme précoce, qui, sur de jeunes lèvres, produit un effet attristant. Leurs mœurs et leurs idées restent longtemps pures. Les affections de famille les protégent contre les mauvaises suggestions, et prolongent chez eux le sommeil des sens. Goûtant chaque jour des plaisirs tranquilles, ils n'ont pas d'ardentes aspirations vers la volupté. Rien ne déflore la fraîcheur et l'innocence de leurs rêves. Nos jeunes bacheliers sont bien moins novices, ils abordent les femmes avec aplomb, en vieux connaisseurs. Près d'une femme, le *maturus* d'un gymnase allemand sera timide, maladroit, il aura l'air d'un lourdaud, mais cette gaucherie a son charme, car elle est l'indice d'une âme naïve et d'une imagination virginale.

Les études latines commencent un peu plus tard que chez nous; elles se font plus à l'aise et d'une manière moins hâtive. L'émulation n'est pas, comme chez nous, le principal moteur du travail. En France, tout converge vers les résultats positifs. L'ambition, la vanité de l'enfant sont perpétuellement mis en jeu; peut-être même le

Digitized by Google

développement de ces deux passions neutralise-t-il l'effet bienfaisant des lettres sur le caractère. En Allemagne, on se fie à la nature de l'élève, on laisse croître en lui des aptitudes sérieuses, sans attacher à ses efforts l'idée de lutte et d'antagonisme. Les Allemands conviennent que la concurrence a des côtés avantageux, et qu'elle est un stimulant actif pour les bons élèves, mais ils n'aiment pas la surexcitation fiévreuse qu'elle inspire; ils l'accusent de substituer la religion du succès au noble amour de l'étude, et de fausser par là les intelligences. L'effet moral, disent-ils, est mauvais pour les vainqueurs comme pour les vaincus. Les premiers conçoivent un orgueil ridicule; les seconds se désespèrent et prennent le travail en horreur. — L'enfance doit s'écouler obscure et modeste. Point de ces concours qui tendent les esprits, point de distributions de prix théâtrales; les éloges du professeur, des certificats, quelques distinctions honorifiques sont les seules récompenses qu'il convienne d'offrir aux enfants de bonne volonté.

Toute pédagogie a son objectif, c'est-à-dire une préoccupation qui prime, dans sa pensée, toutes les autres. Ses qualités et ses défauts en dérivent. L'objectif de notre enseignement n'est ni la religion, ni l'idéal, ni le caractère, ni la force morale, c'est le talent littéraire. Pour préparer l'éclosion de cette fleur, nos professeurs sont incomparables. Ils excellent à épurer le goût, à guider dans le choix épineux du mot propre, à graduer savamment tous les exercices. La grammaire, puis les humanités sont les degrés inférieurs de ce noviciat. Les vers latins, quelques narrations révèlent au néophyte les premiers artifices de la composition. Mais la haute initiation, la collation des ordres majeurs, c'est la rhétorique. Là, tout s'harmonise pour compléter le jeune écrivain. On étudie à fond les procédés, les lois rationnelles du discours, l'enchaînement logique des idées, la science des transitions, les traits, les effets de style; on multiplie les assauts, on revient cent fois à la charge pour rompre l'esprit, triompher de ses défaillances, et développer en lui, coûte que coûte, la faculté de produire. Pris en lui-même, cet enseignement est admirable. Il procède en droite ligne de ces fameuses écoles romaines où se formèrent les Pline, les Quintilien, les Stace, tous les beaux esprits de la Rome impériale qui fournirent Tertullien et saint Grégoire à l'Eglise chrétienne, et concentrèrent dans leur sein, pendant quatre siècles, la vie littéraire de l'antiquité. C'est là sans doute une tradition avouable; on ne peut pas en parler légèrement, d'autant plus qu'elle est entrée dans notre sang et correspond probablement à nos aptitudes nationales. Cette discipline a formé nos grands écrivains; elle entretient dans nos classes lettrée cette finesse, ce tact, cette acuité, cet art de tout dire, signes dis-

Digitized by Google

tinctifs de l'esprit français. Nulle part on ne rédige mieux un rapport, une dépêche, un article à effet que dans nos officines ministérielles, dans nos journaux ou dans nos revues. Nos publicistes ont des qualités de style éminentes; mais c'est le style, c'est leur talent de virtuoses qui les classe, et non la valeur de leurs théories. Nos orateurs arrivent à l'effet par des moyens sûrs; leur parole a le don de rajeunir les lieux-communs et de leur donner un air de révélations, de grouper les faits en preuves convaincantes; elle transfigure l'histoire, gouverne les convictions avec une magique puissance. Un tel spectacle ne manque pas d'éclat. Mais le talent n'est pas un moteur, c'est un instrument; il ne peut suppléer ni la raison, ni les croyances, ni le sentiment de l'honnête dans une société. Développer cette force aux dépens des autres, c'est amoindrir les jeunes âmes et remplacer le lest moral par une provision de sophismes.

Les Allemands n'ont pas, comme nous, le culte de la forme. Ils font même profession de mépriser les vains ornements et d'exposer leurs pensées comme elles se présentent. Ils traitent la rhétorique assez dédaigneusement, et ne lui accordent dans les études qu'une place secondaire. C'est un accessoire confondu avec la traduction des auteurs, l'histoire et les langues modernes. Les jeunes gens travaillent à leur fantaisie, se livrant aux hasards de l'inspiration. Aucune méthode ne les guide. Leur imagination se développe capricieusement. Rien n'en émonde les branches parasites, et les intelligences les mieux douées vont, faute de boussole, se perdre dans les brouillards. Cette anarchie, il faut le dire, n'existait pas du temps de Goëthe et de Schiller. C'est de nos jours seulement que l'Allemagne, éprise de son génie propre, a répudié, dans l'art d'écrire, les vieilles disciplines. La révolution date du romantisme, elle a produit sur la littérature nationale une assez fâcheuse influence. Le style, la composition des ouvrages ont faibli d'une manière sensible. Les seuls livres qui se publient sont des travaux d'érudition, attestant sans doute des recherches immenses, des réflexions sérieuses et certaine portée ; mais ils sont diffus, d'un style prolixe et d'une lecture fatigante. Les mêmes défauts se font remarquer dans toutes les professions libérales. Les avocats sont instruits mais manquent d'art. Les prédicateurs disent froidement des choses excellentes. Les journalistes sont des théoriciens nébuleux. Partout manquent la persuasion, l'ordonnance habile des pensées, la précision, la science du mot juste. Dans les assemblées, les discussions sont mornes, incolores. Les orateurs ne savent ni se passionner, ni se maîtriser à propos, ni lancer une épigramme le sourire aux lèvres, ni suivre les impressions de leur auditoire. Il semble que l'éloquence soit une force ignorée en Allemagne. Sans doute le flegme

Digitized by Google

et la froideur germaniques expliquent jusqu'à certain point cette lacune. Mais partout la nature peut être vaincue par l'étude. L'instruction secondaire en Allemagne semble avoir pour but de décourager toute velléité oratoire, et de condamner les classes lettrées au silence.

Le lecteur peut maintenant, je l'espère, se représenter les deux enseignements et se rendre compte de leurs différences. Chez nous, tout est combiné pour le succès futur de l'élève. En Allemagne, on ne s'applique qu'à former l'homme intérieur. Les classiques, en France, sont étudiés comme modèles de style. En Allemagne, on les aime, on les cultive pour eux-mêmes. On épure les textes, on consulte les manuscrits, c'est l'occupation et la joie de toute l'existence. De là ces philologues, ces commentateurs si nombreux dans les universités allemandes, si rares, si dépaysés dans les nôtres. Le professeur allemand est un érudit enseveli dans les livres, vivant, sous beaucoup de rapports, comme un cénobite. Le professeur français est un homme du monde, évitant tout air de pédantisme, ne se compromettant jamais par une citation classique, agréable parleur, même auprès des femmes, et fort sensible aux petits succès de salon. Le latin, le grec surtout, le préoccupent assez peu, mais il sait écrire et compte sur son talent littéraire pour faire son chemin dans le monde. Il enrichira peu la philologie, mais il fournira dans le journalisme de brillantes passes d'armes et deviendra facilement *homme d'Etat.*

VI

Je ne saurais mieux terminer cet essai qu'en exposant au lecteur l'organisation actuelle de l'enseignement secondaire en Prusse. Le système prussien est aujourd'hui commun à toute la Confédération du Nord. C'est le type que semble poursuivre l'Allemagne du Sud et dont elle tend chaque jour à se rapprocher. En lui se résume toute la force de la tradition germanique. Nous pouvons donc l'envisager comme un objectif national vis-à-vis du nôtre.

Les écoles secondaires de Prusse, complétement libres à leur origine, ont été placées, en 1810, sous la haute surveillance, sous le « patronat » du gouvernement. Ce fut à cette époque qu'elles reçurent le nom de gymnases. En 1816, un rescrit royal organisa définitivement cette juridiction. « Le but des gymnases, disait ce rescrit, n'est pas seulement d'élever l'enfant à des connaissances classiques et systématiques, mais aussi de raffiner ses sens, ses idées,

Digitized by Google

ses sentiments, et d'ennoblir en lui le type de l'humanité. » Les Gymnases durent se composer de six classes; les élèves y entraient vers l'âge de dix ans, restaient un an dans les trois classes inférieures et deux ans dans chacune des classes supérieures, de sorte que l'éducation entière fût achevée en neuf ans. Le nombre des heures de classe fut fixé à trente-deux par semaine, sans compter le temps consacré au chant, à l'hébreu et à la gymnastique. L'ensemble des études était obligatoire pour tous les élèves, hormis dans les villes privées d'écoles professionnelles. Dans ces villes, certains écoliers pouvaient se faire dispenser du grec. A la sortie du gymnase, les élèves passaient un examen dit *de maturité*.

A côté des gymnases, l'Etat, quelques années plus tard, compléta l'institution des écoles professionnelles (Realschulen) devenues si populaires en Allemagne depuis Basedow et les philanthropes. Par une ordonnance de 1832, les écoles réelles furent divisées en six classes, embrassant, comme les gymnases, neuf années d'études. Leur enseignement comprenait l'allemand, le français, l'anglais, le latin, la géographie, l'histoire, les sciences naturelles, les mathématiques, la calligraphie, le dessin et la religion. Dans les écoles de l'Est, on joignit à ces études le polonais, le wende et le bohémien. L'enseignement scientifique dut également varier suivant les lieux et les aptitudes des populations. A Dantzig, on enseigna la navigation; à Siegen, où se trouvent des mines de fer et de houille, on étudiait à fond la minéralogie, ainsi de suite.

Organisées sur des bases aussi libérales, les écoles professionnelles fournirent de suite à la société des hommes d'une culture très soignée, mais plus aptes au maniement des affaires qu'aux études spéculatives; c'était bien le but qu'on se proposait. Aux gymnases, aux universités, le soin de préparer une jeunesse d'élite et de « fournir des recrues au gouvernement intellectuel de la société ». Aux études classiques, la grande tradition, la culture désintéressée de l'esprit. Aux écoles professionnelles, la préparation aux nombreuses carrières que multiplie l'industrie moderne, et l'application de toutes les nouveautés pédagogiques, sans perturbation. Aujourdhui, les deux enseignements existent côte à côte sans se porter ombrage, concourant au même but, entourés de la même faveur. Leur ensemble, leur parfaite concordance constituent l'enseignement secondaire du royaume.

Presque tous les établissements se sont institués d'eux-mêmes et se considèrent encore aujourd'hui comme indépendants. C'est dans notre siècle seulement que l'Etat est venu jouer le rôle de tuteur, en donnant aux écoles des règlements et des subventions. Mais il l'a fait d'une manière extrêmement discrète, sans se poser en réformateur,

Digitized by Google

sans changer, par des innovations hasardées, l'excellent régime de ces fondations. Depuis cette époque, il a toujours usé vis-à-vis d'elles d'une très grande réserve, les laissant entièrement libres pour tout ce qui ne touche pas l'intérêt public. De nos jours, la plupart des nouveaux gymnases sont érigés par les communes. Pour les y autoriser, l'Etat leur demande seulement de prouver l'utilité de l'institution et les moyens qu'elles possèdent de la soutenir, en dehors des fonds consacrés à l'enseignement primaire. Elles fournissent elles-mêmes le local et doivent donner des garanties pour le traitement du principal et des professeurs. Certains gymnases, comme celui de Schulpforta, celui de Joachimthal à Berlin, celui de Magdebourg et l'Académie militaire de Liegnitz vivent de dotations particulières et de legs. Ce sont à peu près les seules qui reçoivent des internes.

On comptait en Prusse, avant 1866, cent quarante-cinq gymnases où les études se poursuivent jusqu'à l'examen de maturité. Vingt-huit petites villes ont des progymnases où les études s'arrêtent à la troisième ou quatrième classe. L'enseignement professionnel comptait 65 écoles réelles et 21 hautes écoles bourgeoises, en tout 86 instituts en plein exercice. La seule ville de Berlin en possède 7, Kœnigsberg 2, Dantzig 3. Celle de Magdebourg, fondée en 1778 par un philanthrope, compte aujourd'hui plus de 600 élèves.

Le nombre des gymnases n'était, en 1818, que de 91. 54 ont été fondés depuis cette époque, et presque tous sur l'initiative des communes.

En 1863, le nombre total des élèves fréquentant les gymnases de Prusse était de 42,973, dont 28,659 protestants, 11,381 catholiques, et 2,933 juifs. 4,046 enfants suivaient les écoles préparatoires aux études latines, 2,430 les progymnases de province; en tout, 49,449 élèves pour l'ensemble des études classiques. N'oublions pas que ce chiffre est antérieur aux événements de 1866, qui donna quatre provinces à la Prusse. Ce royaume, en 1863, ne comptait que 18 millions d'habitants, c'est-à-dire un peu moins que la moitié de notre population. Or, en 1868, nos rapports officiels évaluent à peu près à 80,000 le nombre des élèves répartis dans nos lycées, colléges communaux, établissements religieux et laïques de l'instruction secondaire. D'après ces chiffres, la France compterait 1 élève de lycée ou de collége pour 475 habitants; la Prusse, 1 pour 360. L'avantage, dans cette comparaison, reste évidemment à la Prusse.

Le chiffre des élèves fréquentant en 1863 les écoles profession-

Digitized by Google

nelles était de 20,182. Sur ce nombre, 16,197, c'est-à-dire plus des trois quarts, appartenaient au protestantisme.

Les examens de sortie pour les gymnases et pour les écoles professionnelles correspondent à nos baccalauréats ès lettres et ès sciences. Ils se passent dans l'intérieur des établissements, devant les professeurs du gymnase ou de l'école, un membre de l'*éphorat* ou commission communale présidée par un commissaire du gouvernement. La part de l'Etat, dans ces épreuves comme dans toute l'administration scolaire, est, comme on le voit, très restreinte.

Pour les gymnases, l'examen écrit se compose d'un exercice de style en allemand, d'un autre en latin, d'un thème grec, d'une traduction d'allemand en français, enfin d'un travail de mathématiques. Dans le duché de Posen, les épreuves écrites sont complétées par une dissertation en langue polonaise et par une version de polonais en allemand. Cette série de compositions, on le voit, est beaucoup plus sérieuse et suppose des connaissances beaucoup plus variées que la partie correspondante de notre baccalauréat ès lettres.

L'examen oral porte sur le latin, le grec, les mathématiques et la religion. Les futurs théologiens sont aussi examinés sur l'hébreu. La physique, l'histoire naturelle, la philosophie sont réservées pour l'enseignement des universités auquel le gymnase ouvre accès. Du reste, l'examen oral est considéré comme moins important que l'épreuve écrite. Les examinateurs peuvent même en dispenser le candidat si ses compositions suffisent pour juger sa capacité.

Le candidat doit expliquer couramment les principaux auteurs latins, prosateurs ou poètes, les odes d'Horace, l'*Enéide* de Virgile, Salluste, Homère, Xénophon, les dialogues de Platon, à livre ouvert. Les mathématiques sont poussées beaucoup plus loin que pour nos littérateurs. En France, le programme scientifique du baccalauréat ès lettres peut être appelé enfantin. En Prusse, le *maturus* doit connaître toute la géométrie, l'algèbre jusqu'au binôme de Newton, les logarithmes et la trigonométrie rectiligne.

Pour les écoles professionnelles, les compositions écrites sont : une composition en allemand, une en français ou en anglais, un thème latin, quatre problèmes de mathématiques : 1° sur les équations du deuxième degré ; 2° sur la géométrie analytique ; 3° sur la trigonométrie plane ; 4° sur la stéréométrie ou sur les sections sphériques. Enfin, une composition sur la physique et une sur la chimie. L'épreuve orale a pour but de constater les connaissances positives du candidat en histoire, géographie, mathématiques, sciences naturelles et langues modernes. La religion fait également partie du programme. En Allemagne, tout système d'études em-

Digitized by Google

brasse une partie religieuse. Tout candidat doit être interrogé sur les dogmes de sa confession.

L'examen d'histoire comprend toutes les époques et toutes les nations, mais roule surtout sur les trois derniers siècles. L'examen de géographie est conçu dans un esprit scientifique ; il embrasse l'histoire géologique du globe, la cosmographie. La physique, la chimie doivent être possédées assez complétement. Quant à l'examen de mathématiques, la quantité de matières qui s'y trouvent est considérable. En algèbre, le candidat doit connaître la solution générale des équations, les fonctions symétriques et les séries simples, la géométrie descriptive, l'analytique, la statique et la mécanique. Les prescriptions minutieuses qui règlent cet examen, la rigueur qu'on réclame des examinateurs, prouvent que c'est la partie sérieuse de l'épreuve. Notre baccalauréat ès-sciences est bien loin d'avoir une telle étendue.

L'examen sur les langues modernes est aussi bien plus sévère que pour les élèves de gymnases. Ces langues sont appelées à combler la lacune du grec. Le candidat doit parler couramment deux langues et montrer certaines connaissance des littératures.

Si l'on songe que cet examen de sortie (*abiturienten probe*) est commun à soixante-cinq écoles, et que vingt mille enfants et adolescents sont dirigés vers ce but, on conviendra que la moyenne de cet enseignement est très forte. Des notions qui, chez nous, sont réservées à des spécialistes, sont, dans les écoles prussiennes, enseignées de bonne heure à des milliers de jeunes intelligences. En France, l'Ecole polytechnique constitue une sorte de mandarinat ; la science semble le privilége de quelques adeptes formant une aristocratie mystérieuse. En Prusse, on la vulgarise, on la répand à profusion dans toutes les classes de la bourgeoisie. Peut-être les sommités sont-elles moins brillantes ; les bons élèves, moins bien dressés, *moins entraînés*, jettent moins de feu dans les examens, mais la moyenne des connaissances dans les emplois industriels et dans les administrations est notablement plus élevée que la nôtre. Enfin le recrutement des hautes études scientifiques s'opère sur une masse beaucoup plus nombreuse.

L'Etat ne se charge pas, comme en France, de recruter le corps enseignant. Il n'y a pas de séminaire spécial centralisant, pour les futurs professeurs, les traditions pédagogiques du pays. Notre Ecole normale, dont nous sommes si justement fiers, a trouvé, chez les Allemands, de sévères censeurs. « Cette Ecole s'expliquerait, disent-ils, si l'on y faisait des cours de pédagogie ; si les jeunes gens allaient chercher dans son sein un enseignement spécial, non commun à d'autres Ecoles. Telle qu'elle est, c'est une institution

Digitized by Google

mal déterminée (du moins pour les lettres), et qui pourrait tout aussi bien conduire à la diplomatie ou aux carrières administratives qu'au professorat. Les élèves sont purement et simplement des littérateurs continuant la rhétorique, épurant leur goût et leur style sous des maîtres expérimentés. Il est vrai qu'ils suivent les cours de Facultés, se préparent aux examens de licence et d'agrégation. Mais c'est ce que font d'autres jeunes gens, en dehors de l'Ecole normale, avec autant et quelquefois plus de succès. Pour les sciences, la mission de l'Ecole s'explique mieux, parce que les cours y portent sur des matières définies. Mais, ici encore, elle fait double emploi avec les académies. » Quant à l'internat de l'Ecole normale, les Allemands trouvent ce système incompréhensible. « Cette séquestration, disent-ils est contre nature. Chez des hommes de vingt et un ou vingt-deux ans, elle doit énerver l'intelligence et produire le spleen. Mieux vaudrait donner des subventions aux jeunes gens pauvres et les laisser travailler dans la solitude, parcourir les bibliothèques ou même se promener à leur fantaisie. Ce serait pour les esprit une meilleure hygiène. » Des avocats autorisés réfuteront facilement ces critiques. Je me borne à les transmettre au lecteur.

Les séminaires de professeurs ne sont pas inconnus en Prusse; il en existe à Kœnigsberg, à Berlin, à Halle, à Münster, à Bonn; mais ces établissements ne dépendent pas de l'Etat. Comme les gymnases et les écoles professionnelles, ils ont été fondés par les communes, par des particuliers ou par des corporations religieuses. A vrai dire, ce sont moins des écoles que des noviciats. Ceux des provinces sont de simples annexes des gymnases. Les jeunes gens y reçoivent un modeste subside (de 50 à 60 thalers par an), sont logés et parfois nourris, et doivent seconder les professeurs du gymnase, soit comme répétiteurs, soit comme maîtres d'études. Dans leurs loisirs, ils font des compositions et « disputent » sur des matières pédagogiques, en présence de leurs professeurs. Au bout de trois ou quatre ans, ils passent, devant les professeurs d'université un examen *pro facultate docendi*. Le plus haut grade est le rectorat. Passées devant un jury royal, ces deux épreuves donnent droit à des chaires de gymnases royaux.

Dans ces derniers temps, le Gouvernement a senti la nécessité d'aider davantage les aspirants au professorat, et de rendre leurs débuts moins épineux, leur existence moins précaire. Le séminaire de Berlin a reçu, sous ses auspices, certain développement. Les dix élèves qui le composent ont chacun une subvention de 230 thalers par an (862 fr. 50). Une bibliothèque spéciale est mise à leur disposition. Leurs travaux sont, tous les ans, l'objet d'un rapport au ministre. Ce séminaire offre donc une certaine analogie avec notre

Digitized by Google

Ecole normale. Mais le principe n'en est pas le même. Les séminaristes berlinois sont externes : ce sont moins des élèves que des maîtres-répétiteurs.

Tel est, dans ses grandes ramifications, l'enseignement secondaire de la Prusse. Ce n'est pas le lieu et nous n'avons pas la compétence nécessaire pour décider s'il vaut mieux ou moins que le nôtre. Il nous suffit d'avoir mis en lumière quelques éléments de comparaison. Il est évident, d'ailleurs, que la question ne peut pas être tranchée par elle-même, parce qu'elle se rat tache à des problèmes d'un autre ordre, et que la décision différera suivant les convictions politiques du juge. Notre systême universitaire a des côtés excellents, mais c'est une création gouvernementale. Dans son organisation actuelle, on peut le considérer comme une immense machine, parfaitement outillée, et dont tous les ressorts obéissent instantanément à la pression du mécanicien. L'inconvénient, c'est que tout y dépend d'un rouage moteur; que tout essai, tout changement se répercute forcément à tout le système. L'introduction d'un grain de sable peut détraquer l'instrument. Aussi les novateurs sont-ils un objet d'épouvante. Leur arrivée au pouvoir fait frissonner le corps enseignant. Depuis les essais de réforme descendus dans la tombe avec M. Fortoul, une espèce de sacerdoce s'est constitué parmi les dignitaires de notre enseignement, pour la défense de l'arche sainte et le maintien inexorable du dogme. Cette haine des innovations paraît légitime quand on songe que cinquante mille jeunes cerveaux sont à la merci d'une fantaisie ministérielle et d'une circulaire. En Allemagne, où tout vit spontanément, où chaque gymnase, chaque école professionnelle est, pour ainsi dire, un produit du sol, la pédagogie est toujours en voie d'enfantement. Chacun innove pour son compte, défend ses idées, attaque celles des autres; les expériences se font partout, au profit de tous, sans danger, sans opposition de personne. Nous sommes voués à l'orthodoxie, c'est-à-dire à l'immobilité. L'Allemagne est éminemment progressive; elle ajoute chaque jour un anneau à cette chaîne qui va de Coménius à Schleiermacher, attirant à elle, par une puissance magnétique, les esprits les plus éminents, les plus noblement doués de chaque siècle.

ALBERT LEFAIVRE.

Digitized by Google

HYPATIE LA PHILOSOPHE

Une femme qui se consacrerait de nos jours à l'étude de la philosophie ne manquerait pas de causer un certain étonnement. Il n'en fut pas ainsi à toutes les époques. Dans l'antiquité grecque, de pareils exemples se présentaient assez fréquemment : on vit Théano s'adonner aux austérités pythagoriciennes, Hipparchia suivre Cratès le Cynique dans sa vieillesse, Arété transmettre à son fils les principes de la philosophie d'Aristippe et faire revivre autour d'elle l'Ecole cyrénaïque. Ces femmes n'étaient pas des exceptions ; plus d'une belle Grecque, dont le nom n'est pas parvenu jusqu'à nous, savait initier ses enfants aux choses de l'intelligence qui faisaient alors les délices de leur patrie. Le peuple grec, chez qui les muses avaient revêtu les formes de la femme, était habitué à cette union de la grâce et de la science que nous ne pouvons plus comprendre, et que les deux sexes, poussés aujourd'hui par les mobiles les plus divers, s'entendent merveilleusement à couvrir d'un dédain superbe.

Ce rôle, du reste, qui avait ses charmes, avait également ses périls : le nom d'Hypatie se rattache aux plus douloureux souvenirs que l'histoire de la philosophie puisse évoquer ; mais, pour bien comprendre ce triste épisode, trop oublié peut-être, il faut l'entourer de toutes les circonstances au milieu desquelles il s'est produit,

Digitized by Google

et qui permettent de faire, à chacun des personnages qui y ont figuré, la part de responsabilité qui doit peser sur eux.

I

A l'époque sur laquelle nous allons arrêter nos regards, l'Empire romain était divisé en deux portions immenses, l'Orient et l'Occident. Rome était délaissée par le pouvoir, et son évêque devait y attendre, pendant plusieurs siècles encore, l'heure de la souveraineté temporelle qui lui serait acquise. Les deux cours de Milan et de Byzance se partageaient les faveurs des princes. Milan, la nouvelle capitale de l'empire d'Occident, était chrétienne par le souvenir de l'édit de Constantin, païenne par ses traditions, par ses monuments, par son passé, et surtout par ses sanglants divertissements; c'était la résidence de l'insipide Honorius. Byzance, au contraire, n'avait rien qui rappelât l'idolâtrie, mais elle brillait par son luxe oriental et par la corruption de ses mœurs. Dans leur empressement de créer une capitale, les empereurs y avaient amoncelé les richesses et les vices du monde entier. Dans les deux cours, les princes relégués au fond de leurs palais n'en sortaient qu'environnés d'un pompeux cortége, et le peuple les admirait derrière la haie de soldats qui leur servait d'escorte. Au milieu de cette cour, de ces grands, de cette multitude d'hommes de tous pays, d'espions, de domestiques, d'eunuques, « plus nombreux, dit Libanius, que les mouches qui volent en été, » le souverain n'était le plus souvent qu'un instrument docile entre les mains de favoris étrangers, de femmes ambitieuses, ou de généraux choisis parmi ces peuples que les Romains de la République avaient flétris du nom de « *Barbares.* »

Les belles institutions de la vieille Rome avaient souffert de cette dégradation du gouvernement; altérées dans leur application, elles languissaient et disparaissaient visiblement. Le maniement des affaires entre les mains d'un petit nombre, l'exécution des ordres suprêmes par des fonctionnaires dociles et bas, représentait tout le mouvement politique. De riches seigneurs, plongés dans le luxe et la mollesse, assistaient indifférents au spectacle de la décadence de leur patrie, tandis que le peuple des villes méritait ces paroles du fier Aurélien : « Occupez-vous des jeux; les soins publics sont notre affaire, vous n'en avez point d'autres que les plaisirs. » — La dépravation qui suit l'amour effréné du luxe avait étendu partout sa lèpre; le peuple, dégradé par le relâchement des lois, subissait le sort fatal qui lui était réservé : sans culture morale, la force des

Digitized by Google

institutions avait seule pu le garantir des excès ; du moment où elle lui faisait défaut, rien, dans l'antique constitution, ne devait en arrêter la chute. On peut dire que la corruption rongeait à tous les degrés, sourdement et sûrement, le monde romain, si grand naguère à l'époque où ses vices, à côté de sa gloire, ne paraissaient que comme une séve exubérante qui s'échappe et s'épanche partout où elle peut montrer sa vigueur. L'énergie d'un Vespasien, d'un Titus, d'un Trajan, la sage vertu d'un Antonin, d'un Marc-Aurèle, n'avaient pu arrêter cette décadence progressive ; et la force qui soutient les empires, l'armée, allait elle-même faire défaut : avilie et sans courage, laissant pénétrer dans ses rangs les barbares qu'elle aurait dû repousser, l'armée n'avait plus, pour se maintenir dans son ancienne ardeur, l'orgueil et la dignité qui l'avaient jusqu'alors soutenue. Les soldats, humiliés par la marque flétrissante qu'on avait imprimée sur leur corps, ne portaient même plus ces armes qui avaient servi jadis d'instruments à leur gloire. Les légions, d'ailleurs, ne pouvaient aspirer à aucune récompense ; toutes les faveurs étaient destinées à l'avance aux gardes des princes, aux palatins et aux « *comitatenses* ». — Le désir de se distinguer et d'acquérir un nom fameux ne les stimulait plus, et elles languissaient sous des chefs inhabiles, se consumant dans des luttes stériles aux frontières. On y combattait encore les Barbares, bien que ces mêmes frontières, faiblement défendues, les laissassent déjà pénétrer et s'immiscer dans tous les rouages du gouvernement. Peu à peu, en effet, cet élément étranger prit de la force et du crédit à l'intérieur ; sa jeunesse vigoureuse lui donnait une supériorité réelle sur les esprits efféminés de l'époque ; à Milan, on aimait fort les *Barbares civilisés ;* l'empereur en faisait ses meilleurs capitaines : Stilicon, le Vandale, s'était même allié à la famille impériale ; il avait épousé Serène, nièce de Théodose Ier, et il avait donné en mariage ses deux filles à Honorius. — Bientôt, les princes en firent leurs généraux, leurs confidents, leurs favoris ; ces derniers, sûrs de leur ascendant, disposèrent du trône ; Arbogast, au IVe siècle, y appelait le rhéteur Eugène ; quelques lustres encore et le grand chef Hérule, Odoacre, allait mettre fin à l'empire d'Occident. Pendant le laps de temps qui s'écoula entre ces deux faits, le terribles invasions des Alaric, des Attila, des Genséric inondèrent de sang la surface de l'empire ; un désordre effrayant régna en tous lieux ; le feu et le fer renversèrent ce que la corruption avait atteint et rongé ; rien n'est plus fatal pour les sociétés que ce travail destructeur, invisible et continu qui les mine, les sape et qui prépare, jour par jour, heure par heure, par des gradations insensibles, la victoire du premier pouvoir fort qui les heurtera. Comment donc

Digitized by Google

la société romaine aurait-elle pu résister aux efforts furieux des hordes septentrionales poussées vers le midi et qui aspiraient, au sortir de leurs steppes, à prendre part aux jouissances de la civilisation? Ces signes extérieurs sont loin d'être aussi effrayants que le choc des esprits et des intelligences, que le tumulte non moins grand des croyances et des convictions. En effet, c'était le moment où un combat décisif allait se livrer entre les puissances intellectuelles qui régnaient à cette époque. On allait bientôt voir qui l'emporterait et qui saurait réunir la force au pouvoir moral et rajeunir le monde romain.

Le christianisme et le polythéisme se partageaient alors les esprits; persécuté pendant des siècles sous les empereurs, en dépit de leurs efforts pour le faire disparaître, le christianisme avait survécu à ses martyrs; au IVe siècle il était solidement établi; il s'affirmait partout par l'ascendant irrésistible qu'il exerçait sur les masses. C'était la jeunesse, c'était l'enthousiasme, c'était la force; il ne pouvait donc y avoir d'alliance entre lui et la vieille société romaine. Le polythéisme, chassé du pouvoir, conservait néanmoins un certain prestige. Cinquante ans après la conversion de Constantin, Julien et les adeptes du paganisme gréco-romain, sentant leur culte près de périr, avaient fait un suprême effort pour le relever. — Les croyances antiques vivaient encore dans les sciences, dans les arts, dans l'ensemble du monde qu'elles avaient créé, et jusque dans le cœur des vieilles familles patriciennes qui prétendaient descendre des dieux; de plus, elles subsistaient comme culte; les temples étaient debout, les prêtres exerçaient leur sacerdoce, les cérémonies étaient suivies et respectées.

Si le peuple n'a besoin pour croire à une religion nouvelle que de trouver en elle des consolations et des espérances, il faut, pour que cette religion s'impose à tous, que les vérités qu'elle enseigne soient au niveau des plus hautes intelligences; or, pendant la longue vie de la civilisation gréco-romaine, quelques hommes supérieurs, portés vers les spéculations de l'intelligence, avaient devancé les connaissances de leur siècle; ils avaient formé une minorité d'élite avec laquelle il avait fallu compter, et ces hommes avaient fondé en Grèce et à Rome les écoles philosophiques qui avaient jeté tant d'éclat sur cette grande phase de la civilisation; mais peu à peu les doctrines qu'ils professaient se mêlèrent si bien à la société dont elles faisaient partie, qu'à un certain moment, les idées des penseurs et de la masse se trouvèrent marcher de pair. La philosophie était arrivée à ne plus rien produire d'original; depuis longtemps déjà elle ne vivait que des idées de l'antique philosophie grecque qu'elle cherchait à pénétrer et à concilier avec certaines idées orien-

Digitized by Google

tales dans un confus éclectisme; l'esprit général, au contraire, avide de connaître, désillusionné de la religion qui avait été sienne si longtemps, marchait toujours vers le progrès. Le christianisme donnait alors satisfaction à toutes les intelligences, proclamait toutes les vérités sur lesquelles les penseurs de la Grèce avaient usé leur génie; d'un autre côté, tout ce qui avait souffert pendant des siècles d'opprobre et d'affliction trouvait un refuge assuré au sein de cette religion qui fortifiait le faible, consolait les affligés et intimidait les puissants et les forts. Le christianisme s'imposait donc par le seul fait de son existence à toute une classe différente de celle qui avait donné les martyrs; les idées professées par une série d'hommes illustres, les philosophes des anciennes écoles, y trouvaient un asile satisfaisant à toutes les tendances généreuses des penseurs, et, de plus, donnant une sanction éclatante à tout un monde de principes que l'on n'avait jamais encore pu mettre en pratique; il se présentait naturellement à certains esprits comme seul capable de concilier les aspirations religieuses et naïves avec les exigences de la raison, but grand et sublime que l'on n'avait jamais osé se bercer d'atteindre! En un mot, le christianisme était alors à la hauteur de la philosophie, avec cette différence que cette dernière n'enseignait plus rien de nouveau et languissait dans les subtilités de la dialectique, tandis que le christianisme présentait à l'esprit et à l'âme les plus larges jouissances, et laissait entrevoir les plus brillantes perspectives.

Les seuls, dans les régions élevées, qui résistaient à ce courant, étaient quelques patriciens attachés aux traditions du passé, et quelques rares penseurs qui prétendaient que la philosophie doit toujours conserver sa parfaite indépendance sans s'enchaîner à un dogme défini. Tout en sentant leur infériorité comme résultats, ils se résignaient à la subir, tenant à honneur de représenter dignement le principe toujours vrai de la liberté de la pensée. Et pourtant ces philosophes n'avaient pas complétement abandonné le polythéisme; ils le soutenaient et même s'y rattachaient comme à la source de leur grandeur : c'est ainsi que la philosophie grecque, après être partie du polythéisme pour s'en affranchir, allait revenir y expirer. Deux forces aussi puissantes que le polythéisme philosophique et le christianisme devaient nécessairement entrer en lutte, et cette lutte ne pouvait se terminer que par la défaite de l'un des partis. Ce moment de transition où les lois, les mœurs, les religions des différents peuples, après plusieurs siècles de complet isolement et ensuite d'indifférence, furent mises en rapport direct pour la première fois, ce moment de lutte suprême où chacun disputa à son adversaire ses institutions et ses croyances, au milieu d'une société tombant

Digitized by Google

en ruines et assaillie par les Barbares, ce moment, disons-nous, malgré cette apparence de chaos et de désordre, n'est pas moins une des époques les plus dignes d'attirer notre attention; c'est, en effet, pendant ces phases d'agitation qui préludent à l'organisation d'un système nouveau, qu'apparaissent les figures les plus remarquables, car si la force, l'intelligence, le génie ont disparu de l'ensemble des sociétés, du moins ces précieux rayons éternels ne sont pas éteints et se retrouvent dans le caractère individuel.

Tandis que le christianisme produisait alors, comme un développement spontané de son existence, des hommes tels que les Athanase, les Grégoire, les Jérôme, le polythéisme était représenté par les Porphyre, les Proérèse, les Libanius, les Claudien. La séve était si forte à cette époque, elle a produit des œuvres d'une telle valeur que, maintenant, à la distance qui nous sépare de ces temps, nous confondons l'ensemble et l'individualité, et nous faisons rejaillir sur le tout corrompu et prêt à se dissoudre la gloire si chèrement achetée de quelques illustres exceptions. De tous côtés les personnages de cette grande époque, animés des passions les plus ardentes, étaient engagés dans un immense mouvement d'idées et de faits devant la brutalité desquels il était impossible de reculer. Si donc chaque idée avait alors son athlète, qui combattait pour elle, si le polythéisme, le christianisme étaient vaillamment soutenus, la philosophie ne pouvait manquer d'avoir un digne représentant à ce moment suprême. Toutefois, elle languissait depuis quelque temps; les philosophes, attirés dans les cours, y étaient adulés et s'y amollissaient. La philosophie grecque était sur le point de disparaître, mais, avant de s'éteindre, elle devait encore rayonner d'un vif éclat pendant quelques instants, et défier l'oubli des temps à venir d'une manière digne de sa longue et belle carrière. La personnification de l'esprit philosophique, à cette époque, se trouve entourée de la grâce, de la vertu, de la beauté. En effet, pendant que les philosophes discutaient dans Athènes et cherchaient à ressusciter dans Alexandrie une nouvelle Ecole empruntée aux idées déjà vieillies d'Aristote et de Platon, il fut réservé à une femme de remettre en lumière tout ce qu'il pouvait y avoir de vivace dans les éternelles spéculations de l'intelligence, d'y mêler le charme de son éloquence, le prestige de sa vertu, la sanction de sa mort.

II

Athènes, centre riche et florissant, regorgeant de jeunesse et d'enthousiasme, vit arriver dans ses murs, vers la fin du IVe siècle,

Digitized by Google

un personnage dont le nom retentissait dans tout l'Orient. C'était Théon, qui avait marqué sa place dans les sciences exactes par des travaux considérables, et qui avait acquis une célébrité méritée en déterminant les conditions de l'éclipse de 365. Il était accompagné de sa fille, la jeune Hypatie, à peine sortie de l'adolescence, et qui venait avec son père puiser à la source du génie grec. Ces deux voyageurs arrivaient d'Alexandrie ; c'était là qu'Hypatie était née et qu'elle avait grandi. Nous ne savons rien du reste des faits qui marquèrent son enfance. Les historiens ne nous parlent de ses premières années que d'une manière vague ; son génie se révéla de bonne heure, nous disent-ils, et la porta vers les choses sérieuses ; aussi son père l'instruisit-il dans la doctrine d'Aristote, ainsi que dans la rhétorique et les beaux-arts. Entourée d'hommes érudits et savants, elle devait s'inspirer à leur école de tout ce que les recherches des prédécesseurs de Théon et de Pappus avaient semé de précieux enseignements. On est tenté, au premier abord, de regretter cette absence de documents ; on aimerait à suivre les premiers élans de cette jeune âme, mais bientôt on pense à la grandeur sublime que ce silence donne à l'enfant qui va nous occuper. En effet, nulle action d'éclat ne lui enlève le charme pudique de la jeune fille ; son entrée dans la vie ne fut pas accueillie avec ces marques d'admiration qui parfois saluent en prophètes les intelligences d'élite à leur aurore, mais qui laissent une impression pénible lorsque le bruit et l'éclat entourent la jeunesse et la beauté.

Elle passa donc inaperçue, appliquée et studieuse, sans aucun doute inconsciente de sa propre valeur, recevant humblement la science qu'on versait dans son âme ; et par dessus tout, douée au plus haut point de cette gracieuse retenue, innée chez la femme, qui lui dit doucement alors qu'elle est jeune et charmante, que ses vrais attraits ne sont pas les fruits amers de l'étude, et que, si elle doit briller par eux un jour, il lui faut conserver au dedans d'elle-même ses trésors d'esprit et d'intelligence jusqu'au moment où une plus grande maturité lui permettra de les dévoiler. Son enfance s'était donc écoulée à Alexandrie, dans cette ville grecque perdue au milieu des pylônes et des hypogées. A Athènes, nous ne pouvons encore que suivre de loin la fille de Théon ; elle a dû assister pendant quelque temps, spectatrice muette, au mouvement qui s'accomplissait sous ses yeux, et l'on comprend l'intérêt que l'antique cité pouvait offrir encore à cette jeune intelligence.

A l'époque où nous nous y transportons, Athènes personnifiait les derniers restes de l'éloquence grecque devenue simplement un art et un jeu de rhéteurs. Néanmoins, elle conservait un immense prestige ; tout attirait vers elle : ses temples, ses palais et les souvenirs

Digitized by Google

déjà confus des écoles qui avaient fait sa gloire. On ne pouvait passer avec indifférence dans ces lieux qu'on appelait encore l'Académie et le Lycée et qui perpétuaient la tradition des nobles enseignements d'Aristote et de Platon. Cependant, ce qui caractérisait alors plus spécialement dans cette ville la tendance des esprits, c'était l'étude de l'éloquence. En effet, c'était à Athènes qu'on cherchait à garantir de la corruption la langue grecque en proie aux envahissements des dialectes étrangers, c'était là qu'on retrouvait les traces du fin atticisme et du goût délicat, c'était là enfin qu'on venait puiser des notions précieuses pour les répandre en Occident et pour établir des écoles dans les grands centres de la Gaule et de l'Italie.

Au moment où nous trouvons Hypatie à Athènes, la philosophie, par un dernier effort, essayait de lutter contre l'indifférence et l'oubli ; contre l'indifférence, car les graves préoccupations du siècle entraînaient les esprits d'un côté tout autre ; contre l'oubli, parce que la doctrine de Socrate était déjà loin dans les souvenirs.

Plutarque venait d'ouvrir une école assez fréquentée ; il était, selon toute probabilité, le disciple éloigné de Jamblique ; son père, Nestorius, qui présidait au sacerdoce sous le règne de Valentinien, lui avait transmis les doctrines de ce philosophe, son contemporain. Il est constant que Plutarque professait avec un certain succès lorsque Hypatie vint à Athènes. Son enseignement prenait son point de départ dans Aristote, dont il exposait la doctrine parallèlement à celle de Platon ; mais il ne se bornait plus aux questions arides de la philosophie grecque ; la science par excellence que Plutarque aspirait à propager, c'était celle des *Oracles chaldéens ;* et, à ce point de vue, le philosophe était devenue plutôt un théosophe qu'un maître, il réunissait des sectaires et non des disciples. C'était sa fille, l'ardente Asclépigénie, qui communiquait cette connaissance divine à quelques adeptes favorisés. Son enseignement était presque secret, et, bien qu'à cette époque il fût déjà le partage d'un petit nombre, plus tard il devait se restreindre encore et devenir une simple tradition de famille. Ce fut dans ce milieu qu'Hypatie dut vivre. Si Plutarque lui apprit à pénétrer la philosophie platonicienne, dont elle s'inspira si bien, et qui, avec les sciences exactes que son père lui avait expliquées, furent la base de son enseignement, elle ne dut pas subir l'influence de sa fille ; ses études premières révèlent un esprit plus précis, et la multitude de ses auditeurs prouve que son enseignement n'avait rien de commun avec les mystérieuses initiations qui caractérisaient celui d'Asclépigénie.

L'esprit général d'Athènes devait également frapper Hypatie. Cette grande ville, tolérante et pacifique, recevait dans son sein

Digitized by Google

toutes les religions ; douce de mœurs, elle repoussait les jeux sanglants du cirque, et le temps s'y passait en discussions théoriques et en fêtes. Si le polythéisme n'y captivait plus l'enthousiasme, du moins il y inspirait encore le respect ; on le discutait froidement, mais sérieusement, et il restait en Grèce, à la vue des lieux sacrés, comme un souvenir poétique et charmant auquel on ne pouvait pas renoncer. Cette force, cette grandeur qui brillaient alors dans Athènes n'étaient, du reste, que factices ; l'ardeur qu'on déployait pour apprendre ne pouvait dissimuler le manque des grands enseignements dont il ne restait que le souvenir vivace. Athènes avait subi le sort commun à tant de villes, à tant d'empires, elle avait produit et allait s'effacer devant une puissance nouvelle : sur quelle terre retrouver les derniers efforts de l'intelligence, les dernières manifestations de la vie, alors que tout semblait prêt à se dissoudre, et que deux seuls éléments étaient jeunes et pleins d'espoir : le christianisme et les Barbares?

III

Alexandrie présentait un aspect bien différent de celui d'Athènes dans son oisiveté élégante et polie ; elle offrait l'effrayant spectacle d'une vaste agglomération d'habitants de toutes les nationalités, de toutes les religions, turbulents et sans cesse en proie aux séditions ; peuplée d'abord en partie par des Juifs, elle avait vu affluer peu à peu des étrangers, Grecs, Syriens, Arméniens, qui s'y étaient adonnés au commerce et l'avaient promptement portée à un très haut degré de splendeur. Tout, en effet, contribuait à en faire un lieu où devaient se concentrer forcément des intérêts graves et divers. — Fondée par Alexandre pour servir d'entrepôts au commerce, elle avait parfaitement répondu à la pensée du grand homme ; c'était à elle qu'aboutissaient les seules relations de l'Inde à cette époque, c'était à son port qu'arrivaient les pierres précieuses, l'ivoire, toutes ces richesses qui, expédiées à Rome et dirigées vers les divers points de l'empire, servaient d'aliment au luxe des patriciens.

Adossée aux marais du lac Maréotis, Alexandrie s'étendait sur un terrain plat, en forme de croissant ; du côté de la mer, on ne voyait qu'une grève sablonneuse et nue ; ce n'était que sur les bords du fleuve que la verdure apparaissait, se déployant alors avec une abondance inouïe pendant que le désert et ses droites lignes de palmiers se montraient à l'horizon. — Les monuments qui remplissaient la ville étaient nombreux ; les maisons des particuliers accusaient le bien-être qui régnait dans l'empire parmi les classes éle-

Digitized by Google

vées. — Quant au peuple, il était relégué dans d'affreux quartiers; comme partout, il était tenu à l'écart; plus qu'ailleurs il était mis en réserve; sa nature brutale et mobile, accessible aux passions les plus violentes, lui avait acquis une véritable puissance que les divers partis savaient mettre à profit dans leurs différends, et c'était au plus habile à capter les esprits qu'appartenait à l'avance le secours de ces bras vigoureux. Le patriarche Athanase était celui qui jusqu'alors avait su le mieux faire mouvoir, au gré de ses désirs, les flots de cette populace inconstante, capable de tout oser.

Alexandrie était surtout un centre intellectuel fort remarquable. De tous temps, dès sa fondation même, elle avait acquis cette supériorité; la munificence de Démétrius l'avait enrichie du Musée, les Ptolémées avaient ajouté leurs dons à ceux du guerrier grec, et les Césars romains, à leur tour, jaloux de faire quelque chose pour cette grande et florissante cité, s'étaient plu à l'embellir. Auguste avait concédé au Sérapéum la bibliothèque de Pergame; Claude avait institué le Claudium. — Une liberté extrême régnait, du reste, à Alexandrie; chacun y pouvait professer ses doctrines, et le polythéisme, le christianisme et la philosophie s'y coudoyaient en toute franchise, mais non pas sans danger. C'est ainsi qu'Alexandrie avait succédé en importance à la savante Athènes; si cette dernière restait toujours entourée d'un certain prestige, si elle était encore l'asile respecté des croyances et des mœurs antiques, son influence n'existait plus que dans les souvenirs; Alexandrie était la capitale actuelle du monde savant. C'était dans son sein que les quelques idées nouvelles de l'époque avaient pris naissance et qu'elles y étaient écloses du mouvement des populations orientales. C'était au contact des nations diverses que chacun avait senti le besoin de se relever aux yeux de son adversaire et que l'esprit humain, épuisé et incapable de produire quelque chose de nouveau, s'agitait encore tout occupé de ses travaux de rapprochement et d'éclectisme; enfin, c'était sur cette terre d'Egypte que le dernier combat de la philosophie et du christianisme devait se livrer.

Il y avait une sorte de ralentissement dans l'activité intellectuelle d'Alexandrie, lorsque Hypatie vint y rallumer tout à coup l'esprit philosophique. On ne sait par quels moyens elle put opérer cette transformation; tout porte à croire qu'elle avait abandonné les errements de ses prédécesseurs, et qu'elle avait rapporté de son voyage en Grèce quelque chose de vraiment original. L'histoire nous la montre à Alexandrie, entourée d'une société nombreuse d'amis et de disciples, honorée, riche et puissante, dans la force de l'âge et déjà d'une beauté mûre, captivant chacun par le charme de son éloquence. Elle a rompu avec la timidité de sa jeunesse, et elle

Digitized by Google

porte le plus souvent le brun manteau des philosophes. Elle n'a point choisi d'époux; beaucoup pourtant se sont offerts, dit-on; mais froidement, maîtresse de son cœur, elle ne l'a point donné et ne devait le donner jamais [1].

Ce fut ainsi que, de retour en Egypte, Hypatie remplit la place vide à Alexandrie, vide dans le monde entier, et que la philosophie renaquit pour ainsi dire avec elle. Il appartenait bien à son caractère et à ses talents d'acquérir cette gloire; la tâche n'était pas au-dessus de ses forces. En effet, science, éloquence, grandeur d'âme, Hypatie résume tout en elle; aussi dut-elle conquérir rapidement le rang élevée où nous la voyons parvenue. A Athènes, nous l'avions laissée studieuse et commençant à peine à dévoiler son génie; à Alexandrie, cette enfant divine qui a valu à son père le nom de *Théotecne*, attire autour d'elle les savants et les hommes éminents de son siècle et répand sa renommée dans tout l'Orient.

A son arrivée, les recteurs de la ville s'étaient rendus auprès d'elle pour honorer la philosophie, car bien que la chose eût à peu près péri, le nom de la philosophie était encore vénérable aux yeux des hommes qui avaient l'honneur de tenir le premier rang dans les affaires du pays.

Cyrille venait d'être nommé patriarche d'Alexandrie (412); après trois jours de lutte, il l'avait emporté sur l'archidiacre Timothée, soutenu par le chef de la milice égyptienne. Il succédait à son oncle Théophile, homme impérieux et violent, qu'il devait surpasser par la fougue de son caractère et par le froid calcul qu'il apportait à l'exécution de ses volontés. Cyrille avait une élocution facile, une éloquence entraînante, ses prédications avaient un grand retentissement dans l'Eglise d'Alexandrie et les succès de la parole n'étaient pas ceux auxquels il tenait le moins. Or, un jour, en passant devant la demeure d'Hypatie, Cyrille aperçut sous le portique une grande affluence, une foule compacte d'hommes et de chevaux; il s'informa quelle était cette multitude et pourquoi il y avait un tel mouvement. Ses gens lui répondirent qu'on venait pour saluer Hypatie la Philosophe et que c'était là sa maison. Damascius, qui nous conserve ce fait, nous donne à entendre que cet incident fit naître, dans le cœur du patriarche, un sentiment de jalousie dont il ne dissimule pas les conséquences, et cependant le conflit qui devait avoir une issue si funeste pour *la Philosophe* n'était pas encore né.

L'enseignement philosophique d'Hypatie ne nous a point été conservé. A cette époque, les philosophes qui avaient le plus de

[1] Le mariage d'Hypatie avec Isidore le Philosophe n'est qu'une fable qui ne repose que sur une fausse interprétation du texte de Damascius.

Digitized by Google

succès par la parole écrivaient peu. Ædésius n'avait pas souffert qu'on rédigeât ses leçons ; Plutarque le défendit aussi, et ne permit qu'à Proclus d'en recueillir quelques fragments dans ses dernières années. L'enseignement d'Hypatie résumait les doctrines de l'école d'Alexandrie. Cette école, qui recevait une si vive impulsion de cette femme, avait accusé dès son origine une remarquable tendance de l'esprit qui caractérisa la dernière phase de la philosophie grecque. Pendant que le scepticisme d'Enésidème marquait le point d'arrêt de l'essor de la pensée philosophique en Grèce, quelques idées orientales s'infiltraient lentement dans les esprits. Fatiguée de s'être contemplée elle-même depuis tant de siècles, l'âme humaine cherchait dans l'étude de la divinité un nouvel aliment à ses méditations. Chacun partageait cet ardent désir de connaître ; les Juifs néo-platoniciens, les disciples de la Kabbale, impuissants à fonder, fouillaient les livres religieux sans y trouver la lumière, ou s'imprégnaient des principes qu'on y rencontrait sans pouvoir y donner un but pratique. Cependant les idées orientales s'épurèrent peu à peu ; les gnostiques et leurs extravagantes théories furent écartés, et une école régulière, résumant le mouvement tout entier, s'éleva pour les remplacer. Ammonius Saccas en était le chef : cette école se consacra uniquement à la recherche de l'objet de sa pensée, de Dieu ; la faiblesse humaine lui semblant seule un obstacle, elle résolut d'anéantir cette personnalité gênante par l'extase, c'est-à-dire par l'absorption temporaire de nos facultés, l'unification passagère, en attendant le moment heureux de l'éternelle réunion. Les prières, les pratiques pieuses conduisaient à ce but suprême. Plotin résumait la philosophie d'Ammonius en ces trois mots : extase, trinité, émanation. Porphyre, successeur de Plotin, se signala par une richesse de théologie incomparable et par une certaine répugnance à suivre le mysticisme de l'école. Par degrés, la prière et les cérémonies remplacèrent le simple élan de l'âme ; cette vie d'ascétisme et de science, affaiblissant les forces physiques, donnait un libre essor aux facultés intellectuelles, et, avec Jamblique, elle poussa au dernier point l'exagération des tendances extatiques.

Tel était l'enchaînement d'idées dans lequel l'enseignement d'Hypatie devait se mouvoir. L'éloquence cultivée tardivement pour relever cette cause n'amena aucun résultat ; c'est en vain que la Philosophe s'était dégagée des entraves qui gênaient la pensée et sa libre expression ; son amour pour la vérité la conduisait à reconnaître les principes qui faisaient le fond du dogme nouveau avec lequel elle devait s'unir, ou en dehors duquel elle ne pouvait rester. Hypatie a peu écrit ; on connaît, par le titre seulement, deux *Commentaires* qu'elle avait composés, l'un sur le *Canon astronomique de*

Digitized by Google

Ptolémée, l'autre sur les *Sections coniques d'Apollonius de Perga.* Ces deux ouvrages ont été détruits lors de l'incendie de la Bibliothèque d'Alexandrie (640), et il ne nous est resté de la Philosophe qu'un *Canon astronomique*, inséré dans les *Tables manuelles* attribuées à Théon. Si nous ne comprenons pas, à la distance qui nous sépare de cette femme remarquable, l'ascendant irrésistible de son éloquence, nous en trouvons l'empreinte dans les esprits qu'elle avait su charmer. Un de ses disciples, il s'honore de ce titre, un de ses disciples les plus distingués fut sans contredit Synésius, l'évêque de Ptolémaïs ; il nous a conservé dans ses lettres la trace profonde du culte respectueux qu'il lui avait voué, et ses ouvrages attestent l'influence de l'enseignement de la Philosophe ; deux d'entre eux lui furent adressés avant leur publication.

Synésius était d'une famille riche et illustre ; il aimait les sciences, les beaux-arts et cultivait les lettres avec succès. Envoyé vers Arcadius pour soutenir les intérêts de sa patrie, il lui adressa son discours *sur les Devoirs du souverain* ; cette œuvre révèle les hautes qualités de l'écrivain, du penseur et de l'homme d'action, aussi, lorsque la Cyrénaïque fut menacée par les hordes barbares, ses amis le pressèrent de prendre part aux affaires publiques. De son côté, le patriarche Théophile insistant pour le mettre à la tête du clergé de Ptolémaïs, Synésius finit par céder. Cependant, il déclara que, marié, il ne renoncerait pas à sa femme, à ses enfants, à la vie active, et que, penseur, il n'abjurerait aucune des idées qu'il avait émises ; l'Eglise accepta ces conditions, et c'est ainsi qu'il devint évêque de Ptolémaïs.

Synésius nous offre, du reste, un trait frappant de cette époque ; c'est en vain qu'il prend le nom de chrétien, qu'on le lui impose ou qu'il l'accepte, il ne peut renoncer à ses chères fictions mythologiques ; si les théories platoniciennes le portent vers les vérités que le christianisme avait réalisées, le ton de la littérature de l'époque le retient encore dans l'antiquité païenne ; c'est avec une émotion profonde qu'il parle de cette voix divine qui l'appelle au rang des poètes, et les vers qu'il a laissés nous dévoilent avec quel enthousiasme il mêlait l'élément nouveau aux traditions qu'il n'avait point abjurées.

C'est ainsi que, dans une de ses hymnes, il s'écrie : « Viens à moi, lyre harmonieuse, après les chants du vieillard de Téos, après les accents de la Lesbienne, redis sur un ton plus grave des vers qui ne célèbrent pas les jeunes filles aux gracieux sourires, n la beauté des jeunes amants. »

Synésius poursuit : « Heureux qui, fuyant les cris de la matière et s'échappant d'ici-bas, monte vers Dieu d'un vol rapide ! Heu-

Digitized by Google

reux qui, libre des travaux et des peines de la terre, s'élance sur les routes de l'âme, vers les profondeurs divines ! » Et enfin il termine : « Un rayon précurseur t'éclairera sur ta route et t'ouvrira les horizons de l'intelligence où brille la beauté divine. Courage, ô mon âme, abreuve-toi aux sources éternelles ; monte, par la prière, vers le Créateur, et ne tarde pas à quitter la terre ; bientôt, te mêlant au Père céleste, tu seras Dieu dans Dieu lui-même ! »

A quelle époque de la vie de Synésius ces vers ont-ils été écrits ? Sous quelle influence son génie a-t-il pu lui dicter ces strophes dans lesquelles nous retrouvons, au milieu des idées philosophiques qui avaient cours alors, un vague souvenir des vers dorés de Pythagore et des slokas des livres sacrés de l'Inde ? Quoi qu'il en soit, dans ces hymnes, on sent peu à peu la transformation qui s'opère, et la dernière du recueil qui nous est conservé est dégagée des formes étrangères à la religion qu'il avait adoptée.

Une fois en possession de son épiscopat, Synésius déploya des qualités sérieuses et pratiques ; il s'efforça de conserver dans son diocèse toute la pureté du dogme chrétien ; il combattit avec talent les doctrines d'Arius, et lorsqu'il s'agit de défendre Ptolémaïs contre les hordes barbares, on le trouve sur la brèche, au milieu des assiégés, prêt à mourir avec eux. Il avait rencontré Hypatie à Athènes ; il avait assisté à ses brillantes leçons dans Alexandrie, et il en avait conservé un souvenir qui faisait sa consolation dans la province à laquelle il avait voué sa vie. Hypatie personnifiait à ses yeux le monde de son intelligence, comme le christianisme lui représentait les espérances de son âme ; on sent qu'il craint les reproches de la Philosophe et de son entourage, à cause de ses nouvelles occupations, crainte sans fondement : Hypatie avait un esprit trop compréhensif pour ne pas apprécier les généreux mobiles qui avaient agi sur la détermination de Synésius. Nous avons la preuve que ces deux grandes intelligences se sont bientôt entendues, car la correspondance n'est pas interrompue ; cependant, l'évêque de Ptolémaïs regrette toujours cette réunion d'hommes supérieurs qu'Hypatie avait su grouper autour d'elle ; à chaque instant, dans ses lettres, le nom d'Hypatie la Philosophe, de celle qu'il aime à nommer « sa divine maîtresse », revient sous sa plume comme son souvenir reste dans son cœur. « Si l'oubli touche les morts au delà de l'Erèbe, lui écrivait-il de Ptolémaïs assiégée, là même je me souviendrais encore d'Hypatie ; car je m'en souviens ici, au milieu des misères de ma patrie, accablé par la vue des malheureux qui succombent, et respirant l'odeur des cadavres amoncelés en attendant que je partage leur sort. »

Partout, Synésius se fait gloire d'être son élève ; il lui rappelle

Digitized by Google

les jours heureux qu'il a passés auprès d'elle, et il lui demande quelques mots de souvenir. Tantôt c'est un instrument de mathématique dont il a besoin, et dont il lui donne la description, en la priant d'en surveiller l'exécution ; une autre fois, ce sont de légers services requis ou rendus au nom de l'amitié ; mais, partout et toujours, c'est la plus grande admiration, le sentiment le plus sincère et le respect le plus profond qu'il exprime à cette femme remarquable, qui avait su captiver les esprits les plus divers.

Synésius n'est pas le seul qui ait subi son ascendant tout-puissant ; le préfet d'Alexandrie, Oreste, était aussi au nombre de ses plus fervents disciples et de ses plus ardents admirateurs. Chrétien par position, mais enveloppé par les idées païennes, comme tous les patriciens d'alors, facile à séduire par l'éloquence et la beauté, Oreste devait nécessairement subir l'empire de la Philosophe, mais il était également entraîné par le mouvement du siècle. Agent d'un gouvernement faible, malgré sa vigueur personnelle, il était souvent réduit à l'impuissance. Les préfets, qui avaient jadis concentré tous les pouvoirs, étaient privés d'une action directe ; dépendant de la cour, ils étaient en outre obligés, depuis quelque temps, de partager leur autorité avec les patriarches et les évêques, dont la puissance grandissait chaque jour. Cyrille, au moment où nous nous arrêtons, était investi d'un pouvoir qui balançait celui d'Oreste et qu'il cherchait à étendre de plus en plus, comme tout le haut clergé d'alors. Il y avait donc naturellement, entre Cyrille et Oreste, représentant les deux fractions du pouvoir, une rivalité véritable, disons même légitime.

A Alexandrie, la religion chrétienne, très fortement établie dès l'origine, visait plus que partout ailleurs à un pouvoir effectif. Empruntant divers caractères au peuple dont elle était entourée, elle avait souvent suivi, pour s'établir sur les bords du Nil, les procédés violents qu'on y pratiquait ; c'est ainsi que le fameux Sérapéum, le principal siége de la religion païenne et de la philosophie, fut détruit dans une rixe sanglante (391), et que les temples païens d'Alexandrie furent convertis en églises et en monastères chrétiens. L'empereur, qui aurait dû être le grand arbitre des litiges entre les évêques et les préfets, trop faible lui-même pour être capable d'entrer dans la lutte et de réagir, se laissait fléchir en faveur du clergé par les sollicitations de son entourage, et les préfets essayaient en vain de secouer au profit du pouvoir laïque la dépendance sous laquelle ils succombaient. — Au milieu de l'agitation d'Alexandrie, Oreste fit souvent plus d'une tentative énergique pour arrêter les passions déchaînées ; il ne tarda pas à inspirer une grande mé-

Digitized by Google

fiance à la faction chrétienne, qui l'enveloppa dans la haine qu'elle portait à la réunion des philosophes dont il était entouré.

IV

La ville d'Alexandrie était assez calme depuis quelque temps; elle avait échappé aux terribles invasions d'Alaric et des Barbares, et retrouvé sa prospérité ordinaire, lorsque tout à coup son humeur querelleuse fut soulevée par un incident qui devait bientôt avoir les plus graves conséquences. Le goût des théâtres était alors universellement répandu, et il s'était particulièrement développé à Alexandrie : les *pantomimes* y excitaient un véritable engouement. Ces pantomimes avaient succédé aux jeux du cirque; perfectionnées par Bathylle et Pylade, — sous Auguste, — elles avaient pris un développement énorme dans tout l'empire; le talent des acteurs avait contribué à entretenir le goût de ces divertissements; ces acteurs étaient en général fort bien traités et comblés d'honneurs. Les préférences dont ils étaient l'objet engendraient parfois des luttes très sérieuses entre les factions opposées; c'est ce qui arriva à Alexandrie.

Un acteur, qui était alors en possession de la faveur publique, attirait la foule; les Juifs surtout se rendaient aux représentations qui se donnaient ordinairement le jour du sabbat. Les chrétiens, opposés à ces divertissements, en venaient souvent aux mains avec les Juifs. Oreste voulut mettre fin à ce tumulte périodique, et prit des mesures pour interdire les représentations. Les Juifs, qui se posaient ouvertement en perpétuels ennemis des chrétiens, embrassèrent la cause des pantomimes avec d'autant plus d'ardeur. Le patriarche, instruit de ces troubles, fit surveiller la conduite du préfet dans cette circonstance difficile. Un jour qu'Oreste faisait proclamer ses édits sur les théâtres, les partisans de Cyrille se glissèrent au milieu de la foule. Parmi eux se trouvait un certain Hiérax, maître d'école de la plus basse extraction ; c'était un des plus fervents auditeurs de Cyrille, c'était lui qui avait l'habitude de donner le signal des applaudissements dans les assemblées où parlait le patriarche. Dès que les Juifs l'eurent aperçu, ils s'écrièrent d'une voix unanime qu'il n'était venu au théâtre que pour exciter le peuple à la sédition. En un instant, Hiérax fut saisi et appliqué publiquement à la torture au milieu du théâtre.

Cyrille fut naturellement fort irrité de ce fait. C'était pour ainsi dire sous le patronage d'Oreste que cet attentat avait été commis

Digitized by Google

sur la personne d'un des siens; aussi, résolut-il d'employer, pour fermer ces spectacles, les mesures les plus énergiques devant lesquelles le préfet avait sans doute reculé. C'était, du reste, au patriarche qu'était réservée, par la nouvelle constitution de l'empire, la plus grande part dans l'autorité effective. Cyrille usa donc du droit qu'il avait d'intervenir dans ces affaires; il manda les principaux d'entre les Juifs et leur commanda de s'abstenir des spectacles. Cet ordre ne les arrêta pas; ils n'en continuèrent pas moins de fréquenter les théâtres, et, de plus, ils organisèrent un complot contre les chrétiens. L'historien Socrate nous donne à ce sujet des détails qui nous montrent jusqu'à quels excès les différents partis, aveuglés par les passions religieuses, étaient capables de se porter. Les Juifs résolurent d'attaquer les chrétiens dans une rencontre nocturne; mais, pour se garder des méprises, ils convinrent de porter, pour signe de ralliement, un anneau taillé dans l'écorce d'une jeune pousse de palmier. Une nuit donc, ils répandirent des hommes qu'ils avaient soudoyés dans tous les quartiers de la ville, en criant que l'église d'Alexandrie était en feu. Ce cri sinistre réveilla les chrétiens, qui accoururent en foule pour préserver leur temple; les Juifs, voyant les chrétiens désarmés en leur pouvoir, en firent un carnage épouvantable dans les ténèbres, en se montrant mutuellement leurs anneaux de palmier pour éviter les erreurs. Le jour venu, les auteurs de ce crime abominable, loin de se cacher, semblèrent braver le patriarche. Cyrille résolut aussitôt de frapper un grand coup; il se mit à la tête des chrétiens, se dirigea sur les synagogues, les enleva de vive force, chassa les Juifs de la ville et livra leurs maisons au pillage.

Les Juifs étaient fort considérés à Alexandrie; dédaignés partout ailleurs, ils s'y relevaient de leur état d'abjection par leurs richesses. Obligés de fuir, ils se répandirent dans les centres voisins, et la ville se trouva tout à coup privée d'un grand nombre d'habitants qui étaient depuis longtemps les premiers artisans de sa prospérité. Oreste, prêt à sévir contre l'attentat des juifs, fut vivement affligé de voir que le patriarche avait entraîné les chrétiens dans des représailles funestes, et il écrivit sur le champ à l'empereur pour l'informer de ce qui venait de se passer. Cyrille, de son côté, s'empressa de se disculper en faisant connaître à Théodose les torts des juifs à l'égard des chrétiens; cependant, comprenant bientôt qu'il était allé trop loin, il chercha à se rapprocher d'Oreste. Mais celui-ci refusa de répondre à ces avances, il repoussa même l'Evangile sur lequel Cyrille protestait de son affection pour lui. Oreste voulait conserver toute son indépendance pour ne pas compromettre la cause des juifs, que les fautes des chrétiens rendaient plus facile

Digitized by Google

à défendre. Cyrille ne s'attendait pas à un pareil refus. Il ne songea plus qu'à renverser Oreste. C'est ainsi qu'il se trouva en lutte avec les philosophes qu'Hypatie rassemblait chez elle, et dont l'hostilité à l'égard du christianisme n'était que trop évidente. Cependant la lutte entre le préfet et le patriarche fut bientôt connue par toute la ville.

Dans une cité aussi passionnée qu'Alexandrie, les partis se formaient promptement : les moines intervinrent ; ils étaient fort nombreux en Egypte ; leurs monastères les plus fameux se trouvaient au mont Nitria, situé près du lac Maréotis, à un jour et demi vers le midi ; là jadis s'était retiré un pieux moine qui, peu à peu, avait attiré autour de lui une réunion nombreuse de cénobites. Ces moines étaient loin d'avoir abdiqué toute relation avec le monde, et, en prenant à cœur l'affaire toute temporelle de la querelle de Cyrille et d'Oreste, ils ne faisaient qu'obéir à des sentiments auxquels leur ordre n'était pas assez étranger. Déjà ils s'étaient armés contre Dioscorus et ses frères, et, dans cette lutte, ils avaient pris goût à la vie active et mondaine. Précédemment encore, leur zèle pour les doctrines d'Origène s'était traduit en actes, et Théophile les avait chassés d'Egypte (399). Cyrille les avait rappelés, et ils saisirent peut-être avec empressement cette occasion de lui témoigner leur reconnaissance. En apprenant les difficultés que rencontrait leur patriarche, ils trouvèrent que l'Eglise était en péril, et ils résolurent de lui venir en aide (414). Ils sortirent donc, au nombre de cinq cents environ, de leurs monastères, et descendirent vers la ville ; en y entrant, ils aperçurent le préfet qui s'avançait sur son char. Mus par un sentiment commun, ils se précipitèrent vers lui en le traitant de païen et en lui prodiguant toutes sortes d'injures. Oreste comprit sur le champ qu'un danger sérieux le menaçait ; aussi se hâta-t-il de crier qu'il avait été baptisé à Constantinople par l'évêque Atticus, espérant ainsi se débarrasser de la foule grondante des moines, et continuer son chemin sans encombres ; mais les moines, malgré ses paroles, le serrèrent de plus près, et l'un d'entre eux, un certain Ammonius, lança une pierre qui atteignit Oreste à la tête ; le sang coula, quelques hommes chargés de la police dispersèrent les moines ; et le peuple s'étant porté au secours de son préfet, les poursuivit hors de la ville et s'empara d'Ammonius. Le sort de ce misérable fut promptement décidé : amené devant le préfet, il fut mis à la torture et crucifié jusqu'à ce que mort s'ensuivît. Pour intimider les rebelles, Oreste fit connaître le châtiment qui avait été infligé à Ammonius à tous les monastères de l'Egypte. Ces faits n'étaient pas de nature à apai-

Digitized by Google

ser Cyrille; son irritation fut au comble, il fit appel aux siens et expliqua l'intervention des moines de la manière la plus favorable à ses desseins; il s'empara du corps d'Ammonius, et le déposa dans une église sous le nom de Thomasius, puis il en fit un pompeux éloge, exalta en public sa grandeur d'âme et l'éleva au rang des martyrs en proclamant qu'il était mort pour la cause de la religion. Il poussa si loin l'exagération qu'il finit même par encourir le blâme des chrétiens modérés, qui ne trouvaient pas convenable qu'un patriarche déployât tant de zèle pour un moine obscur qui n'avait reçu, en réalité, que le juste châtiment de sa témérité. Peu à peu Cyrille chercha à apaiser le bruit qu'avait occasionné cette malheureuse affaire; mais les choses ne devaient pas en rester là. Un ferment de discorde entretenait dans son parti de sourds désirs de vengeance: le pouvoir d'Oreste était menacé, soit dans sa personne, soit dans celle de ceux qui lui étaient chers. Vers ce moment, des bruits calomniateurs coururent sur Hypatie, et se trouvèrent, par un hasard étrange, répandus dans les masses; une certaine faction s'acharna contre elle, et des piéges se préparèrent dans l'ombre pour la perdre. Le dénouement de ces trames fut odieux.

L'archevêque avait sous sa dépendance une milice recrutée parmi les hommes de la plus basse condition; on les nommait les « *Parabolants* ». Ces hommes, toujours à ses ordres, devançaient souvent ses désirs. Or, un jour, le premier dimanche de mars de l'an 415, au moment où Hypatie rentrait chez elle, portée dans sa litière, une troupe de Parabolants, à la tête desquels figurait un certain Pierre, *Lecteur* de l'église métropolitaine d'Alexandrie, s'avança vers elle, « féroces comme des bêtes fauves, dit Damascius, habitués à ne craindre ni la vindicte des dieux ni la vengeance des hommes. » En un instant, ils se précipitent sur la Philosophe, l'arrachent de sa litière et l'entraînent vers l'Eglise qu'on appelait Cœsarée. Là ils la dépouillent de ses vêtements, font pleuvoir sur elle une grêle de pierres, de briques et de tuiles et la font périr dans les affreuses douleurs de la lapidation; puis ils dispersent ses membres, les traînent dans la ville et ne les réunissent qu'après avoir joui de cet odieux triomphe, pour les brûler au Cinarium.

Cet acte de barbarie sauvage s'accomplit ainsi au milieu de la ville la plus éclairée du monde, en présence de deux autorités rivales qui allaient bientôt rendre compte à l'histoire, l'une d'avoir pu le provoquer, l'autre de n'avoir pu le punir.

Digitized by Google

V

Il nous est assez difficile de comprendre aujourd'hui comment un pareil forfait a pu se préparer, s'exécuter, s'accomplir en plein jour, au milieu d'une grande cité qui était alors le centre des sciences et des arts, sur la personne qui représentait surtout ce qu'il y avait de plus élevé, de plus pur dans les sciences et dans les arts et que son sexe aurait dû protéger.

Il faut bien nous pénétrer du caractère turbulent d'Alexandrie, des rixes fréquentes qui ensanglantaient ses rues sous le plus léger prétexte, et des luttes incessantes que la rivalité des pouvoirs entretenait alors. Quoi qu'il en soit, la mort d'Hypatie fut regardée comme un malheur public; en voyant ses assassins, on comprit que de pareils hommes n'étaient que les instruments redoutables d'un pouvoir qui faisait planer sur toutes les têtes un vague sentiment de terreur. Néanmoins, ceux qui avaient déployé le plus de cynisme et d'audace furent arrêtés et livrés à la justice des hommes.

Oreste appela sur leurs têtes toutes les rigueurs de la loi; il voulait un châtiment à la hauteur du forfait. La conscience publique n'aurait pas été satisfaite par l'exécution d'une justice sommaire, qui aurait pu ressembler aux représailles d'un parti. Il rassembla donc les documents, et l'affaire fut portée devant l'Empereur.

Tandis qu'Oreste, poussé par son cœur, poussé par son devoir, poussé par son intérêt, poursuivait ainsi les meurtriers de la Philosophe, que devenaient les amis d'Hypatie, cette foule d'hommes intelligents, l'élite de la pensée, qui se pressaient autour d'elle? que disaient ceux-là qui, dispersés sur tous les points de l'empire, avaient reçu cette fatale nouvelle la douleur dans l'âme, la tristesse dans le cœur? Quelle dut être l'affliction de Synésius lorsque le bruit de cet attentat, se répandant dans la Cyrénaïque, vint le surprendre à Ptolémaïs? Synésius paraît garder le silence; ses lettres ne parlent plus d'Hypatie, et cependant il ne mourut que vers l'an 430, plus de quinze ans après celle à qui il avait prodigué l'expression des sentiments les plus affectueux et les plus sincères... Comment se fait-il qu'il ait ainsi perdu le souvenir de celle qu'il ne devait pas oublier même au delà de la tombe?... Il y a, du reste, quelque chose de bien significatif dans le silence de Synésius, quand on songe surtout aux nombreuses lettres qui sont adressées à Théophile et qu'on n'en trouve aucune destinée à Cyrille: on peut se demander

Digitized by Google

comment il se fait que l'évêque de Ptolémaïs ait ainsi rompu avec le patriarche dont il relevait ?...

Mais poursuivons. L'affaire fut donc portée devant l'empereur ; que se passa-t-il à la cour de Byzance ? On nous assure que Théodose, partageant l'horreur qu'un pareil forfait avait soulevé dans l'empire, voulait également punir les assassins, mais qu'un certain Ædésius s'agita en faveur des coupables et parvint, à force de circonvenir et le prince et son entourage, à arracher, par les sollicitations, les prières, les importunités la grâce des assassins.

C'est ainsi que la mort d'Hypatie fut vengée, et son trépas resta comme un épisode au milieu des luttes qui ensanglantaient trop souvent la ville d'Alexandrie.

A mesure cependant qu'on s'éloignait de cet événement, il grandissait dans l'histoire. Le sort de la philosophie sembla lié à celui d'Hypatie ; la science ne survécut pas sur la terre d'Egypte à son malheureux interprète, comme si ces deux existences eussent été enchaînées l'une à l'autre dans une destinée commune. A Athènes, la philosophie eut une plus longue agonie ; ce ne fut qu'un siècle plus tard (529) que la dernière école de la Grèce fut fermée par Justinien.

Quand la mort d'Hypatie fut acquise à l'histoire, la postérité examina les circonstances au milieu desquelles cet événement s'était produit. On se demanda quel était le bras qui avait armé cette bande homicide, quel était ce Pierre, lecteur d'une église d'Alexandrie, qui avait porté les premiers coups ? On se demanda quel était l'influence qui avait agi auprès du trop faible empereur ? Quel était cet Ædésius dont Damascius nous a conservé le nom ; dans quel intérêt s'était-il agité auprès du prince pour sauver des coupables ; et de sinistres réponses vinrent accuser le patriarche.

Quant à Oreste, il est difficile de savoir ce qu'il devint au milieu de cette lutte d'influences ? Conserva-t-il sa préfecture d'Alexandrie ou paya-t-il, par une retraite volontaire ou forcée, son zèle pour une cause qui n'avait pas les faveurs du pouvoir ? Nous l'ignorons, car sa personnalité s'efface dès lors complétement.

Il n'en fut pas de même de Cyrille : cet événement n'apporta aucun trouble dans sa position ; on lui retira pendant quelque temps l'autorité qu'il exerçait sur les « Parabolants », dont on diminua le nombre pour les faire passer sous les ordres des gouverneurs ; mais, dès l'année suivante, leur nombre fut augmenté et ils furent rendus à l'influence du patriarche ; il continua donc à administrer Alexandrie, et les services qu'il rendit depuis à l'Eglise lui valurent la canonisation. Cyrille, en effet, poursuivit les hérésies avec une ar-

Digitized by Google

deur infatigable ; nous le voyons combattre sans relâche les doctrines de Nestorius et assurer dans les conciles le triomphe de la vérité sur les erreurs qui cherchaient à obscurcir la foi.

Ces grandes figures qui représentent, sous certains rapports, d'une manière si brillante la vie de cette époque ne sont pas toujours sans taches. Il y a je ne sais quel souffle impur qui les ternit quelquefois et les entraîne dans son immense tourbillon. Nous avons vu les moines de Nitria prendre une part active, criminelle, aux événements qui préludèrent à la mort d'Hypatie; cette conduite était dans les mœurs non-seulement des moines de Nitria, mais encore dans les habitudes de toutes les communautés. Du reste, pour dépeindre l'esprit qui se répandait alors dans les institutions les plus saintes, il nous suffit de rappeler les jugements qui l'ont stigmatisé dans des termes que nous ne pouvons reproduire qu'en nous abritant derrière l'autorité des personnages qui les ont prononcés. C'est ainsi, par exemple, que saint Ephrem flétrit les moines de son époque : ..... « A l'extérieur, dit-il, nous sommes des ascètes, dans la conduite nous avons l'oisiveté des atèles; à l'extérieur nous jeunons, dans nos mœurs nous sommes des pirates; à l'extérieur nous sommes pudiques, et dans le cœur adultères; à l'extérieur nous sommes paisibles, dans la pratique nous sommes sans frein. » Ce jugement est sévère. mais on ne saurait dire qu'il soit exagéré.

Il en est de même de tout le clergé, qui ne participe que trop aux vices de la société au milieu de laquelle il se recrute. C'est, du reste, en nous mettant toujours à l'abri des noms les plus autorisés que nous formulerons encore des jugements devant la sévérité desquels nous pourrions reculer. Saint Jean Chrysostôme réprime avec énergie la licence hypocrite des prêtres qui gardaient dans leurs maisons des religieuses sous le nom de *sœurs adoptives*, qui fréquentaient les tables des grands, et qui convoitaient la fortune des riches veuves. Saint Jérôme, dans sa liberté fière et redoutable, flétrissait également les désordres qui commençaient à se dévoiler, et qu'il sentait indignes de la belle religion que sa grande âme aurait voulu voir servie par des mains plus pures. Ici, il stigmatise le honteux mobile qui pousse vers les fonctions ecclésiastiques tant d'individus qui n'y voyaient que des moyens d'obtenir des emplois à la cour, ou des richesses qu'ils n'auraient pu se procurer sans leur caractère sacré. Ailleurs il leur reproche leur vie molle et voluptueuse : ..... « J'ai honte de le dire, écrivait-il, mais il y a des hommes qui ne recherchent le sacerdoce et le diaconat que pour voir plus librement les femmes. La parure est tout leur soin ; leurs cheveux sont bouclés avec le fer ; leurs doigts brillent du feu des

Digitized by Google

diamants... » Mais ce qui répugne le plus au solitaire de Bethléem, c'est l'âpreté des ministres du Seigneur : « Voici une grande honte pour nous, écrivait-il encore, les prêtres des faux dieux, les bateleurs, les personnes les plus infâmes peuvent être légataires; les prêtres et les moines seuls ne peuvent l'être; une loi le leur interdit, et une loi qui n'est pas faite par des empereurs, ennemis de la religion, mais par des princes chrétiens. Cette loi même, je ne me plains pas qu'on l'ait faite; mais je me plains que nous l'ayons méritée; elle fut inspirée par une sage prévoyance, et cependant elle n'est pas encore assez forte contre l'avarice; on se joue de ses défenses par de frauduleux fidéicommis. » A ces vices qui s'appliquent au clergé des grandes villes, nous sommes heureux d'opposer les appréciations d'un païen, Ammien-Marcellin, qui nous dépeint les suaves vertus des évêques et des prêtres des provinces éloignées, que leur frugalité, la pauvreté de leurs vêtements, leur front baissé vers la terre, leur candeur et leur modestie recommandent au Dieu éternel et à ses vrais adorateurs.

Tels sont les derniers traits qui achèveront l'esquisse de cette époque. Si nous nous rappelons les sanglants conflits auxquels Alexandrie paraissait habituée, nous comprendrons que la mort d'Hypatie, ce crime qui nous paraît aujourd'hui si audacieux, aurait même pu passer alors inaperçu. C'est déjà beaucoup que l'Empereur en ait été indigné. Aussi ce n'est pas, selon nous, Cyrille seul qu'il faut rendre responsable de la mort d'Hypatie, ce n'est pas lui qu'il faut accuser d'avoir soustrait les assassins au juste châtiment qui les attendait, ce qu'il faut accuser, c'est la société qui tolérait de pareils forfaits; j'en trouve la preuve dans la faiblesse d'Oreste, dans la faiblesse de l'Empereur, dans le silence ou l'impuissance des amis de la victime, aussi bien que dans les démarches et le triomphe des partisans des assassins; c'est donc sur les vices des uns, sur la faiblesse des autres, en un mot sur la corruption du siècle tout entier, que nous devons faire retomber le sang de la Philosophe-Martyre.

JEANNE D.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

ourkard Zink et sa Chronique d'Augsbourg, notice, par E. Fick. Genève, J.-G. Fick.

Cet intéressant opuscule, véritable bijou typographique, est divisé en deux parties. L'une contient l'analyse de la *Chronique d'Augsbourg* de Bourkard Zink, dont le texte allemand a été imprimé pour la première fois dans la *Collection des Annales des villes germaniques*; l'autre, la traduction intégrale de l'autobiographie du chroniqueur, qui forme le dernier chapitre de son ouvrage.

Cette chronique embrasse l'histoire de la ville d'Augsbourg de 1368 à 1468, période pendant laquelle cette cité était déjà gouvernée de fait par ses propres magistrats, bien qu'encore placée nominalement sous l'autorité de ses évêques, successeurs dégénérés du grand saint Ulrich. Le récit naïf de Bourkard est rempli de détails curieux qui jettent un grand jour sur l'histoire générale de l'Allemagne pendant la décadence féodale. L'affaiblissement du pouvoir central était tel, que les bourgeois d'Augsbourg devaient pourvoir eux-mêmes à leur défense contre les déprédations continuelles des burgraves voisins. Ils avaient des reîtres à leur solde et, au besoin, se mettaient eux-mêmes en campagne. Ils prirent part aussi à plusieurs expéditions contre les Hussites, lesquelles ne furent rien moins que glorieuses. La troisième, notamment, qui eut lieu en 1431, se termina par une panique et une déroute générales. « Monsieur notre évêque, dit Bourkard, rentra, lui troisième, à Nuremberg. Les Augsbourgeois, leurs chariots, tentes et couleuvrines, revinrent, grâce à Dieu, en bon état. » Son récit semble indiquer que l'ardeur belliqueuse de ces braves gens était tempérée d'une forte dose de prudence, et qu'ils avaient fait une savante retraite avant de commencer à combattre. La déplorable issue de cette croisade, suivant Bourkard, fut causée uniquement par les innombrables péchés des orthodoxes. Probablement, les manœuvres de Zizka y furent aussi pour quelque chose.

L'une des tendances dominantes dans cette chronique est l'esprit de

Digitized by Google

résistance obstinée de la bourgeoisie aux tentatives incessantes des évêques pour recouvrer leur ancien pouvoir. « Les citoyens, dit Bourkard, ont les griefs les plus nombreux et les plus graves contre l'évêque et son clergé. Riches et pauvres juraient, en dépit du pape et de l'empereur, de sacrifier corps et biens plutôt que de se soumettre aux prétentions épiscopales. » Aussi le chroniqueur ne se fait pas faute d'anecdotes scandaleuses sur le clergé, les moines, les religieuses.

En 1441, celles de sainte Catherine se comportaient si légèrement, que le conseil de la ville « décida d'exhausser le mur d'enceinte et de garnir de maçonnerie la grille du parloir, de manière à rendre impossible toute communication entre nonnains et visiteurs. Quand elles virent entamer cette besogne, elles accoururent armées de barres de fer et de broches à rôtir, tombèrent à bras raccourci sur les ouvriers et leur firent vider la place. Il fallut des soldats pour protéger les maçons pendant qu'ils bouchaient les ouvertures. » Ce récit peut n'être pas tout à fait impartial, mais ces religieuses, si ardentes pour la libre pratique, avaient dû fournir au moins un prétexte plausible à l'ingérence arbitraire de l'autorité civile. Ces antécédents anticléricaux de la ville d'Augsbourg expliquent le rôle qu'elle joua dans la grande crise de la réforme.

L'autobiographie du chroniqueur n'est pas moins intéressante. Délaissé par ses parents, dépourvu de toute ressource, il avait commencé par être un de ces *bacchants* ou écoliers nomades et mendiants dont il est si souvent question dans les documents privés du XVe siècle. Ensuite, il épousa par amour une jeune fille, dont l'apport en ménage consistait en une couchette, une génisse, une poêle et quelques autres menus ustensiles, le tout ne valant pas dix livres. Mais elle était laborieuse, filait de la laine comme Lucrèce, et gagnait ses trente-deux deniers par semaine. Lui, de son côté, avait une belle écriture, et trouva aisément à vivre en copiant des livres de théologie. Par une heureuse coïncidence, la vie était, à cette époque, d'un bon marché fabuleux ; on avait un boisseau de froment pour dix gros, c'est-à-dire un peu plus d'un demi-florin ; une livre de viande pour un denier, une demi-douzaine d'œufs pour le même prix, de très bon vin de Franconie ou du Neckar à trois deniers la mesure.

Patient, laborieux et intelligent, Bourkard s'éleva graduellement à l'aisance et à la fortune. Il fut chargé pour la ville de diverses missions et charges, dont il s'acquitta avec succès, s'adonna au commerce des pelleteries, alors fort lucratif, fit construire plusieurs maisons, dont il se défit ensuite avantageusement. Dans l'automne de 1440, il perdit sa première femme, qu'il pleura pendant tout l'hiver, et remplaça à la Pentecôte suivante par une veuve des plus agréables, laquelle trépassa à son tour en 1449. Il resta ensuite veuf pendant quatre ans ; cet intermède fut rempli par une servante maîtresse qui lui donna deux enfants, mais qui le volait à tel point qu'il se décida à la renvoyer, pour épouser en légitimes noces une troisième femme, qu'il eut encore le chagrin d'enterrer cinq ans après. Décidément, la place était meurtrière, et, malgré la naïve bonhomie du narrateur, le récit de ses péripéties conjugales fait songer vaguement à la légende de Barbe-Bleue. De toutes ces femmes, il n'avait pas eu

Digitized by Google

moins de quinze enfants, dont la plupart moururent avant lui de divers accidents, et furent « inhumés sous sa pierre », dans l'église Saint-Maurice. Un des fils de sa première femme lui donna bien du souci dans ses vieux jours. « N'en ayant pas entendu parler depuis neuf ans, il ne s'occupait plus de lui, le croyant trépassé »; soudain il apprit que cet enfant prodigue, ayant pris du service auprès d'un vassal rebelle de l'évêque de Trente, était tombé dans les mains de ce prélat, qui menaçait de le faire tuer s'il ne payait mille florins de rançon. Bourkard y courut, parlementa, marchanda, et fit si bien, que l'évêque se contenta de cinquante florins comptant. Malgré ce rabais considérable, Bourkard trouvait encore qu'il avait racheté son fils le *condottiere* plus qu'il ne valait. Pour s'étourdir sur cette mésaventure, il se remaria à soixante-quatre ans pour la quatrième fois, devint père pour la seizième. « Jamais, écrit-il, je n'avais éprouvé autant de tracas. » Il avait usé sa chance.

Bourkard Zink, né dans la première année du XVe siècle, mourut en 1474 ou 1475. Le gouvernement bavarois, qui n'épargne pas les statues, comme on sait, en a élevé une à ce chroniqueur à Memmingen, sa ville natale, car Augsbourg n'était que sa patrie d'adoption.

DE F.....

Impressions of Spain in 1866, by lady Herbert, with 15 illustrations. London Beatley.

L'auteur des *Impressions of Spain* est un *blue-stocking* appartenant à l'aristocratie de la vieille Angleterre et riche autant que lettrée, ce qui lui a permis d'accomplir son voyage avec un luxe royal et de nous le raconter en fort bon style. En tant que touriste, lady Herbert est d'une concision vraiment merveilleuse. Les sensations admiratives qu'ont pu lui faire éprouver les beautés de la nature et les chefs d'œuvre de l'art, elle les conserve précieusement pour elle-même. C'est qu'elle a entrepris son voyage et écrit ses impressions à un point de vue exclusivement religieux, avec la ferveur ordinaire aux convertis de fraîche date.

De la reine, des ministres, des généraux, de la cour, de la ville, à peine un mot. Si l'auteur nous entretient assez longuement de deux dignitaires, il s'agit de membres du haut clergé (l'archevêque de Cuba, confesseur de la reine, et l'archevêque de Tolède). Il faut, d'ailleurs, rendre à lady Herbert la justice de reconnaître qu'elle s'occupe fort peu de politique; son voyage est tout uniment un pèlerinage, et le peuple qu'elle a entendu visiter se compose de prêtres, de moines, de nonnes et de pauvres paysans que le clergé séculier et régulier mène... on ne sait où. Ne nous étonnons donc pas si la confraternité cléricale se montre confite en délicates attentions pour la visiteuse, qui, au reste, avait pris le soin de se munir d'une permission spéciale du pape. Devant ce Sésame, toutes les portes des couvents d'hommes ou de femmes s'ouvraient respectueusement à deux battants. Que de saintes observations elle a été à même de faire, et combien je regrette que la place me manque pour en faire profiter le lecteur!

Digitized by Google

A Cordoue, une lettre missive de l'archevêque métropolitain procura à lady Herbert le bonheur insigne de pénétrer dans les ermitages de la Sierra-Morena. « Le meuble le plus apparent de la cellule de chaque cénobite est une formidable discipline armée de pointes de fer... Les reclus prennent la discipline (*sic* — comme une médecine) deux fois par semaine régulièrement. » Impuissante à rendre convenablement les salutaires effets de cet exercice, l'auteur fait un emprunt au P. Félix, qui affirme que, pour s'infliger volontairement de semblables tortures, « il faut être vraiment grand. » En bonne conscience, n'est-ce pas pousser le lyrisme au delà des limites rationnelles et faire bon marché de l'héroïsme? Si, pour être *vraiment grand*, il suffit, en vue de complaire à la divinité, de se déchirer l'épiderme avec un martinet plus ou moins hérissé de clous, quelle épithète appliquera-t-on à ces Indous bien autrement dévots, à ces fakirs qui conservent leurs mains hermétiquement fermées jusqu'à ce que les ongles, en s'allongeant, aient traversé la paume d'outre en outre, et à ces convulsionnaires dont la plus ineffable jouissance consiste à se faire réduire en bouillie par les roues du char monstrueux de Jaggernat?

Grâce au viatique dont elle était porteur (la lettre papale), lady Herbert fut accueillie avec enthousiasme par tout le clergé espagnol. L'archevêque de Séville lui-même eut la délicate attention de lui offrir, pendant les fêtes de Pâques, une place dans le chœur de la cathédrale, « faveur insigne, réservée généralement à la royauté, » et dont la noble voyageuse ne manque pas de se montrer raisonnablement fière, malgré son humilité chrétienne.

L'anecdote suivante est un curieux trait de mœurs : « Un jour, à Madrid, je me trouvais dans une boutique, choisissant des photographies, lorsque tout à coup le marchand s'écria : *Sua Maesta viene* (l'auteur oublie d'expliquer comment il se fait que cet Espagnol parle italien), et, quittant brusquement son comptoir, s'élança vers la porte. Pensant que c'était la reine, je le suivis aussitôt. A ma grande surprise et à mon plus grand plaisir, j'aperçus le marchand et tout le reste du monde respectueusement agenouillés dans la boue devant le ministre du roi des rois portant le Saint-Sacrement. » Lady Herbert ne dit pas si, imitant ce pieux exemple, elle s'est humiliée jusqu'à maculer sa robe de soie.

Le principal objet de la dévotion de lady Herbert est sainte Thérèse, l'épouse du Christ, que Ford, un autre Anglais non moins profane qu'humoristique, ose appeler « la nonne détraquée (*crazy*), la nonne hystérique (*love-sick*), le jouet (*tool*) des jésuites, que Grégoire XV, aveuglé par les doublons de Philippe IV, a placée dans le calendrier romain au lieu de la colloquer à Bedlam. » Aussi lady Herbert visita-t elle avec le plus grand soin les couvents placés sous l'invocation de sa sainte de prédilection. Après de magnifiques éloges à l'adresse des autres établissements religieux et de froides et concises descriptions des institutions humanitaires, partant utilitaires, qu'on appelle des hospices, des orphelinats, des écoles, elle arrive au beau idéal de la vie contemplative et le trouve au monastère de Sainte-Thérèse, à Séville. Dans ce charmant asile,

Digitized by Google

la communion est passée aux religieuses à travers une fente ménagée dans le mur de la chapelle; l'unique et perpétuelle nourriture des recluses se compose de poisson salé avec assaisonnement de coups de discipline; le couvent ressemble à une immense cave, d'où le soleil est soigneusement exclus, où ne brillent jamais ni feu, ni lumière, où le linge de corps est un mythe, et où la pieuse touriste reçut l'ineffable permission de faire sa prière revêtue du vieux et grossier manteau de sainte Thérèse.

Une étude sur l'Espagne serait incomplète si l'on n'y trouvait la description des combats de taureaux. L'auteur ne manque pas de nous gratifier de la peinture d'une de ces scènes de carnage, quoiqu'on ait, à juste titre, le droit de s'étonner qu'une visite à l'arène de Séville se soit trouvée comprise dans son ascétique itinéraire. « Il est difficile, dit-elle, de comprendre comment une femme peut s'y rendre une *seconde* fois. » Je comprends plus difficilement quelle raison valable a poussé une aussi pieuse, aussi charitable personne à repaître une *première* fois ses yeux d'un semblable spectacle, et moins encore comment elle a pu assister impassible à la mort de vingt chevaux et de six taureaux tués en deux heures. Tant de résignation entre-t-elle dans l'âme des dévots! Qu'allait-elle faire dans cette galère? N'avait-elle, par hasard, jamais entendu parler des *dias de toros*? N'avait-elle jamais lu de récits plus vifs, plus colorés, moins écœurants cependant que celui qu'elle nous sert? Ne pouvait-elle se contenter de ses monastères et de ses béguinages? Tout fervent catholique romain ne se sentira-t-il pas scandalisé à la lecture des deux seuls documents dont Lady Herbert ait jugé à propos d'illustrer l'appendice de son livre, et d'y trouver côte à côte le programme des combats de taureaux à Séville et le prospectus des cérémonies de la semaine sainte dans la même ville? Pourquoi cette juxtaposition de l'Eglise et de l'arène? Le clergé patronne-t-il le matador?

Le livre de lady Herbert nous fait connaître, après tant d'autres, le mal de cette contrée qu'elle appelle emphatiquement « la terre du soleil »; en exaltant ce que le délire religieux peut inventer de plus antihumain, l'auteur, bien involontairement, il est vrai, nous force à conclure que la terre du soleil n'est certainement pas la terre des lumières.

HIPPOLYTE VATTEMARE.

Bibliothèque pour tous. — *Le travail et ses lois*, par M. Antonin RONDELET, professeur à la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand.

Nous recevons le premier volume d'une collection qui nous fait beaucoup attendre et beaucoup espérer. La *Bibliothèque pour tous* nous paraît répondre tout à la fois à une idée juste et à un besoin urgent.

Les nations modernes n'en sont plus à ces temps d'innocence politique où les esprits se résignaient à l'ignorance, et les volontés à la soumission. Aujourd'hui, les notions d'économie sociale sont devenues un besoin es-

Digitized by Google

sentiel, aussi bien pour la destinée des nations que pour la conscience des individus; et cependant, pour me servir d'un terme emprunté à cet ordre d'idées, ces notions sont aujourd'hui plus demandées qu'offertes. C'est donc une idée heureuse de présenter non pas seulement à l'ouvrier, au travailleur, au paysan, mais, comme le dit le titre de la publication, à *tout* le monde, une série de petits travaux très courts, très bien faits, très bon marché.

Nous avons sous les yeux la première de ces publications. Elle est intitulée : *le Travail et ses lois*. Elle est signée de M. Antonin Rondelet, dont les travaux font autorité dans le monde de la science économique, et qui a en outre l'avantage, si rare aujourd'hui, d'être écouté tout à la fois des maîtres parmi lesquels il siége, et des ouvriers qui entendent si volontiers ses conseils. Ici, nous n'avons plus sous les yeux une de ces brochures qui, improvisées sous la forme de discours, ont été transformées en un volume par le concours de la sténographie. Il s'agit bien, en effet, d'une œuvre originale. L'auteur a voulu traiter une question en la détachant de toutes les questions incidentes, et en la renfermant dans ses limites exactes. Il y a quelque chose tout à la fois de puéril et de pédantesque à vouloir toujours, à propos de chaque problème, remonter au déluge, sous prétexte de revenir aux principes. M. Antonin Rondelet évite avec beaucoup de bonheur cet inconvénient. Il possède au plus haut degré l'art si rare et si particulier de concentrer en un foyer unique de lumières toutes les idées qui rendent une question saisissable. Je suis profondément convaincu que ce petit opuscule, lu dans une de ces réunions publiques dont on tire un si grand parti d'anarchie et d'épouvante, y serait écouté jusqu'au bout sans aucune contestation, et au grand profit des auditeurs. Si les classes supérieures avaient chez nous la même intelligence politique qu'on rencontre en d'autres pays, si elles savaient appuyer à propos un enseignement utile, pourquoi ne verrait-on pas de petits traités si bien faits, si heureusement appropriés à leur destination, se répandre et se multiplier entre les mains des ouvriers? Pourquoi la littérature qui offre de la solidité sans ennui et du profit sans fatigue, ne deviendrait-elle pas aussi véritablement populaire que la littérature de l'amusement? On ne me fera jamais croire que le peuple français n'est pas fait pour s'intéresser à ses devoirs et à ses droits dans la même mesure qu'aux investigations d'un agent de la police ou aux aventures d'un échappé du bagne.

H. DE M...

Digitized by Google

REVUE MUSICALE

Messe solennelle de Rossini. — **Théatre-Lyrique** : Encore *Rienzi*. — **Opéra-Comique** : Reprise de *Jaguarita*.

C'est seulement le 28 février dernier que la messe de Rossini a fait son apparition aux Italiens. C'était la première audition vraiment publique et complète de cette œuvre intéressante à plus d'un titre, car on ne peut compter que pour mémoire l'essai qui en avait été fait au piano, six ans auparavant, dans une maison particulière, et le travail définitif de l'instrumentation ne date que de 1863. Cette messe avait été, de la part du petit nombre d'élus conviés naguère à l'hôtel Pillet-Will, l'objet d'éloges enthousiastes, dont le public n'avait pu jusqu'ici contrôler l'exactitude. On ne parlait de rien moins que d'une nouvelle et complète évolution du génie de l'auteur de *Guillaume Tell*, d'une véritable œuvre de musique d'église, profondément religieuse et savante. Cette appréciation est inexacte ; la vérité, c'est que, à part quelques défaillances, Rossini est resté lui-même dans cet ouvrage, et c'est déjà beaucoup. Il n'a abordé le style fugué proprement dit qu'avec une réserve extrême, au *Christe eleïson*, sans accompagnement ; dans les deux *Amen* du *Gloria* et du *Credo*, et dans le *Prélude religieux* d'orgue pendant l'Offertoire. Tout le reste appartient plutôt, comme le *Stabat*, au genre de l'*opera seria*.

La plus belle page de cette messe théâtrale est, sans contredit, l'air de soprano, *Crucifixus*, dans lequel Mlle Krauss a obtenu un si brillant et si légitime succès. On y trouve une appropriation admirable de la musique aux paroles, l'expression d'une douleur poignante, nerveuse, qui rappelle la dévotion passionnée des peuples méridionaux. La mélodie, l'accompagnement palpitent comme des sanglots : il y a surtout sur le mot *passus*, plusieurs fois répété, un cri de douleur dont l'effet est encore augmenté par le retour immédiat du chant aux notes graves sur

Digitized by Google

l'*Et sepultus est*. De tels accents, il est vrai, conviendraient aussi bien à Héro pleurant sur le corps de Léandre. Cet air, aussi gracieux que pathétique, est, sans contredit, l'une des plus belles inspirations que Rossini ait jamais rencontrées. On y remarque d'intelligentes concessions aux tendances du goût moderne pour les complications harmoniques. Ainsi, dans la seconde partie de l'air sur le mot *Crucifixus*, Rossini passe, dans un intervalle de huit mesures, de *la* bémol en *si* majeur, puis en *ré* et en *fa*, d'où il retombe dans le ton primitif. Nous pourrions citer de nombreux exemples de semblables recherches dans les autres parties de l'ouvrage, notamment dans l'*O salutaris*, l'un des morceaux les plus remarquables après le *Crucifixus;* dans le duetto en *fa* mineur, *Qui tollis*, dont la résolution surtout a un caractère d'insistance suppliante du plus heureux effet; dans l'air du ténor, beaucoup trop gracieux pour la circonstance, enfin dans celui de la basse; *Quoniam tu solus*, dont l'allure majestueuse correspond mieux aux paroles. Cet air contient à lui seul plus de modulations que tel ou tel des anciens opéras du maître. Tout en blâmant et raillant la marche du siècle, il semble avoir voulu, au dernier moment, faire quelques pas avec lui et disputer des applaudissements aux musiciens de l'avenir. La distance est moins grande qu'on ne pense entre le *Crucifixus* de Rossini et la prière du cinquième acte de *Rienzi*.

Le directeur du Théâtre-Lyrique poursuit vaillamment les représentations de ce premier opéra de Wagner. Nous avons revu cette œuvre inégale, tourmentée, mais d'un souffle puissant, et nous avons constaté de remarquables progrès dans l'exécution des morceaux d'ensemble. *Rienzi*, on ne saurait trop le redire, fut écrit par un maître futur qui cherchait encore sa voie, qui n'avait encore ni la pleine conscience, ni le courage de son individualité. On y retrouve fréquemment, auprès d'aspirations pleinement originales, des réminiscences instinctives de maîtres anciens et modernes. Ainsi, le beau trio du premier acte, que par parenthèse on expédie beaucoup trop vite au Théâtre-Lyrique, rappelle les meilleures pages de la *Vestale*; l'influence de Verdi se fait sentir dans l'introduction en *mi* majeur du chœur des messagers, dans la *stretta* triomphale du second acte. L'ouverture elle-même, dans laquelle ces réminiscences rapprochées forment une sorte de groupe traversé çà et là par de vifs éclairs d'originalité, nous offre, dans quelques mesures, une vague ébauche de *crescendo* rossinien bien vite écarté, comme une mauvaise pensée.

Rienzi est une œuvre mémorable de transition, qu'il importait de faire connaître au public, comme introduction à des ouvrages d'une individualité plus caractérisée et plus soutenue : au *Vaisseau Fantôme*, à *Lohengrin*, l'œuvre, selon nous, la plus magistrale de Wagner, et aussi au *Tannhauser*, qui reste à juger en dernier ressort. Le premier ouvrage du maître de l'avenir a des défauts que ses partisans les plus enthousiastes ne sauraient contester. En plus d'un endroit, l'effort brusque et violent vers l'imprévu tourne à la bizarrerie; des récitatifs interminables associent trop intimement les auditeurs aux ennuis renaissants des personnages principaux; des répétitions multipliées nuisent à l'effet de plus d'une belle page. Ces défauts, il est vrai, sont atténués au Théâtre-Lyrique par

Digitized by Google

des coupures intelligentes, par les courageux efforts de Monjauze, qu'on ne soupçonnait pas héroïque à ce point. La dimension trop restreinte de la scène ne permet pas malheureusement d'atténuer un autre défaut, celui qu'on reproche le plus amèrement à Wagner, l'abus des effets de sonorité. On dirait que ce maître veut renouveler, dans des conditions un peu différentes, le prodige de Josué contre Jéricho : faire éclater, au son des trompettes, les enceintes bourgeoises des théâtres d'aujourd'hui, trop étroites pour ses conceptions populaires. L'insuffisance, principalement comme tragédienne, de l'artiste chargée du rôle d'Irène nuit encore sensiblement à l'effet de plusieurs des plus belles scènes de *Rienzi*.

Malgré tant d'obstacles de diverse nature, cette interprétation de *Rienzi* au Théâtre-Lyrique aura eu son utilité, et marquera dans les fastes de l'art. On aura, du moins, entrevu combien ces ondes troubles et mugissantes roulent de parcelles d'or ! Le public français a pu apprécier à leur juste valeur une partie des beautés réelles et durables qui surabondent dans cette œuvre : le final du premier acte, qui exprime si énergiquement le réveil courroucé d'un grand peuple ; le chœur des messagers de paix, qui, par sa suavité exquise, contraste si heureusement avec tant de scènes violentes et dont le *solo*, parfaitement dit par Mlle Priola, obtient chaque soir les honneurs du *bis* ; le chœur en *ut* majeur de la fin du second acte, où respire l'allégresse grandiose de la liberté ; puis encore, au troisième acte, l'ardente prière des femmes, de temps en temps interrompue par le bruit du combat, et l'hymne de triomphe final ; au cinquième enfin, la prière de Rienzi, magnifique inspiration, qui a trouvé grâce devant les détracteurs les plus acharnés de l'œuvre et du maître.

Une autre fois nous parlerons d'une œuvre écrite dans un tout autre style, le *Don Quichotte* de M. Boulanger, dont les représentations alternent présentement avec celles de *Rienzi*. Bien que le Théâtre-Lyrique fasse de son mieux pour qu'on n'entende que lui, il faut bien, de temps à autre, tâcher d'écouter autre chose. Nous parlerons donc aujourd'hui de la reprise qu'a donnée l'Opéra-Comique d'un ouvrage trop longtemps négligé, *Jaguarita l'Indienne*, qui fut l'un des premiers et des plus beaux triomphes de Marie Cabel. *Jaguarita* tient une place très distinguée dans l'œuvre d'un maître dont le souvenir nous est cher à plus d'un titre, F. Halévy. Le sujet est emprunté, comme on sait, à l'un des plus jolis romans d'Eugène Suë, *Hercule Hardi*. Tout le monde a lu l'histoire de ce poltron naïf qu'une série bizarre de circonstances travestit si bien en héros, qu'amis et ennemis y sont également trompés. En transportant ce sujet à la scène, MM. de Saint-Georges et Leuven lui ont fait subir de cruels remaniements. Le personnage principal du roman, devenu secondaire dans leur *libretto*, a perdu cette naïveté qui faisait son plus grand charme ; ce n'est plus qu'un fanfaron ridicule et vulgaire. Jaguarita, la Jaguarita d'Eugène Suë, n'est guère plus reconnaissable. Au lieu de mourir ou de disparaître pour toujours au dénouement, comme une Indienne qui se respecte devait le faire, elle abjure sans remords toute espèce de sauvagerie, et trahit lâchement sa tribu pour un capitaine hollandais.

Digitized by Google

Pourtant ce sujet, si défiguré qu'il soit, ne manque pas d'intérêt, et ces scènes de forêts vierges, d'embuscades, ont heureusement inspiré le compositeur. Le rôle entier de Jaguarita est dessiné avec un soin infini; les vocalisations dont il est hérissé n'ont pas seulement pour but de faire briller l'agilité de la cantatrice : on y remarque à chaque instant des transitions, des soubresauts inattendus; de véritables bonds d'une souplesse féline, parfaitement en harmonie avec le caractère du personnage. L'intention du maître est notamment visible dans l'*andante* du premier acte :

Malgré la cage
Et le gardien,
Quand on me tient
L'on ne tient rien.

Et dans le début de l'*allegro :*

Oui, je suis la panthère,
La reine des bois

L'un des passages les plus expressifs est encore la mélopée, d'une allure gracieusement perfide, qui fait si bien valoir, dans la grande scène du second acte, ces vers d'ailleurs plus que médiocres :

Au sein de la nuit,
Sans bruit,
La tribu s'avance;
Comme le serpent,
Rampant
Dans l'ombre on s'élance;
L'ennemi qui dort
A tort, etc.

Tout n'est pas sacrifié au rôle principal. On trouve des parties fort gracieuses dans celui de Maurice, le capitaine sentimental que la belle anthropophage avait apprécié d'abord à un point de vue purement culinaire, et qui finit pourtant par l'apprivoiser. Ce rôle a été l'un des premiers succès de Monjauze, avant sa métamorphose de tenorino gracieux en farouche tribun. Il y a encore dans cette pièce un rôle fort court, mais qui tient sa place parmi les conceptions les plus magistrales d'Halévy. C'est celui de Mama-Jumbo (nom africain singulièrement placé à Surinam), un faux transfuge indien, qui n'a passé du côté des blancs que pour mieux tramer leur perte. Ce personnage, quand il a enfin jeté le masque, prend un caractère de férocité grandiose que la musique exprime admirablement dans les strophes du troisième acte : *Dans nos bois et dans nos forêts*, et surtout dans la *stretta* du chœur des cannibales menaçant leur victime.

Presque tous les morceaux de cet opéra mériteraient d'être signalés. Nous recommandons surtout, au premier acte, le trio en *ré* majeur, qui débute par une phrase ravissante du ténor, et la belle marche militaire

Digitized by Google

du final, qui fut longtemps populaire et va sans doute le redevenir. Au second acte, nous citerons l'air comique du major poltron :

Dans mon pays on mange,
Ici l'on est mangé.

Puis le morceau d'ensemble, d'une allure si tranchée et si vive :

Ne craignons plus les coups du sort,
Zamzam est mort!

Et le trio bachique avec chœurs, en *si* bémol : *En francs militaires*, qui obtient fréquemment les honneurs du *bis*! Nous avons indiqué déjà les belles strophes de Mama-Jumbo, par lesquelles s'ouvre le troisième acte. Le chœur qui suit : *Voilà le grand dieu Bambusi*, exprime on ne peut mieux la superstition puérile unie à la férocité. Halévy a mis en œuvre avec habileté, dans ce morceau, le système de mélopée sourde et monotone familier aux peuples sauvages, et obtient ainsi un très grand effet de couleur locale, à la fois comique et sinistre. Nous avons cité la *stretta* en *si* mineur :

Demain, dès l'aurore,
O chrétien, tu mourras!

Cette page, d'une énergie et d'une concision magistrales, fait d'autant mieux ressortir la cavatine qui suit immédiatement et que l'on compte, avec raison, parmi les plus gracieuses inspirations du maître.

Mme Cabel a repris possession de son rôle primitif et s'en acquitte, sinon en comédienne, du moins en chanteuse consommée. L. Achard a de la verve dans le rôle de Maurice; Barré, amusant sous les traits d'Hector, s'est permis une note un peu hasardée; un homme si timide a droit peut-être à notre indulgence. Le rôle de Mama-Jumbo est bien tenu par Bataille qui a fait applaudir à juste titre ses strophes du troisième acte.

Jaguarita est, en définitive, un des plus heureux emprunts qu'on pût faire au répertoire de l'ancien Théâtre-Lyrique, et nous sommes particulièrement heureux, pour notre part, de ce légitime hommage rendu à la mémoire d'un maître qui était non-seulement un compositeur hors ligne, mais un écrivain distingué, que la *Revue* s'honore d'avoir compté parmi ses collaborateurs.

C. Ernouf.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

14 mai 1869.

Dans la vie des peuples comme dans la vie des hommes, il y a des heures d'égoïsme profond, des heures où le monde entier disparaît, où rien n'existe, en dehors de l'intérêt du moment. Nous sommes, depuis huit jours, dans une de ces crises. Que nous importent l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne et le Grand Turc? Nous n'avons que vingt jours tous les six ans pour nous occuper de nous-mêmes, pour régler les conditions de notre existence politique, pour assurer la bonne administration de nos finances, pour nommer nos intendants et leur donner nos instructions; n'est-il pas bien naturel que nous ne voulions pas distraire une seule minute d'un temps si précieux? Il n'y a rien d'ailleurs, ni dans les pays voisins, ni dans les pays éloignés, qui soit plus digne d'attention que ce qui se passe chez nous. L'Angleterre achève d'introduire dans ses lois, en attendant mieux, la liberté de l'Eglise d'Irlande; l'Allemagne s'efforce aussi de se concentrer en elle-même et suit d'un œil attentif les travaux du Parlement du Nord; l'Italie reconstitue son ministère et l'Espagne élabore une constitution nouvelle, au moyen de laquelle cette nation espère se régénérer. Quelle que soit l'importance que chacun des Etats de l'Europe attache, en ce moment, à ses propres affaires, ce qui s'accomplit chez nous excite aussi leur attention; ils prennent souci de nos élections comme s'ils étaient eux-mêmes engagés dans nos crises ou

Digitized by Google

comme si la bataille électorale devait amener pour eux un succès ou un revers.

Cette sollicitude dont nous sommes l'objet ne peut que nous flatter ; elle nous montre que nous n'avons pas encore perdu toute influence dans le monde. Nos volontés comptent donc encore pour quelque chose ! Ne nous faisons point illusion cependant ; si les peuples voisins s'occupent tant de nous, c'est peut-être moins par un sentiment d'admiration que par un sentiment de crainte et de juste défiance. Exposés aux plus dangereuses fantaisies du pouvoir personnel, ils ne peuvent être indifférents aux manifestations de la volonté nationale ; ils attendent de ce contrôle, pour eux mêmes autant que pour nous, plus de sécurité. Ils ne sont pas fâchés de savoir si la nation française a les mêmes vues, les mêmes tendances, les mêmes susceptibilités que les hommes qui la gouvernent. En dehors de ce qui les touche personnellement, les étrangers suivent aussi d'un regard attentif la marche progressive de nos institutions. Il existe, aujourd'hui plus que jamais, entre les peuples, une telle solidarité, que les satisfactions obtenues sur un point de l'Europe se font ressentir partout ; il n'y a pas une liberté conquise dans un pays dont un autre pays ne puisse attendre quelque profit.

L'Europe, qui nous observe, doit être satisfaite ; nous lui donnons le spectacle d'une nation tout à fait remise de ses récentes épreuves et voulant rentrer par les voies légales en possession d'elle-même. Le mouvement électoral s'accomplit, sauf les turbulences de ces derniers jours, avec la plus grande régularité ; l'esprit français, réputé si indocile, se meut dans les limites étroites que lui tracent les lois qu'on lui a faites ; il use de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, et ne montre de velléité subversive que devant les exigences exagérées de l'autorité. Les journaux étendent leur polémique aussi loin que possible ; aucun d'eux, jusqu'à ce jour, ne s'est oublié jusqu'à provoquer les pénalités dont le pouvoir judiciaire est armé contre la presse.

Les réunions électorales ouvertes dans toutes les circonscriptions reçoivent, tous les soirs, une telle affluence d'électeurs, que les locaux les plus vastes ne peuvent les contenir. Dans ces assemblées, il est rare que la parole ne jouisse pas d'une liberté que la présence des agents de l'autorité n'intimide pas. Toutes les opinions se produisent, toutes les critiques se donnent carrière ; on interpelle les candidats ; on leur adresse des exhortations ou des reproches. De ces débats contradictoires, il sort quelquefois d'orageux tumultes qui ont leur écho dans la rue ; le flot des passions politiques déborde au dehors ; il se mêle parfois avec une certaine violence à la vie des citoyens paisibles qui voudraient en être préservés. On ne peut nier cependant que, sous ce rapport, nos mœurs politiques n'aient fait quelque progrès. Il fut un temps où les manifestations populaires donnaient de bien plus vives alarmes ; en 1848, et même avant, les groupes dégénéraient facilement en rassemblements, et les rassemblements en émeutes. Le peuple de Paris n'a pas perdu toutes ses vieilles habitudes, mais un changement s'est opéré en lui ; qu'on l'attribue à l'influence du régime sévère qu'il vient de traverser ou au peu de

Digitized by Google

profit que lui ont rapporté ses impatiences historiques, ce changement heureux rassure les honnêtes gens et console les vrais amis de la liberté; il prouve que nous sommes un peu plus aptes à la pratiquer qu'on ne l'a cru jusqu'à présent. La police, cependant, pour ne point rester inoccupée, a, de temps à autre, dissous une réunion publique à cause des doctrines que professaient certains candidats; elle a opéré sur la voie publique quelques arrestations. Son intervention dans les assemblées, au point de vue légal, était contestable; au point de vue des convenances, elle était tout à fait inopportune et surtout inutile, car les voix étouffées un jour retentissaient le lendemain, et les vérités ou les erreurs dont elles étaient l'écho arrivaient bon gré mal gré à se faire entendre.

C'est à Paris surtout qu'il nous a été facile jusqu'à présent de suivre les diverses phases de la bataille électorale et de recueillir les enseignements qui s'en dégagent. Le dénouement est encore trop éloigné pour qu'il nous soit permis de prévoir à qui resteront les honneurs et les avantages de la victoire. Mais déjà on peut dire que les candidats qui auraient le plus de chances de triompher ne seraient point ceux sur qui le gouvernement voudrait exercer une protection trop visible. La candidature officielle, cette vieille pratique incompatible avec les idées qui ont cours aujourd'hui, est exclue des circonscriptions parisiennes. Celles, du reste, que l'on aurait pu produire pourraient compter sur un échec infaillible. Leur discrédit est si grand que certains candidats dont le nom et le talent sont populaires souffrent même des quelques sympathies officielles qu'ils se sont attirées; ils doivent les dissimuler pour ne point laisser trop d'avantage à leurs rivaux. M. Emile Ollivier est un de ces candidats. La lutte qu'il a engagée dans la troisième circonscription de Paris contre un des hommes les mieux recommandés de la démocratie radicale est une de celles qui excitent le plus vif intérêt, et dont l'issue paraît devoir exercer une grande influence sur nos destinées politiques.

Un journal nouvellement converti aux doctrines libérales disait, ces jours derniers, en parlant de M. Emile Ollivier : « Il a cette haute fortune de voir la question suprême, la question vitale : le progrès ou l'anarchie, se poser sur sa tête; il représente à la fois les espérances de l'opposition sincèrement libérale et les résolutions définitivement progressistes de l'Empereur. » Son compétiteur est M. Bancel. M. Bancel serait donc le représentant de l'anarchie. Il est probable qu'il ne prendra jamais ce titre dans ses circulaires ni dans ses harangues; mais il professe peu d'estime pour la forme actuelle du gouvernement et déclare, sans plus de façon, que la France devrait reprendre sa tradition au 18 brumaire. M. Emile Ollivier ne veut point remonter si haut; il s'arrête au 19 janvier 1867. Le programme qui fut formulé à cette époque par le chef de l'Etat lui semble contenir, sinon dans un développement suffisant, du moins en germe, toutes les libertés dont un peuple ait le droit de poursuivre la revendication. En un mot, M. Bancel ne veut pas d'une liberté donnée par l'Empire; M. Ollivier n'est pas à ce point difficile. Un empereur romain trouvait que l'or ou l'argent de certains impôts ne

Digitized by Google

gardait point l'odeur de sa provenance; la liberté est comme ces précieux métaux, la main qui la donne n'en altère ni la pureté ni la valeur.

Ce n'est donc pas une mince affaire que ce débat électoral entre M. Bancel et M. Ollivier; c'est le débat vraiment orageux de l'heure présente; c'est la grande querelle de la forme monarchique et de la forme républicaine. Pouvons-nous devenir assez libres sans faire une révolution ou faut-il nous préparer à de nouvelles aventures? D'autres candidatures parisiennes ont le même caractère que celle de M. Bancel et s'affirment en des termes encore plus explicites et quelque peu effrayants pour les gens qui ont pris l'habitude d'une douce indifférence sur la forme du gouvernement. Un avocat dont la fortune politique remonte au procès Baudin sollicite le mandat législatif pour faire une opposition « irréconciliable »; un autre personnage, qui n'est pas avocat et qui serait moins féroce sans doute s'il avait été moins persécuté, demande à s'engager dans l'armée démocratique avec le titre de député, pour combattre le régime établi. Cette doctrine porte sa propagande dans les départements, et l'on a lu, dans le Var, une circulaire électorale dans laquelle était formulé en termes emphatiques l'engagement « d'agiter l'éternel remords et l'impitoyable revendication ». Il ne faut pas chercher assurément comment de pareilles déclarations peuvent se concilier avec le serment constitutionnel exigé de tous les candidats; dans le parti républicain, on paraît bien résolu à ne point s'arrêter devant un pareil obstacle. Toujours est-il que les candidatures anarchiques se posent hardiment et semblent, en divers endroits, devoir rallier des minorités assez imposantes; mais ce n'est que dans la troisième circonscription de la Seine que la démocratie radicale se trouve placée en face d'une démocratie beaucoup plus sage et que les caractères de la lutte sont bien nettement accusés. Il ne faut donc point trop s'étonner si M. Emile Ollivier, qui se fait l'antagoniste de M. Bancel, est combattu avec quelque violence. Ses adversaires savent qu'ils engagent une partie décisive. M. Ollivier avait sur eux plusieurs avantages; il était en possession, depuis 1852, d'une majorité considérable dans cette même circonscription et, de plus, il avait acquis, dans l'exercice de son mandat législatif, une importance et une notoriété considérables.

Le premier soin de ceux qui lui disputent l'élection a été de prouver qu'il n'en était plus digne; entreprise ardue et qui mêlait des questions de personnalités à des questions de principes. M. Emile Ollivier n'a reculé devant aucune agression; il a tenu tête vaillamment à ses adversaires, portant toujours le front haut devant eux et leur adressant même des défis qu'ils n'ont pas su relever. Sa profession de foi est une des plus nettes et des plus loyales qui aient été publiés par les candidats de toute nuance; elle est complète dans sa brièveté et très éloquente dans sa simplicité. Elle réfute surtout la principale accusation portée contre ce candidat. On lui jetait au visage qu'il n'avait point fidèlement rempli son mandat, qu'il s'était rallié à l'empire Il répond que son mandat était de servir la liberté et qu'il y a été fidèle; il énumère toutes les libertés qu'il a servies, et la plus précieuse de toutes, la liberté dont nous lui serons éternellement reconnaissants, la liberté de fonder des journaux sans autorisation

Digitized by Google

préalable. Il affirme, et on ne pourrait le démentir, qu'il ne s'est pas engagé à renverser le gouvernement. Il refuse encore de s'y engager. Il dit loyalement à ses électeurs : « Si vous voulez une révolution, ne me nommez pas ; si vous ne réclamez que la liberté, accordez-moi votre confiance. » On ne saurait tenir un langage plus clair et mieux poser les questions. Cette franchise courageuse donne un sens à toutes les candidatures que l'on désigne sous le titre général de candidatures du tiers parti ; si elles sortent triomphantes, soit à Paris soit dans les départements, de l'épreuve électorale, deux choses seront vaincues : la révolution et le pouvoir personnel. Nous ne nous apitoierons ni sur la défaite de l'une ni sur la ruine de l'autre. Le directeur de cette *Revue* est allé lui-même, dans son pays natal, lever le drapeau de l'ordre et de la liberté contre le drapeau de la révolution et du pouvoir personnel ; il est un de ces candidats dont le succès, sans être une menace pour le gouvernement, doit être pour le pays un gage de paix et de liberté. C'est d'ailleurs le combat que nous soutenions avec persévérance, dans ce recueil, bien longtemps avant que nous fussions en nombre suffisant pour espérer de vaincre ; aujourd'hui, nous sommes avec les majorités, et c'est un des meilleurs titres sur lesquels se fonde l'espoir que nous avons de voir la candidature de notre honorable directeur favorablement accueillie dans la deuxième circonscription du Pas-de-Calais.

Les documents électoraux ne sont pas seulement intéressants à étudier à Paris, il faut aussi prêter l'oreille à la voix des départements. Autrefois, pour faire connaître ses opinions, la province n'avait que ses Cahiers ; c'est là qu'elle consignait ses vœux, ses énergiques aspirations. Elle n'en est point réduite aujourd'hui à ces manifestes silencieux ; les candidatures dont les centres départementaux sont le théâtre se chargent de signaler les besoins des populations, de donner une voix et une expression souvent très bruyantes à leurs désirs. Lorsque les aspirants à la députation ne savent point découvrir tous les vœux d'une contrée, il y a des feuilles locales qui les leur signalent ; les réclamations de leurs compétiteurs complètent ces utiles programmes. Après l'épreuve que le pays traverse, il ne sera guère possible au gouvernement de conserver la moindre illusion sur les véritables tendances de la nation ; il n'en sera plus réduit aux rapports du préfet et aux récits complaisants de quelques amis officieux. Pour connaître ce que, dans le parler administratif, on appelle l'esprit des départements, il aura la grande voix de la nation et ses volontés formelles légalement exprimées dans les majorités électorales, après s'être révélées aussi dans les revendications des minorités.

Déjà, le gouvernement peut savoir que les préoccupations dominantes de la province portent sur la gestion des deniers publics. Cette question des recettes et des dépenses a toujours inquiété le peuple des campagnes ; nos fastes historiques sont remplis de leurs réclamations ; il n'y a pas une seule profession de foi qui puisse passer sous silence les questions financières ; pas un député ne serait élu s'il ne prenait l'engagement solennel d'exercer sur l'emploi des deniers publics une surveillance sévère. Sous ce rapport, la Chambre dont les pouvoirs viennent d'expirer n'a pas

Digitized by Google

été peut-être à l'abri de tout reproche; elle s'est laissé prendre aux prestiges des chiffres habilement combinés; elle a donné son adhésion et jusqu'à un certain point prêté sa complicité à toutes les dépenses qu'on lui a demandées. Pour que le contrôle financier de la Chambre soit plus efficace, il semble indispensable que ses prérogatives soient plus étendues, qu'elle ait des moyens d'assurer le succès des amendements et que le droit d'interpellation soit un peu moins limité. Certains candidats de la province, aussi hardis que les candidats parisiens, pensent aller au-devant des vœux des électeurs en réclamant pour le Corps législatif une prérogative qu'il est difficile de définir sans paraître discuter la Constitution. Nous nous hasarderons néanmoins, comptant un peu sur les immunités de la période électorale, à dire que le vœu de beaucoup de circonscriptions paraît être le rétablissement d'une responsabilité ministérielle homogène. En général, la province trouve qu'il n'y a pas assez de responsabilité dans tous les degrés de la hiérarchie administrative et qu'il est bien difficile de se faire rendre justice contre un fonctionnaire qui a outrepassé ses pouvoirs. C'est aussi un peu l'opinion de Paris; comme il doit être permis de discuter la Constitution de l'an VIII, c'est un vœu que la presse peut recueillir sans s'exposer à des poursuites.

La guerre la plus violente, la plus générale, la plus impitoyable est celle qui est faite partout aux candidatures officielles. Comme nous sommes loin du temps où elles étaient si bien en faveur, qu'il suffisait à un homme des plus médiocres de se présenter avec l'appui du gouvernement pour réunir la majorité des suffrages! Il existe encore quelques départements arriérés dans lesquels un candidat officiel peut rencontrer des sympathies, mais ils sont les plus rares.

Il arrive plus souvent que la candidature officielle est déclinée par les hommes qui pourraient facilement l'obtenir. Ils recherchent avec plus de sollicitude les sympathies du corps électoral que l'appui des préfets; avec l'un ils gardent l'indépendance que l'autre leur fait perdre. Le pays sait, par une triste expérience, à quelles obligations est tenu vis-à-vis du pouvoir un député à qui le pouvoir peut reprocher à tout propos les services qu'il lui a rendus; il ne croit pas que la reconnaissance qui l'enchaîne à l'administration soit compatible avec la liberté de contrôle devenue si nécessaire, et si imparfaitement exercée par la chambre dont les pouvoirs viennent d'expirer. Ce n'est pas seulement sur les affaires générales du pays que les électeurs des départements veulent exercer une surveillance plus directe; c'est aussi sur les affaires communales. Aussi ne faut-il point s'étonner si, après avoir montré leur répugnance pour les candidatures officielles, certaines circonscriptions s'élèvent contre le mode de nomination des maires. Elles pensent avec raison que l'organisation communale sera défectueuse tant que les maires et les adjoints ne seront pas le résultat de l'élection. Diverses professions de foi insistent particulièrement sur cette réforme; d'autres demandent que les autorités municipales, si elles ne sont pas le résultat de l'élection, ne puissent du moins être choisies en dehors du conseil municipal. Les communes ont une tendance très marquée à s'émanciper; les nouvelles lois de décentralisation

Digitized by Google

paraissent à quelques-unes très insuffisantes ; il leur faut un terrain plus large, plus défini et surtout l'intervention moins fréquente de M. le préfet.

Une des préoccupations les plus vives des candidats porte sur l'organisation de l'enseignement public. Partout où la démocratie exerce quelque influence, les programmes électoraux indiquent comme une des premières nécessités du moment l'enseignement obligatoire gratuit, professé en dehors de toute influence cléricale, un enseignement purement laïque. A côté de ces manifestations radicales, on voit, dans d'autres régions plus fidèles aux traditions religieuses qu'au culte de Voltaire, les aspirants au mandat législatif revendiquer une complète liberté de l'enseignement à tous les degrés. Le plus grand nombre paraît adopter cette manière de voir, qui est à coup sûr la plus équitable et à laquelle le gouvernement s'est à peu près rallié. Il n'y a pas un seul coin de la France où un candidat croie pouvoir se dispenser d'appuyer les réclamations qui ont pour objet une plus grande liberté de la presse, la réduction ou même la suppression du cautionnement et du timbre. Quelques-uns promettent de poursuivre le rétablissement du jury. Il faut reconnaître cependant que, dans les circonscriptions rurales, ces sortes de réformes n'ont guère le don de passionner les électeurs ; elles rentrent mieux dans la compétence des centres plus populeux et plus éclairés, qui savent mieux apprécier, surtout en temps d'élection, les avantages d'une presse libre.

La manifestation la plus imposante de l'opinion départementale porte sur les questions de paix ou de guerre. Si le gouvernement, comme on l'a dit, attendait le vœu des départements pour savoir quelle attitude il devait prendre vis-à-vis de certaines puissances rivales, il va pouvoir mettre fin à ses hésitations. Il est difficile de rencontrer un accord plus unanime pour blâmer les entreprises militaires de ces dernières années. Il semble que le pays veuille être désormais maître de son honneur aussi bien que de ses deniers. Il redoute les conséquences que peut avoir, au point de vue de la sécurité nationale et de la fortune publique, un caprice du pouvoir personnel ; il a présents à l'esprit les tristes souvenirs du Mexique, et il ne voudrait plus que le drapeau français fût engagé dans ces guerres lointaines qui nous ont donné jusqu'à présent plus de déboires que de triomphes.

Il ne paraît pas non plus que la France soit portée à reprendre en Europe la politique conquérante du premier empire ; elle ne se sent point humiliée par les succès d'une puissance voisine, et, si elle désapprouve la politique suivie à l'égard de l'Allemagne, elle ne pense pas que le moyen de réparer les fautes commises soit d'en commettre de nouvelles. Telle qu'elle est, la France se trouve suffisamment protégée, et sinon tout à fait aussi grande qu'elle pourrait l'espérer, du moins suffisamment agrandie. Toutes ses ambitions sont tournées vers la paix ; ses candidats, du moins, ne sont point des hommes de guerre. A les entendre, on les croirait tous affiliés au congrès de la paix. Ce qu'ils blâment avec le plus d'ensemble, et avec cette assurance que donne la certitude de rencontrer d'unanimes adhérents, ce sont les dépenses excessives du département

Digitized by Google

de la guerre; les critiques qu'ils dirigent contre la nouvelle organisation militaire sont écoutées avec faveur; on les approuve lorsqu'ils disent que la durée du service est trop longue, lorsqu'ils se plaignent de ce que l'on prend tous ses bras à l'agriculture, et, lorsqu'ils promettent de travailler à réduire l'armée, on les applaudit.

Nous avons lu aussi que l'enquête agricole devrait être poussée plus activement et aboutir à des résultats pratiques, que les institutions de Crédit foncier, détournées de leur but, avaient servi beaucoup plus à embellir Paris qu'à faire un meilleur sort à l'agriculture; dans toutes les circonscriptions où l'élément rural domine, on est bien venu à parler de crédit agricole, de crédit rural, d'assurances. Il y a aussi, comme toujours, le concert des intérêts spéciaux de chaque contrée, le cri perçant des viticulteurs, la plainte toujours renaissante des manufacturiers dont le traité de commerce a diminué les bénéfices. Ici, les électeurs sont favorables à la suppression des octrois; là ils veulent seulement que l'on dégrève les objets de première nécessité. Enfin, tout ce qui est progrès, amélioration matérielle ou intellectuelle, tout le bien réalisable est dans les désirs de la nation française. Il n'est point douteux que, si les vœux qui sont exprimés et que le corps électoral reconnaît pour être les siens étaient réalisés, nous aurions un bonheur digne de l'âge d'or. Ce n'est point à de telles prospérités que nous devons prétendre, et ce serait exiger du gouvernement plus qu'il ne peut nous donner que de lui imposer le devoir de condescendre à tant de vœux. Mais il doit recueillir avec soin ces aspirations de la volonté nationale; il doit saisir dans ce bruit de voix qui retentit d'un bout de la France à l'autre ce cri de la nation que l'on ne peut entendre que tous les six ans, et dont les majorités législatives ne sont pas toujours l'expression fidèle.

Le gouvernement, c'est une justice que jusqu'à présent on peut lui rendre, semble assez bien disposé à observer les manifestations de l'opinion publique; il fut un temps où il avait plutôt la prétention de la faire. Il y pouvait réussir alors que le pays se trouvait encore sous l'impression des dangers que l'anarchie venait de lui faire courir; alors que le suffrage universel avait toutes les inexpériences et la malléabilité de la jeunesse. L'entreprise aujourd'hui eût été moins facile, et c'eût été pour le gouvernement folie de s'y risquer.

Il a bien plus d'avantage d'ailleurs à consulter le pays qu'à le diriger; en le consultant, il ne s'oblige qu'à se conformer à ses volontés; en le dirigeant, il s'expose à se mettre en frais d'autorité ou en frais d'éloquence, sans jamais être sûr de ne pas perdre demain les avantages gagnés aujourd'hui. L'Empire, d'ailleurs, est organisé pour obéir aux fluctuations de l'opinion publique, et toute la difficulté de sa mission consiste à les bien connaître. Rien ne sera plus facile au chef de l'Etat, le jour où le dépouillement du scrutin lui aura désigné les représentants du pays, que d'adopter une politique conforme aux vœux qui se seront dégagés du mouvement électoral. Si la France veut plus de liberté qu'elle n'en possède, il l'accordera; si elle veut d'autres ministres que les hommes qui, depuis quinze ans, obstruent les avenues du pouvoir, il les prendra;

Digitized by Google

s'il faut que ces ministres aient une responsabilité, ils l'auront ; il fera sa paix avec l'Europe, si décidément la France répugne à la guerre ; il obligera les hauts fonctionnaires à faire des économies ; en laissant à l'opinion publique la dernière victoire, il pourra consolider sa position et même peut-être préparer un assez bel avenir à sa dynastie.

Le bruit court que nous touchons à un nouveau coup d'Etat. L'Empereur, dernièrement, étant allé visiter Chartres, s'est souvenu, dans un discours dont le retentissement dure encore, qu'il était déjà venu dans cette ville, il y a vingt ans, et qu'il y avait fait un premier appel à la conciliation, engageant tous les bons citoyens à sacrifier au bien public leurs regrets et leurs rancunes. Il n'était alors que président de la République. Son appel ne fut pas entendu ; les dissensions politiques suivirent leur cours turbulent ; la France, sans même écouter cet appel, allait à l'anarchie. On sait ce qui arriva et de quelle main énergique le président de la République mit fin à tout ce désordre. L'idée a pu venir à quelques esprits méfiants que Napoléon III ne voulait peut-être renouveler l'avertissement de 1850 que pour nous préparer aux mesures rigoureuses de 1851. On ne refait point l'histoire. Les circonstances, d'ailleurs, ne sont plus les mêmes. L'Empereur est maître du pouvoir ; aucune autorité rivale ne lui fait obstacle ; il n'y a point d'anarchie parmi les citoyens, ni de complot contre les pouvoirs établis. Il y a le peuple accomplissant librement un acte de sa légitime souveraineté. Le seul coup d'Etat que l'Empereur puisse faire ne saurait être, comme certains de ses conseillers lui en ont un jour donné l'exemple, que de devancer la justice du peuple, c'est-à-dire de donner dès aujourd'hui à son gouvernement ce caractère libéral qu'il doit nécessairement prendre s'il ne veut point heurter les désirs de ce suffrage universel avec lequel jusqu'à présent il a vécu en si parfait accord. Nous croyons que le discours de Chartres contient plus de promesses que de menaces et qu'il n'a d'autre signification que celle qu'il emprunte, non pas aux souvenirs du passé, mais aux besoins du moment. C'est, si l'on veut, un discours de circonstance, dans lequel l'Empereur rappelle que son gouvernement s'est tracé une voie libérale. Il a pensé que ce n'était point compromettre le prestige du rang suprême que de se mêler un peu à la bataille électorale et d'y apporter le poids de son autorité et de sa parole. Jusqu'à présent, le suffrage universel ne lui a point été contraire ; il a voulu voir s'il exerçait toujours sur lui la même influence. Nous saurons, d'ici à très peu de temps, si cette intervention aura été bien efficace.

Parmi les peuples de l'Europe qui observent avec le plus d'intérêt notre crise électorale, il faut citer les Italiens. Ils sont eux-mêmes mis en émoi par des modifications ministérielles qui ont aussi leur importance. Il est assez difficile de comprendre, si on n'est pas bien initié aux stratégies parlementaires, comment le ministère présidé par M. Menabrea a pu résilier ses pouvoirs, alors que le Parlement venait de lui accorder un vote de confiance. Les correspondances d'Italie nous expliquent comment ce vote a été obtenu ; il est dû au renfort que le parti piémontais, autrement dit la *Permanente*, est venu apporter au cabinet. C'est ce parti qui s'est formé au sein de la représentation nationale le jour où le siége du gou-

Digitized by Google

vernement a été transporté de Turin à Florence; il demandait alors que l'Italie unifiée eût pour capitale Rome ou Turin; il ne voulait point que Florence usurpât une situation que Turin avait conquise. Les événements de 1867 ont modifié le programme politique du parti piémontais; quelques-uns de ses membres ont rompu avec le parti d'action, d'autres lui sont restés fidèles. Les premiers ont compris qu'il fallait sinon renoncer complétement à Rome capitale, du moins ajourner à des temps plus propices la réalisation de ce dernier progrès de l'unité italienne; ils se sont ainsi trouvés d'acord avec le ministère, qui a su réprimer, en 1867, les tentatives garibaldiennes, et qui, récemment encore, vient d'étouffer dans son germe un complot de Mazzini. C'est ainsi que l'alliance s'est opérée et que, dans un vote récent, le cabinet a obtenu, par l'accession de quelques représentants piémontais, une majorité sur laquelle, sans eux, il ne devait point compter. Pour reconnaître ce concours et conserver l'appoint qu'il lui apportait, le ministère a dû se reconstituer avec ce nouvel élément.

Cette fusion cependant n'est pas des plus faciles à accomplir, les *permanents* ont un programme qui, sur des points essentiels, s'éloigne considérablement du programme que le comte Menabrea a pris à tâche de faire triompher. M. Ferraris, entre autres, qui est un des membres les plus marquants du groupe des ralliés, a la prétention de faire accepter, par le ministère dont il est appelé à faire partie, quelques-unes des idées de la gauche. M. Minghetti est dans le même cas. Il y a donc des difficultés sérieuses, et la crise actuelle subit des lenteurs inévitables. Le comte Menabrea, à qui le roi confie le soin de reconstituer le gouvernement, voudrait que le ministère nouveau se donnât la mission de procéder à la réduction du budget militaire et à la décentralisation administrative. Les libéraux de nuance très accusée ne sont pas tout à fait libres d'adhérer à ce programme qui exclut, non-seulement toute nouvelle tentative sur Rome, mais qui implique l'abandon de tout nouveau projet d'agrandissement. Il ne faut pas oublier cependant que l'Italie est, par excellence, le pays du *connubio*, et que les dissentiments sur les points les plus essentiels ne constituent point des empêchements dirimants. Il y a donc lieu de penser que l'union projetée, si éphémère qu'elle puisse être, s'accomplira. La gauche parlementaire cependant, en qui réside toujours une force qu'il est impossible de méconnaître et qui s'affirme en toute occasion, a gardé, dans toutes ces manœuvres, une attitude fort digne. Elle n'a subi aucun échec réel; lorsqu'elle a vu la majorité acquise au cabinet, elle a donné son adhésion à cet ordre du jour de M. Ferraris, au moyen duquel le ministère a pu se maintenir. Elle réserve pour une occasion plus favorable sa bataille décisive. Ce moment ne peut être bien éloigné; il ne faut pas oublier que la gauche est placée sous la savante direction de M. Rattazzi, qui, depuis la mort de M. de Cavour, est le tacticien parlementaire le plus consommé de l'Italie. Toutes les combinaisons, tous les replâtrages ministériels qui se feront en dehors de la gauche ou dans lesquels celle-ci n'aura point une action dominante, ne peuvent être de longue durée, et l'Italie ne retrouvera son repos que le jour où la majorité parlementaire

Digitized by Google

correspondra exactement à l'opinion du pays. Jusque-là, un ministère ne parviendra jamais à se donner un caractère homogène, et il ne faudra point songer à une organisation sérieuse et bien efficace ni des finances ni de l'administration. Nous savons bien, et c'est la seule force véritable du comte Menabrea, que les circonstances extérieures ne sont guère favorables à un ministère de gauche. Les députés libéraux comprennent que leur heure n'est point encore venue ; c'est pour cette raison qu'ils ne combattent pas avec plus d'énergie, qu'ils acceptent, avec le ciel, certains accommodements, et qu'ils se réservent, sans rien abdiquer des principes qui sont la base de leur programme politique.

En Espagne, il semble que les solutions définitives sont proches ; dans peu de jours, les Cortès vont avoir à voter l'article 33 de la constitution, celui précisément qui doit régler la forme du gouvernement. Cet article voté, il y aura lieu de passer au choix de la personne royale. Ce choix est peut-être déjà fait au moment où nous écrivons ces lignes. Le général Prim se défend de plus en plus de favoriser, en aucune manière, le retour de la dynastie de Bourbon ; il se rit de ceux qui lui attribuent l'intention de se faire couronner lui-même roi d'Espagne. Le duc de Montpensier, depuis qu'il a manifesté la volonté de ne point changer sa paisible existence contre les soucis de la royauté, est l'objet de nouvelles recherches. Il est assez probable que les Cortès le désigneront pour remplir le trône vacant de sa belle-sœur. C'est beaucoup, assurément, que d'être choisi par les Cortès, et nous connaissons des princes qui, pour ceindre la couronne, se sont contentés d'une sanction moins autorisée ; il est vrai que leur puissance n'a pu rester longtemps debout sur cette base fragile. Il faut aussi compter avec le peuple espagnol qui, jusqu'à présent, s'est abstenu de montrer ses préférences. Le moment est venu sans doute où il va faire son *pronunciamiento* ; la guerre des prétendants est proche, elle est imminente. La crise suprême va commencer pour l'Espagne, et l'on saura, d'ici à très peu de jours, à quelles destinées la révolution de septembre aura conduit ce pays.

Le secrétaire de la rédaction : PASCAL PICARD.

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Si M. Magne et M. Haussmann venaient à tomber demain, leur oraison funèbre serait bientôt faite ; car ils ont désormais le surnom que l'histoire leur donnera. Ce sont les créateurs des *emprunts corrupteurs*.

Digitized by Google

Oui, *emprunt corrupteur* ! que cela ne vous étonne point. L'emprunt Magne, trente-quatre fois couvert, a commencé l'œuvre. Il a jeté le germe démoralisateur. Il a enseigné, en *démocratisant* la rente, comment on pouvait quitter son travail, et doubler ou tripler une pièce de cent sous. L'emprunt Haussmann, que nous ne flétririons jamais assez, moins démocratique que celui de M. Magne, a montré qu'en matière de finances gouvernementales, c'était, comme chez Nicolet, *toujours de plus fort en plus fort*. La première fois, messieurs et mesdames, on vous a initiés au procédé pour doubler une pièce de cent sous; cette fois, il s'agit de vingt francs ! Prenez une unité, messieurs et mesdames; cela coûte vingt francs, mais vous avez la prime, remarquez-le bien ! Vous avez la prime ! Vous allez doubler votre mise !

Et tous ceux qui ont vingt francs laissent là l'atelier; les autres vont au Mont-de-Piété ou vendent des hardes. Ceux qui n'ont rien se font raccoler par les usuriers et les marchands d'argent, et se louent pour une journée passée à attendre leur tour au guichet. On a parlé de Law et de la rue Quincampoix; il est douteux que le scandale de l'agiotage de la régence puisse être comparé avec le spectacle honteux et dégradant des souscripteurs de l'emprunt Haussmann. Ecoutez ce que disait hier le *Moniteur* :

« Pendant la nuit de dimanche à lundi, la foule était tellement nombreuse sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans la rue Lobau, que la circulation des voitures était interrompue.

» Dès cinq heures du soir, on comptait déjà plusieurs centaines d'individus qui avaient pris place pour le lendemain.

» Toute une soirée, toute une nuit et encore tout un matin à attendre, cela ne les effraya pas.

» C'est surtout dans la rue Lobau que la physionomie de la queue était curieuse à observer. Elle se composait exclusivement des souscripteurs attendant l'ouverture des bureaux où l'on pouvait prendre depuis une jusqu'à dix actions, et il suffisait d'un louis pour venir s'y joindre.

» Allez, le nombre de ceux qui ont vingt francs à placer sur l'Etat est plus grand que je ne l'aurais jamais supposé.

» Il y avait là des gens de toutes sortes, hommes, femmes, enfants, vieillards, jeunes gens, ouvriers, employés, commis, grisettes et filles, tous ceux enfin qui gagnent leur vie par le travail ou la débauche.

» Et comment tous ces êtres passèrent-ils sous la pluie le temps qui les séparait de l'heure où les guichets devaient s'ouvrir ?

» Ah ! c'était un spectacle étrange et qui ne se présentera pas de longtemps, je vous l'assure.

» Avant minuit, on causait, on mangeait, on fumait, on pouvait même circuler sans trop de peine; mais, au milieu de la nuit, la foule vint se joindre à la foule, et l'on comptait plus de douze mille individus, parmi lesquels quelques-uns enivrés se livrèrent à des excès... que les agents ne purent réprimer qu'avec l'aide d'un piquet de gendarmerie à cheval...

Digitized by Google

» Sur la grande place, la comédie était tout autre; on attendait là l'ouverture des guichets pour cent obligations et au-dessus : il y en a qui ont pris jusqu'à *trois cent mille titres*. »

Ne vous sentez-vous pas écœurés et navrés à cette lecture? Mais avec M. Haussmann, tout est irrégularité, et il croit civiliser et faire grandir la dignité de la nation en inoculant au peuple le virus de l'agiotage. Vous êtes bien heureux d'être maître de faire ce qu'il vous plaît, monsieur Haussmann, car, maladresse ou préméditation, un acte comme le vôtre, dans tout autre pays, serait réprouvé et suivi d'une disgrâce. Si l'on croit que nous exagérons, interrogez la population. Ce n'est qu'un cri de blâme. Pourquoi tant de pruderie et de fausse honte? Rétablissez donc la loterie, ouvrez les maisons de jeu, mais n'allez pas attirer par l'appât des primes et des lots l'ouvrier qui, dès à présent, ne songera plus à la Caisse d'Epargne ni aux économies d'autrefois, et qui rêve à présent de gagner beaucoup, vite et sans beaucoup de travail. Car, lui aussi, il veut faire des *affaires*.

Tout cela est réellement bien triste. Et quoi qu'on ose dire pour excuser M. Haussmann, on nous persuadera difficilement que le niveau moral d'un peuple s'élève par l'excitation au jeu et à la spéculation.

Soyons généreux cependant, et n'abusons pas de notre supériorité! La cause est entendue, comme on dit à la Cour, et cette fois, M. Haussmann, nous inonderait-il de la prose de ses communiqués, ne parviendrait pas à prouver que ce qui est n'est pas; il ne nous persuaderait pas qu'il a bien agi en provoquant la fièvre de la prime parmi les populations ouvrières.

Au point de vue de la Bourse, l'affaire dont il s'agit est-elle bonne? Non. Les conditions dans lesquelles se présente l'emprunt n'ont rien pour justifier cet engouement qui, somme toute, n'est dû qu'au mode de souscription adopté; l'emprunt aura beau être souscrit cent fois, ce n'en sera pas moins un trompe-l'œil; car le nombre des souscripteurs sérieux est peu considérable. Beaucoup ont versé 20 francs qui ne verseront pas les 25 francs suivants, puisqu'ils n'ont souscrit que pour revendre en vue d'une prime. L'emprunt n'est pas classé, et ne le sera pas de sitôt. Qu'arrivera-t-il après ce désarroi qui s'est emparé du marché? Une baisse dont il est difficile de préciser le moment, mais qui ne peut manquer de se produire. Quant à la prime, nous n'en tenons pas compte; elle est due à cette fureur de posséder une obligation, mais le placement n'offre aucun avantage sur les obligations de 1865.

Celles-ci étaient émises à 450 francs et rapportaient 20 francs, ce qui donne 4,44 0/0; le remboursement à 500 francs, en soixante ans, constituait une prime de 50 francs, et la somme annuelle de lots qui était de 1,140,000 francs par an, représentait 1 fr. 90 c. par obligation.

Si nous considérons le revenu de l'emprunt 1869, nous trouvons que l'intérêt n'est que de 12 francs par an; le remboursement annuel à 400 francs en trente-huit ans est une prime de 55 francs qui se traduit

Digitized by Google

par 1 fr. 22 c.; la part proportionnelle aux lots est de 1 fr. 28 c., et l'on a 3 fr. 48 0/0 de revenu principal et 4 fr. 20 si l'on tient compte des revenus aléatoires.

Avons-nous tort d'être sceptiques et de nous demander pourquoi les obligations de la Ville monteraient si haut? Autant vaut acheter simplement de la rente; au cours actuel, le 3 0/0 rapporte à peu près le même intérêt; en tout cas, c'est plus sûr et moins fragile. Les vrais capitalistes qui savent compter et calculer se sont bien gardés de prendre part à ce mouvement. Après le flux vient le reflux; ils comprennent que de pareilles valeurs n'ont qu'un succès éphémère; ils ne s'exposent pas au danger; ils ne sont même pas séduits par l'illégale admission de ces titres à la cote du terme : ils s'abstiennent.

Quant à tous ces nouveaux venus, amoureux de la prime, prétendants naïfs de la fortune, Circé les métamorphosera bientôt en pauvres honteux et misérables. Bienheureux seront-ils encore s'ils se repentent et si leur entraînement ne leur a coûté que quelques pièces de vingt francs.

Le mouvement de hausse, qui semblait faire halte, s'est accentué davantage; et, pendant tout le mois, nous allons assister à une série de bourses en hausse. Les élections y sont pour beaucoup, mais l'emprunt y aura contribué, parce que tous ceux qui avaient espérance de devenir obligataires de la Ville vont se rejeter sur d'autres valeurs, qui, par suite de la demande exagérée, gagneront des cours très élevés. La bourgeoisie, surtout, soutiendra ces prix élevés, car elle aura réalisé des titres, retiré des fonds placés en comptes courants, et semblable au chasseur qui a fait buisson creux, et qui ne veut pas rentrer sans avoir au moins tiré un coup de fusil, elle achètera n'importe quoi, même au risque de perdre de l'argent, comme l'autre brûle sa poudre. Le moment est propice pour que tout monte, car il n'y a pas longtemps que les propriétaires ont touché leurs termes; les compagnies payent leurs coupons en ce moment; l'argent est abondant et l'on s'attend généralement à une reprise des affaires.

Seules, les Sociétés de crédit ne profiteront pas de cette amélioration; on se détourne de plus en plus de la Société générale, qui, sans s'en douter, vient de porter un coup terrible à la confiance dont elle jouissait, en modifiant ses statuts et en se faisant autoriser à émettre des obligations.

Le Comptoir d'escompte ne se relèvera pas de longtemps du discrédit dont il est frappé à cause du caractère étranger et surtout aléatoire de ses opérations industrielles, et l'on en est à se demander aujourd'hui ce qu'il faut penser du projet de conversion et d'unification des dettes tunisiennes. Pauvres obligataires tunisiens! Il y a juste deux ans, les journaux étaient remplis d'annonces pompeuses, prônant et exaltant les mérites, les avantages et les bénéfices exceptionnels que le bey de Tunis

Digitized by Google

garantissait à ceux qui lui prêteraient les millions dont il avait besoin.

Reste à savoir maintenant si le débiteur tunisien qui ne peut pas payer trois créanciers sera mieux en mesure de payer l'unique créancier qui possédera tous les titres de ses trois dettes. Quand un Etat, si pauvre qu'il soit, vit d'une façon normale et régulière, l'unification est chose bonne et acceptable ; mais dans un pays où la foi barbaresque et punique sert de code et dicte tous les actes, de telles mesures financières sont de vains prétextes à tromperies, et il est de notre devoir de prémunir les intéressés et de leur conseiller une résistance énergique jusqu'au moment où le gouvernement français se sera déclaré favorable aux transactions projetées. Car ce n'est pas avec le Comptoir d'escompte que le bey de Tunis doit signer un traité, c'est avec le gouvernement français, qui a dit avoir pris en main les intérêts de ses nationaux.

De même que le Comptoir d'Escompte, le Crédit foncier de France s'est écarté du but qu'il se proposait, et, en devenant valeur de spéculation, il a perdu beaucoup de son prestige. Les 17 millions de l'escompte des bons de délégation sont acquis à la société ; le dividende est de 67 fr. 50, ce qui est une augmentation de 5 francs sur les années précédentes ; les actions, qu'on disait destinées à tomber bien bas, feront peut-être 1600. Qu'importe ! Nous comprenons difficilement que les actions du Crédit foncier soient objet de jeu ; leur prix de 1660 francs, leur nature de titres nominatifs en font des valeurs peu maniables, et ce sont de gros bordereaux ceux qui notent seulement deux ou trois cents obligations. D'autre part, quand on songe au peu de temps qui s'écoule entre le jour de la liquidation et celui de la livraison des titres, on est tenté d'admirer la rapidité avec laquelle s'effectuent les transferts. Il devient alors évident que ce n'est point œuvre du commun des spéculateurs et l'on cherche d'où proviennent cette force extraordinaire et cette rapidité plus étonnante encore. Mais à quoi bon cette recherche inutile ? La hausse se fait. Qui est l'acheteur ? Qui est le vendeur ? On ne s'en occupe pas.

Quelques esprits chagrins voudraient, entre le Crédit foncier de France et le Crédit foncier suisse, établir une rivalité. La terre est au soleil, et il y a place pour tous sous le soleil. Le Crédit foncier suisse ne jalouse personne, et le Crédit foncier de France comprend trop la hauteur et la gravité de sa mission pour mêler à de telles questions des intérêts étroits et mesquins.

La hausse de la rente conduit tout ; les actions des sociétés de crédit et de chemins de fer, les actions, les obligations, tout est en hausse. Mais cette plus-value qui se développe, nous ne la tenons pas, avec M. Rouland, comme un indice, une preuve irréfragable de la prospérité nationale. M. Rouland, au Sénat, disait l'autre jour que le capital disponible se condense davantage en France, parce que le public qui détient ce capital, fruit de son travail, n'est plus jaloux de le lancer dans les spéculations lointaines ; et il ajoutait :

Digitized by Google

« Le public a-t-il tort, a-t-il raison? Ce n'est pas ce que j'examine; ce que je sais, c'est que, lorsqu'il s'agit aujourd'hui, par exemple, de tous les emprunts étrangers qui sollicitent notre bourse, on les conclut, on les syndique assez facilement, mais on a grand'peine à les placer définitivement dans la masse du public. Jadis, au contraire, les emprunts et les travaux à l'étranger drainaient annuellement de France des sommes immenses. A Londres, dernièrement, le marché anglais, après avoir montré autant de circonspection que le nôtre, s'est subitement pris comme d'une espèce d'impatience.

» Nos voisins, qui semblaient corrigés de leurs anciennes spéculations fiévreuses sur les emprunts étrangers, se sont jetés tout à coup sur l'emprunt russe et sur l'achat de valeurs américaines, et ont envoyé beaucoup d'or dans ces deux pays.

» La Banque d'Angleterre a pris alors un parti très sage. Elle ne s'est pas demandé si l'or était abondant ou non sur le marché, mais elle a constaté qu'il était très recherché et qu'il devait monter de prix. Et en conséquence, elle a immédiatement élevé à 4 0/0 le taux de son escompte, tandis que nous, qui n'avons pas à lutter contre le même entraînement, nous restons au taux de 2 1/2. Cette mesure de précaution et de sagesse prise à Londres, voilà ce qui explique pourquoi l'afflux de l'or venant d'Angleterre a cessé, et pourquoi l'égalité du change existe aujourd'hui entre les deux pays. »

L'épargne française ne s'éloigne pas des emprunts étrangers autant que le suppose le gouverneur de la Banque; l'emprunt russe, les emprunts hongrois, l'emprunt espagnol, la rente italienne, les fonds américains, sont là pour prouver que Paris, au contraire, devient de plus en plus le marché financier du monde. Les obligations hypothécaires du Transcontinental Pacific n'ont pas effrayé les souscripteurs, malgré le haut prix de ces titres, malgré l'éloignement de ces terres hypothéquées qui sont au delà de l'Océan. Ces titres américains n'ont pas été syndiqués, et maintenant qu'on les divise en coupures de cent dollars, le public va prendre et classer rapidement ces bonds, qui sont appelés à une plus-value considérable. Les bénéfices offerts sont importants, puisque ces coupures, émises à 410 francs, rapportent 30 90 par an, et sont remboursables à 515 en 1890; mais cette obligation aura dans quelques jours à lutter contre une autre valeur qui présente des garanties incontestables, et qui est en même temps un placement d'un rendement exceptionnel.

Nous voulons parler d'un autre chemin de fer interocéanique, destiné à relier l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique, de la baie de Fonseca à Porto-Cortez.

Ce chemin de fer, qui traverse la république de Honduras, est actuellement en construction, car, en 1867, une première série de 25,000,000 de francs en obligations a été souscrite à Londres, et aujourd'hui le gouvernement de Honduras émet, pour achever cette ligne, une seconde série de 207,509 obligations de 300 francs.

Digitized by Google

Ces obligations rapportent un intérêt de 20 francs, payables en deux semestres, et le gouvernement s'est engagé à faire ses payements en or, sans impôts ni réduction. Elles sont remboursables en trente-quatre tirages semestriels qui auront lieu à Paris, et chaque obligation, après son remboursement, sera remplacée par une action de jouissance qui donnera droit à une part proportionnelle dans le tiers des revenus de la ligne, et cela 15 ans encore après le remboursement total de l'emprunt.

Quant aux garanties, c'est d'abord le chemin de fer lui-même, puis, viennent les domaines de l'Etat, qui se composent de 3 millions d'hectares de terrain, dont 2 millions en forêts d'acajou et d'essences précieuses, et en mines d'une richesse universellement reconnue.

La France, l'Angleterre et les Etats-Unis accordent au chemin de fer du Honduras une protection spéciale et garantissent la neutralité de ce chemin de fer, qui joint deux grands ports admirables comme sécurité et économise beaucoup de temps et d'argent à ceux qui se rendront d'Europe et des Etats-Unis dans l'Amérique centrale, la Californie, l'Océanie, le Japon, la Chine et la mer de l'Inde.

Le chemin de fer du Honduras est le complément du Memphis-Pacific, et, au point de vue politique comme au point de vue commercial, il est appelé, par la position géographique du pays qu'il sillonne, à rendre de grands services au commerce et à l'industrie.

Les finances des pays étrangers nous intéressent plus qu'on ne le suppose généralement, et nous ne restons jamais indifférents aux nouvelles politiques et financières qui nous arrivent d'au delà des frontières. La baisse des fonds anglais a exercé quelque influence sur la Bourse, mais nous n'étions pas émus en apprenant la panique de la Bourse de Madrid. Il est vrai qu'on s'attendait à des événements dans la Péninsule et les porteurs de rente espagnole ne seront pas pris à l'improviste s'il se déclare une baisse, car ils connaissent le terrain sur lequel ils se sont placés et se sont préparés d'avance à toutes les éventualités d'une lutte. Cet état de choses durera un mois, un an, personne n'en sait rien; mais, un jour ou l'autre, le provisoire disparaîtra, et alors, reconstitué fermement et sur de solides bases, le crédit espagnol récompensera largement ceux qui n'ont pas craint d'acheter en temps de crise des rentes et de souscrire à l'emprunt. On a bien des reproches à adresser au gouvernement provisoire espagnol, toutefois rendons-lui cette justice qu'il n'a pas établi le cours forcé et remplacé l'argent par une circulation fiduciaire qui, lorsqu'elle n'est qu'un expédient, cause fatalement de grands désordres dans la vie économique d'un pays.

L'année s'annonce bien, et pour peu que l'on garde cette allure, elle sera féconde, car l'esprit d'entreprise, qui sommeillait, se réveille, et les capitaux, jadis craintifs, ne refusent plus leur concours. Ici, nous avons le réseau turc, que la France est décidée à faire construire pour couper l'Europe de Londres à Constantinople par une ligne aussi importante que celle de Lisbonne à Pétersbourg. Dans peu de temps, nous allons avoir notre

Digitized by Google

quatrième, et peut-être notre cinquième réseau à créer; et, en attendant, chaque semaine nous apporte de nouvelles émissions. Petites ou grandes, elles sont les bien venues. C'est le chemin de la Vendée, ou le parc de Montmorency; c'est la compagnie de Nîmes, ou celle des mines de sel gemme de l'Ouest; c'est un heureux symptôme. Mieux vaut avoir en temps de paix quelques sinistres, quelques mauvaises spéculations, que ces grands triomphes glorieux et sanglants des guerres inutiles.

Parmi les nouvelles souscriptions, signalons la souscription de la Société en formation du chemin d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

Il s'agit de 60,000 actions et de 120.000 obligations, et l'*Union des Actionnaires* a trouvé une heureuse combinaison qui, réservant aux souscripteurs les bénéfices acquis ordinairement aux courtiers et aux *affairistes* de la Bourse, accorde 100 francs de prime à tous ceux qui prendront une action et deux obligations. L'obligation de Châlons-sur-Marne, traitée directement, revient donc à 275 francs, ce qui fait qu'elle donne un intérêt égal (15 francs) à celui des obligations des grands chemins de fer, qui toutes coûtent plus cher, puisqu'elles valent de 320 à 340 francs.

Il a fallu une catastrophe pour diriger l'attention sur le nouveau système d'éclairage électrique que cherche à propager l'*Alliance*. En Bourse, plus que partout, on juge les gens sur l'apparence, et pas un financier, pas un journaliste n'oserait recommander une valeur qui n'est pas en odeur de sainteté auprès du parquet. L'invention est bonne, le système ingénieux; cela rendra des services! Fadaises sentimentales que tout cela, si quelque gros bonnet de la finance ne vient jeter ses écus dans le plateau, et dire : « Cette valeur me plaît, je la patronne, et nous la syndiquerons. » Maintenant, peut-être, songera-t-on à la nécessité d'installer la lumière électrique à bord de nos navires.

Un navire français accosté en pleine mer par un vaisseau norvégien vient de périr corps et biens. Il est évident que, si ce vaisseau avait été muni d'un appareil d'éclairage électrique, cette catastrophe eût été évitée, car il n'y a pas de *brouillards* qui puisse éteindre l'éclat de cette lumière.

Quand la routine cédera-t-elle enfin aux efforts tentés incessamment par le progrès? Et maintenant, revenons à l'emprunt à lots de la ville de Paris.

Ce n'est pas tout. Il y a une loi qui défend la loterie. C'est à coup sûr une bonne loi. Tout le monde est d'accord à cet égard. On sait assez quels ravages exerce la fureur du jeu; on se rappelle ces misérables qui assiégeaient les bureaux de loterie et qui avaient privé de pain toute une famille pour nourrir un terne. Quelques esprits, voués au paradoxe, prétendirent bien que la passion du jeu ne se corrige point, et que ce n'est pas l'occasion qui la fait naître; qu'il était bon dès lors qu'il y eût des jeux officiels sous la surveillance de l'autorité, et que le moyen de moraliser est de ré-

Digitized by Google

glementer. La réglementation se logeait dans de si vilaines boutiques qu'on ne pouvait décemment prendre parti pour ces éclectiques.

Cependant, comme l'humanité marche sans cesse vers le progrès, on a trouvé un moyen. La loterie s'est installée très convenablement, ses tirages sont solennels, ses listes bien imprimées. Les numéros se vendent comme toute marchandise, le prix en est régulièrement coté. Il n'y a plus de combinaison, d'extrait, d'ambe, de terne et de quaterne ; mais il y a des coupures qui ont droit au dixième du lot, au cinquième, à la moitié. On croit peut-être que nous parlons des lots d'Autriche ou du prince Palffy. Pas du tout, c'est au Crédit foncier, à l'Hôtel de Ville, au Canal de Suez, à Bordeaux, à Roubaix, à Lille. La loi est donc violée? Pas davantage ; ces loteries sont organisées chacune en vertu d'une loi.

Au premier abord, on est étonné. Sans doute la loi sur la propriété admet comme exception la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique ; mais comment comprendre que la loi qui défend la loterie ne soit pas exclusive des lois qui autorisent la loterie de telle ou telle ville, de telle ou telle institution? A coup sûr, ce ne sont point là des loteries de bienfaisance. — On répondra qu'il s'agit d'œuvres utiles et fécondes ; on parlera du remboursement de la dette hypothécaire, de la nécessité de nouveaux percements. — Alors, quiconque rembourse une dette hypothécaire ou perce quelque chose peut organiser une loterie? — Vous ne m'entendez pas. Il faut que ce soit une dette hypothécaire comme ceci ; un percement comme cela : votre remboursement n'est pas selon mes vues, votre percement n'est pas idoine.

Le public doit certainement se demander pourquoi certaines valeurs sont admises à la cote, pourquoi d'autres en sont exclues. Mais nous supposons qu'il trouve difficilement une réponse à cette question.

Les uns croient que toute valeur admise à la cote subit un examen sérieux ; que la chambre syndicale et le ministre des finances se font renseigner sur la situation de la société, de l'Etat ou du banquier par qui la demande est faite, et ils pensent que l'inscription sur le bulletin officiel, qui comporte l'insertion au *Journal officiel*, est une garantie, de même que jadis l'anonymat, promulgué par décret, le Conseil d'Etat entendu, paraissait aux actionnaires une assurance contre la ruine.

D'autres, mais ce sont des sceptiques dont on ne saurait trop se défier, prétendent qu'il suffit de payer une redevance annuelle pour figurer sur ce livre d'or des officiers ministériels, à condition toutefois que le postulant soit dans la légalité.

Il n'en est rien. La cote officielle, c'est absolument comme l'estampille du colportage. Ceux qui la dispensent n'obéissent qu'à leur inspiration. De même que la petite image bleue de la Préfecture de police orne le *Secrétaire des amants* et la *Clef des songes*, tandis que des ouvrages sérieux ne peuvent obtenir ce timbre-poste de l'arbitraire, ainsi la cote officielle admet le mélange incompréhensible de quelques bonnes valeurs et d'une multitude de mauvaises, tandis qu'elle rejette indistinctement,

Digitized by Google

avec un grand nombre de mauvaises une quantité considérable de bonnes.

Tout est dans tout, disait Jacotot. Un système de gouvernement se caractérise, s'incarne dans les plus petites choses. Les agents de change forment une corporation privilégiée qui a son *Moniteur;* cette corporation qui, sous le régime de la liberté, se bornerait à son rôle d'intermédiaire, étant investie d'un privilége, désigne elle-même les valeurs qui seront l'objet des transactions. C'est d'après sa haute sagesse que l'on peut ou que l'on ne peut pas trafiquer de telle action. Si on l'a prise, il faut la garder, car, toute vente, tout achat est défendu, sinon par ministère d'agent de change. Si l'on croit l'affaire bonne, il faut s'abstenir. Et cette exclusion est absolument dépourvue de raisons, de motifs : on n'a pas la cote.

Pour les émissions, peut-être n'en est-il pas ainsi? Tout entrepreneur d'affaires a le droit de convoquer le public à souscrire, et il s'adresse à une industrie libre, la publicité. Point! Les journaux peuvent être engagés à refuser les annonces. Le fait s'est produit pour un célèbre financier, dans les journaux dont il était actionnaire, ce qui est assez caractéristique. Depuis, le régime de la presse a changé; mais si la haute main du gouvernement ne s'appesantit plus sur les émissions, elle est remplacée par une institution qui fera la gloire de notre époque, qui ne pouvait se constituer et grandir qu'à l'ombre des principes sous lesquels nous vivons, la grande régie des annonces. Celle-là a des tarifs arbitraires, et, suivant le poids des entreprises, fixe son courtage. Qu'une valeur soit détestable, elle sera répandue à flots dans toute la France, si le banquier paye bien; mais on aurait le moyen de ressusciter les morts, qu'on ne pourrait le faire connaître, si les machinistes du journalisme n'étaient pas suffisamment rétribués.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, l'administration tolère. Tolérer, c'est laisser faire, en se réservant le droit d'empêcher. C'est transporter dans le civil cette commode et équitable punition militaire qu'on appelle la décimation. Il y a révolte générale; on range les mutins, on compte; les neuf premiers sont absous, quoi qu'ils aient fait; le dixième est passé par les armes, eût-il été à l'ambulance pendant le tumulte. Appliqué aux loteries, ce système moralisateur fonctionne de même. Une, deux, trois... neuf loteries, bien; dix, alors la morale se réveille, elle frappe par l'interdiction, puis se rendort pendant que l'on compte de onze à dix-neuf. Ce droit qui se rouille, et qu'on aiguise par intermittences, a quelque chose de tout à fait mystérieux, qui doit porter à se respecter d'autant plus. Ainsi, le lion est le roi des animaux parce qu'il s'élance au milieu d'un troupeau, emporte un mouton qu'il dévore, laissant les autres paître tranquillement jusqu'à ce qu'il ait encore faim.

Pendant ces exécutions, d'ailleurs, les autres loteries figurent à la cote, comme si de rien n'était. Celle-là seule qu'on interdit outrageait la morale et violait la loi. Qui est juge? L'administration.

Peut-être, celui qui se voit interdire ainsi une loterie, se sentant réelle-

Digitized by Google

ment en dehors de la loi, cherchera-t-il autre chose. Il est de par le monde des gens qui veulent travailler quand même, sortir du commun et avancer autre part que dans l'armée ou les emplois gouvernementaux.

Ceux-là se disent que si la loterie est impossible, il doit y avoir un moyen d'obtenir une concession de chemin de fer. Autre déboire! Les études faites, les démarches finies, le capital trouvé, on croit la tâche accomplie; on n'a réalisé que l'accessoire. Une concession ne peut être accordée qu'à ceux qui accomplissent les conditions voulues, et, en premier lieu, le demandeur doit déposer un cautionnement.

Si l'administration disait nettement: « Quiconque déposera un cautionnement après avoir soumis les plans et études obtiendra la concession, » ce ne serait pas difficile, le capital de cautionnement abonde. Mais le banquier, prêt à le fournir, en présence d'une disposition légale, formelle, s'abstient parce que l'accomplissement des formalités ne suffit pas; et l'aspirant concessionnaire se trouve ballotté entre le ministre qui lui dit: « Votre cautionnement! » et le banquier qui réplique: « Votre concession! »

On en sort cependant. Quand on a remué deux ou trois départements, travaillé deux ou trois ans, dépensé une centaine de mille francs, assuré le placement de cinq ou six millions, on cède l'affaire pour rien. Mais les acheteurs sont donc à l'abri de ces difficultés? N'en doutez point. Voilà l'égalité en matière de finances! Les uns ont la cote, les autres ne l'ont pas; les uns ont droit de loterie, les autres ne l'ont pas; les uns ont des concessions, les autres n'en ont pas.

JULES DE POZAR.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie de Dubuisson et Cᵉ, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

SCÈNES DE LA VIE MILITAIRE

EN RUSSIE

(1812)

SOUVENIRS DU GÉNÉRAL PRUSSIEN H. DE BRANDT

DEUXIÈME PARTIE

Aus dem Leben des g. v. Inf. H. de Brandt. I und II Theil. Berlin, 1868-69 [1].

I

Le 22 mars 1812, les régiments polonais, rappelés d'Espagne en toute hâte, étaient alignés sur la place du Carrousel, où l'empereur lui-même allait les passer en revue. « Après une heure d'attente, dit Brandt, le mot : *attention* ! retentit de rang en rang, et nous vîmes venir Napoléon par la droite de la division, accompagné de Berthier et de plusieurs autres généraux. Quand il en fut à notre bataillon, il s'arrêta juste en face de moi, et me dit : « Combien as-

[1] Voir dans la *Revue contemporaine*, n° du 31 mars 1869, les *Scènes de la vie militaire en Espagne*, empruntées à la première partie de cet ouvrage.

Digitized by Google

tu de blessures? — Deux, sire, plus quelques contusions. — Eh bien ! tu es jeune encore, tu seras capitaine plus tard [1]. » Un soldat du deuxième rang, d'un embonpoint excessif pour un voltigeur, attira son attention : « Demandez donc à celui-là où il est devenu si gras, » dit-il au général Krasinski, en lui désignant l'homme du doigt. Le soldat ayant répondu que c'était en France, Napoléon ajouta en souriant : « Dites-lui de se mettre au régime, car d'ici peu de temps ils pourront bien jeûner. » L'Empereur ne croyait pas dire si vrai ! Suivant son habitude, il goûta du pain de munition, fit sortir des rangs un soldat dont il examina en détail l'équipement. Enfin, s'adressant au colonel : « On ne dirait pas que le régiment vient de faire une si rude campagne. Je suis satisfait de l'habillement, de l'équipement, de la tenue ; dites cela au régiment. » Lors du défilé, les Polonais, qui attendaient de la nouvelle guerre le rétablissement de leur patrie, crièrent avec enthousiasme *Vive l'Empereur* ! C'était bien, pour la plupart, le salut funèbre des gladiateurs de Rome !

Le départ étant fixé au 26, il ne restait aux officiers polonais, casernés à Vaugirard, que trois jours pour visiter Paris. Dans leurs excursions, ils n'eurent garde d'oublier le château de Vincennes, mais quand ils prononcèrent le nom du duc d'Enghien, le concierge, ancien sous-officier d'artillerie, leur dit d'un ton rogue : « Messieurs, on vient ordinairement ici pour voir l'arsenal et nos établissements militaires, et je suis prêt à vous y conduire. » Cet homme obéissait ou semblait obéir à une consigne ; seulement, quand il eut fait faire aux visiteurs la promenade réglementaire, et pris congé d'eux au pont-levis, sa femme s'approcha et offrit discrètement de faire voir « les curiosités pas essentiellement militaires. » Après avoir montré les cellules où avaient été enfermés divers prisonniers célèbres, elle ajouta à demi-voix : « Si vous voulez voir l'endroit où le sort du jeune homme s'est accompli, je vous y conduirai ; j'y conduis bien du monde... » Cette visite supplémentaire entraînait naturellement aussi un supplément de gratification, et les jeunes officiers comprirent que ce mystère, peut-être obligé pour éluder une consigne, était aussi un expédient pour doubler les profits du ménage.

Les suites de la revue n'avaient pas répondu à l'attente générale. On comptait sur une pluie de promotions, de décorations, de dotations ; il n'y en avait pas eu, en tout, plus d'une trentaine pour ce deuxième régiment de la Vistule, qui, depuis quatre ans, vivait, ou

[1] Ces paroles et toutes celles que Brandt entendit prononcer à l'Empereur en diverses circonstances, et dont il prenait note immédiatement, sont en français dans l'original.

Digitized by Google

plutôt mourait, « dans une atmosphère de mitraille. » « Dans ma compagnie, dit Brandt, il ne se trouvait pas un soldat qui n'eût été blessé depuis 1809, et elle n'eut pour sa part que deux décorations. » Ces dignes auxiliaires de la France eurent bientôt un autre sujet de mécontentement. Arrivés le 4 avril à Sedan, où se trouvait le dépôt du régiment, ils furent passés en revue par le général Claparède, dans la division duquel ils allaient être incorporés. Cette dislocation des forces polonaises semblait de mauvais augure pour la reconstitution de la Pologne elle-même. L'extérieur, les manières du général français étaient peu propres à adoucir cette fâcheuse impression. « Celui-là, dit l'adjudant-major Rechowicz, qui s'y connaissait, m'a l'air d'un mauvais camarade. Nous le trouverons toujours en quête de sa proie, *quærens quem devoret.* » Suivant Brandt, auquel nous laissons l'entière responsabilité de ces appréciations, Claparède ne semblait jamais aussi heureux que quand il trouvait l'occasion de faire quelque mauvais compliment à de l'un ses subordonnés. Les historiens les plus bienveillants pour l'Empereur conviennent qu'il fit plus d'un choix malheureux au début de cette campagne. « Longtemps habile, dit l'un d'eux, dans l'application des hommes aux choses, il semble que tout à coup ce talent lui manque, au moment où il lui serait le plus nécessaire [1]. »

On s'occupa de suite, à Sedan, de former les cadres du troisième bataillon, qui devait être formé en Pologne même. Brandt, alors lieutenant en premier, fut désigné pour le commandement d'une des nouvelles compagnies de voltigeurs. Un ordre fort sage de l'Empereur prescrivait de faire prendre les devants aux officiers et sous-officiers chargés de cette tâche. Ils partirent donc dès le lendemain, tandis que le reste du régiment séjournait à Sedan. A Metz, où ils arrivèrent le 11 avril, Brandt eut beaucoup à se louer de la complaisance d'un jeune officier d'artillerie nommée Robert, qui lui fit voir en détail la citadelle. Quelques mois après, il le reconnut parmi les mourants, dans la grande redoute de la Moskowa.

En traversant la Lorraine et l'Alsace, Brandt remarqua pour la première fois des signes non équivoques de mécontentement. On commençait à se fatiguer de ces passages continuels de troupes, malgré l'argent qu'elles laissaient dans le pays. Mayence offrait l'aspect d'un immense quartier général. L'infanterie, la cavalerie, les canons, les équipages, défilaient sans interruption sur le pont de Cassel. Francfort avait absolument l'air d'une ville française. On n'y parlait plus allemand que dans l'intérieur des familles, et dans

[1] Bignon, XI, 66.

Digitized by Google

les corps de garde occupés, pour la forme, par les soldats du grand-duc.

Les circonstances devenant de plus en plus urgentes, Brandt et ses camarades, à partir de Hanau, furent transportés en voiture jusqu'à Posen. Cette dernière partie du voyage ne fut pas la moins fatigante. Les véhicules n'étaient que des charrettes; les routes n'étaient guère pavées alors qu'aux abords des villes et dans certains passages qui, autrement, eussent été tout à fait impraticables, et ce pavé était si raboteux qu'on préférait alors mettre pied à terre. Les cailloux, la boue, la poussière alternaient désagréablement pendant le parcours. Un voyage fait dans de telles conditions ne disposait guère à admirer le paysage. « Les bords de l'Elbe, de la Sprée, de l'Oder, dit Brandt, nous paraissaient bien insignifiants auprès de ceux des fleuves français. Le ciel, chargé de nuages, contrastait étrangement avec l'horizon bleu de l'Espagne, la sombre verdure des sapins avec les palmiers de Valence... Et nous n'étions encore qu'en Allemagne ! »

Le 5 mai, on atteignit Posen. Après quatre ans d'absence, Brandt retrouvait son pays dans un triste état. Le blocus continental avait fait tomber les céréales à un prix si bas, qu'il couvrait à peine les frais de culture. Pourtant l'espérance d'une entière restauration de la Pologne soutenait le courage des populations. Ici le témoignage de Brandt, devenu général prussien, mais narrateur sincère du passé, est d'une véritable importance. « Personne, dit-il, ne faisait des vœux pour le retour de la domination prussienne, et tout le monde, pourtant, se rappelait d'avoir, dans ce temps-là, connu de meilleurs jours. » L'Empereur Napoléon a commis une bien grande faute, en trompant, par des mesures équivoques et insuffisantes, et surtout par le déplorable choix de son représentant à Varsovie, l'espérance d'une nation qui lui donnait tant de garanties de dévouement; qui, depuis tant d'années, versait son sang le plus pur, endurait patiemment la misère pour aider au triomphe de la France.

Les nouveaux cadres furent installés dans les environs de Posen, et l'on s'occupa de l'armement et de l'instruction des recrues. Ce travail fut poussé avec une telle activité, qu'au bout de huit jours ces jeunes soldats, à peine débarrassés de leurs longs cheveux de paysans, comprenaient déjà passablement l'exercice et la manœuvre. « Depuis cette époque, dit Brandt, je me suis occupé bien souvent de la formation de troupes nouvelles, jamais je n'ai obtenu, dans un intervalle aussi court, des résultats aussi satisfaisants. » Tous les officiers francais du premier empire ont rendu le même témoignage des étonnantes aptitudes militaires du peuple polonais.

Digitized by Google

Le 29 mai, toutes les troupes cantonnées dans ces environs furent brusquement rappelées à Posen, où l'Empereur était annoncé. Il n'arriva toutefois que le lendemain à neuf heures du soir. On lui fit une réception aussi enthousiaste qu'en 1806. Ce n'était partout qu'arcs de triomphe, illuminations, transparents avec devises, où s'exprimaient, en traits de feu, les vœux et la reconnaissance anticipée d'un peuple trop confiant dans l'avenir. A l'entrée de la rue qui mène au collége des jésuites où allait descendre l'Empereur, on lisait : *Restauratori patriæ*; sur la porte même du collége : *Grati Poloni imperatori magno*. Sur la tour de l'église des Bernardins, que Napoléon pouvait voir de ses fenêtres, l'illumination figurait une gigantesque couronne de lauriers surmontant la devise : *Napoleoni magno Cæsari et victori* ! Un ciel d'une sérénité méridionale concourait à l'éclat décevant de cette solennité : une foule immense parcourait les rues plus éclairées qu'en plein jour. Les populations des campagnes, accourues pour prendre part à cette fête nationale, bivouaquaient sur toutes les places...

Le lendemain, les conscrits polonais furent passés en revue, non par l'Empereur, mais par le maréchal Mortier. Cependant, Napoléon survint tout à coup à cheval pendant le défilé ; il avait l'air soucieux, préoccupé. Brandt l'entendit dire à haute voix, avec impatience : Où est le préfet (comte Poninski) ? » Celui-ci s'étant approché, l'Empereur ajouta, de sa voix brève et stridente des mauvais jours : « Je trouve ces gens trop jeunes ; — il me faut du monde en état de supporter des fatigues ; — les gens trop jeunes ne font que remplir les hôpitaux... » Comme en parlant ainsi, il continuait de marcher dans une autre direction, Brandt n'entendit pas le reste.

Un de ses anciens camarades de l'Université lui donna des détails sur la réception du matin, qui avait eu lieu, à l'issue de la messe, dans l'ancien réfectoire du collége. Il y avait là quantité de nobles du pays, en costume de cour. L'Empereur leur dit pour tout compliment : « Messieurs, j'aurais préféré vous voir bottés et éperonnés, le sabre au côté, comme étaient vos ancêtres à l'approche des Tartares et des Cosaques. Nous vivons dans un temps où il faut être armé de pied en cap et avoir la main à la garde de l'épée. » Ce conseil était sage, mais quelques mots dits en passant, à l'une des extrémités du territoire de l'ancienne Pologne, ne suffisaient pas pour déterminer ce grand ébranlement national. Il aurait fallu que l'impulsion partît de Varsovie.

Un incident comique avait égayé cette réception de Posen. Parmi les femmes présentées figurait la comtesse M..., jeune personne de dix-huit ans, mais paraissant beaucoup plus âgée, grâce à un extrême embonpoint. L'Empereur la prit pour une femme ayant déjà

Digitized by Google

plusieurs années de ménage. Il lui demanda, suivant son habitude, combien elle avait d'enfants. « Sire, je n'en ai pas. — Vous êtes donc divorcée? — Sire, je ne suis pas mariée du tout; je suis encore demoiselle. — Ah! il ne faut pas trop choisir, vous n'avez pas de temps à perdre. » Ce propos fit rire tout le monde, sauf, bien entendu, celle à qui il s'adressait.

Le 10 juin, Brandt reçut l'ordre de rejoindre par la voie la plus directe le gros de son régiment, en marche sur Gumbinnen. Cette circonstance lui permit de passer deux jours avec ses parents, qui habitaient Strzelnow, sur la route de Posen à Thorn. La joie de les revoir, après quatre ans d'absence, était empoisonnée par le spectacle de la gêne à laquelle ils étaient réduits. Cette partie du territoire de l'ancienne Pologne était celle qui avait le plus souffert. Aux maux de la guerre de 1807 avaient succédé, sans désemparer, les misères du blocus continental, des maladies épidémiques sur les hommes et les bestiaux, puis les nouveaux et continuels passages de troupes. Les parents de Brandt, propriétaires jadis aisés, avaient eu le coûteux honneur d'héberger tour à tour le maréchal Ney, le prince de Würtemberg; tous leurs fourrages avaient été enlevés pour les trains d'artillerie; les chevaux de labour étaient jour et nuit en réquisition, etc. En un mot, tout se passait absolument comme en pays ennemi. Les quarante-huit heures que Brandt passa dans la maison paternelle furent pour lui une véritable torture. Il retrouva à Thorn un détachement laissé en arrière à la garde des bagages du régiment. L'officier qui commandait ce détachement donna à Brandt les plus tristes détails sur les désordres commis pendant la marche, sur la confusion et l'indiscipline qui régnaient déjà dans une partie de cette immense armée. « Chacun, lui disait-il, fait ce qu'il veut, prend où il peut... Si cela continue longtemps, nous finirons par nous manger les uns les autres comme des rats affamés. »

Enfin, il rejoignit son régiment à Liebstadt. Depuis cette étape jusqu'au Niémen, les Polonais trouvèrent les routes encombrées des traînards, des maraudeurs de l'avant-garde. Il est bien connu aujourd'hui que les germes de dissolution qui devaient se développer d'une si effroyable façon vers la fin de la compagne fermentaient déjà dans un grand nombre de corps, avant l'ouverture des hostilités.

II

Les souvenirs des débuts de cette funeste campagne se distinguent, comme ceux de la fin, par une sorte de monotonie sinistre.

Digitized by Google

Ce ne sont que marches forcées, interminables, dans des terrains marécageux, ou bien parmi des flots de poussière, sous des averses glaciales ou d'ardents coups de soleil. Les soldats de la division Claparède faisaient halte tantôt dans des clairières entourées de bois de sapins d'un aspect funèbre, tantôt dans des villages déserts, déjà saccagés par les troupes de l'avant-garde. Là, de pauvres gens venaient leur demander du pain. Le 30 juin, ils bivouaquèrent, par un temps effroyable, aux environs de Wilna, dans le parc du château de Zakred, appartenant alors à Beuningsen. C'était là que, dans une des nuits précédentes, la nouvelle du passage du Niémen était parvenue à l'empereur Alexandre au milieu d'une fête[1]. D'autres troupes avaient déjà passé par cette résidence ; aussi le château n'avait plus ni portes ni fenêtres. Brandt eut la chance de trouver quelques panneaux de serre encore à peu près intacts, et s'organisa une sorte de tente vitrée dans laquelle il put, pour la première fois depuis son entrée en campagne, dormir à couvert de la pluie. Pendant toute la nuit, elle tomba avec une violence telle, qu'on avait peine à entretenir les feux.

Le lendemain, au moment où les régiments se préparaient à passer une revue d'inspection, on cria tout à coup *aux armes*! Le bruit courait que les éclaireurs de Bordesoulle et de Pajol avaient signalé dans la direction d'Oszmiana des forces imposantes; et l'on eut un moment l'espoir d'une bataille. La division Claparède, décrivant un demi-cercle autour de Wilna, se dirigea à marche forcée vers une hauteur à l'est de la route de Jedlina, et y prit position. La pluie, qui avait cessé pendant quelques heures, reprit avec une intensité extrême ; le brouillard était si épais qu'à quelques pas on ne distinguait plus rien. Au milieu de cette brume, on vit tout à coup apparaître l'Empereur, monté sur un cheval blanc. Le rebord du petit chapeau, déformé par la pluie, faisait gouttière sur la fameuse redingote grise. Il braqua fort inutilement sa lorgnette sur l'horizon, dit à Berthier, qui chevauchait auprès de lui de fort mauvaise humeur : « Mais c'est une pluie terrible ! » et s'éloigna après avoir

[1] Les préparatifs de ce bal avaient failli être l'occasion d'une étrange catastrophe. Le parterre du château avait été transformé en salle de danse, planchéié et recouvert d'une voûte en charpente, soutenue par de nombreux piliers. La fête devait avoir lieu dans la soirée du 26. Pendant la journée, juste au moment où les Français passaient le Niémen, cette voûte s'écroula avec un fracas épouvantable ; tous les ouvriers qui y travaillaient encore furent tués ou grièvement blessés. Cet accident, s'il était arrivé quelques heures plus tard, aurait sans doute changé bien des choses. L'homme qui avait dirigé les travaux était un Français, qui se suicida de désespoir. La fête n'en eut pas moins lieu ; on dansa à ciel ouvert comme on eût pu faire en Italie ; le temps était d'une sérénité, la température d'une douceur bien rare sous ce rude climat. Nous empruntons ces détails peu connus aux souvenirs d'un témoin oculaire, la comtesse de Choiseul, née de Tysenhaus, publiés en 1830.

Digitized by Google

échangé quelques mots avec Claparède. On sut bientôt après que les troupes signalées par la cavalerie faisaient partie du corps de Dochtorov, qui ne songeait qu'à s'échapper pour rejoindre Barclay. Ce corps avait été manqué de bien près, car la division Claparède, s'étant portée en avant dans la soirée sur la route d'Oszmiana, y bivouaqua dans une position que les Russes avaient occupée quelques heures auparavant, avec l'intention évidente d'y passer la nuit. Leurs baraques étaient encore debout, et l'on y trouva des livrets de solde et d'autres effets militaires abandonnés dans cette retraite précipitée.

Le lendemain, la division fut ramenée dans un faubourg de Wilna, et y jouit pendant trois jours d'un repos bien nécessaire. Une grande revue de l'Empereur était annoncée pour le 4, et l'on s'y préparait quand l'ordre arriva de se porter dans la direction de Minsk, où l'on arriva le 10 juillet après six jours de marches forcées. La division Claparède se trouva ainsi former l'avant-garde du corps de Davoust du côté de la principale armée russe; elle assurait en même temps sa communication avec les troupes qui occupaient Wilna. Depuis le commencement de la campagne, les soldats de cette division n'avaient encore aperçu, en fait d'ennemis, que quelques bandes de Cosaques. Pourtant l'exemple continuel du maraudage, les marches interminables dans des terrains difficiles, l'alternative de jours brûlants et de nuits glaciales, avaient déjà produit la plus fâcheuse impression sur le moral d'une troupe qui avait passé jusque-là pour un modèle de discipline et de subordination. A Minsk, il manquait en moyenne quinze à vingt hommes par compagnie. Dans une campagne ordinaire, deux batailles n'auraient pas suffi pour produire une telle diminution d'effectif. Claparède s'irritait fort de ce résultat, auquel il avait contribué par un mauvais choix de bivouacs, et par son insouciance pour le bien-être du soldat. C'est, du moins, ce que lui fit entendre assez clairement Chlopicki, l'un de ses généraux de brigade, avec lequel il eut une assez vive altercation à ce sujet[1].

Un fait significatif nous montre, à cette époque, Davoust lui-même, le sévère Davoust, débordé par l'indiscipline. Malgré sa réunion déjà ancienne à la Russie, la population de Minsk avait en-

[1] Ces griefs contre le commandant de la division semblent justifiés par les notes suivantes, extraites du journal de Brandt : « 4 juillet, marche sur Miednicki. Journée des plus fatigantes de quatre lieues et demie dans des terres sablonneuses par une chaleur ardente. Bivouaqué sur un terrain boisé, éloigné de l'eau. — 5, marche sur Oszmiana. Chaleur tropicale ; eau très-rare. Bivouaqué non loin de la ville, déjà pillée par les maraudeurs. — 6, continuation de mauvais chemins ; campé dans un bois, près d'un village entièrement saccagé. — 7, changement brusque de température, pluie violente et conti-

Digitized by Google

core le cœur polonais. Par son attitude menaçante, elle avait empêché les Russes d'incendier en se retirant d'immenses magasins de vivres et de fourrages; c'était le plus grand service qu'on pût rendre alors aux envahisseurs. On exécutait à la cathédrale un *Te Deum* solennel pour la délivrance de la Lithuanie, en présence des autorités civiles et militaires, de députations des divers régiments, etc.; le général Grouchy, en grand uniforme, faisait la quête dans l'église avec une des dames les plus qualifiées de la ville. Au milieu de la cérémonie, on vint annoncer que plusieurs cuirassiers enfonçaient et pillaient des magasins, comme on eût pu faire dans une ville prise d'assaut. Le maréchal y envoya aussitôt de ses aides de camp; les coupables furent arrêtés, traduits en conseil de guerre et fusillés le lendemain. Cet incident mit le comble à l'irritation de Davoust, qui avait déjà d'assez graves sujets de contrariété. Dans la revue générale de sa division, qui eut lieu le 12 juillet, il déchargea sa colère sur un des régiments allemands de la division Compans, dont l'effectif se trouvait réduit, pour quatre bataillons, à quelques centaines d'hommes, bien qu'il n'eût pas tiré un coup de fusil. Davoust adressa aux officiers une allocution foudroyante, et fit manœuvrer ce reste de régiment, la crosse en l'air, devant toute la division; châtiment assez peu judicieux, qui faisait porter l'humiliation méritée par les coupables précisément sur ceux-là qui avaient résisté à la contagion du mauvais exemple.

Après avoir pris à Minsk quelques jours d'un repos bien nécessaire, la division Claparède se mit en mouvement le 14 dans la direction de Borisow. Le beau temps, l'abondance avaient ramené la gaieté. Un épisode comique signala le passage d'une rivière dont le nom n'éveille plus aujourd'hui dans les cœurs français que de lugubres souvenirs. La Bérésina avait récemment débordé, par l'effet des précédents orages, et laissé dans les prairies voisines de grandes flaques d'eau, sur lesquelles s'ébattait une quantité prodigieuse d'oies sauvages. « La cavalerie de Grouchy, qui faisait l'avant-garde, engagea une attaque vigoureusement appuyée par les régiments polonais. » En moins de deux heures, chaque soldat avait une ou deux de ces volatiles pendues à son havresac.

nue. On s'arrête à Wismievo, bourgade où pas un habitant n'est resté. L'endroit où l'on campe est comme un marécage; le bois si humide qu'il est impossible de faire du feu. — 8, la troupe, affamée et trempée, arrive à Rokow, misérable village sur la Kolenka. Pas de distribution de vivres; on fait la chasse aux maraudeurs pour leur prendre ce qu'ils ont volé; des détachements explorent les bois, et ramènent le bétail que les habitants y avaient caché. (Ceci se passait, non en Russie, mais dans la Samogitie, ancienne province polonaise.) — 9, pluie; on bivouaque au milieu des bois; les soldats ont de la viande mais pas de pain mangeable, etc. »

Digitized by Google

En quittant la région des oies, on tomba dans celle des ours. Ces animaux sont fort nombreux aux environs de Niemonica, où la troupe établit ses bivouacs le 17 au soir. Le dressage et l'exhibition des ours était alors dans cette partie de la Lithuanie une industrie aussi répandue que l'élève des marmottes chez les Savoyards. Aussi l'on trouvait, dans la plupart des habitations, un local spécialement disposé pour l'instruction des petits ours pris à la chasse ; les soldats en emmenèrent plusieurs. Brandt, qui depuis Minsk avait quitté sa compagnie pour remplir provisoirement les fonctions d'adjudant-major, revenant une nuit du quartier général, buta sur un de ces quadrupèdes déjà fort, qui prit mal la chose et faillit lui faire un mauvais parti. A la suite de plusieurs accidents du même genre, les malheureux ours furent proscrits, au grand regret des soldats qui avaient commencé leur éducation [1].

La division Claparède avait été envoyée d'abord vers Orscha pour maintenir la communication avec la grande armée. Le 22, un brusque changement de direction la ramenait du côté de Mohilew, mais elle n'y arriva que le surlendemain du beau combat soutenu par Davoust contre les forces très-supérieures de Bagration. Brandt trouva le champ de bataille encore couvert de morts français et russes. On lui montra la maison dans laquelle Davoust avait failli être tué. Il était à une lucarne, observant les mouvements de l'ennemi : un boulet avait pénétré d'un autre côté dans l'appartement, et fracassé une poutre dont les éclats effleurèrent le maréchal.

A la suite du combat de Mohilew, Davoust concentra ses forces vers Orscha. Malgré le défaut de concours du roi de Westphalie, il espérait encore rejoindre Bagration, empêcher sa réunion à la grande armée russe, ou la lui faire chèrement payer. Pendant la marche du 2 août, « nos flanqueurs, dit Brandt, étaient aux prises avec ceux des Russes. On n'entendait pas les coups de feu, mais on en apercevait la fumée, et parfois aussi les masses ennemies. Dès qu'on rencontrait quelque mouvement de terrain, quelque édifice élevé d'où la vue pouvait s'étendre au loin, on était sûr d'y voir arriver le maréchal, qui montrait une activité admirable. » Ce témoignage d'un observateur impartial contredit l'assertion de quelques écrivains, qui ont prétendu que Bagration avait été mollement poursuivi. Mais, arrivé à Dubrowna, Davoust acquit la triste certitude que cet adversaire était désormais hors d'atteinte.

Le prince d'Eckmühl resta dix jours dans cette position, et y prit les mesures les plus judicieuses pour le rétablissement de la disci-

[1] Voltaire a dit irrévérencieusement quelque part qu'il n'existait en Pologne que deux Universités : celle de Cracovie pour les ecclésiastiques, celle de Smorgoni pour les ours.

Digitized by Google

pline et l'approvisionnement de ses troupes. « Sa conduite, dit Brandt, peut être proposée comme modèle dans des circonstances semblables. » Pendant ce séjour, le corps de Davoust fut renforcé de plusieurs « bataillons de marche, » dont les officiers faisaient un tableau effrayant des désordres commis sur les derrières de l'armée. Quelques anciens militaires, surtout parmi les Polonais, ne dissimulaient pas leurs inquiétudes. « Tout ira bien encore, disaient-ils, tant que durera la belle saison, mais la Russie n'entre sérieusement en campagne que quand le bon Dieu lui a fabriqué des ponts, (c'est-à-dire quand la gelée facilite l'accès des marais et des fleuves). Toutefois, ces appréhensions n'étaient ni aussi générales, ni aussi vives qu'on l'a prétendu après l'événement. Depuis que les sages mesures de Davoust avaient ramené le bien-être et remis la discipline en vigueur, les jeunes officiers avaient repris confiance dans l'étoile de l'Empereur. « On nous aurait demandé, dit Brandt, de marcher à l'assaut de la lune, que nous aurions répondu : Marchons ! Nous ne rêvions que batailles et victoires ; nous ne craignions qu'une chose, un trop grand empressement des Russes à faire la paix[1]. » Cette confession sincère n'est pas sans intérêt pour l'histoire. Il faut se défier, même à propos de la campagne de 1812, du penchant qui toujours nous entraîne à juger de ces grandes catastrophes d'après l'événement, à décider que les choses n'auraient pu suivre un autre cours. Si les campagnes d'Austerlitz, de Friedland, de Wagram avaient été malheureuses, on aurait entendu bien des gens se vanter de même d'avoir pressenti le désastre des Français, et démontrer savamment qu'il était inévitable.

III

Placée en réserve sur une hauteur qui domine Smolensk, la division Claparède assista, l'arme au bras, aux péripéties de la grande attaque du 17 août. Vers quatre heures de l'après-midi, tandis que les Russes se défendaient encore vigoureusement sur tous les points, Brandt entendit le colonel de son régiment, Chlusewicz, dire à son lieutenant-colonel : « Vous verrez qu'ils ne tiendront pas encore

[1] « Nos anciens, dit-il encore, raillaient notre enthousiasme ; ils nous appelaient les enragés, les possédés... » Est-il besoin aujourd'hui de dire que l'événement a donné à ces murmures, à ces fâcheux pronostics des vieux soldats une importance rétrospective que la plupart d'entre eux ne prévoyaient guère. Si les choses avaient tourné autrement, l'histoire eût comparé ces plaintes à celles des compagnons d'Alexandre, si vite oubliées au premier signal du combat. *Signum tubâ datum fuit* (Quinte-Curce.)

Digitized by Google

cette fois. » Il ne se trompait pas; à la nuit close l'évacuation commença. Le lendemain, les officiers de l'état-major du prince Poniatowski racontèrent à Brandt que cette nouvelle avait été apportée, *dès dix heures du soir*, au maréchal Davoust, par un aide de camp du prince, le comte Skorzewski. Il la tenait d'un chef de bataillon nommé Rozycki, le même qu'on a vu depuis figurer, comme général de division, dans la révolution de 1831. Rozycki, s'étant avancé jusqu'au bord du Dniéper, avait entendu distinctement sur l'autre rive, depuis la chute du jour, un bruit de voitures tel qu'on ne pouvait raisonnablement l'attribuer qu'à un mouvement général de départ. On ajoutait que l'état-major de Davoust, et Davoust lui-même, avaient rejeté dédaigneusement comme absurde cette supposition de l'abandon d'une place encore intacte. Skorzewski se trouvait alors fort éloigné du quartier de son général, et très près de celui du prince d'Eckmühl; c'était ce qui l'avait déterminé à transmettre d'abord à Davoust cette importante communication. Il alla ensuite rendre compte du tout à Poniatowski; celui-ci se contenta de dire : « Si ces Messieurs ne veulent pas nous croire, ce n'est pas notre faute. »

Si ce récit avait quelque fondement, il ferait peser une grave responsabilité sur Davoust; car une attaque nocturne, exécutée pendant cette retraite clandestine, aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour les Russes. Mais cette histoire semble en contradiction avec les habitudes bien connues de vigilance du prince d'Eckmühl. D'ailleurs, aucune communication n'avait eu lieu jusque-là entre les officiers des deux corps, et l'aide de camp de Poniatowski n'était nullement sûr que le général qui s'était réveillé à demi pour l'écouter, et rejeté avec humeur sur son matelas en traitant ce rapport de *bêtise*, fût effectivement le maréchal lui-même [1].

« Le lendemain, la ville semblait absolument déserte. Tous les habitants étaient réfugiés dans les églises ou dans les caves. Une partie des Français se dirigea vers le Dniéper, les autres s'occupèrent de combattre le feu, qui faisait des progrès effrayants. » Brandt parcourut les endroits où l'on s'était battu la veille avec le plus d'acharnement. Les pertes les plus sensibles avaient porté sur les corps de Ney et de Poniatowski. Tandis qu'on s'occupait autour de lui de relever des blessés, Brandt remarqua un jeune Russe de formes athlétiques, qu'on avait dépouillé et laissé pour mort; il avait reçu un coup de feu au travers de la poitrine, et ne donnait en effet aucun signe de vie. « Tout à coup, on vit ce cadavre prétendu

[1] Ce général, quel qu'il fût, avait son quartier dans une église d'un des faubourgs de Smolensk. Il y aurait là une vérification curieuse à faire.

Digitized by Google

se redresser sur son séant; puis retomber en murmurant quelques mots inintelligibles. » On secourut ce malheureux, qui se débattit plusieurs heures contre la mort. Quelques moments avant d'expirer, il avait repris connaissance, et paraissait sensible aux soins qu'on prenait de lui. « Vous êtes de braves gens, vous, dit-il en dialecte petit russien aux chirurgiens polonais, mais votre tzar est sûrement un bien méchant homme; que lui a fait le nôtre? que vient-il demander à notre patrie? Lève-toi, sainte Russie, défends-toi, défends notre religion, notre tzar!... » Ce furent ses dernières paroles. « Voilà comme ils sont, tous ces Russes! dit à Brandt un de ses camarades, témoin de cette agonie. Décidément, l'Empereur joue gros jeu! »

Le 19 au matin, la division Claparède vint à travers la ville, dont plusieurs quartiers brûlaient encore, prendre position à la tête de pont du Dniéper, auquel aboutissent les routes de Moscou et de Pétersbourg. Dès huit heures, on commença à entendre la canonnade dans la direction intermédiaire de Gédéonow; l'engagement dura toute la journée et parut redoubler de vivacité pendant l'après-midi; c'était le fameux combat de Valoutina. Vers cinq heures du soir, on vit l'Empereur revenir au pas par la route de Moscou. Il avait l'air vivement contrarié et prit le galop en passant devant la troupe, dont les acclamations semblaient l'importuner. Cette attitude donna lieu à bien des commentaires. On parlait d'un grave échec essuyé à l'avant-garde; mais alors l'Empereur ne serait pas revenu au pas, et d'ailleurs la canonnade s'éloignait visiblement. Ce qui affectait si fort Napoléon, c'était l'inexplicable inaction de Junot, qui venait de faire perdre une nouvelle occasion de succès décisif.

Dans la matinée du lendemain, nous vîmes l'Empereur repasser devant nous et prendre encore la route de Moscou. Mon colonel m'ayant dit de me mettre à la suite de l'escorte impériale, pour tâcher de recueillir quelques nouvelles, je fus bientôt à cheval. Notre marche fut d'abord rapide, mais bientôt nous rencontrâmes un convoi considérable de blessés... Les uns criaient : *Vive l'Empereur!* d'autres passaient en silence. Napoléon s'arrêta à diverses reprises, parla à plusieurs blessés : le convoi était long, cruellement long!... Bientôt, nous commençâmes à rencontrer des morts, tant Français que Russes. Le chemin suivait un cours d'eau profondément encaissé, auquel aboutissaient de nombreux ruisseaux; de nombreux accidents de terrain bornaient la vue de toutes parts. Nous atteignîmes enfin une hauteur d'où l'on pouvait embrasser l'ensemble du champ de bataille. C'était une sorte de plaine marécageuse entourée d'un cercle de collines et arrosée par le Stragonbach, sur les bords duquel on s'était battu la veille avec tant d'acharnement. Sur la rive opposée campait le corps de Ney, entouré de morts et de mourants... L'arrivée de Napoléon

Digitized by Google

excita, comme d'habitude, de vives acclamations : les hommes les plus grièvement blessés faisaient un dernier effort pour crier encore une fois *Vive l'Empereur!* Napoléon passa auprès d'un grenadier, occupé à panser une blessure qu'il avait au pied : « Ah! mon Empereur, lui dit ce brave homme, pourquoi n'étiez-vous pas hier à notre tête? nous aurions écrasé les Russes[1] ! » L'aspect du champ de bataille était effrayant. Nous étions obligés à chaque instant de détourner nos chevaux pour éviter des monceaux de cadavres; et, pour prix de tels sacrifices, pas un trophée, pas une pièce de canon, pas un chariot de munitions! La conquête de ce terrain jonché de morts était l'unique fruit de la victoire. Un soleil radieux inondait de lumière ce tableau de carnage.

L'Empereur passa lui-même en revue les troupes de Ney, fit remettre une aigle au 127e régiment, qui venait de recevoir le baptême du feu. Les décorations, les avancements, les dotations tombaient comme grêle. On sentait que l'Empereur éprouvait l'impérieux besoin de prodiguer les récompenses pour réagir, chez lui-même et chez les autres, contre de tristes pensées... Arrivé au 95e régiment, il dit au colonel de lui nommer ceux qui s'étaient distingués la veille; et, comme celui-ci commençait naturellement par les officiers, au sixième ou septième nom l'Empereur l'interrompit : « Comment, colonel, vos soldats sont donc des capons! » Et il fit lui-même sortir des rangs les sous-officiers et les soldats qu'on lui désignait comme dignes d'être avancés ou décorés.

Le lendemain (21 août), l'Empereur alla passer en revue le corps de Poniatowski et s'y montra également prodigue de récompenses. Napoléon avait voulu sans doute, dans cette circonstance, effacer le souvenir de l'objurgation amère et injuste qu'il avait adressée au prince dans les premiers jours de la campagne, en réponse à quelques réclamations ayant pour objet un arriéré de solde, l'insuffisance et la mauvaise qualité des vivres. On avait fait circuler secrètement des copies de cette réponse sévère, presque injurieuse[2]. On parlait aussi d'une visite faite par le prince et d'autres généraux polonais au bivouac impérial avant la prise de Smolensk. L'Empereur les avait d'abord assez bien accueillis, mais bientôt, mécontent des renseignements qu'on lui donnait sur la diminution déjà considérable de l'effectif depuis l'entrée en campagne, il dit avec emportement au général Fischer, chef d'état-major de Poniatowski : « Mais, f....., où avez-vous laissé votre monde? — Sire, le manque de vivres, les fatigues, les... — Bah! vous me chantez toujours la même antienne; pourquoi les autres corps n'ont-ils pas

[1] Ces mots sont en français dans l'original.

[2] L'authenticité de cette pièce, reproduite par Brandt d'après une de ces copies manuscrites, ne saurait être contestée. Elle figure dans la *Correspondance* de Napoléon, sous la date du 10 juillet, et les deux textes sont absolument identiques.

Digitized by Google

laissé la moitié de leur monde en route? Mais je sais bien d'où cela vient; vous tous n'êtes bons qu'avec vos... de Varsovie. » On ajoutait que Poniatowski, froissé au plus haut point de cette algarade, avait été au moment de quitter l'armée. Enfin, on prétendait encore qu'après cette revue du 21, dans laquelle l'Empereur avait montré de meilleures dispositions à l'égard des Polonais, Poniatowski était allé le trouver, en compagnie de Davoust, et l'avait *supplié à genoux* de lui permettre de se porter sur Kiew pour organiser l'insurrection des anciennes provinces polonaises; que l'Empereur avait rejeté sa requête avec emportement, au point de le menacer de le faire fusiller s'il y persistait. Brandt, qui notait chaque jour ce qu'il avait vu et entendu, reproduit sous toutes réserves cette scène, telle qu'il l'entendit raconter à Smolensk, le 22 août, par des gens ordinairement bien informés. Il y a visiblement, dans ce récit, des exagérations mêlées à une certaine dose de vérité. Le prince Poniatowski avait déploré plus que personne la malencontreuse stipulation du traité d'alliance avec l'Autriche, qui donnait la Wolhynie pour champ de bataille au contingent auxiliaire de cette puissance. Il est non-seulement possible, mais très vraisemblable, qu'avant le départ de Smolensk, il aura voulu faire une dernière démarche pour faire changer la destination du corps polonais. Ce changement était incompatible avec la détermination de continuer la poursuite à outrance de la principale armée russe, détermination fatalement arrêtée par Napoléon, malgré les avis et les prières de ses plus fidèles serviteurs. On comprend toutefois que du moment où il s'obstinait à pousser en avant, à jouer le tout pour le tout, il ne pouvait consentir à se séparer d'une partie de ses meilleurs soldats à la veille d'une lutte probablement décisive.

Le 22 août fut un jour mémorable dans la carrière militaire de Brandt. L'Empereur passait la revue de la division Claparède sur la place de l'archevêché, celle que les Russes nomment *Blonge*. Brandt faisait partie des officiers désignés pour l'avancement. « Nous étions quatorze sortis des rangs à l'appel du colonel. L'Empereur s'arrêta à moi, me regarda, m'attira à lui en me prenant, suivant son habitude, par un bouton de l'uniforme, et dit : « Celui-ci devait déjà » être nommé capitaine à Paris; faites-le nommer capitaine adjudant-» major. » Continuant sa tournée sur le front du régiment, il remarqua un sergent décoré portant trois chevrons, ce qui indiquait vingt années de services. « Comment se fait-il que cet homme ne soit pas » encore officier? — Sire, dit le colonel, il ne sait ni lire ni écrire. » — C'est égal; ces pauvres gens non lettrés, dont personne ne » veut sont souvent les meilleurs officiers. Faites-le porte-aigle et » sous-lieutenant aux grenadiers. Je suis bien sûr qu'il n'a pas été

Digitized by Google

» le dernier aux assauts de Saragosse. » Le vieux sergent, objet de cette faveur inattendue, était employé à la construction des baraques de l'état-major, et il eut le bon sens de ne pas vouloir abandonner son ancien office. »

IV

La division Claparède quitta Smolensk le 24 août. Cette continuation de poursuites déplaisait fort aux vieux officiers polonais; ils n'en auguraient rien de bon pour la restauration de leur patrie, ni même pour la fortune de la France. « A partir de ce jour, dit Brandt, la croyance dans l'infaillibilité de l'Empereur fut ébranlée. » On passa par le champ de bataille de Valoutina encore couvert de ses morts. Ce tableau n'avait rien d'attrayant dans la circonstance. Pendant cette traversée, Brandt chemina un moment côte à côte avec Razewski, le vieux capitaine-sorcier, qui lui dit en français, pour ne pas être entendu des soldats : « Voyez, mon jeune ami, bientôt nous serons tous comme ça! »

La marche fut des plus fatigantes, de Smolensk à Gjatsk (24 août-3 septembre). La chaleur était extrême : des bouffées de vent furieuses faisaient voler de tels tourbillons de poussière, qu'à trente pas de distance on n'apercevait pas les grands arbres qui bordaient la route. La « sainte terre » de Russie que l'on abordait enfin, semblait, docile à l'appel du jeune fanatique de Smolensk, se soulever contre les envahisseurs. Cette poussière ardente, continue, était un véritable supplice. Pour s'en préserver, des soldats s'improvisaient des conserves avec des morceaux de vitres; d'autres marchaient le schako sous le bras, la tête enveloppée d'un mouchoir, ne laissant d'ouverture que juste ce qu'il en fallait pour se conduire et respirer. D'autres enfin se faisaient des guirlandes de feuillage. « Ainsi, dès cette époque, l'armée présentait, au moins par moments, un aspect étrange; mais alors il suffisait de la moindre averse pour faire disparaître tout vestige de cette mascarade. » Les bivouacs n'étaient guère moins pénibles que la marche; l'eau y était généralement des plus mauvaises, à moins qu'elle ne manquât tout à fait. Les soldats en étaient réduits alors à faire rôtir leur viande sur des charbons, et cette viande était à peu près régulièrement du cheval, car les paysans, avertis longtemps d'avance, emmenaient leur bétail si loin, qu'il était impossible de le retrouver.

Le 1er septembre, la division Claparède campa non loin de Tsarewo-Zaimisché, localité célèbre dans les fastes militaires de l'an-

Digitized by Google

cienne Pologne, par la victoire de Zolkiewski sur l'armée russo-suédoise de La Gardie (4 juillet 1610). Cette victoire, l'une des plus importantes que les Polonais aient jamais remportées sur les Russes, eut pour résultat l'occupation de Moscou, la chute du tzar alors régnant, et son remplacement par le jeune Wladyslas. Il est vrai qu'à cette époque où les Polonais faisaient la loi à leurs futurs oppresseurs, les discordes intestines étaient du côté des Moscovites! Les Polonais de 1812 comptaient dans leurs rangs plus d'un descendant des compagnons de Zolkiewski; ils espéraient que les Russes tiendraient dans la position très-forte de Tzarewo, et l'on comprend qu'ils auraient aimé combattre sur ce terrain. Leur espérance fut encore trompée.

Gjatsk, une des plus jolies villes de la Russie, apparut aux soldats comme une véritable oasis. Cette étape laissa aux Polonais le plus agréable souvenir, non pas tant à cause des maisons correctement alignées, fraîchement peintes en bleu et blanc, que pour l'abondance des légumes, dont le soldat était depuis longtemps privé, et surtout d'une immense grange, qui fit cette fois l'office de bivouac. Pour la première fois depuis l'ouverture de la campagne, Brandt et ses compagnons passèrent une nuit sous un toit et dans des lits.

Ce fut là qu'on apprit le remplacement de Barclay par Kutusow, et l'on se reprit à espérer que cette longue et dangereuse poursuite touchait à sa fin. Cette espérance s'accrut encore chez les Polonais dans la soirée du 5, quand ils entendirent devant eux le canon. Les Russes défendaient avec plus de ténacité qu'à l'ordinaire les abords du monastère de Kolotzkoi. Napoléon, lui aussi, s'attendait à une prochaine bataille, et rapprochait les uns des autres les différents corps, tout en continuant de les pousser en avant. Le pays, depuis Gjatsk, présentait un aspect plus agréable, plus accidenté. Parfois, du haut de quelque hauteur isolée, on apercevait une grande partie de l'armée française, et, par delà, des nuages mouvants de Cosaques, et des masses d'infanterie et de cavalerie russe qui semblaient se concentrer aussi tout en reculant encore. Le 6, pendant toute la marche, on entendit sans relâche gronder le canon. Après avoir traversé une épaisse forêt de sapins, et gravi, à la suite de l'avant-garde, la longue montée qui précède le village de Walujewo, les soldats de la Vistule, de ce point culminant, virent un vaste horizon se déployer à leurs regards. En face d'eux, à une faible distance, ils voyaient une éminence fortifiée, derrière laquelle se massait l'armée russe; c'était la trop fameuse redoute Schwardino. A cet aspect, une immense acclamation s'éleva; on tenait donc enfin cette bataille qu'il avait fallu venir chercher si loin! Comme il n'y

Digitized by Google

avait ce soir-là *aucune distribution de vivres*, les officiers de la division Claparède eurent tout le loisir d'aller visiter la redoute, dont les abords étaient encombrés de cadavres. De ce point, ils virent, à la nuit close, flamboyer les bivouacs de l'armée russe. Brandt en compta trente-trois, disposés en amphithéâtre, et couvrant environ une lieue d'espace. Pendant la marche précédente, il avait aperçu deux fois l'Empereur, d'abord en reconnaissance, puis à son bivouac. Le lendemain matin il le vit encore alternativement paraître et disparaître, semblable à un fantôme d'Ossian, à travers l'épais brouillard qui dura une grande partie de cette journée, veille de la terrible bataille. Vers trois heures de l'après-midi, chargé de porter un message au chef de l'état-major général (Monthyon), Brandt eut occasion de voir le portrait du roi de Rome, exposé devant la tente impériale. Les soldats, et surtout les vétérans, paraissaient vivement émus de cette exhibition un peu théâtrale; les officiers se préoccupaient davantage du sort de la campagne, et paraissaient généralement soucieux. Brandt retrouva dans un des officiers d'ordonnance de l'Empereur, une ancienne connaissance d'Espagne, le capitaine Desaix (frère du célèbre général de ce nom), naguère aide de camp de Suchet. Desaix lui montra un officier d'apparence assez chétive, et qui semblait accablé de fatigue. C'était le colonel Fabvier, aide de camp de Marmont, qui venait d'arriver à franc étrier du fond de l'Espagne, pour annoncer à l'Empereur le désastre des Arapiles. Brandt apprit là, sous le sceau du secret, cette fâcheuse nouvelle, dont beaucoup d'officiers, même de haut rang, n'eurent connaissance qu'au retour de la campagne.

Le manque de vivres se fit encore cruellement sentir dans cette soirée. On dîna de blé grillé et de chair de cheval. La nuit fut froide et pluvieuse; beaucoup d'officiers et de soldats, transis ou peut-être obsédés de pressentiments sinistres, essayaient en vain de dormir. Ils se relevaient, passaient et repassaient, semblables à des ombres errantes, devant les feux de bivouacs.

Tout en rappelant le mot célèbre de Wellington, « il est aussi impossible de raconter une bataille qu'un bal; » Brandt donne de grands détails sur celle de la Moscowa. Nous n'emprunterons à son récit que les circonstances dont il a été le témoin immédiat. La division Claparède était d'abord postée en avant de la garde impériale, dont les plumets et les épaulettes semblaient d'un rouge de sang aux premières clartés de l'aube...

Dès sept heures, la bataille était engagée vigoureusement sur tous les points... Nous étions évidemment très près des endroits où l'engagement était le plus vif; des boulets s'enfonçaient en terre devant nous ou

Digitized by Google

passaient sur nos têtes. Le vent, qui nous soufflait fortement au visage, nous apportait par intervalles tantôt le cri francais *en avant*, tantôt les *hurrahs* des Russes, mais nous ne pouvions rien distinguer du combat. Bientôt nous vîmes paraître de nombreux blessés ; ils nous racontèrent que la redoute qui était devant nous venait d'être enlevée... Vers neuf heures, on cria *aux armes!* Nous nous portâmes sur deux colonnes, à mille ou douze cents pas en avant de Schwardino, jusqu'à un pli de terrain où l'on nous fit faire halte. Au delà de cette dépression, le sol se relevait immédiatement ; de nombreux boulets rasaient la crête de cette hauteur et passaient ainsi au-dessus de nous. Tandis que Chlospicki gravissait cette pente pour reconnaître la position de l'ennemi, Claparède vint à nous ; il fit ranger en cercle les officiers, les engagea à soutenir dignement en ce jour le vieille réputation du régiment. La bataille continuait avec fureur, surtout dans les bois que nous avions à notre droite. De ce côté, elle semblait s'étendre et même nous déborder. Nous entendions sans relâche le sifflement des boulets ; néanmoins, nous n'avions pas encore perdu un seul homme : le général avait bien choisi la position pour éviter des pertes inutiles. Vers dix heures parut un officier d'ordonnance de l'Empereur. On nous fit reprendre les armes et nous continuâmes de marcher en avant, en obliquant un peu sur la gauche. Nous traversâmes ainsi, à travers des prairies, une portion assez considérable du champ de bataille. Sur notre droite, on se heurtait avec furie ; sur notre gauche, nous apercevions en ligne de longues lignes de cavalerie française dans lesquelles l'artillerie ennemie faisait à chaque instant des brèches. Nous perdîmes aussi quelques hommes dans cette marche à découvert. On nous fit faire une nouvelle halte dans un vallon, celui de la Séménowka. De ce poste nous ne pouvions rien voir, mais nous étions comme enveloppés par les feux de mousqueterie et d'artillerie. Nous avions rencontré en route de nombreux cadavres d'hommes et de chevaux ; maintenant, nous n'étions plus qu'à fort peu de distance de l'endroit où la lutte était le plus acharnée ; de nombreux blessés passaient tout près de nous, laissant le long de nos rangs des traces sanglantes. Nous étions encore couverts par un pli de terrain, au delà duquel on n'apercevait que la toiture verte de la tour de Borodino, miroitant aux feux du soleil... Le capitaine Desaix parut et s'arrêta un moment auprès de nous. « Je viens de la droite, me dit-il. Votre prince Poniatowski ne marche pas ; l'Empereur en est très peu satisfait. Nos pertes sont énormes ; les Russes se battent comme des enragés[1]. »

Vers deux heures, nous reçûmes l'ordre de continuer à marcher en avant. Nous franchîmes la Séménowka à une place qui semblait avoir été piétinée par un fort passage de cavalerie. Mais, comme nous gravissions la pente de l'autre rive, soudain une véritable nuit de poussière nous enveloppa ; en même temps, un effroyable cri jaillissant de milliers de poitrines couvrit le tonnerre de l'artillerie, dont les projectiles labou-

[1] Les paroles sont en français dans le texte. Cette fois encore l'Empereur était, comme on va le voir, injuste pour le prince Poniatowski.

Digitized by Google

raient nos colonnes. Et quand cette poussière commença à tomber, nous vîmes que la grande redoute, celle de Rajewski, venait d'être enlevée et que la cavalerie française était déjà lancée au delà, chargeant avec furie les Russes qui, tout en se retirant, combattaient encore.

Nous reçûmes l'ordre de nous masser en arrière de la redoute. Évidemment, nous avions été destinés à soutenir et remplacer au besoin la première colonne, dont l'assaut avait réussi, mais à quel prix! La redoute et ses alentours offraient un spectacle indescriptible, dépassant toutes les horreurs que l'imagination peut rêver. Les abords, les fossés, l'intérieur de l'ouvrage avaient disparu sous une véritable colline artificielle de morts, de mourants, de blessés d'une épaisseur moyenne de *six à huit hommes*, entassés les uns par-dessus les autres. Nous vîmes emporter le général Auguste de Caulaincourt, mortellement blessé, enveloppé dans un manteau de cuirassier marbré de larges taches rouges. Il y avait là pêle-mêle des soldats d'infanterie et des cuirassiers aux uniformes blancs et bleus, des Saxons, des Westphaliens et surtout des Polonais!...

A la suite de cet incident capital, le feu s'était un moment ralenti; de part et d'autre, on semblait épuisé de fatigue. Mais, un peu plus tard, la cavalerie française fit un mouvement rétrograde; l'infanterie russe se rapprocha de nous, sans toutefois prendre l'offensive; l'espace compris entre les deux redoutes conquises, Bagration et Rajewski, fut envahi de nouveau par des masses ennemies dans une attitude menaçante. Alors commença cet épouvantable duel d'artillerie que tous les historiens ont décrit. La redoute derrière laquelle nous étions fut, de part en part, criblée de projectiles. Ils arrivaient ainsi jusqu'à nous, et nous occasionnèrent des pertes sensibles dans les premiers moments. Les soldats reçurent immédiatement l'ordre de se mettre ventre à terre, tandis que les officiers, suivant l'expression de mon camarade Rachowicz, «attendaient la mort debout.» Il avait à peine prononcé ces mots, que nous fûmes tous deux couverts du sang et de la cervelle d'un grenadier auquel un boulet venait d'emporter la tête, au moment où il se soulevait pour se rapprocher d'un camarade. Ces horribles taches étaient ineffaçables sur l'uniforme; je les eus donc sans cesse devant les yeux, pendant tout le reste de la campagne, comme un avertissement funèbre (*memento mori*).

Les batteries françaises, qui sont mal indiquées dans tous les plans que j'ai vus de la bataille, touchaient presqu'à notre redoute, et de l'endroit où nous étions, nous n'en voyions pas la fin. L'une des plus voisines de nous avait perdu tous ses vieux officiers et se trouvait commandée par un tout jeune homme; il paraissait prendre gaiement son parti de cette circonstance, qui lui promettait un rapide avancement. Nous apercevions un certain flottement dans les masses ennemies qui étaient devant nous. Selon toute apparence, les Russes avaient projeté un retour d'offensive générale, auquel l'effet meurtrier de cet immense déploiement d'artillerie les contraignit de renoncer. Des deux côtés, on ne songeait plus qu'à se mettre à couvert. Cependant, à la chute du jour, ils s'avancèrent de nouveau jusqu'aux abords de la redoute. Nous reçûmes l'ordre de marcher à leur rencontre, et ils se retirèrent définitivement, après un engagement d'in-

Digitized by Google

fante assez court, mais vif et sanglant, dans lequel mon régiment souffrit beaucoup. Nous eûmes, en tout, près de 257 hommes tués ou blessés, dont plus d'un tiers dans ce dernier combat.

On nous fit bivouaquer à cette même place, au milieu des mourants et des morts. Nous n'avions ni eau ni bois, mais on trouva du gruau, de l'eau-de-vie et d'autres provisions dans les gibernes des Russes. Avec des crosses de fusils et les débris de quelques fourgons, on parvint à allumer assez de feu pour confectionner les grillades de cheval, notre principal mets. Pour faire la soupe, il fallut redescendre puiser de l'eau à la Kolotscha. Mais voici peut-être ce qu'il y eut de plus horrible : autour de chaque lueur qui commençait à briller dans les ténèbres, les blessés, les agonisants furent bientôt plus nombreux que nous-mêmes ! On les voyait de toutes parts, semblables à des spectres, se mouvoir dans l'obscurité, se traîner, ramper jusque dans l'orbite lumineux du foyer. Les uns, horriblement mutilés, avaient usé dans cet effort suprême ce qui leur restait de forces ; ils râlaient et expiraient, les yeux fixés sur cette flamme dont ils semblaient implorer encore le secours. Les autres, ceux qui conservaient encore un souffle de vie, reçurent tous les soins possibles, non-seulement de nos braves médecins, mais des officiers et des soldats. Tous nos bivouacs étaient devenus des ambulances.

Un peu avant le jour, le canon se fit entendre de nouveau, mais à une grande distance. La matinée était claire, le froid piquant. Vers neuf heures, nous vîmes paraître l'Empereur. Il resta longtemps tout près de nous, les yeux fixés sur ce théâtre de carnage. Je le vis faire approcher un des officiers de sa suite et lui parler. Aussitôt, cet officier entra dans la redoute avec quelques chasseurs, qu'il disposa en carré, de manière à circonscrire un certain espace dans lequel on compta les morts. La même opération fut répétée successivement sur différents points, et je compris qu'on avait voulu, par ce moyen, se rendre compte approximativement du nombre des victimes. Pendant ce temps, la physionomie de l'Empereur restait impassible ; seulement, il était très pâle...

L'admiration la plus robuste chancelle, l'enthousiasme le plus ardent se glace en présence de tels souvenirs. En vain l'on cherche à couvrir la grande mémoire du conquérant par le rappel des considérations qui l'avaient entraîné en ce lieu et commandé de tels sacrifices, de la nécessité d'abattre l'orgueil anglais, de refouler les barbares du Nord. Les plus hautes spéculations d'avenir n'autorisent ni n'excusent cet holocauste impitoyable du présent. L'aspect de Napoléon, supputant, par une opération mathématique, le nombre des victimes de sa victoire la plus sanglante et la plus inutile, nous rappelle involontairement un autre personnage effroyablement célèbre, auquel la souveraineté du but dissimula aussi l'horreur des moyens d'y parvenir, et ramène à la pensée l'assimilation cruelle, mais profonde de Mme de Staël : *Robespierre à cheval* !

Suivant une version polonaise que le témoignage de Brandt

Digitized by Google

semble fortifier, cette victoire aurait pu être à la fois moins meurtrière et plus décisive, si l'Empereur, au lieu de se plaindre de ce que le prince Poniatowski ne marchait pas, l'avait appuyé plus énergiquement. Dans la soirée du 9, plusieurs officiers de cavalerie du treizième régiment polonais, appartenant au cinquième corps, assuraient à leurs camarades de la division Claparède que pendant la bataille de la veille, à la suite d'une attaque heureuse contre les Cosaques, ils avaient percé à travers les bois jusqu'à Mojaïsk, sur les derrières de l'ennemi. Ceci se passait entre trois et quatre heures, au moment où les généraux Kniacewicz et Krasinski attaquaient vigoureusement les Russes de front. Cette charge de cavalerie était commandée par un chef d'escadron nommé Gawroncki. Ce récit a été confirmé par l'écrivain polonais Gyczkiewitz et par le témoignage du général Sébastiani, qui se trouvait à peu de distance. On sait que Davoust avait eu l'idée de ce mouvement, qu'il avait demandé à le diriger en joignant ses troupes à celles de Poniatowski, et qu'il manifesta une irritation extrême du refus persistant de l'Empereur. Un autre témoin oculaire, attaché à l'état-major de Poniatowski, a assuré que le général Tulinski et ses hussards, ayant également réussi à se frayer un passage dans une direction non explorée, avaient débouché inopinément sur le revers de l'armée russe, dans une plaine encombrée de fuyards, de blessés, de voitures de munitions et de bagages. Tulinski, n'ayant pas d'ordres, se contenta d'enlever ce qui était à sa portée et n'alla pas plus avant. Il est positif que les Polonais firent deux mille prisonniers, c'est-à-dire un plus grand nombre, à eux seuls, que tout le reste de l'armée. Enfin, l'opinion exprimée ici est encore appuyée par une autorité considérable, celle du général russe Toll, qui dit que les Polonais essayèrent de tourner l'armée russe par sa gauche, mais que ce mouvement n'eut pas de suite parce qu'ils ne purent y employer que de la cavalerie. « Pour nous, dit Brandt, nous demeurâmes persuadés que, si l'Empereur avait renforcé Poniatowski seulement d'une division et lui avait donné toute latitude d'agir, l'aile droite aurait atteint et enlevé Mojaïsk avant la chute du jour. » L'armée russe, ayant sa principale ligne de retraite interceptée, aurait subi, selon toute apparence, le sort qu'éprouva quelques mois plus tard, dans une situation exactement pareille, l'armée française d'Espagne à Vittoria; et l'occupation de Moscou, à la suite d'une victoire aussi décisive, aurait eu sans doute de bien autres conséquences. Si cette version est exacte, et elle paraît l'être, ce ne sont pas les Polonais qui ont manqué à Napoléon dans cette grave circonstance comme dans bien d'autres. C'est encore lui qui leur a manqué, pour leur malheur et celui de la France.

Digitized by Google

V

Le 14 septembre, à une heure de l'après-midi, les soldats de Claparède étaient à la porte de Moscou. Ils traversèrent cette ville dans sa plus grande largeur pour aller gagner l'une des barrières opposées, celle de Semenofski, où ils se postèrent en rase campagne, dans le voisinage de quelques moulins à vent. Ils avaient mis un peu plus de six heures à faire ce parcours d'environ huit werstes. Les portes, les fenêtres étaient soigneusement verrouillées ; les rues désertes. De temps en temps ils rencontraient des traces évidentes d'un défilé récent et précipité de troupes nombreuses, notamment des chariots de vivres dételés, abandonnés en travers du chemin. Des détonations lointaines, qui pouvaient bien être aussi le retentissement de portes bruyamment fermées, venaient parfois frapper leurs oreilles. Le Kremlin, auprès duquel ils passèrent, leur fit l'effet d'une autre ville dans la ville. De la position qui leur avait été assignée, très voisine des avant-postes, ils distinguaient facilement les feux des bivouacs de la cavalerie française et ceux des Russes.

Le lendemain, vers huit heures du matin, des hulans polonais, qui venaient de la ville, annoncèrent qu'elle allait être mise au pillage. Cette nouvelle fut confirmée une heure après par les soldats qu'on avait envoyés aux vivres, et qui revinrent avec d'amples provisions de thé, de rhum, de sucre, de vins et d'objets précieux de toute espèce, et par des cavaliers français et allemands, qu'on voyait passer avec leurs montures surchargées de butin. « Dès lors il n'y eut plus moyen de retenir les soldats : tous ceux qui n'étaient pas de service disparurent ; les cuisines furent abandonnées, ceux qu'on avait envoyés quérir du bois, de l'eau et de la paille, et même les hommes partis en patrouille, ne revinrent pas. A l'attrait du pillage se joignait, chez la plupart des Polonais, le désir de se venger d'anciennes injures. » Brandt vit un hulan faisant marcher devant lui, à grands coups de cravache, un Russe qui ployait sous le faix, et l'entendit répondre avec colère à un officier qui lui reprochait sa brutalité : « Savez-vous bien, Monsieur, qu'à Praga mes parents ont été massacrés ? »

Nous passerons rapidement sur ces scènes affligeantes, et sur l'incendie trop fameux de Moscou. Dans la soirée du 16, au moment de la plus terrible explosion du feu, la division Claparède reçut l'ordre de se porter en avant, sur les traces présumées de l'ennemi. Brandt resta en arrière, avec la mission de ramasser les pillards, d'organi-

Digitized by Google

ser le train des vivres et des bagages, etc. Bien que le campement fût à quelque distance de la ville, et qu'il fût nuit close, il put déchiffrer facilement ses instructions à la clarté des flammes. Il fait de judicieuses réflexions sur cette catastrophe, et sur le pillage qui y avait puissamment contribué, bien qu'il n'en eût pas été la première cause, comme Brandt semble le croire[1]. Une autre conséquence fatale du sac de Moscou fut le rapide développement des germes de démoralisation qui existaient dans l'armée depuis le passage du Niémen. Quand l'ordre fut rétabli, il resta néanmoins dans chaque corps un certain nombre de mauvais sujets qui s'échappaient la nuit du quartier pour continuer leurs déprédations. D'autres, pires encore, s'abstinrent de rejoindre leurs drapeaux : lors de l'évacuation de Moscou, il y en avait déjà au moins six à huit mille de cette espèce, des *isolés*, comme on les appela d'abord. « Ils formèrent le premier noyau de ces traînards sans armes, dont le nombre s'accrut bientôt si déplorablement par suite des malheurs de la retraite, et parmi lesquels les hommes armés devinrent finalement l'exception. »

Brandt est aussi de ceux qui pensent que Napoléon, même au milieu des ruines embrasées de Moscou, pouvait encore fixer ou ramener la fortune, en décrétant l'exécution prompte et vigoureuse de toutes les mesures que la faiblesse et la vanité de M. de Pradt avaient paralysées, en proclamant sans équivoque le rétablissement de la Pologne, en dirigeant à marches forcées le corps de Poniatowski sur Minsk, où il existait d'immenses magasins à protéger. Poniatowski aurait attiré sur ce point si important les divisions de Bronikowski et de Dabrowski; organisé dans la Pologne russe une *pospolite* qui eût contre-balancé l'effort des Cosaques, entravé les opérations de Tormasov, de Tchitschakov, en contraignant le commandant du corps auxiliaire autrichien à agir avec vigueur. Suivant les appréciations un peu hyperboliques des Polonais, qui, suivant l'expression spirituelle d'un des leurs, « ne voient jamais un arbre, parce qu'ils voient toujours une forêt, » Poniatowski, détaché sur Minsk en octobre, aurait pu amener au-devant des débris de la grande armée, sur la Bérésina, 60 ou 80,000 hommes prêts à combattre. Il n'en aurait pas tant fallu, à beaucoup près, pour changer le destin de la campagne.

Chargé, le 22 septembre, de porter des dépêches à l'Empereur déjà réinstallé au Kremlin, Brandt fut contraint de traverser, non sans péril, des quartiers qui brûlaient encore. A plusieurs reprises,

[1] On trouvera, sur ce sujet, des détails très curieux dans le remarquable travail de M. Schnitzler sur Rostopchine et Kutusov. (Paris, Didier.)

Digitized by Google

il s'égara parmi des rues encombrées de débris fumants, et dut se frayer un chemin, le pistolet au poing, parmi des pillards ivres qui le menaçaient. Il trouva l'Empereur, avec son costume et sa physionomie ordinaires, passant la revue de sa vieille garde dans une des cours du Kremlin, absolument comme il eût fait aux Tuileries.

Peu de jours après son retour au régiment, Brandt, à la suite du combat acharné livré à Miloradowitsch, près du village d'Islowa-Michslowa (2 octobre), eut l'occasion de voir dans cette localité l'inscription laissée par Rostoptchin sur la porte de son château détruit. Les écrivains français et russes ont singulièrement amplifié depuis cette inscription fameuse. Brandt l'avait lue attentivement, et la revit bien des années après en Allemagne, chez un ancien adjudant nommé Madalinski, qui avait recueilli et conservait avec soin cette pièce curieuse. Elle ne se composait que de cette phrase : « J'ai mis le feu à mon château, qui me coûte un million, afin qu'aucun chien de Français n'y loge. »

L'heure des plus cruelles épreuves allait sonner pour notre vaillant capitaine. La division Claparède, presque constamment tenue en réserve pendant la première partie de la campagne, jouait un rôle fort actif, depuis l'occupation de Moscou, dans les rencontres avec l'infatigable Miloradowitsch. L'affaire de la Tschernitschaja (4 octobre) fut, suivant l'expression de Murat, un véritable combat d'Egypte, dans lequel les Polonais durent se former en carrés pour repousser les attaques réitérées de la grosse cavalerie russe. Le 2e régiment de la Vistule eut, à lui seul, plus de 300 hommes tués ou mis hors de combat, et Brandt reçut, vers la fin de l'action, une grave blessure au pied.

On le transposta à Moscou. Pendant ce trajet, la douleur l'avait réduit à un tel état de prostration, qu'il ne se rappela que vaguement plus tard le long et pénible trajet fait parmi les ruines, et le préau de l'hôpital Saint-Paul, où nombre d'officiers convalescents, appuyés sur des béquilles, essayaient de se réchauffer aux pâles rayons d'un soleil d'automne. Il fut l'objet des soins les plus empressés de la part d'un officier français auquel il avait lui-même sauvé la vie un mois auparavant, l'ayant fait ramasser mourant dans la grande redoute de la Moskowa. Un bienfait n'est pas toujours perdu.

Brandt venait de subir une grave et douloureuse opération, l'extraction de la balle qui était depuis six jours dans la blessure, quand on annonça que l'armée se préparait à quitter Moscou, et que l'évacuation sur Smolensk des 400 officiers et des 12,000 soldats blessés ou malades allait avoir lieu immédiatement. Brandt fut compris dans le premier convoi, circonstance à laquelle il dut probablement

Digitized by Google

la vie. Pendant les premières heures du voyage, il souffrit des douleurs infernales, mais les secousses de la voiture ayant expulsé quelques fragment de métal encore engagés dans la plaie, il se trouva tout à coup soulagé. Quand le convoi atteignit le champ de bataille de la Moskowa, Brandt avait déjà recouvré assez de liberté d'esprit pour se rendre exactement compte de l'aspect de ce lieu sinistre, encore couvert de ses morts. Vus en perspective du haut des points culminants, ces entassements de cadavres entièrement dépouillés faisaient, dit-il, l'effet d'immenses troupeaux de moutons. L'air était froid, le ciel sombre ; déjà l'on voyait voltiger les premiers flocons de cette neige fatale qui allait servir de linceul à tant de malheureux. Le convoi s'arrêta un jour entier à Wiazma ; Brandt, dont les forces se rétablissaient rapidement, profita de cette halte pour essayer de marcher avec des béquilles et y réussit à merveille. Le 4 novembre, il arrivait à Smolensk, où il fut accueilli fraternellement par des officiers polonais.

Brandt et ses compagnons espéraient pouvoir rester jusqu'à leur entier rétablissement dans cette ville, qui semblait devoir faire une excellente « tête de cantonnement » pour les troupes revenant de Moscou. Mais cette illusion ne dura que quelques heures. Des bruits sinistres commençaient à circuler ; on parlait du mouvement offensif de la grande armée russe vers Kalouga ; d'autre part, on disait que les communications risquaient d'être prochainement interrompues au delà de Smolensk. Cette ville n'avait reçu ni l'armement ni l'approvisionnement nécessaires dans de telles circonstances ; aucune mesure n'avait été prescrite non plus pour le séjour ou le transport ultérieur des blessés. Ils durent donc pourvoir eux-mêmes à leur salut. Un bataillon polonais se mettait en marche le 7 dans la direction de Krasnoi, pour protéger les communications et ramasser les « isolés ». Quelques centaines de blessés, dont Brandt faisait partie, profitèrent de cette occasion.

Ils arrivèrent le 9 à Dobruwna et s'y séparèrent d'un capitaine polonais nommé Wandorf, vétéran de l'armée d'Egypte, qui les accompagnait depuis Wiazma et avait eu pour eux tous les soins imaginables. Des pressentiments sinistres se mêlèrent aux adieux. « Mes amis, dit Wandorf, le diable va nous dévorer tous dans ce maudit pays. Vous autres, vous partez à temps, vous aurez peut-être la chance de revoir notre patrie. Pour moi, c'est bien fini ; en passant par Kalish, vous direz à ma famille où vous m'avez vu pour la dernière fois. Que Dieu vous accompagne, mes frères ! »

A Orscha, où ils arrivèrent le 10, tout était dans le désarroi le plus complet. On parlait d'une bataille perdue du côté de Minsk, de la prochaine arrivée des Russes. Le commandant, ce même Jo-

Digitized by Google

mini si célèbre depuis par sa défection après Bautzen et ses écrits militaires, était parti en découverte, et, en son absence, tout s'en allait à la débandade. Comme on disait que tous les hommes capables de marcher avaient été dirigés vers Toloczin, Brandt et ses compagnons se décidèrent à suivre cette route déjà encombrée de traînards. Pourtant ils cheminèrent encore assez tranquillement par Toloczin et Bobr ; le 15, ils atteignirent Borisow. Mais ils trouvèrent cette ville en émoi, et y acquirent la certitude que les communications avec Minsk et Wilna étaient absolument coupées.

Ils passèrent là six journées qui leur parurent bien cruelles, et pourtant ce n'était rien auprès de ce qui les attendait bientôt. Logé avec un de ses camarades du régiment chez un Polonais, vieux soldat de Kosziusko, qui les traitait de son mieux, Brandt s'exerçait sans relâche avec ses béquilles ; quelque chose lui disait que bientôt il en serait réduit à ce moyen de transport. La situation s'assombrissait d'heure en heure. Les blessés virent arriver Bronikowski, l'ex-gouverneur de Minsk, qui « s'entendait mieux en bons dîners qu'aux choses de la guerre. » Il paraissait avoir complétement perdu la tête. La ville s'emplissait de fugitifs de diverses nations, la plupart fort indisciplinés. Il y régnait l'anarchie la plus complète, et Brandt dut plusieurs fois mettre le pistolet à la main pour défendre la maison où il logeait contre l'invasion d'hôtes plus que suspects [1]. Bientôt les Russes parurent ; le 21 au matin ils attaquèrent vivement le pont de la Bérésina, maladroitement défendu. Brandt et ses compagnons ne jugèrent pas à propos d'attendre l'issue du combat ; ils suivirent le refoulement général qui s'opérait sur Bobr, où ils arrivèrent assez tard.

Là aussi, tout était dans une confusion indescriptible ; et pourtant l'on annonçait l'approche de l'Empereur. Brandt et deux autres officiers blessés du même régiment trouvèrent à grand'peine à se loger assez mal, mais fort chèrement. Comme il commençait à marcher assez facilement avec ses béquilles, il alla lui-même aux nouvelles le lendemain. Ce fut alors qu'il connut toute l'étendue du mal ; les rues étaient encombrées de gens plus singulièrement accoutrés les uns que les autres, et qui pourtant venaient du côté de Moscou ! La nécessité de se préserver d'un froid déjà assez vif pouvait bien expliquer cette bigarrure de costumes tristement comique, mais ce qu'il y avait de plus étrange, c'est que tous ces hommes, étrange avant-garde de la grande armée, étaient sans armes, et pourtant la plupart semblaient n'avoir pas beaucoup souffert de la

[1] Quelques jours après, quand il revint à Borisow à la suite de l'Empereur, Brandt retrouva cette demeure hospitalière vide et dévastée. Les portes, les fenêtres avaient été arrachées, le propriétaire était disparu, mort peut-être !

Digitized by Google

fatigue et de la faim. Ils formaient des groupes nombreux autour des placards fraîchement affichés, qui menaçaient des peines les plus sévères les *traînards* et les *isolés*, et n'avaient pas l'air de s'en inquiéter beaucoup. Cette démoralisation effrontée, rapprochée de l'arrivée de l'Empereur, qu'on attendait d'un moment à l'autre, indiquait assez qu'il n'y avait, pour ainsi dire, plus d'armée.

Brandt et ses deux amis, ayant horriblement souffert du froid la nuit précédente, se mirent le matin en quête d'un gîte moins inhospitalier. Après bien des recherches, ils trouvèrent une écurie d'auberge où beaucoup d'autres blessés étaient déjà blottis, et s'y couchèrent dans la paille, ou plutôt dans le fumier. On ne les y laissa pas longtemps tranquilles ; bientôt parurent des officiers du grand état-major, qui prétendaient faire place nette dans l'auberge et l'écurie pour le prince de Neufchâtel et sa suite. Il y eut là une altercation cruelle ; on alla jusqu'à menacer de déloger de vive force les pauvres blessés, dont plusieurs criaient qu'ils aimaient mieux qu'on les tuât tout de suite. L'arrivée de Berthier mit un terme à cette scène odieuse ; il dit qu'il se contenterait d'une seule chambre et d'un passage pour son service personnel.

Le lendemain, nos blessés éprouvèrent, en sortant, un sentiment relatif de sécurité, en se retrouvant parmi des hommes qui avaient au moins conservé leurs armes. L'Empereur était arrivé ; il logeait précisément dans la maison que Brandt et ses amis avaient occupée lors de leur premier passage à Bobr, au début de la campagne. C'était une misérable construction à un seul étage, avec une sorte de portail soutenu par deux colonnes de bois. Deux grenadiers de la vieille garde étaient en faction à la porte. Un piquet de quarante ou cinquante de ces *grognards*, plus grognards que jamais, stationnait devant la maison. Sous leurs uniformes en lambeaux, ces vétérants, réserve de l'honneur français, gardaient le prestige de la discipline. Leurs physionomies héroïques portaient l'empreinte d'une fermeté qui semblait défier encore de plus grands malheurs.

VI

Les blessés polonais éprouvèrent un soulagement inexprimable en voyant arriver à Bobr, le 24 novembre, les restes de la division Claparède. Réduits à moins de deux mille baïonnettes, les soldats de la Vistule avaient encore une attitude aussi martiale que la vieille garde elle-même. Ils accueillirent avec un empressement fraternel

Digitized by Google

leurs pauvres camarades, qui se crurent sauvés par cette réunion inespérée. « Eh bien ! dit à Brandt le capitaine Lichnowski, l'un des grognards de son régiment ; vous ne vouliez pas en croire les anciens, vous autres ! Sachez bien que ce n'est pas fini ; cela ne fait que commencer. » Il n'avait que trop raison, et lui-même fut tué quelques jours après.

Quelques instants avant le passage de la Bérésina, auprès du village de Studenka, Brandt vit encore une fois Napoléon entouré de la plupart des généraux. Sa figure était aussi impassible qu'aux Tuileries et au Kremlin ; il parlait au vieux général Eblé, dont l'héroïque dévouement sauvait les débris de l'armée. « Que pensez-vous faire de vos blessés ? dit Murat au colonel du deuxième régiment de la Vistule. — Ma foi, répondit celui-ci, ils nous suivront autant qu'ils pourront. » Ils passèrent, en effet, à la suite de leurs camarades, mais non sans résistance de la part des gendarmes d'élite préposés à la garde du pont, dont la consigne était de ne laisser passer que les combattants. Un officier supérieur d'artillerie prit heureusement sur lui de lever cette consigne, qui confondait odieusement les traînards et les blessés. Mais ceux-ci avaient dû passer à pied. Ils ne revirent jamais les voitures qu'ils avaient laissées sur la rive droite ; ce fut une perte irréparable, mortelle pour la plupart d'entre eux.

Ce qu'ils avaient enduré jusque-là n'était rien en comparaison des dernières épreuves. Les soldats de la Vistule, d'abord campés dans un petit bois à peu de distance des ponts, reçurent l'ordre, dans la soirée du 27, de marcher avec le corps d'Oudinot. Les blessés durent rester en place jusqu'à nouvel ordre. Dans la soirée et jusqu'à une heure très avancée de la nuit, ils entendirent de très près sur l'autre rive le retentissement du canon. C'était le bruit du combat qui décidait du sort de Parthouneaux. Pendant ce temps, Oudinot et Ney livraient le beau combat qui rouvrit la communication avec Wilna. Cette lutte héroïque coûta la vie à la plupart des braves de la Vistule, notamment à Razowski, le capitaine sorcier. Dans la prévision de sa fin prochaine, il avait, par un hasard assurément bien étrange si c'était un hasard, chargé de ses dernières dispositions l'un des rares officiers qui devaient survivre à la retraite [1].

Le jour baissait déjà sensiblement, quand nous reçûmes l'ordre de marcher sur Zembin, où nous ne pûmes arriver que très tard Nous y trou-

[1] Nous avons raconté précédemment en détail ce fait étonnant de seconde vue. (Voir la livraison du 31 mars dernier.

Digitized by Google

vâmes beaucoup de feux allumés; çà et là, auprès de ces feux, des morts. Il faisait froid, très froid. Nous étions à peine assis, qu'on cria : Alerte ! le torrent des traînards arrive; en avant, où nous sommes perdus ! Notre petite colonne marchait avec assez d'ensemble, mais s'affaiblissait à chaque halte. A l'approche du jour, le froid augmenta sensiblement. Nous dépassâmes un convoi de fourgons de munitions dans lesquels on avait entassé des blessés. Il en sortait des plaintes déchirantes; ces malheureux nous suppliaient d'abréger leurs souffrances.

On avançait toujours, mais l'angoisse tournait insensiblement au désespoir. A chaque instant on marchait sur des hommes qui venaient de s'abattre pour ne plus se relever. Le soleil apparaissait d'un rouge de sang, le froid devenait épouvantable. Nous fîmes halte dans un village où il y avait des feux allumés, et beaucoup de gens étendus autour. Nous nous y fîmes place en retirant ceux qui étaient déjà morts... Bientôt survinrent des soldats de la division. Ils nous racontèrent qu'elle était dissoute, que les colonels des régiments de la Vistule étaient morts, la plupart des officiers morts ou grièvement blessés, que des quelques hommes valides qui restaient encore, on avait formé de petites escouades autour des drapeaux [1]... Après une longue halte, il fallut se relever. Treize heures plus tard, nous arrivions à Pleszenice. C'était dans ce bourg qu'Oudinot, blessé, avait eu à se défendre la veille contre des Cosaques. Les portes et les fenêtres étaient criblées de balles. Nous passâmes là une partie de la nuit. Après un repas composé d'orge grillée et de cheval, nous essayâmes de dormir; mais le souvenir des choses effrayantes que nous venions de voir, l'incertitude poignante de l'avenir, chassaient bien loin de nous le sommeil.

A une heure après minuit, par un froid qui nous faisait claquer des dents, nous repartîmes vers Molodeczno. Nous étions guidés par la lueur des feux allumés qu'on rencontrait dans chaque village, sur la lisière de chaque bois, toujours entourés de cet horrible pêle-mêle de vivants et de morts. Des cadavres d'hommes et de chevaux nous traçaient d'ailleurs la route. L'éblouissante sérénité du ciel semblait insulter à nos douleurs; le froid devenait de minute en minute plus pénétrant; notre petite colonne diminuait toujours... Vers huit heures du matin nous aperçûmes un clocher; tout le monde cria : Molodeczno enfin ! Hélas ! nous n'étions encore qu'à Ilia, c'est-à-dire seulement à moitié route. Dans ce village nous pûmes du moins nous reposer sur de la paille, dans une chambre à peu près close, mais nous étions sous l'empire d'une surexcitation nerveuse qui nous empêchait de fermer l'œil. Nous avions l'idée fixe que, si le sommeil nous prenait, ce serait pour toujours.

Nous supprimons bien d'autres incidents non moins pénibles, et

[1] Suivant une version dont nous laissons toute la responsabilité à l'auteur, ou plutôt au soldat dont il reproduit le récit, plusieurs de ces officiers, et notamment le colonel Cousinowski, du 1er régiment de la Vistule, portant des fourrures semblables à celle des Russes, avaient été victimes d'une fatale méprise des cuirassiers français; vers la fin de l'engagement, ceux-ci auraient chargé avec une rage aveugle sur cette mêlée de Polonais et de Russes luttant à l'arme blanche, et sabré indistinctement amis et ennemis.

Digitized by Google

déjà connus par les relations françaises. L'un des plus horribles se produisit dans le trajet de Molodeczno à Smorgoni.

Un soir, près d'un village, où nous n'avions pu trouver place à cause de l'encombrement, nous avisâmes un feu qui brûlait encore, et autour duquel il n'était resté qu'un petit nombre de cadavres. L'emplacement nous parut d'autant meilleur qu'il était abrité, du côté nord, par une sorte de butte assez haute, et couverte de neige. On mit de côté les morts; les vivants prirent leur place, et l'on s'arrangea du mieux possible. Les passants enviaient notre *bonheur*; plusieurs même se réunirent à nous. La nuit se passa dans une sorte de tranquillité relative; aussi, le matin, quand nous nous levâmes pour partir, il ne resta autour de ce foyer que treize hommes endormis pour toujours. Mais, en nous en allant, nous vîmes ce qu'était en réalité ce tas de neige protecteur. Il était composé de soldats de toutes les nations, Français, Allemands, Italiens, Suisses, Polonais, tous reconnaissables par leurs uniformes. La plupart avaient encore les mains convulsivement étendues. « C'est à nous qu'ils font signe. dit un des nôtres, n'ayez pas peur, camarades, nous vous rejoindrons bientôt! »

Une autre fois, un spectacle peut-être plus hideux encore frappa leurs regards. Le feu avait pris dans une grange où étaient entassés quantité de malheureux qui n'avaient pu fuir. Les murs, effondrés en partie, laissaient voir les cadavres carbonisés ; des tourbillons d'une fumée dont l'horrible odeur rappela à Brandt celle de l'hôpital de Saragosse incendié avec ses malades se dégageaient lourdement de ces ruines encore brûlantes.

A mesure qu'on avance, ce récit, comme tous ceux du même genre, prend de plus en plus l'allure d'un cauchemar. Entre Smorgoni et Wilna, le pauvre blessé sentait décliner ses forces, la fatigue de la marche avait fait rouvrir sa blessure, dont il n'avait pu, faute de linge, renouveler le bandage depuis la Bérésina. L'usage continuel des béquilles lui occasionnait, sous les aisselles, des excoriations douloureuses. Dans cette dernière partie du trajet, la petite troupe dont il faisait partie était réduite à onze hommes valides, et quelques blessés, la plupart dans un état voisin de la folie. L'un d'eux, depuis Smorgoni, n'avait pas proféré une parole.

Enfin, le 8 décembre, après une marche continue de dix heures par un froid de trente degrés, ils arrivèrent devant Wilna. Au lieu de s'engager dans l'effroyable cohue qui s'étouffait à la porte principale, Brandt et ses camarades, qui connaissaient les localités, firent un détour et parvinrent à entrer sans obstacle. L'embarras était grand pour trouver un gîte dans cette ville si encombrée. Brandt se souvint d'un habitant, proche parent du colonel de

Digitized by Google

son régiment, et chez lequel il avait été parfaitement accueilli lors de son premier séjour à Wilna. Il alla lui demander l'hospitalité, et eut tout lieu de s'en applaudir, car il trouva dans cette maison le colonel lui-même, heureusement échappé aux derniers désastres, et plusieurs autres officiers du régiment. Depuis le passage de la Bérésina, où tous ses effets avaient été perdus, Brandt était réduit à ce qu'il avait sur le corps. Nettoyé, pansé, réchauffé de plusieurs verres de bière chaude, à défaut de café, il dormit jusqu'au matin d'un sommeil profond, et se retrouva, pour ainsi dire, un autre homme au réveil.

Il allait bientôt subir une nouvelle et dure épreuve. Son colonel était le seul officier supérieur encore valide des troupes de la Vistule. Déjà il avait réuni dans Wilna une soixantaine de ses hommes, sauvés comme lui du naufrage, quand, le 9 au soir, le bruit d'une prochaine attaque se répandit soudain, et, presque en même temps, la fusillade commença. Au milieu du tumulte effroyable qui régnait dans la ville, le colonel courut demander des ordres à Murat. Napoléon avait mis le comble aux malheurs de la retraite par deux fautes qui compteront parmi les plus graves et les plus funestes de son règne; son départ précipité de Smorgoni, et la remise du commandement en chef à l'homme le moins capable de le remplacer. Le colonel trouva Murat dans le faubourg de Kowno, en conférence avec Eugène, Berthier et autres. Murat lui dit : « Il n'y a pas de moyens de résister ; il faut continuer la *retraite*... Tâcher d'abord de gagner le Niémen, et puis nous verrons. » Cette nouvelle fut un coup de foudre pour les compagnons d'infortune du colonel. Tout le monde fit immédiatement ses préparatifs de départ. « Ici, dit Brandt, nous serions bien plus sûrs de périr ! »

Ce fut dans cette dernière partie de la retraite qu'il courut le plus grand danger. Dans l'effroyable encombrement de la montagne de Ponari, l'incident le plus fatal peut-être de la campagne, Brandt et quelques-uns de ses camarades eurent, comme Bignon et d'autres, l'idée de prendre un chemin de traverse qui contournait l'obstacle. Après bien des détours dans une région fort accidentée, où se fatiguèrent cruellement les blessés, ils rejoignirent enfin la grande route, et se retrouvèrent au milieu de la cohue qui s'écoulait dans la direction de Kowno.

Le jour était sur son déclin, quand soudain nous entendîmes derrière nous des coups de feu. Tout le monde cria : *Les Cosaques!* Saisie d'une folle terreur, cette masse confuse s'ébranla pour fuir, et, par suite de cette impulsion, entraîna loin de moi tous mes camarades, sauf le lieutenant

Digitized by Google

Gorzynski. Ce n'était qu'une fausse alerte donnée par les maraudeurs qui, dans ce moment, pillaient les voitures de bagages entassées dans la montée de Ponari...

Nous marchions ainsi depuis assez longtemps, quand mon compagnon se sentit défaillir. « Capitaine, me dit-il, je ne puis aller plus loin. » Nous nous arrêtâmes sur une élévation d'où la vue s'étendait au loin de toutes parts : nous nous y assîmes. De cette hauteur, l'avant-garde des fuyards semblait un immense serpent gris, se déroulant à travers la neige. Ils passaient devant nous indifférents, comme nous avions passé nous-mêmes devant tant d'autres misérables. Du côté opposé, c'est-à-dire dans la direction de Wilna, nous entendions distinctement, par intervalles, le bruit du canon. Tandis que le défilé tirait à sa fin, Gorzynski reprit : « J'attends ici mon sort ; je ne saurais faire un pas de plus. — Eh bien ! lui dis-je, il en arrivera ce qu'il pourra ; d'ici à une heure j'en serai où vous en êtes ; le mieux est de ne pas nous séparer. » Mais je songeais à part moi qu'il était bien cruel d'avoir fait tant de chemin depuis Moscou, et quel chemin ! d'avoir atteint Wilna, contre toute espérance, retrouvé nos camarades et de faire naufrage au port ! Toute notre attention était concentrée du côté de Wilna sur un point noir qui grossissait rapidement. Bientôt, nous crûmes distinguer deux cavaliers : « Des Cosaques ! » dit Gorzynski. Mais nous ne tardâmes pas à découvrir notre méprise. Ce que nous avions pris pour des cavaliers était un traîneau attelé de deux chevaux lancés à fond de train, et j'éprouvai une sensation inexprimable en découvrant, quelques instants après, que le conducteur de ce traîneau n'était autre qu'un soldat de ma compagnie, l'un des hommes les plus braves, mais aussi les plus indisciplinés du régiment, et auquel j'avais fait tout récemment administrer la bastonnade pour un fait grave d'insubordination, tandis que nous nous battions dans les environs de Moscou. Dès que cet homme nous aperçut, il s'arrêta brusquement et nous cria : « Au nom du ciel, que faites-vous ici? Montez vite, nous n'avons pas une minute à perdre, dans un quart d'heure les Cosaques seront à cette place. » Il nous aida à monter, et repartit aussitôt ventre à terre. Bientôt nous eûmes rejoint, puis dépassé à notre tour la cohue, à travers laquelle notre automédon se fit jour avec une dextérité singulière. Pendant ce trajet, nous pleurions de joie, de reconnaissance ; je dis à mon ami : « C'est ici le doigt de Dieu ! » Vers onze heures, nous atteignîmes le village d'Irvie, déjà encombré par l'avant-garde des fuyards. « Nous ne pouvons rester ici, nous dit notre sauveur ; il y a là des drôles qui ne se gêneraient pas pour nous prendre chevaux et voiture et nous faire un mauvais parti. Nous ne pouvons être en sûreté qu'avec les camarades. » Nous poursuivîmes donc notre route, et nous eûmes la chance de les retrouver tous, bivouaquant près de la dernière maison du pays. Cette fois, j'étais bien sauvé !

Digitized by Google

Le journal du général de Brandt est interrompu après le récit de cette délivrance presque miraculeuse, et ne recommence qu'en 1828. Nous voyons seulement qu'après avoir concouru à la formation d'une nouvelle légion de la Vistule, il fit avec elle la campagne de 1813 ; qu'il reçut deux graves blessures et fut fait prisonnier à Leipzig. En 1815, il figura comme capitaine dans les rangs de l'armée polonaise réorganisée, sous les tristes auspices du grand-duc Constantin. Mais, peu de temps après, il demanda et obtint, non sans peine, son congé, pour entrer au service de la Prusse, à laquelle son pays natal, le grand-duché de Posen, venait d'être attribué de nouveau par les traités de 1815. Nous avons dit que Brandt était issu d'une famille allemande ; cette considération explique sa conduite dans cette circonstance. On voit, dans les derniers chapitres de son journal, qu'il se rendit fort utile à l'armée prussienne comme officier instructeur, et ensuite par ses travaux d'enseignement militaire. Ces derniers chapitres ne sauraient avoir pour les Français l'intérêt des premiers. On y trouve néanmoins des particularités intéressantes sur l'insurrection polonaise de 1831. A cette époque, le général Gneisenau, nommé commandant du corps d'observation de Posen, prit Brandt pour chef d'état-major. Un de ses vieux camarades de la Vistule, Rechowitz, l'avait fortement engagé à décliner ces fonctions, qui devaient forcément le mettre tôt ou tard dans une fausse position vis-à-vis d'anciens compagnons d'armes. Brandt reconnaît franchement qu'il aurait mieux fait de suivre ce conseil. Sa tâche devint surtout singulièrement ingrate quand les troupes polonaises, accablées par le nombre, cherchèrent un asile sur le territoire prussien. Il dut surveiller l'internement, éloigner les patriotes les plus exaltés, s'efforcer de décider les autres à profiter de l'amnistie offerte par les Russes. Il se sentait moralement gêné dans ce travail de dislocation, qui mettait aux prises ses anciennes affections avec ses nouveaux devoirs, et lui attira des rancunes de plus d'un genre.

Son journal, ou plutôt la partie de ce journal qui vient d'être publiée, se termine par le récit d'une mission que Brandt remplit en France en 1833. Il eut alors l'occasion de revoir la plupart des généraux français encore vivants qu'il avait connus à l'époque des guerres de l'empire. Son journal se prolongeait jusqu'aux événements de 1848 et même au delà, mais des considérations personnelles ont décidé son fils à ajourner indéfiniment la publication de cette dernière partie.

X....

Digitized by Google

LA QUESTION D'IRLANDE

PREMIÈRE PARTIE.

Longtemps on a cherché volontiers dans les dissidences religieuses et surtout dans les haines soulevées par l'église d'Etat l'explication du malaise de l'Irlande et de son éternelle résistance à l'Angleterre. Ces dissidences n'y sont certainement pas étrangères, et le clergé protestant a contribué, pour une large part, à entretenir le mécontentement des populations. Mais c'était beaucoup trop rapetisser la question que de la restreindre de la sorte; c'était en éliminer de parti pris les éléments les plus essentiels. La crise actuelle le prouve : le dissentiment est plus profond et la cause du mal plus générale.

L'établissement d'une église anglaise et protestante au sein des populations catholiques de l'Irlande n'a point été un fait isolé au XVIe siècle. Il se rattache à tout un ensemble d'institutions dont la pensée créatrice fut politique au moins autant que religieuse. Ces institutions, dont la plupart gouvernent encore le pays, sont celles de la plus oppressive des aristocraties. Elles furent établies, au temps de la conquête, dans le but avoué de maintenir sous le joug l'Irlande révoltée, et malgré les modifications inévitables que le temps y a introduites, elles se sont conservées dans toutes leurs

Digitized by Google

parties fondamentales, l'intérêt privé les ayant maintenues quand se furent éteintes les passions et la politique qui leur avaient donné naissance. Ce sont elles qui sans cesse ont provoqué les résistances de l'Irlande, qui les provoquent encore à présent. Elles ont, en effet, produit tous ses maux et l'ont froissée dans son indépendance et ses intérêts autant, sinon plus, que dans sa conscience. Aussi, la question que soulève la situation de l'Irlande est-elle non-seulement religieuse, mais sociale et politique, et toute réforme, pour être efficace et complète, doit-elle porter sur ces trois ordres de choses.

L'histoire de l'Irlande est, depuis la conquête, la preuve évidente de cette assertion, et c'est aussi dans son histoire, et surtout dans les événements de la période contemporaine, que nous en chercherons la démonstration. Ce qu'on a souvent nié, en effet, ce n'est pas seulement la flagrante injustice du système aristocratique et féodal qui pèse sur l'Irlande, mais son existence même, et c'est là, d'ailleurs, le seul fait qu'il importe de mettre en lumière. Prouver que ce système s'est perpétué jusqu'à nos jours avec tout son appareil d'institutions gothiques et de priviléges, n'est-ce pas le condamner sans appel? Il mérite d'autant plus cette condamnation, dans le cas spécial qui nous occupe, qu'on a voulu l'imposer à un peuple qui lui était tout particulièrement antipathique, et qu'on a encore augmenté cette aversion naturelle en s'en servant pour froisser ce peuple et le frapper sans cesse dans ses deux plus chers sentiments : sa foi religieuse et sa nationalité. Ces deux sentiments, en effet, étaient dès lors étroitement unis dans le cœur de l'Irlandais, et la longue lutte qu'il dut soutenir pour leur défense les y mêla au point de les rendre inséparables. Là est le secret de leur longue durée et de l'invincible résistance de l'Irlande à toutes les tentatives de conversion religieuse et d'assimilation politique. C'est même un fait si capital, il domine tellement le passé de l'Irlande et jusqu'à sa situation actuelle, qu'avant d'aborder l'histoire de ses institutions, il est indispensable de s'y arrêter un instant.

I

INTRODUCTION DU CATHOLICISME EN IRLANDE. — SAINT PATRICE ET LES BRETONS. — L'INVASION ANGLAISE ET LA RÉFORME.

L'Irlande est peut-être le pays où l'Évangile fut apporté dans les circonstances les plus propres à assurer le succès de sa prédication

Digitized by Google

et à le rendre durable. Vers le Ve siècle, les tribus celtiques de l'île verte commençaient à secouer le joug des druides. La classe la plus éclairée de la nation, tout au moins celle des Brehons, sorte de juges inspirés chargés de conserver intacte la tradition de l'histoire et de la loi, les attaquaient ouvertement et non sans succès. Des croyances superstitieuses, de ridicules pratiques avaient altéré le dogme primitif et défiguré le culte en le matérialisant. Les Brehons s'étaient constitués les défenseurs de l'ancienne religion, et surtout de cette loi naturelle, très pure dans son ensemble et d'une grande élévation morale, dont ils étaient les gardiens héréditaires, et ils ne cachaient plus leur mépris pour les druides.

Saint Patrice, l'apôtre de l'Irlande, tira fort habilement parti de cette rivalité de classes et d'influence. Il se concilia les Brehons en acceptant de leurs traditions toute la partie raisonnable et même innocemment superstitieuse. Il acheva de se les acquérir en donnant à leur loi de nature, réformée dans ce qu'elle avait d'hostile ou de contradictoire au dogme, la sanction de la foi nouvelle, en lui reconnaissant en quelque sorte une autorité sacrée fort analogue à celle dont jouit l'Ancien Testament dans le reste du monde chrétien. Il leur concédait, en effet, que les anciens poëtes, les Brehons du temps passé, avaient été, comme les pères de la loi patriarcale, inspirés du Saint-Esprit. Puis, assuré de leur appui, il parcourut l'Irlande, mêlant à sa prédication de l'Evangile d'ardentes attaques contre les druides. La lutte fut violente, mais elle ne dura pas. Un jugement solennel des Brehons trancha la question en faveur de saint Patrice, et les chefs, d'abord hostiles, jugèrent prudent de se soumettre en voyant le peuple acclamer l'apôtre. Bien qu'il fût Gallo-Romain, saint Patrice se montra donc mieux avisé que beaucoup de ses compatriotes. Il ne compromit point sa mission religieuse en essayant d'en faire un moyen de conquête politique. Après, comme avant sa conversion, l'Irlande demeura une société celte régie par des lois celtiques, et le livre où ces lois sont conservées le déclare positivement : saint Patrice ne les modifia en rien, sauf en ce qui touche à la foi, à ses devoirs, et à l'union de l'Eglise et du peuple. La religion nouvelle en acquit d'autant plus d'empire sur les âmes. Les vieilles superstitions n'étant point liées, comme en beaucoup de pays, à des souvenirs regrettés ou mal éteints de patriotisme, furent facilement déracinées. S'il en resta quelque chose, ce fut simplement le côté légendaire et poétique ; et le christianisme, amalgamé pour ainsi dire aux traditions du passé, devint dès le premier jour et demeura pour l'Irlandais la vraie religion nationale.

Par ses aptitudes, d'ailleurs, par sa vive imagination, la race

Digitized by Google

celte était en quelque sorte prédestinée au catholicisme, et pendant deux siècles, l'Eglise irlandaise jeta, par sa science et sa foi, le plus vif éclat sur le monde chrétien.

Mais c'est une tendance naturelle aux églises nationales, sinon de rompre tout lien avec Rome, du moins de s'en isoler volontiers, de se tenir à l'écart. Cette tendance, encore favorisée par la situation de l'Irlande, finit par amener certains inconvénients. Des abus s'introduisirent dans la discipline, le clergé tomba insensiblement au niveau de la société demi-barbare dans laquelle il se recrutait d'une façon trop exclusive; le culte, le dogme lui-même s'altérèrent. Les invasions danoises du VIIIe siècle, par leurs ravages et le désordre profond qu'elles portèrent dans l'île, achevèrent le mal. Or, dès le Ve siècle, des évêques gallo-romains s'étaient plaints avec une très grande vivacité de langage des ménagements de saint Patrice pour les Brehons et de son refus de romaniser l'Irlande. Jamais à Rome cette église trop indépendante n'avait été vue d'un bon œil, même au temps de sa splendeur, et le refus de payer la dîme aux papes avait encore aggravé les dissentiments. Aussi ne fût-elle pas ménagée lorsqu'elle donna prise au blâme. Une réforme énergique, opérée par saint Malachie, ne put apaiser les rancunes, et au XIIe siècle le roi d'Angleterre Henri II, investi par la cour de Rome de la souveraineté de l'Irlande, fut chargé de ramener les sauvages populations de l'Ile Verte aux saines pratiques de la vraie religion.

Ainsi, fait assez bizarre, ce fut un pape, Anglais à la vérité, qui lança pour la première fois les Anglo-Saxons sur l'Irlande; c'est en s'autorisant d'une de ses bulles que ces derniers ont pris possession de cette terre dont ils ne devaient plus sortir. Mais la cause première de l'invasion fut vite oubliée. Les successeurs d'Adrien IV, le pape anglo-saxon, s'étaient désintéressés de la querelle, et les Anglais, eussent-ils eu le désir de s'occuper de réforme religieuse, n'étaient guère en position de le faire. Bien que tout eût favorisé leur descente, même la trahison du haut clergé, tout récemment ramené par Malachie sous le joug de la discipline, ils s'étaient heurtés à d'invincibles résistances. Ils avaient cependant pris pied dans la partie sud-est de l'île. Mais leur colonie, appelée le *Pale*, du nom des palissades ou retranchements dont elle s'entoura, ne s'y maintenait qu'à force de sacrifices. Pendant trois siècles, elle demeura une sorte de forteresse dont la garnison, sans cesse assaillie par les tribus indigènes, se vengeait de ces attaques par de fréquentes incursions sur le territoire ennemi.

Rien de variable au reste comme ses limites. En de certains moments, elle occupe le quart de l'Irlande; en d'autres, elle se trouve

Digitized by Google

réduite à une étroite bande de terrain. Tout dépend de la force et de la fréquence des renforts reçus de la mère patrie.

Les choses en étaient encore à ce point lorsque la réforme éclata. Tandis que l'Angleterre, avec Henri VIII, passait au protestantisme, l'Irlande, que tout retenait d'ailleurs dans les liens du catholicisme, puisait, dans cette désertion de l'ennemi, un motif de plus de rester fidèle à sa foi. Elle rendait par là plus profonde encore sa séparation du peuple conquérant, et elle fut bientôt amenée, par la logique des événements, à faire de sa bannière religieuse son drapeau national. Elle avait en effet, par cette conduite, provoqué la plus terrible des guerres. L'Anglais qui déjà détestait, pour son obstinée résistance, l'ennemi irlandais — *The Irish enemy*, c'est ainsi que le désignent tous les documents officiels de l'époque antérieure — l'Anglais, en le voyant rester le plus ferme soutien du papisme, résolut son extermination. Et ce n'était pas seulement le fanatisme qui lui en faisait un devoir. Le soin de sa propre sûreté le lui commandait comme la plus impérieuse des nécessités. L'Irlande allait devenir le foyer de toutes les intrigues et de toutes les résistances religieuses. On ne l'eut pas plutôt compris à Londres qu'on jura d'extirper le catholicisme du sol de l'Ile Verte. Ce que la politique des rois n'avait pu accomplir, le fanatisme du peuple l'exécuta : l'Irlande fut conquise, et d'Henri VIII à Guillaume d'Orange, tout ce qui peut être tenté pour la destruction d'un peuple le fut contre elle. Ce fut là, pendant deux siècles, l'œuvre de prédilection de l'Angleterre; elle s'y acharna, elle y prodigua, sans compter, son or et son sang, et elle y fut vaincue. L'Irlande resta irlandaise et catholique.

Et cependant les maux soufferts par la France durant ses guerres de religion, la désolation de l'Allemagne pendant la guerre de Trente ans n'approchent pas de ce qu'elle endura. La guerre d'extermination, qui brûle tout sur son passage et ne laisse après elle ni une maison debout, ni un homme vivant, la famine, la peste, tous les fléaux réunis furent de parti pris déchaînés sur la population condamnée, et par des maîtres dans cet art sinistre de l'assassinat politique, par Henri VIII, par Elisabeth, par Cromwell. Il y eut des époques où l'on aurait pu traverser l'Irlande d'une mer à l'autre sans rencontrer un Irlandais. L'Angleterre respirait alors plus librement, se croyant sauvée de tout danger; puis tout à coup, elle s'apercevait que tout était à recommencer. Des bois, des cavernes où ils avaient cherché un refuge, les proscrits étaient sortis un à un, sans qu'on y prît garde, et timidement d'abord, puis avec plus d'audace en voyant qu'on les laissait faire, ils avaient repris possession de cette terre désolée dont nul ne songeait à leur disputer la

Digitized by Google

culture ; et ils y avaient pullulé dans l'ombre et le silence, si bien que cela faisait l'effet d'une résurrection.

Alors, désespérant de les détruire, on essaya de les annihiler en les séparant à tout jamais de la population protestante ; on les parqua dans la partie la plus sauvage et la plus aride de l'île, dans les montagnes du Connaugh. N'y pouvant vivre, ils revinrent, et avec tant d'obstination, qu'on se fatigua bientôt de les y reconduire. Le colon protestant dut, de guerre lasse, se résigner à vivre à côté de l'indigène catholique qu'il avait dépouillé. De toutes ses violences, la spoliation était la seule qui eût pleinement réussi. Lors du triomphe définitif du protestantisme, à l'avénement de Guillaume d'Orange, sur 11 millions d'acres de terres cultivables, à peine en restait-il un aux catholiques, et encore ne leur demeurait-il que parce qu'on n'avait pas daigné le leur prendre, tant la valeur en était minime.

L'Irlande, du reste, était abattue, sinon domptée, et ni le colon anglais, désireux de jouir enfin paisiblement du fruit de sa victoire, ni la nouvelle dynastie, encore mal consolidée, n'avaient intérêt à pousser les catholiques à la révolte ouverte par d'intolérables vexations. La haine contre eux subsistait cependant, aussi vivace que le premier jour. Il fallait bien trouver un moyen détourné de l'assouvir. Il fallait aussi compenser l'infériorité numérique de l'élément protestant et, par des mesures énergiques, assurer sa suprématie dans l'île. Dès lors, à la persécution ouverte on substitue la persécution légale, et, par une série de lois dont aucune ne violente directement la conscience du catholique, ou du moins ne frappe à la fois la population tout entière, on le maintient dans un état d'oppression qui l'oblige à choisir entre l'abandon de sa foi ou une inévitable dégradation. Ces lois sont connues sous le nom de lois pénales. Elles ont, pendant toute la durée du XVIIIe siècle, pesé sur l'Irlande, et il est indispensable d'en donner une idée, car elles sont peut-être le monument le plus complet qu'ait conservé l'histoire de la plus odieuse des tyrannies, de celle qui respecte la vie du corps pour s'attaquer à l'âme, et qui, n'osant tuer, avilit et déprave.

II

LES LOIS PÉNALES.

Deux sentiments éclatent dans ces lois, et se sont donné la main pour en serrer l'étouffante étreinte : un sentiment de haine et un

Digitized by Google

sentiment de cupidité. L'Irlandais vaincu doit être opprimé parce qu'il est catholique; il doit l'être aussi parce qu'il a été dépouillé et qu'il ne faut pas qu'il puisse un jour demander compte du sang versé et de ses biens détenus par l'étranger. Le fanatisme est ici d'accord avec l'intérêt, — terrible alliance, qui se noue d'elle-même au fond des âmes, et qui fera de chaque protestant anglais établi en Irlande l'implacable exécuteur des lois édictées par la mère patrie. L'oppression, ne voulant pas être violente, va d'ailleurs se doubler de perfidie, et ce dernier caractère apparaît tout d'abord.

Deux lois des premiers temps de la réforme subsistaient toujours : l'une interdisant d'une façon absolue l'exercice du culte catholique; l'autre prescrivant à tout Irlandais la pratique du culte protestant. On se garde bien de les appliquer, encore plus de les abolir. On les tient en réserve afin d'en frapper le catholique, si plus tard, enhardi par le peu de sécurité qu'on lui laisse, il relève la tête et devient insolent ou dangereux. Précaution bien superflue, en vérité, car l'arsenal de la pénalité regorge d'armes, et le magistrat protestant peut y choisir en toute sécurité de conscience celles dont il a besoin. Partout des piéges ont été tendus sous les pas du catholique, et il n'est pas un des actes de sa vie dont la loi n'ait fait un délit. On en va juger.

Si l'on tolère l'exercice du catholicisme, on n'a pas renoncé pour cela aux moyens indirects de le détruire, et tout d'abord on cherche à le tarir dans sa source. Archevêques, évêques, tous les dignitaires ayant pouvoir de conférer les ordres religieux sont bannis à perpétuité du royaume. S'ils y reparaissent, ils sont saisis et déportés sans autre forme de procès. On avait même ordonné pis; mais le gouvernement n'osa donner suite à la loi votée[1]. Ainsi, du premier coup l'on décrète que le culte catholique s'éteindra avec la génération des prêtres alors existants; et ces prêtres, on les compte, afin que le nombre n'en puisse augmenter; on les soumet à une surveillance de tous les instants. Ils sont obligés de fournir caution, comme des malfaiteurs; ils ne peuvent, sous aucun prétexte, sortir de leur comté; il leur est interdit d'officier ailleurs que dans leur paroisse, et cette permission qu'on leur laisse, de combien de restrictions n'est-elle pas entourée? Le lieu de réunion des fidèles ne doit être revêtu d'aucun signe annonçant sa destination; tous les emblèmes extérieurs du culte sont détruits; les processions, les pèlerinages, tout ce qui parle au cœur du peuple ou frappe son imagination est défendu sous les peines les plus sévères. Cette hu-

[1] There was a clause for castrating every catholic clergyman that should be found in Ireland. *Plowden.*

Digitized by Google

miliante situation faite au prêtre doit devenir intolérable à la longue. L'âme la plus ferme aura, dans cette lutte obscure contre de mesquines tracasseries, ses heures de dégoût et de découragement, de défaillance peut-être. On le sait, et l'on y compte. Une porte reste ouverte au paria, celle de l'abjuration. On l'y pousse même, mais trop visiblement, et par excès de zèle on passe la mesure. En lui offrant une pension, s'il apostasie, on a le tort d'oublier que l'âme a sa pudeur, comme le corps, et ne consent d'habitude à déchoir qu'à la condition de couvrir sa chute du manteau d'un prétexte honnête. Aussi ne séduit-on pas le prêtre catholique, on le blesse et l'irrite, et, s'il est ébranlé, on le raffermit.

Le simple fidèle, du reste, n'est pas moins accablé que le prêtre, et même il souffre davantage, offrant dans ses intérêts temporels, dans sa famille, plus de prise à la haine. Les mesures hostiles le frappent quelquefois directement; plus souvent, elles l'atteignent sans le nommer, sans paraître songer à lui. Telles sont celles qui lui ferment l'entrée des fonctions publiques et de toutes les carrières libérales. Il va de soi qu'à un homme ayant tant de légitimes sujets de plaintes, tant de griefs à venger, on ne saurait accorder la moindre autorité dans l'Etat. Il faut donc lui interdire l'accès du Parlement, celui de l'armée, de la marine, de l'administration. A plus forte raison, l'éloignera-t-on de la magistrature et des professions libérales qui peuvent y conduire. On ne saurait davantage lui laisser le droit de vote, car il a pour lui la supériorité du nombre et Dieu sait quel usage il en pourrait faire!

Mais cette indignité du catholique, l'écrira-t-on en toutes lettres dans la loi? Non, car il pourrait puiser dans l'indignation un retour d'énergie pour repousser cette flétrissure publique. Aussi le droit n'est-il pas contesté; seulement on met à son exercice une simple condition, celle de faire acte de protestantisme, et par ce moyen détourné, on atteint le but non moins sûrement et sans soulever d'aussi vives colères. Ainsi repoussé de la vie publique, le catholique s'en dédommagera sans doute par l'exercice des professions industrielles. Il leur demandera l'aisance qu'on lui a ravie, la fortune qui peut devenir plus tard entre ses mains un instrument de délivrance.

On l'a prévu, et dans quelque voie qu'il s'engage, il trouvera des barrières qui l'arrêteront dès les premiers pas. Et d'abord l'Irlande n'a pour ainsi dire ni industrie ni commerce : les colons protestants, bien pourvus par ailleurs, nantis de terres et de fonctions publiques, les ont livrés à la mère patrie en retour de l'empire qu'elle leur assure sur les indigènes. Puis le peu qu'il en reste est détenu par des corporations privilégiées et protestantes qui repoussent l'Irlan-

Digitized by Google

dais catholique. Luttera-t-il quand même? Alors on l'écrase de taxes ruineuses et d'impôts, et si malgré tout il prospère, on n'a pas à craindre du moins que sa prospérité devienne dangereuse. Une loi lui défend d'employer plus de deux apprentis à la fois, et, par cette défense, pose d'infranchissables limites à sa production. Pourquoi d'ailleurs s'exposerait-il aux risques si grands d'une concurrence presque à coup sûr désastreuse? Dans quel but? La possession des domaines protestants lui est interdite. Il ne saurait ni les acquérir, ni les accepter comme gages de ses fonds prêtés. Il n'a pas même l'espoir, s'il les cultive de ses propres mains, d'en retirer le fruit de son travail. On a limité la durée de son bail, on en a fixé le taux aux deux tiers des produits de la ferme, et pour que cette dernière prescription ne demeure pas lettre morte, on a donné le droit à tout protestant qui le soupçonne d'en retirer de plus grands avantages, de s'approprier les bénéfices du bail en le prenant à son propre compte.

Il n'est pas jusqu'au droit de disposer de sa fortune à sa guise qu'on ne lui ait enlevé. Il serait de fâcheux exemple que l'orgueil d'un protestant pût être humilié par le luxe d'un catholique et des lois somptuaires y ont mis ordre. De sorte que tout ce qui peut stimuler l'activité de l'homme, tout ce qui lui sert habituellement d'appât ou de récompense, on l'en dépouille impitoyablement. On ne s'est pas contenté de lui rendre l'acquisition de la fortune presque impossible. On a voulu qu'une fois conquise elle demeurât impuissante et stérile entre ses mains. Et c'est bien là une pensée anglaise d'avoir prévu qu'il ne fallait pas moins pour briser l'activité humaine, comme aussi d'avoir pressenti que le plus sûr moyen d'énerver un ennemi était de le condamner éternellement à une oisiveté sans remède ou à d'abrutissants travaux.

Contre le découragement qui le gagne et le courbe, quoi qu'il en ait, sous le joug détesté, un refuge reste cependant au catholique : la famille. A défaut d'autre appui, ce sentiment peut suffire à le tenir debout. Qu'il se renferme dans le cercle étroit, mais vivifiant, du foyer; qu'il s'y retrempe dans la pure affection des siens et dans l'espoir toujours caressé d'une délivrance prochaine, et il y pourra conserver sa virilité d'âme. Mais ce refuge qui devrait être inviolable, on ne le lui a même pas laissé. Une première loi défend aux catholiques toute alliance avec les protestants. Il ne faut pas que tant de précautions prises pour faire de la pauvreté le lot du premier et de la richesse le privilége du second, puissent être réduites à néant par la faiblesse et l'entraînement d'une femme. Peu importe, après tout : ce n'est qu'un outrage de plus, et il s'en consolera facilement en se mariant parmi les siens. Mais dans cette

Digitized by Google

union qui pourrait lui donner le bonheur, il ne goûtera pas une joie qui ne soit empoisonnée par une souffrance, aucun jour ne s'écoulera sans qu'une inquiétude ne l'assombrisse de son nuage. S'il a quelque fortune, il ne peut songer à l'accroître. Il n'a pas même le droit, si ses proches ou ses amis sont protestants, de recueillir leur héritage. Pourra-t-il au moins, comme l'Anglais oisif, laisser, sinon à tous ses enfants, du moins à l'un d'eux, à l'aîné, une position de fortune égale à la sienne? Non, une loi, d'ailleurs équitable, ordonne entre eux le partage égal de son héritage, et sa famille est par là fatalement condamnée à s'éteindre ou à déchoir. Quand un pareil système d'inégalité pèse sur un homme, il arrive en effet un instant où la justice elle-même peut devenir injuste et oppressive.

Ce souci du bien-être matériel de ses enfants est d'ailleurs la moindre des inquiétudes qui l'assaillent quand il songe à leur avenir. Le pain de l'âme leur est ravi encore plus cruellement que celui du corps. Une loi bannit d'Irlande tout catholique faisant métier d'instituteur, et, s'il revient après une première expulsion, elle le condamne à mort pour ce crime irrémissible. Le père de famille se trouve ainsi dans cette alternative ou d'envoyer ses enfants à l'école protestante ou de les laisser croupir dans l'ignorance. On lui a même interdit de demander à l'étranger cette éducation selon sa foi que la patrie leur refuse. Il ne peut, sans une permission spéciale et presque toujours refusée, leur faire quitter le sol de l'Irlande. Il est tenu, sous les peines les plus sévères, de les représenter à toute réquisition des magistrats.

Il va mourir. Il voudrait, à défaut d'autre fortune, laisser du moins à ses enfants en bas âge l'héritage de sa foi. Il confie à leur mère, à un ami dont le cœur lui est connu, la tâche sacrée de les élever dans les sentiments où il a vécu et souffert. Mais ce droit dont il a cru pouvoir user, il ne l'avait même pas. La loi a fait de la tutelle des mineurs catholiques le privilége des protestants, et un magistrat survient alors, qui déchire son testament. La douleur est grande assurément pour un père de famille catholique de voir ainsi tomber ses enfants entre des mains indignes, à tout le moins hostiles — moins grande cependant que celle qui l'attend peut-être, s'ils grandissent sous ses yeux. A peine adolescents, la loi les émancipe. Qui sait s'ils posséderont sa fermeté d'âme, s'ils ne déserteront pas sa cause, celle de son Dieu, pour passer à l'ennemi? Et cette crainte n'est pas une crainte vaine. Pour jeter le trouble et la démoralisation dans la famille du catholique, le fanatisme protestant, semblable en cela à tous les fanatismes, n'a reculé devant rien, pas même devant l'infamie. A l'enfant rebelle et apostat, il ouvre les bras, il offre une prime : une dot immédiatement prise sur la for-

Digitized by Google

tune des siens, et plus tard, s'il est l'aîné de la famille, la totalité de l'héritage paternel ; et pour que le père offensé, dans sa trop juste colère, ne rende pas ces promesses irréalisables en dénaturant sa fortune, il la rend dès lors inaliénable entre ses mains.

Nous ne pousserons pas plus loin cette douloureuse énumération. Quoique nous laissions dans l'ombre bien des mesures iniques ou vexatoires, nous en avons dit assez pour faire comprendre quelle fut, au XVIIIe siècle, la situation du catholique irlandais. Il ne faudrait pas croire, du reste, que ces lois qui s'enchaînent et se complètent d'une façon si rationnelle soient l'œuvre d'une pensée réfléchie, d'un plan méthodiquement conçu et arrêté. Il n'en est rien. Ce parfait monument de tyrannie a été édifié pièce à pièce, au fur et à mesure des besoins et pour ainsi dire au hasard des temps et des événements. S'il est si complet et si bien lié, c'est qu'il y a dans les œuvres d'une longue passion, ainsi qu'on l'a fait justement observer, une logique d'instinct qui surpassera toujours les combinaisons les plus régulières de la raison et du génie. Il est positif aussi que ces lois n'ont pas été toutes, ni toujours exécutées. La haine la plus farouche s'apaise et se fatigue à la longue. Quand l'intérêt du protestant n'était pas directement en jeu ou que rien ne surexcitait sa passion religieuse, il fermait souvent les yeux et tolérait beaucoup de choses, ainsi la présence des prêtres, l'érection de nouvelles chapelles, la création de couvents. Mais pour être allégé quelque peu, un joug si lourd n'en restait pas moins accablant. Jamais d'ailleurs le colon protestant n'abandonna rien des avantages sociaux et politiques qu'il tenait de ces lois, et toutes les fois qu'un événement politique raviva le fanatisme de la mère patrie, il se fit le docile instrument de ses colères. La protestante Angleterre se vengeait alors de ses terreurs sur la catholique Irlande, qui n'en pouvait mais, et la persécution recommençait avec toute l'âpreté des anciens jours.

Mais le but si impitoyablement poursuivi, l'a-t-on du moins atteint ? A-t-on, au prix de tant d'efforts, arraché le catholicisme du cœur de l'Irlandais, et préparé, par sa conversion, l'oubli du passé et la fusion des races ? Non, on a produit l'effet précisément contraire. On a rivé son âme révoltée de tant de violences à sa foi primitive, et comme il est dans la nature humaine de s'attacher aux choses en raison du prix qu'elles coûtent, plus on l'a fait souffrir à cause d'elle, plus on la lui a rendue chère. En lui faisant comprendre que le seul moyen qui lui restât de recouvrer sa liberté religieuse était de reconquérir sa nationalité, on a éternisé ces deux espérances dans son cœur, on les a retrempées l'une par l'autre. On n'a même pas assuré la sécurité matérielle au colon anglais, car on n'a pas seulement persécuté l'Irlandais, on l'a dépouillé, ou, s'il

Digitized by Google

était déjà misérable, on l'a réduit à un tel état de dénûment et à ce point affamé qu'on l'a jeté dans le désespoir, si bien qu'à la haine du catholique contre le protestant s'est ajoutée celle pire encore, et bientôt plus implacable, du pauvre contre le riche. Et c'est là une conséquence des lois pénales qu'il faut maintenant mettre en lumière.

III

L'ARISTOCRATIE D'IRLANDE ET LES WHITEBOYS. LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — ABOLITIONS PARTIELLES DES LOIS PÉNALES. LES IRLANDAIS-UNIS. — O'CONNELL ET L'ASSOCIATION CATHOLIQUE.

Un régime tyrannique n'est pas seulement redoutable par les violences qu'il avoue et dont il accepte la responsabilité en les commandant comme une nécessité de salut public, il l'est encore, et davantage peut-être, par celles qui se commettent à son ombre, au mépris de toutes les lois et même des siennes, dans un but secret de vengeance ou d'intérêt privé. L'Irlande en a fait la cruelle expérience. Par ce fait seul que tous les pouvoirs de l'Etat sont livrés aux protestants, le catholique perd toute sécurité. Ses biens, sa vie, son honneur, sont à la discrétion du maître qui gouverne sans résistance possible de sa part, et sans contrôle équitable d'un pouvoir supérieur. Or, comment ce maître n'abuserait-il pas de son autorité quand la passion religieuse l'y pousse, et que sa cupidité l'y sollicite? L'intérêt du colon anglais est, en effet, diamétralement opposé à celui de l'indigène catholique. Le premier vit du second : comme ministre protestant, par la dîme, les taxes pour l'entretien du culte, le revenu d'immenses domaines ; comme grand propriétaire, par le loyer des terres que cultive à son profit le vaincu dépossédé. Il est une aristocratie imposée par la conquête, qui s'est emparée de toutes les richesses et de tous les pouvoirs, et qui fait sans cesse servir les uns à l'accroissement des autres. C'est lui qui fait la loi et qui l'applique. Il fixe le montant des taxes; il les répartit; il les lève, et, après en avoir fait peser tout le fardeau sur les catholiques, il en emploie le produit dans l'intérêt exclusif des protestants, de sorte que le pauvre a non-seulement payé pour le riche, mais encore ne retire la plupart du temps aucun profit du sacrifice. Contre ces malversations qui ne prennent même pas la peine de se dissimuler, le

Digitized by Google

catholique ira-t-il invoquer l'appui de la justice? Il le peut sans doute. Mais ce juge, à l'impartialité duquel il s'adresse, c'est encore un protestant, c'est-à-dire un ennemi. Souvent même, par l'effet de cette concentration de tous les pouvoirs sur une même tête, qui est le propre des gouvernements aristocratiques, il n'est autre que le coupable lui-même, et se trouve ainsi appelé, comme magistrat, à prononcer sur sa conduite d'administrateur.

Ainsi, toujours et partout, de quelque côté qu'il se retourne, l'opprimé se retrouve en face de l'oppresseur, sans recours possible contre ses violences. En sa qualité de grand propriétaire, le protestant est de droit administrateur et juge; il pèse du poids de ce triple joug sur les épaules du catholique, et s'il lui laisse quelque droit, c'est qu'il se sait trop fort de tout ce qu'il a pris pour ne pas rendre illusoire, quand il le voudra, le peu qu'il lui abandonne. En réalité il l'exploite, comme fermier, par des baux ruineux qui l'épuisent lentement ou le font périr à la tâche, comme contribuable, par des taxes écrasantes. Comme homme, il l'abreuve de mépris et l'avilit par toutes sortes d'outrages. Il le frappe jusqu'à l'assommer; s'il ne lui prend pas toujours sa femme et sa fille, c'est qu'il ne daigne. Il punit jusqu'à la plainte, en vertu de son autorité de juge, et en faisant ainsi le silence autour de son oppression, il éternise les abus[1]. Jamais, on peut le dire, le planteur d'Amérique n'a traité le nègre comme le grand seigneur anglais et protestant traite l'Irlandais catholique. Il était à peine possible qu'il en fût autrement. Certaines aristocraties, parce qu'elles étaient nationales et se trouvaient en communion d'idées et de sentiments avec le peuple, ont pu faire accepter leur luxe et leurs priviléges. Elles les ont, pour ainsi dire, légitimés par la grandeur des services rendus. L'unité d'origine, leur intérêt bien entendu, un sentiment naturel d'humanité, tout leur a commandé, d'ailleurs, d'apporter d'infinis ménagements dans l'exercice de leur autorité. Celle d'Irlande ne pouvait songer à jouer un pareil rôle. Imposée par la force à un peuple différent de race et de croyance, elle a senti, dès le premier jour, que la violence qui l'a implantée dans l'île peut seule l'y maintenir. Son intérêt, d'accord avec ses préjugés, lui a fait de la plus impitoyable dureté une nécessité, presque un devoir, et elle n'a plus cherché dès lors qu'à rendre le fardeau trop lourd pour que le peuple le pût jamais rejeter de ses épaules. Mais une nation, si abattue qu'elle soit, ne se laisse pas écraser de la sorte. L'excès même de ses souffrances et de son désespoir lui rend l'énergie de la résistance. Il y parut bientôt.

[1] Nous n'exagérons rien. Voir le voyage en Irlande d'Arthur Young (1778).

Digitized by Google

Le brigandage demeure souvent possible quand la guerre civile ne l'est plus. Il devient alors pour quiconque hait, souffre ou désespère, une tentation irrésistible, un refuge toujours ouvert; et, s'alimentant de ce qu'il y a de pire et de meilleur dans la nation, il en absorbe les forces vives et en éternise les maux et la résistance. Ce fut ce qui arriva en Irlande. Des bandes s'organisent, où les bannis politiques furent insensiblement remplacés par les bannis de la société, par toutes ces victimes du grand seigneur irlandais, que l'outrage et la misère avaient poussées au crime ou devaient y conduire. Assez fortes quelquefois pour tenir la campagne, réduites le plus souvent à se cacher dans les montagnes ou les tourbières, ces bandes ont pendant plus de deux siècles désolé l'Irlande par leurs expéditions nocturnes, dont le pillage, le meurtre, le viol et l'incendie étaient les exploits habituels. Cent fois détruites, elles se reformaient toujours, et, sous le nom de *Torys*, puis sous celui de *Whiteboys* (*Enfants blancs*), sous nombre d'autres dénominations bizarres ou menaçantes, elles se sont perpétuées jusqu'à l'époque actuelle, où les Fénians ont renoué la chaîne sanglante de la tradition par des violences dignes de la barbarie de leurs ancêtres. Elles furent naturellement conduites, par les souvenirs du passé, à se couvrir du drapeau national. Elles s'inspirèrent même quelquefois d'un vague sentiment de patriotisme; mais la guerre qu'elles faisaient était avant tout une guerre sociale, et c'est ce qui explique pourquoi le code du talion, avec ses sauvages conséquences, fut leur règle constante et leur loi. Il a été de tout temps, il sera toujours le code de la vengeance. Pendant tout le XVIIIe siècle, un espoir survit d'ailleurs au fond du cœur de ces désespérés : celui d'obtenir de la peur ce qu'ils n'attendent plus de la pitié. Cet espoir se réalise quelquefois; plus souvent, il est déçu. Le grand seigneur irlandais met d'abord prudemment sa personne à l'abri. Il venait déjà bien rarement en Irlande, il n'y paraîtra plus. Des agents investis de ses pouvoirs exploiteront le peuple à sa place, à leurs risques et périls. Ils seront d'autant plus âpres à la curée qu'ils ont leur fortune à faire et courent en outre un danger véritable. L'argent tiré d'Irlande n'y reviendra plus, et l'île, déjà si pauvre, sera encore appauvrie par ce drainage continuel. Qu'importe tout cela au grand propriétaire! Voyant le mal incurable, il a fait la part du feu, et, sûr de le contenir dans ces limites, n'ayant pour cela qu'à demander quelques régiments à la mère patrie, qui ne les refuse jamais, il s'inquiète peu du tort fait à l'Irlande par ce fléau du brigandage, de la démoralisation qu'il y entretient. L'Irlande, en effet, n'est pas sa véritable patrie, mais bien l'Angleterre.

Il s'étonne, du reste, après avoir, pendant des siècles, tenu l'Irlan-

Digitized by Google

dais sous le plus dur des esclavages, de lui trouver les vices et la férocité de l'esclave. Les despotes ont parfois de ces naïvetés. Il s'en plaint même avec amertume, heureux cependant d'y trouver un motif de plus de persister dans son rigoureux système et presque une excuse à ses violences. Il a tant besoin de se payer de mauvaises raisons, tant de peine à mettre sa conduite d'accord avec ses principes d'homme civilisé et ses sentiments de chrétien ! Il n'est pas cruel, en effet, pour le plaisir de l'être, comme jadis ses ancêtres, mais par nécessité et souvent à contre-cœur. C'est là le malheur de l'Irlande. Victime autrefois du fanatisme, elle l'est à présent de l'égoïsme. Les mœurs se sont adoucies, les idées d'humanité et de tolérance ont fait des progrès. Des voix s'élèvent à l'étranger, en Angleterre même, qui demandent un adoucissement au sort des catholiques. Mais le grand seigneur irlandais, qui maintes fois est un libéral cependant, ne veut pas de ces réformes pour l'Irlande. Il voit trop bien qu'une première concession entraînerait toutes les autres, et que c'en serait fait de son empire et de son opulence. Alors, par une contradiction trop naturelle à la faiblesse humaine pour qu'on la puisse taxer uniquement de mauvaise foi, il s'indigne, s'étourdit de sa colère, et, faisant appel au fanatisme des masses et à leur vieil esprit d'intolérance : « *No popery* ! » s'écrie-t-il. *Point de papisme !*

Ce cri ne manque jamais son effet. Lorsqu'elle l'entend, la tourbe protestante rugit et se lève. Le taureau anglais voit rouge ; il lui faut du sang. On ne songe plus dès lors qu'à l'apaiser, et les avocats de la réforme, effrayés, se taisent dans l'intérêt même de leur client, pour éviter d'affreux massacres. Ce résultat inévitable de toute demande faite en leur faveur, les catholiques le connaissent si bien, qu'ils se gardent, comme d'une dangereuse folie, de le provoquer par la moindre imprudence. Ils n'ont, pour cette raison, jamais osé se servir de la liberté de la presse et du droit de réunion, qu'aucune loi cependant ne leur interdit. Ils sont réduits à cette misérable condition de préférer la tolérance illégale, qui ferme les yeux, à l'exercice d'un droit qui provoquerait l'explosion des fureurs populaires. D'où viendra donc le secours a ces opprimés contraints de s'abandonner eux-mêmes ? D'au delà des mers, et au moment où on l'attend le moins. Un souffle généreux de liberté, parti des rivages de l'Amérique, va changer l'âme même des oppresseurs et faire briser les fers des catholiques par des mains protestantes. Un cri de délivrance dont l'Europe a retenti produit ce miracle. Les Etats-Unis d'Amérique viennent de proclamer leur indépendance, et, par un contre-coup soudain, l'Irlande protestante est tout entière debout. Elle a senti que leur cause est

Digitized by Google

la sienne, et qu'elle souffre du même mal. Elle revendique son autonomie, trouvant qu'elle a trop cher payé son empire sur les catholiques en l'achetant par le sacrifice de tous ses intérêts, comprenant aussi qu'un tel abandon n'a profité, en définitive, qu'à une imperceptible minorité, devenue oppressive même pour la majorité protestante. En même temps que des réformes pour elle-même, elle en demande pour les catholiques, et le mouvement est si unanime, si spontané, que l'aristocratie, surprise et déconcertée, faiblit et cède. Le fanatisme lui-même a reculé, ébloui par l'éclat de cet astre nouveau du droit et de la justice qui se lève sur le monde. Il abandonne peu de chose, il est vrai : le droit de posséder la terre avec bail de neuf cent quatre-vingt dix-neuf ans, l'abolition des lois qui règlent l'héritage du catholique et provoquent ses enfants à l'apostasie. Mais le premier pas est fait, d'autres vont suivre. La France a pris parti pour les Etats-Unis et menace l'Irlande d'une descente. L'Angleterre, aux prises avec mille embarras, ne peut venir au secours de l'île menacée. Aussitôt les protestants irlandais s'arment, des bataillons de volontaires se forment pour la défense des côtes, et, chose inouïe jusqu'alors, ils admettent dans leurs rangs un certain nombre de catholiques. Ce n'était qu'une fausse alerte, mais elle coûtera plus cher qu'une attaque véritable au gouvernement obligé de subir ces dangereux auxiliaires. Les volontaires se sont comptés, et la hardiesse leur est venue avec le sentiment de leur force ; ils se montrent plus exigeants. L'agitation gagne jusqu'au parlement irlandais, ce servile exécuteur des volontés de la métropole. Sous la pression de l'opinion publique, il se déclare indépendant, et les catholiques, bien que demeurés pour la plupart en dehors du mouvement, sont les premiers à en profiter. Par esprit de justice, et aussi pour donner plus de poids à leurs demandes en les présentant comme le vœu de l'île entière, les protestants réclament, avec la reconnaissance de leurs droits, des adoucissements à la condition des catholiques. La métropole, peu soucieuse de céder sur le premier point, se hâte d'autant plus de donner satisfaction sur le second. Le droit de posséder la propriété est rendu aux catholiques dans sa plénitude, ainsi que celui de l'acquérir par héritage. On leur rend également le droit de tutelle et la liberté d'éducation pour leurs enfants. Les lois somptuaires sont abolis, le sort des prêtres amélioré. Ainsi s'en va pierre à pierre ce sombre édifice des lois pénales, naguère encore si bien cimenté par la haine et l'égoïsme, et de nouvelles secousses l'attendent, qui l'ébranleront jusque dans ses fondements.

La Révolution française éclate. Ces grands principes de justice et d'égalité dont elle va faire la loi du monde, trouvent dans le cœur des Irlandais un écho encore tout frémissant du cri de liberté poussé

Digitized by Google

par les volontaires. Catholiques et protestants, tout le monde s'émeut cette fois, et l'élan est tel qu'il brise tous les freins, et du premier bond va jusqu'aux conséquences extrêmes. Ce n'est plus seulement l'autonomie de l'île sous des lois anglaises, c'est son complet affranchissement qu'on réclame. La nationalité s'affirme et arbore ouvertement son drapeau couleur d'espérance. Alors les concessions pleuvent. On ouvre le barreau aux catholiques ; on leur permet l'alliance avec les protestants ; on les admet à nombre d'emplois civils et militaires en leur accordant la dispense du serment religieux ; on leur concède même le droit de vote aux élections parlementaires. Rien n'y fait, la fièvre révolutionnaire suit son cours. Cependant beaucoup de protestants ont pris peur et reculent. Partisans de la suppression d'une partie des lois pénales, ils répugnent à l'émancipation complète des catholiques, qui serait leur ruine. Mais les plus ardents persistent. Sous l'inspiration des idées nouvelles, la justice parle plus haut dans leur cœur que l'intérêt, et ils veulent l'assurer à tous, fût-ce au prix d'un généreux suicide. Ils forment l'association des Irlandais-Unis ; on la dissout. L'Irlande alors court aux armes (1798), et, pour la première fois depuis la conquête, on voit les villes s'unir aux campagnes, et une élite protestante former la tête du grand corps catholique.

Mais la France implorée, attendue comme une libératrice, arrive trop tard. L'insurrection vaincue est noyée dans le sang ; la peur a rejeté les protestants dans les bras de la métropole, et, pour sceller la réconciliation, ils lui livrent l'Irlande. Deux ans après, un parlement vendu vote sa propre mort en votant sa réunion à celui de la Grande-Bretagne, et l'aristocratie rasseoit son empire sur le cadavre encore chaud de l'Irlande. Mais de pareils triomphes sont mortels. On a tué des hommes, non l'idée, qui reste, et si puissante, qu'elle s'impose au vainqueur dès le lendemain de la victoire, et lui arrache des concessions. L'Angleterre, qui ne veut pas l'Irlande indépendante, mais qui ne la voudrait pas non plus hostile, toujours prête à tendre la main à ses ennemis, songe sérieusement à en finir avec cette grande iniquité des lois pénales. Un autre sentiment incline encore, et des deux parts, les esprits vers la conciliation. Le protestantisme n'a pas été seul à s'émouvoir des principes révolutionnaires. Le catholicisme ne s'est pas senti moins menacé. Son intérêt, ici, se sépare de celui de l'Irlande. S'il l'a si longtemps défendue contre l'hérésie, ce n'est pas pour la livrer aux idées françaises. Aussi a-t-il, par la voix de ses prêtres, hautement condamné la révolte de 1798. En face de l'ennemi commun les deux vieux adversaires se sont même instinctivement rapprochés, presque alliés pour le combattre. Dès avant l'insurrection, Pitt a donné ce

Digitized by Google

gage énorme aux catholiques de leur faire voter par le Parlement une subvention pour établir un séminaire à Maynooth. Il a promis de nouvelles réformes en échange de l'acte d'union, et il se montre si jaloux de tenir sa parole que, sa volonté ayant dû céder devant les scrupules religieux du roi Georges III, il n'accepte pas la responsabilité de ce manque de foi, et donne sa démission. Cet échec retarde les réformes ; il ne les empêchera pas, tant elles sont commandées par la force des choses. Il a même cet avantage de rejeter pour un temps dans le parti national le clergé catholique, dégagé de tout scrupule par ce déni de justice. Puis l'Anglais tolère à présent, comme citoyen d'un pays libre, bien des attaques et des résistances que n'eût pas souffertes jadis sa passion de sectaire, et le catholique va pouvoir, sinon sans danger toujours, du moins sans entraves, se faire de ses droits recouvrés une arme pour conquérir ceux qui lui manquent encore. Dès 1810, un comité s'organise, dont la réforme est le but avoué. Il prépare à la résistance, il y habitue, et plus tard, quand O'Connell s'en fait l'âme et la voix, il a déjà acquis assez de consistance pour devenir, sous son impulsion, cette association fameuse qui, pendant vingt ans, va tenir l'Angleterre en échec.

Avec ce nouveau chef, une ère nouvelle commence et la lutte change de caractère. Elle prend une forme constitutionnelle et légale. Attaquées sans relâche dans ce qu'elles ont d'inique et d'abusif, les institutions politiques et sociales sont respectées dans leur principe. La question, du moins, demeure réservée. O'Connell, en effet, n'est point un révolutionnaire du tempérament des Irlandais-Unis. Il ne cherche point à renverser violemment ni à détruire, mais à réformer, et son audace est toujours habile et pleine de ménagements. Dans ses plus vives attaques, il laisse volontiers de côté la question sociale par excellence, en Irlande, celle de la grande propriété, non pas seulement parce qu'il est lui-même grand propriétaire, mais parce qu'il y aurait péril à réveiller les souvenirs encore palpitants de la révolte de 1798, qui, sur beaucoup de points, fut une véritable Jacquerie, et surtout à exciter les haines du paysan, si promptes à s'affirmer par des violences ; parce qu'il ne veut pas s'aliéner les esprits irrésolus, les cœurs timides, dont le libéralisme ne tiendrait pas devant la peur, et qu'il n'a pas trop de toutes les forces de l'Irlande pour le grand combat qu'il va soutenir. Il s'assure par là le concours du clergé et dispose souverainement de sa puissante influence. Il a d'ailleurs donné satisfaction au sentiment national en inscrivant sur son drapeau ce mot magique du rappel de l'Union, en le présentant comme le but suprême de tous les efforts, comme la réforme décisive grâce à laquelle l'Irlande,

Digitized by Google

rentrée en possession d'elle-même, pourra guérir enfin ses plaies et ses misères. Il marche, en effet, vers ce but, mais à pas comptés, et, chemin faisant, il s'attaque aux abus avec une vigueur et une dextérité singulières. C'est que, tout en ayant les yeux fixés sur l'avenir, il ne se désintéresse pas pour cela du présent et ne dédaigne pas d'en cueillir les fruits, tandis que germent lentement les idées d'émancipation qu'il sème sans se lasser dans l'âme du peuple. Il a forcé les portes du Parlement dès 1829, et, du même coup, il les a ouvertes à tous les catholiques; il prépare, par ses revendications énergiques, toute une série de réformes. Mais il faut le voir dans sa lutte contre le clergé protestant pour bien comprendre sa tactique et ses moyens habituels d'action.

IV

LA DIME ET SES ABUS.
RÉSISTANCE DE LA POPULATION. — TRANSFORMATION DE LA DIME. LES DEUX CLERGÉS.

Dans la guerre contre les abus, la vigueur et l'audace ne suffisent pas toujours pour assurer la victoire. Il y faut encore l'opportunité. Il faut savoir choisir, entre tous, celui qui, miné sourdement par les progrès du temps et de la raison et ne subsistant plus que par l'effet d'une longue habitude, n'a besoin, pour tomber, que d'une violente secousse. Il est surtout nécessaire de préparer les esprits à la réforme, afin d'être soutenu plus tard et porté par la force irrésistible du flot montant de l'opinion publique. O'Connell excellait à saisir ce côté vulnérable de l'ennemi, et à y concentrer, le moment venu, tout l'effort de ses puissants moyens d'action. Il se surpassa dans sa campagne contre la dîme. Tout le favorisait, il faut le dire.

Qu'était-elle, en effet, cette dîme? Un impôt prélevé par un clergé déjà riche de plantureuses dotations sur un peuple misérable et mourant de faim, et sans qu'aucune considération d'intérêt public ou religieux en justifiât l'existence. Ce clergé était protestant, tandis que l'immense majorité de la population était catholique. Il vivait oisif dans une grasse opulence, pendant que le prêtre romain, ayant seul véritablement charge d'âmes, subsistait à grand'peine de dons volontaires. Inutile et détesté, il était demeuré dans l'île comme la personnification vi-

Digitized by Google

vante d'un passé odieux et le peuple eût incliné vers des sentiments plus doux et songé à un rapprochement que, par sa présence seule, ce clergé eût rendu toute réconciliation impossible. Qu'au temps de la réforme, alors qu'on se passionnait en Angleterre pour la conversion de l'Irlande et qu'on en faisait presque une nécessité de salut public, on ait implanté de force dans le pays une milice religieuse chargée de cette mission sainte, qu'on l'y ait même entretenue aux frais du vaincu, cela se comprenait à la rigueur. Mais qu'après avoir reconnu l'impossibilité matérielle de l'œuvre et la radicale incapacité de l'ouvrier, on ait maintenu ce dernier quand même, avec toutes ses rentes et priviléges, c'était une si criante injustice que les plus déterminés protestants éprouvaient une sorte de pudeur à la défendre. Il était trop visible que cette institution décrépite n'était conservée que dans un but temporel, pour les riches dotations qu'elle offrait aux fils déshérités de l'aristocratie.

Révoltante en elle-même, la dîme l'était encore plus par la façon dont elle se prélevait. A l'époque des moissons, en ce moment béni où le paysan caressait du regard ou comptait, le cœur tremblant, les gerbes et les pommes de terre entassées sur le maigre sillon où durant toute l'année il avait peiné et souffert, un homme entrait dans son champ, un agent du ministre protestant, parfois le ministre lui-même. Puis cet homme, que souvent il connaissait à peine ou dont il n'avait reçu que des mépris, allait droit à sa récolte, et d'une main impitoyable, sans se demander jamais si ce qu'il prenait à ce misérable n'était pas le pain, la vie même de ses enfants, il faisait mettre à part et conduire chez lui la dixième gerbe ou la dixième mesure.

Ce qui se passait alors dans l'âme du paysan, quelles pensées de haine, de révolte et de vengeance lui gonflaient sourdement le cœur, est-il besoin de le dire? A la vue de cet étranger qui vient le dépouiller, la colère lui monte du cœur au cerveau, avec son sang qui bout; le long cortége de ses misères et de ses humiliations passe et repasse devant son regard troublé, comme dans un éclair, et il ne faut rien moins que l'irrécusable sentiment de sa faiblesse et de son impuissance pour détendre sa main crispée et courber sous l'outrage sa tête frémissante. Tout vibre en lui, en effet, tout souffre à la fois : son intérêt, sa dignité et surtout sa conscience. Peut-il sans remords ni péché livrer cette dîme dont le prosélytisme protestant va se faire un moyen de corruption, et qui entraînera peut-être une âme chancelante ou désespérée dans le gouffre de l'apostasie? Et si l'agent du ministre, abusant de son droit, se fait la part trop large, pourra-t-il au moins disputer son bien à ces mains rapaces? Il le peut, assurément, mais il n'en fera rien, et

Digitized by Google

pour cause. Il faudrait qu'il traînât le ministre devant une cour ecclésiastique, et il l'a dit lui-même, dans un moment d'humour : autant vaudrait aller en enfer plaider contre le diable.

Mais vienne un homme qui prenne en main la cause de ces paysans, que cet homme soit un O'Connell, et l'on verra ce qu'il en obtient et ce qu'il en peut attendre. Il tâte le terrain d'abord, il agite avant d'agir. Les journaux de l'association ont reçu le mot d'ordre, et désormais pas un jour ne s'écoule sans que l'un d'eux ne prenne corps à corps cette grande iniquité de la dîme, et ne l'assaille ou ne l'ébranle. Ils ont dans le pays des milliers d'yeux ouverts auxquels rien n'échappe, et tout ministre protestant qui dépasse ses droits, ou les applique avec une rigueur abusive, devient justiciable de l'opinion publique. Il est traîné à sa barre et, après enquête, blâmé ou flétri. A chaque violence nouvelle du clergé, on s'émeut plus vivement, non pas seulement en Irlande, mais en Angleterre, sur le continent, partout où la grande voix d'O'Connell trouve un écho. La question est désormais soulevée et s'impose d'elle-même à l'attention. Alors il entre en campagne, il convoque des meetings et se met directement en rapport avec les paysans. Il n'a point à les convaincre, encore moins à les exciter, mais à leur tracer la voie légale à suivre, à les garder surtout de leurs propres violences qu'on ne manquera pas de provoquer par toutes sortes de vexations et de tracasseries. Cette tâche, difficile entre toutes, n'est qu'un jeu pour lui. Il a l'éloquence qui plaît aux masses et sa voix trouve sans peine le chemin des cœurs. Dès les premiers mots, le paysan tombe sous le charme, et quand il le renvoie, il l'a séduit, fasciné, décidé à tout, même à la modération. On s'en aperçoit bientôt. De tous côtés, on refuse de payer la dîme, mais sans violences. L'agent du ministre trouve le champ vide ou fermé. Il insiste, il se fâche, crie et menace. On le laisse dire, et s'il se calme et propose de transiger, on repousse obstinément toute transaction. Que faire ? Céder ? Les plus sages parmi le clergé protestant s'y résignent, quitte à revendiquer leurs droits quand l'orage sera passé. Mais il y en a qui s'indignent et taxent toute concession de lâcheté. Ils ont la loi pour eux. Ils font assigner les récalcitrants. L'huissier porteur de l'assignation part de la ville avec trente ou quarante policemen. Il n'arriverait pas sans cette formidable escorte, encore moins reviendrait-il. Il l'a remise enfin. Le paysan ne bouge et laisse aller les choses. Le jour de la saisie arrive ; on va pour s'emparer du bétail ; l'étable est vide. On cherche alors, on finit par trouver les bestiaux cachés et ils sont ramenés en triomphe. C'est trop tôt se réjouir ; le ministre protestant n'a pas encore gain de cause. Sur la colline voisine, la corne d'un berger a retenti ; elle

Digitized by Google

trouve de l'écho et son appel se répète de proche en proche dans toutes les directions. C'est un signal. Hommes, femmes, enfants, chacun abandonne son champ ou sa demeure et court en hâte au rendez-vous convenu, à la maison du fermier saisi. Quand l'huissier revient avec son butin et son escorte, et qu'il veut entrer pour verbaliser, il est obligé de traverser une foule compacte, de passer entre une double haie de visages frémissants et indignés. On se contient, cependant, parce qu'on l'a promis ; on regarde sans mot dire les gens de loi qui procèdent régulièrement à la saisie. Mais la colère gronde au fond des cœurs ; tout l'accroît et l'allume. Que le cri d'un enfant, un sanglot de la mère éclatent, et c'en est assez pour que la fureur populaire fasse explosion. Des cris d'indignation retentissent ; on pousse les soldats, on les disperse, on les chasse à coups de pierres. Tout est à recommencer.

Quelquefois un ministre protestant, juge de paix du canton, survient alors. Il rallie les soldats dispersés, les ramène et fait mitrailler la foule, si elle reste sourde aux sommations légales. La victoire, dans ce cas, reste à la loi, lamentable victoire qui fait du ministre d'un Dieu de paix et de charité l'exécuteur de rigueurs odieuses, et qui soulève contre lui, contre tous ceux qui les ont provoquées, un long cri de réprobation ou de vengeance ! Quelle défaite ne lui serait préférable, et quelle cause, même juste, ne se perdrait pas par de pareilles violences ! Que sera-ce donc si elle est inique et déjà condamnée dans toutes les consciences ? Mais de pareilles scènes sont rares, heureusement. Les ordres de l'association sont presque toujours obéis, et l'huissier s'éloigne sans rencontrer de résistance, emmenant son glorieux butin entre deux rangées de soldats anglais. Arrivé à la ville, il le met en vente. Une foule énorme l'entoure, et cependant, quand les enchères sont ouvertes, pas une voix ne s'élève pour les couvrir. C'est qu'un conseil a été donné qui équivaut à un ordre, — le conseil de s'abstenir, — et en eût-il le désir, nul n'ose s'exposer, en l'enfreignant, à la colère des spectateurs, au mépris universel qui s'attacherait à son nom, et peut-être à de pires dangers. Malgré les efforts de l'association catholique pour dissoudre les bandes héritières des traditions de Whiteboys, il en subsiste plus d'une dans le pays. Elles ont répandu des placards menaçant des plus effroyables vengeances quiconque se fera l'acquéreur du moindre objet saisi, et de terribles exemples, qu'on se raconte tout bas, sont là pour rappeler que ces menaces, on ne les brave pas impunément. Cependant, le ministre ne peut garder le troupeau saisi. Il requiert l'aide d'un fort détachement de policemen et le fait conduire à Dublin. Là encore, même empressement de la foule et même absence d'enchères. Enfin, en désespoir de cause, il l'em-

Digitized by Google

barque, l'envoie à Liverpool. Mais, en Angleterre même, les violences du clergé protestant sont condamnées; on s'abstient par esprit de justice, par mépris, pour ne pas tremper dans ces spoliations par un acte d'indirecte complicité, et l'odieux butin ne trouve pas d'acheteur. En eût-il trouvé, du reste, il est évident qu'en face d'une pareille résistance, nulle contrainte, même celle de la force armée, ne saurait être efficace. On le comprit bientôt et l'on finit par où l'on aurait dû commencer. On céda, mais de mauvaise grâce. La dîme, supprimée de nom, mais conservée en fait, changea de forme. Diminuée d'un quart, elle devint une rente foncière payée par le propriétaire qui, pour s'en décharger, augmenta de pareille somme les baux de ses fermiers. Le clergé protestant, par cette concession subie d'ailleurs à contre-cœur, apaisa l'orage et sauvegarda pour un temps son existence; mais il resta marqué d'une flétrissure et universellement détesté. On le serait à moins, n'eût-on pas en face de soi, pour rendre le contraste plus frappant, un rival qui s'est fait de la pauvreté une loi et du dévouement une habitude.

Combien différent, en effet, est le rôle du clergé catholique, et comme la comparaison le grandit encore et le met en relief! C'est à cette époque, pendant ces trente années de lutte pacifique et légale, qu'il faut l'étudier pour le bien comprendre. Elles furent pour le prêtre irlandais une période d'un éclat incomparable et l'apogée de la puissance. Proscrit pendant toute la durée du XVIIIe siècle, souvent persécuté, il se cache alors et se tait, trop heureux quand on l'oublie et qu'on n'apporte pas d'entraves au secret exercice de son ministère. Souvent, d'ailleurs, il n'a pas de résidence fixe. Obligé de pourvoir aux besoins spirituels de toute une contrée, il s'en va de village en village, avisant au plus pressé, et ne sachant jamais quand il lui sera permis de revenir, tant est grande l'incertitude du lendemain. Il a, par prudence, les allures d'un conspirateur bien plutôt que celles d'un missionnaire, et plus d'une fois, il a dû, pour échapper à la jalouse surveillance des fanatiques, dresser derrière la haie d'un champ isolée son autel clandestin, ou donner de nocturnes rendez-vous dans la lande aux fidèles désireux d'entendre sa parole. On le vénère sans doute, mais on le connaît à peine, et nul lien solide ne peut s'établir entre son âme et celles de son troupeau. Peu à peu, cependant, à mesure que le sol se raffermit sous ses pas, il sort de l'ombre et s'aventure au grand jour. Il s'établit à demeure dans les villes, où la surveillance est moindre, ou dans de pauvres villages perdus au fond de la campagne; il a désormais une paroisse, des fidèles, et sa place est faite enfin dans cette société qui lui fermait ses portes avec une si tenace obstination. Elle est bien étroite sans

Digitized by Google

doute et bien précaire; il ne la conserve qu'à la condition de se faire humble et petit, de s'annihiler souvent. Mais il peut attendre maintenant les jours meilleurs dont il entrevoit déjà l'aurore. Quand ils se lèveront sur l'Irlande, il sera prêt pour le rôle nouveau que lui réservent les événements. Ayant jeté déjà dans le cœur du peuple d'invisibles, mais profondes racines, il sera solidement assis sur cette terre où, la veille encore, il était à peine toléré, et sa voix y trouvera d'innombrables échos. Comment n'en trouverait-elle pas, en effet? Elle est la seule qui parle d'espérance et qui, dans ce morne silence qu'a fait l'oppression, ose demander justice.

C'est là le grand secret de l'influence du clergé catholique, et ce fut sa véritable habileté de maintenir intacte, de resserrer sans cesse l'intime union que les persécuteurs avaient établie entre sa cause et celle du peuple. Tâche facile, du reste, car il est peuple lui-même. Il se recrute en grande partie dans des familles de fermiers ou d'artisans pauvres. Il parle leur langue, il connaît leurs sentiments et leurs besoins, et compatit sans peine à leurs souffrances, les ayant jadis partagées. Aussi n'est-ce pas de tiédeur qu'on pourra jamais l'accuser, mais bien plutôt d'excès de zèle, et pour qu'en face de tant de détresses dont il est le consolateur unique, sa pitié ne se change pas en colère et ne s'exhale pas en malédictions contre le mauvais riche, il a besoin de se souvenir sans cesse que sa mission est avant tout une mission de paix et de charité. Il est resté pauvre, d'ailleurs, n'ayant pour vivre que les dons volontaires des fidèles, et ce n'est pas par la pauvreté seulement qu'il ressemble aux apôtres de la primitive Eglise, mais par l'abnégation, par l'ardeur infatigable et le dévouement. Pour peu qu'il ait un cœur, en effet, ce prêtre, fils de paysan, se sent pris d'une immense pitié pour ces misérables qui sont de sa race et de son sang; il les aime, non plus par devoir, mais comme de véritables frères, et cette tâche ingrate de les instruire et de les défendre, qui rebuterait tout autre, il s'en éprend à ce point qu'il y voue son existence. C'est par ce sacrifice, par cette vive et constante effusion de sentiments sympathiques qu'il conquiert les âmes. Comment ce pauvre paysan que tant de maîtres avides pressurent et dépouillent à l'envi les uns des autres, ce paria délaissé de tous et abreuvé de mépris, ne serait-il pas touché en voyant venir à lui cet homme qui s'offre et se donne, et n'exige rien en retour? Aussi avec quelle avidité il saisit cette main secourable qui le relève et le soutient! Sa timidité sauvage, son incurable méfiance, ses haines, ses préjugés, il foule tout aux pieds en se sentant aimé. Son cœur si soigneusement fermé s'ouvre et s'épanche avec le prêtre; sans cesse il lui

Digitized by Google

demande conseil, assistance ou consolation. En peut-il être autrement quand le prêtre est le seul homme qui s'intéresse à lui? Et que dire de l'aveuglement du landlord et du ministre protestant qui s'en étonnent ou s'en irritent, et qui, ne pouvant comprendre cette souveraine influence, l'accusent et la calomnient? Cette puissance du clergé les a cependant bien des fois protégés et nombre d'entre eux lui doivent la vie ou la conservation de leurs biens. Si, pendant toute la durée du XVIIIe siècle, les bandes de brigands n'ont pas été plus nombreuses, si, lors de l'insurrection de 1798, le paysan n'a pas commis de plus grands excès, c'est uniquement aux prêtres catholiques qu'en revient le mérite, aux paroles de blâme ou d'apaisement qu'ils ne cessèrent de faire entendre.

Mais tout en condamnant le crime et la violence, ils n'entendaient pas se faire complices de l'oppression, et, dès que la résistance prit une forme légale, c'est-à-dire aussitôt que l'association catholique se forma, ils se rangèrent sous ses bannières. Quand O'Connell en prit la direction, ils s'y trouvaient déjà pour la plupart, et le grand agitateur eut en eux un état-major d'un zèle à toute épreuve et d'une admirable intelligence. C'est par l'intermédiaire du prêtre catholique que les actes et les décrets de l'association arrivent au paysan. Il les lui explique, et lui trace pas à pas et jour par jour la marche à suivre. L'exclusion dédaigneuse dont l'Etat l'a frappé en refusant de reconnaître son caractère de prêtre tourne ici à son avantage. Dégagé de tout ménagement et rentré dans le droit commun, il prend part à tous les actes de la vie publique et y apporte l'influence de son autorité sacerdotale. Il assiste aux meetings et souvent y fait entendre sa voix respectée. Il a été, dans la lutte entreprise contre la dîme, l'inspirateur avoué du paysan, son guide infatigable, mais prudent et modéré. Aux jours de la plus grande effervescence, il a presque toujours réussi à le contenir dans les bornes de la résistance légale. En plus d'une rencontre même, il a porté à son puissant ennemi ce coup terrible de le couvrir de sa protection, de lui donner la vie en l'arrachant des mains de la foule exaspérée. C'est encore au prêtre catholique que le parti national a dû son triomphe dans les luttes électorales, parce que, dans la balance faussée par la pression déloyale du grand propriétaire, par des menaces ouvertes d'expulsion et de saisie, il a jeté hardiment le contre-poids de son influence religieuse, faisant ainsi du vote un cas de conscience, et coupant court à toute faiblesse, à toute hésitation, en la flétrissant comme une apostasie.

Ces hésitations sont rares, du reste, et il y a un tel élan vers l'indépendance dans ces cœurs meurtris par une longue oppression, que bien peu marchandent leur concours ou répugnent au sacrifice. Il

Digitized by Google

ne faut pas l'oublier, ces luttes électorales sont de véritables batailles nationales, et ce n'est pas dans le feu du combat, quand toutes les énergies de l'âme sont déchaînées, qu'on recule devant l'ennemi. Aussi le clergé a-t-il un tel sentiment de sa force qu'il accuse parfois la prudence excessive de l'association et s'impatiente de ses lenteurs et de ses concessions. Il blâma même O'Connell d'avoir, dans la question de la dîme, accepté l'incomplète satisfaction qui mit un terme aux résistances. Beaucoup pensaient que si l'on eût persisté, et mis l'Angleterre dans l'alternative d'une réforme radicale ou d'une guerre civile imminente, on eût dès lors obtenu justice. Il est de fait que l'agitation en était arrivée à ce point de ne pouvoir se prolonger davantage sans aboutir à un soulèvement général. C'est même probablement dans cette extrême exaspération du peuple irlandais qu'il faut chercher la cause déterminante et en même temps la justification de la conduite d'O'Connell. Mieux placé que personne, par ses relations dans le parlement, pour pressentir les dispositions du ministère et apprécier l'état exact de l'opinion protestante, il ne jugea point sans doute les esprits suffisamment préparés à une pareille concession, et plutôt que de lancer l'Irlande dans les sanglantes aventures d'une lutte à main armée, il préféra se contenter d'un demi-triomphe. Il avait vu de près la révolte de 1798, et il avait gardé, de ce douloureux spectacle, une invincible répugnance pour l'appel à l'insurrection, sentant bien que l'Irlande, réduite à ses propres forces, n'était pas de taille à se mesurer avec l'Angleterre, et ne ferait qu'aggraver ses malheurs en s'engageant dans cette voie sans issue. Il était certainement dans la vérité, et si le moyen qu'il employa, le seul praticable à ses yeux, celui de fatiguer l'Angleterre, de l'embarrasser sans cesse par une résistance pacifique, afin d'obtenir de sa lassitude ce qu'on ne pouvait attendre de sa justice, si ce moyen ne réussit pas, ce ne fut pas parce que l'entreprise fut mal conçue ou mal conduite, mais parce qu'elle vint se briser contre un obstacle inattendu, bien que trop facile à prévoir : cette horrible famine de 1846, qui décima l'Irlande et qui entraîna à sa suite de si profondes modifications.

Mais il est nécessaire, avant d'aborder cette nouvelle période historique, dont les événements actuels sont la conséquence et le dénouement, de montrer comment l'état social établi par la conquête et surtout la constitution de la propriété devaient fatalement aboutir à cette lamentable conséquence d'une famine dont on ne pourrait trouver un second exemple qu'en remontant aux plus sombres époques du moyen âge.

ERNEST DUPLESSIS.

(La fin à la prochaine livraison.)

Digitized by Google

PEINTRES ET SCULPTEURS

A L'EXPOSITION DE 1869

« Je pense que les expositions annuelles sont très loin de servir au développement de l'art; envisagée comme industrie, assimilée aux toiles peintes de Mulhouse, aux indiennes de Rouen, la peinture peut s'en réjouir, en tirer parti; considérée comme l'une des formes de l'imagination humaine, elle ne peut que s'en attrister. » Ainsi parlait un critique éminent, Gustave Planche, au début de son Salon de 1852. Disait-il vrai? Et pouvons-nous attribuer la faiblesse continue des œuvres d'art à la fréquence des expositions? Depuis le second empire, on en compte presque autant que d'années, et nous avons vu chaque printemps se produire un nombre illimité d'ouvrages sans que la cause de l'art y ait gagné. Il est probable, en effet, que ce bazar périodique provoque chez les artistes un esprit mercantile, et ne leur laisse ni le loisir ni l'envie de se livrer à de grandes compositions. A quoi servirait de le constater? Il y a là un fait accompli, un principe établi qu'on ne peut pas plus discuter que la Constitution. Bon gré mal gré, nous devons

Digitized by Google

nous résigner aux expositions annuelles, et tout notre pouvoir contre elles se borne à dire que Planche ne les admirait point.

Le jury n'est-il pas un peu responsable? Mais j'oublie que c'est une institution qu'il faut admirer comme toutes celles qui nous sont imposées. Une apparence de liberté et beaucoup d'arbitraire, tels sont les principes sur lesquels il repose. Aussi je m'étonne qu'on restreigne son pouvoir, et, pour ma part, je voudrais que tous les artistes fussent soumis à son jugement. Exempter à jamais de l'examen du jury ceux qui ont une fois mérité une récompense, n'est-ce pas plus qu'une inconséquence, une souveraine injustice? A quoi bon soustraire à la loi commune certains privilégiés et créer ainsi une aristocratie qui témoigne, comme toutes les aristocraties, que l'injustice en est l'essence? Pourquoi un peintre qui a fait un bon tableau il y a vingt ans le ferait-il excellent cette année? Il n'y a pas, pour le supposer, plus de raisons que pour croire qu'un duc a toutes les vertus, parce qu'un de ses ancêtres a tué des Sarrazins ou fourni des maîtresses à son roi. Une pareille confiance est contraire aux règles du bon sens. On en abuse en matière de gouvernement et de religion, où l'infaillibilité est de droit commun; mais à propos d'art, nul ne doit être si docile et si superstitieux. Que le Mexique soit regardé comme l'égal de la Crimée, libre aux députés de la majorité, sinon de le penser, du moins de le dire; mais un jury composé d'artistes doit-il être condamné à un pareil aveuglement? N'a-t-on pas vu un grand maître comme Ingres exposer le *Christ au milieu des Docteurs* après avoir signé l'*Apothéose d'Homère?* Le génie de l'un n'excuse pas la faiblesse de l'autre. Du moment où vous ne faites pas de l'exposition une arène publique, du moment où vous en défendez l'entrée par un jury protecteur, que tous comparaissent à sa barre. Point de priviléges; que le talent n'ait point de parchemins, qu'il soit glorifié pour son présent et non pour son passé! Une pareille réforme serait difficile à obtenir de l'administration, fidèle à son programme en matière d'art comme en toute autre. Afficher en théorie les principes démocratiques d'un gouvernement populaire et appliquer en réalité les procédés iniques d'une monarchie personnelle, promettre tout à tous et ne tenir que pour quelques privilégiés, telle est la pratique. Qui peut prévoir les conséquences qu'entraînerait la suppression du privilége de l'exemption? Elles seraient peut-être fort salutaires. N'y aurait-il pas là de quoi enflammer l'imagination, provoquer les efforts des artistes en intéressant leur dignité?

Faut-il compter sur la critique? Est-ce à ses conseils que nous devrons de voir apparaître un génie? Tous les ans, elle constate en gémissant la décadence des vastes compositions et les progrès con-

Digitized by Google

tinus de l'habileté matérielle. Jusqu'à présent, elle a pleuré dans le désert.

Nous verrons heureusement, cette année, fonctionner un nouveau levier. L'Empereur toujours tutélaire s'est avisé, pour donner une vive impulsion à l'art, de le corrompre et d'offrir une prime de cent mille francs à l'œuvre la plus méritante. Nous allons constater, en parcourant l'exposition, l'influence exercée par un si gros appât. Nous irons vite cependant, au hasard, attirés et retenus par le talent, sans nous soucier des candidats officiels.

A tout seigneur tout honneur. Commençons par M. Chenavard, qui a exposé, sinon le plus beau tableau, du moins la plus grande œuvre d'art qu'on ait vue depuis longtemps. Dégageons-le tout de suite de la fausse renommée que lui a donnée un coup d'Etat ridicule; M. Chenavard est au-dessus de pareilles mesquineries. Si on parle de lui, ce n'est point parce qu'on l'a exilé pour rassurer les consciences que n'effrayent point les nudités provocantes de M. Chaplin, mais parce que M. Chenavard est un des plus grands artistes et des plus grands esprits de notre temps. Son tableau représente une vision, et une vision n'a-t-elle pas le droit de n'être point orthodoxe? A quoi bon discuter, d'ailleurs? De semblables petitesses seront à jamais oubliées lorsque la postérité admirera encore l'œuvre de M. Chenavard. Faisons comme elle en la devançant. Le tableau, intitulé *Divina Tragedia*, représente la Mort, aidée de l'Ange, de la Justice et de l'Esprit, frappant les dieux qui doivent périr. Certes, voilà une grande idée et un noble sujet. Est-elle du ressort de la peinture?. Un peintre a-t-il le droit de penser et peut-il, avec son pinceau, exprimer des idées métaphysiques? En face du tableau de M. Chenavard, le doute n'est point permis et la réponse est affirmative. Je comprends que tout sujet où la pensée ne peut s'exprimer sous une forme pittoresque soit rigoureusement exclu; mais là n'est pas le cas. Les religions, qui se sont manifestées sous des formes corporelles, sont du domaine des arts du dessin. Le paganisme et le christianisme ont toujours vécu d'images, et ils ont parlé aux yeux aussi bien qu'aux imaginations. Prenons le spectateur le plus étranger aux idées philosophiques, amenons-le devant ce tableau de M. Chenavard; ne sera-t-il pas tout d'abord frappé de la correction et de la grandeur du dessin, ainsi que de la perfection de la composition? Les groupes de Bacchus et de l'Amour enlevant Vénus endormie, Diane Hécate lançant ses dernières flèches contre le Christ, Minerve armée de la tête de Méduse, sont des figures d'une grâce noble et exquise, faites pour charmer les yeux et satisfaire au goût le plus délicat. D'autres figures se distinguent par la majesté des formes, les puissantes

Digitized by Google

contractions de muscles; je citerai le groupe d'Apollon et Marsyas, le Christ admirablement modelé, à qui je ne ferai que le reproche d'être un peu païen par la beauté de ses formes, et de ne pas contraster avec les dieux antiques qui se groupent autour de lui. En voyant tout ce monde divin exprimé par de si nobles formes, engagé dans une composition à la fois si savante et si naturelle, on reconnaît que celui qui l'a créé est un élève de Michel-Ange et de Raphaël. Si le spectateur, qui n'a que des yeux, osait faire une critique, il pourrait exiger une couleur plus vive, des chairs plus colorées. Il doit cependant se souvenir que ce sont là des dieux et non des hommes.

Maintenant que nous avons fait la part des yeux, voyons quelle est celle de l'esprit. Celle-ci est considérable, et je ne crois pas qu'on puisse résumer par une scène plus grandiose les idées philosophiques de notre temps. Nous sommes des éclectiques, et notre mission dans l'histoire de l'esprit humain est de tout comprendre. Nous ne croyons plus que le monde soit partagé en deux : ombre et lumière. La conscience humaine est partout respectable, et nous devons nous incliner chaque fois que l'homme a dit : « Tu rechercheras le bien et tu fuiras le mal. » Ces pensées abstraites ont revêtues, suivant l'âge du monde, des formes plus ou moins parfaites, et c'est faire acte de philosophe que d'avoir ainsi réuni dans une dernière apothéose toutes les incarnations de cette conscience. Mais où on reconnaît que chez M. Chenavard le philosophe n'a pas empiété sur le peintre, c'est qu'en représentant chacune de ces religions qui montent au ciel, il les a personnifiées sous les formes les plus belles, sans rechercher d'allusions mesquines ou d'obscures allégories. La figure coiffée du bonnet phrygien a fait peur aux orthodoxes. On a voulu y voir le triomphe de la Raison sous sa forme la plus naturelle : la Révolution. Certes, M. Chevanard serait bien capable de penser ainsi, et je me garderais bien de lui en faire un reproche : mais l'éternelle Androgyne, symbole de l'harmonie des deux natures ou principes contraires, n'exprime-t-elle pas l'homme immuable, éternel, ce champ clos du bien et du mal, de l'instinct et de la conscience, qui est le fond et la base de toutes les religions?

Ainsi, pour les yeux un objet d'admiration, pour l'esprit une cause de méditations sans fin, ne sont-ce pas là les caractères indélébiles d'une grande œuvre, et, je le demande à tout spectateur non prévenu, ne sont-ce pas les marques distinctives du tableau de M. Chenavard? Malgré les années de disette que nous venons de franchir, malgré les malheurs de la liberté, malgré la contrainte de tout essor généreux, il y avait un homme, un artiste, un peintre, qui méditait et qui devait nous prouver que le grand art fait de

Digitized by Google

science et de pensée est encore de ce monde. Il est vrai que le jour où il a paru, on l'a mis à l'index. Remercions donc M. Chenavard autant que nous l'admirons!

Ce n'est pas quitter le domaine du grand art que de parler de M. de Chavannes après M. Chenavard. A M. de Chavannes personne ne peut refuser les idées pittoresques et personne ne peut l'accuser de trop de philosophie. Il expose deux fresques qui lui sont commandées pour décorer l'escalier du nouveau Musée de Marseille; l'une devait représenter la ville ancienne, l'autre la ville moderne. Le programme était sommaire. Quel parti a su en tirer M. de Chavannes? Son imagination inventive a fait merveille. Massilia, colonie grecque, offre aux yeux toute l'étendue de la côte et de la mer. Au premier plan, des Phocéens nouveaux venus vaquent aux soins du ménage, tandis que sur les autres plans du tableau on voit la ville qui se construit. Il n'y a pas un personnage dont l'action ne soit ingénieuse, et c'est le plus agréable panorama qu'on puisse rêver. La toile qui représente Marseille moderne est occupée dans le bas par la moitié d'un navire meublé des passagers de tout pays. Les costumes orientaux sont pittoresques, harmonieux de tons. Dans le fond, on aperçoit la ville bâtie avec des quais blancs qui brillent au soleil et une masse de maisons tout éclatantes se reflétant dans la mer bleue. L'exécution de ces deux magnifiques panneaux est remarquablement sobre: des contours et des teintes plates, c'est le vrai procédé de la fresque. De toutes les qualités qui distinguent M. de Chavannes, celle qui me frappe et qui me semble exceptionnelle, c'est l'imagination. Là est le secret de sa grandeur, son secret, hélas! qu'il garde trop bien, car jusqu'ici aucun de ses confrères ne l'a surpris. En effet, c'est un des côtés curieux du talent de M. de Chavannes que cette originalité et cette spontanéité. Il a l'imagination la plus jeune et la plus féconde que je connaisse. En notre temps d'érudition tout le monde imite quelqu'un, M. de Chavannes trouve tout en lui-même. Nous ne péchons point par le trop de grandeur, M. de Chavannes voit grand, et en même temps que son imagination embrasse un horizon étendu, son esprit ingénieux observe les épisodes les plus variés et les plus naturels. Arrêtez-vous longtemps devant Massilia, examinez tour à tour ces groupes si divers, et vous reconnaîtrez ce qui est déjà une vérité de La Palisse, c'est que M. de Chavannes est un maître.

Ce n'est pas par la majesté de ses compositions que M. Hébert nous charme cette année, mais il nous prouve, ce que nous savions déjà, qu'une figure lui suffit. Le séjour de Rome a porté bonheur à M. Hébert, et il a retrouvé ses forces et son talent en touchant à cette terre sacrée. La *Pastorella* est une de ses meilleures

Digitized by Google

toiles. Une jeune fille enveloppée dans une couverture multicolore et appuyée sur son bâton rêve au milieu des bois. Que la figure est adorable! Elle est simplement belle sans emprunter de grâces et d'intérêt à la maladie. Qu'on examine de près ce modèle si délicat, cette couleur si dorée, et on aura comme un ressouvenir de Corrége. La *Lavandara*, moins poétique, a bien aussi son prix. Une jeune fille, presque une enfant, lave à la fontaine. Ses petites mains sont rougies par l'eau, et elle regarde tout naturellement avec deux yeux qui ne sont pas brûlés par la fièvre. Décidément les modèles de M. Hébert sont guéris, et la *Malaria* n'exerce plus son influence malsaine dans son atelier. Tant mieux! La nature a pris le dessus, c'est encore le plus habile des médecins.

On attendait beaucoup de l'*Assomption*, de M. Bonnat, qui est célèbre à juste titre. Je ne sais si cette toile, destinée à l'église Saint-André de Bayonne, eût fait sa gloire, car elle ne vaut pas le très beau *Saint Vincent de Paul* exposé il y a quelques années. Certes les personnages du premier plan, que je suppose devoir être les apôtres puisqu'ils sont douze, sont dessinés avec énergie, peints avec une franchise d'exécution qui prouve que, si M. Bonnat n'est pas le compatriote de Murillo, au moins est-il son voisin. Il y a une figure drapée de brun dont le bras est admirable. Le tombeau autour duquel les apôtres sont agenouillés est du ton le plus fin et le plus harmonieux. Jusque-là tout va bien, et si l'œil ne dépassait point la partie inférieure du tableau, il n'aurait qu'à admirer. Malheureusement il lui faut regarder en l'air et voir cette vierge dans un nuage de fumée grise, qui semble venir de la cheminée d'une locomotive. Des draperies épaisses d'un ton désagréable et des figures insignifiantes, voilà pour la partie supérieure du tableau. L'ensemble de la composition de M. Bonnat laisse donc à désirer; mais si cette *Assomption* n'est pas une œuvre complète, au moins n'enlève-t-elle rien à sa réputation. Il reste ce qu'il était : un véritable peintre, plein d'entrain, de feu et de jeunesse, un coloriste magique. C'est un mauvais service à lui rendre que de lui commander des tableaux de sainteté, et toutes les fois qu'on lui permettra de prendre ses modèles sur la terre, on aura toujours, j'en réponds, un excellent tableau.

Que ceux qui sont friands de contrastes passent de M. Bonnat à M. Bouguereau. Ils n'auront à lui reprocher ni le sans-façon ni le trop d'énergie de l'exécution. Ils pourront admirer à leur aise la parfaite médiocrité des figures. M. Bouguereau sait que le ciel est bleu, les nuages gris, les femmes roses, les hommes bruns, et il profite de son expérience. *Apollon et les Muses dans l'Olympe*, le beau prétexte à modèles! aussi sont-ils tous là? Apollon avec sa lyre, Ju-

Digitized by Google

piter avec sa barbe et Minerve avec son casque. La ville de Bordeaux en a pour son argent. Que manque-t-il à cette œuvre parfaite? Rien qu'une maladresse ou un emportement. Il semble voir au bas de cette grande page un « très bien » avec le visa de l'Institut.

Nous avons commencé la revue des prix de Rome un peu sans y songer. C'est M. Hébert qui nous a entraîné, aussi bien suivons le courant et continuons : les bons élèves d'abord, ceux qui, fidèles aux saines traditions, abandonnent au retour de Rome la peinture classique pour la peinture administrative, les favoris du ministère, fonctionnaires des beaux-arts destinés à peindre à jamais les cérémonies officielles et les beautés de la cour.

Un de ces préfets de l'art, destiné à un grand avenir, est M. Lefebvre. Il avait fait quelque tapage avec sa femme couchée. Il se repent aujourd'hui, et son *mea culpa* est un portrait, hélas! bien inférieur à celui qui contrebalançait, l'an dernier, le succès de sa femme nue. M. Lefebvre sera bien étonné de cet insuccès. La mise en scène est identique : même fauteuil jaune, même robe noire, mêmes mains jointes. Ce qui diffère, c'est la couleur, qui l'an dernier était un peu terne mais fort harmonieuse, tandis qu'elle est rouge et criarde. A ce portrait manqué je préfère la petite toile intitulée *Pascuccia*, qui est charmante. M. Ulmann se tient dans une juste réserve. Son Ariane est une honnête circulaire qui ne lui fera pas de tort auprès de ses chefs. M. Machard, lui, expose un portrait qui a des qualités sérieuses et dont le costume seul est tapageur. M. de Coninck a une charmante petite tête de paysanne bretonne.

M. Baudry, j'aurais dû le nommer avant ses subordonnés : parler d'un sénateur après des préfets, quelle atteinte au respect de la hiérarchie! M. Baudry, tout occupé de ses grands travaux de l'Opéra, n'a cependant pas voulu rester étranger à l'Exposition, et d'ailleurs c'est de l'Opéra qu'il s'occupe encore en exposant le portrait de son architecte. Pour ceux qui cherchent dans le visage des artistes l'explication et le commentaire de leurs œuvres, ils doivent prendre grand plaisir à regarder le portrait de M. Garnier. Ne peut-on pas retrouver dans cette figure intelligente et bizarre l'explication du goût étrange qui préside aux constructions du nouvel Opéra? Pour les amateurs plus positifs, qui se soucient plus de ce que coûtent les choses que de ce qu'elles valent, n'examineront-ils pas avec un certain respect le portrait le plus chèrement payé de l'Exposition? Quarante-huit millions! on n'en fait pas beaucoup à ce prix-là. Mais M. Baudry a d'autres raisons pour attirer les regards du public : c'est un talent très réel. Le portrait de M. Garnier est fait aisément, le visage bien dessiné, les pommettes comprises à merveille et les cheveux traités avec une largeur et une aisance re-

Digitized by Google

marquables. La figure est bien dans le cadre, très naturelle et très aisée. La coloration générale cependant offre une variété de tons bruns, depuis le plus clair jusqu'au plus foncé, qui donne au portrait un aspect un peu monotone. Le ton des lèvres en laque pure n'est pas agréable. Néanmoins, c'est là un portrait vivant, ce qui n'est pas un petit mérite.

Même à Rome, il se forme des esprits indépendants, et plus d'un lauréat, de retour en son pays, jette le classique aux orties et cherche le succès dans la fantaisie. Ils courent les chemins de traverse, après avoir renié leurs maîtres. M. Lévy, un de ces rénégats, aime fort le maniéré. Les personnages de ses tableaux étaient d'ordinaire un Daphnis et une Chloé, fort précieux de dessin, vêtus de draperies d'un ton recherché. Ils s'embrassaient ou se boudaient, se retrouvaient ou se fuyaient, le tout avec accompagnement de nuages gros de pluie, de nids d'oiseaux dérobés : c'était le peintre des idylles. Celle de cette année s'appelle l'*Hésitation*. Je n'ai pas compris pourquoi M. Lévy a voulu forcer son coloris, et il l'a gâté à mon avis; je préférais les tons un peu ternes, mais assez harmonieux d'autrefois. La figure de la Musique, destinée à la décoration du Cercle artistique, personnifie une musique aussi malsaine que peu vêtue.

Le tableau de M. Delaunay, un candidat indépendant comme M. Lévy, est fort joli. Il représente une *Peste à Rome*, sujet funèbre, mais traité d'une façon très pittoresque. On voit le bon ange ordonner au mauvais de frapper d'un épieu les maisons désignées à la mort ; autant de coups, autant de cadavres. Composition et coloris n'ont rien à faire avec le naturel, le sujet le permet, et il y a dans l'ensemble une distinction qui tient lieu de vérité.

Cette année, le plus tapageur des prix de Rome, l'enfant prodige de la villa Médicis, c'est M. Regnault avec son portrait du général Prim. Quel coup de grosse caisse ! On est ébloui, surpris, aveuglé. Tout d'abord, on n'aperçoit qu'une tête de cheval encadrée dans une crinière hérissée, le tout miroitant, luisant, avec des lumières larges, exagérées. Sur ce cheval monstrueux, on distingue, au bout d'un instant, un cavalier pâle, avec les cheveux aussi en désordre que la crinière de son cheval. C'est le général Prim. Il tire sur le mors comme s'il voulait empêcher son cheval de tomber dans l'abîme. Est-ce une allégorie ? Elle serait d'un goût fâcheux. On ne peut refuser des qualités à cette peinture, une grande hardiesse, une facilité extrême; mais le bon sens est absent de ce cadre, et il en faut partout, même dans un portrait du général Prim. C'est une grave erreur de supposer que le public s'intéressera plus au portrait du cheval qu'à celui de Prim lui-même, et c'est une idée bien fausse

Digitized by Google

que de subordonner l'un à l'autre. Horace Vernet jadis procédait ainsi ; et je me souviens du portrait d'un frère Philippe où l'on regardait avec admiration une éraflure dans le mur, une branche de buis bénit et une petite statuette de plâtre. Ici la crinière du cheval en tient lieu.

M. Henner, de tous ces émancipés, est le plus coupable; il se consacre sans relâche à la représentation des nudités. Cette année, il étend, sur un canapé de satin noir, un modèle d'une figure insignifiante. Rien dans les accessoires ne rehausse la trivialité du sujet : ni un attribut antique, ni un coin de paysage entrevu sous une draperie soulevée; rien que le corps d'une femme avec sa raideur de marbre et son insouciance lascive. La scène se passe bien à Paris. Du talent, du savoir, de la facilité, il y en a à revendre; mais ce qui manque, c'est du goût et c'est de l'art. Certes, je ne crois pas que le sujet doive être important, et on peut faire une œuvre d'art avec un corps nu, témoins le Titien et Ingres, mais pour y arriver, il faut ne se soucier que de la beauté des formes, au lieu de ménager aux regards licencieux le contraste piquant d'une chair blanche et d'un divan noir. Cette composition à l'usage des vieillards, était-il besoin d'aller à Rome pour l'imaginer, et Paris n'eût-il point suffi à l'inspirer?

Je citerai pour mémoire M. Sellier qui me paraît se perdre dans le clair obscur. J'oublie forcément bien des tableaux d'histoire, soit par omission, soit volontairement, et j'arrive au portrait qui doit aller de pair avec la peinture historique et religieuse jusqu'au jour où il la précédera. En effet, à mesure que la raison humaine se développe, à mesure que la présence de l'homme sur la terre s'explique par des causes naturelles, plus grande sera la place qu'il occupe ici-bas, et la représentation d'un homme de bien sera sans contredit le but le plus noble de l'ambition du peintre. En attendant, et pour faire diversion, ils peignent des ministres, et Mlle Jacquemart nous offre l'image de M. Duruy. C'est un des grands succès de l'Exposition, le nom de Mlle Jacquemart est devenu célèbre. L'an dernier, ses portraits avaient été très remarqués; ceux de cette année lui apportent la gloire. On la loue, on l'encense. Certes, le portrait de M. Duruy a beaucoup d'éclat, il a très bon air; on le regarde et on l'admire; le naturel et la vérité de l'attitude frappent tout d'abord. Ces qualités d'ailleurs sont rehaussées par le voisinage du froid et glacial portrait du préfet de la Seine, par M. Lehmann. Les premiers moments sont charmants, c'est un véritable coup de foudre; mais si l'on veut mettre d'accord jugement et impression, l'enthousiasme se modifie un peu. Est-ce à signer tant de décrets et de circulaires que se sont ainsi déformées les mains du

Digitized by Google

ministre? Ce serait possible. Mais est-ce que la vraie coupable, malgré le regret que j'ai de le penser, n'est pas Mlle Jacquemart, et n'est-ce pas elle qui doit avoir sur la conscience cette main si étrangement construite? Le coloris, avec beaucoup d'éclat, manque de finesse; les ombres sont opaques, de valeur uniforme, et le pli de la bouche est fait du même brun rouge que l'ombre portée du nez. C'est l'enseignement de M. Cogniet qui fournit de pareils tons. Ils sont encore plus visibles dans le portrait de femme qu'expose Mlle Jacquemart. On y retrouve la même hardiesse que dans le portrait de M. Duruy. La figure est admirablement placée dans le cadre, la personne est bien vivante, seulement la couleur est éclatante et manque de finesse et de charme. Les tons ne sont point compris et en tout il y a de la brutalité. La brosse est vive, habile au dernier degré, et elle va si vite qu'elle est un peu monotone. Qu'adviendra-t-il de ces dons merveilleux et de ce talent extraordinaire? Que Mlle Jacquemart se garde des flatteurs, qu'elle profite de l'exemple de certaine de ses confrères, à qui on avait prédit toutes les gloires et qui attire à peine les regards de ceux qu'elle avait charmés jadis! Il y a malheureusement pour Mlle Jacquemart une question de nature qui n'a jamais été résolue en faveur de son sexe : et les femmes *peintres* ne sont point de mon goût, pour une bien bonne raison, c'est qu'il n'y en a jamais eu.

Un beau portrait après ceux de Mlle Jacquemart est celui qu'expose M. Carolus Duran, un réaliste. Il peint ce qu'il voit et il a le coup d'œil juste. Comme exécution, il n'y a rien à reprendre au portrait de Mme ***. Les noirs sont fort beaux, la tête et les mains admirablement modelées; l'attitude et le costume seuls sont à critiquer. Pourquoi ce chapeau sur la tête qui n'a rien de gracieux? Pourquoi choisir dans toute la journée le moment éphémère où une belle personne rentre chez elle et ôte son gant? Il y a là une préméditation qui a toute l'apparence d'un système. Un réaliste, en effet, qui se respecte, ne choisit pas : tout sujet est pittoresque, tout acte convient à la peinture. C'est un système. Malheureusement il repose sur une base fausse. La photographie seule est spontanée; un peintre qui soumet son modèle au jour d'un atelier, qui lui demande un ajustement de telle couleur a tout le temps de réfléchir, et ne subit que ce qu'il impose. M. Manet, dont je ne voulais point prononcer le nom, mais qui vient à la pensée, malgré qu'on en ait, lorsqu'il est question de réalisme, a les mêmes théories que M. Duran; par malheur pour lui, il ne les applique pas de même. Je me garderai bien de discuter l'insuffisance de son dessin et même de sa couleur. Ce que je voudrais seulement prouver, c'est que ses sujets sont les plus naturels et les moins vrais du monde. Une de

Digitized by Google

ses toiles s'intitule *Déjeuner*. Fort bien. Qu'éveille dans l'esprit un pareil sujet, sinon l'idée de personnes assises et mangeant? Allons donc! les réalistes ont une vérité à eux. *Déjeuner*, c'est un jeune homme fort mal élevé qui garde sur sa tête un chapeau de paille et qui s'assied dans une assiette d'huîtres. Singulière façon de les manger! avouez-le. Il n'y a pas à dire que le repas soit fini, les huîtres sont là béantes, faisant office de coussin. On a du reste pour M. Manet une singulière indulgence et je l'ai souvent entendu louer d'avoir des tons justes. Quand il peint un citron jaune, on crie au miracle, et on le félicite de ne pas l'avoir fait rouge.

Revenons à M. Carolus Duran qui, outre son portrait de femme, expose une petite paysanne bretonne, qui est une étude excellente, très largement peinte, d'un ton très solide et très fort.

Où placer M. Moreau? avec les peintres d'histoire, avec les peintres de genre? Où faire pénétrer cette peinture maladive et ces compositions désordonnées? Il est un accident de l'intelligence qu'on définit par une expression cruelle : tomber en enfance. Les pinceaux de M. Moreau en sont là; ils ont rajeuni de cinq siècles. Son tableau de *Prométhée* révèle un mal d'archaïsme à l'état aigu, contre lequel remèdes et conseils sont impuissants. Que signifie ce personnage inerte assis sur son rocher comme sur un fauteuil? Pourquoi ce profil régulier qui n'exprime ni émotion, ni douleur, ni inquiétude? Tout le monde s'accommoderait d'un vautour au foie si l'épreuve n'était pas plus douloureuse. Le vautour est d'ailleurs d'une si jolie couleur, il prend son repas de si bonne grâce, que le meilleur accord semble régner entre le bourreau et la victime, dont le sang tombe vermeil comme les grains d'une grenade. Dans l'autre toile, Jupiter enlève Europe; du taureau il n'a pris que le corps, et il a conservé sa tête de dieu, tandis qu'Europe a le corps d'une femme et la tête d'une poupée. Jusqu'à présent M. Moreau avait traité des sujets antiques vus à travers une loupe de la Renaissance; mais malgré ces habits et ces impressions d'emprunt, on admirait parfois une forme personnelle, une rare harmonie de couleurs. Aujourd'hui, ces traces de personnalité ont presque complétement disparu; le divorce avec la nature est complet et la rupture définitive. Il ne faut plus attendre de M. Moreau que des enluminures d'estampes ou de pierres gravées.

S'il faut entendre par grande peinture les grands tableaux, M. Bin devait passer le premier. Son *Prométhée*, de dimension gigantesque, paraît plus souffrir que celui de M. Moreau. Il est bien dessiné; les muscles étudiés à fond. M. Bin est le peintre ordinaire de Brobdingnag. L'*Inondation* de M. Leullier est aussi au nombre des toiles gigantesques. On dirait une composition destinée à attirer la foule à

Digitized by Google

la représentation de quelque drame populaire. Ce serait un merveilleux transparent, mais ce ne sera jamais un tableau.

Tels sont, sauf omission, les noms et les tableaux qui occupent et qui attirent. La grande peinture ne se développe que dans les églises ou dans les monuments publics, et c'est là que les amateurs devront l'aller chercher.

M. Chenavard et M. de Chavannes restent bien les premiers après examen, et on ne trouve chez aucun autre au même degré l'art de la composition, la dignité de l'art et la puissance de l'imagination.

II

En arrivant au genre, il faut mettre de l'ordre dans ses affaires; mais avant tout, sans entrer dans des classifications qui viendront en leur temps, parlons de M. Heilbuth et de son succès de cette année. Il n'a qu'un tableau, le meilleur du salon. Quel titre charmant d'abord : *le Printemps*. Comme elle tient bien sa promesse, cette toile si heureusement baptisée! Chaque année révèle en M. Heilbuth on ne peut dire un progrès, il les a tous accomplis depuis longtemps, mais une face nouvelle de ce diamant artistement taillé se découvre. Son esprit nous a longtemps réjouis par ces scènes piquantes de comédie romaine; aujourd'hui c'est son imagination qu'il met au service de son pinceau. Nous voilà en plein rêve, en pure poésie. Des arbres couverts de pousses nouvelles, des pommiers en fleurs, une nature indécise et charmante, *tout* cela se reflète dans un étang. On devine qu'une brise parfumée agite tous ces rameaux. Sur les gazons fleuris un homme et une femme causent de quoi? Il ne faut pas de grands efforts pour deviner que c'est d'amour. La femme, vêtue de fantaisie, porte une longue robe de soie jaune, et l'homme, tout en violet, tient captif entre ses jambes un grand épagneul. Que la conversation soit très animée, je ne jurerais point, et je me figure volontiers qu'ils échangent plus de regards que de paroles. J'ai rarement vu une image plus radieuse du bonheur. La peinture, faite pour les yeux, ne peut rendre que les côtés extérieurs de la félicité, et je ne sais pas une femme qui ne voudrait revêtir cette robe jaune, ni un homme qui ne s'accommoderait de ce pourpoint violet. La verdure fait envie à tous, et il n'est personne qui ne rêverait de s'étendre sur ce frais gazon parsemé de marguerites. Tout est à souhait sur cette toile; on y voit réunies toutes les qualités fortes et saines de la peinture, et toutes les conditions d'une œuvre d'art ex-

Digitized by Google

quise. La pensée est simple et naturelle, et elle est de celles que tout le monde entend. L'exécution ne peut se raconter, et il faut voir, pour l'imaginer, cette réunion de tons fins, délicats, exquis. Quoiqu'il n'y ait nulle analogie dans les procédés, nulle parenté dans les tons, je ne sais que le *Voyage à Cythère* de Watteau qui puisse lutter avec *le Printemps* de M. Heilbuth. Il est piquant de voir l'analogie sans la ressemblance, et de constater les différences d'un siècle à l'autre. M. Heilbuth est d'un temps où on aime la nature toute vraie, telle qu'elle est, avec des arbres au feuillage vert, des nuages blancs et un ciel bleu. Watteau, lui, était d'une époque où l'on se poudrait les cheveux; aussi faisait-il des bocages bleus et des cieux vert d'eau; mais tous deux ont ce sentiment si fin de la couleur et cette imagination féconde qui nous fait rêver bonheur.

De ce monde idéal où M. Heilbuth nous a entraînés, nous pouvons passer sans transition à l'Orient et à ses peintres ordinaires. Le plus illustre est M. Fromentin. On a épuisé pour lui toutes les formules de l'éloge, on a loué sa couleur, vanté sa poésie, admiré son imagination, et on est toujours exposé à des redites quand on on parle de cet incomparable talent. Les deux tableaux qu'il expose cette année forment un contraste : l'un, *la Fantasia*, est tout soleil et joie, l'autre est un peu sombre et d'une mélancolie charmante : *la Halte de Muletiers. La Fantasia*, c'est un tourbillon de couleurs chatoyantes, les chevaux volent au triple galop, les bouches sont fendues pour pousser des cris de joie, et tous les bras en l'air pour décharger un pistolet de chaque main. C'est une furie générale. Un Arabe même, plus enthousiasmé que les autres, tombe de cheval, et cet obstacle n'arrête pas la course furieuse de ceux qui le suivent. Le tableau est charmant, on le devine, car M. Fromentin aujourd'hui peint à coup sûr; jamais de défaillance. Ses couleurs fines et harmonieuses comme les plumes d'un oiseau enchantent les yeux. Il sait enivrer de soleil, de grand air, de poudre, et ceux qu'il peint, et ceux qui regardent ses tableaux. *La Halte de muletiers* a un tout autre aspect. La nuit est prochaine. De vieux pans de murs en ruines du ton le plus chaud vont servir d'abris aux muletiers fatigués. Quel aspect charmant et mélancolique ! Il me semble que M. Fromentin n'a jamais eu plus de talent, il est arrivé à cet instant heureux dans la vie des artistes où toutes leurs facultés sont à un égal degré d'épanouissement : dessin, couleur, composition, ils en savent autant qu'ils en sauront jamais. Le talent se montre alors dans tout son éclat sans qu'aucun nuage le vienne altérer. Combien dure cette apogée? Parfois toute la vie.

M. Belly, à qui l'Orient a été aussi propice qu'à M. Fromentin, est plus inquiet; il cherche davantage. Il ne lui suffit pas d'avoir

Digitized by Google

beaucoup de talent sur le Nil, il en veut partout. L'Egypte était son domaine, comme l'Algérie celui de M. Fromentin. M. Belly veut être propriétaire en France. A l'Exposition de cette année, il nous montre, en même temps que ses parchemins, une *Fête au Caire*, ses nouveaux titres, une *Pêche de dorades sur les côtes de la Normandie*. Il a choisi pour étudier le Calvados cette heure où tous les chats sont rouges : le coucher du soleil, qui arrange tous les pays et jette de la pourpre sur toutes les nudités. La plage est plate; une lande de sable, une mer unie, tel est le fond du tableau. Des pêcheurs demi-nus, parfaitement justes de dessin et d'attitude, tirent un filet dans lequel se débat, saute, miroite, danse, s'agite tout un lot de poissons aux écailles étincelantes, aux nageoires dilatées. La lumière répandue sur la toile est admirable, et la scène si simplement rendue a une véritable grandeur. La *Fête religieuse au Caire* ramène M. Belly et ses admirateurs en Orient. Qu'il y a d'art et de talent dans cette toile, comme la foule est vivante et vraie, et comme le ton général est homogène, l'aspect simple, malgré cet étonnant assemblage de couleurs disparates !

M. Berchère est un Orientaliste endurci, lui, et il reste fidèle à la terre de ses succès. Son *Halage sur une digue du lac Menzaleh* est un bien joli tableau de l'aspect le plus particulier. Il en faut dire autant, sinon plus, de M. Guillaumet et de son *Labour aux frontières du Maroc*. Que le dessin soit juste, que les couleurs des montagnes soient précises, je ne puis le contrôler, et je suis, d'ailleurs, bien aise de croire M. Guillaumet sur parole, ce qui me permet d'affirmer que son tableau est le plus pittoresque du monde. Il y a de l'orage, et le soleil va disparaître; cependant, il jette des rayons obliques qui éclairent les jambes du chameau tout en laissant dans l'ombre le haut du corps. Les montagnes s'éclairent et prennent un ton de pierreries qui est merveilleux. Le vent qui se lève agite le burnous du laboureur. C'est un aspect très curieux, très particulier de la nature, une impression délicatement ressentie et délicatement exprimée. Je n'avais jamais vu de M. Guillaumet un tableau si parfait. Sa grande toile, intitulée *Famine*, marque une vive admiration pour Delacroix, ce qui est fort naturel et fort respectable, mais ce qui ne suffit pas à faire un bon tableau.

Il faut, cette année, ranger M. Gérôme parmi les Orientaux, et c'est tout bénéfice, car je l'aime mieux voyageur qu'historien. Ses toiles datées d'Egypte sont toujours excellentes; il voit juste, et il exécute avec autant d'adresse que de fidélité. Historien, il fait de l'esprit. Ses personnages en disent toujours plus qu'ils sont gros. Comme Alcibiade, il coupe volontiers la queue de son chien. Cette année, avec la *Promenade du Harem* et le *Marchand ambulant au*

Digitized by Google

Caire, il ne veut pas surprendre ; il se contente de se faire admirer. La barque du Harem ressemble très fort à celle du prisonnier que nous avons vue il y a quelques années. Le prisonnier était garotté, les captives sont voilées : c'est là toute la différence. Le *Marchand ambulant au Caire* est un de ces prodiges de vérité que M. Gérôme excelle à peindre sans que son observation arrive jamais à la minutie. Il y a sur l'épaule du marchand une veste de soie rose un peu décolorée, comme l'est d'ordinaire la soie d'Orient. L'étoffe est merveilleusement rendue. On admire, on regarde, mais on ne revient pas.

Après les Orientaux vient le groupe important des Campagnards, de ceux qui trouvent la France moderne assez intéressante et la campagne assez pittoresque pour n'avoir pas besoin d'aller chercher fortune ailleurs. Le chef de l'école, le maître, c'est M. Millet. Tout le monde sait avec quelle gravité il observe la nature et comme il a su tirer de la vie rurale de nobles et intéressants tableaux. Le paysan, ses travaux, la dure terre qui le nourrit, tel a toujours été le champ de ses études. Paysagiste consommé, il a su toujours assortir ses personnages à ses terrains et trouver, en même temps que la poésie, le développement continu de son talent. Il n'est pas d'artiste plus sincère et moins charlatan. Il a cru qu'il suffisait de voir avec sincérité les scènes les plus simples et de les rendre avec la plus entière bonne foi. Il ne s'est pas trompé, et tout le monde voudrait en faire autant ; mais pour obtenir un pareil résultat, il faut l'œil d'un artiste et le pinceau d'un maître. La *Leçon de tricot* se passe dans une chambre. Sur un fond sombre se détache la figure de la mère qui enseigne et de la fille qui apprend. La vérité est absolue, le geste observé sur la nature même, et le visage de l'enfant qui s'efforce, la bouche ouverte, d'appliquer les principes de la mère joint à une exécution très large le mérite de la réalité. Ce qui frappe toujours chez M. Millet, c'est la grandeur. On ne peut voir une de ses toiles sans éprouver une sensation profonde. Cette première impression est indépendante du sujet, elle précède toute réflexion. Les œuvres d'art n'ont-elles pas en quelque sorte une atmosphère qui nous imprègne tout d'abord ? Plus tard viennent la réflexion et le jugement. M. Millet nous enveloppe d'une austère grandeur. On sent qu'on est en présence d'un artiste soucieux de sa dignité et sévère envers lui-même. Il a observé la vie des champs, et il peint avec justice l'histoire du laboureur. De ces pauvres gens courbés par des travaux rigoureux, de ces prairies plates et monotones sillonnées par la charrue, il a fait un portrait sincère ; et de cet ensemble d'éléments défavorables, il compose un tout plein de poésie.

Digitized by Google

La grandeur de cette vie de sacrifices et de rudes travaux, il l'a exprimée par une simplicité de lignes et d'effets qui rend bien l'étrange et bizarre poésie du paysan. On ne peut oublier certain berger conduisant un troupeau de moutons au soleil couchant, non plus qu'un cultivateur sarclant son champ tandis que le soleil est haut, que la terre est brûlante, et qu'il faut tout le jour travailler penché sur le sillon ardent. Si M. Millet est le Michel-Ange des campagnards, M. Breton en est le Raphaël. Il est plus préoccupé du charme que de la force, et son imagination moins austère se déride parfois. Cette année, il a quitté son pays du Nord, qui lui avait valu tant de succès pour peindre une grande scène de pardon en Bretagne. Les hommes marchent au milieu avec leurs cheveux pendants et leurs costumes pittoresques. Ils arrivent cierge en main, faisant face aux spectateurs. Tout autour sont groupées les femmes abritant sous des coiffes blanches leurs visages recueillis ; les unes à genoux égrènent leurs chapelets, d'autres debout joignent les mains. A l'horizon, on ne voit que bonnets blancs : c'est comme une marée de mousseline, sainte celle-ci, j'en jurerais. Tout est minutieusement étudié ; le type de figure des hommes est bien breton ; quelques profils de femmes sont d'un dessin exquis, mais l'ensemble du tableau est froid. Il manque un peu d'air et de lumières ; les cierges n'éclairent pas mieux que le soleil, et pourtant le ciel aurait pu se mettre en joie pour une fête à son adresse. On sent bien qu'on n'est pas dans le pays natal de M. Breton. On le retrouve tout entier avec son charme pénétrant dans son autre tableau intitulé : *les Mauvaises Herbes*. C'est le soir et nous sommes à Courrières ; voilà son horizon plat que je reconnais. Un paysan, qui a fini son travail, brûle les mauvaises herbes qu'il a arrachées pendant la journée. On ne voit que son dos supérieurement dessiné ; il attise le feu, d'où se dégage une épaisse fumée. Deux enfants attirés par ce qui brille accourent, le plus grand traînant le plus petit. Une maisonnette au fond du tableau, un arbre qui se détache sur le ciel, peut-on réunir des éléments à la fois plus simples et plus vrais ? Qui imaginerait qu'on pût en tirer un tableau qu'on ne se lasse point de regarder, qui inspire la plus douce et la plus touchante impression ? M. Jundt est aussi un charmant observateur de la nature, aussi fidèle que M. Breton, plus habile peut-être. Ses compositions cependant n'ont pas le même charme mélancolique. Pour une bonne raison, d'ailleurs, c'est qu'il y mêle une pointe de gaieté, je ne sais quoi de railleur que lui inspire le costume un peu raide des habitants des bords du Rhin. M. Brion, lui, ne plaisante pas, et il se contente tout bonnement d'exposer un de ses meilleurs tableaux, une de ces scènes d'Alsace qui ont fait sa gloire. Cette fois, nous assistons à un *Ma-*

Digitized by Google

riage protestant. Le pasteur, grave, debout devant une table verte, fait jurer sur une Bible aux deux époux qu'ils tiendront leur serment. Toutes les chances paraissent réunies pour qu'ils y restent fidèles; la jeune fille est charmante avec son costume de fête, un peu gênée dans son corsage neuf, un peu rougissante d'émotion. Les parents, tous justes de pose, pittoresques de costume, complètent cette scène qu'éclaire un jour doux et recueilli. M. Brion est le vrai propriétaire de l'Alsace. On a tenté vainement des usurpations qui ont tourné contre le prétendant, et M. Marchal a déposé les armes.

Passer des maîtres champêtres aux militaires, c'est suivre l'ordre des faits, et le village mène au camp. Ce qui me semble le plus brillant à l'exposition, ce ne sont point les batailles, mais bien les épisodes, la vie quotidienne du soldat et non ses grands jours : *Une Halte pendant la manœuvre au camp de Saint-Maur.* Ce programme si simple a suffi à un jeune artiste pour faire un tableau excellent, et voilà M. Detaille célèbre. L'aspect général de son tableau est juste, le ciel d'un ton fin, les nuages légers, l'ensemble bien composé; et quoiqu'il n'y ait que pantalons rouges, tuniques et bonnets noirs, le tout a une harmonie générale qui prévient en faveur des détails. L'examen redouble l'admiration, et on ne peut quitter cette toile où chaque personnage est un prodige d'exactitude. Pose, costume, tout est varié, tout a un caractère. Qu'un grenadier paresseux, étendu par terre, roule une cigarette; qu'un autre, actif même pendant le repos, s'escrime avec un camarade, ils se reposent ou se gourment en vrais soldats. M. Meissonnier est le second maître de M. Detaille, la nature est le premier, et tous deux peuvent être fiers. L'art a vraiment une puissance merveilleuse. Comme il embellit tout, comme il donne du prix à tout ce qu'il touche! Les grenadiers de la garde, par exemple, ne m'inspirent qu'une médiocre admiration; et si le hasard guidait mes pas du côté de Saint-Maur, je crois que je ne m'arrêterais pas plus à contempler une halte qu'une manœuvre. Eh bien! M. Detaille, qui représente la scène avec une vérité scrupuleuse, m'attire et me retient captif. Je me permets cependant de faire un vœu : est-ce que M. Detaille, un de ces jours, ne regardera pas autre chose que des grenadiers de la garde?

M. Protais aime aussi les soldats, mais il se plaît à les représenter au milieu de la nature. Cette fois, les fantassins percent une route, et l'autre, ils se désaltèrent à une mare. L'ensemble est agréable, le ciel pur, le paysage bien entendu. M. Protais jouit d'un succès mérité, et l'avenir lui en réserve beaucoup d'autres.

M. John Lewis Brown est un amateur des camps de toute autre

Digitized by Google

race que MM. Detaille et Protais. Il aime les militaires, surtout quand ils ont des costumes de couleurs harmonieuses et les cheveux poudrés. La serre de perroquets du Jardin d'acclimatation ferait aussi bien son affaire. Aussi de ces deux toiles, celle qui est consacrée au comte de Saxe me paraît bien supérieure à celle du 17 juin 1815. Et pourtant celle-ci est dans le salon carré, et celle-là à son rang alphabétique. Cette inégalité s'explique. Toute toile où figure Napoléon est dans le salon carré, même quand il va perdre la bataille de Waterloo. Le ciel a beau être noir et chargé d'orage, M. Brown a le pinceau trop brillant pour inspirer la terreur. Aussi le retrouvons-nous plus maître de son sujet avec le comte de Saxe. M. Brown excelle à peindre les étoffes soyeuses, les chevaux de couleur pie, et s'il permet au sang de couler, c'est qu'il est d'un joli rouge.

M. Lambert, lui, ne fait pas combattre les humains. C'est un peintre fabuliste, il raconte les grandeurs et décadences des chiens et des chats. Les *Maîtres de la maison* forment un charmant tableau spirituel, pas plus qu'il ne faut, et laissant à la peinture la place qu'elle mérite d'occuper dans un tableau.

Il est impossible de ne pas parler de M. Lambron, à qui il ne suffit pas d'avoir du talent : il veut le scandale. Ses *Croquemorts* ont ameuté contre lui, et on pouvait espérer qu'une fois connu il reviendrait à la raison. Son tableau de cette année prouve qu'il est bien loin du retour. Mettre en présence une veuve vêtue comme on l'est sur le boulevard et un amour déjà grand et complétement nu ; c'est une absurdité qui fait regretter les *Croquemorts*. Quel trait d'esprit que ce caniche, emblème de la fidélité, qui tient dans sa gueule l'arc de l'amour. C'est si spirituel que c'est inintelligible. Et pourtant l'amour est bien dessiné, il y a là plus de science, plus de talent qu'il n'en faut pour faire d'excellente peinture. Il n'y manque qu'une toute petite qualité assez méprisée des artistes, sans laquelle pourtant on n'est rien : le goût. Il joue dans les arts le rôle du bon sens dans le caractère, et on ne se passe pas plus de l'un pour faire une œuvre durable que de l'autre pour mener une existence respectable.

Voici venir maintenant tous les conteurs d'anecdotes, esprits aimables, qui ne cherchent ni les grands effets ni les grands succès, et qui se contentent de plaire au lieu d'émouvoir. En tête il faut citer M. Vibert, qui avait commencé par le poëme épique et qui finit par un conte inspiré de La Fontaine et de Boccace. L'an dernier, il avait voulu faire rire avec les *Moines insurgés de l'Espagne* ; le sujet avait nui au succès. Cette fois le *Retour de la dîme* est un sujet gai, gaiement traité, aussi rien ne compromet le succès. Le charmant ta-

Digitized by Google

bleau ! Ce gros moine endormi sur son âne, ombragé par un large parapluie rouge, est parfait de vérité. Il pense au bon repas qu'il va faire ; son compagnon, plus jeune, aura plus d'un péché mortel à se reprocher, si on en juge à sa mine hypocrite. Il rencontre sur un chemin étroit une belle jeune fille qui se gare pour laisser passer l'âne. C'est un tableau achevé. Celui qui est intitulé le *Matin de la noce* représente un jeune ouvrier, en costume Louis XVI, qui procède à sa toilette aidé d'un de ses amis. Voilà une véritable perle ! Le fond du tableau est rempli d'outils en désordre, le marié est un menuisier. On pense à une charmante comédie de George Sand qui se nommait le *Pressoir*. M. Zamacois est l'émule de M. Vibert ; il choisit, comme lui, ses héros chez les moines, et il fait rire avec ce comique à qui je reproche d'être un peu usé, même en Italie. La *Rentrée au Couvent*, au fond, n'est que de la grosse farce. Tous ces moines qui rient de l'accident d'un des leurs, qui ne peut faire rentrer un âne rétif, seraient un sujet terriblement banal, si le peintre ne l'avait rehaussé par une exécution presque précieuse, tant elle est minutieuse, et un coloris très recherché. Le *Bon Pasteur*, l'autre toile du même auteur, représente deux confessionaux dans une église de Rome, l'un abandonné du public et l'autre gorgé de monde. Le confesseur négligé regarde son confrère avec une rage jalouse. Encore ici l'exécution très soignée, un peu recherchée, prête de l'importance à ce qui n'en a point. Le comique est bien gros et le talent bien délicat. M. Zamacois lutte contre un souvenir redoutable, les merveilleuses scènes de comédie romaine de M. Heilbuth, de vrais chefs-d'œuvre d'esprit, de mesure et de bon goût. M. Vibert a une verve, un entrain, une largeur d'exécution qui font mieux accepter le sujet, non qu'il scandalise, mais c'est qu'il est usé. M. Zamacois, qui brode ce canevas grossier en perles, diamants et émeraudes, nuit un peu à l'effet par ce contre-sens, et il semble entendre Mme Plessy jouer un rôle écrit pour Mme Thierret.

M. Chenu-Fleury est le peintre assermenté de la neige. Une voiture de saltimbanques arrêtée l'hiver par un garde indiscret, tel est le sujet du tableau. Peu importent les personnages, ils sont secondaires, et tout l'intérêt est sur ce blanc tapis qui s'étend au loin et couvre toute la nature. Il faut absolument que M. Chenu, l'an prochain, s'inspire des admirables pages de l'*Homme qui rit*. Il est prédestiné à un pareil sujet, et la lutte de Gwynplaine contre l'hiver et les blancs tourbillons l'inspirera mieux encore que la horde de saltimbanques qu'il représente. M. Chenu a incontestablement un grand talent de neige ; pour savoir s'il en a d'autres, j'attends le dégel.

M. Landelle, outre un portrait remarquable, expose une petite

Digitized by Google

toile charmante. Ce sont des montagnards aragonais avec leur enfant malade. C'est dans une mesure excellente ; la sensibilité n'est point exagérée, et on éprouve à regarder cette petite toile un charme qui n'exclut pas l'attendrissement.

Les noms se pressent à propos des jolis tableaux de genre, et il faudrait en citer une légion : M. Gendron avec son tableau de *Lucrèce*, où, comme toujours, il unit au sentiment de l'antique une grâce exquise. M. Leroux est de la même famille. Il aime la Rome antique, et il y trouve toujours des sujets ingénieux et pittoresques. Le *Miracle chez la bonne déesse* est gracieusement traité. On voudrait chez les vestales plus de variété d'attitudes et un dessin plus serré, néanmoins l'ensemble est agréable.

M. Comte est depuis longtemps un favori du salon. Il fait des tableaux d'histoire pour les entresols. Depuis quelque temps il a pris Louis XI en affection, et il nous le montre malade dans son lit, assistant à une représentation de cochons savants. Le tableau a un grand succès, mais j'ai grand peur que ce ne soit pas à ses qualités qu'il le doive, mais bien au choix d'acteurs si bizarres.

M. Brandon, lui, s'interdirait de pareils personnages. Ils sont exclus par la religion, dont il retrace si habilement les cérémonies. Il excelle dans les représentations de synagogues. Et ce n'est pas seulement la curiosité qu'attirent ces costumes bizarres, ces cérémonies étranges, c'est encore le talent du dessin, la forte vérité de la couleur.

Parmi les toiles spirituellement peintes, il faut citer encore *l'Huître et les Plaideurs* de M. Juglar, et *Une scène du médecin malgré lui* de M. Destrailleur, puis les deux petits tableaux de M. Berne-Bellecour, très naturels et très agréables de couleur. En revanche les maîtres du genre sont bien faibles cette année ; MM. Toulmouche, Plassan, Fichel ne nous ont point gâtés.

M. Smith expose *Un jardin romain*, qui est plein de fleurs et de vignes, et je le préfère à sa *Servante qui tient un plat d'huîtres*.

Il est un nouveau genre de peinture qui a pris naissance depuis quelques années, et qu'il est difficile de définir : l'anecdote, cela dit trop peu, et comment exprimer la flatterie peu déguisée qui préside au choix des sujets? Peinture d'antichambre conviendrait peut-être, et c'est sous ce titre, en attendant mieux, que je classerai M. Viger, qui nous montre cette année *les Loisirs de la Malmaison*. On y voit l'impératrice Joséphine, la reine Hortense ; elles écoutent chanter deux jeunes filles. Ce spectacle doit suffire à intéresser, car il n'y a ni talent d'exécution, ni dessin, ni couleur ; inutile de dire que cette toile occupe la meilleure place de l'exposition. M. Viger a un rival, qu'il y prenne garde, c'est M. Patrois,

Digitized by Google

qui jusqu'ici peignait avec talent des esclaves russes. C'est sans doute ainsi que l'idée lui est venue de peindre Bonaparte et ses sujets. L'ordre est logique, ce qui n'empêche pas le tableau d'être plus que médiocre. « Le général Bonaparte fait sa première visite à Mme Beauharnais, et accorde à son jeune fils la permission de conserver le sabre de son père. » Il faut des sentiments spéciaux et un goût particulier pour admirer de pareils sujets, l'exécution en étant déplorable. On devrait en faire une exposition privée, y adjoindre le *Napoléon soignant son domestique malade*, le *Napoléon regardant dans une lunette d'approche*, et disposer toutes ces toiles, qui seraient mieux à leur place dans une salle du musée des souverains entre les vieux souliers et les gants défraîchis de S. M. Napoléon Ier. Elles laisseraient ainsi libre le premier rang du grand salon, qu'elles ne paraissent pas avoir le droit d'occuper.

III

Quand on a parcouru toutes les salles, qu'on a vu toutes les couleurs variées, tous les personnages de tous les siècles, on éprouve à regarder les paysages une satisfaction sans mélange. C'est ainsi dans la vie. Quelle sensation délicieuse que de retrouver les bois, les champs et les eaux, compagnons discrets, amis fidèles! Tout s'oublie : peines, fatigues, malheurs même ; on se sent rasséréné, amélioré au contact de la grande mère, la Nature. Notre école de paysage est toujours florissante, bien qu'elle ait perdu son maître le plus illustre, Théodore Rousseau ; elle a ce qui entretient la vie : le mouvement et l'effort. Loin de se borner à la stricte représentation de la nature, il me semble qu'on cherche maintenant un peu plus les lignes et l'exception. On est devenu plus exigeant, non qu'on soit devenu plus difficile dans le choix du sujet, mais on recherche plus volontiers les heures exceptionnelles ou les colorations bizarres : le lever ou le coucher du soleil, le printemps ou l'automne. En même temps, l'exécution matérielle se simplifie; on évite ces larges empâtements, ces coups de brosse fougueux que Jules Dupré avait mis à la mode. La raison est venue après la passion, et nos artistes vivent avec la nature comme des époux un peu mûrs qui se sont beaucoup aimés au premier temps de leur mariage et qui, avec les années, ont remplacé l'amour par l'affection, la tendresse par l'estime. Depuis trente ans environ, notre poésie a été la nature. C'est aux champs que s'en est allée notre imagination lorsqu'elle a été tentée de voyager. Tous nos

Digitized by Google

poëtes, tous nos écrivains ont chanté la campagne; ils nous ont entraînés avec eux. Que d'incrédules, que d'indifférents passent sans émotion devant une église et tombent à genoux devant les premières pousses du printemps! Le parfum de l'encens laisse insensible, et les senteurs du tilleul et de l'acacia enivrent. Les paysagistes ont des fidèles, et leurs toiles sont presque des tableaux de sainteté devant lesquels on s'émeut et on s'attendrit.

M. Nazon, le triomphateur de cette année ne s'est préoccupé que des merveilles de l'automne au sein des forêts. C'est dans la couleur qu'il a cherché et trouvé son succès, et il a brodé sur un thème ordinaire les variations les plus brillantes. Son intérieur de forêt ne représente qu'une allée qui s'enfonce sous les arbres : point de ciel; les arbres couvrent tout, mais l'automne a tout doré, et le soleil couchant vient semer ses rubis sur cette pourpre. Un chevreuil immobile jouit seul de ce merveilleux spectacle; de petites flaques d'eau toutes saturées de lumière marquent le chemin qui s'enfonce sous la ramée. Ce n'est qu'un petit détail; mais qu'il est bien inventé et bien placé! Dans l'autre toile de M. Nazon, nous retrouvons encore l'automne et le soleil. Cette fois, au lieu de l'intérieur de la forêt, c'est sur la lisière que nous nous promenons. Au premier plan, un arbre dépouillé étend ses rameaux. Il fait songer à l'hiver qui est prochain, à la nuit qui va venir, et cette note mélancolique au milieu des splendeurs d'une journée d'automne qui finit est un trait d'exquise poésie. Le chemin, coupé brusquement, monte jusqu'où? se demande-t-on. Pénètre-t-il dans une de ces allées touffues comme celle que M. Nazon nous montrait tout à l'heure ou bien suit-il, comme une ceinture discrète, les contours de la forêt? Aimable problème que l'imagination se garde de résoudre. Je ne parle que pour mémoire du bouquet d'arbres de droite, un admirable faisceau de pierreries; ce qui est unique, c'est le ciel et la pureté de l'atmosphère. Jamais je n'avais vu rendre si simplement avec des moyens plus naïfs une impression à la fois si délicate et si grande. M. Nazon est un artiste incomparable, et je ne sais aucune de nos gloires contemporaines avec lesquelles il ne puisse lutter. Il aime la nature avec une passion ardente, mais respectueuse; il recherche la solitude et il excelle à la peindre. De plus, ce sont l'heure et la saison les plus poétiques qu'il choisit toujours, et il tire de cet ensemble l'harmonie la plus douce et la plus pénétrante. M. Nazon ne peut être comparé à personne. Son sentiment est exquis, et son exécution hardie, juste et sans prétention.

M. Daubigny est un maître lui aussi, plus fécond que M. Nazon et plus inégal. Son exposition de cette année est excellente; le *Verger*

Digitized by Google

en fleurs est une de ces images du printemps auxquelles il excelle; mais la *Mare dans le Morvan* lui est supérieure, et c'est sans contredit une des meilleures toiles de M. Daubigny. Il y a cette fois, outre ses qualités accoutumées, une composition très noble; un bouquet d'arbres majestueux et une roche du meilleur style, et puis sa couleur enchanteresse, fraîche, séduisante.

M. Corot se contente d'un succès sur deux toiles, puisque l'une représente une jeune fille qui lit et que l'autre seulement nous montre la nature à Ville-d'Avray. Quelle poésie et quelle distinction! Comment un pareil pays de fées est aux environs de Paris!

M. Français, un maître éprouvé, fort admiré par un cénacle, a essayé, comme Rousseau l'avait fait dans les dernières années de sa vie, de mettre les glaciers en peinture. Cette difficulté a tenté bien des artistes. En effet, pourquoi une des beautés de la nature serait-elle réfractaire à l'art? Pourquoi la Suisse, que tout le monde admire et visite, pourquoi serait-elle un mauvais modèle? C'est, je crois, que la vue des glaciers et l'admiration qu'elle provoque sont des plaisirs purement intellectuels. En effet, une masse blanche qui se détache durement sur un ciel trop bleu n'a rien qui flatte l'œil s'il n'est doublé d'intelligence. Quand on réfléchit que ces cimes sont inaccessibles, que le pied d'un homme n'a jamais foulé ces neiges éternelles, quand on songe qu'elles sont à des milliers de mètres au-dessus du niveau de la mer, alors on admire; ce sont des émotions littéraires qui n'ont rien à faire avec le pittoresque. M. Français est un esprit trop sensé et un artiste trop consommé pour n'avoir pas pris toutes ses précautions. Les premiers plans sont de douces collines parées de tous les tons harmonieux de l'automne; au pied, on voit le lac, puis tout au loin, presque dans la brume, le mont Blanc dresse ses pics neigeux. Toutes les difficultés sont tournées; le paysage est un résumé de précautions et de sagacités, mais tout cela laisse froid, et la question n'est point tranchée. La Suisse n'est décidément pas encore classée.

Puisque je parle d'artistes raisonnables, je suis tout naturellement appelé à citer M. de Curzon, ce talent honnête, pur et délicat. Il a élu domicile tour à tour en Italie et en Grèce, et c'est du royaume de Naples qu'il a daté ses meilleures toiles. Ce n'est pas, à vrai dire, un paysagiste, et il s'est justement soustrait à l'arbitraire des classifications, peignant tantôt une scène d'intérieur, tantôt un personnage de grandeur naturelle, tantôt un paysage. Cette année, c'est à ce dernier genre qu'il s'adonne. Sa *Vue prise sur la côte de Sorrente* est bien composée. L'autre tableau est un souvenir du pays natal : *les Bords du Clain à Poitiers;* mais M. de Curzon s'est si bien pénétré des beautés de l'Italie, qu'il les a trans-

Digitized by Google

portées en Poitou. Qui se fût jamais douté que Poitiers eût un as-aspect si virgilien et une température si tiède qu'on pût se baigner si peu vêtu. Vérité à part, le paysage est intéressant. On y trouve de belles lignes et un art très consommé.

Les paysagistes habiles qui mettent au service des environs de Paris leurs brosses et leur observation exacte sont nombreux, et beaucoup parmi eux sont célèbres : M. Lambinet, M. Hanoteau, M. Lansyer sont toujours remarqués. Sur ce fond un peu monotone de talent viennent trancher quelques individualités plus marquées. M. Camille Bernier, par exemple, qui peint avec vérité et finesse les paysages de la Bretagne; MM. Xavier et César de Cock, deux Belges de grand talent. Je dois signaler aussi les débuts d'un nom nouveau : M. Edouard de Traz, qui expose pour la première fois, si je ne me trompe, une *Vue d'Etretat* prise de la route du Havre. En même temps que des promesses, il y a des qualités bien réelles et bien acquises dans ce tableau. La lumière est habilement répandue, le ciel d'un ton fin, et, sauf un peu de pesanteur dans le feuillage d'un arbre placé au milieu, rien ne trahit l'inexpérience, et tout promet un artiste finement doué, épris de la nature qu'il excelle à représenter.

M. de Valdrôme tranche sur la masse ; on sent qu'il est un paysagiste de la grande école et qu'il cherche le style en même temps que la vérité. Son paysage du *Gué* ne représente pas seulement des bœufs vulgaires et le premier soleil couchant venu. Il y a dans le *Lac de Nemi* un arbre de la plus belle forme, la couleur et le dessin sont fort purs. C'est un des bons paysages du salon.

M. Cabat, un maître qui eut jadis de grands succès, survit à sa renommée, et le jeune public passe un peu indifférent devant le site du Tyrol et celui du Berry.

Il faut citer M. Saint-François que d'excellents dessins avaient fait connaître et qui retrouve avec son pinceau les mêmes succès qu'avec le crayon. Il aime les pins, les aspects bizarres de la nature. Ses tableaux se distinguent par un mélange heureux de qualités : l'imagination et la vérité.

Les deux toiles de M. Courbet sont d'un intérêt et d'un mérite inégaux ; celle qui occupe dans le salon carré une place trop élevée, l'*Hallali du cerf*, est de tous points excellente. La neige, la glace, les chiens blancs, tout cela est rendu avec une vérité parfaite et une harmonie bien difficile à obtenir avec tant de blancs superposés. La *Sieste*, son autre tableau, laisse fort à désirer. M. Courbet, il me semble, s'est rangé, et il a renoncé à ses coups d'éclat auxquels il nous avait accoutumés. Il se borne à regarder la nature dans son

Digitized by Google

village et à la voir bien juste. Le temps est loin où il faisait scandale, et les gens les plus timorés, en face de l'*Hallali*, s'écrient : Que c'est beau !

Est-ce une profession de foi ou des paysages qu'expose M. Charles Le Roux, le député de Nantes? Jadis le succès de ses tableaux l'avait conduit au Corps législatif, ceux de cette année devraient l'y ramener, car quelque politique qu'il fasse, elle vaudra mieux que sa peinture.

Il faut citer encore de charmants paysages de M. Auguin, puis les études si consciencieuses de M. Lanoüe, un maître sévère qui dédaigne les environs de Paris et qui va s'inspirer aux sources de la vraie beauté à Rome.

Parler des natures mortes, c'est nommer ici M. Philippe Rousseau. Ses deux toiles sont intitulées l'*Eté* et l'*Automne*. Chaque saison est personnifiée par des attributs ; l'été ce sont des roses au-dessus desquelles est étendue une ombrelle bleue, tandis qu'un pot de cuivre et des branches de sorbier représentent l'automne. Cette toile-ci est la meilleure, la couleur est excellente, l'exécution forte et simple. Il faut citer les *Chrysanthèmes*, de Mme Escalier, un talent charmant, bien féminin. L'exécution est un peu minutieuse, mais le tableau bien composé et l'impression parfaitement agréable.

Quant à M. Blaise Desgoffe, c'est le peintre ordinaire du cabinet de M. de Nieuwerkerke. Il représente toujours sur la même toile les objets appartenant au Louvre et au sénateur surintendant des beaux-arts. Ses tableaux sont d'une parfaite vérité.

Il faut voir un dessin de M. Bida qui représente l'auteur de l'*Imitation*. Une cellule de couvent, un moine agenouillé qui écrit. C'est bien ainsi qu'a dû être composé ce livre presque divin. Un dessin de M. Bida est toujours un chef-d'œuvre, et celui-ci ne fait pas exception à la règle. Il faut citer les aquarelles de M. Vibert, où on retrouve toutes les qualités de sa peinture, c'est-à-dire la fermeté, la correction du dessin et l'esprit partout.

C'est une étude de paysage que de passer la revue des statues. Elles sont au milieu du feuillage, entourées de fleurs odorantes, et on ne peut rien imaginer de plus agréable que le jardin où elles sont exposées. On entend et on voit couler l'eau. On peut s'asseoir, rêver. Personne ne vous trouble, quelques rares passants font à peine crier le sable sous leurs pieds discrets. Tout est possible, si ce n'est de voir les statues. Elles sont l'accessoire. Pas un banc n'est placé de manière à ce qu'on puisse admirer à l'aise. On en aurait grande envie cependant en présence de la *Femme adultère*, de M. Cambos. Elle mérite d'être longtemps examinée. Une femme agenouillée, le

Digitized by Google

corps en avant, les bras autour de la tête comme pour éviter la pierre qui va lui être lancée, un ensemble de parfaite vérité et une pose qui amène les combinaisons de lignes les plus heureuses : voilà ce qui frappe tout d'abord dans l'ensemble. On est saisi et on s'arrête. Un examen plus minutieux ne fait qu'accroître l'admiration : les mains et les bras sont d'un dessin exquis, le corps très élégant et très vrai, et sur ce corps les draperies les plus fines. Il y a une recherche de vérité, un désir de trompe-l'œil qui nuit peut-être à la sérénité générale, mais il faut se souvenir que la femme adultère n'est ni une princesse ni une déesse, mais bien une femme du peuple. La seule critique qu'on puisse, il me semble, adresser à la statue, c'est la tête dont l'expression et le dessin manquent un peu d'originalité. Sur ce corps admirable de forme et de vérité, mieux aurait valu une tête expressive d'un type un peu accentué. Le nez est antique et droit de forme, l'œil ombragé par l'arcade sourcilière, la bouche entr'ouverte, mais la vie et l'expression manquent. Ce défaut n'est pas visible tout d'abord, car la tête est dans le clair obscur que forment ses deux bras entrelacés. Néanmoins l'œuvre de M. Cambos est une des plus belles qu'on ait exécutées depuis bien des années, et je la préfère au *Désespoir*, de M. Perraud, tout beau qu'il est. La statue de M. Perraud avait été déjà exposée en plâtre, et elle avait fixé l'attention de tous les connaisseurs. Dans sa nouvelle forme de marbre, le *Désespoir* vient tenir toutes ses promesses. C'est une admirable figure, supérieurement modelée avec une largeur et une modération qui font de M. Perraud un adepte de l'école du bon sens. Il sait ce que comporte la sculpture de drame et d'émotion, et il ne cherche pas à lui faire rendre plus qu'elle ne peut, c'est-à-dire plus qu'une émotion profonde, mais calme; une attitude générale, plutôt que des violences partielles. Le *Désespoir*, de M. Perraud, pourrait presque s'appeler la *Résignation*.

Pour ceux qui aiment les contrastes et qui désirent varier leurs impressions, ils n'ont qu'à regarder, après le *Désespoir*, le *Réveil* de M. Franceschi. Toute idée sombre s'évanouira et les images les plus riantes apparaîtront aux yeux. La statue de M. Franceschi est son chef-d'œuvre; il n'avait jamais jusqu'ici rendu avec tant de grâce et de vérité le corps féminin. Une jeune fille se réveille avec le mouvement le plus gracieux et le plus naturel. Deux colombes sont près d'elle. On ne peut imaginer une composition plus charmante. M. Franceschi s'inspire des maîtres de la Renaissance, c'est à travers eux qu'il voit et qu'il comprend l'antique. Il faut bien vite exécuter en marbre cette figure charmante et la sculpture contemporaine comptera un chef-d'œuvre de plus.

Digitized by Google

Je ne fais pas le même souhait pour l'*Ophélie* de M. Falgnière. Elle est si jolie telle qu'elle est qu'on n'y voudrait pas toucher. C'est moins un portrait de Mlle Nillson qu'une inspiration d'après elle; et la statue a emprunté le charme et la poésie du modèle.

L'*Enfance d'Annibal*, groupe de M. d'Epinay, met en scène le jeune Carthaginois qui lutte contre un aigle. Il y a dans ce groupe de sérieuses qualités; l'aigle surtout est un excellent morceau. C'est une spécialité de nos jours et M. d'Epinay ne manquera pas de commandes pour le Louvre.

Nous retrouvons un autre aigle plus agréablement occupé, c'est celui que M. Carrier-Belleuse a placé au-dessus de son *Hébé endormie* : une figure de femme plus que de jeune fille, gracieuse et vraie comme toutes les compositions de M. Carrier. L'*Hébé* manque un peu de distinction mais non de charme.

La statue en bronze de François Ier, par M. Cavelier, est une œuvre pleine de mérite, mais qui n'a rien pour enthousiasmer.

Le *Vigneron alsacien*, de M. Bartholdi, a du mouvement, mais un pareil personnage mériterait-il le bronze et de si grandes proportions.

Les bustes sont nombreux et peu remarquables. L'Empereur est représenté trois fois; sur deux, il est couronné de lauriers, et une fois bien maladroitement. La couronne est si élevée qu'on voit un jour entre le front et les feuilles, et l'auteur, qui sait si bien tenir en équilibre des feuilles de marbre, est moins hardi s'il s'agit de moustaches. Celles de Sa Majesté ont un support de marbre qui en assure la solidité.

Les deux plus beaux bustes sont ceux de M. Carpeaux, qui réunissent deux qualités souvent opposées : le style et la vie. Le portrait de M. Garnier en bronze vaut mieux que son portrait en peinture. Le buste de M. Carpeaux est vivant, animé, et, comme on dit vulgairement, il est parlant. Le cou est de forme très élégante; il porte bien la tête. M. Baudry a négligé de tirer parti de ce détail. Le buste de négresse est également fort beau, je n'y ferai qu'un reproche, l'inscription pompeuse et dramatique inscrite sur le socle : « Pourquoi naître esclave? » C'est méconnaître toutes les règles de l'art que de prêter une pensée à un buste et surtout une pensée si compliquée. Il sera facile d'effacer l'inscription si elle déplaît, et il restera un bel objet d'art.

M. Chapu expose un buste du comte Duchâtel, qui est une œuvre sagement conçue et très brillamment exécutée. Le visage est modelé avec beaucoup de vérité. Je m'arrête et ne veux pas citer toute cette

Digitized by Google

galerie de bustes où l'on voit tant de visages grotesques tant de profils incorrects. La laideur en plâtre ou en marbre se revêt d'un ridicule que la peinture ne peut jamais égaler.

Dans cette revue trop rapide, j'ai commis plus d'une injustice et j'ai souvent péché par omission. Je n'ai eu d'autre prétention que de donner le plus brièvement possible l'aspect de l'Exposition et de répondre à cette question que tout le monde fait : « Le Salon est-il intéressant cette année ? » Les visiteurs indulgents répliquent : « Il y a de jolies choses ; » et les critiques : « Le niveau de l'art baisse. » Depuis tant d'années qu'il baisse, à quel bas-fond serait-il donc arrivé? Il est vrai qu'il y a une masse considérable de tableaux agréablement peints, joliment imaginés et que la postérité ignorera. C'est comme une moisson périodique, ils vivront une saison, puis ils s'en iront se faner en Amérique. La justice se refait : les œuvres d'art subsistent et les œuvres de métier disparaissent.

Avons-nous vraiment le droit de nous plaindre une année où nous avons un tableau comme celui de M. Chenavard, les fresques de M. de Chavanes, les paysages de M. Nazon, la *Femme adultère* de M. Cambos, le *Réveil* de M. Franceschi. Ne sont-ce pas là des créations durables qui ne doivent rien au métier et qui ont tout emprunté à l'art. Voilà bien des artistes, animés d'une généreuse ardeur, aspirant au beau qu'ils atteignent, soucieux de bien faire et dédaigneux d'une gloire qu'ils ne mériteraient point. Laissons vivre et mourir en paix tous ces éphémères qu'hier a vu naître et que demain oubliera. Et pourtant je ne puis m'empêcher de les envier, quand je songe que toutes ces toiles, tous ces marbres ont été travaillés pendant de longs jours par des ouvriers qui rêvaient la gloire. Le plus petit, le plus humble, le moins habile a espéré que son nom deviendrait célèbre, et en attendant, les yeux charmés et l'imagination enchantée, il employait son temps à un travail aimé. J'oublie, me dira-t-on, que ce sont des illusions, et s'ils ne trouvent pas la gloire au bout du chemin, combien reviennent le cœur saignant, les yeux pleins de larmes! C'est vrai! mais que de gens en ce monde pour qui tous les chemins ont des obstacles, tous les horizons des nuages et pour qui le départ même n'est pas joyeux. Les artistes connaissent les misères humaines, mais ils entrevoient, pour s'en consoler, un paradis de gloire. Une semblable consolation n'est pas donnée à tous. En même temps que leur condition fait envie, elle irrite un peu, car ils ont abusé de leur bonheur. Ils ont trop donné leur démission de citoyens. Peintres ou sculpteurs, ils ont trop oublié qu'ils étaient des hommes. Que la liberté fût confisquée, que la dignité individuelle fût sacrifiée; ils ne s'en sont point souciés, et

Digitized by Google

ont continué de vivre dans leur quiétude, demandant au gouvernement, quel qu'il fût, le boire et le manger sous cette forme corruptrice qu'on nomme la commande. Les apologistes du gouvernement personnel ne manquent pas de citer les siècles de Léon X et de Louis XIV pour prouver que les arts peuvent fleurir sous un despote. Nous pourrions, de notre côté, citer bien des despotes sous le règne de qui les beaux-arts ont langui ; mais de nos jours le despotisme s'appelle légion. Il a pris une autre forme, et il se manifeste sous sa forme la plus malfaisante, sous celle de l'administration. Cette manie de réglementation, que la France pousse jusqu'au délire, a envahi le domaine de l'imagination. Louis XIV pouvait avoir du goût par hasard, mais quelle chance y a-t-il pour que vingt-cinq chefs de bureaux, préposés à la direction des beaux-arts en France, soient des connaisseurs et sachent encourager les artistes ?

La peinture, grâce à la centralisation, est devenue une carrière administrative. On suit des cours, on est nommé prix de Rome, on fait un surnumérariat, puis on revient et on exécute des tableaux et des portraits pour les églises et les palais que construisent d'autres architectes administratifs, et que décorent d'autres sculpteurs, enfants légitimes de l'administration française. Tout se passe avec l'ordre qui a rendu célèbre notre bureaucratie. Il y a des cartons où les génies sont rangés par ordre alphabétique des dossiers de coloristes et de dessinateurs. Les commandes sont enregistrées comme des pensions : tant de chapelles à celui-ci, tant de plafonds à celui-là. Tel qui a eu la vie de deux saintes doit passer à des batailles ou à des congrès. Les décorations et l'Institut marquent les étapes, dont la dernière est le Sénat. Rien, comme on le voit, ne ressemble moins aux encouragements du grand roi. Les peintres qui vivent en dehors de la protection s'adonnent au genre ; ils peignent l'anecdote, et ils se trouvent en face de ministres au petit pied, qui sont les marchands de tableaux. Ceux-ci ne pèchent point par indifférence, mais c'est l'intérêt qui les mène. Ce n'est point l'offre qui est responsable, mais la demande. Ils vont d'ordinaire s'adresser à quiconque a du succès, et ils demandent au peintre, devenu célèbre, une réplique du tableau qui a été remarqué. Ainsi se créent les spécialités, et chacun a sa marque de fabrique. L'un tient les jeunes filles en robe de velours, l'autre les seigneurs Louis XIII, celui-ci a un comptoir de paysans bretons, sur les rayons de celui-ci on trouve cuits à points des moutons ou des poules. Le commerce de la peinture va ou ne va pas ; mais malheureusement le mot est lâché, un commerce !

Digitized by Google

A un pareil marasme un prix de cent mille francs était-il le remède à appliquer? Et l'argent peut-il servir à tout? Jusqu'ici il n'a pas exercé d'influence sur les choses de l'esprit et de l'art. Quoi qu'on paye, on ne créera pas de grands hommes avec cette monnaie-là. Ce qu'il faut pour engendrer des artistes, ce sont de grands exemples et de nobles ambitions. Il faut vivre dans un temps où l'argent n'est pas le premier des biens, où tout homme est citoyen, où chacun aime son pays parce qu'il peut le servir. Il faut une atmosphère de liberté ou de grandeur; il faut que l'imagination ait un vaste champ, et l'esprit de sérieux objets de méditation. Je le répète, un prix de cent mille francs ne remplace pas tous ces biens absents. Qui récompensera-t-on, d'ailleurs? Une œuvre ou un artiste? Mais à quoi bon nous préoccuper? On peut d'avance retourner le mot de Figaro : « Il fallait un danseur, ce fut un calculateur qui l'obtint. »

ARTHUR BAIGNÈRES.

Digitized by Google

POÉSIE

LA LÉGENDE DE BOUDDHA

Non loin de Bénarès, près des sources du Gange,
Dans le Népal, auquel ses eaux font une frange,
Il naquit d'une vierge; et le mystique époux
Etait un roi puissant, un prince sage et doux.
Son nom fut Siddharta. Le jour qu'il vint au monde,
On entendit au ciel une rumeur profonde;
Le palais, au premier regard du nouveau-né,
Resplendit, comme si l'éclair l'eût sillonné.
Les écrins précieux d'eux-mêmes s'entr'ouvrirent;
Dans les jardins royaux les fleurs s'épanouirent;
De merveilleux lotus couvrirent les étangs,
Et mille oiseaux, venus du ciel en même temps,
Eclatèrent soudain en joyeuses fanfares,
Cependant que partout les luths et les cithares
Retentissaient, touchés par d'invisibles mains.
Ainsi naquit Bouddha, le sauveur des humains.

Digitized by Google

Plus tard, lorsque des rois suivant l'antique exemple,
Son père s'en alla le présenter au temple,
Les dieux inanimés, blocs géants et sacrés,
Taillés en marbre, assis sur leurs siéges dorés,
Se dressèrent debout, et, marchant vers la porte,
Vinrent baiser ses pieds, et lui firent escorte.
Puis, l'un d'eux, le plus grand, s'inclinant vers l'enfant,
Brahma, le salua d'un hymne triomphant :

« Mérou, le roi des monts, ne baisse pas la tête
Devant le sénevé ; l'antre de la tempête,
L'irascible océan ne s'incline jamais
Devant la goutte d'eau qui tombe des sommets ;
Le soleil, prosternant son front dans la poussière,
N'a jamais salué, lui, roi de la lumière,
Le ver luisant qui brille au fond des chemins creux ;
Et les dieux tout-puissants n'abaissent pas leurs yeux
Sur l'humble laboureur perdu dans la campagne.
Mais toi, plus grand que nous, plus grand que la montagne,
Plus grand que l'océan, plus grand que l'astre roi,
Les hommes et les dieux s'inclinent devant toi ! »

Quand fut venu pour lui le moment de s'instruire,
Près des maîtres fameux il se laissa conduire,
Et, sans que de sa feinte on pût avoir soupçon,
Le sourire à la lèvre, écouta leur leçon.
Puis, comme un feu caché qui tout à coup s'élance,
De ses vieux professeurs confondant la science,
Interrogé par eux, il leur en remontra.
C'est l'un des plus savants, le grand Vicvamitra,
Qui nous en a laissé l'assuré témoignage.
D'ailleurs, il dédaignait les plaisirs de son âge.
Quand les jeux succédaient à l'étude, fuyant
De ses jeunes amis le commerce bruyant,
Il allait à l'écart, dans un coin solitaire ;
Et là, l'esprit voilé des ombres du mystère,
Mûrissant en lui-même un projet surhumain,
Il méditait, l'œil fixe et le front dans sa main.

Un jour, il s'égara dans la forêt prochaine,
Et, le soleil tombant, s'arrêta sous un chêne.
Et son père, voyant qu'il ne revenait pas,
Sortit de son palais et marcha sur ses pas.

Digitized by Google

Il le chercha longtemps de clairière en clairière ;
Deux fois l'astre brillant épandit sa lumière,
Et, le troisième jour, l'aurore se levant,
Il le vit, seul, assis sous un chêne, et rêvant.
C'est ainsi qu'il grandit jusqu'à l'adolescence.

Alors le roi, jaloux d'assurer sa puissance,
N'ayant qu'un fils au monde, et songeant, s'il mourait,
Que son antique race avec lui s'éteindrait,
Plein des prévisions que le pouvoir réclame,
Le pria de vouloir faire choix d'une femme.
Et le prince ne mit nul obstacle à ses vœux,
Sinon qu'il répondit : « O père ! je la veux
Pure comme un rayon, belle comme une rose,
Chaste comme la fleur du lotus fraîche éclose,
Peu soucieux d'ailleurs de la caste ou du rang. »
Et les courriers du roi, de tous côtés errant,
Parcoururent longtemps la ville et la campagne,
En peine de trouver une telle compagne.
Mais la jeune Gopa sur toutes l'emporta.
Ainsi fut marié le prince Siddharta.

Toutefois, de l'amour repoussant la mollesse,
Il sut garder son cœur intact et sans faiblesse,
Et Gopa voyait bien, n'en ayant qu'une part,
Qu'entre elle et son amant se dressait un rempart
Où se serait brisée en vain sa jalousie.
Mais à quoi servirait qu'elle eût été choisie
Pure, candide et chaste entre tant de beautés,
Si, troublant Siddharta du feu des voluptés,
Son cœur à tout propos eût voulu se répandre.
Fière de son époux, — bien que sans le comprendre, —
A lui plaire ayant mis sa gloire et son plaisir,
Elle le laissait donc méditer à loisir.
Et lui, dans ce palais où tout était en fête,
Errant d'un pas distrait, âme toujours en quête
De l'énigme éternelle, on le voyait souvent
Près des groupes rieurs passer grave et rêvant.

Un jour, accompagné de la troupe servile
De tous les courtisans, il sortait de la ville
Par la porte qui voit le soleil se lever,
Lorsque, sur son chemin, le hasard fit trouver

Digitized by Google

Un homme qu'accablaient les maux de la vieillesse.
Son corps n'avait gardé ni force ni noblesse,
Son front était ridé, son chef était tout blanc,
D'un bâton il aidait son pas débile et lent;
Ses muscles, que brisait la longue lassitude,
Saillissaient en réseaux sur sa peau sèche et rude.
Sa bouche ne rendait que des sons déplaisants.
Alors, s'étant tourné vers l'un des courtisans,
Le prince demanda : « Quel est donc ce pauvre homme?
Si ce n'est pas plutôt une bête de somme.
Il va, sur un bâton penchant son dos tremblant,
Sa figure est ridée, et son chef est tout blanc.
Son corps n'a conservé ni noblesse ni force;
Sa peau colle ses bras comme une laide écorce,
Et sa voix ne rend plus qu'un murmure incertain.
Est-ce là, dites-moi, quelque mauvais destin
Qui frappe sa famille et qui seul le torture?
Ou bien est-ce la loi de toute créature? »
Et celui qu'il avait interrogé, lui dit :
« C'est l'âge, monseigneur, qui glace et qui roidit
Le corps de ce passant, qui courbe son échine,
Et qui fait que d'un pied chancelant il chemine.
La main de la vieillesse a plié son jarret,
Et comme le bois mort roulé dans la forêt,
De même il va roulant sous le sort qui l'accable.
Mais le destin n'est pas pour lui seul implacable.
Hélas! nous sommes tous voués à ce malheur.
Vos parents, vos amis, et vous-même, seigneur,
De la vieillesse, un jour, vous subirez l'empire.
— Or donc, dit Siddharta, n'est-il pas fou de rire,
Puisque force, courage, et jeunesse et beauté,
Par le temps qui s'enfuit, tout doit être emporté?
Moi, qu'il guette déjà comme une sûre proie,
Je n'ai plus nul souci de connaître la joie,
Et les plaisirs d'un jour ne me séduisent pas.
Nous n'irons pas plus loin; revenons sur nos pas. »

Un autre jour, suivi de la troupe servile
Des seigneurs de la cour, il sortait de la ville
Par la porte du sud, lorsque, près d'un fossé,
Il vit un homme assis, souffrant et délaissé.
Son visage était blême, et son œil noir et cave
Flamboyait au-dessus de sa pommette have.

Digitized by Google

Sur son dos frissonnant parfois il ramenait
Les pans de son manteau qui sur l'herbe traînait,
Sa respiration sortait, courte et sifflante,
De ses flancs amaigris; sa lèvre était brûlante.
Sa douleur s'exhalait en des râles affreux,
Et son front trahissait l'effroi du malheureux
Que la mort épouvante et que rien ne console.
Alors, le jeune prince, adressant la parole
A l'un des courtisans : « Quel est donc celui-ci,
Demanda-t-il encor, qui se lamente ainsi,
Et dont un feu caché semble sécher la lèvre?
— C'est un homme, seigneur, qui grelotte la fièvre. »
Et Siddharta reprit : « Ainsi donc la santé,
Elle aussi, nous délaisse et n'est que vanité?
Qui pourrait aujourd'hui se livrer à la joie,
Ayant vu la douleur où cet homme est en proie,
Et combien lourd souvent de la vie est le faix?
C'est du moins mon avis, retournons au palais. »

Un autre jour, suivi de la troupe servile
Des seigneurs de la cour, il sortait de la ville
Par la porte qu'Indra colore à son coucher,
Quand, sur la même route, ils virent approcher
Le corps d'un homme mort que l'on portait en terre.
Il était étendu, raide et froid, dans sa bière,
Sous un voile de lin que le vent soulevait;
Et le flot désolé de ses parents suivait.
Tous, les cheveux épars, jetant des cris d'alarmes,
Eclataient en sanglots et répandaient des larmes.
Alors le prince, ainsi qu'il l'avait fait déjà,
Vers l'un des siens s'étant tourné, l'interrogea :
« Mais quelle est donc encor cette scène imprévue
Que gâte notre joie et blesse notre vue?
— Seigneur, lui fut-il dit, ne le savez-vous pas?
C'est un homme que vient d'emporter le trépas.
Et ce sont ses parents dont, sincères ou feintes,
Viennent jusques à nous la douleur et les plaintes.
Nul d'entre eux ne connaît ce que garde la mort,
Ni de celui qu'on perd quel peut être le sort,
Ni les formes de l'être, abjectes ou sublimes,
Qu'il recouvre, suivant sa sagesse ses crimes.
— Fort bien, dit Siddharta, je comprends cette fois.
Vieillesse, maladie et mort, ah! toutes trois,

Digitized by Google

Qui vous enchaînera? Qui brisera le charme
Qui nous attache à vous, dans la vie et l'alarme,
Triple mal, qu'à souffrir nous sommes condamnés?
Mieux vaudrait mille fois pour nous n'être pas nés.
Ces funèbres pensers sous lesquels mon cœur ploie,
M'enlèvent tout désir de connaître la joie.
Il nous faut le salut, et nul qui n'ait besoin
D'y songer. Retournons. Nous n'irons pas plus loin. »

Une dernière fois, qu'une suite servile
L'accompagnait encor, il sortait de la ville
Par la porte du nord, lorsqu'un homme vêtu
De haillons rapiécés, mais auquel la vertu
Donnait un maintien calme, un air noble et tranquille,
Vint, sans lever les yeux, lui tendre sa sébile.
Le prince s'étonnant, un des officieux
Qui l'escortaient, lui dit : « C'est un religieux,
Seigneur, qui dans son cœur a su briser le trône
Du désir ; sobre et chaste, il ne vit que d'aumône,
Et, sevrant son esprit de tout espoir riant,
Il va par les chemins, mendiant et priant. »
Et Siddharta reprit : « Cet homme est un vrai sage,
Je suis aise qu'il soit venu sur mon passage.
Ma résolution est prise, et désormais
Rien ne la changera. Retournons au palais. »

Instruit de ses projets pourtant, le roi son père,
Pressentant le déclin de sa grandeur prospère
Dans un fils que l'éclat du rang ne tentait pas,
Faisait garder sa porte et surveiller ses pas.
Mais que font une porte et l'œil des sentinelles?
Que font d'un roi puissant les craintes paternelles,
Et des hommes armés, veillant soir et matin,
A qui porte en son cœur les ordres du destin?
Une nuit, Siddharta, quand tout dormait encore,
S'échappa de la ville, et jusques à l'aurore
Vers les monts du Népal, d'un pas ferme et joyeux,
Marcha sans s'arrêter ni détourner les yeux.

A l'aube, il vit, d'un bois côtoyant la lisière,
Un chasseur qui portait une robe grossière
De peau de cerf. Il lui donna son vêtement,
Son bonnet de fourrure orné d'un diamant,

Digitized by Google

Et vêtit sa tunique acceptée en échange.
Puis, tournant vers la gauche, il traversa le Gange,
Et, du fleuve sacré redescendant le cours,
Marcha vers le midi par de nombreux détours.

Dès lors, foulant du pied une terre étrangère
Où ne l'atteindraient plus les courriers de son père,
Il put, ralentissant ses pas précipités,
S'en aller librement de cités en cités.
C'est ainsi qu'abordant les plus fameux brahmines,
Il suivit leurs leçons, écouta leurs doctrines;
Puis, las de leur orgueil et de leurs vains discours,
Devant lui, vers le sud, il chemina toujours.
Il traversa dès lors maints pays dans sa course,
Sans y fixer ses pas, — dormait près d'une source,
Et repartait bientôt, — quêtant en son chemin,
N'ayant jamais souci du jour du lendemain.
Et les rois, dont parfois il passait la province,
S'étonnaient de lui voir la figure d'un prince.
Enfin, de proche en proche, un jour il arriva
Dans un hameau portant le nom d'Ourouvilva.
C'est là qu'en un bois sombre, et pendant douze années,
Des âges à venir pesant les destinées,
Il devait, loin du monde et de ses vanités,
Vivre dans la retraite et les austérités.

Au pied d'un rocher noir, dans un antre sauvage,
Il avait fait son gîte; et du proche village
Soudjata, jeune enfant, venait chaque matin
Lui porter son repas d'eau limpide et de pain.
Parfois, elle trouvait le pauvre anachorète,
Grave et pensif, assis au seuil de sa retraite,
Qui, les regards fixés devant lui, sans rien voir,
Rêvait, et recevait, front nu, sans s'émouvoir,
Les rayons empourprés que lui jetait l'aurore,
Cependant qu'alentour, l'herbe, chargée encore
De perles de rosée, et les fleurs par milliers
Scintillaient dans la flamme ainsi que des colliers;
Que les vapeurs montaient dans les airs en spirales,
Que les bois secouaient leurs senteurs matinales,
Et que les rossignols, chantres mélodieux,
Avec les colibris s'élançaient vers les cieux.

Digitized by Google

Alors, cœur innocent qu'un vague instinct oppresse,
Soudjata, contemplant le front pur, la jeunesse,
La beauté de l'ascète ainsi que sa pâleur,
Au bord de ses longs cils sentait germer un pleur.
Mais le sage, toujours enfoncé dans son rêve,
Ne la regardait pas, — et recherchait sans trêve
Le moyen de sortir de ce monde agité,
Où tout est morne et froid, triste et désenchanté.
Et l'enfant, le cœur pris d'une pitié profonde,
Soupirait, — puis, voyant qu'aucune chose au monde
De l'ascète pieux ne troublait le repos,
S'en allait, le regard humide et le cœur gros.

Cependant le démon, de tout ce qui respire
Maître et dominateur, voyant qu'à son empire,
Seul de tous les humains, échappait Siddharta,
Devant l'anachorète un jour se présenta;
Et, prenant une voix mielleuse et caressante,
Lui parla de la sorte :

— Homme à l'âme puissante !
Que le jeûne a maigri, que la veille a pâli,
Et dont jamais la chair sous l'esprit n'a faibli,
Que te sert de souffrir pour mourir? Il faut vivre!
Ami, la vie est douce, et l'amour nous enivre.
Pourquoi laisser ainsi se faner ton printemps?
Crois-m'en, aime et jouis; le plaisir n'a qu'un temps!

Et comme, pour réponse à sa douce requête,
Siddharta restait calme et secouait la tête,
Le noir distributeur du mal mit dans son sein
Le tourment de la soif, l'angoisse de la faim.
Puis, devant ses regards, soudain il fit paraître
Une table où les fruits que le printemps fait naître,
Ceux que dore l'été, que l'automne mûrit,
S'amoncelaient, — mêlés aux flacons où sourit
Un doux vin parfumé, suc des grappes vermeilles.
Les larges gâteaux d'or emplissaient les corbeilles,
Les cristaux renvoyaient des éclairs radieux,
Et les fruits embaumaient... Mais l'ascète pieux,
Sans en être troublé, poursuivait sa pensée.

La table s'étant donc dans le vide effacée,

Digitized by Google

Le tentateur, jaloux de nuire à ses travaux,
Sur le front de l'ascète épandit des pavots
Pour qu'une fois au moins il connût la paresse.
Et Siddharta sentit une langueur traîtresse
Se glisser dans ses sens, et, prompt à se brouiller,
Le fil de sa pensée au vent s'éparpiller.
Son sang se refroidit et ralentit sa course,
Et le sommeil coula comme l'eau d'une source
Sur ses yeux... Cependant il put, réagissant,
Secouer par l'esprit la torpeur de son sang,
Et, levant vers le ciel une claire paupière,
Garder ses yeux ouverts et sa pensée entière.

Donc, vaincu, le démon, déguisant son dépit,
Proposa la richesse où la vertu croupit.
Il fit à ses regards flamboyer la puissance,
La gloire des vainqueurs que tout un peuple encense,
Les acclamations de la foule, — et les vers
Des poètes, portant dans l'immense univers,
Jusqu'à la fin des temps et des races futures,
Son nom qu'illustreraient leurs strophes les plus pures, —
Et toutes les grandeurs, et le droit de marcher
Sur les fronts qui viendraient sur ses pas se pencher.
Il offrit, s'exilant dans un coin solitaire,
De laisser à lui seul l'empire de la terre!...
Et Siddharta, levant enfin la tête, dit :
« Démon, j'ai la sagesse, et cela me suffit. »
Puis, sans être autrement distrait de sa pensée,
Son esprit poursuivit la route commencée.

Alors, le tentateur s'en alla, furieux,
Sonner de la trompette aux quatre coins des cieux ;
Et ses fils dispersés qui gouvernent les mondes,
Hideux vampires, noirs serpents, bêtes immondes,
Tous, géants monstrueux, vinrent de toutes parts,
Armés de javelots, de glaives et de dards,
Et, traversant l'espace ainsi qu'une tempête,
S'abattirent devant la grotte de l'ascète.
Et là, tendant leurs arcs et roidissant leurs bras,
Ils firent, troublant l'air d'un horrible fracas,
Sur le front de l'ermite, enfermé dans ses rêves,
Pleuvoir leurs traits aigus et les coups de leurs glaives.

Digitized by Google

Mais les glaives soudain se brisaient en éclats;
Les traits partaient de l'arc et ne l'atteignaient pas;
Mais, subissant en l'air d'humbles métamorphoses,
Se posaient sur sa tête en guirlandes de roses;
Et les blocs de rocher, détachés des hauteurs,
Tombaient, éparpillés, en nuage de fleurs.
Bientôt, ces insensés, frappés d'un tel prodige,
Se sentirent le cœur pris d'un nouveau vertige,
Car, désarmant leurs mains, ils vinrent entourer
Siddharta, — se courber en terre et l'adorer.
Hors de lui, le démon les bannit de sa face,
Et tous, épouvantés, s'enfuirent dans l'espace.

Alors, du fond du ciel et du fond des cités
Où, prêtresses du mal et des lubricités,
Pullulent sans repos leurs infâmes familles,
Le démon appela ses trois cent mille filles.
Et toutes, désertant la torpeur de leur lit
Où, sous les chauds baisers, leur beau corps se pâlit,
Vêtissant à la hâte une gaze légère,
Accoururent en foule à la voix de leur père;
Et, se groupant autour de l'ascète vainqueur,
S'en vinrent, souriant d'un sourire moqueur,
L'œil en feu, les seins nus et les lèvres rougies,
Dérouler à ses yeux leurs trente-deux magies.

D'abord, leur troupe agile, en se parlant tout bas,
Fit une ronde immense où se mêlaient leurs pas.
Puis, le cercle laissa s'échapper les plus belles
Qui, s'excitant du geste et souriant entre elles,
Dansèrent au milieu, pendant que mille voix,
Suaves de douceur, éclatant à la fois,
Elevèrent dans l'air un chant si plein de charmes,
Que les lions au loin en répandaient des larmes,
Que les eaux s'arrêtaient pour le mieux écouter,
Et que les bois sentaient leurs feuilles s'agiter.
Et, tout en folâtrant, les danseuses rieuses
Dévoilaient leurs beautés les plus mystérieuses,
Et venaient vers l'ascète, en jouant, tour à tour
L'agacer d'un mot tendre ou d'un baiser d'amour.
Puis leurs corps onduleux prirent diverses poses,
Entrelaçant leurs bras, baisant leurs bouches roses,

Digitized by Google

Dardant sur Siddharta des yeux à le brûler ;
Et leurs groupes unis lui vinrent révéler,
Parmi les chants lascifs et les éclats de rire,
D'étranges voluptés qui ne peuvent se dire.

Mais de l'ascète, armé d'une sainte oraison,
Rien ne put terrasser les sens ni la raison.
Ayant donc épuisé leurs ébats et leurs ruses,
Les filles du démon s'en allèrent, confuses,
Et, prêtresses du mal et des lubricités,
Retournèrent en foule au milieu des cités.

Et leur père, quittant enfin l'anachorète,
Pâle et grinçant des dents, triste et courbant la tête,
De la pointe d'un dard, sur le sol ramassé,
Traça ces quatre mots : — Mon empire est passé !

Pourtant, les jours, les mois et les ans s'écoulèrent,
La jeunesse s'enfuit, les désirs s'envolèrent,
Et Siddharta, vieilli sans s'en apercevoir,
Ayant enfin conquis le suprême savoir,
Délaissa sa retraite, — et, pour comble à sa gloire,
Pendant deux jours entiers, sans manger et sans boire,
Sous le figuier sacré, près de Bodhimanda,
Etant allé s'asseoir, se releva Bouddha.

Il commença dès lors à prêcher sa doctrine,
La parole à torrents coula de sa poitrine,
Et, parcourant les bourgs, les hameaux, les cités,
Il enseigna partout les quatre vérités :
Primo, que la douleur est de la vie humaine
L'inévitable lot ; secundo, que la peine
Nous vient des faux désirs et de la passion ;
Tertio, que l'on peut de la création
Sortir, en conquérant le nirvana sublime ;
Enfin, que le moyen d'atteindre cette cîme
Où gît de tous les maux l'anéantissement,
Est de régler ses pas sur son enseignement.

Et, sur la multitude en tous lieux accourue
Au-devant de ses pas, foule sans cesse accrue,

Digitized by Google

Epanchant sa parole en discours pénétrants,
Il parlait de la sorte :

— Honorez vos parents !
Fuyez plus que la mort la haine et le mensonge;
Aimez-vous; sachez bien que la vie est un songe,
Et que pour en sortir le chemin est étroit;
Il faut agir, et vivre, et voir, et penser droit.
Pardonnez tout le mal que l'on pourra vous faire;
C'est des crimes commis la suite nécessaire.
Le moyen d'effacer toute laide action
Est dans le repentir et la confession;
Que l'aveu soit public, le repentir sincère.
Vénérez chaque femme à l'égal d'une mère.
Prince, esclave, brahmane ou laboureur, ma loi
Est la même pour vous; et l'homme plein de foi,
Renonçant à ses biens, à sa fortune entière,
S'en ira ramasser, au coin d'un cimetière,
Un lambeau de linceul dont il se vêtira;
Puis, errant, la sébile en main, il mendira.
Songez que le plus grand ennemi de vous-même
Est votre corps : ayez-le en un mépris extrême.
A force de jeûner, de le mortifier,
Faites que vous puissiez à la fin l'oublier.
Instruisez-vous d'abord, afin de mieux connaître
Que la vie est mauvaise, et qu'il est mal de naître;
Puis vivez enfermés dans l'extase béant,
Goûtant un avant-goût des douceurs du néant.
Détachez peu à peu de toute convoitise
Votre esprit : tout est vain, et l'espoir est sottise.
Soyez purs; soyez doux envers les animaux.
Je suis venu briser la chaîne de vos maux.
Ainsi, priant, jeûnant, suivant ma loi profonde,
Votre âme à tout jamais s'éteindra dans ce monde.
Ainsi, réglant sur moi vos pas irrésolus,
Vous mourrez pour toujours, et ne renaîtrez plus.

Trente ans plus tard, alors que sa tête blanchie
S'inclinait, par les ans et le labeur fléchie,
De sa lèvre divine on entendait encor
Ce grave enseignement couler comme un flot d'or.
Mais il devait aussi, d'après ses destinées,
Bornant là pour jamais le cours de ses années,

Digitized by Google

Connaître le repos, but de ses longs efforts.
Un jour, comme du Gangé il côtoyait les bords,
Répandant sa doctrine en des courses multiples,
Il se laissa tomber aux bras de ses disciples.
D'un rayon de bonheur son front s'illumina;
Son âme avait conquis la paix du nirvana,
Et du corps pour toujours la vie était partie.
Et déjà, l'Inde entière à sa voix convertie,
Célébrait sa mémoire en des hymnes pieux,
Et le plaçait lui-même au premier rang des dieux.

LÉON GRANDET.

Digitized by Google

LES ANGLAIS ET LES RUSSES

DANS LA HAUTE-ASIE

L'Orient attend un homme!

L'Europe et l'Asie ont vécu des milliers d'années dans un isolement presque complet, séparées, presque étrangères l'une à l'autre; et il n'y a guère qu'un demi-siècle que les savants de l'Occident ont tourné leurs regards vers l'Asie et se sont pris à examiner sérieusement cette civilisation mère, à en sonder la haute antiquité et les mystérieuses profondeurs. Mais, on ne peut le méconnaître, leurs travaux ne sont pas entrés dans le domaine public; ils sont demeurés en quelque sorte le patrimoine exclusif de quelques hommes d'études. Ce n'est pas un faible sujet d'étonnement pour le voyageur qui parcourt lentement ces riants rivages d'Asie, que le spectacle de cette civilisation avancée, qui ne paraît au premier abord bizarre et arriérée que par son contraste avec la nôtre. Bientôt, étonné par la grandeur et la variété du spectacle, il se demande comment il se fait que ce vaste continent, peuplé de plus de huit cents mil-

Digitized by Google

lions d'habitants[1], tienne si peu de place dans les préoccupations intellectuelles de ce que nous appelons volontiers la vieille Europe ! Cependant, quelle source féconde, quelle mine inépuisable d'études pour l'historien, le philosophe, l'archéologue, le linguiste, que ce vieux continent, frère aîné de l'Europe, premier berceau du genre humain, sous le soleil duquel se sont ébauchées les premières civilisations, et auquel se rattachent directement ou indirectement nos langues, nos mœurs, nos religions, et jusqu'à nos coutumes. Les langues d'Homère et de Virgile ont une sœur aînée sur les bords du Gange ; les mythologies grecques et païennes se rattachent indirectement à celles de la Perse et de l'Inde ; la langue des Celtes et celle des Germains sont originaires d'Asie. La grammaire de l'Irlande, la cosmogonie scandinave, l'épopée allemande rappellent les idiomes sémitifiques et l'épopée indienne. Ce ne sont pas seulement les plus hautes explorations de la pensée qui nous ramènent sans cesse vers l'Asie, mais encore les détails les plus vulgaires de la vie commune ; les fruits les plus délicieux de nos jardins, les boissons de nos soirées, les parures de nos femmes, l'encens de nos temples, tout nous rappelle ces riches et luxuriantes contrées.

L'étude que l'on va lire a été entreprise à la suite de deux campagnes dans le sud de l'Asie et dans l'extrême Orient. Nous avons surtout en vue de montrer le danger que l'ambition de deux puissances européennes, l'Angleterre et la Russie, fait courir à l'Asie. L'une par le sud, l'autre par le nord, l'attaquent sans relâche et menacent également de l'absorber au détriment des autres nations. Il est temps que l'ambition des autres Etats intervienne à son tour pour mettre obstacle à des convoitises effrénées. Ce que l'Europe a fait pour l'Europe, il est temps qu'elle le fasse pour l'Asie. Il faut un équilibre asiatique comme il faut un équilibre européen. En démontrer la nécessité, c'est là le but de ce travail.

I

Si l'on se reporte par la pensée aux premiers âges du monde, on n'a pas de peine à imaginer que la figure des continents, des fleuves,

[1] D'après les documents statistiques les plus récents, voici comment se répartirait la population du globe :

Asie	801,000,000	d'habitants.
Europe	285,000,000	—
Afrique	188,000,000	—
Amérique	74,000,000	—
Australie, Océanie	4,000,000	—

Digitized by Google

des mers, des montagnes a dû presque partout déterminer celle des sociétés ; en sorte que chaque continent est comme un moule où la Providence jette les races humaines. Il résulte de là que chaque lieu de la nature, chaque peuple ayant son génie propre, représentent la civilisation sous une face particulière. L'histoire de la civilisation en Europe a été écrite par un écrivain doué d'un rare talent d'analyse et d'une remarquable profondeur de vues[1] ; mais l'histoire générale de la civilisation de l'humanité est encore à faire. Toute tradition vient d'Asie. L'Asie a les prophètes ; l'Europe a les docteurs ; tantôt ces deux mondes, échos de la même parole, ont un même esprit ; ils s'attirent, ils se confirment l'un l'autre, et gardent le souvenir de la filiation commune ; tantôt leurs génies se repoussent ; leurs rivages semblent se fuir, du moins ils s'oublient, pour se retrouver et se confondre plus tard ; et jamais l'accord ne se rétablit entre l'un et l'autre que de cette harmonie ne naisse, avec un dogme nouveau, pour ainsi dire, un dieu nouveau, car toute révélation vient d'Orient ; en sorte que le tableau de ces alternatives d'alliance et de séparation, d'unité et de schisme, est aussi celui des époques principales de la vie religieuse et de la tradition universelle. Le livre le plus occidental de l'Orient, la Bible, fait à peine mention de la haute Asie. L'horizon du peuple hébreu ne s'étend pas au delà de la Mésopotamie ; tout au plus, par intervalles, touche-t-il à la Bactriane ; les Indiens et les Hébreux ont vécu cachés les uns aux autres, dans une solitude claustrale ; ils ne se connaissent pas. Ils appartiennent à une lignée différente. D'ailleurs, le peuple de Moïse a bientôt retrouvé ses titres avec sa généalogie. Il est le fils de Jéhovah, le premier-né du Très-Haut. Il vit dans la demeure de l'Eternel. Qu'a-t-il besoin de s'inquiéter davantage de son passé et de chercher plus loin ses origines ? Cet égoïsme orgueilleux du petit peuple dont la tradition nationale fut longtemps notre seul lien avec l'Asie, a jeté comme un voile mystérieux sur le berceau de l'humanité, et ce voile n'est pas près d'être déchiré.

Quinze cents ans avant le Christ, une grande migration des peuples asiatiques a lieu. Moïse entraîne le peuple hébreu ; ils quittent l'Egypte en fugitifs, remontent le golfe de Suez, tournent le pays de Chanaan, viennent longer la mer Morte par l'est, et pénètrent dans la Judée par le côté opposé à l'Egypte. Vers le même temps, l'Orient visite pour la première fois l'Occident ; l'Asie va porter la vie et l'intelligence dans les vallées jusque-là muettes de la Grèce. Les prêtres du Delta portent leurs mystères à Eleusis, et le Sphinx de Memphis arrive, par des routes inconnues, au pied du Parnasse.

[1] M. Guizot.

Digitized by Google

Ces invasions furent, dans l'antiquité, ce qu'a été, dans les temps modernes, l'arrivée des Espagnols sur les rives du Nouveau Monde, avec cette différence, que les étrangers récemment débarqués en Grèce s'associent les habitants qu'ils y trouvent. C'étaient des peuples Pélasges qui, ne sachant encore quel nom donner à leurs dieux, n'avaient eux-mêmes aucun nom dans l'histoire civile; ils se cherchaient eux-mêmes au milieu de leurs énormes murailles cyclopéennes, qui semblent marquer l'enceinte informe et le plan de la cité à venir. Lorsque ces émigrations par mer furent achevées, d'autres commencèrent; les vallées du Taurus ont été l'étroit passage où n'ont cessé de s'entasser les races humaines qui se pressaient sur le seuil de l'Europe. Il y avait là des hommes de race éthiopienne, des Sémitiques, des Mèdes, qui tous étaient en contact permanent les uns avec les autres. Le Caucase fut le nœud par lequel la civilisation persane et indienne resta étroitement attachée à la grecque; et Prométhée, figure vivante de cette société, lié au double sommet de ces rochers, tenait à la fois à l'Orient et à l'Occident. De là une partie des peuples helléniques arrivait aux bouches du Danube, puis en Thrace, en Thessalie; toujours entraînés vers la Grèce méridionale, ils atteignent enfin les plaines de l'Attique. Chaque vallée de la chaîne de l'Olympe enfante sa tribu avec son dieu particulier. La population qui pousse devant elle toutes les autres est celle des Doriens, la plus grave, la plus forte, la plus noble de toutes. Ils débouchent entre l'Olympe et l'Æta, pénètrent en Etolie; de là, par le détroit de Patras, ils envahissent le Péloponèse, qui, de ce moment, prend leur caractère et ne cesse plus de leur appartenir. En pesant ainsi sur le midi de la Grèce, ils forcent une partie de ses peuples à chercher un refuge dans les îles, où ils les suivent encore. En un moment, toute la population rayonne du continent dans les îles de la Méditerranée. Ces deux migrations, qui eurent lieu presque en même temps, celle des Hébreux et celle des Hellènes, devaient avoir des destinées bien différentes. L'un de ces peuples s'enferme dans une retraite sans issue; on ne le connaîtra que si on le foule aux pieds. L'autre fait alliance avec tout ce qu'il rencontre de beau et de grand; toutes les gloires de la terre, il les possédera sans partage. Pendant que la Grèce s'enivrera de joie dans les fêtes olympiques, Israël sera traîné, les mains derrière le dos, sur tous les grands chemins de l'Asie. Après cela, l'un mourra avec tous les dieux du passé; l'autre mourra en enfantant dans le Christ le Dieu de l'avenir : image des pensées du monde et de celles de la solitude.

La trace de ces mouvements de peuples ne se retrouve pas seulement dans la filiation des langues et des traditions. Les vestiges les

Digitized by Google

plus frappants sont ceux que l'on retrouve dans la religion. C'est de là que découlent tout d'abord les mœurs qui font les lois, les institutions et toute la vie politique et sociale. Les religions sont comme le vêtement des civilisations. « *Omnia religione moventur*, » s'écrie l'orateur romain. Chaque société se personnifie dans son dieu, lui attribue dans les faits de sa vie collective le rêve de son propre passé ; sous Jéhovah est tout Israël, comme sous Hercule est toute la race des Doriens. Ceux-ci sont-ils entrés dans le Péloponèse? c'est Hercule qui reprend son héritage. Le même peuple fait-il alliance avec Etolie? c'est Hercule qui épouse Déjanire. Ainsi s'écrivait le droit public.

L'Orient est donc le berceau des religions. La nature y est trop riche pour que l'homme ébloui aille chercher ailleurs sa divinité ; c'est au panthéisme qu'il s'arrêtera d'abord. Du sein de cette mer sans rives, du sommet de ces monts inaccessibles, comment ne naîtrait pas l'idée de l'incommensurable dans le temps et dans l'espace, ou plutôt celle du Dieu sans mesure, sans proportion, sans limites? C'est donc devant la nature que l'homme pliera d'abord le genou, puisque l'Asie est elle-même une idole surchargée d'ornements dans le temple de la création. Tout y resplendit autour des dieux nouveaux-nés ; tout les convie, pour régner, à s'incarner dans une nature souveraine ; l'Orient sera la terre des incarnations, et la première religion des hommes fut l'apothéose de la nature : c'est le paganisme de l'Orient ; la seconde fut l'apothéose de l'humanité : c'est le paganisme de la Grèce qui crée des dieux à son image, et divinise tous ses vices comme toutes ses vertus ; la troisième sera l'apothéose de la cité, c'est le paganisme de Rome qui adopte les dieux des vaincus, et, après les avoir accoutrés à la Romaine, les transporte au Capitole, qui compte bientôt quarante mille dieux, et fait de Rome la ville sainte de tout l'univers ; la quatrième sera l'apothéose de la philosophie : c'est le paganisme d'Alexandrie qui détache l'homme de la matière et lui apprend à s'incliner devant la pensée dans la contemplation de l'infini ; la cinquième sera l'apothéose de l'homme, c'est le christianisme qui adore l'homme où, par mystère, s'incarne un Dieu. Les quatre premières religions tombèrent pour avoir voulu transformer leurs idées corporelles en une idéalité mystique. Dans cette révolution, elles s'évanouirent. La cinquième, la plus vivace de toutes, est restée debout, et, aujourd'hui battue par la tempête, elle dresse encore fièrement la tête au milieu des ruines de ses sœurs aînées. A côté d'elle se dresse un sixième rite, le plus jeune en âge, l'islamisme, ou l'apothéose de la vie éternelle, qui apprend à mépriser le présent, à tout sacrifier à l'avenir pour mériter la récompense promise par Allah dans le céleste séjour : religion

Digitized by Google

puisée aux sources des prophètes de l'Ancien-Testament, qui contient des germes de force et de durée, quoi qu'on dise, et qui soutient les deux seuls peuples encore vivants au milieu de l'irrémissible décadence de l'Asie, la race des Arabes et celle des montagnards caucasiens.

Si on examine le génie allemand, on est frappé de sa similitude avec le génie oriental; de nombreuses et saisissantes analogies ressortent de sa comparaison avec l'épopée des Hindous, avec leur littérature, leurs œuvres d'imagination et jusque dans les molécules constitutives de la langue, qui semble puisée immédiatement aux sources de la parole orientale, dans l'ancienne langue des Mèdes, dont elle a conservé plus qu'aucune autre l'esprit et les aspirations. Suivre, depuis la Perse jusqu'à la Scandinavie, cette langue, qui d'orientale devient peu à peu occidentale, changeant de couleur en même temps que de ciel, ce serait suivre pas à pas la migration des peuples germaniques. Dans ce changement de demeures, si les formes antiques ont disparu, le fond des instincts, le génie même de la race sont restés sur le Rhin ce qu'ils étaient sur la mer Noire. De nos jours encore, au milieu du tumulte du monde, l'Allemagne n'a-t-elle pas étonné l'Occident par un génie de contemplation qui l'a fait regarder d'un grand nombre comme une sorte d'Orient chrétien, une Asie en Europe. Dans ses anciens poëmes, lorsque la race germanique est encore païenne, elle est presque toute orientale par la pensée. Les dieux nébuleux, pluvieux, sous les frênes du Nord, appartiennent à la même famille que ceux qui sont nés du premier regard de l'aurore sur les montagnes sacrées de la Bactriane. Le panthéisme, que le christianisme n'a vaincu qu'à demi, sur lequel il déverse sans cesse le blâme et l'injure, qu'il traite de système monstrueux qui anéantit la liberté humaine, supprime le bien et le mal, confond tout dans une fatalité sacrilége et précipite les consciences vers l'abîme, le panthéisme se réveille presque toujours avec le génie germanique. Après avoir reparu timidement au moyen âge, sous la forme naïve des poëmes de chevalerie, il a encore été de notre temps le principe vital de l'esprit allemand dans la poésie comme dans la philosophie. M. de Schelling et Hegel comptent aujourd'hui d'innombrables disciples de l'autre côté du Rhin. Il faut enfin reconnaître que la langue de l'Allemagne moderne, s'étant formée en partie sur la traduction des Ecritures, l'Orient a exercé sur son esprit une action constante, qui y a laissé des traces profondes.

Mais c'est surtout dans la grammaire germanique qu'on retrouve des traces visibles des origines des peuples germaniques. Le savant grammairien Grimm a fait d'importantes découvertes, qui ne laissent

Digitized by Google

aucun doute à cet égard. Les Celtes, accourus des extrémités orientales de l'Europe pour venir s'abattre en partie sur les Gaules, en partie sur l'île de Bretagne, trahissent leur origine par leur langue. Il en est de même des Goths, que nous trouvons établis au IIe siècle de notre ère dans le sud de la presqu'île Scandinave et sur les rivages sud des golfes de Finlande et de Livonie ; ils ont laissé dans la langue scandinave des traces de leur séjour. Quant aux Huns, qui paraissent émigrés, vers le IIe siècle avant notre ère, des plaines septentrionales de la Chine et qui précipitèrent, au IVe et au Ve siècle de notre ère, la grande invasion, en poussant les uns sur les autres les peuples qui s'étaient établis sur les immenses plaines qui séparent le Volga de la Vistule et de l'Oder, on retrouve encore de leurs traces dans la langue des Magyars et de quelques clans des montagnes de Hongrie, l'ancienne Hunnie, où leurs débris cherchèrent un refuge après leurs désastres.

II

Si l'Orient a longtemps échappé aux investigations de la science, si l'indifférence des peuples occidentaux a longtemps négligé de le faire entrer dans le système de l'économie universelle par la colonisation et les entreprises commerciales, on ne saurait nier qu'il n'ait, à toutes les époques, eu une large part dans les préoccupations des hommes supérieurs et exercé une sorte de fascination mystérieuse sur les grands esprits qui ont présidé aux destinées de la civilisation. Tous les génies qui ont passé sur cette terre et ébloui les hommes par leurs pensées ou leurs actes ont rêvé sa conquête.

C'est d'abord Alexandre assurant, par une sorte de mission providentielle, l'union et le mélange de deux races qui avaient jusqu'alors vécu ennemies et séparées ; son œuvre reste inachevée. Puis, après sept siècles de luttes incessantes, lorsque l'empire romain eut accompli sa destinée, qui était de donner au monde un droit et une religion commune, nous voyons César reprendre les projets d'Alexandre, méditant une expédition contre les Parthes pour venger la mort de Crassus, mais surtout pour donner la dernière main à sa gloire par le prestige d'une grande guerre asiatique. Le poignard de Brutus et des conjurés coupe seul cours à ses rêves. Plus tard, au XVe siècle, c'est en recherchant la route des Indes dont les trésors devaient servir, dans sa pensée, à entreprendre la conquête de la Terre-Sainte et de l'Asie occidentale, que Christophe Colomb découvre un nouveau monde. Gustave-Adolphe, le héros du Nord, le

Digitized by Google

bon gros géant suédois, comme l'appelle M. Michelet, après avoir fondé sur le Rhin un petit royaume militaire, destiné à tenir l'Allemagne en échec et à perpétuer son œuvre, voulait s'enfoncer en Russie et marcher à la conquête de l'Orient. Il avait détruit l'immense cavalerie de la Pologne ; il allait prendre la route de Moscou quand il fut tué par la balle d'un traître. « A d'autres le monde ! » dit-il en laissant tomber son épée dans les champs de Lutzen. C'est enfin, à la fin du siècle dernier, le général Bonaparte qui va consacrer son nom en Egypte, faire refleurir les lauriers d'Italie sous le soleil de l'Orient et ajouter à sa gloire le prestige d'une expédition lointaine. Lui aussi rêvait la conquête de l'Orient. A Sainte-Hélène, son imagination, refoulée vers le passé, se reportait sur l'Egypte et l'Orient et s'illuminait des souvenirs brillants de sa jeunesse. « J'aurais mieux fait, disait-il en se frappant le front, de ne pas quitter l'Egypte. L'Orient attend un homme. Avec les Français en réserve, les Arabes et les Egyptiens comme auxiliaires, je me serais rendu maître de l'Inde et je serais aujourd'hui empereur de tout l'Orient [1]. » Une autre fois, revenant sur cette grande idée, il disait : « Saint-Jean-d'Acre enlevée, l'armée française volait à Damas et à Alep. Elle eût été en un clin d'œil sur l'Euphrate. Les chrétiens de la Syrie, les Druses, les Arméniens se fussent joints à elle. Les populations allaient être ébranlées... J'aurais atteint Constantinople et les Indes. J'eusse changé la face du monde [2]. »

On a longtemps considéré les projets de Bonaparte en Orient comme chimériques, comme des rêves propres à exalter l'imagination du Directoire et en obtenir les moyens d'aller grandir sa renommée en Egypte. Rien cependant de plus sérieux que ces projets, et plus tard, après sa chute, lorsqu'il était complétement désintéressé dans la question, nous le voyons dicter au comte de Montholon, à propos d'un livre publié sur lui à Londres, en 1817, la note suivante : « L'expédition d'Egypte avait trois buts : 1° Etablir sur le Nil une colonie française qui pût prospérer sans esclaves, et qui tînt lieu à la République de Saint-Domingue et de toutes les îles à sucre ; 2° ouvrir un débouché à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de ces vastes contrées ; 3° partir de l'Egypte comme d'une place d'armes pour porter une armée de 60,000 hommes sur l'Indus, soulever les Marhattes et les peuples opprimés de ces vastes contrées ; 60,000 hommes, moitié Européens, moitié recrues des climats brûlants de l'équateur et du tropique, transportés par 10,000 chevaux

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. I.
[2] *Ibid*, t. I.

Digitized by Google

et 50,000 chameaux, portant avec eux des vivres pour cinquante à soixante jours, de l'eau pour cinq ou six jours, et un train d'artillerie de cent cinquante bouches à feu de campagne, avec double approvisionnement, arriveraient en quatre mois sur l'Indus. L'Océan a cessé d'être un obstacle depuis qu'on a des vaisseaux ; le désert cesse d'en être un pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires. Les deux premiers objets étaient remplis, et malgré la perte de l'escadre de l'amiral Brueys à Alexandrie, l'intrigue qui porta Kléber à signer la convention d'Elarich, le débarquement de 30 à 35,000 Anglais sous les ordres d'Abercrombie, à Aboukir et à Qosseïr, le troisième but aurait été atteint, une armée française fût arrivée sur l'Indus dans l'hiver de 1801 à 1802, si l'assassinat de Kléber n'eût fait tomber le commandement de l'armée dans les mains d'un homme plein de courage, de talents administratifs et de bonne volonté, mais du caractère le plus opposé à tout commandement militaire [1]. »

Sans doute, pour ces projets, les temps n'étaient pas venus ; il était trop tôt. Saint-Jean-d'Acre barra la route à Bonaparte et bientôt après ses destins le rappelaient en Europe. Saint-Jean-d'Acre ! sujet pour lui d'éternelle malédiction ! Telles furent l'importance et la réalité de ses projets sur l'Orient, que chaque fois qu'on prononçait devant lui le nom de Sidney Smith, l'amiral qui captura son parc de siége, ravitailla la place et la défendit de concert avec l'ingénieur Phelippeau, ex-camarade de classe de Bonaparte à Brienne, il s'écriait, malgré la fortune prodigieuse qu'il eut depuis : « Cet homme m'a fait manquer ma carrière. »

III

Jetons maintenant un coup d'œil sur la politique des Européens en Asie. C'est une curieuse histoire que celle de leurs établissements sur ce continent, histoire de violences et de ruses. Aussi, les Européens, à l'exception des Français, qui ont toujours gouverné leurs colonies bien plus par le sentiment de justice que par celui de la crainte, sont-ils abhorrés dans toute l'Asie.

Vers les premières années du siècle dernier, quelques marchands de Londres, spéculateurs à l'aventure, s'établissaient modestement sur les côtes de l'Océan Indien, et y jetaient, sans le savoir, les

[1] Le général Menou. — Neuvième note sur l'ouvrage intitulé : *Manuscrit venu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue*, imprimé à Londres, chez John Murray, 1817. (*Mémoires de Montholon*, t. II.)

Digitized by Google

premiers fondements de ce vaste empire qui, depuis, a tour à tour absorbé tant de beaux royaumes, depuis Calcutta jusqu'à Delhi. Ces humbles commencements d'une fortune, aujourd'hui si haute, furent protégés et favorisés par les guerres d'extermination que se faisaient les deux peuples alors maîtres du pays, et qui n'y pouvaient vivre en paix, étant profondément séparés par la race, par la tradition, par des cultes ennemis. Les pâles héritiers d'Aurenzeb et leurs rajahs amollis étaient partout en lutte avec les successeurs de Thamas Koulikan, musulman venu de Perse et vainqueur de l'Inde. Il n'y avait plus que des tronçons d'empire dans ces contrées divisées à l'infini, et ce fut grâce à tous ces morcellements, à toutes ces luttes intestines que les aventuriers anglais purent planter leurs tentes sur quelques points des côtes et des rives. Que demandaient-ils, d'ailleurs, un peu de place au soleil pour y élever leurs comptoirs et la protection des chefs nababs et rajahs pour leur petit commerce à l'intérieur des terres !

Mais une fois ces comptoirs créés, le fort s'élèvera bientôt derrière la boutique, et bientôt la frégate anglaise viendra s'embosser devant le fort. Les relations commerciales une fois nouées dans le pays, l'empereur, le grand mogol, le roi des rois verra ses ministres devenir rétifs, ses officiers insolents, ses conseillers prévaricateurs. Il gardera encore les honneurs officiels du commandement, mais il aura cessé d'être le maître dans son empire. L'invisible main de l'étranger écrira tous ses ordres, toutes ses volontés, jusqu'à son testament.

C'est ainsi que les Anglais procèdent, et, dans l'Inde comme ailleurs, tels furent leurs premiers débuts. En moins de trente ans, ils avaient relié tous leurs comptoirs en une fédération puissante; ils étaient déjà un gouvernement, et ils rêvaient la domination absolue. Leur ambition fut merveilleusement servie par deux hommes dont la cupidité savante ne recula jamais devant le crime, et qui résument en eux tous les vices de l'immoralité britannique. C'est d'abord le colonel Clive, commandant des établissements anglais des bords du Gange, qui s'empare d'une partie du Bengale, fait chasser par la trahison et l'intrigue le grand mogol de ses Etats et obtient la cession des trois provinces d'Orissa, de Bengale et de Bahar. C'est ensuite Warren-Hastings, nouveau Verrès, devant les crimes duquel s'effacent encore toutes les iniquités de lord Clive. Il fut le premier officier général publiquement investi par la couronne du gouvernement des Indes. Les magnifiques marchands de la Compagnie avaient gardé, jusque-là, toutes les attributions du pouvoir souverain, se contentant de payer une redevance de quelques millions à la métropole. Pour quelques sacs d'argent, le nou-

Digitized by Google

veau gouverneur fait exterminer les Rohillas, et livre tout un peuple à la destruction; il vole ensuite deux fiefs au mogol, et lui supprime son traitement, s'empare du royaume d'Oude, du territoire de Benarès, et fait pendre les rajahs rebelles.

Le Verrès anglais, du reste, avait des agents qui le secondaient à merveille, et qui sont dignes de partager sa renommée. Voici ce que disait Burke des excès commis par un des subalternes de Hastings : « Ceux des laboureurs auxquels on soupçonnait de l'argent caché étaient soumis à d'atroces tortures : on leur serrait les doigts avec des cordes, jusqu'à ce que les quatre doigts de la main fussent, pour ainsi dire, soudés ensemble, et ne fussent plus qu'une seule masse de chair; on les séparait ensuite avec des coins de fer ou de bois. D'autres étaient attachés deux à deux par les pieds et jetés à travers une barre de charpente, où ils restaient suspendus les pieds en l'air, puis, on les frappait à coups de bâton sur la plante des pieds, jusqu'à ce que leurs ongles fussent enlevés. On les frappait ensuite sur la tête jusqu'à ce que le sang sortît par le nez, la bouche et les oreilles. Ils étaient aussi flagellés avec des épines, des cannes de bambou et des verges vénéneuses qui les brûlaient à chaque coup comme des lames ardentes. La cruauté du monstre qui ordonnait ces supplices savait tourmenter l'esprit ainsi que le corps : il faisait souvent lier ensemble le père et le fils; on les fouettait ensuite jusqu'à ce que leur peau tombât en lambeaux, et il avait cette satisfaction infernale de savoir que chaque coup aurait son effet, car, si le fils ne le recevait pas, il n'en souffrait pas moins en sachant qu'il était tombé sur son père, et le père souffrait les mêmes angoisses en sentant que chaque coup auquel il échappait retombait nécessairement sur son fils. . . . . Il est impossible de décrire les souffrances des femmes arrachées des retraites les plus secrètes de leurs habitations, que la religion du pays respectait comme des sanctuaires. Elles étaient exposées nues aux yeux du public. Les vierges étaient traînées dans les cours de justice, et, là, violées à la face des magistrats, à la face des spectateurs épouvantées, à la face du ciel et de la terre. . . . . D'autres femmes eurent l'extrémité des mamelles mises dans un bambou fendu et cruellement arrachées de leur sein. Ce que la pudeur prend soin de cacher chez toutes les nations, ce monstre le dévoilait à tous les yeux et le consumait par un feu lent. Bien plus, quelques-uns des valets de ce bourreau ont poussé l'infamie, la profanation jusqu'à boire dans les sources mêmes de la vie. »

Ainsi parlait Burke, en pleine Chambre des communes, et ce mi-

Digitized by Google

sérable dont il dénonçait les crimes était un agent officiel, un serviteur exécutant les volontés du gouverneur général des Indes, et ce gouverneur était lui-même l'agent officiel, le représentant de la couronne, et le Parlement, au nom de l'Angleterre outragée, déshonorée, ne rappelait pas l'auteur de tant de crimes ! Plus tard, pourtant, Warren-Hastings, poursuivi par l'indignation publique, fut mis en jugement. Mais on traîna sept ans son procès et la cour des pairs l'acquitta, engageant ainsi la complicité du gouvernement dans tous les actes de son mandataire. Quant aux magnifiques marchands de Londres et de Calcutta, jaloux sans doute de la solidarité que leur gouvernement venait d'assumer devant la postérité, ils accordèrent à leur gouverneur une pension annuelle de 100,000 fr.

Nous ne pouvons clore ce récit sans dire un mot de la politique de la Grande-Bretagne dans ses rapports avec les colonies françaises de l'Inde et les chefs des populations musulmanes.

En 1750, sous Dupleix et le commandant Jussy, du sud au nord indien, nous possédions 150 lieues de côtes sur 20 lieues de profondeur, et dans nos villes de Chandernagor, Karikal, Mahé, Pondichéry, se concentrait un commerce florissant, qui ouvrait à la métropole un nouveau monde. Les comptoirs anglais, alors, étaient loin de rivaliser avec les nôtres; mais lord Clive ayant pris pied dans le Bengale par la bataille de Plassey, l'intrigue britannique pénétra dans notre gouvernement des Indes, et Lally-Tollendal perdit, en deux ans, le vaste empire que Dupleix nous avait laissé. Il ne sut pas même garder Pondichéry, que défendaient des fortifications puissantes, et livra tout à la discrétion du colonel assiégeant : la ville, son armée, sa personne et l'honneur de la France. Chandernagor, Mahé, Karikal n'étaient plus également qu'un désert, comme Pondichéry, tant l'Anglais jaloux avait hâte d'effacer partout la vigoureuse empreinte de la nation française. Pondichéry, pourtant, sortit de ses ruines après la paix, grâce aux gouverneurs Lauriston et Bellecombe, officiers habiles d'un gouvernement au déclin. Mais les Anglais, que ce retour de la fortune française inquiétait, profitèrent des hostilités que la révolte d'Amérique avait fait naître, et vinrent assiéger notre ville capitale des Indes, avant que la guerre fût déclarée. Pondichéry fut pris de nouveau, non sans une opiniâtre résistance de Bellecombe, et de nouveau rasé jusqu'en son plus petit mamelon, à la manière anglaise. Cinq ans plus tard, le bailli de Suffren, après avoir vaincu les escadres anglaises en cinq ou six rencontres, enlevé les plus fortes positions de la côte indienne, et mis ses comptoirs en blocus, était sur le point d'en finir avec la dernière flotte anglaise dans ces parages, quand l'amiral Hughes, qui la commandait, lui dénonça la paix d'Amérique qui

Digitized by Google

n'était pas encore officiellement ratifiée. Suffren, fidèle à l'honneur, accorda la trêve, et la puissance anglaise fut sauvée.

Elle courait en effet de grands dangers ; Hayder-Aly, chef musulman et maître de Maïssour, opérait par terre avec autant de bonheur que le bailli de Suffren sur mer, et si celui-ci avait frappé son dernier coup avant la paix, Hayder et Bussy, qui marchaient ensemble, pouvaient entrer en vainqueurs à Madras et même à Calcutta. Jamais moment ne fut plus favorable pour attaquer à fond les Anglais dans la presqu'île de l'Inde. La guerre d'Amérique les avait empêchés d'envoyer des forces suffisantes ; le Bengale et le royaume d'Oude disposaient de ressources imposantes. Les Français avaient dans Hayder-Ali un allié beaucoup plus redoutable qu'on ne le suppose. Les Anglais, qui ne sont pas suspects d'adulation à cet égard, disaient qu'il était véritablement le *Frédéric* de cette partie du monde ; qu'il avait su se créer un Etat et une armée ; organiser l'un et discipliner l'autre. Cet homme vraiment extraordinaire avait formé une coalition de princes mahométans dont il était le chef. Il était animé contre les Anglais, non-seulement par le désir de les chasser de l'Inde, mais encore par une haine personnelle et invétérée. Malheureusement les troupes qu'avait amenées l'escadre française n'étaient pas assez nombreuses pour entreprendre le siége de Madras. Les Anglais, au contraire, aussitôt qu'ils prévirent la fin de la guerre d'Amérique, se hâtèrent d'envoyer dans l'Inde les forces nécessaires à la protection de leurs possessions ; et les Hollandais ne firent aucun effort pour seconder les Français qui défendaient la cause commune.

La paix conclue avec la France, le prince de Maïssour, désormais seul, succomba. Les Anglais, par la corruption, suscitèrent contre lui le soubab de Décan et les Mahrattes, ces Arabes de l'Inde. Il eut la guerre à soutenir sur tous les points de ses frontières, et il mourut de doulenr, laissant à son fils Tippoo-Soultan le soin de sa vengeance. Mais le nouveau sultan fut trahi et enveloppé d'intrigues ; il fut condamné à signer, en 1792, un traité qui le faisait vassal, comme le grand mogol, cette ombre des ombres. Ce dernier traité donna aux Anglais le Carnatic et le Malabar.

Tippoo-Soultan vaincu, Pondichery, qui, grâce à Bussy, s'était relevé, succomba pour la troisième fois, et les Anglais, au lieu de chasser les colons dans les terres, les firent juger comme suspects par des tribunaux d'exception, et les jetèrent sur leurs pontons flottants comme des prisonniers de guerre. Une dernière chance restait encore. Bonaparte, vainqueur de l'Egypte, annonçait à Tippoo que la vengeance française arrivait, par la voie de Suez, à la côte de Malabar, et le chef de Maïssour recommença la guerre. Mais l'idée

Digitized by Google

de Bonaparte fut tuée par Nelson à la bataille d'Aboukir. Le Directoire ne fit rien, et Tippoo-Soultan fut écrasé, plus heureux pourtant que son père, car il resta parmi les morts sur son dernier champ de bataille : avec lui tomba la puissance musulmane dans l'Inde.

Quant à la colonie française, elle n'existe plus que par tronçons ; et ces tronçons, enclavés dans les vastes lignes anglaises, sont là, non comme des possessions sérieuses, mais comme des monuments funèbres qui racontent à l'Orient nos terribles désastres de 1815 et les orgueilleuses victoires de la perfidie britannique. Les Français dépouillés, les rajahs achetés ou vaincus, les musulmans écrasés, l'Angleterre n'eut plus d'ennemis sérieux à combattre.

Aussi, pendant cinquante ans, a-t-elle pu donner carrière à son avidité par la perception savante des impôts, par le monopole exclusif du commerce et des industries, par les confiscations légales ; elle a concentré dans ses mains toutes les richesses de ce vaste territoire ; elle a ruiné la terre, affamé le laboureur, créé des millions de pauvres comme en Irlande. Après avoir enlevé le sol aux indigènes, l'administration anglaise leur enlève le produit de leur travail par de lourds impôts, par des monopoles aussi odieux qu'immoraux, comme ceux du sel et de l'opium. L'un condamne le natif indigent à des maladies cruelles par la privation d'un article de consommation de première nécessité ; l'autre oblige le cultivateur à couvrir son champ de pavots au lieu de céréales. L'opium rapporte annuellement cent millions à l'Angleterre. Certaines lois obligent les Indiens à recevoir dans leurs ports les produits britanniques à un droit de 2 ou 3 0/0, tandis que les objets manufacturés par les Indiens ne sont accueillis dans les ports de la Grande-Bretagne qu'avec des droits de 30 à 1,000 0/0. Les produits que la nature généreuse accorde avec profusion et qui suffiraient pour fournir à tous les besoins de l'Europe, qui enrichiraient à la fois la colonie et l'Angleterre, sont presque prohibés sur les marchés anglais pour faire place aux productions de colonies plus favorisées. Ainsi, pour protéger ses fermiers du Canada, le gouvernement frappe le blé de l'Inde d'un droit de 30 0/0, sans tenir compte de la différence de distance qui augmente encore le prix de transport de ce dernier. Le café, le coton, la laine, la graine de lin, la soie, la cochenille de Calcutta, de Madras et de Bombay, payent 100, 200, 300 0/0. Enfin, le tabac, l'une des plus riches récoltes de l'Inde, est imposé au delà de 1,000 0/0, c'est-à-dire qu'on oblige l'industrie indienne à nourrir l'industrie anglaise. Le gouvernement anglais retire annuellement de l'Inde un capital de 125 millions de francs qui n'y rentrent jamais. Si on multiplie ce chiffre par 50, on trouve que la

Digitized by Google

domination anglaise a coûté 7,500 millions à l'Inde, sans compter les tributs et les exactions de tous genres. Que penser encore de ces impôts irréguliers établis sous le moindre prétexte, contributions de guerre, emprunts extraordinaires, souscriptions dites volontaires pour des églises chrétiennes, pour des établissements de charité ou d'utilité publique?

Aujourd'hui, l'Inde est ruinée et n'enrichit plus guère l'Angleterre. Le commerce va toujours en déclinant, à l'exception du sucre et du coton. Le marin qui visite ces côtes et pénètre quelque peu dans l'intérieur rencontre des provinces entières presque incultes; et, dans des villes où florissaient des fabriques dont les produits étonnaient l'Europe, c'est à peine si l'on retrouve aujourd'hui quelques tisserands au milieu des décombres. Une partie des dépouilles de l'Inde est réservée à l'ambition de cette magistrature qui vend ses faveurs à prix d'or; une autre partie devient la proie des prétendus propagateurs de la foi. En 1857, les Anglais allèrent plus loin; ils froissèrent profondément les sentiments religieux de l'armée indigène : ils ordonnèrent aux cipayes de prendre les carabines Minié, dont les cartouches sont extérieurement frottées avec de la graisse de porc. Les Hindous virent dans cette mesure une vive atteinte aux prescriptions de Manou et à celles de Mohammed. Ce fut l'étincelle de la révolte qui éclata à Miront le 10 mai 1857. Cawnpour, Allahabad, Bénarès, Delhi, capitale fortifiée et la plus importante de toutes ces positions, levèrent le drapeau de la révolte, et les Anglais faillirent succomber. Si les indigènes avaient eu un noyau de troupes européennes, de 25 à 30,000 hommes seulement, pour couvrir la prise d'armes et protéger les ralliements, nul doute que les Anglais n'eussent été balayés en moins d'un an du sol de l'Inde, de l'Himalaya à Ceylan. Mais, mal armés, sans appuis, sans soutiens, leurs bandes furent presque partout surprises en formation et battues en détail.

L'Inde méritait mieux; berceau de la plus ancienne civilisation, elle pouvait attendre de l'Europe un meilleur traitement. Les bizarres pratiques du bouddhisme peuvent faire sourire les philosophes européens; mais n'est-ce point une religion vivace que celle qui compte deux mille quatre cents ans d'existence et réunit sous son empire trois cent quarante millions d'adhérents? Le temps de la réforme est venu peut-être pour cette grande religion; elle attend peut-être un Luther ou un Calvin qui rende à l'activité intellectuelle cent millions d'hommes endormis dans des croyances vieillies ou courbés sous l'oppression. Qui sait à quelles destinées est appelée cette mère patrie de toutes les civilisations?

Digitized by Google

IV

Quatre grandes voies conduisent directement ou indirectement de l'Europe dans l'Inde. La première est la voie de Suez. C'est en prévision de la canalisation de l'isthme que les Anglais s'emparèrent successivement du port de Moka, dans la mer Rouge, sous prétexte d'y établir un dépôt de charbon; du cap Bab-el-Mandeb, sur le détroit de ce nom; du port d'Aden, en 1839, sous prétexte qu'on avait pillé un bâtiment anglais naufragé, et en suscitant au cheick d'Aden ses propres fils pour ennemis; enfin de l'île de Périm qui appartenait à la Turquie et dont ils s'emparèrent, en 1856, sur une nation amie et en pleine paix. Nous croyons utile de donner ici quelques renseignements géographiques sur la mer Rouge, que nous avons visitée avec soin [1].

Le détroit de Bab-el-Mandeb a vingt-trois milles de largeur. L'île de Périm se trouve à dix-huit milles du cap Bab-el-Mandeb et à trois milles environ de la pointe qui termine en cet endroit la péninsule Arabique. A 800 mètres de cette pointe se trouve la Roche du Pilote. Sous prétexte d'y établir un phare, les Anglais se sont emparés de cette île, clef de la mer Rouge, et l'ont couverte de fortifications. La ville d'Aden compte environ 25,000 habitants. Difficile à attaquer, cette presqu'île est également difficile à défendre, en raison de sa stérilité même. Aden ne possède que deux puits. Cependant, on a retrouvé deux immenses réservoirs, dont l'origine n'est pas encore bien établie et qui peuvent contenir assez d'eau pour alimenter pendant un an la garnison. La rade d'Aden, placée à l'entrée de la mer Rouge, est comme le vestibule de cette mer. Outre ces positions importantes, dont les Anglais se sont assuré la possession, il y a quelques autres points secondaires que devrait occuper toute puissance jalouse de balancer l'influence anglaise : 1° Berbérah, port vaste et sûr, qui a une grande importance par sa position en face d'Aden. C'est un lieu de rendez-vous des caravanes de l'Arabie et de la Perse. Ses foires attirent jusqu'à 40,000 étrangers et sont les premières en importance de toute l'Arabie. Les Anglais ont établi depuis 1857 une petite garnison sur ce point, et le cheick du lieu a conclu avec eux un traité de commerce qui le place en quelque sorte sous la dépendance de la compagnie des Indes. — 2° la baie d'Aboc, excellent port de relâche, qui

[1] Campagne de la mer des Indes. Corvette *la Licorne*, 1861.

Digitized by Google

deviendrait par quelques travaux peu dispendieux le point le plus sûr de la baie d'Aden. L'Angleterre possède près de ces parages les îles Moussah, îles qu'elle a rachetées en 1845 au chef de la baie de Tadjoura. Ces îles contiennent, il est vrai, un bon mouillage, mais très difficile à prendre. — 3° Ras-Ali, situé à vingt milles dans le S.-O. de la baie d'Aboc. On y trouve un mouillage qui peut contenir jusqu'à cent vingt navires de fort tonnage. Ce mouillage est plus sûr que celui d'Aden. Il est abrité par de hautes montagnes, et l'eau s'y trouve en abondance. Il offre de grands avantages au commerce, et, pour en faire un excellent port, il suffirait de faire sauter à la mine le banc de coraux qui se trouve à l'entrée de la passe. — 4° Les îles Camaran, qui offrent un port très sûr, bien alimenté d'eau, capable de contenir toute une flotte.

Comment la France ne s'est-elle pas déjà emparée de quelques-uns de ces points, en présence de l'ouverture prochaine du canal de Suez? Il y a là la preuve d'une négligence qui peut difficilement se comprendre, encore moins se justifier.

La voie de Suez est la plus courte et la plus sûre des quatre grandes voies qui conduisent dans l'Inde. Le canal de Suez, dont nous avons visité avec attention les travaux, en mai 1868, la rendra bientôt praticable, nous en avons emporté l'inébranlable conviction. Peut-être sera-t-il livré à la navigation dans les premiers mois de 1870. Si, par hasard, la canalisation de Suez avait entraîné la guerre avec l'Angleterre, ce qu'on a pu craindre un instant, bien que le commerce anglais fût plus intéressé qu'un autre commerce à la prompte réussite du projet, les travaux n'auraient pas été interrompus pour cela; ils n'en eussent peut-être marché que plus vite, car 35,000 hommes détachés de l'armée d'Afrique auraient pu occuper momentanément l'Egypte.

La seconde voie est celle de Syrie par Saint-Jean-d'Acre et Damas, la vallée de l'Euphrate et le golfe Persique. Les Anglais ont encore eu ici la prévoyance de s'emparer des points principaux de cette voie, c'est-à-dire des îles d'Ormuz, qui commandent l'entrée du golfe, sous prétexte d'y établir un dépôt de charbon, et de l'île de Karat, qui commande les bouches de l'Euphrate [1]. Depuis trente ans, leurs vapeurs remontent ce fleuve jusqu'à Bassora. Ils méditent un chemin de fer qui joindrait ce point à Damas et à Saint-Jean-d'Acre. Les gros vapeurs ne pourront guère remonter le fleuve

[1] Cette île, d'une haute importance aujourd'hui, est une ancienne colonie hollandaise cédée à la France. En 1808, le général Humblot, assiégé par les Anglais, capitula et la rendit. La capitulation ne fut pas ratifiée par Napoléon. Lors des traités de 1815, on oublia de faire mention de cette île. De fait, elle appartient aux Anglais; de droit, elle appartient encore à la France.

Digitized by Google

que jusqu'à Bagdad, jusqu'au magnifique bassin formé sur ce point par le confluent du Tigre et de l'Euphrate. La Porte a déjà autorisé une ligne télégraphique; autorisera-t-elle une voie ferrée? Peu importe : les Anglais ont pris pied sur cette terre, ils en seront bientôt les maîtres. Ce n'est plus qu'une affaire de temps. Ne leur faudra-t-il pas des gardiens pour leur ligne télégraphique, et à ces gardiens des maisons? Celles-ci seront construites comme des forts; il suffira, à un moment donné, d'y débarquer des soldats et des canons. On se plaindra ensuite qu'il y a eu quelques poteaux télégraphiques abattus; on déclarera la protection de la Porte insuffisante et on demandera la permission de se protéger soi-même. On débarquera alors des soldats; on construira des forts et des casernes autour desquels se grouperont des populations qui en feront bientôt des centres anglais importants. C'est ici que les Anglais se trouvent une première fois en antagonisme avec les Russes. Pierre le Grand, qui avait remarqué que l'Euphrate commence à être navigable à Erz-Rukiam, à environ 150 kilomètres de la mer Noire, juste en face de la magnifique baie de Trébizonde, avait pensé à creuser un canal à travers le Taurus et s'était emparé dans ce but, dès 1722, des provinces avoisinantes, qui faisaient partie de l'ancienne Médie. Les travaux de ce canal seraient considérablement abrégés, grâce à une petite rivière qui vient tomber dans la mer Noire à Trébizonde. Les Russes n'ont pas renoncé à ce projet.

Une troisième voie serait facilement ouverte par le Volga et le Don, formant deux coudes très prononcés qui se touchent presque. On pourrait unir ces deux fleuves par un petit canal, qui n'exigerait que quelques mois de travaux, et faire communiquer la mer Noire et la mer d'Azof à la mer Caspiennne. Un autre canal partant de celle-ci et passant par Téhéran et Schouster, à travers la Perse, établirait la communication avec le golfe Persique.

Il y a enfin une quatrième voie, en contournant la mer Caspienne et en descendant par les steppes des Kirghiz et du Turkestan sur Hérat, Caboul et Lahore. Catherine II envoya des armées jusqu'à Boukara et Kachemyre; et dans la dernière guerre de Perse, nous avons vu Hérat attaqué par les Anglais et défendu par des officiers russes.

L'Angleterre veille attentivement sur ces quatre voies et surveille d'un œil jaloux toutes les manœuvres russes. A l'extrême Orient, sa surveillance n'est pas moindre. Elle convoite et médite de vastes projets sur la Chine; aussi a-t-elle eu soin de s'emparer des voies qui y conduisent.

Digitized by Google

V

La principale voie, la plus courte, la plus sûre, celle que prennent en général tous les bâtiments venant d'Europe et allant dans les mers de Chine ou *vice versa*, est la voie du détroit de Malacca. Les Anglais la possédaient déjà par la possession de la ville et du port de Malacca, sur le détroit de ce nom, et par celle de Singapore, au sud de la presqu'île de l'Indo-Chine. Cette dernière ville, qui n'était qu'une petite bourgade en 1822, lorsque les Anglais en prirent possession, compte aujourd'hui 80,000 habitants. Sa rade, une des plus sûres et des plus spacieuses du monde, sert annuellement d'escale à cinq mille navires du plus fort tonnage et de tous pavillons. L'Angleterre y possède des docks, des magasins et des bassins de radoub. Singapore, par sa position, est appelée à un avenir magnifique, auquel le percement de l'isthme de Suez va donner un nouvel essor. Une visite attentive des lieux nous a montré que cette position était susceptible d'une bonne défense en temps de guerre.

On peut arriver aussi dans les mers de Chine en doublant au sud les îles de Sumatra et de Java, et en remontant par le canal de Bornéo. Mais les Anglais, par la possession de l'île de Labouan, située sur la côte occidentale de Bornéo, sont encore maîtres de ce passage. Ils ont acheté, en 1846, au sultan de Bornéo, cet îlot, qu'ils ont fortifié pour en faire, en temps de guerre, un centre de croisière. Là, quelques navires à vapeur seraient admirablement placés pour paralyser cette voie et la rendre impraticable au commerce ennemi.

Il y a bien encore une troisième voie pour les navires qui ont fait route au sud, et qui viennent des ports d'Australie ou de la Nouvelle-Calédonie. Mais elle allonge considérablement la route ; les mers qu'il faut traverser sont encore peu connues ; les îles et les écueils les rendent très dangereuses, surtout pour les navires du commerce. Nous avons suivi cette voie, sur le vaisseau *le Fleurus*, en revenant de la Nouvelle-Calédonie, dans les premiers mois de 1868, et nous avons été frappé de ses dangers et de sa longueur. La première de ces trois voies est restée la grande route du commerce universel, pour lequel, suivant la maxime anglaise, le temps est de l'argent.

Cette colonie de Cochinchine, dont nous nous sommes emparés en 1859 [1], mais dont nous ne sommes réellement entrés en possession

[1] M. le vice-amiral Rigault de Genouilly, promoteur de l'entreprise, après avoir fait accepter ses plans au gouvernement français, s'empara en 1859, avec une poignée

Digitized by Google

qu'en 1861, paraît à première vue une excellente position militaire entre l'Inde et la Chine. Mais, au fond, il n'en est rien, puisque les Anglais sont les maîtres des voies qui y conduisent. D'ailleurs la colonie n'a pas de ports pour former un centre de croisières contre le commerce de l'ennemi, et Saïgon, sa capitale et son port, est enfoncé, d'après l'examen des lieux, de quinze lieues dans l'intérieur des terres. Nous pensons toutefois qu'il est possible de créer, sans trop de dépense, un port à l'embouchure de la rivière de Saïgon, au cap Saint-Jacques, et de lui donner une valeur réelle en le reliant par trois railways américains aux trois centres importants de la colonie : Saïgon, Mytho, Bien-Hoa. La distance à chacune de ces localités, chefs-lieux de province, est de quinze à vingt lieues au plus. Ce point n'est séparé de ces villes que par de vastes plaines, plates et unies, coupées de petits arroyos ; aussi la dépense serait peu considérable ; et l'on se demande, depuis dix ans que nous occupons cette colonie, comment les travaux n'en ont pas encore été entrepris, comment il n'a pas même été question de ces projets. Cette colonie où nous nous sommes établis comme pour nous consoler de la perte de nos belles possessions des Indes, et pour en faire comme un pendant en miniature de l'empire des Anglais dans cette contrée, ne nous resterait pas longtemps entre les mains, la guerre une fois déclarée à l'Angleterre [1]. Les Anglais l'enveloppent et l'enserrent de toutes parts, et tiennent les voies qui y conduisent.

La Cochinchine produit en abondance du riz de bonne qualité, des bois et quelques autres produits secondaires. Son roulement commercial est en moyenne de 60 millions de francs par an, c'est-à-dire un peu supérieur à celui de Bourbon, de La Martinique et de La Guadeloupe. On espère accroître son importance commerciale, en augmentant d'une part le nombre des rizières, et de l'autre en lui ouvrant de nouveaux débouchés sur les marchés de l'Australie et des îles de La Sonde. Déjà la colonie a de bons débouchés pour son riz, en Chine et à Singapore. Ce résultat peut être atteint en facilitant les demandes de concessions de terrain et en encourageant l'émigration chinoise. A Saïgon, ville de 25,000 habitants, tous les métiers utiles sont entre les mains des Chinois, ouvriers doux, patients, actifs, économes et laborieux. Une ville complétement chinoise s'est

d'hommes, des forts de Saïgon. Mais ce ne fut qu'en 1861, après le renfort de 2,300 hommes, dont 300 Espagnols, amené par le vice-amiral Charner, que nous pûmes nous étendre et prendre possession de la colonie.

[1] Il en est de la Cochinchine, placée à côté de l'empire anglais des Indes, comme de notre autre colonie de la Nouvelle-Calédonie, placée à côté de l'Australie. Quelques corvettes à vapeur suffiraient pour s'emparer de la Nouvelle-Calédonie, colonie sans ressources propres et laissée sans défense, qui s'alimente des vivres que lui envoie la France ou que lui vend l'Australie.

Digitized by Google

déjà élevée à quelques milles de Saïgon. Cho-Long, nom que les Chinois lui donnent et que nous nommons Cholen, compte aujourd'hui 40,000 habitants, et sa population s'accroît de jour en jour.

Mais, pour qu'une colonie se fonde et prospère, il faut des colons et des capitaux. Or les uns comme les autres manquent. On compte en Cochinchine 485 Européens seulement, et pour les protéger il faut entretenir 10,000 soldats de terre et de mer de toutes armes. La colonie rapporte en moyenne 18 millions par an, et elle en coûte 25 au gouvernement français. Son climat est meurtrier et ses maladies endémiques terribles. La mortalité y est très forte, et son service régulier de transports de l'Etat rapporte, tous les trois mois en France, en moyenne 300 malades ou convalescents, dont beaucoup, atteints par les dyssenteries et les fièvres, n'y rentrent que pour mourir à l'hôpital.

Sous l'administration heureuse de M. le vice-amiral de La Grandière, gouverneur depuis quatre ans, la colonie s'est agrandie, en 1867, dans le sud, de trois nouvelles provinces, sans coup férir. Le protectorat accepté par le roi du Cambodge, Noureddan, est une véritable souveraineté déguisée ; et si les colons arrivaient, il serait facile de donner une nouvelle extension à nos domaines par l'adjonction de son territoire. Le fleuve Cambodge, ou le Me-Kong, qui arrose un pays riche et fertile, est navigable jusqu'à Cambodge, capitale du pays. Les navires d'un faible tirant d'eau peuvent même le remonter jusqu'à Kratié, à l'extrémité du Grand-Lac, sur les bords duquel gisent les ruines d'Ankor, ruines qui couvrent un espace de près de quarante kilomètres, et qui sont là comme pour attester la chute d'un empire considérable et d'une civilisation très avancée, mais sur lesquels toute donnée nous échappe absolument [1].

Avec des colons et des capitaux, le sol naturellement fertile de la Cochinchine pourrait être très utilement exploité. Mais aujourd'hui notre rôle se borne à transplanter une portion de la population chinoise sur cette terre, enlevée par nos armes à ses propriétaires naturels, et à garantir la sécurité de ces nouveaux venus par un petit corps d'armée, au détriment de notre budget et de la santé de nos marins et de nos soldats. L'avenir territorial de la Cochinchine française peut devenir considérable. Des provinces actuelles, comme d'un centre, nous pouvons rayonner et nous étendre en tous sens; au sud vers les possessions anglaises, au nord vers la Chine, à l'ouest et au nord-ouest vers la Birmanie et le royaume de Siam. Il

[1] Un temple, dont les ruines sont d'un haut intérêt pour les archéologues, montre que les arts étaient poussés très loin dans cette Babylone inconnue.

Digitized by Google

y a là bien certainement les bases d'un grand empire à fonder. Mais, pour cela, il faudrait expulser les Anglais de la presqu'île de Johore, de la magnifique position de Singapore et de Malacca; conquérir, d'une part, le royaume de Siam et la Birmanie qui, inquiétée par les Anglais, qui ont besoin de ses côtes pour relier leurs possessions de l'Inde à celles de l'Indo-Chine, a déjà demandé deux fois : la première, en 1856, à la fin de la guerre de Crimée; la seconde, en 1859, quand nous avons pris Saïgon, notre protectorat, que le gouvernement français lui a refusé pour ne pas porter ombrage à l'Angleterre; changer en souveraineté le protectorat que nous exerçons sur le Cambodge; enfin nous étendre au nord vers les frontières chinoises et nous emparer de Hué, de Touranne, de tout l'empire d'Annam. La possession de l'île de Labouan, sur le canal de Bornéo et du port chinois de Schang-Haï, achèverait de consolider cet édifice, mais il faudrait pour l'élever une longue guerre contre l'Angleterre et un Dupleix. Un voyage d'exploration de dix-huit mois entrepris en 1866, par une commission d'officiers de marine, a laissé entrevoir que le fleuve Tonking, dont le cours se dirige au nord vers les frontières de la Chine, était navigable jusqu'au Yem-Sun, partie sud de l'empire chinois, peuplée de soixante millions d'habitants; pays riche, fertile, dont les soies sont très-estimées, les thés (thés de Thè-Schouan), réputés les meilleurs du monde, et dont les montagnes alimentent, depuis des siècles, de métaux précieux et de métaux utiles tout l'empire du Milieu. S'il en était ainsi, il y aurait un grand avantage pour le commerce à prendre cette voie au lieu de prendre celle du port de Schang-Haï, par laquelle ses produits arrivent aux Européens. Le fleuve Tonking, transformé en une artère commerciale de cette importance, donnerait à nos possessions cochinchinoises une valeur toute nouvelle, car il est tributaire de cette colonie.

VI

L'Angleterre n'a jamais songé à fonder une colonie importante dans la presqu'île de l'Indo-Chine. L'Anglais est essentiellement marchand; ce qu'il désire avant tout, ce sont des débouchés pour ses produits manufacturés. Or, l'Indo-Chine est un des pays du globe les moins peuplés, et ses habitants ont peu de besoins. L'empire du Milieu, au contraire, avec son immense population, ses produits d'échange, les soies, les thés, les porcelaines, sa civilisation avancée, devait, de bonne heure, attirer l'attention de l'Angle-

Digitized by Google

terre. Nous allons voir comment elle s'est introduite et s'est imposée à la Chine. Les princes du Céleste-Empire avaient prohibé la vente d'un poison dont l'usage, pour leurs peuples, était une cause active et permanente de dépérissement. Les Anglais, qui cultivaient le pavot dans les plus riches de leurs possessions indiennes, en tiraient avant l'édit des revenus considérables, et, pour ne pas perdre une source si riche de profits, ils organisèrent une vaste contrebande qui s'infiltra par toutes les frontières, sut trouver des alliés jusque parmi les gouverneurs, et, comme elle ne vendait qu'au comptant, réalisa des bénéfices que le commerce libre ne lui aurait jamais donnés. La contrebande, d'ailleurs, savait agir ouvertement et par la force. Le poison, de plus, était devenu nécessaire, par habitude, à ce peuple enfant qu'enivrait la sensualité des rêves, et les Chinois se firent les complices de leurs empoisonneurs.

Tout le monde connaît les funestes effets de l'opium, et les statistiques prouvent que la vie moyenne des fumeurs ne dépasse pas quatre ans. Mais qu'importe au gouvernement anglais? Depuis des siècles, il s'est fait la main au meurtre, en Irlande, en Amérique, dans les deux Indes, et, puisqu'il y a de riches profits à recueillir, il faut que la Chine soit empoisonnée. N'est-il pas sage, d'ailleurs, d'affaiblir et d'énerver un empire qui a pour provinces des royaumes, et que peuplent des centaines de millions d'habitants? Donc, malgré les remontrances, les édits et les lois, les Anglais poursuivent activement leur commerce clandestin; leurs navires tiennent magasin dans la rivière de Canton, et, pour se faire livrer les caisses qui donnent la mort, le commissaire chinois est obligé de mettre aux fers le résident Anglais, sir Elliot. Les Anglais crient à la violation du droit des gens. Le 3 avril 1840, le gouvernement anglais, épousant la querelle de ses contrebandiers provocateurs, réclame une indemnité. Les Chinois refusent d'acquitter ces traites du crime, et, quelques mois après, une flotte anglaise de trente voiles mouillait à l'entrée de la mer Jaune, en rade de Chusan. Cette ville, ouverte et inoffensive, fut bombardée, pillée, dévastée, ainsi qu'Amoï, et, le gouvernement anglais ayant refusé de ratifier un traité des plus honorables signé par son représentant, sir Elliot, une flotte nouvelle, partie du Bengale, incendia les forts de la Rogue, châtia Canton et parut devant Pékin, la capitale du Céleste-Empire. La nullité militaire des Chinois rendait toute résistance impossible. Comme les Hindous, amollis par leurs habitudes pacifiques, ils étaient peu capables de défendre leur territoire, qui devient tous les jours la proie des étrangers. Ils durent céder et subir les rudes conditions de l'étranger, c'est-à-dire payer les soixante-

Digitized by Google

quinze millions, les frais de la guerre et toutes les dîmes de la défaite.

Depuis cette mémorable campagne, l'Angleterre a pris pied en Chine; elle y a des îles, des baies, des ports, un traité de commerce, des influences organisées qui travaillent l'empire. Dans quelques années, si l'Europe n'y songe et si l'Amérique n'oppose pas sa concurrence, la Chine, comme l'Inde, ne sera plus qu'une ferme anglaise. C'est pour protéger ce trafic que nous avons entrepris la dernière expédition de Chine en 1858[1]. Et qu'avons-nous retiré de cette expédition dispendieuse? Des souffrances pour nos soldats et une aggravation de notre dette, peut-être aussi la permission secrète de fonder un établissement en Cochinchine. On pensait que cette guerre assurerait à nos nationaux une protection qui leur permettrait de fonder sur cette place lointaine des établissements de crédit qui nous avaient toujours manqué jusqu'alors, et dont l'absence paralysait nos entreprises et notre commerce. Jusque-là, les produits chinois nous arrivaient par l'intermédiaire des Anglais, qui réalisaient ainsi un double bénéfice, celui de l'échange de leurs produits manufacturés contre les articles chinois et celui de la vente de ces mêmes articles aux Français, bénéfice qu'on peut évaluer, d'après les statistiques les plus récentes, à environ 200 millions de francs. Mais ces promesses n'ont pas été tenues, et tout le monde a pu lire, dans l'*Exposé de la situation de l'Empire*, qu'en 1863 et les années suivantes, nous avons acheté en moyenne aux Anglais pour 173 millions seulement de soies grégées de Chine[2].

Jetons un regard sur ce peuple et sur ce gouvernement avant de passer en revue les dangers qui menacent son existence. Qu'est-ce que cet empire, grand comme l'Europe, peuplé de quatre cents millions d'âmes réparties sur treize millions de kilomètres carrés? Il a vécu, ce peuple, quarante siècles, usé vingt-deux dynasties et près de trois cents souverains! Pendant cette longue période, que d'événements sur notre globe, que de civilisations disparues, que de dé-

[1] En 1855, notre commerce dans les cinq ports chinois n'était représenté que par dix-sept navires jaugeant ensemble 6,000 tonneaux, tandis que le commerce américain y figurait pour plus de 100 millions de francs et le commerce de la Grande-Bretagne pour plus de 600 millions. Le Chili y fait plus d'affaires que nous. Complétement effacée sous le rapport commercial, la France est donc réduite, dans le nord de la Chine, aussi bien que dans les provinces méridionales, à un simple rôle d'observation. Mais il n'en sera plus de même, le jour où la Chine, entrant dans le cercle de la politique générale, verra son existence placée, comme celle de l'Empire Ottoman, sous la protection des grandes lois d'équilibre qui régissent le monde civilisé.

Les Anglais ont acquis un magnifique territoire sur la terre ferme; ils ont mis un pied en Chine, bientôt ils en auront deux. La France a recueilli un territoire isolé sur une île et sans avenir relatif.

Digitized by Google

couvertes, que de transformations progressives! Seul, le peuple chinois s'est agité sans marcher; pas une idée n'est sortie de ses révolutions. Deux fois, il fut conquis par une poignée d'hommes : une première fois par les Mongols, une seconde fois par les Mandchoux. Ceux-ci, originaires d'une petite peuplade étrangère, depuis deux siècles, occupent héréditairement le trône de Chine, dont ils se sont emparés à l'aide d'une armée aguerrie. Comment ce peuple, qui a de l'intelligence, qui, par sa nature, est très supérieur aux autres Asiatiques, en est-il arrivé à ce point de stérilité et d'humiliation? Comment tant de forces vives ont-elles été perdues? Comment enfin une des plus vieilles civilisations du monde en est-elle aussi la plus arriérée? On le comprendra peut-être quand on se sera rendu compte de sa langue et de ses institutions.

La langue se compose de phrases toutes faites. Chacun en a d'appropriées à son usage et à sa profession. Un savant passe sa vie à apprendre ses phrases, et il ne sait que celles qu'il a retenues. Là, point de communications entre les esprits; la science des uns ne profite en rien aux autres; tout progrès est impossible; l'immobilité est la loi. Le régime patriarcal, qui fut celui des premiers âges, s'y est maintenu jusqu'à nos jours, au moins pour la forme, avec une incroyable immuabilité. La base de tout, c'est la famille; non pas la famille moderne émancipée par nos lois, mais la famille antique despotiquement gouvernée par son chef. Le père est absolu dans son intérieur comme le gouverneur dans sa province, comme l'empereur dans l'empire. Façonné à l'obéissance domestique dès le début de sa vie, l'homme y prend l'habitude de toutes les soumissions. La famille est comme le moule où se forme le citoyen, et dont il ne sort qu'avec une empreinte ineffaçable. On conçoit tout ce qu'un pareil principe, lorsqu'il se ramifie à l'infini, lorsqu'il se retrouve partout dans la société, depuis la base jusqu'au faîte, sait donner de force à un gouvernement. Aussi la politique des empereurs s'est-elle préoccupée de le maintenir toujours intact. En théorie, ce gouvernement, c'est l'absolutisme, l'absolutisme à tous les étages, à tous les échelons, en haut comme en bas, du chef de famille au chef de l'Etat. Cependant, en fait, dans la pratique, il est tempéré de tant de manières, qu'entre les mains de l'autorité, il devient plutôt un élément de pouvoir qu'un instrument impitoyable de servitude et d'oppression [1].

[1] L'une des circonstances qui ont le plus embarrassé les personnes qui ont les premières étudié la révolution chinoise actuelle fut le mélange bizarre des dogmes du christianisme avec la prétendue mission divine que s'attribuait Tai-ping pour soulever les populations contre les Tartares. Or, une brochure a été trouvée à Nanking où l'Ancien et le Nouveau Testament sont exposés et traités de livres saints. Une autre bro-

Digitized by Google

Nul pays où la vie de l'homme soit cotée si bas. Dans ce long nécrologe qu'on appelle l'histoire chinoise, on ne tourne pas dix pages sans rencontrer une tache de sang. Les lois sont iniques; elles sont sans efficacité et désorganisent, voilà tout. La corruption des fonctionnaires chinois est proverbiale, et la vénalité est devenue un principe de gouvernement. Le peuple, voyant sans cesse la justice s'acheter, n'a aucune idée de justice; il ne connaît que la crainte. Le vol lui paraît honnête tant qu'il échappe à la répression. Une effroyable démoralisation s'est étendue sur tout l'empire; le suicide y atteint des proportions inouïes, l'infanticide fréquent et le relâchement des mœurs à peine croyable. La prostitution s'y pratique en plein jour, et il se dépense annuellement 116 millions de francs dans les bateaux de fleurs de la seule ville de Canton. A côté de misères dont nous n'avons aucune idée, on voit des fortunes immenses, scandaleuses, inconnues en Europe. Qu'on joigne à cela les vices d'un mauvais système économique qui, dans un pays aussi fortement centralisé que la Chine, ne contribue pas peu à la détresse publique, et l'on sera moins surpris que la Chine, le pays le plus favorisé de la nature, celui où l'agriculture est certainement la plus avancée, soit aussi, par un de ces contrastes que nous rencontrons à chaque instant, celui où la misère est la plus affreuse. On a peine à croire ce que les auteurs chinois nous racontent des années de disette, et nous révoquerions en doute les repas de chair humaine dont nous parle leur histoire si le fait n'était confirmé par un de nos sinologues les plus éminents. Un dixième de la population ne vit que de poisson. La pisciculture comme l'agriculture a été portée par ce peuple à un rare degré de perfection.

Et ce peuple qui passe par de si cruelles épreuves, ce peuple qui souffre de la faim, il se développe sur 1,500 lieues de côtes; il a devant lui le Pacifique, l'Océanie et tous ses magnifiques archipels. Connaissant la boussole au temps d'Homère, longtemps avant que Rome fût fondée, ils pouvaient peupler ces îles et même pousser plus loin, poser le pied sur le sol du Nouveau Monde, et Christophe Colomb, qui croyait voguer vers la Chine, ne se fût qu'à moitié trompé. Ils le pouvaient à loisir, car, si long que fût le trajet, ils avaient des siècles pour le parcourir. Et de tout cela, rien n'a été. L'émigration est interdite; elle ne se fait que par fraude,

chure contient textuellement les commandements du Décalogue de Moïse, qui sont mentionnés comme ayant été donnés par Dieu sur le mont Sinaï, et est accompagnée d'un glossaire contenant diverses formules de prières. Dans une troisième brochure, il est question de la création du ciel et de la terre, du déluge de quarante jours, de l'envoi du Seigneur du monde, Yé-sou (Jésus), et de la mission céleste de Taï-ping pour exterminer les démons (Tartares).

Digitized by Google

malgré la police, ou en l'achetant. Ainsi l'a voulu la politique des empereurs, afin d'isoler ce vieux monde qu'elle avait si bien façonné[1].

Avec de semblables institutions, avec une hiérarchie dans l'absolutisme, la responsabilité absolue des fonctionnaires qui payent de leur tête tout désordre dans leurs provinces, le système de barrières et d'isolement, la complicité des classes savantes, qui ont toujours plus servi le pouvoir qu'éclairé les peuples[2], il semble que peu de gouvernements aient paru dans le monde avec autant de garanties de stabilité. Telle fut assurément la pensée du législateur, mais rien n'est immobile ici-bas, pas même les dynasties chinoises. Vingt-deux révolutions ont bouleversé l'empire; on ne compte pas les guerres civiles. L'histoire chinoise est ce qu'est la nôtre, toute pleine de convulsions sanglantes. Seulement, nos révolutions ont été fécondes, les siennes ont été stériles; nos convulsions marchent de pair avec nos développements et nos élans, les siennes l'ont déchiré sans rien produire. Ce régime ne lui a pas donné la paix, il lui a ôté la vie. Il a tout tari, ses richesses comme ses progrès; et c'est ainsi que la Chine, qui possédait la boussole plus de deux mille ans avant l'Europe, attend toujours des navigateurs; c'est ainsi qu'un jésuite lui fondit ses premiers canons, quand elle avait inventé la poudre au commencement du XIIIe siècle, et qu'une partie des impôts du pays se payent encore en nature, quand, au temps de Jules César, elle connaissait le papier-monnaie.

VII

La religion des mandarins fait contre-poids à la religion des brahmanes; autant celle-ci a emporté le génie de l'Orient aux dernières limites de l'idéal, autant celle-là s'attache au réel. L'empire du Milieu a, comme l'Inde, ses livres sacrés, aussi immuables que les étoiles fixes, dit l'Y-King, le premier livre religieux d'où découlent

[1] Aujourd'hui, les Chinois émigrent plus facilement, car il est passé plus de deux millions de Chinois dans le royaume de Siam; dans l'archipel de la Sonde, ils sont plus de quarante mille. Beaucoup prennent la route de l'Australie, des Philippines, des Sandwich et même des colonies françaises.

[2] La Chine s'honore de quelques lettrés célèbres, comme Sse-ma-tsien et Ma-touan-lin; de philosophes très-vantés, comme Confucius et Meng-tsen. Il faut regretter qu'on les compte. Tous furent dépendants et enclins à la vénalité! Confucius lui-même était aux genoux du pouvoir, et ses disciples, s'ils ont fourni quelques victimes aux hécatombes de leur histoire, se sont fait les adulateurs de l'impératrice Ou-héou.

Digitized by Google

tous les autres, qui contient le principe des choses visibles et des invisibles. La révélation s'y manifeste sous une forme extraordinaire qui marque d'abord que ce peuple doit vivre sans alliance avec le genre humain. Pendant que les prophètes du reste de l'Asie épient la première aube au sommet des monts, le révélateur chinois, Fo-Hi, naît d'une vierge qui l'a conçu solitairement en marchant sur les vestiges de Dieu ; l'arc-en-ciel est son auréole ; il descend dans les lieux bas, au bord du fleuve Jaune. Là il rencontre, attachée au limon du chaos, une tortue monstrueuse, dont l'écaille, couleur du ciel, porte des caractères mystérieux tracés dès le commencement du monde par l'éternelle sagesse. Cette tortue immobile, c'est la tortue sacrée, l'emblème de l'empire à venir. Ces signes, ces hiéroglyphes vivants, voilà les tables de la loi du peuple chinois, son décalogue écrit de la main du Créateur sur la dépouille de la première créature. Chaque signe est une parole visible qui manifeste son sens le plus profond à ceux qui la contemplent avec le plus de recueillement ; et tous ces types ensemble forment la représentation, la Genèse figurée de tous les faits d'ordre physique et spirituel. Héritage de la sagesse incréée, sentences, proverbes des patriarches, politique du chaos gravée en caractères antédiluviens, c'est la substance de l'Y-King, le premier de tous les livres, la source de tous les autres. Les peuples s'appliquant nécessairement à commenter ces tablettes du Dieu, elles sont d'âge en âge détournées à de nouvelles significations. La ligne tracée par l'Eternel est, de génération en génération, interprété par le roi des patriarches, puis par les empereurs et les docteurs, jusqu'à ce qu'enfin le docteur suprême, Confucius, vienne achever par la philosophie les efforts accumulés de la tradition. Construire tout l'ordre civil sur le plan de cette géométrie, c'est le but du législateur, d'autant plus que les mêmes signes sont, comme les nombres de Pythagore, tout à la fois des archétypes du monde physique et du monde intelligible ; ce qui montre assez que cette société dans les langes s'est déjà instinctivement élevée jusqu'à l'idée de l'unité dans l'univers.

Dans l'esprit même de l'institution, la conscience est un livre intérieur, et le Chinois doit se régler sur l'imitation du signe révélé, comme le chrétien sur l'imitation de la croix. Cette société, cette religion, est fondée non sur l'idolâtrie de la nature, mais sur la superstition de la lettre. Ce qui résulte de cette étrange conception de la révélation, c'est que la création de l'écriture a frappé le peuple chinois plus que la genèse du monde physique ; dès lors, la société toute entière ne peut et ne doit être dans ses rites, ses codes, ses mœurs, que la traduction, l'application vivante de cette géométrie éternelle. Sur ce principe s'établit cet état bizarre qui semblait être

Digitized by Google

placé hors de la loi de l'humanité, et qui, au contraire, s'explique de lui-même dès qu'on la compare au dogme qui l'a fait naître. Puisque la source primitive de l'autorité est cachée dans les replis de l'Ecriture, il s'ensuit que la marque de l'élection divine s'attache à celui qui comprend le mieux, qui explique le mieux les mystères des signes; d'où l'on voit tout aussitôt se former une société de scribes, de lettrés, dans laquelle la hiérarchie civile se règle au concours, suivant le degré que chacun peut atteindre dans l'interprétation des types révélés; ce qui suppose et engendre en effet un gouvernement fondée non sur la théocratie, non sur la noblesse de race, ni sur les droits de la propriété et de la richesse, ni sur la souveraineté de la multitude, mais sur la seule intelligence de la lettre des livres canoniques. L'inégalité des conditions naît de la seule inégalité des connaissances acquises; la puissance politique se mesure sur la science, et voilà tout un peuple d'érudits qui, d'examen en examen, se distribue en bacheliers, licenciés, docteurs, comme d'autres se partagent en prolétaires, plébéiens et patriciens.

La véritable originalité de la philosophie chinoise vient de la manière ingénieuse dont elle a subordonné aux formes géométriques de la révélation les mouvements les plus libres de la conscience humaine. Comme Malebranche accommodait sa philosophie aux versets de l'Evangile, Confucius a su calquer la sienne sur les figures des caractères sacrés. Remarquons ensuite que le spectacle de la nature sous cette interprétation mystique est relégué au second rang, et que la source de pensées religieuses qu'il éveille dans l'Inde est nécessairement tarie pour la Chine, peuple enfant qui, la tête courbée prématurément sur la page où il épelle les lettres souveraines, oublie le ciel et le reste du genre humain. La vie s'est épuisée subitement, faute d'un lien avec l'infini pour la renouveler; cette société, fondée sur le régime de la vie patriarcale en quelque sorte pétrifiée, stéréotypée, est, tout ensemble, la plus vieille et la plus jeune qu'on puisse se figurer. Elle n'a plus de problèmes sociaux ou religieux à résoudre; aussi les uns et les autres ne sauraient l'intéresser, encore moins la soulever. Son indifférence glacée s'étend jusqu'à la mort, et ce peuple est le seul qui ne s'inquiète pas de ce qu'il devient au-delà de la tombe.

Ce qui dans l'histoire est le trait distinctif de ce peuple, c'est que, dès le berceau, il a représenté le déisme, ou, pour mieux dire, le rationalisme en Orient. Son dieu sans figure, sans voix, grand empereur du néant, est le ciel suprême, habitacle du vide, mais du vide sans profondeur, sans amour, sans haine. Il a l'unité; et il est vrai que cela seul entraîne pour conséquence l'égalité originelle des hommes; aussi point de castes, peu de traces d'esclavage, hormis

Digitized by Google

pour l'étranger et même, jusqu'à un certain point, dans la famille, exclusion de la polygamie ; mais, d'autre part, ce dieu est sans vie, sans personnalité, sans âme, sans préférence, sans inclination pour personne ; son impartialité est celle de la mort. Ce ciel auguste, impassible, insondable, dont les empereurs brisent, quand ils le veulent, les communications avec la terre, lien commun, fiction politique placée à la tête de la constitution sociale, qu'est-ce autre chose que le culte des encyclopédistes, ou plutôt la fête de l'Etre suprême inaugurée par ce peuple au sortir du chaos ? Ainsi voulez-vous mesurer tout ce que peuvent faire la terre sans le ciel, la vie sans l'immortalité, l'homme sans le dieu ? considérez la Chine. Ce dieu exténué dès l'origine ne donne prise à aucune réforme, pas même à l'hérésie ; ce qu'il est au commencement, il l'est à la fin des temps. Faute de progrès, il n'a pas de déclin ; et c'est par là seulement que s'explique la contradiction étonnante qu'on aperçoit dans l'histoire de cette civilisation.

Nulle part les changements de gouvernement n'ont été plus fréquents qu'en Chine ; mais la religion n'éprouvant aucun genre d'altération ou de renouvellement, le monde ne passant jamais du scepticisme à la foi, et tous deux s'éteignant dans une indifférence permanente, ces changements, que la croyance et le doute engendrent partout ailleurs, sont ici impossibles. A proprement parler, le cœur de l'Etat n'a jamais battu. Sur un dieu pétrifié s'est moulée une société pétrifiée. On voit passer avec une rapidité singulière les familles régnantes ; vingt-deux dynasties se renversent les unes sur les autres, sans que ces changements de personnes entraînent aucune variation dans les choses, les conditions, les coutumes. On dirait que ces révolutions qui s'agitent sans idées, à la surface des choses, s'accomplissent dans le néant ; et par suite de ces réflexions vous arrivez à cet étrange et incontestable résultat : que le peuple qui a le plus souvent changé de gouvernements et de maîtres est celui qui est resté le plus immuable dans son institution primitive. Si, dans l'Occident, le principe religieux venait à s'exténuer de même, qui doute que l'on ne vît les peuples s'agiter, non indifféremment, mais convulsivement, dans le désespoir, élevant, renversant les princes, changeant, renouvelant à tout propos le nom des chefs, les formes de l'autorité, sans réussir à pouvoir imprimer le moindre mouvement, la moindre amélioration efficace au principe de la société ; roue d'Ixion condamnée à tourner éternellement dans le vide.

Il est aisé, maintenant, de comprendre pourquoi les Chinois ont vécu isolés du reste des peuples ; ce n'est pas la grande muraille qui les sépare du monde, c'est en fondant leur société hors de Dieu

Digitized by Google

qu'ils l'ont, en quelque sorte, fondée hors de l'alliance du genre humain. Privés d'une religion positive, ils manquent de l'organe par où les peuples pouvaient se lier avec eux d'un lien spirituel, et de là il était naturel qu'ils fussent les premiers à entrer dans la grande communion du monde social. Toutes les civilisations ont commencé à se pénétrer, à s'unir étroitement par l'échange mutuel de leurs croyances; plus une société a été pleine de Dieu, plus elle a servi d'aliment à toutes les autres; mais, si l'on suppose un peuple chez lequel la religion soit réduite à n'être qu'une ombre, il n'y aura aussi qu'une ombre de parenté, de solidarité, d'association entre cet Etat et la famille universelle; et, si l'on allait jusqu'à admettre une société visiblement athée, on s'apercevrait bientôt qu'il serait absolument impossible de la faire rentrer jamais dans la communion des autres. Perdue ainsi au bout de l'univers, le stérile Chang-ti de la Chine, tournant le dos à l'avenir, contemple les mers stériles de l'Océanie. Impuissant à rien associer, c'est à peine si, du milieu des flots, il voit au loin surgir quelques îles éparses, comme l'écaille de la tortue marine, sur laquelle il inscrit ses énigmes. Un jour on découvre par delà l'Océan cette société qui a pour principe l'égalité de tous ses membres, la seule prééminence de l'intelligence, la seule autocratie du mérite personnel. Tout y est exactement mesuré, calculé, pondéré sur les seules lois de la nature humaine; le bon sens y est l'unique idole; et, au moment où, sur la foi de ces merveilles, l'admiration de l'Occident va éclater pour ses antipodes, il se trouve, avec plus d'attention, que ce chef-d'œuvre ne peut ni se mouvoir, ni respirer, ni vivre, et que tant de sagesse aboutit à créer un sublime automate. Pourquoi cela? Parce que l'homme y est privé d'un idéal supérieur à lui-même. La société hébraïque a gravité vers Jéhovah, la société grecque vers Jupiter; le monde chrétien gravite vers le Christ, et dans cet effort de la terre vers le ciel est renfermé tout le secret de la vie sociale. Mais, dans la société chinoise, l'homme n'ayant pour but que l'homme, trouve sa fin dans son point de départ; il faut qu'il étouffe dans les bornes de l'humanité. En faisant la vertu trop commode, il l'a rendue impossible, car le malheur est qu'il n'est pas fait pour le milieu, et que, dès qu'il vise à la médiocrité, il atteint au-dessous; en renonçant au ciel, il déchoit de la terre, et, s'il ne brigue la vie absolue, il s'arrête au néant. Dans cette société naine, tout est tronqué par le faîte. A la morale manque l'héroïsme, de là la lâcheté d'un peuple qui se compte par centaines de millions, et qui se laisse conquérir par une poignée d'hommes; aux vers il manque la poésie; à la philosophie la métaphysique; à la vie l'immortalité, parce qu'au sommet de tout manque le Dieu.

Digitized by Google

VIII

Au nord, un danger plus redoutable encore que ceux que lui font courir l'Angleterre la menace. Au nord, l'aigle à deux têtes guette sa proie ; la Russie s'avance toujours, et demain peut-être elle sera au pied de la grande muraille et lancera à la Chine le *Quos ego* des forts[1].

C'est vers le milieu du XVIIe siècle que les Russes et les Chinois se rencontrèrent pour la première fois. Les Cosaques venaient de parcourir l'espace compris entre les monts Ourals et le lac Baïkal, de reconnaître les belles plaines de la Sibérie méridionale. En continuant leur route à l'est, ils arrivèrent sur les bords de l'Amour où ils se trouvèrent face à face avec les Mandchoux, à peu près à l'époque où ceux-ci s'emparaient de la Chine. Après plusieurs années de combats, pendant lesquelles les deux peuples se disputèrent la possession de ce grand débouché ouvert à l'Asie sur l'océan Pacifique, les Tartares, ayant achevé la conquête de la Chine, revinrent en force, et un premier traité fut conclu en 1689. Par ce traité, les Chinois conservaient la possession du cours de l'Amour et fermaient aux Russes l'accès de l'océan ; mais ils leur cédaient la rive gauche d'un affluent et leur laissaient ainsi un pied dans cette importante vallée. Ce traité fut rompu en 1722, et les marchands russes furent expulsés de Péking. Il fut rétabli ensuite en 1728, mais les échanges du commerce durent se faire à la frontière. Kiachta devint alors pour les Russes ce qu'était Canton pour le reste des populations européennes. Les Russes obtinrent un privilége réservé à eux seuls, celui d'entretenir à Péking un collége russe, institution utile pour leur commerce et leur politique par son espionnage et ses renseignements.

Depuis cette époque, les rapports des Russes et des Chinois sont restés dans le même état ; mais pendant que le commerce russe suivait ainsi la route de Kiachta, le gouvernement des czars n'était pas inactif du côté de l'Amour. La fondation de ses établissements au Kamtchatka, aux îles Aléoutiennes, dans l'Amérique du Nord, l'ex-

[1] La grande muraille fut construite, il y a plus de deux mille ans, par le premier monarque universel de la Chine, Thsin-Chi-Hoang-Ti. Quatre millions d'hommes y travaillèrent pendant dix ans ; plus de quatre cent mille y périrent. Elle a 600 lieues de longueur, de 20 à 25 pieds de hauteur, et est assez large pour permettre à six cavaliers d'y passer de front. Elle s'étend depuis la mer Jaune jusqu'à l'extrémité occidentale de la province de Chen-Si. Elle avait pour but d'arrêter les invasions des Tartares.

Digitized by Google

tension du commerce des fourrures dans ces parages, firent regretter vivement aux Russes de n'avoir pas sur l'océan Pacifique un port qui fut en communication facile avec la Sibérie méridionale. De la Russie proprement dite jusqu'à Irkoutsk, cette capitale des provinces sibériennes que les prisonniers de Pultava ont élevé dans une position admirable sur les bords du Baïkal, il existe une grande voie fluviale, presque non interrompue, qui répand l'activité et la vie sur son parcours. De là, vers l'est, on est obligé de suivre la Léna jusqu'à Yakoutsk, et à partir de ce point toutes les communications avec le Pacifique, avec Aïan, Okholsk, Pétropaulovsky, se font lentement et péniblement à dos de chevaux. Si, au contraire, on était maître de l'Amour, dont les affluents remontent jusqu'aux bords du lac Baïkal, et dont la navigation est bien moins longtemps fermée par les glaces que celle de la Léna, on descendrait le fleuve jusqu'à son embouchure, qui forme un port magnifique. Maître de tout son cours et de ses affluents, on ne serait plus séparé de la Chine que par l'immense désert de Cobi ; on serait à 200 lieues de Péking par terre, à 200 lieues des pays boisés et des vallées cultivées. Si la Russie croyait un jour de l'intérêt de sa puissance de prendre aux affaires de Chine une part active, les soldats russes auraient bien vite franchi ces 200 lieues, et ne tarderaient guère à arriver sous les murs de Péking. Ils auraient pour avant-garde ces cavaliers nomades, frères de ceux qui deux fois déjà, en 1654 et en 1854, ont vaincu ces grandes armées chinoises, ces cavaliers que l'on peut reconnaître pour les descendants de Gengis-Khan, et qui, bien conduits, feraient une excellente cavalerie légère. Ils sont dévoués à la Russie, parce qu'elle les traite bien et qu'ils savent que les Chinois abreuvent leurs compatriotes de dégoûts et d'outrages. En même temps que les soldats russes paraîtraient devant Péking, on verrait sortir des bouches de l'Amour ces marins dont la dernière guerre nous a appris à connaître la valeur ; on les verrait sur ces mers lointaines, pourvus de ces approvisionnements inépuisables que la prévoyance ambitieuse des czars a seule le secret d'accumuler, et une fois à Péking, est-il si difficile de pressentir ce que ferait l'habileté des Russes à s'assimiler les populations conquises et leur particulière habitude à manier les Orientaux ? Quelle moisson à recueillir ! Et quelles seraient désormais les limites de la puissance russe si elle venait à s'étendre sur la Chine, sur ses ports, ses matelots, et toutes les sources de richesse qu'elle renferme dans son sein.

Aujourd'hui, le cours tout entier de l'Amour est entre les mains des Russes. C'est dans ses eaux que, pendant la dernière guerre se sont retirées cette frégate l'*Aurore* et cette flottille russe

Digitized by Google

qui ont échappé par des prodiges de courage et d'habileté aux escadres réunies de France et d'Angleterre, et lorsque ces escadres, acharnées à la poursuite d'une proie qui leur échappait sans cesse, se sont approchées des bouches du fleuve, elles les ont trouvées garnies de batteries de côté, couvertes de troupes; elles ont entendu prononcer des noms de forts et d'établissements militaires jusqu'alors parfaitement inconnus, déjà reliés entre eux par des navires à vapeur. L'Amour est donc aujourd'hui un fleuve russe. Nos missionnaires ont confirmé ce que l'escadre a appris. C'est en 1850 que l'envahissement s'est accompli. Les Russes résidaient à cette époque à un endroit nommé Oua-Ki, proche de l'embouchure du fleuve. Ils dirigèrent aussi une expédition sur la grande île de Salakalien, qui s'étend en face de l'entrée de l'Amour et n'est séparée, au sud, des îles japonnaises que par le détroit de la Peyrouse. De plus, cinquante lieues au sud des bouches de l'Amour, le gouvernement russe fonde un grand établissement naval, qui n'a pas été possible dans le fleuve même par l'insuffisante profondeur des eaux. Un traité a été conclu à Tien-Tsin par le général Mourawief, dit depuis Mourawief-Amourski, frère de ce Mourawief, d'exécrable mémoire, surnommé le Boucher de Wilna. Il assure à la Russie non-seulement le cours du fleuve, mais encore tout le territoire qui s'étend au nord, une superficie grande comme la France. La moitié de la Daourie est russe, la pointe septentrionale de la Mantchourie est russe, et les flotilles russes, autorisées à naviguer sur les grands affluents de l'Amour, remontent jusqu'à Kizin, dans la province de ce nom. Un télégraphe est établi entre Péking et Kiachta, et de l'autre les possessions russes touchent sur la mer à la presqu'île de Corée, et ses troupes ne se trouvent qu'à quelques marches de la capitale du Céleste-Empire. Les bords de l'Amour se couvrent de villes et de forts, et l'île de Tarakai, où on a découvert des gisements inépuisables d'excellents charbon de terre, est devenue russe. Cette île, de plus de huit cents kilomètres, est le premier chaînon du gigantesque archipel qui se développe sur une longueur de quinze cents lieues, de la pointe méridionale du Kamchatka à la pointe méridionale de l'Indo-Chine. Par là la Russie touche au Japon, menaçant de déborder cette Asie, qu'elle étreint du côté de la terre, au nord et à l'ouest, dans le Turkestan comme dans la Mandchourie, et d'élever sa puissance maritime au formidable niveau de sa puissance continentale.

La frontière chinoise se trouve reculée de plus de deux cents lieues au sud. Par le fait, la Russie a gagné depuis 1850, c'est-à-dire depuis dix-neuf ans à peine, quatre cents lieues en profondeur.

Digitized by Google

Maintenant il est question à Saint-Pétersbourg de se faire céder par la Chine tout le littoral au nord de la Corée, c'est-à-dire l'entrée même du golfe de Pé-Tchi-li. On rencontre dans la partie méridionale de ces côtes, c'est-à-dire dans la même latitude que celles du Caucase, un nombre si considérable de baies, qu'il est impossible de trouver sur aucun point du globe rien d'analogue ou d'équivalent. Le fameux port de Sébastopol, et la Corne d'Or, dans le Bosphore, le cèdent de beaucoup sous le rapport de la sûreté du mouillage à ces golfes qui se succèdent à l'infini. Tout autour le pays est couvert de forêts vierges qui fournissent des chênes de trois mètres de diamètre. Nul doute qu'un brillant avenir ne soit réservé en Orient au possesseur de ces bois centenaires situés à proximité de ports magnifiques, d'un labyrinthe de baies, de golfes, d'îles et de presqu'îles immenses.

IX

Les Russes ne menacent pas seulement l'Asie par le nord de la Chine et par leurs manœuvres dans le sud-ouest pour atteindre à l'Inde ; depuis quelques années, ils étendent singulièrement leurs conquêtes à l'orient du lac ou de la mer d'Aral. En 1860, ils s'emparèrent sur les rives du Siz-Daria, un des plus beaux fleuves de l'Asie centrale, de plusieurs forts et positions fortifiées qui menacent directement Samarkand, la ville sainte des musulmans de ces contrées. En 1864, ils mirent la main sur cette ville, et la prise de possession fut annoncée à l'Europe par une circulaire aux agents russes, dans laquelle le prince Gortschakoff s'efforçait de rassurer les intérêts européens, et surtout les intérêts anglais. Cependant l'émir de Boukara, peu rassuré, s'empressa de prendre des mesures de défense dans le Khokan ; mais les Russes ne lui laissèrent pas le temps d'achever ses préparatifs ; le général Tchernaïef, gouverneur d'Orenbourg, prit d'assaut, le 26 juin 1865, la ville de Tachkent, capitale du Khokan, peuplée de plus de cent mille habitants, l'un des principaux centres de commerce de l'Asie centrale. Le nouveau gouverneur russe installé à Tachkent administra quelque temps ces contrées en leur laissant une ombre d'autonomie. Aruse, le grand mufti, chef de la justice et des cultes, conservait la prérogative de nommer les fonctionnaires qui relevaient de son ni-

Digitized by Google

nistère, sauf l'approbation du gouverneur. Aujourd'hui ces garanties ont disparu, et, au mois d'octobre 1866, le Khokan fut purement et simplement incorporé à l'empire russe, après une petite comédie de suffrage et de vote populaire qui ne peut tromper personne.

Les Russes ne s'arrêteront certainement pas dans cette voie. De la position nouvelle qu'ils viennent de prendre, ils menacent directement Samarkand et les belles provinces occidentales de l'empire chinois, où on trouve les riches et florissantes cités d'Outch, de Tourtan, de Yarkan et de Khotan. A l'heure où nous écrivons, les provinces viennent d'échapper à la domination chinoise, à la suite d'une insurrection fomentée par les agents russes.

Aujourd'hui les projets de la Russie sont nettement et clairement définis. Il ne saurait plus y avoir d'équivoque, tous les voiles sont déchirés. Son but manifeste est de s'emparer de tout le commerce de l'Asie centrale, de relier ces contrées à la mer Caspienne et à la mer Noire par des canaux et des chemins de fer, de discipliner et de ranger sous sa domination les peuples qui habitent ces vastes contrées. Mais elle a encore d'autres desseins; elle songe à mettre la main sur le Turkestan chinois, à entamer ainsi l'empire pour s'établir plus tard au cœur même de l'Asie; à marcher simultanément dans le sud vers Kachemir, Boukara et Hérat; à envelopper et à placer sous sa domination le shah de Perse et les chefs de l'Afghanistan, ces gardiens des clefs de l'Inde, la proie depuis longtemps convoitée par les czars et que, de son tombeau, Pierre le Grand indique du doigt à ses successeurs.

X.

A côté de la Chine se trouve un immense archipel dont la population n'a pas encore reçu d'estimation certaine et dont on n'a pas compté plus sérieusement les îles que les millions d'habitants de la Chine. C'est l'archipel du Japon, pays curieux à étudier sous tous les rapports. Tandis qu'on retrouve dans l'Inde et en Chine des vestiges géologiques et des souvenirs légendaires du dernier cataclysme diluvien, le Japon, dont les terres sont certainement celles qui ont la plus grande altitude au-dessus du niveau des mers, paraît être resté complétement étranger à cet événement. On n'est pas bien d'accord sur l'origine de la population du Japon. Quelques sa-

Digitized by Google

vants ont prétendu retrouver l'origine de ce peuple dans une émigration chinoise qui aurait eu lieu vers l'an 212 avant Jésus-Christ; mais ses documents tout récents ont prouvé péremptoirement que les annales de ce peuple remontent à plus de quatre siècles avant Jésus-Christ. Les Japonais prétendent que leur archipel est le berceau du genre humain, et il serait d'un haut intérêt pour la science de pénétrer dans ces monastères antiques où les Japonais, à l'égal du peuple juif, conservent religieusement leurs annales depuis les temps les plus reculés. On y trouvera peut-être un jour des détails intéressants sur la religion de Bouddha, qui, malgré les persécutions des empereurs, s'est établi dans ces îles vers le commencement de notre ère et d'où est sorti un rival redoutable pour leur autorité, le pontife ou souverain spirituel. Outre de curieux renseignements sur cette religion, une des plus singulières qui se soient jamais emparé de l'esprit des hommes, on pourra encore peut-être trouver le mystère des émigrations qui ont donné naissance aux populations du continent américain.

Les Japonais ont une certaine civilisation et une certaine industrie. Ils l'emportent sur nous dans la fabrication des porcelaines, des soieries, pour la trempe des métaux. Deux siècles de paix ont élevé la civilisation de ce peuple au-dessus de celle de tous les autres peuples de l'Asie. Seuls, parmi eux, ils cherchent réellement à s'assimiler à la civilisation européenne, tout en redoutant beaucoup l'invasion des étrangers. Ils sont actifs, intelligents, observateurs, et les derniers événements du Japon ont révélé chez eux une habilité guerrière et un courage de beaucoup supérieur à celui des Chinois. Nous avons entendu un des ambassadeurs japonais qui visitèrent dernièrement Paris, Londres et l'Europe s'écrier avec amertume : « Je ne peux plus dormir après ce que je viens de voir, et quand je pense combien il manque de libertés à mon pays. » Ils ont enfin l'instinct de la civilisation et la volonté du progrès.

Des études importantes faites de notre temps sur les langues sémitiques, il semble résulter que la langue japonaise dérive de la langue tartare[1]. Comme dans la langue chinoise et dans tous les autres idiomes asiatiques, depuis le Bosphore jusqu'à la mer Jaune. On trouve des similitudes qui font présumer que ces langues ont une origine commune, à moins que celles-ci ne soient le produit d'altérations venues à la suite de l'occupation et des courses à travers l'Asie des armées de Tamerlan, de Gengis-Kan et des autres conquérants tartares qui cherchèrent, à diverses époques, à se

[1] Nous avons un Dictionnaire franco-japonais qui compte déjà 47,000 mots.

Digitized by Google

frayer une route vers l'Occident, laissant derrière eux une longue trace de sang éclairée par les lueurs de l'incendie qu'ils allumaient partout sur leur passage.

Tel est le tableau général que présente cette Asie, vaste proie convoitée par l'ambition presque exclusive de deux puissances européennes, aujourd'hui source d'amères tristesses, mais aussi d'inébranlables espérances pour tous les vrais amis de la civilisation et de l'humanité. Quelle conclusion faut-il tirer de ce spectacle ? Il est temps que la France avise et oppose une barrière aux envahissements progressifs de l'Angleterre et de la Russie, ou qu'elle se décide à intervenir et à se faire sa part dans cette conquête qui s'accomplit lentement sans elle; car il y a là une autre question d'Orient qui se prépare aux bords du Yang-Tse-Kiang, au lieu de s'agiter sur le Bosphore. Cette question n'intéresse pas seulement, comme la première, la vanité et l'influence politique de quelques nations, elle intéresse le commerce et l'influence de tous les peuples de l'univers, mais surtout le commerce français, qui manque d'essor faute de marchés coloniaux et de débouchés avantageux.

C. LULLIER,

Digitized by Google

LE DROIT DES PAUVRES

ET

L'ADMINISTRATION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les impôts indirects, et surtout ceux de consommation, ont le privilége d'être, d'une manière toute particulière, insupportables aux assujettis. Le taux généralement élevé de ces taxes, et le mode employé pour leur recouvrement n'ont cessé de soulever des réclamations, et l'on pourrait presque faire l'histoire de nos révolutions politiques en passant en revue les révolutions non moins radicales qui ont successivement modifié cette partie de notre système financier.

Le droit des pauvres, qui est un véritable impôt de consommation, a subi des vicissitudes analogues et ressenti le contre-coup des commotions qui ont, à diverses reprises, ébranlé l'ordre social. Depuis la loi du 7 frimaire an V, origine de la législation actuelle, les théâtres ont profité à peu près de toutes les circonstances pour secouer le joug de l'Assistance publique.

En 1830, la résistance s'organisa rapidement. L'Administration, pour sauver ce qu'elle pouvait de cette importante source de ses revenus, consentit des abonnements qui eurent pour effet de réduire, en 1831, à 285,841 fr. 30 c. les droits qui s'élevaient auparavant à 900,000 francs ; et encore, à la fin de ce même exercice, n'avait-il été recouvré que 177,150 fr. 28 c. Le surplus, pour la plus grande partie, tomba en non-valeur. Sous le gouvernement de Juillet, les plaintes devinrent assez vives

Digitized by Google

pour qu'une commission fût chargée, en 1845, d'étudier la question. Dès le 28 février 1848, le ministre de l'intérieur arrêta que le droit qui jusque-là frappait les recettes brutes des théâtres, ne serait plus prélevé que sur les bénéfices, ce qui, du reste, équivalait à une suppression complète, puisque, pendant une période assez longue, les recettes ne purent suffire à couvrir les frais.

L'Administration de l'Assistance publique parvint à faire rapporter cet arrêté en offrant une transaction qui réduisait momentanément à 1 0/0 le droit des indigents. Avertie par l'expérience faite en 1830, et voulant sauvegarder les principes de la perception, elle se refusa au système des abonnements et maintint le contrôle. Le droit des pauvres qui, en 1847, rendait un million, tomba pour 1848 à 368,022 francs. Sur cette recette, 200,000 francs au moins avaient été déjà réalisés au moment de la révolution, ce qui réduisait à 168,000 francs environ le produit des dix derniers mois. A la suite d'un rapport de la commission des théâtres, le ministre de l'intérieur proposa, le 19 janvier 1849, au conseil d'Etat, de réduire le droit à 5 0/0 sur la recette brute des billets pris aux bureaux, Ces diverses tentatives restèrent sans résultat.

Le décret du 5 janvier 1864, en inaugurant le régime nouveau de la liberté, a paru offrir aux directeurs de théâtres de Paris une occasion favorable de renouveler leurs plaintes et de réclamer une fois de plus la suppression d'un droit qui, disent-ils, écrase toutes les exploitations. Ils ont formulé leurs doléances dans un mémoire daté de 1867, signé par MM. Lemoine-Montigny (Gymnase), H. Cogniard (Variétés), Harmant (Vaudeville), Hostein (Châtelet), Déjazet (Théâtre-Déjazet), et publié de nouveau en 1869, avec l'addition d'une « *courte réponse* » à M. Husson, directeur général de l'Assistance publique à Paris, qui avait protesté contre leur demande dans des *Observations de l'Administration générale de l'Assistance publique*, etc... Bien que, depuis ces publications, M. Hostein, comme un nouveau Curtius, se soit jeté dans le gouffre de la faillite pour donner au mémoire qu'il a signé la double autorité de son nom et de son malheur, et que la cause des théâtres ait trouvé dans quelques députés un appui plus législatif qu'utile, la question en est restée au même point. Un amendement à la loi de finances, se bornant, par une sorte de virement, à transférer à l'Administration de l'Assistance publique les 1,600,000 francs de subventions théâtrales inscrits au budget, a été repoussé par la commission. Les réclamations des directeurs de théâtres n'ont pas eu un sort plus heureux devant le Corps législatif, malgré des observations fort écourtées et fort peu écoutées de M. Pelletan, et l'agitation créée par les directeurs va donc rester encore une fois stérile. Néanmoins, il n'est pas inutile de traiter à nouveau cette question, et d'indiquer jusqu'à quel point les exigences opposées des hospices et des théâtres peuvent se concilier.

Le droit des pauvres, on le sait, est prélevé sur les recettes brutes des théâtres et spectacles. Il est *d'un dixième en sus du prix des billets* (égal, par conséquent, au onzième de la recette brute) pour les théâtres, opéras, spectacles quotidiens ou semi-quotidiens (loi des 7 frimaire et 8 ther-

Digitized by Google

midor an V), pour les panoramas, théâtres pittoresques et mécanique (arrêté du gouvernement, du 10 thermidor an XI), pour les établissements où se jouent les pantomimes et les scènes équestres, les salles de curiosités et d'expériences physiques (décision du ministre de l'intérieur, 9 mai 1809), pour les marionnettes (arrêt du conseil d'Etat, du 16 février 1832), les concerts quotidiens (loi du 16 juillet 1840, art. 9), et pour tous les établissements qui ne sont pas compris dans la catégorie suivante.

Le droit est *du quart de la recette brute* pour les feux d'artifice, les bals publics donnés dans les théâtres ou ailleurs, les concerts non quotidiens, les courses et exercices de chevaux non quotidiens (décret du 9 décembre 1809). Le même droit est dû dans les jardins et autres lieux publics où l'on entre sans payer, mais où se trouvent des danses, des jeux et des concerts pour lesquels des rétributions sont exigées par voie de cachets ou d'abonnement, ainsi que sur les billets d'entrée qui donnent droit à des objets de consommation d'une valeur égale à la totalité ou à une partie du prix. (Circ. du ministre de l'intérieur du 26 fructidor an X.)

Ces rigoureuses prescriptions sont fréquemment adoucies dans la pratique. A Paris, et surtout dans les départements, les divers droits dont il s'agit ne sont pas, en bien des cas, prélevés dans leur intégralité, soit que les administrations hospitalières consentent des abonnements dont le chiffre est loin de représenter les sommes légalement dues, soit même qu'aucune rétribution ne soit exigée. Les exemptions ainsi accordées ne sont pas toujours l'objet d'arrêtés préfectoraux, comme paraissent le croire les directeurs dans leur mémoire, et le plus souvent elles sont dues à une simple tolérance des mairies ou des comptables chargés de la perception des revenus hospitaliers. Il est bien évident qu'on ne retrouve pas ici ce principe d'égalité qui, aujourd'hui, est une règle fondamentale en matière d'impôt. Mais, il ne faut pas l'oublier, le droit des pauvres est une taxe locale, perçue au profit d'établissements particuliers, qui peuvent parfaitement y renoncer s'ils le jugent à propos, d'autant plus que les exemptions accordées à tel théâtre ou à tel café-concert de province que l'on voudra n'aggravent en rien la situation des théâtres de Paris. Ces inégalités se retrouvent d'ailleurs dans toute la catégorie des contributions communales et départementales, qui sont plus ou moins élevées, suivant que la commune ou le département a plus ou moins de besoins, de sorte que des communes ou des industries de même ordre peuvent supporter des taxes sensiblement inégales suivant la localité où ils s'exercent. Les directeurs de Paris paraissent donc assez mal venus à réclamer sur ce point, et l'on ne peut voir dans cette partie de leur mémoire que le désir d'intéresser encore plus à leur sort en dénonçant l'apparente violation d'un principe général.

Ce premier grief écarté, on doit reconnaître, en fait, que depuis quelques années les faillites ont été nombreuses dans les exploitations théâtrales. Cette situation pourrait tout au plus prouver que les théâtres, comme bien d'autres industries, traversent une période de crise. C'est un

Digitized by Google

point sur lequel nous reviendrons plus bas. Mais il n'en résulte nullement que les réclamations, telles au moins qu'elles sont formulées, soient fondées en droit, c'est-à-dire au point de vue des règles générales qui président à l'assiette et à la perception des impôts de consommation.

Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler les principaux arguments développés dans le Mémoire des directeurs : « Le droit des pauvres n'a été à son origine, et n'a pu être que la compensation des priviléges et monopoles accordés par l'autorité administrative. Par suite, l'industrie théâtrale, rentrée maintenant dans le droit commun et soumise au régime de la libre concurrence qui, en multipliant les établissements similaires, diminue les profits particuliers, doit être exonérée d'un impôt qui lui est spécial, unique en son genre, et qui la place dans une situation exceptionnelle. » Et, comme M. Husson leur répond par l'exemple d'autres industries, libres aussi, mais soumises à des taxes indirectes, celles du sucre, du sel, de la viande, etc., les directeurs ajoutent : « le fisc perçoit un droit net et absolument déterminé sur ces denrées. Quand le marchand a acquitté ce droit fixe, il est valablement libéré de toute redevance supplémentaire et proportionnelle à sa vente. Il peut chiffrer sa marchandise comme il l'entend, la détailler au prix qui lui convient. Le fisc n'a plus à s'occuper de la hausse ni de la baisse du tarif qu'il plaît au vendeur d'imposer à l'acheteur. Sous le régime de la liberté théâtrale, l'entrepreneur est seul maître de fixer le tarif de ses places. Il peut, par suite, faire varier le droit des pauvres dans des proportions considérables. Est-il admissible qu'un particulier ait le droit de faire ainsi à son gré la hausse ou la baisse d'un impôt quelconque? Enfin, cet impôt est l'unique cause des faillites nombreuses qui ont récemment éclaté. »

Tout ce qui précède repose sur une série d'erreurs ou d'observations inexactes. La situation faite aux exploitations théâtrales n'est nullement exceptionnelle; on la retrouve au contraire dans d'autres industries ou commerces dont l'importance matérielle est autrement considérable. Elle est conforme, d'ailleurs, au système admis en matière d'impôts de consommation. Ces taxes, au lieu d'être directement demandées aux consommateurs par les agents du Trésor, se perçoivent par l'entremise des industriels, fabricants, détaillants, etc., qui tantôt en font l'avance, tantôt n'en versent le produit qu'au fur et à mesure de leurs propres recettes, et en tous cas, en ajoutent le montant à leurs prix de vente. C'est ainsi que se recouvrent les droits sur les boissons, les droits de fabrication des bières, de dénaturation des alcools, les droits sur les sels, le sucre, le tabac, les taxes d'octroi, les droits de timbre sur les journaux, etc., etc.

La comparaison entre les théâtres et quelques autres industries sera encore plus significative. Que paye l'entrepreneur de spectacle aux hospices? Le onzième, soit 9 0/0 de *sa recette réalisée*. Le débitant de boissons, qu'il soit cabaretier, cafetier, aubergiste, etc., paye 18 0/0 (15 0/0, plus le double décime), non pas sur le montant de ses recettes, — on ne s'en inquiète pas, — mais sur les quantités manquantes qu'a fait reconnaître l'exercice, que ces quantités aient été données, vendues ou per-

Digitized by Google

dues. Quant au droit, le débitant peut, dans une certaine mesure, en faire varier les bases en modifiant les déclarations de ses prix de vente; mais, à cet égard, sa liberté est limitée, et les agents des contributions indirectes ont le pouvoir, après discussion, de faire ramener ce chiffre à une certaine moyenne, s'ils reconnaissent une atténuation exagérée. Les conditions d'existence de ce commerce de détail, qui rapporte au Trésor environ 60 millions par an, peuvent-elles être comparées à celles faites aux théâtres? L'entrepreneur de voitures publiques supporte également un impôt qui est du dixième, non pas de ses recettes, remarquons-le encore, mais du prix des places que contiennent ses voitures, sous la seule déduction d'un tiers pour places inoccupées. Qu'une voiture circule vide ou à moitié remplie, l'entrepreneur n'en paye pas moins l'impôt comme si les deux tiers étaient occupés. Ce n'est plus alors 10 0/0, c'est 15, 20 30 0/0 ou plus encore, que représente réellement l'impôt pour lui. Plus libre, du reste, que le débitant de boissons, l'entrepreneur de voitures publiques peut taxer comme il l'entend les places de ses voyageurs, et par suite faire varier les bases de l'impôt de la manière la plus sensible, ce que le Mémoire des directeurs déclare inadmissible lorsqu'il s'agit de théâtres. L'administration ne s'est réservé qu'un droit de contrôle sur la réalité de ses déclarations.

L'immense industrie des chemins de fer est soumise à un impôt de tous points identique à celui qui atteint les exploitations théâtrales, *du dixième en sus* du prix des places prises par les voyageurs et des prix payés pour le transport des marchandises à grande vitesse. Ici encore, l'industrie peut modifier les bases de l'impôt. En effet, si les chemins de fer, dans la fixation du prix des places, ne peuvent dépasser un maximum déterminé, ils peuvent, au contraire, abaisser ce chiffre autant qu'ils le veulent. Ils le font souvent dans la pratique, — et chaque fois, par conséquent, réduisent le produit de l'impôt.

Il convient d'ajouter que, malgré ces taxes indirectes, les industries dont on vient de parler supportent les contributions foncière, personnelle, des portes et fenêtres, des patentes, etc. En outre les débitants, les entrepreneurs de voitures, marchands en gros, etc., ne peuvent entreprendre et continuer leur commerce sans une licence délivrée par le préfet, autorisation préalable qu'une simple mesure de police peut faire retirer et qui se convertit en un nouveau droit à payer annuellement.

Ces exemples suffiront. Dans leurs objections, les directeurs méconnaissent la réalité des faits et la nature des impôts de quotité et de consommation, parce que, nous le répétons, il n'est pas un individu qui ne puisse peser comme il l'entend sur les finances publiques, et modifier soit les bases de l'impôt, s'il est producteur, soit son produit définitif s'il est consommateur, en augmentant ou restreignant ses consommations.

Le régime de la concurrence, en permettant la création d'entreprises rivales, pouvait être un péril pour les administrations théâtrales précédemment existantes. Le Mémoire des directeurs ne néglige pas cet argument. Il est bon de recourir aux chiffres eux-mêmes.

Digitized by Google

Les théâtres ont payé aux hospices :

En 1858.....	1,370,290 fr.	87 c.
1859.....	1,368,331	56
1860.....	1,614,340	48
1865.....	1,804,674	98
1866.....	1,866,564	34

En négligeant 1867, année exceptionnellement favorable, on voit qu'en 1865 et 1866, la concurrence n'a pas empêché l'ensemble de l'industrie théâtrale de progresser. Dans le détail, et cela a plus d'importance, nous trouvons à peu près le même résultat.

Le tableau suivant donne les chiffres du droit des pauvres payé, et, par conséquent, ceux des recettes effectuées par les théâtres les plus importants, en 1860 et en 1866, c'est-à-dire pour la quatrième année avant et la troisième après le décret du 4 janvier 1864, qui proclamait la liberté de cette industrie.

	1860	1866	Augmentation p. 0/0
Opéra.....	139,745 80	151,306 93	8 »
Français.....	93,984 73	94,149 74	0,25
Opéra-Comique.....	98,980 57	119,367 28	21 »
Italiens.....	97,792 52	87,683 85	—
Odéon.....	28,536 06	49,959 41	75 »
Théâtre-Lyrique	61,382 36	99,992 99	62 »
Gymnase.....	65,608 68	85.382 61	31 »
Vaudeville	55,416 54	66,627 92	20
Variétés	70,751 53	80,981 78	14 »
Palais-Royal.....	62,309 76	78,765 80	26 »
Gaîté.....	61,296 22	70,444 02	15 »
Ambigu-Comique.....	67,672 48	55,245 23	—
Porte-Saint-Martin.....	120,870 38	85,157 26	—
Cirque-National.....	85,006 52	162,025 89 (Châtelet.)	90 »
Folies-Dramatiques.....	37,452 21	25.562 08	—
Bouffes-Parisiens.....	32,282 76	32,141 39	—
Déjazet.....	23,628 31	32,141 39	38 »
Beaumarchais.....	14,415 26	15,354 32	8 »
Délassements-Comiques.	12,342 04	7,240 89	—

Sur les 19 théâtres cités, on le voit, 5 seulement présentent, en 1866, des chiffres inférieurs à ceux de 1860. Ce sont :

Les Italiens,	perte de	11 0/0
Ambigu,	—	20 —
Porte Saint-Martin,	—	30 —
Folies-Dramatiques,	—	30 —
Délassements,	—	40 —

Digitized by Google

Mais, en 1865, les exploitations, pour 3 d'entre eux, avaient été plus heureuses. L'Ambigu avait versé 61,150 fr. 46 c. ne perdant que 10 0/0 sur 1860, la Porte-Saint-Martin, 138,930 fr. 99 c., gagnant 15 0/0, les Folies, 35,117 fr. 34 c., ne perdant que 6 0/0. Le contingent des Italiens avait été de 78,704 fr. 89 c., avec perte de 20 0/0; pour cette dernière scène donc, 1866 représentait en réalité une amélioration. Quant aux Délassements, ils n'étaient pas ouverts en 1865, et le chiffre donné ci-dessus ne s'applique qu'à une gestion de quelques mois.

Ces résultats peuvent à première vue sembler satisfaisants, et la concurrence créée par le nouveau régime semble avoir peu compromis les anciennes entreprises. En effet, qu'a-t-elle créé? Si l'on compare les états de recettes des hospices pour les années 1860 et 1866, on voit 37 théâtres ou spectacles pour la première, 49 pour l'autre. Les scènes nouvelles sont : Cirque du Prince-Impérial, Fantaisies-Parisiennes, Folies-Saint-Germain (aujourd'hui Cluny), Théâtre-Parisien, Nouveautés, Salles Robin et Lassaigne, Théâtres des Menus-Plaisirs, du Mystère, de la Villette, Saint-Pierre, Folies-Saint-Antoine, Folies-Marigny, salle Saint-Pierre, auxquels il faut ajouter l'Athénée, le Théâtre-Lafayette et le Petit-Théâtre, ouverts à des dates postérieures. D'autre part, les théâtres du Luxembourg, des Funambules et Lazari, démolis, n'ont pas été reconstruits.

Cette nomenclature révèlera peut-être à plus d'un lecteur des noms inconnus. Qu'en reste-t-il aujourd'hui? Les salles Robin, Lassaigne et du Mystère sont fermées. L'Athénée, après une courte existence terminée par la faillite, a fusionné avec les Fantaisies-Parisiennes. Dès les premiers jours, la faillite a emporté également le Cirque du Prince-Impérial, les Délassements-Comiques, le Théâtre-Saint-Germain, les Nouveautés, les Menus-Plaisirs, le Théâtre-Parisien, etc., etc., et de toutes les tentatives faites pour galvaniser ces entreprises, une seule paraît avoir réussi, celle de M. Larochelle, qui a su trouver d'honorables succès au Théâtre-Cluny.

Le mouvement qui s'est produit depuis quelques années fait donc ressortir, dans son ensemble, ces deux faits : progrès incontestable, au point de vue des recettes, des anciens théâtres les plus importants, et, au contraire, ruine de la plupart des petites entremises qui se sont successivement fondées sous le nouveau régime de la liberté. Dans ces conditions, le droit des pauvres est-il bien la seule cause des sinistres qui ont pu atteindre quelques-unes des exploitations les plus considérables, et ne pourrait-on pas rejeter une partie de cette responsabilité sur les administrations théâtrales elles-mêmes?

Au premier abord, rien ne paraît si simple que de diriger un théâtre; peu d'industries cependant exigent un plus complet ensemble de qualités. Mais on se laisse séduire par cette fascination qu'exercent toutes les choses du théâtre, par le charme que présente un travail de cette nature, et l'on accepte facilement des charges devant lesquelles on reculerait dans toute autre industrie. Dernièrement, lorsqu'il s'est agi de la faillite des Menus-Plaisirs, n'a-t-on pas donné de ce fâcheux événement une explication singulière et bien significative? D'après les plans primitifs, la salle, paraît-il, devait contenir 1,200 places; l'exiguité des sorties

Digitized by Google

fit réduire par l'autorité ce nombre à 700, chiffre qui ne permettait plus une exploitation fructueuse. Le directeur n'a pas hésité cependant. N'a-t-on pas vu, à la Gaîté, ces directeurs succombant sous le poids de leurs charges, après des luttes courageuses, et trouvant cependant des successeurs qui acceptaient une situation encore aggravée, qui amenait bientôt une nouvelle catastrophe?

A moins de circonstances particulières, un directeur bon administrateur a généralement réussi. Les exemples en sont nombreux et frappants. On se rappelle l'existence pénible, besogneuse qu'a eue si longtemps l'Ambigu-Comique, sous la direction Charles Desnoyer. Quelques mois ont suffi à son successeur, M. de Chilly, pour relever ce théâtre et commencer une fortune que la suite n'a fait qu'assurer. A l'Opéra-Comique, M. Perrin, après une brillante et fructueuse direction, cède la place à M. Roqueplan. Celui-ci, terminant bientôt une gestion dont ses commanditaires seuls connaissent le prix, abandonne le théâtre à M. Beaumont, dépossédé à son tour après une exploitation plus triste encore, qui l'avait réduit aux derniers expédients. M. Perrin rappelé, relève en quelques semaines le théâtre et lui rend son importance et ses succès. On pourrait multiplier ces preuves et citer encore les fortunes considérables loyalement acquises au théâtre par des hommes comme feu Mouriez, MM. Billion, Dormeuil, Montigny, Cogniard, etc. D'autre part, sans vouloir pénétrer dans la vie privée ou ajouter au malheur de gens tombés, on peut dire que plus d'un désastre a été dû aux imprudences, quelquefois aux exagérations d'une existence excessive. Nous ne nous permettrons pas d'insister sur ce point, mais il n'est pas une des personnes un peu au courant des choses de théâtre qui ne puisse compléter notre pensée.

Une contre-réponse à la nouvelle publication des directeurs a été faite dans la *Gazette des Tribunaux* par M. Ch. Duverdy, dont l'article, à tort ou à raison, a été regardé comme l'expression des idées et de l'opinion bien arrêtée de l'administration supérieure. Cette réponse, à peu près dans son entier, développe la thèse suivante : le droit des pauvres n'a jamais frappé que le public, n'a été payé que par lui et, par suite, n'atteint pas les théâtres. Dans l'origine, deux guichets étaient ouverts, dans l'un desquels le spectateur acquittait la taxe des pauvres. Pour satisfaire aux récriminations d'un public impatienté, on chargea les directeurs de faire eux-mêmes la perception de ce droit, qui, depuis lors, a été confondu avec le prix de la place prise au bureau. La nature de l'impôt a si peu changé, que l'Assistance publique pourrait aujourd'hui faire rétablir les deux guichets si elle le voulait. Les directeurs versent, il est vrai, des sommes considérables aux hospices, mais ils jouent simplement le rôle d'intermédiaires. Ils n'ont, par conséquent, aucune raison de se plaindre.

Il eût peut-être mieux valu repousser la réclamation des théâtres par une fin de non-recevoir pure et simple que de recourir à ce raisonnement qui ne méritait pas les longs développements que lui a donnés le rédacteur de la *Gazette des Tribunaux*.

Sans vouloir entrer ici dans une discussion, toujours délicate, d'inci-

Digitized by Google

dence d'impôts, il est bon de rappeler que toute taxe assise sur une industrie en augmente les frais de production et, par suite, en fait renchérir les produits. Elle frappe alors le producteur et le consommateur, en élevant pour celui-ci le prix de la chose achetée, en diminuant les profits pour celui-là. En effet, le public, payant plus cher un même objet, est obligé de restreindre sa demande dans une certaine proportion, surtout lorsqu'il s'agit, et c'est ici le cas, de consommations de luxe. C'est la diminution de profits résultant de cette situation pour le producteur qui représente la part d'impôt que la force même des choses laisse à sa charge.

Nous avons repoussé la prétention des directeurs de constituer une exception dans la masse de l'industrie nationale. Nous avons montré que le régime appliqué à d'autres commerces bien plus importants avait des rigueurs plus grandes. Mais nous n'avons pas nié que les théâtres supportaient une partie de l'impôt des pauvres, pas plus qu'il a jamais été nié que le droit de détail, ou le droit sur les voitures publiques, ou le timbre des journaux, etc., diminuent les bénéfices de ces industries et sont supportés pour une quote-part déterminée par les commerçants ou les entrepreneurs.

S'il en était autrement d'ailleurs, si la théorie de M. Duverdy était vraie, on aurait un moyen illimité d'augmenter encore les recettes des hospices ; ce serait de décupler purement et simplement le droit des pauvres. Un fauteuil d'orchestre de 5 francs coûterait 10 francs, dont moitié pour les hospices. Il est permis de croire que le spectateur, s'inquiétant peu de savoir où va son argent, prendrait singulièrement moins de fauteuils aux guichets des théâtres, et les directeurs, avec un ensemble de frais restant le même, ne tarderaient pas à se rendre un compte triste, mais exact de l'effet produit par les impôts indirects sur la consommation. Serait-on bien fondé de leur dire alors qu'ils ne supportent rien de l'impôt et qu'ils ont tort de se plaindre?

La vraie solution de la question est ailleurs. Elle est dans cette réponse de l'Administration : « Le produit de la redevance perçue dans ces théâtres en faveur des hospices est indispensable à l'Assistance publique. Si vous le supprimez, par quoi le remplacerez-vous? » Les directeurs ne trouvent rien de mieux à répondre que : « Cherchez vous-même », en ajoutant toutefois, en quelques mots et avec timidité, que l'Assistance publique ferait bien de vendre ses immeubles et de les remplacer par des rentes sur l'Etat.

Cette partie de la discussion a peut-être été trop négligée par les intéressés — et bien à tort, car elle nous paraît la plus importante et la seule vraie — car enfin, s'il ressortait de la situation de l'Assistance publique que le droit des pauvres ne lui est pas nécessaire, le débat serait bien près d'être jugé. Le droit des pauvres, dans son application, est conforme aux principes administratifs. Mais il n'intéresse pas l'ordre général, nous l'avons déjà dit, et il n'est destiné qu'à satisfaire à des intérêts particuliers. Or, quelle que soit son influence sur l'industrie théâtrale, qu'il la ruine ou qu'il se borne simplement à diminuer quelque peu les bénéfices

Digitized by Google

des entrepreneurs de spectacles, il ne peut trouver sa raison d'être, sa légitimité que dans un impérieux besoin. Il faut donc justifier de cette nécessité. Si l'on ne parvient à le faire, l'impôt est condamné et doit disparaître. N'arriverait-on, en le supprimant, qu'à supprimer aussi les réclamations incessantes d'une industrie digne d'intérêt, que ce serait déjà un grand point de gagné. Ajoutons que les faillites nombreuses, quelle que soit leur cause, qui se produisent et atteignent même des scènes importantes, révèlent, sous des apparences prospères, des indices de souffrance et appellent l'attention de l'autorité.

Dans les observations qui vont suivre et que nous voulons rendre aussi brèves qu'il est possible, nous croyons pouvoir avancer que la suppression du droit des pauvres ne présenterait pas de sérieux inconvénients pour l'Assistance publique, et, *à fortiori*, que celle-ci pourrait consentir un notable abaissement du droit, si elle reculait encore devant une mesure radicale. Nous prenons les résultats de l'exercice 1866, clos le 31 mars 1867, et dont les comptes ont été présentés le 4 juillet suivant. C'est une année moyenne, tandis que 1867 a été exceptionnel à plusieurs titres. Quant à l'exercice 1868, il est clos depuis trop peu de temps pour que ses résultats soient publiés.

Le règlement définitif de 1866 a donné les résultats ci après :

Recettes.....	34,280,951 fr.	36 c.
Dépenses.....	31,634,241	20
Excédant de recettes..	2,646,710 fr.	16 c.

En faisant ressortir ce chiffre, M. le directeur général de l'Assistance publique ajoute : « Cet excédant est grevé de droit, et avant qu'il en puisse être fait aucun autre emploi, de 2,117,389 fr. 30 c., pour des opérations qui n'ont pu être effectuées dans le cours de l'exercice, quoique les ressources en aient été réalisées, et qui entrent dans la composition de la somme de 2,646,710 fr. 16 c. Le solde demeuré libre se trouve donc réduit à 529,320 fr. 86 c. »

Si les opérations dont il s'agit appartiennent à un autre exercice, elles en prendront le nom et seront soldées sur les ressources d'un autre budget. On ne voit pas dès lors quel lien les rattache aux recettes qui nous occupent, c'est-à-dire celles de 1866 qui, restées sans emploi, constituent un excédant véritable.

On trouve, d'autre part, dans les dépenses, deux articles portés sous ce titre :

1° *Remplois productifs :*

I. Achats de rentes. — 2,102,054 fr. 35 c., avec cette observation que

Digitized by Google

1,065,614 fr. ne sont que momentanément consolidés de la sorte, puisqu'ils doivent être consacrés en 1867 aux travaux de l'Hôtel-Dieu. Acceptons cette distinction, bien que, pour d'autres exercices, des réalisations de rentes prévues aux budgets n'aient pas été effectuées, les recettes ayant permis de satisfaire aux dépenses sans recourir à ce moyen. Ces capitalisations provisoires, rendues définitives, constituent alors de vrais excédants pour les exercices qu'elles concernent.... 1,036,440 fr. » c.

II. Acquisitions, constructions et améliorations ayant pour conséquence l'accroissement des revenus domaniaux..... 1,150,814 39

2° *Remplois improductifs :*

Acquisitions de terrains, frais de premier établissement de matériel pour le service hospitalier ou celui des secours à domicile ..... 1,826,163 »

4,013,417 fr. 39 c.

On devrait trouver la contre-partie de ces remplois dans la réalisation de recettes extraordinaires. De ce chef, les comptes indiquent :

1° Prix de ventes d'immeubles reçus en 1866.....	1,705,492 fr.	18 c.
2° Remboursement de rente.....	3,000	
3° Capitaux versés à charge de rente.....	307,115	99
4° Dons et legs (somme nette revenant aux hospices).....	277,503	99
	2,293,112 fr.	16 c.

En soustrayant ce chiffre du total des remplois, il reste 1,720,305 f. 23 que l'on peut regarder comme capitalisés à titre d'excédants, et qui, réunis au solde libre reconnu et admis par l'Administration dont il a été parlé plus haut, soit 529,320 fr. 86, donnent un chiffre de 2,249,626 fr. 09, supérieur au produit du droit des pauvres qui, pour 1866, a été de 1,866,564 fr. 34 c.

Nous le répétons, l'exercice 1866 ne dépasse pas la moyenne ordinaire, et les résultats qu'il fournit, se retrouvent ou à peu près dans le règlement des autres budgets. Ajoutons que l'excédant de recettes signalé devrait, au cas d'une suppression du droit des pauvres, être aug-

Digitized by Google

menté de tous les frais que coûte aujourd'hui à l'assistance publique la perception de ce revenu. Ils s'élèvent à 46,175 fr. 32 c., soit :

1 directeur de la perception	8,000 fr.	» c.
Remise allouée au directeur de la perception pour frais de bureau, frais de voiture et achat de billets de spectacle	2,500	»
Traitement des contrôleurs	31,175	32
Tenue des livres des contrôleurs généraux	1,000	»
Indemnité à divers	3,500	»
	46,175 fr.	32 c.

Chaque règlement de comptes, après avoir mentionné l'excédant définitif ajoute en note : « Cet excédant, quoique réel, ne peut être considéré comme disponible, attendu que le département de la Seine est débiteur de l'administration pour le service des aliénés et pour celui des enfants assistés de..... (1,503,038 fr. 48 c. en 1866), et que cette somme entre comme actif non recouvré dans le total des recettes. Au lieu d'un disponible de..... l'administration se trouve *pour le moment* en déficit (fonds généraux) de..... (1,490,772 fr. 47 c. en 1866), déficit qui ne cessera que lorsque le département pourra rembourser sa dette. » On fera remarquer, sans insister sur ce point, cependant important, que le déficit sur les fonds généraux coïncide avec cette mention reproduite également chaque année, qu'une partie de l'excédant de recettes d'un exercice ne doit pas être comptée parce qu'elle est affectée aux dépenses de l'exercice suivant. Si nous comprenons bien, c'est un moyen de faire disparaître, sur le papier, ce même excédant. En tout cas, par une singulière conséquence, le produit du droit des pauvres couvre ainsi l'Assistance publique des retards apportés par le département à payer ses dettes.

L'administration de l'Assistance publique pourrait facilement retrouver une notable partie des revenus que lui enlèverait la suppression du droit des pauvres par la vente de son domaine immobilier. Le mémoire des directeurs ne consacre, à ce point de la discussion, que quelques phrases incidentes. La question méritait davantage. Elle est d'une réelle importance et tout à fait opportune.

D'après les comptes de 1866, les revenus immobiliers de l'Assistance publique étaient de 1,257,233 fr. 75 c., composés ainsi qu'il suit :

Loyers de maisons et terrains	555,029 fr.	26 c.
Loyers payés par la ville pour locaux occupés par les écoles, asiles et ouvroirs	211,236	78
Fermages en argent	462,205	13
Fermages en nature	26,639	22
Coupes ordinaires de bois	2,123	36
	1,257,233 fr.	75 c.

Digitized by Google

Il est inutile d'entrer ici dans le détail de cette fortune immobilière, qui occupe près de 90 pages dans les états, fort bien établis d'ailleurs, que l'administration joint à son compte moral. Nous ne parlerons que du domaine rural. Le 31 décembre 1865, date du dernier des états quinquennaux publiés par M. le directeur général de l'Assistance publique, et que nous avons choisi de préférence à ceux annuels qui ont suivi, parce qu'il se rapporte mieux à l'exercice que nous avons surtout en vue, cette partie du domaine se composait des biens suivants :

	Superficie.			Produit.	
Eure.....	93 h.	87 a.	03 c.	4,005 fr.	30 c.
Eure-et-Loir.....	466	90	58	26,800	60
Marne.....	1,435	74	94	53,665	93
Oise.....	842	31	67	68,652	75
Seine.....	285	05	84	33,252	58
Seine-et-Marne....	1,526	27	59	145,134	94
Seine-et-Oise.....	2,115	86	24	192,464	76
	6,766 h.	03 a.	89 c.	523,976 fr.	86 c.

Par nature de cultures on a :

5,715 h.	01 a.	33 c.	en terres et prés rapportant	464,173 fr	36 c.
775	93	05	en bois.....	37,452	»
275	09	51	en fondations nouvelles...	22,351	50
6,766 h.	03 a.	89 c.		523,976 fr.	86 c.

Tout a été dit sur les inconvénients que présentent les biens de mainmorte. Les personnes morales ne peuvent administrer avec le soin, l'activité, l'intelligence que déploient les particuliers. Avec elles, les terres restent en friche, les procédés de culture sont stationnaires, et si l'on peut cependant constater quelques progrès réalisés, on doit reconnaître aussi qu'ils ne suivent que de loin ceux obtenus par l'ensemble du pays. Une enquête a été effectuée à cet égard, en 1864, par le ministère de l'agriculture et du commerce, et les résultats qu'elle a fait ressortir n'ont pas modifié les opinions sur ce point.

La conséquence d'une telle situation est connue. Les biens de mainmorte rapportent moins que ceux possédés par des particuliers. Leur revenu serait-il égal, qu'on devrait encore modifier une fortune hospitalière riche en immeubles ruraux. Il faut en effet, à une administration d'assistance publique, des revenus sûrs et exactement payés. Les produits des biens ruraux ne réalisent pas ces conditions. Soumis à bien des éventualités, ils peuvent être nuls pour le domaine directement géré par l'administration et présentent une fâcheuse mobilité; enfin, ils ne sont pas sol-

Digitized by Google

dés avec exactitude. Ainsi, les coupes *ordinaires* de bois ont rapporté à l'Assistance publique :

En 1858, 64,340 fr. 35 ; en 1859, 25,610 fr. ; en 1860, 27,260 fr. ; en 1866, 2,123 fr. 36.

D'autre part, au 31 mars 1867, il était encore dû sur les revenus immobiliers de 1866, 154,971 fr. 16 c.

La rente sur l'Etat assurerait à l'Assistance publique les avantages qu'elle ne saurait trouver dans les exploitations rurales, surtout avec l'obligation imposée aux hospices, par les instructions, de capitaliser chaque année le dixième de leurs revenus en rentes ; et l'on peut poser en fait qu'une transformation en rente 3 0/0 du produit de l'aliénation des 6,700 hectares qu'elle possède doublerait au moins son revenu. Ce n'est pas une simple hypothèse, et l'administration fournit elle-même les preuves à l'appui de cette assertion. Parlant des aliénations effectuées, M. le directeur général dit, à la page 62 du compte moral 1865 : « Parmi les biens vendus se trouve la ferme de la Loge Panier... dont la conservation devenait de plus en plus onéreuse. Aliénée au prix total de 66,300 francs, le revenu net de cette propriété n'était que de 1,500 francs environ. »

« La Compagnie du chemin de fer d'Orléans nous a de nouveau expropriés de onze parcelles de terrain qui lui étaient nécessaires pour la formation de la gare de Limours.

» La cession de ces onze parcelles a eu lieu moyennant une indemnité de 171,016 fr. 94 c. Ces parcelles, qui *se trouvaient à l'état de terrains vagues, étaient à ce moment d'un produit nul.* »

En 1866, l'Administration de l'Assistance publique a vendu au prix de 80 centimes le mètre, soit 8,000 francs *l'hectare*, une partie de son domaine de Creteil. Le revenu des immeubles sis à Creteil variait de 87 à 115 francs *l'hectare*.

Nous nous bornons à ces citations qui n'ont besoin d'aucun commentaire.

Les prix des fermages vient encore confirmer nos conclusions. Dans l'Eure, une pièce de 11 hectares 64 ares n'est louée qu'à raison de 27 fr. 42 c. l'hectare. Dans la Marne, les fermages tombent à 18 fr. 06 c. l'hectare, pour un bien de 129 hectares 33 ares, à 32 francs pour un autre de 165 hectares, etc. Dans Seine-et-Oise, sur 30 lots de propriétés, les deux qui rapportent le moins à l'hectare, nos 8 et 24, sont directement gérés par l'Administration des hospices, etc., etc.

Comme nous l'avons fait pour les frais de perception du droit des pauvres, il faudrait encore ajouter à l'augmentation de revenus que produirait cette mesure le chiffre des charges grevant actuellement les pro-

Digitized by Google

priétés rurales, qui en réduisent le produit et qui disparaîtraient avec elles. Ce sont :

Les impôts qui, en 1866, ont été de.	7,426 fr.	30 c.	(contrib. foncière.)
— —	21,755	19	(taxe des biens de main-morte.)
Et les frais de garde des bois.....	4,800	»	
Total.....	33,981 fr.	58 c.	

L'intérêt de l'Etat se trouve, du reste, directement engagé dans une transformation de ce genre. Son crédit a tout à gagner à une immobilisation de rentes qui restreint la masse des titres flottants, en même temps qu'elle rend disponible une partie importante de l'épargne publique. On doit donc approuver toutes les mesures qui tendraient à ce double but, et l'une des réformes qui nous semblent le plus à désirer est celle qui amènerait la vente successive des biens de main-morte, quels qu'en soient les propriétaires, avec remploi en fonds publics. D'un autre côté, la mise en circulation de propriétés fort considérables augmenterait d'une manière sensible les droits d'enregistrement par suite des mutations qui se produiraient, et les contributions indirectes par l'accroissement de produits qui résulterait d'une culture effectuée par des particuliers.

Les biens de main-morte sont, il est vrai, frappés d'une taxe spéciale depuis 1849, destinée à représenter l'équivalent des droits de mutation que perd le Trésor. Mais il est à remarquer que sa quotité fixée, à l'origine, à 62 c. 1/2 du principal de la contribution foncière, n'a point été modifiée depuis, quoique la valeur des propriétés ait singulièrement augmenté. Le taux de cette taxe ne se trouve plus en harmonie avec la réalité.

Dans le compte moral de 1860, M. le directeur général dit que le prix de la rente s'est élevé et que le placement en immeubles urbains est le plus avantageux. Il cite, à l'appui, des maisons appartenant à son administration, et rapportant 9 0/0, 6 et 5 0/0.— Il faudrait être certain que ces chiffres ne sont pas des exceptions. On fera observer, en outre, que si l'on consulte la moyenne des prix de vente à Paris, si l'on tient compte des non-valeurs auxquelles est soumis ce genre de propriétés, on obtient maintenant une capitalisation qui ne présente pas, avec celle de la rente, une différence aussi grande qu'on le croirait.

Il serait permis de supposer, après cet exposé de principes, que l'Administration a mis ses soins à augmenter son domaine urbain et à se défaire de ses biens ruraux. Le même compte moral établit le contraire. De 1806 à 1860 l'Assistance publique a vendu, en immeubles productifs, une valeur de 38,824,686 fr. 65 c., dont 33,477,600 francs en *immeubles de ville*. .

D'un autre coté on trouve, entre autres exemples, dans l'état général des propriétés, l'indication d'une pièce de terre de 4 h. 96 a. 78 c. (Seine),

Digitized by Google

rapportant par bail 574 francs seulement et que les hospices ont achetée le 6 décembre 1852 moyennant 19,133 francs.

Ce sont là des actes d'administration peu logiques peut-être. Nous ne nous reconnaîtrions pas le droit, cependant, de les critiquer, si, par un sentiment que semblent partager toutes les administrations hospitalières, et pour se conserver un domaine rural considérable mais faiblement productif, on ne réclamait des théâtres, industrie sans rapport avec l'assistance publique, une subvention qui s'élève aujourd'hui à 2 millions, si (mais ceci est une autre question) on ne maintenait une organisation défectueuse des Monts-de-Piété, qui font payer aux indigents que secourent ces établissements un intérêt qu'en toute circonstance l'Administration elle-même trouverait excessif.

En résumé, deux questions doivent être examinées dans le débat que l'Administration de l'Assistance publique et les directeurs de théâtres de Paris ont engagé devant l'opinion : le principe même de l'impôt du droit des pauvres et son application.

Nous avons cherché à démontrer que, sur ce dernier point, les plaintes des directeurs étaient loin d'être fondées. La situation faite à leur industrie peut être plus ou moins rigoureuse; rien n'y déroge aux règles adoptées dans la législation financière du pays. Quant au principe même de l'impôt, il ne nous semble pas possible de le défendre. Les hospices peuvent, nous le croyons, en l'état actuel, renoncer à cette ressource, dont une transformation de leur fortune reconstituerait une partie considérable. Ainsi tomberait la seule raison qui puisse être sérieusement invoquée pour le maintien de ce droit.

Il est toujours délicat de s'occuper des affaires d'une administration puissante et impressionnable comme celle de l'Assistance publique, même quand on agit dans un but tout désintéressé, mais notre travail se trouverait justifié, et au-delà, s'il lui était donné de préciser les termes de la discussion.

LUCIEN MOREL.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

Lettres d'un Passant, par M. Arthur de Boissieu; 1re et 2e série. Librairie Française, 1868-1869.

Assez difficile à analyser, en raison de la diversité des matières, ce livre est la réunion des articles publiés dans la *Gazette de France*, articles suivis par les lecteurs avec beaucoup d'intérêt, grâce à leur vive allure, à la hauteur des aperçus, à la pureté du langage, et surtout au libéralisme qui s'en dégage parfois comme un pénétrant parfum. Le titre est original, mais caractéristique. L'auteur, en effet, passe au travers de toutes les actualités, hommes et choses, qu'il voit par un objectif qui lui est propre, c'est-à-dire le spiritualisme en philosophie, le catholicisme romain en religion. Ecrites au jour le jour, sous l'impression des événements, ces pages sont fatalement décousues; réunies, elles se complètent l'une par l'autre, et forment un tableau plein de mouvement et de vie. L'esprit vif et fin de M. de Boissieu passe sans fatigue, pour lui comme pour ses lecteurs, d'un sujet à un autre, du grave au doux, du plaisant au sévère, comme le dirait l'auteur lui-même dans son amour pour les citations, qui abondent dans les *Lettres d'un Passant*. Peut-être M. de Boissieu en a-t-il abusé. Mais on le lui pardonne aisément, grâce au tour ingénieux qu'il leur donne et à la façon dont elles sont adaptées aux circonstances. Il est telle de ces pages dans laquelle on pourrait relever une dizaine de proverbes et citations fort habilement plaqués d'ailleurs dans la phrase; œuvre d'érudit doublé d'homme d'esprit, chose rare au temps où nous vivons.

Mais c'est là un point de détail sur lequel je ne veux pas insister. J'aime mieux signaler tout d'abord la verve railleuse de M. de Boissieu, son habileté profonde à mettre en relief le côté faible ou ridicule d'un personnage, le plaisir qu'il éprouve à percer d'une épingle acérée les vessies gonflées qui se croient des lanternes. Où il excelle surtout, c'est dans le portrait; quelques lignes lui suffisent pour faire vivre un homme et à

Digitized by Google

le montrer dans son véritable jour. Malheureusement, le parti pris l'entraîne parfois un peu trop loin. Ses opinions franchement légitimistes le forcent, paraît-il, de jeter des pierres dans le jardin des républicains et des orléanistes. Cependant, dans toutes ces attaques, dans toutes ces railleries, dans tous ces panégyriques, on sent toujours la conviction d'un honnête homme. Ne pensant pas comme lui, tant s'en faut, je ne puis m'empêcher de trouver bizarre ce mélange de poudre à la maréchale et d'encens; mais je dois reconnaître que souvent M. de Boissieu a touché juste et qu'il a dessiné de main de maître les profils des petits grands hommes contemporains.

A côté d'études très fines et très spirituelles sur le comte de Morny et lord Palmerston, Dupin et le général Prim, le comte de Boissy et M. Glais-Bizoin, le docteur Véron et M. Prévost-Paradol, on trouve un curieux parallèle entre M. Louis Veuillot, que l'auteur appelle un brouillon distingué, et M. Ernest Renan, auquel il applique l'épithète de mandarin lettré, après l'avoir comparé à un bénitier fêlé. M. de Boissieu ne pouvait manquer de nous donner la biographie du général Lamoricière; pour lui, le moderne Croisé, c'est le grand Condé, comme l'évêque Dupanloup est Bossuet et Pie IX, Léon X; toutes assimilations qui font plus d'honneur à ses convictions religieuses qu'à la vérité historique.

Une fort amusante page est la réponse d'un bas-bleu, une de ces *honnêtes femmes* dont parle Brantôme, au réquisitoire fulminé du haut de la tribune du Sénat, par Dupin, contre le luxe effréné du beau sexe. M. de Boissieu lui-même est assez sévère pour les femmes; il les compare aux langues d'Esope, à ce qu'il y a de meilleur et de pire à la fois, tantôt anges, tantôt diables. L'homme vaut mieux; M. de Boissieu l'affirme à mots très peu couverts et avec beaucoup d'esprit... de corps. A propos de M. Dupin, je ne puis résister au désir de citer quelques lignes de sa plaidoirie en faveur du *Journal des Débats :* « Messieurs, ne faisons pas de prétoriens... C'est un mauvais jeu que d'employer les soldats à faire un coup d'Etat. Les coups d'Etat, qui sont les séditions du pouvoir, ne lui réussissent pas mieux que les séditions du peuple contre la royauté. (*Mémoires*, t. Ier.) » Puissamment raisonné! Mais depuis? Instabilité de l'esprit humain! Au reste, n'est-ce pas à M. Dupin que l'on doit cette jolie maxime : « Un serment se prête et ne se donne pas! »

Si j'avais une préférence à formuler parmi les lettres de la première série, saturées, comme celles de la seconde, de sel gaulois, je désignerais la vingt-neuvième, en faisant toutefois mes réserves pour le début consacré à un éloge hyperbolique de la « *Vie de César*, que je ne saurais considérer comme un livre « touchant de près à la perfection ». M. de Boissieu est bien mieux inspiré quand il parle de la littérature comtemporaine. « Je regrette, dit-il, l'époque féconde où les auteurs ne travaillaient qu'en vue de la gloire et de l'immortalité. Les hommes valaient mieux et leurs œuvres aussi... Les auteurs, aujourd'hui, suivent d'autres errements. Ils estiment une ceinture dorée plus haut qu'une honnête renommée et tiennent que l'argent ne salit pas la gloire. Les opinions sont libres, mais on peut choisir entre elles. De nos jours, l'art et le commerce ont contracté un

Digitized by Google

mariage d'intérêt, et ce n'est plus la fin mais le caissier qui couronne l'œuvre. On court à la fortune par le chemin des lettres; on traite avec le libraire, le théâtre et le journal, et on livre, à l'échéance, des produits mal venus et des œuvres sans lendemain. Le bénéfice tue le talent, et les nobles facultés s'émoussent dans cette transition de l'art qui élève au métier qui dégrade. » Ces réflexions portent juste, malheureusement. Si l'on y ajoute que le public est complice de cet abâtardissement, elles suffisent à stigmatiser une époque; un peuple qui sacrifie le bon goût sur l'autel du veau d'or est un peuple qui dégénère.

Dans la deuxième série des *Lettres d'un Passant*, mêmes intéressantes observations. C'est, tour à tour, Sainte-Beuve, de Vigny, Leconte de Lisle, les deux Dumas, qui sont les thèmes sur lesquels M. de Boissieu brode de brillantes variations où son esprit si pétillant éclate comme un véritable feu d'artifice. Mais ce qu'il faut lire et déguster avec toute la joie d'un gourmet, c'est la piquante exécution du pseudo-philosophe Cousin. Le che de l'éclectisme est étudié, disséqué avec toute la patience d'un anatomiste. Nous assistons à tous les virements de cette illustre girouette philosophique, et nous voyons que souvent le fameux intérêt bien entendu fut le seul mobile du sénile admirateur de Mlle de Longueville. Pourquoi faut-il qu'après ce chapitre où le bon sens se montre vraiment à la hauteur de l'esprit, M. de Boissieu s'en prenne au colosse de la pensée moderne, et, comme le serpent de la fable, vienne briser ses dents en cherchant à entamer Voltaire? Comment! il ne reste de Voltaire que son *Essai sur les mœurs*, sa *Correspondance* et ses *Contes*! « C'est assez pour sa renommée, » dit l'auteur. M. de Boissieu est bien bon. Ce grand génie n'a-t-il pas beaucoup d'autres droits à l'admiration et à la reconnaissance des penseurs? Préjugés de caste! M. de Boissieu ne pouvait se dispenser de lancer aussi sa pierre à M. Havin.

Dans sa course vagabonde, l'auteur passe de M. Taine à M. Rouher et nous livre indiscrètement la correspondance d'un Japonais, de passage à Paris, avec sa fiancée. Peste! Ils voient juste, ces Japonais, et jugent sainement les discussions de nos Chambres législatives, ou les démolitions de M. Haussmann, à qui la gloire d'Auguste porte ombrage, et dont un Suétone futur dira peut-être qu'il a fait d'une ville de briques une ville de marbre.

Je n'en finirais pas si je voulais énumérer tous les sujets abordés par M. de Boissieu. Je préfère terminer en citant quelques lignes impartiales. Venant d'un ennemi politique, ce témoignage est précieux. Puisse-t-il apporter quelque consolation aux glorieux citoyens qui en sont l'objet. Il s'agit des membres du gouvernement provisoire de 1848 : « La République avait été patiente ; elle ne fut pas éternelle. Que sont devenus les membres du gouvernement provisoire, dont l'exilé qui devint empereur reconnaissait le pouvoir et sollicitait l'appui? Cherchez vers quels rivages les ont poussés les influences du destin et l'inimitié des vents. Les uns se reposent dans l'oubli, les autres dans la mort. Trois d'entre eux, introduits de vive force dans l'enceinte du Corps législatif, semblent ces fantômes du passé dont le présent n'a que faire. Ils se regrettent et ne ser-

Digitized by Google

vent pas. Il en est deux qui, vivant loin de nous, ont porté dans la libre Angleterre, l'un, ses opinions proscrites, l'autre, sa tête condamnée. Le dernier, et le plus grand, n'a pu ni monnayer sa gloire, ni faire coter ses services. Pauvre poète! Après nous avoir donné le spectacle de sa vieillesse indigente, il a reçu des puissants d'aujourd'hui une aumône dont la splendeur n'exclut pas l'amertume. » On peut ne pas partager les opinions de ces hommes dont les intentions valurent mieux peut-être que leurs œuvres, mais à l'initiative desquels sont dus certains progrès sociaux dont nous jouissons aujourd'hui; il faut leur rendre au moins ce témoignage, que leur passage aux affaires n'a pas grossi leurs fortunes, et que la défaite de leur parti n'a pas changé leurs croyances. Leurs rêves se sont placés plus haut que la réalité. Et, comme le fait noblement observer M. de Boissieu, l'on ne saurait, dans des temps comme ceux-ci, refuser son estime à de grands citoyens qui s'obstinent dans une foi dont la garde n'est pas sans honneur et la confession sans péril.

HIPPOLYTE VATTEMARE.

Milton, sa vie et ses œuvres, par M. E. DE GUERLE. — Michel Lévy.

Milton fut à la fois un poète et un homme politique; cette alliance dangereuse des rêveries du poète et des théories de l'homme d'Etat n'a jamais été si fatale à personne qu'à l'auteur du *Paradis perdu*. Lorsqu'on le voit parcourir, à trente ans, l'Italie, savourant le charme incomparable de ce « pays de la science et du béau », encore retentissant de la gloire du Tasse; assister à ces belles fêtes du cardinal Barberini qui lui inspirèrent de gracieux vers, écrits dans le plus pur toscan, en l'honneur de la fameuse Leonora, on ne peut que regretter bien vivement le retour du poète dans sa patrie, au milieu des premiers troubles de la révolution, car ce retour, quoique généreux en lui-même, arrêta pour longtemps l'élan imprimé à l'esprit de Milton par son voyage et par ses entretiens avec cet excellent et digne ami de l'auteur de la *Jérusalem*, le marquis de Villa-Manso. Jeté dans ces querelles, dans ces luttes brutales et stériles, il perd de vue la poésie et se trouve emporté par le courant républicain et puritain jusqu'à d'odieux excès, qu'il paya cher. Il s'attire des haines méritées et, châtiment mille fois plus amer encore, il termine sa pénible vie méconnu, oublié, dédaigné, sans que ses compatriotes, qui préféraient à ses œuvres les insipides et monotones concetti de Cowley et les galanteries tirées au cordeau de Waller, soupçonnassent l'immortel génie du pauvre secrétaire d'Etat aveugle dont l'Angleterre devait devenir si fière.

Certes, il y a des défauts dans les œuvres de Milton et plusieurs passages du *Paradis perdu* sont ridicules. Les discours pédants du premier homme nous font comprendre, si Milton ressemblait à son héros, que sa femme l'ait quitté avec tant de précipitation. Le ménage matériel d'Adam et Eve, l'organisation des anges en bataillons, le canon du paradis et plu-

Digitized by Google

sieurs autres choses du même genre sont tout à fait grotesques. Mais avant d'arriver à ces taches, quelle splendeur on traverse dans les deux premiers chants! Quelle création angélique que l'amour d'Adam et d'Eve! De quels traits charmants est peinte leur union. Jamais l'amour chrétien (qu'on nous passe cet anachronisme) n'a été exprimé avec tant de charme et tant de pureté. Le seul tableau qui puisse en être rapproché est celui de la scène de la grotte dans le *Don Juan* de Byron [1], mais celui-là même est fort au-dessous, car, s'il exprime en un incomparable langage l'amour naturel, primitif, et chaste en sa vérité, il lui manque ce sentiment religieux qui élève et ennoblit encore les émotions les plus tendres et couronne d'un caractère de sainteté les ineffables voluptés chantées par Milton.

Aux écrits en prose on peut appliquer la même critique. On commence par admirer sans réserve, et ce n'est qu'à la fin de la lutte que cette admiration diminue et fait place à la surprise et au regret qu'inspirent au lecteur les aberrations d'un si honnête esprit. Avant les excès odieux, avant l'apologie du meurtre et des meurtriers de Charles Ier, quels morceaux magnifiques, quelles nobles pensées, quel langage éloquent! « Peu d'hommes ont entrevu plus de vérités; peu d'hommes ont commis plus d'erreurs. » Ainsi s'exprime M. de Guerle avec une parfaite justesse, dans l'ouvrage important qu'il a publié sur l'auteur de l'*Allegro* et du *Penseroso*.

M. de Guerle s'est épris de la grande figure de Milton et lui a consacré une étude approfondie, d'une lecture solide et attachante. « Dans une biographie bien faite, dit l'auteur dans sa préface, l'homme devrait mieux servir à faire connaître son temps que le temps à faire connaître l'homme, » et, à cause de cela, M. de Guerle a écarté de propos délibéré « les rapprochements historiques et littéraires que fournissait une époque féconde en documents de toutes sortes. » On verra, en lisant l'intéressant ouvrage de M. de Guerle, qu'heureusement il n'est pas resté toujours fidèle à un tel programme, et qu'au contraire, pour faire bien connaître le caractère de Milton, — but que l'auteur a complétement atteint, — il a présenté au lecteur une peinture fidèle et brillante de son temps.

Quatre parties principales composent le travail de M. de Guerle. Nous trouvons dans la première le récit coloré de l'enfance et de la jeunesse de Milton, de ses études et de ses voyages. C'est l'heureuse époque des aspirations auxquelles un éclatant début donnait déjà un caractère si plein des plus belles promesses. Ensuite vient l'étude de la vie publique de Milton, prosateur et pamphlétaire; après quoi le poète se réveille, et M. de Guerle analyse *le Paradis perdu*, *le Paradis reconquis* et *Samson*. Enfin l'ouvrage se termine par un travail sur la théologie de Milton. L'espace nous manque pour étudier ici chacun de ces chapitres comme ils le mé-

[1] Alas! For Juan and Haidee! They were
So loving and so lovely — till then never,
Excepting our first parents, such a pair
Had run the risk of being damn'd for ever.

Digitized by Google

ritent tous, et nous nous arrêterons surtout à celui, — le plus important — qui a trait à la carrière politique de Milton.

C'est dans les poésies latines et dans les œuvres en prose que M. de Guerle a su recueillir avec perspicacité les traits épars d'une autobiographie qui lui ont inspiré une charmante description de l'intérieur, du *home* de la famille de Milton. « Les veillées d'hiver se partageaient entre la lecture des poètes anglais et italiens et la musique, et le père de Milton allait souvent s'asseoir à son orgue pour y composer des airs charmants, qui furent célèbres de son temps. « Quoi d'étonnant, s'écrie Milton dans un de ses poèmes latins, si tu as pour fils un poète, si nous joignons aux liens naturels l'amour et la pratique de deux arts qui se touchent de près. Apollon, voulant se partager entre nous deux, te fit l'un de ses présents et me réserva l'autre. » La musique des sons préparait en lui cette musique de l'âme qu'on nomme la poésie. »

Plus loin, dans une lettre adressée à ce père chéri, Milton exprime sa reconnaissance et sa tendresse en termes pleins d'une grâce émue, que M. de Guerle a su conserver, pour ainsi dire, intacte dans sa traduction. Cette période, qui comprend les trente et une premières années de la vie de Milton forme la « partie sereine » de cette existence ravagée. Après s'être occupé de l'éducation de jeunes parents et amis, suivant un système gigantesque et écrasant, que M. de Guerle a bien raison de critiquer, Milton « consacra son âme tout entière à la cause de la religion et de la liberté de son pays, qui avait besoin de cœurs forts dans des corps robustes. »

Il ne faut pas l'oublier, et l'auteur fait bien d'appuyer sur ce point, Milton n'a jamais cessé d'être indépendant et désintéressé. Si dans la lutte il s'est graduellement emporté, c'est la lutte même qui en est cause. Devant un insuccès toujours irritant pour qui se sent dévoué à une cause juste, son caractère s'est aigri et, selon l'excellente expression de M. de Guerle, « sa plume s'est acérée et raidie » à mesure que le débat dégénérait en discussions personnelles. Au ton où il était arrivé, il ne pouvait aboutir qu'à l'injure, aussi de mesquines provocations vinrent-elles se mêler à cette controverse de principes. Il faut lire dans l'ouvrage de M. de Guerle avec quel soin et quel talent il examine, analyse, classe les nombreux écrits de Milton ; comme il sait apporter la lumière dans ces œuvres souvent obscures, et, comme dit M. Villemain à propos de la *Réponse à Saumaise*, hérissées d'une sauvage érudition. Ses éloges comme ses critiques sont toujours motivés et clairement définis : on peut ne point partager toujours son opinion, mais on est forcé de s'incliner devant elle comme devant le fruit d'un travail assidu, d'une clairvoyance rarement en défaut et de connaissances vastes et approfondies. De nombreuses citations, choisies avec tact et traduites avec facilité, complètent l'intérêt de ce volume, et font qu'après l'avoir lu on connaît à fond Milton, car l'auteur ne se contente pas de juger, il expose nettement et laisse le lecteur libre de porter une autre appréciation sur l'œuvre en question. Nous ne pouvons résister au plaisir de citer les deux pages qui terminent ce chapitre, et qui donneront, croyons-nous, une juste idée du livre remarquable de

Digitized by Google

M. de Guerle : « Tout semblait conspirer pour assombrir l'âge mûr de Milton. Il était seul, il était aveugle et son pays n'était pas libre. Cromwell mourrait la même année et Milton entrevoyait pour son pays une servitude dont il était impossible de fixer le terme. Ce noble regard, fermé à la clarté du jour, allait concentrer dans les espaces intérieurs de l'âme toutes les belles visions de sa jeunesse, toutes les grandes inspirations de son âge viril, et le *Paradis perdu* devait couronner sa vieillesse aveugle et oubliée. Une teinte de grave mélancolie se répandait sur toute sa vie. Il n'avait plus rien à espérer des hommes, pas même la renommée, que l'esprit de parti devait refuser longtemps à son œuvre ; il ne pouvait plus même saluer du regard cette grande nature dans laquelle l'âme des poètes trouve comme une éternelle consolation : « Je te retrouve, sainte lumière du jour, et je sens ta clarté vivifiante et souveraine ; mais toi, tu ne viens plus visiter ces yeux, qui tournent en vain dans leur orbite pour saisir tes rayons pénétrants, et qui ne connaissent pas d'aurore... L'ombre et l'éternelle nuit m'environnent. Le doux commerce des hommes m'est interdit, et je ne trouve écrit à aucune page ce livre merveilleux de la nature où tout est effacé et rayé pour moi ; une des portes de la sagesse m'est ainsi entièrement fermée. Répands donc au dedans toutes tes clartés, ô céleste lumière, illumine de tes rayons toutes les facultés de mon esprit : donne-moi le regard intérieur et chasse et disperse toutes les ténèbres, afin que je puisse voir et chanter des choses que l'œil des mortels ne peut entrevoir. » Jamais douleur plus intense et plus vivement ressentie trouva-t-elle dans la puissance souveraine de l'âme un apaisement plus noble et plus austère ? Il semblait que cette âme volât plus haut en s'allégeant des joies de la terre. Il le sentait, le poète qui a écrit le sonnet sur sa cécité, et celui qu'il a adressé à son ami Skinner : « D'où vient ma patience ? me demanderas-tu. De la conscience que j'ai, ô mon ami, d'avoir fatigué et perdu mes yeux pour la défense de la liberté, noble tâche que je me suis imposée, et dont l'Europe entière a entendu parler. Cette pensée me permettrait de marcher, au milieu de la vaine comédie de ce monde, content dans ma cécité et sans chercher un autre guide. » C'était prendre noblement congé de cette liberté, dont il ne devait pas voir le réveil. »

M. de Guerle, en parlant de la poésie de Milton, établit entre lui et Dante, entre le *Paradis perdu* et la *Divine Comédie*, un parallèle qui dénote que l'auteur ne connaît pas seulement la littérature anglaise à fond, mais que la littérature italienne lui est également familière. De cette éloquente comparaison résulte un intérêt double, et l'on aime à voir l'auteur faire ressortir l'un par l'autre ces deux immortels génies. Mais il faut, quand on entreprend ces périlleuses comparaisons, se mettre en garde contre le danger d'imaginer, de bonne foi, bien entendu, des distinctions pour en faire jaillir une brillante mais illusoire antithèse. Ainsi M. de Guerle dit : « Dante est un mystique, Milton est un théologien ; Dante sent et rêve, Milton argumente. » Nous ne voyons pas ces différences. Dante sent, cela est vrai, mais Dante est encore plus théologien que Milton, et ce n'est pas le mysticisme qui l'en empêche, au contraire. Oui, il sent,

Digitized by Google

mais c'est avec une exactitude et une justesse irréprochables, de même qu'il argumente d'une manière bien plus serrée, et qu'il est bien autrement logicien que Milton. Il rêve, dites-vous? Nullement. Il vous fait rêver, oui, et c'était là le seul moyen de donner des ailes au lecteur pour le soutenir dans l'effroyable descente à la cité dolente et dans la vertigineuse ascension parmi les sphères éternelles. Où le contraste est, ce me semble, frappant, c'est dans la peinture des êtres éternels et immortels. Dieu et les anges sont, dans l'œuvre de Milton, quoi qu'en dise M. de Guerle, ridicules et absolument terrestres. L'imagination du poète, qui se montre si splendide dans sa création de Satan, a échoué complétement dans les personnages bienheureux. Son Jéhovah n'est qu'un président qui expose des théories gouvernementales, sûr du succès de ses arguments, tout boiteux qu'ils sont. Comparez l'argumentation de Milton à celle de Dante. Comparez le discours de Dieu, dans le *Paradis perdu*, sur la liberté humaine, à celui de Béatrice, dans la *Divine Comédie*, sur le même sujet, et vous verrez à quel point le poète italien l'emporte sur le poète anglais [1]. Pourquoi cette différence? Parce que Milton n'est qu'un théologien controversiste et procède par la négation et la réfutation, tandis que Dante, théologien métaphysicien, peint ses lumineux personnages d'après cette inspiration directe et naïve qui ne peut qu'être altérée par le protestantisme, c'est-à-dire par la constante préoccupation de *protester*, de lutter. Dans une œuvre prodigieuse de la même époque, à laquelle ni l'érudition ni la science n'ont concouru, mais qui est le fruit d'une inspiration naïve entre toutes et d'une conviction profonde, on est étonné de trouver précisément ce qui manque au *Paradis perdu ;* je veux parler du *Pilgrim's progress*, de Bunyan, seul livre où, au milieu de différences de tout genre qu'il serait superflu d'indiquer, se révèle une ressemblance réelle avec la *Divine Comédie*.

Que M. de Guerle nous pardonne cette longue querelle, mais son livre nous a si vivement intéressé, nous y avons trouvé tant d'excellents jugements que, pour une fois qu'un désaccord surgit entre nous, nous avons voulu essayer de le régler en toute franchise. Sauf ce point, qui n'est, du reste, qu'accessoire au sujet principal, nous ne pouvons qu'applaudir à ce que notre auteur dit des poèmes de Milton : dans *le Paradis reconquis*, Milton s'est condamné à la sécheresse et à la solennité, et « *Samson* est bien le testament poétique de Milton vieilli et attristé, de Milton à jamais séparé des illusions et des rêves dorés de sa jeunesse, mais invincible et fier, et emportant dans la tombe l'indomptable pureté de sa conscience, et la foi dans l'immortel avenir du droit et de la raison. » Voilà qui est excellemment pensé et éloquemment exprimé.

Nous arrivons au dernier chapitre, à celui qui traite de la théologie de Milton. L'auteur prend pour base de cette partie de son livre le manuscrit découvert en 1823 : *de Doctrina christiana*. Il rapproche ce traité des passages du *Paradis perdu*, dès longtemps signalés, mais qui laissaient planer encore quelques doutes sur le caractère hétérodoxe de la

[1] *Paradis perdu*, liv. III, v. 80 à 134. *Divine Comédie*, Paradis, ch. IV et V.

Digitized by Google

doctrine religieuse de Milton et conclut que le trait essentiel de la profession de foi de Milton était une indépendance absolue à l'égard de toutes les communions chrétiennes, et même de la confession de foi de toutes les églises réformées. C'est dans les dernières pages de son livre que M. de Guerle a peint avec le plus de talent et d'émotion le caractère de Milton. Ses opinions, ses goûts, ses tendances, les causes de sa rudesse y sont expliquées avec une irréfutable justesse, et ce n'est qu'à regret qu'on ferme un livre où l'auteur a su, tout en déployant une si remarquable érudition, maintenir l'intérêt du lecteur concentré sur l'austère physionomie du grand poète du *Paradis perdu*.

A. MÉLIOT.

Le Rôle de Jésus et des Apôtres, par le docteur J.-M. RABBINOWICZ. Michel Lévy frères.

Jusqu'au jour où le docteur Rabbinowicz publia son ouvrage sur Jésus et les apôtres, la plupart des critiques, avec un sans-gêne trop commode, avaient l'habitude de nier l'authenticité des Evangiles, supposant dans le texte ou des interpolations, ou des substitutions, ou des additions, ou des retranchements. Parmi ces critiques, quelques-uns, en dépit du caractère historique qu'on ne peut contester à l'œuvre des évangélistes, affirmaient résolûment que le Nouveau Testament avait été forgé après coup pour édifier le christianisme.

Malgré les preuves nombreuses dont les critiques modernes essayent d'étayer leurs systèmes, malgré les recherches d'une laborieuse et consciencieuse érudition, il est clair que l'idée qu'ils se font *à priori* de Jésus leur sert d'argument principal et de critérium unique, pour adapter ensuite les faits historiques à leur théorie préconçue.

Le docteur Rabbinowicz procède d'une façon différente. Pour lui, les Evangiles ont la même authenticité que les histoires d'Hérodote, de Tite-Live. Faut-il, en effet, nier l'authenticité des Evangiles, parce que le Jésus qu'ils ont transmis à la postérité est peu conforme à nos idées du XIXe siècle? A ce compte, plus d'un réformateur, sans en excepter Mahomet, ferait une assez singulière figure parmi nous. Mettra-t-on leurs écrits en doute à cause des récits étranges qu'ils renferment? Tous les livres de l'antiquité, soit sacrée, soit profane, depuis Moïse et Hérodote, jusqu'à ceux qu'on édite aujourd'hui ne contiennent-ils pas le récit d'événements plus ou moins merveilleux? Les Pères de l'Eglise, et, parmi eux, les plus illustres, saint Chrysostôme, saint Basile, saint Augustin, la gloire de leur temps, croyaient bien sincèrement aux miracles dont ils nous ont transmis le souvenir. A ce sujet, je pourrais citer de fort curieuses affirmations de Tertullien et d'Origène. Titus lui-même, le vainqueur de Jérusalem, n'a-t-il pas supposé qu'un pan de muraille, battu la veille par ses béliers, s'était écroulé pendant la nuit, grâce à l'intervention occulte de la divinité? Dans l'antiquité, au moyen âge, de nos jours même, on a prétendu

Digitized by Google

voir, on a prétendu opérer des miracles; et, à l'heure présente, le magnétisme et le spiritisme ont leurs adeptes convaincus.

Ainsi, le docteur Rabbinowicz est loin de battre en brèche les Evangiles, et il ne songe point à créer un Jésus de fantaisie. Il laisse debout le Jésus des Evangiles, puissant par la simplicité de sa parole, la pureté de ses mœurs et de ses intentions et la douceur de son caractère. Il l'étudie d'après ses biographes, comme on étudie Alexandre, César, Charlemagne, d'après les historiens profanes. Il n'ajoute rien à l'original, il ne retranche rien. La vie de Jésus, le rôle qu'il s'était imposé, son action sur son entourage, tout se déroule dans le livre du docteur Rabbinowicz d'une façon simple et claire, d'après le texte expliqué et commenté des Evangiles. Il laisse aux disciples-biographes le soin d'interpréter eux-mêmes les actes du Maître. Pour plus de clarté, les passages des Evangiles sont insérés dans le texte, de sorte que le lecteur peut porter un jugement immédiat.

Quel est le but de l'ouvrage? Réhabiliter les Pharisiens si décriés depuis dix-huit siècles, décriés même à leur époque, bien qu'ils constituassent la grande majorité de la nation ; montrer que Jésus n'a jamais voulu réformer le judaïsme, qu'il poursuivait un but exclusivement national et aspirait à la royauté.

Les Pharisiens professaient, avec un rigorisme scrupuleux, les préceptes de la loi mosaïque ; ils croyaient à l'immortalité de l'âme, et ils étaient ardents à propager le monothéisme ; car, d'après le témoignage de Jésus lui-même, « ils couraient la terre et la mer pour faire un prosélyte. » Moïse, d'ailleurs, n'avait-il pas recommandé aux Juifs d'aimer les étrangers comme les indigènes, et de ne pas oublier les païens dans leurs prières et dans les sacrifices? A l'époque de Jésus, les Pharisiens offraient encore des victimes à Dieu pour les peuples idolâtres.

Quant à la mission politique de Jésus, l'auteur en donne pour preuve de nombreux textes pris dans les Evangiles. Sur ce point, il est d'accord avec l'illustre Lessing et avec M. Peyrat. « Jésus, dit ce dernier, eut pour but un mouvement politique contre les étrangers, une révolution sociale ayant pour principe la guerre aux riches et la communauté des biens. »

Voyons comment le docteur Rabbinowicz développe sa thèse. D'après lui, Jésus n'aurait jamais songé à introduire des dogmes nouveaux dans le domaine de la foi. Les expressions *fils de Dieu*, *Messie*, *Esprit saint*, *moi et mon père nous ne sommes qu'un*, s'éloignent essentiellement, quant au sens, de l'interprétation chrétienne. Le titre même de *Messie* a été donné par le prophète Isaïe à un païen, le roi Cyrus. On a soutenu que Jésus voulait corriger les mœurs de ses coréligionnaires, très relâchées à cette époque, puisqu'il les appelle sans cesse « hypocrites, race de vipères », etc. Le docteur Rabbinowicz n'est point d'avis que l'on prenne à la lettre ces qualifications ; elles auraient échappé à Jésus dans la chaleur du discours, de même que dans tout orateur l'expression dépasse souvent la mesure de la pensée.

D'autres prétendent aussi que Jésus a voulu réformer le judaïsme, et enseigner de nouveaux principes de morale ou perfectionner ceux qui existaient déjà et changer la forme du culte. Jésus, il est vrai, accorda

Digitized by Google

plus de valeur aux principes de la morale ; il blâma surtout les hypocrites, comme, d'ailleurs, avant lui avaient fait les prophètes et les rabbins. Quant aux cérémonies juives, il n'entra point dans sa pensée de les modifier, ni d'en rabaisser aucune ; il en fut, au contraire, le fidèle observateur. Il assiste dans le temple à la lecture du *Pentateuque ;* il va à Jérusalem pour les fêtes, et l'on n'a point oublié qu'il mangeait l'agneau pascal avec ses disciples. Dans son sermon sur la montagne, il dit : « Ne pensez point que je sois venu abolir la loi (des Juifs ou des prophètes) ; je suis venu non pour l'abolir, mais pour l'accomplir. »

Il est donc établi que Jésus, jusqu'à la veille de sa mort, tint à l'observance des cérémonies chères aux Juifs, parce qu'elles n'avaient pas seulement un caractère religieux, mais aussi un caractère national. Les disciples continuèrent, après sa mort, à s'y conformer, sinon au milieu des Gentils, du moins toutes les fois qu'ils étaient avec ceux de leur nation.

Quant au rôle politique de Jésus, le docteur Rabbinowicz croit en découvrir les preuves dans la situation même du peuple juif au commencement de la domination romaine. *Messie*, pour les Juifs, n'a d'autre signification que roi couronné, et doit s'entendre dans le sens politique, non dans le sens religieux. Les rois d'Israël, oints de l'huile sacrée, Saül, David, Salomon, étaient des *messies*. Tous les hommes intelligents du peuple hébreu, persuadés qu'un jour le monothéisme et leur morale religieuse, plus pure que celle des Gentils, l'emporteraient sur les croyances étrangères, avaient la conviction qu'il sortirait un jour de la race de David, chère à leur souvenir, un *messie* dont le bras puissant briserait leurs ennemis, et établirait en même temps la supériorité de leurs dogmes et la prépondérance de leur race. Bien des *messies* avaient précédé et suivirent Jésus. Pour n'en citer qu'un exemple, à la fin du premier siècle de notre ère, Rabba-Akiba, le plus célèbre docteur en Israël, rassembla autour de lui jusqu'à vingt-quatre mille disciples ; plus tard, secondé par le vaillant Bar Kochba, sous l'empereur Adrien, il se mit à la tête de la plus formidable insurrection que les Juifs aient jamais tentée contre les Romains. Il était bien permis aux Juifs, asservis tant de fois par les étrangers, traînés en captivité loin des rives du Jourdain, de soupirer après la venue d'un libérateur, d'un *messie*, et, pour eux, l'Evangile était l'annonce de cet heureux avénement.

L'Evangile, ou la bonne nouvelle, renfermait une innovation purement politique et nullement religieuse : douze apôtres sont choisis pour chacune des tribus d'Israël. Les miracles que Jésus opère sont au profit de ses compatriotes, et non des idolâtres, que les disciples doivent regarder « comme des étrangers et des péagers. »

Quant au rôle des apôtres, il est développé avec précision par l'auteur : « Ils n'avaient qu'un rôle tout à fait terrestre jusqu'à la mort de Jésus. » Avant même la mort du Maître, ils se disputaient le premier rôle et la préséance. « Jésus leur avait promis cent maisons et cent terres pour une qu'ils avaient quittées. » Ils espéraient voir Jésus monter sur le trône de Jérusalem. « Mais voilà que Jésus meurt, et les apôtres sont obligés de changer de système. Leur but change-t-il aussi ? Evidemment

Digitized by Google

non, puisqu'ils n'ont opéré ce changement que parce que le premier plan a échoué, et que ce nouveau système n'a aucun fondement. »

« Après la mort de Jésus, les apôtres furent d'abord remplis de crainte. » Déjà, quand il fut saisi, « tous les disciples l'abandonnèrent et s'enfuirent, sans même lui rendre les derniers devoirs. » Mais, voyant que les Juifs les laissaient en paix, ils reprirent leurs prédications, et, le nombre de leurs disciples croissant, ils inaugurèrent le communisme enseigné par Jésus. « Vendez, disaient-ils, tout ce que vous avez, et le distribuez aux pauvres,... après cela, venez et suivez-nous. » Pour donner plus de poids à leurs prédications, ils annoncent le prochain retour de Jésus, qui, suivant Papias, cité par saint Irénée, devait être accompagné d'inexprimables bombances.

Le but de Jésus était, nous l'avons vu, essentiellement national. Pendant les neuf années qui suivirent la mort du Maître, les disciples se conformèrent aux croyances et au culte juifs, et, pour appuyer leurs prédications près des enfants d'Israël, ils employaient les miracles, moyens équivoques, souvent condamnés par les magistrats.

Plus tard, ne trouvant pas suffisamment d'adeptes en Judée, ils se décidèrent à aller vers les Gentils, parmi lesquels, grâce aux choses merveilleuses qu'ils opéraient, ils rencontrèrent peu à peu des partisans.

Tel est le livre du docteur Rabbinowicz, œuvre d'une profonde et consciencieuse érudition. Les textes savamment groupés, les commentaires et les déductions logiques attestent de longues études et le savoir d'un théologien ; point de partialité, point de conclusions forcées; partout une grande simplicité et cette clarté naturelle qui rendent la lecture facile et agréable. L'auteur aura surtout, aux yeux des critiqnes et des savants, le rare mérite d'avoir replacé les discussions bibliques sur leur véritable terrain, celui des Ecritures.

A côté de ces qualités solides et incontestables, je ne puis m'empêcher de signaler certaines parties qui m'ont paru défectueuses. Le plan, si l'auteur en a eu un, est assez difficile à suivre; les redites sont nombreuses, et les différentes parties de l'ouvrage ne se lient pas entre elles avec la clarté qu'on est en droit d'attendre.

Autre critique beaucoup plus grave : Je me demande si l'auteur, dans son admiration trop exclusive pour les principes mosaïques, dans son panégyrique élogieux de l'esprit et des institutions nationales juives à la venue de Jésus, a bien saisi toute la grandeur du rôle de Jésus, qu'on le considère comme homme ou comme Dieu; a-t-il entrevu la noblesse de ce caractère, la bonté et la douceur incomparable de cette âme, la pureté de cette vie sans tache, cette nature aimante et généreuse, tellement élevée au-dessus de ce triste niveau de l'humanité, que ceux qui refusent de croire à la divinité de sa mission n'ont jamais osé contester son immense supériorité comme homme ?

Pour le docteur Rabbinowicz, l'idéal des institutions humaines, je dirais presque l'idéal de la perfection humaine, réside dans l'esprit des lois mosaïques. Jésus n'aurait rien innové quant aux idées de tolérance, quant aux rapports réciproques des hommes. Les faits contredisent une sem-

Digitized by Google

blable assertion. Aux massacres des Juifs, à l'exclusivisme rigoureux qu'ils professaient à l'égard des étrangers, aux dures représailles qu'ils infligeaient aux vaincus, j'opposerai la clémence et la mansuétude de Jésus pour tous ceux qui étaient faibles, souffrants, affligés, honnis du monde. « Laissez venir à moi les petits enfants, » disait-il. Heureux les pauvres, heureux les opprimés, heureux ceux qu'on persécute ! La femme pécheresse trouve asile et miséricorde près de lui. Ceux qui le suivent sur la montagne, pour entendre sa douce parole, supportant la faim et la fatigue, ce sont des femmes, des enfants, des artisans, des gens simples de cœur, et sa parole est toujours en harmonie avec son auditoire ; il procède par paraboles, et les derniers d'entre les gens du peuple peuvent en saisir le sens. Une dernière preuve de sa grande âme comme de son désintéressement, c'est qu'on le vit toujours choisir pour disciples et pour auditeurs les pauvres et les déclassés, parce qu'à cette époque comme aujourd'hui, ils formaient la grande majorité de la société. La venue de Jésus était donc nécessaire, et la victoire du christianisme sur les sectes philosophiques et les grossières croyances du paganisme n'a rien que de fort naturel. La croyance nouvelle fut le plus grand bienfait et le plus grand événement de l'humanité.

EUG. BOULET.

Etudes sur la Poésie latine, par M. PATIN, 2 vol. Hachette.

Ces deux volumes ne contiennent encore que la moindre partie des travaux de l'honorable doyen de la Faculté des lettres sur la poésie latine, qui a été pendant de longues années l'objet de son enseignement et de ses études. Ce recueil est divisé en deux parties. Dans la première, M. Patin a rassemblé les discours dans lesquels il présentait de temps en temps, à l'ouverture de ses cours, des vues d'ensemble sur l'histoire de la poésie latine. La seconde est composée principalement d'articles publiés d'abord dans le *Journal des Savants*, dont M. Patin est, depuis plus de trente ans, le collaborateur assidu. Il y analyse, avec sa délicatesse et sa sûreté de jugement ordinaires, les plus récentes investigations des érudits allemands sur les trop rares débris de l'ancienne poésie latine qui sont venus jusqu'à nous. Dans ce travail critique, il intercale le texte et la traduction des fragments les plus caractéristiques de ces vieux auteurs, et arrive ainsi à nous donner l'étude la plus complète qui ait été publiée jusqu'ici dans notre langue sur cette première partie de l'histoire de la poésie latine, « celle qui la conduit jusqu'aux ouvriers principaux de sa perfection, aux promoteurs de ce qu'on appelle le siècle d'Auguste, Lucrèce et Catulle. »

Dans ces recherches d'un si grand intérêt littéraire et historique, les Allemands ont un mérite d'initiative que M. Patin ne songe aucunement à leur contester. Il reconnaît, avec une franchise doublement louable

Digitized by Google

chez un homme de cette valeur, que, dans le cours de sa longue carrière de professorat et d'étude, l'examen attentif des ouvrages récemment publiés au delà du Rhin sur Ennius et d'autres anciens poètes a modifié en plus d'un point ses opinions. Il n'a pas même voulu effacer les traces de certaines contradictions qu'offrent les anciennes vues d'ensemble qui font l'objet de la première partie de ces *Etudes* avec les travaux récents de haute critique contenus dans la seconde. « Ces variations, dit-il, pourront avoir pour le lecteur quelque chose d'instructif. Il y verra qu'il y a dans l'histoire littéraire, comme dans toute autre histoire, des erreurs longtemps reçues, accréditées, qu'on répète de confiance, jusqu'au moment où une étude plus personnelle et plus attentive des faits force d'y renoncer. » On voit que nous n'avons pas affaire ici à l'un de ces érudits dont la race n'est malheureusement pas perdue, obstinément immobiles sous l'impression combinée de l'orgueil et de l'amour du repos, et ne voulant rien voir, rien accepter de ce qui se fait au delà et autour d'eux.

Au reste, les travaux de M. Patin sont autre chose et quelque chose de mieux que de simples comptes rendus. Tout en rendant pleine justice aux élucubrations de ses doctes émules, il y joint de temps à autre des observations pleines de finesse, écarte les conjectures trop hasardées, assigne parfois aux fragments retrouvés des places plus vraisemblables. Tous les érudits dont il a étudié les publications auront pu à leur tour tirer quelque profit de ses analyses.

Parmi les premiers poètes latins, Ennius, à coup sûr le plus remarquable de tous, qui fut à Rome « l'introducteur de toute poésie », a surtout fixé l'attention de M. Patin. L'étude qu'il a consacrée à cet Homère latin, à propos des savants ouvrages de MM. Ribbeck et Vahlen, nous paraît le morceau le plus achevé de ce recueil. Nous ne nous attendions pas à voir M. Patin, naguère le courtisan assidu des poètes accomplis du siècle d'Auguste, s'éprendre d'une si vive admiration pour l'âpre génie d'Ennius et en faire si bien ressortir les mâles beautés. Dans la traduction des principaux fragments des *Annales*, il a souvent exprimé avec bonheur l'énergie rude et presque sauvage de l'original. Nous recommandons encore l'étude très intéressante sur Lucilius et celle qui concerne Cicéron, considéré comme poète, et vengé, à ce titre, d'un long et injuste mépris.

Cette publication, celles qu'on nous fait prochainement espérer sur Virgile et Horace, complément d'anciens travaux, retour prévu aux premières amours, témoignent de l'activité juvénile du doyen de la Faculté des lettres. Il semble que, par une rare et honorable exception, il ait échappé à l'influence soporifique connue du fauteuil académique. Les dignités, juste rémunération d'anciens travaux, n'ont fait que stimuler son ardeur.

Baron ERNOUF.

Digitized by Google

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

THÉATRES. — THÉATRE-FRANÇAIS : *Julie*, comédie-drame, par M. OCTAVE FEUILLET. — GYMNASE : *Le Filleul de Pompignac*, comédie en quatre actes.

C'est étonnant comme la politique ramène naturellement à la comédie. En temps d'élections, on éprouve le besoin de parler du théâtre ! Les deux dernières pièces que l'on a jouées sont, si je ne me trompe, *Julie* et *le Filleul de Pompignac* ; il y aura tantôt deux mois. Elles se ressemblent ; toutes les pièces se ressemblent, surtout depuis quelques années, comme des candidats officiels. Il y a dans toutes une femme qui a trompé son mari et un mari qui finit par le savoir. Qu'est-ce que *Julie ?* Pas autre chose. Elle avait un mari charmant, jeune, qui traînait après lui tous les cœurs, excepté, apparemment, celui de sa femme. Il voyagea, et son meilleur ami profita naturellement de son voyage. Il revint, et son ami s'en alla ; et, en vérité, c'est une chose adorable que ces petits passe-temps qu'on se donne. Un caprice, jusqu'au retour du mari ; et l'on se prend sans effort, et l'on se quitte sans peine ; simple envie d'échapper à la solitude. L'époux reparaît, l'amant part ; ce n'est pas plus difficile que cela !

A intrigue si bien nouée et dénouée, comment trouver un dénoûment dramatique et un peu de tragédie pour la fin ? Le voici ; Julie (elle doit avoir lu celle de Rousseau) Julie a une une fille et songe à la marier. Naturellement (car tout semble naturel dans les choses qui ne le sont pas) l'amant de Julie, après un certain nombre d'années, songe à épouser la fille de Julie, ou du moins le mari de Julie y songe pour lui, car il faut absolument que quelqu'un y songe. On voit d'ici le désespoir de Julie. Son amant épouser sa fille ! Elle l'en dissuade doucement, sans s'expliquer. Malheureusement survient le père, qui dit à sa fille : « Pourquoi ne veux-tu pas épouser M. un tel ? — Maman me l'a défendu ! » *Et lux facta est !*

Digitized by Google

Il n'y a personne pour comprendre aussi bien que les maris qui ont été longs à deviner. Le nôtre va trouver sa femme et lui demande une explication. Elle nierait (elles nient toutes) ; mais le hasard veut qu'en ce moment même le mari, devenu plus ingénieux que de raison, s'avise de cette ruse : « Vous pouvez tout avouer, *il* est mort ! — Il est mort ! eh bien vous avez raison, je puis tout dire : c'est vrai ! »

Et l'autre de bondir ! Il ne rêve plus que poignards et pistolets, et les épées de combat, et le duel à outrance, et la bataille à mort. Pour surcroît, l'ami, l'amant, le traître tombe dans ce chaos. Qui s'évanouit? c'est Julie ; elle le croyait mort ! Qui s'emporte ? c'est le mari de Julie ; il a ses raisons. Qui s'étonne ? c'est l'amant de Julie ; il n'y comprend goutte. « Je te tuerai, lui crie le volé. — Elle est morte ! » répond tranquillement le voleur, en lui montrant du doigt la pauvrette qui agonise. Ainsi finit la comédie.

Le Filleul de Pompignac : c'est à peu près la même chose. On dit que M. Alexandre Dumas fils y a travaillé. Qu'est-ce que cela prouve, sinon que l'acide prussique de M. Alexandre Dumas fils peut se rencontrer, de temps à autre, avec le lait d'ânesse de M. Octave Feuillet. Pompignac avait un filleul qui était un garnement ; il jouait, il buvait, il aimait, sans autre excuse que la suivante, à savoir qu'ainsi l'on fait depuis le commencement du monde, et l'on fera très probablement jusqu'à la fin. Son parrain Pompignac, un vieux garçon, en était ravi, et aussi le général de Frondeville, qui adorait le vaurien. Tous deux se coalisent pour payer ses dettes, et le tirer des mains d'une harpie « qui sait l'art de traire les hommes. »

On comprend bien l'intérêt que peut avoir Pompignac à payer les dettes du jeune Paul Dornan ; mais on saisit moins vite la raison qui fait agir Frondeville dans le même sens. Dornan est le filleul de Pompignac ; mais il n'est rien à Frondeville ; et la sympathie du général est une sympathie toute gratuite, encore qu'elle lui coûte assez cher.

Détrompez-vous, elle est obligatoire aussi. Dornan est quelque chose à Frondeville. Il paraît que Mme Dornan (une autre Julie) a profité aussi d'un voyage, et, sur le coup de mourir, quand tant d'autres n'auraient rien dit à leur confesseur, elle a tout avoué à son mari. Elle lui a dit en expirant : « Mon Paul n'est pas ton fils ! » Et, depuis ce temps, le père Dornan passe le reste d'une vie singulièrement désenchantée à se demander quel pourrait bien être le père de Paul. Il chercherait, d'apparence, encore longtemps, lorsqu'il se décide à conter son cas au général, qui lui répond tout simplement : « Ne vous inquiétez pas davantage, c'est moi ! » Tableau ! Duel, et les couteaux vont encore sortir. Dornan le fils se précipite pour défendre Dornan le père contre Frondeville ; mais Pompignac lui crie : « Malheureux ! » d'un accent si plein d'angoisse, que ce malheureux jeune homme s'arrête court, et ne sait plus au juste entre les trois quel est son père. Toute la scène, toute la pièce est là : trouver un seul père en trois personnes. Les plus malins y échoueraient, car « maman seul le sait, » comme disait Aristophane.

Julie est un petit chef-d'œuvre ; *le Filleul de Pompignac* chef-d'œuvre

Digitized by Google

aussi ; mais il y a une remarque de Jules Janin qui m'enchante, c'est qu'autrefois on prenait tout cela plus gaiement. On va aux épées tout de suite aujourd'hui, pour des peccadilles. Sganarelle était plus brave, qui ne faisait pas tant de bruit.

Et puis, une autre petite observation, la dernière; je crois bien déjà l'avoir faite, dans le temps que j'étais plus assidu aux choses du théâtre et à les raconter. Comment donc se fait-il que, dans tous les drames, les mères coupables savent au juste quel est le père de leurs enfants? Il n'y en a pas une qui ne dise, avec un grand aplomb : « Ce n'est pas toi, c'est lui! » *Chi lo sa!* Ces prétendues certitudes éveillent dans les âmes les plus ingénues toutes sortes de réflexions bizarres.

Il y aurait bien encore quelque chose à dire contre *Julie* et le *Filleul*; c'est que les grands coups de théâtre de la fin reposent sur des pointes d'aiguilles les plus cassantes du monde. Julie avoue tout : Je ne dis pas que cela ne s'est jamais vu, car on me citerait, il y a quelques années, une confession ainsi surprise, et le duel qui s'ensuivit, et le bras cassé d'un artiste, mais c'est l'exception ; et, vraiment, elles n'avouent guère; on peut leur donner la question, elles meurent muettes! Cependant, j'ai connu un autre cas *in extremis*, la femme d'un brave bourgeois de Paris : il expirait, frappé d'une balle perdue, précisément en décembre; il y a de cela dix-huit ans. Le voyant mourir, elle lui dit : « Je t'ai trompé, mon ami, j'aurais trop de remords si tu mourais sans le savoir! » Voilà une consolation, et ce pauvre bonhomme dut s'en aller gaiement dans l'autre monde.

A. CLAVEAU.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

30 mai 1869.

Il y avait longtemps que la France ne s'était vue aussi profondément agitée qu'elle l'a été dans ces derniers quinze jours; elle a senti la fièvre électorale monter à son paroxysme; les mécontentements, les rancunes, les passions longtemps comprimées ont débordé avec violence. Nous sentions déjà s'élever de la rue, bruyants et terribles, les symptômes précurseurs de l'émeute. La pratique de certaines libertés dont elles avaient perdu l'habitude donnait aux populations une sorte d'ivresse. Dans les réunions publiques, on voyait se presser des foules avides d'entendre formuler, par des orateurs favoris, les griefs accumulés durant quinze années de règne.

L'autorité, comme c'est sa coutume, s'est hâtée de faire montre de ses forces répressives; elle a surveillé la rue et n'a point voulu qu'on ignorât quels moyens elle était prête à employer pour prévenir la rébellion. De telles exhibitions étaient peut-être bien inutiles, car, à l'heure dite, tous les bruits du dehors se sont d'eux-mêmes apaisés. Cinq jours avant l'ouverture du scrutin, les assemblées électorales se sont dispersées; la voix des orateurs s'est éteinte. La cause entendue, les juges, c'est-à-dire les huit millions de Français qui forment le corps électoral, sont entrés dans le silence des délibérations. L'arrêt a été rendu le 24 mai. Il faut renoncer à peindre les joies, les mécomptes, les étonnements, les émotions di-

Digitized by Google

verses de cette journée. Comme il arrive toutes les fois qu'il se mêle directement de ses affaires, le peuple n'était plus dans ses demeures; il affluait par grandes masses houleuses sur les voies publiques. C'est au Forum ou au Champ de Mars que se sont décidées toujours les destinées de la patrie. Les premiers noms jetés par les journaux à l'avide curiosité de la foule ont été les noms des candidats vainqueurs dans les circonscriptions de Paris; le nom de M. Bancel a été proclamé un des premiers; il l'emportait dans la troisième circonscription, sur M. Emile Ollivier, de plus de dix mille voix! Ce résultat avait déjà une très grande signification; il éclatait comme une révélation des fortes majorités que l'opposition radicale allait avoir dans d'autres centres électoraux. Bientôt on savait que M. Gambetta, un nouveau venu dans l'arène politique, battait un vétéran de la démocratie, M. Carnot; que M. Jules Simon, dans la huitième circonscription, obtenait vingt mille voix de plus que M. Lachaud; que M. Picard battait M. Denière, et que M. Pelletan triomphait haut la main de son compétiteur M. Bouley. Cependant, au fur et à mesure que les sections apportaient leur contingent de votes, on ne voyait surgir ni le nom hier encore si populaire de M. Jules Favre, ni le nom vénéré de M. Garnier-Pagès, ni le nom illustre de M. Thiers; on attendait aussi vainement des nouvelles de M. Guéroult. Ni Jules Favre, ni Garnier-Pagès, ni Thiers, ni Guéroult n'étaient nommés; le naufrage de l'ancienne députation parisienne était complet. Pour les quatre derniers candidats, il n'était pas définitif; mais leurs noms devaient courir les chances d'un ballottage avec d'autres noms qui ne semblaient point destinés à faire échec à d'aussi recommandables personnalités. M. Jules Favre, l'avocat brillant des grandes causes politiques, l'homme des grands jours de la République, l'orateur encore imprégné du parfum des palmes académiques, trouvait un antagoniste sérieux dans M. Henri Rochefort; M. Garnier-Pagès, qui fut un des pères de la République de 1848, devait compter avec un empirique dont le nom oublié reparaissait tout à coup, avec M. Raspail; M. Thiers se heurtait à M. Devinck; la renommée de M. Guéroult et ses services au Corps législatif se heurtaient à la puissance électorale et quelque peu gouvernementale de M. Cochin, et à la renommée naissante d'un publiciste encore peu connu, M. Jules Ferry.

Telles furent les premières nouvelles qui vinrent défrayer l'attente anxieuse des électeurs parisiens. Un peu plus tard dans la soirée, la surprise était portée à son comble : on apprenait que Lyon avait nommé aussi M. Bancel, M. Raspail; que Marseille avait donné une majorité à M. Gambetta; que Bordeaux avait préféré M. Jules Simon au candidat local que l'administration lui opposait, et qu'enfin, dans tous les centres populeux et intelligents, les préférences du suffrage universel étaient acquises aux opinions les plus avancées. A Paris les hommes qui n'avaient point accusé la haine irréconciliable de l'Empire étaient éconduits, ceux qui avaient fait acte d'adhésion au gouvernement, tout en s'isolant de lui par les plus énergiques protestations d'indépendance, n'avaient pu atteindre que les plus modestes minorités. Seul entre tous, M. Emile Ollivier, par le chiffre sonore de la sienne et par le triomphe qu'il obtenait dans le Var, pou-

Digitized by Google

vait, quoique vaincu, se poser en vainqueur. Ces résultats troublaient l'opinion bien plus profondément que ne l'avait fait en 1863 le succès rapide et décisif, presque au premier tour de scrutin, de toute la liste de l'opposition. On n'y voyait d'abord qu'une éclatante injure faite à l'Empire, qu'un souhait anarchique légalement exprimé, et, aux joies fanfaronnes que cette manifestation allumait chez les irréconciliables, venaient se joindre les réflexions inquiètes des gens plus raisonnables, que ce réveil d'hostilité jetait dans toutes sortes d'angoisses. La nuit s'est passée dans ces agitations; quelques groupes de vainqueurs ayant voulu élever leur enthousiasme aux notes aiguës des chants patriotiques, on les a ramenés, sans trop de peine, à un diapason plus modéré.

On n'a su que le lendemain les compensations que la province avait données au gouvernement. L'effort des préfets n'avait pas été partout stérile; dans la plupart des circonscriptions, il avait réuni de très imposantes majorités sur la tête des candidats officiels. Le chiffre total des membres du Corps législatif étant 290, le gouvernement en comptait 203 de favorables et 28 seulement d'hostiles. Dans 59 circonscriptions le résultat était resté douteux, et il fallait recourir à un scrutin de ballottage. Les télégrammes arrivés dans la nuit et dans la matinée du mardi annonçaient aussi certains échecs qui ne pouvaient que satisfaire les amis du pouvoir. En comptant les morts sur le champ de bataille électoral, on retrouvait presque tous les orléanistes qui avaient voulu tenter les chances du scrutin : M. Thiers n'était nommé ni à Marseille, ni à Poitiers; M. le duc Decazes ne l'était pas dans la Gironde; M. Bocher ne l'était pas dans le Calvados; M. Baze ne l'était pas à Agen; M. d'Audiffret Pasquier, M. Prévost-Paradol et d'autres succombaient aussi avec fort peu de gloire. On n'apprenait point sans plaisir dans les conciliabules officiels l'échec de M. de Falloux et de quelques autres « irréconciliables » du droit divin. D'autre part, des amis dévoués restaient debout, et l'on voulait bien ne point se désoler des sympathies que les hommes du tiers parti avaient rencontrées dans tous les centres électoraux où, sans le concours du gouvernement et même contre son gré, ils avaient posé leur candidature. Un de ces derniers cependant, combattu par l'administration du département du Nord, l'honorable M. Lambrecht, n'a pu triompher des obstacles qu'un préfet implacable a suscités à sa candidature; dans un département de la Bretagne, c'est M. de Janzé qui succombe au grand regret de tous les gens éclairés. La Chambre perd M. Lambrecht et gagne M. Choque; elle perd M. de Janzé, elle gagne M. ***. Espérons qu'un autre membre du tiers parti, combattu à outrance par ordre supérieur, M. Latour-Dumoulin, n'aura point le sort de son ancien collègue du Nord et sortira vainqueur du second tour de scrutin. Combien le gouvernement aurait plus de tranquillité et se sentirait plus vaillant s'il avait laissé partout le suffrage universel accomplir tranquillement son œuvre; il y a certaines circonscriptions où il a tellement voulu peser sur l'élection en faveur de ses protégés, que le candidat le plus acclamé, le plus triomphant a pu être celui à qui le scrutin a laissé le moins de voix; tel a été précisément le cas de M. de Calonne, dans la 2e circonscription du Pas-de-Calais; vaincu

Digitized by Google

par M. Delebecque, le directeur de la *Revue Contemporaine* a recueilli un commencement de popularité et des espérances de retour, qui, réunis aux protestations d'un grand nombre d'électeurs, diminuent la gloire de son trop protégé compétiteur.

Il est assez ordinaire, lorsque les batailles électorales sont finies et que l'on ramasse les morts, de voir tous les partis chercher à paraître vainqueurs ou tout au moins, lorsqu'ils ne peuvent mieux faire, s'efforcer d'atténuer la gravité de leur défaite. Quoiqu'il fût bien difficile, après les résultats décisifs du dernier scrutin, de se nourrir d'illusions, on a vu, de divers côtés, se renouveler cette tentative. Les journaux qui ont essayé de se poser en triomphateurs n'ont pas tardé à voir le bon sens public faire justice de leurs prétentions. Par un hasard étrange, le combat qui vient de se livrer n'a guère fait que des vaincus; nous ne voyons aucun groupe politique dont la victoire ne soit empoisonnée de certaines amertumes. Il n'y a d'autres vainqueurs que cette catégorie de candidats qui avaient pris le titre d'*irréconciliables* et qui doivent à l'attraction de cette hardiesse électorale la vogue inespérée de leurs candidatures. Ceux-là ont eu vraiment, à Paris, à Lyon, à Marseille, des majorités telles que les officiels eux-mêmes pouvaient à peine en espérer, alors que toutes les forces administratives combattaient pour eux. Encore faut-il considérer qu'ils ont bénéficié de la défaveur dans laquelle était tombé, victime de ses dernières fautes, le régime du gouvernement personnel. C'est une coutume propre au caractère français d'aimer à donner des leçons au pouvoir; souvent sa manie de corriger dépasse la mesure; nous pourrions ainsi faire des révolutions sans le savoir. Les électeurs de Paris et de Lyon sont les plus sujets à ces sortes d'imprudences; ils vont si loin dans leurs colères qu'on pourrait les croire animés des intentions les plus subversives. En votant pour trois ou quatre hommes nouveaux dont le programme n'est pas bien connu et qui seulement ont affiché le désir de bouleverser tout ce qui existe, ces électeurs ne sauraient passer pour avoir un plan politique bien arrêté; on s'exposerait à les juger tout de travers si on leur prêtait l'intention de vouloir fonder un gouvernement quelconque sur les ruines de l'Empire. Les plus embarrassés d'ailleurs seraient ces hommes de leur choix, sans en excepter aucun, si on les chargeait d'installer une république et de mettre en pratique les réformes sociales qu'ils ont vaguement promises. Il nous est difficile de croire que l'on vote pour cet inconnu. On a voté, non pour favoriser l'avénement d'un pouvoir nouveau, mais pour forcer le gouvernement actuel à s'imposer des réformes radicales.

Que si on nous répond que cette manifestation énergique du corps électoral aurait pu s'effectuer avec d'autres choix, qu'il y avait des hommes mieux connus que M. Gambetta, M. Bancel et M. Rochefort, dont l'élection aurait eu un caractère suffisant d'hostilité, nous pourrions répondre que déjà ces hommes avaient servi à la manifestation électorale de 1863 et n'avaient pas empêché le gouvernement impérial de tomber dans de nouvelles fautes. Cette expérience étant faite, et quelques passions politiques aidant, on a eu recours à des instruments plus énergiques. Les députés

Digitized by Google

élus en 1863 formaient un système d'opposition assez complet, mais ne manœuvrant ni avec assez d'ensemble ni avec assez d'autorité. Ils appartenaient par leurs actes ou par leurs attaches à des gouvernements déchus ; la plupart procédaient en droite ligne de l'essai de gouvernement tenté en 1848. Leur opposition rapportait tout à ces diverses provenances et ne semblait point redoutable ; ces régimes abandonnés ayant eux-mêmes commis beaucoup de fautes, et, la plus grave de toutes, la faute de n'avoir point su se consolider, l'Empire ne devait pas craindre que l'opinion publique le délaissât pour retourner soit au gouvernement de Juillet représenté par M. Thiers, soit au gouvernement de Février représenté par d'anciens membres du gouvernement provisoire. Toujours est-il que l'action de la gauche pendant la législature qui vient de finir avait été, sinon stérile, du moins très insuffisante. Les répugnances du corps électoral se sont tournées contre l'ancienne opposition. Il n'y avait aucun de ses membres qui n'eût démérité à sa manière : M. Thiers avait démérité en professant, sur divers points, une politique plus conservatrice que libérale ; M. Jules Favre avait démérité en contractant avec M. Thiers et les hommes de son parti, dans une pensée académique, des compromis dont la pure démocratie ne pouvait s'arranger ; M. Garnier-Pagès, vieilli, parlait souvent sans être très écouté ; M. Carnot et M. Marie ne parlaient jamais ; M. Emile Ollivier, lui, avait démérité d'une autre manière : il avait tenu son serment et affiché hautement l'intention de travailler à obtenir la liberté sans chercher à renverser l'Empire. Il était donc bien évident que cette députation ne pouvait plus servir et qu'il était urgent de faire entrer des hommes nouveaux dans l'assemblée législative. On ne savait trop où les prendre. Par le temps qui court, les capacités ne courent point les rues.

Bien que ce régime ne se prêtât guère à cette découverte, c'est au gouvernement que le parti radical est redevable de l'apparition de M. Gambetta et de M. Rochefort ; c'est lui qui a mis en lumière ces deux personnalités. En poursuivant les promoteurs de la souscription Baudin, et en provoquant des débats judiciaires retentissants, il a fait surgir M. Gambetta ; en s'occupant plus que de raison d'un pamphlet de mauvais goût, il a fait un succès à M. Rochefort, qui certes ne rêvait point, il y a un an, la haute fortune qui lui arrive. Nous ne parlons pas de M. Bancel, qui se recommandait assez bien par lui-même, ni de M. Raspail, dont la notoriété remonte aux périodes les plus agitées de nos troubles politiques. C'est donc en partie le gouvernement impérial qui a préparé la liste électorale du parti radical pour les élections de 1869. Nous n'exagérons rien en disant que, livrés à eux-mêmes, les électeurs de Paris, de Marseille et de Lyon n'auraient point fait de si belles trouvailles.

A peine ont-ils eu sous la main ces nouvelles capacités politiques, ou tout au moins des gens en ayant l'apparence, que, sans y regarder de plus près, quelques chefs révolutionnaires ont résolu de jeter bas les hommes de 1848, contre lesquels, d'ailleurs, la plupart avaient des ressentiments personnels. L'entreprise s'étant accomplie au gré de leurs

Digitized by Google

vœux, ce n'est point le gouvernement impérial qui a été le seul battu dans cette lutte. Il ne pouvait avoir la prétention sérieuse de faire passer les candidats qu'il a opposés à la dernière heure, et pour la forme, aux candidats de la jeune démocratie; M. Devinck, dans la cinquième circonscription, pouvait donner quelques espérances, et précisément il arrive que, dans cette circonscription, l'homme du parti radical n'obtient qu'une très infime minorité, et que le plus favorisé, avant le candidat agréable, est M. Thiers. Celui-ci même n'est point élu, et l'on aboutit à un second tour de scrutin, que le gouvernement considère comme un triomphe. Il avait aussi, dans la troisième circonscription, la plus tumultueuse et la plus passionnée de toutes, M. Emile Ollivier, que les impérialistes revendiquaient. C'est là, nous l'avons toujours reconnu, que portait l'effort principal de la lutte. M. Ollivier, cependant, si rallié qu'il fût à la dynastie, n'en était pas moins un des opposants les plus actifs à la politique des ministres; il y avait peu de mesures qu'il n'eût combattues; le compte rendu des séances législatives est tout rempli de son opposition. Si, comme candidat, il était agréable aux ministres, comme député, il ne l'était guère. Il n'en est pas moins vaincu à Paris, mais avec une minorité plus belle que celles qui ont été obtenues par ses anciens collègues de l'opposition. Celui que le corps électoral était sollicité, dans les manifestes des radicaux, de rejeter comme indigne, est encore celui qui paraît avoir conservé le plus de racines dans son ancienne circonscription, et dont la position est la meilleure. Il nous est d'autant plus agréable d'insister sur les faits qui regardent M. Emile Ollivier, que son opposition étant fondée sur des idées libérales qui sont les nôtres, il nous plait de les voir partagées par douze mille électeurs à Paris, et par seize mille électeurs dans le Var. Nous sommes surtout heureux d'apprendre que le gouvernement impérial se soit intéressé à ce point au succès de M. Emile Ollivier, que les adversaires de ce candidat aient pu vouloir, sans trop d'invraisemblance, le faire passer pour un officieux. Nous savons que M. Ollivier n'avait point ce caractère; mais nous savons aussi que, dans les plus hauts parages officiels, on souhaitait vivement son élection. C'est une preuve qu'on n'y est point très éloigné de vouloir appliquer le programme politique que ce député représente, et qu'il a proclamé bien haut dans ses circulaires et dans ses discours.

Il faut considérer aussi, à propos des résultats obtenus dans la troisième circonscription, qu'il sera moins facile à M. Bancel de vaincre M. Ollivier à la tribune de la Chambre, qu'il ne lui a été facile de le vaincre dans l'arène électorale. Dans les séances du Corps législatif, M. Bancel n'aura pas autour de lui ses vingt-deux mille électeurs, dont quelques-uns savent faire tant de bruit, qu'ils nous ont rappelé ce personnage de la fable dont le roi des animaux se fait accompagner dans ses chasses, et auquel il commande de braire,

. . . . . Assuré qu'à ce son
Les moins intimidés fuiraient de leur maison.

Digitized by Google

Il sera seul, et ne pourra faire de bruit que par son éloquence. Sans doute M. Gambetta et quelques autres de ses collègues lui prêteront du renfort; mais en face de lui quel froid accueil il va trouver dans cette majorité que les départements ont envoyée au Corps législatif! Quels esprits rebelles à toutes les revendications promises dans ses circulaires électorales! C'est là surtout qu'il faut désirer le triomphe des idées libérales qui ont soulevé la tempête du Châtelet; ce n'est point aux députés qui les combattront au nom de la république sociale qu'appartiendra le succès. Ils pourraient cependant contribuer à les faire mieux goûter par les rares conservateurs qui pensent encore que le salut du gouvernement est dans l'application de certaines violences réactionnaires. Voilà le service que l'on peut attendre de ces hommes excessifs qu'un souffle de popularité a poussés sur les bancs de la représentation nationale. Il n'est point mauvais, d'ailleurs, que le gouvernement ait le spectacle permanent de ces implacables ennemis; de temps en temps, s'il est tenté de céder à de funestes entraînements, des voix sinistres arriveront à son oreille et lui rappelleront quels projets de renversement les fautes d'un gouvernement peuvent réveiller dans le pays, et quelles violentes hostilités elles peuvent faire surgir. Il ne faut donc point s'effrayer de voir ces nouveaux venus pénétrer dans l'enceinte législative. Alors même qu'ils ne répondraient point, comme « irréconciliables, » à la bonne opinion que la crédulité démocratique a conçue de leur talent, ils pourraient encore rendre des services.

Il est vrai que le gouvernement, s'il trouve de nouveaux charmes à prolonger ses illusions, peut encore s'appuyer sur les succès électoraux obtenus dans les départements. Loin de Paris et des autres grands centres, il dispose toujours des majorités. Il ne doit point fermer l'oreille cependant à certains mécontentements qui éclatent de divers côtés, dans des villes où les candidatures irréconciliables sont inconnues. Il faut croire que, dans ces localités, tout ne s'est point passé à la satisfaction des électeurs, car, le scrutin fermé, il a fallu réprimer des tentatives d'émeute. Contrairement à ce qui s'est passé à Paris, où elle a précédé le vote, l'agitation populaire ne s'est produite en province que lorsqu'on y a connu l'arrêt du suffrage universel. Les électeurs de Lille, d'Amiens, de Saint-Etienne, de Montpellier, de Toulouse ont voulu prendre leur temps pour maudire leur juge. Il faut voir, dans ce fait, l'indice d'un mécontentement causé peut-être par l'imprévu de certaines élections, à moins que les colères qui ont éclaté ne soient motivées par l'abus que l'administration a pu faire de certains procédés électoraux. L'esprit des populations dans certaines villes était, d'ailleurs, mal préparé aux mécomptes de la dernière heure par l'agencement irrégulier des circonscriptions électorales; depuis longtemps, les plaintes de certaines municipalités, parvenues jusqu'au pouvoir central, n'avaient pu se faire écouter; elles signalaient avec vigueur l'injustice de certaines répartitions territoriales qui prenaient des lambeaux de villes et les rejetaient en pleine campagne, subordonnant ainsi la légitime influence à laquelle aspirent les cités impor-

Digitized by Google

tantes à l'influence des contrées rurales, et fusionnant des intérêts absolument distincts. L'administration avait certainement de bonnes raisons pour opérer ces mélanges; mais le corps électoral a aussi les siennes pour protester contre des morcellements qui divisent ses forces. Rien n'est mieux fait pour amoindrir le succès du gouvernement dans les circonscriptions départementales que les mécontentements qu'il a eu la force de réprimer, sans avoir eu la prudence de les conjurer. Dans un pays où la pratique du suffrage universel ne serait gênée par aucune mesure vexatoire, on ne les verrait point se produire; le calme le plus parfait succéderait à la fièvre de la période électorale, et pendant que les vainqueurs triompheraient, les vaincus accepteraient leur sort avec résignation. Il y aura lieu sans doute de revenir sur ces graves questions au moment de la vérification des pouvoirs; déjà on parle de nombreuses protestations qui ont été rédigées et qui pourraient bien amener des annulations de mandat.

Pour l'instant, l'opinion publique ne doit se préoccuper que des cinquante-neuf ballottages qui, aux termes de la Constitution, doivent avoir lieu le second dimanche qui suit le jour du scrutin. Cette opération complémentaire du vote général, dans les quatre circonscriptions de Paris et dans les circonscriptions de Lyon et de Marseille, où elle est nécessaire, présente un intérêt particulier. Ce n'est pas, en effet, une affaire de mince importance que de savoir si M. Jules Favre sera décidément mis de côté pour M. Henri Rochefort, si M. Thiers sera sacrifié à M. Devinck, si M. de Lesseps sera moins apprécié que M. Gambetta, si l'on donnera à M. Jules Ferry la préférence sur M. Cochin. En supputant les voix recueillies par les candidats rivaux mais de même nuance, il est aisé de prévoir quel résultat devra donner le second tour de scrutin, et, en se tenant à cet élément d'appréciation, il y a peu d'espoir de voir M. Jules Favre l'emporter sur son étrange compétiteur à qui M. Cantagrel et M. Savard cèdent leurs 12,000 voix. Il ne pourrait en être de même de M. Thiers, si les électeurs de M. d'Alton-Shée qui sont des radicaux ne se résignent pas à voter pour lui. M. Ferry, enrichi des 4,000 voix dont M. Guéroult lui fait présent avec la plus noble courtoisie, a la presque certitude de vaincre M. Cochin, et on prévoit la défaite du vénérable M. Garnier-Pagès par le vénérable M. Raspail; on se demande à quelle cause peut profiter la lutte de ces deux vieillards. Une circonstance cependant pourrait renverser toutes les conjectures que l'on peut faire sur l'issue du scrutin de ballottage; il doit y avoir, parmi les électeurs qui sont appelés à y prendre part, des hommes de bon sens qui, voyant à quelle injustice peut conduire leur rage démocratique, penseront que leur devoir est de ne point priver le pays et la Chambre de deux hommes qui leur ont toujours fait honneur. On aime à penser que les électeurs qui ont voté pour les candidats extrêmes dans l'intention de vexer le gouvernement et de lui donner la plus sévère leçon qu'il puisse recevoir, se trouveront satisfaits et abandonneront les fétiches pour s'arrêter sur des hommes. Ils ne se feraient point honneur s'ils prenaient devant la France et devant l'Europe entière la responsa-

Digitized by Google

bilité d'exclusions qui pourraient faire croire que, dans notre pays, le talent, l'éloquence, le savoir n'ont plus le moindre prestige.

Le résultat des ballottages, quel qu'il soit, ne changera pas grand'chose à la situation créée par le scrutin du 23 et du 24 mai. Il n'est pas bien facile de préciser aujourd'hui cette situation. Elle dépend beaucoup de l'attitude que va prendre le gouvernement, du degré de résistance ou du degré de condescendance dont il va user à l'égard des vaincus et à l'égard des vainqueurs. On ne peut avoir sur ce point que des données assez vagues; il semble que si l'opposition dynastique avait eu un meilleur succès dans les élections de Paris, sa conduite était toute tracée. Le bruit même avait couru que de notables modifications dans un sens libéral étaient décidées en principe. Mais, s'il y a des tendances auxquelles un gouvernement peut céder sans perdre de sa force et de sa dignité, il en est d'autres qu'il n'est point aussi facile de satisfaire. Rien ne lui était plus commode, si les électeurs de Paris avaient paru le désirer, que de donner leur complément aux réformes du 19 janvier et de fournir à l'opinion publique un gage de la sincérité de ses intentions libérales. Il aurait suffi à l'Empereur d'appeler M. Emile Ollivier dans ses conseils, en mettant en pratique tout ce que réclamait le programme électoral du concurrent de M. Bancel. Mais que faire devant le succès de ce dernier? Quelque désir qu'il en ait, l'Empereur ne peut guère donner satisfaction à M. Bancel; il ne peut vraiment pas proclamer la république. La position, en effet, est bien embarrassante, et nous comprenons que, dans les régions officielles, on ne sache trop à quel parti s'arrêter.

On raconte que le chef de l'Etat appelle fréquemment auprès de lui ses conseillers et que l'on cherche une issue. L'Impératrice, vu la gravité des circonstances, participe à ces délibérations. Sans vouloir contester l'opportunité de cette intervention, nous pouvons dire que ce n'est peut-être pas bien le cas, aujourd'hui, de demander des conseils qui pourraient n'être point exempts d'inquiétudes maternelles. Ce dont l'Empereur doit surtout se préserver, c'est de la tentation de réagir contre le flot débordant qui semble menacer le trône; il y a certainement moins de danger à le laisser gronder librement qu'à le comprimer. Un dérivatif serait peut-être la ressource la plus efficace; mais il ne faudrait point l'aller chercher en dehors des vœux exprimés par le suffrage universel. L'embarras est tel que le gouvernement pourrait bien prendre le parti de ne point bouger, de conserver, devant le grand mouvement d'opinion auquel nous venons d'assister, une stoïque immobilité; il garderait le *statu quo*. C'est là le projet qu'on lui prête. Observer le *statu quo* lorsque la position est bonne, rien de plus sage; mais lorsque la position est mauvaise, rien de plus dangereux. Nous comprenons qu'il soit prudent de laisser l'opinion publique reprendre son calme, de ne la point soumettre à de nouvelles épreuves; mais il nous semblerait peu sage de la part du gouvernement de ne repondre aux dernières manifestations de l'opinion publique que par le silence et le *statu quo*.

Il tomberait d'ailleurs dans une dangereuse illusion s'il pouvait croire

Digitized by Google

que la France a été très effrayée des tumultes passagers auxquels a donné lieu la pratique de certaines libertés nouvelles. Le cours des affaires ne s'est point ralenti d'une manière sensible; la Bourse restait ferme et presque indifférente aux tapages de la rue. On a même vu des affaires considérables se conclure au milieu de la tourmente électorale, et les capitaux qu'elles appelaient sortir courageusement de leurs retraites. Il faut dire aussi que l'attraction qui leur était offerte était puissante: d'un côté, il s'agissait d'ouvrir à travers l'Amérique du Nord une ligne de chemin de fer réunissant les deux océans et procurant d'utiles débouchés vers l'Asie; de l'autre on voyait le gouvernement de Honduras ouvrir, sur la place de Paris, un emprunt dont les conditions et le but étaient faits pour tenter les plus timides. Le *Transcontinental-Memphis-Pacific* — c'est le nom de la voie qui doit traverser dans sa largeur le continent américain — s'est présenté au public français sous le patronage d'un établissement de fondation récente, mais déjà recommandable par l'honorabilité de ses directeurs et le développement rapide de sa clientèle. Les capitaux sollicités par le *Moniteur des tirages financiers*, aussi bien que ceux dont le gouvernement de Honduras réclame le concours, trouvent des garanties hypothécaires que ne donnent pas toujours les entreprises européennes et que ne donnent presque jamais les emprunts d'Etat. Ces deux affaires ont réussi au delà de toute espérance; les préoccupations du moment et les ardeurs de nos luttes politiques n'étaient pas si grandes que l'on ne pût entrevoir la grandeur de ces travaux qui, tendent à réaliser sur le continent américain l'idée féconde qui, par d'autres moyens et de plus vastes ressources, va se trouver réalisée entre la Méditerranée et la mer Rouge. Ce sont encore des voies ouvertes sur l'Asie que la civilisation et le commerce européen pénètreront bientôt de tous côtés; ce sont les préliminaires du percement de l'isthme de Panama qui ne tardera pas sans doute, lorsque l'isthme de Suez lui aura donné ce bel exemple, à livrer passage aux deux océans. Il ne faut point négliger de signaler à cette place des événements qui préparent toute une révolution dans les relations des hémisphères et dans les destinées des peuples.

Les Américains célèbrent par de bruyantes manifestations et par des *Te Deum* la réalisation de la grande idée qu'ils traduisent, ainsi que les Anglais, par le cri de *Westward ho!* A New-York, on en parle au prêche; à San-Francisco, on la célèbre par des salves d'artillerie et la joyeuse musique des carillons. Ces événements se peuvent rapprocher de nos luttes électorales; ils constituent un effort de l'esprit humain qui a bien aussi sa grandeur.

La crise que nous venons de traverser ne nous a point débarrassés de la question extérieure; elle va bientôt reprendre ses droits; il ne serait même pas impossible que la diplomatie essayât de lui donner un intérêt particulier et tout nouveau. Nous allons voir reparaître M. de Bismark, le roi de Prusse, l'unité allemande, la Belgique et M. Frère-Orban, que, depuis un long mois, nous avions complétement mis de côté.

M. de Bismark a eu quelques ennuis avec le Parlement du nord de

Digitized by Google

l'Allemagne ; il s'agissait d'une question de finances ; c'est là pour le ministre prussien, aussi bien que pour beaucoup d'autres ministres, la grande pierre d'achopement. Il y a dans ce Reichstag un parti libéral national qui, si nous en croyons les gazettes prussiennes, voudrait rejeter une proposition tendant à autoriser le ministre des finances à faire rentrer immédiatement des impôts que l'usage autorise les contribuables à ne payer que dans un an. Ce procédé, si nous avons bonne mémoire, a été déjà pratiqué en Italie. Mais le parti libéral national est là, qui voudrait obliger M. de Bismark à se pourvoir auprès des Chambres prussiennes pour se procurer les ressources dont il a besoin. Ne dirait-on pas que c'est un vieux dissentiment qui se réveille ? Si M. de Bismark ne peut pas avoir raison de l'opposition que lui fait le Reichstag, il se trouve de nouveau en présence de ces Chambres prussiennes qui lui ont refusé jadis le crédit nécessaire pour l'augmentation de l'armée. Du reste, l'autorité et le prestige du chancelier sont loin de décliner ; la Prusse et l'Allemagne entière sentent trop qu'il n'a point fini son œuvre et que cette main vigoureuse est seule capable de mener à bonne fin les destinées de l'Allemagne. Le roi devait entreprendre dernièrement un voyage en Hanovre. Une indisposition que l'on attribue à des causes toutes politiques a retardé son départ. Ce n'est point que le Hanovre n'ait lieu d'être entièrement satisfait de sa nouvelle position ; mais il y a des mécontentements isolés qui pourraient profiter de la présence du roi pour se produire ; le roi Georges, d'ailleurs, serait homme, avec les ressources que lui laisse le séquestre mis sur une partie de ses revenus, à organiser une manifestation guelfe sur le passage du roi Guillaume. Toujours est-il que le voyage est contremandé et que le roi de Prusse doit se borner à une promenade au bord de la mer, où s'exécutent des travaux importants.

Où en étions-nous avec la Belgique ? On n'a pas oublié que, lorsque M. Frère-Orban a quitté Paris après de longs pourparlers, une base de négociations avait été arrêtée qui satisfaisait peu les Français et déplaisait fort aux Belges. Depuis lors, une commission mixte a été nommée, mais elle a attendu, sans doute, pour fonctionner, que le gouvernement impérial fût débarrassé du souci des élections générales. On espérait aussi que, dans cet intervalle, les susceptibilités nationales, excitées par nos réclamations, auraient le temps de se calmer. Si les Belges sont plus disposés à négocier avec le cabinet des Tuileries, celui-ci se trouve placé sous l'influence de nouveaux griefs. Il supporte difficilement les irrévérences de la presse belge, et la part toujours très grande que les journaux de ce pays prennent à nos querelles. Nos hommes d'Etat sont aussi attentifs à ce qui s'écrit chez nos voisins qu'à ce qui s'écrit chez nous ; il semble que leur juridiction s'étende déjà jusqu'à Bruxelles. On en cite même parmi eux qui ne voient d'autre moyen de faire taire la presse belge que de supprimer la Belgique. La violence de ce procédé pourrait avoir cependant quelques inconvénients ; n'eût-il que celui de nous faire violer tous les droits que nous essayons de faire respecter par d'autres Etats, il serait prudent de renoncer à un projet de conquête aussi mal fondé. A

Digitized by Google

l'heure qu'il est, cette grave affaire des chemins de fer belges est entre les mains d'une commission mixte qui, si accommodante qu'elle soit, aura bien de la peine à mettre d'accord deux gouvernements qui n'ont peut-être pas grande envie de s'accorder.

Les Espagnols demandent toujours un roi.

Le secrétaire de la rédaction : PASCAL PICARD.

CHRONIQUE FINANCIÈRE

La spéculation à la hausse a subi cette semaine un grand échec. Ce n'est pas qu'elle ait perdu beaucoup de terrain, mais elle a été arrêtée court. Dans les conditions où le mouvement s'est produit, toute halte est une défaite. Les derniers acheteurs voient bien, en effet, que personne ne veut prendre leur place, qu'ils n'ont pas de bénéfice à espérer, que toutes leurs forces suffisent à peine à les maintenir sur le terrain artificiel qu'ils ont eux-mêmes formé. Ils attendent un renfort qui n'est pas encore venu, et qui ne peut venir sans accuser trop ouvertement sa provenance.

Les sociétés de dépôts sont maintenant sur le qui-vive. La hausse de l'escompte à Londres a retenti comme un sévère avertissement qu'il n'est permis à personne de négliger. On est enfermé dans ce dilemme : ou manifester par une hausse nouvelle la satisfaction qu'on éprouve à voir que les affaires ne reprennent pas, ou constater que les affaires re-

Digitized by Google

prennent et que l'argent manque pour de nouvelles spéculations. Une nation n'a jamais que les sommes réellement disponibles, quelle que soit la perfection de son organe fiduciaire, et rien ne peut faire que les 1,200,000,000 connus, accusés, comptés, puissent être à la fois à la Bourse et dans le commerce. C'est bien une hausse électorale que nous venons de voir, et peu s'en est fallu, après les succès Bancel et Gambetta, que l'on n'abandonnât la partie pour laisser les cours de la Bourse à eux-mêmes ; mais on a vite compris qu'un revirement dans l'attitude de la Bourse et qu'une baisse de la Rente pouvaient être mal interprétés. Aussi les prix se soutiennent-ils assez bien, et il a été un moment où l'on a cru, lors de la liquidation, que la hausse l'emporterait définitivement et d'une manière éclatante. Mais il n'en est pas ainsi, et le 3 0/0 oscille entre 71 et 72, tout contristé des mécomptes de certains candidats auxquels il s'intéressait tout particulièrement, mais, d'un autre côté, très satisfait de la petite vengeance qu'il s'est offerte en faisant peur aux Parisiens et en convoquant les gardes nationaux mobiles pour recevoir leurs effets d'habillement et d'équipement. Ces bons Parisiens doivent être bien contents de voir qu'en deux jours, après un long silence, M. Haussmann leur a fait deux communications ; la première pour informer les souscripteurs par lettres chargées d'aller stationner devant les guichets de l'Hôtel de Ville pour recevoir une réponse, la deuxième pour leur dire que le nombre des obligations demandées a été de 26,747,488, tandis qu'on ne pouvait en donner aux 418,727 souscripteurs que 753,623. Le prorata est donc de 1.49 0/0, c'est-à-dire que si vous avez souscrit 100 obligations, et que si vous en avez souscrit 101, vous en recevrez 2. Il va y avoir, n'en doutons pas, un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille de l'emprunt de 1869. Et, quoi qu'on prétende que la hausse n'a pas dit son dernier mot et que la prime atteindra 50 francs, on ne saurait trop engager ceux qui peuvent avoir un bénéfice à le réaliser de suite, car il pourrait se produire un grand changement qui, certes, intervertirait bien vite les rôles. Nous venons de voir, en effet, la Société financière et la Caisse de dépôts et comptes courants faire sortir tout d'un coup un stock de 43.000 obligations de la Ville de Paris, emprunt 1855-1860. A coup sûr, tout le monde croyait que ces obligations étaient prises et classées dans le public, et, comme il n'en est rien, cette apparition a été une véritable révélation sur les agissements de ceux qui provoquent à certains moments des hausses inexplicables.

A ce sujet, il nous faut dire quelques mots de la hausse du Transcontinental qui, après avoir perdu en quelques heures plus de 500 francs, remonte lentement vers son cours d'émission. Personne ne conteste la grandeur de l'entreprise du Transcontinental Pacific, néanmoins cette

Digitized by Google

opération trouve chez nous des contradicteurs et des ennemis. Il y a plusieurs sortes d'emprunts étrangers : ceux que font les compagnies industrielles, ceux que les Etats contractent pour couvrir les déficits et enfin ceux qui ont pour but de réaliser une œuvre utile et qui donnent une garantie réelle. L'emprunt du Honduras est de ceux-là, la souscription l'a bien démontré, et, malgré les préoccupations électorales, malgré le courant établi dans un autre sens par l'émission des obligations de la Ville, la souscription a été couverte et même dépassée.

Un même succès attend l'emprunt des chemins de fer turcs qui maintenant ne peut guère tarder à se produire; nous ne refuserons jamais notre argent aux grands travaux et aux choses utiles. Le câble transatlantique français, qu'on vient d'embarquer sur le *Great Eastern*, prouve que les entreprises lointaines et aventureuses ne nous effrayent point et que les sacrifices ne nous feront pas reculer. Si nous sommes restés un an sans prêter notre concours à de nouvelles affaires, il faut dire que, depuis le 1er janvier, nous avons pris notre revanche, et que la paix aidant, si l'on veut bien en haut réformer et nous donner des libertés, nous pourrons aller très loin dans la voie des progrès matériels; et cependant, à ne considérer que le point de vue financier, les résultats seraient-ils bien beaux, si l'on se mettait à faire le bilan de l'Empire de 1848 à 1869.

En somme, la plupart des valeurs prônées, vantées, exaltées durant ces vingt ans ont disparu, englouties par la faillite et la banqueroute. A part un certain nombre fort limité de valeurs, tout en Bourse est au-dessous du pair et ne le dépasse que lorsque d'habiles prestidigitateurs de la finance font passer la muscade au nez de l'actionnaire ébahi et dupé.

Les réformes n'arrivent pas; on est sous le régime financier d'il y a trente ans, avec la différence qu'autrefois le public des spéculations à la Bourse n'était pas considérable et se recrutait parmi les riches et les bourgeois, tandis que maintenant chacun se trouve plus ou moins entre les mains des agents de change. Dans toutes les classes de la société française, vous rencontrez des gens qui mettent les mains dans les tripotages de la Bourse.

Mais est ce bien un progrès que d'avoir *démocratisé* la Bourse et d'avoir créé *dix millions* peut-être d'actionnaires et d'obligataires? Le gouvernement de Louis-Philippe avait fermé les maisons de jeu; le gouvernement actuel a poussé à son comble la frénésie de la spéculation en s'obstinant à ne pas réformer une législation financière qui, pour peu que cela dure, est destinée à nous faire plus de mal encore.

Les capitalistes sont livrés aux comités, les industriels à l'exploitation des monopoles; le commerce est dans la langueur. Nous ne pouvons dire

Digitized by Google

que ce qui est; nous ne pouvons que répéter ce qu'on nous dit de toutes parts. Des maisons importantes, qui ont résisté à la débâcle de 1848, sont maintenant embarrassées; la vie se retire peu à peu des extrémités. Jamais la Banque n'a vu de papier plus mesquin; jamais le crédit n'a plus hautement affirmé ses ressources pour les refuser à ceux qui les sollicitent. Tous ces dépôts inactifs créent la défiance; les entreprises financières aboutissent à des procès scandaleux, les entreprises commerciales à des faillites, et les renseignements que nous demandent les malheureux porteurs de titres ne sont que des consultations de droit.

Ce que nous avons pris pour un progrès n'est qu'un déplacement. Ce n'est pas la richesse qui s'est accrue, c'est sa manifestation, ce sont les statistiques plus complètes, les tableaux savamment groupés, les centralisations plus puissantes. Si quelqu'un nous disait que la France est plus grande que du temps du premier Empire, parce que la carte de l'état-major est plus développée que celle de Cassini, nous le tiendrions pour fou; il en est cependant de même de notre accroissement de richesse. L'inventaire est mieux fait; la répartition a été troublée de telle sorte que les gros tas sont plus apparents. Et après?

Constater une pareille situation, c'est démontrer quels dangers on court, s'il n'y est pas apporté prompt remède. Les faits sont d'une éloquence irréfutable, et prévalent contre toutes les additions complaisantes et les multiplications de fantaisie. Et si l'on en détourne l'attention, si l'on veut absolument se renfermer dans cette politique qui consiste à jouter d'adresse et de maladresse avec l'étranger ou avec l'opposition des anciens partis, on aura négligé le point capital: la satisfaction des intérêts les plus légitimes.

D'augustes paroles ont retenti naguère pour nous dire que c'est au fruit qu'il faut considérer l'arbre; la parabole ne pouvait être plus mal choisie, car dans le monde industriel et financier les fruits sont mauvais, il n'y en a guère, et maintenant, lorsqu'ils font défaut, ce n'est plus le fruit qu'on mange, ce sont les branches que l'on coupe. Et l'arithmétique le démontre. Depuis trois ans, l'arbre suffit difficilement à sa vie; à peine assure-t-on le nécessaire. Le rentier, l'industriel, le commerçant peuvent à peine faire honneur à leurs engagements. On lutte, et souvent sans succès, contre les nécessités d'une existence grevée de charges trop lourdes. On emploie au surplus du vivre ce qu'il faudrait au loyer; au surplus du loyer ce qu'il faudrait à l'habillement; au surplus de l'habillement ce qu'il faudrait à la prévoyance.

Ceux-là deviennent rares qui ont, comme on dit, un an devant eux. Si je mets 300 francs de plus à me nourrir et 400 francs de plus à mon loyer, et 100 seulement de plus à m'habiller, voilà 800 francs qui passent

Digitized by Google

en racines, en tronc, en branches, et qui ne donnent pas ce fruit que je pourrais détacher sans compromettre l'arbre. Si je mets 50,000 francs en marchandises qui restent en magasin, c'est 50,000 francs qui s'immobilisent et qui ne donnent pas de fruits. Si mes machines, qui m'ont coûté un million, chôment, c'est un million qui ne donne pas de fruit. Si, à ce moment, il survient une nouvelle, même apocryphe, qui soit alarmante, la peur saisit tout le monde. Or, ce n'est plus avec les fruits, avec l'épargne, qu'on nourrit la hausse; c'est avec le bois même de l'arbre qu'on chauffe la spéculation.

Il est bon de faire ses comptes de temps en temps. M. Rouher a inventé les traités de commerce. Le libre-échange a trouvé en lui un fervent adepte, si fidèle que, quand il s'est agi de passer de la théorie à la pratique, M. Rouher s'est trouvé, de ministre des travaux publics, changé en ministre d'Etat. Mais les traités de commerce n'avaient rien de commun avec la liberté commerciale; on nous l'a bien fait voir.

Les monopoles qui s'étaient formés auparavant ont été confirmés, à tel point qu'on a fait des lois d'exception pour ceux qui n'avaient pu résister même à ce semblant de liberté : exemple, l'entrée en franchise temporaire des fers. On avait vu deux hommes, l'un attaché à un arbre, l'autre armé d'un fouet; on est passé par là, et l'on a dit du haut des théories : « Vous êtes tous deux libres, » et on a oublié de détacher celui qui était battu, de sorte que la liberté n'a été que pour le fouetteur. Les théories ont été plus loin, et nous le ferons voir un jour.

Comment se serait donc reconstituée l'épargne, sous ce nouveau régime?

On nous dit que l'or afflue en France : ce qui prouve que notre commerce est en bénéfice. Aveugles, qui ne voient pas qu'en ce moment on nous solde ce qu'on nous doit, comme on paye toujours un homme avec lequel on ne veut plus traiter! Nous touchons le montant de nos factures arriérées, rien de plus. Ce ne sont pas des affaires nouvelles : ce n'est pas un bénéfice. Ce solde, réalisé tout d'un coup, jette 1200 millions d'or dans les caves de la Banque. Et pour cela, vous allez crier que vous êtes riches! Remarquez donc que ces 1200 millions d'or et les 1200 millions de billets en circulation ne sont qu'une seule et même chose. Remarquez donc que le cours forcé établi en Italie nous a envoyé 400 millions d'or. Songez que votre convention monétaire qui attribuait à l'Italie 140 millions de monnaie divisionnaire d'argent, a eu pour résultat de faire venir en France ces 140 millions, que voilà d'un seul coup 540 millions qui ne sont ici qu'à titre de dépôt, et qu'une seconde opération comme celle des tabacs italiens vous les enlèverait. Réfléchissez à ce qui est sorti, à ce qui sort encore pour l'Egypte, la Turquie, l'Espagne, l'Autriche; et comptez.

Digitized by Google

1200 millions? Combien y en a-t-il vraiment à nous?

Il n'est pas difficile de le dire. Vous n'avez là que 300 à 400 millions de comptes courants disponibles et qui proviennent des fonds de roulement du commerce. Or, les fonds de roulement, ce sont les feuilles de l'arbre. Elles peuvent vous paraître inutiles, mais c'est par là qu'il respire. Il vit par la stabilité et la tranquillité. Nous n'avons point à examiner si vous les lui donnez; l'examen vous regarde. Il respire par ce fonds de roulement qu'il peut laisser inactif, mais qui doit rester disponible. Or, il ne l'est plus. Les habitants des Landes creusent des trous dans l'écorce des sapins pour avoir de la résine. Cela s'appelle *gemmer*. Quand le sapin n'est pas vigoureux, on creuse profondément; cela s'appelle *gemmer à mort*. On est en train de *gemmer à mort* tous les sapins de la forêt.

Et qu'on ne se méprenne pas sur le sentiment qui nous anime. Nous ne venons point ici parler pour le triste plaisir de contrarier un mouvement de Bourse ou de blesser des amours propres mal placés : c'est avec une profonde douleur que nous nous croyons obligé de remplir le rôle de la prophétesse de Troie. Mais aussi manquerions-nous à notre devoir si, touchant du doigt la plaie, nous ne disions pas qu'il est temps, grand temps de la panser.

Le 3 0/0 à 94, comme les consolidés anglais, nous réjouirait sans arrière-pensée. Mais nous voudrions, comme base de cet édifice, l'amortissement, comme l'entend M. Gladstone, avec ses excédants de recettes et combiné avec des diminutions d'impôts. Nous répudions, par contre, la hausse de la rente faite avec les dépôts du commerce stérilisé. Nous répudions la hausse de la rente qui produit une hausse double sur l'italien et sur les valeurs douteuses, qui favorise tous les efforts tentés pour l'exportation du capital français. Nous n'admettons pas enfin que la cote de la Bourse crie : « *Prospérité* », quand tout, tout répète en écho lugubre : « *Détresse* ».

Certes, la France a des ressources inépuisables : qui ne le sait? qui ne l'a dit? Mais l'or peut être introuvable sans manquer; le capital peut refuser de s'employer sans être absent. Et si, profitant de la terreur de l'or et de l'inertie du capital, on les prend dans les réservoirs où ils se réfugient pour en disposer indirectement contre leur gré, que fait-on? On ne se confie plus au pays, on se remet dans les mains des syndicats. Et quand viennent des nouvelles auxquelles le sens public est réfractaire, il se trouve que le syndicat, en raison de son isolement, s'effraye; il se trouve qu'il y a dans les syndicats de faux frères qui s'arrêtent ou reculent avant l'heure; il se trouve qu'on élabore à Paris des dépêches qui reviennent de loin jeter la terreur dans le camp de ces auxiliaires peu sûrs. Il se trouve que la Rente baisse de 50 centimes dans un jour.

Digitized by Google

Que voulez-vous ! la France est inépuisable, quand c'est la France ; elle s'use quand on la personnifie dans un syndicat. C'est la loi.

Que dire après cela des valeurs ? On nous reprochera de ne voir que la rente, de ne parler que de la rente.

Mais c'est la rente qui conduit tout. Les actions des sociétés de crédit et des chemins de fer, les obligations montent et baissent sur la rente. Le 5 0/0 italien, lui, suit ce même mouvement, en l'exagérant au triple, c'est-à-dire que quand la rente monte ou baisse de 50 centimes, il monte ou baisse de 1 fr. 50 c. Les chemins vont par 1 fr. 25 c. quand la rente va par 5 centimes, les actions des sociétés de crédit vont par 2 fr. 50 c., excepté le Crédit foncier, qui, en sa qualité de prêteur au sol, fait des bonds de 40 à 50 francs par semaine, rappelant ainsi la parole des psaumes : « Et les collines bondissaient comme des béliers. »

Nous cherchons en vain, sur toute la cote, une valeur dont le prix soit en corrélation exacte avec la situation actuelle. Nous ne la trouvons pas. Et si l'on nous reproche, dans cette revue attristée, mais non exagérée, il s'en faut, de n'avoir rien dit pour le public, nous répondrons par ces seuls mots : « Le public n'est pas à la Bourse. »

JULES DE POZAR.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie de Dubuisson et Ce, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

LA

BAVIÈRE EN 1812 & 1813

SOUVENIRS INÉDITS DE M. LE Cte DE MERCY-ARGENTEAU

Ancien ministre plénipotentiaire de France en Bavière

DEUXIÈME PARTIE [1]

I

La campagne de 1813 s'ouvrit. Le succès éclatant de son début produisit une impression profonde. L'Empereur s'était empressé de rappeler près de lui le roi de Naples, auquel il avait rendu le commandement de la cavalerie. Il avait appris les négociations secrètes de Murat, les assurances qu'on lui avait données de reconnaître sa dynastie, s'il voulait se détacher de la France. Le prince Cariati avait été envoyé de sa part à Vienne pour s'assurer des intentions du cabinet autrichien, et, lors de son passage à Munich, j'avais été informé par M. de Montgelas du but réel de sa mission. J'avais eu même connaissance du projet de traité, dont j'envoyai une copie

[1] Voir la *Revue con* se porte *aine* du 15 mai 1869.

Digitized by Google

au duc de Bassano. Ces dépêches parvinrent au quartier-général peu de temps avant que Murat y arrivât lui-même. Son rappel à l'armée avait coupé court à toutes les intrigues.

Le nouveau corps bavarois se formait avec une grande activité sous le commandement du général de Wrède. A cette époque (mai 1813) il s'élevait déjà à 25,000 hommes environ de superbes troupes, dont le roi passa la revue près de Munich. Le reste du corps qui avait fait la campagne précédente était demeuré uni à la grande armée, sous les ordres du général Raglowich. Je voyais souvent de Wrède : ce général, auquel l'Empereur avait donné le titre de comte et un majorat de soixante mille livres de rente en 1809, paraissait avoir oublié toutes les causes de ses plaintes pendant la dernière campagne ; il attendait l'ordre de partir.

Le roi me montrait toujours la même franchise et la même confiance. Quand je lui communiquai les détails de la victoire de Bautzen, l'arrivée de l'avant-garde française devant Breslau, il m'écrivit à cette occasion un petit billet ainsi conçu :

« Mille remerciements, mon cher comte, pour l'intéressante nouvelle que vous me communiquez ; je n'en avais encore rien appris. Je vous embrasse.

» MAX. JOS.

9 juin 1813.

» Il paraît que l'empereur d'Autriche est arrivé trop tard. »

Le roi se flattait que la rapidité des progrès de l'empereur avait déjoué les plans du cabinet de Vienne ; c'est ce qu'il voulait exprimer par ce post-scriptum. Néanmoins, après la signature de l'armistice, il revint à penser que l'Autriche finirait par se joindre à la coalition. En effet, l'attitude de cette puissance devenait plus menaçante ; nous étions informés que les régiments étaient portés au complet ; que des forces considérables se concentraient en Bohême. Je déterminai M. de Montgelas à se procurer, par l'entremise de sa légation à Vienne, des renseignements aussi exacts que possible sur l'effectif de l'armée autrichienne et sur la position des différents corps. Ces renseignements, que j'obtins en très peu de temps, devaient arriver à propos pour confirmer ceux que le comte de Narbonne avait dû transmettre directement à Vienne. Je me procurai des notions positives sur la force de chaque corps, régiment par régiment, dans l'état où ils se trouvaient sur le pied de paix, et j'obtins en même temps la preuve qu'au moyen des ordonnances militaires, ces mêmes régiments pouvaient être, en trois semaines, mis

Digitized by Google

sur le pied de guerre, et subir une augmentation considérable. J'adressai ce travail à M. de Bassano pendant les conférences de Prague... Je fus informé aussi que plusieurs de ces régiments s'acheminaient mystérieusement à travers les montagnes de la haute Autriche vers la frontière bavaroise ; je fis reconnaître leur marche et j'en donnai avis.

A l'époque de la dénonciation de l'armistice, les armées autrichiennes étaient donc en mesure d'agir sur l'Inn aussi bien qu'en Bohême. On s'alarmait à Munich ; le roi et sa famille se tinrent prêts à quitter au premier moment cette capitale. L'Empereur ordonna au général de Wrède de prendre position sur l'Inn, où il devait bientôt se trouver en communication avec le corps du duc de Castiglione, qui se formait à Würtzbourg, et avec l'armée d'Italie, dont le vice-roi allait prendre le commandement.

La conduite de l'Autriche avait justifié toutes les appréhensions du roi. Plus inquiet que jamais, il ne se contentait plus des nouvelles que je pouvais lui donner ; il se mit en relations directes avec son gendre, le prince Eugène, et avec le major général. Il en résulta bientôt que le roi fut mieux instruit des événements que moi ; presque toujours, les nouvelles les plus récentes de l'armée m'arrivaient par de petits billets qu'il m'écrivait de sa main. Je fis remarquer à M. de Bassano que ce rôle passif, auquel j'étais souvent réduit par le retard de sa correspondance, était singulièrement préjudiciable aux intérêts de l'Empereur. Je me plaignais aussi de ce que ma légation restait incomplète dans des circonstances si graves. Je n'avais avec moi qu'un seul attaché et un secrétaire particulier. Je demandais donc qu'on me rendît mon secrétaire de légation (Bogue de Faye), qui se trouvait alors chargé d'une mission extraordinaire à Würtzbourg, ou bien qu'on en nommât un autre. Il ne fut fait aucune réponse à cette dépêche ; je n'obtins ni secrétaire de légation, ni informations plus promptes et plus fréquentes.

Quelle pouvait être la cause d'un tel silence ? Comptait-on imperturbablement, et *quand même*, sur la fidélité du gouvernement bavarois ? Croyait-on mes rapports exagérés ? Je pense plutôt que l'Empereur n'attachait qu'une médiocre importance à ces détails, voyant, dans le succès prochain et décisif de ses armes, le terme obligé de la fermentation des esprits et la consolidation de son système. Quant à l'Autriche, il croyait être en mesure de frapper de grands coups avant que cette puissance fût en état de développer tous ses moyens de résistance ou d'attaque.

J'avais conservé des relations très suivies avec de Wrède. Quand il partit avec ses troupes des cantonnements de Schwabing, près de Munich, pour se porter sur l'Inn, nous étions convenus de nous

Digitized by Google

communiquer tout ce que nous apprendrions de part et d'autre. Le roi me montrait toujours la même franchise, la même bienveillance; son caractère, d'ailleurs, n'était pas de ceux qui se prêtent à la dissimulation. J'étais bien sûr, d'un autre côté, que le comte de Montgelas, qui n'avait rien de bon à attendre de l'Autriche, et n'était pas homme à se laisser abuser par des promesses, résisterait à toutes les insinuations pour un changement de système, à moins d'inexorables nécessités. J'entretenais, de plus, avec les commissaires des cercles bavarois une correspondance qui me servait à contrôler les rapports de mes propres agents, et les communications officielles du gouvernement.

J'étais donc en mesure de donner au duc de Bassano des relations exactes de ce qui se passait autour de moi.

Dès le 26 juillet, j'appelais particulièrement l'attention du ministre sur les progrès des sociétés secrètes. Je lui faisais observer que la frontière bavaroise du côté de l'Autriche était à découvert, que toutes les espérances du cabinet de Munich se tournaient vers ce corps d'armée qui devait se rassembler dans les environs de Wurtzbourg, et que l'Empereur avait désigné sous le nom de « corps d'armée de la Bavière » dans un ordre du jour spécial qui en donnait le commandement au duc de Castiglione. D'après le même ordre du jour, les trois divisions du général de Wrède devaient être réunies à ce corps d'armée.

En arrivant sur l'Inn, de Wrède m'avait informé que son premier soin avait été d'envoyer des aides de camp au major général, au vice-roi, à Augereau, pour leur faire connaître la position qu'il avait prise et demander des ordres. En me faisant cette communication, le général bavarois ne me dissimulait pas le danger de sa position isolée, *ni le parti qu'il prendrait de la quitter* si les Autrichiens, beaucoup plus forts que lui, faisaient un mouvement offensif. Le comte de Montgelas, dans le même moment, me faisait sentir la nécessité de mettre promptement le corps d'Augereau en communication avec les troupes bavaroises, auxquelles il serait impossible de se maintenir, et de couvrir la frontière si elles n'étaient pas soutenues.

Les instances du gouvernement devenaient chaque jour plus pressantes à cet égard. J'en faisais l'objet principal de mes dépêches; je transmettais les renseignements positifs qui m'étaient parvenus sur la supériorité écrasante des forces autrichiennes commandées par le général Frimont. Je mandais encore au duc de Bassano que le premier ministre bavarois me parlait, comme d'une chose à peu près résolue, du départ du roi pour Rastadt. Cette détermination paraissait avoir été prise par suite d'une lettre du

Digitized by Google

duc de Castiglione déclarant à de Wrède qu'il n'avait aucun ordre, de se porter vers l'Inn. En conséquence, le général bavarois m'informa officiellement que son intention était d'opérer sa retraite à l'approche de l'ennemi.

Nous étions à la fin d'août. Les communications avec le quartier général, où se trouvait le duc de Bassano, étaient encore libres, et pourtant je ne reçus ni indications pour répondre à de Wrède, ni instructions pour le cas où le roi se déterminerait à quitter sa capitale. Les questions relatives à l'organisation et à la destination du corps d'Augereau semblaient donc en quelque sorte déjà résolues de fait; cependant, on espérait encore à Munich. Le roi avait fait part lui-même au prince de Neufchâtel de ses irrésolutions et de ses craintes. Cette correspondance particulière m'avait placé, comme je l'ai déjà dit, dans une position étrange. Non-seulement c'était le roi lui-même qui m'apprenait souvent les nouvelles de l'armée, mais quelquefois ces nouvelles ne cadraient pas avec celles que contenaient les dépêches du duc de Bassano. Il en résulta un jour, entre le roi et moi, une discussion assez pénible. J'avais été chargé de réclamer une nouvelle augmentation du corps de de Wrède, bien que ce corps, en y adjoignant ce qui était resté à la grande armée sous les ordres de Raglowich, dépassât l'effectif complet du contingent à fournir. Il s'agissait de déterminer le roi à réunir au corps de de Wrède tout ce qui se trouvait disponible dans les dépôts, et à faire remplir les cadres de ces dépôts par un nouveau recrutement. Le roi, auquel je m'étais adressé directement parce que la chose était pressante, me répondit vivement : « Mais j'ai des nouvelles du prince de Neufchâtel, et il n'y est pas question de cela ! Vous devez savoir mieux que personne que je suis à bout de toutes les mesures que je puis prendre, que mon contingent est plus que complet, que j'ai rempli tous mes engagements. L'Empereur ne peut pas prétendre que je me défende seul contre l'armée autrichienne ! »

Sans prévoir une résistance aussi vive, je m'étais bien attendu à rencontrer quelques objections, d'autant plus que c'était M. de Montgelas qui m'avait engagé à parler d'abord au roi. Après lui avoir fait sentir que les relations officielles entre son gouvernement et celui que je représentais ne pouvaient passer que par moi, qu'il était tout à fait dans son intérêt que, dans un moment si pressant, l'Empereur ne pût douter de son empressement à prendre quelques mesures extraordinaires commandées par les circonstances, j'exhibai la lettre de M. de Bassano et, en la présentant au roi, je lui dis, d'un ton un peu piqué, « qu'il m'était tout à fait désagréable d'avoir à justifier ainsi mes paroles en sa présence, que désormais je

Digitized by Google

m'abstiendrais d'user de la permission qu'il m'avait donnée de m'adresser directement à lui, et que je me renfermerais dans mes fonctions diplomatiques avec son ministre. » A ces mots, il me rendit une dépêche sur laquelle il avait à peine jeté les yeux, me serra affectueusement la main, et se mit à me parler avec sa bonté ordinaire de ses embarras, de ses peines, de ses inquiétudes, en me priant instamment de ne pas discontinuer mes rapports personnels avec lui. « Voyez Montgelas, me dit-il, dites-lui que nous sommes convenus de tout; qu'il prenne ses mesures en conséquence. Nous ferons, soyez-en assuré, tout ce qui sera possible. »

Hélas! ce corps bavarois que nous nous occupions de renforcer, dont l'Empereur pouvait encore disposer à son gré en ce moment, qui réclamait vainement de lui un appui et des ordres, allait bientôt le combattre à Hanau!

II

Les lettres du prince de Neufchâtel ne contenaient rien de plus positif que mes discours sur l'apparition prochaine du corps qui devait défendre la Bavière, et c'était là l'objet constant des préoccupations du roi. Les Autrichiens n'avaient fait encore aucun mouvement du côté de l'Inn; Wrède avait conservé sa position, et *on ne parlait plus de départ* à la cour; on vivait dans l'attente[1]. Cependant le roi, fatigué de ces incertitudes, avait fait prendre des informations exactes à Wurtzbourg même. Un jour, dans une partie de chasse, il me prit à part et me dit : « Ah ça, mon cher, qu'est-ce que l'Empereur veut donc que nous devenions ici? Que prétend-il que je puisse faire tout seul, pour sa défense et pour celle de mon pays? Le corps d'observation de Bavière sous les ordres d'Auge-

[1] M. Bogne de Faye, s'appuyant sur ces deux faits significatifs : l'immobilité de de Wrède et la renonciation au projet de quitter Munich, fait remonter le commencement de la défection bavaroise au mois d'août. « On traitait à Ried, dit-il, et l'on donnait les plus belles assurances de dévouement au ministre de France à Munich. » Cette opinion, toutefois peut sembler bien sévère, en présence de la vive satisfaction que témoigne le roi à la nouvelle de la bataille de Dresde (*V.* ci-après). Selon toute apparence, l'idée d'un changement de système ne prit une sérieuse consistance que sous l'impression des revers de Culm et de Deunewitz. Au reste, M. Bogne de Faye pense, comme M. de Mercy, que l'abandon du corps de de Wrède à lui-même a exercé une influence décisive sur les déterminations du cabinet de Munich. « L'Empereur, dit-il, aurait dû avoir là une division française avec un général dont il eût été sûr... C'était l'avis que j'avais émis de Bayreuth, où j'étais chargé d'affaires dans les provinces de Franconie. » Malheureusement, l'Empereur avait besoin de toutes ses ressources sur le théâtre principal de la guerre.

Digitized by Google

reau *n'est nulle part*. Vous pensez bien que je sais aussi un peu ce qui se passe à Wurtzbourg... Eh bien ! le maréchal y est tout seul ; au lieu d'y rassembler une armée, il fait filer les régiments, à mesure qu'ils arrivent, du côté opposé à celui où sont mes troupes. Qu'est-ce que tout cela va devenir ? »

Je m'efforçais bien de lui faire envisager les choses à un point de vue plus général. Je représentais que l'Empereur, prêt à frapper de grands coups sur un point, avait par conséquent besoin d'y rassembler toutes ses forces ; qu'une grande bataille gagnée assurerait bien mieux le sort de la Bavière que la présence d'un corps détaché ; qu'au surplus, de ce que le corps d'observation d'Augereau n'existait pas encore, on ne devait pas en inférer qu'il n'existerait pas ; que les régiments qui sortaient de Wurtzbourg étaient remplacés par d'autres qui arrivaient de Mayence, et que le nombre des troupes en marche au delà du Rhin était bien assez considérable pour dissiper toute inquiétude... Que pouvait ce langage usé des bulletins officiels pour combattre la réalité des faits, dans ces circonstances difficiles ? Le roi savait bien à quoi s'en tenir, et lorsqu'il ajoutait à ses observations ces mots : « Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour remplir mes engagements envers l'Empereur ; mais s'il ne vient pas à mon aide, *je ne puis répondre de rien*, » le sens de ses paroles n'était pas difficile à deviner. Si ce prince semblait encore, en ma présence, ajouter quelque foi aux espérances vagues que je lui donnais, mes paroles n'étaient que trop combattues par les événements, peut-être aussi déjà par des insinuations secrètes.

Les principes qui avaient placé la Bavière dans la dépendance de l'Empereur subsistaient et devaient subsister, mais seulement tant que sa cause ne serait point désespérée. Fondées sur des intérêts réciproques, les alliances changent avec la fortune des souverains, et quand ces intérêts même ne se trouvent plus en harmonie avec les besoins des peuples.

Je n'ai point à me reprocher d'avoir dissimulé les périls de la situation... Le général de Wrède était toujours sur l'Inn et m'écrivait sans cesse, se plaignant de son isolement et frappant à toutes les portes, sans parvenir à se faire entendre. Il eut une longue conférence avec M. de La Blanche, premier secrétaire de l'ambassade de Vienne, qui se rendait à Paris avec les archives de l'ambassade. En passant à Munich, M. de La Blanche me remit pour M. de Bassano une dépêche qui contenait tous les détails de cette entrevue, dépêche que je joignis à la mienne, en date du 25 août. Je n'en restai pas moins sans autre réponse que des accusés de réception...

Quelques jours après, la nouvelle de la victoire de Dresde vint

Digitized by Google

relever momentanément le courage du roi. Elle lui parvint par un officier de l'état-major, que le prince de Neufchâtel lui avait expédié du champ de bataille. Il était en même temps porteur d'une lettre de la reine de Saxe que le roi son frère me lut. La reine avait vu de de sa fenêtre l'Empereur traversant le pont de Dresde à la tête de quelques escadrons de sa garde; elle racontait avec quel empressement le roi son époux et elle avaient couru le recevoir au pied de l'escalier du château; l'accueil qu'il leur avait fait. Il n'y avait pas jusqu'à son uniforme ruisselant de pluie qui ne fût décrit dans ce récit, où la joie, l'enthousiasme perçaient à chaque phrase. Les mots: « Notre cher empereur » s'y trouvaient plusieurs fois répétés.

Le roi de Bavière, qui passait facilement de l'excès de l'abattement à celui de la confiance, voyait déjà la coalition dissoute et Napoléon dictant les conditions de la paix. « Que doit dire l'empereur d'Autriche? s'écriait-il. » Cette satisfaction ne se fondait pas seulement sur la nouvelle qu'il venait de recevoir, sur l'espoir de la fin prochaine de la guerre. Je lisais plus avant dans sa pensée; j'y voyais qu'il se félicitait intérieurement de n'avoir pas prêté l'oreille aux insinuations qui avaient pu lui être faites dans un sens contraire à l'alliance française, et de ne s'être compromis en aucune manière aux yeux de l'Empereur. Je me souviens, à ce sujet, qu'après nous être promenés longtemps dans son cabinet à Nymphenburg, en causant des événements de Dresde, il s'arrêta tout à coup et me dit: « Il faut que je vous lise une lettre que l'Empereur m'écrivit du camp de Boulogne, au moment de cette fameuse campagne d'Austerlitz, qui commença par l'envahissement d'une partie de mes Etats. C'est une prophétie d'un bout à l'autre; vous verrez si je ne suis pas payé pour avoir une entière confiance en lui. »

Il prit en effet dans son secrétaire et me lut cette lettre si remarquable, dans laquelle l'Empereur mandait à l'électeur de Bavière qu'il levait le camp de Boulogne pour voler au secours de l'Allemagne; que si les Autrichiens occupaient ses Etats et sa capitale, il ne devait pas s'en inquiéter. Il lui traçait l'itinéraire des troupes françaises, engageait l'électeur à se retirer devant l'armée autrichienne, et lui indiquait le jour où il le ramènerait à Munich. « Eh bien! ajouta le roi, tout cela s'est exécuté à la lettre : nous étions à Munich le jour marqué! Je n'oublierai jamais non plus ce qu'il me dit à son retour de Vienne, après la conclusion du traité de Presbourg, qui érigeait l'électorat de Bavière en monarchie. Je fus le recevoir à la portière de sa voiture, et les premiers mots qu'il me dit pendant que nous montions l'escalier, furent ceux-ci que je n'oublierai jamais: « Vous devez vous féliciter d'avoir suivi à la lettre » les conseils que je vous ai donnés du camp de Boulogne. Savez-vous

Digitized by Google

» ce qui serait arrivé si vous vous étiez jeté dans les bras de l'Au-
» triche? C'est Murat qui serait maintenant à votre place. »

On sait que l'électeur de Bavière avait singulièrement déjoué à cette époque la politique autrichienne. Le prince de Schwarzenberg avait été envoyé à Munich pour négocier un traité d'alliance avant la déclaration de guerre ou plutôt avant l'entrée des troupes autrichiennes en Bavière. Tandis qu'une dépêche du diplomate autrichien annonçait le succès complet de sa négociation, et que le général Nogarolla, envoyé à Vienne par l'électeur, y confirmait les excellentes dispositions de son souverain, Napoléon recevait à Boulogne un traité signé à Munich par le ministre de France et le comte de Montgelas, et ratifié par l'électeur.

Il était naturel qu'après la bataille de Dresde ce souvenir revînt à l'esprit du roi. Il s'applaudissait d'avoir encore une fois déjoué les projets de l'Autriche, et comptait se faire un mérite, auprès de l'Empereur, de cette conduite que les événements semblaient justifier.

Mais quand, au bout de quelques jours, le roi vit que la paix ne se faisait pas, quand nous eûmes appris que les coalisés avaient pris leur revanche à Culm et que les hostilités continuaient sur tous les points avec des alternatives de succès et de sanglants revers, ce prince retomba dans ses anciennes anxiétés. L'insuffisance ou plutôt le néant du corps d'observation, l'isolement de de Wrède redevinrent le sujet de doléances, que je ne gagnais rien à reproduire dans mes dépêches et que pourtant je reproduisais toujours.

Je ne tardai pas à m'apercevoir que la position changeait. Les inquiétudes du roi n'amenaient plus à leur suite des projets de départ; de Wrède était toujours sur l'Inn et l'on ne s'y battait pas. Des patrouilles s'étaient rencontrées; quelques soldats bavarois, tombés au pouvoir des Autrichiens, avaient été immédiatement remis en liberté, le général Frimont disant qu'il ne se battait pas contre les Bavarois. J'en avais averti le duc de Bassano, et rien dans ses dépêches n'indiquait que ces indices eussent produit la moindre inquiétude au quartier-général de l'Empereur. Je ne remarquais, il est vrai, aucun changement dans le langage du comte de Montgelas ni dans les renseignements que me transmettait tous les jours de Wrède; les rapports même des espions ne donnaient aucun éclaircissement sur les communications secrètes qu'il pouvait avoir avec les Autrichiens. Je commençais néanmoins à appréhender sérieusement, de ce côté, une défection semblable à celle du général prussien Yorck. J'étais à trente lieues du quartier-général de de Wrède; il y était abandonné à lui-même et n'avait de communication avec la France, en quelque sorte, que par la correspondance que j'entre-

Digitized by Google

tenais avec lui. Cette correspondance, ne pouvait-il pas la prolonger longtemps encore, après avoir entamé à mon insu des pourparlers avec l'ennemi? Le roi recevait et me communiquait toujours les nouvelles du prince de Neufchâtel; mais les Autrichiens poussaient des reconnaissances jusque dans les environs de Saltzburg, et la route militaire de l'Italie par le Tyrol avait déjà été plusieurs fois interceptée. Tout à coup j'appris que les étapes de cette route se trouvaient dégarnies; les paysans avaient gagné les montagnes, avec leurs bœufs et leurs chevaux, pour se soustraire aux charrois de l'armée. Je me déterminai sur-le-champ à réclamer du gouvernement bavarois des mesures sévères, m'attendant à un refus ou du moins à des tergiversations. Il n'en fut rien; sur ma demande, le roi prit immédiatement un arrêté qui condamnait les paysans employés aux transports à être traduits devant une commission militaire s'ils abandonnaient leur poste, ou s'ils n'étaient pas munis d'attelages suffisants. Je saisis aussi cette occasion pour m'assurer de l'état des relations qui devaient exister entre le quartier-général du vice-roi et la Bavière; l'interruption de la route militaire m'en fournissait le prétexte. J'engageai le roi à annuler son ancien chiffre de corespondance avec le prince Eugène et à en établir un nouveau, lui faisant observer que l'ennemi pourrait avoir découvert l'ancien. Il s'empressa de satisfaire à ma demande et m'en informa par le billet suivant :

« 7 septembre.

» Je souhaite le bonjour à M. le comte de Mercy. Je le prie de faire passer ma lettre au comte de Neufchâtel, et m'empresse de lui communiquer la réponse du vice-roi à la lettre que je lui avais écrite pour lui annoncer la nullité de l'ancien chiffre.

» MAX. JOS. »

Telles étaient encore, à cette époque si proche de la catastrophe, les relations du roi de Bavière avec la légation de France. Il me témoignait plus d'égards, plus de confiance que jamais. « Quand vous aurez quelque chose à me faire connaître, vous savez le chemin de mon appartement, me disait-il encore, moins d'un mois avant la signature du traité de Ried!... »

Digitized by Google

III

Cependant les événements se précipitaient. Les orages s'amoncelaient sur la tête de l'Empereur, tandis qu'il persistait à attendre de la Bavière une fidélité qui allait bientôt devenir impossible. Il n'y avait plus à en douter ; cette puissance devait fatalement subir la loi des vainqueurs si elle ne pouvait être défendue. D'un autre côté, si le corps d'Augereau n'était pas destiné à la défendre, pourquoi laisser de Wrède sur l'Inn, hors d'état de s'y maintenir ? La conduite qu'a tenue ce général prouve qu'appelé à temps dans les rangs de l'armée française, il n'eût point tourné ses armes contre elle ; car, en réalité, il n'écouta les propositions de l'Autriche qu'après en avoir reçu l'ordre de son souverain. J'ajoute que cet ordre ne fut donné que lorsqu'il fut démontré au cabinet bavarois qu'il était abandonné à lui-même, et que le protecteur de la Confédération du Rhin ne pouvait plus rien pour sa défense. Si de Wrède combattit à Hanau, c'est que la jonction des forces bavaroises aux troupes autrichiennes fut la condition du traité de Ried et de l'existence de la monarchie. Ce traité fut plutôt une capitulation, signée sous le canon de l'ennemi, dont il ne fut pas permis au roi de discuter les conditions ; le morcellement de ses Etats en a été la preuve. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Mes regards devaient se tourner principalement vers les bords de l'Inn, mais il n'était guère possible que mes agents pussent observer d'assez près ce qui pouvait se passer entre les chefs des deux armées, pour parvenir à en rendre un compte fidèle [1]. Il fallait donc se contenter de juger d'après les apparences, de faire des conjectures sur la probabilité de relations prêtes à s'établir, si elles n'existaient déjà. Je ne pus conserver de doutes sur leur existence quand j'appris, peu de temps après, que M. de Rhuby, ancien secrétaire de la légation autrichienne à Munich, avait fait une apparition au quartier général. J'observais aussi le Tyrol, mais tout y était calme ; le recrutement s'y faisait avec la même facilité qu'en temps de paix. Le comte de Montgelas m'entretenait toujours de ses embarras, et me communiquait les renseignements qui lui parvenaient, soit de

[1] On ne peut s'empêcher de reconnaître ici qu'il y a une certaine apparence de vérité dans le reproche qu'adresse Bogne de Faye au comte de Mercy, de n'avoir pas multiplié ses moyens d'information, en entretenant des rapports dans toutes les classes de la société.

Digitized by Google

l'armée autrichienne, soit de l'intérieur. Il n'avait cherché ni à dissimuler l'abstention d'hostilités de la part des Autrichiens, et le renvoi des soldats bavarois faits prisonniers, ni à combattre les réflexions que devaient me suggérer de tels incidents.

La correspondance de M. de Bassano était toujours aussi dépourvue de remarques sur la situation de la Bavière que dans les temps ordinaires. Je n'y trouvai ni instructions spéciales, ni réponses directes à ce qui avait fait l'objet de mes rapports. Tout s'y réduisait à quelques nouvelles de l'armée, de ses manœuvres dont le roi et son gouvernement étaient souvent instruits avant moi. Pendant ce temps, les revers des armées françaises se multipliaient. Le 14 septembre, je fus brusquement réveillé par la nouvelle de l'échec que venait de subir à Dennewitz le prince de la Moskowa, qui avait sous ses ordres le petit corps bavarois de Raglowich. C'était le roi lui-même qui me faisait connaître ce nouveau désastre, par un billet dont je joins ici copie :

« Munich, 14 septembre.

» Le général Raglowich m'a envoyé son chef d'état-major en courrier, pour m'annoncer la défaite du prince de la Moskowa. J'y ai perdu les deux tiers de mon corps, et il paraît que c'est le seul qui ait opéré sa retraite en bon ordre. Sa dépêche est datée de Eulembourg, à quatre lieues de Leipzig. Tout est dit actuellement ; mon corps est réduit à 1,150 baïonnettes ; équipages et canons sont perdus. Dieu sait ce que tout ceci va devenir ! Bonjour, mon cher comte, *plaignez-moi* !

» MAX. JOS. »

En apprenant de cette manière un semblable événement, je m'attendis à tout, et je considérai cette lettre comme un adieu que me faisait le roi. Ce fut en effet à partir de ce jour qu'il songea sérieusement à se mettre en mesure pour l'avenir. Les nouvelles désastreuses qui se répandirent bientôt après, sur la position critique où se trouvait, disait-on, l'Empereur lui-même, triomphèrent des dernières hésitations. Le gouvernement bavarois comprit qu'il ne devait plus compter sur le moindre secours de la France, et que le moment était venu de pourvoir à son propre salut.

Le lendemain 15 septembre, j'adressai une longue dépêche au duc de Bassano. J'y résumai tout ce que je lui avais mandé depuis longtemps sur la situation de la Bavière, sur les efforts incessants qu'on faisait pour intimider le roi, pour le préparer à ne plus comp-

Digitized by Google

ter sur la France, efforts puissamment secondés par l'impression des derniers revers dont on exagérait encore la gravité. J'ajoutai que le moment approchait où il serait entraîné à rompre ses engagements. Les faits parlaient alors assez haut. Le corps d'observation, objet de tant de demandes et d'instances, n'existait plus, ou, pour mieux dire, n'avait jamais existé. Le comte de Montgelas ne m'entretenait plus que des difficultés de sa position, des désastres et de la fermentation des esprits.

Les événements suivaient leur cours irrésistible. Un agent diplomatique était arrivé au quartier général autrichien ; des pourparlers étaient établis. Le 23 septembre, de Wrède avait été appelé secrètement à Munich ; il avait eu une conférence avec M. de Montgelas, à sa campagne de Bogenhausen. Aussitôt que j'en fus informé, je m'empressai d'en prévenir M. de Bassano, auquel, depuis le 15, j'écrivais presque tous les jours...

Le 2 octobre, je mandai que la défection de la Bavière aurait lieu inévitablement si l'Empereur était obligé d'abandonner la ligne de l'Elbe. Le 3 et le 5, j'annonçai que les négociations se poursuivaient activement, qu'il n'était pas douteux que, malgré les tergiversations du roi, les conventions ne fussent arrêtées, le traité à la veille d'être signé. Bien que ce prince fût dans une vive agitation, je savais qu'il n'y avait plus rien à gagner sur son esprit ; que des lettres qu'il avait reçues des souverains alliés l'avaient décidé à séparer sa cause de celle de la France. Je m'étais abstenu de le voir ; qu'aurai-je pu lui dire ? Il m'aurait rappelé ce qu'il m'avait répété tant de fois, qu'il ne pouvait pas lutter seul, qu'on l'avait abandonné, que son peuple était aux abois, que l'opinion s'était prononcée d'un bout à l'autre de l'Allemagne contre une oppression encore plus insupportable pour les peuples que pour les rois. Il m'eût montré les lettres des souverains qui le menaçaient d'entrer chez lui en ennemis s'il ne se réunissait pas à eux, et m'eût dit qu'il cédait à la nécessité, après avoir résisté aussi longtemps qu'il l'avait pu sans compromettre les plus chers intérêts et l'existence politique de son pays. Ma dignité de ministre de France me défendait d'aller chercher de telles explications. Je connaissais trop bien la situation des choses, je la voyais trop bien connue, pour espérer qu'une menace de ma part, opposée à celles de la coalition, pût avoir pour effet d'empêcher ou d'ajourner la conclusion du traité. Eussé-je d'ailleurs obtenu ce triste succès, je croyais et je crois encore, quoi qu'on en ait dit depuis, qu'il n'aurait exercé aucune influence sur le dénoûment de la campagne. Au point où en étaient les choses, la Bavière ne pouvait plus que se perdre sans nous sauver.

Le 7 octobre, j'annonçai à M. de Bassano que toutes mes prévi-

Digitized by Google

sions étaient confirmées, et lui donnai tous les détails que j'avais pu me procurer. Le lendemain, j'annonçai la signature du traité de Ried, qui avait lieu le même jour, et lui rendis compte de ma dernière visite au comte de Montgelas, et de la demande que j'avais faite de mes passe-ports.

La veille de cette signature, j'avais trouvé le ministre très soucieux, même consterné. On voyait bien qu'il n'avait cédé qu'à la dernière extrémité. Il me dit : « Le traité n'est pas signé encore, mais il le sera demain. Que voulez-vous que nous fassions, et que deviendrait sans cela la Bavière ? Vous pouvez nous rendre ce témoignage, que nous n'avons rien à nous reprocher vis-à-vis de l'Empereur. Tous nos engagements ont été remplis ; mais, quand il ne peut plus nous défendre, faut-il que le roi ne cherche pas à se sauver du naufrage ? Il y a là pour lui, pour son pays, une question de vie ou de mort. Les armées de l'Autriche et de la Russie entreront chez nous en amies, ou nous traiteront en pays conquis ; elles sont là, à notre porte. Vous savez aussi bien que moi, monsieur le comte, combien est grande la fermentation des esprits en Allemagne, et avec quelle énergie l'opinion s'est prononcée. Vous savez s'il a été possible aux gouvernements de se séparer d'elle ; cette puissance de l'opinion a fait cause commune jusqu'au bout, avec celle des armes. On n'en veut pas à l'indépendance de la France, mais l'Allemagne aussi a trop souffert, elle a le droit de respirer. Nous courbons la tête sous l'orage, nous allons Dieu sait où !... Mais une fois le calme rétabli, soyez bien sûr d'une chose, *c'est qu'il faut une France à la Bavière.* Et pour vous, monsieur le comte, vous emportez tous nos regrets. Le roi vous conserve une vive affection ; il voudrait vous l'exprimer lui-même, si sa position et la vôtre le permettaient. Et je vous déclare, monsieur le comte, que votre conduite envers nous a été pleine de noblesse et de loyauté. » Je ne reproduirais pas cet éloge, si le but de mes constants efforts, en servant l'Empereur, n'avait été en effet de chercher à tempérer la rigueur de mes devoirs par des procédés équitables et conciliants...

La Bavière obtenait, par le traité de Ried, la garantie de son existence comme royaume indépendant ; on lui garantissait aussi le même chiffre de population, mais rien n'était stipulé quant aux limites de son territoire ni à l'agglomération de ses provinces, ce qui prouvait combien ses négociateurs avaient été peu consultés. La clause principale du traité portait que, dès ce moment même, l'armée bavaroise serait à la disposition des alliés et qu'elle se joindrait à l'armée autrichienne dès le lendemain du jour de la ratification.

Le général de Wrède prit le commandement de ces forces austro-bavaroises, s'élevant ensemble à environ soixante-dix mille

Digitized by Google

hommes et commença son mouvement pour prendre la grande armée française à revers. Une personne que je ne nommerai pas, et qui était bien informée, vint à l'instant même me prévenir de la direction que prenait cette armée. J'expédiai aussitôt un courrier au quartier général de l'Empereur et je fis partir pour Francfort M. Desmoustiers de Mérainville, attaché à ma légation, avec ordre d'envoyer un *duplicata* de ma dépêche par la voie qu'il jugerait la plus prompte et la plus sûre. Je me doutais bien que mon courrier ne pénétrerait pas facilement jusqu'à l'Empereur, déjà entouré, dans son mouvement rétrograde vers Leipzig, par les troupes légères de l'ennemi; et, en effet, ce courrier fut pris par les Cosaques. Déjà un autre avait eu le même sort quelques jours auparavant, mais j'espérais que de Francfort il y aurait des communications plus faciles. J'y envoyai aussi, quelques jours après, mon secrétaire de légation, M. Bogne de Faye, qui m'était enfin revenu au moment de la rupture. Je lui recommandai de faire tous ses efforts pour se mettre en relation avec le quartier général et de s'aboucher avec le duc de Valmy, qui commandait toute la ligne du Rhin. Je sentais combien il importait que l'Empereur fût instruit, le plus promptement possible, de la marche du général de Wrède. J'étais informé que celui-ci allait traverser le Wurtemberg et se diriger sur Francfort. Je ne doutais pas que son intention fût de tâcher de couper la retraite à l'Empereur, en se saisissant du défilé de Gelnhausen. Je l'avais mandé à M. de Bassano et à l'Empereur lui-même, en employant tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour leur faire parvenir cet avis si important. Mais toutes mes tentatives furent vaines : l'Empereur, comme je l'appris plus tard, était tellement cerné depuis son départ de Dresde, que les communications avec son quartier général étaient totalement interceptées. Aussi, il ne put connaître d'une manière certaine le changement de système de la Bavière qu'après la bataille de Leipzig.

Le courrier que j'avais expédié le 8, homme très intelligent, s'était joint en route à un courrier de l'Empereur qui venait de Paris. Ils tombèrent tous deux dans un parti de Cosaques qui s'emparèrent des dépêches, dévalisèrent les courriers et les conduisirent au quartier général autrichien.

Mon courrier eut la présence d'esprit de se rappeler, chemin faisant, que mon beau-frère, le comte de Paar, était un des aides de camp du prince de Schwarzenberg et se réclama de lui; aussi je fus fort étonné, lors de l'entrée des alliés à Paris, de retrouver parmi les gens de mon beau-frère cet homme que je croyais perdu. Malheureusement, il n'avait pas eu le temps de détruire ses dépêches, et, par un caprice étrange du sort, ces dépêches adressées à l'Em-

Digitized by Google

pereur et au duc de Bassano, furent remises à M. de Metternich. Parmi celles qui contenaient les renseignements sur le traité de Ried et sur la marche de l'armée bavaroise, il s'en trouvait une que je n'avais pas eu le temps de faire chiffrer, qui rendait compte de ma dernière conversation avec M. de Montgelas. Ce fut le ministre autrichien qui lut « qu'on avait courbé la tête sous l'orage ; qu'il fallait une France à la Bavière » ; qu'on avait cédé avec la plus vive répugnance à la nécessité la plus impérieuse ; qu'on s'empresserait de renouer les plus intimes relations après la paix, etc. Cette dépêche n'apprenait sans doute rien de nouveau au cabinet autrichien, si habilement déçu en 1805 par le comte de Montgelas. Pourtant, il est possible qu'elle ait contribué, lors du congrès de Vienne, à faire exiger la retraite immédiate et définitive de cet homme d'Etat sous le règne même de Maximilien, qui devait tout à ses talents. Le prince royal, poussé, dit-on, par le général de Wrède, aussi désireux que peu capable de conduire les affaires, entra dans les vues de l'Autriche, et M. de Montgelas *fut sacrifié.*

IV

Mes préparatifs de départ me retinrent encore quelques jours à Munich. J'eus, pendant ce temps, l'occasion de voir plusieurs personnes qui m'apprirent beaucoup de détails sur les négociations, sur les inquiétudes du roi relativement au parti qu'il avait pris... Ce prince avait déclaré à plusieurs personnes qu'il verrait de très mauvais œil que l'on cessât de venir chez moi. Un soir, je rencontrai à la sortie du spectacle, où j'étais allé incognito, le jeune prince Charles de Bavière ; il vint à moi avec empressement et eut la bonté de me dire les choses les plus aimables, de me témoigner les regrets que le roi éprouvait de me savoir encore à Munich et de ne pouvoir plus me voir. Ce jeune prince ressemblait beaucoup à son père par la tournure d'esprit et les manières. Plein d'ardeur militaire, il avait voué un vif attachement au vice-roi (Eugène), et témoigné plusieurs fois le désir d'aller le joindre pendant la campagne de Russie. Il venait d'obtenir d'aller faire ses premières armes avec le général de Wrède dans une situation bien différente, mais il ne voyait dans cette guerre, comme tout le monde, que l'affranchissement de l'Allemagne.

Au moment de monter en voiture, je reçus une nouvelle preuve de la bienveillance royale. Je m'étais rappelé qu'un bataillon fran-

Digitized by Google

çais était resté à Augsbourg pour la remonte du train de l'artillerie. Bien que mes fonctions diplomatiques eussent cessé, j'écrivis à ce sujet une lettre particulière au comte de Montgelas. Je lui disais que j'espérais ne pas implorer vainement la justice du roi en faveur de ces soldats français qui se trouvaient à Augsbourg sur la foi des traités; que j'étais sûr d'avance qu'il ne les considérerait pas comme prisonniers de guerre et qu'il autoriserait leur retour en France; que j'allais attendre une réponse à Augsbourg. Elle m'y parvint promptement; une estafette m'apporta l'autorisation de diriger cette troupe, par journées d'étapes, où bon me semblerait. M. de Montgelas me mandait que, en mettant ce bataillon à ma disposition, le roi avait voulu me donner une marque de son estime personnelle. Je rendis la vie à ces braves gens, qui se croyaient confinés à Augsbourg jusqu'à la paix, en les dirigeant sur Strasbourg.

J'arrivai à Stuttgard le 23 octobre, et j'y trouvai encore à son poste le ministre de France, comte de Latour-Maubourg, le roi de Wurtemberg ne s'étant pas encore déclaré. Depuis mon départ, j'avais continué d'adresser des dépêches au duc de Bassano pour lui donner des détails sur les mouvements du corps bavarois et sur les derniers moments de mon séjour à Munich. Arrivé à Stuttgard, et doutant plus que jamais de la possibilité de communiquer avec le quartier général, je jugeai utile d'écrire directement à Paris. Le jour même de mon arrivée, j'adressai une dépêche à M. de La Besnardière, chargé de l'*intérim* du département des relations extérieures. Je l'instruisais des événements de la Bavière et de la situation des choses, je lui envoyais les proclamations, etc., et je l'entretenais de la disposition des esprits dans les pays que je venais de traverser. Il s'empressa de communiquer ma lettre au ministre de la police et à l'archichancelier, et ce fut par elle qu'ils furent informés pour la première fois, en détail, de ce qui s'était passé en Bavière. C'est, du moins, ce que me dit La Besnardière quand je le revis à Paris.

Je me dirigeai en toute hâte sur Francfort, dans l'espoir de trouver les moyens de percer jusqu'au quartier général de l'Empereur. Je ne doutais plus que mes dernières dépêches n'eussent été interceptées, et il était bien nécessaire pourtant que l'Empereur fût renseigné de suite sur les projets et les forces du général de Wrède. Le roi de Wurtemberg, ne faisant pas encore ostensiblement partie de la coalition, s'était opposé au passage du corps austro-bavarois sur son territoire. Il avait annoncé lui-même à l'Empereur la défection de la Bavière comme devant entraîner inévitablement dans un court délai celle du Wurtemberg. Pendant ce temps, ses ministres négociaient avec les puissances coalisées. Ce prince avait voulu,

Digitized by Google

à tout événement, se conserver, aux yeux de l'Empereur, le mérite de n'avoir cédé que le dernier.

Je me souviens qu'à une autre époque, immédiatement après les revers de 1812, c'était au contraire le roi de Bavière qui exerçait une espèce de surveillance sur le cabinet wurtembergeois au profit de l'Empereur. Souvent même alors, il attirait mon attention sur les indices qu'il prétendait avoir des dispositions équivoques du roi de Wurtemberg. Après la bataille de Lutzen, il m'avait écrit de sa main ce petit billet que je retrouve dans mes papiers :

« Je vous envoie, mon cher comte, la copie d'une lettre du prince de Neufchâtel. Comme il paraît que le courrier envoyé à Stuttgard a été pris, je crois que vous feriez bien d'annoncer le gain de la bataille à M. de Latour-Maubourg. Il est essentiel que le roi soit instruit de ce qui se passe, et *pour cause.* »

24 mai 1813.

La création de la Confédération du Rhin avait placé les princes qui en faisaient partie dans une alternative d'observation et de surveillance les uns à l'égard des autres, dont chacun cherchait à tirer parti dans des vues d'agrandissement.

Je trouvai à Francfort le général Préval, qui y commandait, sur le qui-vive. Il n'avait aucunes nouvelles, aucun ordre, et se disposait à faire retraite sur Mayence. Il me dit qu'il n'y avait aucune communication possible avec le quartier général. On commençait à s'entretenir dans la ville d'une grande bataille perdue dans les environs de Leipzig. Ces bruits sinistres furent bientôt confirmés par le passage du roi de Naples, qui se rendait en toute hâte dans ses Etats. Il allait y reprendre le fil de ses anciennes négociations ; mais le traité qu'il parvint à conclure ne sauva ni son trône ni sa vie.

Le surlendemain de mon arrivée, le général Préval me fit prévenir qu'il allait se replier sur Mayence, et qu'il couperait les ponts derrière lui. Je me déterminai donc à partir de suite, pour éviter l'encombrement des convois militaires. Je trouvai à Mayence le comte d'Hédouville, ministre près du prince primat, qui était arrivé peu d'instants avant moi ; le comte Germain, ministre près du grand-duc de Würtzbourg, nous y rejoignit presque aussitôt. La plupart des ex-ministres de France auprès des princes de la Confédération se trouvèrent là réunis, comme des naufragés sur une plage pendant la tempête. Nous attendions l'Empereur, dont on ne savait rien encore ! Le maréchal Kellermann avait son quartier général à Mayence ; ce boulevard de la France n'était ni armé, ni ap-

Digitized by Google

provisionné. Le vieux vainqueur de Valmy vivait tranquille sans trop s'inquiéter du lendemain. Il nous dit pour nous rassurer que le cours du fleuve n'était nulle part en état de défense.

Bientôt nous eûmes des nouvelles trop certaines des désastres de Leipzig. Presqu'en même temps le canon de Hanau nous avertit que l'Empereur n'était pas loin de nous et que les Bavarois lui disputaient le passage. Nous étions d'autant plus inquiets sur le sort de cette nouvelle bataille, que depuis quelques jours nous avions vu plus de quarante mille hommes sans armes repasser le Rhin exténués de fatigue, d'inanition, de maladie. Ils encombraient les rues de Mayence; c'était horrible à voir! Chaque jour, j'allais m'établir à l'entrée du port pour questionner les officiers blessés sur le sort de mon frère! Je savais qu'il avait survécu à la campagne de Russie, mais depuis plusieurs mois j'étais sans nouvelles de lui. Il était entré comme lieutenant dans un des régiments de gardes d'honneur, formés au commencement de la campagne de 1813. Toutes mes recherches n'aboutissaient à rien; chaque soir, je revenais l'âme navrée.

Enfin, nous apprîmes que l'Empereur avait battu l'ennemi à Hanau, et que son arrivée n'était retardée que par la nécessité de rétablir les ponts détruits lors de la retraite de Préval. Avec un soulagement indicible, nous le vîmes reparaître, traverser le Rhin, et je m'empressai d'aller l'attendre dans l'ancienne résidence des électeurs, devenue palais impérial. Depuis Dresde, il n'avait éprouvé que des revers; tous ses alliés l'avaient abandonné; toute l'Allemagne était en armes contre lui; il sortait du champ de bataille où sa garde lui avait ouvert un passage... Et sa figure était calme, son esprit paraissait aussi tranquille que lorsqu'il rentrait aux Tuileries après une revue passée au Carrousel.

Sa présence ramena bientôt l'ordre au milieu de ces scènes de désolation. Des ressources en vivres, en équipements, en munitions, furent créées comme par enchantement. Les hôpitaux furent organisés; on dirigea les hommes valides sur les dépôts; on vit se recomposer une armée au milieu de tant de débris.

Dès le lendemain de son arrivée, l'Empereur avait repris les habitudes de la résidence impériale. Je me rendis à son lever; il me parla longtemps de la Bavière en termes généraux, et sans vouloir entrer dans aucune explication. Il y avait beaucoup de monde dans le salon; ce fut pour cela, sans doute, qu'il finit en me disant à très haute voix, de manière à ce que personne n'en perdît rien : « Ils vous ont trompé à Munich; c'est indigne. Le roi de Bavière s'est rendu coupable d'une lâche trahison. Au reste, c'est le coup de pied de l'âne, mais le lion n'est pas mort. Je viens de leur tuer de

Digitized by Google

Wrède et de passer sur le corps de toute l'armée bavaroise. Le roi me reverra l'année prochaine, et il s'en souviendra! C'était un petit prince que j'avais fait grand; c'est un grand prince que je ferai petit! » On sait que de Wrède passa, en effet, pour mort pendant quelques jours, mais qu'il n'était que grièvement blessé.

Je laissai l'Empereur exhaler son ressentiment, je le connaissais trop pour ignorer que ce n'était pas là le moment de donner des explications. Je me bornai à quelques mots sur les lacunes qu'il avait dû remarquer dans ma correspondance, et à l'instant même il cessa de s'occuper de moi. Je me rendis chaque jour au lever pendant les dix ou douze qu'il passa à Mayence, et il ne fut plus question de la Bavière. L'Empereur était surchargé de travail: la réorganisation de l'armée absorbait la plus grande partie de son temps. Je me déterminai à différer jusqu'à Paris ma demande d'audience particulière. J'avais à lui dire, au sujet de la Bavière, beaucoup de choses qu'évidemment il n'était pas disposé à entendre au lendemain de Hanau. Le duc de Vicence me confirma dans cette idée d'ajournement; nous causâmes longtemps ensemble sur les événements de cette dernière campagne, et nous nous comprîmes à merveille.

Ne voyant plus rien à faire pour moi à Mayence, j'annonçai à M. de Bassano que je désirais prendre les devants pour retourner à Paris, mais il me fit observer que l'Empereur pourrait avoir quelque mission à me donner. Je fus bien récompensé de ce délai forcé par le bonheur que j'eus de retrouver mon frère. Depuis quinze jours, son régiment était en station à Castel, et, tandis que je questionnais avec anxiété tout le monde sur son sort, il passait le Rhin tous les matins, et venait déjeuner dans un café, en face de l'auberge où je demeurais. N'ayant aucunes relations avec les généraux attachés à la maison de l'Empereur, il ignorait que je fusse à Mayence, et ne l'apprit qu'en apercevant un jour mon valet de chambre à la porte de l'hôtel. Il se précipita dans ma chambre, au moment où j'avais presque renoncé à toute espérance... Il avait perdu chevaux et bagages à Leipzig, et ne possédait que ce qu'il avait sur lui. Je pourvus à tout, et le fis comprendre dans une distribution de croix de la Légion d'honneur, récompense qu'il avait méritée depuis longtemps. Deux mois après, je demandai directement pour lui à l'Empereur le grade de chef d'escadron, et cette faveur, qui me fut accordée de la meilleure grâce du monde, était d'autant plus remarquable, que mon frère n'avait encore que le grade de lieutenant, malgré ses campagnes d'Espagne, de Russie et d'Allemagne. L'Empereur voulut réparer cet oubli en lui faisant franchir un grade intermédiaire, et sans doute il voulut aussi me donner à moi-même, dans cette circonstance, une preuve que mes

Digitized by Google

services en Bavière n'avaient point été appréciés d'après les événements.

Pendant ce séjour prolongé à Mayence, ma position, mes relations intimes avec quelques personnes qui approchaient fréquemment l'Empereur me mirent au courant de bien des choses. J'entendis d'étranges discours : jusque dans le salon de service, on se plaignait hautement d'influences qui avaient contribué à entretenir des illusions pendant l'armistice; des adulations d'un homme fort dévoué, mais que son admiration sincère pour l'Empereur aveuglait au point de méconnaître la gravité des circonstances et de contrecarrer tout ce que les vrais amis de la gloire du souverain tentaient pour l'éclairer et le déterminer à la paix [1]. J'entendais prononcer les mots d'aveuglement, d'obstination à la porte du cabinet de l'Empereur, par des hommes qui avaient versé leur sang pour lui, tout prêts à recommencer, mais qui, malgré les faveurs dont ils étaient comblés, s'exprimaient avec franchise sur les dangers de l'avenir. Le mécontentement des uns avait pour principal mobile la fatigue, le désir du repos; ils envisageaient avec humeur cette persistance à ne vouloir jamais céder sur rien, à vouloir toujours jouer le tout pour le tout. D'autres voyaient de plus haut et plus loin; ils ne se dissimulaient pas les obstacles immenses qu'allait rencontrer l'Empereur pour continuer la guerre. Ils savaient apprécier à leur juste valeur, d'une part, le funeste ascendant des préventions, des illusions; de l'autre, la détermination des souverains alliés, cimentée par la manifestation énergique de l'opinion. Ils regrettaient amèrement qu'on eût laissé échapper à Prague l'occasion de faire la paix à des conditions qu'il ne serait plus possible désormais d'obtenir.

Ces propos que j'entendais journellement m'inspirèrent la résolution de faire entendre de mon côté quelques vérités... Je demandai au prince de Neufchâtel un rendez-vous particulier, qu'il m'accorda avec empressement. Notre conversation fut longue, et il s'exprima avec une entière franchise. Il comprenait parfaitement les excuses que l'on pouvait faire valoir en faveur de la Bavière. Il sentait fort bien que le roi avait été dominé, emporté par les événements. Mais bientôt nous arrivâmes à des considérations plus générales; il fut le premier à me parler d'illusions fâcheuses que quelques personnes

[1] M. de Mercy est ici, en toute sincérité, l'écho des bruits accrédités de longue main contre le duc de Bassano. On trouvera, dans un travail important que prépare l'un de nos collaborateurs, des preuves irrécusables que ce serviteur fidèle de l'Empereur ne s'aveuglait nullement sur le danger; qu'il joignait au mérite de donner de sages conseils malheureusement trop peu écoutés, celui d'une discrétion impénétrable, dont s'autorisait la calomnie.

Digitized by Google

avaient entretenues et entretenaient encore, et m'avoua qu'il ne pouvait les détruire. « Que voulez-vous? me dit-il, je me suis jeté aux genoux de l'Empereur à Dresde, en le conjurant de faire la paix, je n'ai pas été mieux accueilli que le duc de Vicence; il s'est même fâché et m'a dit des choses dures, et voilà où les conseils opposés nous ont conduits. — Pourtant, dis-je à mon tour, l'Empereur croit-il qu'il a affaire à une coalition qu'il parviendra encore à désunir? Sait-il que c'est d'une croisade qu'il s'agit maintenant, que ce sont les peuples qui s'arment pour l'affranchissement de l'Allemagne épuisée? Ils n'ont plus rien à perdre et ont tout à espérer de cet effort suprême : jamais, à aucune époque, les cabinets de l'Europe n'ont été si puissamment secondés par l'élan national. Croyez bien qu'ils ne laisseront pas échapper cette chance de salut; et, bien plus, qu'ils ne sont pas libres de s'arrêter. Le mot d'indépendance est le cri de ralliement, le gage de réunion de tous les intérêts, de tous les partis. Qu'espérez-vous? Jusqu'à présent, ce vœu est d'accord avec les vues des souverains, leurs proclamations n'ont pas un autre but. Elles annoncent que les limites de la France seront respectées, mais le Rhin n'est qu'une barrière d'opinion. Dans quel état de défense les armées alliées vont-elles la trouver? Et la France? Quelles ressources nouvelles en espérez-vous après tant d'épuisement? quel esprit public y trouverez-vous? Et qu'arriverait-il si les souverains alliés, exaltés par des succès inespérés, changeaient de langage, menaçaient la France elle-même? — Pourquoi ne demandez-vous pas à voir l'Empereur? me dit le prince qui m'avait écouté sans m'interrompre. Vous devriez vous expliquer devant lui. Vous avez à rendre compte d'une mission, et vous pouvez vous étendre sur tout ce qui s'y rattache. — C'est précisément parce qu'il ne veut pas m'entendre dans ce moment que je m'adresse à la personne qui me paraît devoir le mieux réussir à le persuader... — Eh bien! reprit-il, je comprends vos raisons, mais je dois vous avouer, à vous, que ni moi ni d'autres ne peuvent l'aborder sur ce sujet pour le moment. »

Je sortis de cet entretien pleinement éclairé, pour la première fois, sur les périls de l'avenir.

V

J'arrivai à Paris en même temps que l'Empereur. Une des premières personnes que je cherchai à voir fut le prince de Talleyrand. Il m'avait toujours témoigné de l'intérêt; je ne doutais pas que,

Digitized by Google

dans ces circonstances critiques, il ne fût consulté et peut-être appelé à jouer un rôle. Dès ma première visite, il s'étendit beaucoup sur les fautes que l'on avait faites et sur les erreurs dans lesquelles on persistait. L'Empereur le traitait fort mal, parce que, disait-il, il ne dissimulait pas des opinions contraires aux siennes et n'épargnait pas le duc de Bassano. Il me demanda si j'avais pensé à faire un journal de ma mission. « Non, lui répondis-je, mais j'ai tous les papiers de ma légation, toutes les minutes de mes dépêches ; il me sera facile de vous donner tous les renseignements que vous désirez. — Ce n'est pas pour moi, me dit-il, que je vous fais cette question, c'est pour vous-même. Il est bon que vous sachiez que l'on veut rejeter sur vous l'ignorance où l'on a été du changement de système de la Bavière : voyez s'il vous convient de rester sous le poids de cette accusation, dont sûrement vous ne vous doutez guère. Si vous voulez m'en croire, vous ferez un journal de votre mission et vous le ferez mettre sous les yeux de l'Empereur. J'ai de bonnes raisons pour vous donner ce conseil. »

Cet avis fut pour moi un trait de lumière. Je compris que mes dernières dépêches, les plus importantes, avaient été interceptées, ce que je n'avais fait que soupçonner jusqu'alors, et que les précédentes avaient dû passer inaperçues sous les yeux du ministre ou de l'Empereur lui-même, absorbé par le soin des opérations militaires, et croyant, cette fois encore, parer à tout par la victoire.

M. de Talleyrand pouvait bien avoir encore un autre but en me demandant ces renseignements sur ma mission. Ils devaient venir à l'appui de l'opinion qu'il avait émise devant l'Empereur, que le duc de Bassano l'avait mal servi, qu'il avait négligé pendant les deux campagnes de fixer son attention sur ce qui se passait en Allemagne ; que, tant qu'il serait chargé du ministère des relations extérieures, on ne parviendrait pas à traiter de la paix. Pour moi, une seule chose m'importait : prouver à l'Empereur que j'avais rempli la mission qu'il m'avait confiée, que je n'avais rien laissé ignorer de ce qui pouvait intéresser son gouvernement. Il me suffisait pour cela de faire copier toutes mes dépêches, d'y joindre ma correspondance avec de Wrède, et un résumé succinct destiné à être mis sous les yeux de l'Empereur. Peu de jours me suffirent pour achever ce travail, que j'adressai au ministre des relations extérieures. Ce n'était déjà plus le duc de Bassano, mais le duc de Vicence, dont le caractère inspirait une grande confiance aux souverains alliés, et qui m'honorait de son amitié. Grâce à ses soins, l'Empereur prit connaissance de ce résumé, que j'avais rédigé sous forme de journal, J'en remis un double à M. de Talleyrand, qui voulut bien m'en faire

Digitized by Google

l'éloge, en ajoutant « que ce travail avait complétement justifié son attente[1]. »

J'évitai toute explication directe avec l'Empereur à ce sujet, ce qui lui plut sans doute, car il m'appela bientôt pour faire mon service auprès de lui, et profita de la première occasion de faire pour moi une chose agréable, en accordant à mon frère l'avancement dont j'ai parlé.

Je devais donc me considérer comme pleinement, définitivement justifié ; et pourtant, parmi les hommes que Napoléon entraîna dans sa chute, il s'en est trouvé qui, pour excuser ses fautes et les leurs, ont persisté à expliquer par la trahison ce qui n'avait été que l'effet de l'imprévoyance et de la force des événements, même quand ils avaient eu sous les yeux des preuves irréfragables du contraire. L'ex-ministre de la police, par exemple, qui entretenait de nombreux agents secrets en Allemagne dans les dernières années de l'Empire, connaissait assurément les dispositions véritables des princes et des peuples ; souvent même, sur ce point et sur d'autres, il osa dire la vérité à l'Empereur. Il a néanmoins écrit dans ses Mémoires, publiés en 1829, que « l'Empereur avait reçu en même temps l'avis que l'armée bavaroise marchait contre lui, et une dépêche de son ministre à Munich qui lui affirmait que la Bavière nous restait fidèle, malgré les revers ; que cette dépêche avait été écrite le jour même de la signature du traité de Ried, ce qui prouvait que

[1] Nous croyons inutile de joindre ici ce résumé, qui ne fait que reproduire sous une forme analytique les faits déjà relatés dans ces souvenirs.

Le récit de cette conversation de M. de Talleyrand est, sans contredit, la page la plus curieuse de ces souvenirs. Le récit de M. de Mercy, témoin loyal mais abusé, a ici d'autant plus de poids, qu'il ne soupçonnait pas la perfidie de l'intrigue à laquelle on l'associait. Déçu par des apparences habilement exploitées, il crut de bonne foi que M. de Bassano avait cherché à s'excuser aux dépens de ses subordonnés. Cet incident jetta un grand jour sur les manœuvres astucieuses employées à cette époque par M. de Talleyrand pour amener la retraite d'un ministre clairvoyant et fidèle, dont il croyait avoir à se venger pour le passé et à se défier pour l'avenir.

Les dernières dépêches de M. de Mercy ayant été interceptées, l'Empereur et son ministre avaient dû croire d'abord que, faute d'informations suffisantes, « ce ministre n'avait appris le traité de Ried que par la jonction des troupes des deux puissances. » Les explications de M. de Mercy anéantissent, ou du moins atténuent sensiblement ses torts supposés. M. Bogne de Faye, plus que sévère pour son ancien chef, reconnaît néanmoins dans ses notes « que toute la Saxe, quinze jours avant la bataille de Leipzig, était infestée de partisans qui arrêtaient toutes les estafettes » Toutefois on remarque dans le résumé de M. de Mercy que, du 25 août au 25 septembre, dans l'intervalle d'un mois par conséquent, il n'a adressé à son supérieur qu'une seule dépêche, celle du 15 septembre. C'était trop peu dans de pareilles circonstances ; ce long silence, à une époque où il se passait en Bavière tant de choses dont l'Empereur aurait eu intérêt à être instruit de suite, semble jusqu'à un certain point confirmer le reproche adressé à M. de Mercy par son secrétaire, de ne pas s'être préparé d'avance des moyens d'information sûrs et multipliés, et, par suite, de n'avoir reconnu et signalé toute la gravité du mal qu'après qu'il fut devenu sans remède.

Digitized by Google

le ministre français, dont la loyauté ne pouvait être mise en doute, avait été odieusement et étrangement abusé, etc. » (Mémoires du duc de Rovigo, VI, 192.) Les faits et les documents rappelés ci-dessus font suffisamment justice de ces allégations : ils prouvent de plus que le duc de Rovigo a sciemment altéré la vérité. Le désir de justifier en toutes choses la mémoire du souverain auquel il devait son illustration et sa fortune est en lui-même un sentiment honorable : il ne saurait pourtant justifier l'emploi de semblables arguments.

Après l'entrée des alliés à Paris, je reçus inopinément, un matin, la visite du jeune prince Charles de Bavière... Il se jeta dans mes bras et me dit : « Ce n'est pas seulement le plaisir de vous voir qui m'amène, j'ai une mission à remplir près de vous de la part de mon père. Il veut que je vous engage à revenir à Munich aussitôt que les relations diplomatiques seront rétablies ; il m'a chargé de faire connaître son désir au gouvernement français. Il m'écrit : « Vous direz » à Mercy un million de choses amicales de ma part, et que je ne » serai content que si je retrouve mon ancien ministre de France. »

Un tel désir était la plus noble, la plus douce récompense de mes services. Celui qui n'avait eu que des fonctions rigoureuses à remplir, de dures obligations à imposer, avait donc rempli ces pénibles devoirs sans qu'aucun souvenir fâcheux pesât sur lui ! Toutes les faveurs auxquelles il m'eût été permis de prétendre, au temps où je représentais une puissance qui les dominait toutes, ne m'eussent pas procuré la satisfaction que j'éprouvai à entendre ces paroles dans ma retraite.

Le traité de Paris, en séparant la Belgique de la France, me rendait étranger au pays que j'avais servi ; je ne pus donc répondre que par ma reconnaissance à l'affectueux souvenir du roi de Bavière.

Je revis aussi le général de Wrède, qui n'avait pas mis moins d'empressement à venir me chercher. Il était guéri de cette blessure qu'on avait crue mortelle, élevé au rang de maréchal, couvert des décorations de toutes les puissances !... J'étais curieux d'apprendre de lui quelles étaient les causes de la lenteur de ses mouvements, lenteur qui lui avait fait manquer son but après la signature du traité de Ried. Je ne concevais pas qu'informé comme il devait l'être de la situation difficile de l'Empereur après les journées de Leipzig, il n'eût pas forcé sa marche pour occuper le défilé de Gelnhausen. « J'étais si convaincu, lui disais-je, que tel était votre projet, que je m'étais empressé de le mander à l'Empereur. » De Wrède me répondit qu'il avait bien eu cette pensée, mais qu'il avait dû y renoncer, par suite du temps que lui avaient fait perdre devant

Digitized by Google

Stuttgard les indécisions du roi de Wurtemberg, et la nécessité de concerter définitivement un plan avec les alliés qui hésitaient d'abord entre plusieurs combinaisons[1]. Parlant ensuite de la bataille de Hanau, il ajoute : « Je ne serais pas sincère, si je ne vous faisais pas l'aveu de l'effet que produisirent sur moi la vue de cette vieille garde dont je connaissais bien la valeur, *et le sentiment de la nouvelle position dans laquelle je me trouvais vis-à-vis de l'Empereur.* »

Le prince Charles m'avait vivement engagé à voir son frère le prince royal, qui se trouvait à Paris, et m'avait assuré que je serais reçu avec empressement. J'avais besoin de cette assurance pour me présenter devant lui. Bien que je n'eusse eu qu'à me louer de nos rapports personnels, je connaissais ses opinions prononcées, et je ne me sentais disposé ni à entendre accabler une haute infortune, ni à rien répudier de ce que j'avais naguère considéré comme mon devoir. L'accueil du prince fut tel que me l'avait promis son frère. « Vous me connaissez assez, me dit-il, pour savoir que j'ai vu avec un grand bonheur cesser vos fonctions de ministre de France à Munich ; mais j'espère aussi que vous me rendez assez justice pour ne pas douter que je revoie avec un bien grand plaisir le comte de Mercy. »

En 1827, traversant la Bavière pour me rendre en Italie, je passai un mois à Munich. Que de choses avaient changé en seize années ! Le roi Maximilien était mort ; M. de Montgelas, le général de Wrède, anciens rivaux, tour à tour disgraciés, vivaient dans la retraite. Je fus conduit à l'audience de l'ancien prince royal, devenu roi à son tour, par l'archevêque de Tyr, nonce du Saint-Siége, et ce prélat n'était autre que mon frère, ce jeune officier que j'avais

[1] Il y a ici quelque confusion dans les souvenirs de M. de Mercy. De Wrède ne prit pas la route de Stuttgard qui lui aurait fait faire un trop long détour. En quittant les bords de l'Inn, de Wrède s'était dirigé par Straubing, Ratisbonne, Ingolstadt, la principauté d'Anspach sur Wurtzbourg, où commandait le vieux général Turreau, des guerres de la Vendée. De Wrède mit trois jours à réduire cette ville qui aurait pu être emportée en deux heures. Il s'était aussi arrêté deux jours à Straubing, parce que M. Bogne de Faye, étant revenu de la Franconie à Munich le jour même de la signature du traité de Ried, avait fait courir avec assurance le bruit de grands succès remportés par l'armée française. « Cela suffit, dit M. B. de Faye, pour suspendre un moment la marche de l'armée, tant le gouvernement bavarois avait de frayeur d'agir soit dans un sens, soit dans un autre. » Ce même diplomate affirme qu'un peu plus tard, pour réparer le mauvais effet que ces dernières tergiversations auraient pu produire sur les alliés décidément vainqueurs, un grand personnage bavarois avait tenté de réparer le temps perdu, en faisant parvenir indirectement à l'Empereur de fausses indications sur la direction de l'armée de de Wrède. M. Bogne de Faye affirme avoir eu sous les yeux une lettre du personnage en question, affirmant que de Wrède longeait la Bohême pour entrer en Saxe par Hoff. Il y aurait là un luxe de perfidie qui nous paraît inadmissible ; nous aimons mieux penser que cette lettre se rapportait à une de ces combinaisons antérieurement discutées, dont M. de Wrède parla en 1814 à M. de Mercy.

Digitized by Google

cherché avec angoisse à Mayence parmi les malades et les blessés. « Je suis charmé, me dit le nouveau roi, de vous revoir à Munich, où vous n'avez laissé que de bons et d'honorables souvenirs. Mon pays vous doit beaucoup; vous vous y êtes trouvé dans des circonstances difficiles, et vous lui avez épargné autant de mal qu'il vous a été possible. » Il ne se borna pas à me faire entendre en particulier ces paroles si flatteuses; il saisit une occasion de me les répéter publiquement.

Une génération s'était, pour ainsi dire, écoulée; des hommes nouveaux occupaient les emplois; de grands événements avaient détruit ou relevé des dynasties; le monde était changé de face. Me retrouver aux mêmes lieux, dans une position si différente, c'était assister en quelque sorte au jugement de la postérité sur les hommes et sur les choses d'une autre époque. Je n'avais point à redouter ses arrêts, car je n'avais ni abusé de l'ascendant que donne la force, ni froissé les intérêts que je pouvais épargner.

Comte de MERCY-ARGENTEAU.

Digitized by Google

LA QUESTION D'IRLANDE

DEUXIÈME PARTIE[1]

V

ÉTAT FÉODAL DE LA PROPRIÉTÉ EN IRLANDE.
LANDLORDS, MIDDLEMEN ET TENANCIERS. — L'ABSENTÉISME.
TYRANNIE DES AGENTS DES PROPRIÉTAIRES. — LA GRANDE FAMINE
SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES. — LA BRIGADE DU LEVIER
ET LES EXPULSIONS EN MASSE. — LES RÉFORMES
ET LE FÉNIANISME.

Après la conquête anglaise, la propriété foncière fut soumise, en Irlande, aux lois du régime féodal. La terre, divisée en un petit nombre d'immenses domaines, fut, ou fixée à jamais, comme dotation inaliénalable, entre les mains du clergé protestant, ou immobilisée entre celles de l'aristocratie anglaise par les substitutions et le droit d'aînesse. L'Irlandais catholique demeura chargé du soin de cultiver sa terre natale pour ses nouveaux maîtres, et encore ne lui

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 31 mai 1869.

Digitized by Google

fit-on la grâce de l'accepter comme colon qu'après avoir, à plusieurs reprises, vainement essayé de l'exterminer.

Si l'Irlande était une colonie lointaine et séparée de la métropole par une immense étendue de mer, le grand propriétaire, le riche bénéficier, retenus dans leurs nouveaux domaines par le soin de leurs intérêts, s'y établiraient à demeure. L'habitude achèverait l'œuvre de la nécessité ; ils s'attacheraient insensiblement à leur nouvelle patrie et, par la force même des choses, il s'établirait entre les vaincus et eux une communauté d'intérêts et de sentiments d'où sortirait à la longue la fusion des deux races. Mais l'Irlande est, pour son malheur, voisine de l'Angleterre. Le conquérant peut, sans sortir de son île, administrer sa conquête et l'exploiter à outrance. Pourquoi s'en irait-il dans cette contrée à demi-sauvage, au milieu des ruines qu'il a faites et des misères qu'il entretient ? Il n'a garde d'y songer et demeure ainsi Anglais par le cœur autant au moins que par le sang, c'est-à-dire plus qu'un étranger, un ennemi pour le peuple vaincu, et chaque jour la séparation s'accentue davantage. Dans les premiers temps de la conquête, il se montrait encore quelquefois en Irlande pour contenir par sa présence la population frémissante et mal habituée au joug. Bientôt il n'y viendra plus. Les Whiteboys l'en chassent, et quand leurs bandes ne sont plus à redouter, des habitudes de luxe et de plaisir, auxquelles il serait trop pénible de renoncer, le retiennent sur le continent ou dans les grandes villes de l'Angleterre. Des générations ont ainsi vécu de domaines qu'elles n'ont jamais visités, dont elles connaissent à peine l'exacte situation, et ce mal de l'absentéisme est si invétéré, si tenace, que rien n'a pu le vaincre, ni les injonctions formelles de la loi, ni même l'intérêt bien entendu des propriétaires. Il est cependant une des plaies vives de l'Irlande, car il n'a pas seulement empêché la fusion des races, il est la source d'où découle une partie des misères du peuple.

Quand on est propriétaire dans ces conditions et sans autre titre qu'un droit de conquête récent et sans cesse contesté, on n'a pas grand souci du domaine. On ne songe qu'à en tirer le plus haut profit possible sans y rien mettre du sien, et plus tard, alors même que la possession est mieux assise, l'habitude est si bien prise qu'on y persiste par indolence, parce que toute réforme exige des sacrifices immédiats, des avances qu'on ne possède pas, ou qui seraient lentes et peut-être difficiles à recouvrer. Telle est, en effet, la conduite du grand propriétaire irlandais. Il ne cherche qu'un intermédiaire solvable, lui servant la rente à jour fixe, et, quand il l'a trouvé, il lui livre la terre et lui transmet tous ses droits, sans s'inquiéter autrement de l'usage que cet homme en pourra faire. Cet

Digitized by Google

intermédiaire, ce middleman, part alors pour l'Irlande. Il n'est pas rare qu'il y cède lui-même ses droits à de nouveaux traitants, qui se partagent l'exploitation du domaine et accroissent d'autant le nombre des oisifs qui vont vivre du travail et de la substance du paysan. Tous ces hommes, Anglais pour la plupart, n'ont, en effet, qu'une seule pensée : réaliser sur leur bail le plus grand bénéfice possible. Ils ont reçu la terre nue, ils la livrent nue, souvent inculte, sans chemins ni clôtures, sans bâtiments ni matériel d'exploitation. C'est à celui qui la prend telle de s'arranger pour y vivre. Il est prévenu, il sait qu'il n'a ni aide ni pitié à attendre, et qu'avant tout il faudra qu'il paie sa ferme, dût-il pour cela vendre son dernier morceau de pain. A quoi bon des ménagements quand on n'ignore pas que, même dans ces conditions, et dans de pires encore, s'il est possible, la terre ne manquera jamais de preneurs? Nous l'avons dit, l'Irlande n'a, pour ainsi dire, ni industrie ni commerce. La culture de la terre est la seule ressource de ceux qui n'ont, pour vivre, que le travail de leurs bras. Ils sont là des milliers d'affamés qui non-seulement sont prêts à subir les conditions qu'on voudra leur imposer, mais qui les aggravent encore par la concurrence acharnée qu'ils se font les uns aux autres. Pour obtenir un lambeau de ce domaine mis à l'enchère, aucune offre ne leur coûte, ils vont au devant des exigences les plus insensées. C'est qu'il faut vivre avant tout, et que mieux vaut encore vivre misérable sur cette terre ingrate et s'y épuiser lentement par le travail et les privations que de mourir de faim au fond d'un fossé ou de s'en aller mendier dans les villes.

Cette nécessité fâcheuse n'est pas la seule engendrée par ce déplorable état de choses. Pour se louer facilement dans les conditions où le middleman la livre, la terre a besoin d'être extrêmement divisée, et cette division, souvent fatale à ses intérêts, le paysan est contraint par la nécessité de l'accroître encore et de la porter jusqu'aux dernières limites. Lorsqu'il s'est installé tant bien que mal sur sa ferme, et qu'il s'y est bâti une cabane de pierres et de boue, il y pourrait subsister à la rigueur. Mais il a des enfants. Que deviendront-ils après sa mort? Les terres à louer sont rares et ne s'obtiennent qu'à des prix inabordables. L'émigration répugne ou demande un capital facile à réaliser. Le père alors partage sa ferme entre ses fils, et de génération en génération, ce partage se continue jusqu'à ce qu'il atteigne les limites extrêmes de l'émiettement du sol, si bien que l'Irlande offre le spectacle, unique peut-être, d'un pays où la grande propriété et la petite culture sont associées de telle sorte qu'elles produisent tous les inconvénients des deux systèmes sans les compenser par aucun de leurs avantages.

Digitized by Google

Mais l'instant arrive bientôt où, sur cette terre sans cesse divisée, le paysan ne peut plus vivre ni par conséquent payer sa ferme. Le landlord qui s'inquiétait peu de cette coutume funeste tant qu'elle n'était préjudiciable qu'à ses tenanciers, s'en offusque en voyant qu'elle porte atteinte à ses intérêts. Il a bientôt fait, du reste, d'y porter remède. Il déblaie son domaine par des expulsions en masse, qui jettent sur le grand chemin ou poussent dans les bras des Whiteboys toute la population surabondante, et il reconstitue ses fermes sur un pied plus sortable. Mais il ne peut pousser bien loin cette réforme, car, soit égoïsme, soit prudence, parce qu'il se sent mal affermi sur cette terre ennemie, il ne veut faire aucune avance et persiste dans sa coutume de livrer la terre nue. Le fermier entrant est à peine moins misérable que celui qu'on expulse. Le travail le plus opiniâtre ne suffit pas toujours à le nourrir, et le découragement le gagne. D'ailleurs, s'il améliore sa ferme par son industrie ou par une culture mieux étendue, cette amélioration se traduit, pour lui, non par un accroissement de bien-être, mais par une augmentation de son prix de ferme. Le middleman est là, qui veille et lui mesure d'une main avare le pain de chaque jour. Quoi qu'il fasse, il ne travaillera jamais que pour le maître. A quoi bon s'ingénier dès lors et s'épuiser en vains efforts? Il en arrive bientôt à ne plus donner à la terre que la somme de labeur strictement nécessaire, et tombe dans une morne apathie qui accélère encore sa ruine. Aussi, dans ce pays misérable, les évictions légales se succèdent-elles sans relâche et la famine fait-elle chaque année sa moisson de victimes.

Tel est atténué, plutôt qu'assombri, le tableau de la situation de l'Irlande, non pas seulement au XVIIIe siècle, mais jusqu'en ces dernières années; jusqu'à l'épouvantable famine qui fut la conséquence de cet odieux état de choses et le dénoua violemment. Il ne faudrait pas croire, en effet, que le progrès naturel des lumières ou les réformes religieuses et politiques arrachées à l'Angleterre pendant les cinquante dernières années de ce régime, aient là, comme partout ailleurs, porté leurs fruits et allégé le fardeau si lourd du paysan. Elles l'ont plutôt aggravé en réveillant l'antagonisme des races et des intérêts, en armant le tenancier de droits qui lui permettaient d'affirmer hautement ses griefs et ses tendances. Le maître, se sentant menacé, devint d'autant plus dur, d'autant plus disposé à user rigoureusement de son pouvoir. Il y eut cependant quelques années de répit et d'apaisement; mais elles sont dues à une cause tout extérieure et accidentelle : au blocus continental. L'Irlande, pendant cette crise, nourrit en grande partie l'Angleterre, et fermier et propriétaire réalisèrent de gros bénéfices. Ces bénéfices de-

Digitized by Google

vinrent même tels à un certain moment que quelques landlords songèrent à réformer l'exploitation de leurs domaines. Mais l'élan ne dura pas, et, dès que la chute de l'Empire français eut rétabli les choses sur l'ancien pied on revint vite aux vieux errements.

Vers cette époque toutefois, et dans une intention toute différente, certaines modifications y furent introduites. Armé de son droit de vote, le fermier catholique pouvait envoyer au Parlement des députés hostiles au régime aristocratique et protestant. Il n'y manqua pas, surtout après l'émancipation de 1829. Il devint nécessaire, dès lors, de compter avec son influence, et le grand propriétaire se rapprocha de lui, mais sans désir aucun de conciliation, dans le but unique de lui faire mieux sentir le poids de son autorité. Chacun s'occupa davantage de son domaine et, sans y résider, s'y montra plus souvent. On renonça même aux middlemen sur lesquels, le bail signé, on perdait toute prise, et on leur substitua des agents investis de tous les droits du maître, mais révocables à volonté. Le paysan fut loin de gagner au change. Les bénéfices réalisés par le middleman passèrent, et par delà, dans la poche de l'agent, qui se montra, s'il est possible, plus dur encore et plus avide. Nul bail ne fut plus signé sans pots-de-vin de toutes sortes, payables comptant et si âprement débattus, qu'ils dépassaient souvent une année du prix de ferme. Bientôt, mises à l'encan, les terres furent, sans nul mystère, adjugées non au plus solvable ou au plus offrant, mais à celui qui promettait la gratification la plus forte. Les maîtres n'ignoraient pas cette vénalité de leurs agents, mais ils fermaient les yeux, étant assurés de trouver dans le coupable un docile exécuteur de toutes leurs violences despotiques.

L'agent, en effet, n'a pas seulement mission, comme le middleman, de recouvrer les rentes, il est chargé, en outre, de réprimer les velléités d'opposition religieuse ou politique du tenancier, et de le maintenir dans une si étroite dépendance qu'il devienne la chose du maître. Ce fut, sous une forme nouvelle, un regain de persécution, un retour à l'ancienne tyrannie qui s'inaugura par toute une série de mesures odieuses ou vexatoires. Jadis, le fermier obtenait encore du middleman des baux d'assez longue durée. L'agent les refuse impitoyablement. Il veut être libre, deux fois l'an, aux époques fixées par la coutume pour le payement des termes, d'expulser le paysan, si tel est son caprice ou son intérêt. Il a pour cela toute facilité. Les formalités légales ont été amoindries par trois lois successives (1816, 1820 et 1836) et réduites à une telle simplicité, que tout paysan peut être, en quelques jours, renvoyé de sa ferme, et ce renvoi, dans un pays où la terre, si chère et si disputée, est le seul moyen d'existence du prolétaire, équivaut souvent à un arrêt

Digitized by Google

de mort. Nul dédommagement ne lui est d'ailleurs accordé ; il n'a pas même droit à une indemnité si, confiant dans la parole du maître, il a exécuté à ses frais, sur sa ferme, des travaux ou des constructions qui en ont augmenté la valeur. Il doit même, s'il calcule bien, se garder, comme d'une imprudence, de toute amélioration semblable. Elle causerait presque infailliblement sa ruine, l'intérêt de l'agent étant alors de l'expulser pour renouveler le bail à de meilleures conditions. Peut-on s'étonner après cela de l'insouciance et de l'incurie du paysan d'Irlande, et qui n'agirait de même à sa place, n'étant jamais sûr du lendemain, et ayant tout à craindre, même de voir sa propre industrie se retourner contre soi? C'était du reste si bien dans le but de le maintenir dépendant qu'on le traitait de la sorte, on s'en cachait si peu, que beaucoup de propriétaires avaient fini par envoyer tous les six mois une notice d'éviction à leurs tenanciers, quitte à n'y pas donner suite s'ils les trouvaient dociles.

Il n'est pas, d'ailleurs, d'ordre qu'ils n'aient osé donner à ce malheureux paysan, ni de contrainte qu'ils n'aient imposée à sa conscience. Quand venait le jour des élections, le maître désignait son candidat, et malheur au fermier qui manquait à l'appel ou à celui qui, plus coupable encore, obéissait aux suggestions de sa conscience ou à celles de l'association catholique! L'agent était là, qui notait les votes, car, dérision dernière, le vote est public! et le châtiment suivait de près la rébellion. Ces pressions n'étaient pas, comme on pourrait le croire, des faits isolés ou accidentels, mais la règle générale. Les landlords en usaient publiquement, il en usent encore comme d'un droit naturel et indiscutable, et les exemples sont nombreux d'expulsions en masse ainsi opérées par des propriétaires au lendemain des élections et n'ayant pas d'autre cause que l'attitude prise par les fermiers le jour du vote[1]. Souvent aussi la passion religieuse, toujours si vivace dans certains cœurs protestants, se fit une arme de cette situation précaire du paysan. Ordre d'envoyer ses enfants à l'école anglicane, défense tout au moins de les placer dans celle ouverte par son clergé ; défense aussi de bâtir et d'ouvrir des écoles ou des églises sur une terre qui, fréquemment, englobe plusieurs paroisses, rien ne fut épargné pour l'atteindre ou l'ébranler dans sa foi, et ce fut par ces misérables moyens de propagande ou par la corruption ouverte qu'on arracha ces quelques centaines de conversions que les pharisiens du protestantisme proclament avec

[1] Cet abus va sans doute disparaître prochainement. Le ministère anglais a du moins promis d'examiner la question, et le résultat de cet examen, fait par des hommes tels que MM. Gladstone et Bright, ne saurait être douteux.

Digitized by Google

un si légitime orgueil. Mais, pour un qui céda, cent résistèrent, et des milliers d'évictions, en l'attestant, témoignèrent à la fois de l'impuissance et de la rage du fanatisme trompé dans ses calculs. Certains propriétaires vont plus loin encore. Ils soumettent le tenancier à mille obligations humiliantes ou vexatoires et règlent jusqu'aux actes les plus intimes et les plus personnels de son existence. Les uns lui interdisent de donner l'hospitalité sous son toit, même à ses plus proches parents, d'autres d'habiter avec son gendre, d'autres enfin de se marier sans leur permission. Ne se croirait-on pas en plein moyen âge? On y est, en effet, et pour preuve, il suffit de citer ces monopoles industriels et commerciaux que l'agent crée souvent à son profit ou au profit des siens, ces boutiques de toute nature qu'il ouvre sur le domaine et où le fermier doit, sous peine de renvoi, s'approvisionner exclusivement.

Ce fut au milieu de ces difficultés sans nombre que l'association catholique poursuivit son œuvre, et rien ne fait mieux ressortir l'incroyable influence du clergé que ce vif et unanime mouvement de résistance qu'il obtint d'un peuple si abattu et si étroitement garrotté. Il ne faudrait pas cependant que l'attitude du paysan, à cette époque, induisît en erreur sur ses véritables sentiments. Ce reste d'énergie avait principalement sa source dans le désespoir, et pour tout ce qui concernait les intérêts matériels, un découragement mortel avait gagné les cœurs.

Le paysan n'essayait même plus de lutter contre une misère qu'il sentait invincible, et l'on ne saurait imaginer combien étaient précaires les conditions d'existence de ces millions d'hommes voués au plus ingrat des labeurs. Ils ne produisaient plus que la quantité de céréales strictement nécessaire à l'acquittement du loyer de la terre et des taxes dont ils étaient accablés. Pour eux-mêmes, ils ensemençaient le reste de leurs champs en pommes de terre, devenues en quelque sorte leur unique nourriture, et de cette seule ressource dépendait la vie de la famille entière. Que la récolte vienne à manquer ou qu'elle soit insuffisante, et ce sont là des hypothèses qui ne se réalisent que trop souvent sous l'humide climat de l'Irlande, voilà des populations littéralement condamnées à mourir de faim. Aussi la famine est-elle, depuis des siècles, le mal chronique et héréditaire de l'Irlande. Historiens, voyageurs, fonctionnaires publics, faiseurs d'enquêtes et de rapports, tous sont unanimes sur ce point, et rien n'est navrant à lire comme cette longue suite de témoignages qui se succèdent d'âge en âge, retraçant toujours le même et éternel tableau de détresse. Il n'y eut pas d'années, on peut le dire, où le fléau n'ait sévi dans l'île, tantôt localisé dans d'étroites limites, frappant parfois des provinces entières. Sa marche est si bien con-

Digitized by Google

nue, ses effets si certains, qu'on les prédisait d'avance, et sans jamais se tromper. Il commençait en avril, à l'époque où germent et se gâtent les fruits de l'année précédente, et se terminait en août, à la récolte des pommes de terre nouvelles. Pendant ces quatre mois de disette, des centaines, quelquefois des milliers de victimes mouraient de faim, d'épuisement ou de misère, et ce qu'il y a de plus horrible, c'est qu'elles mouraient non parce que la disette était absolue ou générale, — l'Irlande, dans les plus mauvaises années, a toujours produit assez de bétail et de blé pour nourrir sa population, — mais parce que tous les fruits de la terre étaient passés entre les mains du maître qui vivait de leur travail. Ces famines étaient artificielles et amenées par l'exploitation à outrance du fermier par le propriétaire. Nul ne l'ignorait, du reste, en Angleterre, et une année qu'on demandait au Parlement des secours en argent pour ces populations affamées, Cobbett jeta, dans un pamphlet, ces terribles paroles à la face de l'aristocratie irlandaise : « De l'argent? mais l'argent ne se mange pas! Non, direz-vous, mais il sert à acheter de quoi manger. C'est donc qu'alors la nourriture est là, près de ces affamés? Oui, elle est là, et elle y est si bien que depuis qu'on a signalé cette famine au Parlement, des milliers de mesures de blé ont été exportées d'Irlande en Angleterre! »

Les landlords irlandais ne s'émurent pas de cette violente apostrophe, et, à vrai dire, ils n'ont jamais apporté à ces maux que des secours insignifiants et illusoires. La plupart d'entre eux trouvaient tout simple que ce paysan, dont depuis tant d'années ils dévoraient la substance, endurât ces tortures; ils semblaient ignorer que le propriétaire a non-seulement des droits, mais aussi des devoirs, et jamais ils n'ont rien sacrifié de leur luxe ni de leurs fantaisies les plus coûteuses pour assister leurs tenanciers. Chaque jour, dans ces châteaux magnifiques où ils paraissent à peine et dont le luxe insolent, les parcs royaux contrastent si douloureusement avec la chétive cabane et le champ appauvri du paysan, chaque jour on jetait à leurs chiens la nourriture de cent familles, tandis qu'à la porte des milliers de créatures humaines expiraient de besoin ou s'éteignaient dans une lente agonie.

Tant que le mal demeura partiel et se localisa, comme il advenait la plupart du temps, dans ces sauvages contrées du Connaught vouées depuis des siècles à la souffrance et à l'abandon, on s'en inquiéta peu. On était si bien habitué en Angleterre aux plaintes de l'Irlande, si fermement décidé à n'en pas tenir compte, que volontiers, pour en atténuer la portée et se tranquilliser soi-même, on les taxait de mensonge ou d'exagération. Mais un jour pouvait venir cependant où, la récolte des pommes de terre manquant sur

Digitized by Google

toute la surface de l'Irlande, un peuple entier se trouverait aux prises avec la plus affreuse des détresses, et ce jour arriva en effet. Dans le cours de l'été de 1846, la plante, atteinte par la maladie, se flétrit et se gâta avant même d'être récoltée. Qu'allaient devenir ces deux millions de paysans dont elle était l'unique ressource? L'émotion fut universelle. L'Angleterre, prise de remords, se montra admirable de charité, et les sommes qu'elle répandit sur cette terre désolée se comptent par millions. Des souscriptions furent ouvertes dans tous les pays civilisés; la lointaine Amérique envoya des vaisseaux chargés de blé, et le sultan lui-même joignit son aumône à celle des peuples chrétiens. Au milieu de ce concours universel de charité, un cœur resta froid, celui du grand propriétaire irlandais; une seule main ne s'ouvrit pas, la sienne! Aucune cependant n'était mieux en état de le faire. Même en cette année fatale, et malgré la perte totale de sa récolte de pommes de terre, l'Irlande avait assez produit pour nourrir sa population, et ces productions de toute nature, les landlords les détenaient ou ils en avaient reçu le prix. Devant la famine imminente, ils n'avaient rien abandonné de leurs droits; ils ne voulurent rien distraire de leur fortune lorsqu'elle éclata, et bestiaux et blés furent, comme d'habitude, exportés en Angleterre, d'où la charité publique et privée dut à grands frais les renvoyer en Irlande[1]. Si, malgré ces énergiques efforts, le fléau ne fut atténué que dans une bien faible mesure; si les victimes se comptèrent par milliers, la faute en fut en grande partie à l'égoïsme et à la dureté de cœur des grands seigneurs irlandais, qui, ayant le remède à leur portée, ne voulurent pas s'en servir. Aussi l'indignation fut-elle unanime, non-seulement en Europe, mais en Angleterre même et parmi les partisans les plus déclarés de l'aristocratie protestante. La mesure, déjà comble, déborda, et tous les intérêts solidaires s'émurent.

L'aristocratie anglaise, pour bien séparer sa cause de celle des landlords irlandais et ne pas être entraînée dans leur ruine, que chacun sentait imminente, ne fut pas la dernière à se tourner contre eux et à leur jeter la pierre. S'il existe, en effet, une étroite union entre tous les membres de cette grande famille de privilégiés qui domine encore et gouverne l'Angleterre, si l'on ne peut attaquer le moindre d'entre eux sans les soulever tous, cette union ne s'étend pas jusqu'à la défense des causes désespérées ou des résistances aveugles.

[1] En 1846, d'après les statistiques officielles, on n'envoya pas, d'Irlande en Angleterre, moins de cinq millions et demi d'hectolitres de blé, et la valeur totale des exportations de denrées dépassa 375 millions de francs. On a calculé aussi que pendant les quatre années de famine, dont celle de 1847 fut le couronnement, contre un quarter de blé qu'elle a reçu, l'Irlande en a exporté quatre.

Digitized by Google

Ayant une vue très nette de leur situation et n'ignorant pas que leur existence, déjà bien compromise, ne peut se prolonger qu'à force de ménagements et de concessions, ils sont préparés à tous les sacrifices nécessaires; et quand le vaisseau qui porte leur fortune est trop fortement battu par la tempête démocratique, ils n'hésitent pas; ils l'allégent en jetant par-dessus le bord ceux d'entre eux qui, ayant provoqué l'orage, se refusent à l'apaiser. Quelques années auparavant, ils n'avaient pas caché au clergé protestant que tel serait son sort s'il ne se prêtait volontairement à la transformation de la dîme. Avec moins de scrupules encore, ils sommèrent les grands seigneurs irlandais de s'exécuter et leur firent une guerre acharnée, qui les força dans leurs derniers retranchements. « En Irlande, disait le *Times* du 25 février 1847, les propriétaires exercent leurs droits avec une main de fer et dénient leurs devoirs avec un front d'airain. »

De telles attaques précédaient ordinairement les réformes et les annonçaient. Les landlords le comprirent enfin, et ils prirent leurs mesures pour empêcher le retour de pareilles calamités. Il fallait de toute nécessité, pour cela, ou éteindre la misère, ou supprimer le misérable. Ils n'hésitèrent pas et, des deux partis, choisirent le second, qui avait, à leurs yeux, le précieux avantage d'exiger de bien moindres sacrifices. Les moyens pratiques étaient, d'ailleurs, déjà connus et d'exécution facile. A l'époque du blocus continental un certain nombre d'entre eux, séduits par le haut prix de la viande et du beurre en Angleterre, avaient transformé en pâturages une partie de leurs domaines et réalisé d'énormes bénéfices en écoulant leurs produits vers la métropole. Mais la baisse subite amenée par l'ouverture des ports du continent avait bientôt arrêté ce mouvement. Qu'on le reprît en ayant soin de l'étendre à toute la surface de l'Irlande, et, comme la garde et le soin des troupeaux exigent infiniment moins de bras que la culture de la terre, on était assuré d'abord de diminuer considérablement la population qui encombrait les domaines, et par là de prévenir le retour de la famine, ce qui était le point essentiel. On ne l'était pas moins de rentrer dans les légères avances nécessaires à cette transformation, le prix de la viande et du beurre ayant, depuis 1815, plus que doublé en Angleterre. La mesure était donc, à tous égards, excellente et profitable pour le grand propriétaire.

Mais tout ce peuple de misérables qu'on allait jeter sans ressources, sans moyens d'existence, sur le grand chemin, quel sort l'attendait? Le traiter de la sorte au lendemain de la famine, n'était-ce pas de gaieté de cœur préparer de nouvelles victimes à la faim et à la misère, immoler une seconde hécatombe sur l'autel du pri-

Digitized by Google

vilége? Assurément, mais de tout cela, le landlord irlandais avait peu de souci et n'avait point, à vrai dire, à se tourmenter outre mesure. La seule chose que lui demandassent ses amis d'Angleterre était de rendre impossibles, à l'avenir, ces catastrophes qui mettaient en danger leur commune existence. Fort indifférents au sort du paysan d'Irlande, ils s'estimeraient sans doute très heureux d'en être délivrés une fois pour toutes, et toléreraient certainement les clameurs soulevées par cette violence, pourvu qu'elle fût la dernière et coupât le mal dans la racine. Ils ne pouvaient, d'ailleurs, qu'applaudir à une réforme dont le résultat prochain serait d'approvisionner le marché anglais. Sûr d'être approuvé, soutenu même au besoin, le landlord se mit à l'œuvre.

Les expulsions en masse qui, pour une cause ou pour une autre, n'avaient pas cessé de désoler les campagnes irlandaises recommencèrent alors sur une échelle plus large que jamais, et se poursuivirent sans interruption pendant plusieurs années. Déjà si dure en elle-même, la mesure fut encore aggravée par la façon barbare dont elle s'exécuta. Il arriva plus d'une fois que les tenanciers d'un domaine reçurent tous en même temps la notice d'éviction et durent vider les lieux au jour fixé. Plus d'une fois aussi, les paysans s'insurgèrent. Pour que force demeurât à la loi, il fallut mettre des troupes en mouvement, et le sang coula dans des émeutes qui rappelaient celles dont la dîme avait été l'occasion. Le tenancier ne pouvait se résoudre à quitter cette terre, où cependant il avait tant de peine à vivre. Chassé de sa cabane par la force armée, il y revenait le lendemain et s'y installait de nouveau. Il fallut détruire les cabanes elles-mêmes, et ce furent de nouvelles scènes de désespoir. Au jour indiqué par la notice d'éviction, une troupe de constables arrivait sur le domaine avec l'huissier, et se rendait au village dont la destruction était arrêtée. Quelquefois ils le trouvaient désert. Le paysan, ne voulant pas assister à la démolition de sa demeure, s'était éloigné en fermant les portes derrière lui et en les barricadant, comme pour protester contre l'acte inique dont il était victime. Force était alors de briser les serrures de chaque maison ou d'en enfoncer les clôtures. D'autres fois, les habitants attendaient portes ouvertes et dans un farouche silence la venue des démolisseurs. Sourds à tout ce qu'on pouvait leur dire, ils refusaient de quitter la place, et il fallait les entraîner les uns après les autres, quelquefois les emporter. Les femmes alors ne se possédaient plus. La douleur les rendait folles. Elles se cramponnaient aux murs, à tous les meubles, en poussant des hurlements de désespoir, et soutenaient de véritables luttes avant de se laisser arracher de leurs maisons. D'autres, plus maîtresses d'elles-mêmes, n'opposaient au-

Digitized by Google

cune résistance. Mais, au moment de sortir, elles s'agenouillaient près de la porte et baisaient pieusement le seuil. Puis, après avoir murmuré une courte prière comme pour prendre Dieu à témoin, elles se relevaient lentement et s'éloignaient le cœur brisé par les sanglots qu'elles n'avaient plus la force de contenir.

Lorsqu'enfin la cabane était vidée de ses meubles et de ses habitants, et qu'on avait porté les vieillards, les malades et les enfants à l'abri de quelque haie, où souvent ils passaient la nuit, exposés à toutes les rigueurs de la saison, — quand le workhouse était loin et qu'on n'arrivait pas à temps pour les recueillir, — alors, les constables, s'armant de barres de fer et de leviers, s'attaquaient aux maisons. L'œuvre de destruction n'était pas longue à accomplir. En quelques secondes, le toit de chaume s'effondrait, et la boue séchée des murs volait en poussière sous les coups redoublés des policemen. Chaque coup, cependant, avait son écho dans un cœur, et des gémissements étouffés de lamentations répondaient à son bruit sourd et cadencé. Puis, la dernière maison tombée, la troupe partait en hâte, ayant sur d'autres points du domaine une tâche semblable à remplir. Mais elle avait soin, toujours, en partant, de laisser quelques-uns des siens à la garde des ruines, le paysan cherchant parfois sous les décombres un abri provisoire, d'où bientôt il ne voulait plus sortir.

Déjà, lorsqu'en 1838 le Parlement avait étendu à l'Irlande le régime de la loi des pauvres, les landlords, pour chasser de leurs domaines toutes les bouches affamées qui seraient tombées à leur charge, n'y avaient laissé subsister que les cabanes de leurs tenanciers. En s'attaquant à ces dernières après la grande famine, ils mirent le comble à la désolation. On évalue à près de trois cent mille le nombre des maisons qui furent ainsi détruites dans un espace de dix ans, si bien qu'aujourd'hui encore, le voyageur qui parcourt l'Irlande serait tenté de croire, en voyant toutes ces ruines éparses dans les campagnes désertes, qu'elle vient d'être ravagée par le passage d'une armée dévastatrice. Il ne se tromperait qu'à demi. Cette armée, c'est la Brigade du Levier (Crowbar-Brigade), ce sont ces bandes de constables démolisseurs qui ont chassé du sol de l'Irlande tant de familles de paysans.

Que devinrent cependant tous ces proscrits de la grande propriété, dont la misère n'était pas moins lamentable que celle des proscrits d'Elisabeth et de Cromwell ? Beaucoup moururent de faim ou de maladie ; après les souffrances de la famine, dont ils étaient à peine remis, ce coup les acheva. A ceux qui survécurent, trois ressources restaient : l'émigration, la maison des pauvres (le workhouse) ou la mendicité. Il faut le dire à la décharge des land-

Digitized by Google

lords, plusieurs d'entre eux pourvurent aux premiers besoins des fermiers expulsés et leur fournirent même les moyens de passer en Amérique et de s'y établir. Mais ce fut l'exception, et sans les dons de l'Etat et de la charité privée, bien peu, parmi ces malheureux, auraient pu gagner la terre étrangère. Ceux qui l'atteignirent furent les favorisés. Les autres refluèrent par bandes vers les workhouses et s'y éteignirent lentement dans le marasme du découragement ou d'une misère à peine moindre que celle à laquelle ils venaient d'échapper. A cette époque de crise et d'encombrement, le régime des maisons de pauvres était souvent d'une dureté voisine de la barbarie. Non-seulement on y distribuait d'une main parcimonieuse une nourriture insuffisante, mais on n'y épargnait aux nouveaux-venus ni les humiliations ni les souffrances morales. Séparé de sa femme et de ses enfants à son arrivée, ne les revoyant plus que dans de courtes et rares entrevues, ayant tout à redouter pour eux du milieu corrompu où ils sont plongés et d'où sortent tant de recrues pour le vol et la prostitution, enfermé dans une véritable prison, souvent molesté dans sa foi et sa dignité, le paysan se dégrade dans cette atmosphère énervante ou s'y use en de vains désespoirs ; presque toujours il y meurt avant l'âge. Dans cette patrie de Malthus, la pauvreté est condamnée presque à l'égal du crime, et l'assistance légale prend volontiers la forme d'un châtiment. Aussi beaucoup préfèrent-ils, non sans raison, à cette froide et avare charité du workhouse les ressources incertaines et l'existence vagabonde du mendiant.

On doit l'avouer, d'ailleurs, le but poursuivi par le grand propriétaire irlandais était presque atteint, et tant de fléaux réunis avaient eu raison enfin de la fécondité proverbiale de la race irlandaise. La population de l'île, qui, en 1845, dépassait 8 millions d'habitants était tombée, en 1859, à moins de 6 millions. En quinze ans, elle avait diminué de plus d'un quart, et de ces 2 millions d'hommes ainsi sacrifiés au bien-être d'une poignée de privilégiés, tout ce qui ne dormait pas dans la tombe était disséminé sur la surface du globe et trop bien dispersé pour qu'on en pût rien redouter. On le croyait du moins. La transformation des domaines se poursuivait toujours — elle se continue encore aujourd'hui — et d'immenses prairies prenaient la place de ces champs de blé et de pommes de terre où, sauf des ruines déjà recouvertes de verdure, ne subsistait nul vestige des anciens tenanciers. On avait dépeuplé la terre et fait la solitude autour de soi ; mais on s'était enrichi, et l'on pouvait dire, sans crainte d'être trop ouvertement démenti, que l'ère des famines était close et qu'une période de prospérité commençait pour l'Irlande. On exagérait sans doute, car le nombre des misérables a diminué

Digitized by Google

bien plutôt que la misère. Le sort des tenanciers ne s'est pas sensiblement amélioré, et, en dépit du drainage d'une émigration qui conserve encore les proportions d'un exode, des famines partielles ont, de 1860 à 1862, et tout récemment encore, désolé le Connaught. Mais on avait sauvé les plus grossières apparences, et l'on pouvait d'autant mieux s'en glorifier que l'Irlande était véritablement entrée dans une période d'apaisement relatif.

Tout avait concouru à produire ce résultat. La famine et la mort d'O'Connell avaient porté à l'association catholique une double coup dont elle ne s'était pas relevée. Ce n'est pas d'ailleurs quand toute une nation meurt de faim et n'a plus de forces, même pour le désespoir, qu'on peut en attendre une grande énergie politique. La jeune Irlande l'apprit à ses dépens lorsqu'en 1848 elle voulut recueillir l'héritage du grand agitateur et soulever ce peuple exténué. Pour avoir été prématurée, l'audacieuse tentative de Smith O'Brien échoua misérablement. Il est d'ailleurs incontestable que, depuis la grande famine, l'Angleterre était entrée dans la voie des améliorations avec une décision qu'elle n'avait point coutume de montrer lorsqu'il s'agissait de l'Irlande. Fait significatif, la première réforme porta sur la grande propriété et fut d'ailleurs en accord avec son intérêt bien entendu.

Beaucoup de landlords, dont les revenus étaient demeurés presque stationnaires tandis que baissait sans cesse la valeur de l'argent, et qui n'avaient rien voulu supprimer de leur luxe ni de leurs habitudes, étaient considérablement endettés. La famine avait encore aggravé leur situation. Dans beaucoup de domaines, la terre ne rapporta rien en cette année de détresse, le paysan, qu'on abandonnait sans ressources, n'ayant pas même pu ensemencer son champ. L'égoïsme du grand propriétaire avait ainsi tourné contre ses propres intérêts, et il se trouvait parfois fort embarrassé de la possession d'un domaine inaliénable et grevé d'hypothèques, dont les charges dépassaient souvent le revenu. L'Etat vint à son secours. Il autorisa la vente des domaines placés dans ces conditions, et une commission, la Cour des Terres obérées, fut, en 1849, chargée d'en opérer la liquidation. Bien que son action ait été fort restreinte et ses procédés trop timides, elle produisit les meilleurs effets. Si la terre, trop peu divisée, n'arriva pas par ces premières ventes entre les mains du paysan, elle a passé bien des fois entre celles des catholiques des villes enrichis par le commerce et l'exercice des professions libérales, et c'est là un premier pas vers une répartition plus équitable. Il semble, du reste, qu'on ait reconnu l'importance de cette mesure, car, en 1858, on lui donna plus d'extension, malgré

Digitized by Google

les résistances passionnées de l'aristocratie, et la commission, sous le nom nouveau de *Landed Estates Court*, fut autorisée à permettre la mise aux enchères de tout domaine, hypothéqué ou non, dont le propriétaire réclamerait la vente. On s'appliqua en outre à régulariser autant que possible les rapports des landlords avec leurs fermiers; on atténua les plus cruels abus, sans trop s'inquiéter même si l'on ne portait pas atteinte à la liberté des transactions. C'est ainsi que, en 1860, on essaya de mettre un terme, par une loi, à cette coutume spoliatrice grâce à laquelle le propriétaire qui livrait la terre nue pouvait, en la reprenant, s'approprier sans bourse délier toutes les améliorations faites par le fermier, quelle qu'en fût d'ailleurs l'importance. La politique de l'Angleterre à l'égard de l'Irlande était devenue, en un mot, une politique d'apaisement et de conciliation.

Mais le mal était trop invétéré pour qu'on pût espérer grand succès d'aussi légers palliatifs. Le vice radical des institutions sociales n'en produisait pas moins ses pernicieux effets, et l'Irlande souffrait malgré tout. Sa tranquillité pendant ces quelques années fut le résultat, non des concessions qu'elle obtint et dont la classe des tenanciers s'aperçut à peine, mais de l'abattement qui suit les grandes crises, d'un impérieux besoin de repos, nécessaire à la lente réparation de ses forces. L'Angleterre protestante s'y trompa cependant, et son illusion fut telle qu'un instant elle crut la plaie guérie; elle essaya du moins de se le persuader. « Le grand malheur de l'Irlande, écrivait-on, avait été la surabondance de population produite et entretenue par un système vicieux de culture. En augmentant l'étendue de leurs fermes, en y donnant surtout la prépondérance aux pâturages et à l'élève des bestiaux, les grands propriétaires avaient trouvé le remède souverain. Ils avaient réduit la population à ses proportions normales et empêché par là le retour de famines inévitables autrement, les céréales et les pommes de terre étant, sous le climat humide de l'Irlande, une ressource incertaine sur laquelle on ne pouvait baser l'alimentation de tout un peuple. Le jour où ce nouveau mode d'exploitation serait étendu à toute la surface de l'Irlande, on en aurait à tout jamais fini avec la misère. »

La thèse était spécieuse et compta beaucoup de défenseurs convaincus. Elle défigurait cependant singulièrement les faits. S'il est vrai que l'Irlande soit, par excellence, une terre de pâturages, et que la culture de certaines céréales, celle du blé surtout, y soit exposée à plus de mécomptes que sous d'autres climats plus favorisés, il ne l'est pas moins que ces mécomptes ont été fort exagérés. Les céréales ont été de tout temps une des ressources les plus précieuses

Digitized by Google

de l'île, et les statistiques de l'exportation en sont la preuve éloquente et irréfutable. Il est sage, sans doute, d'en restreindre la production en de certaines bornes; il serait insensé d'y renoncer absolument. Ce n'est pas non plus à l'agglomération excessive de la population qu'on peut attribuer la famine. D'immenses étendues de terrain, parfaitement propres à la culture, sont de tout temps restées en jachère, et si l'Irlande était convenablement cultivée, si les céréales s'y mêlaient aux prairies dans les proportions commandées par les conditions climatériques, elle pourrait facilement nourrir deux et trois fois plus d'habitants qu'elle n'en a jamais possédés, même aux époques où elle était le plus peuplée. La cause du fléau fut autre et apparaît assez manifestement dans la mauvaise constitution de la propriété, dans la misère et le découragement du paysan, pour qu'il soit inutile de la chercher ailleurs. C'est parce qu'on n'a pas voulu la détruire qu'on a eu recours au barbare expédient des expulsions en masse; c'est parce qu'on ne le veut pas encore qu'on préconise toujours le même remède. Voilà ce qu'il eût fallu dire pour rester dans la vérité des faits. Mais qui oserait l'avouer? Qui pourrait soutenir qu'il est juste et licite, pour sauvegarder les intérêts d'une classe de privilégiés et subvenir à l'approvisionnement d'une métropole affamée, de chasser tout un peuple de sa terre natale?

On s'imagina aussi qu'on avait atteint dans leurs sources vives la race celte et la croyance catholique, et qu'entamées sans relâche par le courant continu de l'émigration, elles finiraient par s'éteindre de leur belle mort et céder la place à l'élément anglais et protestant. On l'annonçait hautement en Angleterre, à la grande joie des partisans de l'église établie, qui voyaient déjà son existence raffermie, presque sauvée. Aussi leur désappointement fut-il vif lorsqu'un recensement, provoqué par leurs demandes, établit en 1861 que, si le nombre des catholiques avait été considérablement diminué par l'émigration, celui des protestants avait été loin de s'accroître, et que la proportion relative entre les fidèles des deux cultes était, à peu de chose près, demeurée la même. L'explosion du fenianisme dissipa les dernières illusions. Elle surprit même beaucoup d'esprits et les consterna, en réveillant une querelle qu'on croyait éteinte, en posant la question sociale avec une violence inouïe, qui rappelait les plus mauvais temps de la conquête. Elle était cependant facile à prévoir. Où s'étaient, en effet, recrutés ces conspirateurs qui relevaient le drapeau vert de l'Irlande et jetaient à l'Angleterre un défi d'une audace si insensée? Parmi ces émigrants qui, depuis la famine de 1846, n'avaient cessé d'affluer

Digitized by Google

dans les ports de l'Amérique. Attendus, à leur arrivée, par les agents de ce parti de la jeune Irlande qui, proscrits en 1848 et réfugiés aux Etats-Unis, y poursuivaient toujours la réalisation de ses projets, — circonvenus sans peine, ils devenaient autant de recrues pour cette armée d'exilés qui se formait au sein de la grande république américaine et s'y préparait ouvertement à l'attaque de l'Angleterre. Comment auraient-ils hésité, quand l'œuvre à laquelle on les conviait leur était présentée comme une œuvre de justice et de délivrance, et qu'au terme de l'entreprise on leur faisait entrevoir, pour prix de leurs sacrifices, une Irlande régénérée qui leur ouvrait les bras et les rappelait sur leur terre natale? Rien ne saurait assurément excuser les crimes des fenians; ils sont même d'autant plus condamnables que la cause qu'ils ont un instant compromise par leurs excès est si juste au fond qu'elle a malgré tout conquis de nombreuses sympathies. On ne doit pas se le dissimuler, en effet, ce n'est ni par leurs diatribes révolutionnaires, ni par leurs appels surannés à une impossible indépendance, qu'ils ont gagné tant d'adhésions parmi les émigrants et provoqué en Irlande cette agitation qui dure encore, mais par la revendication de droits incontestables, parce qu'ils se présentaient comme les vengeurs de griefs trop fondés et dont la réparation était toujours éludée par l'Angleterre. Il faut oser le dire aussi. Le blâme soulevé par leurs violences doit retomber, non-seulement sur eux, mais sur l'aristocratie irlandaise: elle a sa part de responsabilité dans ces horribles attentats. Ils eussent été peut-être évités si, par son insatiable avidité, par sa criminelle négligence, elle n'eût elle-même préparé tant de complices aux fenians, et l'on ne peut s'étonner qu'ayant semé le désespoir à pleines mains, elle ait, en fin de compte, récolté le crime. Une leçon si sévère ne pouvait être perdue, et l'on a reconnu enfin la nécessité de décourager les attentats des fenians, en leur enlevant tout prétexte, et de mettre un terme à l'agitation qu'ils entretenaient en Irlande. C'est sous cette forme à la fois pacifique et impérieuse que la question se présente aujourd'hui, et l'Angleterre l'a si bien compris qu'elle l'a imposée une fois de plus à l'attention de son Parlement et que naguère les partis la prenaient pour drapeau dans leur lutte électorale.

Digitized by Google

VI

CONCLUSION

Des faits que nous venons de résumer, deux conséquences nous semblent manifestement ressortir : l'une est que la question d'Irlande, telle qu'elle se pose actuellement, est, ainsi que nous le disions en débutant, à la fois religieuse, sociale et politique ; l'autre, que ces trois termes de la question sont si étroitement liés, si intimement unis, que la seule solution efficace sera celle qui les embrassera tous.

Si la question religieuse a pris le pas sur les autres et a même semblé un instant s'en isoler jusqu'à un certain point, il faut l'attribuer beaucoup moins à sa propre importance qu'à ce flagrant caractère d'iniquité qui tout d'abord appela l'attention sur l'établissement de l'église anglicane et le signala aux réformateurs. C'était sans doute une chose véritablement monstrueuse que cette existence d'une Eglise comptant à peine six cent mille fidèles et prélevant sur cinq millions de dissidents, sans parler du revenu d'immenses domaines, une rente annuelle de quinze millions de francs, et l'on ne pourrait trop tôt détruire un pareil abus[1]. Mais s'il froissait plus vivement les consciences, il n'était certainement pas plus funeste à la moralité des populations et à leur prospérité que bien des institutions moins menacées parce que le vice en est moins apparent. On se serait d'ailleurs étrangement trompé si l'on avait cru possible de renverser l'Eglise établie sans porter atteinte en même temps aux priviléges de l'aristocratie protestante. Les deux institutions ont la même origine ; elles n'ont survécu si longtemps aux passions qui les avaient pro-

[1] La loi qui supprime en Irlande toutes les églises subventionnées par l'Etat n'est pas encore votée par la Chambre des lords, et légalement les priviléges du clergé anglican subsistent encore. Mais en fait, on peut les regarder comme abolis. Jamais la Chambre haute n'a fait d'opposition sérieuse aux réformes opérées par les Communes, lorsque la volonté du pays s'était prononcée en faveur de ces réformes, et comme dans le cas actuel il est impossible de conserver le moindre doute à cet égard, après l'épreuve décisive des dernières élections, elle votera certainement la loi. Elle la votera sans doute à contre-cœur, et non sans essayer peut-être, comme elle l'a essayé il y a quelques mois, à propos de la réforme électorale, d'atténuer, par d'habiles modifications de détail, la portée de la mesure. Mais elle a trop le sentiment de ses véritables intérêts pour soulever un conflit qui, loin d'enrayer le mouvement démocratique, en accélérerait la marche.

Digitized by Google

duites que parce qu'elles se prêtaient un mutuel appui, et elles sont tellement solidaires, que la chute de l'une va ébranler l'autre jusque dans ses fondements et détruirait toutes ses conditions d'équilibre. Si, par les résistances qu'elle soulevait, par la haine qu'elle allumait dans les cœurs, cette Eglise a souvent compromis les intérêts des landlords irlandais et a pu, dans bien des circonstances, leur sembler un embarras, plus souvent encore elle les a servis par l'utile diversion qu'elle établissait en leur faveur, en détournant l'attention d'abus non moins révoltants que les siens. Une fois qu'elle aura disparu, ces abus de la grande propriété, dont le poids sera d'autant plus vivement ressenti que désormais ils pèseront seuls sur la classe opprimée, deviendront le point de mire de toutes les attaques ; toutes les haines se retourneront contre eux, et au moment où l'aristocratie, affaiblie par une première défaite, sera moins que jamais en état de soutenir le choc. Puis les faits ont leur logique à laquelle on ne saurait échapper, et toute concession de principes, surtout de nos jours, entraîne sur une pente où l'on ne s'arrête pas à moitié chemin. Il était devenu sans doute extrêmement difficile, même en Angleterre, de défendre l'utilité du régime aristocratique, mais la thèse se pouvait encore soutenir. Il sera impossible, l'ayant frappé au cœur et condamné dans une de ses conséquences, d'en conserver les débris. Aussi, qu'on l'ait ou non voulu, en posant la question religieuse, a-t-on posé du même coup la question sociale, et doit-on s'apprêter à la résoudre dans un avenir prochain [1].

De cette solution dépend, à vrai dire, le salut de l'Irlande, et à ce prix seulement on obtiendra son apaisement définitif. Le régime aristocratique a été, à toutes les époques, il est encore, sa plaie véritable. En immobilisant la terre dans un petit nombre de mains, il empêche, il retarde tout au moins la formation des classes moyennes qui ne peuvent, comme en Angleterre, trouver une compensation dans les entreprises de l'industrie et du commerce ; il rend impossible au peuple la possession du sol et le réduit à la condition la plus précaire, en l'enfermant dans le cercle infranchissable du plus dur des prolétariats. Après avoir dépeuplé les campagnes, il en éternise la solitude, et fausse à ce point les lois naturelles de l'éco-

[1] Tel est l'avis de M. Bright qui, plus soucieux de la logique et de la vérité que du respect de certaines habitudes officielles, a positivement déclaré en pleine Chambre des communes que la pacification de l'Irlande était à ce prix, et il est infiniment probable que, sur ce point comme sur bien d'autres, ses collègues du ministère ne sont pas loin de partager son opinion. Du moins peut-on l'induire de leur attitude à la Chambre des lords, lorsqu'ils ont été interpellés sur cet incident, et de leur refus d'en atténuer la portée par une déclaration contraire. Sentant sans doute que, d'un moment à l'autre, la question pouvait s'imposer à eux, ils ont voulu se réserver toute liberté d'action, et cette réserve est assez significative.

Digitized by Google

nomie sociale, qu'il aboutit à cette conséquence véritablement révoltante de produire la famine au sein de l'abondance, et de chasser du pays des milliers d'affamés qui, tous les ans, sont contraints de s'expatrier au moment même où les produits créés par leur travail vont alimenter les marchés de l'Angleterre. Il est enfin profondément antipathique à la nation qui le subit et qui n'a cessé de protester, de toutes façons, contre la violence qu'on lui a faite en le lui imposant. Par son vif attachement au sol natal et son amour de la terre, par ses sentiments égalitaires et tous les instincts de sa race, l'Irlandais, en effet, est un peuple né pour la démocratie. Ce n'est donc pas seulement en raison des souvenirs odieux qui s'attachent à son passé que le régime aristocratique de la propriété est condamné en Irlande; il l'est dans son essence même, pour les maux qu'il engendre dans le présent et prépare à l'avenir. Les souvenirs du passé pourraient s'oublier à la longue; un vice radical de constitution ne se réforme point.

On invoque, à la vérité, le respect dû à la propriété, et, tout en regrettant que le landlord n'use pas avec plus d'équité et de modération de ses droits excessifs, on rappelle qu'ils sont de ceux que l'Etat n'a point mission de régler; on s'élève surtout contre les expédients socialistes proposés par certains réformateurs, et dont le plus radical est l'expropriation en masse des détenteurs actuels du sol et le partage des domaines entre les tenanciers. Il suffit assurément d'énoncer de pareils expédients pour en faire justice, et ils ne sont pas meilleurs pour avoir été proposés par beaucoup de conservateurs plus touchés des misères du paysan que des droits du propriétaire. Mais il n'est point nécessaire de recourir à de telles extrémités, et le remède est heureusement plus simple. Le mal ne provient pas tant de la concentration des domaines en un petit nombre de mains que de ce privilége des substitutions et du droit d'aînesse qui rend la terre inaliénable et la fixe dans une même famille. C'est cette coutume antisociale qui trouble toute l'harmonie du régime économique de l'Irlande. En retirant du marché public un des plus précieux objets d'échange, le sol, elle a détrui l'équilibre des transactions; elle a été la source de toutes les misères du paysan, en permettant au landlord de fausser les lois naturelles de la production agricole, et de la détourner de son but normal, qui doit être la satisfaction du plus grand nombre. Il suffirait certainement de l'abolir pour rétablir le cours naturel des choses et achever l'œuvre que la *Landed Estates Court* ne pourra jamais, sans cela, mener à bonne fin. Ce serait, il est vrai, porter une main sacrilége sur l'arche sainte de l'aristocratie. Mais c'est un inconvénient auquel il faut bien se résigner, si l'on ne veut se condamner à l'impuissance, car en

Digitized by Google

Irlande, devant toute réforme, qu'elle soit religieuse ou sociale, se dresse la barrière d'un privilége.

Les réformes politiques elles-mêmes se heurtent à de pareils obstacles, tellement, sous une apparente confusion, tout se tient et s'enchaîne dans ce vieil édifice féodal. L'administration, la justice, toutes les fonctions publiques sont entre les mains de l'aristocratie, et l'on n'aura rien créé de stable, nulle sécurité ne sera possible pour les intérêts tant que cette arme redoutable ne lui sera pas enlevée, ou du moins tant qu'on n'aura pas soumis l'usage qu'elle en peut faire à un contrôle efficace. Capitale à ce point de vue, la question politique l'est encore plus à un autre. Le peuple irlandais élit des représentants; il n'a point de représentation qui lui soit propre. Ses députés, perdus dans le sein du parlement anglais, y sont, par leur petit nombre, réduits à une complète impuissance, et les affaires de l'Irlande sont faites en réalité par l'Angleterre, qui nécessairement les fait à son point de vue, et, dans toute question qui sépare les deux pays, donne la prépondérance à ses passions ou à ses intérêts. L'Irlande a sans cesse protesté contre cet état de choses et réclamé le droit de s'administrer elle-même, droit dont elle n'a été dépouillée, en 1800, que par la fraude et la corruption. Il est, en effet, un de ceux dont un peuple ne saurait se dessaisir sans déchoir, sans se suicider en quelque sorte, et, entendu ainsi, c'est-à-dire comme la revendication, non de l'indépendance absolue de la nation, mais de son autonomie administrative, le rappel de l'union d'O'Connell demeure une des aspirations les plus légitimes de l'Irlande. Il est, dans la situation présente, une garantie indispensable, et, pour l'avenir, la condition nécessaire d'une bonne harmonie, car si les deux peuples sont liés l'un à l'autre par mille conditions communes d'existence, ils diffèrent trop d'intérêts et de sentiments pour n'avoir pas tout avantage à vivre chacun d'une vie propre et aussi indépendante que possible. On le voit, enfin, si, dans cette question complexe, toutes les réformes sont tellement solidaires qu'aucune ne peut être efficacement entreprise sans les entraîner toutes à sa suite, c'est que les abus qu'elles doivent faire disparaître reconnaissent tous la même cause. Ils sont tous, à quelque degré, les fruits du régime aristocratique et féodal implanté par la conquête, et ne cesseront de se reproduire que le jour où ce système lui-même aura été sapé par la base.

On ne peut, sans doute, espérer qu'une réforme aussi radicale s'accomplisse d'un coup, et porte à la fois sur tous les points vulnérables. Fût-elle même résolue, elle exigerait, pour s'accomplir par des moyens pacifiques et ne point porter dans les intérêts un trouble pire que le mal, des ménagements infinis et des transitions

Digitized by Google

nombreuses. C'est assez qu'elle ait commencé, d'ailleurs, car maintenant elle ne pourra plus s'arrêter. Le temps est passé où l'aristocratie, maîtresse de la situation en Angleterre, enrayait la marche des événements en Irlande et y soutenait, de son bras puissant, des institutions décrépites. Le mouvement démocratique la déborde de toutes parts, et ces institutions, privées de son appui, sont fatalement condamnées à périr. Tous les hommes libéraux de l'Angleterre ont enfin compris que les réformes sont non-seulement légitimes, mais nécessaires et inévitables. « L'Irlande, disait M. Gladstone en posant la question de la réforme religieuse, l'Irlande a depuis longtemps un compte ouvert avec l'Angleterre ; il est temps enfin de le régler et de le fermer à jamais ; » et ces paroles, si nous ne nous trompons, renfermaient la condamnation non-seulement de l'Eglise établie, mais du régime aristocratique dont cette Eglise n'était que l'institution la plus décrépite et le plus révoltant privilége.

ERNEST DUPLESSIS.

Digitized by Google

DES RAPPORTS

ENTRE

L'ESPRIT PUBLIC

ET LA CONSTITUTION

EN ANGLETERRE

Le Gouvernement et la Constitution britanniques au XVIIIe siècle, étude historique, par M. Ch. Menche de Loisne. — Paris, Dentu, 1868.

I

Etudier la constitution anglaise au moment où la tendance générale des esprits, en France, se prononce contre le maintien du gouvernement personnel et en faveur d'un retour au régime parlementaire, c'est à coup sûr faire œuvre d'actualité ; mais on peut étudier plus ou moins utilement une constitution. Analyser *à priori* les institutions d'un peuple, en décrire minutieusement les éléments divers, et de la juxtaposition de ces rouages compliqués et multiples déduire logiquement le mécanisme qui les met en jeu, n'est-ce pas s'exposer à construire après coup une théorie arbitraire? Tout n'est pas logique dans la vie des peuples, et les constitutions qui durent

Digitized by Google

ne sortent guère tout armées de la plume d'un homme d'Etat, comme Minerve du cerveau de Jupiter. L'expérience nous apprend qu'elles se construisent pièce à pièce, qu'elles sont fortement liées au sol qui les voit naître, qu'enfin le temps et les mœurs exercent sur leur développement une influence qui, pour être latente, n'en est pas moins réelle. N'est-ce donc pas une méthode plus prudente et plus sûre, celle qui, sans s'arrêter tout d'abord à la forme actuelle des institutions, remonte jusqu'à leur origine, les suit dans leur marche à travers les siècles, et, sans se préoccuper de les coordonner en système, s'attache à mettre en lumière les liens étroits qui unissent ces institutions, non-seulement à l'état social, mais à l'esprit et au tempérament du peuple qui les crée?

En abordant après tant d'autres l'étude de la constitution britannique, M. Menche de Loisne a préféré cette seconde méthode. Son livre n'est ni un traité du système représentatif, ni un commentaire sur le gouvernement de cabinet : c'est un exposé rapide et lumineux de ce laborieux enfantement des libertés anglaises, dont on a jusqu'ici tenu trop peu de compte. L'auteur n'est pas un de ces théoriciens qui rêvent pour la France une constitution calquée sur celle de l'Angleterre; il sait trop bien en quoi diffèrent les deux nations pour vouloir appliquer le même remède à des tempéraments si contraires. Son but n'est pas de nous tracer un plan de gouvernement, mais de nous montrer par quelle conduite et quels procédés un peuple arrive à mettre son gouvernement en harmonie avec ses besoins. En séparant les causes accidentelles qui ont donné à la liberté anglaise sa forme particulière, des causes générales qui la firent naître et grandir, M. Menche de Loisne nous montre la limite précise où doivent s'arrêter nos tentatives d'imitation. Il y a là un enseignement précieux, auquel on regrette que l'auteur n'ait pas donné un développement plus considérable. Peut-être a-t-il un peu trop négligé, chemin faisant, des comparaisons bonnes à mettre en lumière, et fait-il au lecteur la part trop large en se contentant d'exposer les faits et lui laissant le soin de conclure.

II

On peut dire que l'Angleterre actuelle date de 1688, comme la France contemporaine date de 1789. Toutes deux sont issues d'une révolution, mais là se borne la ressemblance; entre ces révolutions qu'un siècle sépare, il y a un abîme, et les destinées politiques des

Digitized by Google

deux nations s'expliquent, dans une certaine limite, par le contraste de leurs points de départ.

Nous avons fait en France table rase du passé; comme des colons obligés de défricher le sol où ils vont s'établir, nous avons jeté bas l'œuvre du temps, puis reconstruit le présent sur un plan théorique, et ces constitutions improvisées se sont écroulées au premier choc.

L'Angleterre n'a rien répudié de son passé que le despotisme d'une dynastie; elle a déclaré un jour le trône vacant et appelé pour le remplir un prince librement choisi; le principe de la souveraineté populaire s'affirmait ainsi en face du droit divin, mais la révolution, dirigée par l'aristocratie et le clergé, n'alla point au delà. « Il n'y eut ni réforme sociale, ni réforme politique, ni réforme religieuse. L'avénement de Guillaume III ne déposséda pas une classe de la société au profit d'une autre; il ne fit que consacrer définitivement l'œuvre des siècles écoulés. »

En faisant roi le prince d'Orange, la nation, et c'est là un trait caractéristique, ne stipula point de garanties nouvelles; elle n'exigea de lui qu'un serment, celui de respecter les lois fondamentales du royaume, les anciens droits et priviléges et les *Statuts agréés en Parlement*. Il n'y eut pas de contrat passé entre le roi et le peuple, et la forme extérieure du gouvernement ne fut pas modifiée. Les représentants de la nation se contentèrent d'une reconnaissance solennelle de ses droits, et, sans les consigner dans un texte précis, facile à déchirer ou à éluder, ils comptèrent pour l'extension de ces droits sur la pratique journalière et la puissance novatrice du temps.

La révolution de 1688 n'introduisit donc en Angleterre aucun principe, aucun élément nouveau; par suite, elle ne jeta aucun trouble dans l'organisme social, et ne créa pas entre les diverses classes l'antagonisme des intérêts. Le pays marcha, d'un pas lent, mais sûr, vers le développement des libertés publiques, et ne se trouva pas exposé à ces périlleuses réactions que provoquent toujours soit une révolution violente, soit une réforme trop radicale.

Tout en faisant une juste part à cet esprit de modération et de prudente lenteur qui épargnèrent à l'Angleterre une crise analogue à celle dont nous souffrons encore, il ne faut pas oublier cependant quelles circonstances exceptionnelles ont favorisé dès le début le progrès pacifique de la liberté anglaise.

Et d'abord, les droits du peuple et ceux de la couronne n'étant pas nettement définis, on pouvait craindre que la dynastie nouvelle, oubliant peu à peu son origine, s'efforçât d'étendre outre mesure la prérogative royale et de ramener à ses premières limites l'autorité croissante du Parlement. Qu'une lutte s'engageât entre les Cham-

Digitized by Google

bres et la couronne, le nouvel ordre de choses, encore mal établi, pouvait emporter dans sa chute les futures destinées de l'Angleterre. La fortune en décida autrement, et, par une faveur singulière, les quatre princes qui, dans un espace de quatre-vingts ans, occupèrent successivement le trône, se trouvèrent ou tellement assiégés de difficultés, ou si faibles et si indifférents, que le progrès put s'accomplir sans résistance.

Guillaume seul avait peut-être assez d'ambition pour tenter la lutte, assez de génie et de persévérance pour la faire tourner à son profit; mais, étranger à l'Angleterre, appelé par le parti dominant et obligé de compter avec ses partisans comme avec ses adversaires, Guillaume, eût-il conçu un pareil dessein, n'avait aucun moyen de l'exécuter.

Ce n'était pas l'affection, mais le calcul qui avait déterminé son élection. « Il n'avait, dit avec raison M. Menche de Loisne, aucune racine dans le pays; n'y ayant jamais résidé, n'en ayant ni les habitudes ni les mœurs, il y était personnellement antipathique; aucune tradition, aucun service rendu ne le recommandaient à l'attachement et au dévouement de ses nouveaux sujets. Il était une nécessité qu'on subissait, rien de plus. Il avait été élu par le Parlement et la nation en haine du catholicisme et en haine de la république. Les Anglais ne l'aimaient pas, ils le craignaient; ils redoutaient de le voir, à l'exemple des Plantagenets, donner toutes les faveurs, toutes les hautes fonctions à des favoris étrangers comme lui, et la conspiration était, en quelque sorte, en permanence dans son propre palais. »

Cette méfiance de la nation envers son roi se traduisait par des actes significatifs. Les Communes se refusaient à voter, selon l'usage, une liste civile pour toute la durée du règne; elles exigeaient le renvoi des régiments hollandais amenés par Guillaume; elles forçaient ce prince à soumettre à leur approbation directe les négociations et les traités. Ainsi s'accusait plus nettement, de jour en jour, le véritable sens d'une révolution en apparence insignifiante. Une autre circonstance contribua à détourner Guillaume de la voie fatale où s'étaient engagés ses prédécesseurs, et il se résigna d'autant plus vite à cette intervention de la nation dans les affaires, qu'il eut à lui demander plus de sacrifices. Guillaume avait une passion ardente, la haine de la France et du catholicisme, dont la France représentait alors les principes; son unique ambition fut d'abattre la puissance de Louis XIV et d'assurer, par ce triomphe, la prépondérance du protestantisme en Europe. Engagé dans un duel à mort, et ne pouvant soutenir la lutte qu'appuyé sur toutes les forces de son peuple, il acheta par des concessions successives le

Digitized by Google

concours nécessaire à sa politique. Peu jaloux de sa prérogative, habile à flatter tous les partis, il ne marchanda point à la nation les libertés intérieures, satisfait qu'elle épousât sa querelle et se serrât autour de lui sur les champs de bataille.

Anne, qui continua sa politique, n'avait ni ses passions ni son génie. — « D'un caractère léger, d'une intelligence médiocre, tour à tour dominée par l'altière lady Marlborough et par la rusée Abigail Masham, elle était faite pour obéir et non pour commander. D'une telle reine l'Angleterre n'avait rien à espérer ni à craindre ; elle occupa le trône, et ce fut tout ce que les partis lui demandèrent. »

Les libertés acquises sous Guillaume se consolidèrent donc et s'agrandirent sous sa faible héritière. Les partis se disputèrent le pouvoir que laissait échapper cette main de femme, et la royauté, se réduisant elle-même, sans en avoir conscience, au rôle presque passif qui lui incombe dans un gouvernement constitutionnel, assura la prépondérance du Parlement.

L'avénement de la maison de Hanôvre vint consacrer l'œuvre accomplie. Les deux premiers Georges n'étaient pas seulement des étrangers comme Guillaume, des esprits médiocres et frivoles comme Anne; c'étaient des hommes grossiers, dissolus, incapables de comprendre les mœurs religieuses de l'Angleterre, et de s'intéresser à ses passions politiques. Considérant leur nouveau royaume comme une prison, détestant au fond du cœur un peuple dont ils se sentaient méprisés, ils s'isolèrent de plus en plus dans leur cour de Hanovre et, abandonnant à leurs ministres le soin des affaires, ils ne demandèrent à la nation que de leur fournir assez d'or pour payer leurs plaisirs.

Comment le *loyalisme* anglais résista-t-il à une si rude épreuve, et parvint-il à concilier deux choses en apparence inconciliables, le mépris de la personne royale et le respect de la royauté ? c'est là un fait étrange qui s'explique moins par le tempérament de la nation que par les circonstance au milieu desquelles elle se trouva placée.

En proie, durant cette période critique, à toute l'effervescence des passions religieuses, enveloppant dans une haine commune le catholicisme et la France, les Stuarts et Louis XIV, leur champion, la nation anglaise se rallie autour du roi qu'elle s'est donné. Que ce roi soit étranger, impopulaire, méprisable même, qu'il dépense en folles orgies l'argent de ses sujets et affecte pour eux les dédains les plus blessants, qu'importe ; sa seule présence défend l'Angleterre contre les Stuarts et assure la victoire du protestantisme : l'homme disparaît derrière le principe.

« Georges, dit Thackeray, nous vola le plus d'argent qu'il put, et nous sauva de l'anarchie et du papisme. Pour ma part, j'eusse

Digitized by Google

été de son parti; tout cynique et égoïste qu'il était, il valait mieux qu'un roi qu'on nous eût envoyé de Saint-Germain avec le grand cordon de France dans sa poche et un essaim de jésuites derrière lui! »

Cette haine vigoureuse pour toute intervention étrangère et pour une religion imposée ne contribua pas médiocrement à la prospérité de l'Angleterre. Devenu, sous l'empire de cette passion dominante, le symbole de la religion et de l'indépendance nationale, le trône fut respecté de tous les partis; leur ambition n'osa pas s'élever jusqu'à la couronne, et, comme la faiblesse du souverain leur permit tour à tour l'accès du pouvoir, ils se succédèrent aux affaires sans ébranler dans leur lutte la dynastie ou la constitution.

La fortune, qui protégeait si visiblement l'Angleterre, ne lui refusa pas une dernière faveur. Au moment où les partis, devenus forts, rassurés sur le maintien de leur religion et de leurs libertés, auraient pu reporter leur activité sur les questions dynastiques et se transformer en factions, la race des Stuarts vient à s'éteindre. Désormais sans compétiteurs, la maison de Hanovre voit se rallier à elle tous ceux qui ne l'avaient acceptée jusqu'alors que comme un instrument nécessaire, mais provisoire; ainsi disparut la dernière cause de trouble et de désunion qui pût retarder en Angleterre la marche du progrès. A dater de ce moment, il n'y eut plus dans le pays que deux grands partis, *tories* et *whigs*, « représentant les deux principes essentiels de toute société et de toute civilisation, » divisés par leurs tendances et leurs vues politiques, mais indissolublement unis dans un même dévouement aux institutions et à la dynastie.

« L'un d'eux, dit M. Menche de Loisne, était conservateur sans être rétrograde; l'autre voulait le progrès sans être révolutionnaire, et, comme ils étaient presque égaux en forces, il en résultait que l'Angleterre n'avait pas à redouter des innovations subites et imprudentes que les tories prévenaient par leur sagesse, ni des mesures arbitraires et antilibérales que les whigs auraient été ardents à combattre et à repousser. Les whigs et les tories se surveillant, se contrôlant mutuellement, assuraient par cela même les droits et les libertés du pays, et, grâce à ce jeu et à cet équilibre des deux partis, un grand ministre, Walpole, put gouverner sous les deux premiers Georges, et Chatam lui succéder, sans que les prérogatives du Parlement courussent le moindre risque. »

L'homogénéité des cabinets et la responsabilité ministérielle furent une suite naturelle de cette organisation des partis. Les vieux usages interdisant à toute personne étrangère l'entrée des Chambres, le souverain, pour défendre ses actes, dut, à partir de Guil-

Digitized by Google

laume III, choisir ses ministres dans leur sein; mais les partis n'étant pas encore fortement constitués, le prince pouvait, pour composer son administration, s'adresser indistinctement aux diverses fractions de la Chambre. Du jour où les partis accusèrent franchement leur nuance et où l'accroissement de la puissance parlementaire obligea les ministres à rechercher l'appui d'une majorité, la situation changea. Les ministres durent s'entendre pour obtenir les suffrages de l'un ou l'autre camp, et la solidarité s'établit de fait entre les divers membres du cabinet. Ils se trouvèrent dès lors dans la dépendance de la majorité, qui, en leur retirant simplement son appui, put paralyser leurs forces et les contraindre à la retraite. Contre les entraînements des partis, la division du Parlement en deux Chambres offrait toutefois une garantie réelle, et la pairie qui composait la Chambre haute avait assez d'autorité morale pour tenir, en cas de conflit, la balance égale entre la Chambre basse et la royauté.

Ainsi s'est formé peu à peu le système parlementaire; contenu en germe dans les vieilles coutumes, dans les anciennes traditions de l'Angleterre, il s'est développé lentement au souffle favorable des circonstances. Les Anglais ne l'ont point appliqué d'après un plan préconçu, et la pratique a, chez eux, sagement précédé la théorie.

III

Est-ce à dire cependant que cette organisation politique, si délicate et si complexe, s'est achevée sans tiraillements, sans luttes, sans crises dangereuses pour le pays? Non sans doute; si favorables qu'on suppose les circonstances, elles ne sauraient toujours amortir le choc des passions humaines, et c'est ici qu'interviennent deux éléments nouveaux, le tempérament national et l'esprit public, appelés à contenir et à modérer l'action des forces en lutte.

Par tempérament national, nous entendons cet ensemble de qualités et de défauts naturels qui forment les traits distinctifs de chaque race; l'esprit public est quelque chose de plus: c'est bien encore le tempérament national, mais modifié par l'expérience et par l'éducation. Il n'y a pas de peuple qui n'ait son tempérament propre : il y en a, comme par exemple les Romains de l'Empire ou les Grecs de Byzance, qui n'ont jamais eu d'esprit public.

A ce double point de vue, la race anglo-saxonne mérite une attention particulière; là peut-être est le secret de sa force et des miracles qu'elle a accomplis dans les deux mondes. Froid, méthodique,

Digitized by Google

lent à concevoir et à résoudre, hardi et opiniâtre dans l'exécution de ses desseins, passionné pour ses droits mais avec modération, cherchant le fond des choses sous la licence des mots, aimant la liberté jusque dans ses écarts, mais attaché à ses institutions et ne souffrant point qu'on les ébranle ; progressiste par raison et conservateur par tempérament ; se méfiant des changements à vue et des innovations trop radicales ; doué enfin d'un sens pratique qui ne laisse aucune prise à l'enthousiasme frivole et aux illusions dangereuses, tel à première vue nous apparaît le peuple anglais. M. Menche de Loisne a compris que, pour apprécier sûrement l'influence de ce caractère sur les institutions politiques, il fallait l'étudier surtout aux heures de crise, et les exemples qu'il a choisis portent avec eux leur enseignement.

Le trait le plus saillant peut-être du caractère britannique, c'est le bon sens ; l'histoire de l'Angleterre au XVIIIe siècle le prouve jusqu'à l'évidence. En 1688, les whigs désiraient d'importantes réformes ; les tories, tout en blâmant la dynastie tombée, regrettaient sa chute ; mais, pour sauver leur foi, pour assurer à la nation des garanties durables, les deux partis se firent des concessions réciproques ; les uns ajournant leurs prétentions, les autres imposant silence à leurs regrets, ils eurent la sagesse d'attendre et donnèrent au nouvel ordre de choses le temps de se consolider.

Plus tard, quand éclatèrent les insurrections jacobites et que les premiers succès du prétendant menacèrent l'Angleterre d'une restauration à main armée, le même peuple, qui se montrait au Parlement si jaloux de ses droits, si résolu à restreindre l'action de la couronne, fut le premier à réclamer la suspension de l'*habeas corpus*, et à remettre au roi pour la défense commune un pouvoir discrétionnaire dont le Parlement surveilla l'exercice.

Le même fait devait se reproduire, dans des circonstances analogues, à un demi-siècle de distance. La Révolution française, dont les principes furent d'abord acclamés par l'Europe entière, fut accueillie de l'autre côté de la Manche avec une défiance presque hostile. Ennemis des innovations rapides et des formules abstraites, les Anglais ne considérèrent pas sans une secrète épouvante cette assemblée qui, dès ses premiers pas, amoncelait ruines sur ruines, et semblait, en proclamant les droits de l'homme, viser bien moins à la réforme d'une constitution qu'à une régénération de l'humanité. Institutions et traditions, royauté, noblesse, religion même, la France répudiait tout : alors atteinte dans sa foi, blessée dans ses passions les plus vives, dans ses convictions les plus profondes, l'Angleterre éprouva un sentiment d'horreur.

« Le prodigieux travail d'enfantement de notre Révolution, le ca-

Digitized by Google

ractère essentiellement généreux et humanitaire de ses lois passaient inaperçus aux yeux d'un peuple qui n'y voyait qu'une œuvre infernale et maudite, puisqu'elle sapait les bases politiques, sociales, religieuses, sur lesquelles reposaient la société et la constitution de son pays. Qu'on ne s'y trompe pas, les principes proclamés par la Révolution française étaient la négation des principes qui régissaient l'Angleterre. Nous jetions bas tout ce qui constituait son existence, la royauté, l'aristocratie, le christianisme, car c'était à cela qu'aboutit la France en 93... Pour l'Angleterre, si de pareilles idées se propageaient dans son sein, si la tourmente révolutionnaire traversait le détroit et soulevait les masses, malheur à elle ! C'était plus qu'une révolution, plus qu'un cataclysme social, c'était la mort. »

Le peuple le comprit, et il remit de nouveau, entre les mains de son gouvernement, l'arme terrible du pouvoir discrétionnaire. On suspendit l'*habeas corpus*, on appliqua dans toute leur rigueur les vieilles lois sur la presse, depuis longtemps tombées en désuétude, on augmenta la force armée : toutes les ressources dont un gouvernement dispose furent mises en réquisition pour la défense de la société.

Chose remarquable, ce ne fut pas le gouvernement qui saisit la dictature ; ce fut la nation qui poussa le gouvernement dans la voie de la résistance à outrance, et appela sur les rares partisans des idées nouvelles toute la sévérité des lois ; les pétitions en ce sens, les adresses au roi et aux Communes se multiplièrent ; des comités contre-révolutionnaires s'organisèrent sur toute la surface du pays, et la nation fit avec joie le sacrifice momentané de ses libertés pour mieux sauvegarder sa constitution.

Si nous insistons sur cette étrange attitude du peuple anglais, c'est que nous y voyons une éclatante manifestation de son tempérament politique. M. Menche de Loisne a longuement étudié cette période caractéristique, et nous ne pouvons que renvoyer le lecteur curieux de mieux connaître l'esprit anglais à ce chapitre si intéressant et si instructif.

Ce serait une erreur de croire qu'avec ce bon sens, égoïste sans doute, mais éminemment pratique, le peuple anglais n'a pas connu les orages de la liberté. Toutes les foules ont leurs heures d'entraînement et de colère ; remarquons seulement que, si l'histoire de l'Angleterre au XVIIIe siècle n'est pas exempte de troubles et de séditions, l'esprit public sut en prévenir les excès, et donner au pouvoir la force nécessaire pour les vaincre sans sortir de la légalité.

Lorsque, en 1780, le Parlement crut devoir adoucir les mesures décrétées contre les catholiques, le fanatisme populaire se déchaîna ; une ligue se forma dans tout le royaume pour assurer la prépondé-

Digitized by Google

rance du protestantisme ; à Londres même une émeute terrible éclata, et pendant deux jours cette grande cité, dégarnie de troupes, fut au pouvoir d'une populace sans frein. — Cette populace s'arrêta pourtant devant la majesté parlementaire ; elle avait envahi Westminster, mais elle n'osa franchir le seuil de la représentation nationale, et laissa son chef, lord Gordon, qui seul en avait le droit, pénétrer seul dans l'auguste enceinte. Les Communes eurent le courage de repousser la pétition populaire, et la foule ameutée n'insista pas. Sans doute elle se livra contre les dissidents à des excès regrettables, mais elle n'eut pas un instant la pensée de prendre le gouvernement à partie, et d'opérer une révolution. Bien plus, quand le danger fut passé et l'ordre rétabli, les Communes ayant jugé prudent de voter un bill qui donnait à l'émotion populaire une demi-satisfaction, la pairie vit dans cette mesure une faiblesse coupable : elle retint le bill, et l'opinion publique, loin de s'indigner, applaudit à ce grand acte d'indépendance.

Vingt ans auparavant, l'élection de John Wilkes, obscur pamphlétaire condamné pour attaques à la prérogative royale, avait déjà causé des conflits redoutables entre les pouvoirs de l'Etat. Expulsé d'abord par la Chambre des communes, Wilkes s'était vu deux fois réélu ; la Chambre alors, au lieu de s'incliner devant cette manifestation des volontés populaires, décida de sa propre autorité que, malgré le petit nombre de suffrages obtenu par lui, le concurrent de John Wilkes viendrait occuper le siége vacant. — La violation de la loi était manifeste, aussi l'émotion fut-elle grande dans le pays. La pairie protesta par l'organe de lord Chatam, et le lord chancelier déclara que « s'il respectait une décision semblable, il se regarderait comme infidèle à son devoir. » Le roi ayant malencontreusement pris parti pour les Communes, des troubles éclatèrent qu'il fallut réprimer par la force, et le peuple, pour mieux se venger, élut Wilkes alderman, puis lord-maire : la Chambre, par représailles, le fit arrêter. Longtemps la lutte se prolongea, menaçante pour la tranquillité publique et pour la constitution.

En France un pareil conflit aurait eu nécessairement une issue violente ; il n'en fut pas de même en Angleterre. La pairie intervint enfin pour obliger le prince à rentrer dans sa passivité ; dès lors l'opinion publique prononça seule entre les partis en présence, et son verdict fut souverain. A la session suivante les Communes, mieux inspirées, laissèrent sans protestation Wilkes reprendre son siége et poursuivre dans l'ombre la radiation du vote qui l'avait exclu. « Ce fut la seule fois, dit M. Menche de Loisne, que la Cité fut en opposition et en lutte avec les Communes, car l'Angleterre n'a jamais

Digitized by Google

vu, ce qui est arrivé trop souvent en France, la capitale opprimer son Parlement. »

Deux choses, sans doute, contribuèrent à ce résultat, d'abord l'attachement du peuple anglais à ses institutions, ensuite et surtout la prudente organisation municipale de Londres, dont M. Menche de Loisne nous donne une esquisse; organisation étrange au premier abord, qui, au lieu de constituer une seule ville aux pouvoirs concentrés dans quelques mains, fractionne la capitale en une multitude d'agglomérations distinctes, ayant chacune leur administration indépendante, et parmi lesquelles la puissante *Cité* occupe le premier rang, sans exercer une dangereuse prépondérance.

On peut voir, par ces exemples choisis entre mille, quel esprit de modération et quelle rectitude de jugement le peuple anglais conserve au milieu des excitations politiques. Egalement opposé à la tyrannie d'un homme et au despotisme d'une assemblée, il sait maintenir entre les pouvoirs de l'Etat un juste équilibre; tour à tour, soutenant le ministère contre les empiètements des Communes, ou s'unissant aux Communes pour ramener à ses anciennes limites la prérogative royale, il se range invariablement du côté du droit et de la loi. Il respecte jusque dans ses écarts la représentation nationale, et, tout en donnant des bornes à la puissance souveraine, il sait garder intact son dévouement à la dynastie. « En France, remarque avec justesse M. Menche de Loisne, toute agitation publique qui aurait pour but d'affaiblir le pouvoir de la couronne ne tarderait pas à aller au delà, et, volontairement ou involontairement, à la mettre en péril. »

Il faut bien le reconnaître, notre histoire ne justifie que trop cette pénible remarque, et, sans rabaisser outre mesure notre caractère national, sans tomber dans une admiration exagérée de l'Angleterre, on peut dire que la France aura beaucoup fait pour sa liberté le jour où, instruite par l'expérience, elle empruntera sans fausse honte au vieil esprit anglais ses trois qualités dominantes : la modération, la patience et le respect de l'ordre établi.

A côté de ces qualités précieuses, l'esprit anglais, disons-le bien vite, a ses défauts et ses travers; fortement empreint d'égoïsme, il ne possède ni cette largeur de vues, ni cette générosité de sentiments qui ont fait la gloire et quelquefois aussi le malheur de notre nation. L'Anglais a une façon de penser qui lui est propre; il aime le droit et ne s'étonne point du privilége; la liberté l'attire, et l'égalité n'est pour lui qu'un mot vide de sens. Son respect pour la loi a des allures étranges; il aime mieux l'éluder que la détruire, et quand des statuts surannés ne peuvent plus s'adapter au temps présent, au lieu

Digitized by Google

de les déchirer, il les laisse dormir dans leur poussière, vieilles armes rouillées qu'on peut retrouver au besoin. Cette épée de Damoclès suspendue sur sa tête n'effraye point l'Anglais ; l'important pour lui n'est pas la reconnaissance, mais l'exercice du droit ; il s'accommode aisément de la tolérance, et certaines situations fausses, qui révolteraient en France l'esprit public, le laissent en Angleterre parfaitement calme et indifférent.

Il n'y a pas de pays au monde, les Etats-Unis exceptés, où la presse jouisse en fait d'une liberté plus illimitée ; il n'y en a pas où des lois plus draconiennes menacent l'écrivain.

« En cas de félonie ou de haute trahison, c'est, pour le publiciste reconnu coupable, la mort ou la déportation. Dans les autres cas, il peut être exposé au pilori, être marqué par le bourreau, subir la peine du fouet ; le moins qui puisse lui arriver, c'est l'emprisonnement à Newgate, prison des plus grands scélérats, ou la réprimande à genoux, à la barre, devant le Parlement, ou une amende. Lorsque l'amende est appliquée, elle est toujours énorme au point de ruiner complétement le malheureux écrivain. A l'amende, on ajoute généralement une caution aussi élevée comme garantie de ce qu'il pourra écrire à l'avenir, et la plus forte partie de cette caution est ensuite retenue pour payer les frais de la procédure et de la justice. Voilà les lois qui régissent la presse anglaise. Sauf l'exposition au pilori et la marque par le bourreau, la jurisprudence n'a pas varié depuis deux cents ans. »

Cette sévérité trouve sans doute un correctif dans la sagesse de l'esprit public, dans la prudence avec laquelle la presse se borne à refléter les opinions du jour, enfin dans l'institution du jury qui laisse les citoyens, et non le gouvernement, juges de l'opportunité des condamnations. Il n'en est pas moins vrai que l'excessive rigueur des peines en rend l'application presque impossible, et qu'elle transforme la loi en une machine de guerre mise en réserve pour les cas extrêmes.

IV

Nous venons de voir combien la France et l'Angleterre diffèrent sous le rapport de l'esprit public ; si nous jetons un regard sur leur constitution sociale et politique, le contraste est plus frappant encore.

La société française repose désormais sur une base inébranlable,

Digitized by Google

l'égalité ; depuis la mémorable nuit du 4 août, la noblesse n'est plus chez nous qu'un souvenir, et la nation ne connaît plus de castes. En Angleterre, l'aristocratie est tout ; c'est elle qui possède la terre, qui représente le pays, qui tient dans ses mains la justice et l'administration ; elle domine dans les *Quarter Sessions* comme dans les conseils de la couronne, dans l'armée comme dans les Chambres. Les moindres parties de l'édifice politique sont combinées en vue de la suprématie du petit nombre, et cette suprématie qui répugne si violemment à nos instincts démocratiques, le peuple anglais ne l'a pas seulement subie, mais acceptée comme une condition nécessaire à son existence.

M. Menche de Loisne a étudié avec un soin minutieux cette organisation oligarchique ; prenant une à une les institutions anglaises, il nous les montre convergeant toutes au même but et concourant avec un merveilleux ensemble à concentrer dans quelques mains les forces vives du pays ; puis, passant à un examen attentif de la classe privilégiée, il cherche dans son attitude et sa conduite la raison d'être d'un système qui nous étonne et d'une popularité assez forte pour défier les siècles.

Si, par sa position même, par sa naissance et ses priviléges, la noblesse a, dans les conseils de la couronne, une influence prépondérante ; si, par la Chambre des lords, elle possède sur les affaires publiques un contrôle efficace, on pourrait être tenté de croire, à première vue, que la Chambre basse lui échappe. Les communes, en effet, représentaient à l'origine l'élément populaire en face de l'élément aristocratique personnifié par la Chambre haute ; mais les communes alors ne jouaient qu'un rôle secondaire, et il n'en faut pas d'autre preuve que le cérémonial humiliant auquel leurs membres se trouvaient astreints dans les séances royales d'ouverture. A mesure que l'importance de cette Chambre augmenta, la noblesse comprit qu'elle devait s'y ménager un accès, et sa richesse lui en facilita les moyens. Grâce à l'ingénieux mécanisme du système électoral et à certaines idées particulières au peuple anglais en matière de représentation, l'aristocratie est depuis longtemps maîtresse des deux Chambres.

Ce n'est pas pour nous un médiocre sujet d'étonnement que la composition des Communes anglaises. Cette représentation puisée à une triple source, cette inégale répartition des droits électoraux entre les comtés et un petit nombre de cités et de bourgs privilégiés, bouleversent nos idées égalitaires. Nous avons peine à comprendre qu'un pays ami de la liberté donne à ses élections une base tellement restreinte, qu'on ait pu arriver à ces monstreux résultats, consignés dans la célèbre *Pétition des amis du peuple* : « 84 per-

Digitized by Google

sonnes nommant directement 157 membres, tandis que 70 autres par une influence indirecte en élisaient 150. »

Pour croire à de pareils chiffres, on a besoin de se souvenir que sur 658 membres siégeant au Parlement, 300 étaient élus par les bourgs, et que dans ces bourgs, dont un tiers compte une population au-dessous de 3,000 âmes, le droit de vote appartenait le plus souvent à un petit nombre de familles, quelquefois à une seule personne, à un lord propriétaire ou patron du bourg !

Et cependant, jusqu'à ces dernières années, le sentiment public ne s'était pas prononcé contre ce système; on avait pu varier sur le chiffre des députés accordés aux comtés et aux villes; on avait pu restreindre le nombre des bourgs, mais leur existence politique n'avait pas même été combattue. Les Anglais, avec leur esprit pratique, y trouvaient, en effet, de précieux avantages, que résume aussi M. Menche de Loisne, s'appuyant sur la double autorité de lord Brougham et de lord John Russell :

« Les bourgs qui assuraient dans tous les cas la réélection des chefs de parti, des orateurs distingués et des députés qui avaient été ou étaient désignés par l'opinion publique pour être secrétaires d'Etat; les bourgs qui ouvraient également l'entrée du Parlement aux hommes éminents que leur peu de fortune foncière eût sans cela à jamais éloignés de la vie publique, offraient encore cet avantage de permettre aux jeunes gens de l'aristocratie qui se signalaient par leurs brillantes études dans les universités, de débuter très jeunes dans la vie politique. A l'âge où dans d'autres pays on a à peine quitté les bancs des écoles, ils s'essayaient aux fonctions publiques, quand déjà ils ne remplissaient pas, comme Fox et Pitt, d'importantes charges dans l'Etat. Ils y apportaient, avec la réflexion et les tempéraments que l'expérience des hommes et des affaires nous enseigne, l'énergie, le dévouement et l'activité qui sont les qualités précieuses de la jeunesse, et ils pouvaient consacrer à la patrie leur vie tout entière. »

En dehors des bourgs, la noblesse, qui possédait la plus grande partie des terres, triomphait encore dans les élections des comtés. Sur ce nouveau terrain, elle trouvait un point d'appui dans les sentiments de respect et de considération pour la propriété foncière, qui forment un trait distinctif du caractère anglais. « Les francs-tenanciers, dit à ce sujet lord Russell, dans son *Essai sur l'histoire du gouvernement britannique*, regardent en quelque sorte la propriété comme une garantie du caractère. Il arrive donc que celui qui parmi eux possède le plus de terres, si, d'ailleurs, il n'est pas dépourvu des qualités ordinaires, est élu; s'il est pair, le choix tombe sur son fils ou sur son frère. »

Digitized by Google

Le système électoral de l'Angleterre s'explique par cette tendance profondément conservatrice de l'esprit public; du moment qu'on voulait assurer à la grande propriété une prépondérance durable, il eût été peu logique de baser la représentation nationale sur le chiffre de la population. Tôt ou tard, en effet, les progrès de la bourgeoisie et le développement industriel eussent compromis l'équilibre du système. M. Menche de Loisne n'ayant pas dépassé, dans son étude, les limites du XVIIIe siècle, nous n'avons point à parler ici des réformes obtenues, il y a quelques mois à peine, par le parti libéral et ses illustres leaders, MM. Gladstone et Stuart Mill; mais il est évident pour tous ceux qui connaissent l'Angleterre que le récent bill électoral inaugure une ère nouvelle; le triomphe de M. Gladstone prouve mieux que tous les raisonnements l'importance de la révolution qui s'opère en ce moment dans l'opinion publique en Angleterre.

Si la suprématie de la noblesse avait été limitée aux sphères supérieures de la politique, son existence n'eût probablement pas été de longue durée, et le peuple, accoutumé à se passer d'elle dans les actes de sa vie journalière, eût répudié sa tutelle en matière de gouvernement. Mais l'aristocratie se trouvait partout mêlée à la vie de la nation; maîtresse de tous les pouvoirs, monopolisant à son profit tous les services publics, elle continuait au sein du pays, avec une intelligence et une habileté extrêmes, ce rôle dirigeant qu'elle avait assumé dans les Chambres.

Dans un pays aussi religieux que l'Angleterre, il était naturel que le clergé jouît d'une influence considérable; la constitution qu'on lui donna en fit un instrument passif entre les mains de l'aristocratie. Celle-ci se réserva les hautes dignités ecclésiastiques, évêchés, doyennés, archidiaconats, auxquels furent attachés des revenus énormes et des immunités de tous genres; quant au bas clergé, elle le retint dans sa dépendance par la modicité des traitements, par le droit de nomination réservé au gouvernement ou aux bénéficiers, enfin par l'obligation imposée aux membres du *low church* de produire leurs sermons à toute réquisition de l'autorité épiscopale ou judiciaire, et d'en affirmer par serment l'exactitude.

La vénalité des grades militaires, bien qu'elle fût en apparence une concession faite à l'élément démocratique, tourna également au profit de la noblesse. D'abord les grades supérieurs à celui de lieutenant-colonel restaient à la disposition du gouvernement, c'est-à-dire de l'aristocratie, qui le dirigeait; et au-dessous de ce grade le prix des emplois, fixé par un tarif légal obligatoire, était si élevé qu'il fallait, pour entrer dans l'armée, posséder une fortune considérable. « Même parmi les fils de l'aristocratie, remarque M. Menche

Digitized by Google

de Loisne, plus d'un officier ne devait jamais espérer de pouvoir dépasser les grades inférieurs, et ce, avec d'autant plus de raison, que l'argent dépensé en acquisition de brevets était fort exposé pour les héritiers, puisque, en cas de mort subite, sur le champ de bataille ou ailleurs, le brevet, lorsque le détenteur n'avait pas eu le temps de le vendre, faisait retour à la couronne. »

Dans les armes spéciales on n'avait pas cru devoir introduire la vénalité des charges; mais les connaissances multiples, sans lesquelles on ne pouvait parvenir à ces emplois, n'étaient pas à la portée de toutes les bourses. L'école de Woolwich, où se formaient les officiers de l'artillerie et du génie, ne se recrutait point par voie de concours. Le grand maître de l'artillerie, à qui seul appartenait la nomination des élèves, avait soin de les choisir dans les rangs de l'aristocratie.

Si grands que dussent être les inconvénients d'un pareil système, l'Angleterre, grâce à sa situation insulaire qui l'expose à de moindres dangers, grâce aussi à la faiblesse de son armée permanente, dont le chiffre, jusqu'à la fin du siècle dernier, n'excéda pas dix-sept mille hommes, l'Angleterre put les braver impunément. En ce qui concerne l'armée de mer, le problème était plus grave. Sur l'Océan la bravoure et l'orgueil de race ne sauraient remplacer l'expérience, et la prédominance de l'élément aristocratique pouvait ruiner à jamais cette marine qui faisait la grandeur et la force de la nation. Nous allons voir, avec M. Menche de Loisne, comment on tourna la difficulté.

« On divisa, dit-il, les officiers de la marine en deux classes. La première, destinée aux emplois supérieurs, se composait de fils de lords, de membres de l'aristocratie. On embarquait ces enfants à douze ans comme cadets, ou on les faisait passer par le collége royal de Portsmouth; à quatorze ans ils recevaient le titre de midshipman; à dix-huit ou dix-neuf ans ils étaient, après avoir subi de nouveaux examens, nommés lieutenants. Le mérite ou la faveur les faisait ensuite parvenir rapidement aux grades les plus élevés.

» A côté d'eux il y avait, il y a encore une seconde classe d'officiers, — une classe démocratique, celle-là, — ce sont les *masters*. Ils ont commencé par être mousses. Après quinze ou seize ans de navigation, à force de mérite ou de dévouement à leurs devoirs, ils pouvaient parvenir au grade de midshipman, et après cinq années à celui de lieutenant. Alors, ou ils étaient chargés de tous les détails de la discipline à bord, ou ils s'élevaient à la position de *master*, et comme tels demeuraient seuls responsables de la marche du navire. Au-dessus, hiérarchiquement, de ce vieux marin qui a passé toute sa vie sur l'Océan, et qui répond de l'existence de tous les

Digitized by Google

hommes qui sont à bord, se place le jeune capitaine arrivé vite à ce grade supérieur, et se préparant à devenir commodore ou amiral. Il laisse au *master* le soin de la manœuvre, profitant de son expérience, s'inspirant de sa science pratique, se formant à cette école, et devenant un jour capable de commander une flotte et de la conduire à la victoire. »

Certes, on peut vanter ce qu'il y a d'ingénieux dans un tel mécanisme ; on peut louer cette adresse inventive, cette intelligence féconde en ressources avec laquelle les Anglais ont assuré l'homogénéité de leur constitution ; mais qu'il y a loin de ces combinaisons subtiles à l'imposante unité de notre édifice social, à ces grands principes d'égalité qu'a proclamés 89, et qui n'ont pas leur source dans les préjugés d'une caste, mais dans la conscience même de l'humanité !

L'organisation des pouvoirs administratif et judiciaire ne nous paraîtra pas moins singulière que celle de la marine et de l'armée. Là aussi nous retrouvons un faible élément démocratique, contenu et comme emmaillotté dans un réseau d'institutions toutes féodales.

La *Paroisse*, qui représente notre *commune*, nomme ses officiers par voie d'élection, et la *vestry*, assemblée de tous les citoyens payant la taxe des pauvres, compose le corps électoral ; cette organisation, toute démocratique en apparence, l'est beaucoup moins en réalité, l'esprit anglais faisant, dans la *vestry* comme aux *hustings*, la part la plus large possible à la richesse et à la propriété foncière.

A côté des paroisses, un certain nombre de *bourgs* (villes fermées) ont, en vertu d'anciens priviléges, le droit de s'administrer eux-mêmes. Ici, pour être électeur et concourir à la nomination des *aldermen* et des conseillers municipaux qui, réunis, choisiront le maire, il faut non-seulement payer la taxe des pauvres, mais posséder une maison ou un magasin, tout au moins un comptoir ou une boutique ; c'est ici l'élément bourgeois, commerçant ou industriel, qui l'emporte.

Toutefois, paroisses et bourgs ne sont que des rouages inférieurs : l'âme de la machine administrative, c'est le *comté*, et la noblesse y est souveraine. A ce degré supérieur l'élection fait place à la nomination directe des officiers par la couronne ; et comme toutes les fonctions du comté sont purement honorifiques, malgré les frais considérables dont elles sont l'occasion, le choix du gouvernement ne peut s'exercer que dans le cercle restreint des plus riches propriétaires fonciers.

Chaque comté est administré « par un lord lieutenant chef de la milice, un shériff choisi chaque année par le souverain, sur une liste

Digitized by Google

de trois candidats présentés par les juges de paix, et enfin des juges de paix nommés par la couronne pour toute la durée du règne. »

Cette institution des *juges de paix*, qui offre un si curieux exemple du génie britannique, a plus contribué que toutes les autres institutions ensemble au triomphe de l'aristocratie et à la consolidation de sa puissance. M. Menche de Loisne cite à ce propos un passage bien remarquable de Macaulay : « Il n'y a jamais eu, dit cet historien, un moment dans la constitution anglaise où l'élément ancien ne l'ait emporté sur l'élément nouveau. L'organisation administrative et judiciaire de l'Angleterre, où *tout le pouvoir est détenu pour ainsi dire héréditairement dans les mains de quelques individus*, sous le nom de juges de paix, en est la meilleure preuve. *C'est l'organisation féodale mitigée par les mœurs modernes.* »

Immense est en effet l'autorité des juges de paix. Magistrats, ils connaissent non-seulement de toutes les causes civiles dont l'objet ne dépasse pas 50 livres, mais de tous les crimes et délits qui n'entraînent pas la peine capitale ou la déportation à vie. Administrateurs, ils joignent aux pouvoirs de nos préfets ceux de nos conseils généraux et de nos conseils d'arrondissement. — Réunis dans leurs sessions trimestrielles (*Quarter sessions*), ils votent les taxes et leur emploi ; ce sont eux qui évaluent, en vue de la répartition, les revenus des paroisses ; ce sont eux qui opèrent cette répartition ; ce sont eux encore qui jugent des réclamations que la répartition soulève. Ajoutons qu'ils sont lieutenants de droit des milices, qu'ils nomment la plupart des fonctionnaires du comté, et que, ne pouvant être révoqués tant que les deux Chambres du Parlement n'ont point par une adresse provoqué leur destitution, ils jouissent en fait, quoique nommés par la couronne, d'une indépendance absolue vis-à-vis du gouvernement.

V

Pour que l'aristocratie anglaise soit parvenue à cet apogée de puissance et de grandeur ; pour qu'elle domine à ce point un pays libre et jaloux de sa liberté ; pour qu'elle se soit enfin si complétement imposée à la nation, que la tempête égalitaire de 89 n'ait pu ébranler un instant sa popularité, il faut que cette aristocratie ait une nature exceptionnelle, et qu'elle ait montré dès l'origine une profonde entente de sa situation.

L'aristocratie britannique, à vrai dire, ne ressemble guère aux autres classes privilégiées, dont l'histoire nous offre le spectacle.

Digitized by Google

Elle ne s'isole pas du peuple, elle n'est ni insolente ni exclusive, elle n'oppose point ses intérêts de caste aux intérêts généraux de la masse qu'elle dirige. Un double courant, ascendant et descendant, maintient cette aristocratie en communication directe et constante avec les couches inférieures de la nation. La naissance n'est pas en effet l'unique source de la noblesse, que tout le monde en Angleterre peut espérer d'acquérir; il suffit pour cela de s'élever, par quelque qualité éminente, au-dessus du niveau de la foule; les portes de la pairie s'ouvrent toutes grandes devant les parvenus de l'intelligence et du mérite, et ce titre même de *parvenus*, qui en France s'attacherait à eux comme une tache indélébile, constitue pour eux un droit de plus à l'estime et à la considération. La naissance, au contraire, n'a que des priviléges restreints; la pairie sans doute est héréditaire, mais elle ne confère la noblesse légale qu'au possesseur du titre. Les frères, les fils aînés des lords ne sont lords que par courtoisie; les autres membres de leur famille n'ont aucun titre, et rentrent modestement dans les rangs des *country gentlemen*, cette seconde noblesse sans existence légale qui vit de la vie du peuple, et n'est, à proprement parler, que l'élite de la démocratie anglaise.

« Ainsi, pour emprunter à M. Menche de Loisne une phrase qui résume parfaitement cette situation, tandis que les enfants puînés des pairs se mêlent sans aucune distinction au commun de la nation, les citoyens éminents en sortent pour s'élever à la pairie, qui est comme le cœur de l'Angleterre, s'alimentant par mille canaux, et par mille autres canaux reportant aux extrémités la force et la vie. C'est ce que Macaulay exprimait si bien, en disant que « l'aristo- » cratie de la Grande-Bretagne était la plus démocratique, et sa dé- » mocratie la plus aristocratique de l'univers. »

En se réservant d'ailleurs tous les avantages du pouvoir et de la richesse, la noblesse anglaise n'en répudiait point les charges. Elle ne se contentait pas, comme la noblesse française avant 89, de payer l'impôt du sang, et ne se retranchait pas derrière ses priviléges pour rejeter sur le pauvre peuple le poids des taxes et des subsides. Non-seulement elle prenait la plus large part dans les dépenses de l'Etat, mais elle prodiguait ses trésors pour multiplier, sur tous les points du pays, les travaux d'intérêt public et les institutions de charité. Si l'inégale répartition de la fortune publique engendrait sur le sol britannique des misères sans nombre, la main de la noblesse était toujours ouverte pour les soulager; ne pouvant sans compromettre sa propre existence guérir ce mal social, elle s'appliquait avec un soin extrême à en diminuer l'intensité.

M. Menche de Loisne va trop loin, selon nous, dans son admira-

Digitized by Google

tion pour cette noblesse, quand il dit : « En se mettant à la tête de toutes les associations, en se mêlant toujours et partout au peuple, aux ouvriers, en les éclairant de ses conseils, les aidant de son argent, s'occupant avec une admirable sollicitude de leur bien-être, de leur vie matérielle et morale, l'aristocratie remplissait tout simplement ce qu'elle considérait comme un devoir. »

Non ! ce n'était pas un devoir, mais un acte de saine politique, et de politique nécessaire, qu'elle accomplissait ; l'instinct de sa conservation la guidait plus encore que l'amour du bien ; en se présentant au peuple sous les traits du médecin qui soulage, elle lui cachait adroitement le véritable auteur de ses maux : comment dans cette main amie qui venait panser ses blessures le peuple aurait-il pu reconnaître la main qui les avait faites ?

La noblesse, d'ailleurs, ne comptait pas uniquement sur le respect et la reconnaissance qu'elle s'efforçait d'inspirer aux classes inférieures. Elle prenait en même temps d'habiles précautions contre un réveil de l'esprit populaire. Nous avons vu comment, dans le clergé, dans l'armée et la marine, dans l'administration des bourgs et des paroisses, elle avait fait à côté d'elle une petite place à l'élément démocratique ; nous l'avons vue attirant à elle les intelligences supérieures, et enlevant ainsi à la foule des chefs que leurs talents auraient rendus redoutables. Elle ne s'en tint pas là, mais, par une politique profonde, elle sut reporter hors du pays le trop plein des ambitions qu'elle ne pouvait satisfaire. Donnant à l'Angleterre l'Océan pour domaine et des continents pour colonies, elle livra les deux mondes en proie à cette minorité démocratique, peu nombreuse mais remuante, dont les aspirations trop longtemps comprimées auraient pu, par une soudaine explosion, faire sauter l'édifice aristocratique. — Les colonies furent pour ainsi dire la soupape de sûreté de la constitution anglaise, et la noblesse en consolidant, au moyen de ce dérivatif, la position qu'elle avait acquise, fit du même coup la fortune de la nation.

Par ses lumières, on ne peut le méconnaître, la pairie se montra toujours à la hauteur de ses destinées. Elle avait recherché le pouvoir avec ardeur, elle sut l'exercer avec grandeur, avec fermeté, avec désintéressement même ; elle se dévoua consciencieusement à la lourde tâche qu'elle s'était imposée, et l'on ne vit dans ses rangs ni frêlons, ni parasites. « Comme les patriciens de la république romaine, les fils de l'aristocratie anglaise se préparaient dès l'âge le plus tendre à occuper un jour les grands postes de l'Etat, et, comme eux, ils se distinguaient par la constance et l'habileté de leurs vues politiques et par l'énergie de leur patriotisme. »

Le système d'éducation en vigueur en Angleterre était admira-

Digitized by Google

blement caculé pour former ces jeunes âmes aux vertus civiques, il visait moins à faire des savants qu'à produire des hommes; il ne développait pas exclusivement l'intelligence au détriment du corps, et, pour créer des générations vraiment fortes, il mettait en action le vieil adage : *Mens sana in corpore sano.* L'enfant n'était pas caserné, enrégimenté sous une discipline qui le façonnait à l'obéissance passive; dès les *Grammar Schools*, il jouissait d'une liberté modérée et apprenait à vivre par lui-même. Arrivé aux Universités, tout contribuait à développer en lui la conscience de sa responsabilité morale. On ne lui parlait plus seulement de ses devoirs, mais de ses droits; on lui faisait faire, sous l'œil des maîtres, le premier apprentissage de la vie publique. C'est ainsi qu'il se voyait appelé à choisir, parmi ses camarades, les *proctors* chargés de la police universitaire et les *fellows* (membres gradués) qui forment le conseil d'administration des colléges. Placé sous la double surveillance des officiers élus par lui, et des élèves de la classe supérieure, c'est-à-dire de ses égaux, il s'accoutumait peu à peu à l'ordre, à la hiérarchie, à la soumission raisonnée et volontaire. Chez nous, l'enfant passe tout façonné du despotisme universitaire au despotisme administratif; il s'incline devant le fonctionnaire comme il pliait sous le maître d'études; il continue à se laisser conduire, satisfait quand il a pu jouer un mauvais tour à cette autorité dont il n'ose s'affranchir : les habitudes de l'enfant se retrouvent dans le citoyen.

VI

L'œuvre de M. Menche de Loisne, dont nous venons de donner une analyse succincte, touche, on le voit, aux plus graves questions. C'est un de ces livres qui tiennent plus qu'ils ne promettent; l'auteur, sous le titre modeste d'*Etude historique*, nous cache une science profonde, une grande connaissance de l'état social et politique de l'Angleterre, un esprit lumineux et pénétrant; ses aperçus rapides ouvrent à la pensée de larges horizons, et s'il ne va pas jusqu'à tirer des faits qu'il expose des conclusions pratiques, il les fait du moins pressentir au lecteur. On pourrait peut-être lui reprocher quelque partialité pour l'Angleterre; il a su pourtant faire la part du bien et du mal; il n'a pas dissimulé les imperfections de ces institutions si vantées, et il en a cherché l'explication dans le caractère national.

Si nous avons bien compris M. Menche de Loisne, il admire bien moins la constitution anglaise en elle-même que le parti merveil-

Digitized by Google

leux qu'en a su tirer la nation. Ce qu'il nous propose en exemple, ce n'est pas une forme de gouvernement qui répugnerait à nos principes et à nos mœurs, c'est bien plutôt le remarquable esprit politique qui a préservé l'Angleterre des inconvénients de ce régime et qui a fait d'un pays, dominé par l'aristocratie et soumis en partie à des lois despotiques, le pays le plus libre de l'univers.

Nous pouvons envier à l'Angleterre sa prudence en matière d'innovations, son attachement à la loi, son respect pour l'autorité régulièrement établie, son *loyalisme* qui, mettant le pouvoir suprême hors de toute atteinte, ne laisse plus au jeu nécessaire des partis que ses avantages sans ses inconvénients. Nous pouvons envier encore ce système d'éducation virile qui prépare l'homme à la possession de la liberté, et cette précieuse institution du jury qui lui en assure l'exercice. Nous pourrons même, dans un avenir qui n'est peut-être pas éloigné, emprunter à l'Angleterre cette indépendance de la magistrature qui est la meilleure garantie des droits de tous, et cette décentralisation administrative qui, affranchissant les citoyens de la tutelle gouvernementale, leur apprend à faire eux-mêmes leurs affaires.

Mais si notre tempérament politique est encore en voie de formation, s'il existe dans le cercle de nos institutions des lacunes regrettables, nous possédons, à d'autres points de vue, une supériorité incontestable sur nos voisins. Notre société, à nous, repose sur deux grands principes en harmonie avec les progrès de l'esprit moderne, l'égalité civile et politique, et le suffrage universel. Faute de ces bases inébranlables, la constitution anglaise chancelle aujourd'hui sur son piédestal trop étroit; qui sait ce que l'avenir lui réserve, et si nous ne verrons pas quelque jour le vieux monument féodal s'effondrer sous le flot montant de la démocratie?

S. Bouillon.

Digitized by Google

LUCILE GERMAIN

Sous le regard de Dieu, toute faute s'expie.

* * *

PREMIÈRE PARTIE

I

Je n'oserais affirmer que la cathédrale de Bâle est un monument digne d'être admiré sans réserves, mais ce que je peux dire sans crainte d'être démenti, c'est qu'elle est située délicieusement et que de la plate-forme sur laquelle elle s'élève on a une des plus magniques vues qu'on puisse imaginer. Le visiteur aperçoit, à ses pieds, le Rhin dont le flot caresse, en grondant, les rives caillouteuses ; en face, à perte de vue, la vallée encadrée par les montagnes de la forêt Noire dont les croupes s'abaissent doucement, voilées par une brume transparente qui estompe mollement leurs crêtes. Ce panorama captive et retient longtemps le voyageur ami du pittoresque ; aussi, l'administration municipale de la ville, très prévoyante, a-t-elle fait garnir de bancs le terre-plein qui entoure l'abside de la rose cathédrale.

Digitized by Google

Dans le mois de septembre 186., passant par Bâle, j'allai, selon ma coutume, m'asseoir sur un des bancs de cette terrasse pour y jouir de la vue du soleil couchant. Malheureusement tombait, ce jour-là, je ne sais quelle fête, et la place était presque entièrement envahie par les saltimbanques. Je ne professe aucun dédain pour le queue-rouge, et, dussé-je faire sourire les gens sérieux, j'avouerai que je me suis bien des fois réjoui à entendre les drôleries improvisées par ces gais farceurs, seuls véritables successeurs des comédiens italiens et assez ordinairement plus spirituels que les acteurs qui nous viennent débiter, sur nos scènes de genre, des calembredaines qu'ils ont péniblement apprises par cœur.

Je m'approchai donc des tréteaux où un paillasse s'escrimait de son mieux et m'apprêtais à suivre une dissertation assez bouffonne qu'il venait d'entamer sur le bonheur conjugal, lorsque je fus distrait par la vue d'une grande et belle jeune femme d'environ vingt-quatre ans qui se tenait debout devant moi.

Deux jeunes filles de dix et douze ans, richement vêtues, et un petit garçon de sept ans environ l'accompagnaient et l'entouraient. Pour elle, elle était mise avec une simplicité exquise et de très bon goût. Ce qui avait éveillé mon attention, c'est que, bien que je ne pusse voir d'elle qu'un profil fugitif, il me semblait avoir comme un vague souvenir de cette personne. Je fis un mouvement pour me rapprocher d'elle et pour l'apercevoir plus en face. Au même instant, elle se retourna et ses regards rencontrèrent les miens.

Une vive rougeur lui monta aussitôt au visage, rougeur à laquelle succéda immédiatement une pâleur mortelle. Je n'avais plus de doute et je m'approchais déjà pour la saluer, sans trop de cérémonie, quand un regard à la fois impérieux et suppliant me cloua à ma place. Les enfants qui accompagnaient cette jeune dame, attentifs aux bouffonneries de la parade, n'avaient fort heureusement rien vu de cette scène muette. Pour moi, retenu par un vif sentiment de curiosité, encore que le regard de cette dame semblât implorer mon éloignement, je restai là, perdu dans mille bizarres conjectures.

Au moment où elle fit, avec la jeune famille, le premier mouvement de retraite, je me trouvai, malgré moi, en face d'elle et la saluai. Elle rougit de nouveau et, s'approchant vivement de moi :

« Pour l'amour de Dieu, dit-elle tout bas, ne me perdez pas!

— Mais encore, chère... enfant, répliquai-je, comment se fait-il que je vous trouve ici en cet équipage?

— Laissez-moi, je vous en supplie! »

Mais ma curiosité était trop vivement excitée pour céder à si bon marché, et, sans réfléchir à ce que mon procédé avait de brutal et d'indigne d'un galant homme, je persistai. Et d'ailleurs, comme on

Digitized by Google

le comprendra plus tard, je ne me croyais pas tenu envers mon interlocutrice à une excessive discrétion. Puis, j'avoue que nulle de ces réflexions ne me passa par la tête; la curiosité seule m'aiguillonnait.

« Monsieur, me dit-elle à voix basse, vous comprendrez que je ne puis rien vous dire ici. Si vous voulez traverser ce soir à sept heures le pont du Rhin, je vous y verrai. Mais, au nom du ciel, ne me suivez pas maintenant. »

Et, entraînant ses trois enfants, elle s'enfuit plutôt qu'elle ne se retira. Au reste, cette scène s'était passée en dix fois moins de temps qu'il ne m'en a fallu pour la raconter.

II

Il convient maintenant que j'explique d'où venait l'étonnement, je devrais dire la stupéfaction qui s'était emparée de moi à la vue de cette jeune femme. Il est, pour cela, nécessaire que je remonte à quelques années en arrière.

Vers 185..., j'habitais, au milieu d'une colonie d'artistes et de gens de lettres, la cité Frochot, qu'on a tout modestement surnommée la *Nouvelle Athènes!* Il se faisait, dans ce monde-là, de très bonnes parties. Ce n'était pas qu'on y fût riche, mais quelques-uns avaient de l'esprit, d'autres du talent, tous de la jeunesse. Et puis, on avait des amis opulents, de ces fils de famille qui, n'ayant ni esprit, ni talent, sont néanmoins flattés de dépenser leur temps et leur argent au milieu de cette gaie société.

L'un de ces messieurs, fils d'un agent de change et qui, sous l'aile paternelle, gagnait à la Bourse d'assez jolies sommes, était venu planter, non loin de nous, une tente extra-conjugale. Il avait installé, dans un délicieux petit appartement de la rue de Laval, une jeune et ravissante fille qu'il avait trouvée on ne savait où, et qui était elle-même, à son propre égard, d'une discrétion excessive. Bonne musicienne, ayant quelques notions de peinture, elle savait de plus l'anglais, possédait à fond l'histoire, la géographie et toutes les ressources de sa langue. C'était, en fin de compte, une éducation complète. Elle parlait bien et avec une grâce infinie; elle était la joie de nos réunions.

Elle n'avait rien d'ailleurs de la gaieté grossière des filles de sa sorte, et, bien qu'elle rît assez volontiers et ne négligeât point une plaisanterie équivoque, elle mêlait à cela je ne sais quel charme discret

Digitized by Google

et presque pudique qui faisait à tous notre étonnement. Dans quel coin fortuné Alfred D... était-il allé chercher ce trésor? Nul ne le savait, car cette enfant était née assurément pour faire le bonheur d'un mari et non pour la vie aventureuse dans laquelle elle se lançait à dix-huit ans.

Au reste, elle paraissait accepter très bien sa situation, sans embarras et sans mièvrerie, et le nom de Fanchonnette, qu'on lui avait donné, je ne sais pourquoi, lui plaisait beaucoup. Elle ne posait point pour la vertu et ne s'effarouchait point d'une galanterie. Aimait-elle Alfred? lui serait-elle longtemps fidèle? C'est ce qu'il était malaisé de savoir. Beaucoup, comme on l'imagine, lui faisaient une cour assidue; quelques-uns se vantèrent de ne l'avoir point trouvée trop cruelle. Etait-ce vrai? Cela importe peu. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle était la maîtresse d'Alfred, qui l'aimait beaucoup plus par amour-propre qu'autrement; c'est qu'elle se laissait par lui combler de biens; c'est qu'au moment où je la connus, elle avait un bel attelage qui était pour mille autres un sujet d'envie; c'est qu'elle avait des diamants, des perles et des dentelles pour une somme considérable; c'est qu'enfin elle menait la vie joyeusement et sans paraître accorder à la mélancolie la moindre prise sur son cœur.

Telle était donc Fanchonnette, jeune, jolie, adulée, rieuse; elle aimait le spectacle, les fêtes, et réunissait enfin toutes les conditions qui font le succès des filles de ce monde.

Un matin, vers dix heures, nous vîmes entrer chez nous Alfred. Il était agité et pâle. Sans même attendre que nous l'interrogeassions sur les motifs de cette visite matinale.

« N'avez-vous point vu Fanchonnette? » nous dit-il.

Cette question nous parut bizarre, car il n'était point dans les habitudes de Fanchonnette de courir les rues à une telle heure, attendu qu'elle se levait fort tard.

« Je viens de chez elle, ajouta-t-il, elle n'y est point.

— Quoi d'étonnant? répondis-je, quelque course pressée...

— Elle n'est point rentrée hier au soir, dit en m'interrompant Alfred, qui étouffa malaisément un soupir.

— Elle n'est point rentrée?

— Non. J'ai trouvé sa femme de chambre tout en pleurs. Elle l'avait attendue pendant toute la nuit, et elle n'avait osé, ce matin, me faire prévenir.

— Diable, voilà qui est bizarre. Mais à quelle heure l'as-tu quittée hier au soir?

— Je dînais en famille; je l'ai quittée à cinq heures, après sa promenade au bois. Elle paraissait préoccupée. Comme je la ques-

Digitized by Google

tionnais, elle me répondit qu'elle avait la migraine et qu'elle allait se mettre au lit.

— Et, en effet, est-elle alors rentrée chez elle ?

— Oui. Elle a dîné seule et, après, elle s'est habillée très simplement, a pris avec elle un petit paquet que Jeanne, sa femme de chambre, soupçonne devoir contenir un peu de linge ; elle a fait demander un fiacre, et elle est sortie en disant qu'elle allait voir une amie malade.

— Et elle n'est point rentrée ?

— Non.

— Son amie est sans doute plus mal et elle n'aura pas voulu la quitter.

— Mais elle eût fait prévenir. Et puis, pourquoi ne pas prendre sa voiture ? Tout cela me paraît bien inquiétant. Pourvu qu'il ne lui soit point arrivé quelque malheur !

— Allons, ne te forge pas de vaines chimères ! Peut-être est-elle rentrée à présent. »

Alfred secoua tristement la tête ; des larmes roulaient dans ses yeux.

« Non, dit-il ; je ne sais quel pressentiment m'assiége ; il me semble que je ne la reverrai plus.

— Viens, » lui dis-je. Et je l'entraînai au dehors. Il était agité et en proie à une véritable inquiétude.

Nous marchâmes silencieusement jusqu'à la rue de Laval. Alfred hésita avant d'entrer. Il fit un mouvement, comme pour demander au concierge si Fanchonnette était revenue. Il n'osa et se précipita dans l'escalier. L'appartement était situé au second étage. Je sonnai, Jeanne vint nous ouvrir. Elle avait les yeux rouges, car elle aimait sérieusement sa maîtresse, qui était d'une grande bonté.

« Rien ? demanda fiévreusement Alfred.

— Rien, » répondit tristement Jeanne.

Nous entrâmes. Tout était en ordre dans l'appartement, et rien ne pouvait faire soupçonner une fuite. Les clefs étaient à tous les meubles. Nous cherchâmes si nous ne trouverions pas une lettre. Chaque objet était à sa place : dans leurs écrins, les diamants ; dans leurs étuis, les bijoux ; dans leurs cartons, les cachemires et les dentelles. Dans un tiroir de la chiffonnière, Alfred trouva deux cents obligations au porteur, de différentes Compagnies, qu'il lui avait données en plusieurs fois depuis qu'ils étaient ensemble. Mais ce qui le frappa davantage, c'est que la montre, les bijoux, bagues, bracelets et colliers qu'elle portait ordinairement étaient dans le tiroir d'une petite table en bois de rose, son meuble de prédilec-

Digitized by Google

tion. Il devenait évident que la jeune fille n'avait rien emporté avec elle de tout ce qui pouvait avoir quelque valeur.

« Comment madame était-elle vêtue en sortant? demanda Alfred à la femme de chambre.

— Cela est singulier, monsieur, madame avait une petite robe de laine que je ne lui connaissais pas, et elle portait un petit manteau hors d'usage et qu'elle m'avait autorisée à prendre pour moi.

— Etrange, en effet, murmura mon ami désolé.

— Et, ajouta Jeanne, j'ai remarqué aussi, mais sans y prendre garde, que madame se défaisait de tous les bijoux qu'elle porte d'ordinaire.

— Et paraissait-elle gaie, triste, quoi?

— Elle paraissait un peu souffrante, nerveuse ; mais comme depuis quelque temps madame est ainsi, je n'y ai point attaché une importance spéciale.

— Et elle ne t'a point parlé de l'heure à laquelle elle rentrerait?

— J'ai demandé à madame si je devais l'attendre. Elle m'a répondu que c'était inutile, car elle ignorait au juste l'heure à laquelle elle pourrait revenir. »

En ce moment, on sonna. Alfred se précipita et ouvrit. Mais ce fut un commissionnaire qu'il reçut. Il apportait une lettre à son adresse. Le malheureux garçon la saisit, l'ouvrit et la dévora en une seconde ; puis, pâle de désolation :

« Qui vous a remis cette lettre? dit-il s'adressant au commissionnaire.

— C'est une vieille dame, répondit celui-ci.

— Tu mens ; tiens, il y a cent francs pour toi si tu dis la vérité. Cette dame était jeune. A quel endroit t'a-t-elle remis cette lettre?

— Dame, monsieur je ne méprise point vos cent francs, mais c'est tout de même une vieille dame qui m'a donné la lettre, et en me payant ma course, au coin de la rue Cadet, et elle s'en est allée sans me rien dire de plus.

— Misère! » s'écria le pauvre garçon en tombant sur un siége et en froissant la lettre entre ses mains.

Je lui pris doucement le papier. Voici ce qu'il contenait :

« Monsieur,

» Soyez, sur ce qui me touche, sans inquiétude; nul accident ne m'est arrivé. Ne me cherchez point ; ce serait inutile. Et même je ne vous eusse point écrit si je n'avais eu à vous dire que je renonce tout naturellement à tout ce qui est dans l'appartement que j'occu-

Digitized by Google

pais. Valeurs, bijoux, etc., tout est à vous, monsieur, et je n'ai pas, de tout cela, emporté une obole. Je prie Dieu que vous soyez heureux et que, renonçant à cette vie folle, vous trouviez une épouse qui vous aime. »

Pas de signature; mais c'était l'écriture de Fanchonnette.

Cette disparition fit grand bruit, comme il est facile de le penser. Chacun bâtit là-dessus son petit roman. On en parla pendant un mois, puis un autre événement vint qui fit oublier celui-là. Quant à Alfred, je ne suis pas bien sûr que, consolé bientôt, il n'installa point dans les meubles, les bijoux et les valeurs de la pauvre fugitive, une autre créature de ce monde peu scrupuleux. Moins d'un mois après, je l'entendis plaisanter sur le souhait final de la lettre de son ancienne maîtresse.

Pour moi, je gardai longtemps une impression pénible de cette fuite. Je prévoyais quelque déchirement intérieur, une grande douleur morale enfin, de celles-là qu'on ne sait vaincre et qui vous tuent. Un amour vrai peut-être.

Mais enfin, comme le temps efface tout, j'en étais venu à ne plus songer à cette aventure, et elle était fort loin de ma pensée lorsqu'à Bâle, trois ans plus tard, je fis la rencontre que j'ai racontée au commencement de ce récit.

Qu'on juge de ma stupéfaction quand je reconnus, dans cette belle et jeune gouvernante, la Fanchonette, la fugitive de la rue de Laval.

Grand était mon désir de connaître l'histoire de cette jeune femme, et je ne sais pourquoi je pressentais là quelque saveur âcre dont un poète voyageur est toujours assez friand.

III

Il était sept heures un quart; j'avais arpenté vingt fois le pont du Rhin et je commençais à désespérer, lorsque j'aperçus, aux dernières lueurs du crépuscule, la Fanchonnette, hésitante, s'engager sur le trottoir du pont. Je courus vers elle, et, lui tendant la main :

« C'est bien à vous d'être venue », lui dis-je.

Je ne sais si le ton dont je prononçai ces simples mots fut quelque peu léger, et put lui rappeler nos rencontres d'une autre époque; toujours est-il qu'elle ne répondit point à mon invitation, et en rougissant beaucoup :

Digitized by Google

« J'eusse préféré ne pas venir, monsieur, dit-elle ; mais je vous avais promis et je me suis fait une loi de ne point manquer à ma parole. »

J'examinai curieusement cette jeune femme, dont la voix douce et ferme en même temps me paraissait avoir je ne sais quoi de vibrant et de nerveux, qualités que je ne lui connaissais pas.

Les rayons du soleil couchant tombaient obliquement sur ce visage délicieux, plus beau cent fois qu'il ne l'était jadis, car il me semblait voir en cette physionomie, autrefois mobile et agitée, un calme et une sérénité qui en rehaussaient l'éclat. Il y avait un parfum de mélancolique satisfaction qui se reflétait dans le sourire et dans le regard, et je ne sais quoi d'héroïque dans l'ensemble, et comme un air vainqueur, tel que le doit avoir un héros qui sort d'un combat, content de lui, mais fatigué de la lutte. Son grand œil limpide et bleu avait un rayonnement chaste et virginal, et il eût été impossible à l'observateur le plus attentif de deviner dans cet ensemble les antécédents de cette femme singulière.

Après quelques instants de silence :

« Je suis venue, monsieur, dit-elle, parce que je vous l'avais promis, d'abord, et ensuite parce que, de tous ceux-là que j'ai connus dans ma vie... d'autrefois, vous êtes peut-être celui qui m'avez inspiré le plus de confiance, car je vous sais des sentiments généreux et bien souvent je vous ai entendu plaindre des douleurs que la plupart ne comprennent point ou dont ils rient.

— Madame, répondis-je, je suis heureux d'avoir laissé en vous un tel souvenir, et si j'en juge à ce que je crois entrevoir, ce ne doit pas être un médiocre présent que votre estime.

— Hélas ! monsieur, ai-je le droit de mépriser personne ? fit-elle tristement. »

Je m'aperçus que j'avais commis une gaucherie, et je voulus changer la conversation. Elle ne m'en laissa pas le temps.

« J'ai une grâce à vous demander, monsieur. Vous ne m'avez point rencontrée. Mon nom... le nom d'autrefois, ne tombera jamais de vos lèvres, et un profond oubli ensevelira au fond de votre cœur notre conversation d'aujourd'hui. Je vous en conjure ! »

Et cette fois elle avait posé sa main sur la mienne. Cette main tremblait ; elle était glacée. Je la saisis, et certes je l'eusse portée, plein de respect, à mes lèvres si nous n'eussions été entourés de passants.

Nous avions traversé le pont. Elle parut vouloir prendre congé de moi. A mon tour, je la retins en suppliant. Un intérêt extrême m'attachait à elle ; curiosité ou sympathie ? Que sais-je ? Tous deux peut-être.

Digitized by Google

« Mademoiselle, lui dis-je, en lui rendant cette fois le nom qui lui appartenait, mademoiselle, ne me quittez pas ainsi, et puisque vous voulez bien me tenir en quelque estime, dites-moi, racontez-moi quels motifs vous ont poussée à fuir comme vous l'avez fait?

— Quoi, reprit-elle, vous me le demandez? Demandez-vous à un homme qui a été retenu dans les ténèbres pourquoi il fuit ces ténèbres dès qu'il est libre de vivre au milieu des lumières? Vous voudriez savoir mon histoire? Hélas, elle est bien simple ; c'est celle de toutes les malheureuses qui, comme moi, sont tombées au gouffre.

— Mais qui, comme vous, n'ont point su s'en tirer. »

Je ne sais si mon regard exprimait toute l'admiration que je ressentais, mais elle la devina et en fut touchée.

« Oh ! monsieur, dit-elle, vous êtes bon. Je suis heureuse d'être venue. C'est la première fois que je lis le respect dans les yeux d'un de ceux qui m'ont connue alors... et cela me fait du bien. Il me semble que je vole l'estime de ceux qui m'entourent aujourd'hui et qui ignorent mon passé. Je me sens hypocrite et parfois je me prends à rougir et à pleurer ; mon cœur saigne.

— Pauvre enfant, murmurai-je, mais comment se fait-il que vous soyez ici en l'état où je vous vois?

— Je ne puis, ce soir, rester plus longtemps avec vous, répondit-elle, mais demain, je tâcherai de disposer d'une heure pour satisfaire votre curiosité. Etes-vous pour quelques jours à Bâle?

— Non, j'en devais partir demain au matin pour Lucerne, mais je resterai.

— Cela est bon, monsieur, et vous n'imaginez pas combien cela me rend heureuse de pouvoir ainsi causer avec vous, sans lire en vos yeux un regard de mépris.

— Celui, dis-je, qui, étant tombé, se relève, n'a-t-il pas plus de gloire que celui qui est resté debout ! Quelle force il lui a fallu, et quelle vie de lutte, sans doute !

— Merci ! dit-elle, à demain.

— Où vous verrai-je ? »

Elle me désigna du doigt une verte prairie, entourée de haies vives, à quelques centaines de mètres du pont, sur la rive droite du fleuve, à l'endroit où il fait un coude pour aller baigner la frontière française.

« Là, dit-elle, à la même heure. »

Et elle s'enfuit, me laissant éperdu et confondu de tant de grâce et j'oserai ajouter de tant de pudeur.

Digitized by Google

IV

Le lendemain, bien avant l'heure fixée, j'étais au lieu du rendez-vous, très avide de connaître les détails de cette histoire. Je me promenai longtemps sur la rive du Rhin, qui s'incline brusquement à droite, faisant décrire à ses ondes une courbe impétueuse et bruyante. Le temps était magnifique et donnait je ne sais quel charme doux à ce paysage sur lequel planait la ville de Bâle, assise sur ses collines. Je me forgeais en moi-même vingt romans en attendant le récit de l'histoire réelle qui allait m'être racontée. A l'heure dite, la jeune femme arriva par un petit sentier tracé à travers la prairie. Sa robe flottait à la brise et donnait à sa démarche je ne sais quel air d'élégance et de grâce qui me frappa d'admiration. Je fis quelques pas au-devant d'elle. Cette fois elle me tendit la main et elle accompagna ce geste d'un sourire doux et mélancolique. Je ne pouvais me rassasier de la contempler. C'étaient bien les mêmes traits, mais l'expression de la physionomie avait complétement changé. Au lieu de cet air d'insoucieuse gaîté et de nonchalance qui en faisait jadis le principal charme, ce visage avait je ne sais quel doux reflet de calme, je dirai presque virginal, qui me jeta au comble de la surprise. Evidemment, cette jeune femme se possédait et ne s'était jamais donnée. Des circonstances extraordinaires, exceptionnelles avaient pu un instant la faire dévier du droit chemin; elle avait pu accepter une situation infâme sans en avoir conscience, peut-être, mais elle était rentrée en possession d'elle-même, et si l'on peut s'exprimer ainsi, elle était redevenue jeune fille.

« Je ne sais, dit-elle en m'abordant, je ne sais quelle brusque confiance me pousse vers vous. Mon cœur me dit que je n'aurai point à m'en repentir, et je viens.

— Croyez, mademoiselle, que vous avez en moi un ami qui ne se souvient du passé que pour glorifier votre présent et espérer en votre avenir. »

Elle secoua la tête.

« Je n'ai point d'avenir, dit-elle. C'est déjà beaucoup que je puisse jouir du présent. Dieu, peut-être, qui voit et juge tout avec sa bonté, me tiendra-t-il compte de mon repentir. Mais je vous ai promis le récit de ma fuite, je veux vous satisfaire; aussi bien, je ne puis disposer de beaucoup de temps. Je profite, pour sortir, de l'heure du dîner des enfants et il est nécessaire que je sois rentrée à huit heures et demie.

Digitized by Google

— Vous êtes donc institutrice?

— Ecoutez, » dit elle.

Et en même temps elle me fit signe de m'asseoir auprès d'elle, sur un tronc d'arbre, derrière une haie, en face du fleuve, et elle commença ainsi, non sans que son front se couvrît d'une vive rougeur.

« Mon père était capitaine et s'appelait Germain; je fus son unique enfant, et par malheur pour moi ma mère mourut jeune et je ne la connus point. Je fus élevée à Saint-Denis jusqu'à dix-sept ans. J'eus encore, à cet âge, la douleur de perdre mon père, et de plus je n'avais que des parents éloignés et sans fortune. Que faire? Je fus recueillie par une vieille cousine avare, acariâtre et méchante, qui me fit endurer les plus cruelles humiliations, me reprochant, et le pain que je mangeais, et l'inutilité de ma brillante éducation, et jusqu'à mon pauvre sourire de jeune fille. Que vous dirais-je? Je pris la vie en dégoût; peu habituée au travail, j'eusse voulu pourtant travailler. Je cherchai quelques leçons de musique. C'est la ressource des pauvres créatures déclassées. J'en trouvai quelques unes, mal payées, et quand je rentrais le soir, je revoyais avec horreur le visage maussade de ma vieille mégère. Dieu voulait m'éprouver sans doute et je n'eusse eu que plus de mérite à résister. Mais j'avais dix-huit ans, j'étais seule, sans amis, sans parents!... Je ne cherche point à m'excuser, je constate; le reste regarde Dieu et ma conscience. »

En prononçant ces mots, son œil lançait un éclair singulier, sa voix avait quelque chose de métallique et de vibrant, et toute sa personne respirait un air de dignité superbe. Elle continua :

« Epargnez-moi, monsieur, le récit de ma chute. Je vous dirai seulement, et sans grandes phrases, que je fus livrée, en une maison où j'avais été entraînée, sous prétexte de musique, aux mains d'un homme aimable, qui fit miroiter à mes yeux l'espérance d'une vie douce et facile. J'étais brisée, navrée; j'avais dix-huit ans, et de plus, oh! je vous le jure, je n'avais pas conscience de ce que je faisais. Je m'aperçus bientôt de ma faute, car je fus abandonnée. Oh! je ne vous cacherai rien, à vous qui m'avez connue alors, et l'aveu que je fais de ma misère est une des peines que je trouve bon de m'infliger; je ne connus Alfred qu'un an plus tard, et vous savez ce que peut contenir une année de l'existence des femmes dont je parle! Je vivais heureuse, vous le savez, insoucieuse comme l'oiseau du ciel voletant d'arbre en arbre, car j'avais perdu toute conscience et toute morale, lorsqu'un jour, en fouillant dans une armoire où j'avais jeté pêle-mêle quelques objets, je retrouvai un petit portrait de ma mère. Ne souriez pas, je sais bien que l'histoire de ce por-

Digitized by Google

trait n'est pas neuve et que les romans l'ont dès longtemps exploitée; mais c'est justement parce que les sentiments que fait naître la vue d'un tel objet sont vifs et vrais que son rôle revient souvent. Eh bien, je me mis à considérer ce portrait. Il était très bien fait. Ma mère était souriante, et pourtant je ne sais pourquoi il me sembla voir dans ce sourire quelque teinte de tristesse. J'interrogeai son regard. Le propre des portraits est de présenter toujours les yeux du modèle fixés sur la personne qui le regarde. Je crus lire en ces yeux un doux reproche. Je cherchai à éviter ce regard, mais il me poursuivait, de quelque façon que je plaçasse le portrait. Une certaine frayeur me saisit; je sentis mon cœur se gonfler, et involontairement je m'écriai : Oh! ma mère, est-ce que tu m'en veux? Il ne se fit aucun miracle matériel; le portrait ne parla point, les yeux ne remuèrent point, mais pourtant j'entendis très distinctement en moi une voix qui me répondit : Oui, ma pauvre fille, je suis triste, car tu es perdue, et jamais tu ne pourras goûter en paix les saintes joies de la famille. »

Et, en disant ces mots, la pauvre jeune femme avait caché son visage dans ses mains et elle pleurait abondamment. Je me gardai de troubler par aucune parole cette douleur si respectable. Peu à peu, elle se remit et continua, non sans m'avoir remercié par un reconnaissant regard de ma discrétion et de l'émotion que je ne pouvais maîtriser.

« La conscience venait de s'éveiller en moi. De ce jour-là seulement, je me connus et j'eus horreur de ma honteuse situation. Mais que faire? Je sentais bien que mon cœur se révoltait, que je ne pouvais demeurer ainsi, mais que faire? Je cherchai autour de moi : rien! Nulle affection sérieuse et solide. Je sentis mon isolement, et il me fit peur. Je me souvins alors, et c'est le propre de tout cœur souffrant, je me souvins alors de la religion et je courus en toute hâte à l'église de N... C'était un dimanche au matin, l'église était pleine de monde. J'avisai un jeune prêtre, haut de stature et fort en couleur. Sans prendre garde à son âge, je m'adressai à lui et il me mena au confessionnal. Cela me fit froid, mais je lui racontai ma désolante histoire. Je demandai des consolations, et il m'effraya par de dures paroles. Cet homme, évidemment, n'avait aucune conscience de mon état. Il me conseilla de me retirer dans un couvent et m'indiqua je ne sais quelle communauté de filles pécheresses et repentantes, laquelle est établie sur les bords de la mer, à quelques pas de l'embouchure de l'Adour. Mais ce qui acheva de me révolter, c'est qu'il me conseilla de disposer des biens que je possédais, en faveur de cette communauté et d'autres qu'il me nomma, pour racheter ce qu'il appelait mes péchés. Et, du reste,

Digitized by Google

il s'offrait obligeamment à être le mandataire de mes largesses et à prier le ciel pour moi.

» Racheter ma vie avec l'argent de ma honte ! Cette idée me souleva le cœur. J'avais été jusqu'alors écrasée sous le poids de mon remords, j'osai lever les yeux sur mon confesseur et j'aperçus son regard brillant d'un feu singulier. Cela me fit peur, je me levai précipitamment et me sauvai.

» Je courus ainsi jusqu'à l'église Notre-Dame des Victoires. On sortait de la messe. Le premier prêtre que j'aperçus fut un vieillard à cheveux blancs, au visage calme et doux. Je fus à lui et demandai à lui parler.

» — Est-ce en confession ? me dit-il.

» — Non, répondis-je brièvement ; c'est un conseil que j'implore de vous et j'ai à vous parler longuement.

» En ce cas, mon enfant, dit-il, voulez-vous me suivre chez moi ? Je serai plus à l'aise pour vous entendre.

» Il demeurait à quelques pas de là. Arrivée chez lui, je me jetai à ses pieds et, de nouveau, je fis le récit de ma pénible infortune. Il m'écouta avec recueillement, sans m'interrompre ; mais un sentiment de profonde commisération était peint sur sa bienveillante figure. Quand j'eus terminé :

» — Eh bien ! monsieur, lui dis-je, vous ne me maudissez pas !

» — Pauvre enfant, dit-il, je vous aime et Dieu aussi vous aime, car vous venez de faire un acte qui témoigne d'un grand cœur et d'une âme noble.

» Je me précipitai sur sa main pour la baiser, car cette parole vraiment affectueuse était la première que j'entendais depuis bien longtemps.

» — Et que dois-je faire ? lui dis-je.

» — Vous avez de l'éducation, de l'instruction. Avez-vous aussi du courage ?

» — J'en aurai autant qu'il le faudra.

» Il me regarda avec un certain air de tristesse. Je m'aperçus alors de quelle façon j'étais vêtue : mieux qu'une honnête fille ne doit l'être et couverte de bijoux.

» — Oh ! lui dis-je, ces objets ne me rappelleront pas longtemps mon état ; je rejetterai tout cela loin de moi.

» — Et, demanda-t-il, avez-vous quelques ressources personnelles ?

» — J'ai pour plus de deux cent mille francs de valeurs, répondis-je, mais rien de tout cela ne me vient...

» — J'entends, fit-il en m'interrompant. Il faut renoncer à tout cela.

Digitized by Google

» — Oh ! certes, de grand cœur ! Mais il faut que je trouve du travail dès aujourd'hui.

» — Qu'à cela ne tienne, dit-il, Dieu y pourvoira. Ma chère enfant, je bénis le ciel de vous avoir envoyée à moi ; ce ne sera pas une des moindres consolations de ma vie.

» Il appela. Une vieille dame entra. Me la présentant alors :

» — C'est ma sœur, dit-il. Puis, s'adressant à la nouvelle venue : Ma sœur, c'est une brebis égarée que Dieu nous envoie ; il faut l'aider à rentrer au bercail. Vous serez sa mère, et, dès ce soir, elle demeurera avec vous jusqu'à ce que le ciel ait pourvu à sa situation.

» Il lui raconta alors brièvement mon histoire, en passant avec une délicatesse infinie sur tout ce qui eût pu me blesser trop vivement. La vieille dame me contemplait avec une compassion et un sentiment d'affection tels que j'en fus remuée jusqu'au fond du cœur.

» Il fut convenu que, dès le soir, je viendrais m'installer chez eux et que je n'y apporterais pas une obole de cet or dont le contact même était pour moi une souillure. On se mettrait aussitôt en quête d'une place de gouvernante et d'institutrice, et je devais être mise à même de racheter, par une vie de travail et de dévouement, la faute de mes premiers jours.

» Je quittai le digne prêtre et sa vénérable sœur avec des larmes de joie et de reconnaissance, et je bénis Dieu d'avoir envoyé sur terre des êtres si bons, si pleins de son amour et de sa clémence, et de me les avoir fait rencontrer.

» Le soir même, comme vous le savez, je quittai mon appartement. Moins de quinze jours après, grâce aux recherches de mon protecteur, j'étais placée dans une famille écossaise, chez lady Dumblane, où, depuis lors, je suis restée, chargée de l'éducation de ses deux filles. »

Elle se tut. Moi-même, ému par ce récit à la fois si grand et si simple, je restai, pendant quelques minutes, silencieux et recueilli. A peine osais-je lever les regards sur cette noble fille, dont le visage, animé par ce récit, et humide des larmes qui avaient coulé de ses yeux pendant qu'elle parlait, était admirable de douceur et rayonnant de résignation.

« Et votre vie, mademoiselle, est-elle ce que vous désirez qu'elle soit ?

— Elle est trop belle pour moi ; ou plutôt, elle serait trop belle sans le remords qui me torture.

— Il faut chasser ces désolantes pensées.

— Et, le puis-je ? Traitée, dans cette famille, en amie plus qu'en

Digitized by Google

étrangère, il me semble que je vole les saintes affections qu'on me prodigue. Et quand ces deux jeunes et innocentes filles, si sympathiques, viennent chaque matin poser leurs lèvres sur ma joue, je sens un feu brûlant me monter au visage, à ce visage souillé, car il me semble que cette souillure rejaillit sur ces pauvres petites et qu'une voix intérieure me crie : Impure, tu profanes cette innocence !

— Vous vous exagérez, mademoiselle, votre propre remords, et votre exquise délicatesse s'alarme à tort, je vous jure.

— Mais enfin qui m'a mis au cœur ce remords, sinon Dieu ?

— Dieu, répondis-je, juge les intentions et non les actes ; il scrute les causes et non les faits ; or, devant Dieu vous êtes redevenue innocente et juste. »

Elle me regarda en face.

« Que m'a-t-on souvent répété que la philosophie et la religion sont ennemies, dit-elle ? Vous venez de me redire les propres paroles du vénérable prêtre qui m'a rendue au bien, et cependant elles partent d'un autre sentiment.

— Non, mademoiselle, lui dis-je, elles partent du même sentiment. Quand la religion et la philosophie se tiennent en ces hauteurs d'où elles ne devraient jamais descendre, elles ne sont point ennemies, elles sont sœurs. Elles ont les mêmes désirs, les mêmes aspirations, les mêmes espérances. Ceux qui les prétendent ennemies sont des aveugles qui ne les connaissent ni l'une ni l'autre et qui les calomnient. Elles ne diffèrent que par les dogmes, mais la doctrine est la même, la morale est la même ; elles sont sœurs, vous dis-je, et toutes deux vous absolvent, car elles parlent au nom du même Dieu. »

A mon tour je lui tendis la main ; elle y posa la sienne et sembla me remercier du regard.

« Soyez donc heureuse, lui dis-je, car Dieu ne peut vous haïr pour une faute involontaire et que vous avez expiée.

— Hélas ! monsieur, vous vous trompez, murmura-t-elle, Dieu ne m'a pas absoute, car je souffre cruellement.

— Mais encore ?

— Je ne vous ai pas tout dit. Le ciel ne veut point que je sois heureuse et il m'a envoyé une affliction qui sera aussi durable que ma vie, qui abrégera ma vie. »

Je a regardai fixement. Son suave visage reflétait alors je ne sais quel terrible déchirement intérieur dont je fus effrayé. Je n'osais parler. Elle se leva brusquement.

« Allons, dit-elle, il se fait tard ; il faut que je rentre.

— Vous avez encore quelque chose à me dire, mademoiselle ?

Digitized by Google

— Ah! monsieur, je ne vous ai rien dit encore, s'écria-t-elle. Mais partons, partons, je ne puis tarder à rentrer. »

Elle hâta le pas. Je la suivis à travers ce sentier fleuri, au milieu de cette prairie odorante, d'où s'élevaient mille cris joyeux d'insectes. Arrivée à l'extrémité de la prairie, elle se retourna vivement vers moi :

« Adieu, dit-elle, ne me suivez pas, oubliez-moi.

— Vous souffrez cruellement, lui dis-je. Je n'ai aucun titre à une confiance plus intime que celle que vous venez de me témoigner. Mais, hélas! vous êtes seule, et une douleur versée au sein d'un ami est souvent moins cuisante.

— Mon mal est sans remède, fit-elle.

— Qui sait? mademoiselle. Vous parliez de Dieu tout à l'heure; il est tout-puissant et il est bon.

— Vous avez une grande foi, monsieur.

— Oui, parce que cela donne une grande force. Oh! je voudrais être votre frère pour avoir le droit de vous tendre la main et de consoler votre pauvre cœur.

— Mon frère! Ah! si cela pouvait être! Le voulez-vous? ajouta-t-elle tout à coup et d'une voix brève. Puis comme se repentant de cette brusque confiance : Oh! pardonnez-moi cette liberté, dit-elle; je n'ai pu encore me dépouiller entièrement de mes libres allures d'autrefois.

— Oh! chère enfant, ne regrettez pas vos paroles, car je me sens ému, et nul frère ne vous aimerait plus que je ne vous aime.

— Je vous crois, dit-elle. Mais vous partez demain.

— Non, je resterai ici, tout à vous, et s'il en est besoin, pour vous, j'irai demain au bout du monde.

— Vous êtes généreux. Mais je n'accepte pas ce sacrifice. Vous allez à Lucerne, disiez-vous? Lady Dumblane doit aussi partir pour cette ville dans trois ou quatre jours. Allez, faites votre excursion et vous me retrouverez à Lucerne. S'il y avait quelque changement dans ces dispositions, je vous le ferai savoir... Mais où?...

— A Lucerne, vous pourrez m'y écrire.

— Adieu donc, dit-elle.

— Non, à revoir, répondis-je; mais vous n'avez point oublié mon nom?

— Je n'oublie jamais le nom d'un ami. Mais vous, hélas! vous n'avez jamais su le mien. Je me nomme Lucile Germain. »

Et, en prononçant ces mots, elle s'enfuit.

Je rentrai chez moi en proie à un trouble extrême. Rien ne saurait rendre l'impression que m'avait causée ce récit fait avec une si touchante simplicité. Mais ce qui m'avait le plus frappé, c'était l'ac-

Digitized by Google

cent, le geste, la voix et le regard de cette extraordinaire jeune femme. Je cherchai à me rendre compte du sentiment qui m'agitait et ce ne fut pas sans un certain effroi que je me sentais remué profondément par ce souvenir, et surtout par la sympathique et touchante beauté de celle à qui je restituerai, dès à présent, son véritable nom de Lucile.

Le lendemain au matin, toujours en proie à cette agitation, je partis pour Lucerne. L'état où je me trouvais ne me permit pas d'admirer, comme je l'eusse fait en d'autres circonstances, les splendeurs de cette contrée pittoresque. Je parcourus le lac des Quatre-Cantons, regardant machinalement les beautés de cette nature gigantesque, je fis à pied et sans fatigue l'ascension du Rigi, et le lendemain, dans le splendide panorama que le soleil levant déroulait à mes yeux, au milieu de ces grands pics neigeux, de ces glaciers rayonnants comme un immense écrin de diamants, je cherchai le visage de l'infortunée jeune fille.

Enfin, le quatrième jour arriva et me retrouva à Lucerne. Mon premier mot fut pour m'informer si lady Dumblane était arrivée en cette ville? Elle était installée depuis le matin au Schweizerhof, où j'étais moi-même descendu.

V

Le soir, quelques minutes avant le souper, je rencontrai Lucile dans un petit salon attenant à la salle à manger. Son visage avait repris quelque sérénité. Cependant, il y régnait je ne sais quel reflet de mélancolie, peu perceptible sans doute à l'observateur superficiel, mais qui ne pouvait échapper à un examen attentif.

« Eh bien! lui dis-je en la saluant, avez-vous repris quelque calme?

— J'ai beaucoup pensé, dit-elle, à la téméraire promesse que je vous ai faite, et je dois sérieusement vous prier de m'en relever.

— Et moi, j'ai aussi beaucoup songé à cette confidence, et j'avoue que ce me serait chose pénible que d'y renoncer, et surtout j'ai pensé que peut-être je pourrais... ?

— Non, dit-elle en m'interrompant et en devinant ma pensée, non, car mon mal est sans remède.

— Nul mal n'est sans remède pour qui a foi en la bonté de Dieu et s'appuie sur un ami véritable.

— Un ami! pouvez-vous l'être? Votre compassion peut-être vous

Digitized by Google

égare et vous fait aller au delà de ce que la raison vous prescrirait.

— Que dites-vous là? m'écriai-je. Mais, loin que je sois dans les sentiments que vous pensez, j'ai pour vous, je vous le déclare, une affection et une admiration extrêmes. »

Je prononçai sans doute ces mots avec une ardeur trop grande, car elle en parut effrayée et inquiète.

« Oh! monsieur, dit-elle, prenez garde et songez bien à qui vous adressez ces compliments.

— Et ce ne sont point là de vains mots, je vous le jure.

— Eh bien, sérieusement, j'en suis attristée, dit-elle, et plus que jamais, je vous en conjure, séparons-nous, et n'exigez pas de moi que je tienne la promesse que je vous ai faite. Partez, oubliez-moi, oubliez cette rencontre; oubliez la pauvre fille déchue qui cherche à se racheter et à laquelle le ciel a fait la tâche si rude.

— Non, non, répliquai-je, non, car vous souffrez, et si le dévouement absolu d'un ami peut rendre votre souffrance moins amère, je veux être cet ami; parlez.

— Personne au monde n'y peut rien, vous dis-je.

— Qui sait? mademoiselle, car je vous ai devinée; votre isolement vous pèse, et c'est une affection qu'il vous faut.

— Taisez-vous, de grâce, car, moi aussi, j'ai peur de vous comprendre.

— Pourquoi cette crainte?

— Ah! parce que je suis indigne de l'affection d'un honnête homme et que, loin de me rendre heureuse, cette affection me tuerait.

— Et pourtant si un homme de cœur...?

— N'achevez pas, dit-elle, n'achevez pas, car vous me faites trembler. Oui, je vois bien qu'il faut que j'aie le courage de vous ouvrir mon pauvre cœur; car, je le sens, cela est nécessaire, non-seulement pour moi, mais pour vous. »

Et en prononçant ces mots d'une voix basse, mais nette pourtant, elle m'enveloppait, à son tour, d'un regard où perçait la commisération et la crainte.

Et elle avait raison, car je me sentais fasciné, dominé; je sentais mon cœur défaillir; j'allais lui dire que je l'aimais.

Cette conversation avait eu lieu à demi-voix dans l'embrasure d'une croisée entr'ouverte, dont la vue donnait sur le lac. Quelques voyageurs étaient dans le salon, fort indifférents à tout ce qui n'é-

Digitized by Google

tait pas eux et maugréant à cause du retard qu'on mettait à servir le souper. L'air des montagnes est apéritif, et la faim est le sentiment qui domine. Ceci explique comment nous pûmes ainsi converser sans être entendus ni dérangés. Les deux jeunes filles étaient descendues avec leur mère au bord du lac, et le petit garçon feuilletait un livre de gravures sans prendre garde à nous.

On annonça le dîner.

« Il faut nous quitter, dit Lucile. Demain nous partons à neuf heures pour Fluelen et Altorf; prenez passage à bord du même bateau; peut-être pourrons-nous trouver quelques minutes pour causer. »

J'avoue que j'étais profondément ému; tout cela me jetait hors de moi. Je trouvais cette jeune fille si belle, si grande, si simple que, rejetant son passé, je crois que je me fusse décidé à lui donner mon nom si elle eût voulu l'accepter. Mais elle avait compris mes avances et la manière dont elle les avait repoussées, l'effroi même qu'elle avait manifesté et qui, seul, la pressait d'achever une confidence interrompue, tout cela me jetait en d'étranges perplexités.

Le lendemain, à neuf heures, lady Dumblane prenait passage avec ses deux filles et son fils à bord du bateau; Lucile l'accompagnait, et, comme tous devaient revenir le soir à Lucerne, une seule femme de chambre les suivait. Lady Dumblane était une femme de trente-cinq ans environ, chétive et point belle, type écossais, qui n'a rien de beau, quoi qu'on dise; visage un peu large, lèvres fortes et joues saillantes. Elle paraissait souffrante, aussi se plaça-t-elle sur un pliant dont elle ne bougea plus. Par malheur elle appela Lucile, la fit asseoir auprès d'elle, et se mit à converser avec elle d'une façon bienveillante et presque intime. Quoique très heureux pour la pauvre fille de cette marque d'affection qui me montrait quel degr de considération on avait pour elle, je ne fus pas moins sérieusement ennuyé de cette circonstance qui m'empêchait de la joindre. Le voyage entier s'acheva sans que j'eusse pu échanger avec elle une seule parole. Au moment du débarquement seulement, elle put s'approcher de moi.

« Nous repartirons à trois heures pour Lucerne, me dit-elle, je ne pourrai vous voir que ce soir. Mylady dînera dans sa chambre avec ses enfants; je pourrai vous consacrer l'heure du dîner. »

Je fis, pour la quatrième fois depuis deux jours, la traversée de ce lac délicieux, vrai poëme écrit par Dieu; mais pas plus que les autres fois, je ne donnai la moindre attention à ces sites admirables et grandioses. Je passai devant la chapelle de Guillaume Tell, auprès de ce rocher où il prit terre, en repoussant du pied la barque

Digitized by Google

de Gessler; je passai devant le Grutli, cette prairie qui fut le berceau de l'indépendance de la Suisse, et si célèbre par le fameux serment qu'un opéra moderne a popularisé encore; je passai devant Brunnen et Weggis, ces nids de verdure blottis aux pieds de ces colosses dont le front s'élance dans la nue. Ni le Pilate, ni le Rigi, ni l'Axenberg ne détournèrent mon attention de l'objet qui l'avait fixée. Oh! cœur humain, quand une passion te domine, tout te devient indifférent, la nature entière s'abîmerait que tu resterais immobile en ton égoïsme; Dieu enverrait ses archanges chanter un suave concert que tu n'entendrais point leurs voix.

Le soir, vers sept heures, nous gravissions, Lucile et moi, un sentier qui serpente sur le flanc de la montagne qui, à partir des dernières maisons de Lucerne, borne la rive gauche du lac. Nous nous assîmes sur un bloc de rochers ayant en face de nous un panorama enchanteur; le Pilate dominait tout de son front brumeux, le soleil se couchant à gauche de la ville, plongeait ses derniers rayons dans le lac, qu'il faisait étinceler de mille feux. Rien n'est beau, rien n'est grand, rien n'est imposant comme cette nature! Lucile était fort émue et hésitante. Depuis quelques minutes déjà, nous étions assis, et nul de nous n'osait rompre le silence. Enfin, je me hasardai, et, accompagnant mon invitation d'un regard suppliant :

« Mademoiselle, je vous écoute avec mon cœur, avec tout mon être. Quoi que vous disiez, quelque chose que vous ayez à réclamer de moi, songez que mon dévouement vous est acquis, et que je vous appartiens tout entier.

— Cette déclaration serait plutôt de nature à m'effrayer qu'à m'encourager, dit-elle. Mais vous êtes enthousiaste et bon, et cela me rassure. D'ailleurs, puisqu'enfin il faut parler, ce que je vais vous dire vous dictera, pour l'avenir, votre conduite et votre langage, car vous êtes loyal aussi, n'est-ce pas?

— En pouvez-vous douter?

— Nullement. Dieu, vous disais-je, qui est bon pourtant et indulgent, ne trouve pas ma faute suffisamment expiée par mon repentir, car il m'a infligé un châtiment bien dur, une peine bien cruelle et qui fait de ma vie un supplice incessant...

— Et quelle peine? demandais-je, presque haletant.

— J'aime, » dit-elle.

Je n'oublierai de ma vie ce qui se passa en moi en entendant ce mot, ni hors de moi. Lucile s'était levée, elle s'était placée en face de moi et, se couvrant le visage de ses mains, elle avait comme rassemblé toute son énergie pour prononcer ce mot, qui tomba de sa

Digitized by Google

lèvre chassé par un effort héroïque. Pour moi, qui m'étais forgé de si étranges rêves, qui avais caressé de si douces chimères, je voyais, par ce mot, tout cela renversé. Un frisson me parcourut le corps; je pâlis affreusement. Nous restâmes muets tous deux pendant assez longtemps, moi affaissé sur ce bloc de rocher, elle debout. Enfin, découvrant son visage et voyant l'état où j'étais :

« Grand Dieu ! dit-elle, qu'avez-vous ?

— Rien, dis-je en faisant un violent effort pour articuler cette syllabe, tant ma voix était étranglée dans ma gorge, rien !

— Ah ! malheureuse que je suis ; est-ce ma destinée de souffrir et d'imposer ma souffrance à tous ceux que j'aime ? »

J'avais repris un peu de calme. Je lui tendis la main et la fis asseoir de nouveau près de moi.

« Vous aimez, lui dis-je alors, vous aimez ?

— Oh ! je suis triste de vous l'avoir dit, et pourtant cela valait mieux, n'est-ce pas ? Vous m'avez offert d'être mon frère ; soyez-le ; j'en ai tant besoin. Le pouvez-vous, le voulez-vous ?

— Je le veux, et je tâcherai de le pouvoir !

— Si cela est, Monsieur, ce sera un commencement de joie, car je croirai que le ciel revient à la clémence, puisqu'il m'envoie une douce et sainte affection, une affection permise.

— Permise ? et l'autre ne vous l'est-elle point ?

— Pouvez-vous le demander ? Mon amour se peut-il donner, et qui voudrait le recevoir qui me connaîtrait ?... Ah ! pardonnez-moi, dit-elle en voyant mon regard, pardonnez-moi, je suis folle, car j'oublie que j'ai en face de moi le meilleur, le plus généreux des hommes.

— Ainsi celui que vous aimez ignore ?...

— Il ignore même mon amour, je vous le jure !

— Mais lui, vous aime-t-il ?

— Hélas ! et c'est là mon supplice, il m'aime et de toutes les forces de son âme.

— Ah ! cela est affreux, m'écriai-je ! et il ne sait rien ?

— Je mourrais de honte s'il soupçonnait jamais...

— Et maintenant, pousserez-vous la confiance jusqu'au bout, me direz-vous quel est cet homme ?

— A quoi bon ?

— J'ai mon dessein, parlez ! Ah ! certes, je vous le dis, si votre cœur eût été libre, s'il eût daigné se donner à moi, c'est moi qui vous eusse rendue au bonheur que vous avez perdu, et à l'honneur

Digitized by Google

aussi. Vous en aimez un autre et il vous aime ; croyez-moi, il n'est pas entre vous d'obstacle infranchissable, s'il vous aime vraiment et s'il vous juge telle que vous êtes.

— Votre générosité vous trompe.

— Parlez ; dites-moi quel est cet homme heureux !

— Heureux ? mais il passe comme moi sa vie à gémir. Ecoutez, c'est aussi un homme vivant par l'art et par le sentiment. Il est peintre, il a du talent et il est riche. Je l'ai rencontré il y a un an chez milord, qu'il connaît beaucoup, et savez-vous ce qu'il a fait ? Il m'a demandé à faire mon portrait ; pendant que je posais devant lui, milord est entré et, s'adressant à moi :

« — Ma chère Lucile, me dit-il, je vais vous apprendre une nouvelle qui va vous étonner sans doute : M. Gustave Morin désire obtenir votre main. Comme vous n'avez point de parents auxquels il puisse s'adresser, c'est moi qu'il a chargé, comme votre meilleur ami, de vous transmettre sa demande.

» M. Gustave Morin s'était levé pendant ce discours ; il s'était approché de moi, et, me tendant la main :

» — Vous avez mille qualités que j'apprécie, dit-il, vous êtes sans parents et sans fortune. Voulez-vous me confier le soin de votre bonheur et assurer le mien en acceptant mon cœur que je vous offre, car je vous aime.

» Ce moment fut le plus douloureux de ma vie, car, moi aussi, je l'aimais, et depuis longtemps déjà j'étouffais en moi ce sentiment qui me torturait. Je ne sais ce que je balbutiai, car mon trouble fut extrême. Mettant ce trouble sur le compte d'une surprise bien naturelle en telle occasion, milord Dumblane vint à mon secours et m'emmena en disant à son jeune ami :

» — Nous avons été trop brusques, cela a bien pu l'effaroucher ; laissons-la se remettre ; elle vous fera sa réponse ce soir.

» Rentrée chez moi, je restai en proie à une cruelle agitation. Lord et lady Dumblane me donnèrent des témoignages d'une vive affection. Ils me représentèrent combien je serais heureuse, combien mon avenir serait beau avec ce jeune homme. Rien ne saurait peindre leur étonnement quand je leur eus répondu par un refus. Mille questions me furent adressées, auxquelles je ne sus que répondre, sinon que je connaissais fort peu M. Morin, que je ne pouvais l'aimer encore et qu'il me paraissait dangereux d'épouser, moi orpheline et sans fortune, un jeune homme riche d'argent, de talent et d'avenir, qui, peut-être un jour, se repentirait et rougirait d'une telle alliance.

Digitized by Google

» Le lendemain, ce fut Gustave qui vint lui-même. Je n'essayerai point de vous peindre la scène déchirante qui eut lieu. Il se jeta suppliant à mes genoux, cherchant à écarter ce qu'il appelait mes scrupules, il arrosa ma main de ses larmes, ma main que je faisais de vains efforts pour lui arracher. Et je dus rester impassible. Ah! comprenez le bien ; mon cœur se brisait dans ma poitrine, ma lèvre frémissait, je sentais mes bras se tendre pour étreindre sur mon sein palpitant cette tête si chère ; tout mon être aspirait à lui et je dus rester insensible ! Oh ! faute, faute, que tu es cruelle à expier, que tu es longue à expier ! Mais je le sens, ma vie est empoisonnée et la mort seule me rendra le calme. »

— Pauvre femme ! murmurai-je. Mais lui, que fit-il ?

— Lui ?... Il m'accusa de dureté, il crut que j'avais une âme insensible, il me maudit. Pendant six mois, il me pressa par des lettres où son cœur, où son âme se répandaient en cris de douleur. Et je fus condamnée à entendre cela et à me taire, je fus condamnée à lire cela et à me taire, à dévorer mes sanglots. Ah ! je l'avoue, en de certains moments j'ai senti mon être se révolter. Et savez-vous quelles idées me venaient ? Maudissant Dieu de son inflexible rigueur, je voulais me lever, courir vers cet homme que j'adore et, me jetant à ses pieds, lui dire :

« Tiens, voici quelle je suis, quelle je fus, je ne suis pas digne, » tu le vois bien, de porter ton nom ; mais je t'aime ! je t'aime ! ne » me méprise pas, prends-moi ! »

« Et ensuite, terrifiée par cette pensée que j'encourrais ainsi son mépris, que je perdrais son amour ; puis aussi, ramenée à cette idée d'expiation que je me suis imposée, je m'arrêtais. Ah ! luttes terribles auxquelles je suis en proie, luttes sans fin, sans espoir de vaincre, que vous êtes cruelles ! Et, pourtant, suis-je si coupable ? Que faire donc ? Désespérer ce cœur si noble et si bon par des refus persistants ou lui révéler ma honte ? Des deux côtés, c'est la séparation éternelle ! L'épouser sans lui rien avouer ? Je mourrais dix fois plutôt que de commettre une telle infamie, et, d'autre part, je ne puis pourtant aller lui dire : « Cette femme que vous aimez, que vous » croyez vertueuse, regardez-la bien et vous trouverez sur sa joue » la trace d'infâmes baisers. Ah ! vous le voyez bien, le mal est » sans remède ! »

— Peut-être ! lui répondis-je. »

Elle s'était de nouveau levée. La scène était belle, et digne assurément des pinceaux d'un peintre. Cette malheureuse jeune femme marchait avec agitation sur la petite plate-forme où nous nous tenions, telle qu'une panthère qu'un javelot a blessée, et qui s'a-

Digitized by Google

gite sous la douleur cuisante qu'elle ressent. Lucile parfois s'arrêtait et, contemplant le lac qui dormait au-dessous d'elle d'un œil d'envie.

« Le repos serait là », dit-elle enfin.

Je me précipitai et la saisis.

« Oh ! ne craignez rien, dit-elle amèrement, j'aurai du courage. Je sens bien que Dieu m'épargnera la peine de mourir ainsi. »

J'étreignais ses mains dans les miennes et l'enveloppais de mon regard :

« Vous pouvez être encore heureuse, lui dis-je, vous devez l'être, je vous le promets. De votre côté, jurez-moi de revenir au calme, de chasser ces pensées désolantes.

— Je vous l'ai déjà promis, dit-elle, et je me le suis juré aussi à moi-même. »

Puis elle passa sa main sur son front, comme pour en chasser ces sinistres idées ; son visage reprit un peu de calme.

« Comme il se fait tard ! voici la nuit, descendons.

— Appuyez-vous sur mon bras, amie, et venez.

— Quel tourment je vous cause ?

— Savez-vous quel va être l'unique but de ma vie ?

— Lequel ?

— C'est de travailler à ramener la joie en votre cœur et le sourire à vos lèvres,

— Tâche impossible, mon ami ; ne vous y livrez pas. Et même je ne veux pas savoir quel est votre dessein. Ma vie est un dilemme horrible. Refuser et souffrir ; avouer, être maudite et mourir, je ne vois rien au delà.

— Hélas ! à mon tour je me plaindrai ; pourquoi faut-il que vous ayez au cœur un tel amour !

— Ne me dites pas cela vous accroîtriez encore ma douleur et mes remords. »

Nous étions arrivés au bas de la côte, au bord du lac.

« Adieu, dit-elle, partez, oubliez-moi ; mais non, je retiens votre amitié : ce sera ma consolation ; donnez-moi de vos nouvelles, dites-moi vos succès et permettez-moi, en mes jours de tristesse, de songer que j'ai en vous un ami miséricordieux.

— Et écrivez à cet ami, dites-lui vos chagrins, car vous savez qu'il pleurera avec vous et qu'il travaille pour vous.

— Adieu encore.

— Quelle est la résidence ordinaire de lord Dumblane ?

— Howard Castle entre York et Scarborough. Nous y serons de retour dans un mois.

Digitized by Google

— Et c'est là que vous avez connu?...

— Non, c'est à Londres. Il habite Paris, mais il vient chaque année passer deux mois chez milord. Cette année, il n'est pas venu.

— Il viendra l'année prochaine, lui dis-je. »

La nuit était tombée, l'heure du retour était depuis longtemps sonnée pour Lucile et je la retenais encore là, les mains serrées dans les miennes. Enfin, à mon tour, je fis un violent effort et, profitant de l'obscurité qui régnait, je pris sa tête dans mes mains, et, sans qu'elle eut le temps de s'en défendre, j'approchai mes lèvres de son front, que je baisai, en disant bien bas :

« A revoir, ma sœur. »

Elle poussa un cri et se sauva. Je demeurai une heure, errant sur ces ponts couverts qui, à l'extrémité du lac, à l'endroit où sort la Reuss, réunissent les deux parties de la ville. A la fin, ramené au sentiment de moi-même par le froid piquant qu'il faisait, je rentrai à l'hôtel. Le lendemain, à six heures, je partais pour Berne, car je me défiais de moi et n'osais rester une minute de plus auprès de Lucile.

AMÉDÉE MARTEAU.

(*La fin à la prochaine livraison.*)

Digitized by Google

LA

RÉVOLUTION DES PAYS-BAS

ET

GUILLAUME D'ORANGE

—

P MIÈRE PARTIE

—

Histoire des Pays-Bas, par METEREN. — *Grotii annales Belgicæ*. — *Histoire universelle*, par DE THOU. — *Histoire du règne de Philippe II*, par WATSON. — *Soulèvement des Pays-Bas*, par SCHILLER. — STRADA. — BENTIVOGLIO. — *Marnix de Sainte-Adegonde*, par QUINET.

Les Pays-Bas formaient au XVe siècle une association puissante de communes et d'Etats, sous la protection plutôt que sous le gouvernement des ducs de Bourgogne. Ces suzerains, paternels et débonnaires, respectaient les priviléges des provinces, consacrés par une longue possession et défendus par le courage des habitants. L'usage de la liberté avait enrichi les Flandres; Gand, Bruges, Anvers, grâce à leurs franchises, servaient d'entrepôts à tout le commerce entre le nord et le midi de l'Europe. L'orgueilleuse Bourse d'Anvers était construite en 1531 « pour l'usage des marchands de toutes les nations et de toutes les langues ». (Inscription.)

Après la mort de Charles le Téméraire, les Flandres, héritage de

Digitized by Google

sa fille Marie, avaient passé à Maximilien d'Autriche, royale dot qui, par le mariage du fils de Maximilien avec Jeanne, héritière de l'Espagne, contribua à former la gigantesque puissance de Charles-Quint, à la fois souverain des Pays-Bas, roi d'Espagne et des Deux-Siciles, empereur d'Allemagne et maître du Nouveau Monde. Ses prédécesseurs allemands avaient été trop éloignés et trop besoigneux pour rien entreprendre contre les fières et belliqueuses communes. Charles interrompit cette tradition de libertés et de franchises. Cependant, il fut aimé et obéi parce qu'il était né dans les Pays-Bas, parlait la langue flamande, accordait à ses compatriotes plus d'estime et de faveur qu'à la noblesse espagnole; parce qu'il ouvrait à la Belgique des débouchés exclusifs et des marchés avantageux dans toutes ses possessions d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne et des Indes. Il imposa des taxes irrégulières, et, chose plus grave, il établit l'inquisition dans le Brabant : c'était moins par zèle pour la foi catholique que par mesure politique. Tel est le caractère qui distingue Charles-Quint de son fils Philippe II. L'empereur était surtout un homme d'Etat; il soutenait le catholicisme parce qu'il le considérait comme le plus solide lien des nombreuses provinces de son empire. S'il proscrivait les hérétiques, c'était par une perspicace intelligence de l'avenir; les divisions religieuses devaient fatalement entraîner la ruine de la monarchie espagnole. A ce point de vue, Charles-Quint est le plus illustre défenseur du droit féodal, l'unité politique des peuples cimentée par l'unité de croyance, contre les principes modernes, l'alliance libre et l'union pacifique des nations civilisées en dehors de toute religion. Avec plus d'obstination et moins de génie, Philippe II poursuit l'œuvre de son père. Mais contre cette surhumaine utopie de la monarchie universelle se souleva la conscience et se révolta la personnalité du peuple flamand. La papauté était l'arche sainte de l'absolutisme; la réforme devint le drapeau de la résistance nationale. Par leurs traditions, par leur esprit, par leurs mœurs, Belges et Espagnols étaient en quelque sorte irréductibles à une forme simple et identique de gouvernement. Ecoutons Grotius à ce sujet : « Les deux peuples diffèrent presque en toutes choses, et ils se heurtent encore davantage par leurs points de ressemblance. Les uns et les autres furent de tout temps remarquables par la valeur militaire; mais les Belges ont perdu l'habitude des armes; des expéditions nombreuses, l'attrait des récompenses l'ont augmentée chez les Espagnols. Les premiers, hardis et endurants par amour du gain, préfèrent le commerce et la paix, non cependant au point de supporter une injustice. Aucune nation ne respecte davantage le bien d'autrui; ils défendent le leur courageuse-

Digitized by Google

ment. Ils se sont maintenus pendant huit siècles, sans avoir jamais été vaincus ni opprimés. Pour l'Espagne, après avoir beaucoup perdu de son caractère originel sous la domination successive de nombreux conquérants, elle passa enfin aux Goths, qui, par nature, sont invincibles aux labeurs et aux dangers, avides tout ensemble de gloire et de richesses, orgueilleux jusqu'à mépriser le reste des hommes. Ils ont le respect des choses saintes, et ils gardent la reconnaissance des bienfaits ; mais ils sont animés d'une telle passion pour la vengeance et la victoire, qu'à leurs yeux rien n'est honteux, rien n'est défendu contre l'ennemi. C'est le contraire pour les Belges, peuple honnêtement habile (*innocenter callida gens*). » Quel éloge ! Grotius oppose leur culte pour la loi au caractère des Espagnols religieux jusqu'à la superstition. « En général, les uns et les autres ont coutume de chérir et de respecter leurs souverains ; mais les Belges estiment la loi supérieure au souverain, et ce fut la cause de grands troubles. » Quelle est la conclusion nécessaire de ce parallèle? Par suite de différences essentielles et d'antipathies naturelles, l'union des deux races était factice, apparente, au fond précaire et fragile. Elle fut consommée par le moyen âge, qui ne tenait nullement compte de l'énergie individuelle des peuples, et les distribuait selon les convenances des familles souveraines ou les nécessités de la conquête. La rupture de cet accouplement fortuit et anormal fut le premier et éclatant triomphe d'une idée nouvelle, le droit des nationalités, droit aussi essentiel à la vie des nations que la liberté civile est inhérente à la dignité des individus. Telle est la raison historique, l'explication logique du soulèvement des Pays-Bas. Nous en trouvons l'origine dans l'attachement profond et inné de tous les citoyens, de toutes les cités, non pas pour la liberté en général, notion trop abstraite et trop générale, qui fut comprise seulement au XVIIIe siècle, mais pour les franchises communales et les priviléges locaux (grand privilége de Hollande et de Zélande. — Lettre de joyeuse entrée pour le Brabant). Ces droits étaient d'autant plus précieux aux Flamands, que par eux ils vivaient, prospéraient, s'enrichissaient, administrant eux-mêmes la fortune publique avec la même économie que le marchand d'Anvers et de Gand gouvernait l'emploi de son argent ou de ses marchandises, écartant les étrangers de la maison commune avec le même soin jaloux que chacun les éloignait de son foyer domestique. L'âme de la Hollande, avec ses instincts de travail quotidien, de vie de famille, de réflexion calme et suivie, se personnifia dans un homme. Guillaume d'Orange fut grand, non à la façon des illustres conquérants ou des puissants monarques, mais parce que, cœur droit et volonté énergique, il se dévoua tout entier au service

Digitized by Google

de la justice et à la liberté de sa patrie. Le plus grand ennemi des Flandres, l'homme qui représente la force brutale, muette et impitoyable, sorte de monstre semblable aux dieux de l'Ecriture, qui ne voit pas le sang et n'entend pas les gémissements, fut le duc d'Albe. Telles sont les deux figures qui apparaissent saillantes et opposées dans ce sanglant et glorieux épisode du XVIe siècle ; tels sont les deux génies dont la lutte présente l'intérêt d'un drame émouvant par les péripéties et grand par les résultats.

Guillaume naquit à Dillembourg, en Nassau, du comte de Nassau et de Julienne de Stolberg, en 1533, le 14 avril, dit l'*Histoire générale des Pays-Bas*, le 16 avril, selon Meursius ; mais le point est peu important. Il descendait donc d'une famille souveraine d'Allemagne, qui, au XIIIe siècle, avait disputé la prééminence à la maison d'Autriche : à titre de vassal de l'Espagne, il possédait des domaines considérables dans les Pays-Bas; enfin il était souverain de la principauté indépendante d'Orange en France. Son père était protestant ; mais Charles-Quint fit instruire dans la religion catholique le jeune héritier d'une aussi grande famille. Il devait encore à l'âge mûr abjurer le catholicisme et revenir à la réforme. Est-ce indifférence pour les formes extérieures de la religion ? On peut le croire ; car il considérait les idées non dans leur valeur absolue, mais dans leur application aux événements. L'Espagnol était catholique ; le Hollandais était protestant : lui, l'ennemi le plus acharné des Espagnols, devait embrasser la foi de son parti. Il se forma à l'habitude des affaires auprès de Charles-Quint, qui le prit en singulière estime : il aimait à entendre les idées neuves et hardies du jeune homme, il appréciait sa discrétion réfléchie. Aussi il l'honora de deux marques éclatantes de sa faveur, en le chargeant, lors de son abdication, de porter la couronne impériale à son frère Ferdinand, et en lui confiant, à l'âge de vingt-deux ans, le commandement des troupes espagnoles dans les Pays-Bas. A l'avénement de Philippe II, Guillaume était donc déjà un de ces hommes les plus considérables des Pays-Bas.

Charles-Quint était Flamand ; il aimait cette terre riche en hommes et fécondée par l'industrie de 350 villes et de 6,300 bourgs ; il en avait reçu libéralement soldats et subsides ; en retour il ménageait ses priviléges et flattait sa fierté. Tout autre fut le caractère de son fils. Froid de tempérament, étroit d'idées, il n'avait dans l'âme que deux sentiments, lui-même et Dieu. Etudions le portrait de ce prince (notamment celui de Moro, 1555) ; nulle beauté, nulle élévation dans cette tête enfouie dans une large fraise, coiffée d'un chapeau ridicule. Le front est assez large, dégarni de cheveux. Sur

Digitized by Google

tous les traits une tension douloureuse; les arcades sourcilières sont relevées, comme si l'œil faisait effort pour voir et la volonté effort pour comprendre. L'affaissement de la lèvre inférieure ajoute encore à la lourdeur générale de la figure. Ce n'est pas la physionomie d'un homme méchant, c'est celle d'un homme las et inquiet. On en saisit mieux le sens lorsqu'on la compare au portrait de Charles-Quint. La ressemblance est frappante, et pourtant quelle expression différente! La figure du père a quelque chose de vif, de net et de relevé; elle est moins grave et plus sérieuse. Pourtant le caractère de Philippe II ne manque pas d'une certaine grandeur; mais ce n'est point une grandeur humaine. Rappelons-nous la parole de Bossuet: « La bonté est le tout de l'homme. » Elevé par les moines, Philippe avait été pénétré, dès son enfance, d'une idée si profonde de sa destinée qu'il en était arrivé à une sorte d'abstraction de l'humanité, à cette apogée d'indifférence et d'insensibilité, que les jurisconsultes du pouvoir absolu ont préconisée comme l'idéal du prince. La puissance immense dont il fut investi le rapprochait davantage de Dieu; et le fanatisme du roi s'explique par ce rapprochement à une hauteur sublime de l'homme et de la divinité. Au sommet de la hiérarchie sociale, au point culminant des grandeurs humaines, ce conducteur de peuples vivait solitaire et insensible, pénétré d'une seule idée, l'Eglise, possédé d'une seule volonté, accomplir sa charge de vicaire temporel de l'Eglise. Il vécut dans l'ignorance et même dans l'inconscience la plus absolue des droits, des intérêts et des passions de ses peuples. Pour cet esprit inflexible et convaincu, l'importance sacrée du but excusait tous les moyens; tout lui semblait permis; car toujours il agissait pour son Dieu et au nom de son Dieu. C'est ainsi que, dans cette monstrueuse politique, le fanatisme le plus ardent se conciliait avec les pratiques tortueuses de Machiavel: mais tout cet échafaudage de violences et de ruses ne devait pas prévaloir contre la divine simplicité du droit et la sainte probité de la vérité.

De toutes les provinces de la monarchie espagnole, les Pays-Bas étaient les seules qui ne fussent pas dès longtemps rompues à la servitude. Outre l'influence des traditions communales, cette contrée était perpétuellement traversée par des courants de libre pensée, venant de l'Allemagne, de Genève et de France. Les vaisseaux, qui chaque jour affluaient dans les nombreux ports du littoral, en même temps que la richesse apportaient la bonne parole, l'esprit d'examen et de discussion. Cette joyeuse agitation importunait Philippe II; elle contrastait avec la silencieuse uniformité imposée par l'Inquisition aux âmes catholiques. Les villes flamandes avaient en vain essayé de répandre sur son passage toutes les joies, toutes les gaietés

Digitized by Google

de l'hospitalité la plus splendide (Anvers dépensa pour le recevoir presque 300,000 florins d'or) ; il ne put prendre sur lui de sourire une seule fois à ces trop bruyantes et trop libres effusions.

Comme Philippe, Guillaume avait l'esprit froid et l'âme taciturne ; il était, selon la remarque de Schiller, un de ces hommes maigres et pâles qui inquiétaient César et qui inquiéteront tous les despotismes. Souverain indépendant, mais trop faible pour tenir le principal rôle, soit en Espagne, à côté de Philippe II, soit en Allemagne, à côté de l'empereur et des électeurs, il se sentait le premier en Belgique, parmi ces nobles de moyenne lignée et ces bourgeois de grande fortune. Excité à l'ambition par la faveur de Charles-Quint, et arrêté dès le début par la méfiance de son successeur ; doué de toutes les qualités du politique, connaissant à fond tous les secrets et tous les ressorts du gouvernement, il était trop grand pour se renfermer dans les fonctions subalternes de ministre docile et de conseiller obéissant. Par sa situation, il était naturellement le chef de la révolution ; par la trempe de son caractère, il devait en être le provocateur patient et sage, habile à profiter des fautes de l'ennemi et des qualités de ses concitoyens, dominant les événements par sa prévoyance et sa ténacité, enfin ne se laissant jamais décourager, même au milieu des plus fortes tempêtes, parce qu'il savait le navire solide, et que lui-même se sentait la main assez forte pour diriger sans faiblir le gouvernail. Toutefois, faisons ici une réserve. C'est presque toujours un contre-sens historique de supposer, même aux événements les mieux conduits et les mieux coordonnés, des intentions simples et des plans conçus de toutes pièces. Tout ici-bas a sa cause, et c'est l'homme qui gouverne ses destinées. Mais il est également vrai que la raison n'enfante pas ses conceptions dans un seul effort et n'embrasse pas l'ensemble des choses d'un seul coup d'œil ; elle se développe progressivement, excitée par les faits, éclairée par eux, avant de les préparer et de les diriger elle-même. Il n'en a pas été autrement pour Guillaume d'Orange : il n'a pas médité et conçu d'abord l'indépendance de sa patrie ; dans les premières années du règne de Philippe, il ne pouvait prévoir l'extrémité où l'entraînaient des causes supérieures et une logique impérieuse. Les destinées des peuples ne s'accomplissent pas en un jour, et les desseins des grands hommes ne se définissent pas en un moment. La Belgique, opprimée par le roi d'Espagne, ne demandait dans le principe que le strict maintien de ses priviléges, et la résistance de Guillaume n'allait pas jusqu'à la rébellion. Plus tard, quand la tyrannie devint insupportable, quand le duc d'Albe traversa les provinces comme l'ange exterminateur de la Bible, alors la nation chercha son salut dans l'indépendance ; et

Digitized by Google

Guillaume, fidèle interprète de l'esprit national, dirigea les Flamands dans l'exécution de cette seconde période de la pensée commune.

I

A l'assemblée solennelle des Etats tenue à Bruxelles le 25 octobre 1555, Philippe II, en prenant possession de la souveraineté des Pays-Bas, avait juré « de maintenir et de faire maintenir tous et chacun des priviléges des nobles, des villes et des communes, tant des ecclésiastiques que des laïques, comme aussi les usages et les coutumes dont ils jouissaient. » Pendant tout son séjour à Bruxelles, il ne fut occupé qu'à ruiner la Constitution jurée. Il était déjà trop âgé (30 ans), et son esprit était trop mûr pour être encore capable de cette douceur, ordinaire à tous les commencements de règne. Depuis longtemps il savait ce qu'il voulait; tout de suite, sans transition, il se mit à l'œuvre. En 1530 et en 1550, Charles-Quint, avec le consentement des Etats, avait promulgué des édits contre les réformés, qui se multipliaient à Gand, à Anvers, mais surtout dans les provinces du nord, moins riches et de mœurs plus graves : une grande partie de la noblesse allait étudier à Genève, la Rome du calvinisme. Mais l'inquisition des Pays-Bas, réduite à des formes légales, et contenue par la juridiction civile, était bien différente de l'Inquisition espagnole, cette hideuse machine d'oppression inventée par Ximénès et mise en mouvement par Torquemada. Philippe aggrava la rigueur des édits de son père; toutes les horribles coutumes du Saint-Office de Madrid, tortures, délations, confiscations, excepté les Dominicains, furent introduites dans les Flandres. Pour appuyer ces mesures, il éluda longtemps la promesse qu'il avait faite de rappeler les troupes espagnoles; par un raffinement d'habileté, il en offrit le commandement au prince d'Orange et au comte d'Egmont; mais ceux-ci refusèrent cet honneur compromettant.

A Gand, dans l'assemblée des Etats, le mécontentement éclata avec tant de vivacité que le roi descendit de son trône et quitta la salle. Près d'abandonner à jamais les Pays-Bas, cette terre maudite des innovations et des hérésies, il trahit clairement dans l'établissement de la régence ses intentions à leur endroit. L'opinion publique désignait à son choix Orange ou Egmont. Tous deux par de grands services avaient mérité la reconnaissance de Philippe II et la faveur de leurs concitoyens. Lamoral, comte d'Egmont, descendant des

Digitized by Google

ducs de Gueldre, marié à Sabine, duchesse de Bavière, possesseur d'une fortune princière, père de neuf enfants, orgueil et espérance de sa maison, illustre par ses victoires de Saint-Quentin et de Gravelines, jouissait d'une gloire plus brillante que son rival; mais il avait le caractère plus faible, et son ambition satisfaite visait moins haut. Tous deux avaient les mêmes droits au gouvernement de leur pays; tous deux pour le même motif furent écartés. A ces trop puissants sujets, Philippe préféra un instrument plus docile et plus souple. Déjà Charles-Quint avait confié les Flandres successivement à deux femmes, ses proches parentes, Marguerite d'Autriche et Marie de Hongrie, dans la pensée que la volonté du souverain s'exercerait plus facilement par cet intermédiaire doux et délicat. A son exemple, Philippe nomma gouvernante sa sœur naturelle, Marguerite de Parme, née en Belgique et formée dans la foi religieuse par Ignace de Loyola; cette circonstance la rendait tout à fait propre aux desseins du roi; du reste, elle n'était que le bras apparent du pouvoir; la pensée, l'âme de ce fantôme royal, était l'évêque d'Arras. Antoine Pérenot, connu sous le nom de cardinal Granvelle, s'était distingué à vingt-quatre ans par son éloquence au concile de Trente; par plusieurs ambassades habilement conduites, il avait acquis la confiance de Charles-Quint, et il avait fait preuve d'une peu médiocre habileté, en conservant celle de son fils. Philippe II le laissait auprès de Marguerite de Parme comme un conseiller habile et un tout-puissant ministre. La violation des priviléges des provinces par l'introduction de l'Inquisition et par l'intervention d'un étranger dans le gouvernement était flagrante; mais la présence du souverain contenait les résistances, et Philippe put croire qu'il lui serait aisé de soumettre les Flamands au régime uniforme qui pesait déjà sur les autres parties de la monarchie. Il venait de conclure avec la France la paix de Cateau-Cambrésis, et il se préparait à s'embarquer pour l'Espagne. A ce moment, il rencontra comme premier adversaire, dans la voie funeste où il s'engageait, Guillaume d'Orange, resté en otage à la cour de Henri II. Celui-ci, considérant Guillaume comme le confident de Philippe, lui dévoila un complot ourdi par les deux cours contre les protestants des deux Etats. Guillaume se hâta d'avertir ses concitoyens menacés, et ses lettres tombèrent entre les mains du roi d'Espagne. Ce fut en quelque sorte le commencement des hostilités entre ces deux hommes qui avaient dans le caractère tant de points communs, et dans l'esprit tant d'idées opposées. Mais les hostilités entre le puissant suzerain et l'habile vassal furent d'abord sourdes, dissimulées, et d'autant plus implacables de la part de Philippe. Pendant que sous main il l'empêchait de conclure un mariage avec la maison de Lor-

Digitized by Google

raine, en apparence il lui fit une belle part dans les faveurs qu'il distribua à la noblesse. Il était assuré de la tête du pouvoir; il abandonna généreusement aux seigneurs les places secondaires et les distinctions honorifiques. Egmont obtint la Flandre et l'Artois; les autres provinces furent partagées entre les comtes de Horn, d'Aremberg, Mansfeld, Barlaimont et le marquis de Bergh. Orange fut nommé stathouder de Hollande et Zélande. En même temps, il reçut l'ordre de la Toison d'Or, et il prenait place au conseil d'Etat. Mais les attributions de ce conseil étaient considérablement restreintes par la création d'un second conseil, chargé de l'administration des finances, et d'un comité privé composé de Granvelle, de Viglius, jurisconsulte habile, d'un dévouement éprouvé, et de Barlaimont, le plus fidèle partisan de l'Espagne.

Rétablir dans les Flandres le culte exclusif de la religion catholique, affermir le pouvoir absolu de la royauté par la ruine des libertés provinciales, telles étaient les instructions que Philippe laissait à Granvelle, en s'embarquant à Flessingue (1559). Pour faire échouer ces projets, il fallait attaquer le ministre sans relâche, jusqu'à ce qu'il fût contraint de céder la place aux nobles qui, à leur tour, dirigeraient la gouvernante, maîtres d'apaiser ou de soulever le peuple, selon les dispositions du roi. Cette lutte fut supérieurement conduite par le prince d'Orange, qui sans cesse harcela Granvelle et l'embarrassa dans des difficultés inextricables. Et ce ne fut point chose facile : car Granvelle, soit par la volonté expresse de Philippe, soit par son habileté ingénieuse à manier l'esprit d'une femme, soit par l'excellence de ses talents, exerçait une autorité absolue sur Marguerite de Parme; elle ne décidait aucune affaire sans avoir reçu ses instructions, le plus souvent sous forme de billet; et même, sur un signe du ministre, elle interrompait aussitôt les séances du conseil. Le combat s'engagea sur la réforme du clergé belge. Les dix-sept provinces étaient soumises à la juridiction de quatre évêchés (Arras, Tournay, Cambrai, Utrecht) relevant des archevêchés de Reims et de Cologne. Il était important pour le roi d'avoir sous la main un plus grand nombre d'évêques pour surveiller les progrès de l'hérésie. La chose fut conduite avec le plus grand secret auprès du pape par une créature de Granvelle, Pierre Sonnoy, de Louvain. En 1560, Pie IV créa treize nouveaux siéges, et le titre de primat des Belges fut attribué à l'archevêché de Malines. Granvelle commit la faute d'occuper lui-même ce siége. Aussitôt réclamations universelles. Pour les protestants, cet accroissement du pouvoir ecclésiastique était une menace significative; pour les moines, c'était une diminution de leurs richesses; elles devaient servir à la dotation des nouveaux évêchés; pour les nobles, c'était

Digitized by Google

un renfort considérable de créatures dévouées au gouvernement, qui prenaient place dans les conseils; enfin, pour les Etats, c'était une violation de leurs priviléges. Ceux du Brabant demandèrent à la gouvernante l'autorisation de choisir Guillaume pour protecteur, puisque l'archevêque de Malines, leur défenseur légal, était en même temps premier ministre du roi. Le prince envoya secrètement à Rome des députés avec de grosses sommes d'argent pour retarder l'envoi des bulles canoniques. Les villes refusaient de recevoir leurs nouveaux évêques, et les protestants tenaient publiquement des prêches à Tournai et à Valenciennes. Survint une complication nouvelle : Catherine de Médicis avait demandé à Philippe II des secours contre les huguenots; car les souverains s'adressaient à lui comme au protecteur de la catholicité. Le roi envoie l'ordre d'expédier deux mille cavaliers en France. Mais au conseil d'Etat, Guillaume, soutenu par Egmont, proteste énergiquement, et il propose d'assembler les états-généraux. Granvelle fit aussitôt lever la séance; car, en ce moment de troubles, la convocation des états aurait été la déchéance du souverain. Comme compensation, Marguerite réunit à Bruxelles les stathouders et les chevaliers de la Toison d'Or. Avant la séance, le prince d'Orange leur persuade de se concerter pour une action commune. De son côté, Granvelle essayait de semer la discorde entre les chefs de la noblesse. Egmont et Nassau étaient d'un caractère tout opposé; autant l'un avait d'audace tranquille et calculée, autant l'autre avait de généreuse imprudence; l'un se laissait porter par les événements, l'autre se laissait entraîner par eux; mais les choses n'en étaient pas encore venues au point où le conflit ne laissait d'autre alternative qu'une soumission complète ou qu'une ouverte rébellion.

Les deux amis formaient un triumvirat redoutable avec le comte de Horn, Philippe de Montmorency, grand amiral des Pays-Bas. Granvelle venait de le blesser profondément, en lui enlevant les gouvernements de Gueldre et de Zutphen. Il fut plus habile à l'égard du duc d'Arschot, envoyé à Francfort en ambassade extraordinaire pour assister à l'élection du roi des Romains. Par des faveurs de ce genre, il parvint à empêcher une partie de la noblesse de se joindre aux démarches que ses ennemis tentèrent contre lui à diverses reprises auprès de Philippe. Les réponses du roi arrivèrent à longues distances, vagues, évasives. Alors le triumvirat changea de tactique. Ce fut une guerre de plaisanteries, de caricatures, de pamphlets. Dès que le peuple commença à se moquer du puissant cardinal, celui-ci fut perdu : car la dignité royale ne pouvait supporter d'être atteinte par le ridicule à travers le premier ministre. C'était du reste frapper Marguerite à l'endroit toujours sensible

Digitized by Google

dans le cœur d'une femme, l'amour-propre; elle aperçut alors la morgue hautaine de Granvelle, remarqua son avidité insatiable, et elle demanda elle-même son rappel au roi. Philippe comprit qu'il fallait céder dans l'intérêt de l'autorité royale. Granvelle s'éloigna brusquement et sans bruit (1564); il continua à occuper de grandes charges à Naples et à Madrid. La suite des événements lui fit voir que les destinées des Pays-Bas avaient été entre ses mains au moment décisif, et que le prince d'Orange avait remporté sur lui un de ces succès qui, dès l'abord, préparent le gain de la bataille. Ce n'était pas que l'avantage fût bien considérable; l'instrument seul du despotisme était brisé. Ferdinand restait aussi puissant, aussi inflexible; mais Guillaume avait fait l'essai de ses forces, et cet heureux début de résistance légale l'encourageait à oser davantage.

La noblesse est en possession du pouvoir; les Etats ont reconquis le droit conforme à leurs priviléges de gouverner la nation. Leur sera-t-il possible de maintenir l'ordre légal et les anciennes constitutions, d'un côté contre les entreprises tyranniques de Philippe II, d'un autre côté contre l'emportement des passions populaires? Les Pays-Bas sont le champ de bataille prédestiné, où l'esprit ancien et l'esprit nouveau doivent se donner leurs plus rudes assauts. La Réforme avait gagné d'innombrables partisans. Naturellement le fanatisme du roi d'Espagne s'irrita et répondit par des supplices à ce défi de la liberté religieuse; des supplices naquit une résistance plus acharnée et plus héroïque. Depuis le départ de Granvelle jusqu'à l'arrivée du duc d'Albe s'étend une période préliminaire de tâtonnements inévitables; des essais d'absolutisme provoquent des tentatives de révolte. La révolution n'était pas encore mûre : tous les esprits, même les plus avancés, n'admettaient la résistance qu'en tant que revendication des droits acquis et jurés; et il leur fallut subir bien des épreuves avant de se déshabituer du respect antique et consacré de l'autorité royale. Lorsque la Belgique fut écrasée par le duc d'Albe, lorsque les bûchers de l'Inquisition eurent consumé tous les priviléges et toutes les constitutions, alors seulement Guillaume et ses concitoyens eurent la pleine conscience du droit naturel, supérieur, imprescriptible des peuples à la délivrance et à la liberté.

Le départ de Granvelle laissait le prince d'Orange maître du conseil d'Etat, mais ses adversaires dominaient encore dans le conseil privé et dans le conseil des finances, le premier présidé par Viglius et le second par Barlaimont. Viglius avait grandi sous la protection de Granvelle; il était le confident de tous ses desseins, non pas qu'il eût, comme son patron, la conception vive et nette des choses; mais

Digitized by Google

il savait mieux que personne appliquer avec prudence les plans que lui-même n'eût pas été capable d'inventer; son talent de jurisconsulte, sa réputation de probité en faisaient un utile soutien de la domination espagnole. Mais le péril le plus grand venait de cette partie de la noblesse, qui faisait cause commune avec la régente; elle reconnaissait pour chef le comte de Barlaimont, partisan décidé et habile de Philippe II. Autour de lui se rangeaient le duc d'Arschot, les comtes de Mansfeld, de Mégen et d'Aremberg; dans la faction espagnole, ils étaient les premiers; dans le parti opposé, ils n'auraient occupé qu'un rang secondaire. A ce motif d'ambition personnelle, il faut joindre les convictions religieuses et le sentiment d'une fidélité chevaleresque.

Marguerite de Parme, fatiguée des luttes qu'il lui avait fallu subir, était heureuse de se reposer du pouvoir sur ces fidèles sujets; ceux ci, tenus depuis longtemps loin des affaires, réduits pour la plupart à une fortune médiocre, se partagèrent le gouvernement comme une proie; ce ne fut que pillage et désordre. La corruption des gouvernants profita aux réformés, qui achetèrent la tolérance à prix d'argent. Guillaume sut habilement tirer parti de cette situation. Il représenta à la régente que tout le mal provenait de ce que l'administration, divisée en trois branches, manquait d'unité, de force et de rapidité.

Pour augmenter son embarras et la forcer d'adhérer à ses vues, il poussa sous main les troupes à réclamer leur solde, alors que le Trésor était vide. Marguerite se trouvait réduite à la singulière nécessité d'envoyer à son frère un ambassadeur pour lui proposer d'enlever le gouvernement des Flandres aux partisans de l'Espagne. Or, en ce moment même arriva de l'Escurial l'ordre de publier dans les Pays-Bas les décrets du concile de Trente. Opposant à la réforme de Luther une réforme orthodoxe, le concile avait défini les dogmes de la foi catholique, fixé la constitution ecclésiastique, proclamé la suprématie du pape et frappé d'anathème non-seulement l'hérésie, mais encore la moindre dissidence en matière de foi et de discipline. Ces décisions menaçantes pour l'indépendance du pouvoir civil et la liberté des Eglises nationales firent un tel scandale dans la chrétienté, que la plupart des princes catholiques refusèrent de les admettre dans leurs Etats. Philippe II lui-même n'en était pas complétement satisfait; cependant, comme le concile secondait ses propres intentions en condamnant solennellement les protestants, il se décida à accepter ces décrets qui, pour un grand nombre de ses sujets belges, étaient un signal d'extermination. Le prince d'Orange les combattit vivement, comme contraires aux lois fondamentales des Pays-Bas. Il insista pour que le comte d'Egmont,

Digitized by Google

envoyé à Madrid comme député des Etats, dénonçât au roi tout ensemble les malversations du conseil privé et du conseil des finances, et la difficulté d'appliquer les édits de religion. Celui-ci, loyal et franc, fut complétement trompé par l'astucieuse politique de l'Escurial; il crut avoir réussi dans toutes ses demandes auprès du roi. Mais, à son retour, il s'aperçut bien vite que rien n'était changé dans la forme du gouvernement, sinon que le duc d'Arschot était appelé au conseil d'Etat, et que les placards contre les hérétiques étaient encore plus rigoureusement exécutés. Il se répandit en plaintes amères : « Cette apparente bonté n'était donc qu'un artifice pour me livrer à la risée de mes concitoyens? Si le roi viole ainsi les promesses qu'il m'a faites en Espagne, prenne les Flandres qui voudra... » Grand fut le désappointement dans le conseil quand on reçut la réponse officielle du roi. Il semblait railler la simplicité du comte d'Egmont; il entendait ne rien changer aux édits de l'empereur son père; les décrets du concile de Trente auront force de loi. Il gourmandait la tiédeur, l'infidélité des juges; l'Inquisition devait suivre la route tracée sans respect humain, sans crainte, sans remords, « *Inquisitores præter nec neminem intueri volo... satis est mihi, si scandalum declinaverint.* » Ces paroles démontraient l'inébranlable volonté de celui qui, avant de les prononcer, s'était écrié : « Ne souffrez pas, grand Dieu! que je descende assez bas pour consentir à être le maître de ceux qui vous repoussent loin d'eux. » (Schiller.) C'est cette inébranlable volonté que Guillaume voulait constater publiquement et exposer au grand jour. Il fallait forcer Philippe de déclarer hautement ses intentions et mettre la nation en garde contre un péril net et clair, plutôt que de laisser la politique espagnole agir par faux-fuyants et tortueuses pratiques. C'est pourquoi, au moment où Viglius proposait d'apporter quelque adoucissement à la lettre royale, il en réclama énergiquement l'application littérale : « La volonté du roi est exprimée d'une manière trop claire et trop précise; elle est soutenue par trop de délibération pour qu'on puisse se hasarder à en retarder plus longtemps l'exécution, sans encourir le reproche de l'opiniâtreté la plus coupable. » Le politique luttait à armes égales contre le cabinet espagnol. L'orage se déchaîna, comme il l'avait prévu; les stathouders se déclarèrent impuissants à faire exécuter des édits si rigoureux; les villes du Brabant, Louvain, Anvers, Bois-le-Duc et Bruxelles firent entendre d'énergiques protestations. Le prince d'Orange les appuya par une démarche décisive. Il déclara à la régente qu'il était absolument impossible d'exécuter les ordres du roi sans allumer la guerre civile; il se voyait donc forcé de renoncer à sa place, car il ne lui restait plus d'autre choix que de désobéir à Philippe II

Digitized by Google

ou d'agir contre les intérêts de sa patrie et les siens propres. Cette déclaration était aussi franche que logique. Philippe avait répondu à ses justes réclamations, d'abord, par de perfides promesses, ensuite par une fin de non-recevoir absolue; le prince annonçait hautement qu'il se refusait à être le complice des oppresseurs de son pays, et qu'il faisait cause commune avec ses concitoyens contre l'Espagne. Il se retira à Bréda, accompagné du comte de Horn. Egmont resta à Bruxelles, indécis de la route qu'il devait suivre pour rester sujet fidèle et patriote loyal.

Puisqu'il n'était plus personne pour défendre les intérêts de la nation dans les conseils du gouvernement, c'était aux citoyens à plaider eux-mêmes leur cause devant la régente. Les placards de l'Inquisition atteignaient particulièrement les membres de la moyenne noblesse, nombreux, inactifs, besogneux, qui, pour la plupart, s'étaient jetés dans le mouvement de la réforme. Ils entrèrent en scène spontanément, et ils donnèrent le signal d'une manifestation à la fois légale et menaçante. La confédération des nobles dépassait la portée de protestations locales et isolées ; elle représentait l'union de toutes les provinces dans un intérêt général. Guillaume inspirait directement l'entreprise par son frère Louis de Nassau, élevé à Genève dans l'horreur du papisme, imbu de principes républicains, dévoué à la cause de la réforme et de la liberté. Un autre chef de la ligue était Henri de Bréderode, descendant des anciens comtes de Hollande, vaillant aventurier, prêt à tout tenter pour relever la fortune de sa maison. Nassau, caractère ardent et généreux, agissait par conviction; l'ambition était le mobile de Bréderode. Avec les deux Marnix, de Bergh, Florent de Pallant, de Culembourgh, ils furent les premiers à jurer le compromis de 1565, œuvre élevée et forte de Marnix de Sainte-Aldegonde, l'apôtre de la révolution belge, à la fois théologien et diplomate, poète et homme de guerre.

Les conjurés, « délibérant un bon œuvre », s'engagèrent, « par une stable et ferme ligue et union », à empêcher que l'Inquisition fût établie dans les Pays-Bas, « protestant néanmoins de tendre par cette union au mépris de Dieu et d'attenter à l'autorité du roi. » Catholiques et protestants adhérèrent en foule au compromis, parce que la haine de l'Inquisition était égale dans tous. Forts de leur grand nombre et de leur bon droit, les confédérés demandèrent à la gouvernante de recevoir leur requête. La question fut débattue au conseil d'Etat en séance solennelle; Arschot, Barlaimont, Mégen, d'Aremberg opinèrent pour un refus, appuyé d'une énergique répression; mais Orange, Horn et Egmont, pour cette circonstance, avaient repris leur place : ils soutinrent vivement la demande des nobles, « la confédération étant composée d'hommes d'honneur qui

Digitized by Google

leur étaient personnellement connus. » L'aveu était sincère. Guillaume représenta que la ligue était dirigée, non contre l'inquisition épiscopale, mais contre l'inquisition papale, de création nouvelle, abhorrée du peuple, et d'une rigueur inutile. Car l'expérience a appris que les glaives et les bûchers sont inefficaces contre l'hérésie, et qu'ils multiplient les prosélytes. Charles-Quint a sagement abandonné les moyens cruels pour des remèdes plus doux; et si Philippe II persiste dans sa sévérité, c'est qu'il est égaré par de mauvais conseillers. Les huguenots n'ont-ils pas été réduits à la révolte par l'intolérance du gouvernement français? Ce discours l'emporta. La régente consentit à recevoir le manifeste de la noblesse; par cette concession, elle reconnaissait en quelque sorte officiellement la confédération, et elle lui accordait un titre légal et public. La requête que Bréderode, à la tête de trois ou quatre cents gentilshommes, présenta à Marguerite de Parme répétait les arguments du prince d'Orange sous une forme modeste et résolue : « C'est parce que le danger de sédition et de révolte générale est à la porte, qu'ils s'avancent les premiers à faire le devoir requis, suivant leur serment de fidélité et d'hommage, et ensemble par zèle pour leur patrie, suppliant la gouvernante d'envoyer au roi un ambassadeur chargé de l'avertir de leurs plaintes; et cependant de suspendre les placards royaux et les remplacer par des ordonnances plus douces, avec l'avis et le consentement des Etats. » Marguerite était forcée d'acquiescer à cette sommation déguisée en supplique, sous peine de provoquer les plus grands troubles; elle usa d'une habileté toute féminine, cédant avec empressement, et même poussant la bienveillance jusqu'à déclarer que les confédérés n'avaient fait que leur devoir.

Dans la voie de la résistance, Guillaume avance lentement et par gradation; il suit pas à pas le mouvement de l'opinion publique. La lutte a commencé dans l'enceinte du conseil d'Etat; vaincu, il la porte sur un champ de bataille plus vaste. Si la noblesse conjurée échoue, alors en désespoir de cause et par la suite naturelle de l'impulsion donnée, la nation elle-même entrera en lice; c'est la révolution.

La présence des confédérés à Bruxelles donna lieu à des fêtes nombreuses. Dans l'une d'elles, à l'hôtel de Cuilemberg, le terme de gueux, dont Barlaimont s'était servi à l'égard de Bréderode et de ses compagnons, fut rappelé avec enthousiasme. Le nom, qui du reste s'appliquait assez justement à la plupart des nobles ruinés par leur oisiveté forcée, fit fortune; il circula parmi les convives exaltés par la joie du festin, et la salle retentit du cri de Vivent les Gueux. Il resta le cri de ralliement des confédérés; l'écuelle et la besace furent leurs insignes. Un hasard prémédité amena de ce côté

Digitized by Google

Orange, Horn et Egmont; salués avec transport, ils burent à la santé des gueux.

Cependant à Madrid, Montigny, l'ambassadeur des confédérés, attendait la décision de Philippe II relative à leur requête. Mais le roi ne cherchait qu'à gagner du temps; il ordonnait des prières et des processions publiques pour implorer l'inspiration divine; en secret il avertissait la régente de se préparer à la guerre et de lever des troupes en Allemagne. Celle-ci avait rendu un édit provisoire de modération, que le peuple avait énergiquement surnommé édit de meurtration. Embarrassée par les ordres secrets de son frère, elle augmenta l'effervescence populaire par des demi-mesures, et elle précipita la violence des événements par des lenteurs inopportunes. Anvers était la capitale de la réforme dans les Flandres; luthériens, calvinistes, anabaptistes y affluaient, et l'exaltation des esprits grandissait sous le feu d'ardentes prédications. Marguerite eut recours au prince d'Orange. Il jugea qu'il était temps de modérer la force que lui-même avait poussée en avant; et il entreprit hardiment son rôle de médiateur. Reçu en triomphe à Anvers, dont il était burgrave, il exhorta les chefs de toutes les sectes à la prudence, et les rassura sur les promesses de la régente et les intentions du roi : tant s'en fallait qu'il fût rassuré lui-même; mais le plus urgent était d'arrêter le désordre. Assisté des comtes de Horn et d'Egmont, il eut à Delft un long entretien avec les chefs de la confédération; ceux-ci se plaignirent de la mauvaise foi de Marguerite; ils étaient appuyés par les luthériens d'Allemagne et les huguenots de France; ils se sentaient assez forts pour arracher au gouvernement par la violence les justes garanties qu'ils ne pouvaient obtenir par la modération.

Guillaume s'éleva fortement contre ces dispositions intempestivement hostiles. Est-il sage, alors que la confédération est la seule barrière opposée aux desseins du roi, de lui fournir l'occasion de la briser par la force? Prendre ouvertement les armes contre le gouvernement serait faire alliance avec les fauteurs de troubles, les briseurs d'images, réprouvés par l'opinion publique et la majorité des citoyens. Philippe saisira avec joie ce prétexte de confondre dans la même répression les excès de la populace et les légitimes demandes des gueux; c'en sera fait des libertés de la Belgique. Les confédérés comprirent la justesse de ces représentations, ils convinrent de prêter tout leur concours au gouvernement, si plein pouvoir était accordé aux comtes d'Egmont et de Horn et au prince d'Orange. Les partisans de la tolérance religieuse et de la liberté légale semblaient encore une fois triompher. Par malheur, leur cause fut irrémédiablement compromise par des excès dont ils ne furent pas

Digitized by Google

coupables et dont ils portèrent la peine. Des bandes de fanatiques se soulevèrent dans les principales villes, à Anvers, Saint-Omer, Tournai, Amsterdam, Leyde, attaquant les églises, pillant les autels, détruisant les plus précieux monuments de l'art chrétien. Le coup était mortel pour les hommes honnêtes qui luttaient depuis longtemps avec tant de courage contre l'Inquisition. Tous se rallièrent autour de la régente, et Guillaume un des premiers; et c'est à grand'peine s'ils décidèrent Marguerite à ne point abandonner Bruxelles à l'approche des iconoclastes; il fallut que le chancelier Viglius la retînt prisonnière dans son palais. Le triumvirat agit avec promptitude et décision; il avait réconcilié les confédérés avec la régente moyennant l'amnistie complète du passé et l'abolition de l'Inquisition papale; il les employa efficacement à la répression des iconoclastes et au rétablissement de l'ordre, tournant au salut du gouvernement une force d'abord soulevée contre lui. Guillaume assembla à Anvers les députés des quatre nations, fit justice des plus grands coupables et régla le culte protestant sous la surveillance des magistrats. Horn procéda de même à Tournay. A Gand, Egmont déploya plus de sévérité. C'étaient là de grands services, mais des services d'un tel genre et d'une telle importance, que le roi ne devait jamais les pardonner à la faction orangiste.

A la nouvelle de ces événements, il ressentit une profonde et violente irritation, qui, dans cette âme rompue à l'hypocrisie, ne se traduisit ni par un éclat de colère ni par aucun effet immédiat, mais qui s'accumula implacable et préparant de loin de terribles vengeances. Il fut encore travaillé par le parti de Granvelle, qui ne manqua pas de faire retomber sur la noblesse la responsabilité de tous les désordres et d'accuser particulièrement le parti de Guillaume. Dans ses dépêches à Marguerite de Parme, Philippe gardait un silence absolu sur le traité conclu avec les gueux ; il lui recommandait de n'accorder des concessions qu'en réservant le consentement royal. Il ne s'effrayait guère des excès de la populace : ses ennemis redoutables, ceux qu'il voulait atteindre et frapper, c'étaient les nobles, et surtout les chefs de la noblesse; il savait bien que, ceux-là morts, la Belgique était décapitée. Aussi il s'efforçait, par de sourdes intrigues et de secrètes négociations, de diviser et d'affaiblir la ligue orangiste. Le comte d'Egmont était gourmandé amicalement, comme un homme égaré à qui on ouvre les yeux et on apprend ses devoirs. Le roi assurait à Guillaume que ses services lui étaient indispensables; jamais il n'avait ajouté foi aux rapports des gens mal intentionnés à son égard, et, pour lui donner une preuve de sa grande confiance, il se plaignait confidentiellement à lui de son frère, le comte de Nassau. Mais Guillaume ne se laissa pas

Digitized by Google

prendre à ces apparences, il entretenait de nombreux agents à la cour de Madrid, et il était exactement renseigné sur les véritables dispositions de Philippe. Par une lettre interceptée du ministre Alava, il eut la preuve positive des préparatifs hostiles du cabinet espagnol. Le péril était imminent; il fallait le prévenir. Il assembla à Termonde ses principaux amis, leur découvrit la duplicité du roi et leur demanda d'aviser à la défense commune. Le comte Louis opinait pour la rébellion ouverte; Guillaume s'y opposa avec force. Puisque l'Inquisition et les placards étaient abolis, il n'y avait pas de raison légitime pour commencer la guerre : il faut se tenir sur la défensive, prêts à agir à la première attaque. C'était le meilleur parti; car s'il n'était plus possible d'avoir confiance en Philippe, il n'était pas encore prudent de compter sur le courage des provinces. Mais ce conseil si sage et si prudent échoua par la faiblesse impardonnable du comte d'Egmont; il se sentait trop attaché à sa famille et à son opulence pour courir les chances de la ruine et de l'exil. Et sa pusillanimité devait le conduire à l'échafaud. En vain, ses amis tentèrent de le ramener à une intelligence plus exacte du caractère de Philippe, à une plus juste estime de ses devoirs de citoyen; seul des cinq assistants, d'Egmont, en quittant Termonde, revint à Bruxelles, auprès de la régente. Cette défaillance lui coûta bien cher; elle coûta aussi bien cher au parti qu'il abandonnait en cette circonstance décisive. Par la défection du comte, Guillaume voyait se briser la digue qu'il était parvenu à élever contre les entreprises de Philippe II, et échouer les efforts qu'il avait faits pour concilier dans une équitable mesure les droits légitimes des sujets et les prétentions arbitraires du souverain. La devise des gueux : deux mains entrelacées sous une besace, aurait encore pu prévenir la catastrophe; l'irrésolution et la mésintelligence au moment critique la précipitèrent.

La régente avait mis à profit le répit que lui laissaient les discordes des confédérés pour rassembler une nombreuse armée. Alors elle leva le masque; elle interdit absolument le culte réformé, et déclara qu'elle ne se tenait pas liée par la convention que les gueux lui avaient arrachée par contrainte. Elle refusa de recevoir Bréderode, le faisant avertir qu'elle ne reconnaissait plus la Confédération, que l'impunité s'arrêtait aux fautes passées, et qu'elle était prête à sévir contre toute ligue factieuse. C'était une déclaration de guerre, et les gueux étaient pris au dépourvu. Cependant ils n'hésitèrent pas à entrer en campagne. Puisque Marguerite les attaquait, il fallait bien qu'ils se défendissent. Pour la nation, elle n'avait pas encore assez souffert pour s'intéresser directement au duel qui s'engageait entre la régente et la Confédération. Ce n'est point

Digitized by Google

Orange qui refusa de donner le signal de la révolution, ce sont les provinces qui, en cette conjoncture, manquèrent de concert et d'audace. Pour lui, il se trouvait en quelque sorte à son poste de combat, à Anvers, occupé à calmer les troubles de cette importante cité, boulevard des libertés nationales. Il aidait Bréderode à lever des troupes, et lui donna même trois canons qu'il avait fait fondre à Utrecht. Il confia à Marnix de Thoulouse le soin de tenter un coup de main sur Walcheren, la clef de la Zélande; il improvisa une armée pour cette expédition, en expulsant d'Anvers tous les étrangers. Par malheur, cette armée fut surprise et massacrée en vue même de la ville par le général espagnol de Lannoy, sans qu'il eût été possible de lui porter secours. Si Guillaume eût permis d'ouvrir les portes, les catholiques appelaient aussitôt les Espagnols, et ceux-ci s'établissaient au cœur même des Flandres. L'esprit de vertige s'était emparé de tous les habitans : calvinistes, luthériens, papistes étaient en armes, acharnés, furieux; des barils de poudre étaient déjà placés sous le pont de Meer; le prince d'Orange déploya un tel courage, un tel sang-froid, contenant les partis les uns par les autres, qu'il prévint la lutte imminente et sauva Anvers d'un double péril.

Marguerite de Parme avait vaincu et dispersé la Confédération, mais son autorité n'était pas encore solidement établie; il lui importait, au milieu de la confusion générale, de reconnaître par un signe certain quels étaient les sujets fidèles et quels étaient les ennemis secrets du roi. Elle imposa à tous les membres du gouvernement une formule de serment; ils s'engageaient personnellement à soutenir la religion catholique, à concourir par tous les moyens possibles à la destruction de l'hérésie, enfin à regarder les ennemis du roi comme les leurs propres. La mesure était à l'adresse des Nassau, d'Egmont, de Horn, Berg, Hoogstraeten. Prêté par eux, ce serment les déshonorait comme une abjuration de leur conduite, les humiliait dans leurs droits de citoyens, et les enchaînait aux volontés du roi. Quel aurait été l'avantage d'une rétractation aussi honteuse? Elle n'aurait point désarmé Philippe; la vengeance eût été la même, et le déshonneur en plus. Refuser le serment était le seul parti à la fois sûr et digne. Horn, Hoogstraeten et Bréderode quittèrent les Flandres. Le prince d'Orange assistait à la défaite complète de son parti : c'en était fait de la résistance légale et modérée; il ne fallait plus compter sur la foule, qui s'évanouit au moment du péril, sur les protestants, qui s'affaiblissaient eux-mêmes par des querelles intestines; sur Egmont, qui aurait pu et qui aurait dû apporter dans la lutte son épée de général heureux et le secours de l'armée wallonne, toute dévouée à sa fortune. La régente triomphait,

Digitized by Google

et, pour affermir ce triomphe, s'avançait à la tête d'une armée espagnole l'exécuteur des vengeances royales, le duc d'Albe. Mais contre la mauvaise fortune, Guillaume était armé d'une patience invincible. La patience n'est point l'inertie, elle n'exclut pas l'élan et l'héroïsme, c'est l'art de plier à propos, quand l'orage se déchaîne trop violent, de ménager ses forces pour des temps meilleurs, d'épier et, au besoin, de provoquer les occasions, enfin de mériter le succès et de maîtriser la fortune. Telle était la qualité maîtresse de Guillaume, telle doit être la première qualité de tout homme qui a charge d'âmes et dirige les destinées d'une nation. Sa résolution fut prise de s'arrêter dans l'exécution d'une entreprise trahie par le sort, et de se recueillir dans une retraite momentanée, jusqu'à ce que les Espagnols eussent commis de nouvelles fautes et réduit les Pays-Bas à une révolte désespérée. En vain la duchesse de Parme lui envoya Berti, son secrétaire intime, pour le retenir. En présence d'Hoogstraeten, il répondit qu'il ne pouvait s'engager par serment à servir le roi en toutes choses et contre tous ; un serment plus ancien l'obligeait de défendre les droits et les priviléges de son pays, et sa conscience répugnait aux persécutions religieuses. Le droit et la liberté étaient les chers et sacrés dépôts, les dieux pénates de la patrie que le prince emportait dans son exil, pour les rapporter pieusement au jour de la délivrance.

Il eut une dernière entrevue avec le comte d'Egmont à Villebroeck, entre Anvers et Bruxelles, le 1er avril 1567. « Il t'en coûtera tes biens, lui dit le comte. — Il t'en coûtera la vie, lui répondit Guillaume. Mais l'âme confiante d'Egmont ne peut admettre cette sinistre prédiction ; il a rempli loyalement son devoir, qu'a-t-il à craindre du roi ? — Eh bien ! confie-toi à cette reconnaissance du roi ; un triste pressentiment me dit que tu seras le pont sur lequel passeront les Espagnols pour entrer dans le pays, et que ta tête séparée de ton corps leur servira de trophée. » (Récits de Schiller et de Thou). Après un dernier embrassement, mêlé de regrets et de larmes, les deux amis se séparèrent pour toujours ; ils marchèrent tous deux à leurs destinées. Le prince d'Orange se retira à Dillembourg, dans sa ville natale.

Dans tous les Pays-Bas les gueux étaient poursuivis et les protestants proscrits. Il n'y eut pas de ville, quelque petite qu'elle fût, dit Schiller, où, dans cette meurtrière année de 1567, on ne conduisit à la mort entre cent cinquante et trois cents victimes. Des milliers de Belges se réfugièrent en Allemagne et en Angleterre. Les députés des Etats protestants d'Allemagne intercédèrent en vain auprès de la régente ; elle leur fit répondre « que les princes pouvaient laisser au roi d'Espagne le soin de s'occuper du bonheur de ses peuples

Digitized by Google

et renoncer à la peine peu glorieuse de nourrir l'esprit de révolte dans les pays étrangers. » Les Flandres étaient ruinées, dépeuplées; mais la religion catholique régnait seule : Philippe II pouvait être content. Marguerite lui annonça officiellement que l'ordre était rétabli dans tous les Pays-Bas, que les hérétiques étaient exterminés, que les rebelles avaient reçu leur punition ou l'attendaient dans les fers. Elle insistait pour que le roi vînt en personne. Elle pressentait que l'arrivée du duc d'Albe devait fatalement lui arracher la récompense de tant d'efforts, de patience et de luttes, et troubler cette paix, qui était son œuvre et sa gloire. Son orgueil de fille de Charles-Quint, ses espérances de long avenir, son amour pour cette terre, où elle était née, tout en elle souffrait et se révoltait de l'intrusion d'un étranger, armé d'une haine terrible, dans ce pays déjà si malheureux. En ce moment, elle fut le seul homme d'Etat de la monarchie espagnole ; son instinct de femme, guidé par l'expérience du caractère flamand, fut plus clairvoyant que la politique profonde des conseillers de l'Escurial. Son administration faible et incertaine avait amorti le choc du catholicisme et de la réforme. Mais si le fanatisme espagnol et la conscience protestante se heurtent en face, qu'arrivera-t-il de l'union et de la grandeur de la monarchie ? Non moins clairvoyant, le prince d'Orange apercevait aussi la tempête imminente. La ruine des gueux l'avait éclairé sur l'opposition radicale, irréconciliable, du caractère belge et du caractère espagnol. Le temps était passé des compromis et des droits jurés : l'esprit nouveau de la nation impliquait nécessairement une forme politique nouvelle ; et la réforme devait logiquement entraîner l'indépendance nationale. Mais il fallait que cette vérité fût mise en tout son jour, qu'elle frappât les yeux des Flamands menacés dans leurs biens, dans leur conscience, dans leur vie. Aussi c'est avec une joie amère et sombre que Guillaume vit le duc d'Albe envahir avec ses bandes les provinces muettes et consternées ; son œuvre de mort devait être l'œuvre de la résurrection.

Quelques conseillers de Philippe II, Ruy Gomez d'Eboli, le confesseur du roi Fresneda, pensaient que, sans tolérer les réformés, il fallait néanmoins respecter les priviléges des Etats, comme l'avait fait Charles-Quint. Le parti contraire considérait les troubles religieux comme une excellente occasion d'abolir les libertés flamandes et d'étendre sur les Pays-Bas le régime despotique et inquisitorial, qui pesait sur toutes les autres possessions espagnoles ; il se composait de Granvelle, implacable vieillard, qui n'avait pas oublié ses griefs contre la noblesse belge, du grand inquisiteur Spinoza, et enfin du duc d'Albe. Ferdinand Alvarès de Tolède, duc d'Albe, dit Watson, était arrogant, hautain, violent, inflexible et impitoyable.

Digitized by Google

Endurci par le métier des armes, général consommé, il possédait toute la faveur de Philippe II, auquel il ressemblait par la sévérité sombre de ses principes religieux et l'impassible fermeté de son caractère. Chargé de faire la guerre au pape Paul V, qui s'était ligué avec la France contre l'Espagne, il avait militairement ramené le Saint-Siége à l'alliance du roi très catholique. Le portrait du duc est caractéristique ; dans une estampe de 1598, il est représenté dans un costume simple, négligé : il porte la fraise, mais très petite, la barbe en pointe, inculte et à la mode militaire. La tête a un aspect anguleux, et les os du visage sont très saillants : la face est allongée, le nez fortement busqué ; sous les sourcils proéminents, les yeux regardent fixes et clairs. Les lignes de cette figure maigre, sèche, nerveuse, paraissent sculpturales, arrêtées dans le marbre : la physionomie est froide, perçante comme la lame d'une épée. Ainsi, par tempérament comme par politique, le duc d'Albe était porté à soutenir les mesures les plus rigoureuses et les plus impitoyables. Le roi, disait-il, ne peut risquer sa personne dans un pays ennemi sans forces suffisantes ; d'ailleurs il ne faut pas laisser la révolte impunie, et une armée est nécessaire pour comprimer les princes rebelles. Philippe restait impénétrable ; mais il était facile de prévoir qu'il pencherait à l'avis du duc d'Albe. Jusqu'à ce qu'il fût en mesure d'envoyer une armée contre les Belges, il les laissa dans l'incertitude si lui-même viendrait en père indulgent ou sévirait en maître irrité.

Les préparatifs du voyage se faisaient à grand bruit ; et sa décision était prise de ne point partir. Le soin de diriger toutes les parties de son empire, l'uniformité régulière de sa vie le retenaient à Madrid. Du reste, il était occupé tout entier par le soulèvement des Morisques en Espagne, par la guerre contre les Ottomans et par les embarras que son fils don Carlos lui suscitait dans sa propre cour. Enfin, comme il était résolu à anéantir l'hérésie dans les Pays-Bas, la majesté royale ne lui permettait pas d'être en personne le bourreau de ses sujets. Cette tâche sanglante, il la confia au duc d'Albe. Le clergé seconda puissamment le roi dans ses préparatifs : c'était une sorte de croisade entreprise par le catholicisme contre la liberté de conscience : c'était une véritable expédition de l'Inquisition elle-même. De toutes les parties de la monarchie, des troupes choisies furent rassemblées ; Marguerite de Parme reçut l'ordre de tenir des régiments allemands dans le Luxembourg et la Comté ; les gouverneurs de Milan, de Naples, de la Sicile, de la Sardaigne envoyèrent à Gênes leurs contingents. Le duc d'Albe, avec les bandes espagnoles, devait rallier sur son passage ces différentes troupes, qui assuraient la route et fortifiaient l'armée principale. Ce plan était

Digitized by Google

trop hardi ; le prince d'Orange négocia activement avec les huguenots de France, les Génevois, les Suisses et les Grisons : il eût été facile de détruire les Espagnols dans les défilés des Alpes. Mais il ne put rien obtenir. Charles IX refusa d'entraver les projets du chef de la catholicité ; le duc de Savoie et le duc de Lorraine accordèrent le libre passage : les Suisses et les Français restèrent en observation. L'armée du duc présentait un aspect singulier : condottieri italiens, lansquenets allemands, vétérans espagnols, tous endurcis à la fatigue, rompus à la discipline, exaltés par le fanatisme. Meteren raconte qu'elle était suivie d'une seconde armée de femmes, enrégimentées et disciplinées, suivant le grade de leurs amants ou le tarif de leurs salaires.

Les Pays-Bas étaient dans l'épouvante et la consternation. Marguerite affirme, dans un rapport, que plus de cent mille habitants quittèrent leurs foyers. Beaucoup, au contraire, plus particulièrement menacés, essayèrent de prévenir le danger en accourant au camp espagnol : le comte d'Egmont y vint lui-même. A sa vue, la haine du duc d'Albe éclata ; mais la prudence reprit aussitôt le dessus, et, faisant au comte un accueil riant, il l'embrassa d'un mortel baiser, aussi déshonorant pour l'Espagnol que pour le Flamand. Le 22 août 1567, il fit son entrée à Bruxelles. La régente, contrainte de recevoir cet homme, dont l'abord farouche et les façons brutales lui inspiraient une répugnance invincible, feignit d'être malade et l'audience fut sans apparat. Il remit à Marguerite sa commission de commandant en chef des forces royales dans les Pays-Bas ; puis il lui communiqua plus intimement une seconde commission, qui l'investissait en toute chose de l'autorité souveraine. La régente n'était plus rien dans le gouvernement. Le duc s'établit à l'hôtel de Cuilemberg, premier foyer de la confédération des gueux, et maintenant quartier général du despotisme. Un immense silence se répandit sur la ville, et chacun attendit inquiet et silencieux le signal des supplices. Mais il n'entrait pas dans les vues du duc d'effrayer ses adversaires ; ils pouvaient se tenir sur leurs gardes et s'échapper. Ses deux fils furent les appâts qu'il mit en avant pour les rassurer et les attirer dans le piége. Les jeunes gens se mêlèrent aux nobles flamands, donnèrent des fêtes et en reçurent. Une certaine confiance sembla renaître. Cependant l'Espagnol leur préparait dans l'ombre un triste réveil. Horn et Egmont étaient à Bruxelles ; Hoostraeten, absent, fut mandé pour affaires d'Etat, mais un hasard heureux l'empêcha de venir.

Celui que le duc essaya, par tous les moyens, de faire tomber dans son embuscade fut le prince d'Orange. Il le fit citer, au nom du roi, lui promettant un traitement doux et équitable. Guillaume re-

Digitized by Google

fusa de reconnaître l'autorité du duc d'Albe. Chevalier de la Toison d'Or, il ne pouvait être jugé que par ses pairs ; habitant du Brabant, que par ses concitoyens. Son jeune fils, le comte de Buren, achevait ses études à Louvain ; les Espagnols l'enlevèrent au mépris des priviléges de l'Université. Toutes les précautions prises, la garnison entière sous les armes, le duc d'Albe convoqua un grand conseil : toute la noblesse flamande. Arschot, Mansfeld, Barlaimont, Horn, Egmont y assistèrent, en même temps que les généraux espagnols. Il prolongea la discussion jusqu'au moment où il apprit que les victimes désignées dans les autres villes étaient arrêtées. Egmont se préparait à continuer avec les fils du duc une partie de jeu commencée avant la séance, lorsque Sanchez d'Avila, capitaine des gardes, lui demanda son épée : il la rendit, ajoutant simplement « qu'elle avait servi la cause du roi avec quelque gloire ». Horn ne fit point de résistance : « Je me suis laissé diriger par le comte d'Egmont, dit-il, il est bien juste que je partage sa destinée. » Quand le vieux Granvelle reçut à Rome la nouvelle du coup d'état, il s'écria, désappointé : « On n'a donc rien, puisque l'on a laissé échapper le Taciturne. » Et il avait raison. Egmont succombait par aveuglement volontaire ; il avait abandonné la cause de la patrie, séduit par la vanité et enchaîné par le bonheur de son opulence ; sa mort était l'unique et dernier service qu'il pût rendre aux Pays-Bas, et cette mort absout et grandit sa mémoire.

L'arrestation des deux comtes produisit dans le public un double sentiment ; chacun se réjouit que Guillaume, par une sage défiance, se fût conservé au salut du pays ; mais chacun fut épouvanté de la rigueur que cette audacieuse mesure annonçait de la part des Espagnols. Vingt mille personnes avaient déjà pris la fuite lorsque le duc d'Albe fit fermer les ports, et défendit l'émigration sous peine de mort. Les Belges étaient enfermés comme dans un tombeau. Aussitôt commença la période d'extermination en masse. Le duc d'Albe fit publier un arrêt de l'Inquisition et un arrêt du roi. Le premier déclarait coupables du crime de lèse-majesté tous les Flamands, les uns parce qu'ils sont hérétiques et rebelles, les autres « parce qu'ils se sont tenus coi » et n'ont pas résisté à l'hérésie et à la rébellion. Dans le second, Philippe confirmait l'avis de la très sainte inquisition, et condamnait « tous et un chacun des sujets des Païs-Bas, sans avoir égard au sexe et à l'âge, à être punis de telles punitions que les lois ordonnent contre tels forfaictures, hormis seulement ceux qui sont marqués en l'information, desquels les noms seront publiés es Païs-Bas, en temps et heure. » Les promesses et conventions faites par la régente étaient annulées, les édits de modération rapportés, les placards du roi remis en vigueur, l'inqui-

Digitized by Google

sition papale rétablie, et les décrets du concile de Trente recevaient force de loi. Toutes les institutions destinées à garantir les droits des citoyens, les assemblées des Etats, la cour suprême de Malines, furent supprimées; le duc ne convoqua plus une seule fois le Conseil d'Etat. Au-dessus de toutes les juridictions et de tous les pouvoirs, il établit un tribunal jugeant en dernier ressort et sans appel. Le président était Vargas, homme corrompu et sans conscience; il traitait avec la même licence les libertés flamandes et la langue latine : « *Heretici fraxerunt templa, catholici nihil fecerunt contra, ergo omnes debent patibulari.* » Selon lui, les innocents exécutés par erreur devaient être estimés fort heureux, car leur salut était assuré. A ses côtés, Hesselt, conseiller de Gand, rivalisait de barbarie avec les Espagnols; toujours à moitié endormi, il répétait, quand venait son tour d'opiner, un refrain lugubre et hébété : « Au gibet! au gibet! » Barlaimont, Aremberg et Noircarmes eurent la pudeur de ne jamais assister aux séances de ce tribunal, nommé Conseil des troubles, et surnommé par le peuple Conseil du sang. Il jugeait souvent le même jour cinquante ou soixante personnes; en une seule fois, à Valenciennes, il fit tomber cinquante-cinq têtes. Suivant la lettre du décret royal, tous les Belges étaient présumés coupables; le duc seul avait le droit de faire grâce. Tous tremblaient, tous essayaient de se faire oublier, de se plonger dans une ombre épaisse ou d'obtenir à force de soumission et de servilité d'être compris dans la liste d'exception. Pendre, décapiter, brûler, était la tâche quotidienne des Espagnols; les prisons étaient encombrées; les confiscations se montaient à des sommes énormes : elles furent estimées à vingt millions d'écus. La tyrannie pénétra par la délation dans la vie domestique, brisa tous les liens de famille, corrompit les mœurs loyales et franches de la nation : il était défendu de contracter mariage sans autorisation spéciale. Le désespoir atteignit ses extrêmes limites quand on apprit que le roi décidément ne viendrait pas en Flandre (le sombre Philippe II était espéré comme un sauveur en comparaison du duc d'Albe), et que la duchesse de Parme quittait les Pays-Bas. Depuis l'arrivée du duc, elle vivait dans l'isolement, écartée de toutes les affaires; l'arrestation des comtes de Horn et d'Egmont se fit sans qu'on l'eût même consultée. Elle ne put supporter plus longtemps d'être associée, impuissante et passive, aux horribles cruautés des Espagnols, et elle demanda à son frère l'autorisation de se démettre de son vain titre de régente. Elle s'éloigna sans qu'il lui eût été permis de prendre publiquement congé des Etats; et aussitôt le duc d'Albe fut nommé par diplôme royal gouverneur des Pays-Bas. La duchesse de Parme laissait parmi les Flamands une réputation de clémence et de jus-

Digitized by Google

tice; cependant, par sa politique rusée et versatile, elle avait ruiné les généreux desseins de Guillaume et des gueux, empêché l'établissement d'une paix durable entre ses compatriotes et les Espagnols, et attiré sur la Belgique les calamités présentes. Elle vécut à Namur, oubliée de son frère, Philippe II, et de son fils, le prince de Parme, reléguée dans une sorte d'exil. Il semble que la destinée de tous ceux qui ont joué un rôle dans cette lugubre épopée ait été de finir leurs jours misérablement; heureux encore ceux qui, comme le prince d'Orange, aperçurent en périssant l'aurore de la liberte triomphante.

L'iniquité, sinon la plus grande, du moins la plus éclatante, commise par le Conseil du sang, fut la condamnation des deux comtes. Le duc la pressa avec une sorte d'animosité personnelle; et, comme les accusés contestaient la compétence du tribunal, il les déclara déchus du droit de se défendre et convaincus du crime de lèse-majesté. En vain, la femme d'Egmont et la mère de Horn, alliées à tous les princes d'Allemagne, remplirent les cours de l'Europe de leurs plaintes et de leurs prières. En vain tous les chevaliers de la Toison d'or des Flandres, de l'Italie, de l'Espagne même, protestèrent au nom de leurs priviléges. Le duc fut inflexible : « Le roi m'a établi juge unique pour tout ce qui est relatif à ces affaires. » Cet exécuteur des vengeances inquisitoriales, ce ministre de l'autorité divine, voulait donner un solennel exemple que tout homme, pour grand qu'il fût, osant résister à l'Eglise et au roi, était frappé sans merci. D'ailleurs la rébellion n'était point encore morte : Louis de Nassau venait de battre et de tuer le comte d'Aremberg, pendant que Guillaume était avec une armée sur la frontière française. Comme prélude sanglant, Montigny, frère de Horn, que la duchesse de Parme avait envoyé au roi comme député des gueux, fut mis à mort à Madrid ; et vingt-deux nobles, convaincus d'avoir fait partie de la confédération, furent exécutés à Bruxelles. Deux jours après, le 5 juin 1568, les deux comtes montèrent sur l'échafaud couvert de drap noir et dressé en face même de l'Hôtel de Ville. Le duc d'Albe assista à l'exécution; en voyant tomber la tête d'Egmont, il ne put contenir son émotion. Malgré les soldats et les espions qui encombraient la place, la foule se précipita pour recueillir les gouttes précieuses du sang des deux martyrs. Leurs têtes, exposées sur des piques toute une journée, de leurs bouches froides, et décolorées appelèrent le peuple à la vengeance et à la liberté; et au loin, à travers les airs, elles avertirent le prince d'Orange que l'heure était venue.

LOUIS JEZIERSKI.

(*La fin prochainement.*)

Digitized by Google

LA

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

DANS LES

ÉLECTIONS DE 1869

L'expérience, dit-on, n'enseigne rien aux peuples ; éclaire-t-elle davantage les gouvernements ? On serait tenté d'en douter quand on les voit tous commettre les mêmes fautes et courir à leur perte par le même chemin. Il semble que les leçons du passé ne leur aient appris qu'une chose, à exagérer les moyens par lesquels leurs prédécesseurs sont tombés. Ils ne se disent pas : « C'est pour avoir voulu suspendre les libertés que la Restauration a succombé. C'est pour avoir cru qu'une majorité factice dans la Chambre représentait l'opinion du pays que Louis-Philippe a dû quitter les Tuileries. » Ils se disent : « C'est pour n'avoir pas déployé assez d'énergie, c'est pour n'avoir pas résisté au torrent de la révolution. » Ils ne cherchent pas par quels moyens moraux la révolution aurait été rendue inutile ; ils s'imaginent que, l'ayant rendue possible, les gouvernements n'ont pas eu assez de force pour la maîtriser ou n'ont pas su user de la force qu'ils avaient pour la réduire. C'est là, chez les hommes qui détiennent le pouvoir, une erreur qu'on ne saurait assez combattre et dont, par malheur, il n'est pas aisé de triompher. Le pouvoir con-

Digitized by Google

fère certaines grâces d'état, parmi lesquelles brillent au premier rang l'infatuation et l'aveuglement. Il est si doux de croire que, si l'on se fût trouvé à la place d'autrui, on se fût montré plus habile, et il est si naturel de penser que les circonstances diffèrent parce que l'on diffère soi-même d'opinion sur les circonstances! En réalité, quand la Restauration a fait ses ordonnances, elle avait remporté plus d'une victoire contre la liberté, et quand le trône de Juillet s'est brisé, le roi Louis-Philippe avait vaincu la révolution en vingt batailles. L'une aurait pu sortir victorieuse des journées de Juillet, l'autre des journées de Février, sans que le trône de la branche aînée ou de la branche cadette s'en fût trouvé mieux affermi. Il y aurait eu un ajournement, non un arrêt définitif. La révolution n'aurait pas été tuée; elle aurait subsisté dans ses causes, et, celles-ci persistant, elle aurait éclaté un jour ou l'autre avec cette force irrésistible qu'elle emprunte bien moins à elle-même qu'à l'isolement et à l'affaissement de l'adversaire. L'heure de la défaillance sonne infailliblement une fois pour tout gouvernement qui n'a plus son point d'appui dans l'assentiment de la nation. En vain, par les instruments légaux d'une constitution calculée pour le despotisme, parvient-il à maintenir autour de lui une majorité apparente; en vain, par un habile agencement des forces militaires, met-il de son côté les baïonnettes; cette majorité lui échappera, cette armée s'évanouira dans sa main le jour où le peuple, désabusé et irrité dans ses profondeurs, manifestera hautement sa volonté.

Le suffrage universel, dit-on quelquefois, nous a mis à l'abri de pareilles catastrophes. Il le pourrait sans doute, mais à une condition, c'est qu'il fût pratiqué avec une sincérité parfaite et qu'il donnât une complète satisfaction à toutes les volontés groupées pour un besoin légitime, pour une pensée sérieuse et juste. Que de pas à faire avant d'en arriver là! que de réformes, que de lois à refondre, que d'efforts à tenter pour introduire par l'instruction un peu d'esprit politique dans tant de cerveaux où la peur et l'intérêt privé ont seuls accès! Et en attendant, doit-on se croiser les bras et laisser les destinées s'accomplir? Le gouvernement, à qui incombe une grande partie de la tâche, doit-il s'asseoir dans sa sécurité? Devons-nous, les uns et les autres, nous fermer les yeux et nous boucher les oreilles, pour ne point voir les signes précurseurs des orages, pour ne point entendre les premiers grondements de la foudre?

Si j'étais de ces hommes qui caressent secrètement l'espoir d'une révolution nouvelle et d'un renversement de dynastie, j'applaudirais avec une joie maligne à la politique imprévoyante que le gouvernement vient de suivre dans les dernières élections, et je l'encouragerais de toutes mes forces à y persévérer dans l'avenir. Rien

Digitized by Google

n'est plus propre à l'égarer et à le conduire à l'abîme que les triomphes qu'il s'est assurés dans le plus grand nombre des colléges et les félicitations que les flatteurs lui décernent. Mais je ne puis voir sans un regret tout plein d'anxiétés l'Empereur, cédant à de mauvais conseils, compromettre une situation qui avait de la grandeur et parut un moment inébranlable, remettre en question les institutions et le repos de la France.

Il faut le supposer, la vérité n'arrive pas jusqu'à lui; elle rencontre autour du trône une barrière infranchissable. Comment croire autrement qu'il tolérât, puisqu'il est tout-puissant, une politique faite en son nom et qui avait pour but évident de fausser le sens des élections, d'exclure systématiquement du Corps législatif des hommes dont l'esprit conservateur n'était pas douteux, et qui n'avaient d'autre tort que d'être indépendants? Comment imaginer qu'il voulût contredire ses propres paroles et repousser les hommes de bonne volonté qu'il avait conviés et qui venaient à lui sous la foi du serment? Comment concevoir qu'il ait, de parti pris, à une représentation sincère, exacte, naturelle de la nation, préféré des députés élus sous la pression administrative, au moyen de promesses, de menaces, de manœuvres, imposés parfois aux populations qui ne les connaissaient même pas quinze jours avant de les élire? Comment expliquer qu'un esprit sérieux se paye de la duperie d'un suffrage vicié dans sa pratique, altéré dans ses résultats, et se contente de la satisfaction puérile d'un succès apparent et trompeur, lorsqu'il lui était si aisé d'en remporter un réel et profitable? Comment admettre enfin que l'élu du suffrage universel veuille, de propos délibéré, se mettre en désaccord avec le principe d'où il est issu? Il nous paraît certain que la vérité ne monte plus jusqu'à lui.

Les élections de 1869 ne se sont pas faites dans les mêmes conditions que celles de 1863, encore moins que celles de 1857, encore moins que celles de 1852. En 1852, les choses allaient de soi; on désignait les candidats et, comme ils n'avaient pas de concurrents, ils étaient nommés. En 1857, il en fut à peu près de même. D'ailleurs, il importait peu : le Corps législatif était muet par ordonnance du médecin. Et toutefois, tant est grande la malice des hommes, il s'en trouva qui, après les premières réformes de 1860, s'avisèrent de parler. Il y en eut même qui, sans rien dire, trouvèrent le moyen de se faire entendre. Ce fut à ceux-ci qu'on en voulut le plus et, aux élections de 1863, la guerre contre eux commença. A cette époque, il ne s'agissait plus d'abattre « l'hydre de l'anarchie, » mais de dompter le parti catholique. C'est contre les chefs de ce parti que le gouvernement s'exerça aux premiers combats du scrutin. Ses premières passes furent des coups de maître.

Digitized by Google

Plusieurs des dissidents restèrent sur le carreau. Mais pendant ce temps-là l'hydre se réveillait et, d'un bond, tombait dans l'enceinte législative. Les cinq étaient devenus quatorze, et successivement les élections partielles portèrent leur nombre à dix-sept. En même temps se formait dans le sein de la Chambre un groupe d'esprits modérés mais indépendants, qui variait dans son chiffre, suivant les questions, quarante-cinq s'il s'agissait de revendiquer les libertés, quatre-vingt-trois s'il fallait protester contre la convention du 15 septembre et l'abandon du Souverain-Pontife. Aucun homme clairvoyant ne pouvait s'y tromper, ce groupe était beaucoup plus près du cœur de la France que toute la majorité. Un esprit politique suffisamment instruit des dispositions du pays se serait dit : « La France est tiers-parti, c'est sur le tiers parti qu'il faut s'appuyer pour se tenir en conformité de pensée avec elle. » Un moment on put croire que le souverain avait deviné ce qu'on s'efforçait de lui dissimuler. La lettre du 19 janvier fut un acte tiers-parti ; mais il fut aussitôt détourné de son sens primitif par la majorité, complice de ministres qui avaient fait leur temps et qui, loin d'avoir été les promoteurs de cet acte libéral, en avaient, au contraire, combattu l'idée avec une violence que leur palinodie postérieure n'a que mieux mise en relief.

A cette époque, nous fûmes de ceux qui conseillèrent au souverain de dissoudre la Chambre, de former un nouveau ministère, un véritable ministère, composé des membres les plus éminents du tiers parti, et, sous l'empire de cette situation nouvelle, de faire appel à la nation. L'Empereur y eût puisé une force considérable ; il eût déjoué les complots dont sa pensée devait être victime, et se serait épargné l'échec des élections qui viennent d'avoir lieu. Un peu plus tard, lorsque le moment approcha où l'ancienne Chambre allait voir expirer son mandat, il eût encore été possible au Pouvoir d'entrer dans le courant et de se donner les bénéfices d'une politique libérale, plus conforme aux vœux comme aux intérêts et à la dignité de la France. La presse entière l'y conviait, les membres indépendants du Corps législatif le pressaient de le faire, et, du sein du Sénat lui-même s'élevaient des avertissements auxquels il n'eût pas dû fermer l'oreille. Mais il semblait qu'un mauvais génie planât sur le gouvernement et enchaînât la bonne volonté du souverain. On croyait M. Rouher un homme nécessaire lorsqu'il n'était qu'un homme de circonstance ; bon pour défendre les mauvaises causes, si le gouvernement avait de mauvaises causes à plaider, il devenait inutile si le gouvernement n'en avait plus que de bonnes et se défendait de lui-même par ses actes. La politique de M. Rouher prévalut sur celle que recommandaient MM. Thiers, Buffet, Se-

Digitized by Google

gris, Chevandier de Valdrôme. Ces messieurs voulaient que la France rentrât en possession de ses libertés, que le Corps législatif eût une action plus directe et plus réelle sur la conduite des affaires, que la sincérité du suffrage universel fût mieux garantie et mise à l'abri de la pression administrative par l'abandon du système des candidatures officielles. Ils étaient les interprètes fidèles des vœux de la nation, et toutefois ils ne furent pas écoutés. On leur répondit que le gouvernement appuierait officiellement ses candidats; qu'il ne garderait la neutralité que là où il ne rencontrerait devant lui que des candidatures dynastiques, ce qui était une déclaration contraire aux intentions qu'on nourrissait, car en bien des endroits on a combattu des candidatures profondément dynastiques pour cette seule raison qu'elles étaient indépendantes. Bref il fut décidé que l'on ferait tous ses efforts pour ramener l'ancienne majorité, et que l'on accumulerait tous les moyens d'attaque contre les hommes du tiers parti et de l'opposition modérée.

C'étaient ceux-là que l'on craignait le plus. Hommes de talent pour la plupart, recommandables par leur caractère, par leur indépendance, et quelques-uns par l'éclat qu'ils ont jeté dans leur carrière, ils pouvaient apporter à l'empire ce qui lui manque surtout, le concours des classes éclairées, et communiquer aux institutions une force qu'elles n'auront jamais tant qu'elles reposeront sur la tête d'un seul homme. Ils pouvaient fonder définitivement ce qui aux yeux clairvoyants n'apparaît encore que comme un provisoire : ils ont rencontré devant eux deux espèces d'adversaires : les révolutionnaires et les ministres de l'Empereur; touchante union qui serait bien de nature à éclairer les populations paisibles sur le sort qui leur est réservé si elles ne saisissent pas désormais toutes les occasions pour faire preuve d'indépendance et de virilité. Partout où le gouvernement s'est trouvé en présence d'un candidat de la révolution et du socialisme et d'un candidat d'opposition modérée, ses préférences ont été pour le premier, et, dans tous les cas, ses actes contre le second. Il a combattu MM. de Lareinty et Prévost-Paradol à Nantes au profit de M. Guépin; il a manœuvré de manière à faire nommer dans l'Isère M. Gagneur, radical, contre M. Jobez, modéré. A Paris, il a offert le scandaleux spectacle d'une alliance avec la démagogie pour faire échouer M. Thiers, conspiration monstrueuse, heureusement déjouée par le bon sens des électeurs. Il se serait ligué avec M. Rochefort contre M. Jules Favre si le premier n'eût profondément blessé de sa mortelle ironie tous ces hommes qui s'acharnent au pouvoir comme à une proie. Encore ne suis-je pas sûr qu'au fond de leur pensée ils ne préférassent le pamphlétaire

Digitized by Google

au grand orateur. Il est plus aisé de se défaire du premier que d'imposer silence au second.

Ces candidatures démagogiques ont servi le gouvernement au-delà de ses désirs. Il devait en retirer plusieurs avantages. Elles sont dans sa main l'épouvantail qu'il promène sur les campagnes pour préserver la moisson des candidatures officielles contre l'empiètement des candidatures indépendantes. La presse officieuse n'a pas perdu l'occasion d'en tirer parti, et l'on a pu voir un journal en province commettre le double délit de manœuvre électorale et de fausse nouvelle en annonçant, la veille des élections, une insurrection à Paris et une attaque à main armée du côté de la Belgique. Il y a des lois qui punissent ces délits, mais elles sommeillent quand il s'agit de les appliquer aux organes de la politique administrative. C'est ce que l'on appelle l'égalité devant la loi. Un autre avantage de ces candidatures démagogiques si elles avaient plus complétement réussi, ç'aurait été de substituer dans la Chambre, à des orateurs d'une valeur reconnue et redoutée, des hommes nouveaux, sans autorité acquise, dénués quelques-uns de tout sens politique et dont on aura toujours bon marché en raison même de leur violence; ç'aurait été, en outre, d'y introduire des auxiliaires utiles en telles circonstances données, où le gouvernement, pour maintenir l'autorité absolue qui lui échappe, frapperait un de ces coups d'audace auxquels il est permis de s'attendre et qui ont pour but d'affermir l'autorité par l'antagonisme des classes et par certaines satisfactions données aux appétits matériels. Les « irréconciliables » peuvent devenir demain, dans la Chambre, des alliés pour étouffer la minorité indépendante et modérée, comme ils l'ont été dans les élections pour paralyser un moment son triomphe.

Pendant que le gouvernement contractait alliance avec l'esprit révolutionnaire partout où il en pouvait prendre avantage, il ne cessait d'accuser ses adversaires les plus modérés de coalition monstrueuse avec la révolution, partout où l'opinion conservatrice montrait quelque tendance à secouer le joug de l'administration. Tout candidat indépendant était un démagogue, un fauteur de révolution. Il n'y avait pas de calomnie stupide, de mensonge ridicule auxquels il ne fût en butte. Mêlé moi-même, et pour mon compte, aux dernières luttes électorales, j'ai pu voir de près les procédés qu'on emploie pour tromper les électeurs et pour vicier les suffrages. C'est une étude curieuse et n'y eussé-je recueilli aucun autre avantage, je me croirais encore rémunéré de mes peines par les enseignements que j'y ai puisés. Là-bas, dans les campagnes, on me dépeignait comme un *rouge*, un *guillotineur*, un garibaldien;

Digitized by Google

j'avais même tué, à Monte-Libretti, un zouave pontifical, ce qui était assurément un miracle, puisque, au moment où j'accomplissais ce forfait, je me trouvais à Paris. Le journal de l'administration se rendait complice de ces sottises. Par compensation, les journaux officieux de Paris me classaient parmi les candidats légitimistes. Ici l'on me dépeignait comme un ultra-rétrograde; là-bas, des maires réunissaient leurs pompiers et leur enjoignaient d'éteindre en moi la torche des révolutions; un autre allait avec son garde-champêtre de cabarets en cabarets, affirmant, avec l'autorité qui appartient à un magistrat choisi par le gouvernement, que si l'on votait pour moi la guerre éclaterait avant quinze jours et que la guillotine fonctionnerait en permanence sur la place publique. Soyez-en sûrs, ces maires ne seront pas révoqués, non plus que ceux qui arrachaient les affiches, non plus que ceux qui, peu satisfaits de réserver leur personnel à la distribution des circulaires et des bulletins du candidat officiel, s'opposaient à la distribution des circulaires et des bulletins de vote du candidat indépendant; non plus que ceux qui menaçaient de leur colère les villageois qui ne votaient pas suivant leurs ordres et dont ils ouvraient les bulletins pour s'assurer que ces ordres étaient remplis; non plus que ceux qui recevaient des bulletins de couleur sans les annexer au procès-verbal; non plus que ceux qui ont refusé de donner acte des protestations et qui ont fait, sans raison, sans prétexte, entrer la force armée dans la salle du scrutin. Tous ces maires agissaient pour le « bon motif », en faveur du candidat officiel, donc ils ont bien fait et leur conduite est irréprochable. Révoquera-t-on celui qui, dans Seine-et-Marne, faisait afficher sur la boite du scrutin que le candidat de l'opposition, M. Boze, un honnête homme s'il en fut, venait d'être surpris en conversation criminelle et mis en prison? Et ce maire de la Gironde qui a trouvé le moyen de réduire à 23 les 86 voix données à M. le duc Decazes! Mais c'est là, dans l'histoire des élections de 1869, un chapitre accessoire qu'il faut réserver pour le jour où nous examinerons la vérification des pouvoirs. Nous devons nous en tenir aujourd'hui aux lignes générales de la politique du gouvernement, sans entrer plus avant dans le détail des manœuvres particulières dont il s'est servi. Les élections de 1863 n'avaient été qu'un coup d'essai et bien qu'on pût regretter certains écarts, l'attitude de l'administration avait été plus digne. La pression s'était fait sentir, mais elle n'avait eu ni cette audace, ni cette ruse, ni cet acharnement, qui ont signalé les élections de 1869. On n'avait pas prodigué dans la même proportion les circulaires comminatoires, les injonctions administratives, on s'était moins imposé et on en avait moins imposé aux

Digitized by Google

administrés, à tous les employés, à tous les subordonnés dans toutes les branches des divers services publics.

Quand on énumère les ramifications nombreuses au moyen desquelles le gouvernement pénètre dans les populations et les procédés qu'il emploie pour les mettre en jeu, on ne saurait trop s'étonner qu'il puisse sortir de l'urne électorale un autre nom que celui du candidat officiel, et l'on doit se dire que toute voix donnée au candidat indépendant en vaut dix. Le candidat officiel trouve à sa disposition, sous sa main, une organisation toute prête. Il n'a d'autre soin que de faire imprimer ses affiches, ses circulaires et ses bulletins de vote; encore s'exonère-t-il parfois des frais. L'imprimeur livre ses paquets au préfet ou au sous-préfet. Les employés du gouvernement se chargent de la classification et de l'envoi; la poste les transporte gratuitement; les gendarmes, s'il le faut, concourent à la distribution. En deux jours, le travail est terminé; les affiches, circulaires et bulletins sont arrivés partout à destination. Les maires accusent réception, et, de plus, ils informent l'administration du moment où se sont effectués les différents services. Le chef, dans son cabinet, connaît ainsi, heure par heure, l'état de ce travail matériel si important en affaire d'élection. Le maire, à son tour, convoque les employés de la commune, commis, agents de police, gardes champêtres, et, bien que cette besogne soit complétement étrangère à leur service, ceux-ci devront eux-mêmes porter au domicile de tous les électeurs la circulaire du candidat et plus tard, avec la carte d'électeur, le bulletin de vote. Ainsi, l'affiche est apposée, la circulaire répandue, le bulletin distribué partout, dans toute la circonscription, sans que le bienheureux candidat ait même à payer la peine que les agents ont prise pour le servir.

Comparons à cette situation celle du candidat indépendant. Si un comité central ne s'est pas organisé de lui-même, il faut d'abord qu'il l'organise, ce qui n'est pas toujours facile dans les petites villes, où l'on craint de se mettre en avant, de se brouiller avec les autorités, de compromettre ses intérêts. Bref, supposons que ces hommes courageux et dévoués soient trouvés; il faut maintenant que ce comité central se crée des relations dans chaque commune; mais on conçoit que s'il a été malaisé de former un groupe dans la ville, il est bien plus difficile encore de rencontrer dans chaque village un homme indépendant et suffisamment intelligent, dévoué aux idées que vous représentez, assez ferme pour oser l'avouer, assez courageux pour braver le maire, le garde champêtre, le percepteur, le juge de paix. Il y a beaucoup de villages où cet homme est introuvable, quelque prix que vous mettiez à ses services. Pas un paysan qui ne puisse être au moins une fois par mois sujet à

Digitized by Google

contravention. C'est une charrue oubliée devant sa porte, une eau qu'il laisse couler dans la rue, des poules qui fuient le poulailler, une lanterne qu'il a omis d'allumer. Si le maire le veut bien, il ne se passera pas de quinzaine sans qu'il ait à répondre de quelque manquement aux ordonnances de police par-devant M. le juge de paix. Il a donc le plus grand intérêt à ménager les susceptibilités de ces deux magistrats. Celles du maire sont excessives, parce que la peur que lui inspire l'autorité supérieure est très grande. Que dirait le sous-préfet si le candidat indépendant avait la majorité dans la commune? Ne reprendrait-il pas cette écharpe qui a été l'objet de tant de convoitise et qui représente de si précieuses immunités! Il est bien peu de maires de village qui aient assez de fierté pour se soustraire à la dépendance, assez de caractère pour se dire magistrats municipaux et non courtiers d'élections.

Tout n'est pas écrit dans les circulaires qu'ils reçoivent; ils voient le sous-préfet, le préfet quelquefois; un mot glissé dans l'oreille, une réprimande, un ordre, une menace, et le pauvre maire, qui ne songeait qu'à suivre les inspirations de sa conscience, à faire peut-être, dans sa loyauté, distribuer également les bulletins de vote et les circulaires des deux candidats, n'a plus qu'une pensée, dégager sa parole s'il l'a donnée, et, si son ardeur pour la servitude l'y convie, susciter tous les obstacles possibles à la distribution des imprimés de l'opposition. C'est alors qu'il fera arracher les affiches, interdira aux cabarets de leur donner asile, menacera l'homme que vous aurez chargé d'opérer les distributions et fera, s'il le veut, disparaître jusqu'à la moindre trace de votre nom sans que vous le sachiez et pendant que, confiant dans votre agent, vous croirez chacun de vos électeurs nanti de votre bulletin. Le lendemain du scrutin, ne vous étonnez pas si vous n'avez pas recueilli une seule voix, quoique vous fussiez assuré de compter plusieurs adhérents. Le secret vous en sera révélé plus tard : vos circulaires, vos bulletins n'avaient pas été distribués. Etonnez-vous, au contraire, si quelquefois votre nom est sorti de l'urne, et soyez assuré que ceux qui l'ont écrit à la main ont le cœur blindé du triple airain dont parle le poëte. Si on les connaît, — on les connaîtra, on les connaît toujours, — ils seront pendant longtemps soumis à toutes sortes de petites persécutions, trop heureux s'ils ne sont pas signalés à l'indignation publique, mal notés, mis à l'index et privés de leurs clients s'ils exercent une industrie.

Qu'on ne dise pas que la loi les protége, qu'elle met à l'abri des menaces et de leurs effets, qu'elle interdit et punit ces coupables manœuvres ; la loi dans les campagnes n'empêche rien et ne protége personne. A supposer qu'on voulût et qu'on sût l'invoquer, obtien-

Digitized by Google

dra-t-on justice? Trouvera-t-on des témoins, osera-t-on signer? L'instruction même sera-t-elle entamée, poursuivie? Puis que d'ennuis, que de temps perdu, que d'animosités provoquées! Et quand on songe que certaines circonscriptions renferment jusqu'à trois cents communes répandues sur une surface de 1000 kilomètres carrés, que le candidat indépendant n'a à sa disposition ni les faveurs de l'Etat, ni les coërcitions administratives, ni les chevaux des gendarmes, ni les jambes des cantonniers, gardes champêtres, agents voyers, facteurs ruraux, qu'il est tout seul, réduit à ses propres forces, devant une légion d'employés, de créatures, de gens en place ou postulant des places, on ne peut trop admirer qu'il se rencontre des hommes assez courageux pour affronter cette partie inégale où les dés sont pipés et les enjeux de cent contre un; on ne peut trop s'étonner surtout qu'un seul puisse gagner la partie.

Mais aussi peut-on prétendre sérieusement que ce soit là l'exercice loyal, sincère, utile du suffrage universel? Je laisse de côté les fourberies, les mensonges, les fraudes tant de fois signalées, plus souvent commises, qui osera dire qu'un droit de suffrage exercé dans de pareilles conditions soit libre et puisse donner au pays une représentation exacte de sa pensée, de ses vœux, de ses intérêts? N'est-ce pas se leurrer que de placer sa confiance dans une majorité issue de telles pratiques, et courir le risque de se tromper étrangement que de fonder sur elle la politique du gouvernement? Des calculs d'une exactitude aussi rigoureuse que possible établissent dès à présent que 180 candidats officiels ont été élus contre 110 indépendants. L'auraient-ils été si le système que nous avons décrit n'avait pas existé, s'ils avaient été réduits à leurs propres ressources et placés sur le même pied que leurs compétiteurs? Si, en un mot, l'exercice du droit de suffrage avait été complétement libre? Personne ne songera à le soutenir; tout au plus pourrait-on affirmer que cinquante de ces élus seraient venus s'asseoir sur les bancs du Palais-Bourbon. Un autre calcul estime que les candidats indépendants ont réuni ensemble, sur 8 millions de votants, environ 880,000 voix de moins que les candidats officiels. Pense-t-on que cet écart ne se serait pas effacé et même qu'il n'eût pas été renversé, si ces derniers n'avaient pas eu à leur disposition les moyens matériels de l'administration? Je mets de côté les chapitres des influences morales, des pressions, des promesses, des faveurs, des dons faits avec les deniers des électeurs, je ne fais entrer en ligne de compte que les moyens matériels qui résultent d'une organisation administrative parfaitement disciplinée et dont le réseau s'étend partout, aboutit à tout, enlace tout et ne permet pas qu'une chaumière soit négligé, un électeur oublié. Il est évident pour tout homme de bonne

Digitized by Google

foi que, privés de ces moyens matériels, les candidats officiels auraient échoué presque partout; la plupart même ne se seraient pas présentés; ils eussent fui une lutte qui aurait exigé de leur part une trop grande dépense d'argent et de peines.

Pour qui connaît les difficultés sans nombre qui se dressent dans les campagnes devant le candidat indépendant, cette minorité de 880,000 voix, que la statistique relève, a toute l'éloquence d'une majorité immense, écrasante. C'est une manifestation bien haute de l'opinion publique. Peut-on espérer qu'elle sera prise en considération par le pouvoir quand on a vu celui-ci persister, malgré les avertissements qui lui étaient donnés, dans le maintien et l'exagération de son ancienne politique électorale? Si le gouvernement avait tenu réellement à s'éclairer et à s'entourer d'une Chambre, expression sincère, exacte, de l'esprit du pays, il eût abandonné le vieux système et se fût efforcé de placer les candidats dans une position identique en face des électeurs. A la rigueur, je comprends que le gouvernement marque ses préférences pour les hommes dont les principes se rapprochent le plus des siens; il serait absurde d'exiger de lui qu'il se désintéressât complétement d'une affaire qui le touche de si près. Nous n'en sommes pas encore, en France, arrivés à ce point de respect pour la souveraineté nationale. Je conviens même volontiers qu'il y a une sorte de loyauté de la par du gouvernement à déclarer officiellement qu'il préfère tel candidat à tel autre; mais là devrait se borner le concours qu'il lui prête. A moins que ce concours ne soit égal pour tous et que sa sollicitude ne s'étende également sur tous les candidats, il détruit manifestement les conditions d'impartialité et d'égalité, il viole les principes de justice qui doivent être le fondement de la loi électorale aussi bien que de toutes les autres lois.

L'un des premiers devoirs du ministre de l'intérieur aurait été de dégager les maires de l'espèce de servitude où il les tient, en même temps que ses collègues se seraient abstenus d'écrire à leurs subordonnés ces circulaires où il semble que les employés de l'Etat n'aient ni la liberté de leur conscience, ni le droit d'avoir une volonté propre. A plusieurs reprises, au contraire, le gouvernement n'a cessé de revendiquer leur pensée et leurs actes, en dehors même de leurs fonctions, comme une propriété d'Etat, comme un bien dont ils ne pouvaient disposer à leur gré et qu'ils avaient aliéné pour un salaire. C'est l'idée du servage et de l'homme lige appliquée à l'administration. Il est singulier que, dans un pays de bon sens et de fierté comme la France, de pareilles théories puissent être émises sans soulever dans les cœurs un torrent d'indignation. Elles ont les plus fâcheuses conséquences sur la moralité publique quand

Digitized by Google

elles sortent de la bouche de ceux qui ont mission de gouverner; elles abaissent les caractères, minent les sentiments honnêtes et creusent pour l'avenir des abîmes d'avilissement et de corruption. Il ne faut pas être surpris que, dans quelques centres, les populations ouvrières aient délaissé les représentants les plus dignes et les plus éminents de la démocratie modérée pour porter leurs suffrages sur des hommes que ne recommandaient ni leurs talents politiques, ni la grandeur de leur personne; qui n'avaient d'autre mérite aux yeux de leurs partisans que de se dire « irréconciliables », et auxquels on n'eût jamais songé pour ce rôle si le pouvoir n'avait pris soin lui-même de lui donner une valeur. Il faut y voir une protestation naturelle contre une confiscation trop flagrante de la liberté électorale dans le monde administratif et dans les campagnes. C'est un excès qui répond à un autre excès en sens contraire, c'est un abaissement parallèle et identique du suffrage universel.

Il aurait encore fallu assurer la sincérité et le secret du vote. Je ne suis pas plus partisan qu'il ne faut du scrutin secret. J'estime qu'un homme vraiment digne du nom d'homme doit être assez franc et assez fort pour dire tout haut sa pensée. Que si la peur l'assiége et que l'abus des influences le domine, il faut autant que possible faire disparaître les causes qui l'inquiètent; et, s'il tremble encore, il est indigne de voter, il ne mérite pas le titre de citoyen. Le suffrage oral est en Angleterre le correctif efficace de la corruption; il entretient une certaine vertu personnelle, il communique aux caractères une trempe individuelle qui n'est pas sans exercer une heureuse action sur les mœurs politiques du pays. Je ne crois pas que ce système soit applicable en France dans l'état actuel de notre éducation politique et de l'ensemble de notre législation. Aussi n'en parlé-je que comme d'un idéal dont un peuple vertueux et un gouvernement honnête pourraient être à bon droit jaloux. Ce qui est incontestable, c'est que le secret du vote est, dans notre système prétendu démocratique, un abri nécessaire contre l'esprit de domination et de coërcition qui tous plus ou moins nous possède. Nous sommes tous démocrates à ce point que nous voulons toujours dominer quelqu'un et imposer notre volonté à autrui. Mais il faudrait que ce secret que réclament notre infirmité et nos mœurs ne fût pas une fiction, et qu'il abritât au moins les timides contre leurs alarmes assez légitimes. Les candidats officiels ont pris l'habitude de faire imprimer leurs bulletins de vote sur un papier transparent. L'électeur prudent qui apporte son bulletin plié en quatre le voit invariablement déplié par le maire. On a vu un maire tremper son doigt dans l'encre pour marquer les bulletins sur lesquels il avait des doutes;

Digitized by Google

d'autres donnent un coup d'ongle ou renversent le premier pli; presque tous cherchent à violer le secret du votant, et quelques-uns ne négligent pas la menace avant le vote afin d'imprimer autour d'eux une terreur salutaire. Le candidat indépendant qui ne veut pas courir au-devant d'un échec certain, doit faire imiter par l'imprimeur les bulletins de son compétiteur, et, pour cela, il faut qu'il se procure le modèle en temps opportun : difficulté nouvelle et inattendue. Moi qui écris ces lignes, j'avais fait imprimer 220,000 bulletins, et leur distribution avait commencé quand j'ai pu mettre la main sur le bulletin du concurrent. Vite il fallut l'imiter; les miens en différaient sensiblement; ils étaient imprimés sur papier opaque, comme il convenait à un scrupuleux observateur de la lettre et de l'esprit de la loi; ceux de mon compétiteur étaient transparents. Je dus faire faire un tirage que le temps ne me permit pas de pousser au-delà de 30,000, et dont il fut impossible à la dernière heure de faire parvenir des exemplaires aux extrémités de la circonscription. J'ai peut-être perdu deux mille voix à cause de cette disparité des bulletins. Les appréhensions des électeurs sont si vives que plusieurs d'entre eux, trouvant encore mon papier plus blanc que celui du concurrent, effaçaient au crayon le nom de celui-ci pour y substituer le mien, afin de pouvoir voter pour le candidat de leur choix avec le bulletin même de son compétiteur. Je ne parle pas des fraudes qui peuvent altérer le scrutin acquis, et dont plus d'un exemple a déjà révélé l'existence. Je m'en tiens aux bulletins, et aux supercheries dont ils peuvent être l'objet. Un chef d'industrie qui dépendait, pour certains intérêts privés, du candidat officiel, voulut faire voter ses cinq cents ouvriers à son gré. Il savait que chacun d'eux tenait en réserve un bulletin du candidat indépendant qu'il aurait substitué au bulletin officiel en approchant de l'urne; que fait l'ingénieux industriel? il écrit à la plume le nom de son candidat sur des morceaux de papier à lettre vergé et teinté de bleu. La distribution faite, il va s'installer à la table du vote en qualité de membre du conseil municipal; là il recueille lui-même les bulletins de la main des ouvriers : pas un n'osa voter suivant sa conscience, c'eût été pour lui le renvoi du chantier, et, comme le travail manque, la faim pour sa famille. Devant de pareils abus, qui ne se produisent pas pour la première fois, comment comprendre que le pouvoir n'ait pas adopté, s'il voulait réellement la sincérité dans les élections, le procédé si simple qu'on lui conseillait pendant la dernière session, des enveloppes où l'on aurait renfermé le bulletin? L'enveloppe n'aurait pas été à l'abri des doigts trempés dans l'encre ni des coups d'ongle, mais elle eût

Digitized by Google

du moins rassuré bien des électeurs timorés, et contribué notablement à tromper la trop grande curiosité des maires.

Loin de vouloir que le suffrage universel s'exerçât en toute sincérité et environnât le trône des mandataires fidèles de la nation, les ministres semblent s'être étudiés de longue main à préparer des difficultés au souverain et à lui façonner une de ces majorités factices avec lesquelles on court d'un front serein aux révolutions. Le dernier tracé des circonscriptions électorales avait été étudié dans ce but. Partout où l'esprit d'indépendance s'était manifesté, on avait remanié les cantons, fait passer à droite ce qui était à gauche, réuni ensemble des contrées qui n'avaient aucun intérêt, aucun lien communs, sinon qu'elles appartenaient au même département; on s'était surtout préoccupé de cette pensée, qu'il fallait annihiler l'opposition des villes, noyer leurs votes dans le flot conservateur des campagnes. Cette idée fixe, impolitique, souverainement malheureuse, amena l'administration à couper les grandes cités en morceaux qu'elle réunissait, au mépris des intérêts les plus respectables, avec des cantons éloignés, dont ils étaient séparés souvent par d'autres circonscriptions. Lille, Rouen, Bordeaux, Toulouse et d'autres villes furent hachées menu et mélangées, de la façon en apparence la plus capricieuse, avec des communes rurales situées parfois à vingt lieues de là, les unes au nord, les autres au sud. Le calcul était profond; il devait réussir. Ainsi l'on supprimait la représentation des villes; les populations urbaines, dont le vote échappe plus aisément à la pression administrative que le vote des campagnes, se trouvaient déchues, non du droit de voter, mais du droit d'élire; le groupe urbain était détruit par cette combinaison, et ses intérêts comme ses idées devaient, en bien des cas, demeurer sans interprète. Rien n'aurait été plus aisé que de laisser aux électeurs ruraux leur représentant, et à la ville le sien, mais on se fût exposé à recevoir de celle-ci des députés indépendants, ce qu'une politique de courte vue tenait avant tout à éviter.

Pour s'épargner un danger imaginaire, le gouvernement s'en est créé un fort sérieux. Les villes ne se sont pas toutes résignées à cet escamotage; quelques-unes ont protesté légalement par la voix de leurs conseils municipaux; on ne les a pas écoutées, et leur irritation s'en est accrue. Dans certaines d'entre elles, le mécontentement s'est fait jour au dehors; des symptômes d'effervescence se sont produits; il a fallu faire appel à la répression, moyen peu sûr pour pacifier les esprits. Qui ne voit qu'un pareil système électoral, en trompant le prince, altère et vicie profondément la sincérité du suffrage, prive de leurs représentants nécessaires non pas seule-

Digitized by Google

ment des minorités, mais des majorités imposantes, des groupes industriels ou commerçants considérables, et, par cela même, indispose leurs populations, leur met en main une arme redoutable, un grief légitime, et prépare pour l'avenir des périls plus difficiles peut-être à conjurer que ceux qui ont jusqu'ici menacé la France? Sans s'être donné le mot, des villes situées à de grandes distances ont, le même jour, à la même heure, pour le même motif, témoigné leur mécontentement. L'agitation généralement n'avait point de gravité; tout se passait en rassemblements et en clameurs, et si l'on a pu, à Saint-Etienne, signaler d'odieux excès, il faut reconnaître cependant que la masse des populations, lésées dans leurs droits, a gardé une attitude calme et mesurée. N'est-ce point là pourtant l'indice d'un mal réel et un avertissement donné au pouvoir? Par crainte de laisser entrer dans la Chambre quelques indépendants de plus, qui eussent été d'utiles conseillers et de solides appuis, on réveille l'esprit révolutionnaire, on lui fournit un prétexte, une raison de nature à lui rallier les cœurs épris de justice; on blesse un peuple que l'on a flatté, auquel on a concédé certains droits, et qui s'étonne qu'on lui en dénie certains autres, qu'on a placé en quelque sorte en antagonisme devant la bourgeoisie diminuée, affaissée, compromise. Prévoit-on ce qui pourrait advenir, un jour de scrutin, si tout à coup le souffle de la rébellion gagnait toutes ces villes déçues et froissées? Quelle armée pourrait maîtriser ce mouvement général éclatant sur tous les points à la fois? Ne serait-ce pas là le danger le plus grand qu'ait couru la France? Et qui l'aurait préparé, sinon cette mauvaise politique électorale où le gouvernement s'obstine avec un déplorable aveuglement? Les pires des révolutionnaires ne sont pas ceux qu'on pense, et tel croit bien conserver qui se prépare les moyens de tout perdre.

Heureusement, — et c'est par là que l'empire sera sauvé s'il peut l'être, — les efforts de la politique ministérielle ont été impuissants pour étouffer partout la volonté du pays; l'opposition constitutionnelle présentera dans la nouvelle Chambre une minorité considérable. Ceux même qui appartenaient à la majorité satisfaite ne reviennent pas de leurs départements comme ils étaient partis. Presque tous, devant les compétiteurs libéraux que l'opinion leur a suscités, ont dû accepter un programme qui n'était pas le leur et prendre des engagements diamétralement opposés à leur attitude ancienne, à leurs discours, à leurs votes. Tel qui a voté contre toutes les propositions ayant pour but de restreindre les dépenses, se prononce aujourd'hui pour un contrôle efficace et pour une diminution des impôts; tel qui a salué de son docile enthousiasme la politique commerciale de M. Rouher, s'est engagé à la combattre désormais;

Digitized by Google

tel qui a encouragé de son adhésion les travaux de Paris, a promis d'y faire obstacle à l'avenir ; tel qui a trouvé excellent que le gouvernement compromit la sécurité du Saint-Siége, s'est dit aujourd'hui son plus ferme défenseur. C'est une conversion complète et sur toute la ligne, une métamorphose admirable et sans précédents; les corbeaux sont changés en rossignols, et les moutons sont devenus des chiens de berger. Ce serait parfait si ces conversions étaient sincères, si ces métamorphoses étaient autre chose que des déguisements de circonstances. Les nouveaux engagements seront-ils tenus ; les promesses sont-elles plus sérieuses que le fameux billet de La Châtre? C'est une question que nous devons laisser à la conscience des élus le soin de décider. Si quelques-uns, par leur passé et la nature de leur caractère, nous inspirent peu de confiance, il en est d'autres, et en plus grand nombre, que les lumières du scrutin auront sans doute éclairés. Quoi qu'il arrive, on ne trouvera plus dans la chambre nouvelle cette masse profonde de satisfaits qui a enrayé dans les dernières sessions le développement de nos institutions. La majorité sera nécessairement déplacée, et ceux-là même qui pliaient comme le roseau sous la parole ministérielle se redresseront à certains jours pour n'être pas foulés aux pieds.

Placé dans ces conditions nouvelles, que fera le gouvernement? S'il ne change pas ses hommes et sa politique, s'il ne met pas rapidement la main aux réformes, il nous conduit aux révolutions ; s'il fait, comme on l'en soupçonne, un coup d'audace, s'il en cherche le point d'appui dans les masses, il nous mène au socialisme. Entre les deux partis il en est un que la raison conseille, c'est une politique de progrès libéral. Quant à l'expédient de la guerre, il nous paraît enseveli en ce moment sous la manifestation unanime de l'esprit public : la France a demandé à tous ses représentants le maintien de la paix, et tous le lui ont promis. Pourraient-ils manquer à leur parole et voter des subsides sans soulever l'indignation?

ALPHONSE DE CALONNE.

Digitized by Google

DE LA

LÉGISLATION DES OCTROIS

Parmi les questions financières qui préoccupent les esprits soucieux de la chose publique, économistes et publicistes, la question des octrois a une place à part. L'enquête agricole a montré dans les dépositions intéressantes qu'elle renferme l'état des esprits à l'endroit de cette institution. L'on redoute en général l'accroissement de taxes qui frappent l'agriculture à divers titres, gênent le commerce dans ses transactions, et pèsent sur l'industrie au point de restreindre la fabrication par les tarifs élevés que subissent les combustibles. La science économique aura rendu aux intéressés le service de porter devant l'opinion les pièces du procès. Ce ne sera point pour elle un mince mérite, surtout dans les conditions pratiques où elle l'a fait. Mais il ne s'agit pas ici de savoir s'il faut maintenir ou abolir les octrois ; si l'on doit procéder à un déplacement d'impôt ou à un dégrèvement, ou si l'on doit recourir au système des taxes locales spécialisées comme en Angleterre et en Allemagne. Notre but est moins compliqué et nos recherches n'exciteront point de controverses.

Digitized by Google

Etant donnée l'existence des octrois, fait indéniable, nous voudrions retracer l'esprit qui anime la législation en cette matière. On a beaucoup disserté sur le principe des taxes communales, on les a appuyées et combattues tour à tour avec passion, admettons que ce soit uniquement par passion pour le bien. Il n'en reste pas moins certain que les lois d'intérêt général, si intéressantes à connaître, ont été absolument négligées dans le tumulte de la mêlée, et que le calme de la discussion ne nous a pas plus instruits. Aussi avons-nous tenté de faire cette étude, curieuse à plus d'un titre, toujours intéressante et, ce qui est mieux peut-être, originale en soi et personnelle.

I

L'octroi indique, dans le vieux langage, une concession émanée de l'autorité souveraine. C'est dans ce sens qu'il a été appliqué par suite de la formule adoptée dans les édits et ordonnances autorisant les communes à lever des impôts de consommation. Le fisc s'y associait par un prélèvement tantôt fixe, tantôt variable. Les taxes de consommation existaient donc sous l'ancien régime, en vertu d'une autorisation légale qui permettait aux communes de lever sur elles-mêmes certains droits, soit sous la forme de traites foraines, soit sous la dénomination pure et simple d'octroi.

En 1295, la ville de Lyon put percevoir une taxe sur toutes les marchandises qui y seraient vendues. Amiens jouit de la même faveur en 1350 et Compiègne en 1352. Dès 1323, le pouvoir monarchique absorba pour son propre usage les deux tiers du produit de ces sortes d'impôts. Il ne tarda pas à les généraliser, à tel point que Sully en signalait les déplorables effets à Henri IV dans une lettre devenue célèbre. Le fisc en effet n'avait pas tardé, avec l'appui des magistrats et d'un pouvoir administratif avide, à exercer partout une autorité sans appel, sous le prétexte qu'il agissait au nom et dans l'intérêt du roi, à porter la main sur les marchandises elles-mêmes. L'affaire de Saumur en est un frappant exemple. Le mal auquel remédia Sully au XVIe siècle, grâce à son zèle et à sa clairvoyance, reparut pour jeter de fécondes et puissantes racines au XVIIe. Aussi vit-on à cette époque le célèbre lieutenant général du bailliage de Rouen, Boisguillebert, protester contre l'âpreté des douanes du dehors et du dedans. Il joignit ses plaintes à celles de Vauban pour dire que la population diminuait, que les exigences des traitants et

Digitized by Google

les vexations des taxes ruinaient l'agriculture, entravaient le commerce et désolaient l'industrie.

Pour donner une idée de l'existence des octrois à cette époque, nous n'avons qu'à ouvrir le *Factum de la France* du sire Le Pesant. Il établit en principe que les droits perçus à l'intérieur du royaume, de province à province, « sont indignes et font honte à la raison. » Il existe un port de mer, dit-il, où il y a « vingt-six droits ou déclarations à passer à diverses personnes en différents bureaux, avant qu'un seul vaisseau puisse décharger ou mettre à la voile et emporter ou débarquer les marchandises chargées. » Il cite encore des villes où une même denrée paye à divers ayants droit onze impôts, le tout accompagné du même appareil de formalités et de vexations. Nous rappellerons le péage du Rhône, qui, dès Sully, avait détourné les marchandises du Levant de la voie lyonnaise. Et la douane de Valence? cette déplorable douane imposée pour le service de l'armée Lesdiguières durant les guerres religieuses. « Elles avoient été établies lorsque ces contrées appartenoient à des princes autres que les rois de France; mais ces provinces appartenoient maintenant à la couronne et n'y ayant aucune de ces douanes qui ne cause de vexations effroyables... et qui ne désole par conséquent le commerce et la consommation, elles devroient être ôtées et le produit tout au plus remis, avec les autres tributs, comme la taille; ce qui fait étant, comme cela est possible, le pays y gagneroit cent pour un dont le roi aura amplement sa part, c'est-à-dire trois fois plus qu'il ne reçoit. »

Le *Factum de la France*, le *Détail* et la *Dissertation*, de Boisguillebert, contrôlent par leur témoignage véridique les idées de Vauban dans sa *Dîme royale*, et montrent les effets désastreux d'impôts urbains immodérés comme taux et excessifs comme généralisation. En effet, une ordonnance du 21 décembre 1647 déclara que tous les deniers d'octrois seraient portés à l'épargne et elle autorisa leur augmentation jusqu'au double. Celle de décembre 1663 régla que la moitié serait levée à perpétuité au profit du roi, et que l'acquittement des dettes communales aurait lieu avec l'autre moitié. La perception de ces droits devenait perpétuelle, quand même la concession de l'octroi n'aurait été que temporaire. Ce fut le caractère spécial de l'ordonnance du 12 juillet 1681 confirmative de ces principes. Il ressort de là qu'avant 1681 les octrois formaient une concession temporaire. Merlin a donc avancé dans son *Répertoire de jurisprudence* une opinion erronée quand il dit : « Les octrois que les villes ont obtenus postérieurement à l'ordonnance de 1681 ne sont pas dans le cas du partage et se lèvent en entier à leur profit. » En parlant de l'octroi d'Angers, chiffres du Présidial en main, nous

Digitized by Google

voyons que la législation de 1681 fut fidèlement suivie, puisque l'octroi de cette ville, concédé antérieurement à 1764, fut prorogé pour quinze ans seulement à la même époque. En outre, il y eut rachat des droits de consommation dans le total de la somme qui acquérait de nouveau les charges des officiers municipaux, le tout au profit du Trésor. Il y avait donc partage, puisque certaines villes rachetaient ce partage, et encore les concessions n'étaient pas perpétuelles puisqu'on les prorogeait, *afin de procurer à l'Etat des ressources inattendues*. Ce fait est très grave, car généralisé à l'Anjou, au Maine et à la Touraine, il implique un système de fiscalité odieux à coup sûr mais bien organisé, et fonctionnant avec la vigueur qui appartient aux pouvoirs administratifs. Il suffit de lire, pour s'en convaincre, e dossier de la ville d'Angers, lors de l'enquête de 1764, et le Mémoire du présidial y annexé sur la constitution municipale de cette ville, dont on demandait la réforme.

L'Etat de la France, par Boulainvilliers, qui n'est autre chose que l'analyse des mémoires des intendants et le résumé succinct en trois in-folios (1727) des quarante-deux volumes conservés aux manuscrits de la Bibliothèque, n'atténue pas le mal; le mal est persistant parce que la cause est toujours existante et active. Il n'y aurait qu'un remède, la suppression ; mais pour supprimer une source aussi féconde il faudrait recourir à l'économie, et le système de la régence, pas plus que la décadence de la monarchie, n'étaient faits pour la mettre en pratique. Aussi faut-il arriver à Turgot pour voir le premier essai de libre échange à l'intérieur. Il n'en reste pas moins acquis à l'histoire de nos finances et du régime protecteur interne que l'ancien régime avait laissé les villes organiser cet impôt selon les productions et le territoire de chaque commune privilégiée. Aussi un jurisconsulte a-t-il pu dire sans crainte d'être contredit, et il ne l'a pas été, qu'il y avait autant d'espèces différentes de taxes urbaines qu'il y avait de villes jouissant de pareilles concessions. Elles différaient non-seulement dans leur objet, mais encore dans la nature des droits et dans la forme de la perception. Elles ne se levaient pas toujours à l'entrée ; certaines villes frappaient la vente au détail, d'autres seulement la vente en gros, et elles différaient jusque dans leur dénomination. Un seul fait était patent, uniforme, leur existence et leur acquittement sans contrôle, quel que fût leur taux, quelle que fût la cause qui leur avait donné naissance.

Turgot, par un édit rendu en conseil d'Etat en avril 1775, avait aboli quelques octrois dans la Bourgogne, par exemple : Dijon, Beaune, Saint-Jean-de-Lône et Montbard. Il s'agissait des droits sur les grains et sur les farines perçus, tant à l'entrée de ces villes que sur les marchés. L'arrêt reconnaissait que cette perception les

Digitized by Google

rendait plus rares et plus chers ; et il réglait en ces termes la question de l'incidence : « Le marchand doit trouver dans le produit de la vente de ses grains le payement du droit. » Mais comme une cherté plus grande naissait de l'effet produit par ces taxes sur le commerce et le détournait des lieux où il aurait été obligé de payer des droits pour le porter de préférence à ceux qui en étaient exempts, le roi abolissait les octrois dans ces villes. « L'établissement seul du droit occasionne le renchérissement et éloigne l'abondance qui le ferait cesser. » Ce qui était vrai en 1775 l'est aujourd'hui encore, et peut-être plus odieusement.

L'Anjou, le Maine et la Touraine, qui nous présentent dans l'enquête de 1764 le tableau complet d'une administration de ville au XVIIIe siècle, avaient conservé les octrois. Le pouvoir central spéculant sur leur produit certain avait vu dans leur concession une mesure fiscale. Les villes payaient un nouvel impôt mal déguisé sous le titre de *prorogation d'octroi*. Elles se rachetaient d'ordinaire, c'est ainsi qu'agirent les officiers municipaux de la ville d'Angers, d'après les usages traditionnels de leurs prédécesseurs. Le rachat des offices municipaux eut lieu à diverses époques, et c'est en compensation de ces rachats multiples qu'eut lieu la prorogation des octrois. Nul doute par là que les octrois ne rentrassent dans ce rachat pour une valeur quelconque. Un arrêt du conseil, du 11 janvier 1751, fixa le prix total pour Angers à la somme de 170,000 livres.

Ceci, au dire de M. de Tocqueville, est un bon échantillon de l'administration de l'ancien régime relativement aux villes. On leur fait contracter des dettes, et puis on les autorise à établir des impôts extraordinaires et temporaires pour se libérer. A quoi il faut ajouter que, plus tard, on rend perpétuels ces impôts temporaires, et aussitôt le gouvernement arrive pour en prendre sa part, toujours en invoquant l'unité politique et administrative du royaume. La morale est facile à déduire. Les cahiers de 1789 expriment sur cette matière les vœux de la nation. Les cahiers sont le témoignage le plus authentique des idées du temps et des réformes jugées indispensables. Les trois ordres les rédigèrent séparément. Leur publicité assura leur sincérité; la discussion à laquelle leur rédaction donna lieu, soit entre les intéressés, soit entre leurs mandataires, augmente l'importance des aveux. Eh bien, que disent-ils?

La noblesse réclama la liberté du commerce, du travail et de l'industrie, la suppression des maîtrises, des priviléges accordés aux autres compagnies; et, comme conséquence dernière, la suppression des octrois.

Le tiers état forma des vœux identiques, demandant, avec la no-

Digitized by Google

blesse, que les lignes de douanes fussent reportées aux frontières. Comme les cahiers sont le sentiment de la grande majorité des trois ordres, on y voit clairement l'esprit qui animait les différentes classes du pays au moment de la Révolution.

II

Ce qui rendait l'impôt des octrois très odieux au XVIIIe siècle, c'est que suivant le système des priviléges en vigueur, des catégories de citoyens en étaient exempts. L'Assemblée constituante ne s'en tint pas sur ce point à l'acte du 4 août; elle rendit, le 28 janvier 1790, un décret abolissant toutes les exceptions et exemptions en vertu duquel la perception des taxes locales porta sur tous les habitants. Nous allons relater l'exposition des faits pour montrer, malgré certains incrédules, que les idées de privilége devant l'impôt étaient loin d'avoir disparu dans la célèbre nuit du 4 août. Laferrière l'a prouvé surabondamment en son *Essai* sur l'histoire du droit français. Les villes de Douai et de Valenciennes, dit le rapporteur de la loi de finances de 1790, l'abbé Génetet, jouissent des droits de consommation. Quelques *privilégiés* se disent exempts parce que, à leurs yeux, le décret du 4 août n'a aboli les priviléges personnels ou réels qu'en fait de subsides, et qu'il n'y est pas fait mention des octrois, cet impôt étant une concession *particulière* faite à certaines villes. Les officiers de Douai réclament, de leur côté, l'abolition de cette distinction abusive. L'abbé Génetet conclut, avec le comité des finances, à ce que toute espèce de privilége fût abolie ainsi que toute inquisition domiciliaire « *pour tout le royaume.* »

Après quelques observations, entre autres celles de Merlin, du duc de Noailles et du marquis du Châtelet, le décret fut adopté en ces termes : « L'Assemblée nationale, instruite que....., voulant rendre communes pour tout le royaume les dispositions de l'art. 5 du décret qu'elle a rendu le 16 septembre dernier pour la Bretagne en particulier, a décrété et décrète que tous les octrois, droits d'aides, de gros et autres de cette nature, sous quelle dénomination qu'ils soient connus dans les villes ou autres lieux du royaume où ils sont établis, continueront d'être perçus comme par le passé jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement, mais sans aucun privilége, exemption ni distinction quelconque, n'entendant rien innover [1]. »

[1] *Moniteur*, t. III de l'édition de 1840, p. 286.

Digitized by Google

Le samedi 19 février 1791, le duc de La Rochefoucauld, rapporteur du comité des contributions publiques, présentait à l'Assemblée le tableau indiquant les moyens de pourvoir aux dépenses de l'année 1791. Il exposait en termes précis la conduite de ceux qui étaient chargés de l'administration des finances. Les principes des économistes y étaient acceptés et appliqués. Il disait qu'en matière de contributions publiques, le système le plus simple et le moins compliqué est le meilleur, car la multiplicité des impôts produit les vexations. Le comité de finances pensait avec lui que si l'Assemblée avait supprimé la gabelle et les aides, ce n'était pas pour établir des contributions qui exigeraient les mêmes moyens de perception. Il attestait que l'ancien régime avait, en multipliant les impôts, tari les véritables sources de revenus. Un meilleur ordre de choses pouvait seul favoriser l'accroissement de la richesse publique par la simplification des taxes. Aussi recommandait-il à l'Assemblée qui devait remplacer la Constituante de consommer d'heureuses réformes, préparées par sa devancière malgré la suppression des visites domiciliaires et des moyens vexatoires dont les impôts indirects ont presque tous besoin pour exister.

Un décret du 18 février 1791 régla définitivement le budget des dépenses à 641 millions; les départements y étaient compris pour 56 millions. Les perceptions portaient sur la contribution patriotique 34 millions 570,000 livres; sur la contribution foncière, 287 millions; sur la contribution mobilière, 60 millions; sur le droit d'enregistrement, 41 millions 625,000 livres; sur les hypothèques, 5 millions 375,000 livres; sur le timbre, 22 millions; sur les patentes, 18 millions; sur les douanes, 20 millions; sur les postes, 12 millions; sur les poudres, 800,000 livres; sur l'affinage des métaux précieux, 1 million 200,000 livres; enfin sur les octrois, 24 millions 880,000 livres. On sait que Paris perçoit aujourd'hui, à lui seul, 100 millions de droits d'entrée! Lorsque Arthur Young, dans son tableau détaillé des impôts de consommation sous l'ancien régime, évalue le revenu des octrois à 2 millions 518,317 livres sterling, c'est-à-dire à 57,561,552 francs de notre monnaie actuelle, il devait comprendre dans ce chiffre tous les impôts de consommation; sans cela, ses chiffres seraient erronés ou inexplicables.

Votre comité, ajoutait le duc de La Rochefoucauld, n'ignore pas le vice de cette espèce de taxes, et il l'appelait cependant l'un des moins vexatoires parmi les impôts indirects. Sans se dissimuler les objections qu'on lui avait faites, il n'avait pas cru devoir proposer à l'Assemblée constituante d'abandonner cette perception, mais de la diminuer considérablement. Il demandait, pour atteindre ce but, de faire un tarif tel que les comestibles et les objets de consomma-

Digitized by Google

tion du pauvre ne payassent presque rien. La circulation des denrées et des marchandises ne devait être soumise à aucun droit. Il appartenait aux mandataires du pays de décider s'ils devaient renoncer à un produit de 42 millions, dont la moitié revenait aux villes; il était à craindre que, sans cette taxe, elles ne fussent obligées de recourir à une augmentation sur la contribution personnelle, à laquelle on avait déjà fait des reproches, et des reproches bien amers.

Le duc de La Rochefoucauld proposait la diminution des taxes à l'entrée des villes pour un quart. Il allait jusqu'à demander leur suppression dans les villes au-dessous de 1,000 âmes, et s'appuyait sur ce principe que la diminution dans la quotité des droits n'opère pas celle du produit dans la même proportion. Comme moyen pratique, il offrait de supprimer les droits sur les œufs, sur les fromages, sur les vins, sur les poissons, sur les charbons de terre, sur les porcs et les moutons. Il diminuait d'un tiers les taxes des boissons, puis, poussant jusqu'au dernier terme le libéralisme charitable de l'Assemblée, il lui proposait, si elle voulait bien renoncer à la totalité des droits d'entrée, une combinaison nouvelle : augmenter le droit de patente et le droit de timbre. Résumant les charges que le peuple supportait sous l'ancien régime, il les comparait à celles de l'ordre nouveau. Antérieurement à 1789, le peuple payait 766 millions 764,000 livres; en 1790, le total effectif montait seulement à 570 millions. Différence, 196 millions 764,000 livres; avec la contribution à prélever sur les privilégiés, la différence était de 232 millions. « Tels sont les effets de la révolution, » s'écriait le duc en terminant. Et le palais de l'Assemblée retentissait d'applaudissements répétés.

La discussion qui suivit, envenimée par les attaques de Cazalès, qui partageait les erreurs des physiocrates, ne put arrêter l'effet produit par le rapport du comité des finances. L'Assemblée proclama à l'unanimité la nécessité *de donner des débouchés à l'industrie et de dégager le commerce de toute entrave.*

N'est-ce pas là le principe de la liberté du travail? L'Assemblée constituante, illustrée par tant de travaux, n'a-t-elle pas écrit la première dans nos lois ce principe sacré en affranchissant le travail des taxes locales? Elle reconnaissait, par cette grande mesure, que si le travail est un devoir, une nécessité, il est aussitôt un droit, car on n'a des devoirs que parce que l'on a des droits; que ce droit ne s'exerce que dans la liberté du choix de sa nature, sans cela injustice. Aussi l'Assemblée voyait-elle dans la liberté du travail un principe d'ordre public, en même temps qu'un instrument de production plus abondante. Honneur à elle, et, quel que soit notre ave-

Digitized by Google

nir, inspirons-nous d'aussi beaux exemples. La politique extérieure ne lui permit pas de discuter le remarquable rapport que nous venons d'analyser, pièces en main, elle ordonna, mais par son décret du 19 février 1791, la suppression complète des droits d'octroi.

III

Les temps révolutionnaires sont peu propres aux réformes économiques ; l'énumération des malheurs qui suivirent le mouvement de 1789 suffiraient à prouver la vérité de notre thèse. La Terreur, qui prépara l'avénement du Directoire, avait accoutumé la France au spectacle des plus sanglantes exécutions ; aussi estima-t-on comme un bien la déportation succédant à la mort. Des taches de sang déshonorèrent le règne de la Convention ; des listes de proscrits devaient amener la chute d'un pouvoir avili par la corruption de ses membres et les hasards de la guerre civile.

La suppression des octrois avait enlevé aux communes une partie précieuse de leurs ressources, et les troubles révolutionnaires n'étaient pas faits pour relever l'état des finances. Aussi, le 9 germinal an V, une loi intervint pour remédier à cet état de choses. Son article 6 portait que si les centimes additionnels de la contribution personnelle et mobilière affectée aux dépenses étaient insuffisants à satisfaire les services municipaux, il y serait pourvu « par des contributions indirectes et locales, dont l'établissement et la perception ne pourraient être autorisés que par le Corps législatif, à peine de concussion. » Si les octrois reparaissent, c'est assez timidement, à titre de remède. Parce qu'on était sans ressources, à une époque où l'Etat n'avait ni force morale, ni crédit, ni surtout organisation financière économique, on revint aux taxes locales. Ce fut la ville de Paris qui amena par ses réclamations la loi du 27 vendémiaire an VII ; nous en trouvons l'économie dans ces paroles de Crétet, rapporteur : *La suppression des octrois a laissé les grandes communes en proie à des besoins auxquels il a été impossible de pourvoir par d'autres moyens.* Il sera perçu par la Ville, disait la loi, « un octroi municipal et de bienfaisance ». Le tarif annexé était *spécialement* destiné à l'acquit des dépenses locales et « de préférence à celles de ses hospices et des secours à domicile ». Le législateur chargeait le Directoire exécutif des règlements généraux et locaux nécessaires pour percevoir l'octroi. Il devait, en outre, établir le nombre de bureaux de recettes qui seraient jugés néces-

Digitized by Google

saires; déterminer le nombre des employés, les nommer, régler leurs traitements de manière à ce que les frais de perception n'excèdent pas huit centimes par francs de la recette totale présumée. La nouvelle loi et son tarif devaient être affichés en placards à la porte de chaque bureau et à l'intérieur. L'administration de l'octroi de bienfaisance faisait partie, en vertu de l'article 8, des attributions administratives de la municipalité de Paris, chacune dans son arrondissement, mais sous la surveillance de l'administration départementale. Les préposés de l'octroi ne pouvaient recevoir directement ou indirectement aucune gratification sans encourir les peines portées dans le Code pénal contre les fonctionnaires publics prévaricateurs.

L'exemple donné par la ville de Paris ne tarda pas à être suivi. Aussi fut-il rendu, le 11 frimaire de la même année, une disposition autorisant d'autres villes à établir des octrois à des conditions déterminées. La loi nouvelle exposait les causes d'établissement d'octroi en alléguant que, si une commune formant un canton ou considérée comme telle reconnaissait, après constatation de l'état des dépenses municipales et communales, que les recettes ordinaires sont insuffisantes pour subvenir à ces dépenses, il y serait pourvu par l'établissement de *taxes indirectes et locales*. L'autorisation expresse et spéciale du Corps législatif pouvait seule l'autoriser. L'époque du tableau comparatif des dépenses municipales et communales réunies était fixée à la date du 30 thermidor. On y devait joindre l'indication des taxes indirectes et locales jugées les plus convenables pour solder l'écart provenant de l'insuffisance des centimes additionnels. Dans les villes au-dessus de 100,000 âmes, l'administration départementale établissait le tableau sur les états de recettes et de dépenses fournis par le bureau central et les municipalités des arrondissements.

L'indication des taxes devait comprendre : la désignation des objets sur lesquels porteraient les taxes, le tarif à établir sur chaque objet, l'indication des moyens d'exécution pour la perception, leur évaluation présumée, enfin l'évaluation des frais de perception. Les grains, les farines, les fruits, le beurre, le lait, les fromages, les légumes et menues denrées, servant aux classes pauvres, étaient exempts de tous droits. C'était s'inspirer des belles maximes exprimées par le duc de La Rochefoucauld, dans son rapport du 19 février 1791. Mais la loi allait plus loin, encore pour excuser son principe : elle voulait qu'on eût égard à ce que le tarif et le produit fussent proportionnés aux sommes absolument nécessaires, à ce que la perception des taxes ne fût ni vexatoire ni coûteuse, à ce qu'on protégeât le plus possible le commerce des communes et à ce qu'on

Digitized by Google

envisageât leur situation financière. Est-ce bien ce qu'on a fait depuis? Un grand nombre de villes ayant profité de cette législation, entre autres Bordeaux, Rouen, Poitiers, Nantes, etc., les octrois se généralisèrent au nom de la bienfaisance.

L'esprit de concession qui avait animé le Directoire survécut au 18 brumaire. Un malaise intolérable, l'emprunt forcé progressif et la loi des ôtages avaient fait sanctionner, par l'horreur qu'inspiraient ces mesures, l'énergie du coup de main auquel Bonaparte devait son pouvoir. Le Consulat se donna une mission toute de réparation. On sait comment il l'a accomplie. Il ne pouvait pas rester indifférent aux plaintes de ceux qui dirigeaient les institutions de bienfaisance. Car c'est un grand point à établir, en ce qui touche l'établissement des octrois. Le Directoire ne fut inspiré dans cette mesure que par l'intérêt des hospices. Les octrois ne furent autorisés que comme taxes de charité. Le Consulat leur conserva la même destination. Mais en 1809 le gouvernement devait modifier leur principe.

Une loi du 2 vendémiaire an VIII réforma celle de l'an VII. La loi consulaire avait pour but de régler les contestations civiles qui auraient pu s'élever sur l'application du tarif ou sur la quotité des droits exigés par les revenus des octrois municipaux et de bienfaisance. Elle spécifia, comme par le passé, que les hospices civils et les secours à domicile faisaient partie du principe de la loi au même titre que l'acquit des dépenses locales. Le juge de paix en matière de contestations et les tribunaux correctionnels en matière d'amende, voilà la juridiction ordinaire des délinquants ou des demandeurs.

Le 27 frimaire, une loi fixa en vingt-trois articles l'organisation définitive des taxes. Nous ne saurions nous arrêter sur l'œuvre de la commission du conseil des Anciens, en vue de la loi de 1809, qui devait régler définitivement la matière. Seulement, il faut faire remarquer dès à présent l'intervention du principe de la centralisation gouvernementale. On ne comprendra l'esprit de 1809 qu'en se pénétrant du texte de l'an VIII. « Le gouvernement, dit-il, est chargé définitivement, et les administrations centrales de département, par prévision, de faire les règlements généraux et locaux pour la perception desdits octrois, de déterminer le nombre nécessaire de bureaux de recette ou de régler tout autre mode de surveillance et de perception, suivant les localités, et de fixer le nombre des employés, ainsi que le mode et le taux de leur traitement. » Voilà bien la base de la centralisation impériale. Le consul oubliait les hospices, les bureaux de bienfaisance, sorte de charité légale, de *poor taxes*; il n'envisageait que l'allègement des charges de l'Etat et se

Digitized by Google

débarrassait le plus qu'il pouvait des soucis de l'administration provinciale, au risque d'écraser le contribuable des provinces. Mais qu'importe, l'Etat est allégé, satisfait! Puis les villes accourent en masse réclamer de la munificence des Anciens des droits nouveaux. Il semble que chacune d'elles redoute d'arriver trop tard pour se montrer reconnaissante de l'ordre et de la sécurité qu'a rendus le premier consul, tambour battant.

Le pouvoir central se réserve la direction du préposé en chef. Il faut que l'Etat mette la main partout. Il semble que la nation ne peut respirer que sur son ordre ou avec son aide. Aussi la loi du 5 ventôse, tout en respectant *verbalement* les droits des hospices civils, délègue au gouvernement l'approbation des *projets de tarifs et de règlements convenables aux localités*. En ce qui concerne la forme de cette approbation, un arrêté du 13 thermidor la confie au ministre de l'intérieur, avec le visa des consuls. C'est ainsi que fut anéanti le droit des autorités locales à toute extension ou restriction des tarifs sans l'approbation du gouvernement.

On le voit, la centralisation consulaire manifesta jusque dans la question des octrois l'esprit militaire qui animait alors le gouvernement. Le 24 frimaire an XI, ce début heureux de l'année révolutionnaire, s'annonça comme ses aînés par une marque nouvelle de munificence onéreuse. Un arrêté en date de ce jour ordonna qu'il serait perçu par le Trésor public 5 0/0 du produit net des octrois dans les villes ayant plus de 4,000 habitants, pour fournir du pain blanc aux troupes stationnées dans l'intérieur. Le décret de 1832 a aboli cette redevance des communes au Trésor; mais on sait que, depuis le décret du 23 avril 1810, l'établissement d'une garnison est une faveur et impose par là même une obligation spéciale aux communes. La double dépense du casernement et des lits militaires leur incombe aujourd'hui[1] en compensation de l'impôt qu'elles lèvent indirectement sur la nourriture des troupes. Le transfert de la direction des octrois au ministère des finances, en l'an XII, fut la dernière mesure financière du Consulat.

Les finances prospérèrent dès 1806, grâce aux réformes et au génie de Mollien. La fortune publique s'accrut avec les victoires des premières années de l'Empire. La Banque de France, créée à l'imitation de la Banque d'Angleterre, vint en aide au crédit et au commerce. Que restait-il à faire? Descendre les degrés de l'échelle, seconder les communes, leur procurer des ressources. Les taxes locales furent destinées à y pourvoir.

[1] On l'évalue à 7 francs par homme et 3 francs par cheval. Elle donne actuellement près de 2 millions.

Digitized by Google

Le décret du 17 mai 1809 comprend 170 articles en 14 titres, réglant administrativement ou législativement toute la matière. On aura une idée très nette du but et des moyens par l'énoncé des matières traitées à chaque titre, ce qui ne nous concerne point. Nous citerons seulement la doctrine fiscale, fruit d'une institution nouvelle. « Les octrois sont établis pour subvenir aux dépenses qui sont à la charge des communes. Ils continueront d'être délibérés par les conseils municipaux. La surveillance immédiate de la perception des octrois appartient au maire, sous l'autorité de l'administration *supérieure*. » La centralisation s'affirme ici avec la vigueur et la hardiesse propres au régime impérial. Nul ne connaît mieux, selon lui, les besoins des gouvernés que ceux qui gouvernent. La déduction logique est facile à faire. Avec un Sénat *conservateur*, avec un Corps législatif muet, le peuple n'est plus corvéable et taillable à merci, on a pardieu fait la Révolution! mais ce bon peuple est contribuable à satiété par décret impérial daté de Schœnbrunn, au lendemain de Wagram. Les plans d'hospice civils n'ont plus rien à faire ici. Les droits d'octroi favorisent le crédit de l'État en créant de nouvelles ressources aux communes, cela suffit. Combien nous sommes loin de l'an VII!

Subvenir aux charges des communes, voilà bien le but de la loi impériale. Mais ces taxes ne sauraient, cela ressort de la simple lecture des articles, entraver le commerce et l'industrie. Les titres relatifs aux passe-debout, au transit, à l'entrepôt, au crédit et restitutions prouvent surabondamment que ce sont les objets destinés à la consommation locale seule que le législateur a voulu frapper. Les marchandises et les denrées qui sortent de la localité, et par conséquent se consomment ailleurs, ressortent du commerce général. Au reste, quelle injustice n'y aurait-il point, par exemple, à frapper d'un droit tout objet venant du Havre ou de Rouen et faisant entrepôt, transit ou passe-debout à Paris pour se consommer à Tours! Il y aurait alors double perception, double perte pour le producteur, double perte pour le consommateur. La conséquence serait ou la fraude par contrebande ou l'arrêt de la production par l'aggravation des droits d'octroi. La hausse en serait le fruit, et une diminution dans la consommation pourrait peut-être prévaloir. C'est à professer cette doctrine que s'appliqua le législateur de la Restauration, en 1814 et en 1816.

IV

Dès son avénement, la monarchie de juillet voulut améliorer la

Digitized by Google

situation économique du pays. Ses investigations se portèrent naturellement sur la législation des douanes et sur celle des octrois, conformément aux délibérations de plusieurs conseils municipaux.

Une ordonnance du 16 août 1830 nomma une commission à l'effet de proposer des modifications sur l'impôt des boissons, pour remédier aux « souffrances graves des pays viticoles. On voyait figurer dans la commission des hommes tels que MM. Humann, Persil, Thiers et d'Argout. Toutes ces mesures se rattachaient à un plan uniforme qu'on ne saurait trop louer. Les révolutions, quel que soit leur principe, pour si justes que soient leurs causes, comme il advint en 1830, troublent les affaires. L'industrie et le commerce, en particulier, en ressentent de rudes atteintes. Aussi, à la date du 21 août, avait-il été nommé, sur la demande du ministre des finances, une commission qui devait constater la situation commerciale et industrielle de la France. M. Delessert la présidait, et elle comptait parmi ses membres MM. Mortimer-Ternaux, Duvergier de Hauranne et Gisquet.

Le 22 juillet 1831, une ordonnance royale organisa sur de nouvelles bases la comptabilité et la régie de l'octroi de Paris. Son mode d'administration supérieure est réglé par l'article premier en ces termes : « L'octroi de Paris, ainsi que les entrepôts et établissements qui en dépendent continueront d'être régis et administrés suivant les règlements particuliers actuellement en vigueur, sous l'autorité immédiate du préfet de la Seine et sous la surveillance générale de notre directeur de l'administration des contributions indirectes, par un directeur, trois régisseurs formant un conseil d'administration présidé par le directeur. Ce dernier sera en même temps directeur des droits d'entrée perçus au profit du Trésor public. » La loi de 1831 est toujours en vigueur.

La loi du 11 juin 1842 a innové qu'aucun tarif et règlement de perception ne pouvait être changé sans l'avis du conseil d'Etat. C'est à ce corps administratif que les gouvernements ont confié, depuis cette époque, la discussion des tarifs et règlements modifiés dans la forme des règlements d'administration publique. Les sections ou comités des finances et de l'intérieur examinent, en ce cas, les propositions chacune à leurs points de vue, puis le conseil d'Etat donne son avis en assemblée générale. Le principe de la décennalité imposée aux tarifs d'octroi a soumis les taxes locales à une surveillance immédiate et constante. Mais cela aussi a provoqué l'aggravation du principe centralisateur de la part du pouvoir administratif supérieur. Nous le verrons en parlant des octrois durant l'enquête agricole. Il appartient au pouvoir qui a proclamé le libre échange à l'intérieur de modifier la doctrine officielle sur cette

Digitized by Google

partie de nos finances pour reconnaître moins que platoniquement et proclamer, il en est temps, le libre échange à l'intérieur.

Trois articles seulement de la loi du 11 juillet 1842, relative à la fixation du budget de l'exercice 1843 (art. 8, 9 et 10) ont trait aux octrois. L'article 8 statue que l'établissement et la modification des taxes d'octroi auront lieu désormais en vertu d'ordonnances royales. Les droits sur les boissons ne pourront excéder ceux perçus à l'entrée des villes pour le Trésor. Les communes qui, à défaut du chiffre de la population, n'en prélèvent point, imposeront un droit qui n'excèdera pas celui que s'adjugent les villes d'une population de 4,000 âmes. L'article 149 de la loi d'avril 1816 fut par là aboli. Mais toutes les taxes supérieures au chiffre déterminé par l'article 9 devaient cesser d'être perçues au 31 décembre 1852, si leur durée était illimitée ; au cas contraire, le délai de durée fixé par l'ordonnance d'autorisation devait prévaloir.

Le rapporteur de la loi, M. Réal, se préoccupait, au nom de la commission, de la situation financière de certaines villes. Il déclarait que les plus grandes trouvaient dans l'octroi leur principal revenu. D'où la conséquence de ne point jeter une perturbation inévitable dans l'administration financière des communes en rejetant leurs demandes. Cependant, disait-il, si la commission est résolue à maintenir aux communes la faculté de s'imposer l'octroi pour acquitter leurs charges, elle est disposée à restreindre les limites. « Le droit de surtaxe seul lui a donc paru appeler une modification dans la législation ; elle a voulu, dès à présent, *en préparer la suppression*. Cette suppression ne devait donc avoir lieu qu'avec des tempéraments convenables. La commission, en un mot, a admis de justes réserves dans l'exécution, à l'effet de maintenir des revenus sur lesquels les communes avaient eu droit de compter et qu'elles avaient pu légitimement donner pour gage à leurs créanciers. » D'accord avec le ministre de l'intérieur et celui des finances, la commission proposa de maintenir le principe lui-même, mais de limiter l'autorisation d'établir des taxes de consommation par l'intervention des règlements d'administration publique. Dans le cas d'urgence, la loi devait voir si, en faveur d'un intérêt local, on pouvait user d'une force contributive dont le premier caractère est le service de l'Etat. C'est en vain que l'opposition censura la doctrine ministérielle et gouvernementale. Les efforts de MM. Mauguin, Larabit, Roul et Lassalle échouèrent devant la volonté de la Chambre. Le but de la loi n'avait pas été de supprimer les surtaxes, mais d'en soumettre la concession au contrôle et au vote des Chambres. Le but était atteint. Les divers amendements de la gauche devaient donc succomber.

Digitized by Google

La perception des droits d'octroi sur les bestiaux a été réglée par la loi du 10 mai 1846. Le principe de cette disposition consiste dans la substitution de la taxe au poids à la taxe par tête. Aussi fit-on cette objection : N'est-ce point porter atteinte aux droits des maires et des conseils municipaux en matière de tarifs et de règlements de perception? N'est-ce point nuire à l'initiative communale, à la libre disposition de ses taxes, aux intérêts dont leurs administrations sont les seules gardiennes? N'est-ce pas là en fait une tendance à détruire par des moyens détournés la vie et les franchises municipales? Le rapporteur, M. Gauthier de Rumilly, établit d'abord que le droit du pouvoir législatif et que les effets de la délégation faite au gouvernement ou au pouvoir exécutif restaient toujours entiers pour dominer les appréciations municipales. Ces taxes, en effet, frappent non-seulement les habitants de la commune dont les intérêts sont défendus dans le conseil municipal, mais encore les producteurs habitant les points les plus éloignés de la France. Le résultat de la perception par tête est d'exclure les petites races de bestiaux de l'approvisionnement des grandes villes. La législation laissait le droit aux conseils municipaux de choisir entre la perception par poids ou par tête; mais il n'en était pas moins vrai que le gouvernement avait aussi la faculté, en vertu des lois antérieures, de réglementer le mode de perception de la manière la plus avantageuse aux intérêts généraux comme aux intérêts particuliers.

Pour mieux le prouver, le rapporteur demanda aux faits la justification du principe de la nouvelle loi. Il partit de cette base que le droit par tête est la seule cause de l'élévation des prix. Paris est le meilleur exemple à invoquer et à citer. En 1798, le bœuf payait par tête 15 francs; en 1845, il paye 44 fr. 50 c. De 3 francs, le droit sur les veaux atteint 11 fr. 10 c. On conçoit que l'aggravation des taxes se reproduit dans les prix pour frapper le consommateur. Le prix des viandes de qualité inférieure, viandes plus spécialement en usage chez les classes laborieuses, est monté de 35 centimes la livre à 55 centimes. Les classes aisées, à leur tour, ont vu monter la viande ordinaire de 60 centimes à 75 centimes le demi-kilogramme. La conséquence inévitable est advenue : diminution dans la consommation. L'habitant de la capitale qui consommait, en 1789, 74 kilogrammes de viande de boucherie n'en consomme plus, vers 1840, que 47 kilogrammes par an[1]. Pour le bœuf en particulier, au lieu de 46 kilogrammes que le Parisien en consommait en 89, il s'était réduit en 1839 à 24 kilogrammes. Aussi, concluait

[1] Chiffres donnés par M. Boulay de la Meurthe, au Conseil municipal de Paris, lors de la discussion de la loi.

Digitized by Google

M. Gauthier, « la proportion depuis 1812, par 1,000 habitants, est descendue de 129 à 74, et la consommation des bœufs est restée à peu près stationnaire lorsque la population était presque doublée. » Signaler le mal ne suffisait pas : on y remédia par le vote de la loi.

Un membre de la majorité, se plaçant au point de vue agricole, déclarait la mesure par tête fort mal appliquée, fort mal entendue. Elle favorisait, aux yeux de M. Dezeimeris, les animaux du plus grand âge. Car, dans certaines races, on ne peut leur laisser acquérir un grand volume qu'en les laissant vivre jusqu'à sept ou huit ans, résultat fâcheux. Il y a cent ans, disait-il, que l'Angleterre a commencé à suivre une méthode opposée à celle que les adversaires de la proposition veulent maintenir. On y a livré les bœufs à la boucherie dès l'âge de deux ans et demi à trois ans. Le résultat a été de multiplier prodigieusement le bétail, parce qu'avec une quantité donnée de nourriture on entretient trois fois plus d'animaux qu'on ne laisse vivre que trois ans, qu'on n'en entretiendrait si on les laissait vivre huit. Aussi nourrit-on une quantité d'animaux qui dépasse de 300 0/0 environ ce qu'on fait chez nous, où l'on tue les animaux à l'âge de sept ou huit ans. Il ajoutait que, parmi ces bœufs, l'on en comptait deux septièmes et deux huitièmes qui ne consomment que peu de chose et prennent, dès lors un essor rapide, tandis que le surplus consomme beaucoup en profitant peu. Le principe de la loi prévalut malgré les attaques qu'il eut à subir, et il existe encore, au bénéfice de la vérité économique en cette matière. Nous disons : la vérité économique, en tant que seront appliquées les taxes de consommation ; car nous ne traitons pas ici de leur équité en droit comme en fait, ce qui est à remarquer.

On ne saurait le contester. Parmi les questions économiques, celle de l'impôt a une place à part, parce qu'après leur honneur rien n'est plus respectable que la fortune des citoyens. L'accroissement ou la diminution de l'impôt touche cette fortune d'une manière sensible; aussitôt se produit ce principe : dans quelle mesure l'impôt doit-il frapper chaque citoyen? Evidemment selon ses forces, c'est-à-dire selon qu'il occupe un rang et les moyens qu'il a dans la hiérarchie sociale; économiquement parlant, il s'agit de la proportionnalité de l'impôt. Or, l'impôt proportionnel, que l'on a souvent confondu avec l'impôt progressif, et à tort, représente l'idéal de justice et de vérité à atteindre dans les faits. Eh bien ! c'est une vérité des plus évidentes que celle qui déclare l'octroi le moins proportionnel des impôts. Il fait partie, en effet, de la série des impôts *progressifs à rebours*, parce qu'il frappe indistinctement celui qui possède et celui qui n'a rien, sans établir d'équivalent entre la vie animale de l'un et de l'autre. Il porte sur les denrées alimentaires

Digitized by Google

les plus indispensables à la vie et les plus grossières autant que les plus délicates et les moins abondantes. L'octroi s'attaque en outre à la chose de l'individu, à sa propriété même, puisqu'elle frappe son produit. Aussi, le producteur fait-il peser sur sa marchandise un droit égal à celui que perçoit l'octroi. Qui le paye, sinon le consommateur, dernière et inévitable victime de cet impôt? C'est ce qui faisait dire à un financier belge : « Il y a des contributions que vous n'oseriez faire comparaître devant les agents du fisc; et cependant, au moyen des impôts de consommation, vous parvenez à leur arracher le denier du contribuable. » Quand une institution mérite une telle accusation, elle est ruinée dans l'esprit d'un pays. Peut-on défendre, en effet, un impôt qui favorise la richesse aux dépens de la misère? L'octroi, pourtant, ne fait pas autre chose. C'est une conséquence inévitable des taxes indirectes d'élever la valeur des produits pour en faire acquitter le prix par les consommateurs. Et lorsque les consommateurs les plus nombreux se trouvent dans les classes laborieuses, on doit conclure que ces classes supportent le poids principal du fardeau. C'est dire du même coup qu'un tel impôt ne se peut justifier et qu'il doit disparaître un jour.

Nous l'avons vu, l'octroi a trouvé sa cause dans les besoins des établissements charitables des communes. Le Directoire n'a invoqué que ce principe : la *bienfaisance*, pour revenir sur la mesure d'abolition qu'avait prise l'Assemblée constituante en 1791. La loi du 27 vendémiaire an VII lui donnait tout spécialement cette appellation. Les troubles révolutionnaires avaient porté le désordre dans nos finances, et la célèbre gestion de Cambon n'avait pu en réparer les suites. Aussi les communes ne trouvèrent-elles d'autres moyens de subvenir à certaines dépenses que par la perception de taxes sur les objets de consommation locale, après autorisation du Corps législatif. En rétablissant l'octroi, le Directoire ne le fit que dans un but temporaire, et encore s'efforça-t-il d'agir dans l'intérêt pondéré des villes et des communes. Il ne pensait pas, et le Consulat se conforma à cette manière de voir, que l'intérêt public dût s'appuyer sur l'intérêt privé lésé par le fisc. Ces deux gouvernements n'ont jamais avancé qu'une ville à octroi pût s'enrichir aux dépens des citoyens qui la composent. Seulement, il faut observer que le Consulat fit un pas de plus que le Directoire en revenant, pour leur établissement, au principe de la centralisation administrative, ce legs inique de l'ancien régime.

La législation de l'Empire a posé les bases des lois qui se sont succédé depuis 1809, et a voulu amoindrir par ses prescriptions restrictives l'effet d'une institution qui est allée se généralisant par toute la France. Vains efforts! La jurisprudence devait se mettre,

Digitized by Google

elle aussi, de la partie pour interpréter, dans un sens erroné, le décret de 1809 et la doctrine des lois de la Restauration, comme de celles rendues sous la monarchie de Juillet. Ces dernières mêmes, en accordant au Conseil d'Etat la discussion des tarifs et des règlements, ont aggravé le principe de la centralisation administrative, et cela en plein régime parlementaire! Le décret du 17 mars 1852 abolit, par l'art. 25, la perception par le Trésor du dixième relatif au pain de soupe. Le gouvernement actuel n'a donc rien fait d'important en matière d'octroi. Mais à l'extension des taxes de consommation, à leur élévation et à la manière dont la Cour de cassation interprète les lois d'intérêt général sur ce point depuis 1852, on ne comprend que trop l'esprit qui l'anime. Il a encouragé l'accroissement des droits d'octroi en disant que ces taxes sont les plus équitables, parce qu'on les paye sans s'en apercevoir; comme si parce qu'on subit une taxe presque à son insu, ce n'en est pas moins une charge, et une charge imposée, se dissimulant par l'habileté financière de celui qui la frappe. Les travaux publics ont servi de prétexte, on sait leurs dangers. Quelle ne serait pas la situation faite aux villes si un événement quelconque réclamait une liquidation imprévue et immédiate de leurs charges? Cela seul suffirait pour diminuer leurs ressources par une diminution de consommation dans les objets soumis à ces taxes.

L'octroi, utile peut-être à son début, a dévié avec le temps. D'institution charitable, il est devenu une institution fiscale. On l'a donc dénaturé par intérêt. La législation et la jurisprudence se sont donné la main. Quelques efforts que l'on ait faits pour atténuer la portée de cet impôt, l'on n'a pas réussi. Le commerce, l'agriculture et l'industrie ont souffert, et réclament des atteintes que subit leur liberté. Une réforme dans les lois d'intérêt général est aussi impossible qu'elle serait illusoire dans ses conséquences. J'espère l'avoir démontré par l'exposé de leurs prescriptions si souvent contradictoires. Il faut donc un remède analogue à la violence du mal; ce remède c'est l'abolition que pratiquent la Belgique et la Hollande, si on veut, comme on le doit, rester dans les limites de la justice et de l'équité.

ED. BONNAL.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

Commentaire théorique et pratique de la loi sur la presse du 11 mai 1868, par M. ANTOINE GIBOULOT, docteur en droit, avocat à la cour impériale de Paris. — (Pichon et Lamy, éditeurs, rue Cujas, 15). — *Le droit de timbre sur les journaux en Hollande*, par MAURICE VAN LEE. — Bruxelles.

Il y a un an déjà que la nouvelle loi sur la presse est en vigueur. Les mouvements d'opinion en sens divers qui ont accueilli son apparition ont eu le temps de se calmer. Le moment semble venu d'examiner froidement ce qu'il faut penser des changements apportés au régime de la presse par la récente législation. La loi du 11 mai 1868 consacre-t-elle, ainsi que l'ont déclaré les orateurs officiels, une sérieuse réforme? A-t-elle réalisé tous les avantages qu'ils avaient annoncés? A-t-elle émancipé la pensée écrite sans désarmer le gouvernement? Ou bien serait-il vrai que les concessions apparentes ne sont qu'une trompeuse illusion? L'opposition aurait-elle eu raison de la combattre comme semée de piéges et d'écueils, n'accordant que pour reprendre, et ne renonçant à l'arbitraire administratif que pour établir, sous couleur de libéralité, un système de répression plus sûr, plus vexatoire et plus énergique? Enfin, l'expérience confirme-t-elle les appréhensions de ceux qui, comme M. Jérôme David, ont repoussé la loi à cause de son caractère prédominant de fiscalité?

Bien que la période écoulée depuis sa promulgation ne soit pas de longue durée et que, dans cette pratique de quelques mois, toutes les hypothèses n'aient pu se produire; il est assurément aussi intéressant qu'utile d'embrasser d'un regard d'ensemble les résultats obtenus.

C'est la tâche que vient d'accomplir M. Giboulot, déjà connu par son code complet sur la presse. Continuant ses études sur cette partie spéciale de notre droit public, l'auteur nous donne aujourd'hui le commentaire de la loi du 11 mai 1868. Il ne s'est pas borné à étudier et à discuter juridiquement le texte de chacun des articles; il en résume les consé-

Digitized by Google

quences acquises, et l'impartialité de son jugement est un sûr garant du bien fondé de ses opinions. La nouvelle loi, écrit-il, n'est certainement pas parfaite et irréprochable. Elle n'a pas accompli toutes les améliorations désirables, ni réalisé toutes les espérances. Mais pour les institutions comme pour les hommes, les progrès durables n'arrivent que graduellement et lentement. Et les organes du gouvernement, aussi bien que le rapporteur, ont déclaré à la tribune que la loi nouvelle n'était qu'une étape dans la voie de la liberté. Elle constitue un progrès réel sur l'état de choses antérieur; et si elle n'a pas résolu tous les grands problèmes de la législation de la presse, si elle renferme quelques dispositions qui donnent justement prise à la critique, du moins mérite-t-elle encore la reconnaissance de tous les hommes politiques impartiaux, pour avoir restitué la liberté de fonder les journaux et fait cesser le régime discrétionnaire auquel la presse était soumise depuis quinze années.

La double substitution de la simple déclaration à l'autorisation préalable et de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative, est, en effet, l'innovation fondamentale de la loi; aussi voit-on qu'elle a été prompte à porter ses fruits; car, d'une part, depuis lors, il ne s'est pas créé à Paris moins de cent quarante journaux, et, de l'autre, les tribunaux, dans les nombreux procès qui leur ont été déférés, ont prononcé plus de soixante-quatre condamnations, infligeant des peines dépassant soixante-six mois de prison et cent-vingt mille francs d'amende!

Sans doute, il faut ici tenir grand compte de l'agitation fiévreuse et des empressements passionnés qui suivent d'ordinaire toute réforme politique. Rien donc d'étonnant que les écrivains et les partis qui les dirigent aient dû se précipiter tête baissée dans l'arène qui leur était rouverte et apporter à leurs débuts une ardeur et une violence appelant de la part du du pouvoir un redoublement de vigilance et de sévérité. C'est le sort toujours réservé aux périodes transitoires.

A mon sens, on pourrait presque affirmer dès maintenant que le nombre des publications périodiques est à son apogée, et que si d'aventure, le besoin de quelques organes sérieux représentant certaines opinions libérales et modérées se fait encore sentir, le temps aura raison d'un nombre relativement considérable de feuilles éphémères. Elles n'auront été créées et n'auront vécu que pour prouver une fois de plus que la liberté finit par se régler elle-même, et que le meilleur frein sera toujours, quoi qu'on dise et qu'on fasse, le bon sens public.

De même, le bon sens public faisant justice des exagérations de langage et de polémique, permettra au gouvernement de ne plus user des rigueurs que la législation a mises entre ses mains. Le pays aura fait l'apprentissage de la liberté, et, comme le dit M. Giboulot : « C'est alors que la presse pourra recouvrer les immunités auxquelles elle a droit d'aspirer et que nos trop fréquentes révolutions politiques sont venues momentanément lui ravir. »

Etablir et préciser le caractère et l'esprit vrai de la loi nouvelle n'a pas seulement un intérêt de doctrine. La pratique de tous les jours y trouve aussi son compte.

Digitized by Google

Les seize articles ne peuvent avoir assurément la prétention de régler sans conteste les mille et mille difficultés que la vie sociale et politique soulève chaque jour. Et, d'ailleurs, les termes mêmes qui servent à les formuler sont loin de présenter cette précision et cette clarté qui éloignent le doute et ne laissent aucune place à la discussion. A plusieurs reprises les tribunaux ont été saisis d'espèces délicates dans lesquelles leur pouvoir d'appréciation s'est forcément exercé. Dans quel sens, en cas de difficulté, doit se faire l'interprétation? M. Giboulot a raison de préférer le sens libéral. « Toutes les fois, dit-il, qu'un doute s'élevait, je me suis rappelé qu'il ne faut pas consacrer arbitrairement des entraves au droit d'exprimer librement sa pensée, et qu'il n'est jamais permis d'étendre une disposition pénale ; je n'ai point oublié, enfin, que je commentais une loi présentée avec raison comme une innovation libérale, et j'ai dû conclure en faveur de la liberté. » Malheureusement, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, c'est la conclusion contraire qui est adoptée par les tribunaux.

L'auteur examine ainsi tout ce qui concerne la *capacité personnelle* et la *déclaration préalable*, qu'il appelle heureusement *l'acte de naissance* du journal; puis il arrive à l'importante matière du timbre et au nombreuses difficultés qu'elle renferme.

Le timbre est le fléau de la presse quotidienne. Fléau nécessaire, peut-être, mais qui pèse lourdement sur les journaux et les brochures. C'est la dîme d'autrefois subsistant sur la pensée.

Aujourd'hui un pas considérable me paraît franchi. Tout le monde semble d'accord pour considérer le timbre comme un impôt. La nécessité budgétaire seule en exige le maintien. Le jour où le déficit qui résulterait de sa suppression pourrait être comblé par une autre ressource, le timbre devra disparaître. Mais ni vous ni moi n'aurons sans doute le bonheur de voir ce jour-là. Dans tous les cas, la France se sera encore sur ce point laissé prévenir par l'étranger. Depuis le bill du 20 février 1855, le timbre est facultatif en Angleterre. La Hollande vient d'aller plus loin. Dans ce dernier pays, depuis longues années, M. Maurice Van Lee avait entrepris une campagne contre l'élévation excessive du *droit de timbre sur les journaux*. Ce droit y dépassait de beaucoup le taux qu'il présente en France, et c'est probablement cette exagération elle-même qui l'a perdu. Les efforts de M. Van Lee ont fini par être couronnés de succès ; et le mois dernier la Chambre néerlandaise a prononcé l'abolition absolue du droit de timbre sur les journaux. Nos hommes d'Etat sont loin d'être aussi radicaux et aussi hardis ; et quant à présent, il nous faut nous contenter de l'affranchissement du timbre en ce qui concerne les affiches électorales et les circulaires de tout candidat qui sollicite les suffrages de ses concitoyens.

Il nous est impossible de suivre ici les judicieux développements dans lesquels entre M. Giboulot, au sujet du *dépôt* et des obligations de la *gérance*. Mais nous appelons l'attention de tous sur deux questions qui intéressent au plus haut point tous les journalistes ; la première se réfère à l'exécution provisoire, et la seconde à l'application des circonstances atténuantes.

Digitized by Google

En introduisant l'exécution provisoire pour le cas de suppression d'un journal, les ministres et les orateurs du Corps législatif ont maintes et maintes fois répété qu'il ne s'agissait que des cas où le journal aurait été condamné *pour crime* devant la Cour d'assises. Il était entendu et tout le monde semblait d'accord sur ce point : à savoir, que l'exécution provisoire ne pourrait pas être prononcée dans l'hypothèse d'une condamnation prononcée par le Tribunal correctionnel pour simple délit, à moins qu'il n'y eût récidive. Dans l'exposé des motifs, M. le conseiller d'Etat Pinard s'expliquait à cet égard d'une façon catégorique : « Il n'y a suppression que s'il y a condamnation pour crime prononcé par la Cour d'assises. Est-il exorbitant de donner à la Cour d'assises, qui a connu la gravité du crime, la faculté de rendre la suppression provisoirement exécutoire, malgré le pourvoi ? » L'honorable M. Nogent Saint-Laurens, dans son rapport, disait également en parlant de l'exécution provisoire : « La disposition ne pourra avoir son effet que dans les cas très graves où la justice peut prononcer la suspension ou la suppression, c'est-à-dire dans le cas de complicité de crimes ou dans les cas de récidive organisés par l'article 13. » A la séance du 30 janvier, M. Pinard, devenu ministre de l'intérieur, s'exprimait ainsi : « L'exécution provisoire pour la suppression ou la suspension du journal, je la dis juste et rationnelle. Pourquoi ? — Parce que vous avez affaire à un condamné plus ou moins incorrigible. Il s'agit de suppression : ce qui suppose une condamnation pour crime (prononcée par le jury). » M. Nogent Saint-Laurens, à son tour, prenant la parole au nom de la commission, ajoutait : « C'est après la suppression, après la suspension, et par conséquent pour le cas de récidive seulement, que l'exécution provisoire peut être prononcée. » Et pour qu'il n'y eût pas d'équivoque, M. Baroche se prit à rappeler encore une fois « que c'est seulement dans le cas de crime qu'un journal est frappé de suppression. » Enfin le 7 mars, M. le garde des sceaux répète de nouveau : « L'exécution provisoire ne peut dans tous les cas être prononcée qu'en ce qui concerne la suppression ou la suspension. Or la suppression ne peut être prononcée que pour crime et par un arrêt de la Cour d'assises. »

Quant à la suspension, elle ne peut l'être en cas de délit que s'il y a récidive, aux termes de l'article 12. Voilà qui est net et positif. Eh bien, déjà la jurisprudence qui devrait avant tout s'inspirer de la pensée du législateur, s'est écartée de ces déclarations, et les tribunaux correctionnels ont plusieurs fois appliqué l'exécution provisoire dans des espèces où il s'agissait de simples délits et de simples contraventions. C'est ainsi que, le 19 juin 1868, le Tribunal de la Seine a ordonné que le journal *l'Art*, condamné pour avoir sans cautionnement traité des matières politiques, cesserait de paraître. Le jugement ajoute qu'il y aura de ce chef exécution provisoire. De même le Tribunal correctionnel de Nîmes condamnait, le 10 octobre 1868, *le Prolétaire*, pour une contravention semblable, et prescrivait l'exécution provisoire de l'interdiction de paraître. M. Giboulot s'élève à juste titre, avec une grande énergie, contre cette extension arbitraire d'une mesure si exorbitante en matière pénale.

La jurisprudence tend à s'engager dans une fausse interprétation du

Digitized by Google

même genre en ce qui concerne les circonstances atténuantes. L'article 15 déclare, en termes généraux, l'article 463 du Code pénal applicable aux crimes, délits et contraventions commis par la voie de la presse. C'est encore là une innovation importante dont nous sommes redevables à la loi du 11 mai. Doit-on considérer le délit de manœuvre à l'intérieur, lorsqu'il résulte d'articles de journaux, comme devant participer au bénéfice des circonstances atténuantes? Cela semble l'évidence, puisqu'il s'agit d'un délit commis par la voie de la presse et que la généralité de l'article précité embrasse tous les cas. C'est cependant la solution contraire qu'a adoptée la Cour de Rennes dans son arrêt du 10 janvier 1869, relatif au *Phare de la Loire*, et la Cour de cassation vient malheureusement de la consacrer.

Nous signalons avec un sincère regret ces interprétations rigoureuses, en contradiction avec l'esprit libéral qui a présidé à la présentation et à la discussion de la nouvelle loi, ainsi qu'aux déclarations faites par le gouvernement devant les représentants du pays. Elles sont de nature d'ailleurs à diminuer la faveur avec laquelle ce commencement de liberté avait été accueilli. Il serait fâcheux que la jurisprudence fût induite à retirer ce que le pouvoir avait entendu donner, car, en politique comme en droit commun, « donner et retenir ne vaut. » Les lois restrictives de la presse sont de celles qui veulent être largement interprétées. J'ajoute qu'elles n'ont de vraie valeur ou, en d'autres termes, d'efficacité que par la façon judicieuse et mesurée dont se fait leur application légale. Hors de là, elles finiraient par reconstituer parmi nous ce que nos pères appelaient *le droit haineux*, droit de triste mémoire, qui n'a produit que désordres et ruines.

LOUIS BONNEVILLE DE MARSANGY.

Papiers de famille juifs; Lettres d'un Missionnaire, publiées par GUSTAVE MEINHARD. Hambourg, 1869.

L'Allemagne apparaît aux Français comme la terre promise du calme philosophique, de l'indifférence en matière de religion. Mais les luttes religieuses, intimes et publiques, n'y sont pas aussi près que nous le croyons de s'absorber dans les aspirations scientifiques du pays, et elles agitent tous les rangs de la société, depuis le paysan et l'ouvrier jusqu'à l'artiste et au poète. La littérature allemande de nos jours a ses *Mademoiselle de a Quintinie*, ses *Cure du docteur Pontalais*, ses *Histoire de Sibylle*; bien plus, elle a ses romans en action, ses passages éclatants d'une confession à une autre. Que les israélites se fassent chrétiens, on ne verra en général dans leur conduite qu'un acte intéressé, eût-il pour mobile la plus noble des ambitions, celle de pouvoir agir ainsi dans l'enseignement public. Mais des conversions comme celles de la comtesse Hahn-Hahn, le Daumer, de Mathilde Kauffmann, repoussent tout soupçon pareil comme une injure et une absurdité; elles confirment ce que le passé nous

Digitized by Google

avait déjà appris sur les tendances catholiques du romantisme allemand, et nous font toucher du doigt une plaie encore mal fermée même en Allemagne.

Le roman dont nous allons entretenir le lecteur découvre à nos yeux un de ces combats terribles, mais il le transporte sur un terrain tout particulier et le fait aboutir à un résultat bien autrement étonnant que ceux dont nous venons de parler : à la conversion d'un chrétien au judaïsme. Dès l'abord, ce paradoxe nous attire, et il nous fixe à ce livre sincère écrit sans prétention. Mais l'auteur a dédaigné ce moyen grossier d'exciter la curiosité ; il a préféré captiver l'intérêt par une série de pensées d'une grande élévation, par un style plein de douceur et de noblesse, par le charme d'une action naturelle, esquissée à grands traits. L'intrigue est d'une grande simplicité, comme l'est la conduite de ceux en qui la vie intérieure absorbe tout. Un enfant juif orphelin est recueilli par un riche Anglais, homme éclairé, mais attaché à sa foi, et il est élevé dans la religion chrétienne. Son père adoptif l'instruit lui-même ; il cherche à lui inculquer les dogmes et la morale de l'Evangile ; mais la nature est plus forte que la docilité : la raison de l'enfant résiste ; le Christ ne lui apparaît que comme une image sanglante attachée sur la croix ; les idées de résurrection, de grâce contrarient cet amour de la réalité que ses parents lui ont donné avec leur sang. C'est une preuve frappante et un symbole ingénieux de la persistance des qualités de l'esprit dans cette race inaltérable, au physique comme au moral, malgré les changements de climat, de milieu, d'éducation. Peu à peu cependant, l'enfant réussit à étouffer la rébellion intérieure ; par condescendance autant que par lassitude, il se soumet et arrive enfin à une foi passive et à une exaltation factice. Plus tard, il se sent même assez de zèle pour prêcher sa nouvelle religion et pour convertir ses anciens coreligionnaires. Il veut faire la première expérience sur sa propre famille, sur son oncle, le rabbin de Hambourg. Sceptique encore plus que chrétien, il ne trouve pas en lui-même assez de force pour pousser son projet jusqu'au bout ; bientôt il succombe sous les coups puissants que lui porte le rabbin, dialecticien habile et philosophe aux idées souvent grandioses. Il souscrit à la supériorité du judaïsme sur le christianisme, et, l'amour pour la fille du rabbin aidant, il retourne à la religion de ses pères, et y trouve le repos de son âme tourmentée par le doute.

Certes l'idée est originale, et elle a de quoi nous surprendre de la part d'un homme familiarisé avec toutes les découvertes des sciences modernes, et avec les idées de progrès que notre siècle a érigées en axiomes.

Mais s'il n'y avait que cet optimisme quand même pour la religion juive nous abandonnerions le livre aux théologiens de profession. Il y a plus, et nous avons hâte d'en finir en quelques lignes avec cette discussion irritante et le plus souvent stérile de la supériorité d'une religion sur l'autre, afin de pouvoir louer avec plus d'indépendance d'autres côtés vraiment beaux des *Papiers de famille juifs*. Parmi les arguments du rabbin contre la religion chrétienne, deux surtout nous paraissent caractéristiques : « Le

Digitized by Google

Christ, dit-il, n'est pas le Messie, parce que le Messie à nous promis devait être un libérateur tel que Moïse, et devait nous soustraire comme lui à la domination étrangère. Au contraire, le fils de Marie (car, fidèle à la coutume juive, il ne prononce jamais le nom de Jésus) n'a fait que nous prêcher la soumission au joug des Romains, et notre sort n'a fait qu'empirer. » Et ailleurs il invoque, tout triomphant, un passage des mémoires de Joinville, dans lequel saint Louis dit qu'il faut « défendre la foi chrétienne non pas seulement de paroles, mais à la bonne épée tranchante, et en frapper les maudissants et mécréants à travers le corps tant qu'elle y pourra entrer. » Voici donc le christianisme convaincu, par la bouche de son monarque le plus juste et le plus saint d'avoir été une religion de sang. L'interlocuteur du rabbin, le Hamlet israélite est tellement interdit par les deux arguments précédents qu'il ne trouve rien à répondre. Mais tout lecteur impartial pourra répondre pour lui et renverser d'un souffle cet échafaudage de subtilités. Le Christ, dira-t-il, n'est pas venu pour sauver un seul peuple, mais le monde. Quant à l'accusation d'intolérance et de cruauté, est-ce aux israélites à l'adresser aux chrétiens. Leur entrée dans le pays de Chanaan n'a-t-elle pas été signalée par les massacres les plus sanglants dont l'histoire nous ait conservé la mémoire?

On serait même tenté, à ne consulter que ces deux extraits, de faire à l'auteur le reproche d'être de mauvaise foi et de sacrifier toute impartialité, dans son zèle aveugle pour sa religion. Mais ce soupçon tombe devant l'examen de l'ensemble du livre. S'il avait voulu faire du prosélytisme, il aurait employé des moyens plus pratiques, il aurait fait appel à telle ou telle classe de la société, ou à telle et telle secte religieuse ou philosophique. Il s'est, au contraire, refusé d'emblée toute espèce d'action sur les libres penseurs en discutant ou en admettant une foule de questions depuis longtemps jugées par eux. Il a dédaigné d'en venir aux mains avec les orthodoxes, car il ne discute nullement sur les textes, il n'invoque que le secours de la saine raison. A qui donc se serait-il adressé? Non, il n'a pas eu d'intention militante en écrivant sa profession de foi; il ne s'est même rangé sous les drapeaux d'aucune école. Ses pensées sont, sans doute, disposées dans l'ordre dans lequel elles lui sont venues, car les *Papiers de famille juifs* ont tout l'air d'une autobiographie. Son système est personnel et subjectif. Malgré le respect qu'il professe pour les formes du culte et pour les interprètes de la loi mosaïque, nous doutons fort que n'importe quel sanhédrin approuverait ses opinions; malgré son respect et son enthousiasme pour les prescriptions de la Thora, nous doutons fort qu'il se résigne à les observer telles qu'elles sont observées aujourd'hui encore dans toute l'Allemagne et dans une partie de la France. Là est sa force et sa faiblesse. C'est un penseur isolé, libre de tout joug philosophique, ne faisant appel qu'au bon sens et au sentiment naturel qui est dans tous les cœurs. On éprouvera d'autant moins de scrupule à l'admirer qu'on le sait maintenant étranger à tout projet de propagande, et qu'à côté d'idées fausses il en a trouvé de fort justes, grâce à l'étendue de son point de vue. Cette récompense était méritée, car, mal-

Digitized by Google

gré son admiration pour l'ancien monde, il a tenu compte de ses différences avec le nouveau, et il n'a pas nié le progrès.

Ses remarques sur la religion et le caractère juifs sont souvent des plus ingénieuses et des plus vraies ; il fait ressortir avec beaucoup de pénétration les différences du judaïsme, qu'il regarde comme la plus belle expression des races sémitiques, avec l'hellénisme, qui est le triomphe des races indo-germaniques : « Le caractère des Hellènes, dit-il, est porté à saisir le détail dans toute sa réalité ; ils ont le culte inné de la forme, comme nous, israélites, nous avons le sentiment de la réalité des grandes lois générales que nous convertissons en religion. Les merveilles isolées de la nature les inspirent et les enthousiasment, et il savent les reproduire par l'art ; l'idée de la beauté est leur patrimoine. Le cœur de l'Hébreu bondit d'allégresse quand il célèbre l'Eternel dans des hymnes inspirés, ses yeux se remplissent de larmes à la vue d'une action juste, le cœur du Grec au contraire est ravi à l'aspect de la beauté. C'est ainsi que je m'explique l'ivresse de cet Italien de la Renaissance à la vue de champs de blé ondulés, d'hommes florissants ; l'attendrissement de cet artiste du Nord répandant des larmes à la vue d'un cabinet d'antiques. Goëthe aussi déclare qu'il n'a jamais pu séparer l'idée de la vérité de celle de la beauté. Ne nous étonnons donc pas si les peuples sémitiques et les Indo-Germains ne se sont pas compris, si les Romains nous accusent d'impiété, si les chrétiens reprochent à Spinosa son athéisme. »

On ne saurait trop méditer les théories de l'auteur sur l'appropriation de la religion juive aux idées et aux besoins de notre temps. Elles ne sont peut-être pas entièrement originales, et il serait facile d'en trouver le germe dans certains livres français ou allemands ; mais, le premier, il a apporté dans son système une sincérité et un bon sens qui le défendent du reproche de viser au paradoxe. Il montre comment la religion juive tient l'homme également éloigné du mysticisme et d'un matérialisme grossier ; n'est-ce pas là résoudre le grand problème qui revient si souvent sous la plume des littérateurs et des philosophes allemands : réconcilier l'idéal avec la réalité ? Elle ne méprise pas la vie présente, et ne se perd pas dans la contemplation de la vie future, mais elle n'enseigne pas non plus que tout est fini à la mort. « Je ne saurais assez louer, dit le rabbin, le silence que la Thora a gardé sur l'immortalité de l'âme. Nos grands maîtres n'avaient nul besoin de recourir à des illusions, de parler de ciel, d'enfer, de paradis peuplé de houris. L'immortalité de l'âme s'entend d'elle-même, c'est pour cela que le judaïsme pur ne s'est pas préoccupé de la formuler. En douter, c'est douter de l'existence de Dieu. Croire en Dieu, c'est perdre toute inquiétude sur l'avenir. Plein de confiance, le jeune Isaac tendit le cou au glaive paternel. Ainsi nous courbons tous la tête devant le Créateur. »

Mais, plus puissante encore que le raisonnement, l'expérience de tous les jours vient plaider en faveur de cette religion qui n'a ignoré aucune des préoccupations de notre XIXe siècle, jusqu'au socialisme inclusivement. L'auteur des *Papiers de famille juifs* a trop négligé cette dernière face. Les tableaux que nous trouvons dans le beau fragment de Heine, le

Digitized by Google

Rabbin de Bacharach, dans Kompert, dans Alexandre Weill, sont empruntés à la réalité : chacun peut les retrouver dans les villages de l'Allemagne, de l'Alsace ou de la Lorraine. Cet esprit de charité prêt aux plus grands sacrifices pour les proches ou même pour tous les coreligionnaires est aussi merveilleux que le tenace attachement à des croyances vieilles de trois mille ans et l'espoir inébranlable de retourner dans la terre de Chanaan. L'hospitalité est une loi fidèlement observée ; les communautés les plus misérables ont un *hospice* où le voyageur israélite trouve un asile. Souvent, au sortir de la synagogue, les chefs de famille se disputent à qui hébergera et régalera les pauvres accourus à la fête du sabbat ; c'est payer une dette, non faire l'aumône : preuve éloquente du pouvoir de la religion ! Elle fait pratiquer un vrai socialisme à un peuple si âpre au gain, comme elle a inspiré au pays le plus catholique et le plus aristocratique, à l'Espagne, les principes de liberté et d'égalité dont Lope de Vega et Calderon nous ont laissé de si magnifiques témoignages.

Non moins remarquable est cet esprit de résignation qui malheureusement ne trouve encore qu'un aliment trop fréquent dans l'intolérance de plus d'une des nations voisines de la France. L'épisode de la jeune Marocaine raconté par notre auteur égale les plus belles légendes du martyrologe chrétien. Celui du rabbin égorgeant les enfants confiés à ses soins pour les empêcher de devenir chrétiens est d'une grandeur sauvage. Mais ce dernier caractère n'est pas celui qui domine. « Nos pères ont sagement agi en nous cachant leur sort chez les nations étrangères, dit le rabbin ; ils supportèrent leurs infortunes comme un châtiment de Dieu, et, loin de haïr leurs oppresseurs, ils les remerciaient du fond du cœur toutes les fois qu'ils daignèrent quelque peu alléger le poids de leurs chaînes. »

C'est là le côté sublime d'une nation dont le temps présent aime surtout à étudier le côté pittoresque et curieux, les saillies de langage, dont les mœurs et les traditions orientales forment un contraste si violent avec notre vie moderne sans préjugés et sans couleurs.

Les *Papiers d'un Missionnaire juif* ont laissé dans l'ombre ces deux faces également intéressantes et se sont bornés aux graves enseignements de l'histoire et de la philosophie. Mais le talent de l'auteur pour esquisser des tableaux de mœurs perce à travers plusieurs échappées, et nous sommes sûr que le jour où il voudra descendre dans l'étude de la réalité, il sera en mesure de répondre aux exigences du roman contemporain, et de donner à l'intrigue une marche serrée et un dessin ferme aux caractères.

T. Z.

La Question algérienne; les Arabes, l'Armée, les Colons, par M. Eugène LUNEL, ancien officier de spahis, une brochure in-8°, chez Lachaud et Dentu.

La question algérienne est de celles qui sont destinées à rester indéfiniment à l'ordre du jour. De plus, elle emprunte aux circonstances un

Digitized by Google

caractère d'actualité, puisque, d'une part, comme on le sait, sous forme d'amendement au budget, elle a été discutée dernièrement au Corps législatif. D'autre part, le gouvernement se préoccupe d'introduire d'importantes modifications dans l'organisation civile de notre colonie d'Afrique, comme le prouve le dernier rapport de M. le maréchal Niel.

Le travail de M. Lunel a donc deux fois son opportunité. Mais, hélas! cent vingt pages, c'est bien peu quand on prétend résumer les questions multiples de ce problème aux nombreuses inconnues.

Quoi qu'il en soit, l'auteur posant quelques principes, il n'est pas sans intérêt de les examiner. M. Eugène Lunel a servi pendant dix ans en Afrique. C'est un homme dans la force de l'âge, dont les opinions doivent être prises en considération en ce qu'elles s'appuient sur l'observation des faits, des hommes et du pays.

Mais il faut cependant se défier de ces opinions, parce que le sentiment de la profession leur sert parfois de base.

« Quelque talent que l'on possède, dit M. Lunel dans sa préface, professer une chose que l'on n'a pas approfondie est une présomption dont on ne peut rien attendre d'utile. Avant de le faire, et cela ne saurait être mis en doute par aucune personne sensée, il faut étudier son sujet pour le bien connaître et pouvoir ensuite, quand on en est bien pénétré, l'appliquer avec la conscience d'une solide conviction.

» Or, tous ceux qui ont voulu porter la lumière sur la question algérienne et nous indiquer la véritable, la meilleure voie à suivre étaient-ils dans cette condition? Généralement non, je ne crains pas de le dire; et si quelques-uns, ayant habité l'Algérie comme fonctionnaires, magistrats ou officiers, se trouvaient par suite à même d'en parler avec connaissance de cause, leur état et leurs intérêts le leur défendaient. »

Nous n'avons pas besoin de dire que, cette profession de foi posée, l'auteur conclut naturellement qu'il est, lui, dans d'excellentes conditions pour indiquer la voie à suivre... Mais, il faut bien le déclarer, c'est comme militaire que M. Lunel a habité l'Afrique, et c'est en militaire qu'il parle souvent.

Nous devons cependant faire cette réserve, que, sorti de l'armée volontairement et jouissant d'une position indépendante, il ne peut être taxé d'obéir à la loi des intérêts personnels qui commande d'ordinaire, — bon gré mal gré, — les appréciations.

L'auteur divise nos trente-huit années d'occupation en trois phases:

La période essentiellement militaire, celle des tâtonnements et des essais, celle sérieusement colonisatrice.

Et d'abord, cette division nous semble un peu trop conventionnelle, attendu que les essais continuent et continueront encore longtemps. Essayer? mais nous ne faisons et nous n'avons jamais fait que cela. Nos tentatives heureuses, mais imprudentes d'agrandissement après la conquête? essais. Nos efforts plus ou moins bien calculés de colonisation? essais. L'installation des bureaux arabes, les réformes dans l'organisation civile, les tentatives d'assimilation partielle aux lois de la métropole? essais, essais, toujours essais. Quant à l'expression employée par l'auteur :

Digitized by Google

colonisation sérieuse, il faut ne pas la prendre à la lettre, bien entendu. Et c'est là un des vices essentiels de notre gestion, l'instabilité. On n'a jamais eu la patience d'attendre la fin logique des expériences. Emportés par cette fièvre *du faire vite*, qui entraîne notre siècle, nous avons voulu non pas marcher, mais courir; comme si l'on refaisait les mœurs d'un peuple en quelques années! Tout d'abord, on a agi sans plan défini. Nous le disions ailleurs, en 1840, à peine avait-on conquis, qu'on a cru avoir pacifié; et vite on a songé à coloniser. Coloniser, avec quoi? avec qui?

Les temps ne sont plus où l'on transportait une population entière, bon gré mal gré, au nom de l'intérêt national, comme le faisaient les Romains; et là où la force imprescriptible et irrésistible manque, il faut faire appel à l'intérêt. Or, qu'offrait-on aux colons? des avantages illusoires et si peu attrayants, que les nécessiteux, les aventuriers seuls les acceptaient, faute de mieux.

On fit des sacrifices, grands si on les considère isolément, insignifiants si on les envisage au point de vue des résultats demandés.

L'expérience vint prouver qu'on s'était trompé du tout au tout. On s'était trop pressé et l'on perdit tout; l'administration en fut sensiblement déconsidérée. Il fallut revenir à la loi du sabre. On reconnut tardivement qu'avant d'appeler les colons, il eût été sage de leur assurer la sécurité; on reconnut aussi qu'on n'avait pas fait assez pour eux. Alors, on multiplia les moyens de défense, et l'on songea à imprimer aux Arabes dissidents une terreur salutaire. Mais on avait perdu dix-huit années; mais on absorba des sommes énormes sans résultat sérieux autre que celui-ci: assurer une puissance militaire.

Cependant, le pays s'impatientait, — selon son habitude, — et de nouveau on prêcha la colonisation; un second courant fut ouvert à l'émigration. Le gouvernement s'y précipita tête baissée; il établit le système des concessions territoriales et immobilières; mais les conditions matérielles étaient restées les mêmes. Au lieu de créer des chemins agricoles, on avait tracé des routes stratégiques; et, sous prétexte d'offrir aux colons des sûretés pour leurs personnes et pour leurs biens, on les installa dans le rayon de ces routes stratégiques sans s'inquiéter de la nature des terrains. Enfin, pour compléter ce singulier système, — logique peut-être par rapport aux antécédents, — on avait astreint les colons à une espèce de discipline militaire: nouveaux échecs, nouvelles déceptions.

C'est ainsi que nous arrivons à l'Empire. L'Empire fit plus et mieux, nous devons le reconnaître; mais on ne répare pas à force de volonté et de bonnes intentions vingt-deux ans de tâtonnements et d'indécision, — et il y eut encore plus d'une illusion! — Chemins de fer, travaux d'irrigation et de défrichement, plantations, tracés définitifs de route sont entrepris; les exportations augmentent; certains grands services sont organisés; commissariat de police, tribunaux civils et de justice de paix, collége, écoles, hôpitaux, églises, mairies s'édifient et s'installent en même temps; la protection légale est accordée aux indigènes comme aux Français, dans une certaine mesure; la circulation est presque sans dan-

Digitized by Google

ger sur le territoire civil; enfin, fait inouï dans l'histoire de notre occupation, l'autorité militaire est un peu atteinte dans son absolutisme, du moins pour ce qui concerne les Européens. Il était temps. On le voit, toujours des essais. Cependant, chacun crie : confiance!... Hélas! les résultats continuent d'être négatifs; nous dépensons toujours, toujours, et finalement, nous reconnaissons que tout est à faire ou à refaire. Après nos trente-huit ans d'occupation, voici le bilan désastreux de la situation : nous sommes encore étrangers à la population arabe; en dehors des principales villes du littoral, partout la population et le commerce ont décru; l'Algérie n'est qu'une cause de dépenses; l'appauvrissement est général; le mécontentement est partout. Tels sont les faits. Les nier serait nier l'évidence. M. Lunel est entièrement de notre avis. Que fallait-il faire?

Avant de poser ses conclusions, M. Lunel étudie sommairement les mœurs sociales, politiques et religieuses des indigènes, les Berbères et les Arabes, et il nous montre ici l'Arabe nomade, indolent, sans souci de l'avenir, aristocrate, n'ayant ni le sentiment de la propriété ni celui de la famille, paresseux, voleur, fanatique et ignorant; là, le Berbère plus sédentaire, plus social, relativement instruit, désireux de posséder, actif, laborieux, courageux, intelligent et probe. Il ne faut pas oublier, pour expliquer — en partie du moins — ces différences, que le Berbère a une origine chrétienne. Tout ce que dit l'auteur sur ce point est de la plus rigoureuse exactitude. Nous lui reprocherons plutôt de ne pas assez accentuer cette différence entre les Berbères et les Arabes. Nous n'avons pas besoin de dire que de ces différences il résulte, d'une part l'antagonisme moral, que rien ne saurait modifier, d'autre part, que la situation des Berbères est, sous tous les rapports, meilleure que celle des Arabes. Il en a toujours été ainsi, et il en sera toujours de même, — du moins jusqu'à ce que le temps ait accompli son œuvre de pacification, sa tâche d'homogénéité ou de fusion, mieux encore d'absorption. Cette heure sonnera-t-elle? Nous en doutons fort.

M. Lunel tient à excuser, que dis-je? à justifier les errements despotiques de l'administration militaire. Il croit que, d'après les systèmes adoptés successivement, cette administration a largement accompli ses devoirs. Il veut bien reconnaître qu'il y a eu des abus, des excès; mais, à ses yeux, ce sont là des faits exceptionnels qui ne sauraient être portés sur le compte de l'administration. Cependant, par une contradiction que nous sommes loin de blâmer, M. Lunel demande que la colonie soit affranchie de la tutelle militaire et qu'une administration civile, puissante, indépendante, soit mise à la tête du territoire civil.

Ici, nous applaudissons, car il est manifeste que la dualité constante des deux pouvoirs a été une des causes principales de nos derniers insuccès, et il faut regarder comme fatal le droit d'ingérence dans des questions sociales ou économiques que l'autorité militaire s'était attribué.

M. Lunel estime qu'il aurait fallu, comme le font les Américains du Nord, refouler les populations dans le désert, circonscrire notre conquête et non l'étendre; n'avoir qu'un centre de puissance et de coloni-

Digitized by Google

sation et non créer des milieux disséminés à l'intérieur. C'est aussi notre avis, à la condition toutefois qu'au lieu d'être tout, — la tête et le bras, — l'autorité militaire n'eût été que l'auxiliaire de l'autorité civile et que les populations, au lieu de voir dans ce sabre toujours levé une arme menaçante, souvent oppressive, eussent été habituées à le considérer comme une protection, ferme sans doute, mais bienveillante. Nous sommes loin de demander, comme l'entendent les radicaux, qu'on enlève tous pouvoirs à l'autorité militaire, ce serait commettre une faute immense, à quel point de vue qu'on se place ; mais il importe essentiellement de limiter les pouvoirs.

Est-il possible de retourner en arrière? Malheureusement non, pas plus qu'il ne faut songer à abandonner la conquête. M. Lunel donne la solution suivante : civiliser les Arabes et nous les attacher, c'est-à-dire détruire les préjugés, des usages séculaires, donner à un peuple foncièrement paresseux le goût du travail ! Oui, voilà bien le but à atteindre. Mais où sont les moyens?

C'est aussi l'avis de M. Lehon, l'honorable député qui a pris la parole au Corps législatif avec une grande autorité de langage. Ce sera l'avis de tous les gens intelligents, animés des sentiments humains, dont s'honore le siècle ; mais, en vérité, on part d'un principe faux, bien qu'excellent. On admet d'emblée que l'Arabe soit civilisable et, qui plus est, civilisable dans un temps rapproché. Quelle erreur profonde !

L'Arabe n'est ni commerçant, ni agriculteur, ni industriel, et il ne saurait le devenir, car il n'a aucune des aptitudes, des qualités nécessaires ; il n'est pas guerrier dans la bonne acception du mot, car sa bravoure n'est que le résultat de l'orgueil et du fanatisme. On ne peut même pas dire qu'il est réellement pasteur, car il ne prend aucun soin de son bétail ; il en tire parti, mais il ne cherche pas à l'améliorer ; on sait ce que sont ses prairies. S'il n'est ni économe, ni laborieux, s'il n'a pas le sentiment de la propriété, — et le fait est acquis, — où est l'élément civilisable ? Prendrez-vous l'Arabe par le sentiment de la famille ? Mais il suffit de voir le rôle infime de la femme arabe pour se convaincre que cette fibre-là lui manque encore. Il aime l'argent, c'est vrai, non pour le faire valoir, mais pour l'amasser, pour l'enfouir. Et voilà le peuple qu'on veut civiliser !

Si l'on eût donné des terres à l'Arabe, dit M. Lunel, il les eût cultivées et la famine eût été conjurée. Quoi ! vous admettez que, du jour, au lendemain, vous auriez amené le peuple à se transformer du tout au tout, et ce par le seul exemple que lui eussent donné nos colons !

Quoi ! vous admettez, vous affirmez, — car l'auteur est de notre avis, — tout ce qui précède sur le caractère du peuple arabe et vous ne craignez pas d'avancer que l'exemple du travail et un titre de propriété en eussent fait instantanément des propriétaires, des travailleurs ! Cette conclusion est-elle admissible en bonne conscience comme en bonne logique?

Mais supposons un instant que ce changement soit dans les hypothèses acceptables ; cette transformation, si désirable dans tous les cas, ne peut s'obtenir que lorsque plusieurs générations se seront succédé, non pas

Digitized by Google

en continuant de vivre sous les influences nationales, mais dans une assimilation complète avec nous, avec nos mœurs, nos lois; et encore ne faut-il pas songer aux questions religieuses.

En effet, si pour le Berbère le Coran n'est qu'un livre de piété, un code religieux, pour l'Arabe, la loi de Mahomet est tout; il n'est pas une page, pas un précepte qui, commenté par le marabout, ne prêche la haine de l'*infidèle*, le mépris de tout ce que nous aimons et ne soit un appel constant à la révolte, puisqu'il y est toujours parlé de l'heure de la délivrance. Il est des esprits généreux qui en sont encore à compter sur la reconnaissance de l'Arabe, et des croyants qui espèrent que le christianisme fera son œuvre rénovatrice. Oui, l'on ose dire que l'Algérie pourra devenir chrétienne! On oublie en faisant ces rêves que, sous les dehors de la plus cordiale hospitalité et du plus profond respect, se cachent la haine et le mépris : nous sommes toujours les chiens de chrétiens! Quant au christianisme, comment songer sans frémir aux conséquences terribles qu'entraîneraient les plus petites tentatives de conversion? Puis, les indigènes ont un avantage sur nous; ils apprennent notre langue et nous n'apprenons pas la leur.

La fusion de deux peuples, dont l'un est conquérant et l'autre conquis, ne s'obtient que par les alliances, et les alliances sont-elles possibles entre les familles arabes et les nôtres? Non, cent fois non!

Qu'on fasse travailler les Arabes, dit M. Lunel, à l'exemple des Marocains que nous employons sur nos routes et dans nos exploitations agricoles. Obtenir de l'Arabe un travail régulier, suivi, quel problème! Nous manquons de bras en Algérie; des milliers d'Arabes pourraient s'occuper, gagner leur vie, et, cependant, ils préfèrent endurer la faim. Mendier, voler, oui; travailler, non. Maintes familles européennes ont recueilli, hébergé, élevé des jeunes gens, des jeunes filles, en ne leur demandant qu'un peu de travail; au bout de quelque temps ces hôtes indisciplinés désertaient.

Il faudrait un cadre plus étendu que celui dont nous disposons pour énumérer les mille raisons, étudier les mille questions que soulève ce problème posé par M. Lunel et développé par M. Lebon — civiliser l'Arabe, — et surtout une autorité autrement sérieuse que la nôtre: néanmoins, il nous est permis de dire que le peuple arabe, placé entre la civilisation européenne et la civilisation berbère, nous paraît fatalement condamné à décroître, à disparaître, pour ainsi dire, plutôt qu'à se fondre; et peut-être la solution du problème est-elle là.

Plusieurs moyens sont cependant à notre disposition, nous ne dirons pas pour arracher le mal dans sa racine, mais pour en modérer le développement et en atténuer les effets au profit de notre domination. Détourner en faveur de l'Algérie le grand courant d'émigration française qui se dirige annuellement vers les Etats-Unis; nos colons sont Allemands, espagnols, italiens, belges pour les neuf dixièmes. Réorganiser sérieusement les bureaux arabes, petits proconsulats despotiques, dont l'arbitraire n'est que trop souvent la loi. Constituer d'une façon large la propriété foncière en appelant non-seulement les Arabes, mais aussi le

Digitized by Google

Berbères; appliquer le plus possible notre législation civile et politique aux populations indigènes, mais en la subordonnant aux mœurs, aux coutumes, au caractère de ces populations; ouvrir à tous les orphelins les portes de nos écoles de France de manière à ce que, devenus hommes, ils soient plus tard nos auxiliaires dans notre colonie, où nous les renverrons avec des fonctions officielles avantageuses; enfin nous attacher le Kabyle.

A ce propos, qu'il nous soit permis de le dire ici, au milieu de toutes les anomalies, de toutes les contradictions qui se sont produites dans notre système irrégulier, sans suite ni mobile, il en est une qui nous a toujours frappé, c'est l'indifférence que nous avons sans cesse montrée pour la race kabyle, elle qui a toutes les aptitudes que réclame la civilisation, tous les instincts des peuples sédentaires et qui, appelée à nous par des avantages, des bienfaits, eût été comme un intermédiaire entre nous et l'Arabe.

Nous sommes de l'avis de M. Lunel quand il demande qu'on enlève au Coran son caractère civil et politique; seulement, comment arriver à ce but? Parviendrons-nous jamais à nous substituer aux marabouts? Obtiendrons-nous que les Arabes envoient leurs enfants dans nos écoles d'Algérie, et, s'ils y consentent à la longue, ne faut-il pas s'attendre à une explosion de mécontentement quand ils nous verront toucher au Coran? L'auteur nous dit, pour justifier sa théorie : « Que ceux qui doutent jettent les yeux sur la Turquie; qu'ils se rappellent ce qu'elle était il y a seulement trente ans, examinent ce qu'elle est aujourd'hui et cherchent la cause de sa régénération morale. » Et d'abord, la Turquie est-elle régénérée? Et en supposant qu'elle ait perdu quelques-uns de ses préjugés, est-ce que la situation est la même? Est-ce que c'est la conquête qui a mis le pied en Turquie? L'espace va nous manquer et nous sommes forcé de conclure.

M. Lunel demande la suppression de certains grands commandements, la réduction de l'armée, sa mobilisation, la suppression des smalas. Le conseil a du bon, certes, mais quels obstacles! Que dirait l'armée, qui trouve, d'une part, dans notre colonie un débouché à sa légitime ambition; d'autre part, une école féconde d'où elle sort aguerrie aux fatigues? Qu'on se souvienne que les régiments d'Afrique sont ceux qui ont le plus résisté aux héroïques labeurs de la guerre de Crimée.

L'auteur demande encore : la liberté des communes, l'émancipation des individus, la diminution du personnel administratif et religieux, l'augmentation des sociétés de crédit et des sociétés agricoles, la diminution des fonctionnaires de tous ordres et un meilleur choix de ceux-ci et des députés. Il voudrait aussi la suppression des zaouïas, la réorganisation des caïds, la création de bureaux d'assistance publique, d'asiles, d'une école d'arts et métiers, l'établissement du recrutement et celui des registres de l'état civil, l'enseignement agricole, la révision des servitudes, des octrois, des frais de justice, l'admission des Arabes à tous les emplois civils et militaires. Quelle tâche! Mais rien qu'une de ces réformes serait le signal d'une révolte éternelle : la suppression des zaouïas. La zaouïa, tout à la fois maison hospitalière, collége, mosquée, centre politique, maison

Digitized by Google

de secours, est tout pour l'Arabe, et aussi pour le Kabyle; n'y touchons pas, bien que ce soit de la zaouïa que part le mot d'ordre aux Arabes rebelles. Il réclame la création de colonies militaires aux frontières, le reboisement, la réorganisation de l'exploitation des mines et celle des haras; il veut des routes, des chemins; des avantages pour les colons et les agriculteurs indigènes; la suppression de certains travaux qui n'ont pas un caractère d'urgence, etc., etc.

Comme on le voit, le plan de M. Lunel est des plus complexes et des plus vastes, et on y reconnaît un esprit d'observation; mais est-il d'une exécution facile et immédiate? non. Tout cela ne peut s'obtenir dans la situation actuelle des choses, et toutes ces réformes, si utiles, si impérieusement nécessaires, si fécondes dans l'avenir, ne sauraient être abordées de front, et M. Lunel oublie, en les énumérant, tout ce qu'il a dit du caractère incivilisable de l'Arabe.

L'essentiel, quant à présent, c'est d'émancipen la colonie; c'est de donner aux Français les droits de leurs compatriotes dans la mère patrie; c'est d'attirer par tous les moyens possibles le colon français, de façon à imprimer partout le cachet de notre civilisation, non avec l'espoir que cette civilisation aura un effet complet et surtout immédiat sur les indigènes; mais pour attacher l'expatrié au sol, pour le lui faire aimer, au lieu de le lui faire considérer comme un lieu d'exil d'où on a hâte de sortir.

E.-M. DE LYDEN.

Chants nationaux des deux mondes, par M. Jacques FOULC (de Nîmes), Paris, chez L. Hachette, 1867.

M. Jacques Foulc (de Nîmes), professeur d'anglais au lycée impérial de Mâcon et membre de plusieurs sociétés savantes, croit encore à la poésie, à l'enthousiasme et au patriotisme, à notre époque profondément prosaïque, froide et intéressée. Si c'est une illusion, elle est trop généreuse pour qu'on s'en étonne. Il a conçu une idée qui a de la grandeur et qui devrait provoquer bien des sympathies: celle de réunir en une même collection les chants nationaux des peuples anciens et modernes, en donnant le texte de ceux qui ont été rédigés dans notre langue, en traduisant en vers français ceux qui ont été écrits dans un autre idiome. On se rappelle cette pensée de Béranger:

Les cœurs sont bien près de s'entendre,
Quand les voix ont fraternisé.

et cette autre de Casimir Delavigne:

J'ai des chants pour toutes les gloires,
Des larmes pour tous les malheurs.

Digitized by Google

On dirait que M. Foulc s'est inspiré de cette double devise. Il s'est persuadé qu'un recueil de ce genre, en outre de l'intérêt historique qu'il présentera, est susceptible, si on le met entre les mains de notre jeunesse contemporaine, d'exciter en elle de nobles sentiments, de réveiller en elle d'héroïques souvenirs ; car il n'est pas de ces écrivains qui séparent la poésie de la morale. Il y a déjà deux ans, il a publié un volume qui était comme l'avant-coureur et le spécimen de son œuvre définitive. Après une courte préface où il exposait son but et son plan, il y interprétait un assez grand nombre d'hymnes patriotiques empruntés à l'Italie, à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Espagne, au Portugal, à la Suisse, à la Belgique, à la Hollande, à la Suède, au Danemark, à la Grèce, à la Hongrie, à la Roumanie, aux Etats-Unis, et ses versions au mérite de l'exactitude joignaient les qualités d'une versification aisée et élégante. Il y avait ajouté divers chants français, parmi lesquels nous avons été surpris (il les réserve sans doute pour son ouvrage complet) de ne pas trouver le *Chant du Départ* de Marie-Joseph Chénier, l'ode de Lebrun sur le vaisseau *le Vengeur*, le chant fameux qui commence ainsi : *Veillons au salut de l'Empire*, la *Parisienne* de Casimir Delavigne, le *Chant des Girondins*, tant répété en 1848. Enfin, il y avait inséré trois morceaux qui lui appartiennent en propre : la *Marseillaise du second Empire*, la *Piémontaise de* 1859, et une sorte de dithyrambe sur l'exposition universelle. Des lettres flatteuses de MM. Victor Hugo, Michelet, Emile Deschamps, dall'Ongaro, du général Bourbaki, du célèbre Garibaldi, l'ont encouragé à poursuivre ses efforts. Aussi se dispose-t-il à réimprimer son livre en le développant ; en outre d'une introduction sur la poésie lyrique et nationale chez les différents peuples, il y joindra le psaume hébraïque *Super flumina Babylonis*, des élégies guerrières de Tyrtée et de Callinus, les strophes de Callistrate en l'honneur d'Harmodius et d'Aristogiton, le poëme séculaire d'Horace, une chanson populaire du Normand Olivier Basselin, dirigée en 1450 contre les Anglais, ces envahisseurs de la France, beaucoup d'autres pièces non moins curieuses, sans compter toutes celles que contenait le premier recueil. Celui-ci se terminera par un choix de morceaux consacrés à la paix et à la concorde, à la liberté et à la fraternité, à ces belles et pures inspirations de l'avenir. Puisse une disposition des matières si logique et si utile ne pas être contrariée par le triste hasard des événements ! Puisse M. Foulc n'avoir plus jamais à enregistrer ou à traduire que des hymnes pacifiques, que des chants d'indépendance et d'union !

A. Philibert Soupé.

Digitized by Google

REVUE MUSICALE

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE : *Faust*. — THÉATRE-LYRIQUE : *Don Quichotte*, opéra en trois actes; paroles de MM. Carré et J. Barbier, musique de M. E. Boulanger. — OPÉRA-COMIQUE : *La Fontaine de Berny*, un acte, de MM. Albéric Second et Nibelle

Malgré les préoccupations électorales, et grâce à l'intervention bienfaisante des averses, les théâtres ont fait bonne contenance pendant la dernière quinzaine de mai. Les représentations extraordinaires du samedi faisaient salle comble à l'Opéra; il est vrai qu'on y entendait M. Faure et Mme Miolan-Carvalho, la plus accomplie des cantatrices françaises qui aient paru sur la scène depuis Mme Damoreau. Le succès de sa rentrée dans le rôle de Marguerite a été immense et légitime. Ce rôle, sa plus importante création jusqu'ici, a révélé en elle des aptitudes dramatiques qu'on ne lui soupçonnait pas, et qu'on croyait incompatibles avec ses brillantes facultés de vocalisation. Dans cette reprise de *Faust*, Mme Miolan se montre supérieure à elle-même, et a surpassé les espérances de ses admirateurs. L'une des dernières représentations du chef-d'œuvre de Gounod a été signalée par un incident tragi-comique. Valentin (M. Devoyod) n'a pas voulu mourir sans vengeance; il a blessé à la main Méphistophélès, tout diable qu'il est.

Nous avons entendu aussi l'*Africaine*, avec M. Warot et Mme Sass, qui va, dit-on, quitter l'Opéra pour le Théâtre-Italien. Nous le regretterions pour la cantatrice, et par conséquent pour les deux théâtres. Le talent de Mme Sass nous paraît beaucoup mieux approprié à notre première scène lyrique qu'à la scène italienne, où elle aurait à soutenir de dangereuses concurrences. Nous préférerions voir la direction du Théâtre-Italien s'assurer, pour la saison prochaine, le talent hardi et prime sautier de Mlle de Murska, qui vient d'être justement applaudie à Londres; nous aimerions mieux surtout Mlle Krauss, la plus éminente des cantatrices dramatiques en ce moment.

Stimulé par le légitime succès de *Jaguarita*, que nous avions annoncé

Digitized by Google

d'avance, l'Opéra-Comique vient de donner un petit acte nouveau, la *Fontaine de Berny*. Nous n'avons pas besoin de dire que le *libretto* pétille d'esprit, en ayant déjà désigné l'auteur. L'action se passe dans un temps que les historiens modernes flétrissent avec un vertueux emportement, qui ne convertit guère les auteurs dramatiques. Le docteur Tronchin, l'oracle médical de Paris dans les dernières années du règne de Louis XV, a mis à la mode, en lui improvisant des vertus curatives extraordinaires, la source de Berny, source parfaitement inoffensive, ce qui suffit pour mettre à l'aise sa conscience de médecin. Il en agit ainsi par reconnaissance, non pour la source elle-même, dans laquelle il a failli se noyer, mais pour le propriétaire, un brave paysan qui a réussi à repêcher le docteur, en train de prendre un bain plus que complet. Sur cette entrée en matière, M. A. Second a filé une vive et légère intrigue, qui se termine par l'union de deux des clients favoris de Tronchin, une piquante veuve de président et un jeune avocat; deux malades incurables, autrement que par le mariage.

La musique de cette opérette est l'œuvre d'un homme de mérite, M. Nibelle. Il a accompli un véritable tour de force en faisant figurer très convenablement, comme chanteurs, des artistes qui n'ont plus de voix, comme l'excellent comédien Couderc, ou bien qui n'en ont jamais eu, ou du moins, comme dit Scribe dans la *Chanoinesse*, à propos de toute autre chose, « si peu... si peu, que ce n'est pas la peine d'en parler. » Sous ce rapport, la *Fontaine de Berny* est de l'école des *Rendez-vous bourgeois* et du *Voyage en Chine*. Le musicien qui travaille dans de telles conditions est forcé d'adopter le système dont Grétry faisait un reproche aux musiciens allemands, ses contemporains. Il faut bien mettre la statue dans l'orchestre, puisqu'on ne peut avoir sur la scène qu'un piédestal, et parfois assez maigre. M. Nibelle s'est tiré de ce travail difficile avec dextérité, parfois avec bonheur. On a remarqué avec plaisir la paysannerie assez originale de Thibault, le duo de l'avocat et de la présidente, roucoulant auprès de la source, et surtout le quatuor. Somme toute, M. Nibelle est un compositeur d'avenir, qui mériterait déjà de l'être un peu plus du présent. Les artistes, notamment MM. Couderc, Ponchard, Mlle Bélia, ont fait de leur mieux comme chanteurs, et au mieux en tant que comédiens.

On répète activement au même théâtre un ouvrage plus sérieux sous tous les rapports, la *Petite Fadette*, dont G. Sand a daigné tailler lui-même le *libretto* dans le roman de ce nom, l'un des plus remarquables dans sa seconde manière. La musique de cet opéra est de M. G. Bizet, déjà connu, sinon célèbre, par son *Pêcheur de Perles*, qui renferme plusieurs morceaux d'une facture vigoureuse et d'une véritable originalité. M. G. Bizet est un de ces disciples lointains de Wagner, qui commencent à avoir le courage de leur opinion.

Le nom de Wagner nous ramène naturellement au Théâtre-Lyrique. Il nous a fait ses adieux par l'opéra de *Don Quichotte*, œuvre légère, parfois spirituelle, qui contrastait assez heureusement avec les sonorités du *Rienzi*.

Les disgrâces du héros de la Manche au théâtre pourraient fournir un

Digitized by Google

supplément à ses autres mésaventures. Sous le règne de Louis-Philippe, l'ancien théâtre de la Gaîté avait donné un *Don Quichotte*, pièce à grand spectacle, qui n'eut qu'une seule représentation. L'opéra des *Noces de Gamache*, joué à l'Odéon sous la Restauration, n'avait guère mieux réussi. La musique était de Mercadante, compositeur très estimable, correct, mais un peu froid. Pendant près de quarante ans, ce maître laborieux a lutté sur les scènes italiennes avec Rossini, Bellini, Donizetti, Verdi, obtenant toujours des mentions honorables et jamais le prix. Les *Noces de Gamache*, bien qu'écrites spécialement pour le public parisien, n'eurent pas le bonheur de lui plaire. Mercadante s'est parfois élevé à une assez grande hauteur dans l'*opera seria*, notamment dans quelques passages de sa *Vestale* et dans le *Giuramento* (œuvre écrite, à Naples, pour Nourrit, et la dernière dans laquelle parut l'illustre et malheureux chanteur). Mais le *brio* comique lui fait complétement défaut. De ses *Noces de Gamache*, il n'est resté qu'un fort joli boléro, que chantaient Quitterie et le bachelier Carasco : *Si par hasard, à travers la campagne.*

Le *Don Quichotte* du Théâtre-Lyrique est né sous une plus heureuse étoile. C'est une gentille partition de second ordre, qui contient des mélodies gracieuses et de jolis détails d'instrumentation. Le *libretto* est une sorte de mosaïque dans laquelle on a soudé, tant bien que mal, plusieurs des scènes les plus connues du roman. L'ouverture est habilement orchestrée, mais manque tout à fait de couleur locale, et rappelle trop ces formes rossiniennes aujourd'hui surannées, auxquelles Rossini lui-même avait renoncé depuis *Guillaume Tell*. Le premier acte contient deux morceaux très dignes d'éloge, le chœur d'introduction et la scène de nuit, dans laquelle le basson exprime assez heureusement les ronflements de Sancho. Il faut de l'indulgence pour ces petits effets d'imitation, que de grands maîtres n'ont pas dédaignés. Toutefois, l'auteur de *Don Quichotte* a été un peu loin dans cette voie, en faisant braire son orchestre dans un autre passage pour peindre la joie du fidèle Grison retrouvant son maître. Au second acte, nous trouvons les couplets de Sancho, qui ont mérité et obtenu les honneurs du *bis*, et le joli contraste produit, au milieu des danses, par la phrase plaintive de Dulcinée ; au troisième, le duo comique de don Quichotte et de Sancho pendant la fustigation prétendue de l'écuyer. M. Giraudet a tout à fait l'encolure du rôle de don Quichotte ; avec un peu plus de voix, ce serait un chevalier de la Triste-Figure accompli. Quant à M. Meillet, Cervantes reconnaîtrait bien en lui le Pança de ses rêves. Il était physiquement et musicalement prédestiné à ce rôle, qui restera l'une de ses meilleures créations.

C. ERNOUF.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

14 juin 1869

Dans la crise violente où nous sommes, il faut que l'écrivain garde son sang-froid, qu'il ne cède à aucun des tourbillons qui traversent la rue. Spectateur impassible, incapable d'ailleurs de détourner des périls que ses avertissements n'ont pu conjurer, il a pour devoir de raconter avec impartialité les événements qui s'accomplissent sous ses yeux et de ne ménager la vérité à personne.

Les résultats électoraux obtenus le 23 et le 24 mai avaient accusé, avec une très grande énergie, les tendances libérales de l'opinion publique et le discrédit dans lequel était tombé le pouvoir personnel. A Paris, à Lyon et à Marseille, les choix des électeurs et l'importance de certaines minorités avaient montré au gouvernement qu'il avait dans le peuple des ennemis irréconciliables. Le scrutin de ballottage qui a eu lieu le 6 et le 7 juin, sans détruire le sens de cette manifestation, semblait en atténuer la portée. Dans trois circonscriptions de Paris où la première épreuve était restée sans résultat, la lutte n'était plus engagée qu'entre des candidats d'opposition. D'un côté, c'était M. Jules Favre qui disputait la majorité à M. Henri Rochefort; ailleurs, M. Garnier-Pagès aspirait à vaincre M. Raspail. L'adversaire de M. Cochin était M. Jules Ferry. Seul, M. Thiers, dans la deuxième circonscription, avait contre lui deux adversaires, dont l'un avait les préférences bien accusées de l'administration, dont l'autre, détournant les voix au profit de l'opinion radicale, augmentait ainsi les difficultés du candidat indépendant. L'effort des adversaires était un effort violent, désespéré; le corps électoral, placé entre ses nouvelles prédilec-

Digitized by Google

tions et l'ascendant du talent reconnu, était très hésitant. Entraîné par son instinct à porter à la députation un homme chez qui la haine de l'Empire s'était affirmée avec plus de brutalité que de bon sens, il ne voulait pas cependant priver la démocratie et la liberté d'un de ses plus vaillants et de ses plus anciens défenseurs. Le désistement des candidats qui avaient réuni le moins de voix au premier tour de scrutin semblait donner à M. Rochefort plus de chance qu'à M. Jules Favre; dans une autre circonscription, le radicalisme de M. Raspail menaçait de l'emporter sur la démocratie moins colorée de M. Garnier-Pagès. M. Jules Ferry luttait avec des chances incertaines contre un rival qui avait des attaches puissantes et mystérieuses. Les réunions électorales s'étaient rouvertes; la polémique des journaux et des circulaires s'était rallumée. Cette élection partielle et complémentaire avait pris à Paris une signification et une importance que n'avait pas eue l'élection générale du 23 et du 24 mai.

Dans les départements, elle mettait en présence un assez grand nombre de libéraux et de candidats officiels à qui le zèle des préfets n'était pas parvenu à donner, au premier tour de scrutin, une majorité suffisante. On voyait aussi des hommes du tiers-parti, maladroitement combattus par l'administration, s'y reprendre à deux fois pour vaincre sa résistance. Ces escarmouches électorales suivant la grande bataille se livraient dans cinquante-neuf circonscriptions et tenaient tout le pays dans la fiévreuse anxiété de l'attente. Cependant, la discipline régnait dans les masses; aucune manifestation tumultueuse ne troublait l'ordre public. Si les esprits étaient agités, les rues étaient tranquilles.

Le dépouillement du scrutin n'a point tardé à changer ces dispositions pacifiques. A Paris, le parti radical a été vaincu; il a eu la douleur de voir succomber son candidat de prédilection, que le bon sens de la majorité a remis à son rang, c'est-à-dire à cinq mille voix au-dessous de M. Jules Favre. M. Garnier-Pagès a été préféré à M. Raspail. Mais M. Jules Ferry a eu raison de M. Cochin, et M. Thiers est sorti victorieux de l'étreinte de ses deux compétiteurs. Cependant M. Gambetta, M. Pelletan l'emportaient à Marseille, et trente députés indépendants sortaient vainqueurs de l'épreuve du ballottage. Le gouvernement n'avait pu faire admettre que vingt-neuf de ses protégés. Ces résultats comblaient de joie les hommes sensés, ceux qui, en toutes choses, savent garder la mesure, et qui pensent qu'un peuple faisant acte de souveraineté doit avant tout garder sa dignité et ne point négliger les devoirs de la reconnaissance. L'élection de Paris surtout leur donnait les plus grandes satisfactions; elle rendait au Corps législatif deux hommes, deux noms qui s'y sont fait une grande place, et que les regards étonnés de l'Europe auraient cherchés parmi les représentants de la nation française. C'était un vœu unanime, dans tous les partis qui ont gardé le sens politique, de voir M. Jules Favre et M. Thiers conserver leurs siéges au Corps législatif. Tel n'était point cependant l'avis des radicaux; ils s'étaient déclarés les ennemis de quiconque leur paraissait susceptible d'apporter quelques ménagements dans la défense des intérêts démocratiques. Des rancunes remontant à 1848, des récriminations portant sur des mesures auxquelles M. Jules

Digitized by Google

Favre s'était trouvé associé, comme membre du gouvernement, ou sur des paroles qu'il avait prononcées, comme représentant du peuple, excitaient contre lui l'implacable répugnance des *purs* démocrates. M. Thiers leur semblait encore moins recommandable. Tel était le progrès des idées et la hardiesse croissante des prétentions démagogiques, que les hommes admis, en 1863, comme très hostiles au gouvernement impérial leur semblaient entachés de réaction, tandis que le gouvernement, de son côté, en était réduit à souhaiter le triomphe des candidats qu'aux précédentes élections il combattait à outrance. Toujours est-il que l'élection de M. Jules Favre, de M. Garnier-Pagès, de M. Thiers a pu être considérée à Paris comme le triomphe du parti de l'ordre, et passer pour une amélioration notable dans les dispositions de l'esprit public, telles qu'elles s'étaient révélées par les majorités acquises à M. Bancel, à M. Gambetta et à M. Raspail. M. Gambetta lui-même, pour assurer son élection de Marseille, avait cru pouvoir baisser d'un ton le diapason de ses épîtres électorales; il a donné de sa démocratie une définition rassurante, que ne contenaient point ses premiers manifestes, et qui a paru satisfaire le commerce marseillais. Ces apaisements du corps électoral, l'échec de M. Rochefort, de qui les irréconciliables attendaient sans doute beaucoup plus de services qu'un vaudevilliste n'en peut rendre, ont mis une sorte de dépit dans l'âme de quelques révolutionnaires; ils ont vu s'évaporer un triomphe qu'ils croyaient assuré, et s'ajourner encore des espérances toujours déçues et toujours renaissantes. La colère et l'impatience se sont emparées d'eux, et ils ont donné à l'Europe le spectacle d'un peuple qui, après s'être montré dans l'appareil de sa légitime puissance, reprend les pratiques vulgaires de l'émeute et profane sa souveraineté.

Ces désordres, qui ont troublé Paris trois jours durant, n'ont rien de commun avec ces manifestations imposantes auxquelles le vrai peuple s'associe et qui procèdent d'une légitime revendication. Lorsqu'en 1830, des hommes armés descendirent dans la rue, il savaient ce qu'ils allaient réclamer et pour quelle cause ils allaient peut-être mourir; il en était de même en 1848. Les foules révoltées avaient un drapeau et un cri de ralliement. On s'est insurgé au cri de : *Vive la Charte! vive la Réforme! vive la République!* et bien que tous les soldats de la guerre civile ne fussent point des compagnons très avouables, du moins ceux qui les dirigeaient étaient-ils toujours présents et prêts à payer de leur personne. Les troubles qui viennent d'éclater avaient un caractère bien différent; ils avaient plutôt l'apparence d'une mutinerie d'écoliers possédés du besoin de faire du bruit. On a commencé à crier le lundi soir, devant la maison où se vend le *Rappel*; c'était à l'heure où les résultats du scrutin de ballottage venaient d'être connus. Le *Rappel*, journal sur lequel plane la grande ombre de M. Victor Hugo, avait chaudement appuyé la candidature de M. Henri Rochefort; il était assez naturel que, dans la soirée du lundi, on vînt lui apporter des condoléances. Mais elles furent bruyantes et quelque peu gênantes pour la circulation. Les groupes débordèrent bientôt du faubourg Montmartre sur le boulevard, où les tranquilles promeneurs les virent défiler avec une curiosité inquiète. Quand on n'a pas

Digitized by Google

vécu dans les comités démocratiques, on ne se rend pas bien compte de l'effet que peut produire l'échec de M. Rochefort et de l'amour que l'on a pour le *Rappel*. Tout s'est passé au nom de M. Rochefort et au nom du journal qui insérait ses pamphlets électoraux. Il y avait lieu de s'étonner que le peuple se mît en rumeur pour de tels intérêts; aussi n'a-t-on pas voulu d'abord prendre au sérieux les marches séditieuses du boulevard, exécutées au bruit discordant de la *Marseillaise*.

Elles ont recommencé le lendemain et sont devenues plus tapageuses; il a fallu des escouades de sergents de ville et des escadrons de gardes à cheval pour déblayer la voie. Il en a été de même le troisième jour; on aurait dit un parti pris de déranger les habitudes de ce quartier élégant, où tant d'inoffensives oisivetés se donnent rendez-vous. A l'heure dite, la bande arrivait; il fallait vite replier les étalages, clore les devantures, arrêter le flot des consommations et laisser passer le tourbillon tapageur. Les magasins fermés, une zone d'obscurité et de solitude s'étendait à la place ordinairement la plus éclairée et la plus vivante du boulevard. Des commissaires en écharpe s'y tiennent debout devant des compagnies de soldats précédés de deux tambours; on entend le roulement lugubre des sommations et le cliquetis des armures, puis des pas précipités, les cris et les sifflements des rassemblements en déroute. Ce procédé de répression n'entraînait guère que des contusions; il ne fallait pas un grand courage civique pour l'affronter. Aussi les bandes dispersées d'un côté ne tardaient-elles pas à se reformer de l'autre; les quartiers populeux de Belleville, de Ménilmontant et les faubourgs étaient parcourus par des propagateurs de l'insurrection. Tous les soirs, les agitateurs et les curieux, attirés par leur manége et le petit déploiement militaire qui en était la conséquence, se gardaient bien de manquer au rendez-vous. L'émeute, n'ayant rien de mieux à faire, commençait à saccager tout ce qui lui tombait sous la main; elle montrait un penchant pour les bris de vitre et le pillage des magasins de boisson. La manifestation dégénérait en brigandage. Elle maintenait cependant son cri de : *Vive Rochefort!* L'autorité n'a pas un seul instant perdu son sang-froid. Elle a évité toute démonstration inutile, et les soldats n'ont fait aucun usage de leurs armes. Cette modération n'entrait pas sans doute dans les prévisions des perturbateurs, qui paraissaient fort exaspérés de n'être pas pris plus au sérieux. Aussi faisaient-ils grand bruit des coups de poings que les sergents de ville leur donnaient et allaient-ils de groupe en groupe montrer leurs balafres. La propagande se faisait mal, et il était visible que la population commençait à se lasser d'un spectacle aussi monotone qu'incommode.

Elle ne se serait peut-être pas aussi vite désintéressée de ces scènes bruyantes si elle avait vu apparaître à la tête de ces amateurs de *Marseillaise* un homme ou un drapeau. Les attentats contre la propriété et quelques actes de vandalisme commis contre des arbres et contre des kiosques inoffensifs ont fait éclater les répugnances que tous les honnêtes gens avaient ressenties dès les premiers jours pour ces nouveaux maillotins. Une sorte de ligue s'est formée entre les habitants lésés dans leur

Digitized by Google

propriété et dans leur commerce ; ils ont réclamé la répression, revendiquant, dit-on, le droit de se protéger eux-mêmes. Les patrouilles de cavaliers saluées au passage par des bravos et quelques exécutions sommaires accomplies par des particuliers sur les perturbateurs ont jeté le découragement dans les bandes, et l'Empereur n'a eu qu'à se montrer le lendemain sur le théâtre de leurs exploits pour acquérir la preuve que les désordres de la rue ne menaçaient ni sa personne ni sa dynastie.

Cette conviction acquise, il n'était peut-être pas bien nécessaire d'entamer contre des journalistes des procès qui ne peuvent amener que de nouvelles excitations. Quelques rédacteurs de feuilles radicales ont été l'objet d'arrestations préventives et conduits à Mazas sous l'inculpation grave de complot contre la sûreté de l'Etat et d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. C'est reconnaître à l'émeute une origine et un but politique ; c'est lui prêter avec le parti des irréconciliables des accointances que sa tenue et les gens dont elle était formée ne laissaient point soupçonner. Le gouvernement n'a-t-il pas fait la triste expérience de ces poursuites judiciaires? Il sait comment elles ont profité à des hommes obscurs qui en étaient l'objet et quel fâcheux retentissement elles ont eu dans le pays. Il eût plus sagement agi en ne renouvelant pas les aigres récriminations et l'éclat funeste du procès Baudin. Qu'il applique la loi dans sa rigueur aux pillards et aux émeutiers, qu'il débarrasse la voie publique de leur présence dangereuse, personne n'y trouvera à redire ; ce n'est point là ce qui fera perdre au gouvernement sa popularité, ni ce qui lui enlèvera sa force.

Il doit voir, par ce qui vient d'arriver, que les tentatives révolutionnaires ont peu de chances de réussir en France et qu'elles échouent aussi bien à Paris que dans les départements. Le jour où le suffrage universel s'exercera librement, le jour où les vaincus n'auront plus le moindre doute à élever sur la sincérité de ses décisions, et le jour où la pression administrative pratiquée encore dans quelques circonscriptions ne viendra plus les consoler de leur défaites, la rébellion n'aura plus de prétexte, le gouvernement ne sera plus pour rien dans les mécomptes des minorités. Ce qui reste acquis aujourd'hui, malgré la fausse entrée du Spectre rouge, c'est la signification positivement libérale du dernier scrutin, signification dont de passagères révoltes ne sauraient atténuer la portée.

Parce que quelques mécontents ont troublé l'ordre public, le pouvoir n'est pas dispensé de poursuivre la voie qui lui est indiquée par la manifestation légale du suffrage universel. Là, du reste, est son salut. Ce n'est pas qu'il lui soit bien facile de satisfaire à la fois les majorités qui ont nommé des députés conservateurs et celles qui ont envoyé à la Chambre des députés révolutionnaires. Encore moins lui serait-il possible de combler, en même temps, le vœu des minorités. Ce n'est ni dans la voie de la réaction, ni dans un relâchement découragé du lien constitutionnel que se trouve en ce moment le salut de l'empire. Nous ne savons pas quels peuvent être, en ce moment, les courants auxquels le chef de l'Etat est le plus disposé à céder ; il est certainement en butte à des conseils nombreux et variés. Les uns doivent lui représenter qu'il possède encore à la

Digitized by Google

Chambre une majorité de cent voix et que, par conséquent, ayant toujours le pouvoir législatif dans sa main, il peut faire ce qu'il veut et reprendre son autorité souveraine des premiers jours. D'autres voient la progression des votes opposants; ils calculent que si cette progression n'est point arrêtée, l'avenir est gros de périls. Ils indiquent comme pouvant conjurer ces périls une politique libérale et conciliante, et l'admission dans le personnel gouvernemental de ce qu'ils appellent le centre gauche. Ces plans de conduite sont présentés par des journaux et par des hommes qui approchent d'assez près la personne de l'Empereur pour qu'on puisse leur croire quelque chance d'être adoptés.

Ce serait mal connaître la France et la mobilité politique qui la distingue que de ne point voir dans la crise actuelle un immense besoin de changement. C'est un besoin qui ne se raisonne pas; on ne peut pas dire au juste s'il porte sur la forme même du gouvernement, sur son principe ou seulement sur les hommes à qui se trouvent confiées, depuis trop longtemps, les grandes positions administratives. Il se pourrait bien qu'il ne portât que sur les hommes. Le suffrage universel a cherché des hommes nouveaux; il en a trouvé. On nous assure que depuis longtemps l'Empereur en cherchait et n'en trouvait pas. Si telle était sa préoccupation, il s'accordait assez bien avec le corps électoral, et la distance à franchir pour que l'entente soit complète se rétrécit à vue d'œil. Ne nous faisons pas illusion cependant; les hommes nouveaux représentent plus ou moins des idées nouvelles. On n'en trouverait certainement pas aujourd'hui, quelle que fût leur valeur, qui consentissent à prendre le pouvoir pour y continuer la politique des premiers serviteurs de l'Empire. Ils n'ont point reçu, comme d'autres, au début de leur carrière, des impressions défavorables à la liberté; ils arrivent, au contraire, avec des idées que la science a élargies et des convictions libérales que les aspirations populaires ont fortifiées. Pour leur faire une place dans le gouvernement, ou seulement pour leur permettre d'y aspirer, il est donc nécessaire de modifier les conditions actuelles du gouvernement. Il faut que toutes les avenues du pouvoir ne soient pas toujours sévèrement gardées par les mêmes hommes, et qu'il y ait quelque espoir de relever un jour de leur faction ces vieilles sentinelles. Nous croyons bien que, sur l'esprit de ces opposants à qui leur âge et leurs antécédents interdisent toute ambition nouvelle, la perspective des honneurs ministériels peut être sans influence; mais il n'en est pas de même sur des hommes jeunes qui ont travaillé la matière politique, qui ont acquis la science, l'éloquence et l'habitude des longs travaux. Leur opposition cessera d'être violente, encore moins sera-t-elle irréconciliable le jour où elle ne sera plus sans espoir.

Nous savons bien que, dans le système actuel, rien ne s'oppose à l'accession d'hommes nouveaux; le souverain peut à son gré introduire dans le gouvernement qui bon lui semble. Pourtant, il n'est pas tout à fait libre dans ses choix; la Constitution l'oblige à prendre ses ministres partout ailleurs que dans le milieu où se forment contre lui l'opposition et la résistance. Un préfet, un conseiller d'Etat, un sénateur devient ministre le plus facilement du monde : le premier n'a qu'à changer une fonction

Digitized by Google

contre une fonction supérieure ; le second ne quitte son siége que temporairement et le retrouve quand le moment est venu de sortir du ministère ; le troisième n'a rien à sacrifier. Seul, le député, si par accident il est choisi pour diriger un ministère, est tenu de résigner son mandat. Il y en a certainement qui, pour la gloire d'être appelés Excellence, feraient facilement ce sacrifice ; mais un grand nombre ne s'y décideraient jamais. Le mandat populaire leur crée une situation et un crédit que les fonctions ministérielles ne donnent pas au même degré ; ils trouvent qu'il y a plus d'honneur à servir le pays comme député qu'à servir l'Empereur comme ministre. L'incompatibilité seule que le pacte fondamental crée entre les deux situations gêne le choix de l'Empereur ; il hésite à prendre ses conseillers dans le corps de l'Etat qui pourrait lui fournir les meilleurs. On en compte deux, depuis l'origine de l'Empire, qui se sont élevés aux fonctions ministérielles. Le chef de l'Etat en aurait sans doute pris un plus grand nombre s'il n'avait craint de sortir de l'esprit de la Constitution.

Cette réforme, nous le savons, implique jusqu'à un certain point la responsabilité ministérielle ; elle fait participer dans une plus large mesure le pouvoir législatif au gouvernement du pays. Cette conséquence n'est pas, à nos yeux, le moins du monde redoutable, et nous pensons que le pays en recevrait un grand apaisement. Le souverain pourrait plus facilement suivre les fluctuations de l'opinion publique en prenant ses ministres dans la nuance qui est le plus en faveur. Seuls, les « irréconciliables » seraient exclus de ce choix, à moins qu'ils ne fussent amenés à se montrer moins revêches envers un gouvernement qui leur ouvrirait ces perspectives. Ils seraient, dans tous les cas, réduits à l'inaction et à l'impuissance : ils se verraient aussi empêchés d'utiliser leurs talents que de remplir le mandat impératif et destructeur qui leur a été donné. La réserve dans laquelle s'est tenu jusqu'à présent le gouvernement ne nous permet pas de dire si les idées que nous exprimons ont cours dans les régions officielles. Nous serions assez portés à le croire en voyant le gouvernement garder une attitude qui, jusqu'à présent, ne semble point s'inspirer d'un sentiment de réaction. Sur ce point, notre sécurité est si complète que nous craignons même une sorte de conversion générale chez tous les personnages ministériels. Il y en a, la France en gardera le souvenir, qui, pour ne pas priver l'Empereur de leurs concours, se sont ralliés à des réformes dont ils avaient énergiquement combattu le projet ; le même dévouement pourrait bien en pousser d'autres à contracter avec la liberté une sorte de mariage *in extremis*. N'est-ce pas le cas de M. le duc de Persigny, dont les journaux publient en ce moment une lettre politique remplie d'aperçus contradictoires et d'exemples empruntés à la plus haute antiquité ? Cette lettre, adressée à un personnage politique dont le nom est dans toutes les bouches, témoigne du vif désir qu'éprouve le noble duc de n'être point relégué dans la catégorie des ministres honoraires. Il aime toujours l'autorité, mais la liberté ne le trouve point rebelle ; il n'a qu'à mettre un peu de logique dans ses idées pour se trouver tout à fait à la hauteur des circonstances.

Digitized by Google

Quelles que soient les opinions de ses conseillers, le chef de l'Etat a montré que l'émeute ne lui causait aucune de ces terreurs qui précèdent les mesures désespérées, et quelquefois d'irréparables désastres. Il s'est promené avec le visage le plus impassible à travers les quartiers de Paris les plus agités, et a recueilli les manifestations sympathiques qui l'attendaient au passage. Il ne craint pas non plus de convoquer, pour le 28 juin, la Chambre nouvellement élue, et de se trouver en face des « irréconciliables. » On avait pensé que, pour procéder à cette convocation, le gouvernement, voulant attendre que le calme se soit rétabli dans les esprits, prendrait le plus long délai que lui donne la loi. Il aime mieux en finir au plus vite et ne pas laisser, pendant six mois, les députés dont les pouvoirs doivent être vérifiés sous le coup des contestations dont quelques-uns sont poursuivis. Le nombre en est grand, et la session du 28 juin promet d'être beaucoup plus orageuse que ne l'ont été, depuis quinze ans, toutes les sessions législatives. L'ardeur déployée de part et d'autre a eu ses excès et ses entraînements irréfléchis. Si nous en croyons les renseignements déjà fournis par les journaux, les dossiers sont volumineux; ils doivent peser sur l'administration d'un poids énorme. Elle a hâte cependant d'engager le débat comme si elle-même avait aussi des reproches à faire à ses adversaires. Si grands qu'ils soient, ils ne pourront pas justifier les abus de pouvoir dont, à notre connaissance, un grand nombre de circonscriptions rurales ont été le théâtre. Ces débats feront revivre certainement les colères que nous avons vues éclater pendant la période électorale, et même après les votes sous les formes les plus agressives. Cette portion du public qui ne supporte pas mieux les échecs que les victoires s'intéressera aux débats de la Chambre avec cette passion qu'il apportait aux débats des réunions publiques; il aura hâte d'entendre les orateurs commencer « la revendication, » et ne voudra pas qu'on leur impose silence. Il y aura entre l'assemblée et le dehors des transmissions continuelles de pensées et de paroles. De la tribune législative la voix portera plus loin que l'auditoire officiel; elle arrivera aux masses attentives des électeurs, pour leu rapporter tantôt de nouvelles excitations, tantôt, peut-être, les premières déceptions. Et, lorsque les pouvoirs de la Chambre seront vérifiés, il faudra procéder à quelques élections nouvelles, retomber dans tous les tumultes préparatoires. Il n'y aura pas seulement à réélire les députés dont l'élection sera annulée, il faudra remplir les vides que doit faire l'option de ceux qui sont élus dans deux colléges. Ces derniers appartiennent tous à la nuance la plus avancée de l'opposition; on prévoit que leurs remplaçants sont encore des ennemis nouveaux pour le gouvernement. Par qui peuvent être remplacés des hommes comme M. Gambetta, comme M. Bancel, comme M. Pelletan, comme M. Jules Simon? Les noms les plus marquants parmi les ennemis du régime actuel sont mis en avant; la première circonscription de Paris reprend M. Rochefort, que la troisième n'a pas voulu. Le gouvernement, qui prévoit ces inconvénients et qui, en retardant la session, les pourrait conjurer, va bravement au-devant de ses ennemis et semble les défier à de nouveaux combats.

Digitized by Google

Il est vrai que la constitution définitive de la représentation nationale intéresse à d'autres points de vue le gouvernement impérial. Il lui serait difficile, sans elle, de prendre certaines résolutions que les circonstances peuvent rendre nécessaires. Des écrivains à qui leurs relations avec les plus hauts personnages de l'Etat donnent une certaine autorité se sont crus obligés de nous faire entrevoir tels événements extérieurs qui réclameraient impérieusement le concours du Corps législatif. Ils pensent d'ailleurs que l'intérêt du souverain serait de fortifier la majorité actuelle en l'associant à « de grandes initiatives ». On devine quelles sont les allusions qui se cachent sous les formes prétentieusement obscures des feuilles inspirées. Mais, comme ce serait mal comprendre les enseignements qui se dégagent des dernières manifestations du suffrage universel que de jeter la France en ce moment dans des expéditions militaires! Ce n'est pas lorsqu'on lui demande des libertés, ce n'est pas lorsqu'on se plaint des abus du pouvoir personnel qu'il convient de prendre une de ces « initiatives » que la nation désapprouve et dont elle supporte, au double point de vue de ses intérêts et de sa dignité, les funestes conséquences. La pire des politiques serait cet expédient dangereux auquel de mauvais conseillers poussent le chef du gouvernement impérial. De quelque manière que tournent les chances d'une guerre entreprise dans de telles conditions, l'Empire ne peut en recueillir que des désastres. Quelle considération morale peut obtenir un souverain qui, se sentant ébranlé dans ses Etats, ne trouve d'autre moyen de se consolider que de se ruer sur ses voisins et de faire verser le sang de ses sujets? En admettant qu'il puisse revenir avec tous les honneurs de la guerre, ne faudra-t-il pas toujours compter avec les tendances libérales du pays? La France n'est pas une nation qui puisse se payer d'une moisson de lauriers, ni de quelques trophées de plus accrochés aux voûtes des Invalides. On lui donnerait de nouvelles provinces, et même toute l'étendue de frontières qu'elle peut rêver, qu'elle n'en serait pas plus fière si, après lui avoir procuré un léger développement de sa puissance territoriale, on la laissait arriérée du côté des institutions.

Après la victoire, les revendications libérales se feraient entendre avec plus d'énergie, et l'Empereur se retrouverait avec le double embarras d'assimiler ses conquêtes nouvelles et de dompter l'esprit révolutionnaire. Il y a une hypothèse moins favorable dont nous ne voulons pas envisager les conséquences, mais dont le gouvernement impérial, si grande que soit sa confiance dans ses forces militaires, doit se préoccuper, non pas seulement pour lui-même, mais pour le pays, qu'il entraînerait dans sa ruine. C'est donc honorer la sagesse du chef de l'Etat que de repousser comme invraisemblables les conjectures auxquelles se livrent des feuilles, dévouées peut-être, mais à coup sûr mal renseignées. Dans tous les cas, pour faire céder notre incrédulité, il nous faudrait d'autres preuves que le prochain départ pour Florence, où il va remplir, dit-on, une mission extraordinaire, d'un personnage qui a joui jusqu'à présent d'une faveur et d'une charge très recherchées à la cour. Le général Fleury peut aller représenter l'Empereur en Italie, sans que la paix du monde

Digitized by Google

soit menacée. Nos rapports avec cette puissance sont assez embarrassés et impliquent encore des questions assez délicates, pour que le cabinet des Tuileries juge à propos d'en confier la direction à un ambassadeur extraordinaire. N'y a-t-il pas la question de Rome, cette éternelle question de l'évacuation, qui est toujours pendante et dont les Italiens réclament à hauts cris la solution? Sans doute, le gouvernement s'est engagé à ne *jamais* interrompre la protection dont il entoure le chef de l'Eglise; des candidats aux dernières élections ont gagné des suffrages en s'associant à cette promesse. Mais les élections sont faites, et la politique peut bien avoir de nouvelles exigences. On dit aujourd'hui que l'Empereur éprouverait quelque répugnance à « monter la garde autour du concile, » et à placer les délibérations et les décisions de cette assemblée sous la protection des baïonnettes françaises. C'est un sentiment si naturel qu'il affranchit le gouvernement de sa parole et les députés officiels de leurs plus solennelles déclarations. S'il s'agit de régler les conditions d'évacuation de nos troupes, l'intervention d'un général, qui d'ailleurs n'en est pas à ses premiers essais diplomatiques, peut être très efficace; elle peut s'expliquer aussi par le désir que peut avoir eu l'Empereur d'employer les talents du général Fleury à des services plus utiles que ceux qu'il peut rendre comme aide de camp et comme grand écuyer.

L'Europe, d'ailleurs, n'est animée en ce moment que d'intentions très pacifiques; aucun Etat ne songe à provoquer la France, et la Prusse, qui est l'objectif de tous les rêves belliqueux que l'on caresse chez nous, ne s'occupe guère en ce moment que de la réunion simultanée du Reichstag et du Parlement douanier. Ce n'est point l'inoffensive convention militaire conclue avec le gouvernement badois qui peut inquiéter la France. On a grossi à plaisir cette affaire; on y a voulu voir un commencement d'infraction au traité de Prague, lorsqu'en réalité c'est une mesure qui ne sert qu'à faciliter la libre circulation entre deux pays voisins. Aux termes de cette convention, les citoyens badois et les Prussiens peuvent satisfaire au service militaire à leur gré, soit dans l'armée badoise, soit dans l'armée prussienne. Quand on songe au voisinage des deux Etats, à la quantité de Prussiens qui sont à Bade et à la quantité de Badois qui sont en Prusse, on comprend l'intention toute paternelle des deux souverains, qui ne veulent pas déplacer inutilement leurs sujets. L'organisation militaire est la même, d'ailleurs; l'instruction ne diffère pas. Rien ne sera plus facile à un soldat qui a servi dans l'armée du grand-duc que de passer dans l'armée du roi de Prusse; il n'aura rien à changer que la couleur de son uniforme. Il faut avoir l'imagination vive de M. de Bennigsen pour voir dans le nouveau traité « un pas décisif fait vers l'entrée du grand-duché de Bade dans la Confédération du Nord. » Il y a loin de la coupe aux lèvres; les unionistes tiennent la coupe depuis longtemps, mais ils n'ont pu encore tremper leurs lèvres dans l'enivrante boisson. Dans tous les cas, la France aurait mauvaise grâce de se préoccuper d'un acte auquel le parti unitaire seul a pu donner une portée qu'il n'a pas, et que désavoue hautement le cabinet de Berlin; encore moins faut-il admettre que la diplomatie française y puisse trouver le germe d'un dissentiment sérieux et

Digitized by Google

d'un conflit armé. Les élections françaises ont été très sainement jugées en Prusse ; la *Correspondance de Berlin*, dont les jugements méritent d'être pris en considération, pense que la situation est meilleure qu'elle n'a jamais été pour Napoléon III, puisque, par l'échec des partisans d'autres dynasties, il devient « le seul représentant du vrai parti libéral. » — Montrer à ceux qui ont une opinion si favorable des susceptibilités et des intolérances exagérées, ce serait avouer qu'ils se trompent et que la situation du gouvernement impérial, au lieu d'être meilleure, est pire que jamais.

Ce n'est pas seulement aux Prussiens que le cabinet des Tuileries enlèverait leurs illusions s'il se montrait agressif, ce serait aussi aux Anglais, dont les journaux jugent avec faveur les péripéties de la lutte électorale. Il est vrai que les Anglais sont familiarisés avec les agitations populaires ; ils ne les redoutent pas plus pour les autres que pour eux-mêmes. Si grandes qu'aient pu être les manifestations du boulevard Montmartre, elles sont encore loin d'égaler celles qui ont eu lieu à l'occasion du bill de l'Église d'Irlande. Que de colères, que de menaces, que de diatribes violentes, que de meetings tumultueux à propos de ce bill ? L'agitation n'est pas encore apaisée. Après avoir triomphé à la Chambre des communes, le bill est menacé de n'être point adopté par la Chambre haute. C'est le 12 de ce mois que les lords ont abordé l'examen de la grande réforme proposée par les libéraux. Lord Batesman a parlé d'abord sur un ton légèrement agressif, presque hautain ; on voit que la vieille aristocratie anglaise n'entend subir aucune pression et rejeter le bill, si bon lui semble, sans se préoccuper des suites que ce refus pourrait avoir. Lord Granville s'est empressé de faire entendre quelques paroles conciliantes ; il a protesté du respect que le gouvernement professait pour les représentants de l'aristocratie anglaise. Il n'en est pas moins vrai que les dispositions de celle-ci sont tout à fait contraires au bill et que, si ces dispositions ne se modifient point, un redoutable antagonisme peut s'élever entre l'aristocratie et le peuple. Il faudrait ne pas connaître l'état des esprits en Angleterre pour ne point s'inquiéter des troubles profonds qui peuvent sortir de ces conflits. Les organes de la presse anglaise ne nous laissent point ignorer que la résistance des lords provoquerait une violente réaction populaire, extrêmement dangereuse pour le bon ordre et pouvant amener la diminution, sinon l'abolition des priviléges de la Chambre haute. On voit que l'Angleterre, elle aussi, a bien ses tourments.

Ne parlons pas de ceux qu'éprouve l'Espagne. Elle n'a pas encore de roi ; mais elle a une Constitution, et, dans quelques jours, elle aura un régent qui portera le titre d'Altesse. Le provisoire s'adoucit peu à peu et prépare lentement les esprits à une restauration monarchique.

Le secrétaire de la redaction : PASCAL PICARD.

Digitized by Google

CHRONIQUE FINANCIÈRE

La Bourse a eu des émotions cette semaine, car ce serait exagérer que de dire qu'elle a eu peur; elle ne s'est pas troublée bien fort en apprenant que chaque jour des rassemblements nombreux nécessitaient, sur divers points, la présence des troupes. Elle a baissé parce que de province les achats arrivaient nombreux et pressés; mais la spéculation, qui connaît son Paris, n'a pas changé son mode d'opération et ne s'est pas précipitée vers la baisse comme cela lui arrive quelquefois sur une simple nouvelle et la lecture d'un simple télégramme. Cela ne veut pas dire que la hausse puisse durer longtemps; bien des motifs s'y opposent; les élections sont passées, le Corps législatif est convoqué pour le 28, les complications peuvent surgir, et enfin, tous motifs mis de côté, nous sommes en présence d'une situation qui exige un ralentissement et un repos, parce que la plus-value des cours est due en grande partie à des manœuvres, que la hausse a été faite par des syndicats, par des acheteurs, et qu'en un mot elle est factice.

La situation de l'industrie est loin d'être prospère. Rien ne persuadera en ce moment à nos négociants d'entreprendre des affaires à longs termes, de monter des métiers nouveaux pour développer la production et de chercher des débouchés à l'extérieur. Ils ne songent qu'à marcher au jour le jour; et, par un cercle vicieux, comme la fabrique travaille moins, la consommation se ralentit parce qu'il y a moins de salaires, moins d'argent en circulation. Les résultats du traité de commerce et les désastres financiers, qu'on n'a su ni conjurer ni réparer dignement, ont rendu les intérêts soupçonneux; certaines discussions les rendent à la fois timides et irrités. Les haines de classe à classe, que l'on croyait apaisées, se réveillent plus vives que jamais et, bien qu'il soit injuste de rendre le peuple entier solidaire de doctrines heureusement en minorité, cette minorité s'agite avec une exagération souvent suspecte et cause une excitation que sa turbulence explique plutôt que son nombre. Les élections de 1869 n'ont pas été seulement une lutte politique, mais une lutte d'intérêts. Le gouvernement a jeté lui-même ou laissé jeter dans les rangs des mécontents les porteurs d'obligations mexicaines, les actionnaires des Mobilières, les obligataires tunisiens, les actionnaires d'une foule d'entreprises secondaires; sa surveillance a fait défaut, son intervention a été souvent inopportune. On a laissé se former un parti des gens ruinés ou obérés. Si nous envisageons l'industrie, ne sommes-nous pas obligé de constater les désastres de ceux qu'on appelle protectionnistes! Qu'on vienne dire que, pour réaliser des bénéfices particuliers, ils prétendent affamer les consommateurs; que des économistes recourent aux arguments usés

Digitized by Google

qui leur sont maintenant retournés par de terribles adversaires, tout cela ne prévaudra pas contre les faits. Or, les faits nous montrent les ateliers fermés, la houille sans acheteurs, et par suite les ouvriers réduits au minimum du travail.

Nous avons les ruinés de la finance, les appauvris de l'industrie, les inquiets du salariat; tous ceux-là sont sur le même terrain ; il leur suffit de s'écouter mutuellement pour s'entendre. Déjà, en paroles du moins, ceux qui désirent atteindre la propriété qu'ils n'ont pas tendent la main à ceux qui ont la rancune de leur propriété perdue. Encore un pas et l'accord sera complet.

Puisque nous parlons de ruines, il faut bien dire un mot de MM. Mirès et Péreire, qui semblent s'être réconciliés. Si, en oubliant leur haine, ces financiers se sont promis d'unir leurs efforts et leur intelligence pour relever les institutions financières auxquelles ils ont prêté leur concours, nous applaudirons à cette réconciliation, que nous appellerons un heureux événement. Déjà l'on parle de réformer et de relever le Crédit Mobilier ; de vastes projets sont, dit-on, soumis à l'étude, et il se peut que ce nouveau phénix renaisse bientôt de ses cendres.

Ces grandes associations de capitaux nous plaisent moins aujourd'hui que les concentrations de force qui ont pour but unique l'exécution de telle ou telle œuvre utile. Voyez le Crédit Mobilier, la Société financière ; cela est tout et cela n'est rien ; un jour, on soumissionne les chemins de fer, le lendemain, on lance 43,000 vieilles obligations de l'emprunt 1855-60. Nous aimons bien mieux mettre notre argent dans les emprunts qui, tout en nous offrant des chances de bénéfice, nous permettent de voir clair dans la marche de l'entreprise et ne laissent rien à la spéculation, à l'imprévu et à une situation aléatoire toujours dangereuse. Le public n'est pas si dépourvu de sens qu'on veut bien le dire; ce n'est pas lui qui souscrira des obligations du défrichement par la vapeur ou du fameux « Crédit foncier spécial ». Les petits capitalistes ont même hésité un moment quand il s'est agi d'acheter des bons du « Transcontinental Pacific ». Si grands que fussent les avantages promis, ils se sont sentis un peu effrayés de voir leur argent placé si loin, et, pour les décider, il a fallu cette coïncidence de deux placements simultanés en Amérique, l'un aux Etats-Unis, l'autre dans le Honduras, placements destinés chacun à faire communiquer l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique. Ils ont été frappés, en effet, de ces projets grandioses qui allaient opérer une révolution dans les relations commerciales des deux mondes, et, convaincus déjà par l'exemple de Suez, du Simplon, du Mont-Cenis, que le progrès et la civilisation avancent chaque fois que les voies de communications sont transformées ou rendues plus rapides, ils ont souscrit sans hésiter ces emprunts de chemins qui traversent les États-Unis à l'endroit où le continent américain est le plus large et le Honduras à l'endroit où le continent est le plus étroit.

Ce même public, dans quelque temps, apportera le même empressement à couvrir la souscription du réseau ottoman, et l'on ira en chemin de fer de Constantinople à Paris, comme on y va aujourd'hui de Lis-

Digitized by Google

bonne à Saint-Pétersbourg. En attendant, nous ne chômerons pas, car voici déjà la Banque de l'Union des actionnaires qui ouvre la souscription du chemin de fer d'Orléans à Châlons, et cette entreprise est combinée de façon à ce que les souscripteurs soient à la fois actionnaires et obligataires, et à ce qu'ils puissent réaliser dans les conditions les plus absolues de sécurité un bénéfice très considérable. Il est presque inutile de souhaiter le succès à cette souscription, tant il est assuré.

Aujourd'hui même, une société française lance l'affaire des halles, marchés et abattoirs de la ville de Naples. Cela prouve bien que les véritables hommes d'affaires ne se préoccupent nullement des agitations passagères de la rue. Ce sera sans aucun doute un nouveau succès à enregistrer pour la Banque Dreyfus et Scheyer, qui, il y a quinze jours, fermait la souscription des obligations du Honduras. Cette compagnie a son siége à Paris; elle est anonyme française; ses administrateurs sont tous français, et elle relève de la loi française. Elle existe en vertu du privilége et du monopole qui lui a été accordé, et les obligations qu'elle émet reposent sur les priviléges et sur les gages matériels indiscutables qui offrent les avantages d'un grand revenu.

Nous voici à l'époque des tirages: demain c'est celui de l'emprunt de la Ville de Paris 1865. Dans un mois, ce sera celui de la Ville de Paris 1869, puis viendra le Suez, et enfin l'emprunt du Simplon, qui devait faire effectuer son tirage plus tôt, mais qui a dû l'ajourner au mois de juillet parce que le changement des titres provisoires contre les titres définitifs n'était pas encore accompli. Signalons, à ce sujet, l'acharnement que l'on met à attaquer la hausse de Suez, et la faveur dont jouit le Simplon. Les partisans du Saint-Gothard seraient bien joyeux s'ils pouvaient susciter à l'entreprise des obstacles autres que ceux que présente la nature; ils seraient bien heureux s'ils parvenaient à faire refuser au chemin de M. de La Valette la subvention de 4 millions, pendant vingt ans, que le gouvernement est prêt à lui accorder. L'entreprise étant nationale et utile à notre politique comme à nos intérêts commerciaux et industriels, est-il étonnant que l'ouverture de cette ligne à travers les Alpes rencontre quelques opposants?

JULES DE POZAR.

M. Joachim Ménant vient de terminer le cours d'épigraphie assyrienne qu'il était autorisé à faire, par M. le ministre de l'instruction publique, à la salle de la rue Gerson. Parmi les nombreux cours libres qui ont été professés, c'est un de ceux qui ont eu certainement le plus légitime succès. Il ne pouvait mieux répondre à la pensée du ministre qui a donné à l'enseignement supérieur des conditions nouvelles d'existence et de développement. Dans sa dernière leçon du lundi 7 juin, M. Ménant a résumé les

Digitized by Google

travaux de cette première année, pendant laquelle l'assyrien était pour la première fois l'objet d'un enseignement public. Il a rappelé les grands principes qui ont servi à déterminer la valeur des signes de cette bizarre écriture, dont la *flèche* ou le *coin* semble faire l'élément radical et qui lui ont valu le nom de *cunéiforme*.

M. Ménant aurait pu donner à son enseignement une direction toute autre que celle qu'il a suivie. L'art, l'archéologie, l'histoire ont beaucoup à apprendre des révélations qui nous viennent des nombreux textes de Babylone et de Ninive, et, avec la facilité d'élocution du professeur, il aurait pu charmer et retenir un nombreux auditoire, mais M. Ménant a préféré les aridités de la science philologique, et ses disciples ne s'en plaignent pas. Il ne leur a pas cependant dissimulé les difficultés premières ; il s'est résigné à expliquer, d'une manière aussi élémentaire que possible, les principes de la lecture des textes assyriens. Tâche aride, ingrate, sur laquelle M. Ménant, avec une clarté d'exposition remarquable, a su jeter un certain charme, car il a retenu auprès de lui une vingtaine d'élèves qui ont suivi assidûment ses leçons.

M. Ménant était dans des conditions particulières qu'il est peut-être curieux de signaler. Magistrat au Havre, il a fait pendant six mois, tous les lundis, ce long trajet du Havre à Paris pour venir développer, dans une des salles de la Sorbonne, les éléments d'un enseignement dont les difficultés peuvent se comparer à celles que l'enseignement des hiéroglyphes égyptiens a rencontrées ; — aussi il est difficile d'apprécier ce qu'on doit louer le plus du dévouement du professeur ou du zèle des disciples, qui se séparent maintenant de leur guide avec l'espoir de le retrouver l'an prochain et de continuer avec lui leurs études. Les premières difficultés sont aplanies, et la discussion des textes, dont la lecture repose désormais sur des principes consacrés par un enseignement public, permettra au professeur de les apprécier dans leur ensemble et de faire comprendre tout ce que les nouveaux documents peuvent apporter de lumières sur les premiers âges de notre civilisation.

E. LAMBERT.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie de Dubuisson et Ce, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

LUCILE GERMAIN

Sous le regard de Dieu, toute faute s'expie.

* * *

DEUXIÈME PARTIE[1]

VI

Je retournai à Paris plus promptement que je ne me l'étais proposé. Cette rencontre m'avait bouleversé. J'avais hâte de savoir quel était ce Gustave Morin. Quel était mon dessein? Que sais-je? Je me sentais plein de générosité et prêt à travailler au bonheur de Lucile, même au prix du mien, en lui faisant épouser l'homme qu'elle aimait, et, à défaut de lui, en l'amenant doucement à accepter mon nom. De tels projets sont insensés; mais qui prêchera la raison à un homme épris? L'ambition, la gloire sont, auprès de l'amour, des sentiments secondaires. Celui-ci, à lui seul, devient souvent le mobile de tous les autres.

Arrivé à Paris, je me mis en quête de M. Morin. Je ne fus pas longtemps à le découvrir et à avoir sur lui tous les renseignements

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 15 juin 1869.

Digitized by Google

que je souhaitais. M. Morin était un très parfait gentleman, peintre de talent, sans doute, mais amateur et surtout riche. Je cherchai comment je pourrais m'introduire auprès de lui. Le cas était difficile; on était dans la saison des chasses; presque tout le monde, j'entends un certain monde, était absent de Paris; les clubs étaient déserts, et M. Gustave Morin était lui-même en Touraine pour quinze jours, chez un de ses amis.

J'attendis avec une fiévreuse impatience son retour. Dans les derniers jours d'octobre, enfin, il revint. Je m'étais fait recevoir membre du club dont il faisait partie, et, sachant qu'il y venait assez assidûment, j'espérais bien l'y rencontrer. Cette rencontre eut lieu, en effet, et je n'ai point besoin de dire avec quelle curiosité anxieuse je l'examinai. Il pouvait, d'ailleurs, soutenir l'examen; grand, l'air noble, le visage ouvert et spirituel, voilà, en peu de mots, quel il apparaissait au physique. Causeur aimable et compagnon poli, tel il était dans les relations. Je me fis présenter; il m'accueillit avec un charmant sourire et un compliment délicat sur ce qu'il connaissait de mes œuvres. Je répondis que, par malheur, sa situation ne l'obligeant pas à répandre les siennes, je me voyais forcé de ne les louer que sur parole, mais que je serais bien heureux qu'il me fût donné de les admirer.

« — Qu'à cela ne tienne, monsieur, dit-il; je serai flatté de vous voir chez moi, non pour admirer ma peinture, qui n'est pas vraiment digne d'admiration, mais pour grossir le petit nombre d'amis que mon atelier reçoit quelquefois. »

Je me retins pour ne pas laisser éclater ma joie. La glace était rompue. Je fus plus prudent que je n'eusse espéré, et je remerciai sans trop d'affectation, promettant d'user de l'honneur qui m'était accordé.

Quelques jours après cette première entrevue, M. Morin vint le soir au club, accompagné d'un étranger, qui passa parmi nous une heure environ. J'appris que c'était lord Dumblane, son ami. Cette révélation me jeta dans un trouble extrême. Lucile était donc en ce moment à Paris, prête à rentrer, sans doute, en Angleterre? Je cherchais comment je pourrais amener la conversation sur la famille du lord, quand celui-ci sortit avec Gustave. Le lendemain ni les jours suivants il ne parut, et j'appris qu'il était, lui aussi, parti pour l'Angleterre.

Pourquoi cela me causa-t-il un chagrin excessif? Je ne sais, car ce chagrin était en opposition directe avec ce que je m'étais promis de faire. Mais j'étais surtout désolé que Lucile fût passée si près de moi sans que j'eusse pu la voir, et j'étais presque fâché contre elle de ce qu'elle ne m'avait point écrit.

Digitized by Google

Il y avait trois ou quatre jours que Gustave Morin était parti lorsque je reçus une lettre portant un grand nombre de timbres, dont le premier remontait à dix jours environ. Cette lettre, adressée à un domicile que j'avais quitté depuis plusieurs années, avait suivi ma trace et m'arrivait enfin après de longs détours. Je l'ouvris négligeamment, car je ne connaissais nullement l'écriture. Voici ce qu'elle contenait :

« Monsieur,

» Je ne veux point passer par Paris sans vous adresser un mot de reconnaissance et sans vous dire combien j'éprouve de consolation en songeant aux témoignages d'affection que j'ai reçus de vous. Vivez heureux, Monsieur, c'est le vœu le plus cher de la pauvre fille que vous avez relevée en sa propre estime ; pour elle, vous le savez, sa vie est empoisonnée et le bonheur l'a fuie à jamais. Il est ici et je l'ai vu ! Tortures nouvelles et maux sans fin, voilà ma vie. Et il part avec nous pour l'Angleterre. Il n'a pas désespéré ! dit-il. Et moi je pleure en songeant aux douleurs qu'il endure.

» Si vous aviez quelque chose à me communiquer pendant mon séjour ici, qui sera de deux ou trois jours au plus, écrivez-moi chez l'abbé Morel, mon vénérable ami, rue du Mail, 21. Ai-je besoin de vous dire combien cela me rendrait heureuse de vous savoir vous-même heureux ?

» LUCILE GERMAIN. »

Il était trop tard ; elle était partie. Cette lettre avait mis dix jours à me parvenir, car Lucile s'était souvenue de mon ancienne adresse et m'y avait écrit. N'importe, je courus chez l'abbé Morel ; je voulais savoir du moins dans quelle situation il l'avait trouvée.

L'abbé était, comme Lucile me l'avait dépeint, un beau vieillard au regard bienveillant et presque séraphique. Cet homme ne contemplait les misères humaines que pour les adoucir, et son commerce ordinaire était avec Dieu. C'était un de ces prêtres intelligents que l'expérience a formés et qui ont perdu, au contact des âmes souffrantes, cette ardeur dogmatique et cette rigueur doctrinale qui sont l'apanage ordinaire des jeunes prêtres. On sentait que cet homme connaissait le chemin du ciel.

Après les premiers préliminaires, je m'informai de Lucile. Un étonnement extrême se peignit sur son visage. Je le mis assez promptement au fait de nos relations et je finis par un éloge de Lucile qui acheva de me gagner sa confiance.

Digitized by Google

« Ah! monsieur, me dit-il, c'est un ange du ciel, et son repentir a plus de mérite aux yeux de Dieu que bien des vertus. »

Du reste, il n'était pas au courant des infortunes particulières de la jeune femme; elle n'avait osé encore les lui confier. Je pus m'en convaincre, car, m'entendant parler de sa protégée avec un grand enthousiasme, il ajouta :

« Oui, elle est digne de l'amour d'un honnête homme, et s'il en est un qui, passant par-dessus ces préjugés, veuille en faire sa femme, c'est un ange qu'il épousera. »

Et il me regardait bien en face.

« Vous avez raison, lui dis-je, et je serais cet homme-là si Lucile le voulait.

— Vraiment, s'écria-t-il en me saisissant la main, vraiment? Ah! vous avez un brave cœur! Ce qu'il faut à cette enfant, ce sont des affections pures et saintes, où son cœur se répandra. Prenez-la et vous la mènerez à Dieu. »

J'étais troublé de la tournure qu'avait prise cette conversation, mais je n'avais pu la diriger autrement. L'abbé Morel m'apprit ensuite que Lucile était partie pour Londres depuis trois jours et qu'en effet elle s'était informée, avant son départ, s'il n'était point venu pour elle une lettre. Cela m'affligea beaucoup, car je craignais qu'elle ne me soupçonnât d'indifférence alors que mon cœur était si plein d'elle.

Au reste, l'abbé Morel me donna l'adresse, à Londres, de la famille Dumblane, et le soir même j'écrivais à Lucile ce qui suit :

« Ma chère sœur,

» Votre lettre m'est arrivée le surlendemain de votre départ. Jugez de ma douleur! J'ai couru chez l'abbé Morel, et ma consolation a été de parler et d'entendre parler de vous en termes qui répondent à l'affection que vous méritez. Mais pourquoi toujours, en vos paroles, ce désespoir? Chassez ces sombres idées, car l'avenir peut être beau, vous dis-je! Je l'ai vu, je deviendrai son ami, et, Dieu aidant, peut-être vous amènerai-je à lui! Oh! sentez bien le prix de ce que je fais, Lucile, car c'est contre moi que j'agis; mais, que dis-je, en travaillant à votre bonheur ne me donné-je pas la plus douce satisfaction que je puisse ambitionner? Il est près de vous, je le sais, et vous vous enivrez de cet amour; non, vous en souffrez, malheureuse enfant, et il est temps que cette situation cesse. Dieu me donnera la force nécessaire. Faites qu'il revienne bientôt. Adieu. »

Digitized by Google

J'expédiai cette lettre, et je partis le soir même pour un petit voyage au bord de la mer. Quand je revins, huit jours après, M. Morin était de retour à Paris. Je le rencontrai sur le boulevard. Il avait l'air soucieux et fatigué; son visage était pâle, son œil teinté de bistre. Il chercha à m'éviter, comme on fait d'un importun; mais j'avais trop intérêt à lui parler pour le laisser échapper. Il me tendit machinalement la main.

« J'ai appris que vous avez été à Londres, lui dis-je.

— Oui, et j'en suis revenu hier seulement, et vous me voyez encore tout fatigué; la mer était horrible.

— Et sera-t-on longtemps sans vous voir au club?

— Oui, je n'irai pas de quelque temps; j'ai besoin de repos, ma santé s'altère. A revoir, cher monsieur. »

Et sur ce, il me quitta brusquement. Il était, pour moi, évident qu'il y avait eu une crise. Sans doute, après une nouvelle tentative auprès de Lucile, il s'était vu repoussé, et il en était désespéré, malade.

Le lendemain, je recevais la lettre suivante :

« Cher monsieur,

» C'en est fait; j'ai eu du courage jusqu'au bout, mais ma force s'est évanouie, je succombe. Oh! quelle scène déchirante, quelles horribles angoisses! Je l'ai chassé, comprenez-vous? chassé. Il fallait bien agir ainsi; sans cela, c'est moi qui me serais traînée à ses pieds. Vous le verrez, oh! que vous êtes heureux! Ecrivez-moi, dites-moi s'il souffre; je voudrais qu'il pût m'oublier. Oh! je suis folle de vous parler ainsi, à vous, égoïste que je suis, mais ma douleur m'égare, pardonnez-moi.

« LUCILE. »

Je répondis le soir même :

« Il est revenu, je l'ai vu et il souffre. Il faut, pour tous deux, que cette situation cesse. S'il vous aime, il doit vous prendre telle que vous êtes; s'il hésite, c'est qu'il ne vous aime pas et alors... A votre tour, pardonnez-moi. »

Gustave Morin continuait à demeurer enfermé chez lui. Au bout de quelques jours, je reçus la lettre suivante :

Digitized by Google

« Monsieur,

» Je ne sais quel est votre dessein, mais votre lettre me fait frémir. Me serais-je trompée et seriez-vous un égoïste cachant sa passion sous les dehors de la générosité? Prenez garde à ce que vous allez faire; si vous révélez ma honte à celui dont je n'ose écrire le nom et si vous me faites encourir son mépris, oh! ne croyez pas que je vous aimerai; non, je vous haïrai, je mourrai en vous maudissant.

» LUCILE. »

Cette lettre farouche me consterna; mais je pardonnai à la triste situation de cette pauvre âme ulcérée, et je résolus de tenter un suprême effort. Ce ne fut pas pourtant sans lui avoir répondu par ce billet :

« Vous me jugez sévèrement et injustement, mais cela ne m'empêchera pas de travailler à votre bonheur. Si je réussis, je serai assez payé en voyant votre félicité, qui sera mon œuvre; si j'échoue et que j'encoure votre haine, j'aurai du moins ma conscience pour consolation et Dieu pour juge. Espérez. »

Ce billet reçut la réponse suivante :

« Je suis une insensée qui porte autour de moi la désolation et la douleur! Je me hais à cause de cet amour qui me dévore; car sans cela, ô homme généreux! je voudrais vous donner ma vie et vous servir à genoux. Je n'espère qu'en Dieu, et je sens qu'il est proche. »

L'instant était décisif, il fallait se hâter. Nous avions, pendant cet échange de correspondance, atteint le mois de mars. Je résolus de frapper un grand coup; il ne restait, d'ailleurs, que ce moyen d'arriver à une solution, quelle qu'elle fût. M. Morin vivait très retiré, ne sortait presque plus et ne paraissait point au club. Il était clair que le chagrin le minait. Je me hasardai donc et me présentai chez lui.

Digitized by Google

VII

M. Morin m'accueillit assez froidement, mais j'étais d'avance résolu à ne me laisser décourager par rien. Il habitait, rue Blanche, un vrai nid d'artiste, mais d'artiste riche et qui prodigue l'or pour s'entourer d'un luxe de bon aloi. Depuis l'antichambre jusqu'à l'atelier ce n'étaient qu'œuvres d'art, statuettes, tableaux, gravures, morceaux de sculpture, non de ces débris informes arrachés, à la mode anglaise, aux monuments antiques qu'il avait visités, mais de vraies sculptures formant un tout sous un volume réduit; un relief de marbre, une tête de faune; c'était un musée que cet appartement et tout y était disposé de façon à faire ressortir le bon goût qui avait présidé au choix des objets. Que d'hommes eussent envié un tel séjour en proclamant heureux entre tous celui qui en jouissait!

Erreur, cet homme souffrait et languissait, indifférent maintenant à la vue de tant de trésors qu'il avait si amoureusement rassemblés, choisis et classés. M. Morin était extrêmement changé depuis que je l'avais vu; son visage était maigri et l'expression de sa physionomie avait pris je ne sais quelle teinte de sombre abattement qu'il faisait de vains efforts pour dissimuler. J'en fus vivement ému, car il était évident qu'une douleur cruelle le rongeait.

« Monsieur, lui dis-je, pardonnez-moi si je suis indiscret, mais je n'ai point oublié l'offre obligeante que vous m'avez faite, et, si je viens ainsi vous troubler, ne vous en prenez qu'à votre propre mérite qui fait qu'on désire vous voir de près et admirer vos travaux.

— Je suis confus, monsieur, des compliments que vous voulez bien m'adresser, mais leur exagération même me fait douter de leur sincérité.

— Comment, monsieur?...

— J'ai assez l'habitude du monde pour savoir deviner la pensée cachée sous la parole flatteuse. Si vous venez aujourd'hui à moi, c'est que vous avez quelque chose à me demander.

— Mais encore...

— Excusez ma brutale franchise, cher monsieur, en faveur de la bonne intention; car j'ajouterai tout de suite que je serais très heureux de trouver l'occasion d'être agréable à un homme que j'estime et que ses œuvres m'ont fait aimer.

— Vous, m'écriai-je comme illuminé d'un éclair subit, et saisissant cette magnique occasion de demander une chose que je n'eusse osé espérer, vous? En vérité, cher monsieur, vous n'êtes pas seule-

Digitized by Google

ment un grand artiste, vous êtes un physiologiste émérite qui savez lire au fond du cœur des gens.

— Bah ! fit-il en souriant, quel mérite à cela ? Il y a six mois que je ne vous ai vu ; jamais je n'ai eu l'honneur de vous voir chez moi précédemment, et voici que tout à coup, et sans crier gare, vous m'arrivez ce matin. Avouez donc que le plus innocent des logiciens eût, aussi bien que moi, deviné que quelque chose autre qu'une vaine curiosité vous amène.

— N'importe, dis-je, j'admire votre perspicacité, et, puisque vous me mettez en si bonne voie, je vous avouerai que j'ai à réclamer de vous un service que j'oserais à peine vous demander si j'avais l'honneur d'être votre ami.

— Diable, c'est donc bien grave ! Est-ce un duel ?

— Plus que cela.

— Vous m'effrayez.

— Au fait, vous l'avez déjà deviné. Je désire un tableau de vous ; je le désire ardemment, mais hélas ! je sais que c'est une ambition dont la satisfaction est malaisée à obtenir, car, outre que vous produisez peu, vous ne vendez pas vos œuvres.

— Alors, vous voulez que je vous l'offre ?

— Vous croyez plaisanter ? Eh bien ! ce que je demande est encore plus que cela.

— Ce n'est pas beaucoup dire, cher monsieur, mais parlez, et si la chose est possible, elle est faite.

— Eh bien ! je désirerais avoir mon portrait peint par vous. »

Son visage se rembrunit quelque peu, mais chassant aussitôt ce nuage.

« De grand cœur, cher monsieur, de grand cœur. Seulement, j'ai à vous demander quelques jours de répit. Je ne pourrai me mettre à votre disposition que dans les premiers jours d'avril, car, d'ici là, je suis obligé de m'absenter. J'ai besoin d'aller passer quelque temps auprès d'une vieille tante malade. »

Quoique ce retard me contrariât vivement, je remerciai en souriant M. Morin de sa bonne grâce, et je pris rendez-vous à un mois.

Un mois ! mais c'était un siècle ; et la malheureuse Lucile qui, pendant ce temps, souffrait et dévorait ses poignantes douleurs. Je lui écrivis une longue lettre, où je tâchai de la consoler de mon mieux en lui dépeignant l'état de M. Morin, et en lui faisant espérer qu'un jour peut-être ils pourraient être réunis. Elle me répondit par une lettre navrante : on sentait sa vie s'exhaler avec son désespoir. J'étais au supplice, mais que faire ? je ne pouvais brusquer les choses et il fallait amener lentement et sûrement M. Morin au point où

Digitized by Google

je voulais. Je pris donc patience et j'attendis, moi, qui certes ne souffrais pas le moins des trois.

Enfin, M. Morin revint, et nos séances commencèrent. Il avait de l'esprit, beaucoup de finesse dans la conversation et une grande distinction de langage.

« Est-ce un portrait de famille ? dit-il.

— Certes, ce n'est pas à vous que je l'eusse commandé, monsieur. Ce que je veux, c'est un de ces bijoux comme vous excellez à les faire, un vrai portrait...

— De femme, ou plutôt pour une femme, dit-il, en m'interrompant et en souriant ; très-bien, nous allons faire en sorte de vous orner de tous vos avantages.

— Vous l'avez dit, cher monsieur, c'est pour une femme, et plus que personne vous savez ce qu'elles aiment dans un portrait...

— D'amant..., sans doute ? le vrai idéalisé, la pensée dans le regard, le cœur en pleine figure ?

— Vous parlez comme un homme qui aime, lui dis-je. »

Il me regarda tristement, puis, s'efforçant de chasser le nuage qui avait obscurci son front.

« Qui n'a point aimé ? dit-il.

— Il y a différentes façons d'aimer, monsieur.

— Oui, mais il n'y en a qu'une seule de vraie, et je dirai presque : malheur à qui la connaît.

— Pourquoi ? l'amour c'est la vie ; les souffrances qu'il nous cause, c'est la vie encore ; l'homme qui n'aime point, à notre âge, ne vit point, et, je l'avoue, je préfère les souffrances de l'amour, quelque cuisantes qu'elles soient, à son ignorance complète.

— Mon cher monsieur, votre théorie est irréprochable comme théorie, mais vous parlez comme un homme qui n'aime point.

— Qu'en savez-vous ? Et le portrait que vous faites... ?

— Oh ! le portrait ne signifie rien. On donne son portrait à une maîtresse adorée et qu'on oubliera au bout de quinze jours.

— Pas un portrait de vous, monsieur.

— Merci, fit-il en s'inclinant ; je ne m'attendais pas à cet argument, et je n'ai rien à y répliquer.

— Mais, vous, monsieur, vous en raisonnez comme un homme qui en a fait l'expérience et qui a pris en haine ce sentiment.

— L'homme, je le crois, prend en aversion tout ce dont il souffre.

— Oui, excepté la femme. C'est le seul être au monde qui ait le privilége de nous torturer tout en conservant notre amour, et souvent un amour d'autant plus violent qu'elle nous a rendu plus malheureux.

Digitized by Google

— Pour cette fois, je suis forcé d'avouer que la théorie est juste et que trop souvent la pratique la justifie réellement. »

Et il posa ses pinceaux. La première séance était terminée, il ne me permit pas de regarder l'ébauche.

« C'est informe, dit-il ; après la seconde séance, nous verrons. »

Et il me fixa rendez-vous à huit jours.

Je fus exact, comme on le pense bien, car les jours me semblaient des siècles. Je fis mille efforts pour ramener la conversation au point où nous l'avions laissée à notre dernière entrevue. J'eus grand'peine à y parvenir, car cela lui répugnait visiblement.

« J'avoue, lui dis-je, qu'après tout l'homme est bien récompensé de ses souffrances lorsqu'une femme aimée lui sourit. Je dirai plus, pour goûter tout le bonheur que la possession d'une femme adorée doit apporter à l'homme, il est nécessaire que de grands chagrins nés de cet amour l'aient précédée. Une chose acquise sans peine n'a point de prix, et l'amour surtout est sans charmes lorsqu'il se déroule sans obstacle.

— Vous en parlez, dit-il, fort à votre aise et comme un homme qui n'est pas aux prises avec les douleurs qu'il signale.

— Eh bien, vous êtes dans l'erreur, lui dis-je, car je suis dans la plus pénible situation dont jamais homme de cœur ait souffert. »

Il me regarda lentement, comme on fait d'un compagnon d'infortune.

« Je vous plains en ce cas, fit-il, sans pouvoir réprimer un soupir.

— Eh bien, ajoutai-je, excusez ma franchise, mais je ne sais pourquoi j'imagine que votre cœur aussi est tourmenté. Votre visage porte un reflet douloureux qui annonce que vous êtes en proie à des agitations intérieures. Vous aimez aussi et vous souffrez comme moi.

— Hélas! murmura-t-il sans lever les yeux de sa toile.

— Cher monsieur, lui dis-je plein d'émotion, je regrette de n'être point assez votre ami pour demander ma part dans votre chagrin et vous dire quelle tristesse est la mienne. Une douleur versée au sein d'un ami véritable perd quelquefois de son amertume.

— Et pourquoi ne seriez-vous pas mon ami?

— Je le suis, certes, croyez-le, et je vous aime dès longtemps. Entre gens de cœur, comme j'estime que nous le sommes, les longues fréquentations sont inutiles; on se voit et l'on sent aussitôt, par l'identité des sentiments, des aspirations, que l'on est fait pour se comprendre et pour une mutuelle sympathie.

— Vous êtes malheureux, dit-il, et votre nature franche et expansive cherche un cœur ami pour y verser sa douleur? Quoique

Digitized by Google

le mien soit plein d'angoisses, parlez, mon ami, et comptez sur moi pour vous aider s'il vous reste quelque espoir ou pour vous consoler s'il n'en est plus. Pour moi, je n'aurai que peu de mots à vous dire ; j'aime et je me meurs, car nulle espérance ne m'est désormais permise.

— Pourquoi? L'espérance est la dernière consolation que doive abandonner le cœur humain. Tant qu'un souffle de vie anime notre cœur, l'espérance y réside.

— Mais c'est de vous qu'il s'agit d'abord. Vous aimez, et de sérieux obtacles s'opposent à votre bonheur?

— Oui, et pourtant vous frémirez d'indignation sans doute, quand je vous aurai dit que ces obstacles ne viennent que de moi seul.

— De vous seul?

— Oui, de moi qui n'ose marcher contre les préjugés du monde et contre...

— Oh! une différence de rang? fit-il avec une intonation extraordinaire. Vous vous arrêtez à cela, vous n'aimez pas.

— C'est plus sérieux que cela, lui dis-je. Ecoutez-moi et répondez avec franchise et sans détour, dites-moi ce que vous feriez en ma place? Ce n'est point un conseil seulement que je vous demande, je veux que vous me juriez que ce que vous me direz de faire, vous-même le feriez.

— Parlez, mon ami, et soyez sûr que je ne vous conseillerai que ce que je serais certain de pouvoir accomplir.

— Eh bien! dis-je d'une voix émue, jugez de ma situation. J'ai rencontré, il y a un an, dans une position humble, modeste, infime, une femme jeune, belle, ayant toutes les distinctions du cœur et de l'âme, tous les attraits et tous les charmes de son sexe. Je lui ai voué un amour, une vénération sans bornes. Mais jugez de mon désespoir, lorsque je me vis repoussé par elle impitoyablement. Je suppliai, j'implorai, rien, et cependant je sentais en elle quelque chose qui parlait, je la sentais émue ; en me repoussant, je sentais qu'elle se faisait violence à elle-même et que son être tout entier protestait contre sa propre cruauté. En un mot, je voyais, je sentais qu'elle m'aimait et qu'une cause étrange, mystérieuse me séparait d'elle. Un jour, résolu à tenter un dernier, un suprême effort, je me jetai à ses pieds. Vaincue enfin, elle me prit les mains, et, avec un accent étrange : « Malheureux ami, me dit-elle, Dieu m'est témoin que j'ai fait tout au monde pour éviter de vous apporter une douleur plus horrible que celle que vous devaient causer mes refus. Sachez donc quelle je suis, sachez aussi ma souffrance et mon remords. » Alors,

Digitized by Google

elle se met à me raconter d'une voix brève, entrecoupée de sanglots je ne sais quelle horrible histoire de pauvre orpheline sans parents, élevée par charité, instruite à la façon des filles riches, puis jetée un jour sur le pavé de Paris, où la débauche l'avait ramassée. Puis elle m'expliqua comment un jour l'horreur lui était venue de cette situation, comment elle avait fui, comment depuis lors elle cherchait à racheter par une vie de travail, de prières et de larmes cette faute involontaire, sans doute, mais que le monde, implacable, n'absout pas. Elle me raconta tout cela, la malheureuse, et moi je l'écoutais comme un homme ivre, éperdu, fou de désolation; je la regardais sans la voir, haletant, chancelant, et elle ajouta : « Il faut que vous sachiez tout, car il faut que j'expie ma faute, que je boive jusqu'à la lie ce calice. Eh bien ! je vous aime, et me voici condamnée à savoir que mon amour vous fait horreur, que le vôtre s'est enfui avec votre estime, et que le mépris est le seul sentiment qui vous reste au cœur. Et, maintenant, partez; votre absence me tuera, votre mépris me tuera, mais je regarderai la mort comme une marque de la pitié de Dieu ! » Il n'est pas de mots qui puissent rendre l'horrible sensation que j'éprouvai. Cette femme adorée, que j'avais rêvée si pure, si virginale, avait été une fille perdue ! J'eus des éblouissements, les oreilles me tintaient, et c'est à peine si je l'entendais gémir, c'est à peine si je la voyais, à son tour, ramper à mes pieds en se tordant les mains. Puis elle s'évanouit. Je la relevai, et la plaçant sur un fauteuil, je la contemplai d'un œil morne pendant quelques instants, et j'eus la lâcheté de fuir. »

M. Morin s'était levé et rapproché de moi. Je parlais avec une extrême agitation. Il m'avait saisi la main et me regardait avec un œil presque hagard.

« C'est étrange, dit-il, et cela me fait peur ! Et vous vous êtes sauvé, et vous n'avez pas revu cette pauvre femme ?

— Je n'ai osé la revoir.

— Et vous l'aimez.

— Je l'aime, je l'aime à en mourir.

— Et elle vous aime ?

— Ah ! en doutez-vous pour avoir eu le courage qu'elle a montré ?

— Et vous hésitez à l'épouser, dit-il d'une voix brève, en repoussant presque ma main ?

— Quoi, lui dis-je, vous me conseillez, vous, homme plein de cœur, de droiture et de délicatesse, vous me conseillez de l'épouser, et vous-même l'épouseriez si vous étiez en ma place ?

— Oui, certes ! s'écria-t-il d'une voix ferme. Le repentir purifie, et l'innocence n'est pas seulement l'ignorance du mal, c'est la haine énergique du mal.

Digitized by Google

— Oh! cette parole me rend à la vie, m'écrai-je! plus de doute, plus d'hésitation, oh! ma Lucile, tu seras à moi! »

A ce mot de Lucile, M. Morin, qui s'était éloigné, se rapprocha de moi; son regard était étincelant, sa lèvre pâle et frémissante; il me saisit les deux mains, qu'il étreignit avec violence.

« Lucile, elle se nomme Lucile? s'écria-t-il. »

Le moment décisif était venu; il fallait frapper un grand coup, un coup mortel peut-être, mais il n'y avait plus à balancer. Je rassemblai toutes mes forces, et, d'une voix haletante, je murmurai :

« Oui, Lucile Germain!

— Vous mentez, s'écria-t-il en me repoussant avec une violence extrême, vous mentez, vous dis-je!

— Oh! mon ami, pardonnez-moi, pardonnez-moi le mal que je viens de vous faire, mais il le fallait, j'ai dit la vérité.

— Oh! fit-il avec un accent de suprême douleur. »

Et il se jeta à plat ventre sur un sofa, et, enfonçant sa figure dans un des coussins, comme s'il eût voulu s'étouffer, il resta là quelques instants comme suffoqué; je n'entendais point ses sanglots, mais je voyais aux soubresauts de son corps que la lutte devait être horrible.

Enfin il se releva, son visage était blême, décomposé. Il me regarda pendant quelques secondes comme un homme qui n'a plus conscience de sa situation, puis tout à coup :

« Quoi, Lucile, Lucile, cet ange si pur que caressait mon rêve, Lucile?... Oh! non, non, cela n'est pas vrai, ce serait trop horrible. Vous vous taisez, ajouta-t-il après un instant de silence, vous vous taisez?

— J'attends, lui dis-je, votre décision.

— Et vous prétendez qu'elle vous aime! mais non, encore un coup vous mentez, ou je suis le jouet d'un lourd cauchemar. »

Il se leva, et se comprimant de nouveau la tête dans ses mains crispées comme pour la briser, il appuya son front brûlant et inondé de sueur sur le marbre froid de la cheminée. J'allai vers lui, et le ramenant comme un homme ivre et sans force vers un fauteuil où je le fis asseoir.

« Oui, je vous ai trompé, lui dis-je, en prétendant que c'est moi qu'elle aime, car son cœur est à vous, à vous seul, et elle se meurt de cet amour.

— Ne vous jouez pas ainsi de moi, dit-il; voyez, je suis calme, je puis tout entendre; répétez-moi ce que vous venez de dire; je vais rassembler toutes mes forces. Mais prenez-y garde, si vous me trompez ou si vous calomniez Lucile, je vous tuerai. »

Il me regardait avec des yeux injectés de sang. J'eus peur un

Digitized by Google

instant pour sa raison. Peu à peu, toutefois, le calme se fit en sa physionomie. J'avais pris une de ses mains dans la mienne et je tâchais de le ramener doucement à envisager la situation sous son véritable jour. J'étais trop intéressé au dénoûment de ce drame intime, dont j'étais à la fois auteur et spectateur, pour ne pas suivre avidement toutes les phases qui se produisaient dans l'état moral de M. Morin.

Enfin il se leva comme mu par un ressort.

« Elle m'aime, dites-vous? Pourquoi ne me l'a-t-elle pas dit?

— Hélas, comment eût-elle pu vous faire un tel aveu avec le remords qui la déchire? J'ai tout pris sur moi, et, pour la sauver, car elle se meurt, je suis venu vers vous.

— Elle m'aime? répétait-il machinalement.

— De toute son âme.

— Mon ami, dit-il alors vivement, que m'avez-vous donc demandé au commencement de ce récit?

— Un conseil.

— Et que vous ai-je donc conseillé, monsieur?

— Voici vos propres paroles : Le repentir purifie et l'innocence n'est pas seulement l'ignorance du mal...

— Ah! s'écria-t-il en m'interrompant encore, c'est cela! Lucile est pure, vous dis-je, et elle m'aime, partons.

— Ainsi?

— Oh! mon ami, fit-il en se jetant cette fois en mes bras, je vous devrai la vie, car je m'en allais mourant comme elle et vous nous rendez à tous deux l'existence et le bonheur. »

J'étouffai mal aisément un sanglot. L'oserai-je avouer, j'espérais encore; mais non, ce ne fut qu'un éclair, et mon cœur se rasséréna nt :

— Qu'allez-vous faire?

— Partir pour l'Angleterre de suite, me jeter à ses pieds, la recevoir sur mon cœur et effacer sous mes baisers jusqu'à la dernière trace de ses larmes. Et vous viendrez avec moi, n'est-ce pas, ajouta-t-il, vous l'auteur de notre félicité ; je veux que vous veniez et que tous deux nous vous bénissions. »

Il fut convenu que nous partirions le lendemain même pour l'Angleterre, mais afin d'éviter à la pauvre enfant une surprise capable de la tuer, je lui écrivis le soir même le billet suivant :

« Réjouissez-vous et vivez! L'amour a fait un double miracle ; *il vient* et je le suis. Il sait tout et il vous aime encore ; il vous aime plus que jamais. Nous arriverons le lendemain de cette lettre; à bientôt. »

Digitized by Google

VIII

Le lendemain, en effet, M. Morin et moi nous nous mettions en route pour l'Angleterre. Il était pâle et agité, et, quoi qu'il fît pour les dissimuler, je vis qu'il ressentait de terribles déchirements intérieurs.

Et cela est concevable. Apprendre que la femme que l'on adore, que l'on a rêvée pure et chaste comme un ange du ciel, a été souillée, cela doit être un supplice épouvantable. L'amour a beau faire des miracles, il a beau faire passer sur cette situation si affreuse, ce qu'il ne peut, c'est la faire oublier tout à fait. Je respectai le douloureux silence de mon compagnon de voyage. Peu à peu pourtant, son visage prit plus de calme, et, quand nous abordâmes à Douvres, il avait presque chassé ses douloureux reflets.

Nous ne fîmes que traverser Londres, et nous prîmes, à neuf heures du soir, le train-poste pour York, où nous arrivâmes à trois heures du matin. A six heures, nous repartions, brisés, mais pleins d'ardeur, pour Howard-Castle.

Nous étions au milieu de mai, le temps était magnifique, et la nature renaissante avait un charme inexprimable. La vallée que suit le chemin de fer est ravi-sante, surtout aux environs d'Howard-Castle, petit village situé à vingt milles environ d'York, à moitié chemin de Scarborough, sur une rivière au cours tourmenté et sinueux, au milieu d'une vallée boisée, aux pittoresques aspects. La rivière, à quelques pas de la station, fait une chute dont le bruit s'entend de fort loin et qui ajoute encore au charme du paysage. Il n'était que sept heures, et notre embarras était extrême pour nous présenter au château. J'hésitais, mais M. Morin ne voulut rien entendre, et s'achemina résolûment vers la résidence de lord Dumblane, charmante habitation suspendue aux flancs du coteau et qui dominait toute la vallée.

Nous gravissions la route qui conduit au château quand, à un endroit où cette route fait brusquement un coude, nous nous trouvâmes tout à coup en face du lord, qui poussa, à la vue de M. Morin, un cri de surprise.

« Vous, mon ami, vous ici? Quel miracle et quelle bonne fortune?

— C'est un miracle, en effet, qui m'amène, répondit M. Morin en s'efforçant de sourire.

— Ah! pauvre amoureux que vous êtes, répondit en souriant aussi le lord, je vous croyais un peu consolé.

Digitized by Google

— Consolé? mais ce n'est plus le lieu de l'être.

— En vérité ? Tant mieux ; mais je crains quelque illusion. Vous devez être fatigués, vous êtes couverts de poussière, entrons si vous voulez. J'allais, par ordonnance de médecin, faire une promenade matinale ; je la remettrai à une autre fois. »

M. Morin fit alors les présentations d'usage. Le lord et moi échangeâmes un salut courtois et nous entrâmes au château.

M. Morin était redevenu pâle. Il sentait que sa destinée allait s'accomplir, et je ne sais si quelque hésitation, quelque combat intérieur avaient lieu en son âme. Il paraissait souffrir violemment.

« Je dois vous dire que je suis seul ici et que ces dames sont à Scarborough, dit le lord quand nous fûmes entrés. »

La poitrine de M. Morin parut se dilater. Evidemment il redoutait le moment fatal ; dans quelle pensée ? c'est ce qu'il m'était difficile, pour ne pas dire impossible, de deviner.

« A Scarborough, dit-il enfin, et pour longtemps?

— Pour quelques jours. La santé de Milady est chancelante, il lui faut l'air de la mer ; je ne suis pas non plus content de l'état de Lucile ; elle souffre et languit. Je désire beaucoup que ce que vous espérez se réalise, car j'ai de sérieuses craintes.

— A Scarborough, répéta M. Morin, allons-y.

— Le voulez-vous? dit lord Dumblane. Je vais faire atteler, le temps est splendide, et cela fera ma promenade. Nous serons à Scarborough vers dix heures. Autrement il nous faudrait attendre un train jusqu'à midi.

— Partons, partons tout de suite, répéta Gustave en saisissant la main de son ami.

— Soit, fit celui-ci avec son calme britannique. »

Il sonna et donna des ordres pour atteler.

« Au moins prendrez-vous quelque chose, dit-il. »

Et il nous fit entrer dans un petit salon où des domestiques se disposèrent à nous servir. En attendant, je m'approchai machinalement d'une console pour regarder quelques petits meubles de prix. Sur cette console était un plateau de vermeil ; j'y jetai les yeux et reconnus ma lettre, ma lettre à Lucile, arrivée de la veille et qui n'avait pu être encore remise à sa destinataire. Je la montrai à M. Morin.

« Pouvons-nous aller ainsi sans qu'elle soit prévenue? » lui dis-je.

Il parut vivement contrarié, mais aussitôt :

« Je ne différerai pas d'une seconde ; je souffre trop. »

Une demi-heure plus tard, après un repas et une toilette sommaires, nous montions dans le break du lord, qui nous emporta, au

Digitized by Google

galop de deux vigoureux chevaux, dans la direction de Scarborough. Rien de plus pittoresque que cette route, rien de plus frais, rien de plus gracieux que cette vallée à cette heure matinale, où tout brin d'herbe est encore humide de rosée et étincelle comme une perle au soleil. Les arbres bourgeonnant exhalaient des senteurs exquises. M. Morin, fort absorbé, ne prenait garde à rien, et de mon côté, sur les instances du lord, et après en avoir obtenu l'autorisation du principal intéressé, je racontai tout ce qui s'était passé, et, en entier, l'histoire des misères et des remords de sa malheureuse institutrice.

Lord Dumblane écouta avec cette gravité impassible et ce recueillement qui n'abandonnent jamais les Anglais. Quand j'eus fini, sa seule réponse fut l'exclamation traditionnelle :

« Oh ! » et il rentra dans son silence.

M. Morin et moi l'examinions à notre tour curieusement. Il fumait un cigare et paraissait disserter avec lui-même. Enfin, comme s'il fût venu à une conclusion :

« Vous voulez, malgré tout, épouser Lucile ? dit-il à M. Morin. Vous avez raison. Je me suis demandé, après ce que je viens d'entendre, si je dois encore l'estimer ? et, me rappelant sa conduite chez moi depuis trois ans, sa douceur, sa bonté, sa résignation, je me décide à l'estimer plus encore et à l'admirer surtout. »

Nous avions quitté la vallée pour monter sur le plateau qui couronne les hautes falaises qui dominent la mer. Le pays avait complétement changé d'aspect. A notre droite une immense forêt, à gauche des cultures, à perte de vue, des fermes, des pâturages. En face la mer, calme et bleue, où ruisselait le soleil. A nos pieds Scarborough, cette ville charmante que les Anglais ont, avec raison, surnommée la reine des bains de mer. Nulle autre ville, en effet, n'a une plus délicieuse situation. Bâtie sur le flanc droit d'un promontoire, elle s'incline, propre et coquette, vers une vaste baie qu'entourent les hautes falaises dont nous avons parlé ; le promontoire se prolonge, au delà de la ville, en verte plate-forme dominant les flots à une hauteur de deux cents pieds. Entre cette plate-forme et la ville règne une espèce de col resserré sur lequel s'élève une ruine imposante et surtout une vieille tour qui domine, de son front crénelé, et la ville et la double baie qui s'étend à droite et à gauche du promontoire, et tout le pays environnant. A droite, la côte s'incline et laisse pénétrer jusqu'à la plage une gracieuse petite vallée fraîche, verte et ombreuse. De gros arbres croissent en vue de la mer, et le dernier brin d'herbe finit où commence le premier grain de sable, de telle sorte que, dans les grandes marées, l'Océan doit venir caresser le pied de ces beaux arbres. La côte se relève alors pour aller for-

Digitized by Google

mer, de l'autre côté, une terrasse magnifique sur laquelle on a bâti une seconde ville, à laquelle on a donné, par imitation, le nom de Spa. C'est une réunion de riches villas et de cottages charmants, séjours, en été, de la gentry qui fréquente ces bains. Du haut de cette falaise on a un panorama d'une beauté grandiose; à gauche Scarborough, dont on est séparé par la petite vallée sur laquelle d'ailleurs on a jeté un pont suspendu, Scarborough avec son vieux château en ruines; en face et à ses pieds, une plage immense, le port et la baie; à droite, les côtes à perte de vue. Plus près, devant soi, le penchant de la falaise qui a été transformée en jardins où croissent les lilas, les cytises et d'autres arbres à fleur; au bas de ce jardin, sur une digue rocheuse, le Casino.

Quelles que fussent mes préoccupations, je ne pouvais pas ne point admirer cette ravissante ville, dont l'aspect me frappa d'étonnement. Nous arrivions justement au milieu de la terrasse de Spa, d'où l'on découvre la vue que je viens de décrire. La voiture s'arrêta. Rendu tout à coup à la réalité de la situation, je commençai à frissonner. M. Morin avait des mouvements convulsifs. Quant au lord, son calme n'excluait pas une certaine agitation. Un domestique nous introduisit et voulut avertir milady de notre arrivée. Le lord le lui défendit d'une voix brève.

« Je crois, dit-il, qu'il faut que Lucile soit prévenue. »

Et il me demanda la lettre que j'avais emportée.

Nous montâmes au premier étage. Les maisons anglaises sont tellement garnies de tapis qu'un régiment entier les pourrait traverser sans faire le moindre bruit. Lord Dumblane nous fit entrer dans un petit salon donnant sur les cours et nous pria d'attendre, disant qu'il allait prévenir sa femme et aviser avec elle à ce qu'il était bon de faire.

Restés seuls, nous n'osions échanger une parole. Tout à coup, dans une pièce voisine, un piano se fit entendre. La porte du salon où nous nous trouvions était restée ouverte et donnait sur le palier d'un escalier où se trouvait en face d'elle une autre porte ouverte également. C'est de cette pièce que venait le son de l'instrument. Aux premières mesures, M. Morin tressaillit. Ce n'était point une main d'élève qui préludait ainsi, ce ne pouvait même être le commencement d'une leçon. Il y avait trop de netteté dans la phrase, trop de décision dans l'intention pour qu'on ne reconnût pas là une main exercée.

Après quelques accords sans grande suite, l'invisible exécutant commença à jouer cette étrange marche funèbre de Chopin, dont les notes douloureuses ressemblent à des sanglots étouffés, à des soupirs d'abord comprimés et qui, peu à peu, éclatent déchirants

Digitized by Google

et terribles. Puis, tout à coup, un éclair de joie, un souvenir du passé, une heure de félicité, un chant d'amour bientôt oubliés et de nouveau les notes longues, sonores et déchirantes. La façon dont cet air était exécuté témoignait, chez la personne qui tenait le piano, d'un grand sentiment de tristesse, de désespoir... on ne rend pas ainsi ce qu'on ne sent point.

M. Morin s'était levé, et, me posant la main sur l'épaule :

« C'est elle, dit-il, je la devine, écoutez. »

J'eus grand'peine à le retenir.

Un domestique monta. Nous le vîmes passer rapidement devant notre porte entr'ouverte et entrer dans la chambre voisine. Il portait une lettre, la mienne, peut-être. Nos cœurs avaient cessé de battre. Lord Dumblane et sa femme entrèrent en ce moment, et, pour nous éviter d'inutiles politesses, nous firent signe de rester muets.

Le piano se tut ; le domestique repassa et redescendit l'escalier. Nul de nous n'osait respirer, tant l'instant était solennel. Nous entendîmes le froissement du papier, puis une marche agitée, puis enfin comme un cri étouffé, et plus rien.

M. Morin n'y tenait plus ; il s'échappa de nos mains et se précipita dans la pièce voisine. C'en était fait. Nous le suivîmes. Quand nous entrâmes il était déjà aux pieds de Lucile. Celle-ci avait poussé un cri d'angoisse, et, renversée sur un siége, tandis que M. Morin pressait avec ardeur une de ses mains sur ses lèvres, de l'autre, tenant son mouchoir sur ses yeux, elle s'efforçait de dérober à nos regards sa rougeur et sa honte. Elle était vêtue d'une longue robe blanche de matin, ses cheveux, à peine noués, étaient tombés sur ses épaules ; elle était belle ainsi et touchante.

Pas un mot n'avait encore été prononcé. De part et d'autre l'émotion était trop violente. Enfin M. Morin arracha doucement le mouchoir que Lucile tenait sur ses yeux.

« Amie, dit-il d'une voix douce et presque caressante, pourquoi avez-vous manqué de confiance en moi ? Doutiez-vous de mon amour ?

— Eh quoi ! fit Lucile, quoi ! vous savez tout, et je ne vous fais point horreur ?

— Je sais tout et je vous aime, et j'implore votre affection ; je veux faire votre vie belle et heureuse ; je veux jeter sur ce passé, qui vous blesse, un voile épais. Lucile, ma Lucile fut toujours pure, elle sera toujours pure à mes yeux.

— Oh ! que vous êtes généreux, que votre cœur est grand et bon, s'écria la malheureuse jeune femme, et combien je remercie le Ciel qui daigne enfin m'envoyer cette consolation, ce pardon.

Digitized by Google

— Il n'y a rien à vous pardonner, car vous ne fûtes point coupable. Il n'y a qu'à oublier des jours néfastes.

— Oublier, s'écria Lucile avec un accent douloureux, oublier, est-ce que cela se peut?

— Cela est déjà fait, répondit M. Morin; moi, je ne sais rien, je ne me souviens de rien, j'ai rêvé; je ne sais quel lourd cauchemar a oppressé ma poitrine; aujourd'hui, je me réveille et je vous vois, ange de candeur et de beauté, et je veux vous envelopper de mon amour comme d'un manteau qui vous protégera contre toute pensée douloureuse; je veux faire monter jusqu'à votre cœur ce parfum d'amour qui purifie, je veux...

— Que dites-vous, vous ne renoncez donc pas à vos projets?

— Y renoncer? jamais. Je vous aime. Oh! je l'ai dit, la créature qui, étant tombée, se relève et lutte, a plus de mérite, elle est plus digne d'affection que celle qui est restée debout et pure.

— Votre générosité, votre amour vous égarent, oh! mon ami!

— Je dis la vérité, et cette vérité est dans mon cœur!

— Aujourd'hui, peut-être; mais plus tard, lorsque les ans auront passé sur votre passion et l'auront amortie; lorsque deux souvenirs se viendront heurter et confondre en votre esprit : celui de votre amour affaibli par le temps, et celui de ma faute rendu plus vif à mesure que le premier décroîtra, oh! alors, alors, qui me dit que vous ne vous repentirez pas et que, regardant tristement la mère de vos enfants, vous...? Oh! non, non, je ne veux pas, je ne veux pas que vous rougissiez de moi, je ne veux pas être forcée de mourir de chagrin et de honte, à vos pieds, dans quelques années; mieux vaut mourir aujourd'hui. »

Et elle s'était levée en prononçant ces derniers d'une voix énergique. Milady s'était rapprochée d'elle et la soutenait. Elle se dégagea de ses mains en lui adressant un regard suppliant. M. Morin, désespéré, l'accablait de douces et tendres protestations. Le lord et moi insistions avec lui. De grosses larmes brûlantes coulaient sur ses joues. Enfin, après quelques minutes de silence, elle se tourna brusquement vers M. Morin et lui saisissant la main.

« Oseriez-vous jurer, dit-elle, qu'avant dix ans d'ici, votre amour éteint, votre estime de moi subsisterait, et que tout souvenir de passé serait envolé? »

Surpris par le ton si précis, si net, si ferme de cette question, M. Morin se troubla, hésita; il voulut réfléchir sans doute et sa joue pâlit. Il pensa peut-être au temps où cette femme si belle et si pure n'était qu'une fille perdue, et involontairement il frissonna. Cela était naturel; mais pour Lucile, ce fut un trait révélateur. Elle regardait M. Morin avec toute son âme plutôt qu'avec ses yeux; elle

Digitized by Google

devina, elle sentit avec son cœur aussi plutôt qu'elle ne vit avec ses yeux ce mouvement, et tout fut perdu.

En vain, Gustave, après ce trouble d'une seconde, lui ouvrit-il ses deux bras, en vain l'appela-t-il; elle se recula et, d'une voix éteinte :

« Non, dit-elle, non, vous n'oseriez le jurer! Moi-même, en votre place, je ne l'oserais! Laissez-moi suivre ma destinée. »

Lady Dumblane, qui n'avait point encore parlé, intervint enfin. Elle assura Lucile de son affection, de son estime, de son admiration. Elle lui dit les choses les plus touchantes et en même temps les plus sensées. Lucile semblait accablée sous le poids de ses pensées. Un violent combat se livrait en elle. Tout à coup son visage s'illumina, son front rayonna, je ne sais quel brillant éclair apparut dans ses yeux et quel ineffable sourire effleura sa lèvre. Pour moi, qui suivais avidement toutes les phases de cette lutte, j'en fus frappé, étourdi.

Lucile se leva, mit une main sur son cœur comme pour le consulter, et tendant l'autre à Milady :

« Vous croyez donc, dit-elle, que cette main peut, sans remords, se placer dans celle d'un honnête homme?

— Je le crois, ma chère enfant, j'en suis sûre.

— Je n'ai plus de mère, je n'ai plus de parents, je n'ai point d'amis,... fit-elle bien bas.

— Point d'amis, interrompit lord Dumblane; ingrate enfant, et nous?

— Oserais-je espérer que vous l'êtes, mérité-je une telle fortune?

— Vous la méritez et nous sommes vos amis.

— Alors, je veux que M. Morin me tienne de vos mains, car, comprenez-le bien, je ne puis aller seule vers lui!

— Qu'il en soit donc fait ainsi, dit Milady. »

Et se tournant vers M. Morin à qui elle présenta la main de Lucile :

« Je vous la donne, dit-elle; elle est digne de vous, elle est digne d'être aimée, car elle a un grand cœur et une âme noble et belle.

— Et je l'accepte ainsi, s'écria M. Morin; je l'accepte ainsi et je veux que sa vie soit belle et heureuse. »

Et il la baisa au front. Et, sous ce baiser, Lucile rougit extrêmement, car c'était le premier baiser d'amour pur et vrai, et le souvenir du passé dût traverser son cœur comme un fer rouge!

J'étais atterré. Ce revirement soudain me paraissait inexplicable et effrayant. J'avais quelque crainte, car il me semblait voir, dans le rayonnement qui illuminait le front de Lucile, quelque chose de surnaturel. Elle avait évidemment dû prendre, à côté de cette réso-

Digitized by Google

lution manifeste, une résolution secrète, inexplicable, mais qui me paraissait terrible !

On convint que le mariage aurait lieu au château d'Howard-Castle. Lucile et M. Morin, étant catholiques, désirèrent être mariés suivant les rites de cette église. La première pensée de la jeune femme fut pour son vieil ami M. Morel.

« Nul autre que lui ne me mariera, dit-elle, c'est un saint homme, c'est lui qui, le premier, m'a apporté des paroles de pardon. »

Elle écrivit le soir même à l'excellent prêtre pour le supplier de venir. Elle fut longtemps à écrire cette lettre. Que lui dit-elle? Nous nous le demandions, et nous pensâmes tous qu'elle épanchait en son sein les dernières douleurs et les premières joies de son âme.

Nous nous établîmes, M. Morin et moi, dans un hôtel voisin, et, au bout de quelques jours, nous retournâmes tous à Howard-Castle. On fit les préparatifs du mariage, quelques amis seuls devaient y être invités. Il fut convenu que les époux passeraient la saison d'été soit au château, soit à Scarborough, après avoir fait un petit voyage en Ecosse,

Nous fîmes, M. Morin et moi, de longues promenades dans les environs. Son cœur débordait de joie. Cependant, en l'observant de près, je pus voir que cette joie n'était point exempte d'une certaine amertume. J'en tremblai, je l'avoue, pour l'avenir de Lucile. Quant à celle-ci, une adorable sérénité s'était emparée de tout son être; elle avait en elle je ne sais quel rayonnement ineffable qui lui donnait un air céleste, le bonheur la transfigurait, on eût dit qu'elle regardait le ciel déjà.

Je n'oublierai jamais avec quel accent profond elle me répondit un jour où, la rencontrant seule sous une allée de tilleuls où elle allait lisant, je l'interrogeai sur l'état de son cœur :

« Mon cœur, il est en mon regard et en mon sourire, ami, vous le sentez-bien, n'est-ce pas !

— Vous me cachez quelque chose ! vous avez une pensée secrète ; dites-la à votre ami?

— Regardez-moi bien ! dit-elle, l'œil indifférent ou l'œil passionné peuvent bien se tromper sur moi ; l'œil affectueux d'un ami ne saurait s'y méprendre. »

Je la contemplai pendant quelques secondes.

« Etes-vous souffrante ? lui dis-je, votre regard est, en effet, un peu fiévreux, et dans la joie de votre sourire, il y a de l'amertume. Il me semble, en vous regardant, contempler une créature qui n'est plus de ce monde !

— Vous l'avez dit, » s'écria-t-elle, et elle s'enfuit.

Digitized by Google

Je demeurai fort inquiet de cette entrevue. Mais j'attribuai ces paroles à l'exaltation que lui causait une telle situation. Le calme reviendra avec la réalité, me disais-je.

Enfin, M. Morel arriva. Il était plein de joie, comme tout honnête homme qui contemple une bonne action et qui y contribue. On le fêta beaucoup au château. Cependant, lui aussi, considéré de près, avait dans sa joie une teinte de mélancolie. On lisait l'appréhension dans son regard. Ce sentiment m'apparut bien plus la veille du mariage, après qu'il eût entendu Lucile en confession.

Quant à M. Morin, il était noyé dans sa joie et ne voyait rien, ne s'apercevait de rien.

Enfin, le mariage qui avait été civilement célébré par le consul français à Newcastle fut consacré religieusement dans un petit salon du château converti en chapelle. La journée était belle, on était en juin et Lucile resplendissait et s'épanouissait comme une des plus merveilleuses œuvres de la nature... Pour moi, jamais de ma vie je n'avais ressenti des impressions plus diverses, plus douloureuses ! Le bien accompli ne parvenait pas à dissiper l'amertume de mes regrets...

IX

Le lendemain du mariage, selon que cela avait été convenu, M. Morin et Lucile partirent pour l'Ecosse de grand matin. La veille, en me disant adieu, Lucile m'avait serré la main d'une certaine façon, qui m'avait laissé une pénible impression. Sa voix était troublée en prononçant ces derniers mots. Je ne pus me résoudre à la laisser partir sans la revoir encore, et, à six heures, j'étais blotti dans un massif d'arbustes quand elle monta en voiture. Elle était pâle, mais semblait heureuse, bien heureuse. Quant à M. Morin, sa tendresse éclatait en toute sa personne.

La voiture passa près de moi, je la regardai s'éloigner avec tristesse et, malgré moi, de grosses larmes coulèrent dans mes yeux. L'homme, quelques bons sentiments qu'il ait, a toujours un fond d'égoïsme.

Le lendemain, malgré l'insistance de lord Dumblane et de sa femme, l'abbé Morel et moi reprenions le chemin de la France. Ce digne prêtre avait l'air soucieux et préoccupé. Après bien des hésitations, j'osai l'interroger et lui demander s'il croyait à la durée du bonheur de Lucile ?

Digitized by Google

« Dieu peut faire un miracle, » dit-il.

Cette réponse n'était point faite pour me tranquilliser, mais je ne pus obtenir autre chose de lui.

Je reçus pendant le courant de l'été plusieurs lettres de M. Morin et de sa femme. Après un délicieux voyage en Ecosse, au milieu de cette nature si riche, si belle, si tourmentée, ils étaient revenus à Scarborough pour la saison des bains, à la fin d'août, et s'étaient installés chez le lord.

Depuis cette époque jusqu'aux premiers jours d'octobre, je n'avais point reçu de lettre et je commençais à concevoir quelque inquiétude, lorsqu'un soir je vis entrer chez moi l'abbé Morel ; il était pâle et agité.

« Qu'avez-vous? m'écriai-je.

— Misère, dit-il, il faut que nous partions tout de suite pour l'Angleterre.

— Qu'y a-t-il? Quelle catastrophe est arrivée?

— Lisez, fit-il en me tendant une lettre. »

Voici ce que je lus :

« Mon père,

» Ce que j'avais prévu, ce que j'avais souhaité se réalise. En mettant ma main sur mon cœur, j'avais senti que mon cœur n'avait plus que pour un temps à battre et j'ai voulu donner mes derniers jours à l'homme que j'adore, qui m'aime, qui m'a relevée, rendue à Dieu, après vous, et au bonheur. Ai-je eu tort? Fallait-il persister dans mes refus et mourir sans être à lui? Dieu me condamnera-t-il? Lui-même pourra-t-il m'accuser? Non, je lui aurai donné tout le bonheur qu'il aura été en moi de lui donner! L'avenir n'aurait pour lui qu'amertume et dégoût! Oh! ne me plaignez pas de mourir! Dieu est juste et bon, et je meurs bien; je meurs à temps, je meurs heureuse et le sourire aux lèvres, car, je le sens, je meurs pardonnée, aimée.

» Mais je veux vous voir, et aussi, s'il daigne venir, mon ami, vous savez de qui je parle, portez-lui mes vœux; je voudrais lui sourire encore et le remercier. Venez vite, je puis attendre encore votre venue, mais ne tardez pas trop. Je veux embrasser encore une fois tous ceux que j'aime, et vous en êtes; adieu, à bientôt, n'est-ce pas? Je compte sur vous pour m'aider à échanger le bonheur de la terre contre les joies du ciel.

LUCILE. »

L'abbé Morel et moi ne pûmes prononcer un mot; ma gorge était

Digitized by Google

serrée, je suffoquais. Lorsqu'enfin la parole nous fut rendue, nous convînmes de partir dès le lendemain au matin, ce que nous fîmes.

En route, M. Morel voulut bien enfin me donner connaissance de la lettre que Lucile lui avait écrite avant son mariage. Cette lettre était longue et éloquente. Lucile y peignait ses combats, ses hésitations, puis :

« Je sens, disait-elle, je sens que ma vie est épuisée ! Que dois-je faire ? Mourir ainsi, sans être à lui, sans lui donner mon dernier souffle ? Non ; Dieu ne me le commande pas, n'est-ce pas ? Il sera malheureux de ma mort, étant sa femme ? Mais le sera-t-il moins si je meurs au milieu de mes refus ? Oh ! je veux lui sourire, je veux l'aimer, je veux le lui dire, je veux mourir en lui, pardonnée ! Je n'ai pas le droit de lui refuser ce qui me reste d'existence ! Qu'il le prenne, et ce reste d'existence sera sanctifié si c'est vous qui nous bénissez ! Venez. »

« Et je suis venu, disait M. Morel, espérant rassénérer son âme. Mais, hélas ! j'ai bien vu, dès ma première conversation avec elle, qu'il fallait renoncer à tout espoir. Je lui fis jurer, toutefois, de ne commettre aucun attentat contre elle. Elle me le promit.

« Je sens que cela est inutile, me dit-elle, mes jours sont comp-
» tés. Je ne sais de quoi ni comment je mourrai, car ma santé est
» bonne, mais je sens que je ne peux vivre. Et cela est heureux !
» Pourquoi voulez-vous que je change une vie adorable contre une
» existence misérable ? Et ce serait mon sort dans quelques années
» d'ici. »

» Voilà ce qu'elle me disait. »

Nous arrivâmes à Scarborough. Nous tremblions tous deux. Nous interrogeâmes du regard le domestique qui vint nous ouvrir, mais ces gens sont impassibles dans leur calme. Le lord accourut au-devant de nous, et en nous serrant la main affectueusement :

« Vous arrivez à temps, nous dit-il !

— Mais, qu'a-t-elle ? tout espoir est-il perdu ?

— Non, si elle voulait vivre ! mais elle appelle la mort et lui sourit. »

Il nous raconta alors comment lui était venue cette maladie, une fièvre maligne provenue d'un refroidissement.

Un jour, en l'absence de M. Morin et du lord, qui étaient allés à Newcastle pour assister à des courses, laissant à la maison milady, qui était toujours assez souffrante, elle était sortie seule, et, descendant par les sentiers sinueux tracés dans la falaise, elle était allée sur la plage et avait dirigé sa promenade assez loin. Le ciel était cou-

Digitized by Google

vert et le temps était froid, car on touchait au mois d'octobre; une aigre brise du nord soufflait, roulant de noirs nuages. Elle marcha, néanmoins, vite, sans doute, elle eut chaud et, dans cet état, elle s'assit sur un bloc de rocher en face de la mer. Une pluie fine et glaciale commença à tomber et la malheureuse femme avait plus d'une demi-heure de chemin à faire pour rentrer. Lorsqu'elle arriva, ses vêtements ruisselaient et elle tremblait sous l'impression du froid. On la mit au lit, une fièvre ardente s'empara d'elle, et le soir, quand M. Morin et le lord rentrèrent, elle était dans le délire.

« Elle a refusé de se soigner, nous dit lord Dumblane. En vain son mari, à genoux devant elle, la supplie-t-il de vivre, elle lui jette ses bras autour de son cou, et d'une voix caressante :

— Non, laisse-moi mourir, mon ami, dit-elle, laisse-moi mourir, je t'en supplie ! Oh ! je t'assure que cela vaut mieux ! J'ai été heureuse ! j'ose dire que nous avons été heureux ! L'heure est bonne pour moi, le ciel et la terre me sourient encore ; plus tard ils seraient sévères peut-être ! »

On avait prévenu M. Morin de notre arrivée. Il vint nous chercher et nous mena, sans proférer un mot, auprès du lit de sa femme. Elle nous reconnut et un regard de joie illumina sa figure mourante. Elle tendit l'une de ses mains à l'abbé Morel, l'autre à moi.

« Cela est bon à vous d'être venus ! dit-elle. Je savais bien que vous viendriez ! Merci, amis. »

Et, nous voyant pleurer :

« Quoi, dit-elle, suis-je ici la seule qui ait de la force ? Ne m'attristez pas par la vue de vos larmes, car moi je veux mourir le sourire aux lèvres. »

Elle désira rester seule avec l'abbé Morel. Ils demeurèrent enfermés pendant vingt minutes environ. Rien ne peut peindre le désespoir de l'infortuné M. Morin, désespoir morne et sombre. Quand au lord et à sa femme, ils étaient sincèrement affligés.

L'abbé Morel nous rappela. Nous rentrâmes tous dans la chambre de Lucile. Cette conversation l'avait épuisée. Le médecin arriva, qui consulta le pouls de la malade et poussa un soupir. M. Morin, encore une fois, supplia, en termes touchants, sa femme de vivre : elle lui fit, en souriant, la même réponse. Puis, comme il s'était agenouillé devant son lit, elle se souleva, passa ses bras autour de son cou, elle l'embrassa avec ardeur en disant d'une voix encore distincte :

« Ami, je t'aime, et c'est pour toi que je meurs ! »

Ils restèrent ainsi tous deux quelques instants enlacés, embrassés. Enfin, M. Morin voulut faire un mouvement, il sentit les bras de sa

Digitized by Google

femme raidis autour de son cou, sa tête retomba en arrière. Le malheureux jeune homme poussa un cri déchirant.

Lucile était morte, morte en souriant, morte en l'embrassant.

Deux jours après, dans le cimetière de Scarborough, situé sur la baie, au nord de la ville, nous conduisions Lucile à sa dernière demeure. Le cimetière domine aussi un vaste et beau paysage et la mer, site délicieux, trop délicieux pour être le séjour de la mort.

Et nous repartîmes l'abbé et moi pour la France, sans avoir pu décider M. Morin à abandonner un pays témoin de sa félicité et de ses douleurs, où, depuis lors, d'ailleurs, il revient passer chaque été, pour pleurer sur le tombeau de sa femme.

En ouvrant les papiers de Lucile, on trouva un testament sous forme de lettre à son mari. Elle léguait à l'abbé Morel personnellement un crucifix orné de brillants, qu'elle tenait de lady Dumblane, et lui donnait tous ses bijoux pour être vendus et la valeur en être employée à retirer de l'abîme les infortunées qui, comme elle, viendraient à récipiscence. Elle suppliait son mari d'affecter, en mémoire d'elle, à cette œuvre une somme de quarante mille francs, ce qui fut fait.

Ainsi, la dernière pensée de la pauvre femme avait été une pensée d'amour, de charité et de bienfaisance.

J'ai depuis visité sa tombe. C'était par une belle matinée d'août. Les paysans, fanaient aux environs, leurs foins dont les senteurs pénétrantes apportées par la brise venaient jusqu'à moi; les oiseaux gazouillaient; la mer, caressant les grèves, chantait doucement; tout respirait la joie, la vie! Et moi, le cœur serré, je répandais sur cette tombe de pieuses larmes, juste hommage rendu à l'une des plus belles, des meilleures et des plus malheureuses créatures qu'il puisse être donné à l'homme de rencontrer et d'aimer.

AMÉDÉE MARTEAU.

Digitized by Google

DE

VALPARAISO A BUENOS-AYRES

A TRAVERS LES ANDES ET LES PAMPAS

—

PREMIÈRE PARTIE

—

Plusieurs années de courses et de voyages m'avaient fait connaître les Etats-Unis, le Canada, les Antilles, la Côte Ferme, le Mexique et le Brésil. Dix-huit mois passées dans le Pacifique m'avaient permis de visiter tous les points compris entre la frontière nord des Etats de l'Amérique centrale et le cap Horn. J'avais admiré les sublimes et sauvages paysages du détroit de Magellan et des canaux patagoniens. Le Chili, le Pérou, l'Equateur, la Nouvelle-Grenade, le Nicaragua m'étaient apparus tour à tour sous les aspects les plus variés et les plus propres à intéresser le voyageur. Les mines de Copiapo, les antiquités péruviennes, l'exploration du Bayano, rivière inconnue de l'isthme de Panama avaient absorbé les rares moments de loisir dont dispose l'officier de marine.

Les navires de guerre en station dans le Pacifique contribuèrent puissamment par leur charitable activité à diminuer les conséquences du terrible tremblement de terre du 13 août 1868. Ils rendirent de bien grands services à l'humanité en général et au Pérou

Digitized by Google

surtout, dont le littoral avait été horriblement dévasté par l'irruption des eaux de la mer. Je visitai sur l'un d'eux jusqu'aux plus misérables bourgades de la côte, témoin ainsi des désastres affreux occasionnés par le singulier phénomène volcanique dont l'action a été ressentie sur une surface si étendue, qu'aucun bouleversement de la nature ne lui est comparable sous ce rapport.

Après cet épouvantable cataclysme, je vins à Valparaiso; mes affaires me forcèrent à demander mon rapatriement avant le moment où le navire sur lequel j'étais eût fini la campagne commencée. J'obtins de rentrer en France, et, pour compléter mes voyages en Amérique, je résolus de franchir la Cordillère des Andes, les Pampas immenses de la République Argentine pour venir m'embarquer à Buenos-Ayres. Cet itinéraire me faisait perdre un peu de temps, il est vrai, mais il me promettait des spectacles nouveaux et des émotions de tous genres. Ce sont les notes prises pendant ce trajet que j'offre au lecteur; elles n'ont d'autre mérite que d'être exactes et écrites sans parti pris.

I

Parti de Valparaiso au milieu du mois de novembre 1868, je m'arrêtai quelques jours à Limache, dans la *quinta* (maison de campagne) de M. F..., riche négociant étranger établi au Chili. La façon toute charmante dont Mme F... faisait les honneurs de sa jolie propriété me rendit ce séjour très agréable. Du reste, les environs de Limache sont ravissants. Une multitude de quintas donnent à ce bourg la vie et le mouvement; les fruits y sont délicieux et fort abondants; le climat est admirable. Je quittai bien à regret mes aimables hôtes; le chemin de fer me déposa à Llaillai, à moitié chemin de Santiago. Je pris une voiture qui me conduisit à San-Felipe, jolie petite ville, chef-lieu de province et centre d'exploitations agricoles fort importantes. Des ruisseaux, des peupliers, des prairies, des champs de blé, voilà tout ce qu'on aperçoit au milieu d'un nuage de poussière souvent très dense, toujours insupportable. Après quelques moments de repos employés à baigner les chevaux (c'est le moyen usité au Chili pour reposer et fortifier les animaux qu'on surmène, mais qu'on nourrit peu), je repartis pour Santa-Rosa de los Andes, où je devais faire mes préparatifs pour franchir la Cordillère par le passage d'Uspallata.

Digitized by Google

Santa-Rosa est une petite ville de quatre ou cinq mille âmes qui, dans ces dernières années, a acquis une certaine importance par le transit des bestiaux que la République argentine envoie au Chili en leur faisant passer les montagnes. Ce dernier, en revanche, approvisionne les provinces de Mendoza, de San-Juan, etc., qui trouvent leur compte à se fournir des objets manufacturés sur les marchés chiliens plutôt que sur celui de Buenos-Ayres. La Cordillère n'est ouverte que pendant six mois au plus, généralement du 1er novembre à la fin d'avril, les chemins en sont difficiles, mais ils sont sûrs, tandis que les Pampas sont dévastées par les Indiens insoumis, les gauchos en rupture de ban; en prenant la route des Pampas, les négociants verraient leurs convois attaqués, pillés, et leurs marchandises n'arriveraient que bien rarement saines et sauves aux lieux de destination.

Une des raisons qui contribuent aussi à perpétuer le commerce par les Andes, c'est que l'ouest de la Confédération Argentine, fournissant au Chili la viande sur pied, se fait payer en marchandises la valeur des animaux de boucherie exportés. Les négociants des deux pays évitent ainsi un double et dispendieux envoi de fonds.

Grâce à l'obligeance d'un Français fixé à Santa-Rosa, et malgré la persistance tout à fait exceptionnelle des neiges qui fermaient encore les défilés, j'eus bien vite trouvé un bon guide, deux péons et des mules. J'achetai ensuite quelques provisions pour mes hommes et pour moi; je comptais me mettre en route le lendemain matin. Le rendez-vous était donné; on devait charger de fort bonne heure la mule destinée à porter ma valise, un petit matelas et les provisions. J'attendais en vain dans le *patio* (cour) de la *posada* (hôtel) où j'étais, les hommes que j'avais engagés. Déjà je donnais les signes de la plus vive impatience, quand je vis arriver mon guide; sa figure était très rouge, sa démarche titubante. Il m'expliqua, dans un espagnol diffus et mielleux que les avances que j'avais données la veille avaient servi à faire de copieuses libations; on avait voulu fêter le départ. L'hiver ayant été extrêmement rigoureux, la Cordillère était encore fermé par les neiges; on avait cru convenable d'invoquer la protection de Notre-Dame-des-Glaces en faveur des hardis voyageurs qui ne craignaient pas de devancer le temps fixé par la nature pour tenter le passage de ces montagnes abruptes. Bref, il me dit que les deux péons étaient ivres-morts, et que lui-même reconnaissait avoir fait une petite excursion dans les vignes du Seigneur. J'étais vivement contrarié, mais il n'y avait rien à faire; d'ailleurs, je savais que la patience est la chose la plus indispensable à posséder quand on voyage dans l'Amérique méridionale; je me résignai à attendre

Digitized by Google

vingt-quatre heures. Ce qu'il y avait de plus drôle, c'est que les diverses personnes auxquelles je parlai de cette affaire trouvèrent que c'était tout naturel; elles disaient que s'enivrer est une chose fort hygiénique avant de franchir les Andes; je vis le moment où elles allaient me conseiller d'en faire autant.

Je pris mes précautions pour empêcher le renouvellement de pareil accident et je profitai de ce repos forcé pour visiter les environs. Un jeune homme du pays, qui m'assura m'avoir beaucoup connu à Santiago et qu'effectivement j'avais entrevu autrefois je ne sais plus où, voulut être mon cicerone. Nous partîmes à cheval. La campagne est bien cultivée, fort riche et singulièrement peuplée; la propriété est très divisée, au moins dans les environs de Santa-Rosa. La vallée de ce nom, dans laquelle coule le grand torrent Aconcagua, est fort belle. La vue des Andes, qui se dressent comme une barrière infranchissable à l'Est, donne beaucoup de majesté au paysage.

Le soleil commençait à devenir chaud; mon nouvel ami eut l'idée de me présenter dans une maison près de laquelle nous étions arrivés. Nous fûmes très bien accueillis. Pendant qu'on échangeait les phrases banales de circonstance, j'entendis partir un ou deux hommes à cheval; je n'y fis pas grande attention et je ne compris leur mission qu'en voyant arriver successivement plusieurs jeunes filles et jeunes gens. On m'offrait un bal. Médiocrement satisfait de la perspective de passer un nombre incalculable d'heures à entendre grincer de la guitare, je cherchai à m'esquiver; mais je dus renoncer bientôt à une entreprise qui n'aurait pas convenu à une trentaine de personnes intéressées à exhiber leurs grâces devant un *caballero estranjero*. On commença par chanter des *canciones* et des *tonadas* Deux jeunes filles, avec des voix, en général, affreusement criardes, chantaient à la fois en s'accompagnant de l'inévitable guitare, instrument aussi désagréable et encore plus répandu dans l'Amérique du Sud que le piano ne l'est en Europe. Habituellement les jeunes personnes chiliennes ou argentines, à quelque classe de la société qu'elles appartiennent, jouent et chantent aussi mal que possible; c'est pour cela qu'elles sont presque toujours deux; on ne sait au juste à qui attribuer les notes pitoyables qui se font entendre. Ces canciones sont toujours les mêmes, une mélopée légèrement plaintive accompagne les paroles qui expriment l'amour immense qu'on ressent pour quelqu'un ou quelqu'une et la peine atroce qu'a causé, cause ou causera l'absence ou la perte de l'objet aimé. Les rimes sont riches, mais fort peu variées.

Après deux heures d'un semblable exercice, pendant lesquelles on avait fait circuler abondamment la *chicha* et le *chacoli*, deux

Digitized by Google

agréables boissons fermentées du pays, sorte de vins légers, l'un sucré, l'autre aigrelet, on fut suffisamment préparé pour la danse. Il ne s'agissait, bien entendu, ni de quadrille, ni de valse, ni de polka, mais de la zama-cueca, charmante danse d'un caractère langoureux et plein de volupté et d'un effet extrêmement gracieux. D'abord, les couples exécutèrent les figures assez languissamment, mais petit à petit leur jeu s'anima; les spectateurs les encourageaient par des bravos frénétiques. Les chants, les cris mêmes vinrent s'ajouter au tapage; le chacoli circulait de plus en plus. Dans l'intervalle des figures ou des zama-cuecas, les danseurs altérés absorbaient à longs traits ce breuvage perfide. On trouvait mille prétextes pour faire achever le verre qu'on présentait aux dames. Elles ne pouvaient se refuser de boire à la santé d'un tel, au bonheur de celui-là, à la prospérité d'un troisième. Les jolies filles, et elles étaient nombreuses, étaient les plus tourmentées. Grâce à ce régime, au bout de quelque temps, le diapason de la fête était des plus gais. L'excitation de la danse, qui devenait de plus en plus échevelée, commençait à faire tourner et à alourdir les têtes. La parole, qui est souvent très libre en espagnol, prenait un tour provoquant, presque obscène, à en juger avec nos idées. Les vieux parents, quelques jeunes gens, qui buvaient sans relâche, se plaignirent de migraines; on leur appliqua sur les tempes des feuilles de peupliers trempées dans du suif fondu : remède souverain, paraît-il. La nuit venait; déjà, depuis un instant, je remarquais des disparitions assez étranges. Me rappelant alors ce qu'on m'avait dit de l'*inconséquence* des personnes de *medio pelo* au Chili, quand, sous l'influence des toasts et des danses lascives, elles ont perdu la *verguenza* (fausse honte), je compris que la fête allait offrir des compensations à ceux qui, comme moi, possédaient encore la plénitude de leurs facultés. J'avais déjà admiré une belle brune, une tête de Romaine avec des yeux de flamme; plusieurs fois, je lui avais adressé des compliments outrés; je me rapprochai d'elle et j'achevai de conquérir ses bonnes grâces à force de ridicules exagérations de langage. Ce système est, du reste, assez goûté des femmes hispano-américaines. Un grand verre de chicha, que la belle Trinidad sirota à l'accomplissement de tous mes désirs, lui fit éprouver le besoin de prendre l'air. Quand nous retournâmes rejoindre les danseurs, les maîtres de la maison sommeillaient sur des *butacas* (sorte de fauteuils en peau); plusieurs invités étaient partis. Les deux frères de Trinidad et mon cicerone se distinguaient encore par leur ardeur à fatiguer ce qui restait de jeunes filles. Dans un accès d'enthousiasme, mon ami prétendit n'avoir jamais vu une plus belle fête; on fit chorus avec lui. J'ajoutai que les bals chez le Grand-

Digitized by Google

Mogol n'étaient pas plus resplendissants et je voulus me retirer sur cette phrase qui m'avait acquis la sympathie de tout le monde. Mon idée fut trouvée raisonnable, mais pendant qu'on préparait nos chevaux, les guitares se firent entendre de nouveau. Il me fallut écouter une kyrielle de *despedidas* ou chants de départs. On mêlait mon nom et le but de mon voyage à des expressions de regrets ; la langue castillane se prête facilement à ces sortes de vers presque improvisés et qui ne laissent pas que de produire un certain effet. Je jurai, de mon côté, de garder un souvenir éternel des beautés de Santa Rosa, et comme tout a une fin, même les *despedidas*, je pus aller me reposer pendant les quelques heures qui me séparaient encore du moment fixé pour la partance, tout à fait réconcilié avec les guitares, les danses et les jolies filles chiliennes.

Au lever du soleil, le guide et les péons étaient devant ma porte ; on chargea les bagages. Après avoir revêtu un *poncho* (manteau-couverture avec un trou pour passer la tête), je chaussai des éperons énormes, fantastiques, invraisemblables, et, enfourchant ma mule, je partis au grand trot.

Je suivis d'abord la rive gauche de l'Aconcagua, qui coule au milieu de la vallée de Santa-Rosa. La montée était assez peu sensible, les *ranchos* (fermes) continuèrent à se montrer pendant près de trois lieues, serrés les uns contre les autres et accusant une grande densité de population. Enfin, ils devinrent plus clairsemés et bientôt cessèrent tout à fait. Je passai sur la rive droite par le pont de la Biscacha, jeté entre deux rochers dans un lieu très sauvage. Le thalweg que je remontais est formé par deux contre-forts de la Cordillère ; dans certains endroits, le torrent s'encaisse assez profondément ; ses bords sont couverts de superbes *cactus cereus*, qui forment d'épais buissons ; de beaux arbres se montrent sur le flanc de la *sierra*. La vallée a un caractère agreste, heureusement tempéré par l'éclat des fleurs qui bordent le sentier. La diversité des formes qu'affectent les montagnes, le doux murmure du torrent contribuent à augmenter la beauté des sites qu'on rencontre. C'est en parcourant une succession de paysages du même style, mais très variés dans les détails, que j'arrivai au point où le Rio-Colorado se jette dans l'Aconcagua.

Le gouvernement chilien a établi dans cette localité un *resguardo* (douane) qui, auparavant, n'avait d'autre but que d'empêcher l'introduction des articles de contrebande, c'est-à-dire des marchandises soumises à des droits spéciaux. Depuis peu de temps, il vient de décréter un impôt sur les bestiaux et les charges de mules, de quelque nature qu'elles soient. Cette mesure, qui a singulièrement déplu au commerce argentin et qui a été votée par le Chili dans un

Digitized by Google

but de spéculation, n'atteindra pas, je crois, le résultat demandé. Les provinces argentines de l'ouest en souffriront d'abord, cela est certain; elles auront de la peine à changer leurs habitudes, mais enfin elles s'accoutumeront à s'approvisionner à Buenos-Ayres. Les valeurs qui venaient à Valparaiso ne sortiront plus de la Confédération, surtout quand les routes seront plus sûres et quand le chemin de fer du Rosario à Mendoza sera construit. Cet impôt maladroit hâtera certainement la mise en activité de ce grand railway, en le rendant de plus en plus indispensable pour les pays du versant oriental de la chaîne des Andes. Le nouveau président argentin, M. Sarmiento, qui est de San-Juan, et qui est très disposé par suite à favoriser les provinces occidentales, profitera sans doute de cette circonstance pour doter sa patrie d'une voie de communication si nécessaire. Le gouvernement, en attendant, prendra les mesures militaires voulues pour garantir les convois et les voyageurs des attaques auxquelles ils sont exposés depuis la chute d'Urquiza, qui seul savait tenir en respect les Indiens et autres malfaiteurs.

Après avoir payé trois piastres (15 francs) pour la mule qui portait ma valise et deux réaux (1 fr. 25 cent.) par personne pour droit de péage d'un méchant pont de bois jeté sur l'Aconcagua, je continuai mon chemin toujours dans la même vallée que je suivais depuis mon départ. A chaque pas que l'on fait, le paysage devient plus âpre et plus majestueux : à droite, le *Cerro de la Porcura* étale ses formes bizarres, ses bosselures difformes; de grands rochers noirâtres accrochés à ses flancs dans un équibre problématique semblent menacer perpétuellement les voyageurs d'une chute prochaine. Le *Cerro del Poltrero alto*, dont la cime, couverte de neige, se perd dans les nuages, se dresse par devant, et, quelque courbe que fasse la gorge dans laquelle on marche, cette montagne diabolique semble se déplacer pour venir se présenter comme un obstacle insurmontable. Cependant, à force de tourner, on la dépasse; la vallée s'élargit un peu à partir de la pointe de Quillai, qui fait faire un coude prononcé à la rivière. On grimpe par un chemin impossible jusqu'à ce qu'on ait franchi cette pointe rocheuse et élevée; l'Aconcagua coule alors entre des bords escarpés et profonds. Un endroit qu'on appelle *el Salto del Soldado* est particulièrement remarquable; les rochers qui surplombent le torrent ont une hauteur vertigineuse. La tradition dit qu'un soldat qui avait eu le malheur de plaire à la femme de son général fut forcé de se réfugier dans la Cordillère quand le mari outragé connut son infortune. Il fut poursuivi par les émissaires de son ancien chef; serré de près par eux, il tenta d'échapper au sort qui l'attendait s'il se laissait prendre en sautant dans cet abîme. Il y périt, mais son âme hante encore une

Digitized by Google

anfractuosité de cette vaste crevasse; on dit même que, la nuit, elle se plaît à tourmenter la conscience des amants qui passent par là, et cherche à les dissuader des amours criminelles dans lesquelles ils se complaisent. Une sorte de plateau couvert de beaux arbres (hêtres, araucarias, quillais, jarubis, etc.), bordé à gauche par le *Cerro del Meson*, s'abaisse très doucement jusqu'à revenir au niveau des eaux de l'Aconcagua. La journée tirait à sa fin et nous étions encore à deux lieues d'un *rancho*, où nous devions passer la nuit; nous pressâmes le pas, mais en arrivant au bord d'un torrent appelé le *Rio de los Hornillos*, qui se jette dans l'Aconcagua, nous fûmes très contrariés en le trouvant fort grossi. Le soleil avait été très chaud, et les neiges fondues avaient augmenté le volume de ses eaux d'une façon inquiétante. Comme il n'y avait pas de pont, il fallait tenter le gué ou rester à la belle étoile, sans pâturage pour les mules, jusqu'à l'aurore, heure à laquelle les torrents de la Cordillère diminuent de volume par suite de la cessation de la fonte des neiges. Après un peu d'hésitation, il fut convenu qu'on essayerait de traverser. A cause de la configuration du terrain, on ne pouvait passer le torrent qu'un peu au-dessus d'une chute, dans un endroit où sa largeur ne dépassait pas quinze mètres. Mon guide Vergara et moi, qui étions les mieux montés, passâmes les premiers en nous tenant aux deux bouts d'un *lazo* (nœud coulant) en cuir, afin de nous porter réciproquement secours en cas de besoin. La taille de nos mules les empêcha de perdre pied, et nous traversâmes sans autre inconvénient que de prendre un demi-bain glacé qu'il nous fut impossible d'éviter malgré nos efforts. Un péon et la mule des bagages passèrent ensuite, mais la monture du dernier serviteur était trop petite et pas encore assez habituée à la Cordillère pour porter son cavalier. Vergara traversa le torrent avec sa mule en tenant la mienne par la bride; le péon mit pied à terre et força sa monture à entrer dans l'eau en excitant son zèle à coups de cailloux. Débarrassée ainsi du poids qui la chargeait, elle avait plus de chances de pouvoir résister à la force du courant. Vergara et le péon surveillaient ses mouvements sur l'autre rive; le deuxième péon et moi étions prêts à l'aider sur la rive qu'elle devait atteindre. Arrivée au milieu du torrent, la mule s'arrêta, comme étonnée par le b uit de l'eau et peut-être aussi à cause des pierres entraînées qui lui meurtrissaient les jambes. Malgré nos cris, elle resta plus d'une minute dans cette position; quand elle repartit, elle fut obligée de céder au courant; déjà elle n'était plus qu'à quelques centimètres de la chute. On la voyait raidir ses membres dans un effort suprême; mais l'eau, qui lui arrivait jusqu'à la croupe, la maîtrisait; pendant quelques instants, la lutte fut dou-

Digitized by Google

teuse; enfin, je la vis céder encore, et je faisais mon deuil de cette bête quand j'entendis un sifflement; le *lazo* de Vergara s'abattit sur elle et la retint à moitié penchée sur l'abîme qui allait en faire sa proie. Pour ne pas être entraîné lui-même, il attacha l'autre extrémité du *lazo* à un arbre; de mon côté aussi, grâce à la grande proximité, je pus la lacer; réunissant alors tous nos efforts, et bien secondés par la mule, qui comprenait le danger qu'elle courait, nous réussîmes à lui faire reprendre pied et à l'amener sur le bord où j'étais, à moitié étranglée, il est vrai, tremblante de froid et de peur, mais enfin saine et sauve. Vergara et le péon vinrent nous rejoindre, et au bout d'une demi-heure, nous mettions pied à terre au rancho de la Guardia Vieja.

Cette misérable ferme, dernier lieu habité du versant occidental des Andes, est ainsi nommé parce que, lors des guerres de l'indépendance américaine, les Espagnols y avaient établi un poste pour garder les défilés et empêcher les Argentins de venir au secours des insurgés chiliens. Le poste fut attaqué en 1817, en même temps que la garnison de San-Felipe; les Espagnols furent culbutés, les troupes argentines et chiliennes se réunirent à Chacabuco, où elles se mesurèrent encore contre leurs dominateurs. Le succès qu'elles remportèrent dans cette journée contribua puissamment à assurer l'indépendance des deux républiques nouvelles.

Le soleil allait se coucher lorsque je descendis de ma mule. Je vis passer successivement la tête couverte de neige des colosses qui m'entouraient par presque toutes les couleurs du prisme. Le blanc éclatant se transforma en orange, en rouge, en violet, enfin en bleu. La décoration des rayons solaires se fit si graduellement, qu'il serait oiseux de vouloir décrire les nuances charmantes intermédiaires, si fugitives et pourtant d'un effet si saisissant.

Après avoir soupé fort sommairement d'un morceau de jambon et d'une tasse de lait frais fourni par une des vaches du *ranchero* (fermier), je me mis à absorber du *mate*[1]. Cette boisson, qui commence à être connue en Europe, m'a toujours paru délicieuse et surtout très commode à préparer en voyage en raison des ustensiles qu'on emploie et qui sont beaucoup moins encombrants que ceux qu'exige la préparation du thé ou du café. On me donna le conseil de remplacer l'eau chaude qu'on verse sur la *yerba* par du lait bouillant; j'obtins ainsi un breuvage réellement parfait, extrêmement nourrissant et doué d'un parfum exquis. Pendant que je me livrais à cette agréable occupation, les cinq filles du *ranchero*, qui

[1] Thé du Paraguay fait avec les feuilles et les petites branches séchées au feu de l'*Ilex paraguariensis*, de la famille des Aquifoliacées.

Digitized by Google

étaient fort jolies, se mirent à râcler une guitare et à chanter tout leur répertoire. Je crois, Dieu me pardonne! que la très remarquable propagation de l'instruction primaire au Chili n'a jusqu'à présent servi qu'à faire lire, comprendre et retenir un détestable petit recueil de toutes sortes de chansons, zamacuecas et autres balivernes.

Au bout de quelques minutes, je me retirai discrètement et j'allai installer mon petit matelas et une énorme couverture de peaux de *guanacos* (camellus huanacus) au pied d'un gros rocher non loin du torrent Aconcagua, qui en cette localité coule assez paisiblement. L'éloignement du rancho de l'endroit que j'avais choisi m'assurait de n'être pas troublé par la musique des *niñas*. Avant de commencer mon voyage, j'avais pris la résolution, d'après les conseils d'un homme expérimenté, de ne jamais coucher dans l'intérieur des ranchos, cabanes ou maisons de refuge que je pourrais rencontrer sur mon chemin. Ce système devait avoir l'avantage de me mettre à l'abri des légions innombrables d'insectes de toutes espèces qui pullulent dans les lieux habités, tant d'un côté que de l'autre de la chaîne des Andes. Plus tard j'eus l'occasion de m'applaudir de cette résolution. Je disposai donc mon *almofrez* (sac en cuir qui contient tout ce qui sert pour le coucher) et ma selle en guise d'oreiller, mon revolver à portée de ma main, et je ne tardai pas à m'endormir du sommeil du voyageur qui a passé toute la journée sur une mule par monts et par vaux.

A l'aube un jeune oiseau, perché sur le rocher près duquel j'étais, me réveilla par ses petits cris joyeux. Il saluait le retour de la lumière, qui eut lieu avec la même diversité de teintes qui la veille avait annoncé sa disparition, seulement en ordre inverse. La journée semblait devoir être splendide; pas un nuage, pas une vapeur. Cette partie de l'Amérique est très sèche; les rosées même sont peu abondantes. Je respirai avec délices l'air pur et assez frais du matin. Le spectacle que j'avais devant moi était ravissant; le réveil de cette belle nature alpestre, qui frappait mes yeux au moment même où ils s'ouvraient, produisit sur moi une profonde impression. On ne peut oublier les sensations qu'on éprouve en de pareils instants; on est heureux de vivre; on se sent libre et fort en face d'un tel tableau. Quoique la vigne ne croisse déjà plus à la Guardia Vieja, la végétation y est encore assez luxuriante. La matinée n'étant pas assez froide pour être désagréable, je restai quelques moments à contempler ce sublime paysage, absorbé dans mes rêveries. Rappelé au sentiment de ce que j'avais à faire par la voix des péons, je me levai et voulus presser le départ; mais bientôt je dus faire appel à toute la patience dont j'avais résolu de m'armer. Mes péons avaient

Digitized by Google

trouvé des connaissances parmi les serviteurs du *ranchero;* ils avaient passé la nuit à boire et à s'amuser et n'étaient plus en état de continuer la route. Quand j'arrivai, ils se donnaient une représentation. A tour de rôle ils débitaient des scènes dialoguées dont le personnage principal était une sorte de Paillasse. Plusieurs lazzis assez drôles, plusieurs autres assez graveleux, ne parurent pas déplaire aux filles du *ranchero*, qui assistaient à ce spectacle improvisé. Je me consolai presque du retard que j'éprouvais en voyant ces jeux qui me parurent remplis de couleur locale. Malheureusement ils se prolongeaient par trop. Ils furent terminés par une dispute entre deux péons de la Guardia Vieja (beaucoup moins ivres que les miens), qui voulurent mettre fin à leur querelle au moyen d'une espèce de lutte à cheval. Ils montèrent tous les deux, sans selle, sur les premières mules qui tombèrent sous leurs mains et se mirent en position pour *pechar*. Personne ne s'interposant, ils se précipitèrent l'un sur l'autre; la secousse reçue par les animaux fut assez rude. Les deux combattants restèrent quelques secondes ainsi, excitant leurs montures dont les poitrails se touchaient[1]. A la fin, le plus grand des deux, jeune escogriffe à la figure enluminée, triompha de son adversaire, qui fut roulé par terre ainsi que sa mule. On le ramassa sans autre mal que quelques égratignures, et chacun considéra le vainqueur comme ayant parfaitement démontré son bon droit. Cette lutte est très en usage au Chili, surtout quand les cerveaux sont excités par l'alcool; souvent elle a des conséquences terribles pour l'homme et pour la monture.

Ne voyant plus rien de curieux à observer, et d'ailleurs ennuyé d'un retard si long, je partis en avant, en recommandant au *ranchero* de m'expédier mes hommes aussitôt qu'ils pourraient se tenir à cheval.

A une très petite distance de la Guardia Vieja, on rencontre des amas de neiges considérables; la végétation se rabougrit; de belles cascades, bondissant de rocher en rocher, viennent seules égayer le paysage. Les ruisseaux alimentés par ces cascades finissent tous par se jeter dans l'Aconcagua; quelques-uns passent sous les neiges amoncelées dont je viens de parler: il se forme alors des voûtes glacées d'un effet très étrange et qui souvent sont fort dangereuses, car on est forcé de passer dessus; leur épaisseur n'est pas considérable, surtout à l'époque de la liquéfaction des neiges; le poids des animaux peut les faire effondrer et occasionner ainsi de graves accidents.

Après avoir fait deux lieues, je rencontrai une petite construction

[1] En espagnol, *pécho* signifie poitrine; de là l'origine du mot *pechar*.

Digitized by Google

en briques rouges, qui sert de maison de refuge aux malheureux surpris par la tempête dans ces gorges inhospitalières. Cette bâtisse, qui avait l'aspect d'un dé à coudre de grande dimension, pouvait avoir sept mètres de diamètre sur une hauteur à peu près égale. Le toit était formé par une voûte épaisse; quelques marches en pierre, grossièrement ajustées, donnaient accès par une porte extrêmement petite et étroite, seule ouverture de cette bicoque, à une chambre exhaussée ainsi pour diminuer l'humidité du sol. Un grand rocher, situé à trois ou quatre mètres de la porte, protégeait l'intérieur contre le vent et la neige qui s'accumule fréquemment jusqu'à bloquer dans leur triste prison les pauvres voyageurs. La *Casucha del Peñon* (maison de refuge du rocher) est la première de quatre ou cinq constructions analogues que le gouvernement chilien a fait bâtir. Elles ont rendu de grands services et sauvé la vie de plusieurs personnes. De l'autre côté de la Cordillère, il n'en existe qu'une seule, et encore n'a-t-elle pas été faite par les soins de la République Argentine.

En poursuivant, je ne tardai pas à apercevoir le *cerro de las Ojos de agua*, au pied duquel il y a des sources, un maigre pâturage et une autre casucha; seulement celle-là est carrée au lieu d'être ronde. Je m'arrêtai pour attendre mes péons; j'allai visiter les sources, dont l'eau fraîche et délicieuse provient par infiltration d'un lac situé au sommet de la montagne, puis je dessellai ma mule pour la laisser paître, car c'était le dernier repas qu'elle devait faire de longtemps, aussi en profita-t-elle. Je m'étendis par terre et commençai à mettre de l'ordre dans mes notes. Au bout de deux heures environ je m'endormis, chauffé par le soleil de midi. Il y avait déjà quelque temps que je dormais quand je fus réveillé par le froid; le soleil était caché par des nuages épais, le vent mugissait, des flocons de neige tombaient çà et là. J'allai m'abriter près de la casucha, en faisant d'assez tristes réflexions. Je me trouvais bien isolé; la tempête, qui était venue très subitement, comme tous les changements de temps des pays montagneux, semblait assez forte; je n'avais dans mes *alforjas* (grandes poches à provisions que l'on place à côté de la selle) que pour un jour de vivres, quantité dont, par habitude, on ne se sépare jamais dans la Cordillère; bref, je déplorais l'idée que j'avais eue de partir ainsi seul, en enfant perdu. La neige pouvait m'enfermer dans ce lieu sauvage et désert; elle m'empêcherait de recevoir des secours; déjà je supputais le nombre d'heures que je pourrais passer sans manger, me disant pour toute consolation que, dans la seconde moitié de novembre, les tempêtes ne sauraient durer plus de trois ou quatre jours. Heureusement le temps s'éclaircit bientôt,

Digitized by Google

le soleil se montra de nouveau. J'avoue que sa vue me fit un sensible plaisir.

Vers six heures, je dînai philosophiquement avec de l'*ulpo*, farine de maïs rôti, qu'on verse dans un récipient; on y ajoute du sucre et de l'eau fraîche ; cela forme une bouillie plus ou moins dense, très rafraîchissante, très nutritive et d'un goût fort agréable. N'ayant pas voulu me donner la peine de ramasser des petites branches pour faire du feu et me confectionner un plat quelconque avec du *charqui*, viande séchée et coupée en lanières, je me passai de cet aliment, qui n'est pas mangeable cru, et le remplaçai par une autre dose d'ulpo. Je me torturais l'esprit pour comprendre l'inconcevable retard de mes gens, quand je crus entendre résonner le pas de plusieurs animaux; bientôt après, j'entendis des voix et j'aperçus une troupe de cinquante chevaux au moins, suivis par une douzaine de cavaliers, parmi lesquels j'en distinguai deux qui avaient l'air de commander aux autres. Tout le monde mit pied à terre; je souhaitai la bienvenue aux deux étrangers, et, pour satisfaire ma curiosité sur leur compte, je leur offris des cigarettes, ce qui peut tenir lieu de présentation; en véritables hispano-américains, ils n'eurent garde de refuser, et les relations les plus courtoises se trouvèrent entamées entre nous. Le plus âgé des deux, M. L..., m'apprit qu'il allait voir son frère à la Rioja et lui conduire une cinquantaine de chevaux dont il avait le plus grand besoin. M. G..., son compagnon, allait à Tucuman où l'appelaient de graves intérêts. Ils étaient partis deux jours avant moi des environs de Santa Rosa; la veille, ils avaient voulu franchir la *Cumbre* (point culminant de la Cordillère); toute la nuit fut employée par eux et leurs péons à se frayer un passage dans les glaces; après des efforts incroyables, ils étaient parvenus au pied de la dernière montée, mais la chaleur du jour, en amollissant les neiges, les força à renoncer à leur entreprise, car les chevaux s'enfonçaient, tombaient, risquaient de se casser les jambes à chaque pas. Ils venaient donc se reposer des fatigues inouïes qu'ils avaient endurées, faire manger leurs animaux et attendre un moment plus propice pour faire une autre tentative. Ce récit n'était pas fait pour m'encourager, cependant la sente qu'ils avaient tracée devait faciliter ma tâche. A mon tour, je leur dis le but de mon voyage; ils me proposèrent de me tenir compagnie jusqu'auprès de Mendoza; je déclinai leur offre parce qu'ils comptaient se reposer toute la journée du lendemain, et j'étais trop pressé d'arriver pour perdre un jour sans nécessité absolue. Chacun vaqua ensuite à ses occupations.

Vers onze heures du soir je fus réveillé par l'arrivée du guide et

Digitized by Google

des péons; je les tançai d'importance; ils avouèrent s'être grisés, me promirent de ne plus le faire, et, pour me prouver leur zèle, offrirent de se mettre en route à la clarté de la lune, si telle était ma volonté.

Je me levai immédiatement pour profiter de cette ardeur insolite, mais au bout d'un quart d'heure, je fus convaincu qu'il y aurait folie à tenter la partie la plus difficile de l'ascension avec des hommes encore abrutis par l'ivresse. Je remis tout au lendemain et allai m'envelopper dans mes peaux de guanacos.

A l'aube, j'étais sur pied; je pris congé de MM. L... et G..., qui étaient assez confortablement installés dans l'intérieur de la *casucha*, et je donnai le signal du départ. Les chemins que j'avais parcourus jusqu'alors m'avaient paru assez mauvais, mais j'en vis bientôt qui me firent considérer les premiers comme des routes carrossables. Après une heure de montée, je fus complétement entouré par les neiges; les rayons du soleil frangeaient des couleurs du prisme le blanc linceul dont elles couvraient la terre et lui donnaient un éclat insupportable. La bise glaciale des régions élevées cinglait la figure, brûlait la peau. Il fallut mettre des lunettes bleues sous peine d'ophthalmie, et se couvrir la face avec un voile épais. De temps en temps, au risque de m'abîmer les yeux, j'enlevais tout cela pour jeter un coup d'œil sur la gorge que je parcourais, et au bout de laquelle le *Cerro del Juncal* étalait ses formes imposantes et ses arêtes aiguës. Je dépassai sans encombre la source de l'Aconcagua, qu'on appelle aussi *Rio de la Cordillera*, le plateau *del Portillo*, où il y a une *casucha;* mais en passant le long d'une côte prodigieusement raide, dans un sentier tracé la veille au milieu de la neige par les chevaux dont j'ai parlé, ma mule s'abattit; je voulus la faire relever, elle glissa et s'abattit encore. Je ne pouvais pas descendre, car à gauche la pente, couverte de neige durcie et très glissante, ne présentait aucune aspérité pour arrêter le pied, et aboutissait à un précipice; à droite j'avais une muraille de glace à pic de plusieurs mètres de hauteur. Je craignais que ma mule ne se blessât en faisant un nouvel effort pour se relever, ou même que par un faux mouvement elle ne sortît du sillon dans lequel elle était accroupie, ce qui aurait entraîné notre perte à tous deux. Il fallait pourtant me tirer de cette position qui n'avait rien de bien comique. J'eus l'idée de passer par-dessus la tête de ma monture; je m'aidai des pieds et des mains et parvins à tomber dans le sentier en exécutant une cabriole assez risquée. L'animal a vraiment un instinct merveilleux pour le danger, aussi le mien ne fit-il aucun mouvement pour s'opposer à ma gymnastique, malgré un violent coup d'éperon que je lui donnai involontairement dans les jambes. Je me dres-

Digitized by Google

sai et l'aidai à se relever, après quoi je continuai à pied jusqu'à ce que le chemin fut devenu plus large et plus commode.

Arrivé à la *Calavera* (tête de mort), où il y a une dernière maison de refuge, je voulus poursuivre, car il était de bonne heure, et la journée semblait propice pour franchir la *Cumbre*. A moins de cent cinquante mètres au-dessus de la Calavera, j'aperçus un lac charmant, entre des pics neigeux ; ses eaux limpides et profondes reflétaient ses bords escarpés. Le vent s'était calmé, rien ne troublait sa placidité, et il ressemblait, suivant la poétique expression de Théophile Gautier, « à l'œil bleu de la montagne », fixant sur le soleil, qui l'éclairait, mais ne l'échauffait pas, un regard amoureux et rêveur. Au-dessus de lui, entre deux aiguilles de glace, on distinguait à l'horizon lointain la tête couverte de frimas du volcan *Aconcagua*. Les triangulations nouvelles des Andes chiliennes donnent à ce géant 7,299 mètres de hauteur, c'est le point culminant du Nouveau Monde, car le *Chimborazo*, qui a longtemps passé pour la plus haute montagne d'Amérique, n'en a que 6,530. Ce volcan est visible du Pacifique ; je l'ai vu à vingt lieues au large de Valparaiso. Le passage d'Uspallata a cela de particulier qu'il est situé entre deux pics gigantesques, l'*Aconcagua* et le *Tupungato* (7,100^{m}). Ce dernier a détrôné l'Illimani, le Nevado de Sorata, le Chimborazo, etc. ; il ne reconnaît que la supériorité de son voisin et du Sahama (7,115) dans les Andes boliviennes, sur la frontière du Pérou.

Peu d'instants après avoir contemplé ce beau paysage polaire, il fallut mettre pied à terre. Les traces que nous suivions avaient cessé ; les chemins devenaient absolument impraticables. Il était très important pour moi de faire passer les mules, sans cela j'aurais été obligé de faire encore vingt-cinq lieues à pied de l'autre côté de la Cordillère, avant de pouvoir m'en procurer d'autres ; cela eût été très fatigant, et surtout m'eût fait perdre beaucoup de temps. En les débarrassant de leurs fardeaux, le guide pensait qu'elles pourraient nous suivre. Nous nous entourâmes donc les pieds de *tamangos* et de *gavuchas*, peaux de moutons disposées à cet effet, nous prîmes chacun un long bâton pointu ; les péons chargèrent sur leurs épaules ma valise, mon *almofrez* et les provisions, et nous commençâmes à grimper pédestrement. Les chaussures additionnelles que nous avions nous garantissaient du froid, empêchaient nos bottes de se couper, et surtout en agrandissant démesurément nos pieds, nous donnaient des bases assez larges pour ne pas trop enfoncer dans la neige. Nous gravîmes ainsi jusqu'à l'entrée d'une *quebrada* (ravine) affreusement sauvage appelée *el Salto*, entourée de murailles abruptes et très inclinée elle-même.

Digitized by Google

Les péons étaient éreintés, et il y avait bien de quoi vraiment. On se figure difficilement quelle fatigue doit ressentir un homme qui par des chemins pareils, dans un air aussi raréfié, porte de trente à trente-cinq kilogrammes sur son dos. Le soleil de midi nous éblouissait de sa vive lumière; il amollissait la neige, et rendait notre ascension plus pénible. Il fut résolu qu'on s'arrêterait au sommet de la paroi de gauche du ravin où on devait être à l'abri des avalanches. Les mules excitées par nos cris recommencèrent à monter en suivant la ligne de moindre pente, elles tombaient à chaque instant, mais elles se relevaient facilement, n'ayant à supporter aucun poids; nous les suivions, Vergara et moi; plusieurs fois je glissai et pris possession du sol ou plutôt de la neige, heureusement sans me faire de mal. Les deux péons avançaient en profitant des empreintes que nous laissions. Nous fûmes une heure à parcourir cinq cents mètres, car il fallait aller aider les péons quand ils tombaient, les débarrasser de leurs charges; nous ne pouvions nous séparer d'eux, et naturellement ils ne couraient pas très vite.

Pendant ce trajet le ciel se couvrit, un *temporat* (bourrasque) se prépara, ce qui nous décida tout à fait à rester sur le dos d'âne que formait la hauteur sur laquelle nous nous dirigions et que nous atteignîmes sans accidents graves. Cette crête porte le nom caractéristique de *Cuchillo amarillo* (Couteau jaune), parce que sur une longueur d'environ cent mètres et sur une largeur d'un peu moins de deux mètres, on peut apercevoir la couleur jaunâtre de la terre et du roc dont elle est formée. Ce n'était pas un lieu de station follement gai, le comfortable y manquait complètement. Entouré de tous côtés de ravines profondes, il y avait bien juste la place de s'étendre, mais il fallait veiller avec soin pour qu'un mouvement inconsidéré ne nous fît pas rouler par des pentes presque verticales jusqu'au fond des gorges béantes qui nous environnaient. Les mules, serrées les unes contre les autres pour se garantir du froid, n'avaient absolument rien à manger; elles n'osaient plus bouger et semblaient en proie à une mélancolie navrante. Cet affreux endroit, qui est fort près de la *Cumbre*, présentait un seul avantage, considérable il est vrai; les neiges ne pouvant s'y accumuler, on était sûr de ne pas être enseveli vivant, comme cela aurait pu avoir lieu dans les quebradas; l'on n'avait à redouter ni les avalanches, ni les tempêtes de neige.

Nous étions à peine arrivés que l'ouragan qui se préparait se déchaîna avec fureur; le vent, qui avait cessé, se reprit à souffler avec une intensité et un bruit incroyables; de gros flocons de neige nous cinglaient la figure; quoique le soleil fût seulement au milieu de sa course, il était impossible de rien distinguer à trois pas de

Digitized by Google

distance. L'oppression qu'on ressent toujours plus ou moins à pareille élévation venait s'ajouter à toutes les misères que nous endurions. Quand on est surpris par ces sortes de mauvais temps, alors qu'on est en marche, il faut s'arrêter, car on s'égarerait ou l'on risquerait de faire quelque culbute effrayante dans les précipices et les crevasses qu'on ne saurait apercevoir à temps; il y a des parages où la neige s'amoncelle assez pour mettre la vie du voyageur en danger. Le vent était si violent, qu'il nous fallait rester couchés à plat ventre pour ne pas être jetés en bas de notre étroit piédestal. Mon guide, fort surpris des perturbations atmosphériques que nous subissions, prétendait qu'elles étaient tout à fait exceptionnelles à cette époque de l'année. Heureusement pour nous, la tempête fut aussi courte qu'elle avait été violente; le calme le plus complet succéda aux convulsions de la nature. Nous secouâmes nos effets et nous nous occupâmes du dîner. Vergara avait eu la précaution de prendre avec lui quelques branches sèches qui servirent à allumer du feu et à préparer quelques aliments chauds. Le malaise, du reste assez léger, que je ressentais augmenta avec la diminution de la brise; j'éprouvai quelque difficulté à respirer; je mangeai un oignon cru, ce qui me soulagea beaucoup, et, pour couper court à cette oppression, je me décidai à avaler une gorgée d'extrait de *coca* (erythroxilum coca). J'avais fait faire à Lima un élixir avec les feuilles de cet arbuste, originaire de Bolivie, et j'en avais un petit flacon sur moi. La *coca*, dont les Indiens des hauts plateaux font le plus grand usage, est réellement douée de propriétés merveilleuses. Elle empêche la *puna* ou *soroche* (maladie des grandes altitudes), qui est fréquemment très grave; elle remplace les vivres et l'eau; avec quelques grammes de feuilles qu'ils mâchent, les Indiens passent quatre ou cinq jours sans manger et sans boire, tout en supportant de grandes fatigues. L'expérience me force à croire à ces faits; non-seulement je fus guéri immédiatement du malaise que je ressentais, mais plus tard, grâce à elle, je pus passer facilement plusieurs jours ne faisant qu'un repas très incomplet par vingt-quatre heures et en parcourant trente-cinq lieues à cheval en moyenne sous un soleil de plomb.

Le reste de la journée fut assez triste. Je voulus dormir, car je devais me lever de grand matin, mais cela fut impossible; aussitôt le coucher du soleil, le froid, qui jusqu'alors avait été assez rigoureux, devint tout à fait insoutenable. A minuit, pour se garantir de l'onglée, il fallut se mettre à battre la semelle; enfin, à deux heures du matin, nous nous mîmes en route, éclairés par la lune. Je quittai sans regret cette crête de malheur, mais je n'oublierai jamais les quelques instants que j'y ai passés.

Digitized by Google

La route que l'on suit ordinairement pour atteindre la Cumbre n'était pas praticable; nous en suivîmes une autre, d'ailleurs, très peu éloignée de la première. La neige, à cause de l'heure matinale, était très dure; nous avançâmes donc sans trop de difficultés, mais toujours très lentement à cause des péons qui portaient les bagages. Du reste, quand on approche de la cime, il ne faut jamais aller vite, même quand la saison est favorable, car la montée est extrêmement rapide; on perdrait la respiration, et on serait obligé de se reposer bien longtemps pour la retrouver. Avant le lever du soleil, j'atteignis *la Cumbre*. Le temps était superbe. Il était heureux pour moi d'arriver dans la matinée, car, dans l'après-midi, il règne toujours un vent vraiment insupportable, assez fort, dit-on, pour désarçonner les cavaliers. Les péons étaient fatigués et voulaient se reposer avant d'entreprendre une longue descente, au bout de laquelle seulement les mules pourraient être rechargées. Le versant argentin des Andes est beaucoup moins froid que celui du Chili; il y avait une différence considérable entre les deux : le premier présentait un aspect rouge par suite de la couleur de la terre qui se laissait voir presque partout, tandis que le dernier était totalement couvert du blanc manteau de l'hiver. Le point culminant du passage d'Uspallata est situé à 4,011 mètres de hauteur au-dessous de la limite des neiges éternelles, qui, en cet endroit, est à environ 4,500 mètres au-dessus du niveau de la mer. La vue qu'on a de la Cumbre est fort imposante; un cercle de pics neigeux ferme l'horizon; la différence de couleur des deux versants rompt agréablement l'uniformité habituelle des teintes de ces régions. Je demandai à Vergara combien de temps il faudrait aux péons pour se reposer et descendre la Cumbre. Il me répondit que quatre heures seraient à peine suffisantes. Je résolus alors de tenter l'ascension d'une montagne sans nom, à droite et fort près du passage, qui me paraissait la plus élevée du groupe environnant. Moyennant une récompense assez modique, le guide s'engagea à me suivre, à m'aider et à porter ma jumelle et le flacon de coca. Nous montâmes d'abord très facilement du côté de l'est; le pied mordait dans une espèce de pouzzolane, puis nous fûmes obligés de revenir un peu à l'ouest, où le soleil ne donnait pas; nous retrouvâmes la neige, mais le terrain continua à être facile. Au bout d'une heure, nous avions dépassé la limite des neiges éternelles; nous arrivâmes peu après au pied d'une aiguille de glace d'une centaine de mètres de hauteur. Une gorgée de liqueur de coca nous remit de toutes nos fatigues et nous donna de nouvelles forces. Vergara ne voulait pas d'abord continuer; il prétendait que la montagne était *donzella* (vierge) et qu'elle punirait les téméraires qui voulaient l'escalader pour la pre-

Digitized by Google

mière fois; je le décidai cependant à me suivre; nous trouvâmes une fissure dans laquelle nous pûmes continuer notre périlleuse entreprise. Nous posions les pieds et les mains sur les aspérités de la glace, et nous grimpions à peu près comme les ramoneurs dans les tuyaux des cheminées. Une fois, mes pieds glissèrent, et je restai suspendu par les mains; je tâtonnais en vain pour retrouver un point d'appui pour mes extrémités inférieures; déjà je me fatiguais; heureusement, par suite de l'habitude prise dans ma profession, je n'éprouvais pas le moindre vertige. Vergara, qui venait derrière moi, s'approcha assez pour me prendre le pied et le poser dans un interstice de rocher. Nous arrivâmes enfin au sommet, qui était rond et large d'environ trois mètres. La coca vint encore réparer nos forces et nous empêcher de ressentir la *puna*. Le belvédère sur lequel j'étais parvenu a une hauteur approximative de plus de 5,000 mètres. Je n'avais pas d'instruments pour l'évaluer exactement, mais je connaissais l'élévation de la Cumbre et la limite des neiges éternelles, et je ne puis guère me tromper que de quelques mètres. Je repris haleine et je contemplai ce qui m'entourait. C'était une nature chaotique, des gouffres insondables, des entassements titanesques et monstrueux d'une sauvage et inquiétante grandeur, d'une sublime, colossale et horrible beauté. Au moyen de la jumelle, je vis deux ou trois petits objets qui se remuaient bien au-dessous de moi : c'étaient les péons qui se préparaient à descendre en poussant les mules devant eux. Au-dessus des pics qui environnent la Cumbre, j'aperçus encore l'Aconcagua ; je revis tout le chemin que je venais de parcourir, depuis la Calavera et, entre autres points, le Cuchillo amarillo, de funeste mémoire. Du côté de la République Argentine, le coup d'œil était splendide. Une vallée gigantesque s'étalait à perte de vue; c'était par là que je devais passer. Des contre-forts aux formes bizarres, aux couleurs étranges se montraient de toutes parts. Un ruban argenté, le Rio de las Cuevas, serpentait dans la vallée; près de ses bords, je crus remarquer quelque mouvement, et j'acquis bientôt la conviction que c'était un troupeau d'animaux, probablement de bœufs qu'on conduisait au Chili, que j'allais bientôt rencontrer. Des buîtres (grands condors des Andes) planaient au-dessus; ils semblaient attendre que la mort eût choisi ses victimes pour en faire leur proie.

La magnificence du panorama qui s'étendait à mes pieds me séduisait tellement que j'oubliais le départ. Je voulus baptiser, puisqu'elles étaient innommées, la montagne et l'aiguille. J'appelai l'une Letizia et l'autre Adeline. J'adressais une pensée aux personnes qui me sont chères et je souriais à l'idée de leur étonnement si elles avaient pu me voir perché à cinq kilomètres au-dessus du niveau

Digitized by Google

de la mer. Je me disais qu'elles s'expliqueraient difficilement par quel concours de circonstances je me trouvais échoué au sommet d'une aiguille d glace au milieu des Andes. Malheureusement, Vergara me rappela qu'il fallait partir. Nous descendîmes par la fente qui nous avait servi à monter, mais avec plus de difficulté. Tant que nous fûmes sur les neiges, nous n'avançâmes qu'avec précaution, mais en arrivant sur la terre rougeâtre et friable de l'autre versant, nous nous lançâmes à fond de train. Ceux qui ont descendu le Vésuve peuvent se faire une idée de notre allure. Le corps très incliné en arrière, le jarret tendu, la pointe des pieds relevée, nous courrions par les pentes les plus rapides, certains que nos talons mordraient sur la pouzzolane et le sable arénacé. Quelquefois l'équilibre se dérangeait et nous tombions... assis d'une hauteur qui n'allait pas au delà de vingt centimètres, tellement la pente du corps se rapprochait de celle du terrain. Nous dépassâmes ainsi la Cumbre; une demi-heure après, nous avions rejoint les péons qui étaient obligés de serpenter et d'aller doucement à cause des mules et des bagages; Vergara resta avec eux et je continuai ma course vertigineuse. Inutile de faire observer que la respiration n'est pas gênée par un pareil exercice; les muscles fémoraux, chargés d'enrayer, supportent seuls toute la fatigue. Avant d'arriver à la fin de cette descente interminable, je rencontrai le troupeau que j'avais vu du haut de l'aiguille Adeline. Il était composé de 500 bœufs et appartenait à des marchands de San-Juan, qui sont toujours les premiers à tenter le passage des Andes. Quinze péons et un *capataz* (chef de convoi) suffisaient à le conduire. Ils me demandèrent des détails sur l'état des chemins, je leur donnai l'assurance qu'ils pourraient passer s'ils voulaient attendre la nuit pour descendre le versant chilien. Les chevaux des bouviers marcheraient naturellement sans leurs cavaliers. Comme tout étranger est supposé avoir des connaissances spéciales en toutes sortes de choses, je fus consulté par un individu de la pampa, qui allait au Chili à la suite du troupeau et qui avait été pris de *puna*. Il avait, à cheval sur son col, un pauvre petit enfant qui était aussi malade, mais plutôt de froid que d'autre chose. Je fis avaler aux deux voyageurs une gorgée de mon élixir de coca, car j'avais replacé le flacon en bandoulière depuis que j'avais laissé Vergara. L'oppression du père diminua presque instantanément; l'action combinée de la coca et de l'alcool réchauffa le marmot, qui cessa de pleurer et chez qui la circulation se rétablit tout à fait. Je leur donnai deux oignons et quelques gouttes de mon spécifique pour parer aux éventualités de l'avenir et je repartis en courant. Arrivé au bas de la côte, je m'étendis par terre; j'étais exténué. Je ne fus rejoint par mon monde qu'au bout d'environ une

Digitized by Google

heure. En remontant sur ma mule, j'éprouvai une sensation délicieuse, il me semblait qu'aucun mode de locomotion n'était plus confortable. En réalité, j'étais singulièrement satisfait de n'avoir pas à faire jouer mes jambes, que je ne sentais littéralement plus.

Après la descente très longue et très rapide que j'avais parcourue avec tant de vélocité, le versant s'abaisse en pente insensible jusqu'à Buenos-Ayres. A part trois ou quatre passages assez courts, on ne rencontre plus de plans fortement inclinés pendant les trois cents lieues qui la séparent de l'Atlantique ; du reste, on suit toujours le thalweg de l'immense vallée dont j'avais aperçu le commencement, et elle fait un énorme détour au nord avant de se diriger sur Mendoza.

Un chemin très aride et peu intéressant me conduisit jusqu'à un endroit appelé le *Paramillo de las cuevas*, où est bâtie la seule *casucha* du côté argentin. La vallée dans laquelle j'entrai alors était formée par deux chaînons parallèles entre eux et à la chaîne principale ; pas un brin de végétation ne se laissait voir, des murailles abruptes bornaient le regard ; cependant les couleurs des rochers qui les composaient tranchaient d'une façon si singulière avec les neiges qui étincelaient au sommet qu'on ne s'apercevait guère de leur aridité. Les formes toujours pittoresques des montagnes, leurs teintes heurtées parmi lesquelles dominait le rouge, donnaient de l'attrait à cette gorge interminable, qu'on appelle très justement la vallée de Fer, tant à cause de son aspect sévère que par suite des terrains qui la forment et qui doivent contenir beaucoup de sels ferrugineux. Les scènes naturelles me paraissent faire impression surtout par l'idée de grandeur qui s'en dégage ; le sentiment qu'on éprouve le plus communément en face des beaux paysages est l'admiration involontaire de la faiblesse pour la puissance. A mesure que l'horizon s'étend, que la montagne s'élève, que l'abîme se creuse, que le rocher surplombe, que la cataracte augmente, que la forêt s'assombrit, que la végétation devient désordonnée, l'âme s'émeut davantage. Le grandiose, l'imposant vous dominent, vous écrasent et font naître dans l'esprit l'idée de l'immensité, de l'infini qui résume et comprend toutes les beautés. La vallée de Fer, par ses dimensions colossales, par l'âpreté de ses lignes, par la dureté de ses tons, par la mélancolie obsédante qui pèse sur elle, laisse à ceux qui l'ont vue un souvenir impérissable. Le Rio-de-las-Cuevas roule à droite des eaux rouges comme du sang, dont l'effet sinistre est encore augmenté par la vue des cadavres d'animaux qui abondent sur ses bords. Sur toute la route de la Cordillère, on rencontre ainsi des squelettes plus ou moins blanchis par le temps, mais là ils sont plus abondants qu'ailleurs. Les nombreux condors, qui seuls rap-

Digitized by Google

pellent la vie dans ces gorges de mort, planent au-dessus de la rivière et ne laissent pas un lambeau de chair aux os de ces pauvres victimes de la faim et de la fatigue.

Vers trois heures, je vis un torrent appelé le Rio de l'Inca, et bientôt après j'arrivai au point où il se jette dans celui de las Cuevas. C'est là qu'on le traverse, sur un pont tellement étrange, que l'imagination des gens du pays n'a su lui attribuer d'autre nom que celui qui, dans ces contrées, dépasse tous les autres en grandeur et en puissance ; doutant qu'un tel pont pût être l'œuvre de Dieu, ils ont cru qu'un Inca seul avait du le construire. En effet, s'il n'était pas certain aujourd'hui que ce pont est l'œuvre de la nature, on ne saurait lui donner d'autre architecte qu'un de ces fils du Soleil qui étendaient leur domination depuis les Etats du Quitu de Liban (république de l'Equateur) jusqu'à l'Araucanie, et qui faisaient faire, d'une extrémité à l'autre de leur vaste empire, par dessus les crêtes neigeuses des Andes et les précipices sans fond, des chaussées près desquelles les voies romaines sont des sentiers de lilliputiens. Il est vrai que personne ne connaîtra jamais combien de milliers d'hommes ont péri dans ces travaux de géants, mais ces détails n'intéressaient que médiocrement les divins empereurs de Cuzco, qui, plutôt que de ne point voir exécuter leurs ordres sacrés, auraient ordonné sans sourciller l'extermination des peuples sans nombre prosternés sous leur sceptre d'or.

Je mis pied à terre et je descendis par un escalier naturel jusqu'au niveau du Rio de l'Inca, d'où je devais bien voir le pont. Une arche énorme se dressait devant moi, elle joignait les deux rives du torrent, qui sont fort escarpées ; l'eau passait au-dessous en bouillonnant et semblait pressée d'aller se marier aux eaux sanguinolentes du Rio de las Cuevas. Des stalactites aux formes les plus belles et les plus régulières tapissent toute la voûte et forment un contraste bizarre avec des cavités à moitié remplies d'efflorescences baroques, de cryptogames aux teintes fantastiques ; deux baignoires naturelles, suspendues à mi-hauteur aux flancs des piliers, reçoivent des eaux thermales qui découlent par infiltration de ces terrains métalliques. Un petit sentier serpente sous l'arche jusqu'à ces excavations. Je me déshabillai et me plongeai avec délices dans une eau presque tiède, qui me parut très chargée de carbonate de fer. Une grande quantité d'acide carbonique s'en dégage ; quand on approche la figure de son niveau, on ressent le même effet que lorsqu'on avale de travers du vin de Champagne : cela vous pique horriblement le nez. J'allai ensuite dans la seconde anfractuosité, qui est un peu plus profonde. Le sable fin qui en forme le fond est très agréable. Les dimensions de ces cuves sont celles des baignoires ordinaires ; les

Digitized by Google

parois en sont lisses ; le seul inconvénient qu'on puisse leur reprocher, c'est que les stalactites suspendues au-dessus d'elles laissent suinter, par leurs interstices, une eau glacée qui vous tombe en gouttes assez nombreuses sur la tête. La vue qu'a le baigneur est ravissante ; la pénombre qui l'enveloppe fait valoir encore mieux les détails charmants dont il est environné et les couleurs étranges que prend le rocher sur lequel court l'eau ferrugineuse qui le délasse. Quand on sort, par exemple, on risque beaucoup d'attraper une fluxion de poitrine ; la bise glaciale de la Cordillère vous saisit, car on passe sans transition de trente-cinq à trois ou quatre degrés. Je ne conseille pas aux gens délicats d'en faire l'essai. Je remontai et m'empressai de faire un temps de galop pour amener une réaction indispensable après de si brusques écarts de température.

Nous marchions depuis deux heures, le soleil se couchait quand nous arrivâmes aux bords du Rio de Santa Maria, gros torrent qui vient également se jeter dans celui de las Cuevas. Le guide l'examina et secoua la tête ; le courant était très rapide et faisait un bruit épouvantable ; il prétendit que nous serions roulés, que nous ne pourrions pas passer. Il fallut se résigner à attendre, sur une quantité innombrable de cailloux, que la nuit eût fait décroître le torrent. Il y avait une demi-heure que nous étions là, aussi ennuyés que possible, sans pouvoir rien faire manger à nos bêtes, quand nous vîmes quelques mules arriver sur l'autre rive. Elles n'étaient pas chargées ; les deux hommes qui les conduisaient les poussèrent dans l'eau. Les premières furent d'abord entraînées, mais reprirent pied bientôt et finirent par atteindre l'autre bord ; celles qui étaient derrière, et qui étaient sans doute gênées par les précédentes pour choisir leur route, eurent à lutter davantage. Une surtout fit des efforts incroyables ; elle avait dérivé à plus de vingt mètres en aval du point où elle devait aborder ; de grosses pierres charriées par le courant lui contusionnaient les jambes, elle bondissait comme si elle était lancée au grand galop sur un terrain ordinaire, et chaque fois elle disparaissait tout entière, la tête seulement restait hors de l'eau ; elle parvint ainsi à remonter le courant et à rejoindre ses compagnes.

Ce fait nous démontra qu'il serait absurde de tenter le passage ; les conducteurs des mules nous crièrent qu'ils connaissaient un gué un peu plus en amont. C'est avec beaucoup de peine que nous les comprîmes, tant le bruit du torrent était assourdissant ; mais, les voyant remonter, nous les imitâmes et nous arrivâmes en un point où nous pûmes traverser assez facilement. La nuit était bien close quand nous descendîmes à Punta de las Vacas, où il y a une maison sans toit et de bons pâturages.

Digitized by Google

Je trouvai dans ce rancho abandonné plusieurs personnes qui se rendaient au Chili, parmi lesquelles un homme superbe, de figure sympathique et intelligente. On parla de la Cordillère ; je leur affirmai qu'elles pourraient passer sans trop de difficultés, car le grand troupeau de bœufs que j'avais vu de ce côté de la Cumbre avait dû laisser une large trace. Les voyageurs qui se rencontrent dans les localités désertes, au milieu des privations et des dangers, causent volontiers entre eux : pendant qu'on me faisait du *mate*, l'individu que j'avais remarqué me fit diverses questions ; je lui en adressai d'autres, bref une conversation soutenue s'établit. Il me dit s'appeler C... F... ; il était d'origine anglo-italienne et avait eu une vie très accidentée. Plein d'originalité, ses phrases se ressentaient de ses aventures ; elles exprimaient toutes un amour immodéré d'indépendance fantasque. Parlant les mêmes langues que lui, connaissant beaucoup ses deux patries, il me mit bientôt au courant de sa position. Agé seulement de vingt-neuf ans, il avait été successivement commis dans une maison de banque à Valparaiso, mineur en Californie, épicier à Lima, roulier entre Panama et Chagres, officier d'artillerie aux îles Sandwich, caboteur au Japon, contrebandier en Chine, amiral de la flotte du vice-roi de Tonking ; condamné à mort, sauvé par miracle, il s'était fait instructeur militaire à Siam, d'où il était allé en Europe revoir sa famille, qu'il avait abandonnée à l'âge de treize ans. Depuis dix-huit mois il était de nouveau venu au Chili, où il s'était fait maquignon, puis impresario ; il s'était mêlé à la révolution de Mendoza de 1867, avait affermé des terrains immenses dans la province de San Juan, et allait maintenant à Santiago pour monter une grande opération internationale avec les provinces de l'ouest de la République Argentine. Il prétendait avoir la certitude de gagner 50,000 livres de rente en moins d'un an, car il disait avoir contracté l'engagement avec sa mère de revenir à trente ans possesseur d'un million, et il ne pouvait manquer à sa parole. Je chargeai ce bizarre personnage de jeter à la poste de Santa Rosa quelques lettres écrites à la hâte et au crayon, et j'allais lui souhaiter le bonsoir quand je vis arriver MM. L... et G..., que j'avais laissés deux jours auparavant à la casucha *de los Ojos de agua*. Ils étaient partis vingt-quatre heures après moi, mais ils ne s'étaient arrêtés ni au *Cuchillo amarillo*, ni à la Cumbre, ni au pont de l'Inca. Il fut résolu que nous ferions route ensemble le lendemain matin.

Une nuit d'excellent sommeil me rendit on ne peut plus dispos ; je pensais me mettre en route aussitôt levé. Mes nouveaux compagnons n'étaient pas encore prêts ; je les attendis plus d'une heure et demie en causant avec C... F..., qui lui non plus n'avait pas encore plié bagage. Je lui donnai des détails sur la politique chilienne, et

Digitized by Google

particulièrement sur l'accusation portée contre don Manuel Montt, ancien président de la république, alors président de la cour suprême de justice ; je ne lui cachai pas qu'à mon sens, cette affaire, quel qu'en fût le résultat, devait amener une révolution, le renversement du gouvernement clérical de M. Perez, et l'avénement au pouvoir du parti Montt-Varista. Nous déplorâmes ensemble les troubles qui allaient avoir lieu au Chili, si tranquille et si prospère depuis quelques années ; nous fîmes des vœux pour que cette contrée, qui est si étonnamment supérieure à ses sœurs d'Amérique d'origine latine, reprenne bien vite le dessus sur l'anarchie, pour qu'elle revienne aux idées d'ordre et de progrès qui ont signalé à l'attention de l'Europe l'administration si éclairée de MM. Montt et Varas.

L'instruction de C... F..., son esprit d'entreprise, sa superbe confiance en lui-même m'avaient beaucoup séduit; l'agréable entretien que j'avais avec lui fut interrompu par MM. L... et G..., dont les apprêts étaient terminés ; je montai en selle en souhaitant une réussite complète au bel aventurier.

Le chemin se continue au nord toujours par la même vallée; tout près de Punta de las Vacas, sur une petite éminence, on me fit voir le Tupungato, que je devais plus tard admirer tout à mon aise des plaines argentines. En certains endroits, les gorges se rétrécissent tellement qu'il ne reste plus qu'une banquette de quelques centimètres de chaque côté du rio de las Cuevas. On est alors obligé de crier, afin d'avertir ceux qui pourraient venir en sens contraire de s'arrêter dans un lieu assez large pour permettre de passer deux de front. Nous rencontrâmes dans ces parages une troupe de mules de charge, qu'on allait vendre au Chili et qu'on utilisait pour porter des caisses de raisin sec de Mendoza. Naturellement, nous fûmes obligés d'attendre que le convoi nous eût dépassés. Il faut espérer que ces mules auront pu franchir la Cumbre sans être déchargées ; en trois jours le soleil avait dû fondre beaucoup de neige ; notre passage, celui des chevaux de M. L... et surtout le grand troupeau de bœufs auront rendu leur tâche moins pénible. Les défilés achevés, la vallée s'élargit beaucoup, on entre dans ce qu'on appelle la *Calle Larga* (rue longue). C'est un interminable chemin, en effet, incroyablement pierreux. Cet ennuyeux morceau a plus de douze lieues d'étendue ; c'est à croire que toutes les pierres du globe s'y sont donné rendez-vous ; je parie qu'on pourrait distribuer les cailloux qu'on y rencontre sur toute la superficie des Pampas, qui en sont complétement dépourvues, et qu'il en resterait encore un nombre fort respectable. Les animaux se fatiguaient beaucoup sur ce sol dur et pourtant mobile, les chevaux de M. L..., qui n'avaient

Digitized by Google

rien sur le dos, semblaient aussi épuisés que nos mules, et cependant, en Amérique, un cheval qui ne porte rien est considéré comme tout à fait frais, même après avoir parcouru vingt-cinq lieues. On rencontre une grande quantité de carcasses d'animaux, tués par le manque d'eau et la rudesse du chemin, ample moisson qui s'augmente chaque année ; c'est surtout à cause des pierres de la *Calle Larga* qu'on ferre les bœufs qu'on expédie au Chili ; les fers de chaque pied sont en deux parties, pour ne point gêner la marche de ces intéressants quadrupèdes.

A partir du point où le Rio Tupungato se jette dans celui de las Cuevas, qui prend alors le nom de *Rio de Mendoza*, l'aspect du pays change, l'horizon s'agrandit, quelques graminées se laissent entrevoir, la route se dirige à l'est. Les péons furent alors obligés de courir constamment de côté et d'autre pour rallier les chevaux qui s'arrêtaient pour brouter quelques maigres buissons, ou qui ne tenaient pas à marcher avec leurs camarades. L... et G... causaient avec moi, tout en excitant le zèle de leurs montures ; le temps, qui sans cela eût paru long, car le paysage n'offrait rien de remarquable, passa fort agréablement. Nous croisâmes un grand troupeau de moutons, puis un autre de bœufs aussi extrêmement considérable. Décidément la Cordillère s'ouvrait ; encore quelques jours et le trajet deviendrait presque aisé.

A huit heures, nous arrivâmes à Uspallata où est établie la douane argentine. Deux ou trois fermes, autant de mines d'argent, dont l'exploitation est faite sur un pied très mesquin, quoique tout le pays environnant soit prodigieusement riche sous le rapport métallurgique, voilà tout ce que Uspallata peut montrer au touriste. Cela n'empêche pas que certains géographes mal renseignés l'aient pompeusement baptisée du nom de ville et y aient ajouté l'épithète d'importante. L... et G... voulurent avoir pour dîner une *cazuela*, sorte de soupe fort en usage au Chili, faite avec du poulet, du mouton, des œufs, du riz, du fromage, des pommes de terre. Ce mets que nous mangeâmes bouillant fut trouvé excellent ; il fut arrosé d'une bouteille de bon vin de San Juan. Ce repas de satrape me fit songer à la civilisation que j'allais retrouver. Je m'imaginai un instant qu'à Mendoza on vivait entouré d'un luxe effréné ; mais G..., qui connaissait cette ville, me détrompa. Le lendemain, mes deux compagnons qui avaient eu l'imprudence de dormir sous le toit de la ferme se plaignirent vivement d'avoir été dévorés par des insectes de toutes espèces. Un animal assez singulier par ses mœurs, qu'on appelle *carado* à Uspallata et dont j'ignore le nom scientifique, les avait bien tourmentés. Ce curieux insecte, qui appartient à la famille des coléoptères, a la taille d'un gros hanneton, son corps est

Digitized by Google

excessivement lourd, il se promène la nuit au plafond des maisons et quand il arrive au-dessus de l'endroit où une personne est endormie, il se laisse choir. Par instinct, il s'arrange presque toujours pour tomber sur les parties de notre individu que l'on n'a pas l'habitude de cacher sous les vêtements ou sous les couvertures, c'est-à-dire la figure ou les mains; la peau humaine l'attire sans doute. On est alors réveillé en sursaut, et si on se rendort ce n'est que pour être éveillé de nouveau.

A deux lieues d'Uspallata je quitai L... et G... ; ils prirent un chemin de traverse qui devait les conduire à la Rioja par San Juan ; j'inclinai vers le sud à travers un pays ouvert, mais d'apparence assez triste et bientôt après j'arrivai à un établissement nommé *Hornos del Paramillo*. Je m'arrêtai un peu pour visiter la mine d'argent et la fonderie qu'on y remarque. Le minerai exploité se trouve à fleur de terre; c'est du plomb argentifère qui rend de cent vingt-cinq à cent quatre-vingt-dix marcs d'argent par cent kilogrammes de matière extraite; il n'y a pas de galeries, pas de travaux d'art, pas d'envahissement d'eau, partant, pas de pompes. Les deux fourneaux sont très primitifs; ils sont chauffés avec du charbon de terre venu de fort loin et des broussailles que de nombreux péons ramassent çà et là dans les environs. Le propriétaire de cette fonderie se contente d'une fonte très incomplète; les lingots qu'il expédie à Santiago ne contiennent guère que cinquante pour cent d'argent.

Vergara et les péons voulurent forcer deux guanacos qui se montrèrent assez près du chemin. Convaincu de l'inutilité de leur entreprise, je les en dissuadai, non sans peine.

Au moment de m'engager dans une descente longue et escarpée, la dernière de mon voyage, un beau tableau se déroula à mes pieds : les Pampas s'étendaient à perte de vue : le rio de Mendoza serpentait dans la vaste plaine et faisait briller au soleil ses anneaux argentés; ces belles prairies étaient parcourues par un nombreux bétail ; à la dernière limite de l'horizon, on distinguait vaguement des arbres, des maisons : c'était Mendoza. Les gorges dans lesquelles je m'enfonçai sont très remarquables par les détours qu'elles font et par l'aspect métallifère des terrains et des roches qui les composent. La route est profondément encaissée et présente parfois des pentes d'une grande inclinaison ; la chaleur y est insupportable ; les maquis qui couronnent les collines sont bien verdoyants, mais ne sont pas assez élevés pour intercepter les rayons solaires. C'est à l'extrémité de ce défilé qu'est situé un misérable rancho qui porte le nom trompeur de Villa Vicencia ; je m'y arrêtai pour laisser passer les heures les plus chaudes de la journée. Malheureuse-

Digitized by Google

ment les pâturages étaient brûlés par le soleil, et les animaux ne purent pas profiter de ce temps de repos pour se remplir l'estomac. La force de résistance des mules est vraiment extraordinaire ; elles supportent les fatigues et les privations les plus étonnantes sans faiblir. Les miennes, par exemple, avaient brouté un peu d'herbe une fois par quarante-huit heures en moyenne; elles avaient parcouru des chemins qui, partout ailleurs qu'en Amérique, seraient regardés comme impraticables; elles avaient souffert alternativement des chaleurs et des froids excessifs; elles avaient fait quinze lieues depuis le matin et devaient en faire quinze autres sans dormir ni manger avant d'arriver à Mendoza, où sans doute elles ne se reposeraient guère plus d'un jour avant de recommencer. Ce qui m'étonnait le plus, c'est que l'éperon était à peine nécessaire; quand le terrain semblait propice, on les faisait partir au trot ou au galop sans difficulté.

Il y a des sources d'eau thermale dans les environs de Villa Vicencia, mais je n'eus pas le loisir de les examiner. J'employai mon temps à faire de la médecine. Les pauvres gens qui vivent dans ce lieu retiré ne reçoivent jamais la visite d'un docteur. Une femme était en train d'accoucher; je l'aidai et je suggérai quelques soins, quelques précautions à prendre; les assistants me crurent médecin, ils me demandèrent des conseils; j'avoue humblement avoir eu l'audace de leur en donner.

Au crépuscule, j'abandonnai mes clients. La nuit fut magnifique, le chemin était facile; il était tracé au milieu de plaines couvertes d'efflorescences nitreuses. L'éclat blanchâtre du salpêtre produisait un effet bizarre aux rayons douteux de la lune. Avant de pénétrer dans les dépendances immédiates de Mendoza, je fis faire halte; il était deux heures du matin, il me parut inutile d'entrer dans la ville à une heure aussi indue; il fut résolu qu'on dormirait jusqu'à l'aube dans un pré appelé le *Poltrero Carrizal.*

A cinq heures, nous repartîmes; une magnifique allée de peupliers, bordée de maisonnettes entourées d'eau et de cultures, me conduisit jusqu'à l'hôtel de Paris, sis au cœur même de Mendoza. J'avais mis six jours à franchir les quatre-vingt-huit lieues[1] de montagne qui séparent cette ville de Santa-Rosa.

LUCIEN-NAPOLÉON WYSE.

[1] Anciennes lieues d'Espagne de 17 1/2 au degré; chaque lieue vaut environ 6,660 m.

(La fin prochainement.)

Digitized by Google

LA

PHILOSOPHIE A ROME

—

LUCRÈCE

—

Le Poëme de Lucrèce, morale, religion, science, par C. Martha. 1 vol. in-8°, Hachette et C°, 1869.

Le génie de Rome, en littérature comme en politique, fut l'assimilation, et son rôle providentiel fut de répandre, jusqu'aux extrémités du monde connu, la civilisation grecque, imprégnée de son esprit. L'histoire littéraire du monde romain n'est donc pas un fait nouveau, c'est une suite : la Grèce, désormais incapable de porter le poids de la civilisation, le passe aux mains robustes de ses vainqueurs, et, par eux, la langue latine va devenir, pour une longue suite de siècles, la langue universelle, celle des poètes et des philosophes, de la science et de l'histoire, celle même de la religion nouvelle, car le christianisme, en renversant l'ancienne, lui prendra son langage. Si l'on cherche quel a été le contingent personnel de Rome dans cette immense production intellectuelle, on remarque, non sans surprise, que la cité qui, par ses lois, ses institutions, ses mœurs et sa littérature, devait se survivre dans le monde moderne, n'a vu naître qu'un nombre très restreint d'hommes de lettres. Athènes a une belle part dans les gloires littéraires de la Grèce, tandis que les écrivains les plus renommés de la littérature latine, à

Digitized by Google

quelques exceptions près, ne sont pas des Romains de Rome, comme si la ville de Mars eût voulu attester à la postérité qu'elle tenait plus à la puissance obtenue par la force, qu'à la gloire acquise par les lettres.

Cependant, n'est-ce pas se montrer trop parcimonieux envers elle que de lui accorder seulement, avec M. Martha, deux hommes de lettres, César et Lucrèce? Morhof, un des premiers qui ait avancé ce petit paradoxe, l'adoucit par un correctif, *forte*, « peut-être, » et non sans raison. Le poète Nævius était né à Rome, un érudit Allemand, Klussmann, l'a démontré contre l'opinion d'Aulu-Gelle ; ce même Aulu-Gelle paraît avoir aussi la même origine ; selon toute probabilité, on peut en dire autant de Tibulle, et en toute certitude d'un poète moins cité, parce que ses écrits sont perdus, sauf quelques fragments, Lucius Attius, le créateur de la tragédie prétexte et vraiment nationale. En cherchant bien on en trouverait d'autres, car il y a bon nombre d'écrivains latins dont le berceau reste à connaître. Ainsi, on a prétendu que Silius Italicus était né à Italica, ville de l'Espagne Bétique, mais les habitants de cette ville étaient nommés *Italicesii* ou *Italicenses;* Martial, qui était Espagnol et ami de Silius, n'aurait pas manqué de se prévaloir de ce titre de compatriote, ce qu'il n'a pas fait; ajoutons que Silius n'a rien d'Espagnol dans l'imagination ni dans le style ; c'était un classique pur, prenant pour modèle Cicéron dans l'éloquence et Virgile dans la poésie. Quelques-uns ont voulu faire naître Silius à Corfinium, parce que, dans la guerre Sociale, on avait projeté de donner à cette ville le nom d'*Italica*, projet qui n'eut pas de suite. On admet donc que Silius tenait de sa famille le surnom qui donnait lieu à tant de débats, et on le voit si jeune à Rome, que tout porte à croire qu'il y est né. Je n'ai cité ces exemples, et le dernier surtout, que pour montrer combien on serait peu fondé à prononcer sans restriction sur un fait très frappant, il est vrai, s'il était prouvé, mais que rien n'autorise jusqu'à présent à regarder comme tel. Il n'en reste pas moins évident que si Rome n'a pas produit les hommes, c'est elle qui les a inspirés, et que la littérature latine est encore aujourd'hui la littérature romaine.

La philosophie a subi la pression du génie romain plus encore que la littérature, parce que Rome n'avait pas le tempérament spéculatif. A son apparition, la philosophie fut un sujet de scandale pour la plupart, pour quelques-uns une curiosité ; elle ne devint que plus tard la matière d'une étude intéressante. Ce fut ainsi qu'avant Cicéron, Scipion l'Africain, Lélius, Rutilius recherchèrent le commerce des philosophes du Portique et de l'ancienne Académie ; que Tubéron et Scævola étudièrent la doctrine stoïcienne sous Panétius ; que

Digitized by Google

Caton d'Utique cultiva Antipater, et que Brutus, académicien en théorie, fut un stoïcien dans la pratique. Le Lycée eut quelques représentants à Rome, sans y trouver la fortune de l'Académie ou du Portique. Au nombre de ceux qui se recommandent à la philosophie plus ou moins directement chez les Romains, il faut citer Varron, que Cicéron met en scène dans ses *Académiques*, mais qu'il comprenait sans doute parmi ceux qu'il loue de bien penser, et à qui il reproche de mal écrire.

En somme, toute la philosophie chez les Romains se résume dans trois écoles, si toutefois on peut leur donner ce nom : l'épicurisme, ou plutôt l'atomisme, le stoïcisme, et l'éclectisme un peu sceptique de Cicéron. La première fut celle qui se posa tout d'abord avec un système bien arrêté, grâce à son interprète, qui a laissé un des noms les plus illustres de toute la littérature latine. C'était à Lucrèce sans doute que Cicéron faisait allusion, lorsqu'après avoir entendu la lecture du Silène, il s'écriait : *Magnæ spes altera Romæ*, autre espoir de la grande Rome ! Les anciens furent unanimes à reconnaître le mérite du poème *De Natura Rerum*, et si plus tard le philosophe a fait tort au poète, surtout au XVIIe siècle, l'un et l'autre ont de nouveau appelé l'attention, le philosophe a retrouvé des partisans et le poète des admirateurs. M. Martha vient de publier, sur le *Poème de la Nature*, un travail qui sera remarqué parmi tous ceux qui ont été écrits sur le même sujet, et dont la *Revue Contemporaine* a eu les prémices il y a déjà un certain nombre d'années. L'étude de M. Martha est, pour nous, l'occasion de revenir sur un monument de la littérature romaine, où une doctrine philosophique est exposée dans un langage qui vaut assurément mieux qu'elle.

I

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la science et la religion sont aux prises, que l'une attaque l'autre et les doctrines philosophiques qui lui prêtent quelque force, avec l'autorité de faits qu'elle croit irrécusables et de raisonnements qu'elle regarde comme une démonstration sans réplique. Epicure, s'emparant du système de Démocrite, avait déjà tenté un essai de ce genre, mais c'est chez Lucrèce qu'on le trouve développé avec une vigueur jusqu'alors sans exemple. L'auteur du *Poème de la Nature* avait beau jeu contre le paganisme; cependant son raisonnement est-il toujours in-

Digitized by Google

vincible, et les savants de nos jours acceptent-ils sans contrôle les faits que l'épicurisme étale avec tant d'assurance? Il y a là tout au moins un avertissement. Si la science a marché, l'idée religieuse a bien aussi fait quelques pas en avant; et si parmi nous il s'est trouvé un homme pour dire comme Lucrèce : Dieu, c'est le mal, il n'en est pas moins vrai que cette idée religieuse est supérieure à ce qu'elle était un siècle avant l'ère chrétienne, autant que la science d'aujourd'hui l'est à celle d'Epicure et de Lucrèce. Le maître, peu soucieux de la science, n'en prenait que juste ce qu'il en fallait pour assurer sa doctrine morale, ce qui voulait dire la manière de vivre la plus propre à donner le bien-être et le calme de l'âme; il n'en est pas de même chez le disciple, qui n'aborde la morale que par occasion et parce qu'il lui était impossible de ne pas la rencontrer sur son chemin. Le sujet du *Poème de la Natura*, c'est la science comme moyen de détruire la croyance religieuse, de ruiner le culte, de détrôner les dieux, pour nous chose facile en apparence à l'idée de ces dieux déjà si malmenés, et qui ne l'est jamais quand il s'agit d'aller au fond des âmes remuer de vieilles croyances, des superstitions qui ne sont le plus souvent qu'endormies et qui ont le grand avantage de se lier à tout ce qui tient au cœur de l'homme, à tout ce qui lui est cher. Et l'homme lui-même est-il toujours bien ferme dans ses tentatives d'émancipation, dans ce que Lucrèce lui présente comme sa délivrance? En religion, comme dans le reste, il est « endoyant et divers » :

Le matin incrédule, il est dévot le soir.

Lucrèce le savait bien quand il disait qu'il n'y a pas un homme que la crainte des dieux ne fasse trembler :

Præterea cui non animus formidine divûm
Contrahitur? . . . . . .

C'est pourquoi il insiste en s'aidant de tous les moyens que la science met à sa portée, et en s'inspirant d'une passion étrange : l'athéisme par philanthropie. La religion qu'il a sous les yeux et dans laquelle il enveloppe toute idée religieuse est pour lui une maladie endémique dont il importe de délivrer les hommes au plus vite, et la première chose à faire est de congédier les dieux. Il y met moins de procédés qu'Auguste Comte, lequel, en « reconduisant Dieu jusqu'à ses frontières », le « remerciait de ses services provisoires ». Lucrèce, en renvoyant les hôtes de l'Olympe, leur refuse même un certificat de bonne conduite; il est vrai qu'entre

Digitized by Google

eux et le Dieu du christianisme il y a quelque différence. Qu'aurait-il pensé s'il eût vécu au siècle de Descartes et de Leibnitz? On ne peut pas nier l'influence possible d'un Descartes sur une âme ardente comme la sienne; les événements dont il a été témoin n'ont pas créé son génie, mais ils ont influé sur la manière dont Lucrèce a compris la vie, l'humanité et les mystères du Cosmos. Un autre théâtre aurait pu lui fournir, avec des impressions différentes, d'autres sentiments; le philosophe serait resté, mais peut-être avec d'autres pensées et une autre philosophie. Virgile, dans notre XVIIe siècle, n'aurait pas écrit l'*Enéide*, mais l'auteur du *Poëme de la Nature* se serait encore inquiété du grand problème dont il a proposé une solution qu'il croyait la véritable. Une donnée nationale n'est en dernière analyse que le fait majeur d'une époque dans l'histoire, tandis que le problème philosophique est de tous les temps et de tous les lieux, et qu'il est inséparable de l'idée religieuse; tous deux, en effet, impliquent les mêmes questions : l'origine des choses, l'homme et sa destinée. Or, qu'on attaque l'idée religieuse ou qu'on la défende, elle est la donnée poétique par excellence, parce qu'elle parle à toutes les âmes et qu'elle remue tous les cœurs. En se continuant à travers les siècles, elle change de forme en restant la même, et on peut se demander si Lucrèce l'aurait combattue sous la forme chrétienne comme il l'a fait sous l'enveloppe que lui avait donnée le paganisme. Car il ne faut pas perdre de vue qu'il avait plus pour but de combattre la religion et ses conséquences à l'égard des individus et de la société tout entière, que de célébrer en beaux vers l'atomisme d'Epicure; il aurait pu dire avec plus de raison que Juvénal : *Facit indignatio versum.*

Comme toutes les anciennes cosmogonies, la doctrine que chante Lucrèce remonte à l'origine des choses, ou plus exactement, commence par déclarer que les choses en tant que substances n'ont point d'origine, d'après ce principe que rien ne vient du néant et que rien n'y retourne : point de Dieu créateur, c'est là du reste un principe commun à toutes les écoles philosophiques de l'antiquité. Mais, parmi elles, quelques-unes admettent l'intervention d'une intelligence ordonnatrice; Lucrèce, sur les pas de son maître, ne pouvait pas entrer dans une telle voie. Il serait inutile d'insister sur ce point, et superflu d'exposer une doctrine qui est la mieux et la plus universellement connue de toutes celles des temps passés, ce serait ne parler que d'Epicure; cherchons plutôt à pénétrer la pensée de Lucrèce et à saisir l'idée exacte qu'il attachait au mot Nature, ce mot qu'il emploie si souvent et pas toujours dans le même sens.

Il a intitulé son poëme : *De Natura Rerum, de la Nature des*

Digitized by Google

Choses; à en juger par analogie avec les cosmogonies antérieures, il faut interpréter ce titre comme ceux que ses prédécesseurs avaient donnés à leurs écrits, tels que Parménide et Empédocle. Ainsi, quand Lucrèce parle de la matière et du vide, de l'origine des choses, de la formation et de la destruction des mondes; quand il explique les phénomènes célestes, la naissance des animaux et de l'homme, il fait une cosmogonie qui n'est autre que la physique de l'univers; mais n'a-t-il pas cherché à faire plus encore? Après une étude générale de l'univers, n'a-t-il pas entrepris de faire connaître la nature des êtres en particulier, de même que la physique, après s'être occupée des qualités générales des corps, cède la place à la chimie, qui étudie leurs propriétés particulières? Ce titre, *de la Nature des Choses*, serait alors justifié dans toutes ses parties, dont il ne faudrait rien omettre, comme on est porté à le faire; et si dans le cours de cet article nous disons aussi *Poëme de la Nature*, c'est sous le bénéfice de cette remarque. Peu importante en apparence, elle l'est en réalité, car elle peut aider à nous éclairer sur le double sens que le poète attache au mot *nature* et à fixer l'opinion sur la pensée de Lucrèce considéré comme athée ou déiste.

Il est bien évident que Lucrèce ne s'en est pas tenu à la physique du monde et aux généralités; il aborde, au contraire, l'étude de la formation des objets et l'examen de leur nature; il explique l'origine de cette dernière pour chaque objet par la réunion des atomes qui servent à le former. De physicien, le poète philosophe devient un chimiste sans le savoir, expliquant à sa façon la nature de l'eau, de l'air, du sang, des tissus chez les animaux et dans les plantes. Qu'est-ce que ce procédé, si ce n'est pas de la chimie, mais de la chimie à la manière de M. Jourdain, qui faisait de la prose à son insu? Le procédé de Lucrèce est d'ailleurs l'inverse de la vraie méthode; il ne décompose pas les objets, il les compose, il se substitue à l'intelligence ordonnatrice, en faisant de la chimie comme les cuisiniers et les confiseurs quand ils confectionnent leurs assaisonnements ou leurs bonbons. La chimie de Lucrèce, comme celle d'Epicure, est une synthèse qui prend pour matériaux les atomes, ces éléments intégrants de la chimie moderne, particules simples dont les agrégats forment les corps. Ces atomes sont dénués de toutes qualités à l'exception de trois : la forme, la grandeur, le poids, et c'est ce qu'il importe de ne pas oublier. C'est la synthèse qui crée toutes les autres propriétés des corps par la réunion d'un certain nombre d'éléments, et c'est l'analyse qui les détruit en opérant la séparation de ces mêmes éléments. Cette manière de comprendre la nature des corps n'était pas propre à donner à Lucrèce l'esprit d'investigation et de recherche analytique qui manquait

Digitized by Google

aux anciens et qu'ils ne pouvaient guère avoir ; mais on trouve associées chez lui, comme dans la réalité cosmique, la physique et la chimie, celle-ci nous expliquant la nature des choses et nous montrant d'où elle provient. Sur quoi repose cette explication? C'est ici que Lucrèce demande à être étudié de près.

La formation des grandes masses, de ces astres sans nombre qui roulent dans l'espace, leur marche régulière dans l'infini, excitent l'admiration si l'on croit à un plan providentiel, la stupéfaction si on les attribue au hasard, au mouvement de ces atomes qui, dans le vide, se choquent et se repoussent mutuellement. On n'est pas moins émerveillé d'un côté ni moins étonné de l'autre quand, les regards tournés vers la terre, on s'attache aux détails, à la production des êtres, au minéral, au végétal, à l'animal, aux espèces, aux genres, et en fin de compte aux lois dont il est impossible que l'idée ne se présente pas à notre intelligence. Ces lois, en se révélant, soit dans l'étendue sans bornes où voyagent les mondes, soit dans l'être le plus humble de notre globe, sont la pierre de touche d'une doctrine philosophique. D'où viennent-elles? Sont-elles la manifestation d'une puissance intelligente ou le résultat d'une agrégation fortuite sans règle et sans mesure? Cherchons sur ce point capital la pensée de Lucrèce.

On rencontre fréquemment dans le *Poëme de la Nature* diverses expressions qui donnent à supposer que Lucrèce avait en vue une puissance ordonnatrice autre que le hasard. Il parle souvent d'une force cachée, *vis abdita*, d'une faculté secrète, *secreta facultas*. Cette puissance mystérieuse n'est-elle pas; à ses yeux, la nature? c'est elle qui crée, *natura creatrix*; c'est elle qui agit, *natura gerit res;* c'est elle qui gouverne, *natura gubernans;* c'est en vertu des lois de la nature que les choses sont et cessent d'être, *fœdera naturaï*. Et quelle est cette Vénus invoquée au début? C'est encore la nature. « Si tout ce que l'âge fait disparaître était anéanti, où puiserait la nature? comment Vénus ramènerait-elle les êtres à la lumière du jour? » (L. I, v, 227-230.) Que, préoccupé de ces énoncés, on juge Lucrèce tout entier par ce côté, on le prendra pour un philosophe dynamiste; et, pour peu qu'on suppose cette force cachée en dehors de la matière, on se fera peut-être scrupule de le ranger parmi ces athées obstinés qui ne croient qu'à la matière et qui nient tout le reste. On hésitera d'autant plus, qu'on remarquera davantage le sentiment énergique qu'il a de la nature, le rôle qu'il lui assigne, et la personnification qu'il semble en faire au point de l'assimiler à une divinité. Telle est la première impression que doit laisser une lecture superficielle. Toutefois, demandons à Lucrèce de nous dire, non plus dans un langage poétique, mais avec la rigueur

Digitized by Google

du philosophe, ce que c'est que la Nature et comment nous devons la comprendre d'après lui; il répond catégoriquement, et l'illusion n'est plus possible. « La nature est ce qui existe par soi-même; elle se compose de deux principes : la matière corporelle et le vide au sein duquel s'agitent les corps. »

> Omnis, ut est, igitur per se natura duabus
> Consistit rebus; nam corpora sunt, et inane,
> Hæc in quo sita sunt et quæ diversa moventur.
> (I, v. 432-4.)

Voilà toute la nature, toute la réalité; en dehors de la matière et du vide, il n'y a rien, *præterea nihil est ;* la personnification disparaît et la divinité s'évanouit. Ce qui n'est ni vide ni matière n'est que propriété et dérive de l'un et de l'autre. Les propriétés résultent de la réunion et de l'arrangement des atomes, et par suite les choses changent de nature ou, plus justement, changent la nature : *mutato ordine, mutant naturam res.* Voilà donc, en toute vérité, comment Lucrèce la comprend et ce qu'elle est pour lui; c'est en elle que se trouve cette force mystérieuse qui, en dernière analyse, n'est que le mouvement propre aux atomes. Ce n'est plus le dynamisme, c'est un pur mécanisme, et si Memmius croit encore pouvoir en douter, Lucrèce va lever ses derniers scrupules : « Ne crois pas, lui dit-il, que, guidés par une intelligence, les éléments des choses aient sagement combiné l'ordre où nous les voyons, ni concerté leurs mouvements; modifiés par ces mouvements si divers et sans fin, les éléments, réunis par leur propre essor et par des chocs étrangers, ont essayé, pris, quitté, repris des positions qui ont produit cet univers, et cet ordre, ils l'ont gardé pendant un grand nombre de siècles. » (I, v. 1021-1029.) Déjà, antérieurement, il avait dit que jamais une divinité n'avait tiré quoi que ce soit du néant :

> Nullam rem e nihilo gigni divinitus unquam.

La nature reste donc livrée à ses seules ressources, la matière et le vide, et Lucrèce est ici grandement soupçonné d'inconséquence. En effet, dans cette double manière de présenter sa doctrine, il y a une contradiction évidente, et on s'étonne qu'on n'en ait pas tenu plus de compte dans les jugements qu'elle a suggérés. Faut-il ne considérer toutes ces expressions empruntées au dynamisme que comme des formes poétiques qui se présentaient d'elles-mêmes à l'écrivain dans le feu de la composition? Il est probable que le poète a bien un peu enivré le philosophe, mais Lucrèce était un esprit

Digitized by Google

trop sévère et trop convaincu pour s'être laissé égarer par la muse au point de compromettre tout le système ; ces formes qu'il emploie avec tant de complaisance, il les doit à un principe supérieur au sien et qui s'impose à lui malgré lui. Il a beau se débattre et s'écrier : « Quand j'ignorerais encore l'origine des choses, l'aspect du ciel et de la terre, les troubles du monde et son ordre imparfait me diraient assez qu'on ne peut l'attribuer à aucune cause divine, » il obéit au principe qui domine les esprits même les plus rebelles. Dès lors, régi par cette loi de l'intelligence à laquelle Leucippe lui-même rendait hommage quand il avouait que tout a lieu nécessairement par l'effet d'une raison, le philosophe plus à l'aise s'entend mieux avec le poète, et la fiction devient presque de la vérité ; le poète anime tout, il personnifie la nature dans cette Vénus qu'il invoque au début de son poème ; de la force matérielle qui, toujours active, enfante éternellement, il fait un souffle divin qui anime tout et produit tout. Quelle merveilleuse personnification de la force productrice que cette Vénus, et quelle plus belle preuve de sa puissance pour un Romain que le peuple romain lui-même, *Æneadum genitrix* ! Interpréter autrement ce début souvent discuté et y chercher l'aveu du philosophe à une croyance qui démentirait tout le poème, c'est oublier ce qu'il dit (l. II, v. 167 et sqq.) de ceux qui s'imaginent que la matière a besoin des secours d'une divinité pour s'organiser et former les êtres, *frugesque creare*. Non, les atomes, principes de toutes choses, se meuvent éternellement d'un mouvement qui leur est propre :

Sponte suâ volitant æterno percita motu.

Ces essais d'agrégation des atomes pour former des corps, que de temps ils ont demandé, que de siècles ont dû s'écouler avant que l'univers, dans ce qui nous en est connu, pût en arriver au point où nous le voyons ? Lucrèce ne marchande pas plus avec la durée que certains philosophes de nos jours, qui ne craignent pas d'aligner des millions et des milliards d'années ; qu'est-ce que cela devant l'éternité ? Rien, mais le procédé n'en est pas moins commode. Cette rencontre entre le passé et le présent n'est pas la seule ni la plus sérieuse que nous aurons à signaler.

Ce qui résulte du mouvement et de la rencontre des atomes, et les agrégats auxquels ils donnent naissance ne sont pas l'effet d'une pensée intelligente et supérieure à la matière, ni par conséquent d'une cause providentielle ; Lucrèce a bien soin de prévenir son cher Memmius contre un tel préjugé. Il apprend à son ami que les yeux n'ont pas été faits pour voir, et, d'après un dessein arrêté d'avance,

Digitized by Google

non plus que les jambes pour marcher, les bras et les mains pour s'en servir; soupçonner là des lois, une cause finale, c'est renverser l'enchaînement successif des causes et des effets.

> Nil ideo quoniam natum est in corpore, ut uti
> Possumus. . . . . .
> (IV, v. 833-4.)

Voilà ce que disait Lucrèce, et voilà ce qu'on répète après lui : « Tant qu'on croira, dit M. Moleschott, que la loi construit le monde au lieu d'en être le résultat et d'en recevoir la lumière, l'esprit humain dormira dans les ténèbres, et l'on opposera l'idée à l'expérience[1]. » Si l'on se bornait à dire qu'on ne peut pas découvrir une loi sans le secours d'observations qui en dévoilent l'existence, on serait dans le vrai; mais on va au delà de cette règle du bon sens, on veut qu'il n'y ait de lois du monde qu'après l'organisation du monde. Il serait plus simple de dire qu'il n'y a pas de lois, ni avant ni après, il n'y a que des faits, enfants du hasard, qui en subissent tous les caprices, et qui, nécessairement, écartent toute idée de cause finale, c'est pourquoi M. Moleschott prend le soin de faire cette remarque : « Quiconque ne voit dans tous les mouvements des corps de la nature que des moyens pour atteindre un but, arrive d'une façon tonte logique à la notion d'une personnalité, qui, dans ce but, confère à la matière ses propriétés. Cette personnalité désignera aussi le but[2]. » Cette personnalité, qui serait quelque chose de supérieur à la matière, n'est pas moins importune aux nouveaux matérialistes qu'à Lucrèce, et, pour l'écarter, ils ne reculent devant aucun expédient : ils font ce qu'il avait fait. Voltaire, malgré son admiration pour l'auteur du *De natura rerum*, ne pouvait se contenir devant une telle énormité. « Je sais bien, dit-il, que plusieurs philosophes, et surtout Lucrèce, ont nié les causes finales; et je sais que Lucrèce, quoique peu châtié, est un très grand poète dans ses descriptions et dans sa morale; mais en philosophie il me paraît, je l'avoue, fort au-dessous d'un portier de collége et d'un bedeau de paroisse. Affirmer que ni l'œil n'est fait pour voir, ni l'oreille pour entendre, ni l'estomac pour digérer, n'est-ce pas là la plus énorme absurdité, la plus révoltante folie qui soit jamais tombée dans l'esprit humain? Tout douteur que je suis, cette démence me paraît évidente, et je le dis. » Nous ne voudrions pas tenir envers Lucrèce, ni envers ses imitateurs, un

[1] *La Circulation et la Vie, lettres sur la Physiologie en réponse aux lettres sur la Chimie*, de Liebig, trad. par le docteur E. Cazelles; t. I, p. 21.
[2] *Ibid.*, t. II, p. 95.

Digitized by Google

langage à ce point irrévérencieux, mais il est bon de faire connaître le sentiment d'un homme à qui le bon sens ne faisait pas défaut.

Ce n'est pas un spectacle sans intérêt que d'assister, dans la succession des siècles, à la naissance d'un système, à sa chute, puis à son apparition nouvelle, modifiée par le temps et la science. On mesure ainsi le progrès qu'il a pu faire, et avec lui toute la philosophie. Le progrès de l'atomisme consiste en des connaissances et des explications scientifiques qui échappaient aux anciens, car on peut dire avec M. Babinet que si les anciens ont tout trouvé, ils n'ont rien démontré. Cependant, on est bien forcé d'en convenir, les systèmes actuels qui se rapprochent le plus de celui d'Epicure et de Lucrèce, n'en disent pas beaucoup plus que celui-ci n'en a dit : ce qu'il a nié ou affirmé, ils le nient et l'affirment encore, sans ajouter aucune de ces raisons dont un système, quel qu'il soit, a toujours tant besoin pour imposer la certitude.

Puisqu'il est bien avéré que Lucrèce n'admet pas de cause efficiente créatrice ou ordonnatrice, ni le principe des causes finales, faut-il se demander si Lucrèce est athée? C'est une question que pose M. Martha, en ajoutant : « Nous n'oserions l'affirmer. » A l'égard des dieux du paganisme, cela ne fait aucun doute pour lui ni pour personne, et on ne peut pas mieux faire comprendre que M. Martha l'hostilité irréligieuse, la violence antipaïenne de Lucrèce, ni mieux justifier l'athéisme dans lequel il enveloppe, comme dans un suaire, ces milliers de dieux qui étaient autant de fléaux ; il les maudit à la pensée de toutes les erreurs répandues, de tous les crimes commis en leur nom, mais tout n'est pas là. Son athéisme a-t-il une portée plus haute? est-il absolu ou seulement ce que j'appellerais volontiers un athéisme local? En niant les dieux du paganisme, a-t-il laissé dans sa pensée une petite place pour une divinité quelconque, mal définie, mais qu'on pourrait au moins soupçonner, comme chez Epicure d'après sa lettre à Ménécée? M. Martha paraît le croire, sans être à cet égard suffisamment explicite, mais il est loin d'affirmer le contraire. Du reste, il sait si bien présenter son opinion et la faire valoir, il y a tant de charme dans sa manière de l'exposer, qu'on résiste avec peine, mais nous avouons n'être pas convaincu, et d'autant moins que M. Martha lui-même laisse soupçonner quelque doute dans sa pensée. « Quelles que soient ses erreurs, dit-il, en parlant d'Epicure, il a chassé de la nature, ou plutôt doucement éconduit, ce nombre infini de puissances célestes qui ne faisaient qu'embarrasser la physique et la morale. La nature a été simplifiée aussi bien que pacifiée, pour avoir été ramenée à une puissance unique. Maintenant, que Lucrèce se soit trompé en plaçant cette puissance dans un aveugle mécanisme, nous le reconnais-

Digitized by Google

sons sans peine; mais il a déblayé le domaine de la science de difficultés inutiles, il a offert l'univers affranchi aux investigations futures de la raison humaine. » Voilà bien en réalité le rôle de Lucrèce dans l'histoire de la philosophie; il fut un de ces démolisseurs qui renversent, non pour reconstruire, mais pour faire le vide, et qui travaillent contre eux-mêmes sans le vouloir, puisque c'est grâce à à eux que doit prévaloir et s'imposer une affirmation contraire à la leur. On ne peut pas lui supposer une pensée réservée, un sentiment secret en faveur d'une divinité qu'il laisse sous le voile, cette allure mystérieuse n'est pas celle de son école; Lucrèce ne souffre pas de dieux, ni devant lui, ni derrière lui, car on ne prend pas au sérieux ceux dont il parle d'après son maître, ces rois fainéants, hôtes immortels des intermondes, doués pour toute félicité d'un égoïsme divin, dû à l'ignorance la plus complète de ce qui se passe dans l'univers, ou à l'insensibilité la plus cuirassée contre tout ce qui pourrait troubler leur quiétude. C'est un idéal tel qu'Epicure pouvait le concevoir, qui n'allait pas contre son système et qui payait tribut aux exigences religieuses de son temps. Aussi voit-on qu'il s'est bien gardé de parler de leur nature, comme il le fait pour l'âme, et de dire s'ils sont ou non composés d'atomes.

A part ces fantômes sans réalité que Lucrèce place on ne sait où, et qui n'ont que le vide pour domaine, on ne trouve pas dans le *Poëme de la Nature* une seule ligne qui fasse supposer que l'auteur ait cherché à se faire une idée de la divinité, quelle qu'elle pût être. L'idée de Dieu est si diverse et quelquefois si opposée parmi les hommes, qu'il faut y regarder à deux fois avant de dire de tel philosophe : c'est un athée. J'éprouve toujours une crainte plus qu'humaine, disait Platon, quand il s'agit de nommer un dieu par son vrai nom... Que sera-ce quand il s'agit non d'un dieu, mais de Dieu? Celui qui le conçoit comme un être personnel, et le distingue de l'univers, a-t-il le droit d'accuser d'athéisme celui qui ne l'en distingue pas? Parménide, Empédocle, Jordano Bruno étaient-ils des athées? Faut-il infliger cette épithète à Spinoza et à tous les panthéistes? En rigueur, le platonisme alexandrin conduit au panthéisme : dira-t-on que Plotin et Proclus étaient des athées? Qu'on démontre, si on le peut, que les uns et les autres se trompent dans leur manière de comprendre l'Etre incompréhensible, mais qu'on ne les accuse pas de nier ce qu'ils ont cherché, parce qu'ils ne l'ont pas trouvé. Il n'y a réellement athéisme que là où on nie toute divinité, sachant qu'on la nie et se faisant un devoir de la nier. Si cela est vrai, je ne connais pas dans toute la philosophie un homme plus réellement athée que Lucrèce; il l'est bien plus qu'Epicure. Il abo-

Digitized by Google

lit les dieux du paganisme sans les remplacer. On voudrait en vain arguer de cette Nature, dont il semble faire un mystère : nous avons déjà dit ce qu'elle est à ses propres yeux ; c'est si peu un être divin que l'atomisme de Lucrèce n'est pas même un système naturaliste. Qui l'empêchait de puiser à d'autres sources, s'il n'avait en vue que le polythéisme? Lui qui paraît fort bien connaître Anaxagore et Empédocle, qui s'inspire de ce dernier, comme le démontre M. Martha, il ne pouvait pas ignorer ce qu'avaient professé sur un pareil sujet l'école d'Italie, la première Académie, et le Lycée par l'organe d'Aristote. M. Martha remarque qu'il n'attaque pas la providence de Socrate, ni celle des stoïciens, « la puissance divine, unique, universelle, bienfaisante, qui dirige le monde et les hommes. » Il n'attaque pas non plus le dieu de Platon : en concluons-nous qu'il croyait à son existence? Pour Lucrèce, la providence de Socrate est impossible, elle suppose un dieu, et il n'en veut pas ; celle des stoïciens l'est tout autant, elle ressemble trop à la fatalité, elle met la liberté en péril, et Lucrèce a besoin de la liberté. S'il n'entre pas dans le champ de la théodicée, ce n'est pas pour cause d'adhésion ou d'ignorance, c'est que, du haut de son système, et plein de foi dans son infaillibilité, il ne la prend pas au sérieux, et qu'il se borne à la combattre dans les conséquences que la religion en a tirées. Il ne s'attache à réfuter sérieusement que les systèmes dont les principes sur l'origine et la nature des choses sont en opposition avec le sien ; c'est en ce sens qu'il fait la critique d'Héraclite, d'Empédocle et d'Anaxagore. Qu'on lise sa réfutation des *Homœomeries* de ce dernier : la critique est poussée avec vigueur sur tous les points, excepté sur celui qui aurait dû frapper particulièrement Lucrèce, l'intervention de cette Intelligence qu'Anaxagore passe pour avoir le premier introduite dans l'organisation du Cosmos. On ne peut pas supposer qu'il applaudissait à l'apparition de cet agent étranger, qu'il déclare si souvent inutile et dont il nie l'existence ; c'était donc le cas d'en faire justice, s'il avait vu en lui un danger pour sa doctrine ; mais, à ses yeux, le danger était ailleurs, il était dans les liens dont la religion enchaîne les hommes,

. . . . . et arctis
Relligionum animos nodis exsolvere pergo.
(I, v. 131-2.)

Les briser, tel est son vrai but ; aussi sa polémique philosophique se borne-t-elle à peu près à celle que nous venons d'indiquer, et cependant les occasions ne manquaient pas : au troisième livre où

Digitized by Google

il traite de l'âme, au quatrième où il expose la théorie de la sensation et de la connaissance, Lucrèce rencontrait des adversaires qu'il pouvait combattre, mais il n'entrait pas dans son plan de le faire. Il se contente de poser très clairement son matérialisme, qui embrasse tout, Dieu dans l'univers et l'âme dans l'homme ; il est, à cet égard, aussi dogmatique qu'on peut l'être ; quant au spiritualisme et à la spéculation pure, il n'en a aucun souci. Platon, qui ne lui était pas entièrement inconnu, ne devait être à ses yeux qu'un rêveur, et il est probable qu'il était déjà du sentiment que Voltaire exprimait plus tard, quand il écrivait ces lignes : « O vous qui avez lu Platon attentivement, c'est-à-dire sept ou huit songe-creux cachés dans quelques galetas de l'Europe, si jamais ces questions viennent jusqu'à vous, je vous prie d'y répondre[1]. » Ces questions sont précisément celles dont Lucrèce ne veut pas s'occuper. Sa polémique est avant tout religieuse, et ce qu'il repousse ce n'est pas tel ou tel dieu, telle ou telle superstition, c'est toute divinité et toute religion. La superstition suppose une croyance ; ainsi, les dames romaines qui, au dire de Sénèque, sans se placer près des statues de Minerve et de Junon, sans même se transporter dans leurs temples, remuaient les doigts à leur intention, comme pour les peigner, et leur présentaient le miroir, ces matrones étaient de ridicules dévotes et d'une superstition plus que niaise, mais elles avaient une croyance ; la superstition avait produit et produisait encore de plus déplorables résultats, et c'est pourquoi Lucrèce pensait que, lorsqu'on ne croit pas en une divinité, quelle qu'elle soit, on n'égorge personne pour se la rendre favorable. C'est parce que la religion engendre la superstition que Lucrèce la proscrit ; c'est elle qu'il combat en s'armant contre elle des abus qui en sont sortis ; il rejette le culte païen parce que c'est celui qu'il a sous les yeux, mais il ne fait aucune exception, aucune réserve, et en l'abolissant il ne met rien à sa place. D'ailleurs, que serait une religion sans un dieu ? Cléanthe, dans son *Hymne à Jupiter*, pouvait rendre hommage à la Raison souveraine et à la providence divine, qui cependant n'était pour les stoïciens que la fatalité ; rien n'autorisait Lucrèce à tenir un pareil langage, aussi ne trouve-t-on rien de semblable dans le *Poëme de la Nature*, pas même dans l'invocation à Vénus. Lucrèce était un incrédule aussi résolu que possible, mais il est douteux qu'il en ait aussi facilement pris son parti qu'on s'est plu à le dire ; l'amertume perce dans son langage, et le trouble de son âme se trahit dans ce va et vient continuel de la nature qui n'est que la matière et le vide à cette nature mystérieuse, ou plutôt à cette puissance qu'il n'ose

[1] *Quest.* art. *Platon.*

Digitized by Google

pas avouer, mais dont l'idée l'obsède et dont il aurait pu dire, comme un autre poète :

> De quel nom te nommer, ô fatale puissance !
> Qu'on t'appelle destin, nature, providenc
> Inconcevable loi,
> Qu'on tremble sous ta main, ou bien qu'on la blasphême,
> Soumis ou révolté, qu'on te craigne ou qu'on t'aime,
> Toujours, c'est toujours toi.

M. Martha, repoussant avec raison l'opinion de ceux qui voudraient faire de Lucrèce un sceptique atteint de cette mélancolie que les anciens n'ont pas connue, le croit peut-être un peu trop satisfait de l'état moral issu de son système. Selon lui, « Lucrèce est sur tous les points content de sa doctrine, il n'en désire pas une meilleure. Je ne sais si, même dans toute l'histoire de la philosophie, on trouverait un autre exemple d'une conviction si entière, d'une foi si pleine, d'un attachement si obstiné à la parole d'un maître. Le poète n'est pas triste parce que son système lui laisse quelque chose à regretter, mais la tristesse est dans le système. » Nous ne sommes pas de ceux qui voudraient rencontrer chez Lucrèce un sentiment qui a dominé beaucoup trop dans notre littérature pour être toujours sincère; mais on a peine à croire qu'une âme isolée dans son incrédulité, sans refuge dans son athéisme, ait dû se sentir assez heureuse pour échapper à la tristesse de son sujet. Le poète n'est pas désenchanté, car il n'a rien rêvé de plus que ce qu'il voit; il prend sa doctrine pour une vérité incontestable, mais c'est une triste vérité ; sa foi est inébranlable, mais c'est une foi qui n'éclaire que le néant Un épicurien vulgaire pouvait se tenir pour satisfait : vivre au jour le jour, prendre la nature telle qu'elle est, avec tout ce qu'elle peut donner de jouissances, fermer les yeux sur le reste et s'endormir dans l'égoïsme, cela se voyait tous les jours dans la Grèce et à Rome; mais on ne s'élève pas impunément par le génie au-dessus de la foule, et s'il y avait des nuits sereines pour le philosophe, il y avait aussi des nuits de trouble et d'orage. Lucrèce est plus qu'un épicurien, c'est un penseur, une âme souffrante, blessée à coup sûr, qui cherche un refuge, mais qui se trompe de port et qui tombe dans le vide. M. Martha fait ressortir la tristesse du sujet avec une justesse parfaite : « D'abord, qu'est-ce que le monde? Une aveugle combinaison d'atomes, l'œuvre du hasard, un ouvrage imparfait. Tandis que les autres philosophes admirent l'ordre de l'univers, au point de ne pouvoir attribuer un si bel arrangement qu'à une intelligence souveraine pleine de sollicitude pour l'homme, le poète épicurien ne voit partout qu'une incurie dé-

Digitized by Google

sordonnée, dont il fait un argument contre la croyance à une création divine. » Ainsi « le désordre règne dans le monde; rien n'est fait pour l'homme, qui est comme perdu dans cette confusion des éléments. Voilà pour l'épicurien une source de réflexions amères... Non-seulement le monde est mal fait, mais il va de mal en pis; il dégénère[1]. » Il est difficile de s'expliquer comment le poète-philosophe pouvait être entièrement satisfait d'une pareille doctrine. Il ne faut le comparer à personne; par la nature de son esprit, par son génie poétique, Lucrèce est une figure à part et la plus originale de toute la littérature latine. Il aimait la nature autant et plus peut-être que Virgile, parce qu'elle était l'unique objet de son amour; mais, en la chantant, il ne peut s'empêcher d'en déplorer la condition, de gémir sur son présent et de trembler pour son avenir; ce sentiment est chez lui d'autant plus vif qu'il n'a pas même, pour le tempérer, la ressource du doute. Lucrèce et le scepticisme n'ont rien de commun: pour douter, il faut avoir cru; et, s'il profère des plaintes, ce n'est pas sur ce qu'il a perdu, ce n'est point parce qu'il cherche, c'est bien plutôt pour avoir trouvé. S'il se plaît à combattre la religion païenne, à étaler au grand jour ses défauts, ses erreurs, son inanité, à poursuivre les dieux de sa colère et de son ironie, à se rire de leurs menaces, de leur Tartare et de leur Elysée, il n'en est pas de même quand il se tourne vers la Nature. Il l'aime trop pour être content de son imperfection et de cette nécessité de décadence et de destruction à laquelle elle est soumise; en un mot, il n'a pas assez l'indifférence ou la sécheresse de cœur recommandée par le maître. Quelle pitié douloureuse dans ce tableau de l'homme à sa naissance, jeté nu sur la terre, où il gît faible, à peine animé d'un souffle de vie, dont le premier vagissement est un cri de douleur, comme s'il prévoyait tous les mots qui l'attendent!

Un pareil début n'annonce pas la vie sous un aspect bien riant, et peu s'en faut que la mort n'apparaisse déjà comme une délivrance; aussi Lucrèce s'attache de toutes les forces de sa doctrine et de son hostilité envers le paganisme à nous rassurer sur la crainte de la mort. Le troisième livre, que le XVIIIe siècle a tant admiré, est tout entier consacré à démontrer que l'âme ne peut pas survivre au corps. Touchant la nature de l'âme et sa destinée, Lucrèce rencontrait inévitablement des doctrines opposées à la sienne; il repousse donc, en les réfutant, l'opinion de Démocrite qui attribue une âme à chaque partie du corps, le dogme de la métempsycose, et cette opinion que l'âme n'est qu'une harmonie; mais il est à remarquer qu'il ne dit pas un mot du spiritualisme platonicien. La

[1] Pages 339, 340, 341.

Digitized by Google

seule manière d'expliquer ce silence est d'admettre qu'il ne prenait pas au sérieux une telle doctrine, car on ne peut pas supposer qu'il l'ait ignorée ou qu'il ait craint de la discuter; il pouvait d'ailleurs la considérer comme réfutée de fait par sa propre argumentation en faveur de la thèse contraire; mais pourquoi ne pas nommer Platon, puisqu'il en nomme d'autres? Car en y regardant de près et dans le sens philosophique, c'est à lui que s'adresse la conclusion que le poète tire de la mortalité de l'âme. Cette conclusion est qu'il faut se rire de ces peurs ridicules, de ces vagues terreurs que la religion fait naître ou entretient, et persuader enfin aux hommes qu'ils ne seront tranquilles qu'en voyant un terme fixé à la vie et aux malheurs qu'elle enfante :

. . . . . Si certam finem esse viderint
Ærumnarum homines. . . . . .

Il est bien vrai qu'en professant la destruction entière et absolue de l'homme, Lucrèce a combattu avec bonheur bien des préjugés, bien des terreurs insensées ou ridicules, mais à quel prix? Derrière ces erreurs, il y avait un principe enveloppé dans la même réprobation; c'était logique aux yeux de Lucrèce, qui ne fait aucune sorte de réserve, mais fort dangereux au point de vue moral. Pour expliquer sa polémique et la justifier, peut-on admettre sans restriction que les païens, les bons comme les mauvais, ne croyaient qu'à un horrible avenir, et que c'était là ce qui les jetait en désespérés sur les biens présents? Que tel ait été le sentiment d'un certain nombre d'âmes entraînées à penser ainsi moins peut-être par la réflexion que par le besoin de s'étourdir, surtout à une époque comme celle où vivait Lucrèce, rien de plus vraisemblable, et dans cette mesure M. Martha a raison; mais ce serait sortir du vrai que de généraliser un fait d'une portée si restreinte, et par trop amoindrir chez les anciens l'idée du juste et de l'injuste. Est-il exact de leur prêter ce sentiment, qu'il n'y avait de châtiments aux enfers que pour les grands coupables et que ceux-ci étaient plutôt des vaincus que des condamnés? On les citait de préférence et nominalement pour rendre l'exemple plus frappant; d'ailleurs, ces vaincus avaient bien quelques peccadilles sur la conscience : Tantale était un sceptique assez difficile à persuader et qui ne reculait pas devant les grands moyens pour arriver à la certitude. Je n'admettrais pas non plus que « les philosophes, dans leurs plus hardies conceptions », n'aient accordé « l'immortalité bienheureuse qu'aux grandes âmes qui avaient gouverné les empires..., que la foule des

Digitized by Google

humains restait au-dessous de la récompense et de la peine [1] ». La doctrine de la métempsycose, enseignée par l'école d'Italie, prouve le contraire; dans le *Gorgias*, Platon affirme que l'impie, le fils dénaturé, l'homicide est condamné à des châtiments terribles, et que les plus douces récompenses attendent l'homme vertueux. Lucrèce s'inquiétait fort peu de ce qu'avait pu dire le fondateur de l'Académie, mais de son temps Platon était connu à Rome; témoin Virgile, qui prit la robe virile l'année même, quelques-uns disent le jour de la mort de Lucrèce; témoin Cicéron, plus âgé que l'auteur du *Poëme de la Nature*; dans son éclectisme, Cicéron embrassait toutes les écoles, excepté celle d'Epicure, et Platon, qu'il admirait, fut son maître et son guide pour la psychologie. Si Lucrèce n'avait eu une idée bien arrêtée et une foi absolue en sa doctrine, il aurait pu, dans Athènes, s'instruire à d'autres écoles, comme le faisaient des esprits distingués de son temps, Caton d'Utique, Brutus, Varron, Pison, Lucullus; mais il avait son dieu et son système, auxquels son propre penchant autant que la logique lui prescrivait de rester fidèle. Il fut plus exclusivement l'homme de son système que ne paraît le croire M. Martha, qui plaide avec toutes les ressources d'une plume ingénieuse des circonstances atténuantes dont il faut tenir compte, mais sans leur donner une valeur qu'elles ne réclament pas. Lucrèce a pu être inspiré par l'état de la société qu'il avait sous les yeux, j'accorde qu'il ait songé au présent; mais sa pensée, sans s'y arrêter, embrassait le temps et l'espace. S'il est permis de le dire, il a fait de la philanthropie à sa manière, en indiquant aux hommes ce qu'il croyait être le bonheur, rêvant pour lui et pour les autres le seul idéal qui lui fût accessible, un repos éternel et sans trouble, un calme où la sensibilité n'a rien à redouter des atteintes importunes qui l'assaillent sur la terre, ce calme enfin dont la mort est le signal et que le néant seul peut nous procurer. Devant une perspective si engageante, à quoi bon disputer sa vie et reculer devant la mort? Ne faut-il pas toujours en finir? Dût-on vivre de longs siècles, le dernier terme est toujours une mort éternelle :

> Proinde licet quod vis vivendo condere sæcla,
> Mors æterna tamen nihilominus illa manebit.

En eût-il été de même pour Lucrèce, s'il eût beaucoup aimé non-seulement la vie, mais l'existence, s'il eût dirigé ses regards vers d'autres horizons? Pour aspirer à l'anéantissement, il faut s'être dit

[1] *Le poëme de Lucrèce*, etc., p. 137.

Digitized by Google

que la mort seule peut consoler de la vie, mais la mort complète, avec le néant comme lit de repos. Comment expliquer autrement cette sombre lassitude, cette tristesse qui, selon M. Martha, rapproche Lucrèce de Pascal, de Bossuet ; rapprochement exact, mais sur lequel il ne faudrait pas trop insister, tant est grande la différence qu'il y a entre les causes, d'une part, et le résultat définitif de l'autre. Cette rencontre prouve l'identité constante de la nature humaine dans ses replis les plus profonds. Qu'on soit religieux ou irréligieux, il y a des points sur lesquels tous les hommes s'accordent et tiennent le même langage, parce qu'il y a des joies et des douleurs, les dernières surtout, qui sont léguées à tous par la nature. Tous, en effet, sont amenés à sonder plus ou moins le problème du bien et du mal, de la vie et de la mort, du présent et de l'avenir. C'est le cri de l'âme, c'est la note sérieuse qui résonne dans tous les cœurs, et qui place l'être humain qui pense si fort au-dessus de la brute.

II.

Le *Poëme de la nature* nous montre donc partout et toujours, et comme élément des choses, la matière soumise aux mille modifications que lui impriment un mouvement éternel et le hasard, cet unique architecte des mondes : dans l'univers point de dieu, point de providence, point de causes finales ; dans l'homme, un organisme soumis à une dissolution inévitable, et, après la mort, le néant. Quelle morale de telles prémisses peuvent-elles enfanter? Si jamais morale dut être regardée comme indépendante, c'est bien celle-là : aucun dogme religieux, aucun principe métaphysique, rien ne la gêne. Si cette dernière condition fait défaut, il en est une autre, non moins indispensable, qu'Epicure et les siens ont toujours proclamée, et qu'ils ont essayé de prouver par un moyen assez misérable, mais le principe est admis, c'est l'essentiel : cette condition est la liberté. Ils en avaient besoin, c'est une nécessité de leur système, parce que leur atomisme conduit à l'égoïsme, et que celui-ci est grand calculateur. L'homme d'Epicure, se faisant à lui-même sa règle de conduite, a besoin d'être prudent ; aussi voyez le cas qu'Epicure fait de la prudence ; c'est par elle qu'on peut arriver au but en évitant les écueils, en pesant le pour et le contre. Comment procéder ainsi sans la liberté? D'un autre côté, la trouver dans le vide ou dans une agrégation d'atomes n'était pas chose facile ; pour lever

Digitized by Google

la difficulté, Lucrèce, comme son maître, eut recours à un expédient dont lui-même ne devait pas être très satisfait, il s'en contenta faute de mieux. Heureusement que la liberté s'affirme assez d'elle-même pour pouvoir se passer de démonstration; Lucrèce, d'ailleurs, l'a glorifiée dans le magnifique tableau qu'il trace du développement de l'humanité, dans l'usage réfléchi que l'homme fait de son activité et de son intelligence pour disputer le sol aux forces de la nature, aux animaux sauvages, et arriver enfin à établir peu à peu son empire sur le globe.

Comme les moralistes de tous les temps, Epicure a pour but ce que les anciens appelaient le souverain bien, et, comme moyen d'y arriver, la règle des actions humaines. Mais si l'accord est unanime sur le but, il cesse quand on vient à prononcer sur sa nature et sur la route à suivre. L'épicurisme s'inquiète peu de l'opinion des autres; pour lui, le bien c'est le plaisir, ou, selon son expression favorite, la volupté, expression qui n'est pas synonyme de sensualité, comme on l'a interprétée ordinairement chez les modernes. Epicure, en effet, distingue les plaisirs de l'esprit de ceux du corps, et il accorde la préférence aux premiers sur les seconds; mais en général il fait consister le bien dans la paix de l'âme et le calme des passions, dans une volupté douce et intime qui berce l'homme sans l'agiter. Du reste, à juger de cette morale par la vie et la conduite d'Epicure, on lui trouverait des vertus qui ne s'accordent guère avec l'idée qu'on s'en forme, et qui ferait le plus grand honneur à tout autre système. Sobre comme Socrate, Epicure vivait de rien : envoyez-moi, écrivait-il à un de ses amis, un peu de fromage oystridien, afin que je fasse un repas plus excellent lorsque l'envie m'en prendra. Lors du siége d'Athènes par Démétrius, on le vit, au milieu d'une affreuse famine, partager avec ses disciples les fèves qui faisaient toute sa nourriture, les comptant une par une. Quel stoïcien montra plus de sérénité dans la douleur? Plutarque, qui ne l'aimait pas, le justifie sur le chapitre des mœurs, et Sénèque écrivait à Lucilius : « Agissez comme si Epicure vous regardait. » Le berger, comme on voit, valait mieux que le troupeau, *Epicuri de grege porcum*, mais le troupeau avait la nourriture que lui donnait son maître, sans avoir son heureuse inconséquence. C'est l'homme que nous venons de faire connaître, et non le système, car si Epicure préfère les plaisirs de l'esprit, il ne condamne pas ceux du corps, il les regarde, au contraire, comme une condition des premiers. Dans un ouvrage, aujourd'hui perdu, sur le souverain bien, il disait, d'après Cicéron : « J'ai souvent demandé à ceux qu'on appelle sages ce qui leur resterait de biens si les plaisirs des sens étaient retranchés, je n'ai jamais pu obtenir de leur part que de vaines p -

Digitized by Google

roles. En effet, s'ils renoncent à leurs fastueuses prétentions de sagesse et de vertu, il ne leur restera, pour trouver de véritables plaisirs que la vie qui vient d'être indiquée. » Or, on a de Diogène Laërce et d'Athénée quelques lignes qui justifient cette citation de l'auteur des *Tusculanes*. Le système se dégage avec toutes ses conséquences, entraînant les plus sages et le maître lui-même. Métrodore écrivait à son frère : « L'important, ô Timocrates, n'est pas de sauver les Grecs, ni d'obtenir d'eux qu'ils couronnent notre sagesse, mais de boire et de manger de manière à flatter l'estomac sans lui nuire, car, ô toi qui scrutes la nature, le bonheur est dans l'estomac. » C'est ainsi que parlait le disciple chéri d'Epicure, en se glorifiant de tenir cette doctrine de son maître. Ce Métrodore, cependant, ne doit pas être confondu avec le commun du troupeau, mais il interprétait les préceptes à sa façon, résultat inévitable dans toute doctrine morale qui n'est basée sur aucune loi supérieure et obligatoire ; les goûts de chacun, les passions deviennent les seules règles, et c'est à peine si par hasard un Atticus, un Horace, un Mécène peuvent ennoblir quelque peu ce qu'il y a de moins noble.

On sait par les particularités de sa vie comment Epicure entendait sa doctrine et comment il la pratiquait ; on est moins heureux avec Lucrèce ; les détails biographiques manquent sur ce poète, dont il serait si intéressant de connaître la vie privée. Il est douteux qu'il ait cherché à figurer dans la carrière politique ; il est certain, du moins, qu'il n'y serait pas resté longtemps ; son unique soin, la seule et sérieuse occupation de toute sa vie paraît avoir été son poëme. Il mourut jeune, en convive rassasié de la vie, par le suicide :

Cur non, ut plenus vitæ conviva, recedis?

On rencontre parfois dans ses vers un si grand dégoût de la vie et un si vif désir du repos, qu'on peut croire qu'il eut hâte de sortir de l'une pour entrer dans l'autre. A-t-il été fou? Autre question qu'on n'a pas hésité à résoudre généralement par l'affirmative, quoi qu'il y ait place pour le doute. On a expliqué cette prétendue folie par un philtre que lui aurait donné sa femme ou sa maîtresse, et qui aurait attaqué sa raison. Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'il était susceptible des plus nobles sentiments, et que l'amitié tint une grande place dans sa vie. Il compta des amis parmi les hommes les plus considérables de Rome, entre autres Cassius, attaché comme lui à l'épicurisme, et Cicéron, qui, dépositaire du *de Natura rerum*, contribua à le répandre, et en fut comme le premier éditeur. Mais l'ami intime et de cœur de Lucrèce fut Memmnius, personnage important, à qui il

Digitized by Google

dédia son ouvrage. Epicure recommandait l'amitié, qu'il mettait au premier rang des vertus, pour l'utilité qu'on en peut retirer; mais au langage du poète on peut juger qu'un sentiment plus désintéressé se liait à celui à qui il disait : « C'est ta vertu qui me soutient, c'est le charme de ta douce amitié qui me porte à vaincre tous les obstacles, à chercher, au milieu du calme des nuits, dans quel langage digne de la muse, je pourrai porter la lumière en ton âme. »

De même que c'est dans le *Poëme de la nature* qu'on découvre les sentiments de Lucrèce et toute son âme, c'est là aussi qu'on trouve sa morale, morale qui rappelle plus heureusement celle du maître que celle de ses disciples. Cette partie de l'œuvre de Lucrèce est d'autant plus digne d'attention, qu'il ne s'érige nullement en précepteur, qu'il n'est moraliste que par occasion, et que les préceptes, quand il en formule, se présentent d'eux-mêmes et comme des exemples et des applications de sa théorie. Il ne s'agit plus aujourd'hui de le défendre contre des reproches d'immoralité qu'on lui a tant de fois prodigués, et ce n'est pas M. Martha qui pouvait tomber dans ces lieux communs; le beau chapitre qu'il a consacré à la morale de Lucrèce l'a fait connaître sous son vrai jour. Cette morale a pour but le calme de l'âme, l'absence de tout ce qui peut la troubler, et, considérée dans son résultat, elle est tout entiè dans ces quatre vers du deuxième livre :

Suave, mari magno, turbantibus æquora ventis,
E terra magnum alterius spectare laborem :
Non quia vexari quemquam est jucunda voluptas,
Sed, quibus ipse malis careas, quia cernere suave est.

« Devant la mer immense, il est doux de voir les matelots lutter contre les fureurs de la tempête, non qu'on soit heureux du péril d'autrui, mais il est si doux de se sentir à l'abri de l'infortune qui les menace. » Si c'est de l'égoïsme de la part de Lucrèce, que chacun s'interroge et se demande ce qu'il éprouve en pareil cas; voyons-y plutôt un retour sur soi-même qui ne ferme pas le cœur à la compassion, mais qui paye un tribut à la faiblesse humaine. Ce n'est pas le philosophe ici qui professe l'égoïsme, c'est le système dont il est l'organe; et par là se trahit déjà le vice de cette morale d'autant plus dangereuse, que l'amour de soi est après tout le fond de notre nature, que l'homme est déjà trop naturellement entraîné sur la pente qui y mène. Ce bonheur cherché dans le repos comme but unique de la vie est le vœu de l'égoïsme qui fuit la passion pour en éviter les secousses, la vertu pour s'exonérer des luttes qu'elle

Digitized by Google

occasionne et des sacrifices qu'elle impose, qui est loin de désirer la perte du navire, mais qui n'est pas disposé à se jeter à la mer pour sauver les matelots. L'égoïsme entre partout et sous toutes les formes, il apparaît dans l'excès d'une passion fébrile comme dans l'excès de l'indolence. Celui que professe Lucrèce avec son maître tient une sorte de milieu indiqué par une sagesse pratique qui est la prudence. Par l'oubli des devoirs sociaux, il arrive au même résultat que le quiétisme, qui n'est autre chose que l'égoïsme religieux. Comme lui, quoiqu'en vertu de mobiles différents, il se tient à l'écart, évitant ce qui exige quelque effort, le mal comme le bien, la passion violente et les entraînements généreux ; il *cache sa vie*, non par humilité, mais pour se dispenser autant que possible de tout ce qui peut troubler sa quiétude. Comme l'égoïsme religieux, il voudrait n'être que simple spectateur sur le théâtre de la vie, regardant passer le drame sans y prendre part ; sécheresse de cœur plus triste que l'indifférence de l'esprit, fruit du scepticisme. Ainsi les hommes ont beau être séparés par l'espace et le temps, vivre au sein de civilisations tout opposées, différer dans leurs croyances, dans leur manière de comprendre et d'expliquer le monde et la vie, se créer un idéal de bonheur dans le présent ou dans l'avenir, il arrive un moment où les extrêmes se rencontrent, où l'erreur, qui prend toujours les devants sur la vérité, jette sur un même écueil ceux qu'un abîme semblait devoir tenir à jamais séparés. L'épicurisme ne croyait à aucun Dieu ; l'égoïsme religieux, né du mysticisme, y croit trop pour ainsi dire, lui sacrifiant la personnalité humaine qui est l'unique force du premier, et tous deux arrivent, par cet amour exagéré du repos, par le mépris et le dégoût du monde, à se perdre l'un en ce Dieu dans lequel il a foi, l'autre dans la matière universelle à laquelle il rend les atomes qu'elle lui avait prêtés et que le hasard disperse comme il les avait réunis. Dans la pratique et par opposition à ce mouvement tumultueux et parfois si misérable des convoitises et des passions humaines, cette morale épicurienne a son beau côté ; on peut y trouver à louer, mais il faut aller au fond, la mettre en demeure de se découvrir, de montrer ses faiblesses, ses lacunes et ses erreurs. La modération n'est pas l'abstention, et l'homme ne doit pas dire comme le rat de la fable :

Les choses d'ici-bas ne me regardent plus.

Les circonstances, il est vrai, semblent quelquefois autoriser un pareil langage, et il y a des époques où certaines âmes sont plus fortement sollicitées par le besoin du repos ; Lucrèce vivait à une de ces époques, et on comprend qu'il ait parlé comme il l'a fait. Il est

Digitized by Google

sincère ; ce qu'il dit de l'ambition, des horreurs des guerres civiles, cette sérénité du sage qu'il leur oppose, tout cela est l'expression d'un sentiment vrai et nullement de la déclamation ; c'est le cri d'une âme attristée et indignée, et qui produit sa profession de foi sur la vie à l'appui de sa doctrine.

M. Martha ne s'est pas proposé d'étudier le poète dans Lucrèce, et nous ne cherchons pas non plus à redire ce qui a déjà été dit si souvent ; mais, en lui, le philosophe et le poète sont unis si intimement qu'il est impossible de les séparer ; dans le *Poème de la Nature*, c'est la force de la pensée qui fait l'énergie des vers, leur beauté et leur charme ; la chaleur qui anime le philosophe passe dans cette poésie qu'on s'étonne de trouver si belle ; c'est ce qui fait de Lucrèce un si grand écrivain. Quand il se trompe comme savant, il est toujours sincère et vrai d'intention, toujours naturel et sans jamais viser à l'effet ; en un mot, il ne pose pas, laissant loin de lui la fantaisie et peignant d'après nature. « Les sentences morales de Lucrèce offrent souvent des portraits, des types retracés à grandes lignes, où il n'est point difficile de reconnaître une physionomie romaine. » C'est aussi ce qui donne à son poème une couleur locale si prononcée. Il y a telles pages qui ne peuvent avoir été écrites qu'à Rome, de là des conseils et des maximes donnés au nom de la raison et d'une autorité incontestable, malgré l'erreur fondamentale du système. Mais Lucrèce, comme moraliste, n'est pas dans le vrai seulement pas occasion, il l'est souvent d'une manière plus générale et en présence de la nature. Ainsi il ne se borne pas à parler de l'amour avec cette vigueur de touche qui a fait dire à M. Sainte-Beuve qu'il dépeint l'amour comme il décrit ailleurs la peste et d'autres fléaux, il sait aussi le juger avec calme, et la morale ne perd pas ses droits. Il faut remarquer qu'il a deux manières de traiter ce sujet. Quand il parle de l'amour pour en montrer les dangers, les amertumes et les déceptions, il n'est pas physiologiste, il est psychologue ; il sonde en moraliste les replis les plus cachés du cœur humain ; il exprime en poète des idées, des sentiments, des vérités qui sont de tous les temps. En retournant le champ commun de l'humanité, il trace des misères et des hontes de l'amour un tableau qui est aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était alors ; nous ne résistons pas au plaisir d'en citer un exemple dans les beaux vers par lesquels M. Martha l'a traduit :

« Ces tourments de l'amour usent le corps et l'âme ;
Ta vie est suspendue au geste d'une femme,
Ton bien croule, l'usure envahit ta maison,
Dans l'oubli des devoirs s'évanouit ton nom.
Oui, pour qu'un brodequin venu de Sicyone,
Rie à des pieds mignons, qu'à de beaux doigts rayonne,

Digitized by Google

Un grand rubis dans l'or, que les plus fins tissus
abreuvent chaque jour des sueurs de Vénus,
Ton bien, l'unique fruit des vertus paternelles,
Flotte en mitre, en rubans sur la tête des belles,
Traîne sur les pavés en robes, en manteaux
Teints des molles couleurs d'Alinde et de Chios.
Puis le vin coule à flots; aux festins que tu donnes
Il faut encor parfums, tapis moelleux, couronnes.
Vain effort du plaisir! Du fond de ces douceurs
Monte un dégoût amer qui tue au sein des fleurs,
Soit qu'un remords secret avertisse ton âme
Que tu perds tes beaux ans dans un repos infâme,
Soit que par ta maîtresse un mot dit au hasard
Ait planté dans ton cœur un soupçon comme un dard,
Qui s'y fixe, y descend, creuse une plaie ardente,
Soit que ton œil jaloux, épiant sur l'amante
Quelque regard furtif, surprenne avec effroi
La trace d'un souris qui ne fut pas pour toi. »

Ainsi, à une peinture de mœurs qu'on croirait écrite d'hier se joint la plus fine observation et une pénétration « digne de Racine », *in vultuque videt vestigia risus.* Mais si Lucrèce condamne en termes énergiques les désordres de l'amour, il sait l'honorer dans l'union conjugale,

Castaque privatæ Veneris connubia læta,

et montrer dans le mariage le premier lien de la famille, et dans la famille le premier fondement de la société et de la civilisation.

Tout en obéissant à un système qui repoussait les tourments de l'amour comme l'un des plus grands obstacles au bonheur qu'il avait pour but, Lucrèce donne des conseils que l'esprit le plus sévère ne peut qu'approuver; il a tiré de la doctrine épicurienne tout ce qu'elle avait de mieux et d'utile dans tous les temps. Faut-il maintenant l'accuser d'immoralité pour les peintures qu'il a tracées de l'amour physique, et le philosophe qui cherchait à expliquer tous les mystères de la nature devait-il se les interdire? Placez les pages incriminées dans un roman ou dans un de ces recueils de vers comme on en voit éclore à toutes les époques, et on aura toute raison de les flétrir, parce qu'elles ne seraient que le fruit d'une imagination malsaine; mais dans le *Poëme de la Nature*, ce n'est pas un romancier qui parle, ce n'est plus même le moraliste, ce dernier a fait ses preuves, c'est le physicien et le physiologiste. Ici, le réalisme est à sa place, il n'a pas pour but une peinture de fantaisie, dont le moindre défaut est de blesser le goût et la décence, et ce serait étrangement méconnaître Lucrèce que de l'envelopper dans le blâme que méritent un Catulle et un Ovide. Il use de la liberté que

Digitized by Google

prenait la langue latine quand elle lui était nécessaire, et, de même qu'il a décrit la formation des corps par la réunion des atomes, il traite de la procréation des êtres animés avec la même liberté. Qu'on nous permette cette petite excursion sur le domaine de l'écrivain. Réaliste quand il faut l'être par la nature de son sujet, Lucrèce est un modèle à citer; lui que la cosmologie matérialiste a séduit et qui pouvait si facilement se laisser entraîner par elle à ne voir dans l'homme que l'animal, il sait avec une mesure parfaite laisser chaque chose à sa place et lui donner la teinte qui convient, ne confondant jamais la sensation avec le sentiment, ne forçant ni l'idée ni l'expression, ne reculant devant aucune des données de son sujet, mais ne courant jamais après l'effet et la surprise; il se contente d'être vrai; à l'imagination et à la force, il joint le jugement supérieur qui achève de faire de lui un écrivain de génie. Nécessairement didactique, il s'élève sans efforts en suivant le cours naturel des idées, et la langue latine, peu faite jusqu'alors à de pareilles épreuves, devient sous sa plume un admirable instrument. S'il la respecte en la maîtrisant, et sans lui imprimer ces secousses brutales dont nous voyons des exemples de notre temps, c'est que Lucrèce pense moins à lui qu'à son sujet; malgré le merveilleux don des vers qu'il possède, la poésie pour lui n'est qu'un moyen qu'il juge propre à relever l'idée, et s'il parle de lui comme écrivain, c'est pour se plaindre que la langue latine ne lui donne pas toujours ce qu'il lui demande. Il est donc, avant tout, un philosophe exposant un système dans lequel il a foi; c'est avec lui qu'il pense, c'est avec lui qu'il sent; de là un sentiment de la nature vif et profond, qui lui est propre et qui est son meilleur moyen de persuasion; nous en citerons des exemples.

Le *Poëme de la Nature* est, dans la pensée de Lucrèce, l'histoire du Cosmos, et, malgré les reproches que mérite le système, il n'en est pas moins un magnifique tableau où l'auteur sait prêter un air de vérité à des assertions souvent contestables, grâce, si on peut dire ainsi, aux ruses de son talent de poète. Il est nécessaire de rappeler la conception première du philosophe, à laquelle on s'est généralement trop peu arrêté; de cette idée mal saisie découlent les jugements faux ou ambigus portés sur Lucrèce. La nature lui apparaît d'abord dans son infinie division, informe, et matière universelle, agitée dans son vaste sein qui est le vide, attendant, pour ainsi dire, les moules que le hasard doit lui envoyer pour former les êtres. Après l'avoir surprise à l'état rudimentaire, roulant en atomes innombrables qui s'entrechoquent pour produire la vie, il la montre dans son épanouissement, dans sa floraison, lorsque, mère féconde, elle étale dans l'espace sa riche famille, les fruits si variés

Digitized by Google

de ses entrailles. Alors, le philosophe devient poète; il admire, il chante la nature, mais dans les résultats et non pas comme puissance ordonnatrice; il en fait sa chose; elle sera une des forces de son raisonnement, et, par lui, la nature avec tout son charme entre dans la logique. Cependant, et c'est un trait distinctif de son talent, Lucrèce n'est pas un poète descriptif comme on en a tant vu, il ne fait pas de l'art pour l'art; il ne dépeint pas un paysage, un lever du soleil, un clair de lune pour se demander ensuite, comme Delille : Où placerons-nous cela? Il ne dit rien qui ne soit motivé, et s'il peint la nature en poète, il en parle toujours en philosophe, il en fait une preuve vivante de son système. Ainsi, veut-il prouver que rien ne provient du néant et n'y retourne, il nous dit : « Quand la terre a reçu dans son sein maternel les pluies abondantes du ciel, les rameaux verdissent sur les arbres, ils se chargent de fruits, et de là pour les hommes et tous les hôtes de la terre une abondante nourriture. Alors une jeunesse florissante peuple les cités joyeuses, le feuillage des bois redit les nouveaux chants des oiseaux; les troupeaux, rendus lourds par une nourriture succulente, se posent avec joie sur l'herbe épaisse, leurs mamelles gonflées contiennent à peine les flots d'un lait onctueux, et les jeunes nourrissons puisent à cette source la force et la vie, exercent leurs membres délicats en se jouant sur la molle verdure. Tous ces êtres, en disparaissant de la surface de la terre, ne sont pas anéantis; de leurs débris, la nature forme de nouveaux êtres, et la mort qu'elle donne aux uns est pour d'autres le signal de la vie. » Pour montrer que dans l'immensité de l'espace l'univers est toujours en mouvement, quoiqu'il paraisse immobile, il présente le tableau de collines verdoyantes où accourent des brebis attirées par l'herbe où brille encore la rosée, où des agneaux bondissent à côté de leur mère. Ce mobile tableau, dit le poète, se confond dans un vague lointain où la blancheur des toisons se mêle à la verdure des prairies. Pour prouver que l'air est un corps, ce que la science moderne n'a pas été la première à découvrir, comme le remarque M. Martha, Lucrèce pose d'abord ce principe qu'il y a des corps dont il faut admettre l'existence, bien qu'ils échappent à la vue; ensuite, par une application à l'air, il fait une longue et poétique description de ses tempêtes, en le comparant, par un rapprochement très juste, à un fleuve destructeur, et il conclut que l'air, tout invisible qu'il est, est un corps, puisqu'il balaye la mer, la terre, les nuages du ciel, et qu'il est capable de tout exterminer par les ravages de ses tourbillons.

Le système admis, c'est bien de Lucrèce qu'on peut dire qu'il ne cherche jamais la poésie aux dépens de la science. Enfermé dans son atomisme comme dans le cercle d'un mirage, il ne voit pas la

Digitized by Google

nature à travers le panthéisme indien, il ne la conçoit pas comme le déisme, et encore moins l'explique-t-il comme le spiritualisme de Platon; et cependant, en dépit du système et par une inconséquence en cosmologie qui rappelle celle d'Epicure dans sa manière de pratiquer la morale, il soupçonne dans la nature autre chose qu'un pur mécanisme; il la voit partout soumise à des lois qui le troublent et le font dévier de sa route, et donner à son insu un démenti à un système assez peu rationnel pour constater les effets tout en niant la cause. La théorie atomique en elle-même n'est pas abandonnée, et ses adversaires ne l'ont pas encore convaincue d'erreur; Lucrèce pouvait admettre la nature sous sa première forme; ce qui lui manque c'est l'élément divin pour expliquer la seconde ; il le rejette, et il s'exprime souvent comme s'il y croyait. Les preuves en sont partout dans le *Poëme de la Nature*, mais surtout dans cet admirable cinquième livre, qui est comme le couronnement de tout ce qui précède. C'est là que, liant la nature physique à la vie animale et à l'humanité, il montre celle-ci en possession du théâtre où elle doit s'agiter, vivre et mourir; qu'il prend la civilisation à son berceau, et il devine en quelque sorte l'histoire des époques qui n'ont pas d'histoire; c'est là que souvent il entrevoit la vérité, comme lorsqu'il mentionne la disparition de plusieurs races d'animaux, et qu'il fait penser à la génération spontanée et aux germes préexistants, ainsi qu'aux trois âges de pierre, de bronze et de fer. Lucrèce ne fait pas débuter l'humanité par un âge d'or, à la manière d'Hésiode ou d'Ovide; une telle mythologie ne pouvait pas le tenter, mais il la montre, avec beaucoup plus de vraisemblance, montant lentement le chemin du progrès et entrant peu à peu dans la civilisation, dont elle prend possession avec tous ses avantages, mais aussi avec toutes les dépravations dont le tableau s'étalait sous les yeux d'un Romain du siècle d'Auguste.

Parmi les diverses questions qui se rattachent plus particulièrement à l'homme, nous signalerons la théorie de la connaissance et celle du langage; la première, traitée au quatrième livre, mérite d'être mentionnée, non-seulement pour la longue fortune dont elle a joui dans l'école, mais encore parce que de nos jours il n'est pas bien sûr qu'on ne puisse en retrouver quelques vestiges; la seconde, parce qu'elle est beaucoup plus acceptable à certains égards.

On sait que la première, qui remonte à Démocrite, prétend expliquer l'origine des idées au moyen des simulacres, *quæ rerum simulacra vocamus;* elle consiste à dire, par exemple, que d'une maison s'échappent de petites maisons qui voltigent çà et là, et dont quelques-unes pénètrent dans le fond de notre œil, où nous les per-

Digitized by Google

cevons. Il est à peine besoin de dire que cette explication n'explique rien, car la difficulté est de savoir comment nous prenons connaissance de l'objet, qu'il soit plus ou moins près de ce qui est doué de la faculté de le percevoir. Que Démocrite et Lucrèce n'aient pas expliqué cette énigme, personne ne peut s'en étonner, bien d'autres y ont échoué après eux, et nous attendons encore l'Œdipe qui doit nous en donner le mot; mais ce qui mérite d'être signalé, c'est le chemin que fait faire aux esprits les plus sérieux la logique d'un système faux dans son principe. De toutes les écoles philosophiques, l'atomisme était la seule qui pût n'être pas inconséquente en cherchant à éclaircir le mystère de la connaissance par les intermédiaires. Pour elle tout est matière, et l'idée qui est en nous, mais qui se distingue de nous, doit être un corps, un simulacre; la pensée n'est pas un fait, un acte spirituel de l'intelligence, ce n'est qu'une agglomération d'atomes échappés du monde externe, et logiquement la pensée est le fait du hasard, comme le corps lui-même. Des lois de la pensée, il n'en est pas question; ce serait introduire le principe des causes finales; or, c'est précisément dans le quatrième livre, et à propos de la théorie des idées, que Lucrèce affirme que l'œil n'est pas fait pour voir ni l'oreille pour entendre. Il est curieux de voir un système se débattre contre les difficultés inhérentes à sa nature; ainsi on serait tenté de rire de Lucrèce parlant des simulacres qu'on aperçoit en songe « s'avancer en cadence, mouvoir leurs membres flexibles, entrelacer mollement leurs bras, et multiplier à nos yeux les mouvements de leurs bras agiles, » pour expliquer comment l'âme appelle et possède sur le champ les idées qu'elle désire combiner. Lucrèce, dans cette partie de sa doctrine, est obscur, parce qu'il est embarrassé et que l'explication qu'il veut donner, difficile pour tous, l'est beaucoup plus pour lui. Elle ne l'est pas cependant pour l'auteur de *la Circulation de la vie*. « Nous voyons une image colorée. La rétine reçoit l'impression des ondes lumineuses. Là-dessus poussent en nous certaines idées[1]. » On pouvait demander à Lucrèce: si l'on ne voit pas l'objet mais seulement son image qui est dans l'œil; comment Epicure, par exemple, pouvait-il affirmer que la Minerve du Parthénon avait vingt-six coudées de haut? Etait-ce le simulacre qu'il avait dans l'œil qui donnait cette mesure? De même quand l'idée du Parthénon pousse dans mon cerveau, dois-je penser qu'elle prend les dimensions du monument? Et le souvenir, comment pousse-t-il? L'idée est-elle une plante vivace? La mémoire serait ainsi facile à expliquer. N'allons pas plus loin sur cette théorie de la connaissance, l'une des parties

[1] Ouv. cit, tom. II, p. 109.

Digitized by Google

les plus faibles du *Poëme de la Nature*, et du matérialisme en général ; celle du langage leur offre moins de difficultés.

Dans l'exposé de la formation de la société humaine, Lucrèce, rencontrant le fait merveilleux de la parole, ne pouvait pas songer à lui supposer une origine surnaturelle. Etant donné l'homme avec un organe propre à former des sons articulés, *cui vox et lingua vigeret*, pourquoi n'aurait-il pas été amené naturellement à exprimer ses impressions, ses idées, comme les autres espèces d'animaux manifestent, par des sons variés, la crainte, la douleur qui les agitent tour à tour ? Il admet donc le fait de la parole comme imposé, en quelque sorte, par la nature, et par suite de la nécessité de donner un nom à chaque objet différent :

> At varios linguæ sonitus natura subegit
> Mittere, et utilitas expressit nomina rerum.

Mais il ne s'en tient pas là. Il réfute, soit à l'avance, soit pour répondre à quelque opinion déjà émise alors, l'hypothèse d'une sorte de révélation de la parole par un être supérieur, par un homme de génie. Lucrèce n'admet pas ce précepteur chargé d'apprendre à parler aux autres hommes ; la nature lui paraît un maître d'école très suffisant : car, dit-il, si cet homme a pu désigner les objets au moyen de sons articulés et varier son langage, pourquoi, dans le même temps, ses semblables n'auraient-ils pas fait de même ? Comment l'inventeur aurait-il propagé et fait admettre sa découverte, si les humains n'avaient jamais eu entre eux de relations de cette nature ? Auraient-ils souffert qu'on fatiguât leurs oreilles de sons inaccoutumés et pour eux incompréhensibles ? C'est ainsi que Lucrèce répondait d'avance à une théorie nécessairement opposée à la sienne dans son principe et dans ses conséquences ; mais si celle du *Poëme de la Nature* ne satisfait pas à toutes les exigences du problème, elle n'est pas non plus à rejeter sans examen. Un fait digne de remarque, c'est que Rousseau, qui devait beaucoup à Lucrèce, avait commencé, dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, par émettre une opinion identique à celle de M. de Bonald et repoussée par Lucrèce : La parole, disait-il, paraît avoir été fort nécessaire pour établir l'usage de la parole ; plus tard, dans son *Essai sur l'origine des langues*, un de ses derniers écrits, il en revient, à peu de chose près, à la théorie exposée dans le *Poëme de la Nature*, en disant que la parole étant la première institution sociale, elle ne doit sa forme qu'à des causes naturelles.

Digitized by Google

III

On a pu se convaincre par ce qui précède que Lucrèce a rempli de tous points le vaste cadre indiqué par le titre de son ouvrage. La nature matérielle avec ses transformations cosmiques, ses phénomènes, ses beautés et ses fléaux ; la société humaine avec sa civilisation, ses grandeurs et ses misères ; l'homme et son industrie avec la morale qu'il s'est faite, avec sa force et sa faiblesse, tout est exposé, expliqué dans l'esprit du système, sans concession comme sans arrière-pensée ; et, pour terminer, un tableau désolant qui jette une dernière teinte de tristesse sur tout le système. Nous n'avons plus qu'à rappeler qu'il y a deux manières de juger les philosophes, comme les savants et les artistes : la première consiste à considérer l'auteur au milieu de ses contemporains et à tenir compte des idées et des faits sociaux qui caractérisent son époque ; la seconde, indépendante des temps et des lieux, prend pour règle le vrai en soi ou ce qu'on regarde comme tel, et prononce d'après ce critérium. Dans ce dernier sens, on est d'autant plus obligé d'user de réserve et de mesure, que l'homme ne peut guère se flatter de posséder ce critérium, et moins encore en philosophie que dans le reste ; c'est un *desideratum* qu'il poursuit par la pensée et qu'il habille un peu à sa fantaisie. Ainsi faisait Lucrèce, qui se croyait maître de la vérité, et pour qui l'épicurisme était l'idéal réalisé ; depuis longtemps on sait à quoi s'en tenir sur cette prétention, mais pour apprécier la seule œuvre philosophique de toute la littérature latine qui présente une doctrine complète, et pour rester juste envers son auteur, il convenait de la considérer dans ses rapports avec les temps et la civilisation qui l'ont vue se produire. C'est ce qu'a fait M. Martha en insistant, avec une justesse parfaite, sur la différence qu'il y a entre les anciens et nous touchant la manière de comprendre les sujets traités dans le *Poëme de la Nature*, non-seulement en ce qui concerne la science, mais aussi et surtout la religion, la morale, l'idée de la mort et de la destinée ultérieure de l'homme. C'est ainsi qu'il est possible de juger l'auteur sans injustice pour lui et sans faiblesse pour les erreurs de son système.

En suivant cette règle d'une critique éclairée et bienveillante,

Digitized by Google

M. Martha, sur différents points, a souvent exposé des vues très justes et porté des jugements parfaitement motivés ; ajoutons aussi, comme un mérite de plus, qu'il a très heureusement traduit en vers de nombreux passages cités à l'appui de ses jugements. Quant à la qualité à attribuer au philosophe et à son caractère ou d'athée ou de déiste, notre conviction est qu'il n'est pas jugé comme il devait l'être : M. Martha n'est d'ailleurs pas le seul à qui ait échappé la cause d'un arrêt équivoque ou erroné. Tout en faisant justice du système, M. Martha s'est laissé aller à une indulgence qui l'a porté à voir, chez Lucrèce, ce qui n'y est pas et à n'y pas voir ce qu'il importe le plus d'y remarquer. Nous l'avons déjà dit et nous ne craignons pas de le rappeler en terminant, il y a dans le *Poëme de la Nature* deux procédés opposés et qui se rattachent à deux écoles différentes. Expliquer la formation des mondes et la création des êtres par une réunion d'atomes sans qualités, excepté la grandeur, la figure et le poids, c'est rendre compte de tout par le mécanisme, doctrine qui est tout d'abord celle d'Epicure et de Lucrèce ; mais introduire ensuite une force cachée et mystérieuse, c'est entrer dans le dynamisme, et c'est ce que fait Lucrèce. Un pas de plus et vous êtes en présence d'un agent distinct et séparé de la matière ; donnez-lui un nom et vous en faites un dieu. Lucrèce est bien forcé de reconnaître cette force, mais il ne prétend pas qu'elle soit intelligente ni qu'elle obéisse à une intelligence du dehors. Si donc Lucrèce apparaît sous deux aspects différents, c'est qu'il a deux manières de comprendre la nature, mais l'une est subordonnée à l'autre, la seconde n'est qu'un résultat, une transformation de la première. Quand il considère la nature dans son organisation actuelle et dans la splendeur de ses formes, il ne peut s'empêcher de croire à quelque chose de plus que ce qu'il a constaté d'abord : il lui attribue les lois que révèle l'ensemble de l'univers. Mais ces lois, il nous a dit lui-même qu'elles ne sont qu'un résultat, l'effet d'une rencontre qui pouvait être tout autre ; la nature, il nous l'a montrée à son état primitif, les atomes et le vide qui les contient : de là sortent tous les êtres, ainsi que les lois de leur organisation, de leur vie et de leur mort. A la manière dont il explique le monde et les choses, le tout et les parties, on ne peut trouver en lui ni un déiste, ni un dynamiste comme Thalès, ni même un naturaliste comme Straton. Il ne faut pas non plus lui demander la moindre tendance religieuse ; sa religion, c'est son système, comme Epicure est son Dieu ; là est sa foi et le secret d'une poésie admirable dans un sujet si peu propre à l'inspirer.

Lucrèce, à le juger par sa morale, est à la tête de ces épicuriens

Digitized by Google

qu'on aime sans estimer leur doctrine ; cette morale n'est souvent qu'un noble écho de celle du stoïcisme. Selon toute apparence, il valait mieux que les ambitieux et les corrompus de son temps, qui certes ne pratiquaient pas l'épicurisme comme le maître et son plus illustre héritier. Leur épicurisme à eux, l'épicurisme courant, était cette doctrine énervante et lâche qui n'en appelait qu'à la prudence pour réfréner les passions, souriait à toutes les convoitises, inspirait et absolvait tous les égoïsmes. L'épicurisme de Lucrèce était celui d'un poète et d'un penseur, mais d'un poète enchanté de la moins poétique des doctrines, d'un penseur témoin du plus désolant spectacle que puisse présenter l'humanité : un peuple perdant sa plus belle fortune — ses idées morales, — à la veille des grandes catastrophes et des grandes ignominies.

PAUL ROUSSELOT.

Digitized by Google

LA

RÉVOLUTION DES PAYS-BAS

ET

GUILLAUME D'ORANGE

—

UXIÈME PARTIE [1]

—

Histoire des Pays-Bas, par METEREN. — *Grotii annales Belgicæ*. — *Histoire universelle*, par DE THOU. — *Histoire du règne de Philippe II*, par WATSON. — *Soulèvement des Pays-Bas*, par SCHILLER. — STRADA. — BENTIVOGLIO. — *Marnix de Sainte-Adegonde*, par QUINET.

II

Les longues heures de l'exil avaient été fécondes pour Guillaume. Il est facile de suivre l'évolution morale qui s'accomplit dans cet esprit grave et réfléchi, et le prépara à des destinées nouvelles. Au XVIe siècle, la question religieuse dominait ou plutôt embrassait toutes les autres questions. Le catholicisme romain représentait la négation de la raison individuelle dans l'ordre de la foi, et par voie de conséquence elle représentait l'autorité absolue dans l'ordre politique. La réforme affirmait le droit pour tout homme de choisir librement sa croyance, et, par analogie, le droit pour chaque peuple

[1] Voir la *Revue co* *ora ne* du 15 juin 1869.

Digitized by Google

de choisir librement son gouvernement. Toute révolution religieuse implique de toute nécessité une révolution politique; toute révolution politique doit par la logique des choses résulter d'une révolution morale. Philippe avait l'intuition inconsciente, mais profonde, de cette loi, lorsqu'il faisait à Dieu le serment impie de noyer l'hérésie dans le sang de ses sujets; Guillaume en eut l'intelligence claire et entière lorsqu'il se convertit au calvinisme. Il eût été inconséquent, et par cela même impossible, de s'affranchir de la domination espagnole sans avoir rompu auparavant le lien religieux, qui faisait la cohésion et la force de cette domination. La preuve, c'est que, sur les dix-sept provinces, sept seulement conquirent leur liberté; ce furent celles qui embrassèrent résolûment la réforme; les dix autres, qui étaient restées catholiques, après de vains efforts, retombèrent encore pour deux siècles sous le joug de l'Espagne. Catholique, Guillaume n'était qu'un rebelle impuissant; protestant, il devint un ennemi invincible. De même que la république hollandaise se fonda par l'adoption de la réforme, de même le prince d'Orange, en abjurant une foi ennemie, devint le véritable chef, et pour ainsi dire le génie de la révolution flamande. C'est Marnix de Sainte-Aldegonde qui l'instruisit dans sa foi nouvelle; il avait reconnu dans Guillaume l'homme prédestiné à sauver la patrie, et il fut son auxiliaire le plus dévoué et le plus utile. Liés par un patriotisme également ardent et une étroite communauté d'idées, tous deux agirent de concert, ils «délibérèrent de mettre le tout pour le tout,» dit Marnix, qui eut la mission d'annoncer au peuple opprimé la venue d'un libérateur. Dans un chant héroïque, le *Withelmus lied*, il montra Guillaume invoquant Dieu et marchant au combat, personnification inspirée de la nation belge. Il sonnait l'attaque contre les papistes par son livre de la *Ruche romaine*, plein d'ironie audacieuse et d'indignation vengeresse.

Cependant le prince d'Orange s'était assuré du concours secret de la reine Elisabeth et des huguenots de France : le comte palatin du Rhin, le duc de Wurtemberg, le landgrave de Hesse lui avaient permis de lever des troupes dans leurs Etats. Les Flamands réfugiés à Londres, à Clèves, à Emden lui fournirent des sommes considérables; lui-même vendit sa vaisselle, ses bijoux, ses meubles. Il parvint à réunir une armée de vingt mille hommes. Sur le point d'entrer en campagne, il déclara par un manifeste public son adhésion à la réforme; puisque la réconciliation était impossible, et que la force brutale seule régnait, il élevait haut le débat, il se proclamait hardiment l'adversaire du roi très catholique, le défenseur de ses concitoyens et le champion de la liberté : « Philippe n'est le souverain légitime des Pays-Bas qu'autant qu'il en maintient les privi-

Digitized by Google

léges, et il nous délie lui-même de notre serment de fidélité, s'il empiète sur nos droits. » Malheureusement pour le prince d'Orange, son frère avait commencé trop tôt l'attaque ; après un brillant succès sur Aremberg, il fut à son tour défait par le duc d'Albe. Guillaume, resté seul, n'avait plus des forces suffisantes pour rien entreprendre d'important, et, à l'approche de l'hiver, il dut, faute d'argent, licencier ses troupes. Dans cette courte campagne de 1568, il avait néanmoins obtenu un immense effet moral en montrant aux Flandres ranimées le drapeau de la délivrance. Le retour du duc d'Albe à Anvers, après son heureuse expédition, fut un triomphe arrogant, qui humilia profondément les Belges, et déplut même aux Espagnols. Il se fit élever une statue par Deckelin, célèbre sculpteur allemand, avec cette inscription : « *A Ferdinand Alvarès, duc d'Albe, pour avoir éteint la sédition, chassé les rebelles, restauré la religion, relevé la justice, et assuré la paix dans les provinces.* » Comme consécration de sa victoire, le saint-Père lui envoya une épée et un chapeau bénits. Mais les événements donnèrent à l'orgueilleuse inscription d'Anvers et aux bénédictions pontificales un éclatant démenti.

Cette épouvantable tyrannie succomba d'elle-même, minée et ruinée par les excès mêmes des Espagnols. La force, quelque grande qu'elle soit, s'épuise par l'abus, en raison même de l'énormité des abus. En une année, le duc d'Albe avait creusé entre les Espagnols et les Flamands un abîme infranchissable de haine et de vengeance. Lui-même se trouvait pris au dépourvu, sans argent et sans ressources, en pays ennemi. Comment payer la grosse armée des soldats, celle non moins grosse des bourreaux, des espions, des familiers? Les caisses étaient vides ; Elisabeth, pour se venger des encouragements que Philippe II donnait en secret à Marie Stuart, venait de saisir un convoi espagnol, porteur de quatre cent mille écus. Le duc, se souciant aussi peu des intérêts que des libertés de la Belgique, vainement averti par Viglius, décréta les impôts du dixième et du centième, qui tuaient le commerce et l'industrie, qui frappaient le pays dans son existence même. C'était combler la mesure ; les supplices tuaient les individus un à un ; ces impôts meurtriers réduisaient une nation tout entière de matelots, de marchands et de manufacturiers à mourir au milieu de ses marais stériles. Ce fut le germe du soulèvement à l'intérieur, germe salutaire et fécond, que Guillaume épiait attentivement sur toute la terre flamande, et qui commença enfin à éclore dans la province d'Utrecht. Les habitants supplient timidement, humblement le gouverneur de leur laisser le pain de chaque jour, de ne pas les réduire à la misère. Celui-ci s'étonne ; pour rendre ces bourgeois plus faciles à dénouer les

Digitized by Google

cordons de la bourse commune, il promulgue une amnistie royale. Mais qu'importe aux Flamands d'obtenir grâce de la corde, s'ils sont condamnés à périr de famine? Le duc s'indigne, s'irrite : « Trouvez-vous heureux que le roi daigne vous fournir une occasion d'expier vos fautes en lui donnant volontairement une partie de vos biens, tandis qu'il pourrait avec justice les prendre tout entiers. » Il cite les magistrats d'Utrecht devant le conseil des troubles, déclare les villes de la province déchues de leurs priviléges, et la province elle-même confisquée au profit du roi.

En cet instant de désespoir suprême, éclate, comme le coup de tonnerre précurseur de la tempête, cette nouvelle : les gueux de mer se sont emparés de deux places sur la côte de Hollande! C'est le prince d'Orange qui recommence l'attaque et donne le signal de la révolution. L'expérience lui a appris que, dans les guerres d'indépendance, l'initiative appartient au pays lui-même, que c'est à lui de porter le premier coup. Quelles provinces se soulèveront les premières? Celles du nord, parce que, protestantes, elles abhorrent davantage les Espagnols, et que, maritimes, elles nourrissent une rude et vaillante population de matelots. La mer, voilà, dans les circonstances actuelles, le salut des Pays-Bas. Sur leurs navires, les révoltés pourront aisément communiquer avec leurs alliés du dehors, et par les nombreuses embouchures du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, donner la main à leurs frères de l'intérieur. Guillaume a noué des intelligences dans toutes les villes du littoral par l'intermédiaire d'agents dévoués, la plupart pasteurs protestants, d'autant plus éloquents et audacieux qu'ils sont plus persécutés et souffrent davantage. En même temps, il agissait directement sur la foule nombreuse des Flamands exilés, qui s'étaient réfugiés sur leurs vaisseaux et faisaient aux galions espagnols une guerre acharnée de corsaires. Tous acceptèrent son autorité, s'engagèrent à concerter leurs opérations et à réserver pour la cause commune le quart des prises. La flotte des nouveaux confédérés comptait environ 150 navires; montée par des matelots du pays, habituée aux parages hollandais, elle avait un grand avantage sur la marine ennemie. En vérité, c'était bien peu de chose que quelques misérables barques attaquant des bourgs perdus au milieu des sables. Mais l'entreprise était grande par le mâle courage de ces exilés, qui, pour reconquérir leurs foyers, osaient déclarer la guerre au grand roi. Elle était grande par le génie du chef qui, tenace, infatigable, avait su mettre de concert dans ses desseins la mer houleuse et le sol fangeux; la patrie, défendue par ses enfants, semblait leur venir en aide. Elle était grande par la cause de la lutte, qui fut la justice, grande enfin par les conséquences de cette lutte, qui furent la liberté et l'indépen-

Digitized by Google

dance d'une nation. Oui, cette guerre était sainte entre toutes, non parce qu'elle fut prêchée par l'Inquisition et bénie par le pape, mais parce que les Belges combattaient pour ce qu'il y a de plus sacré au monde, le droit et la patrie. Cette page de l'histoire humaine retrace en caractères magnifiques la toute-puissance de la conscience humaine, qui résista pendant de longues et douloureuses années à toute la fureur du fanatisme déchaîné. L'œuvre de la délivrance fut accomplie non par l'élan d'un enthousiasme passager, mais par l'effort soutenu et constant d'un petit peuple torturé, affamé, égorgé, contre la plus monstrueuse coalition du pouvoir civil et du pouvoir religieux, qui ait jamais été formée. S'il est vrai, comme le dit Sénèque, que la lutte du juste contre l'infortune est un spectacle digne de la divinité, c'est aussi pour l'humanité une sublime consolation, un divin motif d'espérance et de foi de considérer le peuple hollandais conquérant au prix de flots de sang le droit de prier Dieu en liberté et de vivre indépendant.

La révolution eut un début bien humble et bien chétif. En 1571, Harman de Ruyter, capitaine au service d'Orange, à la tête de cinquante hommes, s'empara du fort de Lœvestein, dans l'île Bommel : peu après, le comte de La Marck, parent de Guillaume, emporta la ville de Brille. Aussitôt, rapide comme l'incendie, la révolte s'étend dans toutes les provinces maritimes ; Rotterdam s'insurge ; Flessingue, qui commande l'embouchure de l'Escaut, ferme son port aux vaisseaux espagnols. Pour favoriser l'expansion du mouvement spontané et national, les deux Nassau ont préparé une diversion dans les provinces du midi avec le secours de la France. Catherine de Médicis était lasse de lutter sans résultat contre les protestants du royaume ; elle conclut la paix de Saint-Germain dans un dessein connu seulement du roi, du duc d'Anjou et des Guises ; il s'agissait d'attirer les huguenots dans un épouvantable guet-apens. Pour réussir, aucune ruse ne fut épargnée ; on prodigua caresses et faveurs à Coligny, au prince de Béarn, et à tous leurs partisans et alliés. Charles IX feignit de se tourner contre Philippe II ; il chargea les Nassau d'attaquer les Pays-Bas avec une armée levée en leur nom, mais payée par le roi. Le duc d'Albe lui-même fut abusé par ce revirement apparent de la politique française : « J'ai été trompé par une Toscane, s'écria-t-il en parlant de Catherine de Médicis, mais avant peu, au lieu de lis toscans, je lui ferai sentir la piqûre des épines espagnoles. » Louis de Nassau se jeta sur Mons et s'en empara sans coup férir. Qu'on se figure la colère et l'emportement du gouverneur ! Il venait de célébrer en quelque sorte, à Anvers, les funérailles de la liberté flamande, et il voyait Lazare sortir du tombeau. La sédition renaissait de deux côtés, aidée d'une part par la

Digitized by Google

haine furieuse des habitants et la nature même des pays, d'autre part favorisée par une puissante nation. L'âme indomptable du duc sembla fléchir ; il demanda son remplacement, soit qu'il fût réellement malade, soit qu'il n'eût plus confiance dans l'efficacité de son terrible système. Mais l'ennemi gagnait du terrain ; il fallait sans tarder éteindre l'incendie : il resta encore deux ans dans les Pays-Bas. Les troupes espagnoles furent rassemblées à la hâte ; et négligeant pour le moment les provinces maritimes, il marcha sur Mons : l'important était d'empêcher Guillaume de se réunir à son frère. Le duc était un habile général, et il fut encore aidé par les événements. La Saint-Barthélemy, selon l'expression de Guillaume, « fut un coup de massue » pour le parti protestant. Le duc d'Albe, le roi d'Espagne, le pape célébrèrent de solennelles actions de grâces : mais l'encens des princes catholiques fut sacrilége et impie au Dieu de justice ; le sang humain fumait sur la terre française et sur la terre flamande ; il criait vengeance devant l'Eternel. Une seconde fois le prince d'Orange échoua par la fatalité des circonstances politiques. Loin d'être soutenu par Charles IX, il avait à craindre de sa part une intervention hostile. Comment entretenir son armée de mercenaires ? Il fallait vaincre au plus tôt. Mais le duc d'Albe se garda bien d'accepter le combat : il resta inflexible aux sollicitations de ses capitaines, et du plus ardent de tous, Isemberg, archevêque de Cologne. Guillaume voyait son armée se débander, faute de solde ; Français et Allemands désertaient en foule : lui-même courut le péril d'être livré à l'ennemi. Enfin, à bout de ressources, il dut encore licencier les restes de son armée, pendant que le comte Louis capitulait dans Mons. Pour donner une mémorable leçon aux villes soulevées, et pour récompenser ses troupes, le duc leur accorda le sac de Malines et de Maëstricht. Il est vrai que les protestants avaient commis quelques excès dans leur courte campagne ; mais Guillaume avait fait tous ses efforts pour les arrêter, autant par humanité que par politique. Pour le duc d'Albe, il autorisait froidement le pillage de villes sans défense ; la brutalité des soldats s'exerça indistinctement sur les catholiques et les protestants ; et même leur général poussa la complaisance jusqu'à faire transporter les dépouilles des malheureuses cités sur des bateaux, à Anvers, pour y être vendues au profit des ravisseurs.

La guerre s'était terminée à l'avantage des Espagnols ; mais ce n'était qu'une victoire stérile. Ils avaient frappé la rébellion, non au centre et pour ainsi dire au cœur, mais dans les extrémités et dans la partie la plus faible. Le duc d'Albe avait commis une faute capitale en portant ses forces du côté de la France ; les bandes de Guillaume se seraient évanouies d'elles-mêmes, sans l'intervention de

Digitized by Google

l'armée principale. Guillaume vaincu avait obtenu l'immense avantage d'attirer sur lui tout l'effort des ennemis; pendant ce court répit, la révolution avait pris dans les provinces du nord, sur le sol de la Hollande, une consistance telle, que les Espagnols, pour être arrivés en retard au début, et s'être laissé distraire du point important de l'attaque, seront désormais impuissants à ressaisir le terrain perdu. Ce fut un coup de lumière pour le prince d'Orange. Vassal de l'empire, allié aux plus nobles maisons de l'Europe, il avait fait un grand fonds jusque-là sur le concours des souverains étrangers; longtemps exilé des Pays-Bas, lié par d'incessantes relations avec les réformés de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, il avait été conduit à attacher, pour le succès de l'insurrection flamande, une importance capitale à l'intervention du dehors : et il s'était spécialement réservé la mission de la provoquer et de la diriger. Mais après l'issue de sa première campagne, il s'était déjà aperçu que la résistance, pour être efficace, doit avoir un point d'appui solide dans le pays lui-même; c'est alors qu'il avait organisé la flotte hollandaise. De nouveau, après l'insuccès de sa seconde tentative, il comprit que l'énergie et la vie de la révolution résidaient uniquement dans le peuple. Sans doute la réforme était l'occasion première de la guerre; et, à ce point de vue, la cause des Belges se reliait à celle de tous les protestants : mais, comme la question religieuse se résolvait nécessairement en une question de nationalité, les Belges seuls étaient directement intéressés à l'expulsion des Espagnols hors de leur territoire, et ils ne devaient compter que sur eux seuls pour bien faire leurs propres affaires. Le secours des étrangers pouvait contribuer au succès, mais d'une manière accessoire et dans des limites restreintes. Par suite de cette clairvoyance supérieure, qui, nous l'avons déjà remarqué, était la qualité prédominante de Guillaume, il distingua la position importante du champ de bataille, et il « détermina, dit-il lui-même, avec la grâce de Dieu, d'aller se tenir en Hollande et Zélande, et de faire là sa sépulture. »

Tel était l'esprit d'ordre et de légalité dans les Pays-Bas, que les États se constituèrent aussitôt dans les villes révoltées; ils se réunirent à Dordrecht. Le pouvoir fut solennellement conféré au prince d'Orange, et, en son nom, Marnix prêta le serment d'observer les anciennes constitutions. Chose vraiment admirable! Au milieu des circonstances les plus critiques, l'expédient en apparence si commode de la dictature ne vint à la pensée ni des députés, ni de Guillaume. Les citoyens, dignes de ce nom, et pénétrés de leurs devoirs envers la patrie, ne doivent-ils pas ne s'en remettre qu'à eux-mêmes du soin de les remplir? Le sentiment viril de la responsabilité exalte le dévouement et décuple l'énergie. Les Hollandais se soulèvent

Digitized by Google

contre les Espagnols pour ne point se soumettre aux taxes arbitraires, et pour défendre les priviléges du pays ; il est donc naturel que le libre exercice de leurs droits soit la récompense immédiate de leur courage : la mission et le devoir de Guillaume se réduisent à exécuter la volonté commune, et à assurer l'intégrité de l'indépendance nationale. Aussi, loin de se mettre en avant, loin de se prévaloir de ses grands services et de ses talents reconnus, il s'appliqua toujours à s'effacer, laissant aux Etats le soin de décider souverainement de toutes choses. Ce n'était pas qu'il renonçât à une légitime influence ; mais moins elle était apparente, plus elle était efficace dans les circonstances graves. Cette réserve patriotique augmentait encore son autorité morale. Jamais il ne prit une résolution sans qu'elle fût approuvée par les députés ; dès le début, il abandonna à leur justice le comte de La Marck, son parent, qui avait rendu de grands services à la Confédération, mais qui la déshonorait par ses excès et la compromettait par son insubordination. Les Etats ne furent d'abord élus que par la province de Hollande, qui, la première, malgré les menaces et les concessions du duc d'Albe, avait refusé de payer les taxes irrégulières. Dans une pensée de juste égalité, et pour encourager l'insurrection, il leur proposa d'admettre dans leur sein les députés des villes, qui suivraient l'exemple de la Hollande ; ce qui fut fait aussitôt pour douze villes de la Zélande. Ainsi l'assemblée particulière d'une province fut bientôt revêtue de l'autorité d'Etats Généraux, et devint naturellement le Sénat national. La patrie nouvelle accueillait tous les Flamands ; elle protégeait également leurs droits, et avait la même tolérance pour leur culte. Il est vrai que les calvinistes dominaient ; les catholiques subirent quelques violences, en retour de celles que les protestants avaient endurées et enduraient encore sous les Espagnols ; mais le prince d'Orange s'opposa à toute persécution légale.

Ainsi se forma un faisceau de volontés si étroitement unies par une pensée commune, que le duc d'Albe, en faisant effort pour le rompre, brisa le ressort de la monarchie espagnole. En vain l'armée massacra les habitants de Naërden avec des raffinements horribles de cruauté, Harlem n'en fut que plus héroïque à se défendre contre Frédéric de Tolède, digne héritier du bourreau des Flandres ; le jeune homme se lassa ; il fallut que son père malade le menaçât d'arriver au camp, ou plutôt d'envoyer sa mère combattre à sa place. Il se donna de terribles combats dans les tranchées, dans les mines, sur la glace et sur le lac. Enfin, la ville succomba. Mais la victoire coûtait cher aux Espagnols ; ils étaient à bout de ressources, et les troupes n'étant pas payées se mutinèrent. Le siége de la petite place d'Alcmar échoua honteusement, et l'intrépide Hol-

Digitized by Google

landais Sonoy battit la flotte royale devant Amsterdam. C'en était trop; le duc d'Albe fut mortellement frappé par ce double échec. Quel compte allait-il rendre à Philippe II de sa flotte ruinée, de ses armées impuissantes, de l'hérésie renaissante, de la rébellion déjà invincible? La force s'avouait vaincue; la violence se reconnaissait vaine et stérile. Le roi comprit qu'il était temps de changer de système et, en 1573, il brisa le gouverneur comme un instrument usé. Que restait-il après cinq années de cette effroyable tyrannie? Rien, sinon les malédictions vengeresses des dix-huit mille victimes que lui-même se vantait d'avoir fait périr dans les supplices; rien, si ce n'est l'exécration du peuple pour le duc et son maître, et la ruine pour l'Espagne. A défaut de remords (car le fanatisme n'en connaît pas), ce qui dut le tourmenter le plus au fond de sa retraite obscure, ce fut la gloire pure et éclatante du prince d'Orange. Dans une certaine mesure, lui-même en était l'auteur; ne lui avait-il pas rendu plus facile par ses atroces proscriptions de soulever les Flamands désespérés? Et peut-être, pour la délivrance des Pays-Bas et le triomphe complet de son heureux adversaire, se retirait-il trop tôt? L'œuvre que sa cruauté avait si bien commencée, la terreur de son nom l'eût achevée plus vite.

Don Louis Zunéga de Requesens, le nouveau gouverneur, s'était formé en Italie à l'art savant, enseigné par Machiavel, de maîtriser les hommes par une fausse condescendance et de les dominer par des concessions simulées, art vain et inutile, quand les situations sont extrêmes et lorsque les hommes sont exaltés par de grands sentiments. Peut-être, s'il eût succédé immédiatement à Marguerite de Parme, la pacification des Pays-Bas eût encore été possible, sinon pour un long avenir, du moins pour quelque temps; mais, après le duc d'Albe, il était trop tard. Afin de manifester solennellement les nouvelles intentions de Philippe II, il fit abattre la statue du duc à Anvers; n'était-ce pas aussi que le monument constatai ironiquement des victoires anticipées? Les Etats seront-ils séduits par ce changement de politique? Les sources de la richesse dans les Pays-Bas, l'industrie et le commerce, étaient taries; partout misère et désolation. Requesens leur offrait la paix et le repos, dont ils avaient tant besoin pour réparer leur ruines et relever leur prospérité. La tentation était grande; mais le prince d'Orange empêcha ses concitoyens de s'endormir dans une sécurité trompeuse et de sacrifier le fruit de longs sacrifices pour l'avantage léger d'une courte trêve. Il représenta aux Etats que Requesens était prodigue de promesses et de protestations; mais a-t-il diminué les taxes, renvoyé les troupes étrangères, fait des concessions aux protestants? Les Etats révoltés sont seuls en possession de leurs droits; s'ils restent

Digitized by Google

fermes et constants dans leur conduite, jamais le roi d'Espagne ne pourra les soumettre. La puissance de Philippe n'e t qu'apparente; l'étendue même de son empire est une cause de faiblesse. Le jour où Guillaume repoussa les propositions pacifiques de Requesens, il fut aussi grand politique que le jour où il organisa si heureusement la révolte des provinces maritimes; car il est moins difficile d'avoir au moment du danger un élan d'enthousiasme que de persister incessamment dans son entreprise malgré la diversité des circonstances. Le haut et ferme bon sens du prince raffermit tous les courages; la nation aperçut clairement ce qu'elle voulait et pourquoi la paix était impossible; l'idée de l'indépendance nationale s'était emparée de tous les esprits. C'est ce qui apparut aux conférences de Bréda ouvertes sous la médiation de l'empereur Maximilien. En vain, les Espagnols mirent en œuvre toute l'habileté de leur diplomatie fertile en promesses et en expédients. Les députés flamands se retranchèrent dans des conditions précises et invariables : retraite des troupes espagnoles et convocation des Etats généraux. Les négociations échouèrent, et, les deux termes de la question étant posés, d'une part le caractère de Philippe II, et de l'autre la résolution des Etats, il ne pouvait en être autrement.

Cet essai tardif de réconciliation n'eut d'autre effet que de jeter le trouble et le désarroi dans le camp des Espagnols. Puisque le roi revenait à une tactique plus modérée et plus humaine, il fallait réformer les abus et les excès qui s'épanouissaient dans le gouvernement, aussi nombreux que les herbes parasites dans un champ dévasté et inculte. Or, la tâche était périlleuse. Requesens n'avait pas sur l'armée l'autorité du duc d'Albe; celui-ci donnait toute licence aux soldats contre les habitants; mais sur la discipline, il était inflexible, et il savait maintenir l'armée dans une rigoureuse subordination. Son successeur ne pouvait payer les troupes, et il les empêchait de se payer elles-mêmes par le pillage et, selon l'expression consacrée, de vivre sur l'habitant. De là des mutineries et des séditions fréquentes; de là des embarras dans la conduite des opérations militaires. Les rebelles, au contraire, étaient animés de cet enthousiasme héroïque qui suit les résolutions clairement conçues et fermement arrêtées. La défaite et la mort de Louis de Nassau, qui, pour la troisième fois, tentait une diversion du côté de la France, furent amplement compensées par une victoire navale et par la levée du siége de Leyde. Le deuil fut grand pour le prince d'Orange; son jeune frère le secondait avec l'audace d'un *condottiere*, la foi ardente d'un calviniste et le patriotisme d'un républicain. Mais l'issue malheureuse de cette expédition le convainquit pleinement qu'il avait eu raison de renoncer pour lui-même aux

Digitized by Google

tentatives entreprises avec le secours, toujours si précaire, des princes étrangers et de s'établir en Hollande au fort de la mêlée, là où l'action s'engageait suprême et décisive. Dans la Hollande, la Zélande, la Frise, l'Over-Yssel, les troupes étrangères, qui vendent, à prix d'argent, une fidélité douteuse, étaient en minorité. Les citoyens eux-mêmes prenaient les armes pour défendre leurs personnes, leurs familles, leurs cités. Aussi, les siéges occupent une grande place dans les récits de la guerre des Pays-Bas. Les habitants se risquaient rarement en rase campagne contre les Espagnols, rompus aux manœuvres des batailles rangées. Le Flamand n'est ni soldat ni agriculteur ; sa vraie patrie n'est pas dans ces champs stériles et sablonneux, mal protégés par des digues contre la mer mugissante. Ce qu'il aime, c'est sa ville, où il fabrique la laine et le drap; c'est son navire, où il s'embarque pour trafiquer et s'enrichir. Aussi, dans la cité, sur la mer, il est invincible; ou s'il est écrasé par des forces supérieures, il ne cède qu'après avoir lutté jusqu'à la dernière goutte de son sang. Leyde, entre La Haye, Harlem, Delft et Rotterdam, est le cœur de la Hollande : les habitants restèrent bloqués pendant cinq mois; ils firent alliance avec la mer contre les Espagnols; ils rompirent les digues et lui livrèrent la terre natale, péniblement conquise sur les marées par plusieurs générations; tout le pays d'alentour fut inondé. La famine était horrible; la foule affamée demandait du pain au magistrat van der Werf; il leur offrit son propre corps à dévorer plutôt que de rendre la ville. Quand l'armée espagnole se retira épuisée, décimée, ce fut dans les provinces une joie universelle; les Etats ordonnèrent un jour d'actions de grâces. L'héroïque amiral Boissot avait ruiné complétement la flotte royale; toute tentative par mer sur la Hollande et la Zélande était impraticable; pour attaquer les places révoltées, les Espagnols étaient forcés d'accomplir des prodiges; ils traversaient à pied aux marées basses les bras de mer qui séparent les îles de l'archipel Batave, exposés à la fureur des flots encore plus qu'aux coups des ennemis. Dans cette guerre, où il fallait protéger les habitants contre les soldats, arracher pour la solde des troupes quelques maigres subsides à Philippe II ou aux Etats encore fidèles, combattre sans gloire dans des marais, emporter d'assaut chaque digue et chaque canal, s'épuiser dans des siéges interminables, toujours détruire et toujours tuer sans gagner un sujet au roi, Requesens succomba, au bout de deux ans, miné par le découragement et la fièvre, impuissant à continuer l'atroce besogne du duc d'Albe et désespérant de conserver l'intégrité de la monarchie, il mourut en 1575. Le gouvernement de ce politique modéré fut pour la Révolution une époque critique; grâce à la fermeté de

Digitized by Google

Guillaume, elle traversa sans naufrage ce passage d'autant plus dangereux que les écueils étaient cachés sous des flots plus calmes et sous une mer plus clémente. Philippe II s'était flatté que la Belgique, si cruellement châtiée par le duc d'Albe, accueillerait avec une humble reconnaissance le signe de pardon de sa main royale. Il se radoucit vainement; sa clémence fut aussi impuissante que sa rigueur. Les vieux politiques de l'Espagne, habitués à se jouer des hommes, à les conduire comme des enfants, avec des mots, restèrent muets et déconcertés devant un peuple qui, grave et inflexible, affirmait son droit à la liberté.

Après la mort de Requesens, le conseil d'Etat prit la direction des affaires en attendant le choix d'un nouveau gouverneur. Nouvelle faute de la part de Philippe II. Pouvait-il penser qu'un conseil composé de Flamands et d'Espagnols aurait l'unité de desseins nécessaire pour conduire vivement la guerre et surtout remplacerait dans l'armée l'autorité d'un général, représentant direct du roi d'Espagne? Les troupes se crurent tout permis avec le conseil d'Etat; elles se soulevèrent, abandonnèrent les provinces du Nord et prirent d'assaut Anvers: le magnifique hôtel de ville fut brûlé, et le pillage estimé à environ 16 millions de florins. Aussitôt Guillaume saisit cette occasion de propager dans tous les Pays-Bas le mouvement encore restreint aux provinces protestantes. D'un jour à l'autre, Philippe II, débarrassé des Turcs et renonçant à ses projets sur le Portugal, pouvait jeter dans les Flandres tout le poids de ses forces; il était urgent de lui opposer une digue solide, l'union de tous les Etats fortifiée par le secours des princes protestants et des cours jalouses de la suprématie espagnole. Le prince écrivit aussitôt au conseil d'Etat « de conserver avec fermeté le pouvoir que la Providence lui avait remis pour le salut des Flamands : la mesure des calamités du peuple, comme celle des iniquités des Espagnols, est à son comble. »

Ce patriotique appel eut plein succès; le conseil déclara l'armée royale rebelle au roi, convoqua une assemblée générale des provinces et demanda des secours au prince d'Orange. Marnix fut chargé de conclure le traité d'alliance. C'est lui qui avait le plus contribué, par la parole et la presse, à ranimer l'énergie morale des peuples du Midi, mutilés par la hache du duc d'Albe et épuisés par l'émigration. Sa traduction de la Bible en langue hollandaise, achevée « tantôt en exil, tantôt en prison, tantôt dans les mains de l'ennemi, toujours au milieu de mille tourments » avait été accueillie comme le symbole de la captivité nationale, et comme une divine promesse de délivrance. Le 8 novembre 1576, il signa la pacification de Gand. Entre tous les Pays-Bas, il fut arrêté « une alliance con-

Digitized by Google

stante et durable » sur la base de l'expulsion des troupes espagnoles et du rétablissement des anciennes libertés. En ce jour, la révolution fit un pas de géant ; elle entrait dans une période vraiment nationale et touchait à l'apogée de sa puissance. Et cependant, malgré le pacte juré, une cause profonde de désunion subsistait toujours entre les nouveaux alliés. C'était la foi protestante, qui stimulait l'énergie vivace des provinces du Nord. Or, la Réforme était anéantie dans les provinces du Midi, sauf à Anvers et à Gand, la Genève du Nord. L'opposition des deux croyances se compliquait encore d'une différence de race. Comment écarter la question religieuse dans une guerre dont la religion était l'origine et le prétexte? Guillaume aborda vaillamment la difficulté; sans trahir la réforme et sans livrer les intérêts de ses coréligionnaires, il entreprit d'asseoir l'union des Etats sur une base autre que la foi ; et s'inspirant de cette doctrine vraiment humaine et morale que les enfants de la même patrie sont frères, malgré la différence de leurs croyances, et que mutuellement ils se doivent tolérance et dévouement, il adopta l'indépendance nationale comme première loi et unique principe de la confédération. De part et d'autre, les édits de persécution furent abolis ; chaque Etat resta libre de déterminer et de régler son culte. Par l'autorité de sa raison supérieure et de son patriotisme éclairé, il parvint à maintenir quelque temps l'équilibre entre les deux courants contraires qui entraînaient protestants et catholiques. S'il ne lui fut pas donné de réaliser définitivement une idée qui dépassait l'intelligence philosophique de ses contemporains, si les dix provinces catholiques retombèrent fatalement sous la domination espagnole, du moins il eut la satisfaction de voir qu'elles avaient concouru par un effort momentané au salut des sept provinces élues.

Pour remédier au progrès nouveau de la rébellion, Philippe II envoya son frère naturel, don Juan d'Autriche. Il était difficile de choisir un gouverneur moins propre à la tâche qui lui était confiée ; sa gloire militaire elle-même devait inquiéter les Flamands. Trop jeune pour lutter contre l'expérience du prince d'Orange, trop imbu de la politique italienne pour se concilier les Flamands par une conduite simple et loyale, trop ardent pour s'astreindre à une guerre de siéges, il devait nécessairement échouer. Il débuta maladroitement en demandant aux Etats des ôtages pour sa sûreté personnelle ; c'était les traiter en ennemis. Ceux-ci, par représailles, refusèrent de lui accorder le commandement de l'armée, à moins qu'il ne s'engageât à leur rendre le vote des taxes, à éloigner les troupes espagnoles et à raser les forteresses : en même temps, ils renouvelèrent la pacification de Gand, à laquelle nobles, magistrats, évêques s'empressèrent d'adhérer par leurs signatures. Telle était la situation

Digitized by Google

que don Juan s'était faite dès l'abord par son imprudence et qu'il fut forcé d'accepter en sanctionnant les clauses de la pacification de Gand (édit perpétuel du 12 mars 1577). A cette condition, il fut reconnu comme gouverneur. Les provinces catholiques avaient seules participé au traité. Elles l'envoyèrent aux Etats de Hollande. Guillaume inspira la réponse : il commençait par louer l'édit perpétuel, puis il en faisait remarquer tous les défauts. La convocation des états généraux n'était pas assez clairement définie, et les provinces accordaient des subsides aux troupes que le conseil d'Etat avait déclarées rebelles. Par ce motif, il présageait que l'accord serait précaire et de courte durée. En effet, le jeune prince se lassa bientôt de n'exercer qu'un semblant de pouvoir; il s'empara par surprise de la citadelle de Namur. Tous les yeux furent dessillés, surtout lorsque Guillaume se fût procuré, par le prince de Béarn, les lettres écrites par don Juan à son frère, dans lesquelles il dénonçait, comme l'unique remède du mal, la nécessité de retrancher les parties malades. Les prévisions du prince d'Orange s'accomplissaient, ce qui augmenta son crédit. Les Etats, dociles à ses conseils, pressèrent les levées, entraînèrent dans leur parti les troupes allemandes et s'emparèrent de Breda, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc. Enfin, pour donner à la résistance un caractère plus prononcé, ils invitèrent Guillaume à fixer sa résidence à Bruxelles; cinq députés allèrent le chercher. Son voyage fut une vraie marche triomphale. Les Belges le saluaient comme un libérateur. Il semblait toucher à la réalisation de ses plans; il abordait un théâtre digne de son génie politique et de sa patriotique ambition.

Et pourtant, parvenu presque au comble de ses espérances, après avoir heureusement échappé aux dangers de la haute mer, il se heurta contre un écueil redoutable. Le navire s'entr'ouvrit et fut sur le point de sombrer; sauvé encore une fois par le pilote, il rentra au port, mais meurtri et désemparé. Guillaume travaillait inutilement à substituer la lutte des Belges contre les Espagnols à celle des protestants contre les catholiques. Quoi qu'il fît, la guerre restait une guerre de religion. Or, il n'est dans l'essence d'aucune religion de s'accommoder de concessions et de tempéraments; toutes sont intolérantes et exclusives, surtout lorsqu'elles se mêlent aux passions politiques. D'un côté, les pays catholiques invoquaient contre la Réforme « la généralité », c'est-à-dire la puissance du nombre, la prépondérance de la majorité. D'un autre côté, la Hollande et les provinces du Nord accordèrent, par esprit de justice, des indemnités au clergé dépossédé; mais elles refusèrent de tolérer le culte catholique, parce qu'elles ne voulaient pas permettre à leurs adversaires de grandir et de les étouffer.

Digitized by Google

Des conférences eurent lieu entre les deux partis, en mai 1577. Les protestants, qui ont tant souffert pour leur foi et ont combattu les premiers pour la patrie, se laisseront-ils « extirper » par les catholiques, tièdes partisans de la cause nationale et sectateurs d'une religion ennemie, et cela, en vertu même de la souveraineté de la nation? Guillaume comprit que cet argument captieux cachait une embuscade dressée contre la patrie, et il aperçut dans l'ombre la main de l'Espagne. En cette conjoncture grave, il fut un voyant, dans le sens humain du mot. Cette clairvoyance est moins un effet du génie qu'une suite de la probité de l'âme, de l'honnêteté des intentions et de la ferme volonté d'accomplir son devoir. La Réforme et la révolution sortirent victorieuses de ces conférences, dans lesquelles les catholiques, par un malentendu aveugle et une coupable confusion, conspirèrent leur propre ruine au nom de la liberté des Etats. Ils s'indignèrent que les Gueux eussent l'audace de prier à leur guise, et que Guillaume, leur chef, gouvernât la confédération. En effet, pauvres et chétives étaient les bourgades de la Hollande; mais par le courage, la foi et l'héroïsme, combien n'étaient-elles pas plus riches que les opulentes cités des Flandres? Le prince d'Orange vivait misérablement « dans la gueuserie »; mais, indépendant et fier, il bravait le roi d'Espagne, et il sentait dans sa poitrine battre le cœur de toute une nation.

La désunion était imminente; les deux partis se disputaient la suprématie dans le gouvernement. Le duc d'Arschot, le marquis de Havré, le comte de Lalain, chefs de la faction catholique, n'avaient pu triompher de la Réforme par des moyens légaux; ils eurent recours à une intrigue politique. Pour ruiner l'autorité du prince d'Orange et, par suite, l'influence de ses coréligionnaires, ils arrêtèrent de lui opposer un prince de leur choix. Mais où le chercher? où le trouver? La monarchie universelle de Philippe II menace non-seulement les Etats protestants, mais encore les puissances catholiques, comme la France et même l'Autriche. Cependant la maison d'Autriche, sœur de la maison d'Espagne, est moins directement intéressée que la France à l'indépendance de la Belgique. C'est pourtant un archiduc que la faction ennemie de Guillaume appela secrètement au gouvernement de la confédération. N'est-ce pas une preuve que les catholiques hésitaient et chancelaient dans leur lutte contre l'Espagne? Le lien religieux gênait leurs mouvements, retenait leurs bras, les empêchait de frapper des coups forts et décisifs. L'archiduc Mathias, âgé de vingt-deux ans, par l'intermédiaire de l'empereur son père, pouvait devenir un instrument secret, et d'autant plus nuisible, de Philippe II. Le prince d'Orange tourna le péril à l'avantage de la nation et au sien propre. Il dissuada les

Digitized by Google

Etats de renvoyer Mathias; il fallait seulement le tenir en leur dépendance directe. Ils l'élurent gouverneur, en lui adjoignant Guillaume comme lieutenant-général. De la sorte, le jeune archiduc fut soustrait à l'influence des catholiques; ils l'avaient appelé, et c'était Guillaume qui paraissait l'avoir fait nommer; il le tenait lié par la reconnaissance et il le dirigeait en toutes choses.

Mais ce n'était pas assez d'avoir déjoué les intrigues de la noblesse; le nouveau gouverneur n'était plus dangereux, mais il restait inutile. Or, la situation était grave, et, si les Etats faisaient tant que d'opposer un concurrent à don Juan, il fallait au moins que ce concurrent apportât dans la balance le poids d'une alliance étrangère. Don Juan ne gardait plus de ménagements, il rappela les troupes royales dans les Pays-Bas; elles revinrent d'Italie avec le prince de Parme. Alexandre Farnèse était, avec le duc d'Albe, le meilleur homme de guerre de l'Espagne, et il devait réussir mieux que lui, parce qu'il était moins bon politique, plus franc et plus ouvert, et que, porté par son génie aux opérations militaires, il se préoccupait peu de l'administration civile et de la question religieuse. Il rendit de grands services à Philippe, cependant il ne put empêcher l'établissement de la république hollandaise. Ses débuts ne furent pas heureux: les Espagnols furent battus à Rimmenant, et Amsterdam adhéra à la confédération. Toutefois les rebelles étaient dans une situation critique : l'armée royale avait une supériorité écrasante sur les milices provinciales, mal organisées et peu aguerries. Il était urgent pour les Etats de se procurer des troupes qui fussent en état de tenir campagne. A l'instigation de Guillaume, ils négocièrent avec la France et l'Angleterre. Henri III consentit à ce que son frère François d'Anjou prît le titre de protecteur des Pays-Bas, et rassemblât une armée en France; il se débarrassait avec joie de ce turbulent et brouillon personnage. Elisabeth hésitait encore à se déclarer; Guillaume lui envoya les preuves certaines que don Juan avait conçu le romanesque projet de délivrer et d'épouser Marie Stuart. Le ressentiment la décida à se tourner contre l'Espagne, d'autant plus qu'elle ne voulait pas laisser la France dominer seule dans les Flandres. Casimir, comte palatin, intervint en son nom. L'armée alliée comptait près de soixante mille hommes. Malheureusement elle avait trop de chefs, et les chefs étaient de religions différentes. Guillaume s'entremit activement. Pour rassurer les catholiques, il dut engager Casimir à licencier une partie de ses troupes. Pour satisfaire les protestants des provinces catholiques qui servaient en grand nombre dans l'armée, il dut leur faire accorder par les Etats le droit de professer librement leur culte et de participer aux emplois publics. Cette « paix de religion » fut le si-

Digitized by Google

gnal de la guerre civile entre les Gantois et les Wallons. Le comte palatin prit parti pour les Gantois; en revanche, le duc d'Anjou permit à son armée de passer aux Wallons.

Comment les Espagnols ne profitèrent-ils pas de ces divisions? Don Juan était malade dans son camp de Namur; il succomba à la douleur, au désespoir d'être réduit à l'inaction par son frère. Le jeune prince, doué d'un brillant génie militaire, nourrissait une trop vaste ambition; il rêvait un trône, un empire, et ce rêve inquiétait Philippe II, qui, par calcul, ne lui fournit pas les moyens de profiter de la mésintelligence des rebelles et d'accroître sa gloire. Ainsi, des deux côtés, il se commit une grande faute. Les Flamands, absorbés par leurs discordes religieuses, manquèrent l'occasion d'attaquer l'armée espagnole, réduite à dessein, et de tirer un avantage décisif de la méfiance du roi d'Espagne. Philippe, préoccupé de la juvénile exaltation de son frère, ne s'aperçut pas que l'armée des Flamands s'évanouissait, et qu'il lui était facile de leur infliger un désastre irréparable.

Guillaume se savait en butte à toute l'inimitié des catholiques. Les protestants étaient ses partisans dévoués et fidèles. Il n'ignorait pas combien les passions sont aveugles; il prévoyait que dans ce moment d'exaltation les protestants lui reprocheraient sa tolérance comme une trahison, et lui feraient un crime de sa sagesse. Mais la voix de la patrie lui ordonnait de s'interposer comme modérateur entre les combattants; et, dans cette œuvre de réconciliation, il risqua plus que la vie, sa réputation et sa popularité. Il faut une âme solidement trempée et une vertu bien haute pour accomplir ces sortes de dévouements obscurs, et la plupart du temps méconnus. Le courage civil, bien plus que la valeur militaire, est le propre des véritables héros. Le prince d'Orange eut à le déployer presque constamment, car la passion religieuse, qui faisait la force de ses concitoyens, les aveuglait et les égarait trop souvent. Il usa le reste de sa vie dans la tâche ingrate de résister à leurs entraînements, de s'opposer à leurs violences, accusé et calomnié par les siens, au moment même où il accomplissait son devoir le plus loyalement, et où il méritait le mieux leur reconnaissance. Il envoya son fidèle Aldegonde aux Gantois, qui avaient chassé les catholiques et dépouillé les églises. Voyant que celui-ci ne réussissait pas dans son ambassade, il vint lui-même. On l'accusait de mauvaise foi et de timidité; par sa présence il dissipa tous les soupçons et regagna tous les cœurs. Il obtint satisfaction pour les catholiques; mais après son départ les mêmes excès recommencent. Il revient, expulse de Gand Hembise, premier magistrat de la cité et chef des factieux. On lui propose le gouvernement de la ville; il refuse, ne voulant pas qu'on

Digitized by Google

l'accuse de profiter des troubles pour accroître son pouvoir. Il multiplie vainement dans les provinces wallonnes les mêmes tentatives de réconciliation; les nobles catholiques, le comte de Lalain, le marquis de Roubais, Moutard, évêque d'Arras, repoussèrent obstinément toutes les propositions et tous les accommodements; ils poussèrent le peuple crédule et superstitieux à accepter la domination des Espagnols plutôt que de devoir sa liberté à l'alliance des protestants. La trahison des provinces catholiques ruinait la pacification de Gand, cette forteresse de la liberté belge, que Guillaume avait si patiemment élevée pierre à pierre. Mais puisque les catholiques n'avaient pas la force de briser la chaîne qui les rivait au joug espagnol, n'était-il pas préférable qu'ils se retirassent ouvertement, plutôt que de compromettre la révolution protestante par une alliance douteuse et une molle coopération?

Ce fut l'occasion, pour les Etats fidèles, de se reconnaître, de se compter, et de resserrer plus étroitement leur union. A Utrecht (1579) fut conclue, entre la Hollande, la Zélande, l'Utrecht, la Gueldre, la Frise, le Brabant et la Flandre, une alliance, qui est restée la loi fondamentale des Provinces-Unies. Elles se lient par un pacte indissoluble, et renoncent pour toujours au droit de se séparer les unes des autres. Indivisibilité, solidarité de toutes les parties du corps politique, telle est la clause essentielle du contrat, telle est la pierre angulaire du nouvel édifice. Et sur cette pierre la République hollandaise assoiera solidement sa liberté. Aussitôt après la stipulation expresse de l'unité, suivait la reconnaissance des droits de chaque Etat. La « généralité » n'était souveraine que dans les limites tracées par la constitution : résistance aux attaques des puissances étrangères, déclaration de guerre, conclusion des traités, établissement des taxes, construction des forteresses destinées à la défense commune. Pour la question religieuse, la liberté seule pouvait la résoudre; chaque Etat eut le droit de régler son culte. La constitution d'Utrecht, rédigée par Marnix, a un caractère fixe et définitif; c'est en quelque sorte le sacrement de l'alliance nationale. Toutes les provinces garderont héroïquement la foi jurée.

La révolution était démembrée, tronquée, mais elle survivait; c'était beaucoup. Cependant les blessures que la main parricide des catholiques lui avait faites étaient profondes, sinon mortelles. Par cette défection, les Espagnols reprenaient pied dans les Flandres, et ils avaient dans les provinces wallonnes une solide base d'opération. Le prince de Parme gagna le comte de Renneberg, général de l'armée belge; et l'indigne fils du comte d'Egmont fut bien près de lui livrer Bruxelles. Les conférences de Cologne, engagées par l'entremise du pape, de l'empereur, des électeurs de Trêves et de Cologne,

Digitized by Google

étaient en quelque sorte un marché honorable ouvert à toutes les trahisons, et un spécieux prétexte de honteux compromis. Beaucoup de nobles, et parmi eux le duc d'Arschot, acceptèrent les propositions de l'Espagne : des ouvertures furent tentées auprès de Guillaume. Philippe II lui fit proposer le paiement de ses dettes, la restitution de ses biens, le gouvernement de la Hollande, et, ce qui devait le toucher davantage, la liberté de son fils. Il répondit par ces simples paroles, dictées autant par l'honneur que par l'intérêt, bien entendu : « Je ne veux entendre à aucune proposition qui n'intéresse que moi seul ; dans tout ce que j'ai fait, c'est l'intérêt du bien public que j'ai envisagé, et nulle considération ne pourra me déterminer à entrer dans un accommodement dont les Etats et le peuple ne seront pas participants. » (Watson.) La cause flamande semble succomber par la défection des nobles, par la fatigue générale, par les progrès du prince de Parme : Guillaume la sauve par son audace, l'audace, cette force immense des révolutions. Et ce fut moins l'emportement d'une fougue désespérée, qu'une vigueur calculée et portant coup. Il précipite les événements, brûle les vaisseaux de la révolution, consomme la déchéance de Philippe II, élit un nouveau souverain, et intéresse étroitement la France et l'Angleterre au salut des Pays-Bas. Dans un suprême effort, il remue l'Europe et renverse un trône. Pendant que Marnix, à la diète de Worms, montre l'Espagne, « par une démesurée convoitise de tout dominer, dévorant déjà la monarchie universelle », lui-même envoie solennellement aux Etats l'acte d'accusation du roi. Il n'est plus possible de se fier aux promesses de Philippe, puisque le pape l'a dispensé de tenir ses engagements envers les hérétiques. Le devoir des Etats est de transporter tous ses droits à un prince qui ait la volonté de respecter leurs priviléges et la puissance de les protéger contre l'Espagne. Si les catholiques objectent que Philippe est le souverain légitime des Pays-Bas, la vérité est que l'autorité a été confiée aux rois non pour eux-mêmes, mais dans l'intérêt de leurs sujets, qu'ils tiennent leur autorité du consentement de leurs peuples, « que la volonté, l'intérêt, le bonheur du souverain ne peuvent être mis en comparaison avec l'intérêt et la sûreté des citoyens, et que si le souverain abuse de son pouvoir, le conseil de la nation peut l'en punir. » C'est la première charte de la souveraineté populaire, et ce n'est pas un médiocre titre de gloire pour le prince d'Orange d'avoir osé la proclamer à la face du roi d'Espagne, le plus puissant représentant du pouvoir théocratique.

Les protestants penchaient au régime républicain, comme plus conforme à leurs doctrines religieuses. Cette forme de gouvernement plaisait également à Guillaume, dont l'autorité devait néces-

Digitized by Google

sairement souffrir de l'arrivée d'un prince étranger. Mais il subordonna son ambition particulière à l'intérêt général, sachant, du reste, par expérience, qu'un grand rôle est toujours réservé à l'homme courageux qui se fait l'avocat et le patron des droits de tous. Il importait de choisir au plus tôt un souverain, qui apporterait en quelque sorte, comme dot de son union avec la Belgique, l'assistance sérieuse et efficace d'un grand Etat. Dans ce choix, il fallait agir avec circonspection, considérer le caractère, les intérêts, les traditions politiques du peuple avec lequel on traiterait. Du côté de l'Angleterre il y avait conformité de religions et ressemblance de mœurs; cette contrée était le grand marché des Flandres, et les deux nations étaient séparées par la mer, excellente barrière au point de vue politique, excellente voie de communication au point de vue commercial. Mais choisir Elisabeth, n'était-ce pas se donner un maître absolu? La reine usait du pouvoir arbitraire en Angleterre; serait-elle animée d'un esprit plus libéral à l'égard d'un peuple qui lui devrait sa délivrance? Elisabeth elle-même, aux embarras d'une nouvelle couronne, préférait l'avantage de laisser Henri III, en acceptant pour son frère la souveraineté des Pays-Bas, rompre définitivement avec l'Espagne. Du reste, l'éventualité d'un mariage entre François d'Anjou et la reine Elisabeth conciliait à la fois l'alliance de l'Angleterre et de la France. Guillaume se décida, par la considération que le duc d'Anjou n'était pas assez puissant pour imposer des conditions aux Etats, et que son rôle se bornerait à servir d'intermédiaire aux secours étrangers. Mais aperçut-il assez clairement l'inconvénient de se déterminer pour un prince, qui était parent d'un puissant roi voisin? N'était-il pas probable que celui-ci serait tenté de s'emparer des Flandres? N'était-ce point provoquer, à l'égard de la France, une lutte semblable à celle que l'on soutenaient actuellement contre l'Espagne, et se lancer dans des aventures sans fin? On peut dire encore que Guillaume ne se rendit pas compte suffisamment du caractère de François d'Anjou. Sans doute l'esprit indécis et versatile du prince laissait aux Etats une plus grande autorité dans le gouvernement; et c'était l'important; car, s'ils acceptaient un souverain comme la condition nécessaire des secours étrangers, ils entendaient faire eux-mêmes leurs affaires, et ils conservaient, dans toute son énergie, l'instinct républicain. Mais qu'arrivera-t-il, si le duc ne se contente pas d'un rôle si effacé, s'il essaye de s'emparer de la puissance effective? Quels seront alors les embarras et la perplexité des Flamands! Le personnage qui, par son caractère docile et sa bonne volonté, répondait le mieux aux nécessités du moment, était l'archiduc Mathias; mais l'Autriche n'était pas une alliance sûre et indépendante.

Digitized by Google

Le duc d'Anjou fut élu (1580). Guillaume l'entoura des plus minutieuses précautions ; il ne s'en remit qu'à Marnix « pour lui mettre une muselière, » c'est-à-dire pour rédiger le traité, base et règle de sa souveraineté. Le prince était réduit à une véritable sinécure ; il n'avait ni l'administration civile, ni le commandement direct des places fortes ; il devait une fois par an convoquer les Etats, qui, faute de cette convocation, s'assembleraient d'eux-mêmes ; enfin, dans aucun cas, la souveraineté des Provinces-Unies ne pourrait être annexée à la couronne de France.

L'élection du duc d'Anjou, si vivement emportée, si hardiment proclamée, portait le coup de grâce à l'autorité de Philippe II et sauvait les Provinces-Unies. Mais tant d'audace était mortelle. L'Eglise proclamait chose impie et sacrilége d'attenter à l'idole consacrée de la royauté légitime, et le premier qui osa affirmer le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, celui-là fut anathème et voué aux poignards vengeurs. Henri III devait aussi expier sous le couteau de Jacques Clément la part qu'il avait prise à la déchéance du roi Très Catholique. Philippe II, le maître des deux mondes, est détrôné par un sujet qu'il aurait pu quelques années auparavant faire monter sur l'échafaud d'Egmont et de Horn ! il est vaincu par un hérétique, lui le chef temporel de la catholicité ! C'en est trop ; il faut à tout prix écraser le transgresseur de tous les droits humains et divins. Humilié dans son superstitieux orgueil, invoquant Dieu comme le ministre de ses vengeances, le roi d'Espagne excommunia l'artisan de révolutions et le perturbateur de la paix catholique. Dans un édit solennel, scellé du grand sceau, il fit savoir à tous ses sujets que quiconque tuera le prince d'Orange obtiendra une récompense de vingt-cinq mille écus ; et de plus, si l'assassin est roturier, il sera anobli ; si c'est un criminel, il aura remise de toute condamnation. A cette mise hors la loi de l'humanité, Guillaume répondit par une solennelle apologie ; il l'adressa aux états-généraux, manifestant par ce fait qu'il considérait la sentence du roi comme abusive et nulle, et que, citoyen d'un pays libre, il ne reconnaissait qu'un juge compétent, la nation : « Mon accusateur, dit-il, est un roi puissant, qui veut me percer le sein, dans l'espérance qu'après avoir porté ce coup funeste à la confédération, il lui sera plus aisé ensuite de la détruire. » Il se disculpe du crime de trahison et de félonie ; il a été dégagé avec tous les Flamands de son serment de fidélité, parce que le roi a violé les conventions jurées et les prérogatives des états, parce qu'en particulier, il lui a fait ressentir les effets de sa tyrannie en enlevant son fils, en confisquant ses biens, en le faisant condamner « par des hommes qui n'auraient pu servir en qualités de pages des personnes de son rang ». Et même, comme ma-

Digitized by Google

gistrat du pays, il était obligé, par son propre serment, de faire tout ce qui était en son pouvoir pour délivrer ses concitoyens. Qu'importe que le Pape ait dispensé Philippe de tenir ses promesses? Cette dispense est impie, perturbatrice de l'ordre social. Il serait puéril que les sujets s'estimassent engagés lorsque le souverain ne l'est pas lui-même. Il n'est besoin que de cet honnête bon sens pour confondre et flétrir la mauvaise foi et les sous-entendus jésuitiques du monarque. Philippe est le véritable auteur de la guerre; c'est son caractère despotique qui a provoqué les troubles. Lui-même a entendu l'empereur Charles-Quint exhorter son fils à traiter les Flamands avec plus de modération; le prince n'en a pas été moins acharné contre les libertés de ses sujets. Si Guillaume a approuvé les remontrances que la noblesse a adressées à la duchesse de Parme, c'est qu'elles étaient justes et conformes aux constitutions des Pays-Bas; s'il a favorisé les protestants, c'est que « toujours il a estimé absurde de punir des hommes parce qu'ils ne voulaient pas abandonner leurs opinions, quand ces hommes ne troublaient point la tranquillité de l'Etat ». Du reste, il a également protégé les catholiques contre les excès des protestants, au risque d'exciter le mécontentement de quelques-uns des siens. Quant à l'accusation de cupidité et de gains honteux, « il remercie Dieu d'avoir appris de bonne heure de quelle conséquence il était, pour ceux qui ont quelque part au gouvernement d'un peuple libre, non-seulement de se conserver exempts de toute espèce d'injustices, mais encore de toute espèce de soupçons : j'ai toujours refusé de me charger du maniement des deniers publics ». Pour le reproche d'hypocrisie, il le renvoie à Philippe avec une dédaigneuse hauteur et une triomphante ironie : « N'ai-je pas demandé ouvertement des secours aux princes d'Allemagne pour les employer contre le roi d'Espagne? N'ai-je pas levé des armées pour combattre les siennes, assiégé et pris des villes qui étaient en sa possession? N'ai-je pas repoussé ses forces et combattu avec succès ses armées? Ne l'ai-je pas entièrement chassé au moins de deux des provinces qu'il tyrannisait? Tout cela ne prouve pas que j'aie cherché à déguiser ma véritable façon de penser. » En effet, Guillaume fut appelé le Taciturne, non point parce qu'il dissimulait ses desseins sous des dehors trompeurs, mais parce qu'il ne les trahissait point par une légèreté indiscrète. Ce qui le distingue de tous les politiques du XVIe siècle, si fourbes et si corrompus, c'est précisément la simplicité de caractère, ou, pour employer l'heureuse expression de Marnix, « la rondeur de conscience ». Il étudiait de sang-froid les événements, mûrissait ses résolutions par la méditation intérieure; puis, la délibération prise, il marchait droit au but. Aussi,

Digitized by Google

dans la pensée des contemporains comme dans celle de la postérité, le surnom de Taciturne est un hommage rendu au génie maître de lui-même, puissant par la réflexion et capable de vastes entreprises. Guillaume terminait par cette ferme et belle péroraison : « Tant qu'il plaira à Dieu me donner une goutte de sang, un seul denier de mes biens, un peu de sens, industrie, crédit et autorité, je l'emploierai, je le dédierai, je le sacrifierai à votre service. » Cette apologie est celle de la révolution hollandaise autant que celle du prince d'Orange. Il la revendique hautement comme son œuvre, il en démontre la justice et la légitimité. Il identifie sa gloire avec la gloire de la nation. Il semble que, condamné à une mort prochaine, il ait voulu plaider lui-même sa cause devant l'équitable tribunal de l'histoire. Celle-ci a prononcé que Guillaume a bien mérité de sa patrie en la délivrant de l'odieuse oppression de Philippe II, qu'il a bien mérité de l'humanité tout entière en travaillant au triomphe des grands principes de tolérance religieuse et d'indépendance nationale.

Guillaume était voué au fer des fanatiques, l'Inquisition prêchait sa mort comme une œuvre pie; une première tentative, quoique sans succès, le convainquit que ses jours étaient comptés. Il eut l'occasion de rendre aux Etats un dernier et signalé service. Henri III, versatile et sans volonté, travaillé par le parti catholique, refusa d'accorder à son frère les secours promis, si, en retour, il n'obtenait le droit de succéder à la souveraineté des Pays-Bas. La chose était inadmissible. Le duc d'Anjou craignit que le principal motif de son élection s'évanouissant, son élection ne fût elle-même contestée. D'ailleurs, comment ce prince, élevé à la cour corrompue et dans les perfides maximes de Catherine de Médicis, aurait-il pu s'acquitter loyalement des devoirs de sa charge? Il ne put résister à la double tentation d'affermir et d'étendre son pouvoir. Pour s'assurer un point d'appui solide dans les Flandres, il entreprit de s'emparer d'Anvers à l'aide des troupes françaises, et du même coup il espérait mettre la main sur le prince d'Orange, le plus vigilant adversaire de ses coupables projets Il échoua, et, dans tous les Pays-Bas, ce fut une explosion indicible de colère et d'indignation contre le duc, contre la France. Les Etats, exaspérés d'une telle trahison, allaient se jeter dans un parti extrême, lorsqu'ils furent arrêtés par Guillaume. Celui-ci apercevait quelle avait été son imprudence de se confier à un prince aussi faux et aussi faible; en vain il l'avait attentivement surveillé par Marnix qui, dans ce dessein, fut nommé président du conseil privé; le duc avait trompé leur vigilance. Mais la faute était consommée; il fallait, non l'aggraver, en cédant à un sentiment de vengeance, mais la réparer en réduisant

Digitized by Google

le duc à l'impuissance de nuire, et en conservant tous les avantages que son élection assurait à la république. Dans la longue lettre qu'il écrivit à ce sujet aux Etats, il avoue qu'il s'est trompé : « Les événements dépendent de Dieu seul, et il n'est pas d'homme assez téméraire pour pouvoir répondre du succès des entreprises les mieux concertées. » Il reconnaît toute la perfidie du duc d'Anjou, mais il montre en regard les heureux résultats de son élection ; par elle la Confédération a obtenu d'un seul coup le secours de la France et celui de la reine Elisabeth. Que l'on se soit trompé ou non, il ne reste que trois partis : faire la paix avec l'Espagne, se confier en ses propres forces, ou se réconcilier avec le duc d'Anjou. La question était si bien posée que la réponse suivait d'elle-même. Le dernier parti était le seul sérieux. Il importait de ne pas encourir l'inimitié du roi de France, auquel son frère pourrait livrer les places actuellement en sa possession, ni celle de la reine Elisabeth, qui avait promis personnellement au duc le concours de l'Angleterre. Les Provinces-Unies pouvaient-elles se passer du secours des étrangers, et lutter avec leurs seules forces contre le prince de Parme? « Je pense que c'est tenter la divine Providence, que de former de grandes entreprises sans moyens pour les exécuter. » Les Espagnols ont une puissante armée, les forces de la Confédération sont diminuées. Le plus sûr et le plus sage est de conclure avec le duc d'Anjou un traité qui prévienne le danger auquel Anvers venait à grand'peine d'échapper. Certes, il fallait que, par la supériorité reconnue de ses talents et l'importance de ses services passés, Guillaume exerçât sur les Etats une véritable dictature morale, pour leur arracher une résolution si contraire aux ressentiments et aux passions du moment. Il fallait qu'il eût dans l'âme un patriotisme bien pur et bien désintéressé pour braver l'opinion publique, qui se prononçait ardente, énergique contre tout accommodement avec la France, et pour sacrifier encore une fois au salut public cette popularité, seule puissance de son nom et seule récompense de sa vie.

Le prince de Parme profitait habilement de la fureur du peuple ; il travaillait à compromettre dans la même défaveur Anjou et Orange, et il y réussit en partie. Les Etats furent contraints par la voix publique de renvoyer les troupes françaises. Le duc d'Anjou lui-même, atteint d'une maladie de langueur, rentra en France et y mourut bientôt. Suivant l'usage des temps, dit tranquillement Watson, on attribua sa mort au poison. Pour Guillaume, son jour était aussi venu, et pourtant il n'aurait jamais été plus utile à sa patrie. Presque tout le pays catholique était occupé par les Espagnols, la révolution se concentrait de plus en plus dans les provinces protestantes. Il est vrai que moins grande et moins étendue,

Digitized by Google

elle prenait plus d'unité et de consistance, et qu'elle s'établissait définitivement dans ses véritables limites. Mais il y restait encore bien des combats à livrer, bien des difficultés à vaincre. Le prince d'Orange, âgé de cinquante-deux ans, paraissait avoir le temps d'achever l'œuvre de l'indépendance hollandaise, lorsque le 10 juillet 1584, il fut assassiné à Delft par Balthazar Ghérard. Il expira en s'écriant : « Mon Dieu, ayez pitié de moi et de ce pauvre peuple. » « Ghérard, dit l'historien Meteren, avoua qu'il avait confessé son projet de meurtre à un moine de Tournai, et que celui-ci l'avait encouragé par ses bénédictions et la promesse d'un grand nombre de pieuses prières; qu'à Trêves un jésuite avait agi de même, l'assurant que s'il mourait dans cette entreprise, il serait reçu au nombre des martyrs, que son projet avait été encore connu de trois autres jésuites. » Il avoua également avoir reçu des promesses positives du secrétaire du prince de Parme. Il supporta le supplice avec une patience stoïque, et, de sa main à demi consumée, il bénit le peuple. Meteren conclut par cette réflexion : « Dans cet homme apparut bien manifestement le fruit remarquable des doctrines de l'Eglise romaine, qui prêche que des scélérats, en commettant de tels crimes, méritent le ciel, et cela, comme on le rapporte, avec l'approbation du pape. » Dans la politique du XVIe siècle, à la fois superstitieuse et raffinée, odieux mélange de Loyola et de Machiavel, l'homicide était un moyen de règne, *instrumentum regni*. La puissance démesurée comme la foi fanatique pervertissent le sens moral et réduisent les hommes à l'état de barbarie. Grâce à la philosophie du XVIIIe siècle, le principe de l'inviolabilité de la vie humaine a fait et fera encore de grands progrès ; l'expérience a condamné l'assassinat politique, qu'il vienne d'en haut ou d'en bas, que l'excuse en soit la raison d'Etat ou le salut public; c'est une iniquité monstrueuse, c'est un expédient inefficace et dangereux. En effet, quel résultat Philippe II a-t-il obtenu par la mort de Guillaume? Sans doute sa perte fut immense pour les Pays-Bas, mais elle n'était pas irréparable, car les individus ne sont jamais absolument nécessaires aux destinées d'une nation. Guillaume avait puissamment aidé à la révolution des Pays-Bas, mais il n'en était ni la cause première, ni la force essentielle. Philippe II s'aperçut que la disparition d'un homme est bien peu de chose quand il s'agit d'une idée. D'ailleurs, le prince d'Orange pouvait mourir satisfait, son œuvre subsista indestructible, enracinée dans la conscience de toute une nation; son génie et son patriotisme lui survécurent en son fils, Maurice de Nassau. Celui-ci reçut de son père mourant le

Digitized by Google

flambeau sacré, et, le portant d'une main ferme et vaillante, il guida le peuple hollandais vers la terre promise de la liberté.

L'identité du progrès historique et de la loi morale, la toute-puissance de la raison et de la volonté humaine, voilà ce que la révolution des Pays-Bas démontre avec une autorité irréfragable et une évidence parfaite. Le progrès est l'évolution des peuples de la barbarie à la civilisation, de la servitude à la liberté, du désordre à l'ordre, du mal au bien. C'est un fait moral, indépendant des forces naturelles et des combinaisons du hasard ; il suppose dans l'homme un développement de la raison, l'intelligence d'un droit supérieur, la révélation d'un idéal meilleur. Peu importe la nature de l'idée nouvelle, pourvu qu'elle soit juste et vraie ; toutes les notions de l'entendement, quelles qu'en soient les diversités, sont identiques par l'origine et les conséquences. La révolution hollandaise eut pour cause première la réforme de Luther, c'est-à-dire une foi plus rationnelle et plus personnelle que la foi catholique. La Révolution française a été provoquée par le triomphe de l'esprit philosophique sur le dogme religieux. Qui sait si, dans notre siècle, le mouvement des sciences expérimentales et positives ne nous entraîne pas à une révolution nouvelle? L'idée est la condition initiale du progrès ; mais il faut encore que des limbes de la raison pure, elle descende sur terre et s'incarne dans l'humanité. Or, comment s'opère ce passage de la théorie à l'action? L'idée porte en elle-même une force immense, l'évidence, qui est en quelque sorte l'attraction des volontés, et satisfait à l'instinct inné et insatiable en l'homme de connaître et de s'assimiler la vérité. Plus rapide et plus irrésistible que la lumière du soleil, la vérité nouvellement née rayonne dans tous les esprits, pénètre toutes les consciences, enflamme toutes les passions. La volonté représente le levier de la raison. La foi, dit-on, soulève les montagnes ; rien n'est plus vrai si, par la foi, on entend la confiance énergique de la raison en elle-même. Telle est la foi efficace, active, vivace qui a donné au petit peuple de Hollande la force de terrasser un monarque géant. Ainsi, dans un peuple, le progrès est la résultante de toutes les convictions et de tous les efforts ; tous les individus ont, dans la proportion de leur intelligence et de leur volonté, une part soit infime, soit prépondérante dans l'œuvre commune. Au-dessus de la foule des ouvriers obscurs et vulgaires s'élèvent les génies élus, qui voient plus haut et osent davantage. Ce sont eux qui formulent en doctrines précises les idées vagues, inconscientes qui flottent dans l'air ; ce sont eux qui disciplinent les courages dispersés, qui impriment à la masse des volontés individuelles une direction constante et régulière. L'esprit de

Digitized by Google

suite, la faculté de coordonner les moyens à la fin, telle est la qualité essentielle des conducteurs de peuples. Réaliser la pensée générale, guider l'action commune, telle est la fonction du génie politique. La conscience, le désintéressement, le respect de ses semblables sont la condition nécessaire des grandes choses. On peut hardiment affirmer que le génie consiste dans le parfait équilibre de la raison et de la vertu. Guillaume eut l'ambition, non de faire mieux et autrement que la nation, mais de bien comprendre et de bien exécuter ce qu'elle voulait. Trop souvent, les peuples se laissent éblouir par de fausses apparences de grandeur ; trop souvent, ils admirent à l'égal du génie ce qui n'est que l'exagération d'une faculté aux dépens de l'équilibre général de l'âme. Les hommes grands par l'intelligence et grands par la conscience sont seuls vraiment dignes de gloire et vraiment providentiels ; seuls, ils exercent sur le monde une influence bienfaisante et salutaire. Les autres ne sèment sur leur brillant passage que désastres et ruines, et ils sont en réalité les plus terribles fléaux de l'humanité. Quand donc serons-nous convaincus que le bien ne s'accomplit jamais par la force et que tout individu en dehors de la société, qu'il végète en dessous ou règne au-dessus, est frappé d'impuissance? Lorsqu'un homme, quelque magnifiquement doué qu'il soit, se substitue à la volonté commune et à l'action de tous, il devient sans yeux et sans oreilles, et il se perd fatalement lui et son peuple. Une nation qui abdique son libre arbitre et s'en remet à un maître du soin de ses destinées se place un bandeau sur les yeux et se laisse guider par un aveugle; le progrès s'interrompt; il y a rétrogression, avortement. Tout est à recommencer, et même la tâche devient plus difficile; car tout échec en ce genre suscite des découragements et des défiances. Despotisme est synonyme de décadence, liberté synonyme de progrès, initiative du progrès synonyme de génie. C'est par de tels principes que la république hollandaise triompha après une lutte de quatre-vingts années; la volonté de la nation fut toute-puissante, parce qu'elle procéda du droit et de la raison et qu'elle s'exerça libre et spontanée. Et l'œuvre du prince d'Orange fut à la fois glorieuse et durable, parce qu'il l'a accomplie sans recourir à la force, au despotisme, à l'arbitraire, mais par la seule autorité morale de de son génie et de son patriotisme.

LOUIS JEZIERSKI.

Digitized by Google

LA

SITUATION DE L'ESPAGNE

DEPUIS LA

RÉVOLUTION DE SEPTEMBRE

Depuis le *pronunciamiento* de septembre, l'Espagne traverse une crise qui n'est pas sans analogie avec celle que nous avons vue en France de 1848 à 1851. Après avoir renversé une dynastie qu'elle supportait impatiemment depuis longues années, une partie de la nation espagnole s'est mise à rêver de république, car on sait que ce mot est le premier qui se présente aux lèvres d'un peuple qui sort d'une longue oppression. Mieux avisés, les chefs du mouvement ont aussitôt mis une sourdine à la voix populaire, disant qu'il ne s'agissait pas de changer la forme du gouvernement, mais seulement une dynastie énervée et impuissante. On ne touche pas en effet à un rouage quatorze fois séculaire sans contre-coups inattendus, sans secousses profondes. De là l'incertitude qui pèse aujourd'hui sur l'avenir de la Péninsule. La révolution commencée aux cris de *Abajo los Borbones! Viva la libertad!* se montrera-t-elle cette fois logique avec elle-même, ou bien, se défiant de ses forces, ira-

Digitized by Google

t-elle, après des péripéties diverses, jeter aux pieds d'un nouveau monarque des conquêtes qu'elle serait impuissante à conserver? Les populations connaissent-elles réellement le saint enthousiasme de la liberté, et sauront-elles trouver la véritable formule du gouvernement républicain, ou semblent-elles destinées à revenir en arrière et à végéter éternellement à l'ombre d'une monarchie théocratique? Cette double question, qui se pose aujourd'hui pour la première fois au delà des Pyrénées, s'est maintes fois présentée chez les autres nations de l'Europe, et vaut la peine que nous nous y arrêtions quelques instants, heureux si nous pouvions tirer de cette étude quelque enseignement pour l'histoire contemporaine. Les lignes qui suivent ne sont en quelque sorte que le procès-verbal des observations que nous avons faites sur les lieux, et pour ainsi dire au jour le jour, au milieu des préoccupations des partis qui, depuis la révolution, s'agitent dans la Péninsule.

Il semble, au premier abord, que la république ne soit pas incompatible avec le génie du peuple espagnol. Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de ce gouvernement de fer improvisé par la Convention sous la pression des dangers qui, au dedans comme au dehors, menaçaient la Révolution française, mais de cette république fédérale dont les Etats-Unis offrent le type le plus achevé. L'histoire de la Péninsule nous apprend, en effet, que les populations d'au delà les Pyrénées ont été jusqu'ici rattachées entre elles par un lien fédéral plutôt que par l'unité administrative telle que nous la voyons dans certaines monarchies de l'Europe. Ce fait est surtout sensible pour le voyageur qui visite les provinces Basques, la Galice, le royaume de Valence et la Catalogne. Les quatorze royaumes qui, successivement réunis, ont fini par constituer l'Espagne actuelle, diffèrent presque tous entre eux par quelques traits saillants de leur organisation sociale. Qu'on se figure la France de 89 groupée en quatorze royaumes au lieu d'être morcelée en trente-deux provinces, et on aura une idée assez exacte de l'Espagne d'aujourd'hui. On sait, par exemple, que les quatre provinces Basques ont leurs *fueros*, c'est-à-dire leurs priviléges politiques qui se dressent en face des droits de la monarchie, et que celle ci est tenue de respecter. Ces peuples ne se considèrent nullement comme Espagnols. Ils se disent Basques, et savent très bien qu'ils n'ont rien de commun avec le reste de la Péninsule sous le rapport de la nationalité, et qu'ils forment une population à part, représentant l'élément le plus antique du sol refoulé peu à peu par les invasions des diverses tribus ibères ou celtiques qui, à différentes époques, sont venues s'établir au delà des Pyrénées. Ces diversités d'origine engendrent parfois entre les diverses provinces des haines de races qui, malheureuse-

Digitized by Google

ment, ne paraissent nullement près de s'éteindre. On en a vu tout récemment un exemple des plus frappants à l'occasion du bataillon de volontaires catalans organisé en vue de l'insurrection de Cuba. La Catalogne, une des provinces les plus énergiques et les plus populeuses de l'Espagne, s'est de tout temps fait remarquer par l'ardeur et l'enthousiasme belliqueux que montrent ses habitants dès qu'il s'agit de défendre l'honneur du drapeau espagnol. C'est ainsi que pour la guerre du Maroc elle avait fourni un corps de quatre mille volontaires, dont Prim, en sa qualité de Catalan, prit le commandement, et qu'il illustra, au dire de ses biographes, par un brillant fait d'armes. Il ne s'agissait, cette fois, que d'un millier de combattants, le triumvirat provisoire jugeant que ce renfort ajouté aux troupes régulières suffirait pour réprimer l'insurrection. Les conditions faites par la province aux engagés étaient, du reste, des plus avantageuses. Chacun d'eux devait recevoir une once d'or (84 fr.) en signant son contrat d'engagement, une seconde once au moment du départ, et seize réaux[1] par jour, dont deux, il est vrai, devaient être versés à la masse pour solder les dépenses du vestiaire et du fourniment. Avec de tels avantages, les volontaires ne firent pas défaut, et dans trois jours les listes d'engagement furent closes. Or, il se trouva que, dans le nombre des mille combattants inscrits, se trouvaient deux cents Castillans. Ce fut assez pour amener du désordre au moment de s'embarquer; les huit cents Catalans prétendaient que le bataillon des volontaires portant leur nom ne devait pas admettre d'hommes des provinces étrangères; que les Castillans ne jouissaient pas d'une assez bonne réputation pour qu'on les mît sur la ligne des Catalans; qu'une tache au drapeau pourrait surgir de cette immixtion, et que la responsabilité tomberait tout entière sur les nobles enfants de la Catalogne, etc., etc., et conclurent en refusant de s'embarquer jusqu'à ce qu'on eût fait justice à leur réclamation.

On se rend aisément compte de ce peu d'homogénéité des provinces lorsqu'on considère la diversité des langues parlées dans la Péninsule. On sait que la langue est la caractéristique par excellence de la nationalité et des origines d'un peuple. Les étrangers, qui ne connaissent l'Espagne que par les journaux et la littérature castillane, se figurent qu'il en est là-bas comme chez nous, où la langue française a supplanté tous les anciens dialectes des diverses provinces, et que le castillan est parlé aujourd'hui dans toute la Péninsule. Il n'en est rien. La Catalogne, le royaume de Valence, les îles Baléares parlent des dialectes catalans, la Galice possède un idiome

[1] Le réal vaut environ vingt-six centimes.

Digitized by Google

qui se rapproche plus du portugais que du castillan, les provinces Basques ont encore leur langue nationale, l'Andalou lui-même parle un castillan tellement doux, on pourrait dire tellement efféminé, qu'on a de la peine à le comprendre au premier abord, surtout quand on est habitué aux aspirations gutturales et sonores de l'Aragon. Qu'on ne se figure pas que ces patois, comme on les appellerait chez nous, aient honte de paraître au grand jour, qu'ils soient relégués dans la population ouvrière des faubourgs. Les classes aisées ne communiquent entre elles qu'à l'aide de l'idiome national et réservent le castillan pour la correspondance officielle ou pour les étrangers. Chacun de ces idiomes a sa littérature propre, ses publications périodiques, son théâtre, ses journaux. A Barcelone, à Valence, à Palma, on voit chaque jour, à côté de l'affiche d'une pièce castillane, une seconde affiche en catalan et annonçant la représentation d'une pièce nationale, c'est-à-dire écrite dans le dialecte du pays. Souvent aussi on joue des pièces dans lesquelles on voit alterner l'idiome officiel et l'idiome populaire, le premier étant réservé aux chœurs, le scond au récit.

L'institution des jeux floraux qui, chaque année, attire à Toulouse quelques trouvères attardés, s'est conservée au delà des Pyrénées dans toute sa splendeur des anciens jours. Qu'un élève de Goudouli ou de Jasmin eût la malencontreuse idée de rajeunir le vieil idiome national et d'envoyer aux Mainteneurs une pièce de poésie écrite dans le dialecte des troubadours, dans la langue même de Clémence Isaure, la fondatrice des jeux floraux, et sa hardiesse ne provoquerait que le rire. Il en est tout autrement en Espagne. Au 15 janvier dernier, un appel était fait par les sept Mainteneurs de Barcelone pour rappeler à tous ceux qui cultivent encore la gaie science (*la gaya ciéncia*) que la fête des jeux floraux serait célébrée cette année le premier dimanche de mai, et que les dialectes du catalan et de la langue d'oc sont seuls admis à concourir. Une églantine d'or est réservée à la meilleure pièce, une violette d'or et d'argent à la seconde. « Celui qui obtiendra le troisième prix, qui s'appelle prix d'honneur et de courtoisie et qui consiste en une fleur naturelle, devra l'offrir séance tenante à la dame de son choix, qui, comme cela se pratiquait dans les fêtes antiques, remettra les deux premiers prix à ceux qui seront nommés vainqueurs. » On le voit, nous sommes encore ici en plein moyen âge, et les troubadours y sont à l'aise pour continuer leurs vieilles traditions et cultiver la science du *gai savoir*. Un journal catalan, qui a pour titre *lo Gay saber*, indique assez le prix qu'on attache encore par delà les monts à l'idiome national.

L'isolement dans lequel ont vécu jusqu'ici les diverses provinces de l'Espagne semblerait encore favoriser le rêve de ceux qui vou-

Digitized by Google

draient voir une république fédérale remplacer le gouvernement des Bourbons. Il y a quinze ou vingt ans, avant l'arrivée des ingénieurs français qui ont ouvert les premières voies ferrées de la Péninsule, les communications intérieures étaient très rares, quelquefois impossibles. Les routes que l'on rencontrait manquaient souvent de ponts, du moins dans le nord du pays, car ceux qui avaient été construits autrefois avaient été détruits dans les dernières guerres, tantôt par les carlistes, tantôt par les isabellistes. Qu'il nous suffise de citer un fait, pour montrer jusqu'à quel point les relations de province à province étaient et sont encore difficiles. Dans ces dernières années, pendant que la famine menaçait la France et que les blés atteignaient le prix de soixante francs l'hectolitre, on trouvait dans la province de la Manche, illustrée par le roman de Cervantes, du grain à raison de six francs l'hectolitre. Les spéculateurs d'exploiter aussitôt cette bonne fortune et d'expédier des cargaisons en France. Mais quand il fallut aviser aux moyens de transport, on se rencontra en face d'obstacles infranchissables. Pas de routes, pas de canaux, pas de rivières. Il fallait charger à dos de mulet, organiser des caravanes, atteindre ainsi par des déserts un fleuve navigable. Les frais de transport s'élevaient à un chiffre tel que la spéculation n'était plus possible, et le grain espagnol resta dans les silos, où il est peut-être encore.

Cet isolement des populations amène comme conséquence l'autonomie provinciale et paraîtrait favoriser bien plus le gouvernement fédératif que l'unité monarchique. Aussi le nom de *República federal* est-il incessamment répété dans les journaux antidynastiques. Ajoutons que le défaut d'entente de la part de la majorité royaliste sur le choix du successeur au trône d'Isabelle donne une nouvelle force aux partisans de la république. Ce n'est pas, en effet, chose facile que d'improviser un roi au lendemain d'une tourmente politique. Les abus de pouvoir qui ont provoqué la révolution de septembre sont encore trop récents pour qu'on puisse prétendre à une restauration isabelliste ou carliste, et le peuple espagnol est trop fier de son passé et en même temps trop jaloux de sa nationalité pour appeler un prince étranger. Si la candidature du duc de Montpensier, la seule qui puisse peut-être avoir quelque chance de succès, est acceptée, faute de mieux, par les gens intelligents du parti royaliste, je ne crains pas de dire qu'elle ne sera vue qu'avec regret chez le plus grand nombre. La haine de l'étranger est tellement enracinée dans ce peuple, que j'ai entendu beaucoup de gens, surtout dans les provinces du nord, parler sérieusement d'Espartero comme roi. Les Catalans eux-mêmes, qui se rappellent toujours les fusillades, les massacres, les bombardements dont il les a

Digitized by Google

gratifiés pour assurer le règne d'Isabelle, seraient disposés à oublier leur rancune pour éviter la honte de subir un candidat étranger. Du reste, la royauté d'Espartero ne pouvant être prise au sérieux, nombre de républicains se rallieraient volontiers à lui, espérant ainsi travailler au triomphe de leurs idées. Les hommes du mouvement ont habilement profité de toutes ces dispositions de leurs compatriotes pour amener les esprits à accepter la forme du gouvernement fédéral. Les chefs du parti républicain, Orense, Figueras, Castelar, ont prononcé à ce sujet d'éloquents discours, ont fait des efforts inouïs. Emilio Castelar surtout, un des plus illustres orateurs de son parti, a déployé aux approches des élections pour les Cortès une activité, une énergie, on pourrait dire une audace, qui rappelait O'Connell, le célèbre revendicateur des libertés de l'Irlande. Cet homme semblait doué du don d'ubiquité; on le voyait tour à tour, et presque en même temps, à Madrid, à Valence, à Saragosse, à Barcelone, partout où sa puissante parole pouvait remuer les électeurs et leur faire connaître et apprécier leurs droits de citoyens. Le triumvirat, voyant de mauvais œil l'influence de ce tribun sur les masses, crut faire un coup de maître en décrétant que tout professeur qui ne serait pas à son poste le 2 janvier serait considéré comme démissionnaire. Castelar se trouvait en Catalogne lorsqu'il apprit ce décret rendu en son honneur, car il devait, en sa qualité de professeur à l'Université de Madrid, renoncer à sa propagande républicaine pour aller reprendre sa chaire. Il n'hésita pas à sacrifier ses intérêts à son œuvre politique et envoya sa démission. Libre désormais de toute entrave, il continua la mission qu'il s'était donnée jusqu'au dernier jour, c'est-à-dire jusqu'à l'heure du scrutin. A peine un de ses discours était-il prononcé, que, recueilli par la sténographie, il circulait le lendemain dans toute la Péninsule. Pendant deux ou trois mois, les marchands de journaux ne jetaient aux oreilles que ces mots : *le dernier discours d'Emilio Castelar*. Sa thèse favorite peut se ramener à ces deux termes : *república o monarquia*, république ou monarchie. D'un côté, il énumérait les griefs du peuple espagnol contre l'oppression séculaire des Bourbons et les conséquences désastreuses que cette domination avait amenées pour le pays; de l'autre, il mettait en regard les libertés proclamées par la révolution et faisait ressortir les avantages qui devaient résulter du gouvernement républicain. Cet homme semblait fait pour les luttes de la tribune. Quand il développait ses idées, on était aussi subjugué par la puissance de sa dialectique que par la richesse des images dont il colorait son improvisation. Je l'ai vu plusieurs fois haranguer les populations en plein air, du haut d'une estrade dressée sur une place ou sur une promenade publique au milieu d'une

Digitized by Google

foule immense, et sa voix vibrante arrivait aux limites de l'auditoire aussi sonore, aussi intelligible qu'au pied de la tribune. Bien que de taille un peu au-dessous de la moyenne, tout annonce en lui la nature fougueuse du tribun; car l'énergie se montre à la fois sur son grand front découvert, sur ses traits fortement accentués, dans la vivacité de sa physionomie, dans son geste viril et passionné. Pour me servir d'une expression un peu commune peut-être, mais juste, je dirai qu'il a *la physionomie de son rôle*. Qu'on ne s'étonne plus, par conséquent, de la foule énorme qui se pressait pour recueillir ses paroles, de l'immense popularité attachée à son nom, des espérances que sa propagande faisait naître dans le parti républicain.

Cependant, les hommes pratiques, qui avaient l'expérience des surprises révolutionnaires et de la marche des événements politiques, ne s'y trompaient pas. Les Espagnols, me disait un jour un compatriote cherchant, comme moi, à se rendre compte de la crise actuelle, sont comme certains paysans de chez nous : dès qu'ils se voient un peu lettrés, ils se disent voltairiens, libres penseurs, que sais-je? ils vous développent leurs théories sur la religion, qu'ils n'admettent tout au plus que pour les enfants, parlent de convertir les églises en établissements philanthropiques. Tout à coup, la cloche sonne pour les appeler à la messe, et nos mécréants de vous quitter aussitôt pour aller s'agenouiller devant ces mêmes prêtres qu'ils menaçaient tout à l'heure d'exterminer. Les événements devaient lui donner raison. Quinze jours après, on ouvrit le scrutin pour les élections des Cortès, et, au dépouillement, les républicains virent avec stupeur que, sur 354 membres, 75 au plus appartenaient à leur parti. Malgré les tendances au fédéralisme, malgré les souvenirs encore récents de l'oppression bourbonienne, malgré les efforts des journaux avancés et le talent de Castelar, il fut avéré que la majorité des Cortès, par conséquent l'Espagne presque tout entière, était monarchique. A Madrid, tous les noms qui sortirent de l'urne appartenaient aux diverses nuances du parti royaliste. Orense, malgré les nombreuses sympathies qu'il s'était attirées dans les diverses classes de la société, Castelar, malgré sa popularité, ne vinrent qu'après et ne durent leur nomination qu'aux votes des provinces. Ce fait, inexplicable peut-être pour les étrangers, accoutumés à voir dans chaque capitale la population la plus éclairée et en même temps la plus turbulente du pays, n'a nullement surpris ceux qui connaissent la disposition d'esprit des habitants. Cette ville, loin d'être un centre manufacturier ou industriel et par conséquent de renfermer un fort noyau de gens indépendants, ne contient guère que de paisibles bourgeois ou de riches propriétaires, tous conservateurs par nature, et au-dessous, une innombrable armée de servi-

Digitized by Google

teurs ou de petits employés ne vivant que par les ministères et le budget de la liste civile. Parler à ces hommes de faire succéder au luxe, aux pompes de la cour l'austérité des formes républicaines, c'est leur prêcher la famine et la misère; c'est comme si l'on conseillait aux Romains de vivre sans pape et sans cardinaux. Ce vote était une manifestation éclatante et sans appel des dispositions du pays. Des liens invisibles le retenaient sous la férule de ses anciens maîtres. Quels étaient ces liens?

On peut placer en première ligne le défaut d'instruction, il serait peut-être plus exact de dire l'ignorance dans laquelle est encore plongée la plus grande partie des populations rurales de la Péninsule. Si l'on réfléchit au grand nombre de paysans illettrés que l'on rencontre en France dans les départements de l'Ouest, du Centre et du Midi, malgré les efforts de la Convention, la loi de 1833, les secours et les encouragements de toute sorte qu'on n'a cessé depuis de prodiguer, on ne sera nullement surpris de voir l'Espagne si en retard sous le rapport de l'instruction primaire. L'éducation des femmes est principalement d'une insuffisance déplorable. Un journal voué aux intérêts de l'enseignement primaire, *El clamor del magisterio*, avouait, il n'y a pas longtemps, dans un article consacré à l'instruction des femmes, que dans nombre de campagnes les pères eux-mêmes empêchaient leurs filles de fréquenter les écoles sous l'influence de ce vieux préjugé qui veut que la vertu d'une femme soit compromise parce qu'elle sait lire et écrire. Dans d'autres localités, ajoutait le même journal, on a vu les petites filles qui allaient aux écoles maltraitées par celles de leurs compagnes qui trouvaient plus naturel de continuer à croupir dans leur ignorance séculaire. De tels gens sont peu faits pour rêver de liberté, de droit de citoyen, de république. Ils ne sauraient avoir d'autre idéal politique que les saines traditions des aïeux, c'est-à-dire une monarchie absolue. Ils se savent la propriété d'un homme, sa chose, pourvu que cet homme soit un roi espagnol.

D'après ce que nous venons de dire, il n'est pas étonnant de rencontrer dans ce pays des restes de féodalité qui pèsent encore sur ces populations abruties par l'ignorance et énervées par les influences d'un climat de feu. Sauf dans quelques provinces, comme la Catalogne, où l'industrie a répandu un certain bien-être dans les campagnes, la propriété, loin d'être morcelée comme chez nous et de stimuler l'activité du petit cultivateur qui voit l'épargne puis l'aisance au bout de son travail, est encore aux mains de quelques familles princières, comme le duc de Medina Cœli, le duc d'Ossuna et d'autres. Ces grandes maisons possèdent des terrains immenses, qui se comptent non par hectares, mais par lieues carrées. On voit

Digitized by Google

quelquefois des contrées entières appartenant d'un bloc à un seul propriétaire. Un voyageur qui sort de la Navarre, de l'Aragon ou de la Catalogne pour entrer dans la Castille, est surpris, s'il observe le paysage, de ne rencontrer presque plus de culture et de ne voir que d'immenses pacages occupés par de rares troupeaux. Ce sont des terres seigneuriales. Le maître, qui ne s'est jamais inquiété du peu de rapport de ses domaines, ne s'imagine même pas qu'il soit possible de les améliorer. Le pâtre, autant par insouciance que par gueuserie, est loin de soupçonner que la vie agricole lui serait plus profitable, qu'il vaudrait mieux défricher ces bruyères que de les laisser improductives. D'ailleurs, comment écouler les produits du sol dans un pays sans routes. Tout conspire pour rétrécir son horizon. Si on ajoute à cette existence oisive les influences climatériques et l'ignorance traditionnelle ou plutôt systématique dans laquelle les gouvernements antérieurs ont laissé croupir l'Espagne, on ne saurait se former qu'une pauvre idée de la valeur morale de ces populations. Que de fois je me suis arrêté, souriant de pitié, en voyant le sans-façon avec lequel des ouvriers occupés à creuser un fossé, à réparer une route, accomplissaient leur besogne. Trois ouvriers français ou allemands auraient fait le travail de dix de ces hommes-là. Un ingénieur français, qui avait dirigé une partie des travaux des chemins de fer du nord de l'Espagne, me racontait que, à son arrivée, il avait dû appeler des contre-maîtres du midi de la France pour montrer aux ouvriers espagnols à creuser les tranchées, à faire des terrassements, et surtout pour leur apprendre à substituer des méthodes expéditives à leur lente et peu fructueuse routine. Tout alla bien tant que durèrent les travaux, et l'ingénieur, peu au courant des mœurs espagnoles et de la nonchalance inhérente à la race, crut que les habitudes régulières qu'il avait données à ces braves gens et les indications qu'on leur avait montrées pour la conduite des travaux ne seraient plus perdues pour la contrée. Quelques années après, ayant eu occasion de repasser par les mêmes endroits, il rencontra quelques-uns de ses anciens employés occupés à ouvrir une route, non plus suivant les méthodes françaises, mais bien d'après leur ancienne routine et leur sans-façon d'autrefois. Indigné autant que surpris de ce mauvais vouloir et de cette fainéantise héréditaire, il leur demanda pourquoi ils avaient sitôt oublié les méthodes expéditives qu'il leur avait montrées. « Nous les avons suivies tant que nous étions avec vous, parce que vous nous payiez pour cela, répondirent-ils sans paraître étonnés, mais aujourd'hui que nous sommes libres, nous sommes revenus à nos habitudes.

Il n'est pas difficile de prévoir les conséquences que doit amener un tel état de choses. Ces pauvres gens ne voyant dans le travail qu'un

Digitized by Google

ennui improductif, souvent même un déshonneur, ont presque toujours l'oreille ouverte aux suggestions malsaines. Pour peu que l'année soit mauvaise, que la récolte soit longue à attendre, qu'une crise suspende les transactions et arrête les affaires, ils se font mendiants. En temps ordinaire, personne n'y fait attention. C'est une plaie sociale acceptée par tout le monde, car l'aumône suffit pour faire vivre cette foule famélique et déguenillée. En temps de crise comme celle que traverse aujourd'hui l'Espagne, c'est autre chose; l'aumône devient insuffisante, et le mendiant se voit quelquefois forcé, à son grand regret, je n'en doute pas, de vous menacer de son couteau, pour peu que vous ayez la malencontreuse idée de faire la sourde oreille dans un endroit peu fréquenté. Chose caractéristique des mœurs de ce peuple, la mendicité est tellement enracinée dans ses habitudes, qu'elle est en quelque sorte passée à l'état d'institution, et qu'elle n'entraîne aucun déshonneur. Dans les idées de beaucoup de ces gens-là, c'est plutôt le travail qui déshonore. Il m'a été donné plusieurs fois de vérifier ce fait sur les lieux. Dès le lendemain de la révolution de septembre, les municipalités de plusieurs villes importantes avaient ouvert des chantiers pour assurer du travail aux classes nécessiteuses, et faire ainsi passer inaperçue la gêne industrielle qui accompagne tout changement politique. Un certain nombre d'ouvriers répondirent à l'appel; mais, pendant que ceux-ci travaillaient de leur mieux, il arrivait souvent aux promeneurs d'être accostés par des gaillards de bonne mine, drapés en véritables hidalgos dans leur cape rayée, et tendant la main. Si on leur demandait pourquoi ils n'allaient pas au chantier rejoindre leurs camarades, ils répondaient gravement qu'un homme de leur condition ne travaillait pas. Aussi l'institution du vagabondage est-elle plus florissante que jamais à l'heure qu'il est en Espagne. Il est difficile de trouver un pays en Europe, sauf peut-être dans la Sicile ou les Calabres, où la mendicité soit plus répandue; on y voit des variétés, des nuances inconnues ailleurs; une des plus communes est le *ciego* (l'aveugle), et on ne s'étonne plus, en le rencontrant si fréquemment, du rôle qu'il joue dans le roman et au théâtre. L'imprudence des gens de la campagne, qui dédaignent de se garantir de la fraîcheur des nuits, explique la fréquence de cette maladie. Une autre variété non moins originale que la précédente, mais qui devient de plus en plus rare, est le vétéran de Baylen. Celui-ci vous le rencontrez assis ou plutôt accroupi au pied d'un mur avec un méchant bonnet de police sur la tête et une sorte d'accoutrement militaire dont chaque pièce a été tirée de la défroque d'autant de régiments différents; une mauvaise guitare à la main, il nasille quelques couplets patriotiques sur ses victoires. Celle de Baylen

Digitized by Google

est celle qui revient le plus souvent et qui garnit le plus sa sébille. Ce mot est en effet magique pour les oreilles espagnoles, et j'ai vu maints orateurs de club trouver dans ce souvenir des mouvements oratoires des plus puissants, non qu'il fût question de raviver des haines contre le *gabacho*, c'est ainsi qu'ils nous désignent, mais pour toucher la fibre la plus sensible du peuple espagnol, et lui rappeler ce dont il est capable quand on s'adresse à son héroïsme ou qu'on menace sa nationalité. J'ajouterai qu'il n'est nullement nécessaire d'évoquer de tels souvenirs pour tenir en éveil le sentiment de l'honneur national. Ouvrez un journal de la Péninsule vous trouverez à chaque page ces mots : la première nation du monde, le peuple le plus vaillant de la terre, *La primera nacion del mundo*, *el pueblo mas valiente de la tierra*, que, sans doute, par un reste d'habitude contractée depuis Charles-Quint chaque Espagnol se décerne à lui-même et à ses compatriotes. Ces braves gens se croient encore au temps de Cortès, de Balboa et de Pizarre, lorsque, suivant l'expression consacrée, le soleil ne se couchait jamais sur les domaines du roi d'Espagne. Respectons ce noble orgueil; c'est en plaçant continuellement devant ses yeux l'héroïsme des ancêtres qu'un peuple conserve le sentiment de sa valeur, qu'il se rend capable des grandes choses, et quelle nation a joué un aussi grand rôle dans l'histoire du monde que les habitants de la Péninsule! Du reste, s'il y a quelque exagération aujourd'hui pour l'Espagne à se dire la première nation, il n'y en a aucune à affirmer que le soldat espagnol est peut être le premier soldat du monde. Nous ne parlons pas ici de cette vaillance qui, à diverses époques, a porté si loin l'honneur du nom castillan. Chaque peuple a son heure d'héroïsme. Ce qui établira toujours la supériorité du soldat espagnol ou portugais sur celui des autres armées de l'Europe, c'est sa sobriété. Un homme qui peut passer des journées entières avec une cigarette ou un peu d'eau-de-vie est invincible; la guerre de l'indépendance l'a suffisamment prouvé.

On voit que ces populations accoutumées à vivre sous la tutelle d'un maître, sont toutes disposées à rentrer sous le joug monarchique. Toutefois, ce n'est pas dans ces dispositions, en quelque sorte natives et héréditaires, que se trouve le plus grand obtacle à l'établissement d'une république. Ce qui fait, à notre avis, que ce pays est la terre privilégiée de l'absolutisme, c'est qu'il est avant tout la terre du Saint-Office. Nous ne craignons pas de le dire, l'Espagne n'est qu'une théocratie aussi rigide, aussi puissante qu'aux jours où elle tenait la nation tout entière courbée sous sa férule. Rome exceptée, il n'est pas de contrée où le clergé soit plus nombreux; tandis que dans certains pays on ne trouve qu'un prêtre sur cinq ou six cents

Digitized by Google

habitants, on en compte quatre-vingt-dix en Portugal et quatre-vingt-onze en Espagne. On sait que jusqu'au règne de Ferdinand VII, l'enseignement était exclusivement aux mains du clergé. Avec les souvenirs de l'inquisition qui pesaient encore sur les esprits, pas de contradicteurs possibles, pas de libres penseurs qui pussent lutter contre les influences théocratiques; presque tous les ouvrages philosophiques que j'ai vus en Espagne étaient des traductions des écrivains français du XVIIIe siècle ou du commencement du nôtre. Des noms presque oubliés aujourd'hui chez nous, Volney (*les Ruines*); Lamennais (*Paroles d'un croyant*), etc., et recherchés encore là-bas, indiquent assez qu'on a affaire à un peuple neuf dans le domaine de l'émancipation de la pensée. Et, en effet, il n'est pas une institution, on pourrait dire une coutume, que le catholicisme espagnol n'ait marquée de son empreinte. Il n'est nullement nécessaire de traverser les Pyrénées pour se rendre compte de la puissance qu'exerce encore le clergé sur les populations. Les touristes qui fréquentent les thermes de Luchon ne manquent jamais de visiter le val d'Aran, qui touche presque à la vallée de Luchon. On sait que ce val, bien que situé sur le versant français, appartient à l'Espagne. Chacun se fait fête d'aller voir ces populations pastorales qui ont conservé le vieux costume des paysans espagnols. D'ordinaire c'est un dimanche qu'on choisit pour le jour de cette excursion, afin d'être témoin des danses catalanes. Vous contemplez les ébats de ces braves gens, leur joie bruyante et naïve, lorsque tout à coup la cloche du village sonne l'*Angelus*. Cinq ou six prêtres qui se promènent gravement au milieu de leurs ouailles frappent aussitôt des mains, et tout ce monde de s'agenouiller en se frappant la poitrine pour réciter l'*Ave Maria*. Les réductions du Paraguay, dont on a tant parlé au dernier siècle, loin d'être une création nouvelle sortie de la tête d'un inquisiteur, n'étaient qu'une copie de l'organisation théocratique de la mère-patrie appropriée au génie des tribus indiennes.

Ce que l'on voit au val d'Aran n'est qu'un avant-goût de ce que l'on découvre quand on s'enfonce dans le cœur de la Péninsule. Chaque acte de la vie privée n'est, si j'ose dire, qu'une pratique religieuse qu'on croirait tirée du programme d'un ascète de la Thébaïde. Entrez-vous dans une maison, loin de frapper aux portes, de chercher des sonnettes, vous avertissez de votre présence par ces mots tout chrétiens : *Ave Maria*. Votre hôte, s'il vous a entendu, complète aussitôt la phrase en ajoutant *purissima*, ou mieux encore *sin pecado concebida* (conçue sans péché). Il ne vous quitte qu'en vous plaçant sous la protection du ciel : *Vaga V, con Dios*, allez avec Dieu, que Dieu vous garde de mal, et autres souhaits sem-

Digitized by Google

blables. Les noms des jeunes filles, *Carmen*, *Dolores*, *Consolacion*, *Purificacion*, *Incarnacion*, etc., révèlent une poésie mystique empruntée aux sources mêmes du catholicisme. Un homme, en souvenir sans doute de l'origine de la femme, telle qu'elle est racontée dans la Genèse, appelle son épouse *mi costilla* (ma côte). Ajoutons enfin que l'Espagnol a tellement identifié sa nationalité avec sa religion, qu'il dira en parlant d'un étranger qui trébuche dans la langue castillane : *No habla cristiano*, il ne parle pas chrétien.

Dans la vie publique, l'empreinte du catholicisme ou plutôt l'obsession théocratique qui semble peser sur ce peuple n'est pas moins remarquable. A ceux qui n'auraient jamais visité l'Espagne, je conseillerais d'ouvrir un journal de ce pays, surtout s'il est antérieur à la révolution de septembre, pour se convaincre de ce que j'avance. Prenez, par exemple, *El Telegrafo* (le *Télégraphe*), dont le titre n'a rien de suranné, et tout au haut de la première page, à la place consacrée par les journaux anglais aux annonces, vous voyez le programme de la journée pour les âmes pieuses qui fréquentent les églises. C'est d'abord le nom du saint du jour, *santo del dia*, puis l'indication de l'église où se célèbre l'oraison des quarante heures, le moment précis où elle commence et où elle finit, l'instant où l'on découvre le saint-sacrement, les pèlerinages qu'on peut exécuter, la fête de la confrérie qui se célèbre ce jour-là, etc. Un peu plus loin, entre les nouvelles politiques et les annonces, se trouve, encadrée de noir, la *Cronica religiosa*. Tous les décédés de la veille et ceux dont on dit la messe du bout de l'an se recommandent aux prières de leurs connaissances et des membres de leur confrérie. Le théâtre lui-même ne saurait échapper à ce besoin de religiosité qui forme le fond du caractère ibérique. Les mythes chrétiens se jouent encore sur la scène espagnole comme en plein moyen âge. A chaque grande fête correspond une représentation scénique dont le sujet est tiré des légendes du christianisme. C'est ainsi qu'aux approches de la Noël, et pendant les semaines qui suivent, on voit jouer les *Pasteurs de Bethléem* et la naissance du Christ; pendant le carême, sa passion et sa mort. Des représentations de ce genre, moitié sérieuses, moitié bouffonnes, mais toujours respectables aux yeux de ces braves gens, accompagnent aussi parfois les processions. C'est là, dans ces défilés interminables, qu'on peut surtout se faire une idée de la place qu'occupe le sentiment religieux dans le cœur des Espagnols. A l'inverse de chez nous, les processions ne sortent d'ordinaire que le soir, pour éviter la chaleur du jour. Celles de la semaine sainte ont, du moins dans certaines localités, un aspect lugubre qui frappe tristement l'esprit. Tous les pénitents de l'endroit s'y rendent rangés en confréries dont les costumes évoquent involontaire-

Digitized by Google

ment le souvenir du Saint-Office. Quelques-uns de ces révérends semblent prendre à tâche de compléter l'illusion, en nouant à leur ceinture de lourdes chaînes de fer qu'ils traînent des heures entières avec un cliquetis funèbre, et rentrent chez eux exténués, quelquefois demi-morts de fatigue. Tous les instruments de la passion figurent dans le lugubre cortége. A la Fête-Dieu, les choses se passent plus gaiement. Tous les officiers de la garnison, le capitaine général en tête, y assistent un cierge à la main. Le cierge joue un grand rôle dans toutes les fêtes de la Péninsule. Pas un assistant sans cierge, et quels cierges ! On dirait que toute la cire recueillie en Europe vient se consumer en Espagne. La quantité qui se fond dans ces cérémonies est tellement considérable que, pendant plus d'une semaine, les trottoirs et les rues traversés par la procession en sont presque blanchis, et que les glissades y sont continuelles. Quand un prêtre porte le viatique à un malade, autre luxe de cire. Dès que le cortége passe devant un poste, deux soldats se détachent et viennent grossir la procession, chacun avec un cierge aussi gros que ses épaulettes. Du plus loin qu'on l'aperçoit, tous les passants de s'agenouiller en se découvrant, et de baisser la tête en se frappant la poitrine. Si, à ce moment-là, une voiture vient à passer, et que le prêtre, incommodé par la chaleur, la fatigue ou pour tout autre motif, veuille y monter, il s'avance vers la portière, l'ouvre et s'installe sans autre cérémonie, après avoir fait descendre les locataires. Enfin, chose incroyable pour ceux qui connaissent la fierté castillane, si le viatique passe devant un régiment en revue, le porte-drapeau, posant son étendard à terre, le déploie comme un tapis sur le passage du prêtre. Ce dernier trait, dont j'ai été témoin il y a quelques années à Saint-Sébastien, me paraît d'une éloquence décisive.

L'art, qui n'est que le reflet de la pensée intime d'un peuple, complète le tableau en montrant qu'il ne relève que de l'inspiration religieuse, qu'il naît et grandit avec elle, qu'il perd toute sa force dès que le souffle qui l'alimente, c'est-à-dire la foi, commence à s'attiédir. Si l'on excepte les monuments dus à la domination arabe, tels que l'Alcazar de Séville, l'Alhambra de Grenade, la mosquée de Cordoue, on peut dire que l'Espagne n'a produit que des églises. La cathédrale de Séville, la cathédrale de Tolède, la cathédrale de Burgos et vingt autres sont des chefs-d'œuvre incomparables de l'art chrétien. Les richesses accumulées dans ces édifices par plusieurs générations de rois et par la piété des fidèles dépassent l'imagination. Il n'est pas de *custodia* (tabernacle), dans la moindre église de quelque importance, dont les pierres précieuses qui l'ornent ne représentent une valeur de plusieurs millions.

Digitized by Google

L'influence religieuse se retrouve jusque sur les monuments profanes. Lorsque Philippe II, voulant célébrer à sa manière la victoire de Saint-Quentin remportée le jour de la Saint-Laurent, fit bâtir l'*Escorial*, ce Versailles de l'Espagne, il voulut qu'on lui donnât la forme d'un gril en l'honneur de l'instrument qui avait servi au martyre du saint. Aussi cette immense bâtisse tient-elle autant du monastère que du palais. On sait le rôle que le monastère a joué dans ce pays, et si les diverses révolutions qui se sont succédé en Espagne depuis l'avénement d'Isabelle ont fait disparaître les ordres monastiques, le prêtre, lui, est inébranlable, et la vie religieuse s'est concentrée dans les églises. C'est là la véritable patrie de l'Espagnol, sa retraite favorite, le palladium de sa nationalité. Les étrangers, peu familiarisés avec la vie espagnole, sont étonnés, quand ils vont voir quelqu'un, d'entendre cette réponse, quelle que soit l'heure du jour : *Es a misa.* Cela signifie que le maître de la maison est allé faire ses dévotions à l'église. Inutile de parler du recueillement de cet homme quand il se trouve dans le lieu saint. Vous le voyez constamment à genoux sur les dalles, car la chaise est encore inconnue des fidèles de la Péninsule, bien que je l'aie rencontrée à mon dernier voyage dans deux ou trois endroits. Qu'on ne s'étonne donc pas si l'inventaire des trésors contenus dans les églises, par décret du gouvernement provisoire, a été vu de si mauvais œil par la population ; si, à Burgos, le gouverneur civil a été assassiné au moment où il exécutait cet ordre. Il n'y avait là ni préméditation comme on l'a dit, ni incitation occulte du clergé. C'est la population, égarée par son fanatisme, qui, voyant là un sacrilége, a cru faire œuvre pie en immolant l'infortuné gouverneur. Qu'on se rappelle que l'Espagne sort à peine du régime des moines et de l'Inquisition.

On conçoit maintenant que de telles gens soient peu faits pour accepter le mariage civil, la liberté des cultes et autres nouveautés semblables. Aux yeux de tout bon Espagnol, ce sont là autant d'inventions diaboliques, qu'on ne saurait entendre sans se signer. J'ai refusé longtemps de croire qu'il se trouvât dans la catholique Espagne des gens assez hardis pour oser demander à la municipalité le droit de se marier sans l'intervention du prêtre, et un *ayuntamiento* assez éclairé pour accorder une autorisation qui sape une des bases fondamentales du dogme chrétien. Cependant, le fait est incontestable, car il s'est reproduit dans plusieurs localités, entr'autres à Reuss, petite ville d'une vingtaine de mille habitants, où dix-sept ouvriers ont demandé qu'on leur accordât cette énormité. Mais le gouvernement y a mis bon ordre. Quelques pétitions étant arrivées sur le bureau des Cortès, le ministre de la justice s'est hâté de

Digitized by Google

monter à la tribune et de déclarer que le mariage civil était nul, aux yeux de la loi espagnole, et que tous ceux qui avaient eu l'imprudence de l'adopter vivaient en état de concubinage. J'ignore ce qui est advenu depuis. Je dirai seulement que la plupart des municipalités, pour ne pas dire toutes, ont répondu, sauf la crudité des expressions, comme le ministre de la justice.

Un peuple qui recule devant le mariage civil, adopté aujourd'hui dans les contrées les plus éclairées de l'Europe, se gardera bien d'accorder la liberté des cultes. Ces voitures de paperasses, déposées solennellement sur les bureaux des Cortès et renfermant plusieurs millions de signatures qui protestaient contre cette innovation infernale, donnent une idée assez exacte de l'état des esprits en Espagne. Les journalistes qui ne craignent pas de demander une telle monstruosité oublient le passé de leur pays et l'attachement invincible que la race ibérique porte à ses vieilles institutions. Je doute même que les défenseurs de la tolérance religieuse soient je ne dirai pas convaincus, loin de moi toute idée de blâme, mais suffisamment préparés pour accepter les conséquences d'un tel état de choses. Dans une grande ville que je ne nommerai pas, j'assistais un soir à une réunion de démocrates de la nuance la plus avancée. On devait discuter, ce jour-là, la question de la liberté des cultes. Nombre d'orateurs, la plupart journalistes ou avocats, plaidèrent avec chaleur pour le triomphe de la tolérance, affirmèrent que l'Espagne était prête pour secouer le joug théocratique qui pèse sur elle depuis tant de siècles, et conclurent qu'il fallait adresser une pétition au Parlement. L'auditoire d'applaudir avec frénésie. Je connaissais trop le fond du caractère espagnol pour ne pas voir que ce n'était là qu'un engouement passager, un feu de paille qui devait s'éteindre avec les derniers bravos de la foule. Mes prévisions se confirmèrent de la façon la plus éclatante et la plus inattendue au sortir de la réunion. Un prêtre portait le viatique à un malade, et tous ces libres penseurs, qui, quelques minutes auparavant, parlaient de fouler aux pieds tous les préjugés des vieilles superstitions, s'agenouillèrent tête nue, comme le ferait le plus humble de nos séminaristes. J'avoue que j'eus un serrement de cœur, et ce n'était pas le seul qui me fût réservé en voyant de près ce malheureux pays. La Réforme n'a jamais pu mordre sur cette race ibérique, qui, dans sa lutte gigantesque contre le monde musulman, a s bien identifié sa cause avec celle du catholicisme, que s'attaquer au dogme, c'est s'attaquer à la vie de la nation, à l'Espagne elle-même. Aussi, les efforts des résidents anglais, si tenaces pourtant dans leur prosélytisme religieux, si hautains dans leurs rapports avec l'étranger, n'ont-ils jamais pu obtenir un temple dans la Pé-

Digitized by Google

ninsule pour y célébrer le culte évangélique. Tout récemment, à la suite de la révolution de septembre, les protestants de Madrid avaient loué une maison qui devait servir de chapelle; mais le propriétaire avait compté sans ses coréligionnaires : les plaintes, les récriminations, les menaces qui lui arrivaient de toute part au sujet de ce sacrilége inouï furent telles, que le malheureux se vit obligé de demander à résilier le bail. Ajoutons, d'après la remarque faite à cette occasion par un journal français, qu'on compte dans la capitale de la catholique Espagne près de quatre cents maisons de jeu et le double de maisons de tolérance. Percevoir un gros loyer d'une maison de débauche, c'est chose toute simple, personne n'y trouve rien à redire; mais louer un bâtiment pour y laisser prêcher la morale évangélique, c'est une autre affaire. Voilà l'Espagne!

Au-dessous de l'élément religieux dirigeant tout de son influence occulte et prépondérante, se trouve l'élément militaire, qui, au premier coup d'œil, semble constituer tout le mécanisme politique de la nation. La guerre huit fois séculaire que la nationalité ibérique a soutenue contre la domination arabe pour recouvrer son indépendance, et les souvenirs féodaux qui sont encore vivants dans le pays expliquent suffisamment le prestige de l'épaulette et l'influence qu'elle exerce sur les destinées de la nation. On a pu croire un instant, au lendemain de la révolution, que l'Espagne, qui venait d'acclamer toutes les libertés sur les ruines du trône du dernier des Bourbons, allait donner le signal que les peuples attendent vainement en Europe, je veux dire l'exemple du désarmement. Aucun pays n'est plus en mesure de réaliser cette conception des temps modernes, car, n'ayant aujourd'hui rien à redouter de la France, qui n'oubliera jamais la leçon du premier empire, son armée, sauf l'insurrection passagère de Cuba, n'a plus de raison d'être. Le menu peuple ne demanderait pas mieux que de voir les *quintas* (conscription) abolies, mais n'attendez pas que le corps des officiers aille signer sa déchéance. Ce serait le suicide de l'aristocratie espagnole. Comme dans tous les pays où l'industrie est peu développée, c'est dans l'armée que les anciennes familles sans fortune placent leurs enfants. Le nombre de ces familles est grand dans la Péninsule. D'un autre côté, le rôle que joue l'armée dans les événements politiques lui assure une puissance prépondérante; on sait que toutes les révolutions qui ont eu lieu dans ce pays, depuis l'insurrection qui faillit coûter le trône et la vie à Ferdinand VII, on été faites par l'armée. Chaque *pronunciamiento* qui réussit est une nouvelle source de grâces et de faveurs. Le parti triomphant a hâte de récompenser ceux qui l'ont aidé de leur épée. C'est ainsi qu'après septembre, tous s officiers ont ajouté un nouveau galon en or sur leur capote gris

Digitized by Google

de fer pour indiquer qu'ils avaient été élevés d'un grade. Le sous-lieutenant s'est vu lieutenant, le lieutenant capitaine; mauvais moyen, cependant, pour mettre un terme aux révolutions. Qu'on se rappelle les prétoriens déposant leur empereur le plus souvent d'une façon tragique pour courir à un nouveau *donativum*.

Tout engrenage suppose un moteur qui donne l'impulsion ; l'armée est un mécanisme qui appelle nécessairement un chef suprême, un monarque. Pas d'armée sans chef, pas de monarchie sans une forte organisation militaire. En Espagne, la monarchie se présente comme le couronnement inévitable de l'édifice social, car outre sa raison d'être tirée de la hiérarchie militaire, elle a des racines encore plus profondes dans l'état moral des populations façonnées depuis des siècles, par une interprétation exorbitante du dogme catholique, à courber passivement la tête sous la volonté d'un maître.

Dans les provinces basques, lorsque les délégués des divers cantons fixent le budget de l'année, ils ouvrent un chapitre spécial pour le service des deux majestés (*ambas majestades*), celle du ciel et celle de la terre. L'une appelle l'autre, et toutes deux se complètent mutuellement, la première prenant pour ainsi dire quelque chose des formes tangibles de la royauté, celle-ci se présentant comme l'exécutrice légitime de la volonté divine. On peut poser comme axiome politique que ces mots catholicisme et monarchie sont les deux termes d'une équation fatale dont le soldat est le trait d'union. C'est à ce point de vue seulement que s'explique le passé de l'Espagne et le secret de sa destinée. Aussi, nous n'hésitons pas à le dire, quelque peine que se donne le parti républicain, et on compte dans ce parti des hommes de talent, d'énergie et de conviction, quelque combinaison que l'on essaye pour éloigner ce fantôme de royauté qui obsède les esprits, c'est le fantôme qui l'emportera et qui aura raison de toutes les tergiversations actuelles, car la royauté est la forme la plus complète du catholicisme dans son expression politique, et nous avons démontré que le catholicisme était le cœur même de la nation espagnole. Que les républicains cessent donc de reprocher au triumvirat ses hésitations, ses arrière-pensées de restauration monarchique. Autant vaudrait faire le procès à l'Espagne elle même. Au milieu de toutes ces récriminations, le nom d'un homme revient souvent sur les lèvres, car on lui prête les plans machiavéliques les plus monstrueux. Quelques-uns disent qu'il songe à la restauration du prince des Asturies, d'autres, allant plus loin, ne craignent pas de dire qu'il aspire au rôle de Cromwell, et qu'au début de la révolution, il ne s'est installé au ministère de la guerre que pour rem-

Digitized by Google

plir l'armée de ses créatures et tenir ainsi sous sa main toutes les forces vives de la nation. On voit que nous voulons parler du comte de Reuss. Disons d'abord que cette personnalité est loin d'avoir en Espagne les proportions qu'on lui donne parfois en dehors de son pays. C'est la première chose qui m'ait frappé en franchissant la frontière. Le nom de Prim, que j'avais vu répéter si souvent dans les journaux français, ne se trouvait là-bas dans presque aucune bouche.

L'attention publique se portait à ce moment sur le grand agitateur de la Péninsule, Emilio Castelar. On parlait peu des triumvirs. Topete est peu connu; Serrano était celui qui, à raison de son expérience, paraissait exercer sur les esprits le plus d'autorité. On ne citait Prim que d'un air de méfiance. On aurait en effet mauvaise grâce à dissimuler ses visées ambitieuses, mais il y a loin de là aux idées de dictature qu'on s'est plu à lui attribuer. Personne n'ignore sa devise catalane : *La faxa ó la caxa* (la ceinture de capitaine-général ou la mort). On sait aussi que, fidèle à sa maxime, il a en maintes rencontres bravement payé de sa personne dans la guerre de la succession. Après la campagne du Maroc, où il s'est encore vaillamment montré, étant venu à Vichy pour se reposer de ses fatigues, on m'a fait remarquer plusieurs fois la préférence qu'il montrait dans ses lectures pour l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Les hauts faits d'armes de la grande armée excitaient toujours son émulation.

Cette préoccupation constante, qu'il ne cherchait nullement à cacher, a enfin éveillé la méfiance espagnole et donné lieu à quelques scènes peu flatteuses pour son amour-propre. Lorsqu'il débarqua à Barcelone, après le *pronunciamiento* de septembre, au milieu de ses chers Catalans, il fut d'abord reçu avec un enthousiasme indescriptible. Mais cet élan dura peu. La foule s'étant aperçue qu'il portait encore, sur sa casquette d'officier général, la couronne royale, on lui cria de toutes parts : *Abajo la corona* (à bas la couronne). Ne voulant pas obéir, en véritable hidalgo, aux injonctions de la multitude, les choses menacèrent de tourner à l'aigre, et, comprenant qu'il n'avait pas de triomphe à attendre, il partit le même soir. A Reuss, sa ville natale, dont il a été un instant l'idole, ce fut bien pire. Les mêmes cris *Abajo la corona* s'étant répétés, et toujours inutilement, la populace, perdant patience, lapida son portrait. A son retour du Maroc, traversant Mataro, dont il avait jadis mitraillé les habitants, pour le compte d'Isabelle, il ne trouva devant lui qu'une ville déserte et tendue de noir. La leçon était sévère, mais méritée.

Cependant, malgré toutes ces velléités ambitieuses et les liens de reconnaissance qui le rattachent à l'ex-reine, à laquelle il doit sa for-

Digitized by Google

tune, je persiste à croire à l'innocuité des plans machiavéliques qu'on lui attribue. Prim a trop l'intelligence de la situation pour se fourvoyer dans une impasse. Je ne citerai pour preuve de la netteté de ses vues politiques que cette lettre datée d'Orizaba, la veille du jour où les Français, démasquant enfin leurs batteries, allaient se lancer follement contre les murs de Puebla. On se rappelle qu'il exposait à l'Empereur, en termes aussi dignes que précis, qu'à ses yeux la restauration d'une monarchie au Mexique était chose impossible, et que l'honneur autant que la conscience lui faisait un devoir de s'arrêter. Cette lettre, qui était un avertissement prophétique qu'on ne voulut pas comprendre, révèle de la part de celui qui l'a écrite un coup d'œil sûr, une appréciation exacte des hommes et des choses. S'il a constamment refusé de céder aux incitations du parti républicain, c'est qu'il sait que l'Espagne est avant tout monarchique. Un homme qui, dès le premier jour, a jugé d'une manière si précise l'expédition du Mexique ne peut rêver une restauration bourbonienne dans la personne du prince des Asturies, lui supposât-on l'arrière-pensée d'arriver à la régence. Comme ses collègues et tous les hommes pratiques qui l'entourent, il cherche un roi parce qu'il voit que la monarchie est la seule institution qui réponde au tempérament politique de la nation, et ses hésitations ne me paraissent que le résultat des difficultés que soulève un tel problème.

C'est, en effet, une lourde tâche que celle d'improviser un monarque pour un peuple qui, par fierté mal entendue, ne veut d'aucun roi étranger. Nous avons dit que les souvenirs de la domination de la reine étaient trop récents et pesaient trop encore sur le cœur du parti libéral pour qu'on pût songer en ce moment à une restauration isabelliste. La revendication du parti carliste ne me paraît pas avoir plus de chances de succès. Il y a des prescriptions de personnes comme il y a des prescriptions de choses. Qu'on se figure les légitimistes français essayant, à l'heure qu'il est, de soulever la Vendée ou le midi pour ramener Henri V. Le résultat serait le même en Espagne. Ces prétendus soldats carlistes qu'on enrôle à grand bruit sur la frontière, principalement à Perpignan et à Bayonne, ne sont que de pauvres diables tout heureux de gagner six réaux (1 fr. 50) par jour à ne rien faire, et qui prendraient les armes pour la république ou pour Isabelle avec le même sans-gêne, si c'étaient les républicains ou le prince des Asturies qui payassent leurs services. Inutile d'ajouter que ces bandes sans enthousiasme, sans discipline, lâchent pied au premier coup de feu, comme on l'a déjà vu, et comme on le verra peut-être encore aux divers points de la frontière. Les princes nationaux étant donc impossibles, on a dû

Digitized by Google

bon gré mal gré s'adresser aux étrangers. Deux candidatures seules ont été sérieuses, l'ex-roi de Portugal et le duc de Montpensier. On sait que le premier a décliné l'honneur qu'on lui faisait, déclarant, avec le stoïcisme d'un philosophe antique, qu'il préférait l'existence d'un simple particulier aux soucis de la couronne. Nombre d'Espagnols auraient peut-être fermé les yeux sur sa nationalité, car un tel événement leur aurait semblé le prélude de l'union ibérique, ce rêve, ou plutôt cette chimère qu'on caresse parfois par delà les monts. Reste le duc de Montpensier, qui paraît le moins impopulaire de tous les candidats exotiques, parce que c'est en quelque sorte le moins étranger par sa double parenté avec l'ex-reine. Habitant l'Andalousie depuis longues années, dans sa magnifique résidence de San-Telmo, il a su se faire aimer des divers partis, et ses fidèles l'auraient peut-être fait accepter à l'heure qu'il est, si les influences peu dissimulées de la diplomatie française n'y eussent mis des entraves ; de là les perplexités du gouvernement provisoire, les combinaisons directoriales qu'on a mises sur le tapis pour prolonger autant que possible la situation actuelle ; de là cette régence du maréchal Serrano, avec le titre d'Altesse. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce ne sont là que des expédients d'un jour, qui ne sauraient qu'aggraver l'état des choses. Les hommes qui sont aujourd'hui à la tête des affaires ont à lutter contre des difficultés qu'aucun d'eux ne peut surmonter. Nous n'en citerons que deux : *las quintas* et la pénurie du trésor. La conscription n'a jamais pu s'acclimater en Espagne comme chez nous. La révolution avait promis de l'abolir, le ministre de la guerre s'est cru obligé de la maintenir; de là des haines violentes exploitées par tous les partis contre le gouvernement actuel. Quant à la question des finances, personne n'ignore, sauf peut-être en Espagne, que le pays court à la banqueroute si on ne réorganise pas l'impôt sur de nouvelles bases plus larges et plus stables. Réorganiser l'impôt, c'est augmenter les charges des uns, atteindre ceux qui échappaient jusqu'ici à la visite du percepteur c'est, en un mot, ameuter l'Espagne tout entière. Il n'en faut pas davantage pour ruiner un gouvernement, quelque honnête qu'il soit, d'ailleurs. Que l'insurrection de Cuba se prolonge encore, que le malaise augmente, et régent, Cortès et ministres, se voyant également impuissants, seront les premiers à se mettre d'accord pour appeler le *Deus ex machina* qui, selon la croyance générale, pourra seul les tirer d'affaire. Inutile d'ajouter que le populaire sera peu ou point consulté sur le choix du candidat, que ce soin regarde exclusivement la bourgeoisie. Le peuple, du moins tel que nous l'entendons chez nous, ne compte pas, on pourrait presque dire n'existe pas en Espagne. Toutes les révolu-

Digitized by Google

tions qui ont eu lieu dans ce pays ont été accomplies par l'armée. Chaque *pronunciamiento* n'est, en réalité, qu'une révolte de caserne. La grande voix populaire, si frémissante dans certaines contrées, semble n'avoir aucun écho là-bas. Faut-il organiser une manifestation pour attirer l'attention publique sur une question capitale, on charge les femmes de ce soin. A Saragosse, à Madrid, à Barcelone, ce sont des femmes qui ont réclamé contre la liberté des cultes, contre les *quintas*, contre le libre-échange. On dirait que l'Espagnol se défie de lui-même, tant il a l'habitude d'être compté pour rien auprès des gouvernants. De quoi, d'ailleurs, a-t-il à se plaindre? Ne lui laisse-t-on pas ses fêtes, ses courses de taureaux, ses loteries! Par ces temps de troubles, d'agitation des partis, de prétentions carlistes, il m'est arrivé plusieurs fois, en voyant un groupe se précipiter vers une affiche qu'on venait de poser, d'accourir, moi aussi, croyant avoir affaire à quelque *bando* (proclamation) du ministre de la guerre ou du capitaine général qui déclarait la patrie en danger. C'était simplement la liste des numéros gagnants à la dernière loterie; chacun lisait avidemment le sort qui l'attendait, et, l'inspection terminée, déchirait sans mot dire les billets qu'il tenait à la main. Au bout d'une heure, les alentours de l'affiche étaient jonchés de débris de papier.

On sait que la loterie est une institution nationale, on pourrait dire une nécessité économique du pays. Une foule d'hôpitaux, d'écoles, de services publics ne sont pas alimentés autrement. C'est un impôt indirect, mais volontaire que les municipalités perçoivent pour suppléer au peu de rendement de l'impôt direct et forcé. A ce point de vue, ce ne semble pas un mal. Du reste, tout est organisé d'une façon si simple, si commode, on pourrait dire si attrayante, que tout le monde est tenté de se laisser prendre au piége et d'essayer la fortune. Les loteries se tirent toutes les semaines, et il y en a pour toutes les bourses; on trouve des billets depuis cinquante centimes jusqu'à cinquante francs et au delà. Quand le prix est trop élevé, on le fractionne par dixièmes, afin que l'écoulement en soit plus aisé; une multitude de petits lots d'une *onça* (84 francs) chacun vient calmer par intervalles les déceptions de la foule et entretenir la fièvre de l'attente. Telle est la puissance de l'habitude ou de l'exemple, que cette contagion gagne jusqu'aux étrangers, et je dois avouer, pour ma part, qu'après avoir ri toute ma vie de ceux que je voyais prendre des billets de loterie en France, j'en ai pris en Espagne.

J'ai dit que, considérée comme impôt volontaire suppléant à l'insuffisance des autres sources du revenu, la loterie semblait avoir certaine raison d'être. Mais on ne viole pas les lois économiques

Digitized by Google

sans aboutir à des mécomptes, parfois à des désastres. Ici, c'est l'état moral des populations qui est en jeu. Enervées par le climat et le *cigarillo*, démoralisées par les moines et le despotisme bourbonien, elles ne sauraient trouver dans cette institution bâtarde la vigueur et l'énergie qui font les grands peuples. La loterie est pour la classe ouvrière ce que l'aumône est pour les mendiants : un procédé facile, qui laisse entrevoir la possibilité de vivre en dehors de toute occupation. N'allez pas parler à de telles gens de supprimer les fêtes inutiles, si nombreuses en Espagne, et de les remplacer par des journées de travail ; ils croiraient au sacrilége et vous seriez victime de votre philanthropie. La reine Isabelle, cédant un jour aux réclamations des fabricants, qui se plaignaient du chômage occasionné par le trop grand nombre de fêtes, décréta qu'à partir du 1er janvier 1867, certaines fêtes qui n'étaient pas obligatoires, aux yeux de l'Eglise, pourraient être considérées comme jours ordinaires. Quelques négociants accueillirent avec joie l'apparition de ce décret, mais on aurait pu remarquer un sourire d'incrédulité chez le plus grand nombre et de sourds murmures dans les bas-fonds de la population. Cependant, tout se passa en bon ordre jusqu'aux fêtes de la semaine sainte. Mais, le lundi de Pâques, la populace n'y tint plus. Les patrons ayant ce jour-là ouvert leurs ateliers, la canaille des faubourgs, se formant par bandes, parcourut les diverses fabriques, brisant les portes qu'elle trouvait fermées, faisant sortir de son autorité souveraine les ouvriers qu'elle y rencontrait et menaçant le patron de mettre le feu aux bâtiments, et de briser les machines s'il avait la mauvaise idée de recommencer. La force armée assistait impassible à ces scènes de sauvagerie comme si elle eût su gré à cette foule de vagabonds de maintenir intacts les priviléges de fainéantise qui, à leurs yeux, font la gloire et le bonheur de l'Espagne. Entre autres endroits témoins de ce fait, on peut citer Barcelone, réputée la ville la plus industrieuse de la Péninsule. Mais, dans la plupart des endroits où se trouvaient des fabriques, les maîtres, mieux avisés, fermèrent les yeux sur le décret, qui est resté lettre morte pour tout le monde. Le peuple continue, comme par le passé, à célébrer à sa manière les *dias de misa* (jours de fêtes). Je dis à sa manière, car, chez ces natures ignorantes et à demi sauvages, le fanatisme touche parfois à la bestialité. Entre mille exemples que je pourrais citer, prenons la fête de *Nuestra-Señora del Pilar*, qui se célèbre vers la mi-octobre dans une des églises les plus renommées de Saragosse. Vous trouvez là des paysans aragonais, venus par milliers de toutes les contrées environnantes, se prosternant aux pieds de la madone dans l'attitude la plus humble qu'un mortel puisse prendre pour appeler sa bénédiction sur leurs olives, leurs

Digitized by Google

vignes, leurs troupeaux. On ne peut s'empêcher d'être frappé du sentiment religieux qui est peint sur ces rudes visages de pâtres ou de bouviers. Eh bien, ces hommes que vous voyez prosternés, le front contre terre, devant l'image de la Vierge, qui ne manquent jamais, s'il leur arrive de tuer quelqu'un pour venger une injure, de lui faire dire des messes en guise d'expiation, qui vous plongeraient leurs longs poignards dans le cœur s'ils vous surprenaient riant de leur foi naïve et doutant de la puissance de leur *idole*, ces mêmes hommes n'ont pas de blasphèmes assez odieux, de mots assez obscènes à vomir contre la madone si, sourde à leurs prières, elle a laissé dépérir la récolte. L'Espagnol, d'ordinaire si grave, si taciturne, s'anime alors comme pris d'un vertige, ses yeux s'injectent, ce n'est plus qu'une bête féroce.

Il est cependant une autre circonstance où l'Espagnol sort aussi de son flegme accoutumé pour se livrer à toutes les ardeurs fiévreuses qui sommeillent sous cette froide physionomie ; c'est lorsqu'il assiste à la *corrida de toros* (course de taureaux). Nous n'avons nullement l'intention de répéter ici ce qu'on a dit tant de fois sur les *picadores* et les *banderilleros*, sur l'agonie et la fin tragique du taureau. Ce sont des détails connus aujourd'hui de tout le monde. Mais l'esquisse que nous essayons de tracer sur le caractère du peuple espagnol serait incomplète si nous ne disions un mot de ces courses, qui sont une institution nationale au même titre que le *cricket* ou le *fox-hunting* en Angleterre. Ces jeux n'ont lieu d'ordinaire, surtout dans les provinces du Nord, que pendant l'été, parce que, si l'on veut que le taureau *donne* avec toute l'énergie dont il est susceptible, il faut qu'il soit stimulé par les chaudes effluves d'une atmosphère embrasée. Les cirques étant à découvert, on ne s'y rend qu'après la sieste, lorsque les rayons du soleil, devenus obliques, n'illuminent plus qu'une moitié des gradins, laissant les autres dans l'ombre. C'est dans cette dernière partie, dont le prix des places est nécessairement plus élevé que dans la première, que se rend la *gentry*. Le menu peuple, plus préoccupé de ménager sa bourse que de se garantir de l'insolation, se place en face du soleil, quelques-uns armés d'un parapluie rouge, la plupart se contentant de leur coiffure. Cette foule bigarrée offre un coup d'œil des plus bizarres, le pittoresque des costumes et des parasols étant encore relevé par les outres de vin suspendues en sautoir, par les paniers d'oranges et autres provisions de bouche que chaque famille emporte avec elle. La *corrida* (course) devant remplir toute la soirée, on s'est pourvu en conséquence. En attendant l'entrée du taureau, on cause, on gesticule, on fume des *cigarillos*, on mange un fruit, puis on se passe à la ronde une gorgée de vin à l'aide de

Digitized by Google

l'outre qu'on porte à la bouche d'une main tandis que de l'autre on presse la liqueur. Cependant quelques-uns perdent patience, les cris de *El toro! El toro!* partent de tous les gradins à la fois. Ces interpellations qui se croisent en tous sens ne sont qu'un avant-goût des proportions que prendra le vacarme quand la lutte aura commencé. Enfin la musique entonne l'hymne de Riego (depuis la dernière révolution seulement), le taureau entre dans l'arène au milieu de l'acclamation générale, les *picadores* lui présentent le flanc de leurs chevaux, le sang coule, les cris de *Bravo el toro!* les trépignements de joie deviennent frénétiques. Les parasols se ferment, les chapeaux volent en l'air comme marque de la satisfaction immense qu'on éprouve, l'insolation ne peut plus rien sur ces têtes enfiévrées d'enthousiasme. Quand l'agonie du taureau approche, que l'*espada* l'arrête sur place d'un seul coup de son épée, que les fanfares sonnent l'hallali, que le noble animal est traîné dans le cirque au galop des mules, la joie, l'enthousiasme deviennent indescriptibles. Les gesticulations de cette foule en délire rappellent une évocation infernale plutôt qu'une agitation d'êtres vivants. C'est à ce moment qu'il faut observer l'Espagnol si l'on veut se rendre compte de tout ce qu'il y a de vitalité latente et d'énergie redoutable dans ce peuple. Malheur si le taureau ne *donne* pas, si les émotions qu'on s'était promises manquent au programme ou seulement se font attendre : les têtes se montent, on crie à la trahison. Des idées de révolte fermentent dans ces pauvres cervelles exaspérées, l'émeute gronde au-dessus de cette multitude, il suffit d'une étincelle pour embraser la ville.

En 1835, année célèbre dans les fastes de la tauromachie espagnole, il y avait *corrida de toros* à Barcelone le jour de *Santiago*. On était alors au fort du mois de juillet, c'est dire que la foule ne manquait pas et que la lutte promettait d'être chaude. Cependant le premier taureau qui parut dans l'arène se montra timide, embarrassé. Il ne voulut pas *donner*. Les épithètes de *cobarde* (lâche), *puerco* (porc), *hijo de puta* (fils de p...) et autres aménités du même genre lui furent lancées de toute part, et on demanda un second taureau. Celui-ci est lâché, et, à la stupéfaction générale, il se conduit comme le premier. Le peuple commence à crier à la trahison, et pendant que les femmes et les enfants vomissent leurs plus grosses injures contre la lâcheté de l'animal qui ne voulait pas se battre et contre l'impéritie des *toreadores* qui ne savent pas le faire marcher, les hommes se tournent vers les autorités, et au milieu des imprécations et des menaces leur demandent compte de ce qu'on s'obstine ainsi à les tromper en leur donnant des rosses hors de service au lieu d'animaux agiles et vigoureux. En même temps, on ré-

Digitized by Google

clame de toute part un troisième taureau. On lâche une dernière bête, mais par une sorte de fatalité qui pesait ce jour-là sur les courses, celle-ci, aussi rétive que les premières, ne sait pas mieux faire. Cette fois, la foule n'y tint plus. Un torrent de malédictions part de toutes les bouches, et pendant que les *señoras* prennent la fuite, que les têtes les plus exaltées se précipitent sur le taureau pour le tuer à coups de couteau, la populace se met à démolir les bancs, les siéges, les balustrades, les gradins et à jeter les débris en bas. En un clin d'œil, la moitié du cirque est dans l'arène. Mais ce n'était pas là une satisfaction suffisante pour cette multitude ivre de fureur. On passe une corde autour des cornes du taureau, et quatre vigoureuses mules l'emportent pour le traîner dans la ville. La foule le suit, hurlant toujours et vociférant des menaces sans savoir encore sur qui elle ferait tomber sa rage. Soit intention préméditée de la part des chefs du mouvement, soit pur hasard, on s'aperçoit tout à coup qu'on passe devant un couvent de moines. C'était l'étincelle qui allait enfin amener l'explosion. On se rappelle que les moines sont les défenseurs obstinés du parti carliste et les cris *à bas les couvents* se font aussitôt entendre. Ils sont répétés avec une joie féroce par toute la multitude. On laisse là le taureau, on court chercher du bois, des torches, on se divise par bandes pour faire le siége de chaque monastère ; une heure après, tous les couvents étaient en flammes et les moines en fuite. Le sort de ces pauvres diables tint, comme on le voit, au mauvais vouloir d'un taureau qui n'avait pas su faire son devoir dans l'arène et servir aux amusements du peuple espagnol. Quelque chose d'analogue a failli se renouveler cet hiver dans la même ville. Témoin de la détresse toujours croissante de la classe pauvre, la municipalité, sur la proposition qui lui avait été faite par quelques âmes charitables, avait décrété qu'une course de taureaux aurait lieu le dimanche suivant pour que les recettes fussent distribuées aux gens nécessiteux. La pluie vint fort à propos empêcher l'exécution de ce projet, et on apprit, quelques jours après, que cette prétendue œuvre philanthropique n'était qu'une manœuvre du parti carliste, qui espérait, en faisant paraître dans le cirque de jeunes taureaux non dressés, *novillos*, exciter la fureur populaire contre les autorités actuelles, et profiter de l'exaltation des esprits pour tenter un coup de main.

Au résumé, une population ignare et fanatique qui, en fait d'économie sociale, en est encore à la formule de la Rome des Césars : *panem et circenses*, qui préfère l'aumône au salaire, le *far niente* au travail ; à côté, une bourgeoisie timide et défiante d'elle-même, tant elle a été accoutumée jusqu'ici à être peu de chose ; au-dessus, une armée d'officiers, seule partie active du pays, faisant, et refai-

Digitized by Google

sant des *pronunciamientos*, et restant, malgré tout, dans la médiocrité et la gêne ; enfin, derrière ces diverses fractions de la nation, et les faisant mouvoir de ses fils invisibles, un clergé nombreux et puissant, qui, après avoir pétri l'Espagne de ses mains, l'a coulée dans le moule même du catholicisme, tels sont les éléments politiques appelés aujourd'hui à régénérer la Péninsule. La résultante de toutes ces forces n'est pas difficile à tracer, et les quelques hommes d'intelligence qui, aux Cortès et dans la presse, défendent l'émancipation des peuples et de la pensée humaine, sont encore trop peu nombreux pour pouvoir espérer que leur voix se fera entendre. Les débats actuels de la Chambre sont là pour l'attester[1]. Malgré les éloquentes protestations des orateurs de l'opposition, et après des discussions quelquefois interminables, c'est toujours le vieux parti espagnol qui l'emporte. Si les premiers font valoir la logique des idées, leurs adversaires répliquent par un argument autrement concluant, la logique des choses, l'éloquence du fait accompli. La monarchie est donc la seule issue possible de la crise qui dure depuis septembre. Sera-t-elle au moins sincèrement constitutionnelle? Nous n'osons trop l'espérer d'une monarchie qui, suivant toute probabilité, voudra, avant tout, rester catholique suivant sa manière. Un mot, prononcé à la tribune par un des triumvirs, lors de la discussion sur la liberté des cultes, résume clairement la situation : « Si j'ai aidé au mouvement de septembre, ce n'était nullement avec l'intention de changer l'état actuel de l'Espagne. » Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit jamais dans ce pays que de *pronunciamientos*, c'est-à-dire de révoltes de caserne et non de révolutions populaires. Les paroles de l'amiral Topete indiquent clairement que les événements de septembre n'avaient pour objet qu'un changement de dynastie. Le but étant atteint, pourquoi s'obstiner à demander des choses impossibles?

[1] Il est à remarquer que toutes les fois qu'un député de l'opposition monte à la tribune pour réclamer la liberté des cultes ou pour dénoncer quelques abus de l'autorité ecclésiastique, l'Espagne entière est en émoi. Ces bonnes gens ne savent comment s'y prendre pour séparer leur cause de celle des mécréants et détourner la malédiction divine de leur pays. On n'a qu'à parcourir les journaux cléricaux et monarchiques pour avoir une idée de l'exaltation ou pour mieux dire du fanatisme religieux qui s'empare alors de toutes les têtes. Au milieu de ce débordement de violences et d'invectives de toute sorte on rencontre parfois des protestations moitié sérieuses moitié bouffonnes qui viennent égayer le lecteur. Tantôt ce sont des neuvaines ou des oraisons de quarante heures qui doivent expier les blasphèmes vomis à la tribune, tantôt c'est une pétition demandant qu'on expulse de la chambre l'orateur anticatholique. Souvent c'est l'un et l'autre à la fois. Tout récemment c'était une profession de foi empruntée au *Credo*, par laquelle les signataires s'engagent de défendre, au péril de leur vie, « le mystère ineffable de la Très Sainte Trinité, » le mystère non moins ineffable de l'Immaculée Conception, etc., etc., journellement mis en péril par les mauvaises têtes de Cortès.

Digitized by Google

Un peuple qui, depuis tant de siècles, aspire l'air de l'absolutisme par tous ses pores est peu fait pour comprendre les transformations accomplies dans le monde depuis la Réforme et la révolution de 89. L'organisme social, comme l'organisme humain, ne peut se redresser du premier coup, quand une déviation l'a atteint dans son développement. L'éducation politique d'un peuple est l'œuvre de plusieurs générations. Pour arracher la nation espagnole à ses tendances rétrogrades, pour la débarrasser de ce virus séculaire qui s'est infiltré jusque dans la moelle de ses os, une poignée d'hommes, eussent-ils tous le talent et l'énergie de Figueras et de Castelar, ne suffisent pas, il faut un élément qui échappe à la puissance humaine, le temps. C'est donc au temps, compté sur le cadran de la science et d'une saine éducation populaire, qu'il faut laisser ce soin. Loin de nous cependant la pensée de porter le découragement dans le cœur de ces vaillants athlètes de la pensée qui, dans la presse comme à la tribune, devançant leurs compatriotes, revendiquent pour eux les droits des peuples libres. Si leurs paroles sont encore impuissantes à vaincre l'inertie d'une masse retardataire, elles ne sont pas perdues. C'est une semence qui tombe dans le sol, et dont le germe sera précieusement recueilli par les générations futures. *Sanguis martyrum semen libertatum.*

ADOLPHE D'ASSIER.

Digitized by Google

POÉSIE

LA CHASSE DU RADJA

Le radja de Massour avait un éléphant
Qu'il aimait pour le moins autant que ses sultanes,
Fort à déraciner et bambous et platanes,
Docile à se laisser mener par un enfant.

Le radja possédait trente blanches cavales,
Mais ne montait jamais que son bon éléphant;
Aussi fallait-il voir de quel air triomphant
Le géant regardait ses jalouses rivales !

Mahomet eût voulu dans son jardin béni
Faire entrer le radja, qu'il eût dit au prophète :
« Krâni, mon éléphant, sera-t-il de la fête ? »
Voici pour quelle cause il aimait tant Krâni.

Un beau jour, qu'il tenait audience plénière,
Un homme s'approcha ; c'était un paysan :
Un pagne autour des reins ; torse en bronze luisant.
L'homme se prosterna le front dans la poussière.

Digitized by Google

« Puissant radja, dit-il, à ton immensité
Je viens, dans mon malheur, demander assistance.
Si tu daignes m'ouïr, sur ta haute existence
Que Dieu verse la gloire et la félicité !

« Le tigre, ce matin, a saisi par son pagne
Ma femme, qui bêchait seule dans le jardin.
J'accourus à ses cris ; mais la bête, soudain,
Bondit, et l'emporta bien loin dans la campagne.

« Il faut te dire aussi qu'un de ces jours derniers
Il m'avait étranglé mon unique génisse.
Daigne tuer le tigre, et qu'Allah te bénisse !
Qu'en tout temps l'abondance emplisse tes greniers ! »

Le radja répondit : « Retourne à ta chaumière ;
Car le chef des Croyants te promet son secours.
Dès l'aurore demain, j'entre en chasse. Va, cours,
Et tâche, en attendant, de trouver la tanière. »

Or, sur Krâni, dès l'aube, on mit un palanquin
Ruisselant de pompons, de franges, de sonnettes ;
Un brocart brodé d'or, sur quatre colonnettes,
L'abritait d'un brillant et riche baldaquin.

Le radja s'établit dans la belle cabine
Avec son nain d'Afrique, un rare épouvantail,
Pour allumer la pipe et brandir l'éventail,
Et l'homme qui portait sa lourde carabine.

Puis, venaient à cheval les princes des Croyants,
En pelisses de soie aux riches broderies,
Où l'éclat des couleurs, les feux des pierreries
Miroitaient au soleil en reflets chatoyants.

Vingt soldats, sabre au flanc, fusil gorgé de balles,
Marchaient devant, guidés par le triste mari ;
Et l'on partit, aux sons d'un fier charivari
Où grondaient les tambours, où grinçaient les cymbales.

On longeait le grand Gange, océan de cristal.
Dans les eaux se miraient pagodes et mosquées,

Digitized by Google

D'un fouillis de verdure à leur base masquées,
Et l'azur et les feux du ciel oriental.

Au nord, l'Himalaya surgissait, chaîne altière,
Comme un resplendissant et colossal collier,
Dont chaque perle fine est un puissant glacier :
Vaste éblouissement de grâce et de lumière.

Sur tout cela, ce ciel où plane le condor,
Où le soleil indien, dans l'azur diaphane,
Flamboie, et que jamais un brouillard ne profane :
Coupole de saphir où pend un lustre d'or !

Ensuite, on pénétra dans une forêt vierge,
Vrai chaos de feuillage, où l'élégant palmier
S'enlaçait au nopal, au plantureux figuier,
Où le bambou géant surgissait comme un cierge.

Aux uns pendaient des fruits d'éclatantes couleurs,
Dont les âcres parfums vous donnaient le vertige ;
D'autres, au moindre vent qui balançait leur tige,
Inondaient les gazons d'une averse de fleurs.

La vie était partout : la criarde perruche,
L'oiseau du paradis, aux reflets de métal,
Mille autres, teints des feux de leur soleil natal,
Voltigeaient, merveilleuse, éblouissante ruche.

De jolis écureuils par les airs bondissaient ;
Des singes monstrueux, aux postures puissantes,
Dans les feuilles montraient leurs faces grimaçantes ;
Autour des troncs noueux des serpents s'enlaçaient.

Et, comme pour s'unir à ces mille murmures,
Chants, cris, miaulements, grondements, sifflements,
Les feuillages d'airain s'agitaient par moments
Et se choquaient entre eux avec un bruit d'armures.

Vers midi, le cortége a franchi la forêt
Et débouche, à la fin, dans la plaine brûlante.
Le paysan s'approche, et, d'une voix tremblante :
« Le tigre est là, dit-il ; ô radja ! tiens-toi prêt. »

Digitized by Google

Il montrait de la main, dans la vaste rizière,
Un jongle, noir fourré de buissons épineux,
Redoutable fouillis d'arbustes vénéneux,
Tache d'ombre tranchant sur un fond de lumière.

Le radja donne l'ordre à chaque cavalier
De s'aligner sur lui : vaste et mobile chaîne
Pour fermer les abords de la forêt prochaine ;
Puis commande aux piétons de tourner le hallier.

Ces gens, avec leurs cris, leurs tambours, leurs cymbales,
Cherchent à débusquer le tigre de son fort,
Lui lancent des cailloux, et même, pour renfort,
Dans le sombre massif font siffler quelques balles.

Puis, tout le monde attend, pâle, le cœur serré...
Rien ! Sur le jongle plane un effrayant silence.
Enfin, le chef s'irrite ; il donne un ordre : on lance
Quelques brandons en feu dans le morne fourré.

Déjà, les tourbillons d'une épaisse fumée
Des buissons embrasés s'élèvent lourdement,
Quand on entend gronder comme un sourd râlement ;
Une forte secousse écarte la ramée,

Quelque chose de fauve, alors, bondit dans l'air
Et passe ; on le dirait lancé d'une machine :
Des pattes, une queue, une onduleuse échine,
Se crispant, se tordant... Ce ne fut qu'un éclair.

Le tigre, décrivant sa vaste parabole,
Sur ses pieds va tomber en face du radja ;
Sous son ventre blanchâtre il les rentre déjà :
De la force en arrêt c'est la vivante image.

Il est splendide, avec ses yeux verts et brûlants
Qui dans l'œil fasciné plongent comme une lame,
Ses naseaux frissonnants à l'haleine de flamme,
Et son pelage d'or, zébré de noir aux flancs !

Il est là, formidable, à vingt pas du noir jongle,
De son muffle crispé humant l'air, et dardant

Digitized by Google

Sur le puissant colosse un regard fauve, ardent,
De sa queue en couleuvre, il fouette l'air, il jongle.

Tout à coup, sur ses pieds, il s'affaisse à demi.
On sent qu'un tel ressort, s'il vient à se détendre,
Va produire un effort terrible... Sans l'attendre,
Les fougueux cavaliers fondent sur l'ennemi.

Alors... alors, ce fut une affreuse mêlée !
Les chevaux se cabraient d'horreur en hennissant ;
Et sur son cavalier, plus d'un se renversant,
L'écrasait, le broyait sur la glèbe foulée.

C'étaient des bras crispés qui tournoyaient dans l'air,
Des hommes accroupis, tordus sur leurs montures,
Des gestes effrénés, d'effroyables postures,
Des lames qui sifflaient, jetant leur fauve éclair.

Et le tigre, au milieu de la mêlée horrible,
Des hommes aux chevaux s'élançant, bondissant,
Dans les poitrails ouverts plongeait son muffle en sang,
Sous les coups qui trouaient sa robe comme un crible.

Et tout cela, les cris et les rugissements,
Les plaintes des mourants, les clameurs de la rage,
Formait une harmonie effroyable, un orage
Qui de la foudre eût pu couvrir les grondements.

Or, le radja, parmi cette infernale orgie,
N'osait tirer son arme ; il restait là, pensif,
Regardant à ses pieds ce groupe convulsif
Piétiner et glisser dans la fange rougie.

Et l'animal maudit longtemps resta caché
Par le remous confus de cette lutte étrange.
Mais au soleil, enfin, brille sa robe orange.
Feu ! Le coup retentit. Victoire ! il est touché.

Le tigre frémissant, sur cette panoplie,
Sur cet amas de corps, se tient hideux, sanglant ;
Il jette sur le prince un œil étincelant,
Et son jarret d'acier pour bondir se replie.

Digitized by Google

Il s'élance... Malheur ! rien ne peut secourir
Le radja, dont le nègre a laissé tomber l'arme ;
Et l'autre serviteur fuit en criant alarme.
Plus de ressource : il faut s'apprêter à mourir !

Alors, Krâni leva sa trompe... la machine
Saisit le tigre au vol; et, d'un effort puissant,
Contre ses dents d'acier l'enferre en le pressant.
Les deux pointes, déjà, lui sortent par l'échine.

Le monstre au désespoir vainement griffe et mord,
Toujours, le bras puissant qui l'étreint et l'enlace
L'enferre plus avant; déjà son corps se glace,
Et sa tête ballote, affaissée : il est mort !

Les piétons avaient fui, troupe lâche et servile ;
En ramassant les chars par les champs dispersés,
Ils reviennent enfin relever les blessés,
Et le triste convoi retourne vers la ville.

Krâni tenait la tête ; et le brave éléphant,
Portant son cher radja sauvé de toute offense
Et le tigre, embroché dans sa double défense,
A Massour, vers le soir, revenait triomphant !

LES NOCES DE MYOUK

Le soleil a quitté les régions polaires ;
La nuit, pour de longs mois, couvre d'un noir linceul
Les bords glacés des mers du nord, où règne seul
Le sombre hiver du pôle, aux farouches colères.

Digitized by Google

Mais qu'importe à Myouk l'hiver et ses fureurs?
Il épouse Aninguah, la vierge à l'œil limpide;
Et, près de sa moitié, le pêcheur intrépide
De son affreux climat bravera les terreurs.

Or, le repas de noce est terminé; la mère
Habille l'épousée et l'entoure de peaux;
Et, tout en l'embrassant, ses larmes, sans repos,
Brûlent ses yeux rougis de leur rosée amère.

C'est que Myouk demeure au fond du nord hideux,
Près des bords où l'on chasse et le morse et le phoque;
Et la vieille gémit; la douleur la suffoque,
En songeant qu'Aninguah va vivre si loin d'eux!

Mais ses sanglots enfin s'apaisent; le temps presse,
On attache au traîneau l'attelage de chiens;
La jeune épouse, alors, s'arrache aux bras des siens,
Et prend place en cachant le chagrin qui l'oppresse.

D'un aigre sifflement Myouk déchire l'air;
Les grands chiens ont bondi sur leurs jarrets rapides;
Le traîneau, le pêcheur, la vierge aux yeux limpides
Vers le pôle brumeux partent comme l'éclair.

Vague et morte, autour d'eux, se déroule la plaine;
Pas un seul mamelon, pas une aspérité,
Rien qu'une inexorable et morne immensité,
Jusqu'à la mer polaire où nage la baleine.

La neige couvre au loin cet espage hagard
Comme un grand drap funèbre étendu dans le vide;
Et, dans la sombre nuit, cette blancheur livide
Epouvante le cœur, fascine le regard.

Pas un bruit, pas un son dans l'air gris ne s'élance:
C'est le règne absolu du deuil et de la mort;
Même, le vent glacé qui les pique et les mord
Fend l'ombre sans troubler l'effroyable silence.

L'attelage fumant qui dans la brume fuit
Piétine d'un pas sourd la neige unie et lisse;

Digitized by Google

D'un mouvement égal le traîneau vole et glisse
Sans éveiller l'écho de l'éternelle nuit.

Aninguah, le cœur plein d'une angoisse mortelle,
Promène aux environs des yeux épouvantés,
Puis, se serre à Myouk, assis à ses côtés :
« Vois, Myouk, qu'il fait noir ! Oh ! j'ai grand peur ! » dit-elle.

Myouk lâche la bride aux braves animaux,
Qui savent leur chemin sur la sombre campagne ;
Et, prenant dans ses bras sa craintive compagne,
D'une voix douce et triste il murmure ces mots :

« Aninguah ! tu dis vrai : la marâtre nature
Sème devant nos pas le péril et l'effroi.
Oui ! la nuit est bien noire, et le vent est bien froid ;
La terre est bien cruelle à toute créature !

» Oui ! l'homme est bien chétif pour lutter contre l'ours !
Comme pour le narguer, bien souvent, le grand morse
En crevant le filet s'échappe avec l'amorce :
Oh ! l'homme est peu de chose, et les ans lui sont lourds !

» Mais quand dans sa cabane, aux longs mois de ténèbres,
Il serre une compagne ainsi contre son cœur,
De son destin lugubre alors il est vainqueur ;
Il est heureux au sein de ces horreurs funèbres ! »

Et d'Aninguah ces mots ont calmé les terreurs ;
Se serrant contre lui, sur la robuste épaule
Elle incline son front... Et toujours, vers le pôle,
Le traîneau vole au pas des rapides coureurs.

Tout à coup, vers le nord, dans la brume engourdie
Qui s'étend sur la plaine en voûte de prison,
Une vague lueur rougit à l'horizon :
On dirait le reflet d'un lointain incendie.

Puis, la vague rougeur s'arrondit par degrés
En un vaste arc-en-ciel, où blanchissante opale,
Topaze au jaune d'ambre, émeraude au vert pâle,
Saphir au vif azur, mêlent leurs feux moirés.

Digitized by Google

Puis, de l'arc radieux à l'ardente lumière,
Montent mille rayons d'un blanc éblouissant,
Qui vers le noir zénith s'allongent, jaillissant
Comme un métal fondu jaillit de la chaudière.

Puis, enfin, ces rayons à l'éclat idéal
S'affaissent, et longtemps, en blanches draperies,
Oscillent dans le ciel : merveilleuses féeries,
Fulgurantes splendeurs du climat boréal !

Et le rouge foyer de lueurs et de flammes
Projette sur la neige un riche reflet d'or ;
Et, du pôle qui flambe au lointain Labrador,
Un océan de feu semble rouler ses lames.

Aninguah contemplait le tableau radieux :
« Vois ! dit-elle ; Myouk, nous avions tort naguère ;
Contre l'homme le ciel n'est pas toujours en guerre ;
De splendeur, ici même, il se pare à nos yeux ! »

Mais bientôt cet éclat se ternit et s'efface,
Et le ciel redevient plus noir qu'auparavant.
Du nord, bientôt après, souffle un lugubre vent
Qui de la mer polaire agite la surface.

Dans l'air déjà la neige en un grand tourbillon
Danse, pour retomber par couches sur la plaine ;
Et l'ardent attelage à la fumante haleine
Peut à peine y creuser un tortueux sillon.

Mais le fouet de Myouk redouble son manége ;
Son sifflet retentit plus souvent et plus fort ;
Les grands chiens hérissés font un dernier effort,
Et le traîneau bondit, cahoté, sur la neige.

Quelques moments plus tard, l'attelage aux abois
S'arrête sur le seuil d'une hutte de glace ;
Et, tandis que les chiens vont retrouver leur place,
Myouk allume en hâte un grand monceau de bois.

Et bientôt le feu flambe, et l'épouse promène
Un regard curieux sur ces blanches parois,

Digitized by Google

Qui doivent l'abriter dans la saison des froids ;
Tout l'occupe et la charme en son nouveau domaine.

Sous la voûte, creusée en un large entonnoir,
Elle voit appendus les filets pour la pêche,
Et les harpons de fer dont l'Esquimau dépêche,
Sur les glaciers flottants, l'énorme morse noir.

Longtemps elle contemple, attentive et charmée,
Ce pauvre mobilier qu'illumine un feu clair ;
Puis, ses yeux, par hasard, se dirigent en l'air,
Vers le trou rond par où s'échappe la fumée.

Soudain elle pâlit ; son visage hagard
Semble pétrifié d'horreur et d'épouvante ;
Et, de son doigt levé, plus morte que vivante,
De Myouk elle guide au plafond le regard.

Et Myouk entrevoit, par l'étroite ouverture,
Une effroyable tête au pelage soyeux,
Blanche, avec trois points noirs : le muffle et les deux yeux ;
C'est un ours des glaciers qui vient chercher pâture.

Sans mot dire, il saisit sur le foyer brûlant
Un grand tison qu'il lance à la voûte béante ;
Il a touché son but ; et la tête géante
Du trou qui l'encadrait disparaît en hurlant.

Puis, il prend son épouse, et, d'une douce étreinte,
L'attire auprès de lui, sur la couche de peaux,
Et là, par ses baisers, par ses tendres propos,
De la chère peureuse il dissipe la crainte.

Et, durant cette nuit qui n'eut pas de matin,
La serrant sur son cœur au fracas de l'orage,
Des glaces qui craquaient, des ours hurlant de rage,
Myouk, l'heureux Myouk, bénissait le destin !

CHARLES GRANSARD.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

Arnaud de Brescia et les Hohenstaufen, ou la question du Pouvoir temporel et de la Papauté au moyen âge, par M. Georges Guibal.

La querelle de la papauté et de l'empire plane sur le moyen âge tout entier. La révolution républicaine et municipale de Rome au XIIe siècle se rattache à cette longue lutte ; elle pose et veut trancher avec violence la question du pouvoir temporel de l'Eglise et de son chef ; elle est en même temps un chapitre important de l'histoire de l'Italie et un épisode de cette renaissance dont Abélard à Paris et Irnerio à Bologne sont les précurseurs. Les causes et les vicissitudes de cette révolution, la vie d'Arnaud de Brescia, les principes de ce tribun qui n'a pas l'initiative de cette restauration de la Rome antique, mais qui donne à cette tentative une forme nouvelle, l'origine et les destinées de sa doctrine, qui rencontrera dans Frédéric Barberousse un oppresseur, dans Frédéric II un disciple intéressé et un persécuteur, dans Manfred un tardif apôtre ; tel est le sujet traité par M. Guibal. L'auteur raconte les détails de cette lutte avec l'impartialité qui convient à l'histoire sérieuse. Aussi M. Guibal a-t-il été très sobre de raisonnements et laisse-t-il au lecteur pleine liberté pour juger les faits qui, du reste, sont très éloquents par eux-mêmes.

La révolution romaine, les essais de réforme tentées par Frédéric II et Manfred coïncident avec la renaissance de la philosophie, des lettres et du droit. « Ces idées et ces principes, qui étaient pour ainsi dire dispersés dans l'atmosphère morale du XIIe siècle, allaient se concentrer, comme dans un foyer ardent, dans l'âme d'un tribun enthousiaste que

Digitized by Google

l'enseignement d'Abélard avait initié aux hardiesses de la pensée et aux traditions de l'antiquité : Arnaud de Brescia, qui représentait au plus haut degré, conciliées les unes avec les autres, toutes les énergies libérales de son temps. » Tout le monde sait qu'Abélard a eu la gloire d'inaugurer la liberté de penser en philosophie et en religion, et qu'il fut cruellement persécuté ; mais il n'eut pas l'austérité de mœurs, la fermeté morale d'Arnaud de Brescia, qui l'encourageait sans cesse, et ne put réussir malheureusement à le maintenir dans une résistance inébranlable.

La papauté, l'empire, St Bernard, Arnaud de Brescia, le parti républicain, l'emportent tour à tour parce que le peuple romain a des instincts, des sentiments, des passions, mais n'a pas d'idées, de vertus, ni d'honneur politique. La plupart du temps, le peuple ne sait pas où est la vérité, où est le salut, et il abandonne le plus souvent ceux qui veulent l'affranchir. Arnaud de Brescia, comme Savonarole, comme bien d'autres réformateurs, périrent pour avoir voulu faire progresser un peuple ignorant et l'élever vers l'idéal chrétien et politique qu'ils possédaient en eux. Rome, malgré « la vertu, la piété et le désintéressement de la plupart des successeurs de Grégoire VII », était mal gouvernée, et les mœurs y étaient cruelles et déréglées. Ennemis de l'anarchie féodale, les juges, les avocats, les notaires s'accommodaient mal du régime actuel et se trouvaient disposés, par leurs études, à réveiller les formes du gouvernement de l'antique Rome, surtout celles de l'empire romain. La révolution s'empare donc de Rome, Innocent II essaye en vain de lui résister, Lucius II est blessé à mort sur les marches du Capitole. Arnaud de Brescia, plein d'illusion comme plus tard Rienzi et Pétrarque, essaye de reconstituer la suprématie romaine, laïque, indépendante du pape et de l'empereur ; mais, pour obtenir ce résultat, l'essentiel lui manque, ce sont les Romains.

M. Guibal raconte dans tous ses détails l'inconstance des Romains, rappelant tantôt le pape, tantôt Arnaud de Brescia. Cette lutte aurait pu se prolonger et aboutir au triomphe des idées d'Abélard et d'Arnaud si Frédéric Barberousse ne s'était pas occupé des affaires de Rome, et n'avait pas voulu sauver le pape malgré lui. Le traité de paix entre le pape et l'empereur fut scellé de la vie d'Arnaud, qui des mains de Frédéric passa dans celles des cardinaux. Le pape et l'empereur, après bien des difficultés d'étiquette, finirent par s'entendre aux dépens du peuple romain, qui prend alors les armes, mais sans être soutenu par la noblesse romaine, et il est vaincu par les troupes de l'empereur. La mort de la plus noble victime vint couronner ce désastre : Arnaud de Brescia périt par la corde et par le feu, et avec lui disparaît pour quelque temps l'idée de l'indépendance du pouvoir laïque formulée de nos jours par ces mots : séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le nom d'Arnaud de Brescia est encore évoqué par les partisans de la suppression du pouvoir temporel. Ce précurseur de la réforme politique et religieuse est un des hommes les plus remarquables par son austérité et sa vertu. La grande idée d'émancipation rêvée par Arnaud de Brescia, qui devait s'étendre à toute l'Europe chré-

Digitized by Google

tienne, se réduisit à l'établissement de la commune romaine. La révolution se rapetissa, et la lutte ne continua qu'entre le pape et les Romains.

Un des successeurs de Barberousse, Frédéric II, plus instruit, plus éclairé, après avoir été le fils soumis de l'Eglise, se souleva contre elle et reprit la lutte du sacerdoce et de l'empire. Vainqueur, puis vaincu, déposé par Innocent IV au concile de Lyon, l'Empereur s'adresse à tous les souverains de l'Europe dans le but de les intéresser à sa querelle et de leur montrer la nécessité de résister aux empiètements de la papauté. En France, en Allemagne, en Angleterre, s'élèvent des cris contre l'oppression de Rome et sa cupidité. Frédéric II marchait donc à la tête de ses contemporains, en voulant réformer l'Eglise et la ramener à la simplicité des premiers temps. Il reconnaissait cependant l'autorité spirituelle de l'Eglise, celle « dont le royaume n'est pas de ce monde ». Frédéric II était un disciple d'Arnaud de Brescia.

Après la mort de Frédéric II, la famille de Hohenstaufen ne possède plus de sphère d'action qu'en Italie. Manfred continue l'œuvre de son père, mais la papauté appelle contre lui Charles d'Anjou, le frère de saint Louis. Manfred meurt vaincu par les Français : la force triomphe en Italie et en Allemagne. L'idée d'Arnaud de Brescia paraît oubliée : c'est le droit du poing qui règne absolument, jusqu'au jour où l'esprit nouveau renaîtra et régénérera l'Allemagne asservie. L'Italie mettra plus de temps encore à recouvrer sa liberté, car livrée à l'intervention des étrangers, aux luttes stériles des Guelfes et des Gibelins, elle ne deviendra indépendante qu'au XIXe siècle.

Tel est, dans ses grands traits, l'ouvrage de M. Guibal. L'époque qu'il a retracée offre plus d'un rapport avec le temps présent. Cependant, nous ne croyons pas que l'idée de l'unité de l'Italie fût mûre à l'époque de Frédéric et de Manfred. Frédéric II, en voulant réformer l'Eglise, ne songeait-il pas à la dominer pour son propre compte et à remplacer le pape par l'empereur? Il comprenait très-bien la nécessité d'une réforme dans l'intérêt des lumières et de la liberté civile ; mais débauché et incrédule, il n'avait aucune des convictions nécessaires à un réformateur religieux. Il fallait, pour cette œuvre, un Arnaud de Brescia, un Savonarole, un Luther.

ANDRÉ ALBRESPY.

Hagiographie du diocèse d'Amiens, t. I, par M. l'abbé J. CORBLET. Paris et Amiens.

Cet ouvrage, monument de consciencieuse érudition, tout à la fois instructif et édifiant, ne peut qu'ajouter à la réputation si légitimement acquise de son auteur. D'après le plan exposé dans l'introduction, ce recueil, spécialement consacré « aux saints qui appartiennent essentiellement au diocèse d'Amiens par leur naissance, leur séjour prolongé ou leur mort », ne formera pas moins de cinq volumes. Nous regrettons que le

Digitized by Google

savant auteur ait cru devoir adopter l'ordre alphabétique de préférence à l'ordre chronologique, dont il ne se dissimulait pas pourtant les avantages. Indispensable pour un dictionnaire ou un répertoire très abrégé, l'ordre alphabétique introduit nécessairement, dans un travail aussi considérable que celui-ci, une certaine confusion et des longueurs, par suite de l'intervertissement continuel des dates, des répétitions forcées, etc. Une considération toute personnelle a décidé M. Corblet à subir ces inconvénients prévus. Se proposant de publier plus tard une histoire de ce même diocèse d'Amiens, il a craint que le début des deux ouvrages consacrés à l'établissement du christianisme dans cette contrée ne fût absolument identique s'il suivait également l'ordre des temps dans son hagiographie. « De la sorte, dit-il, nous aurions eu deux ouvrages dont chaque premier volume, au moins dans son premier tiers, aurait offert une presque complète similitude. » Cette considération nous paraît insuffisante. Du moment où la reproduction des détails donnés dans le premier ouvrage sur l'apostolat de saint Firmin est inévitable dans l'histoire, il n'y aurait pas eu beaucoup plus d'inconvénient à les placer dans le premier volume de l'*Hagiographie* que dans le second, où ils se trouvent relégués par les exigences de l'ordre alphabétique.

L'Introduction placée en tête de ce travail est un modèle dans son genre. Disciple éclairé des bollandistes, l'auteur se montre tel qu'auraient été, de notre temps, les Papebroch et les Cuper; il concilie, dans une juste mesure, les exigences d'une saine critique avec les droits imprescriptibles de la foi. Ce premier volume contient les vies de vingt-trois saints, à partir d'un martyr du IIIe siècle, saint Acheul, qui ne se doutait guère du bruit qu'on devait faire plus tard autour de son nom. Chaque notice est accompagnée d'un supplément contenant les indications sur les écrits que le saint a pu laisser, ses reliques, son culte et les sources manuscrites ou imprimées auxquelles l'auteur a puisé. On ne saurait qu'approuver cette méthode, qui laisse la voie ouverte, sur chaque sujet, à des recherches encore plus approfondies. Plusieurs de ces vies, empruntées à des documents authentiques et souvent inédits, offrent un grand intérêt historique. Nous recommandons notamment celles d'Adélard, abbé de Corbie; d'Alcuin, précepteur de Charlemagne et l'homme le plus savant de son siècle; d'Angilbert, abbé de Saint-Riquier; d'Anschaire, moine de Corbie, apôtre de la Frise et du Jutland; d'Austreberte, abbesse de Pavilly, curieuse à étudier pour l'histoire si peu connue du VIIe siècle; de Charles le Bon, comte d'Amiens et de Flandre, célèbre par sa fin tragique en 1127; de sainte Colette, réformatrice des trois ordres de saint François au XVe siècle, époque où ils avaient singulièrement besoin, en effet, d'être réformés. Le savant hagiographe fait ressortir les qualités de ses héros sans dissimuler leurs imperfections. Certains détails de la vie de Charles *le Bon*, par exemple, semblent cadrer peu avec cette épithète et dénoter un zèle plus ardent qu'éclairé. L'abbé de Saint-Bertin se présente un jour devant lui, à Bruges, le jour de l'Epiphanie, pour se plaindre des vexations d'un des vassaux du comte. Celui-ci commence par adresser une vive objurgation à l'abbé, dont le premier devoir serait,

Digitized by Google

dans une telle fête, d'être à chanter sa messe au milieu de ses religieux; puis il mande le délinquant et lui dit : « S'il me revient encore des plaintes sur ton compte, je te fais jeter dans une chaudière d'eau bouillante. » Le même bienheureux fit défense « à chacun, sous peine de perdre un membre, de jurer par le nom de Dieu... et, quand aucun de sa maison estoit trouvé en cette faute, il le faisoit, *outre ce*, jeûner quarante jours au pain et à l'eau... Il estoit aussi merveilleusement sévère et rigoureux contre les *sorchières*. » Il eut heureusement des titres plus sérieux à la béatification. Pendant la terrible famine de 1125, il fit de véritables prodiges pour soulager les malheureux, et prit contre les accapareurs des mesures sévères qui lui valurent leur haine et paraissent avoir été la principale cause de sa mort.

Les pages les plus intéressantes de ce volume sont celles qui contiennent la reproduction de la vie de sainte Colette par Pierre de Vaux, document contemporain et inédit. Nous voudrions pouvoir donner, par quelques citations, une idée de cette œuvre, l'une des productions les plus charmantes du moyen âge. On y démêle sans effort, sous la cristallisation légendaire déjà commencée, l'impression produite sur les contemporains par l'existence exceptionnelle de cette « petite ancelle de Dieu », existence toute de dévouement, d'abnégation, de charité, tranchant d'une façon saisissante avec les mœurs barbares de son temps. Contemporaine des plus grands scandales qui aient affligé l'Eglise (1381-1447), sa vie se détache, pure et lumineuse, de ce fonds nébuleux qui en fait ressortir l'éclat. On suit pas à pas, dans ce récit naïf, la formation de la légende, du vivant même de la sainte; on comprend comment tout a dû prendre insensiblement l'apparence du miracle, autour de cette jeune et belle fille qui semblait animée d'une force surnaturelle pour vouloir et faire le bien en toutes choses. Quand elle sortit de sa retraite, en 1406, pour aller demander au pape Benoît XIII l'autorisation de réformer l'ordre de Sainte-Claire, « elle était de si beau maintien et de si honnête conversation, qu'à tous elle semblait être un *angèle* qui fût descendu des cieux. Aucunes fois, quand elle allait à pied en difficile chemin, plein de pierres, il semblait qu'elle volât, et ainsi en peu d'espace faisait si grand chemin, que nul, tant fût fort et bon cheminer, ne la pouvait suivre... » Une autre fois, « comme elle avec plusieurs de ses religieuses passaient dans une région étrangère (dans les environs de Heidelberg) en un chemin dangereux dans un bois situé, elles furent rencontrées de gens d'armes, leurs arbalètes toutes tendues, lesquels s'étaient mis en embûche en intention de les dérober. Car, hors qu'elles étaient pauvres, néanmoins, pour la prolixité et âpreté du chemin, il les convenait mener en chars qui sont de grande apparence. Sur elles donc soudainement et furieusement vinrent, et, prêts de mal faire, commencèrent à parler épouvantablement. La petite ancelle de Notre-Seigneur, qui dévotement avait dit la sainte litanie et qui, comme les glorieux apôtres, entendait toutes les langues, doucement et bénignement leur répondit. Et tandis qu'ils ouïrent le son de sa douce voix, leur cruelle et mauvaise volonté fut transmue en amour et charité. Car non pas seulement ils l'assurèrent que nul mal ils ne leur feraient,

Digitized by Google

mais s'offrirent de les conduire sûrement en tel lieu qu'elles voudraient aller. De quoi humblement les remercia. »

Une autre fois, encore « en étrange pays », elle fit une rencontre plus dangereuse encore et dont elle ne se tira qu'à l'aide d'un miracle complet. Elle fut poursuivie et atteinte par « quelqu'un, noble de sang, mais non de courage, accompagné de telles gens de courage comme il était, et proférant paroles charnelles. Auxquelles, quand elle eut humblement répondu, comme si leurs chevaux eussent eu les pieds fichés à terre, oncques ne se voulurent remouvoir pour approcher du char; mais pour retourner furent légers et aptes. »

L'exemple de ces deux faits, accolés et racontés avec la même confiance naïve, explique assez bien comment, dans un temps où les sensations étaient si énergiques et l'ignorance profonde, la vivacité des impressions produites par des qualités morales extraordinaires favorisait la croyance au surnaturel. N'oublions pas, d'ailleurs, que cette sainte était contemporaine de Jeanne d'Arc, et que cette foi dans les miracles qu'on raille aujourd'hui a bien mérité de l'humanité dans ces temps d'épreuves.

En résumé, cette hagiographie picarde est un livre d'une valeur réelle, non-seulement pour l'archéologie chrétienne, mais pour l'histoire, et il serait à désirer qu'un semblable travail fût fait dans chaque diocèse.

E. DE FORBOT.

Encyclopédie de famille, Répertoire général des connaissances usuelles, publié par MM. FIRMIN DIDOT frères, avec le concours de savants, d'artistes et de gens de lettres. — Paris, 1868.

Il est, en général, difficile de se rendre compte de la valeur réelle d'une Encyclopédie des connaissances humaines, plus difficile encore de formuler un jugement équitable en faisant abstraction de soi-même et en tenant compte des désirs et des besoins de tout le monde. Mais, pour l'*Encyclopédie de famille*, la tâche est moins lourde et peut être acceptée sans témérité. Il ne s'agit en effet que de vérifier jusqu'à quel point les éditeur de cet ouvrages ont réussi à restreindre aux notions utiles et saines le vaste répertoire de toutes les sciences; comment ils ont pu, sans émousser la curiosité qui stimule l'étude, sans fausser ou contraindre la vérité, parvenir à leur objet, qui est de rendre le savoir attrayant en le dépouillant de ce qu'il peut avoir de nuisible pour de jeunes intelligences. Toute Encyclopédie rappelle infailliblement l'arbre de la science du bien et du mal, ce symbole qui dit si vivement combien, parmi les fruits qu'on cueille au hasard dans la recherche ardente de la réalité des choses, il peut y en avoir d'amers et même d'empoisonnés. Ce n'est pas que les éditeurs de cette Encyclopédie nouvelle aient songé à dissimuler les laideurs morales, les imperfections humaines et à tirer un voile devant cet abîme qui donne le vertige aux Manfred et fait douter les Faust. Ils

Digitized by Google

se sont livrés à un minutieux épluchage, dans l'histoire, dans les religions, dans la physiologie surtout, de ce qui peut surprendre une âme candide et déconcerter l'enseignement maternel. Ainsi, pour rendre plus sensible cette observation, les mots ambition, avarice, calomnie, cupidité, dissimulation, effronterie, égoïsme, etc., ne font pas défaut à l'*Encyclopédie de famille*. Ils y figurent avec cette ampleur d'analyse qui caractérise les sociétés vieillies et trop expérimentées. La Rochefoucauld a passé par là et a montré à douter de la spontanéité des plus généreuses intentions... Mais ce n'est pas ici une Encyclopédie d'éducation, c'est plutôt un livre de lectures attrayantes destiné à la famille tout entière. Aussi est-on sûr de n'y pas trouver des articles d'un certain ordre d'idées et de faits délicats à traiter; rien sur l'adultère, rien non plus sur l'amour des plantes, bien que le sujet soit innocent; rien sur tous ces mots qui gardent, dans le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, ce sans-gêne quelque peu cynique, cette verve gauloise qui fait la plus grande originalité de ce livre. L'article *Amour* y est, mais aussi court que possible; encore y est-il principalement consacré à l'amour de la gloire, à l'amour de la liberté, à l'amour divin, et le rédacteur semble éprouver un véritable soulagement lorsque, passant à l'article suivant, il peut donner cette définition : *Amour*, fleuve de l'Asie qui se jette dans l'Océan Pacifique. Avec non moins de contrainte, le rédacteur, dédaigneux de l'art hippique, a écrit, sous le mot : *Etalon*, modèle des poids et des mesures. Si, dans ce livre, on s'est hasardé à donner place à un article tel que *Galanterie*, c'est en le confiant à une plume féminine et aristocratique, à la plume de la comtesse de Bradi. Au reste, la méthode suivie ici est la méthode ordinaire, celle qui dirige les éditeurs des livres *ad usum Delphini*. Ce n'est point cette méthode préconisée par Rousseau pour l'éducation de la jeunesse et reposant peut-être sur un paradoxe, qui veut interdire les Fables mêmes, sans excepter celles du bon La Fontaine, où la cigale donne avec trop d'esprit à la fourmi une leçon d'égoïsme, et où le renard enseigne les honteux profits qu'on peut tirer de l'adulation.

Il faut prendre l'*Encyclopédie de famille* pour ce qu'elle a voulu être : une encyclopédie très substantielle, dont quelques feuillets sont absents... Les jeunes gens sauront plus tard pourquoi. — On peut affirmer que les intentions des éditeurs ont été pleinement réalisées.

Ceci dit, on est bien à son aise pour établir que la mignonne encyclopédie que MM. Didot nous donnent aujourd'hui en douze volumes (dont neuf ont paru) est une réduction intelligente du grand *Dictionnaire de la Conversation*, publié par les mêmes éditeurs. On y a mis tous les articles au courant. On en a ajouté d'indispensables qui manquaient : tel est celui consacré à l'Exposition universelle de 1867. Avoir pris le *Dictionnaire de la Conversation* pour base de l'*Encyclopédie de famille*, c'est une bonne inspiration. On fit au siècle passé un petit dictionnaire sous ce titre : *Esprit de l'Encyclopédie;* on peut faire sans inconvénients sérieux et avec de certains profits, une condensation de ce que contient un grand ouvrage dont la réputation est faite. Mais il y a une différence notable entre le résumé de l'encyclopédie du XVIIIe siècle et

Digitized by Google

celui de l'encyclopédie familière dont nous parlons : c'est que de cette dernière on n'a conservé que le cadre, non l'esprit. Le *Dictionnaire de la Conversation*, publié pour la première fois vers 1830, a été écrit avec assez d'indépendance de vues. On a donc cru devoir garder aux articles leur forme vive et hardie, mais on a parfois amendé le fond. Ce travail a été confié à des hommes d'un vrai mérite, qui se dérobent nominalement à nos félicitations; mais il n'y a pas toujours eu entre eux tout l'accord désirable. Un seul exemple (aussi bien serait-il difficile d'en donner beaucoup) : Boniface VIII, le viril adversaire de Philippe le Bel, le fougueux pape de l'histoire, non moins fougueux dans le *Dictionnaire de la Conversation*, et même dans les premières colonnes de la biographie qui lui est consacrée ici, devient d'une ligne à l'autre un patient martyr. Pourquoi ce changement a-t-il paru nécessaire?... Eh! qui se fût avisé de croire qu'en parlant de Benoît Cajetan on avait pensé à Pie IX, et qu'on songeait à établir un parallèle entre le roi de France et Victor-Emmanuel?

Il faut craindre d'entrer dans le détail et de se laisser aller à signaler quelques *de iderata*, ce qui est un procédé presque déloyal lorsqu'on a devant soi un ensemble aussi vaste, aussi mal limité qu'une encyclopédie. Ne peut-on pas dire pourtant qu'il semble que la géographie est un peu sacrifiée au moins dans les premiers volumes? Il manque encore, — en outre des articles dont l'absence est, cette fois, un mérite, — certains articles qui pourraient figurer avec avantage dans cet ouvrage, qui est savant et nullement élémentaire; les mots abolitionniste, abréviation, abstraction, administration, aède, affinité des langues, et d'autres sans doute. La biographie néanmoins est complète et peut satisfaire les plus exigeants. Il y a des notices qui sont de véritables chefs-d'œuvre, tant on s'est efforcé de faire accorder la vérité et les convenances de langage. Telle est celle de « l'incapable » Abélard. On remarque parmi les biographies non-seulement les morts illustres, mais encore les vivants. Ces derniers ont fait même un peu oublier les autres, et Abd-ul-Azis, le sultan actuel, tient évidemment la place de son prédécesseur Abd-ul-Medjid. On trouve parmi les contemporains François-Joseph, Garibaldi, Jules Favre, Espartero, l'Impératrice des Français et bien d'autres personnes célèbres à divers titres.

En résumé, l'*Encyclopédie de Famille* formera, forme déjà un excellent ouvrage, d'un prix peu élevé, d'un format commode; et elle mérite d'être placée en de nombreuses mains. Les neuf volumes parus renferment environ 1,200 articles chacun, répartis en 450 pages in-8° à 2 colonnes, d'une impression très-nette, faite sur beau papier. Parmi ces articles, les uns ont quelques lignes, ce sont les moins nombreux; les autres ont parfois de très grandes dimensions. On peut en juger par les suivants : *Etats-Unis*, 20 colonnes; *Europe*, 9; *France*, 47; *Frédéric le Grand*, 7; *Féodalité*, 8; *Femme*, 15. L'ouvrage entier aura douze volumes, lesquels auront paru dans quelques mois. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de leur publication.

CONSTANT AMERO.

Digitized by Google

Des secours à domicile, par M. Dubois, économe des hospices de Douai. — A. Durand.

Il y a, dans cette modeste brochure, plus d'idées pratiques et utiles que dans bien des gros volumes. Partant de ce principe fondamental que « la société doit, oubliant les errements du passé, s'efforcer de faire prédominer la prévoyance sur le secours », l'auteur propose un système nouveau, dont la disposition la plus importante serait « le prélèvement sur les revenus des hospices d'un certain nombre de pensions *annuelles* de 300 francs, attribuées à des familles pauvres, et de secours *mensuels* en argent, à raison de 2 francs par jour, permettant aux malades pères de famille de se faire, suivant les circonstances, traiter à domicile. La répartition de ces ressources charitables serait arrêtée par les membres de la commission des hospices, ayant voix délibérative, avec le concours consultatif d'un conseil protecteur des indigents, choisi dans la cité, à raison d'un membre par mille habitants, et ayant mission d'étudier, de concert avec la commission administrative, toutes les questions qui intéressent l'homme nécessiteux dans ses mœurs, dans son travail comme dans ses souffrances. » L'auteur pense qu'en thèse générale, l'assistance du malade dans son domicile et par les siens est moralement et physiquement préférable au régime de l'hôpital ; il montre ce principe philanthropique et vraiment chrétien, entrevu par les plus anciens fondateurs d'institutions charitables au moyen âge. Ainsi, la « Table du Saint-Esprit », créée à Douai, dès le XIIIe siècle, avait pour but de faire des distributions de secours aux veuves indigentes. La plupart de ces dotations partielles ont été refondues ultérieurement dans les dotations générales des grands hospices ; le développement de l'assistance à domicile serait donc conforme aux intentions d'un grand nombre de donateurs primitifs, car ce que dit des établissements de Douai M. Dubois est également vrai dans bien d'autres villes. L'application de ce système, en ce qui concerne le traitement des malades, présenterait parfois de graves difficultés d'appréciation, par rapport à l'hygiène publique. Mais, tel qu'il est, ce projet d'organisation, fruit des longues réflexions d'un philanthrope éclairé, mérite toute l'attention des véritables amis de la classe ouvrière.

E. de Forest.

Essai sur l'histoire de la philosophie en Italie au XIXe siècle, par M. Louis Ferri 2 volumes. Paris, chez Aug. Durand et chez Didier, 1869.

La philosophie de l'Italie a été moins souvent étudiée que celle de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre ; elle a compté néanmoins, à diverses époques, des penseurs éminents et de brillants écrivains. M. Louis Ferri, qui fut autrefois l'élève de l'école normale supérieure de Paris et qui maintenant est professeur d'histoire de la philosophie à l'Institut supérieur de Florence, vient de consacrer deux volumes tout

Digitized by Google

pleins de choses aux philosophes italiens du XIXe siècle, et il les a dédiés, comme l'hommage et le tribut d'un disciple reconnaissant, à la mémoire de M. Emile Saisset, un des maîtres les plus autorisés et les plus regrettés de notre Ecole normale. Il nous apprend, dans sa préface, quelle fut l'origine ou la cause occasionnelle de son livre. En 1866, M. Domenico Berti, alors ministre de l'instruction publique en Italie, adhérant à une proposition de son collègue en France, M. Duruy, avait décidé que l'état des sciences et des lettres dans la péninsule transalpine serait représenté à l'Exposition universelle de 1867 par une série de rapports détaillés, analogues à ceux que notre gouvernement a publiés; les successeurs de M. Berti ne voulurent pas ou ne purent pas donner suite à ce dessein. Or, M. Ferri avait été chargé de rédiger un de ces rapports : resté entre ses mains, il s'y développa par la réflexion, s'y mûrit avec le temps, et devint l'ouvrage que nous annonçons. Subdivisé en cinq livres et en trente et un chapitres, il épuise à peu près la matière et se termine utilement par un tableau bibliographique de la philosophie italienne du XIXe siècle, où toutes les œuvres de quelque valeur sont mentionnées et ramenées aux diverses catégories de la philosophie des sens, de la philosophie expérimentale et critique, de l'éclectisme, de l'idéalisme et de l'ontologie, de l'hégélianisme, du scepticisme, de l'école théologique et scolastique. Quant à l'ouvrage en lui-même, il résume fidèlement et nous fait connaître sous leur vrai jour et avec une étendue suffisante les doctrines des philosophes les plus remarquables d'au delà des monts pour la période contemporaine; c'est une peinture exacte et complète, qui nous présente un spectacle digne d'intérêt. Le sensualisme, introduit par Condillac lui-même à la cour de Parme, est reproduit, plus ou moins mitigé, par Gioia, Romagnosi, Galluppi. Au contraire, Rosmini tient pour l'idéalisme religieux : abbé, moine, chef d'école, il est persécuté à cause du libéralisme de plusieurs de ses théories; son *Nouvel essai sur l'origine des idées*, ses *Cinq plaies de l'Eglise*, sa *Constitution conforme à la justice sociale*, sa *Theodicée*, sa *Psychologie*, son *Anthropologie*, ses *Principes de la science morale*, sa *Philosophie du Droit* indiquent un esprit amoureux d'innovations et de liberté, quoique désireux de s'attacher à la voie traditionnelle. Il nous est impossible de suivre M. Ferri à mesure qu'il raconte la biographie ou qu'il examine les systèmes de Gioberti et de Mamiani, qu'il apprécie les tendances de MM. Spaventa, Véra, Ferrari, Franchi, Mazzarella et autres encore vivants. Mais, nous le répétons, l'auteur de cette monographie très substantielle et très sérieuse, dans un style simple et un peu sévère, nous a exposé, en juge compétent et en interprète consciencieux, le présent intellectuel d'une nation qui peut revendiquer pour le passé des gloires si nombreuses et si éclatantes, et qui a le droit d'attendre de l'avenir la consécration de son antique renommée, pourvu que, ne s'étant point absolument *faite elle-même*, en dépit de ses prétentions, elle sache suffire à se régler et à se consolider désormais.

A. PHILIBERT-SOUPÉ.

Digitized by Google

Mémoires historiques de la ville de Bourg, publiés par M. JULES BAUX, archiviste du département de l'Ain (Bourg, 1868, chez F. Martin-Bothier).

Parmi les conquêtes intellectuelles de notre siècle, on doit compter la diffusion des connaissances historiques. En outre des histoires générales ou particulières, on s'est habitué, depuis une quarantaine d'années, à exhumer de l'ombre et de la poussière des bibliothèques tous les documents, jusque-là publiés, qui ont semblé propres à éclaircir les faits utiles, à signaler les personnages importants, à débrouiller les époques fécondes et intéressantes. C'est ainsi qu'on a recherché et découvert, imprimé et publié les vieux diplômes, les cartulaires des églises et des monastères, les collections des lettres inédites, des mémoires, des extraits des registres municipaux, ecclésiastiques ou judiciaires.

M. Jules Baux, que d'estimables productions avaient déjà fait connaître des érudits, vient de nous donner en ce genre une œuvre fort curieuse et pleine d'intérêt. La ville de Bourg-en-Bresse est certainement peu considérable dans le présent, et la charmante église de Brou, qui en est si voisine, contribue plus, sans nul doute, à sa notoriété que son titre de chef-lieu départemental, qui lui a valu une préfecture, un tribunal et un lycée. Mais son passé mérite d'être étudié : sa position intermédiaire entre la France, la Suisse et la Savoie l'a mêlée plus d'une fois à de graves événements. M. Baux a eu l'excellente idée d'éditer, en les traduisant du latin à l'occasion, ou en les abrégeant çà et là quand ils étaient rédigés en français, les procès-verbaux des délibérations tenues par les syndics et le conseil de la cité. Il compte poursuivre cette reproduction jusqu'à 1789 et y employer plusieurs volumes. Le premier, le seul qui ait paru, va de 1436 à 1569 : il nous fournit à chaque instant les détails les plus caractéristiques, soit pour les luttes politiques, soit pour la vie locale et privée. On y suit pas à pas, et pour ainsi dire jour par jour, les phases de l'invasion plus ou moins loyale de la Bresse en 1536, par les troupes de François Ier ; puis, un peu plus tard, en 1559, on y trouve la restauration dans cette province de l'autorité des ducs de Savoie, et enfin la conclusion du traité définitif de 1601, qui nous en assura la possession. Mais c'est principalement pour les menues particularités de l'existence intime de nos pères que ce livre est riche en éclaircissements. Le prix des denrées, les progrès de certaines maladies, les essais d'assistance communale et d'associations charitables, les relations des citoyens avec les gouverneurs, qu'ils s'efforçaient d'apprivoiser naïvement à l'aide de présents en argent, bijoux ou comestibles, les constructions modestes entreprises par souscription, la répartition des impôts, les fêtes officielles données à contre-cœur aux princes qui daignaient visiter leur bonne ville de Bourg ; toutes ces petites choses, si importantes à leur heure, revivent, dans le style du temps, au milieu de ce tableau aussi exact qu'il est animé.

A. P. S.

L'ÉCLAIRAGE

PAR

LES GAZ OXYGÈNE ET HYDROGÈNE

On remplirait une bibliothèque de tout ce qui a été écrit sur les souffrances et les déboires des grands inventeurs. Les noms de Salomon de Caus, de Richard Lenoir, de Crespel, de Lebon d'Humbersin et de tant d'autres constituent un martyrologe complet de la science et de l'industrie. Nous penchons à croire que la liste n'en est plus aussi facile à augmenter qu'autrefois. Si les temps sont toujours propices à la domination du capital opulent sur l'intelligence pauvre, il devient de jour en jour plus rare qu'une bonne invention périsse ou sommeille faute d'être exploitée, et que son auteur ne recueille pas au moins quelque profit et même quelque gloire de son travail. Il y a ceci de particulier à notre époque, que, grâce aux moyens d'information dont elle dispose et à l'action qu'exerce l'opinion, il devient de plus en plus difficile de faire le vide autour d'une invention utile et de la supprimer pour ménager les intérêts d'un monopole. Vainement celui-ci tenterait-il de s'opposer à l'expansion et au triomphe d'une idée juste ; il succombera infailliblement s'il n'arrive à un compromis avec l'idée nouvelle. Vainement les gouvernements eux-mêmes essayeraient-ils d'enrayer la vérité ; celle-ci sera toujours plus forte que leur mauvais vouloir. La classe des inventeurs serait d'ailleurs mal venue à se plaindre en ce moment en France. Le souverain n'a guère laissé au génie inventif l'occasion de s'étioler ; au risque même de patron-

Digitized by Google

ner des découvertes contestables, il a étendu sa protection sur tout ce qui se présente avec une apparence d'utilité pratique ; il a souvent contribué, de ses deniers ou des deniers de l'Etat, à des expériences qui, sans cela, n'eussent jamais été faites, se disant avec raison qu'il valait mieux perdre un peu d'argent que de négliger une occasion d'apporter un élément nouveau à la science et à la civilisation.

L'objet très important dont nous nous occupons ici a eu cette bonne fortune d'appeler à la fois l'attention du public et la sollicitude du chef de l'Etat, d'être prisé à sa valeur en même temps par l'opinion et par le souverain ; d'où il semblerait résulter que rien ne s'oppose à son expansion et que tout concourt, au contraire, à faire bénéficier les populations urbaines des avantages qu'elles en peuvent retirer. Tous les obstacles cependant ne sont pas écartés. Ils le seront certainement le jour où l'on verra les peuples étrangers appliquer chez eux une découverte dont il eût été honorable pour la France de faire la première application en grand, puisqu'elle a eu le privilége de trouver des moyens de la rendre applicable.

Tout le monde sait en quoi consiste le phénomène de la combustion et, en particulier, de la combustion du gaz hydrogène, dit gaz d'éclairage. Celui-ci, amené par des tuyaux à l'orifice des becs, y rencontre l'oxygène contenu dans l'air atmosphérique, et, s'y combinant avec lui, s'enflamme au contact d'un corps déjà enflammé et continue sa combustion jusqu'à ce que l'un des éléments, ou tous les deux à la fois, viennent à manquer. Dans cette combinaison, le gaz hydrogène est le combustible, le gaz oxygène l'agent de la combustion. Un fait que l'on a été à même de remarquer dès les origines de l'éclairage par le gaz, c'est que la clarté qu'il donne augmente en raison de la dose d'oxygène qui se combine avec lui, du moins dans une certaine mesure. En effet, la combustion du gaz hydrogène dans l'air libre est toujours incomplète, et une partie du combustible s'évapore en fumée. On en a tiré aussitôt cette conclusion que si l'on pouvait opérer artificiellement le mélange des deux gaz, le phénomène produit serait plus intense et partant d'un effet utile plus considérable. Des expériences de laboratoire amenèrent en même temps cette découverte précieuse, que les corps incombustibles devenaient transparents et lumineux au contact de ces deux gaz en combustion. Une tige de magnésie ou de chaux se transforme ainsi en foyer incandescent d'une richesse lumineuse extraordinaire. Cette lumière, appelée « lumière Drummond, » du nom de l'officier de marine anglais, son inventeur, resta néanmoins confinée dans les laboratoires en raison de la difficulté que présentait l'extraction de l'oxygène et du haut prix de revient. Depuis lors, des essais furent souvent tentés pour rendre utilement pratique une découverte si précieuse; mais ce n'est que dans ces dernières années qu'on y est parvenu.

Un savant ingénieur, qui avait déjà attaché son nom à un grand nombre d'inventions ou de perfectionnements, a imaginé un moyen facile d'extraire de l'air atmosphérique le gaz oxygène et de le livrer à la consommation au prix relativement minime de 70 centimes le mètre cube. En

Digitized by Google

outre, il a su fabriquer des crayons de magnésie qui résistent bien au feu sans tomber en écailles, et il est parvenu à les munir d'une pointe en zircone qui leur assure une durée presque incalculable. Dès lors, le problème était, en principe, complétement résolu. Il ne restait à vaincre que des difficultés accessoires dont un esprit ingénieux a toujours raison. Ainsi deux termes dans le problème : production économique du gaz oxygène, emploi d'une substance inaltérable de nature à servir, au sein du phénomène de la combustion, d'agent de rayonnement lumineux.

« Pour le premier de ces termes, dit une note très précise que nous avons sous les yeux, c'est-à-dire pour la production industrielle de l'oxygène, M. Tessié du Motay est arrivé à une solution qui paraît définitive. Rien, en effet, ne peut être plus simple que de demander l'oxygène à l'air, qui en contient 21 0/0 de son volume. » Il extrait l'oxygène par les manganates. « Les manganates alcalins abandonnent une partie de leur oxygène à la température de 600° environ. Lorsqu'on les met en présence d'un courant de vapeur d'eau, il se produit du sesquioxyde de manganèse et de la potasse ou de la soude hydratées. Le mélange de potasse ou de soude et de sesquioxyde de manganèse ainsi généré se réoxyde lorsqu'on l'expose à l'action d'un courant d'air à la même température de 600° environ et reproduit des manganates alcalins. Cela étant, pour générer l'oxygène au moyen de l'air atmosphérique, on place dans une ou plusieurs cornues un mélange à équivalents égaux de peroxyde ou de sesquioxyde de manganèse et de base alcaline, et on suroxyde ce mélange au moyen d'un courant d'air aspiré et foulé par une voie mécanique. Le mélange est transformé en quelques heures, soit en manganate de potasse, soit en manganate de soude. Le manganate de potasse ou de soude est ensuite désoxydé au moyen d'un jet de vapeur d'eau dans les cornues mêmes où il s'est produit. L'oxygène et la vapeur, au sortir des cornues, passent dans un condenseur. La vapeur se liquéfie et l'oxygène se rend dans un gazomètre où il est recueilli. Lorsque tout l'oxygène utilisable contenu dans le manganate a été dégagé par l'action de la vapeur d'eau, l'opération de la suroxydation par le courant d'air est recommencée et se continue comme il a été dit. » Le travail se fait sur des matières peu coûteuses et presque sans emploi et elles peuvent d'ailleurs durer à peu près à l'infini.

Pour le second terme du problème, c'est M. le commandant Caron, directeur du laboratoire de chimie du dépôt central de l'artillerie, qui va, dans une note communiquée à l'Académie des sciences, nous apprendre comment il a été obtenu. « M. le commandant Caron avait reconnu que ni la chaux, depuis longtemps hors de cause pour tout éclairage permanent, ni même la magnésie, si bien qu'il en eût lui-même amélioré la préparation, ne pouvaient résister suffisamment à la chaleur intense produite par la combinaison des gaz hydrogène et oxygène ; que la magnésie se volatilisait sensiblement, et que la lumière diminuait de plus en plus à mesure que le crayon s'usait. Il avait dès lors cherché s'il n'existait pas une substance qui satisfît encore mieux à la seconde condition du problème de l'éclairage. Après de nombreux essais, M. Caron a trouvé que la zircone

Digitized by Google

a la propriété d'être infusible et de briller d'un éclat lumineux éblouissant, et que, de plus, elle ne semble pas volatile lorsqu'on la soumet à la chaleur de la flamme oxyhydrique. « J'emploie journellement, dit M. Caron, depuis plus d'un mois, le même crayon de zircone [1], que je chauffe sur un angle vif, et je n'ai pu trouver encore aucune trace d'usure, de volatilisation ou de réduction partielle. L'emploi de la zircone me paraît donc devoir amener dans la production de la lumière oxyhydrique, une amélioration notable; car, outre cette qualité précieuse d'être inusable, elle possède encore des propriétés lumineuses supérieures à celles de la magnésie, dans la proportion approchée de 6 à 5. »

Depuis le jour où le commandant Caron introduisait cette communication à l'Académie des sciences, il a été fait en grand, par l'initiative de l'Empereur, deux expériences qui sont demeurées concluantes. L'un de ces essais a eu lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville, dans un des carrés de la place; l'autre, plus étendu, plus complet, plus long également, a eu pour théâtre la cour même du palais des Tuileries. Cette cour, qui n'a pas moins de trois hectares sur une longueur de trois cents mètres, est fort difficile à éclairer, parce qu'on ne peut introduire au centre aucun candélabre, aucun appareil, qui gêneraient la circulation des voitures. Néanmoins M. Tessié du Motay a résolu très avantageusement le problème en superposant trois becs zirconiens de portées différentes, de manière à embrasser la cour tout entière. Un bec de lumière oxyhydrique à feu nu remplaçait chaque bec de gaz. Au milieu de la cour, il était facile de lire. Pour notre part, la lumière oxyhydrique étant, à dépense égale, cinq à six fois plus intense que la lumière du gaz d'éclairage ordinaire, et infiniment plus blanche, nous aimerions mieux pour l'éclairage des rues et des places, l'emploi du verre dépoli, qui tamise une lumière plus douce et qui n'éblouit pas les yeux. Le grand avantage de cet essai, qui n'a pas duré moins de trois mois, a été de montrer que l'on pouvait obtenir de la lumière oxyhydrique une puissance d'éclairage beaucoup plus considérable que celle du gaz, sans augmenter la dépense, et que, pour une dépense moindre, on pouvait avoir un éclairage supérieur en intensité et en clarté.

Chaque jour apporte son perfectionnement nouveau à ce système, mais l'on peut considérer dès aujourd'hui comme acquis les faits suivants, dont nous pouvons garantir l'exactitude.

L'éclairage oxyhydrique, sur les bases de deux tiers hydrogène et un tiers oxygène, coûte, pour donner la force éclairante d'un bec de gaz de 4 c. 20 par heure, 2 centimes, c'est-à-dire plus de moitié moins. La progression s'établit ensuite à l'avantage de l'oxyhydrogène; ainsi un bec coûtant 7 centimes par heure équivaut à 5 becs ordinaires coûtant 21 centimes.

La combustion peut s'opérer en vase clos, puisque l'agent de combus-

[1] La zircone est un oxyde de zirconium. Le zirconium est un métal découvert par Berzelius en 1805.

tion n'est plus emprunté à l'air ambiant. C'est un bienfait inappréciable pour les hôpitaux, les chambres de malades, les appartements d'où le gaz a dû être exclu à cause de son odeur, de la chaleur qu'il dégage et du dommage qu'il apporte dans les décors et les dorures. Ici, même en vase ouvert, la combustion de l'hydrogène étant complète, il ne se dégage aucune odeur, la chaleur est beaucoup moins forte, et les dorures ne sont plus attaquées. Enfin, la combustion n'ayant plus lieu aux dépens de l'oxygène contenu dans l'air ambiant, cet air garde ses proportions et ne se charge plus en excès de gaz acide carbonique et d'azote. On pourrait même, dans les grandes salles de réunion, dans les théâtres, au moyen d'un robinet spécial, introduire dans l'air atmosphérique une certaine dose d'oxygène qui le rendrait meilleur à respirer.

La combustion en vase clos peut trouver des applications nombreuses et fort précieuses pour l'éclairage dans les mines, dans les égouts, partout où l'on peut craindre le contact d'un air inflammable, au fond des eaux pour les travaux sous-marins, la visite des carènes de vaisseaux ou le sauvetage des navires coulés bas.

La lumière oxyhydrique est blanche, incolore, parce que la combustion est complète. Elle ne fatigue pas plus que la lumière solaire, et a l'avantage de ne pas changer l'apparence des couleurs. Le bleu reste bleu, le vert reste vert, et le jaune ne devient ni blanc ni brun, suivant la nature de la substance colorante. On voit d'ici le profit que vont en retirer les peintres, qui pourront travailler à la lumière sans éprouver de déception le lendemain. Ainsi l'art lui-même, si souvent altéré dans ses sources par les procédés mécaniques de la science, va cette fois bénéficier de la nouvelle découverte.

On peut se servir pour l'éclairage oxyhydrique de plusieurs espèces de becs. Si l'on adopte le bec d'Argant, les deux gaz se rendent à l'orifice par deux cylindres différents mais concentriques. Il ne faut ni magnésie ni zircone, mais il faut un verre. La lumière devient six à sept fois plus intense que celle du gaz hydrogène seul, mais la combustion étant beaucoup activée, la dépense en hydrogène est sensiblement plus forte. Ce n'est pas un procédé économique. Le meilleur bec, et le dernier inventé, représente assez bien les pistils d'une fleur. Il est formé de petits tubes d'un millimètre environ de diamètre; six de ces tubes sont plus longs que les trois autres et recourbés, un de chaque côté, vers un des trois tubes plus petits, avec lesquels ils constituent un groupe. C'est par les longs tubes que jaillit le gaz hydrogène, et par les petits que sort le gaz oxygène. Il y a donc une issue pour l'oxygène contre deux issues pour l'hydrogène, et c'est l'oxygène qui règle la sortie de l'autre gaz, ce qui a fait donner à ce bec le nom de « bec régulateur. » Primitivement on opérait le mélange des deux gaz avant la sortie dans une sorte de petite chambre d'où le mélange sortait en léchant de sa flamme la pointe du crayon de magnésie ou de zircone. Ce système imposait l'obligation d'avoir un régulateur pour ramener les deux gaz à une même pression. Primitivement aussi le crayon de zircone ou de magnésie était suspendu par une petite tige en métal au-dessus de la flamme. On y a substitué

Digitized by Google

maintenant une petite tige de platine verticale et en pal sur laquelle vient se chausser le crayon de zircone. Ainsi disparaît l'ombre que portait la tige latérale. En somme, on peut dire qu'aujourd'hui l'appareil est complet et aussi près que possible de la perfection. S'il rend nécessaire le crayon de zircone ou de magnésie, il dispense du verre du bec d'Argant, et l'on sait que ce n'est pas une petite économie pour les établissements où ce genre de bec est usité, comme les cafés et les théâtres.

L'éclairage oxyhydrique présente néanmoins un grave inconvénient. On sait que le mélange des gaz oxygène et hydrogène en certaines proportions peut déterminer des explosions terribles. Il n'est pas rare déjà que le gaz hydrogène seul produise des accidents. Les fuites sont nombreuses, et, il faut bien le dire, les compagnies d'éclairage par le gaz obtenant maintenant le gaz à un prix extrêmement bas, 2 centimes 1/2 environ le mètre cube, se montrent peu soucieuses des pertes qu'elles peuvent faire de leur produit. Il serait certainement désirable, à Paris surtout, que le gaz, qui s'y paye 30 centimes lorsqu'il ne coûte que 21 centimes à Londres, fût payé moins cher, ce qui obligerait la Compagnie parisienne à mieux surveiller les appareils de distribution.

Il s'agit donc d'isoler le plus possible le gaz oxygène du gaz hydrogène. On ne peut pourtant pas porter dans chaque maison et chaque matin la provision de gaz oxygène qui serait nécessaire à la consommation quotidienne, comme on le fait encore, et sans profit, pour le gaz dit *portatif*. Ce serait un procédé coûteux, qui annihilerait tous les avantages économiques du système. Il sera donc nécessaire, si l'on veut donner à ce nouveau système d'éclairage toute l'importance qu'il comporte, de faire parvenir l'oxygène à destination par des canaux ou conduites comme le gaz hydrogène. L'important est de ne pas mettre les deux réseaux en contact. Rien de plus aisé. On sait que le gaz hydrogène dans Paris est distribué au moyen de tuyaux en fonte mis à l'abri de l'oxydation par des préparations bitumineuses et noyés dans la terre de la chaussée. Malgré ces précautions, d'ailleurs insuffisantes, les fuites sont nombreuses et couvent souvent dans la terre fort longtemps avant de se manifester au dehors. On s'en aperçoit à l'odeur, à la couleur noire que prennent les interstices des pavés ou le macadam de la voie, et trop souvent aussi à des boursoufflures qui peuvent déterminer des accidents. Les conduites de gaz, à cause des dangers que leurs fuites présentent, ont été rigoureusement exclues de ces grandes artères souterraines, des égouts, qui sont très certainement le plus beau travail que le règne actuel ait fait dans Paris, sans en excepter ni le nouvel Opéra, ni le nouveau Louvre, sans en excepter même les Halles centrales. On n'a introduit dans ces voies souterraines que les conduites d'eau qui alimentent les maisons et les fontaines publiques. C'est là que peuvent reposer sans danger les tuyaux du gaz oxygène. Ce gaz, n'étant pas combustible, n'est pas non plus explosible, et si des fuites se produisaient, elles n'auraient d'autre inconvénient, outre la perte pour la Compagnie, que d'introduire dans les égouts de Paris une plus forte dose que d'ordinaire de ce gaz indispensable à la vie, que nos

Digitized by Google

pères nommaient « gaz exhilarant ». La sécurité publique n'est donc, à aucun degré, engagée dans la question.

Les intérêts de la Ville le sont-ils davantage? On l'a prétendu, mais nous n'y croyons guère. D'abord l'intérêt urbain par excellence, dans la matière qui nous occupe, c'est d'obtenir pour les habitants, au plus bas prix possible, le meilleur éclairage possible. Puisqu'on ne peut douter de l'économie que permet de réaliser la lumière oxyhydrique et de sa supériorité sur l'éclairage actuel, il va de soi qu'elle doit être admise par la Ville, dût celle-ci en subir une atteinte dans ses finances. Les finances de la Ville sont faites, apparemment, pour les intérêts de la Ville, et il est absurde de vouloir mettre en opposition les uns avec les autres. Si tous les besoins étaient satisfaits sans finances, celles-ci deviendraient inutiles, et il ne faudrait pas y prendre attention, car elles n'ont pas d'autre raison d'être que la satisfaction de ces besoins mêmes. Si donc le nouveau système est avantageux pour les habitants, il l'est par cela même pour la Ville, à supposer même qu'elle y perdît une part des bénéfices qu'elle recueille du monopole de la Compagnie parisienne. Cette compagnie paye, en effet, un droit de 2 centimes par mètre cube de gaz consommé, ce qui donne en moyenne par an 1,600,000 francs. Elle paye en outre un droit fixe de 200,000 francs pour location du passage de ses canaux; elle doit de plus, à compter de 1872, partager avec la Ville ses bénéfices au-delà de 10 0/0. Que sont ces droits payés par la compagnie, sinon un véritable impôt sur le luminaire? C'est à cause de ces charges que le consommateur paye 30 centimes ce qui coûte 21 centimes à Londres et ce qui revient à 2 centimes à la Compagnie.

Il s'est introduit en France une singulière manière de raisonner sur ces questions de compagnies et d'administration. Il semble que les compagnies, aussi bien que les pouvoirs administratifs, n'aient pas été créés pour satisfaire aux besoins, mais que les besoins, au contraire, n'existent que pour la satisfaction et les intérêts des pouvoirs administratifs et des compagnies. Ce sont les rôles renversés, et il y a des esprits mal faits pour trouver que cela n'est ni juste ni naturel! Nous sommes de ces esprits-là, et nous estimons que les administrations et les compagnies qui remplissent mal leurs fonctions doivent être modifiées ou disparaître. Nous ne demandons certes pas que la Compagnie parisienne disparaisse, elle fabrique du gaz d'éclairage qui pourrait être meilleur et moins coûteux, mais qui est indispensable. Il suffit qu'elle modifie ses méthodes et qu'elle admette surtout les bénéfices, pour le public, des découvertes nouvelles. En essayant de leur faire obstacle, elle se condamne elle-même et risque fort de se faire condamner par l'opinion.

Est-il bien vrai, d'ailleurs, que l'introduction de l'oxygène dans l'éclairage de la Ville puisse être une menace sérieuse pour les finances de celles-ci et une cause de diminution dans l'emploi du gaz hydrogène? D'abord, la Société d'éclairage oxyhydrique offre de payer à la Ville les mêmes droits que la Compagnie parisienne ou des droits analogues et proportionnels. Si l'on consomme moins de gaz hydrogène, on consommera en plus du gaz oxygène et la compensation s'établira : les finances de la

Digitized by Google

Ville sont à l'abri de tout dommage. Mais consommera-t-on moins d'hydrogène? Au commencement peut-être, et encore faut-il supposer pour cela que les premiers emplois de la lumière oxyhydrique seraient faits par les petites bourses, celles qui recherchent l'économie plus que le luxe. Or, c'est là une supposition que démentent l'expérience et la nature des choses. Les établissements publics qui se serviront d'abord du nouveau système viseront plus au luxe qu'à l'économie; ils demanderont plutôt un bel éclairage qu'un éclairage moins coûteux; ils garderont le nombre de leurs becs, et la Ville elle-même, qui est fort mal éclairée quand les magasins ont éteint leurs lumières, sera trop heureuse de donner plus de clarté à ses fameux candélabres sans autre dépense qu'un changement dans les appareils. Les appareils nouveaux ne seront pas plus dispendieux que les anciens dès qu'on les construira sur une grande échelle. Il en est de leur introduction dans l'usage comme de toutes les conséquences qu'entraînent les découvertes modernes. Quand on fit les chemins de fer, on commença par faire voyager les voyageurs dans les anciennes diligences, qu'on hissait sur des trucs; puis, peu à peu, ces vieilles voitures disparurent à mesure que les voies ferrées s'allongèrent. Quand on introduisit l'éclairage par le gaz dans les villes, on se récria sur la nécessité qu'il y aurait aussi de mettre au rebut tous les quinquets, ce qui n'empêcha pas que les quinquets ne fussent mis au rebut et que le gaz ne brillât triomphant dans toutes les vitrines. Il ne faut donc pas s'arrêter à l'objection; elle est aussi puérile aujourd'hui qu'elle le fut autrefois.

Un des grands avantages de la lumière oxyhydrique, et qui nous semble de nature à augmenter beaucoup, loin de la restreindre, la consommation du gaz hydrogène, c'est de rendre son usage possible dans les appartements. Jusqu'ici les becs à gaz étaient relégués dans les escaliers, dans les cuisines, dans les vestibules; les salons, les salles à manger, du moins en France, leurs étaient interdits. Ils ne le seront plus désormais, et l'on y recherchera au contraire l'éclairage oxyhydrique comme un éclairage de luxe, moins chaud et plus sain que celui des lampes et des bougies. Pour les théâtres la cause est gagnée. C'est là surtout qu'il sera précieux. Une plus grande intensité de lumière serait peu, mais une lumière plus douce, moins fatigante, plus rapprochée de la lumière du soleil; une atmosphère moins chaude, moins chargée d'acide carbonique, plus saine en un mot, voilà ce que l'éclairage oxyhydrique doit donner, et qui est inappréciable. Déjà le théâtre de la Gaîté, dont l'éclairage était fort défectueux, va employer le nouveau système. Combien ne serait-il pas désirable, au nom de l'hygiène, que les autres théâtres suivissent cet exemple? Et pendant que nous en sommes encore ici à discuter le plus ou le moins d'inconvénient d'une canalisation de l'oxygène et du renouvellement des appareils, voilà que Londres s'occupe d'en introduire l'usage dans ses maisons, et que New-York, allant plus loin, fait établir une canalisation complète dans ses quartiers du Sud. Ici, nous épiloguons, là-bas ils marchent.

ALPHONSE DE CALONNE.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

29 juin 1869.

Il est aussi difficile de préciser l'état de l'opinion publique que de connaître les dispositions actuelles du gouvernement; l'atmosphère est chargée d'incertitudes. Le pays sait beaucoup mieux ce qu'il ne veut pas que ce qu'il veut; quant au gouvernement, il ne sait rien. Les élections générales ont montré que la France aspirait à sortir des routines arbitraires du régime impérial, qu'elle ne voulait plus du pouvoir personnel, des candidatures officielles, qu'elle avait assez des hommes et des choses dont la monotone succession la retenait depuis dix-huit ans dans l'ornière des mêmes pratiques. Elle n'a pas rêvé cependant un changement de règne; le suffrage universel maintient ses préférences dynastiques de 1852; ce n'est que dans les vociférations répudiées de la rue que l'on a pu saisir des intentions séditieuses. Ce n'est pas là que le pouvoir doit aller chercher la règle de sa conduite. Il semble cependant qu'il ait voulu profiter des troubles qui ont éclaté à Paris, à Nantes et à Bordeaux, pour différer de condescendre aux manifestations légales qui les avaient précédés. Il pouvait être embarrassé pour prendre immédiatement des mesures capables de satisfaire tous les vœux qui se dégageaient du mouvement électoral; mais au moins devait-il s'empresser de répondre par une déclaration qui témoignât de son bon vouloir. Il est resté muet; un silence étrange a succédé au tumulte des manifestations populaires. On sentait que les résultats du scrutin avaient produit une certaine émotion dans les régions du pouvoir; on voyait s'agiter comme des om-

Digitized by Google

bres confuses qui se heurtent et se repoussent; mais il était bien difficile au public de deviner au juste ce qui se passait dans les inaccessibles et nuageuses hauteurs où trône le pouvoir personnel.

On cherchait les intentions de l'Empereur dans le langage des feuilles qui lui demandent des inspirations sans toujours les obtenir, et si l'on faisait aujourd'hui une découverte, elle s'évanouissait bien vite devant un nouveau renseignement. Cependant de plus fréquentes et de plus cordiales relations semblaient s'être établies entre les Tuileries et le Palais-Royal. On sait qu'il souffle quelquefois de ce côté une fraîche brise de libéralisme. Il y avait sous roche — du moins le pensait-on — des combinaisons ministérielles dont le succès devait nécessairement faire jaillir un essaim de libertés nouvelles. Le pouvoir exécutif était assailli de projets, circonvenu d'ambitions; il ne savait à qui entendre. Quiconque aspirait aux affaires se faisait libéral; on en voyait même qui, pour se frayer un chemin, reniaient en public leurs anciennes doctrines et les maintenaient dans de secrètes missives. Ce n'était pas un concours de dévouements éclairés; c'était un vulgaire assaut donné à des situations dont les bénéfices attiraient plus que les devoirs.

Les mêmes raisons qui poussaient les uns vers les situations ministérielles engageaient les autres à s'y maintenir. Pour n'être pas en reste de beaux sentiments avec leurs compétiteurs, ils faisaient valoir que les élections ne pouvaient être bien défendues que par ceux qui les avaient faites, et qu'il y aurait tout profit à laisser les deux ministres qui avaient dirigé le mouvement électoral répondre aux protestations apportées au Corps législatif. D'un autre côté, ne fallait-il pas voir se dessiner l'attitude de la nouvelle Chambre? Savait-on quel serait le degré et le caractère de son hostilité? Pouvait-on savoir par avance quels hommes auraient sur elle le plus d'ascendant? La raison décisive, celle qui paraît avoir triomphé des hésitations du souverain et dispersé tous les prétendants ministériels, est exprimée dans une lettre écrite par l'Empereur à un député qui lui demandait quelles garanties le gouvernement pouvait fournir aux libertés constitutionnelles. Ce document n'a pas eu les honneurs du *Journal officiel*, mais il n'en reste pas moins comme la seule manifestation de la pensée impériale sur la situation telle que l'ont créée les dernières élections. Le chef de l'Etat repousse provisoirement tout projet de réforme; il est d'avis que, devant les désordres de la rue, un gouvernement qui se respecte ne doit faire ni concessions de principes ni sacrifices de personnes.

On ne s'est pas encore mis d'accord sur la portée véritable qu'il faut donner à nos petites journées de juin; tantôt le gouvernement se plaît à nous les présenter comme une débauche malsaine et sans caractère, dont la population bourgeoise et la population ouvrière ont refusé de se rendre complices; tantôt c'est une émeute véritable assez sérieuse pour dicter des résolutions au chef de l'Etat. Il importe de bien s'entendre cependant; dans les désordres auxquels fait allusion la lettre à M. de Mackau, la justice, après un triage minutieux, n'a pu retenir que cent

Digitized by Google

soixante coupables. On peut s'étonner que l'Empereur se laisse influencer par ce petit nombre d'agitateurs; on peut s'étonner qu'il refuse ce que des millions d'électeurs lui demandent légalement pour ne point paraître céder à cent soixante perturbateurs qui ont demandé la République et M. Rochefort. Nous comprendrions que l'Empereur ne mît point de hâte à répondre à ce désir, mais que, pour refuser à la France des libertés nécessaires, opportunes, urgentes, il invoque une émeute aussi facilement réprimée, voilà de quoi troubler les esprits et dérouter les prévisions les mieux fondées. Nous sommes de ceux que la lettre à M. de Mackau ne décourage point. Elle nous dit bien que des concessions de principes ou des sacrifices de personnes seraient inefficaces en ce moment, ce qui montre assez qu'ils seront efficaces plus tard et qu'il faudra s'y décider. Un des aphorismes de cette lettre est qu'un gouvernement ne doit céder ni à la pression, ni à l'entraînement, ni à l'émeute. C'est une manière de voir fort sage, à laquelle chacun s'associe; le gouvernement impérial peut d'autant plus facilement s'y conformer, qu'il a déjà proclamé en d'autres circonstances qu'il était prêt à céder aux pacifiques manifestations de l'opinion publique. Nous pensons, d'ailleurs, que le gouvernement serait aussi embarrassé de céder à l'émeute que de ne lui point céder. Pour lui céder, il faudrait faire ce qu'elle demande; pour ne lui point céder, il faudrait ne point faire ce qu'elle demande. Que demandait-elle cette singulière émeute? Ce qui lui manquait absolument, c'était un programme; il a été constaté par tous les rapports de l'autorité qu'elle n'aspirait qu'au pillage. Pour lui résister, il suffit donc de ne point laisser piller. Que si l'émeute avait demandé à l'Empereur la retraite de M. Rouher ou tout autre sacrifice de cette importance, il n'eût point fallu y condescendre, tout le monde en sera d'accord. Mais il n'était question ni de « concessions de principes », ni de « sacrifices de personnes ». L'Empereur gardait sur ce point, comme sur beaucoup d'autres que l'émeute n'a pas effleurés, sa liberté la plus complète. Il temporise peut-être pour d'autres raisons; lorsque nous les connaîtrons, nous pourrons penser que l'Empereur agit sagement, sans admettre pourtant qu'il ait eu raison, après avoir communiqué son dessein à M. de Mackau, de mettre le public dans le secret de sa correspondance.

Un souverain doit être sobre de ses lettres, alors surtout que toute la puissance est dans sa main; ce qu'il écrit est avidement recueilli; on ramasse les lambeaux de sa prose comme ceux de sa conversation, et on s'efforce d'y lire les destinées du pays. Le privilége du pouvoir personnel est de donner du prix aux autographes du souverain. En les multipliant à l'excès, on court risque de les déprécier; de plus, on met les esprits à la torture. Souvent il arrive que les billets se suivent et ne se ressemblent pas. Il faut alors chercher à les faire s'accorder entre eux, à combiner leurs parties et à les juxtaposer comme on fait d'une gravure découpée en mille parts et qu'il faut rajuster. La lettre à M. de Mackau, bien que n'ayant aucune signification décourageante pour la liberté, était considérée cependant comme une concession faite à l'esprit de réaction;

Digitized by Google

elle consolidait à leur poste, pour un délai illimité, les ministres qui représentent précisément les abus que l'opinion publique voudrait voir disparaître. Cette lettre était encore en butte à la discussion des journaux lorsqu'au milieu de ces querelles tombe une seconde lettre adressée à M. le président du Corps législatif. Nous voilà entre deux lettres et dans l'attitude embarrassée de l'âne de Buridan. Celle-là était dans le courant réactionnaire : celle-ci est dans le courant libéral. Ce que la première laissait sous-entendu, la seconde le dit nettement; ce n'est pas trop de ces deux lettres pour s'éclairer sur les intentions du chef de l'Etat; une troisième ne gâterait rien. En effet, M. de Mackau apprend que le chef du gouvernement ne cédera ni à la pression, ni à l'entraînement, ni à l'émeute; M. Schneider est informé « qu'après comme avant les élections, l'Empereur continuera l'œuvre qu'il a entreprise : la conciliation d'un pouvoir fort avec des institutions sincèrement libérales. » Maintenant, il faudrait qu'un troisième correspondant apprît quelle quantité de pouvoir fort on fera entrer dans les institutions libérales, ou quelle quantité de liberté se mêlera au pouvoir fort. Avec les éléments d'appréciation que nous fournissent les deux lettres de l'Empereur, nous restons encore dans de grandes incertitudes. La dernière, d'ailleurs, a été provoquée par un incident qui, dans les circonstances actuelles, n'est point sans intérêt.

L'honorable président M. Schneider, sans être lui-même un fougueux libéral, incline visiblement vers le centre gauche; c'est le fauteuil qui veut cela. Ses vice-présidents sont plus faiblement nuancés ; l'un d'eux tranche par le ton accusé de ses doctrines autoritaires. Il est comme le *Leader* des conservateurs qui formaient le cercle de la rue de l'Arcade et un adhérent des « sept sages ». C'est sur ce dernier, au moment de l'ouverture de la session, que tombe une distinction imprévue. Le décret, qui fait de M. le baron Jérôme David un grand-officier de la Légion d'honneur suit immédiatement le décret qui maintient cet ami du pouvoir à la présidence du Corps législatif. M. Schneider, qui connaît, par lui-même et par les autres, le sens allégorique des plaques, a pensé que celle-ci, sans avoir le même éclat que celle qui avait été conférée à M. Rouher dans une circonstance mémorable, n'en possédait pas moins une très grande valeur. Il a considéré qu'elle empruntait aux circonstances actuelles une signification qui l'obligeait à donner sa démission à l'Empereur. Cette appréciation se trouvait du reste tout à fait conforme au sentiment public ; la décoration donnée à M. Jérôme David signifiait que les hommes de son parti étaient en faveur et que la présidence du Corps législatif allait prochainement lui être dévolue. M. Schneider ne pouvait accepter comme marque de confiance le crachat que M. David recevait sur la poitrine; il offrit, sans hésiter, sa démission à l'Empereur. La lettre qui a relevé le courage abattu du parti libéral est celle-là même que le chef de l'Etat écrit au président du Corps législatif pour le retenir à son poste. Il ne fallait pas seulement expliquer à M. Schneider que le nouvel ornement accordé à l'habit de M. Jérôme David était le résultat

Digitized by Google

d'une promesse faite l'année dernière ; il fallait encore, pour donner satisfaction au président, faire quelques galanteries à un libéralisme trop prompt à s'effrayer. Une lettre écrite dans de telles circonstances, pour n'avoir pas la valeur d'une déclaration spontanée, n'en est pas moins un correctif de la première épître. Mais n'est-ce pas un spectacle bien fait pour remplir d'étonnement les peuples qui nous regardent qu'un pays tout entier cherchant sa destinée dans des lignes tombées de la plume du souverain, alors qu'il vient de faire connaître légalement et solennellement sa volonté ? Il semble que, lorsque l'opinion publique a prononcé, tout doit être dit. N'est-ce pas elle qui remporte toujours la dernière victoire ?

Sous un régime comme le nôtre, l'unique préoccupation du chef de l'Etat devrait être de conformer ses paroles et ses actes aux manifestations de l'opinion publique. Après les élections de mai et de juin, la France espérait autre chose de l'Empereur que la lettre à M. de Mackau ; la lettre à M. Schneider elle-même n'a pas suffisamment répondu à son attente. On en peut dire autant de la harangue militaire prononcée au camp de Châlons. Nous ne trouvons pas mauvais que Napoléon III use tour à tour de la forme épistolaire et de la forme oratoire, encore moins sommes-nous surpris que, parlant à des soldats, le jour d'un glorieux anniversaire, il loue la valeur militaire et assigne à l'armée un rang honorable dans les institutions du pays. Il n'en est pas moins vrai qu'en se laissant aller à l'entraînement des souvenirs guerriers et aux goûts particuliers de sa race, il a quelque peu froissé les tendances pacifiques qui viennent de se manifester dans toute l'étendue de la France. Ce salut à l'armée a eu peu d'échos dans le pays ; loin d'y rencontrer l'enthousiasme qu'en d'autres temps il y eût excité, il a causé une soudaine dépréciation sur la richesse mobilière.

Les idées que la harangue impériale a condensées avec beaucoup d'art ne semblent plus être des idées de notre temps ; on est un peu revenu de ce moyen de propager la civilisation qui consiste à promener partout la ruine et la mort. ne philosophie plus saine nous apprend que la guerre étant par elle-même une coutume barbare, il n'y a aucun progrès à attendre de ses ravages. Peu de gens ignorent aujourd'hui que les principes de liberté et d'égalité reconnus par nos pères de 1789 avaient marqué leurs étapes dans toutes les capitales où la grande armée a poussé les siennes. L'humanité aurait une bien affligeante destinée si elle ne pouvait réaliser aucun progrès sans la force du canon. Une doctrine plus vraie et plus consolante était professée, ces jours derniers, dans une assemblée où s'étaient donné rendez-vous les membres de la ligue de la paix. Là, on a hautement répudié la guerre ; on ne connaît pas encore le moyen de l'éviter ; on ne sait trop qu'imaginer pour vider les différends qui s'élèvent de peuple à peuple, mais la guerre est condamnée comme un moyen ruineux et stupide d'arriver à la fraternité universelle.

Pendant que l'éloquence du père Hyacinthe et les savantes dissertations de M. Michel Chevalier et de M. Frédéric Passy recrutaient des

Digitized by Google

adhérents à la ligue de la paix, le camp de Châlons assistait à une autre propagande. Le chef de l'Etat exaltait au-dessus de tout l'esprit militaire; il le proposait comme le remède le plus efficace à opposer aux passions vulgaires. La fidélité au drapeau n'est-elle pas la vertu par excellence, la source du dévouement à la patrie? Nous avons heureusement d'autres éléments de moralisation; chez un peuple qui a son existence assurée, l'esprit militaire n'est acceptable qu'à la condition de n'occuper qu'une place restreinte dans les mœurs et dans les lois. Lorsqu'il est dominant, il est démoralisateur; il peut devenir un grand élément de servitude. Tout le monde sait que rien n'est plus tyrannique que le règne du sabre; l'histoire nous apprend à quelle oppression on arrive avec l'esprit militaire, quelles injustices on accomplit avec la fidélité au drapeau. Les prétoriens, en pratiquant cette fidélité, ont donné à l'empire romain ses tyrans les plus odieux. Il n'y a rien d'aveugle, de brutal en soi comme ce fanatisme du drapeau; en 1849, il entraînait des Hongrois à combattre, avec les dominateurs de leur patrie, contre leurs frères qui voulaient la délivrer. De même des Italiens combattaient naguère l'Italie sous le drapeau de l'Autriche. Si cet emblême disparaît emporté dans la tourmente de la bataille, le soldat s'égare; il se décourage et se laisse vaincre. Quelquefois, il jette ses armes et déserte son devoir. Les Suisses aimaient passionnément le drapeau et ils se faisaient volontiers mercenaires. La fidélité au drapeau est une vertu relative; il faut qu'on le retrouve toujours, comme le panache blanc de Henri IV, dans le sentier du devoir et de l'honneur. C'est bien là, certainement, que s'est toujours tenu le drapeau français; le mérite en revient aux chefs qui ont présidé aux destinées de nos batailles. Mais on reconnaîtra qu'avant le culte du drapeau, un souverain doit faire passer l'amour de la justice, le respect des droits et des devoirs. Machiavel disait à son prince : « La première raison qui te fait perdre tes Etats est de mépriser l'art de la guerre, tandis que ce qui te les fait gagner est d'y être passé maître. C'est parce qu'il avait les armes à la main que François Sforza devint, de particulier, prince de Milan, tandis que ses fils, pour avoir fui les travaux et les incommodités des camps, de ducs devinrent simples particuliers [1]. » Notre temps n'a plus rien de commun avec l'organisation politique et les mœurs qui étaient en vigueur en Italie au XVe siècle. Pour s'élever au pouvoir, un homme est moins tenu qu'au temps de Machiavel de pratiquer l'art de la guerre; de retentissantes disgrâces ont montré que, s'il n'était guère possible d'arriver au rang suprême sans le secours de l'armée, on en pouvait être précipité malgré le prestige militaire.

Ce qui importerait pour le moins autant que d'exalter l'esprit militaire, dans une armée aussi aguerrie et aussi bien disciplinée que la nôtre, ce serait de ne point l'isoler des populations, de ne point séparer ses intérêts des intérêts des masses. Il n'est point facile, nous le reconnaissons, d'arriver à ce résultat lorsqu'on emploie l'armée à réprimer les révoltes

[1] *Essai sur Machiavel*, par Paul Deltuf. Renwald, éditeur.

Digitized by Google

populaires ; mais au moins pourrait-on ménager le soldat et organiser, pour les troubles de la rue, des agents volontaires pris dans la population, qui pratiqueraient une sorte de police mutuelle. On a pensé que nous pourrions acclimater en France les constables d'Angleterre. Ce serait une dérogation considérable à nos habitudes, à nos préjugés, mais aussi un grand progrès dans nos mœurs, si des citoyens, armés seulement d'un petit bâton d'ivoire, possédaient assez d'autorité morale pour refouler les flots grondants de l'émeute. Nous arriverions peu à peu, avec ces volontaires et les agents ordinaires de la police, à qui le *casse-tête* et le *coup-de-poing* seraient interdits, à ne plus mêler l'armée à nos discordes civiles.

On n'aurait pas à déplorer des malheurs comme il en est arrivé es jours derniers, dans le bassin houiller de la Loire, où les soldats du 4e de ligne ont déchargé leurs armes sur une foule composée d'hommes, de femmes et d'enfants. Dix cadavres ont été ramassés sur ce beau champ de bataille; il y a eu des enfants atteints dans les bras de leurs mères; les balles coniques ont ricoché jusque sur des paysans occupés à des travaux de culture. Armés comme ils le sont aujourd'hui, nos régiments ont de terribles explosions de colère. Il y avait lieu pourtant d'user de patience envers ces pauvres mineurs de la Ricamarie, que des ordres partis on ne sait de quelle source mystérieuse avaient condamnés à la grève. Ils recevaient le contre-coup des secousses politiques que l'on avait préparées pour l'époque où nous sommes et qui devaient se faire ressentir successivement en France, en Italie, et peut-être aussi dans d'autres pays. Leur grève enfreignait les prescriptions de la loi; elle s'armait de violences et faisait sa propagande par des menaces.

La force armée est intervenue pour garder les puits des mines que l'on voulait inonder; un régiment, ramenant à Saint-Etienne les prisonniers, a été assailli de coups de pierres et même de coups d'armes à feu. Cerné par une foule irritée, il ne pouvait se défendre contre le nombre; les prisonniers lui étaient enlevés un à un. C'est dans cette extrémité que les soldats, sans attendre l'ordre de leur chef, ont fait une décharge meurtrière. La foule certainement était réfractaire et agressive; l'infanterie était soumise à un rude combat de patience, mais celle-ci ne devait-elle pas attendre l'ordre de faire feu? Est-ce là l'esprit militaire? On nous raconte qu'à Inkermann des régiments anglais ont supporté, pendant de longues heures, le eu des Russes qui les décimaient; ils n'avaient point l'ordre de tirer, ils se sont laissé tuer sans riposter aux Russes. Notre esprit militaire diffère un peu de celui-là, puisque la discipline de nos soldats ne va pas jusqu'à endurer les coups de pierres. Il ne faut pas qu'on dise qu'ils étaient dans le cas de légitime défense. Il est de nécessité absolue que force reste à la loi : voilà la circonstance atténuante. Aussi la responsabilité de l'acte sanglant de la Ricamarie ne doit-elle pas être attribuée seulement aux soldats qui ont fait usage de leurs armes; elle revient plutôt aux autorités qui n'avaient pas envoyé assez de troupes pour protéger, sans recourir aux coups de feu, les prisonniers qu'elles étaient chargées d'emmener. L'au-

Digitized by Google

torité, dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, semble avoir été satisfaite de l'effet de terreur produit par le sang versé. De même qu'à Paris, pour imposer silence à une centaine de tapageurs, elle a fait emprisonner quinze cents citoyens inoffensifs, et distribué dans l'ombre des coups de poing de son invention qui ont laissé leur empreinte, de même elle a voulu exagérer sa force parmi la population des mineurs et donner aux insoumis de la politique et du travail le spectacle du spectre rouge terrassé par le fantôme autoritaire. Il semble que le moment serait venu de renoncer à ces pratiques mauvaises; quand les premières épouvantes sont passées, personne n'est dupe de ces fausses démonstrations, on sait bien où est la vraie force d'un gouvernement et l'on regrette qu'il ne sache pas lui-même qu'elle est dans une application mesurée de la loi et dans les sympathies qu'il sait inspirer.

Il ménage encore moins les rigueurs judiciaires que les répressions brutales. Les journaux sont remplis des jugements qui les condamnent, ceux-ci à l'amende, ceux-là à la prison. On voit aussi défiler la série des perturbateurs arrêtés dans les journées des 8, 9 et 10 juin; ceux-là ne s'en tirent guère sans un peu de prison. Jusqu'à présent, cependant, il ne nous a pas paru qu'ils fussent bien endurcis dans le crime; la plupart ont des répondants très honorables et produisent des antécédents enviables. Ce qu'on n'a pas encore découvert non plus, ce sont les instigateurs des désordres, ces riches inconnus qui ont glissé des pièces de monnaie dans les poches et qui ont réglé l'émeute comme on règle le travail d'une manufacture, à tant par jour. Il semblait qu'on tenait ces coupables; il faut croire qu'on a perdu la piste. La justice a des rigueurs cruelles pour certaines gens: M. Rochefort est de ceux qu'elle ne ménage point. On a découvert, dans le candidat de la septième circonscription, un délit d'introduction d'écrits prohibés, qui a le précieux inconvénient de faire perdre ses droits civiques à ceux qui l'ont commis. Aussitôt le parquet de requérir et le tribunal d'appliquer la loi. M. Rochefort a eu tort certainement de s'exposer, pour une simple question de recettes, à un si grand dommage; il aurait dû connaître le danger auquel il s'exposait. De son côté, l'autorité déploie vraiment trop de vigueur pour écraser cet homme; elle pouvait en avoir si facilement raison en lui faisant grâce de toutes ses condamnations, que nous ne pouvons l'approuver de lui en infliger de nouvelles. Le nouveau jugement qui le frappe empêchera peut-être ce pamphlétaire d'être député; il ne l'empêchera pas d'être populaire et de recueillir des voix partout où l'on aime à faire contre le gouvernement ce qu'on sait lui être désagréable.

Nous ne sommes pas encore sortis des agitations politiques; après avoir profondément troublé le pays pendant un mois dans les centres électoraux, elles vont l'occuper encore par la vérification des pouvoirs. Cette opération, toujours laborieuse, demande cette année une session spéciale. Elle s'est ouverte hier sans le cérémonial ordinaire et sans le discours traditionnel de la couronne. Le ministre d'Etat est venu, sans autre appareil, déclarer la session ouverte, et la Chambre va procéder

Digitized by Google

immédiatement à sa constitution. On a discuté la question de savoir si le Corps législatif, dès qu'il aura nommé ses secrétaires et ses bureaux, aura qualité pour faire surgir des questions étrangères à la vérification des pouvoirs. Ce droit nous paraît acquis. Il n'est nullement nécessaire, en effet, pour que la Chambre soit constituée, qu'elle se soit prononcée sur les élections contestées de quelques-uns de ses membres. Elle examine d'abord et valide celles qui ne sont l'objet d'aucune contestation; puis elle nomme ses secrétaires, le président procède au tirage des bureaux, et le Corps législatif est constitué de plein droit. Sur ce point, les articles 56 et 57 de la loi du 5 février 1867 ne laissent aucun doute. Il peut arriver cependant que les députés dont l'élection est contestée et peut être annulée, soient si nombreux que les autres ne suffisent point pour arriver au chiffre réglementaire exigé pour la validité des délibérations. Il est évident que, dans ce cas, il faudrait attendre pour engager le Corps législatif dans des sujets de discussion étrangers à la vérification des pouvoirs, qu'il eût été statué sur les élections contestées. Ce point de jurisprudence politique a, cette année, une importance particulière; quelques députés croient nécessaire d'interpeller le gouvernement sur les troubles qui ont éclaté à Paris et dans plusieurs départements. D'autres ne seraient point éloignés de faire surgir aussi des discussions sur diverses questions de politique intérieure et extérieure. Le gouvernement aurait mauvaise grâce de chercher à éviter des débats qui sont de nature à lui faire connaître l'opinion du pays et à dessiner l'attitude de la nouvelle Chambre.

Il faut reconnaître cependant que le fait même de la vérification des pouvoirs implique un assez grand nombre de questions subsidiaires pour que le pouvoir exécutif y puisse prendre une connaissance suffisante des sentiments de la nation. Cette opération, d'ailleurs, a par elle-même une très grande importance, puisqu'elle touche directement aux bases fondamentales de nos institutions. C'est l'enquête ouverte sur la pratique même du suffrage universel, la recherche de tous les abus et de toutes les fraudes qui peuvent en altérer la sincérité. Avant de demander à la Chambre son avis sur telle ou telle question, ne convient-il pas de vérifier les origines des divers mandats? Ne faut-il pas savoir d'abord jusqu'à quel point elle représente bien exactement l'opinion? Nous voulons savoir jusqu'à quel point le corps électoral a été libre, combien de voix lui a arrachées la pression officielle, combien d'autres les manœuvres de l'opposition ont détournées à leur profit. Le suffrage universel! c'est ce qu'il importe d'abord de bien épurer et de bien affranchir. Les autres questions viendront en leur temps. Nous avons le défaut que l'on reproche aux Parlements italiens et que l'on ne reprochera jamais aux Anglais ni aux Allemands : nous mêlons volontiers toutes les questions; nous les voudrions résoudre et approfondir toutes à la fois. Nous recherchons les incidents au préjudice des questions principales. Ces procédés de discussion, par leur imprévu, ont pour nous bien plus de charme; mais ils ne font pas avancer les questions.

Digitized by Google

De bons exemples à suivre, si des préjugés encore vivaces ne nous empêchaient de les aller chercher de ce côté, c'est ce qui se passe à Berlin, où deux parlements fonctionnent à la fois. Ils sont composés à peu près des mêmes hommes et possèdent cependant des attributions bien différentes. Le Parlement de l'Allemagne du Nord a les siennes, sur lesquelles le Parlement douanier allemand n'empiète jamais. Pour ce dernier, que sa constitution enferme dans l'examen des intérêts purement commerciaux des deux Confédérations, la tentation est grande de verser dans les questions politiques qu'il côtoie toujours, et dont le charme palpitant l'attire sans cesse. De son côté, le Reichstag procède avec ordre et mesure à l'examen des questions qui lui sont soumises; il est fidèle à son ordre du jour. Le roi de Prusse, en clôturant, le 22 juin, la session du Parlement de l'Allemagne du Nord et du Parlement douanier, a pu les complimenter sur l'utilité et l'abondance de leurs travaux. Aucune fièvre ne s'est emparée de ces esprits pratiques, absorbés dans une tâche calme et régulière. Pendant que, dans notre pays, le souverain ne peut prendre la plume ou même ouvrir la bouche sans mettre le pays entier en émoi, le roi de Prusse a prononcé, dans la même journée, deux discours qui n'ont pas même amené la plus légère dépréciation sur les marchés de l'Europe; il a parlé de lois votées, de traités conclus, des ports francs, de la taxe des sucres et de la révision du tarif des douanes. Ces sujets ne comportent pas de grands effets oratoires; mais, en les étudiant en commun, les représentants des deux Allemagnes resserrent des liens dont la solidité est le but d'une politique lente et résolue.

Le roi de Prusse a accompli dans le Hanovre ce voyage qu'avait retardé une indisposition et que les malins politiques de Paris et de la banlieue lui défendaient d'entreprendre. L'accueil qui lui a été fait serait de nature à déconcerter les prophètes si ceux-ci, après s'être trompés dans leurs prévisions, n'avaient essayé de tromper le public sur les résultats de cette royale visite.

Les habitants du Hanovre ont salué dans le roi Guillaume le représentant éminent de la pensée allemande, le souverain qui a fait tomber les derniers liens qui les enchaînaient au passé féodal et les a constitués pour une part dans les bénéfices d'une grande nation. En même temps, les vieux républicains des villes hanséatiques, les bourgeois de Brême n'ont pas caché leur enthousiasme, et il semble que l'écho de leurs acclamations soit de nature à nous avertir du véritable esprit d'union qui règne au delà du Rhin. La bourgeoisie des villes hanséatiques constitue une population singulièrement éclairée et très attentive à tout ce qui touche à ses libertés et à ses intérêts. Il ne serait pas aisé de forcer ses sentiments, encore moins de lui donner le change sur la nature de ses besoins et la manière d'y satisfaire. Lorsqu'on nous montre l'Allemagne du Nord divisée, le Hanovre frémissant, les villes libres impatientes du joug, on fait une œuvre mauvaise; on entretient des erreurs

Digitized by Google

qui peuvent devenir funestes ; on donne crédit à certain parti de la guerre qui croit tout facile et qui, s'il triomphait dans les conseils, ferait reculer de vingt ans la civilisation.

Le roi Guillaume, durant son voyage, est allé inaugurer le port de Jahde, ce port obtenu dans le temps à grand'peine de l'obligeance du grand-duc d'Oldenbourg. La Prusse, à cette époque, ne possédait pas la côte hanovrienne et n'avait pas à sa disposition, pour y abriter la flotte allemande, dont on rêvait l'existence, le port militaire d'Emden. Jamais le roi de Hanovre n'aurait consenti à ouvrir ses bassins à la marine qui devait protéger pourtant le commerce de ses sujets en même temps que tous les intérêts si considérables que l'Allemagne entretient sur les mers. On se rappelle combien il fut difficile d'introduire les chemins de fer sur le territoire hanovrien. Quand revient la mémoire du passé, on a peine à comprendre que des esprits éclairés, épris des idées de progrès et de liberté, puissent regretter ces temps et cette ordonnance politique où il suffisait de la volonté d'une prince pour paralyser l'essor d'une grande nation et tenir en échec les intérêts des peuples voisins. Nous ne sommes encore qu'au début de la Confédération du Nord, mais il serait aisé déjà de constater les avantages précis, multipliés qui en sont sortis pour les relations entre la France et l'Allemagne. La formation d'une flotte prussienne, le développement que vont acquérir ses ports militaires de la mer du Nord et de la Baltique, doivent être pour nous un sujet de satisfaction et le motif d'une espérance. La liberté des mers, ce grand espoir de la civilisation, deviendra une réalité du jour où nous saurons, dans cette vue, nous unir à la Prusse.

Un des hommes qui ont le plus efficacement contribué à imprimer à la politique prussienne cette salutaire direction dont nous parlions plus haut, le comte de Goltz, vient de mourir à Berlin. C'est, pour le roi Guillaume, une perte qu'il ne sera point facile de réparer. On sait quelle était l'activité et l'intelligence du comte de Goltz, avant que la mort n'eût entrepris sur sa personne ce travail lent et terrible qui a duré plus d'une année. Après avoir occupé les postes diplomatiques les plus considérables, il avait été appelé par le roi au plus important de tous, à celui-là même d'où était parti le comte de Bismark pour aller prendre la direction de la politique prussienne.

M. de Goltz peut être considéré comme l'un des collaborateurs les plus efficaces du comte de Bismark ; il a eu assez de tact, assez de finesse, assez de fermeté pour maintenir, sur un pied satisfaisant, pendant la période tourmentée de 1866, les relations de la cour des Tuileries et de la cour de Berlin. Que de fois n'a-t-il pas été l'interprète, auprès de l'Empereur, des sentiments d'amitié du roi Guillaume ! Alors que la politique française semblait vouloir prendre des allures menaçantes, alors que s'échangeaient, aux yeux de l'Europe surprise et de l'Allemagne émue, ces démonstrations amicales entre le vainqueur et le vaincu de Solférino, M. de Goltz savait observer discrètement cette évolution et n'en prendre aucun ombrage. Si on voulait combler de prévenances le prince de Met-

Digitized by Google

ternich, on ne pouvait se défendre de donner aussi des marques de sympathie au comte de Goltz; ses qualités personnelles le préservaient de toute disgrâce diplomatique.

Admirablement secondé dans sa délicate mission par le comte de Solms Sonnewalde, son premier secrétaire, qui, accrédité comme chargé d'affaires, a fait l'intérim de la longue et inexorable maladie, le comte de Goltz a peut être contribué à prévenir entre la France et la Prusse des conflits qui auraient pu ensanglanter l'Europe. Il a joué, pendant toute la crise, un rôle conciliateur, et déployé un zèle et une habileté qui fait le plus grand honneur à sa diplomatie. Lorsque le mal qui l'a terrassé a manifesté ses premiers symptômes, le comte n'était pas au bout de sa tâche; il sentait bien qu'il avait encore des services à rendre à son pays; c'est pour cela qu'il avait tant de peine à quitter son poste pour suivre les cures que les médecins lui indiquaient. Il a bien fallu se résigner cependant; après avoir enduré les plus douloureuses opérations et s'être soumis aux traitements les plus pénibles, il a pris ce congé illimité auquel la mort seule devait mettre un terme. Ce pays où il était né, alors que son père y occupait le poste que plus tard il est venu remplir, il l'a quitté avec des serrements de cœur et de sinistres pressentiments qu'une confiance apparente s'efforçait de dissimuler. Il a laissé, parmi nous, des regrets profonds; mais la perte que nous faisons n'est pas comparable à celle que fait l'Allemagne. A moins de porter le deuil du roi lui-même ou du grand chancelier, elle ne pouvait guère être plus éprouvée.

Il faudrait au vice-roi d'Egypte des diplomates de la trempe du comte de Goltz pour réaliser toutes les ambitions qu'il laisse paraître. Ce prince est en promenade à travers l'Europe; il va de capitale en capitale, changeant d'air et de climat chaque semaine dans un but que les gazettes de tous pays ne savent pas trop définir. Il se fait accompagner des plus fortes têtes de sa vice-royauté; il emporte avec lui tout son gouvernement, les Egyptiens ayant sans doute été préparés à ne point trop souffrir de son absence. Le khedive est un prince opulent; il règne sur un des plus riches pays de la terre, et il y règne en maître absolu, disposant des biens et de la personne de ses sujets. C'est pour lui que le soleil brille, que les moissons mûrissent, que la population se multiplie et que le Nil déborde. Et cependant le khedive n'est pas heureux; il rêve des bonheurs impossibles. Non content d'avoir obtenu que son fils pût lui succéder, il voudrait donner l'hospitalité à tous les souverains de l'Europe. Il quitte ses Etats pour leur adresser de vive voix cette invitation; il les convie à l'inauguration du canal de Suez, que la persévérance de M. de Lesseps, aidée de deux hommes, MM. Borel et Lavalley, dont le nom vivra dans l'histoire du génie humain, a creusé dans les sables du désert. Il voudrait aussi que, du consentement de tous les Etats de l'Europe, ce canal fût neutralisé. S'il arrive à la réalisation de ses désirs, il est, pour ainsi dire, l'égal de tous les souverains; il s'affranchit du vasselage qui, depuis Sélim Ier, pèse sur les khedives. Cette grande pensée politique

Digitized by Google

l'arrache aux loisirs de son pachalik. Mais il avait à peine mis le pied en Europe qu'il sent s'abattre sur lui la main lointaine et invisible du grand seigneur. Partout où il arrive, la première figure qu'il voit est celle de l'ambassadeur ottoman : à Florence, à Berlin, à Vienne, à Paris, c'est le représentant de la Porte qui l'attend dans les gares des chemins de fer et qui l'amène auprès du souverain qu'il vient visiter. En Angleterre, cependant, il a été reçu par le prince de Galles, qui avait été l'objet, au Caire, d'une somptueuse hospitalité. Le fils de la reine d'Angleterre ne veut pas être en reste avec le khedive.

Cependant, on apprend que le sultan n'est point satisfait de son vassal; on soutient à Constantinople qu'Ismaïl outrepasse ses droits, qu'il n'a pas le droit d'inviter des souverains à venir en Egypte, que ce droit appartient au sultan. Le projet de neutraliser le canal ne semble pas non plus entrer dans les vues de la politique turque. Ces dispositions de la Sublime Porte n'arrêtent point le khedive; il poursuit ses voyages et semble déjà braver son suzerain. Il est vrai que, devant ses ouvertures, la Prusse reste tiède, l'Autriche muette, la France l'écoute avec bonté et ne promet rien, l'Angleterre l'accable d'honneurs et de refus; le comble de l'infortune pour le malheureux khedive serait de voir le sultan lui faire sentir le poids de son autorité et abroger le firman qui assure l'hérédité du trône de père en fils pour tous les successeurs d'Ismaïl. Il est importuné par cette crainte et poursuivi par l'image de son frère Mustapha qui aspire de son côté à rentrer dans ses droits héréditaires. Ce malheur pourrait bien être la conséquence des rêves ambitieux du khedive et des mauvais conseils qu'il reçoit de ses favoris. L'indépendance n'est point le résultat de l'intrigue; elle est le prix d'une politique sage, d'un caractère énergique; elle se conquiert et ne s'achète pas.

Nous avons parlé, il y a un an, d'une cérémonie touchante qui avait lieu en Suisse pour l'inauguration du monument polonais de Rapperswyl. Le comte Plater, qui prit une part si méritoire à cette œuvre nationale, et les patriotes polonais qui lui ont donné leur concours ont eu l'idée de fonder un musée historique polonais. Les autorités de Rapperswyl accordent le local; les trésors du musée seront fournis par l'émigration tout entière, qui en est réduite à demander à l'étranger l'hospitalité pour les souvenirs et les débris de la nation proscrite. « Nous désirons, dit le comte Plater, rendre hommage à la Pologne et à la sainte cause qu'elle représente ; après avoir fondé, sur le sol hospitalier de l'Helvétie, visité par des milliers d'étrangers, une protestation monumentale permanente en faveur du droit contre la force, nous voulons rappeler au monde, dans un sanctuaire consacré à l'histoire, un passé glorieux et un présent qui est un martyre. »

Le secrétaire de la rédaction : PASCAL PICARD.

Digitized by Google

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Nous ne sommes plus à la hausse, et, malgré les indices favorables qui se manifestent, il n'est pas probable que leur influence provoque à la Bourse une nouvelle reprise. Il y a de la lassitude sur le marché ; on sent que depuis longtemps nous sommes tiraillés en tout sens, et les émotions que nous avons éprouvées, les joies et les peurs de chacun font de la Bourse un centre d'oscillations continuelles.

Après les émeutes, après la lettre à M. de Mackau, nous nous sommes pris à redouter une mauvaise récolte. La saison, en effet, était mauvaise, sans que rien fût perdu cependant, puisque les blés n'étaient pas complétement couchés et que la vigne ne coulait pas encore. Avec le soleil, nos espérances sont revenues, et les nouvelles que nous recevons de tous côtés nous disent que les biens de la terre se trouvent en général dans d'assez bonnes conditions. Nous voilà donc rassurés sur ce qui nous intéresse le plus, et si, dans les affaires commerciales et industrielles, nous avons le bonheur de voir renaître l'activité, nous échapperons aux désastres qui nous menacent.

Tout en restant à un niveau plus modeste, la Bourse va conserver une certaine fermeté ; elle se trouve en état de résister au mouvement de réaction qui se prépare, et, à moins d'incidents imprévus, il n'y a pas de grands mouvements à attendre. La Rente a remonté ; elle a gagné dix-sept centimes au discours de l'Empereur à Beauvais et à la déclaration de M. Rouher à l'ouverture de la Chambre. Voilà comment s'est chiffrée cette journée du 28, qui, au dire de tant de personnes, devait être en événements féconde. Qui s'en plaindra ? Le baissier ; car si jamais il a pu compter sur une victoire, c'est ce mois-ci, et pourtant, malgré les apparences d'une baisse prochaine, ou tout au moins d'un affaissement des cours, la liquidation se fera en hausse.

Il s'est produit une baisse sensible sur la Rente italienne, puis elle s'est relevée, et l'on garde à peu près le *statu quo*. En somme, il y a plutôt un temps d'arrêt dans les finances italiennes que des embarras sérieux, et le ministère triomphera des difficultés actuelles. Le dénoûment, en effet, ne peut être que favorable, et l'Espagne voudrait bien pouvoir en dire au-

Digitized by Google

tant, elle qui voit son crédit plus en danger que jamais sur les différents marchés européens. A Londres, le dernier emprunt n'est coté au Stock Exchange que provisoirement ; les porteurs des anciens titres se sont énergiquement opposés à ce qu'on admît définivement les nouveaux fonds à la négociation officielle ; et nous devons dire qu'à Paris l'impression générale est très hostile à tout ce qui nous vient de l'Espagne. On ne prétendra pas que ce soit sans raison, car tout ce que nous avons tenté dans ce pays a échoué et ne nous a rapporté que déboires et cruelles déceptions. Chemins de fer, sociétés de crédit, nous avons souscrit tout ce qu'on a voulu ; nous avons acheté de l'Extérieur et de l'Intérieur. Qu'en avons-nous retiré ? Quels bénéfices avons-nous eu à donner notre argent de l'autre côté des Pyrénées ? Avec la branche aînée comme avec la branche cadette, nous avons perdu de l'argent, et nous ne nous trouvons pas plus heureux de la Révolution, qui, par malheur, a mis au pouvoir des hommes incapables de relever les finances et le crédit de l'Espagne.

Les fonds turcs ont bien plus d'avenir et jouiront d'une faveur plus durable. En janvier ils valaient 38 fr. 40, coupon détaché. Ils ont touché 45 fr., et ne s'arrêteront pas là. C'est un placement qui donne actuellement 10 0/0, et la spéculation intelligente ne néglige ni la rente ni l'obligation ottomanes, ni surtout les bons, qui sont d'une réalisation facile et qui offrent un revenu très élevé et des garanties de sécurité et de solidité. De tous les Etats de l'Europe, la Turquie est celui que l'on commanditera le plus facilement et dans les meilleures conditions. La ponctualité religieuse avec laquelle la Turquie remplit ses engagements nous inspire la confiance la plus absolue, et nous allons prochainement en donner une preuve, quand va se réaliser l'emprunt du réseau de ses chemins de fer.

Nous ne demandons pas mieux qu'on exécute avec notre argent les grandes voies ferrées qui doivent sillonner l'Europe, mais il nous tarde de voir terminer les nôtres ; or, il est évident que nous apportons une indifférence et une lenteur désespérantes à créer ce quatrième et ce cinquième réseau, qui, depuis longtemps, seraient achevés si, au lieu d'être des voies de communication rapide, ils eussent été un système perfectionné de fusil ou de canon. Félicitons-nous, toutefois, de la prochaine création du chemin d'Orléans à Châlons, que l'*Union des Actionnaires* soumissionne, apportant dix fois plus de capitaux qu'on n'en exige, et cela grâce à un appel intelligent fait à la souscription publique. Nous faisons depuis assez longtemps les affaires des autres ; notre public accepte avec empressement les entreprises françaises qui lui offrent quelque avenir. En somme, si nous considérons bien le mouvement financier et industriel qui s'effectue depuis deux ou trois mois, nous verrons que le capitaliste français est tout disposé à patronner les affaires nouvelles, et que l'épargne ne demande pas mieux que de soutenir les entreprises et les affaires sérieuses. Pas une semaine ne se passe sans que nous ayons au moins cinq ou six émissions, et bon nombre de ces emprunts sont couverts : ainsi, par exemple, nous avons eu la souscription des Halles et Marchés de Naples,

Digitized by Google

qui ne demandait que 42,000 obligations et qui en a obtenu 62,000, et dont les titres, dans quelques jours, seront cotés au parquet; celle des Usines à gaz réunies, et maintenant se présente le Crédit rural, qui, avec un capital de vingt millions, se propose de transformer la dette hypothécaire et de venir en aide à l'agriculture; nous avons la Société de charbonnage du Nord, qui, soutenue par le *Moniteur des Tirages financiers*, est sûre d'avance de son succès. Le trait le plus caractéristique du changement qui s'est opéré dans les habitudes de la banque et de la finance est l'importance et la force qu'ont acquises les journaux financiers; c'est en France seulement que le journal s'est fait banquier, et qu'il a agrandi ses opérations de façon à présenter une surface considérable, et à représenter par sa clientèle seule des légions de vingt et trente mille souscripteurs, qu'il est en état de centupler le jour où il a besoin de faire une émission. Il n'y a désormais d'emprunt possible que de cette manière, car toutes les autres méthodes sont trop coûteuses, et pas une ne peut garantir le succès, ou, s'il se fait attendre, couvrir une position menacée et sauvegarder les intérêts de l'entreprise.

On dirait cependant qu'il est réservé aux entreprises françaises d'être l'objet du blâme et de la réprobation de ceux dont le devoir est de soutenir tout ce qui est appelé à rendre des services au pays. Que n'a-t-on pas dit du canal de Suez, qui touche pourtant aux grandioses résultats que le génie des hommes, forts de leur conviction et de leur science, était seul capable de rêver? Que ne dit-on pas de la ligne internationale d'Italie qui complète l'œuvre de M. de Lesseps? Le câble transatlantique français n'a pas été plus heureux; il n'a pas échappé aux acerbes critiques, et maintenant encore, porté dans les vastes flancs du *Great Eastern* s'il venait à se briser, s'il n'échappait pas aux mille dangers qu'il doit surmonter, ceux qui étaient les ennemis d'une tentative gigantesque auprès de laquelle ils se voyaient trop petits, ne manqueraient pas d'applaudir à un insuccès, fort heureusement réparable, mais qui leur donnerait la vaine satisfaction de pouvoir dire qu'ils ne s'étaient pas trompés, comme si mauvais augures et sinistres prophéties avaient jamais manqué aux inventeurs et aux créateurs.

Nous ne saurions affirmer que l'opération des biens domaniaux d'Italie qui se prépare soit appelée à un succès complet; toutefois si, comme on nous l'assure, la combinaison repose sur des bases solides, et si elle est présentée sous l'auspice de maisons honorables et bien considérées dans le monde de la haute banque, la souscription réussira, car nous sommes très intéressés à soutenir les finances et la rente italiennes où les capitaux français sont très engagés.

Parlons à présent d'une autre émission, qui, plus modeste, verra sans doute enlever ses titres en quelques jours. Il s'agit des Ardoisières de Ludwigstadt, en Bavière. Nous ne saurions aujourd'hui exposer en détail les conditions financières dans lesquelles se présentera cette affaire. Bornons-nous à donner quelques renseignements sur la situation matérielle de l'entreprise. Les Ardoisières de Ludwigstadt se composent de vingt-

Digitized by Google

cinq concessions formant une superficie de 8 millions de mètres carrés. Deux ardoisières sont en pleine exploitation, sur une étendue de 26,000 mètres, et occupent leurs ouvriers sur une couche d'ardoises qui est à 2 mètres du sol et présente une épaisseur de plus de 20 mètres. Cet avantage est immense, si l'on veut se rendre compte des dépenses énormes qu'on a dû faire à Angers avant d'arriver à la couche schisteuse exploitable qui gisait à plus de 30 mètres de profondeur. Qualité, bon marché de la main-d'œuvre, transports faciles, les ardoisières de Ludwigstadt ont tout cela, et elles sont à nos ardoisières ce que la houille anglaise des gîtes les plus renommés est à notre houille ordinaire.

Nous voilà bien loin de la Bourse, car ces sociétés vraiment industrielles ne font guère circuler au parquet ni à la coulisse leurs actions ou obligations, qui se conservent dans les mains des premiers souscripteurs. Revenons au comptant et au terme. Les institutions de crédit ont été négligées depuis plusieurs semaines : le Crédit foncier de France, parce qu'il courait des bruits sur la démission du gouverneur et du sous-gouverneur, et qu'on prétendait impossible le doublement du capital ; le Comptoir d'escompte, parce que ses opérations à l'étranger et sa participation aux affaires russes inquiètent le public ; la Société générale, à cause de son rôle passif dans le mouvement industriel français. Le Crédit foncier suisse a été seul l'objet d'une hausse marquée. Rien d'étonnant à cela. Cette institution a traversé son temps d'épreuves ; la voilà connue, et elle fonctionne avec une régularité digne d'éloges et qui lui a attiré les sympathies de l'épargne. Quatre nouvelles séries de ses obligations viennent d'être admises à la cote du comptant, et le temps est venu où, par le seul développement normal de ses opérations, elle doit prendre rang à côté du foncier de France et du foncier d'Autriche. Voilà ce qui justifie le cours de 800 francs auquel ses actions arriveront prochainement.

Les Chemins de fer français ont gardé leur fermeté, tout en donnant lieu à moins de transactions. La petite panique qu'on avait eue au sujet du Lyon a fait place, au contraire, à des arbitrages considérables pratiqués en faveur de cette ligne. Le Nord a donné lieu à des escomptes dont on recherche aussi la raison ; enfin, les Charentes ont accentué davantage leur mouvement ascensionnel. Cette nouvelle ligne est tout particulièrement recherchée, et sa nouvelle série d'obligations, qui se négocie en Bourse depuis quelques jours, se classe comme la meilleure valeur de notre marché.

Quant aux obligations de la Ville de Paris 1869, elles font toujours prime, malgré les mécontentements qu'ont fait naître les mesures administratives de M. Haussmann. Les souscripteurs qui n'ont pas été favorisés se reportent sur les obligations de 1855-60, qui sont en hausse sur le mois dernier. En général, l'activité du marché des obligations a progressé, et nous remarquons une tenue très ferme provoquée par les nombreux achats de la province.

On demandera peut-être ce que deviennent les obligations tunisiennes. Hélas ! elles restent ce qu'elles étaient. Nous n'ajouterons pas créance à

Digitized by Google

tous les bruits qui courent au sujet des changements heureux que nous allons voir se produire. Nous connaissons trop la foi punique pour nous faire illusion ; ce qui est perdu est bien perdu, et l'argent est comme la parole, qui, une fois lancée, ne saurait revenir : *Nescit missa reverti.*

Même observation concernant le Mobilier français et le Mobilier espagnol, qui malheureusement ont fait leur temps, et qui doivent faire place à une grande création : le Crédit national, à l'enfantement duquel nous assisterons bientôt.

Notre marché financier a besoin d'une réorganisation. Les mêmes fautes se commettent ; les erreurs, les vices de notre organisme financier sont les mêmes qu'il y a dix ans. Il faut ouvrir un vaste champ à l'activité française, réfréner et modifier les allures de la spéculation, relever la rente et la soustraire aux causes de dépréciation qui s'attaquent à elle, réformer la législation des opérations à terme, et remplacer ces valeurs étrangères, ces valeurs funestes, de pure fantaisie, par quelque chose de solide, de fort, de durable, qui engendre la prospérité, décuple nos forces et grandisse notre influence. Tel est le rôle du Crédit national, qui tracera dans la seconde moitié du XIXe siècle un sillon aussi fécond en grands résultats que l'abîme creusé par la spéculation de l'agiotage l'a été jusqu'à ce jour en ruines et en désastres.

JULES DE POZAR.

ALPHONSE DE CALONNE.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-NEUVIÈME VOLUME

MAI ET JUIN 1869. (16e année. — 2e série.)

Pages.

LA BAVIÈRE EN 1812 ET 1813. — SOUVENIRS INÉDITS (1re partie), par M. le Comte DE MERCY-ARGENTEAU 5

LA MER LIBRE DU POLE NORD, LES RÉCENTES EXPLORATIONS DANS LES RÉGIONS ARCTIQUES ET LES EXPÉDITIONS PROJETÉES, par M. CONSTANT AMÉRO 27

LES CALVINISTES FRANÇAIS AU XVIe ET AU XVIIIe SIÈCLE. — LES CAMISARDS DES CÉVENNES, par M. PHILIBERT-SOUPÉ 64

LA PÉDAGOGIE ET L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALLEMAGNE, par M. ALBERT LEFAIVRE 97

HYPATIE LA PHILOSOPHE, par Mme JEANNE D*** 138

REVUE CRITIQUE : I. *Bourkard Zink et sa Chronique d'Augsbourg*, de M. Fick, par M. de F... — II. *Impressions of Spain in* 1866, de lady Herbert, par M. HIPPOLYTE VATTEMARE. — III. *Le Travail et ses lois*, de M. Antonin Rondelet, par M. H. de M. 161

REVUE MUSICALE, par M. C. ERNOUF 168

CHRONIQUE POLITIQUE : histoire de la quinzaine 172

CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. JULES DE POZAR 182

SCÈNES DE LA VIE MILITAIRE EN RUSSIE (1812). — SOUVENIRS DU GÉNÉRAL PRUSSIEN H. DE BRANDT, par M. X. (2e partie) 193

LA QUESTION D'IRLANDE (1re partie), par M. ERNEST DUPLESSIS 227

PEINTRES ET SCULPTEURS A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1869, par M. ARTHUR BAIGNÈRES 253

POÉSIE : LA LÉGENDE DE BOUDDHA, par M. LÉON GRANDET 283

LES ANGLAIS ET LES RUSSES DANS LA HAUTE-ASIE, par M. C. LULLIER 296

LE DROIT DES PAUVRES ET L'ADMINISTRATION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE, par M. LUCIEN MOREL 324

REVUE CRITIQUE : I. *Lettres d'un passant*, de M. Arthur de Boissieu, 1re et 2e série, par M. HIPPOLYTE VATTEMARE. — II. *Milton, sa vie et ses œuvres*, de M. E. de Guerle, par M. A. MÉLIOT. — III. *Le Rôle de Jésus et des Apôtres*, de M. le docteur J. M. Rabbinowicz, par M. EUGÈNE BOULET. — IV. *Etudes sur la Poésie latine*, de M. Patin, par M. le baron ERNOUF 350

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par M. ANATOLE CLAVEAU 364

CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine 366

CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. JULES DE POZAR 378

Digitized by Google

Pages.

LA BAVIÈRE EN 1812 ET 1813. — SOUVENIRS INÉDITS (2e partie), par M. le Comte DE MERCY-ARGENTEAU. 385

LA QUESTION D'IRLANDE (2e partie), par M. ERNEST DUPLESSIS. 412

DES RAPPORTS DE L'ESPRIT PUBLIC ET DE LA CONSTITUTION EN ANGLETERRE, par M. S. BOUILLON. 43

LUCILE GERMAIN, nouvelle (1re partie), par M. AMÉDÉE MARTEAU. 456

LA RÉVOLUTION DES PAYS-BAS ET GUILLAUME D'ORANGE (1re partie), par M. LOUIS JEZIERSKI. 481

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DANS LES ÉLECTIONS DE 1869, par M. ALPHONSE DE CALONNE. 507

DE LA LÉGISLATION DES OCTROIS, par M. ED. BONNAL. 533

REVUE CRITIQUE : I. *Commentaire théorique et pratique de la loi sur la presse du 11 mai 1868*, de M. Antoine Giboulot. — *Le droit de timbre sur les journaux en Hollande*, de M. Maurice Van Lee, par M. L. BONNEVILLE DE MARSANGY. — II. *Papiers de famille juifs, Lettres d'un Missionnaire*, de M. Gustave Reinhard, par M. T. Z... — III. *La Question algérienne : les Arabes, l'Armée, les Colons*, de M. E. Lunel, par M. E.-M. DE LYDEN. — IV. *Chants nationaux des deux mondes*, de M. J. Foulc, par M. PHILIBERT-SOUPÉ. 542

REVUE MUSICALE, par M. C. ERNOUF. 559

CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine. 562

CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. JULES DE POZAR. 573

LUCILE GERMAIN, nouvelle (2e et dernière partie), par M. AMÉDÉE MARTEAU 577

DE VALPARAISO A BUENOS-AYRES A TRAVERS LES ANDES ET LES PAMPAS (1re partie), par M. LUCIEN-NAPOLÉON WYSE. 604

LA PHILOSOPHIE A ROME, LUCRÈCE, par M. PAUL ROUSSELOT 632

LA RÉVOLUTION DES PAYS-BAS ET GUILLAUME D'ORANGE (2e et dernière partie), par M. LOUIS JEZIERSKI. 665

LA SITUATION DE L'ESPAGNE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE SEPTEMBRE, par M. ADOLPHE D'ASSIER. 692

POÉSIE : LA CHASSE DU RADJA, LES NOCES DE MYOUK, par M. CH. GRANDSARD. . . 720

REVUE CRITIQUE : I. *Arnaud de Brescia et les Hohenstaufen, ou la question du pouvoir temporel et de la papauté au moyen âge*, de M. Georges Guibal, par M. ANDRÉ ALBRESPY. — II. *Hagiographie du diocèse d'Amiens*, de M. l'abbé Corblet, par M. E. DE FOREST. — III. *Encyclopédie de famille, Répertoire général des connaissances usuelles*, publié par Firmin Didot frères, par M. CONSTANT AMÉRO. — IV. *Des secours à domicile*, de M. Dubois, par M. E. DE F. — V. *Essai sur l'histoire de la philosophie au XIXe siècle*, de M. Louis Ferri, par M. A. PHILIBERT-SOUPÉ. — VI. *Mémoires historiques sur la ville de Bourg*, de M. J. Baux, par M. A. P.-S. 730

L'ÉCLAIRAGE PAR LES GAZ OXYGÈNE ET HYDROGÈNE, par M. ALPHONSE DE CALONNE. 741

CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine. 749

CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. JULES DE POZAR. 762

Paris. — Imprimerie de Dubuisson et Ce, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

Form 410

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google